

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	3
CABINET DU PREFET	3
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>3</i>
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU MERCREDI 22 DECEMBRE 2004 - PROCES-VERBAL N° 54/2004	3
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	3
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	<i>3</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.01 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	3
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.02 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES	3
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.03 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR CHRISTIAN JEANNOT, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	4
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES	5
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>5</i>
COMMISSION DEPARTEMENTALE CHARGEE D'ETABLIR LA LISTE D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE ENQUETEUR	5
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	9
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	9
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	9
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	9
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DU GROUPEMENT DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OTHAIN	9
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	10
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAZELLE	10
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	10
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE	10
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET EVALOR	10
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET AUTREMENT	12
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	12
ARRETE N° 74/2004 DU 14 DECEMBRE 2004 RELATIF AU CLASSEMENT DU SERVICE DE MEDECINE DE L'ESPACE CHIRURGICAL AMBROISE PARE A NANCY	12
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	13
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	<i>13</i>
ARRETE DDASS / AES / N° 1012 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE LUDRES	13
ARRETE DDASS / AES / N° 1039 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « RESIDENCE D'AUTOMNE » DE LAXOU	13
ARRETE DDASS / AES / N° 1045 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE EINVILLE AU JARD	14
<i>SERVICE AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE »</i>	<i>14</i>
ARRETE DDASS/AES/N° 1141/2004 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 ^{ER} JUILLET 2004 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT DE L'ETABLISSEMENT MEDICO-SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) CHU DE NANCY 29, AV. DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY - C.O. N° 34 - 54035 NANCY-CEDEX	14
ARRETE DDASS/AES/N°1142/2004 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 ^{ER} JUILLET 2004 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT DE L'ETABLISSEMENT MEDICO-SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) DE MONT-SAINT-MARTIN - ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY - 4, RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN	15
ARRETE DDASS/AES/N°1143/2004 MODIFIANT L'ARRETE DU 20 JUILLET 2004 FIXANT LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) TANDEM - 1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND - 54190 VILLERUPT GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM	16
ARRETE DDASS/AES/N°1144/2004 MODIFIANT L'ARRETE DU 20 JUILLET 2004 FIXANT LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) "UNITE FONCTIONNELLE D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT DES TOXICOMANIES" (UFATT) -22 BIS, RUE DE MALZEVILLE - 54000 NANCY GERE PAR LE CHU DE NANCY	16
SOLIDARITE - AUTONOMIE	17
ARRETE DDASS / SSA / N°1053 REFUSANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE PONT A MOUSSON	17

ARRETE DDASS / SSA / N° 1055 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY	18
ARRETE DDASS / SSA / N° 1056 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE.....	18
ARRETE DDASS / SSA / N° 1057 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	19
ARRETE DDASS / SSA / N° 1058 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	19
ARRETE DDASS / SSA / N° 1068 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE.....	20
ARRETE DDASS / SSA / N° 1069 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON.....	20
ARRETE DDASS / SSA / N° 1070 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT.....	21
ARRETE DDASS / SSA / N° 1071 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT	21
ARRETE DDASS / SSA / N° 1072 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF	22
ARRETE DDASS / SSA / N° 1073 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS.....	22
ARRETE DDASS / SSA / N° 1074 MODIFANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY	23
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1125 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME D'AUDUN-LE-ROMAN.....	23
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1126 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY - HOMECOURT.....	24
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1127 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE COLOMBEY LES BELLES	25
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SSA / N° 1128 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME D'HAROUÉ.....	26
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SSA / N° 1131 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE 38, RUE DE DIEUZE A NANCY.....	26
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SSA / N° 1132 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY	27
ARRETE DDASS / AES / N° 1133 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY	28
ARRETE DDASS / SSA / N° 1134 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL	29
ARRETE DDASS / SSA / N° 1135 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	29
ARRETE DDASS / SSA / N° 1136 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT	30
ARRETE DDASS / SSA / N° 1137 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE	30
ARRETE DDASS / SSA / N° 1138 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS	31
ARRETE DDASS / SSA / N° 1139 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY.....	31
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SSA / N° 1164 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE ROYAUMEIX.....	32
ARRETE DDASS / SSA / N° 1165 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL	33
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	34
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	34
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....	40
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004-367 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRIQUEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL DE CHENEVIÈRES	40
AVIS DE CONCOURS	41
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	41
AVIS DE CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2 ^E CLASSE.....	41
MINISTERE DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL DE NANCY - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'AGENTS ADMINISTRATIFS DES SERVICES JUDICIAIRES, AU TITRE DE L'ANNEE 2004.....	43

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS
DU MERCREDI 22 DECEMBRE 2004 - PROCES-VERBAL N° 54/2004

10 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ADRIAN	ISABELLE	PONT A MOUSSON
AIROLDI	AURELIEN	VILLERS LES NANCY
BIZE	CYRIL	NANCY
CLAUDE	FRANCIS	RICHARDMENIL
FAGOT	NICOLAS	HAROUE
GENAY	BENOÎT	BREMONCOURT
GRANDJEAN	BASTIEN	ROSIERES AUX SALINES
JOURDAIN	VINCENT	VARANGEVILLE
ROUBACHE	NABIL	LAXOU
SPAGNI	ROMUALD	VARANGEVILLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.01

PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI,
DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand AZZI directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

Délégation est donnée à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- * du contrôle des arrêtés municipaux,
- * des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- * des recours devant les juridictions administratives,
- * des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- * des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- * des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

ARTICLE 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand Azzi à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy de moins de 10 000 habitants.

Le reste sans changement.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 11 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.02

PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR FRANCIS GIROUX,
DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n° 511A en date du 2 août 2000 affectant Monsieur Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2000 ;
VU l'arrêté n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 du ministre de l'Intérieur nommant Monsieur Francis Giroux directeur des services de préfecture, directeur des actions interministérielles de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2004 ;
VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.56 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Francis Giroux, directeur des services de préfecture, directeur des actions interministérielles ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.56 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Francis Giroux, de Madame Annie Lebel et de Madame Françoise Gabrion, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, seront exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique

- * Monsieur Guy-Michel Durivaux, attaché, chef du bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique,
- * Monsieur Patrice Petit, attaché,
- * Madame Dorine Grave, attaché,
- * Madame Laurence Piekarski, attaché,
- * Mademoiselle Thérèse Brun, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Bureau de la programmation et des fonds européens

- * Madame Monique Colire, attaché, chef du bureau de la programmation et des fonds européens,
- * Madame Frédérique Bello-Lapanne, attaché,
- * Madame Christine Seibt, attaché.

Bureau des Finances de l'Etat

- * Monsieur Gérard Dalstein, attaché, chef du bureau des finances de l'Etat,
- ou, en son absence,
- * Madame Danièle Guizot, secrétaire administrative de classe normale,
- * Madame Dominique Detraye, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville

- * Mademoiselle Dominique Cratelet, attaché.

Bureau de l'environnement

- * Mademoiselle Anne Roussel, attaché,
- * Madame Evelyne Gauvain, attaché.

ARTICLE 2 : L'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Dans la limite de la délégation consentie à M. Francis Giroux et en cas d'absence simultanée ou d'empêchement de celui-ci ainsi que de Mme Annie Lebel, de Mme Gabrion et du chef de bureau compétent ainsi que de leurs adjoints directs ayant reçu délégation en application de l'article 4 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux autres chefs de bureau de la direction :

- M. Guy-Michel Durivaux,
- Mme Monique Colire,
- M. Gérard Dalstein.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 11 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.03

**PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR CHRISTIAN JEANNOT,
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 2001-1178 du 12 décembre 2001 relatif à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel du 15 novembre 2004 portant nomination de Monsieur Christian Jeannot en qualité de directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} décembre 2004 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.67 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Christian Jeannot, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.67 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

Délégation est donnée à Monsieur Christian Jeannot, Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes, à l'exclusion toutefois des correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires, au président du Conseil Général et au président du Conseil Régional lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service.

I - ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCES

1.1 - Prélèvement, analyse et expertise des échantillons de marchandises

- réception et enregistrement des procès-verbaux, conservation des échantillons prélevés, envoi des échantillons aux laboratoires (code de la consommation, article R. 215-11)
- mesures concernant les échantillons non fraudés (code de la consommation, article R. 215-21)
- transmission aux Parquets des dossiers concernant les échantillons présumés fraudés (code de la consommation, article R. 215-22 et 215-23)

1.2 - Hygiène, salubrité, qualité et sécurité

- mesures réglementaires de fermeture de tout ou partie d'un établissement ou l'arrêt de plusieurs de ses activités (code de la consommation article L. 218-3)
- mesures réglementaires de suspension de la mise sur le marché, de retrait, de rappel ou de destruction de produits susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L. 218-4 du code de la consommation)
- mesures réglementaires d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de marchandises dont la remise en conformité est impossible (article L. 218-5 du code de la consommation)
- avertissements concernant les ateliers de pasteurisation du lait (loi du 2 juillet 1935 modifiée, article 6, et décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, article 18)
- enregistrement et réception des déclarations d'installation :
 - fabricants, distributeurs ou vendeurs en gros de produits surgelés (décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 modifié, article 5)
 - fabricants de laits destinés à la consommation humaine et de laits fermentés (décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, articles 5 et 11)
 - fabricants et importateurs de denrées alimentaires et boissons destinées à une alimentation particulière : déclaration d'un nouveau produit (décret n° 91-827 du 29 août 1991)
- immatriculation :
 - des ateliers de découpe et d'emballage des fromages (décret n° 70-559 du 23 juin 1970 modifié, article 3)
 - des fromageries (arrêté ministériel du 21 avril 1954)
- destruction et dénaturation des conserves présentant des signes correspondant à une altération du contenu (décret n° 55-241 du 10 février 1955 modifié, article 4)
- déclassement des vins de qualité produits dans des régions déterminées (V.Q.P.R.D.) (règlement CE n° 1493/1999 du 17 mai 1999 modifié, décret n° 2001-510 du 12 juin 2001, article 5-1)
- déclaration des installations des établissements disposant de matériel utilisant des rayons ultra violets (décret n° 97-617 du 30 mai 1997)

1.3 - Aides de l'État aux entreprises

- liquidation des Primes d'Aménagement du Territoire (PAT) (circulaire du 24 avril 1995)

II - GESTION DU SERVICE

2.1 - Gestion personnel

- Congés des personnels

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 11 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

PREMIER BUREAU

COMMISSION DÉPARTEMENTALE CHARGÉE D'ÉTABLIR LA LISTE D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

LA COMMISSION,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 modifiée fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 85-453 modifié pris en application de la loi n°83-630 précitée ;

Vu le décret n° 98-622 du 20 juillet 1998 relatif à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur prévue par l'article 2 de la loi n° 83-630 précitée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1998 portant création de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, modifié par l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2002 ;

Après examen des candidatures auquel elle a procédé le 10 novembre 2004, sous la présidence de Monsieur Bernard MADELAINE, président du tribunal administratif de NANCY ;

D E C I D E

Article 1^{er} : La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2005 est fixée telle que présentée en annexe de la présente décision.

Article 2 : Cette liste sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et pourra être consultée en préfecture ainsi qu'au greffe du tribunal administratif de NANCY.

NANCY, le 7 décembre 2004

Le Président de la Commission,
Bernard MADELAINE

LISTE D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE ENQUETEUR
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE - ANNEE 2005

NOM ET PRENOM	ADRESSE	TELEPHONE	FONCTIONS
Monsieur Michel BASLY	16, Grande rue 54290 ROZELIEURES	03.83.72.32.30	Retraité
Monsieur Alain BECONCINI	17, place Albert Lebrun 54580 AUBOUE	03.82.22.27.66 06.08.04.74.45	Retraité
Madame Rachida BENELMIR	12, rue Malvina Cezard BP 61 54180 HOUEMONT	03.83.54.18.14 06.16.81.30.12	Analyste documentaire
Monsieur Riad BENELMIR	12, rue Malvina Cezard BP 61 54180 HOUEMONT	06.14.15.83.23 06.14.48.55.06	Maître de conférences
Monsieur Christian BERNEZ	83, boulevard de Champelle 54600 VILLERS LES NANCY	03.83.40.71.14	Retraité
Monsieur René BEUDIN	9, rue Chéret 54600 VILLERS LES NANCY	03.83.28.77.05 Fax : 03.83.28.88.63	Architecte
Monsieur Lionel BOURBIER	33, rue des Jardins 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	03.83.22.73.44 06.87.32.55.59	Retraité
Monsieur Roger BRUNANT	2, rue des Acacias 54550 PONT SAINT VINCENT	03.83.26.41.76	Retraité
Monsieur Jean Pierre CALLAIS	89, Clos du Vignoble 54113 MONT LE VIGNOBLE	03.83.62.56.35 Fax : 03.83.62.56.35	Ingénieur hydraulique
Mademoiselle Alexandra CHALONS	102, boulevard Jean Jaurès 54000 NANCY	Travail 03.83.33.86.73 06.20.56.30.45 alexandra.chalons @voila.fr	Chargée d'études dans le domaine de l'environnement
Mademoiselle Emmanuelle COLSON	17, rue de la Chaussée 54540 SAINTE POLE	03.83.74.53.05 manue_colson@yahoo.fr	Professeur de biologie vacataire
Monsieur Alain CONRADT	11, rue de Graffigny 54000 NANCY	03.83.40.69.34 Fax : 03.83.40.63.55	Architecte
Madame Evelyne COTE-CHOSSELER	42, rue du Sergent Bobillot 54000 NANCY	03.83.90.28.45 Fax : 03.83.90.29.47	Géologue
Monsieur. Thierry DEHOVE	28, avenue du Général de Gaulle 54800 CONFLANS EN JARNISY	03.82.33.08.10 Fax : 03.82.33.28.84	Géomètre expert
Monsieur Alain DREYFUS	270, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	Dom 03.83.51.59.25 03.83.47.03.12	Chargé d'études LABOROUTE LORRAINE
Monsieur Christian EULOGE	2, allée des Romains 54425 PULNOY	03.83.29.06.89	Retraité
Monsieur Goëry FERRY	2 bis, rue Godron 54000 NANCY	06.12.72.30.28 goery@free.fr	Ingénieur d'étude à SEDE Environnement
Monsieur Gérard FOURRIERE	2 rue du Saule 54470 SEICHEPREY	03.83.23.11.06 g.fourriere @terre-net.fr	Retraité
Monsieur Gilles GAUTHIER	4, allée des cygnes 54300 LUNEVILLE	03.83.73.30.48	Retraité gendarmerie
Madame Yveline GERARD	16, rue Victor Hugo Le Vert Village 54630 RICHARDMENIL	03.83.25.22.77 06.19.30.34.39	Retraitee ministère de l'intérieur

Monsieur Pierre GOM	3 rue Hector Berlioz 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	03.83.46.82.01	Retraité
Monsieur Reynald GOUDIN	50, rue Charles Courtois 54210 SAINT NICOLAS DE PORT	03.83.48.26.52 06.84.63.05.19 g.reynald@wanadoo.fr	Chargé d'études en environnement à FREDON Lorraine
Monsieur Daniel GOUDOT	3, avenue de la Libération 54520 LAXOU	03.83.67.42.92 Fax 03.83.67.42.93 danielgoudot@aol.com	Géomètre expert
Monsieur Pierre GOUPIL	Clos de Médreville Boulevard Charlemagne 54000 NANCY	03.83.40.79.42	Retraité
Monsieur Claude GRANGE	5, Grande rue 54120 HABLAINVILLE	03.83.72.23.09	Retraité
Monsieur Yves GRY	43, avenue Anatole France 54000 NANCY	03.83.40.43.77	Directeur régional du C.N.F.P.T
Monsieur Jean HERB	10, rue Isabey 54000 NANCY	03.83.27.03.54 03.83.27.94.95	Géomètre expert
Monsieur Claude HOMAND	8, rue Charles Paul Lebrun 54300 LUNEVILLE	03.83.73.06.24	Retraité
Monsieur Pierre IDOUX	41, rue des Cottages 54600 VILLERS LES NANCY	03.83.28.17.27 06.75.47.12.16	Retraité
Monsieur Henri JEANGEY	10, rue des Tonneliers 54140 JARVILLE	03.83.54.17.44	Retraité
Monsieur Jean-Michel KIRCHER	21, rue Vauban 54404 LONGWY	03.82.23.22.85 Fax : 03.82.23.95.85	Géomètre expert
Monsieur Jacques KREBS	6, rue Voltaire 54520 LAXOU	03.83.52.45.64	Retraité
Mademoiselle Anne LAGORCE	50, rue Charles Courtois 54210 SAINT NICOLAS DE PORT	03.83.48.26.52	Employée SEDE Environnement
Monsieur Jacques LANGLAIS	1, rue de la Libération BP 51 54203 TOUL	03.83.43.12.14 03.83.63.22.26	Conseil en aménagement urbanisme et environnement
Monsieur Jacques-Yves LEMASLE	202, rue de Bois le Prêtre 54700 PONT A MOUSSON	03.83.81.19.81	Géomètre expert
Monsieur Bernard LO CASCIO	21, rue de la Madeleine 54000 NANCY	Bureau : 03.83.95.60.60	Conseiller en environnement Ch. des Métiers de Mthe-et-Mlle
Mademoiselle Maryse LOUIS	19, allée Joliot Curie 54850 MEREVILLE	03.83.47.78.34 Fax : 03.83.47.36.60 bgae@ClubInternet.fr	Responsable de bureau d'études ICPE
Monsieur Michel MALGRAS	16, rue Martin 54370 HOEVILLE	03.83.73.17.75 03.83.72.01.74	Géomètre
Monsieur Jean-Marie MAROTTE	2, rue Rimbaud 54630 RICHARDMENIL	03.83.25.88.90	Retraité
Monsieur Michel MATHIEU	6, route de Sorbey 54260 LONGUYON	03.82.26.53.80	Retraité D.D.E.
Monsieur Claude MENTION	151, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	03.83.28.31.37	Retraité
Monsieur Jean-Pierre MICHEL	4, rue Lafayette 54200 TOUL	03.83.64.51.20 06.73.53.24.53 jpmicheltoul@wanadoo.fr	Retraité de l'armée de terre

Monsieur Michel MILANDRI	Grande Rue 54200 JAILLON	03.83.62.95.62	Coordonnateur sécurité bureau VERITAS
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	296, rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	03.83.95.60.88 06.83.87.29.78	Animateur environnement Chambre des Métiers
Monsieur Roger MUNIER	55, rue Sellier 54000 NANCY	03.83.35.06.79	Retraité
Monsieur Robert PASSEMARD	34, rue du Parc 54425 PULNOY	03.83.21.09.05	Retraité
Monsieur François PERSON	43, rue Paul Keller 54200 TOUL	03.83.65.28.28 Fax 03.83.63.12.73	Notaire
Monsieur Jean-Marie PETITCOLIN	4, rue des Cultivateurs 54580 AUBOUÉ	03.82.22.34.00	Retraité France Télécom Adjoint au maire
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	752, rue de la Gare 54715 LUDRES	03.83.25.76.76 Fax 03.83.25.76.77	Architecte DPLG
Monsieur Hubert PREVOTEAU	3, rue de Régnéville 54000 NANCY	Bureau 03.83.35.43.20 Hubert.Prevoteau @wanadoo.fr	Ingénieur conseil agro-économiste
Monsieur Anthony RABEAU	24, Grande Rue 54840 SEXEY LES BOIS	03.83.23.37.31 anthony.rabeau @free.fr	Sans
Monsieur Alain RAISON	96, rue des parterres fleuries 54280 SEICHAMPS	03.83.64.65.26	Suppléant juge d'instance
Monsieur Henri RAPIN	2, rue du Château d'Eau 54110 HARAUCOURT	03.83.48.32.54	Gérant LABOROUTE LORRAINE
Monsieur Pierre REVOL	37, avenue du Général de Gaulle 54280 SEICHAMPS	03.83.20.36.46 03.83.20.36.51 06.80.10.26.26	Hydrogéologue, Pédologue libéral
Monsieur René RUEZ	4, allée des verts Prés 54300 CHANTEHEUX	03.83.74.50.62	Retraité
Monsieur René SARTELET	Résidence Andromède 10, rue de Norvège 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	03.83.54.51.67 06.20.80.17.57	Retraité
Monsieur Michel SCHUTZ	21, rue Henry Dunant 54150 BRIEY	03.82.46.25.82	Retraité
Madame Patricia SCHWEITZER	16, rue Jacques GRUBER 54180 HEILLECOURT	03.83.57.88.22 Fax 03.83.57.66.32 06.11.51.34.87	Chargée de communication
Monsieur Jean-Paul SIMON	71, rue de la Bergerie 54840 GONDREVILLE	03.83.63.64.63	Retraité
Monsieur Michel STRICHER	25, rue de la Fallée 54270 ESSEY LES NANCY	03.83.21.23.57 06.24.93.20.60	Retraité
Monsieur Dominique THIEBAUD	20, rue Léon Houot 54110 VARANGEVILLE	03.83.45.42.49	Pédologue libéral
Monsieur Hubert THOMAS	5 rue du Petit Moirin 54115 FECOCOURT	03.83.52.33.89	Retraité
Monsieur Jean VIAL	21, rue de l'abbé grégoire 54300 LUNEVILLE		Retraité
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	50, rue Frédéric Chopin 54250 CHAMPIGNEULLES	03.83.38.26.93 06.81.26.90.16	Retraité

Monsieur Claude VOSGIEN	1, rue Jean Moulin 54112 ALLAMPS	03.83.25.45.12	Retraité
Monsieur Thierry WEILL	5 rue Haute 54340 POMPEY	03.83.49.98.61 Fax 03.83.49.98.92	Responsable bureau d'études environnement

La présente liste arrêtée à 66 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de Meurthe et Moselle pour l'année 2005 sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et pourra être consultée à la préfecture de Meurthe et Moselle ainsi qu'au greffe du tribunal administratif de Nancy.
NANCY, le 7 décembre 2004

Le Président de la Commission,
Le Président du Tribunal Administratif,
Bernard MADELAINE

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 5 janvier 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC Les Alpes, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un supermarché de type maxidiscompte à l'enseigne ALDI à TOMBLAINE d'une surface de vente de 783 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de TOMBLAINE.

NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 5 janvier 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA REGO Distribution, en qualité de futur exploitant en vue de procéder à la création d'un magasin d'équipement de la maison à l'enseigne BUT à FLEVILLE DEVANT NANCY - ZAC de Frocourt d'une surface totale de 4 920 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FLEVILLE DEVANT NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 5 janvier 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS Estate, en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial composé de six magasins à ESSEY LES NANCY - ZAC du Tronc qui fume d'une surface de vente de 2 390 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY LES NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DU GROUPEMENT DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OTHAIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2000 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de Grand-Failly, Petit-Failly, Saint-Jean-les-Longuyon ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 avril 2003 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « groupement de communes de la vallée de l'Othain » ;

VU la délibération du 3 novembre 2004 du comité du groupement de communes de la vallée de l'Othain décidant la modification de l'article 2 des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des communes membres :

- GRAND-FAILLY en date du 14 décembre 2004
- PETIT-FAILLY en date du 25 novembre 2004
- SAINT-JEAN-LES-LONGUYON en date du 15 décembre 2004
- VILLERS-LE-ROND en date du 9 décembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

ARRETE

Article 1^{er} : La modification de l'article 2 des statuts du groupement de communes de la vallée de l'Othain est autorisée comme suit :

« Article 2 : le syndicat exercera les compétences suivantes :

- prendre en charge les frais de fonctionnement des écoles maternelles et primaires de l'ensemble des communes adhérentes dans le cadre du regroupement pédagogique intercommunal ;

- soutenir les communes qui souhaitent définir un projet de développement communal ;
- gérer la collecte et le traitement des déchets ;
- soutenir financièrement les initiatives des particuliers à l'échelle du regroupement (façades, portes de granges...) et mise en valeur du petit patrimoine ;
- encourager le fleurissement et les actions en faveur de l'environnement ;
- organiser le déneigement de la voirie communale ;
- entretenir et développer les chemins de randonnées ;
- encourager les initiatives culturelles ;
- participer à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale et de schémas de secteur ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du groupement de communes de la vallée de l'Othain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 30 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAZELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU la délibération du conseil de la communauté de communes de Hazelle du 27 septembre 2004 relative à l'extension des compétences communautaires aux études et à l'entretien du Terrouin et de ses affluents ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de AVRAINVILLE (8/11/04), FONTENOY-SUR-MOSELLE (8/11/04), FRANCHEVILLE (9/12/04), JAILLON (5/11/04) et VILLEY-SAINT-ETIENNE (16/11/04)

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée des conseils municipaux telle que définie par l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les compétences de la communauté de communes de Hazelle telles que définies à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 portant création de la communauté de communes de Hazelle sont étendues aux études et à l'entretien du Terrouin et de ses affluents.

Article 2 : La sous-préfète de TOUL et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 3 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET EVALOR

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu l'arrêté ministériel du 25 Octobre 2004 modifiant l'arrêté du 25 Février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu l'article D.766-1.7 du code santé publique

Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau EVALOR

représenté par son promoteur

Nom Prénom

Professeur Serge BRIANCON

Statut professionnel

Professeur des Universités-Praticien Hospitalier

Adresse

CHU Nancy-Hôpital MARIN

92 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de

Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau **IVALOR**

Numéro d'identification **961410256**

Thème L'évaluation : Projet s'inscrivant dans la promotion de l'évaluation pour fournir aux acteurs les outils et les soutiens méthodologiques (dont la formation) indispensables au développement de leur évaluation afin d'améliorer la qualité de prise en charge dans notre système de santé.

Zone géographique (codes INSEE) Région Lorraine

Cible Les acteurs de santé de la région lorraine en particulier les réseaux.

Article 2 : Décision de financement

Le dossier EVALOR bénéficie d'un engagement financier de 70 000 € au titre de la dotation régionale de développement des réseaux.

Ce montant est accordé pour 1 an à partir de la signature de la présente décision.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

Les dépenses de fonctionnement :

- De coordination 40 000 €

- De la conduite du projet 30 000 €

Une demande de financement est présentée au FAQSV (sous réserve de l'accord des membres du bureau)

Les autres financeurs potentiels décrits dans le dossier par le promoteur sont :

- L'ANAES 70 000 € en 2005

- L'ARH 140 000 € pour 2005/2006

- Les adhérents 897 300 € (cotisations, mise à disposition de personnels par les établissements de santé)

Article 6 : engagements du promoteur

Le promoteur d'EVALOR, bénéficiaire du financement, s'engage en particulier pour les réseaux de santé :

- A promouvoir et diffuser la culture de l'évaluation auprès des acteurs de santé de la région lorraine
- A contribuer à la mise en œuvre des activités d'évaluation en apportant un soutien méthodologique en synergie avec l'ANAES
- A développer des outils d'évaluation et renforcer les compétences des professionnels impliqués dans le champ de l'évaluation
- A assurer un rôle « FEDERATEUR » régional de l'évaluation
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Article 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Au plus tard le 31 octobre 2005, le dossier EVALOR financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (réseaux concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du dossier.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport d'EVALOR auprès des acteurs de santé lorrains en particulier des réseaux de santé et afin d'envisager les conditions de la pérennité du projet.

Article 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région de Lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Article 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 21 décembre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET AUTREMENT**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu l'avis défavorable du Comité Technique Régional des Réseaux réuni le 26 novembre 2004

Décident conjointement, en l'état du dossier, de ne pas attribuer de financement sur la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau

AUTREMENT

Représenté par son promoteur

Nom prénom

Docteur Isabelle CARAYON

Statut professionnel

Médecin généraliste

Adresse

23 rue du général Leclerc
54360 DAMELEVIERES

Résumé du projet

Réseau dont le but est le développement des soins palliatifs, de l'accompagnement et de la prise en charge de la douleur à domicile pour des patients résidant en Meurthe et Moselle, Meuse, Vosges.

Motifs de la décision :

L'instruction du dossier en l'état suscite un certain nombre d'observations, voire de réserves sur les points suivants :

Le projet ne prend pas suffisamment en compte l'environnement sanitaire et social de l'aire géographique ciblée pour une prise en charge globale. Cette thématique nécessite de fédérer plus d'acteurs en dehors d'une équipe mobile composée d'un médecin et d'une infirmière. Le réseau ne pourra fonctionner qu'avec le concours des médecins généralistes engagés, formés et des établissements de santé de la zone géographique.

Les conditions dans lesquelles les professionnels et les établissements de santé manifestent leur volonté de participer au réseau ne sont pas évoquées dans le projet.

Les modalités de coordination du réseau de santé sont inexistantes ou non décrites ainsi que le rôle du coordonnateur.

Le budget du projet paraît démesuré au regard des objectifs et des résultats attendus, aucun acte dérogatoire n'est valorisé.

Le réseau cible, dès sa mise en place, une zone géographique très importante (692 communes) rurale et semi rurale qui risque de desservir la proximité et la qualité de la prise en charge globale, et rendre difficile l'adhésion des professionnels et des établissements de santé.

Le réseau doit avoir pour mission de créer des liens entre la ville et l'hôpital et la coordination organisée.

Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 21 décembre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Jean-Louis PETIT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

**ARRETE N° 74/2004 DU 14 DECEMBRE 2004 RELATIF
AU CLASSEMENT DU SERVICE DE MEDECINE
DE L'ESPACE CHIRURGICAL AMBROISE PARE A NANCY**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique ;

VU le code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 97-372 du 18 avril 1997 relatif aux établissements de santé privés, pris pour l'application de l'article L 6114-3 du Code de la santé publique et modifiant le code de la santé publique ainsi que le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté interministériel du 15 décembre 1977 fixant les critères et les procédures de classement applicables aux établissements privés, modifié par l'arrêté du 29 juin 1978 et son annexe A ;

VU la délibération n° 4/2004 de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 20 janvier 2004, relative à la transformation de 15 lits de chirurgie en 13 lits de médecine dont 6 lits de soins intensifs en cardiologie

VU le résultat positif de la visite de conformité qui a eu lieu le 18 octobre 2004 ;

VU la demande de classement déposée par l'établissement le 19 octobre 2004, pour son service de médecine ;

VU la visite de classement réalisée le 7 décembre 2004 ;

VU l'avis du Comité Régional des Contrats de Lorraine consulté par écrit le 9 décembre 2004 proposant le classement en A du service de médecine pour une capacité de 13 lits dont 6 lits d'USIC ;

VU l'avis de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine réunie le 14 décembre 2004.

ARRETE

Article 1^{er}

Le service de Médecine de l'Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy est classé en catégorie A.

Article 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision au demandeur.

Article 3

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges.

NANCY, le 14 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS / AES / N° 1012 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE LUDRES

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Article 1- Le forfait global 2004 de la maison de retraite de LUDRES
N° FINESS E.J. : 54 000 1310, N° FINESS E.T. : 54 000 3142
est fixé à 774 034,31 €.

Article 2- Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de LUDRES
N° FINESS E.J. : 54 000 1310, N° FINESS E.T. : 54 000 3142
est fixé à :
GIR 1 et 2 : 19,00 €
GIR 3 et 4 : 14,07 €
GIR 5 et 6 : 9,15 €

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4- Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DDASS / AES / N° 1039 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « RESIDENCE D'AUTOMNE » DE LAXOU

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Article 1- Le forfait global 2004 de la maison de retraite « Résidence d'Automne » de LAXOU - N° FINESS E.T. : 54 001 8686
est fixé à 166 392 €.

Article 2- Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « Résidence d'Automne » de LAXOU est à :
GIR 1 et 2 : 8,53 €
GIR 3 et 4 : 6,23 €
GIR 5 et 6 : 3,93 €

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4- Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1045 FIXANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE EINVILLE AU JARD**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E

Article 1- Le forfait global 2004 de la maison de retraite de EINVILLE AU JARD

N° FINESS E.T. : 54 001 3315

est fixé à 49 660 €

Article 2- Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de EINVILLE AU JARD

est fixé à 4,39 €

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4- Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE »

**ARRETE DDASS/AES/N° 1141/2004
MODIFIANT L'ARRETE DU 1^{ER} JUILLET 2004 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE L'ETABLISSEMENT MEDICO-SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) CHU DE NANCY
29, AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - C.O. N° 34 - 54035 NANCY-CEDEX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196,

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus à l'article R. 314-49 du Code de l'action sociale et des familles,

VU l'arrêté n° 99-396-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de NANCY géré par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998,

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 24 Novembre 2004,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA du CHU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses de personnel	551 088	578 058
	Groupe II : Dépenses médicales	1 193	
	Groupe III : Autres dépenses	25 777	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	578 058	578 058
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du CCAA du CHU est fixée à 578 058 €.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 48 171,50 €

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 354-36, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6:

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

ARRETE DDASS/AES/N°1142/2004
MODIFIANT L'ARRETE DU 1^{ER} JUILLET 2004 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE L'ETABLISSEMENT MEDICO-SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) DE MONT-SAINT-MARTIN
ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY - 4, RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R.314-196,
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-49 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
VU l'arrêté n° 99-395-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de MONT-SAINT-MARTIN, sis 4, rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN et géré par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (AHL) à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 24 Novembre 2004,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses de personnel	246 722	258 105
	Groupe II : Dépenses médicales	975	
	Groupe III : Autres dépenses	10 408	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	223 090	258 105
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	35 015	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN est fixée à 223 090 €.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 18 590,83 €.

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 354-36, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6:

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

ARRETE DDASS/AES/N°1143/2004
MODIFIANT L'ARRETE DU 20 JUILLET 2004 FIXANT LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT
DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) TANDEM
1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND - 54190 VILLERUPT
GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R. 314-196,
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-49 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
 VU l'arrêté DDASS/AES/213 en date du 20 Juillet 2004 autorisant la création du Centre de soins spécialisés pour toxicomanes TANDEM - 1, rue Pouyer Quertier - Parc Jean Rostand à Villerupt géré par l'Association TANDEM,
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 25 Novembre 2004,
 SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST géré par l'Association TANDEM sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses de personnel	20 199	417 840
	Groupe II : Dépenses médicales	342 075	
	Groupe III : Autres dépenses	55 566	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	417 840	417 840
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CSST géré par l'Association TANDEM à VILLERUPT est fixée à 417 840 €.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 34 820 €

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 354-36, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Le Directeur Adjoint,
 J.F. LHUILLIER

ARRETE DDASS/AES/N°1144/2004
MODIFIANT L'ARRETE DU 20 JUILLET 2004 FIXANT LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT
DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) "UNITE FONCTIONNELLE D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT
DES TOXICOMANIES" (UFATT) -22 BIS, RUE DE MALZEVILLE - 54000 NANCY
GERE PAR LE CHU DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R. 314-1 à R.314-196,
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-49 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
 VU l'arrêté DDASS/AES/212 en date du 20 Juillet 2004 autorisant l'Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes (UFATT) gérée par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST) conformément au décret n°2003-160 du 26 Février 2003,
 VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date 30 Novembre 2004,
 SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST "UFATT" géré par le CHU, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	669 130	807 289
	Dépenses de personnel		
	Groupe II : Dépenses médicales	38 693	
	Groupe III : Autres dépenses	99 466	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	807 289	807 289
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CSST "l'UFATT" géré par le CHU est fixée à 807 289 €.

La fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 67 274,08 €

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 354-36, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

SOLIDARITE - AUTONOMIE

**ARRETE DDASS / SSA / N°1053 REFUSANT L'EXTENSION
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES
DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1996 autorisant l'association locale d'aide à domicile en milieu rural «SERVICE DE SOINS COORDONNES INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DU VAL DE LORRAINE» dont le siège est situé 9 rue de Verdun - 54700 - PONT A MOUSSON, à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 35 places et l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1998 modifiant l'aire géographique d'intervention ;

VU le dossier reconnu complet au 31 mai 2004, présenté par l'association susvisée, en vue d'être autorisée à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 35 à 39 places, soit une extension « non importante » de 4 places et à modifier la couverture de son secteur d'intervention ;

VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 9 juillet 2002 ;

VU l'avis émis le 29 juin 2004 par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 24 septembre 2004 par la direction régionale du service médical du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 28 septembre 2004 par le Médecin Inspecteur de Santé ;

CONSIDERANT que :

- la modification de la zone d'intervention avec couverture du secteur de THIAUCOURT non encore desservi par un SSIAD, et rétrocession du secteur de NOMENY au SSIAD de FAULX permet une meilleure cohérence de secteur ;
- le Centre de Moyen Séjour de FAULX gestionnaire du SSIAD a déposé un dossier à l'effet de reprendre en charge le secteur de NOMENY ;
- bien que le taux d'équipement du secteur (15,11 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus) soit inférieur à la moyenne départementale (16,12 pour 1000), le dossier ne fait pas état de demandes refusées ;
- le degré de dépendance de la population prise en charge par le SSIAD situe en dessous de moyenne départementale des groupes iso ressources pondérés (GMP) dans les SSIAD ;
- qu'en conséquence un besoin d'extension de capacité n'est pas démontrée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : L'association « SCIAD du Val de Lorraine » dont le siège est situé 91 rue Pasteur à 54700 - PONT A MOUSSON est autorisée à modifier son aire géographique d'intervention comme suit.

Les 14 nouvelles communes desservies sont :

BOUILLONVILLE, CHAREY, DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE, ESSEY-ET-MAIZERAIS, EUVEZIN, JAULNY, LIMEY-REMENAUVILLE, LIRONVILLE, PANNES, REMBERCOURT-SUR-MAD, THIAUCOURT-REGNIEVILLE, VIEVILLE-EN-HAYE, VILCEY-SUR-TREY, XAMMES

Les 32 communes conservées sont :

ARNAVILLE, ATTON, BAYONVILLE-SUR-MAD, BEZAUMONT, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT, CHAMPEY-SUR-MOSELLE, CLEMERY, EPLY, FEY-EN-HAYE, JEZAINVILLE, LANDREMONT, LESMENILS, LOISY, MAIDIERES, MAMEY, MONTAUVILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, MOUSSON, NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON, PAGNY-SUR-MOSELLE, PONT-A-MOUSSON, PORT-SUR-SEILLE, PRENY, RAUCOURT, ROUVES, SAINTE-GENEVIEVE, VANDELAINVILLE, VANDIERES, VILLE-AU-VAL, VILLERS-SOUS-PRENY, VITTONVILLE.

Les 9 communes rétrocédées au SSIAD de FAULX sont :

ABAUCOURT, AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, CHENICOURT, JEANDELAINCOURT, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, THESEY-SAINT-MARTIN. Cette rétrocession pourra être effective lorsque le Centre de Moyen Séjour de FAULX aura été autorisé à augmenter sa capacité.

Article 2 : La demande d'extension de 4 places présentée par le « SCIAD du VAL de LORRAINE » est refusée.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Présidente de l'association « SCIAD du VAL de LORRAINE » et au directeur du Centre de Moyen séjour de FAULX.

NANCY, le 9 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1055 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés comme suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Forfait global de soins : 350 912,63 €

Forfait journalier de soins : 16,18 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier de BRIEY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1056 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004:

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Forfait global de soins : 943 160,86 €

Forfait journalier de soins : 22,13 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1057 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

Forfait global de soins : 861 293,70 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} janvier 2004 : 15,07 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1058 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 0080

Forfait global de soins : 1 203 376,63 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} janvier 2004 : 16,59 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DDASS / SSA / N° 1068 MODIFIANT POUR 2004

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DE L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

Forfait global de soins : 2 715 585,65 €

Forfait journalier de soins à compter pour les GIR 1 et 2 : 35,63 €

Forfait journalier de soins à compter pour les GIR 3 et 4 : 26,41 €

Forfait journalier de soins à compter pour les GIR 5 et 6 : 17,20 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DDASS / SSA / N° 1069 MODIFIANT POUR 2004

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 0106

Forfait global de soins : 802 032,25 €

Forfait journalier de soins: 50,48 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS /SSA / N° 1070 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

Forfait global de soins : 979 375,07 € (y compris 130 334,57 € de clapet anti-retour)

Forfait journalier de soins: 16,00 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1071 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

- « maison de retraite » :

Forfait global de soins : 632 578,29 € (dont 35 434,05 € de clapet anti-retour)

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 23,50 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 19,40 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 14,77 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la présidente de la Maison Hospitalière de BACCARAT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1072 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF:

N° FINESS (EJ) 54 000 0882

Forfait global de soins : 489 534.33 € (128 203,45 € de clapet anti-retour)

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} janvier 2004 : 21,86 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'Association Hospitalière de JOEUF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1073 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Forfait global de soins : 189 863,65 € (dont 24 587,51 € de clapet anti-retour)

Forfait journalier de soins : 112,77 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1074 MODIFANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0122

Forfait global de soins : 139 604,24 € (dont 21 521,14 €)

Forfait journalier de soins: 14,20 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de la Maison Hospitalière Saint Charles à Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1125 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES
DE STATUT PRIVE AUTONOME D'AUDUN-LE-ROMAN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine dont le siège est situé 68,rue Foch à HAYANGE (57) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à AUDUN-LE- ROMAN , reçues le 28 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 6 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

SSIAD D'AUDUN-LE-ROMAN, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 000 4166

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	81 640,00	515 822,25
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	424 008,25	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 174,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	449 361,81	449 361,81
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant excédendaire de : **68 460,44 Euros**.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **449 361,81 Euros** à compter du 1^{er} janvier 2004,

- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **31,57 Euros**.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,

- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,

- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION **ARRETE DDASS / AES / N° 1126 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004** **DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES** **DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY - HOMECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine dont le siège est situé 68,rue Foch à HAYANGE (57) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à BRIEY-HOMECOURT , reçues le 28 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 6 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

SSIAD DE BRIEY-HOMECOURT, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	81 805,00	446 238,22
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	355 193,22	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 240,00	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	380 852,13	380 852,13
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
compte 11510 ou compte 11519 pour un montant excédentaire de : **65 386,09 Euros**.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **380 852,13** Euros à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **30,56** Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1127 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE COLOMBEY LES BELLES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'association « Avenir et Défense du canton de Colombey les Belles », reçues les 1^{er} décembre 2003 et les 2 et 7 juin 2004 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 6 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

SSIAD - 4, rue de la gare - 54170 - COLOMBEY-LES-BELLES

N° FINESS : 54 000 727 5

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 210,00	282 421,65
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	216 839,65	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 372,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	294 027,02	294 027,02
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
compte 11510 ou compte 11519 pour un montant **déficitaire** de : **11 605,37** Euros.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **294 027,02** Euros à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **30,28** Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au président de l'association « Avenir et Défense du canton de Colombey les Belles »,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de NANCY.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SSA / N° 1128 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME D'HAROUÉ

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'Association « Aide et services aux personnes âgées d'Haroué et environs » (A.S.A.P.A.) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Haroué 7 rue du général Pouget, reçues le 14 novembre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 10 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

SSIAD DE L'ASAPA - 7 rue Général Pouget - 54740 - **HAROUÉ**

N° FINESS : 54 001 256 4

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 900,00	246 965,08
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	183 965,08	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 100,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	255 544,69	255 544,69
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant déficitaire de : 8 579,61 Euros.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **255 544,69** Euros à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **30,76** Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEBEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif : CPAM de NANCY.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SSA / N° 1131 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE
38, RUE DE DIEUZE A NANCY

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;
 VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
 VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
 VU les propositions budgétaires de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à NANCY, reçues le 1^{er} décembre 2003 ;
 VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 14 décembre 2004 ;
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :
SSIAD - 38, rue de Dieuze - 54000 - NANCY - géré par l'O.H.S., 1, rue du Vivarais - 54519 - VANDOEUVRE LES NANCY
 N° FINESS : 540 003 175
 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 285,00	1 031 818,16
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	904 193,16	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4340,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	966 278,83	966 278,83
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
 , compte 11510 ou compte 11519 pour un montant excédentaire de : **65 539,33 Euros.**

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **966 278,83 Euros** à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **34,13 Euros.**

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif : CPAM de NANCY.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
 ARRETE DDASS / SSA / N° 1132 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004
 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES
 DE STATUT PRIVE AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;
 VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
 VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
 VU les propositions budgétaires du Centre de soins Sainte Marie gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à NANCY 28 rue de la primatiale, reçues le 24 octobre 2003 ;
 VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 10 décembre 2004 ;
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

SSIAD - Centre de soins Sainte Marie - 28, rue de la primatiale - 54000 - NANCY

N° FINESS : 540 005 345

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 155,00	325 681,89
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	300 311,89	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	15 215,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	279 915,54	303 915,54
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	24 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant excédentaire de : 21 766,35 Euros.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 279 915,54 Euros à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 27,68 Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif : CPAM de NANCY.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1133 FIXANT POUR 2004
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'ALSAD gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à VILLERS LES NANCY, reçues le 12 novembre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 10 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

A.L.S.A.D.- 2 bis, rue Saint Odile - 54600 VILLERS LES NANCY

N° FINESS : 54 000 5329

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 000,00	834 567,98
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	740 067,98	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	65 500,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	840 057,24	840 557,24
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	500,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
... compte 11510 ou compte 11519 pour un montant déficitaire de : **5 989,26 Euros**.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **840 057,24 Euros** à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **30,47 Euros**.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1134 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : **319 315,69 €**

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} décembre 2004 : **32,87 €**

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1135 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 149 661,60 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} décembre 2004 : 29,22 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1136 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 579 890,62 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} décembre 2004 : 35,75 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la Directrice du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1137 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 362 120,87 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} décembre 2004 : 36,28 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital local intercommunal de Pompey - Lay Saint Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1138 MODIFIANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} décembre 2004 :

ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 294 683,26 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} décembre 2004 : 32,50 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1139 FIXANT POUR 2004
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT SAINT MARTIN, reçues le 15 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 10 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY à MONT ST MARTIN :

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 655,00	496 388,11
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	374 408,11	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	32 325,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	489 817,11	496 388,11
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	6 571,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 489 817,11 Euros à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 29,69 Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036-NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'AHBL, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / SSA / N° 1164 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE ROYAUMEIX

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'association « Toulais Nord Familial » gérant un service de soins infirmiers pour personnes âgées à ROYAUMEIX, reçues le 31 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 14 décembre 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :
SSIAD - Centre Brancion - 54200 - ROYAUMEIX
 N° FINESS : 54 000 835 6
 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	84 000,00	349 290,99
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	255 290,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 000,99	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	425 675,84	425 675,84
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
 . compte 11510 ou compte 11519 pour un montant **déficitaire** de : **76 384,85** Euros.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **425 675,84** Euros à compter du 1^{er} janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **29,11** Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 1165 FIXANT POUR 2004
 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
 « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

Forfait global de soins : 671 422,32 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} janvier 2004 : 21,52 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier St Charles de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/06/2004 par **Monsieur RENARD Joël à VERDENAL concernant 43,80 ha situés à CHAZELLES - SAINT MARTIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur RENARD Joël est autorisé à exploiter 43,80 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RENARD Joël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RENARD Joël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAZELLES, SAINT MARTIN pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/11/2004 par **Monsieur HIRTZBERGER Dominique à MANCE concernant 1,95 ha situés à MANCE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur terrains familiaux.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur HIRTZBERGER Dominique est autorisé à exploiter 1,95 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HIRTZBERGER Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HIRTZBERGER Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MANCE pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/10/2004 par Messieurs MARCHAL Denis et Fabien à VAXAINVILLE concernant 3,55 ha situés à MIGNEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs MARCHAL Denis et Fabien sont autorisés à exploiter 3,55 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs MARCHAL Denis et Fabien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MARCHAL Denis et Fabien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MIGNEVILLE pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/11/2004 par **Monsieur BAUMANN Daniel à COINCOURT concernant 17,84 ha situés à MAZERULLES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur BAUMANN Daniel est autorisé à exploiter 17,84 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAUMANN Daniel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BAUMANN Daniel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAZERULLES pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/11/2004 par **Madame Messieurs MULLER à VILLE SUR YRON concernant 7,30 ha situés à MARS LA TOUR - TRONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement**
VU les conditions particulières d'un bail de 1998, précisant que Monsieur et Madame CONRAD s'engageaient à consentir un bail à Monsieur et Madame MULLER dans la mesure où ils devenaient seuls propriétaires
VU l'autorisation d'exploiter délivrée à Monsieur VINOT par décision en date du 7 juillet 2004 et la décision de recevabilité de son projet d'installation en date du 26 juillet 2004
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.
CONSIDERANT d'une part que le fonds est toujours en indivision et que, d'autre part les propriétaires indivis n'ont fait aucune observation lorsque Monsieur Damien VINOT les a tenu informés de son projet par courriers en date du 28 mai 2004
CONSIDERANT que Monsieur Damien VINOT est prioritaire en sa qualité de jeune agriculteur

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

Madame et Messieurs MULLER ne sont pas autorisés à exploiter 7,30 ha correspondant à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Messieurs MULLER, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MARS LA TOUR - TRONVILLE pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/11/1104 par Monsieur PERRIN Jean à BICQUELEY concernant 16,03 ha situés à BICQUELEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation des deux fils.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1^{er} :**

Monsieur PERRIN Jean est autorisé à exploiter 16,03 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PERRIN Jean.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PERRIN Jean, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BICQUELEY pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/11/2004 par **Monsieur CROIZIER François à GLONVILLE concernant 39,51 ha situés à GLONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur CROIZIER François est autorisé à exploiter 39,51 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CROIZIER François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CROIZIER François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GLONVILLE pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/11/2004 par **Monsieur GENAY Cyril à TANTONVILLE concernant 31,46 ha situés à GERBECOURT ET HAPLEMONT - TANTONVILLE et exploités par Monsieur Paul REGNARD; la motivation et le résultat étant l'agrandissement concomitant à l'installation du 31/12/2004.**
VU le courrier de Monsieur GENAY en date du 24 novembre 2004 concernant l'usage qu'il compte faire des terrains faisant l'objet des demandes concurrentes de Messieurs PUREL et DRON
VU la demande de préretraite de Monsieur Paul REGNARD qui prévoit de céder ses propriétés à Messieurs HUIN et GENAY
VU le courrier de Monsieur Henri Pierre JANNOT qui se porte candidat sur 11, 50 ha en vue d'une rétrocession d'une surface équivalente sur un autre territoire
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole - section structures et économie agricole - réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que le projet de Monsieur JANNOT est concurrent de la demande de Monsieur GENAY et qu'il y a lieu de conforter l'installation de Monsieur GENAY plutôt que d'opérer une réorganisation foncière d'une exploitation disposant d'une plus grande capacité
CONSIDERANT qu'il y a lieu de laisser les terrains communaux à disposition des exploitants de la commune

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur GENAY Cyril est autorisé partiellement et sous réserve à exploiter conformément aux dispositions suivantes :

- autorisation d'exploiter 31,4622 ha correspondant aux parcelles énumérées dans sa demande ; toutefois pour les biens communaux y figurant, à savoir la parcelle B 290 d'une contenance de 0.6280 ha et la parcelle B 340 d'une contenance de 0.3246 ha, actuellement emblavés et inclus dans un îlot de cultures , l'autorisation est limitée à une période d'une année.

- la qualité de prioritaire sur les demandes concurrentes de Messieurs PUREL et DRON est perdue conformément à l'engagement souscrit le 24 Novembre 2004.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GENAY Cyril.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GENAY Cyril, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GERBECOURT ET HAPLEMONT - TANTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/11/2004 par Monsieur HUIN Gilbert à TANTONVILLE concernant 15,22 ha situés à VEZELISE - TANTONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur HUIN Gilbert est autorisé à exploiter 15,22 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUIN Gilbert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HUIN Gilbert, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VEZELISE - TANTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
 VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
 VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
 VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/11/2004 par Monsieur FAVELIN Jean Christophe à CREVIC concernant 2,60 ha situés à CREVIC ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement et transformation en EARL.
 VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/12/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur FAVELIN Jean Christophe est autorisé à exploiter 2,60 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FAVELIN Jean Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FAVELIN Jean Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREVIC pour affichage.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004-367
 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT
 TERRITOIRE COMMUNAL DE CHENEVIÈRES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5 et R 311-1 à R 312-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil municipal de CHENEVIÈRES en date du 4 octobre 2004 ;

VU la demande du maire en date du 5 octobre 2004, sollicitant l'autorisation de défricher 6 ha 01 a 80 ca de bois situés sur la commune de CHENEVIÈRES ;

VU l'arrêté de distraction du régime forestier du 22 octobre 2004 ;

VU l'avis favorable de l'O.N.F. en date du 6 décembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 10 décembre 2004;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1 - Le défrichement des terrains ci-après désignés est autorisé :

Département	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Meurthe-et-Moselle	CHENEVIÈRES	Le Fays	B	14	6,0180

sous réserve que le captage d'eau potable alimentant les communes de CHENEVIÈRES et VATHIMENIL ait été définitivement abandonné.

Article 2 - La présente autorisation sera affichée

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;

- sur le site, par les soins de la Commune, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

Article 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de CHENEVIÈRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée :

- au Président du Conseil régional
 - au Maire de VATHIMENIL
 - au Directeur de l'Agence de l'O.N.F. pour la Meurthe-et-Moselle-Sud.
 NANCY, le 20 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

Le dossier peut être consulté à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY CEDEX
 Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :
 - soit par recours gracieux auprès du préfet
 L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants
 - soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière - 54000 NANCY)

AVIS DE CONCOURS

DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 20 décembre 1989 fixant la composition du jury et les modalités du concours sur titres permettant l'accès au corps de techniciens de laboratoire,

Vu la vacance d'un poste de technicien de laboratoire diffusée le 18 Mai 2004 non pourvue par des candidats à la mutation,

D E C I D E

Article 1 :

Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de technicien de laboratoire. Ce concours ne pourra être organisé que dans le délai de 2 mois après sa publication au Recueil des actes administratifs.

Article 2 :

Peuvent être candidats les titulaires :

- du diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales,
- ou du diplôme universitaire de technologie, spécialité biologie appliquée, option analyses biologiques et biochimiques,
- ou du brevet de technicien supérieur d'analyses biologiques,
- ou du brevet de technicien supérieur biochimiste,
- ou du brevet de technicien supérieur agricole, option laboratoire d'analyses biologiques,

âgés de 45 ans au plus le 1^{er} janvier 2004 et de nationalité française ou ressortissants des Etats membres de la C.E.E.

Article 3 :

Les candidatures devront parvenir un mois au plus tard après la publication du dit concours au Recueil des actes administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- copie d'une pièce d'identité et le cas échéant, un certificat de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- copies des diplômes ou certificats,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou une copie dûment certifiée conforme à ce document ou de la première page du livret militaire.
- Pour les candidats qui n'ont pas effectué de service militaire et âgés de plus de vingt ans, une pièce constatant leur situation au regard des lois sur le recrutement de l'armée.
- Un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou d'infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions auxquelles il postule. (Listes des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),
- Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives.
- Un curriculum vitae indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Article 4 :

Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté susvisé.

VERDUN, le 30 décembre 2004

Pour le Directeur,
 J. BRIZON

AVIS DE CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2^E CLASSE

Possibilité de consulter le ☎ 0 825 828 553 pour tous renseignements et formalités
 Ainsi que les sites Internet www.pompiersdefrance.org et www.sdis54.fr

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-&-Moselle ouvre au titre de l'année 2005 deux concours de Sapeur-Pompier Professionnel de 2^{ème} classe pour 20 postes.

Conformément à l'article 4 du décret 90-851 du 25 septembre 1990, modifié, le nombre des postes ouverts au concours n° 1 (candidats externes) est égal à 7, le nombre des postes ouverts au concours n° 2 (candidats SPV) est égal à 13.

EPREUVES D'ADMISSIBILITE : du 8 au 11 mars 2005 (piscine + épreuves sportives)
 le 13 avril 2005 (partie écrite)

EPREUVES ORALES D'ADMISSION : à partir du 23 mai 2005

CONDITIONS

Ce concours est ouvert aux femmes et aux hommes qui, au 1^{er} janvier 2005 sont :

- de nationalité française
- jouissent de leurs droits civiques

- ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un Etat partie de l'accord sur l'espace économique européen, Art. 9 du décret 2000-734 du 31 juillet 2000
- âgés de 18 ans au moins et de 25 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours (voir recul limite d'âge)
- remplissent les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction

1) Concours sur épreuves ouvert aux candidats titulaires au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins du Brevet d'études du 1^{er} cycle, du Brevet des collèges ou du diplôme national du Brevet, ou de l'un des titres ou diplômes homologués au niveau V selon la procédure définie par le décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique et figurant sur une liste établie par le Ministère de l'Intérieur

2) Concours sur épreuves ouvert aux candidats ayant la qualité de Sapeur-Pompier Volontaire et justifiant de trois ans de services effectifs au moins en cette qualité ou en qualité de Jeune Sapeur-Pompier, de volontaire civil de Sécurité Civile, de Sapeur-Pompier Auxiliaire ou de militaire de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris, du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille ou du Unités d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile et ayant suivi avec succès la formation initiale de Sapeur-Pompier Volontaire de 2^{ème} classe, ou une formation au moins équivalente

Le nombre de places offertes au concours mentionné en 1) ne peut excéder le nombre de places offertes au concours mentionné en 2).

DOSSIERS D'INSCRIPTION

- **RETRAIT** : A partir du 9 décembre 2004 ils peuvent être retirés :
 - Directement contre une demande écrite :

au **S.D.I.S.** de Meurthe-&-Moselle - Service Concours de sapeur 2^{ème} classe
CS 4305
27 A, rue du Cardinal Mathieu - 54043 NANCY CEDEX
 - ou par voie postale :
faire la demande par écrit à l'adresse ci-dessus en joignant une enveloppe de format 33 X 22 cm affranchie à 2 euros et libellée au nom et adresse du candidat.
- **FIN DE RETRAIT** des dossiers d'inscription : **le mardi 1^{er} février 2005 à minuit.**
- **FIN DE DÉPÔT** des dossiers d'inscription : les dossiers complets doivent être adressés **le mardi 8 février à minuit**, le cachet de la poste faisant foi, ou déposés à cette même date **avant 16 heures**, à l'adresse ci-dessus.

Les dates limites rappelées ci-dessus, sont des dates impératives qui ne sont susceptibles d'aucune dérogation quel que soit le motif invoqué. Les candidats doivent s'y conformer strictement. A défaut, leur candidature sera refusée.

NB : UNE PARTICIPATION DE 5 EUROS (Chèque libellé à l'ordre du Trésorier Payeur du SDIS 54) POUR FRAIS ADMINISTRATIFS VOUS SERA DEMANDÉE LORS DE LA CONSTITUTION DE VOTRE DOSSIER

DÉROULEMENT DES ÉPREUVES SPORTIVES ÉLIMINATOIRES ET NON NOTÉES (APTE OU INAPTE)

Compte tenu du nombre potentiel de candidats, des règles statutaires et des contraintes de disponibilité des locaux et des membres du jury, les épreuves sportives sont organisées sur plusieurs jours **par ordre alphabétique** :

- **ÉPREUVE DE NATATION LE 8 MARS 2005**
 - 1) Piscine : **50 m nage libre en maillot de bain (caleçon interdit)**
 - 1 mn maximum pour les hommes
 - 1 mn 15 maximum pour les femmes
- **ÉPREUVES PHYSIQUES ET SPORTIVES DU 9 AU 11 MARS 2005** :
 - 9 mars : épreuve du Luc Léger
 - 10 et 11 mars : restant des épreuves
- 2) **Endurance cardio-respiratoire**
 - 9 paliers minimum pour les hommes
 - 7,5 paliers minimum pour les femmes
- 3) **Endurance musculaire abdominale**
 - 34 flexions minimum hommes et femmes
- 4) **Endurance musculaire des membres supérieurs**
 - 24 secondes minimum pour les hommes
 - 21 secondes minimum pour les femmes
- 5) **Souplesse**
 - Règle à 22 cm minimum hommes et femmes
- 6) **Vitesse (5 allers-retours sur une distance de 5 m, soit une distance totale de 50 m)**
 - 21,1 secondes maximum hommes et femmes

ÉPREUVES ÉCRITES LE MERCREDI 13 AVRIL 2005

- | | |
|----------------------------|--|
| 1) CONCOURS EXTERNE | |
| - QROC (Coef. 3) | 1 H 00 dont 10 mn de présentation de l'épreuve |
| - MATHS (Coef. 3) | 1 H 30 |

- | | |
|---------------------------|--|
| 2) CONCOURS SPV | |
| - QROC (Coef. 3) | 1 H 00 dont 10 mn de présentation de l'épreuve |
| - QROC (UV FIA) (Coef. 3) | 1 H 00 |

ÉPREUVES ORALES À PARTIR DU LUNDI 23 MAI 2005

- 1) Entretien avec un jury (15 mn Coef. 4) (exposé candidature, motivations et discussion)
- 2) Entretien avec un jury (15 mn Coef. 4) (exposé parcours SPV, motivations et discussion)

Ces épreuves se dérouleront dans un lieu qui sera indiqué dans la convocation adressée par voie postale au domicile du candidat 8 jours avant l'épreuve.

ATTENTION : Au vu d'un nombre de candidats trop important, le SDIS 54 se réserve la possibilité d'annuler ces deux concours, s'il estime ne pas être en mesure d'organiser les épreuves dans toutes les conditions de sécurité requises.

MINISTERE DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL DE NANCY
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'AGENTS ADMINISTRATIFS DES SERVICES JUDICIAIRES,
AU TITRE DE L'ANNEE 2004

En application :

- du décret N° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique pris en application de la loi N° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- du décret N° 2004-952 du 2 septembre 2004 portant déconcentration en matière de recrutement dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C des services judiciaires,
- de l'arrêté interministériel du 20 décembre 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture d'un recrutement sans concours d'agents administratifs des services judiciaires,
- de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2004 localisant les postes offerts au recrutement sans concours d'agents administratifs des services judiciaires, un recrutement sans concours d'agents administratifs des services judiciaires, est autorisé au titre de l'année 2004 à hauteur de 200 postes, indépendamment des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés, aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et des actes de terrorisme.

Les postes offerts sont répartis en fonction des autorisations de recrutement conformément à l'**annexe 1**.

Le recrutement sans concours d'agents administratifs des services judiciaires, est autorisé au titre de l'année 2004 au sein de la Cour d'Appel de NANCY, à hauteur de **2 postes**.

En outre, seront offerts **1 poste** aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et des actes de terrorisme.

Les postes non pourvus par les bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés seront reportés sur la voie contractuelle.

Les postes non pourvus par la voie contractuelle s'ajouteront aux emplois à pourvoir par le recrutement sans concours.

La date limite de retrait des dossiers et de clôture d'inscription est fixée au **14 FÉVRIER 2005**.

Les dossiers d'inscription devront :

- être retirés auprès des services du procureur de la République près le tribunal de grande instance du lieu de résidence des candidats ;
- être ensuite **déposés en mains propres ou adressés par pli recommandé avec accusé de réception au plus tard le 14 FÉVRIER 2005 inclus, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi**, auprès du service gestionnaire du recrutement où le candidat souhaite concourir ;
- comporter :
 - * une lettre de motivation,
 - * le formulaire remis au candidat au moment du retrait du dossier,
 - * un curriculum vitae détaillé précisant les formations suivies et les emplois occupés en précisant leur durée.

La date limite de diffusion de la liste des candidats déclarés aptes est fixée au 30 mai 2005.

Fait à NANCY, le 7 janvier 2005

MODALITES DE RECRUTEMENT

Le décret N° 2002-121 du 31 janvier 2002 (publié au Journal Officiel du 1^{er} FÉVRIER 2002) fixe les règles générales d'organisation du recrutement sans concours notamment des agents administratifs des administrations de l'Etat.

Une commission est constituée au sein de la cour d'appel de NANCY dont les membres sont nommés par les autorités déléguées conformément au décret N° 2004-952 du 2 septembre 2004, soit le Premier président de la cour d'appel de NANCY et le Procureur général près ladite cour.

Cette commission assurera les opérations du recrutement sans concours d'agents administratifs des services judiciaires.

Ce recrutement comporte deux phases : une phase de sélection et une phase d'audition.

Seuls seront convoqués à l'audition les candidats préalablement retenus par la commission.

La diffusion de la liste des candidats retenus pour l'audition, puis de la liste des candidats déclarés aptes sera assurée par affichage dans les locaux de la cour d'appel de NANCY et dans les juridictions du ressort.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser au Service Administratif Régional de la Cour d'Appel de NANCY, service gestionnaire du recrutement.

Annexe I

TABEAU DES AUTORISATIONS DE RECRUTEMENT

AUTORITES DELEGUEES POUR ORGANISER LE RECRUTEMENT Les chefs des cours suivantes	NOMBRE DE POSTES OFFERTS (Hors emplois réservés)	NOMBRE D'EMPLOIS RESERVES (lois de 1923 et 1924)	TOTAL	DEPARTEMENTS CONCERNES	COORDONNEES DES SERVICES GESTIONNAIRES POUR TOUT RENSEIGNEMENT	
		Bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et des actes de terrorisme				
COUR DE CASSATION	3	1	4		COUR DE CASSATION 5 quai de l'Horloge 75001 PARIS	01.44.32.64.32
AGEN	2	0	2	Gers, Lot, Lot-et-Garonne	COUR D'APPEL D'AGEN Service Administratif Régional Avenue de Lattre de Tassigny 47916 AGEN CEDEX 09	05.53.48.07.80
AIX-EN-PROVENCE	13	6	19	Alpes de Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Bouches- du-Rhône, Var	COUR D'APPEL D'AIX-EN- PROVENCE Service Administratif Régional Palais Gayaud - 18 bis, place de Verdun 13617 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1	04.42.33.15.00

AMIENS	2	1	3	Aisne, Oise, Somme	COUR D'APPEL D'AMIENS Service Administratif Régional Palais de Justice - 14, rue Robert de Luzarches 80027 AMIENS CEDEX	03.22.82.35.16
ANGERS	2	1	3	Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe	COUR D'APPEL D'ANGERS Service Administratif Régional Palais de Justice - Rue Waldeck- Rousseau 49043 ANGERS CEDEX 01	02.41.20.52.33
BASTIA	2	0	2	Corse du Sud, Haute-Corse	COUR D'APPEL DE BASTIA Service Administratif Régional Rond Point de Moro Giafferi 20407 BASTIA CEDEX	04.95.34.91.20
BESANCON	2	0	2	Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Haute-Saône	COUR D'APPEL DE BESANCON Service Administratif Régional Rue Hugues Sambin 25000 BESANCON	03.81.65.12.02
BORDEAUX	3	1	4	Charente, Dordogne, Gironde	COUR D'APPEL DE BORDEAUX Service Administratif Régional 43 cours d'Albret 33000 BORDEAUX	05.56.79.76.03
BOURGES	2	0	2	Cher, Indre, Nièvre	COUR D'APPEL DE BOURGES Service Administratif Régional 8 rue des Arènes 18023 BOURGES CEDEX	02.48.68.34.00
CAEN	2	1	3	Calvados, Manche, Orne	COUR D'APPEL DE CAEN Service Administratif Régional Place Gambetta 14050 CAEN CEDEX 14	02.31.30.70.38
CHAMBERY	2	0	2	Savoie, Haute-Savoie	COUR D'APPEL DE CHAMBERY Service Administratif Régional Place du Palais 73018 CHAMBERY CEDEX	04.79.33.60.09
COLMAR	3	1	4	Bas-Rhin, Haut-Rhin	COUR D'APPEL DE COLMAR Service Administratif Régional 9, avenue Raymond Poincaré - BP 549 68027 COLMAR CEDEX	03.89.20.89.49
DIJON	3	1	4	Côte d'Or, Haute-Marne, Saône et Loire	COUR D'APPEL DE DIJON Service Administratif Régional 8, rue Amiral Roussin 21034 DIJON CEDEX	03.80.44.61.65
DOUAI	5	2	7	Nord, Pas-de-Calais	COUR D'APPEL DE DOUAI Service Administratif Régional Place Charles de Pollinchove 59507 DOUAI CEDEX	03.27.08.13.13
GRENOBLE	2	0	2	Hautes-Alpes, Drôme, Isère	COUR D'APPEL DE GRENOBLE Service Administratif Régional Hôtel des Administrations - 9, quai Créqui 38026 GRENOBLE CEDEX	04.76.86.21.49
LIMOGES	2	0	2	Corrèze, Creuse, Haute-Vienne	COUR D'APPEL DE LIMOGES Service Administratif Régional 17, place d'Aine 87031 LIMOGES CEDEX	05.55.12.18.26
LYON	5	2	7	Ain, Loire, Rhône	COUR D'APPEL DE LYON Service Administratif Régional 2, rue de la Bombarde 69321 LYON CEDEX 05	04.75.77.30.85
METZ	2	0	2	Moselle	COUR D'APPEL DE METZ Service Administratif Régional 3, rue Haute-Pierre 57035 METZ CEDEX	03.87.56.76.36
MONTPELLIER	3	1	4	Aude, Aveyron, Hérault, Pyrénées-Orientales	COUR D'APPEL DE MONTPELLIER Service Administratif Régional Palais de Justice - 1, rue Foch 34023 MONTPELLIER CEDEX 1	04.67.14.51.01
NANCY	2	1	3	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges	COUR D'APPEL DE NANCY Service Administratif Régional 3, terrasse de la Pépinière 54035 NANCY CEDEX	03.83.17.24.81

NIMES	4	1	5	Ardèche, Gard, Lozère, Vaucluse	COUR D'APPEL DE NÎMES Service Administratif Régional Centre Atria - 5, boulevard de Pragues 30000 NÎMES	04.66.36.63.40
ORLEANS	2	0	2	Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret	COUR D'APPEL D'ORLEANS Service Administratif Régional 2, rue de Patay 45044 ORLEANS CEDEX	02.38.54.10.62
PARIS	36	14	50	Essonne, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yonne, Paris	COUR D'APPEL DE PARIS Service Administratif Régional 34 quai des orfèvres 75055 PARIS LOUVRE SP	01.44.32.55.37
PAU	2	1	3	Hautes-Pyrénées, Landes, Pyrénées-Atlantique	COUR D'APPEL DE PAU Service Administratif Régional Place de la Libération 64034 PAU CEDEX	05.59.82.47.12
POITIERS	2	1	3	Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne	COUR D'APPEL DE POITIERS Service Administratif Régional 19 ter, rue Boncenne 86000 POITIERS	05.49.30.04.60
REIMS	2	1	3	Ardennes, Aube, Marne	COUR D'APPEL DE REIMS Service Administratif Régional 201, rue des Capucins 51096 REIMS CEDEX	03.26.77.42.74
RENNES	4	1	5	Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire- Atlantique, Morbihan	COUR D'APPEL DE RENNES Service Administratif Régional 10 rue Hoche - CS 66423 35000 RENNES	02.23.20.43.00
RIOM	2	1	3	Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme	COUR D'APPEL DE RIOM Service Administratif Régional 2, boulevard Chancelier de l'Hospital BP 35 63201 RIOM CEDEX	04.73.63.29.56
ROUEN	5	1	6	Eure, Seine-Maritime	COUR D'APPEL DE ROUEN Service Adminsitratif Régional 36, rue aux Juifs 76037 ROUEN CEDEX	02.32.08.21.17
TOULOUSE	2	1	3	Ariège, Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne	COUR D'APPEL DE TOULOUSE Service Administratif Régional 1 rue Delpèch Immeuble Jean Ceaux 31000 TOULOUSE CEDEX 7	05.34.45.50.52
VERSAILLES	19	11	30	Eure-et-Loire, Hauts-de-Seine, Val d'Oise, Yvelines	COUR D'APPEL DE VERSAILLES Service Administratif Régional 5, rue Carnot - RP 1113 78011 VERSAILLES CEDEX	01.39.49.69.74
BASSE-TERRE	2	0	2	Guadeloupe	COUR D'APPEL DE BASSE-TERRE Service Administratif Régional 4 boulevard Félix Eboué 97100 BASSE-TERRE	05.90.80.63.36
FORT-DE-FRANCE	2	0	2	Guyane, Martinique	COUR D'APPEL DE FORT-DE- FRANCE Service Administratif Régional Morne Tartenson - Avenue Saint- Jhon Perse BP 634 97200 FORT-DE-FRANCE	05.96.70.62.62
SAINT-DENIS	2	0	2	Réunion	COUR D'APPEL DE SAINT- DENIS DE LA REUNION Service Administratif Régional 166 rue Juliette Bodu 97488 SAINT DENIS (REUNION) CEDEX	02.62.40.58.30
TOTAL	148	52	200			



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	48
CABINET DU PREFET	48
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>48</i>
ARRETE N° 52/2004/SIDPC	48
ARRETE N° 53/2004/SIDPC	48
ARRETE N° 54/2004/SIDPC	48
ARRETE N° 55/2004/SIDPC	49
ARRETE N° 56/2004/SIDPC	49
ARRETE N° 57/2004/SIDPC	49
ARRETE N° 58/2004/SIDPC	50
ARRETE N° 59/2004/SIDPC	50
ARRETE N° 60/2004/SIDPC	50
ARRETE N° 61/2004/SIDPC	51
ARRETE N° 62/2004/SIDPC	51
ARRETE N° 63/2004/SIDPC	51
ARRETE N° 65/2004/SIDPC	52
ARRETE N° 66/2004/SIDPC	52
ARRETE N° 67/2004/SIDPC	52
ARRETE N° 68/2004/SIDPC	53
ARRETE N° 69/2004/SIDPC	53
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	54
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	<i>54</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.04 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MICHEL HUPAYS, DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST	54
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.05 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	55
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.06 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	55
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES	56
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>56</i>
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLERUPT	56
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	<i>56</i>
ARRETE MODIFICATIF PORTANT CREATION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY	56
PLAN DEPARTEMENTAL POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES	57
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	<i>57</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE - ANNEE 2005	57
ARRETE CHASSE N° 2004/394 FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	59
ARRETE CHASSE N° 2004/395 FIXANT LES MODALITES DE DESTRUCTION A TIR DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE	60
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE L'ANCIEN CAMP ROMAIN 1 ET 2 PAR LA COMMUNE DE DOMMARIE-EULMONT B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	61
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU FORAGE DE BIENVILLE-LA-PETITE PAR LES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX DES EAUX D'EINVILLE-AU-JARD ET DE SOMMERVILLER-VITRIMONT B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	64
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT SOLOREM A EFFECTUER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZAC DU « TRONC QUI FUME » A ESSEY-LES-NANCY, AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992	67
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	68
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>68</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT DES EAUX USEES COMPOSE DE LA COMMUNE DE FLAVIGNY-SUR-MOSELLE ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON	68
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE DU 22 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA REPARTITION DE L'EXCEDENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES POUR L'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE LA VALLEE DU BRENON ET DE LA CONFLUENCE AVEC LE MADON LORS DE SA DISSOLUTION	68
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	69
ARRETE DU 23 DECEMBRE 2004 APPROUVANT LES MODIFICATIONS STATUTAIRES ET L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS	69

ARRETE DU 29 DECEMBRE 2004 ACCEPTANT LES RETRAITS DU SYNDICAT DE GESTION DES OUVRIERS INTERCOMMUNAUX DU PAYS DE LA VEZOUE DES COMMUNES D'AUTREPIERRE ET DOMEVRE-SUR-VEZOUE.....	72
ARRETE DU 3 JANVIER 2005 TRANSFERANT LE SIEGE DU SIVU D'ELECTRICITE DU CANTON DE BADONVILLER EN MAIRIE DE PIERRE PERCEE.....	72
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	73
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE.....	73
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	73
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	73
DELIBERATION N°184/04 DU 14 DECEMBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2007 DU CENTRE HOSPITALIER DE COMMERCY.....	73
DELIBERATION N° 185/04.....	74
DELIBERATION N° 186/2004 DU 14 DECEMBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE DES VOSGES.....	74
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	75
ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....	75
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 163 - AMBULANCES MUSSPONTAINES SARL - 251 RUE DES FOURS A CHAUX - 54700 MONTAUVILLE.....	75
POLE INSPECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE.....	76
ARRETE 2005-01/DDASS/1319 AUTORISANT L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY DE MONT-SAINT-MARTIN A FAIRE FONCTIONNER UN DEPOT DE SANG.....	76
POLE SOCIAL.....	76
ARRETE N° 1315 AUTORISANT L'EXTENSION DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES AUX SALINES SUR LE SITE D'ESSEY LES NANCY-PULNOY DIT CAT « HORS LES MURS » GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE TRAVAIL PROTEGE ET D'HEBERGEMENT DE ROSIERES AUX SALINES.....	76
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	77
ARRETE N° 397 DU 23 DECEMBRE 2004 - SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE.....	77
AMENAGEMENT FONCIER.....	77
DECISION PREFECTORALE 03/398/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE FAULX.....	77
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	78
ARRETE PREFECTORAL ETAT-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU TOURISME ET DE LA MER A.32 - PROJET DE LIAISON ROUTIERE ENTRE GYE (DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE) ET FLORANGE (DEPARTEMENT DE LA MOSELLE) - ETUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE SUR LES COMMUNES D'AUTREVILLE SUR MOSELLE, AVRAINVILLE, BELLEAU, BELLEVILLE, BEZAUMONT, BICQUELEY, BLENOD LES TOUL, BOUVRON, BRULEY, CHARMES LA COTE, CHAUDENEY SUR MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT, CLEMERY, DIEULOUARD, DOMGERMAIN, DOMMARTIN LES TOUL, ECROUVES, EPLY, FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, GYE, JAILLON, LANDREMONT, LIVERDUN, MONT LE VIGNOBLE, MOUTROT, NOMENY, PAGNEY DERRIERE BARINE, PIERRE LA TREICHE, PORT SUR SEILLE, RAUCOURT, ROSIERES EN HAYE, ROUVES, SAIZERAIS, TOUL, VILLE AU VAL, VILLERS EN HAYE, VILLEY SAINT ETIENNE - AUTORISATION DE PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES.....	78
SERVICE DE L'HABITAT.....	79
ARRETE AUTORISANT LE VERSEMENT DIRECT DE L' APL AU COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIES A NANCY DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CHRS COTE D'IVOIRE.....	79
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	79
AVIS.....	79
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	79
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCEMENT SECONDAIRE.....	79
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	80
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES.....	80
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE.....	82
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE.....	82
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	83
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	83
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 516 EN DATE DU 2 DECEMBRE 2004 RELATIF AUX INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE MALADIE ET SIEGEANT AU SEIN DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LONGWY.....	83
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 517 EN DATE DU 2 DECEMBRE 2004 RELATIF AUX INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE MALADIE ET SIEGEANT AU SEIN DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	83
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 620 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004 RELATIF AUX INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE MALADIE ET SIEGEANT AU SEIN DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	83
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 621 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	84
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 622 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LONGWY.....	85
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 625 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'U.R.C.A.M. DE LORRAINE.....	86
ARRETES INTERPREFECTORAUX.....	87
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA COLLECTE ET L'ELIMINATION DES DECHETS DES MENAGES DANS LE SECTEUR DE PIENNES.....	87
ARRETE INTERPREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION PAR CAPTAGES DES SOURCES DE LA VIOLE ET DES HERBUES PAR LA COMMUNE DE GIBEAUMEIX B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE.....	88

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE N° 52/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de AUBOUÉ sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de AUBOUÉ organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de AUBOUÉ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

ARRETE N° 53/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de BETTAINVILLERS sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de BETTAINVILLERS organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de BETTAINVILLERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

ARRETE N° 54/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de CERVILLE sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de CERVILLE organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de CERVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 55/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de CHARENCEY VEZIN sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de CHARENCEY VEZIN organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de CHARENCEY VEZIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 56/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de COSNES et ROMAIN sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de COSNES et ROMAIN organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de COSNES et ROMAIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 57/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de FLEVILLE sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,
ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de FLEVILLE organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,
ARTICLE 5 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de FLEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 58/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,
VU l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de LANEUVELOTTE sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,
ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,
ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,
ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de LANEUVELOTTE organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,
ARTICLE 5 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de LANEUVELOTTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 59/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1997 prescrivant un dossier communal synthétique,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de LANEUVEVILLE DVT NANCY sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,
ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,
ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,
ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de LANEUVEVILLE DVT NANCY organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,
ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1997 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.
ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de LANEUVEVILLE DVT NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 60/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de MANCIEULLES sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,
ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,
ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de MANCIEULLES organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,
ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.
ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de MANCIEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 61/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de MOINEVILLE sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,
ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,
ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,
ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de MOINEVILLE organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,
ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.
ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de MOINEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 62/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de MOUTIERS sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,
ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,
ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,
ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de MOUTIERS organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,
ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.
ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de MOUTIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 63/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de PONT A MOUSSON sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de PONT A MOUSSON organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 65/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de QUEVILLONCOURT sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de QUEVILLONCOURT organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de QUEVILLONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 66/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1999 prescrivant un dossier communal synthétique,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de SEICHAMPS sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de SEICHAMPS organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1999 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de SEICHAMPS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 67/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,
VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,
SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de SEXEY AUX FORGES sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de SEXEY AUX FORGES organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de SEXEY AUX FORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 68/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de VALLEROY sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de VALLEROY organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de VALLEROY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

ARRETE N° 69/2004/SIDPC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques pris en application de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

VU le dossier départemental des risques majeurs publié en janvier 1996 et remis à jour en décembre 1999,

VU l'arrêté interministériel du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public,

VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1997 prescrivant un dossier communal synthétique,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1 L'information des citoyens, dans la commune de VARANGEVILLE sur les risques majeurs auxquels ils sont exposés et sur les mesures de sauvegarde en vigueur ou prévues pour limiter leurs effets, est consignée dans le dossier synthétique - valant document d'information communal - joint en annexe au présent arrêté,

ARTICLE 2 Le maire fait connaître l'existence de ce dossier et la possibilité de sa libre consultation, par un avis affiché en mairie pendant deux mois,

ARTICLE 3 La nature des risques décrits dans le dossier synthétique annexé, justifie d'imposer aux propriétaires ou exploitants de locaux ou terrains visés par le décret n°90-918 et compris dans les zones d'information préventive, un affichage des risques et des consignes de sécurité correspondantes,

ARTICLE 4 Dans le délai d'un an, le maire de la commune de VARANGEVILLE organise les modalités d'affichage des consignes de sécurité, selon les modèles agréés par l'arrêté susvisé,

ARTICLE 5 Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1997 prescrivant un dossier communal synthétique sont abrogées.

ARTICLE 6 Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de VARANGEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,
Jean-François CORDET

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.04
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MICHEL HUPAYS,
DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'aviation civile ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 98-1171 du 18 décembre 1998 relative à l'organisation de certains services au transport aérien ;

VU le décret N° 60-516 du 2 juin 1960, modifié par le décret N° 93-479 du 24 mars 1993 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;

VU le décret N° 60-652 du 28 juin 1960, modifié par le décret N° 93-478 du 24 mars 1993 portant réorganisation des services extérieurs métropolitains de l'aviation civile ;

VU le décret N° 97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret N° 2001-26 du 9 janvier 2001 modifiant le code de l'aviation civile (troisième partie) et relatif aux normes applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;

VU la décision n° 16326 du 27 décembre 2004 nommant Monsieur Michel Hupays directeur de l'aviation civile Nord-Est à compter du 1^{er} janvier 2005 ;

VU la circulaire conjointe N° 980349 du 11 mars 1998 du ministre de l'équipement, des transports et du logement et du ministre de la défense, relative à la mise en œuvre de la déconcentration des décisions individuelles ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel Hupays, directeur de l'aviation civile Nord-Est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1^{er} du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code,
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département de Meurthe et Moselle,
3. de procéder à l'élaboration des servitudes aéronautiques de dégagement, aux autorisations de travaux et aux mesures provisoires de sauvegarde sur les ouvrages frappés de servitudes ainsi que les décisions prescrivant le balisage des obstacles dangereux dans le département de Meurthe et Moselle,
4. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne et de prescrire l'établissement de dispositifs visuels ou radio-électriques d'aides à la navigation aérienne,
5. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale,
6. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome,
7. d'approuver ou de modifier les redevances fixées à l'article R 224-3 du code de l'aviation civile pour les plate formes ayant assuré en moyenne au cours des trois dernières années un trafic de moins de 200 000 passagers par an embarqués ou débarqués,
8. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique,
9. d'homologuer les pistes d'aérodrome autres que celles permettant des décollages de précision ou des approches des précision de catégorie II ou III,
10. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,
11. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie,
12. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service,
13. d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs dans les aérodromes,
14. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant,
15. de délivrer l'agrément des agents AFIS,
16. de saisir la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) des demandes d'avis concernant l'exploitation de fichiers informatisés.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel Hupays, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée, dans la limite de leurs attributions,

- pour les alinéas 1.1 à 1.4 par Monsieur Didier Dubois, chef du département opérations de la direction de l'aviation civile Nord-Est ;

- pour les alinéas 1.10 à 1.15 par Madame Sophie Lejeune, délégué régional de Lorraine.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinets),

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional

5°) au président du conseil général

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.62 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Daniel Rénuît, directeur de l'aviation civile Nord-Est, est abrogé.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur de l'aviation civile Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 13 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 05.BODE.05
PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE,
DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret n° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 15 mars 2002 nommant Monsieur Didier Cauville, architecte et urbaniste en chef de l'État, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1, chapitre II de l'arrêté n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004, est modifié comme suit :

II - RÈGLEMENT DE POLICE ET DE NAVIGATION

1) autorisation de manifestations sur les voies navigables,

2) interruption de navigation,

3) contravention à la police de la navigation :

a) instruction des procès-verbaux,

b) transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

4) règlement de la navigation de plaisance à l'exception des règlements particuliers visés à l'article 1^{er} du décret 73-912 modifié du 21 septembre 1973.

5) interdiction de circuler sur les chemins de halage qui font partie du domaine public fluvial.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 17 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.06
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CORINNE CHAUVIN,
SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Madame Corinne CHAUVIN, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul, est chargée d'assurer l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle et plus particulièrement de la mise en œuvre du contrat de ville de l'agglomération de Nancy.

A ce titre, Madame Corinne CHAUVIN représentera le Préfet dans les réunions nationales sur la politique de la ville, dans les comités de pilotage départementaux des dispositifs relevant de la politique de la ville ainsi que dans les réunions organisées dans le cadre du contrat de ville de l'agglomération de Nancy.

ARTICLE 2 : Madame Corinne CHAUVIN est également chargée de représenter le Préfet dans les réunions et comités de pilotage des dispositifs relevant du domaine de l'emploi et de la cohésion sociale, et notamment de présider le Service Public de l'Emploi Local pour l'arrondissement de Nancy.

ARTICLE 3 : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées aux articles 1 et 2 du présent arrêté, délégation de signature est donnée à Madame Corinne CHAUVIN à l'effet de signer les actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, à l'exception des arrêtés et conventions attributifs de subvention.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs, notifié à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul, et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de cabinet ainsi qu'à Monsieur le trésorier payeur général.
NANCY, le 17 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLERUPT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment ses articles 40.1. à 40.7 issus de la loi 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;
Vu le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
Vu le décret 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;
Vu la lettre du 9 décembre 2004 à l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers ;
Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;
Considérant que ces études mettent en évidence au regard de l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

ARRETE

Article 1 - L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) est prescrite sur le territoire de la commune de VILLERUPT.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Le Directeur Départemental de l'Équipement, en liaison avec les services concernés de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, est chargé de l'instruction et de l'élaboration du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera publié dans :

- le Républicain Lorrain
- l'Est Républicain

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

QUATRIEME BUREAU**ARRETE MODIFICATIF PORTANT CREATION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son article III,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN et notamment son article 3,
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de NANCY-CUGN,
VU l'arrêté complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1 : l'article 3 de l'arrêté portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 10 décembre 2002 est modifié comme suit :

- L'alinéa « M. le Préfet, président, ou M. le sous-préfet chargé de mission pour les affaires économiques et la politiques de la ville, son représentant » est remplacé par « M. le Préfet, président, ou M. le Directeur des Actions Interministérielles de la Préfecture, son représentant ».

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Directeur des Actions Interministérielles de la Préfecture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 21 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

PLAN DEPARTEMENTAL POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE,

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret n° 99-897 du 22 octobre 1999 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées et aux fonds de solidarité pour le logement,

Vu l'arrêté conjoint du 27 janvier 2003 approuvant le plan départemental pour le logement des personnes défavorisées en Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E N T**Article 1 :**

Le 3^{ème} PDL de Meurthe-et-Moselle est prorogé d'un an à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 2 :

Le comité responsable du PDL prévu à l'article 4 de la loi n° 90-449 est composé de la façon suivante :

Représentants de l'Etat :	M. le préfet, ou son représentant M. le directeur départemental de l'équipement, ou son représentant M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant
Représentants du conseil général :	Mme Michèle PILOT Mme Dominique OLIVIER M. André CORZANI
Représentant des communes :	M. Gérard ROYER, maire de Pulnoy
Représentant de la CAF :	M. le président, ou son représentant
Représentant des bailleurs sociaux :	M. le directeur de l'OPAC de Nancy, titulaire M. le directeur général de Batigère, suppléant
Représentant du DAL :	Mme Annie PALAGI
Représentant d'EDF/GDF :	Mme Valérie PESSE

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du conseil général.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 11 janvier 2005

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Claude BALAND

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
Michel DINET

CINQUIEME BUREAU**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE - ANNEE 2005**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L435-9, L436-5, R236-18, R236-19, R236-30 et R236-53 ;

VU le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande déposée le 26 octobre 2004 par M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du 16 novembre 2004 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis du 10 décembre 2004 de M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E**ARTICLE 1er -**

La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1^{er} avril au 31 octobre 2005 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2^{ème} catégorie suivants :

RIVIERE CANAL PLAN d'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A.A.P.M.A. GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit "Paquis de Socourt", soit 135 m.	"La Carpe du MADON" XIROCOURT
LE MADON	ORMES ET VILLE (VILLE/MADON)	Rive droite, de part et d'autre du parcours handicapés sur 300m en amont et 300m en aval au lieu-dit « La Heyrard », soit 800m	TANTONVILLE

LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au moulin Bagard, soit 300 m.	« Société des pêcheurs à la ligne du MADON » XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la brasserie », de l'embarcadère au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	« Le Barbeau » BACCARAT
LA MEURTHE	DOMBASLE-s/MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1000 m.	"La Gaule dombasloise" DOMBASLE-sur-MEURTHE
LA MEURTHE	CHAMPIGNEULLES	Rive gauche uniquement, en amont du Moulin Noir, soit 1120 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MEURTHE	ROSIERES-aux-SALINES	Rive gauche : de l'amont de la conduite forcée Solvay jusqu'au « Saule Brûlé », soit 600 m..	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	MARON	En rive gauche uniquement entre l'embouchure de l'ancienne MOSELLE jusqu'en amont du pont de MARON, soit 538 m	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	VILLEY-le-SEC	Rive droite uniquement, aval du camping anciennement « La Plage » soit 78 m ; Rive droite uniquement, amont du grillage du camping soit 551 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	LIVERDUN	Rive gauche uniquement du lieu-dit « Le Golf » (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D90 soit 2 750 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
Canal de l'Est	TONNOY	Côté R.N. 57 uniquement, de la passerelle de la ferme St-Michel jusqu'au déversoir du canal, soit 800 m.	Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	Rive droite : Face au ruisseau du Jard au pont routier de DOMMARTIN-les-TOUL, soit 300 m.	"Pêche et Nature du Toulinois" TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	De la limite amont de l'étang Doillon jusqu'à la limite aval des lots, soit 800 m.	"Pêche et Nature du Toulinois" TOUL
LA MOSELLE	TOUL	De l'ouvrage indiquant le niveau d'eau jusqu'à la Goulotte de DOMMARTIN-les-TOUL, soit 400 m.	"Pêche et Nature du Toulinois" TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang Renault jusqu'à 100m à l'aval du Pont "de la Queue du Chat", soit 600 m.	"Pêche et Nature du Toulinois" TOUL
Canal à Grand Gabarit	TOUL	Rive gauche : de la pointe des ateliers du Service de la Navigation jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5900m.	"Pêche et Nature du Toulinois" TOUL
LE CANAL	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements Gouvy sur une distance de 1 200 m. (pk 334,83 à 336,03)	"Le Gardon Scarponais" DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie MOSELLE sauvage, amont du CD10 côté autoroute A31 sur 1000 m. Rive droite, amont du barrage du Liegeot, côté commune d'AUTREVILLE sur 1 000 m.	"Le Gardon Scarponais" DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	MOSELLE canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont CD10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes des DIEULOUARD et BLENOD-les-PAM rive droite uniquement soit 1 670 m.	"Le Gardon Scarponais" DIEULOUARD
Canal à Grand Gabarit	DIEULOUARD et BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON	Rive droite, lots 36 et 37 entre le pont de DIEULOUARD (CD 10) et le pont de la Centrale de BLENOD.	"Les Fins Pêcheurs" BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON
Ancien Canal	BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	"Les Fins Pêcheurs" BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON
LA MOSELLE	PONT-à-MOUSSON	Rive droite uniquement, entre le lieu-dit « Trou Réverbère » et l'entrée dite « du Prussien » (boucle d'Avieux), soit 1 000 m.	"La Gaule Mussipontine" PONT-à-MOUSSON
LA MOSELLE	PAGNY-SUR-MOSELLE	En rive droite, situé du « seuil de VANDIERES » jusqu'au PK 317 soit environ 1800m	"La Gaule Pagnotine" PAGNY-SUR-MOSELLE
L'ORNE	HATRIZE	Rive gauche uniquement, du pont de chemin de fer à Tichemont au déversoir du moulin à HATRIZE, soit environ 2000 m.	"Les Pêcheurs de l'ORNE" JOEUF-HOMECOURT

L'ORNE	HATRIZE et VALLEROY	Rive gauche de l'ORNE à partir du ruisseau « Le Petit Rhin » à HATRIZE, jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2000 m.	"Les Pêcheurs de l'ORNE" JOEUF-HOMECOURT
ETANG	JOUDREVILLE	De la digue au pont de Bois Côté JOUDREVILLE, soit 850 m	"L'Hameçon des Mineurs" JOUDREVILLE

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ni transportée.

ARTICLE 2 -

Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 3 -

En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R236-18 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

ARTICLE 4 -

La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; article L 435-9 du code de l'environnement ; article 15 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L 435-9 du code de l'environnement), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

ARTICLE 5 -

Aucun aménagement de berge (terrassement; édification de ponton) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

ARTICLE 6 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

Mme et MM. les Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL,

Mmes et MM. les maires des communes de BACCARAT, BLENOD-LES-PONT-à-MOUSSON, CHAMPIGNEULLES, DIEULOUARD, DOMMARTIN-les-TOUL, DOMBASLE-sur-MEURTHE, HATRIZE, JOUDREVILLE, LIVERDUN, MARON, ORMES-et-VILLE, PAGNY/MOSELLE, PONT-à-MOUSSON, ROSIERES-aux-SALINES, TONNOY, TOUL, VALLEROY, VILLEY-le-SEC, XEUILLEY et XIROCOURT,

M. le Chef de la Brigade de Meurthe & Moselle des Gardes-Pêche du C.S.P.,

M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de Meurthe & Moselle,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

M. le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE CHASSE N° 2004/394 FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX NUISIBLES
POUR L'ANNEE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 Septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du 12 Décembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 15 Décembre 2004 ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er - La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le Département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2005 est fixée comme suit :

ESPECES	MOTIVATIONS	CONDITIONS PARTICULIERES
1 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES DANS L'INTERET DE LA SANTE ET DE LA SECURITE PUBLIQUES		
• RENARD	Lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• CORBEAU FREUX	Nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• ETOURNEAU SANSONNET	Problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	
2 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES POUR PREVENIR DES DOMMAGES IMPORTANTS AUX ACTIVITES AGRICOLES, FORESTIERES OU AQUICOLES		
• RENARD	Dégâts sur petits élevages - Prédation des agneaux dans les parcs	
• FOUINE	Dégâts sur petits élevages	
• MARTRE	Dégâts sur petits élevages	Exclusivement dans un rayon de 500 m autour des habitations.
• RAGONDIN - RAT MUSQUE	Dégradation des rives et des digues	

• SANGLIER	Dégâts aux cultures	
• CORBEAU FREUX)	
• CORNEILLE NOIRE) - Dégâts dans les cultures (semis...)	
• PIE BAVARDE)	
• ETOURNEAU SANSONNET	Dégâts sur tournesol, arbres fruitiers Et ensilages	
3 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES POUR LA PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE		
• CHIEN VIVERRIN	Présence signalée dans le Département en 1999.	
• VISON D'AMERIQUE	Présence signalée en 2002. Visons échappés d'un élevage.	
• RAGONDIN - RAT MUSQUE) Espèces introduites	
• RATON-LAVEUR	(Présence indésirable	

ARTICLE 2 - Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R* 227-7 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R* 227-8 à R* 227-23 du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 Mai 1984 modifié relatif aux conditions du piégeage.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, Mesdames et Messieurs les Maires, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence Nord, délégué Départemental de l'O.N.F., Mme et MM. les Lieutenants de Louveterie, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en Mairies et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération Départementale de Chasseurs.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE CHASSE N° 2004/395 FIXANT LES MODALITES DE DESTRUCTION A TIR DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 Septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 Décembre 2004 fixant la liste des animaux nuisibles pour l'année 2005 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du 12 Décembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 15 Décembre 2004 ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R* 227-17 et suivants du Code de l'Environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

Espèces : *fouine - martre*

Période autorisée : néant

Espèces : *ragondin - rat musqué*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : *renard - chien viverrin - vison d'Amérique*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : *sanglier*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : *corbeau freux - corneille noire - pie bavarde*

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

Conditions - Formalités : * autorisation préfectorale
* tir à poste fixe uniquement
* tir dans les nids interdit
* utilisation du grand duc artificiel autorisé

Espèce : *étourneau sansonnet*

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures

Conditions - Formalités : * sur autorisation préfectorale
* tir à poste fixe uniquement

ARTICLE 2 - Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, Mesdames et Messieurs les Maires, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence Nord, délégué départemental de l'O.N.F., Mme et MM. les Lieutenants de Louveterie, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la

destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 22 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DEMANDE D'AUTORISATION
DE DESTRUCTION A TIR D'ANIMAUX NUISIBLES
ANNEE 2005**

Je soussigné (1).....

demeurant à

agissant en qualité de : (2)

☐ Propriétaire ou possesseur

☐ Délégué du propriétaire (joindre une copie de la délégation écrite)

☐ Fermier

☐ Délégué du fermier (joindre une copie de la délégation écrite)

sur ha dont ha de bois, situés sur la ou les communes (préciser les lieux dits).....

sollicite l'autorisation de détruire à tir dans les conditions suivantes : (3)

ESPECES	PERIODE	LIEUX DE DESTRUCTION	CULTURES MENACEES (préciser la superficie)
.....
.....
.....
.....

Je demande l'autorisation de m'adjoindre pour ces destructions tireurs (4) dont les nom, prénom et domicile sont :

M.....

M.....

Je m'engage à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs, pour le 30 JUIN au plus tard, un compte-rendu (même négatif) des destructions réalisées.

A le

(Signature)

(1) nom, prénom, profession

(2) cocher la qualité correspondante

(3) à remplir pour chaque espèce

(4) 2 maximum, sauf pour le sanglier

ATTESTATION DU MAIRE DE LA COMMUNE

Le Maire de la Commune de atteste la qualité du demandeur.

A le

(Signature et cachet de la Mairie)

Déclaration à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle

²5, Rue Drouin - B.P. 72226 - 54022 NANCY CEDEX

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE L'ANCIEN CAMP ROMAIN 1 ET 2 PAR LA COMMUNE DE DOMMARIE-EULMONT

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ; ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de février 2002 ;

VU la délibération du conseil municipal du 08/04/1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de L'ANCIEN CAMP ROMAIN 1 ET 2 à DOMMARIE-EULMONT ;

VU l'arrêté préfectoral du 04/03/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de L'ANCIEN CAMP ROMAIN 1 ET 2 à DOMMARIE-EULMONT par et en commune de DOMMARIE-EULMONT

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de DOMMARIE-EULMONT.

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 19/05/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 04/11/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de DOMMARIE-EULMONT dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources de L'ANCIEN CAMP ROMAIN 1 ET 2 à DOMMARIE-EULMONT

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à DOMMARIE-EULMONT

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par des ouvrages de captage dont la situation est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Ancien Camp Romain n°1	DOMMARIE-EULMONT	A1 100 et 101	303-4-0026	873789	2385473	402
Ancien Camp Romain n°2	DOMMARIE-EULMONT	A1 45 ZD 34	303-4-0027	873847	2385352	404

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever pour l'ensemble des sources ne peut excéder 75 m³/j

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la source de l'ANCIEN CAMP ROMAIN N°1 est situé sur le territoire de la commune de DOMMARIE-EULMONT, section A1 parcelles 100 et 101 lieudit "LA GUISE". Il couvre une surface 11 a 48 ca.

Le périmètre de protection immédiate de la source de l'ANCIEN CAMP ROMAIN N°2 est situé sur le territoire de la commune de DOMMARIE-EULMONT, section A1 parcelle 45, lieudit "BOIS DE LA CÔTE D'EULMONT" et section ZD parcelle 34, lieudit "FANNONCOURT". Il couvre une surface de 10 a 27 ca.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée des sources de l'ANCIEN CAMP ROMAIN s'étend sur une surface 27 ha 42 a environ sur le territoire de DOMMARIE-EULMONT, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° de parcelles
A1	Bois de la Côte d'Eulmont	42 pp ; 43 ; 44 ; 54 à 56 ; 58 à 62
	La Guise	96 à 99 ; 102
ZD	Fannoncourt	33 pp ; 34

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètres de protection immédiate**

Toute activité autre que celle liée à l'entretien des ouvrages est interdite. Les parcelles seront régulièrement entretenues, les arbres de haute tige seront abattus.

Les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre **est interdit** tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et **notamment** :

- ☐ les forages permanents sauf ceux destinés à la surveillance de l'aquifère ou au remplacement de la ressource,
- ☐ les sondages et forages de reconnaissance,
- ☐ l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- ☐ la réalisation de mares et d'étangs,
- ☐ les stockages et dépôts de toute nature,
- ☐ les canalisations d'eaux usées domestiques collectives, d'eaux usées industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux sont interdits,
- ☐ les rejets d'eaux usées domestiques, d'eaux industrielles, d'effluents agricoles
- ☐ tout rejet d'eaux usées,
- ☐ toute construction de quelque nature qu'elle soit,
- ☐ le défrichement,
- ☐ les aires de débardage, stockage et de traitement du bois à moins de 400 m des captages,
- ☐ l'utilisation de produits de traitement sur les zones forestières à moins de 400 m des captages,
- ☐ le nourrissage de gibier à moins de 400 m des captages

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- ☐ le remblaiement des excavations ou des carrières existantes est réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant de carrières,
- ☐ les travaux sur la voirie existante doivent utiliser des matériaux inertes et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- clôture des périmètres de protection immédiate
- abattage des arbres à l'intérieur des périmètres de protection immédiate
- fermeture efficace de tous les accès aux points du réseau.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de DOMMARIE-EULMONT est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 14 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de DOMMARIE-EULMONT est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**ARTICLE 15- Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 16- Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 17- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 18-

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 19 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le maire de la commune de DOMMARIE-EULMONT, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 23 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DU FORAGE DE BIENVILLE-LA-PETITE PAR LES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX DES EAUX D'EINVILLE-AU-JARD ET DE SOMMERVILLER-VITRIMONT

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la convention du 21/10/1968 établie entre le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX D'EINVILLE-AU-JARD et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE SOMMERVILLER-VITRIMONT ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 29/06/2001 ;

VU les délibérations du 21/03/2000 du Comité Syndical d'EINVILLE-AU-JARD et du 03/09/2003 du Comité Syndical de SOMMERVILLER-VITRIMONT sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de BIENVILLE-LA-PETITE à BIENVILLE-LA-PETITE ;

VU l'arrêté préfectoral du 26/09/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de BIENVILLE-LA-PETITE à BIENVILLE-LA-PETITE par les Syndicats intercommunaux des eaux d'EINVILLE-AU-JARD et de SOMMERVILLER-VITRIMONT en communes de BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON, et SIONVILLER,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune BIENVILLE-LA-PETITE

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 11/12/2003 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 17/12/2003 du Sous-Préfet de LUNEVILLE ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 04/03/2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 prorogeant le délai pour statuer sur ce dossier;

VU l'avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France au cours de sa séance du 05/10/2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE & MOSELLE ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par les Syndicats intercommunaux des eaux d'EINVILLE-AU-JARD et de SOMMERVILLER-VITRIMONT dénommés ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage du forage de BIENVILLE-LA-PETITE à BIENVILLE-LA-PETITE

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON, et SIONVILLER.

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage est précisée ci-après :

Appellation	Commune d'implantation	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Forage de BIENVILLE-LA-PETITE	EINVILLE-AU-JARD	A 356	231-5-0001	907.738	2.412.774	229 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 300 m³/j en moyenne avec un débit de pointe de 600 m³/j. Le débit maximal horaire est de 85 m³.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage de BIENVILLE-LA-PETITE est situé sur les parcelles cadastrées ZA 117 lieudit "Au Chenet" et A 356 lieudit "Le Vieux Patural" situées sur la commune de BIENVILLE-LA-PETITE.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 35 ha 06 a 71 ca environ situé sur le territoire de BIENVILLE-LA-PETITE. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	Parcelles
A	Le Vieux Patural	356 ; 358 ; 359 - Partie du CD 109
ZA	Au Chenet	31 à 34 ; 37 à 39 ; 117 ; 131 à 136
	Laxatte	40 à 42 ; 122 à 126
	Haie du Coin	46 à 54 ; 120 ; 121
	Sur le Sentier de Crion	73 à 83 ; 85 ; 127 ; 128

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée couvre une superficie de 178 ha environ située sur le territoire des communes de BIENVILLE-LE-PETITE, RAVILLE-SUR-SANON, SIONVILLER et CRION.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètre de protection immédiate**

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien du périmètre et à la maintenance des installations ou de leurs abords sont interdites.

Les périmètres de protection immédiate doivent être propriété des Syndicats et le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du forage.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

➤ en ce qui concerne les travaux souterrains est interdit :

- ☐ la création de forages, de puits ou de captages de sources dans le même aquifère sauf au bénéfice des deux syndicats des eaux concernés et sous réserve d'une étude hydrogéologique d'influence aux conclusions favorables,
- ☐ l'exploitation de carrières,
- ☐ l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sauf pour le passage de conduites d'adduction d'eau potable et de gaines techniques,
- ☐ les sondages de reconnaissance de plus de 200 m de profondeur.

➤ sont interdits les stockages et dépôts :

- ☐ d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- ☐ de produits chimiques,
- ☐ d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- ☐ de produits destinés aux cultures,
- ☐ d'effluents industriels,
- ☐ d'effluents domestiques collectifs,
- ☐ station d'épuration,
- ☐ les bassins de décantation industriels.

➤ Concernant les constructions sont interdits dans un rayon de 150 mètres autour du forage :

- ☐ les campings, caravans et annexes,
- ☐ les cimetières,
- ☐ l'installation d'activités artisanales et industrielles,
- ☐ les bâtiments d'élevage, d'enrichissement,
- ☐ les silos produisant des jus de fermentation,

➤ **sont interdits les rejets liquides :**

- ☐ d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- ☐ d'effluents agricoles,
- ☐ d'assainissement,
- ☐ de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

➤ **en ce qui concerne les travaux souterrains :**

- ☐ les sondages de reconnaissance compris entre 100 et 200 mètres de profondeur devront faire l'objet de la rédaction d'une notice d'incidence au titre de la loi sur l'eau quel que soit le débit capté et ces ouvrages devront être réalisés dans les règles de l'art. Ils seront cadencés et cimentés après usage, sauf s'ils sont destinés à la surveillance de la nappe,
- ☐ le remblaiement de carrières, fouilles d'excavations sera réalisé à l'aide de matériaux provenant des fouilles ou naturels provenant de carrières.

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre est réglementée :

La création de forages quels que soient leurs objets qui viendraient à atteindre ou dépasser le niveau des grès coquilliers du Muschelkalk inférieur (profondeur de 290 m au droit du forage de Bienville la Petite), devra faire l'objet, avant réalisation, d'une étude hydrogéologique aux conclusions favorables et ce nonobstant le respect strict des autres réglementations.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- fixation de l'échelle pour pouvoir accéder à la tête du forage.
- Diagnostic du réseau de distribution et établissement d'un programme de réparation des fuites éventuelles.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON, et SIONVILLER sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée. Messieurs les Présidents des Syndicats Intercommunaux des Eaux d'EINVILLE-AU-JARD et de SOMMERVILLER-VITRIMONT sont chargés d'effectuer ces formalités. Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et une copie en est déposée à la mairie et peut y être consultée.

Un extrait de ces arrêtés, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché dans les mairies de BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON, et SIONVILLER pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14- Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

ARTICLE 15- Traitement

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de traitement du fer de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

ARTICLE 16- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur. Un contrôle complémentaire est réalisé conformément à l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France du 5/10/2004.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17-

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 18 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, les maires des communes de BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON, et SIONVILLER, les présidents des Syndicats Intercommunaux des Eaux d'EINVILLE-AU-JARD et de SOMMERVILLER-VITRIMONT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.
NANCY, le 24 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT SOLOREM A EFFECTUER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES
DANS LE CADRE DE L' AMENAGEMENT DE LA ZAC DU « TRONC QUI FUME » A ESSEY-LES-NANCY,
AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992.**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;

VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement;

VU la demande du 28 juin 2004 déposée par la société SOLOREM, à l'effet d'être autorisée à réaliser les installations, ouvrages, travaux et activités liés à l'aménagement de la ZAC du « Tronc qui fume » à ESSEY-LES-NANCY, au titre du code de l'environnement et de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 août 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, préalable à la réalisation du projet précité, en commune d'ESSEY-LES-NANCY;

Considérant que le dossier enquête est resté 22 jours en mairie concernée par le périmètre d'enquête ;

VU l'avis du commissaire enquêteur, le 28 septembre 2004

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 4 novembre 2004 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de MEURTHE & MOSELLE au cours de sa séance du 16 décembre 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

La société SOLOREM est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du « Tronc qui fume ».

ARTICLE 2 - SITUATION

Les ouvrages et travaux seront réalisés en commune d'ESSEY-LES-NANCY.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET TRAVAUX

Les installations, ouvrages, travaux et activités seront exécutés conformément au projet soumis à enquête publique.

Les ouvrages hydrauliques liés à l'aménagement de la ZAC consistent en :

- Le prolongement de la couverture du ruisseau de GREMILLON (carrefour de l'avenue de Brigachtal et de la rue du Grémillon) sur un linéaire de 55 m d'un dalot existant (section 3,6 m x 1,13 m) ;
- L'aménagement d'un réseau de collecte des eaux usées domestiques pour acheminement vers la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.
- L'aménagement d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales vers le ruisseau de GREMILLON (3 exutoires) et de systèmes de rétention temporaire des eaux pluviales (3 dispositifs linéaires et 1 bassin tampon) destinés à restituer des débits de fuite identiques aux débits naturels (avant aménagement de la ZAC).

Les ouvrages de transit des eaux pluviales sont dimensionnés pour un débit de crue de fréquence de retour 20 ans.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution des eaux souterraines et du ruisseau de GREMILLON et prévenir les désordres susceptibles de nuire à la faune (poisson notamment) et à la flore aquatiques.

Les ouvrages, les bassins, le ruisseau et les fossés, au droit de l'emprise de la ZAC, seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURE DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX : SURVEILLANCE

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du Service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaire et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet de MEURTHE & MOSELLE et soumise à autorisation préalable.

ARTICLE 10 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,
- Monsieur le Maire de la commune d'ESSEY-LES-NANCY,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE & MOSELLE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE & MOSELLE et affiché en mairie précitée.
NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général p.i.,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DE TRANSPORT DES EAUX USEES
COMPOSE DE LA COMMUNE DE FLAVIGNY-SUR-MOSELLE ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1985 autorisant la création du syndicat intercommunal de transport et de traitement des eaux usées de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et RICHARDMÉNIL (S.I.T.T.E.U.) ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2003 transformant le syndicat en syndicat appelé " syndicat mixte de transport des eaux usées composé de la commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et de la communauté de communes Moselle et Madon" ;
VU la délibération du comité syndical du syndicat mixte en date du 10 décembre 2003 demandant la dissolution du syndicat ;
VU les délibérations des conseils des collectivités suivantes acceptant la dissolution du syndicat :
- Commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE en date du 29 septembre 2004,
- Communauté de communes Moselle et Madon en date du 22 juillet 2004 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Le syndicat mixte de transport des eaux usées composé de la commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et de la communauté de communes Moselle et Madon est dissous.

ARTICLE 2 : L'actif du syndicat mixte est réparti dans les conditions définies par l'étude réalisée le 25 mai 2002 annexée au présent arrêté. Les chiffres seront actualisés après transmission du compte de gestion 2004 par le comptable du syndicat.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte de transport des eaux usées composé de la commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités membres du syndicat et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

L'étude sur la dissolution du syndicat mixte annexée au présent arrêté est consultable à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - DRCL - 1^{er} Bureau.

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE DU 22 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA REPARTITION DE L'EXCEDENT
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES POUR L'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE LA VALLEE DU BRENON
ET DE LA CONFLUENCE AVEC LE MADON LORS DE SA DISSOLUTION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 1997 portant création du syndicat intercommunal d'études pour l'assainissement des communes de la vallée du Brénon et de la confluence avec le MADON (SEA Brénon-Madon) ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2004 portant dissolution du syndicat et fixant la répartition de l'excédent entre les communes membres;
VU la lettre du Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle en date du 23 décembre 2004 notifiant l'impossibilité d'appliquer les dispositions de l'arrêté susvisé suite à l'accroissement de la répartition dû à une subvention versée postérieurement par l'Agence de l'Eau ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2004 portant dissolution du syndicat intercommunal d'études pour l'assainissement des communes de la vallée du Brénon et de la confluence avec le MADON est modifié comme suit :

ARTICLE 2 : L'excédent financier du syndicat est réparti de la manière suivante :

AUTREY-SUR-MADON	767.18 €
BATTIGNY	549.57 €
CEINTREY	2 142.63 €
CHAOUILLEY	515.37 €
CREPEY	1 470.82 €
DOLCOURT	600.68 €
DOMMARIE-EULMONT	617.99 €
ETREVAL	395.44 €
FAVIERES	2 275.20 €

FECOCOURT	687.77 €
FORCELLES-SAINT-GORGON	745.82 €
GELAUCOURT	567.51 €
GOVILLER	1 199.74 €
GRIMONVILLER	533.93 €
HAMMEVILLE	728.99 €
HOUELDMONT	876.34 €
HOUDREVILLE	1 250.22 €
LALOEUF	870.98 €
OGNEVILLE	573.66 €
OMELMONT	735.71 €
PAREY-SAINT-CESAIRE	837.82 €
PIERREVILLE	1 097.12 €
PULLIGNY	3 390.62 €
PULNEY	486.86 €
QUEVILLONCOURT	523.68 €
SAULXEROTTE	548.27 €
SAXON SION	580.22 €
SELAINCOURT	791.43 €
THELOD	1 010.48 €
THOREY-LYAUTEY	569.51 €
VANDELEVILLE	883.84 €
VAUDEMONT	439.91 €
VEZELISE	4 390.98 €
VITREY	727.42 €
VOINEMONT	992.44 €
VRONCOURT	625.42 €
XEUVILLEY	2 787.82 € "

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture, Madame la sous préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal d'études pour l'assainissement des communes de la vallée du Brénon et de la confluence avec le Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 23 DECEMBRE 2004 APPROUVANT LES MODIFICATIONS STATUTAIRES ET L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5111-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 1996 portant création de la communauté de communes du Lunévillois ;

VU les arrêtés préfectoraux modificatifs en date du 31 décembre 1997, 17 juillet 1998, 3 septembre 1999 et 7 novembre 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois en date du 2 décembre 2004 décidant d'approuver les modifications statutaires conformément à l'exemplaire annexé ;

VU la lettre de consultation des communes membres en date du 8 décembre 2004 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

BENAMENIL en date du 8 décembre 2004,

CHANTEHEUX en date du 17 décembre 2004,

CROISMARE en date du 8 décembre 2004,

HERIMENIL en date du 13 décembre 2004,

JOLIVET en date du 9 décembre 2004,

LANEUVILLE AUX BOIS en date du 7 décembre 2004,

LUNEVILLE en date du 20 décembre 2004,

MANONVILLER en date du 7 décembre 2004,

MARAINVILLER en date du 10 décembre 2004,

MONCEL LES LUNEVILLE en date du 13 décembre 2004,

THIEBAUMENIL en date du 8 décembre 2004,

VITRIMONT en date du 13 décembre 2004 ;

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. - L'article 2 des statuts (I - Aménagement de l'espace et du cadre de vie) est rédigé ainsi qu'il suit :

- Elaboration d'une charte intercommunale de développement durable et d'aménagement dont :
 - Schéma d'orientation des carrières ;
 - Charte d'environnement ;
 - Charte paysagère ;
 - Schéma de circulation ;
 - SCOT (schéma de cohérence territoriale) et schémas de secteur ;

- Elaboration, approbation, suivi gestion et mise en œuvre de la charte de pays ;
- Adhésion à un groupement d'intérêt public de développement local (GIP - DL) ou à un syndicat mixte de pays.
- Exercice du droit de préemption urbain sur les zones d'intérêt communautaire ;
- Création, réalisation et gestion de zones d'aménagement concerté (ZAC), d'intérêt communautaire ;
- Elaboration d'un plan de déplacement communautaire ;
- Transports urbains ;
- Adhésion au syndicat départemental d'électricité (SDE 54).

ARTICLE 2. - L'article 2 des statuts (II - Développement économique et touristique) est rédigé ainsi qu'il suit :

Economie

- a) Aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques ou aéroportuaires d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire la zone d'activités économiques des Mossus et la zone commerciale dite « des Wagons ».
Après acceptation des communes concernées, définition de nouvelles zones d'intérêt économique communautaire, et notamment des zones d'aménagement concerté (ZAC) sur lesquelles s'exerceront les compétences d'aménagement de promotion et de gestion par la communauté de communes du Lunévillois.
- b) Actions de développement économique d'intérêt communautaire :
 - 1 - actions favorisant l'accueil et le développement d'activités économiques ;
 - 2 - aménagement et exploitation de locaux relais économiques et d'un centre de ressources pour les entreprises ;
 - 3 - aides au développement des activités rurales ;
 - 4 - actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle (ex : mission locale, PLIE, PFIL...).
- c) Actions en faveur du développement du tourisme :
 - Définition, aménagement, promotion, gestion des zones de loisirs et de tourisme d'intérêt communautaire.
 - Etudes et actions : de promotion, d'animation et de réalisation de produits liés au développement touristique et de loisirs.
 - Création et gestion des campings et aires d'accueil des camping-cars avec prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2005.

ARTICLE 3. - Est ajoutée à l'article 2 des statuts une partie IV intitulée « Politique du logement et du cadre de vie » ainsi rédigée :

- Mise en place des outils de programmation et d'étude dans le domaine de l'habitat sur tout le territoire de la communauté de communes (programme local de l'habitat, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, etc...).
- Rénovation de l'habitat et du cadre de vie.
- Promotion de logements pour étudiants.

ARTICLE 4. - Est ajoutée à l'article 2 des statuts une partie V intitulée « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs » ainsi rédigée :

- Construction, entretien et fonctionnement d'une piscine d'intérêt communautaire avec prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2005.
- Construction, entretien et fonctionnement des bibliothèques et médiathèques publiques avec prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2005.

ARTICLE 5. - Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 23 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS

Créée par arrêté préfectoral du 20 décembre 1996,
modifié par les arrêtés préfectoraux des 31 décembre 1997,
17 juillet 1998, 3 septembre 1999, 7 novembre 2002 et 23 décembre 2004
STATUTS

Article 1^{er}

En application des articles L 5214-1 et L 5214-29 du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de Bénaménil, Chanteheux, Croismare, Hériménil, Jolivet, Laneuveville aux Bois, Lunéville, Manonviller, Marainviller, Moncel - lès - Lunéville, Thiébauménil et Vitrimont, une communauté de communes qui prend la dénomination de **communauté de communes du Lunévillois**.

Article 2

La communauté de communes du Lunévillois a pour compétences :

I - AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET DU CADRE DE VIE

- Elaboration d'une charte intercommunale de développement durable et d'aménagement dont :
 - Schéma d'orientation des carrières ;
 - Charte d'environnement ;
 - Charte paysagère ;
 - Schéma de circulation ;
 - SCOT (schéma de cohérence territoriale) et schémas de secteur ;
 - Elaboration, approbation, suivi gestion et mise en œuvre de la charte de pays ;
 - Adhésion à un groupement d'intérêt public de développement local (GIP - DL) ou à un syndicat mixte de pays.
- Exercice du droit de préemption urbain sur les zones d'intérêt communautaire ;
- Création, réalisation et gestion de zones d'aménagement concerté (ZAC), d'intérêt communautaire ;
- Elaboration d'un plan de déplacement communautaire ;
- Transports urbains ;
- Adhésion au syndicat départemental d'électricité (SDE 54).

II - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

Economie

- a) Aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques ou aéroportuaires d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire la zone d'activités économiques des Mossus et la zone commerciale dite « des Wagons ».
Après acceptation des communes concernées, définition de nouvelles zones d'intérêt économique communautaire, et notamment des zones d'aménagement concerté (ZAC) sur lesquelles s'exerceront les compétences d'aménagement de promotion et de gestion par la communauté de communes du Lunévillois.

- b) Actions de développement économique d'intérêt communautaire :
- 1 - actions favorisant l'accueil et le développement d'activités économiques ;
 - 2 - aménagement et exploitation de locaux relais économiques et d'un centre de ressources pour les entreprises ;
 - 3 - aides au développement des activités rurales ;
 - 4 - actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle (ex : mission locale, PLIE, PFIL...).
- c) Actions en faveur du développement du tourisme :
- Définition, aménagement, promotion, gestion des zones de loisirs et de tourisme d'intérêt communautaire.
 - Etudes et actions : de promotion, d'animation et de réalisation de produits liés au développement touristique et de loisirs.
 - Création et gestion des campings et aires d'accueil des camping-cars avec prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2005.

III - ACTIONS RELATIVES A LA PROTECTION ET A LA MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

- Elaboration d'une charte d'environnement et de développement durable.
- Politique globale de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Création et gestion de déchetteries et de points-tri.
- Assainissement : construction, entretien et gestion des réseaux d'assainissement et des stations et systèmes d'épuration des communes membres de la structure intercommunale.
- Aménagement et entretien de sentiers pédestres, cyclistes et équestres sur les zones définies d'intérêt communautaire.
- Réalisation de travaux d'hydraulique fluviale. La communauté de communes se substitue de plein droit, pour l'exercice de cette compétence, aux communes ayant adhéré à une autre structure intercommunale.

IV - POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE

- Mise en place des outils de programmation et d'étude dans le domaine de l'habitat sur tout le territoire de la communauté de communes (programme local de l'habitat, opérations programmées d'amélioration de l'habitat, etc...).
- Rénovation de l'habitat et du cadre de vie.
- Promotion de logements pour étudiants.

V - CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

- Construction, entretien et fonctionnement d'une piscine d'intérêt communautaire avec prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2005.
- Construction, entretien et fonctionnement des bibliothèques et médiathèques publiques avec prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2005.

Article 3

Une taxe professionnelle de zone est instituée sur la zone d'activités économiques des Mossus et la zone commerciale dite « des wagons » situées sur les communes de Lunéville et Moncel-lès-Lunéville, avec extension possible vers la RD 400 et dont le périmètre est annexé aux présents statuts.

Conformément aux délibérations des 23 juin 1997 et 16 décembre 1998, une part de la taxe professionnelle, de zone collectée, soit 30%, sera reversée aux communes concernées afin de compenser les charges induites par l'existence de la zone.

Une taxe professionnelle de zone pourra être instituée sur les futures zones d'activités qui seront créées à l'initiative de la communauté de communes.

Article 4

Le siège de la communauté de communes du Lunévillois est fixé à Lunéville, au 92 rue de Viller.

Article 5

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

Article 6

La communauté de communes est administrée par un comité composé de 35 membres désignés par les conseils municipaux des communes membres.

Les sièges sont répartis entre les communes, comme suit :

- de 0 à 1000 habitants : 2 sièges ;
- de 1000 à 2000 habitants : 1 siège supplémentaire.

La ville de Lunéville, compte tenu de sa population, comptera 9 sièges supplémentaires, soit :

COMMUNES	POPULATIONS	NOMBRE DE SIEGES
Bénaménil	527	2
Chanteheux	1746	3
Croismare	638	2
Hériménil	750	2
Jolivet	834	2
Laneuveville aux Bois	318	2
Lunéville	20 711	12
Manonviller	164	2
Marainviller	642	2
Moncel lès Lunéville	364	2
Thiébauménil	332	2
Vitrimont	330	2

+ 3 délégués suppléants pour Lunéville et 1 par commune.

Article 7

Le conseil communautaire élit, un par un, les membres du bureau composé de :

- 1 président
- 10 vice-présidents
- 1 secrétaire
- 1 secrétaire adjoint
- 12 membres

Le bureau peut recevoir délégation du conseil, par délibération du conseil, conformément à l'article L. 5214-13 du code général des collectivités territoriales.

Le président peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions aux 10 vice-présidents, en application de l'article L. 5214-11.

Article 8

Les opérations financières de la communauté de communes seront inscrites dans un budget annuel comprenant notamment :

En recettes

- les recettes fiscales : taxe professionnelle unique et fiscalité additionnelle ;
- les revenus des biens meubles et (ou) immeubles appartenant ou concédés à la structure intercommunale ;
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- toutes subventions provenant de l'Etat, du conseil régional, du conseil général, des communes et autres ;
- les dons et legs ;

- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- le produit des emprunts.

En dépenses

- les frais de fonctionnement de la structure intercommunale ;
- le coût des études que la structure intercommunale ferait spécialement entreprendre ;
- le montant des travaux relatifs aux compétences définies dans l'article 2 ;
- l'amortissement des emprunts éventuels.

Article 9

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux articles L. 5214-1 à L. 5214-29 du code général des collectivités territoriales.

Article 10

Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des assemblées locales décidant de la création et de l'objet de la communauté de communes.

Vu pour rester annexé à l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2004

Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

**ARRETE DU 29 DECEMBRE 2004 ACCEPTANT LES RETRAITS DU SYNDICAT DE GESTION DES OUVRIERS INTERCOMMUNAUX
DU PAYS DE LA VEZOUE DES COMMUNES D'AUTREPIERRE ET DOMEVRE-SUR-VEZOUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5111-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 janvier 1997, modifié par les arrêtés des 7 décembre 1998, 2 juillet 2003 et 11 septembre 2003, autorisant la création du syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

VU les délibérations des 27 juin 2003 et 12 juin 2003 par lesquelles les conseils municipaux des communes d'Autrepierre et Domèvre-sur-Vezouze demandent à quitter le syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze ;

VU la délibération en date du 25 février 2004 par laquelle le comité syndical du syndicat de gestion des ouvriers intercommunaux du pays de la Vezouze accepte ces retraits ;

VU les lettres de consultation du 15 juin 2004 invitant les communes adhérentes à délibérer sur ces retraits ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

AMENONCOURT en date du 16 août 2004

HAZELLES SUR ALBE en date du 24 juin 2004

EMBERMENIL en date du 12 août 2004

HERBEVILLER en date du 20 juillet 2004

MIGNEVILLE en date du 12 mars 2004

OGEVILLER en date du 30 juin 2004

RECLONVILLE en date du 29 juin 2004

REILLON en date du 5 mars 2004

REMONCOURT en date 30 septembre 2004

REPAIX en date du 2 juillet 2004

SAINT MARTIN en date du 24 août 2004

TANCONVILLE en date du 5 juillet 2004

VAUCOURT en date du 21 juin 2004

VEHO en date du 3 septembre 2004

VERDENAL en date du 16 août 2004

XOUSSE en date du 27 septembre 2004

acceptant les retraits des communes d'Autrepierre et Domèvre-sur-Vezouze ;

VU la délibération du 9 juillet 2004 de la commune de Fréménil refusant les retraits des communes d'Autrepierre et Domèvre-sur-Vezouze ;

VU la délibération du 21 juillet 2004 de la commune de Leintrey acceptant les retraits des communes d'Autrepierre et Domèvre-sur-Vezouze sous réserve ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. - Les retraits des communes d'Autrepierre et Domèvre-sur-Vezouze du syndicat de gestion des ouvriers du pays de la Vezouze sont autorisés.

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat et le trésorier de Blâmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 29 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**ARRETE DU 3 JANVIER 2005 TRANSFERANT LE SIEGE DU SIVU D'ELECTRICITE
DU CANTON DE BADONVILLER EN MAIRIE DE PIERRE PERCEE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 janvier 1998 portant création du SIVU d'électricité du canton de Badonviller ;
VU la délibération en date du 9 septembre 2004 par laquelle le comité syndical du SIVU d'électricité du canton de Badonviller décide de transférer son siège social en mairie de Pierre Percée ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :
- BIONVILLE en date du 27 septembre 2004
- NEUFMAISONS en date du 15 octobre 2004
- NEUVILLER LES BADONVILLER en date du 16 septembre 2004
- PEXONNE en date du 29 septembre 2004
- PIERRE PERCEE en date du 21 septembre 2004
- RAON LES LEAU en date du 20 novembre 2004
- SAINTE POLE en date du 9 décembre 2004
approuvant le transfert de siège envisagé ;
CONSTATANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 3 (siège) de l'arrêté constitutif du 14 janvier 1998 est ainsi rédigé :

« le siège du syndicat est fixé en mairie de Pierre Percée »

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville et le président du SIVU d'électricité du canton de Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 3 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;
VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Massif de Haye du 16 septembre 2004 relative à l'extension des compétences communautaires en matière d'éclairage public et de politique jeunesse ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de AINGERAY (14/10/04), GONDREVILLE (26/10/04), SEXEY-LES-BOIS (29/10/04) et VELAIN-EN-HAYE (30/11/04) ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée des conseils municipaux telle que définie par l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Les compétences de la communauté de communes du Massif de Haye telles que définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 portant création de la communauté de communes du Massif de Haye sont étendues aux domaines suivants :

- éclairage public (création, maintenance et entretien)e, adhésion au syndicat départemental d'électricité
- politique jeunesse(études des besoins en matière d'accueil de la petite enfance (0 à 6 ans) et périscolaire (6 à 16 ans).

Article 2 : La sous-préfète de TOUL et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 10 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

DELIBERATION N°184/04 DU 14 DECEMBRE 2004

RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2007
DU CENTRE HOSPITALIER DE COMMERCE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les Agences Régionales de l'Hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier de COMMERCE approuvé le 23 décembre 2002 ;

VU la délibération n°61/2004 du 2 décembre 2004 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de COMMERCE relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens permettent :

- le renforcement des consultations de tabacologie et développement des soins palliatifs,
- l'amélioration de la prise en charge globale du patient en SSR,
- le renforcement des compétences gériatriques, dans une logique de proximité,
- la diversification des consultations de prévention : consultation de diabétologie,

- le renforcement du personnel paramédical pour l'hygiène et la lutte contre les infections nosocomiales,
- la modernisation de l'équipement hospitalier : prise en charge du surcoût de groupe 4,
- l'amélioration de la prise en charge dans le cadre du plan périnatalité.

CONSIDERANT les efforts consentis par le Centre Hospitalier de COMMERCY au travers des redéploiements proposés à hauteur de 27 900 €, ainsi que l'utilisation dans le contrat d'objectifs et de moyens d'une partie des crédits dégagés par l'opération sincérité des comptes (conventions tripartites signées le 15/12/2004) à hauteur de 41 812 €.

CONSIDERANT la volonté du Centre Hospitalier de COMMERCY d'assurer la mise en œuvre de son projet d'établissement tel qu'il a été approuvé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, notamment en ce qui concerne la prise en charge globale des personnes âgées et la consolidation du rôle d'hôpital de proximité.

DECIDE

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier de COMMERCY pour la période 2004-2007.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 185/04

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-7,

VU la loi n°2003-1487 du 20 décembre 2003 du financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU les conclusions favorables de la visite de conformité réalisée le 18 octobre 2004

VU la demande de classement déposée le 19 octobre 2004 par l'établissement pour son service de médecine.

VU l'avis favorable émis par les membres du Comité Régional des contrats consultés par écrit le 9 décembre 2004, suite à la visite de classement réalisée le 7 décembre 2004

VU l'arrêté de classement n° 74/04 pris par Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 14 décembre 2004.

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy

DECIDE

D'approuver les tarifs à compter du 18 octobre 2004 (visite de conformité) pour les 7 lits de médecine et à compter du 3 janvier 2005 (date d'ouverture de l'unité) pour les 6 lits d'USIC.

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Médecine	USIC Réanimation en cardiologie
Prix de Journée	103.52	513.02
Forfait pharmacie	10.60	11.08
Chambre particulière	15.53	
Frais de salle d'opération	3.54	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81
Forfait Consommable onéreux	255.74	255.74
Majoration PMSI	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31
ANP	42.23	42.23

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 décembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 186/2004 DU 14 DECEMBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE DES VOSGES

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du centre hospitalier de Saint-Dié des Vosges, approuvé le 9 décembre 2002 ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le centre hospitalier de Saint-Dié des Vosges

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de Saint-Dié des Vosges s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 1999-2004 de Lorraine ;

CONSIDERANT que ces objectifs sont conformes au projet d'établissement approuvé ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens concourt à l'amélioration de la prise en charge médicale des patients dans les domaines des urgences, de la médecine, de la gériatrie, de la chirurgie, de la gynécologie-obstétrique, de la cancérologie, et des soins de suite ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet de promouvoir et renforcer les actions de coopérations auxquelles l'établissement est partie, et favorise en particulier l'organisation d'une offre de soins qui tienne compte des différents établissements du pays de la déodaté ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet une mise à niveau de tous les groupes de dépenses de l'établissement, et en particulier par la mise à niveau des dépenses de personnel, permet l'adaptation des effectifs à son activité ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet de soutenir la rénovation du cadre bâti et de remettre à niveau l'équipement médical et logistique du centre hospitalier ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet de financer la mise en œuvre des activités et actions nouvelles, nées de l'approbation du projet d'établissement ;

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de SAINT-DIE DES VOSGES pour la période 2004-2008.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 163 - AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL - 251 RUE DES FOURS A CHAUX - 54700 MONTAUVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 21 décembre 2004 par Monsieur Jean-Marie SUK tendant à obtenir l'agrément provisoire nécessaire pour effectuer des transports sanitaires en véhicule médicalisé léger en relation avec l'hôpital de PONT A MOUSSON pour l'entreprise AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL, sise 251 rue des Fours à Chaux à 54700 MONTAUVILLE à compter du 1^{er} janvier 2005 ;

CONSIDERANT

- Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,
- Que le véhicule mis en circulation provient d'un parc existant dans le département,
- Que le dossier sera présenté au sous-comité des transports sanitaires le 28 janvier 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre provisoire, à compter du 1er janvier 2005, sous le n° 163, à l'entreprise «**AMBULANCES MUSSIPONTAINES**» SARL, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL
251 rue des Fours à Chaux
54700 MONTAUVILLE

Gérant : Monsieur Jean-Marie SUK

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 3 janvier 2005

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

POLE INSPECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE

ARRETE 2005-01/DDASS/1319 AUTORISANT L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY DE MONT-SAINT-MARTIN A FAIRE FONCTIONNER UN DEPOT DE SANG

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 1221-10 et R. 666-12-9 du code de la Santé Publique,

Vu la Loi n° 93-5 du 4 janvier 1993, relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament,

Vu la Loi n° 98-535 du 1^{er} juillet 1998, relative au renforcement de la sécurité sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme,

Vu le décret n° 94-68 du 24 janvier 1994, relatif aux règles d'hémovigilance,

Vu le décret n° 99-150 du 4 mars 1999, relatif à l'hémovigilance modifiant le code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté du 8 décembre 1994, relatif à la convention type d'un dépôt de sang dans un établissement de soins,

Vu la circulaire DGS/DH n° 2000/246 du 4 mai 2000, relative à la procédure d'autorisation des dépôts de produits sanguins labiles dans un établissement de santé,

Vu la demande présentée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) de Mont Saint Martin,

Vu l'avis motivé du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle du 20 mai 2003,

Vu la convention signée le 27 septembre 2004 entre l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy de Mont Saint Martin et l'Etablissement de Transfusion Sanguine,

Vu l'avis favorable rendu par l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé en date du 9 octobre 2003,

✎ Considérant que cet établissement de santé présente une activité en maternité,

✎ Considérant que cet établissement dispose d'une autorisation d'UPATOU et SMUR,

✎ Considérant l'éloignement géographique,

A R R E T E**ARTICLE 1 :** l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy de Mont Saint Martin est autorisée à faire fonctionner un dépôt de sang :

✎ pour la conservation de produits sanguins labiles autologues et homologues,

✎ pour l'activité de distribution suivante :

✎ attribution de produits sanguins labiles homologues dans le cadre de l'urgence vitale et hors urgence vitale,

✎ délivrance de produits sanguins labiles attribués nominativement par l'EFS Lorraine Champagne,

✎ délivrance de produits sanguins labiles autologues,

✎ délivrance de produits sanguins labiles à titre exceptionnel à un autre établissement de santé si celui-ci a le même établissement de transfusion sanguine distributeur, et après avoir informé l'Etablissement français du Sang Lorraine Champagne.

Dans le cadre de ce dépôt, il est effectué :

✎ le retour à l'établissement de transfusion sanguine des produits sanguins labiles non conformes,

✎ le retour à l'établissement de transfusion sanguine des produits sanguins labiles non utilisés, selon les critères de la convention établie entre l'Etablissement de Soins et l'EFS Lorraine Champagne,

ARTICLE 2 : l'établissement de santé est tenu de respecter les règles de sécurité transfusionnelle et d'hémovigilance demandées par le décret 94-68 du 24 janvier 1994, et notamment tout ce qui concerne la traçabilité des produits sanguins labiles.**ARTICLE 3 :** la présente décision est notifiée sous pli recommandé avec accusé de réception à Monsieur le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy de Mont Saint Martin, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général p.i.,
Corinne CHAUVIN

POLE SOCIAL

ARRETE N° 1315 AUTORISANT L'EXTENSION DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES AUX SALINES SUR LE SITE D'ESSEY LES NANCY-PULNOY DIT CAT « HORS LES MURS »**GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE TRAVAIL PROTEGE ET D'HEBERGEMENT DE ROSIERES AUX SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et réformant la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté SGAR n° 2002-96 du 9 avril 2002 autorisant la demande d'extension de 212 à 213 places -soit une place supplémentaire- du CAT de l'Etablissement Public de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières aux Salines avec création d'un CAT hors les murs d'une capacité de 32 places à ESSEY PULNOY, répartis sur les quatre sites suivants :

- CAT-P.S.R : 52 places
- CAT-R.S : 60 places
- CAT-S.T.L. : 61 places + 8 places pour l'annexe d'Angomont
- CAT-P.E.S. : 32 places

VU le dossier reconnu complet le 22 octobre 2003, présenté par l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières aux Salines, en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité du CAT-P.E.S. de 32 à 56 places ;

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 26 février 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée répond aux besoins existants ;

CONSIDERANT que le projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que les possibilités de délocalisation et la diversité des handicaps permettent de retenir favorablement ce projet ;

CONSIDERANT toutefois que la compatibilité du coût de fonctionnement en année pleine avec le montant des dotations octroyées n'est pas remplie pour la totalité des places requises ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La demande de modification de la capacité du CAT- P.E.S. géré par l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières aux Salines est acceptée.

Article 2:

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières aux Salines, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe et Moselle et à la Mairie de Rosières aux Salines.

NANCY, le 28 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N° 397 DU 23 DECEMBRE 2004 - SUBDELEGATION DE SIGNATURE
DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUELE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002, relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 et 4 février 1986 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, en qualité de Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à effet du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature de M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, subdélégation est donnée à M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables émises dans le cadre des activités de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, conformément aux décisions de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Yves ROYER, directeur départemental, et de M. Philippe PETITJEAN, directeur départemental adjoint, subdélégation est donnée à Mme Yolande FISCHER, secrétaire générale.

Article 3 - Subdélégation permanente est donnée à Mme Yolande FISCHER, secrétaire générale, pour signer l'ensemble des pièces d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement relatives aux titres III de la nomenclature d'exécution budgétaire du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, dans le cadre des activités de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Les subdélégations vues aux articles 1, 2 et 3 ne s'étendent pas à l'exercice de prérogative de la personne responsable des marchés tel que mentionné aux articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral 04.BODE.68 du 20 décembre 2004.

Article 5 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire original sera adressé à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 23 décembre 2004

Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

AMENAGEMENT FONCIER

DECISION PREFECTORALE 03/398/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION
DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE FAULXLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et mise en valeur des paysages ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 ordonnant le remembrement de FAULX et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 25 novembre 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général ;

D E C I D E

ARTICLE 1^{er}

L'article 6 de l'arrêté du 2 novembre 1999 est modifié comme suit :

En application des dispositions de l'article L. 121-19 du Code Rural et sur proposition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier de FAULX, sont interdits à l'intérieur du périmètre de remembrement, à partir de la publication du présent arrêté et jusqu'à la clôture de l'opération, la préparation et

l'exécution des travaux modifiant l'état des lieux tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés.

Sont exemptés de cette interdiction :

Les travaux rendus nécessaires à la pose de conduites des eaux usées des communes de FAULX et MALLELOY vers la future station d'épuration intercommunale sur les parcelles suivantes :

- Commune de MALLELOY :

section AC n°16, 17, 18, 25, 35, 36, 37, 42, 44, 49, 50, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 118

- Commune de FAULX :

section AC n°7, 8, 9, 10, 11

section D n°31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 60, 76 à 94, 102

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

ARTICLE 2

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de NANCY, le maire de FAULX, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

A monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général ; à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 4 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

ARRETE PREFECTORAL

ETAT-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU TOURISME ET DE LA MER

A.32 - PROJET DE LIAISON ROUTIERE ENTRE GYE (DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE)

ET FLORANGE (DEPARTEMENT DE LA MOSELLE) - ETUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE

SUR LES COMMUNES D'AUTREVILLE SUR MOSELLE, AVRAINVILLE, BELLEAU, BELLEVILLE, BEZAUMONT,

BICQUELEY, BLENOD LES TOUL, BOUVRON, BRULEY, CHARMES LA COTE, CHAUDENEY SUR MOSELLE,

CHOLOY-MENILLOT, CLEMERY, DIEULOUARD, DOMGERMAIN, DOMMARTIN LES TOUL, ECROUVES, EPLY,

FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, GYE, JAILLON, LANDREMONT, LIVERDUN, MONT LE VIGNOBLE, MOUTROT,

NOMENY, PAGNEY DERRIERE BARINE, PIERRE LA TREICHE, PORT SUR SEILLE, RAUCOURT, ROSIERES EN HAYE,

ROUVES, SAIZERAIS, TOUL, VILLE AU VAL, VILLERS EN HAYE, VILLEY SAINT ETIENNE

AUTORISATION DE PENETREER DANS LES PROPRIETES PRIVEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété par l'exécution de travaux publics ;

Vu la loi du 22 juillet 1889 modifiée ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères validée par la loi du 28 mars 1957 ;

Vu le décret n° 2004-276 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les articles 322-2 1° et 433-11 du code pénal ;

Vu la lettre de Monsieur le Préfet de Région du 15 décembre 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de l'Equipelement

ARRETE

Article 1er - Les agents du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipelement de l'Est (CETE) et les bureaux d'études mandatés par la Direction Régionale de l'Equipelement, ont reçu pour mission de réaliser des études environnementales dans le cadre de l'étude d'avant projet sommaire de l'A32.

Pour mener à bien cette mission, ils seront amenés à pénétrer dans des propriétés privées ou publiques pour effectuer des observations, des analyses, mesures ...

A cet effet, ils sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non, à l'exception de l'intérieur des maisons d'habitation, y planter des balises, y établir des jalons et piquets ou repères et y faire toutes opérations que l'étude du projet rend indispensable, sur le territoire des communes de AUTREVILLE SUR MOSELLE, AVRAINVILLE, BELLEAU, BELLEVILLE, BEZAUMONT, BICQUELEY, BLENOD LES TOUL, BOUVRON, BRULEY, CHARMES LA COTE, CHAUDENEY SUR MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT, CLEMERY, DIEULOUARD, DOMGERMAIN, DOMMARTIN LES TOUL, ECROUVES, EPLY, FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, GYE, JAILLON, LANDREMONT, LIVERDUN, MONT LE VIGNOBLE, MOUTROT, NOMENY, PAGNEY DERRIERE BARINE, PIERRE LA TREICHE, PORT SUR SEILLE, RAUCOURT, ROSIERES EN HAYE, ROUVES, SAIZERAIS, TOUL, VILLE AU VAL, VILLERS EN HAYE, VILLEY SAINT ETIENNE.

Article 2 - Chacune de ces personnes sera munie d'une ampliation du présent arrêté qui devra être présentée à toute réquisition.

Article 3 - Les agents du CETE de l'Est, les personnes des bureaux d'études mandatés, et les personnes auxquelles ils délèguent leurs droits, sont autorisés à prendre communication des plans cadastraux et des matrices cadastrales déposés dans les mairies.

Article 4 - L'introduction des personnes susvisées ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892.

Article 5 - Les maires des communes désignées à l'article 1er et les agents de l'Office National des Forêts, seront invités, s'il y a lieu, à prêter leur concours aux agents.

Messieurs les maires prendront en outre les mesures convenables à la conservation des piquets, bornes, signaux et repères, dont la liste et les emplacements auront été notifiés et exerceront à cet égard une surveillance active.

Article 6 - Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires par le personnel chargé des études et travaux seront à la charge du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipelement (CETE).

A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif de NANCY, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1889 modifiée.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

Article 7 - En application des dispositions de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1892, les études prévues à l'article 1er devront être entreprises dans un délai de six mois à compter de cette date.

Faute d'avoir été utilisée dans ce délai, la présente autorisation sera nulle et non avenue.

Article 8 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mesdames, Messieurs les maires des communes citées à l'article 1er, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle, affiché dans les mairies des communes concernées et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement
- Monsieur le directeur du Centre d'Études Techniques de l'Équipement
- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle
- Monsieur le directeur départemental de l'agriculture
- Monsieur le directeur de l'Office National des Forêts
- Monsieur le directeur des archives départementales
- Monsieur le directeur des services fiscaux (service des affaires foncières et domaniales).

NANCY, le 5 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE DE L'HABITAT

ARRETE AUTORISANT LE VERSEMENT DIRECT DE L'APL AU COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS A NANCY DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CHRS COTE D'IVOIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L 442-8-1 et R 351-27 ;

VU le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001 relatif aux conditions de fonctionnement et de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la demande présentée le 29 novembre 2004 par le Comité d'Entraide aux Français Rapatriés à Nancy ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Comité d'Entraide aux Français Rapatriés, compte tenu de son action sociale en matière d'hébergement dans le cadre du dispositif CHRS d'Ivoire, est agréé pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les logements dont la liste est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves du Comité d'Entraide aux Français Rapatriés à ses engagements sociaux et après qu'il ait été mis en demeure de présenter ses observations.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président du C.E.F.R.

NANCY, le 23 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

La liste des logements réservés au comité d'entraide aux français des rapatriés annexée au présent arrêté est consultable à la DDE - Service de l'Habitat - place des Ducs de Bar - 54035 NANCY CEDEX.

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 13194 en date du 7 janvier 2005, la SOLOREM a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création de réseaux basse tension et moyenne tension, ZAC des Coteaux, sur la commune de MESSEIN.

Par arrêté préfectoral n° 33260 en date du 7 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT TGV antennes + Schelster site 265 CF des Forges, sur la commune de PRENY.

Par arrêté préfectoral n° 43653 en date du 7 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTAS/BTAS lotissement "Le Rucher" domaine "Le Rucher", sur la commune de DOMBASLE.

Par arrêté préfectoral n° 03108 en date du 7 janvier 2005, NEXITY Foncier Conseil a été autorisé à exécuter les travaux lieu-dit "Le Rucher", sur la commune de DOMBASLE.

Par arrêté préfectoral n° 33827 en date du 7 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la reconstruction HTA départ Breuil de Vandières, sur les communes de VANDIERES, NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON et PONT-A-MOUSSON.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCE SECONDAIRE

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL

VU l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°70-1049 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, et sa circulaire d'application du 21 janvier 1971,
 VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17, et sa circulaire d'application (SC) du 12 juillet 1982 ;
 VU le décret n°92-1310 du 15 décembre 1992, portant simplification du code des marchés publics, notamment son article 42 ;
 VU le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
 VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale
 VU le décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
 VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle,
 VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;,
 VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de Monsieur Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} novembre 1999 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle et de la personne responsable des marchés.

ARRETE

Article 1^{er} : Subdélégation de signature est donnée à :

- Monsieur DIDELOT Philippe, directeur adjoint
- Monsieur ESTIENNE Christian, directeur-adjoint,
- Monsieur DI CERTO Salvatore, directeur-adjoint,

A effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception.

En cas d'absence ou d'empêchement du soussigné, de M. ESTIENNE, de M. DIDELOT et de M. DI CERTO, compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation de signature est également accordée à :

- Madame BOUBAGRA Martine,
- Monsieur LORRAIN Fernand,
- Madame TOUSSAINT Astrid,
- Madame ROBERT Michèle,
- Monsieur GASNIER Jean- René,
- Madame VINCENT Marie-Françoise
- Madame DIRHEIMER Lucienne,
- Monsieur TROGNON Guy

Article 2 : En ce qui concerne la subdélégation de signature de la personne responsable des marchés, celle-ci se fera dans les limites définies par les articles 9 et 10 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004.

Article 3 : le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

Article 4 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Article 5 : Le Directeur Départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle soussigné et M. ESTIENNE, M. DIDELOT, M. DI CERTO, Mme BOUBAGRA, M. LORRAIN, Mme TOUSSAINT, Mme ROBERT, M. GASNIER, Mme VINCENT Marie-Françoise, Mme DIRHEIMER, M. TROGNON ainsi que M. le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Directeur Départemental,
 Jean-Paul JOLY

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
 DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

Vu le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2004 portant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

Sur la proposition de ce dernier :

ARRETE

Article 1 :

L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 Juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1759	Foyer Rural d'Einvillle au Jard Mairie 54370 EINVILLE AU JARD	BASKET-BALL
54 S 1760	Cap Danse.C 20 bis rue du Colonel Moll 54520 LAXOU	DANSE
54 S 1761	Expression K'Danse Chez Mme THERY 21 rue du Maréchal Leclerc 54720 LEXY	DANSE
54 S 1762	Villers Hand-ball 9 rue du Fontenat 54600 VILLERS LES NANCY	HAND-BALL

54 S 1763	Nancy Hockey Club 34 rue du Grand Verger 54000 NANCY	HOCKEY
54 S 1764	Ecrouves Karaté-Do chez M. DUGAS 211 rue Gabriel Leroy 54200 ECROUVES	KARATE
54 S 1765	Association Culturelle de Majorettes de Colombey les Belles 16 chemin du Clesson 54170 COLOMBEY LES BELLES	TWIRLING BATON
54 S 1766	Shotokan Karaté Club d'Haucourt Mouline Mairie 1 rue Pasteur BP 4 54860 HAUCOURT MOULAIN	F.F.S.T.
54 S 1767	Gladiator's Club Mairie 1 rue du Capitaine Caillon BP 9 54230 NEUVES-MAISONS	F.S.G.T. MUAYTHAI
54 S 1768	Réseau Citoyen des Professionnels de la Cité (Réciprocité) 87 rue des Chaligny 54000 NANCY	DIVERS SANS COMPETITION
54 S 1769	Badminton Club Seichamps Mairie 9 avenue de l'Europe 54280 SEICHAMPS	BADMINTON
54 S 1770	Cyclo Club de Mercy le Bas chez Monsieur Germain DI GENNARO 25 rue des Platanes 54960 MERCY LE BAS	CYCLOTOURISME
54 S 1771	Randonneurs du H.A.C Longuyon Kaiser S.A Route de Sorbey 54260 LONGUYON	CYCLOTOURISME
54 S 1772	COS Villers Pétaque Chez le Président M. René KODINGER 26 boulevard de Champelle 54600 VILLERS LES NANCY	PETANQUE ET JEU PROVENCAL
54 S 1773	Rando-Ménil le Bois Impérial 5 rue d'Austerlitz 54630 RICHARDMENIL	RANDONNEE PEDESTRE
54 S 1774	Association « En Formes » Chez Mlle Aline CONTAUX 7 A avenue du Général Mangin Bâtiment les Coquelicots 54000 NANCY	DIVERS SANS COMPETITION
54 S 1775	Familles Rurales Association Pulligny Mairie 54160 PULLIGNY	TIR A L'ARC

Article 2 :

L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

EXTENSION D'AGREMENT

néant

Article 3 :

L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

MODIFICATION D'AGREMENT

54 S 982 du 12 Février 1985	PONT SAINT VINCENT LUDRES NEUVES MAISONS HAUTE MOSELLE NATATION	
nouveau titre	LUDRES PONT SAINT VINCENT BASKET CLUB Mairie Place Ferri de Ludre 54710 LUDRES	BASKET
54 S 1616 du 19 Janvier 2000	SMASH CLUB	
nouveau titre	NANCY SQUASH ASSOCIATION 91 rue de Badonviller 54000 NANCY	BADMINTON SQUASH TENNIS

54 S 1389 du 25 Mai 1994 nouveau titre	ESSEY PULNOY SEICHAMPS HANDBALL SMEPS HANDBALL 54 Mairie 54270 ESSEY LES NANCY	HANDBALL
54 S 177 du 20 Mai 1980 nouveau titre	CENTRE ECOLE REGIONAL DE PARACHUTISME NANCY LORRAINE ECOLE FRANCAISE DE PARACHUTISME NANCY LORRAINE Aérodrome Nancy Azelot 54210 AZELOT	PARACHUTISME
54 S 1579 du 17 Décembre 1998 nouveau titre	CLUB NAUTIQUE DE BURES CENTRE DE PLEINE NATURE ET DE FORMATION 54370 BURES	F.F.E.P.M.M.
54 S 1713 du 29 Janvier 2003 nouveau titre	ASSOCIATION TOUR DE LORRAINE JUNIORS ASSOCIATION TOUR DE LORRAINE Salle Municipale 54640 TUCQUEGNIEX	CYCLISME

Article 4 :

L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

RETRAIT D'AGREMENTS

(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération)

54 S 1263 du 02 Février 1989	GYM CLUB VARANGEVILLE 22 rue Pasteur 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	FSCF
54 S 452 du 02 Mai 1981	ASSOCIATION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE MAIDIERES Chez Madame Gilberte BESANCON 6 rue de Laneuveville 54700 MONTAUVILLE	FFEPGV
54 S 435 du 02 Mai 1981	ASSOCIATION LOISIRS ET RENCONTRES 1 rue Gustave Lemaire 54180 HEILLECOURT	JUDO
54 S 205 du 20 Mai 1980	ASSOCIATION BOULE SAINT-PIERRE 4 rue Charles Guérin 54000 NANCY	PETANQUE ET JEU PROVENCAL

Article 5 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 4 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint
de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE,

VU la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,
VU le décret n°95-424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94-392,
VU la circulaire interministérielle n° 95-6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

D E C I D E**Article 1^{er} :**

Délégation de signature est donnée à Madame **CHANE Isabelle**, Attachée d'Administration Hospitalière, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, mandats, mandats d'investissement, les décisions relatives au personnel, les contrats de travail, tous courriers, les documents relatifs aux marchés de travaux, fournitures et équipements, les factures des prestations annexes ainsi que les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à Madame **FORINI Evelynne**, Adjoint des Cadres, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, les mandats, les décisions relatives au personnel, les contrats de travail, les factures des prestations annexes, hormis les mandats d'investissement.

Délégation de signature est donnée à Mesdames **Françoise WITZ**, **Annaëlle BOURST**, **Nadine HALVICK**, **Thérèse JACQUEMIN** ainsi que les agents d'astreintes administratives pour signer les déclarations de décès.

Délégation de signature est donnée à Madame **Edith BONNETIER** pour signer les attestations de consommation mensuelle de beurre de revente interdite.

Délégation de signature est donnée à Madame **Edith BONNETIER** et Mademoiselle **Elisabeth POTIER** pour signer les commandes de la section d'exploitation et l'état des services faits.

Délégation de signature est donnée à Monsieur **Jean-Sébastien TRESCHER** pour signer les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à **tous les responsables administratifs de chaque service** pour signer les courriers afférents à leurs fonctions. En cas d'absence pour maladie, congés ou tout autre motif, un agent remplace dans la signature : « par délégation du Responsable ».

Article 2 :

La présente délégation prend effet au 1^{er} janvier 2005. Elle sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.
CIREY-SUR-VEZOUZE, le 1^{er} janvier 2005

Le Directeur par Intérim Délégant,
G. CROISSANT

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES****ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 516 EN DATE DU 2 DECEMBRE 2004****RELATIF AUX INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE MALADIE
ET SIEGEANT AU SEIN DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LONGWY**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie ;
VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

A R R E T E**Article 1er :**

Sont désignés pour siéger au sein des Conseils de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy au titre des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie :

- l'Association des accidentés de la vie (FNATH),
- l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA),
- l'Union nationale des professions libérales (UNAPL),
- les Unions départementales des associations familiales (UDAF),
- le Collectif inter associatif sur la santé (CISS).

Article 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 2 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 517 EN DATE DU 2 DECEMBRE 2004**RELATIF AUX INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE MALADIE
ET SIEGEANT AU SEIN DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie ;
VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

A R R E T E**Article 1er :**

Sont désignés pour siéger au sein des Conseils de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy au titre des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie :

- l'Association des accidentés de la vie (FNATH),
- l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA),
- l'Union nationale des professions libérales (UNAPL),
- les Unions départementales des associations familiales (UDAF),
- le Collectif inter associatif sur la santé (CISS).

Article 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 2 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 620 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004**RELATIF AUX INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE L'ASSURANCE MALADIE
ET SIEGEANT AU SEIN DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie ;
VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la

composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont désignés pour siéger au sein des Conseils de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy au titre des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie :

- l'Association des Paralysés de France (APF),
- l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA),
- l'Union nationale des professions libérales (UNAPL),
- les Unions départementales des associations familiales (UDAF),
- le Collectif inter associatif sur la santé (CISS).

Article 2 :

L'arrêté S.G.A.R. n° 2004-517 du 2 décembre 2004 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy est abrogé.

Article 3 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 30 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

**ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 621 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article D.231-4 tel que modifié par le décret n° 2004-1282 du 26 novembre 2004 ;

VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2004- 620 en date du 30.12.04 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du conseil de la caisse primaire de Nancy ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. *la Confédération Générale du Travail (CGT)*

Titulaires : M. BELLIVIER Thierry
M. CICCOTELLI Sylvio
Suppléants : M. RIGHETTI Fabien
M. LECAILLON Laurent

2. *la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)*

Titulaires : Mme ROBERT Marie-Louise née BAGARD
M. MARTIN Jean-Paul
Suppléants : M. DOLVECK Gérard
M. ATTENONT Hubert

3. *la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)*

Titulaires : M. FEUILLATRE Patrick
M. GEORGES Raymond
Suppléants : M. OUDIN Michel
M. THIEBAUT Dominique

4. *la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)*

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
Suppléant : M. BUISSON Jacky

5. *la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)*

Titulaire : M. PATENOTTE Michel
Suppléant : M. TORNAMBE François

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. *du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)*

Titulaires : M. BELLOCCHIO Jean-Marie
M. BERTRAND Michel
M. ELLES Laurent
M. HEUGUES Bernard
Suppléants : Mlle FELLER Fanny
M. NORIS Nicolas
Mme RECEVEUR Stéphanie née KLEIN
M. PERRIN Philippe

2. *de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)*

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric
M. MION Jean-Christophe
Suppléants : M. MALHER Etienne
M. BOONEN Jean

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. BOULENGER Guy
M. GERAULD Michel
Suppléants : M. MUSQUAR Yves
M. POIREL André

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires : M. MANGEON Bernard
M. CHENUT Eric
Suppléants : M. OLAIZOLA Jean-Louis
M. MERANGER Pierre

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. de l'Association des Paralysés de France (APF)

Titulaire : M. BLAISE Rémy
Suppléant : Mme COLMON Christine née BERTON

2. de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)

Titulaire : M. NORO Frédéric
Suppléant : M. BALBERDE Jean-Pierre

3. de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)

Titulaire : M. MICHEL Dominique
Suppléant : M. DIDIER François

4. de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire : M. FRESSE Marcel
Suppléant :

5. de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)

Titulaire : M. PERRIN Jean
Suppléant : M. SODKI Mahmoud

Article 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 30 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 622 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LONGWY

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article D.231-4 tel que modifié par le décret n° 2004-1282 du 26 novembre 2004 ;

VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2004-516 en date du 2 décembre 2004 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du conseil de la caisse primaire de Longwy ;

A R R E T E**Article 1er :**

Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme TINTURIER Laurette née SORTE
Mme GASPARINI Yolande née PEIXOTO
Suppléants : Mme CESARO Christiane
M. WINGLER Jean-François

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ROCHE Jean-Pierre
M. GIOVANARDI Robert
Suppléants : Mme THIEBAUT Marie-Thérèse née GALES
M. DELICOURT Patrick

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. ZAGAR Patrice
Mme PORTAILLER Francine née STROTZ
Suppléants : M. ANDRE Gérald
Mme THON Françoise née STROTZ

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. THIRION Pierre
Suppléant : M. PICANDET Patrick

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. DOWKIW Daniel
Suppléant : M. GUARISCO Christian

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : Mme PELTIER Marie-Odile

Mme RIQUET Marie Léocadie née WOJCIK

M. JAMAIN Gérard

M. LEFEVRE Gilles

Suppléants : M. BARA Joël

M. GROTTOT Pierre-Georges

Mme RENAUDIN Marie- France née LAURENT

M. REHIBI Ali

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. ALVES FERREIRA DE ASSUNCAO Géraud

M. MAGER Raymond

Suppléants : M. LHIRONDELLE Claude

M. WINCKERT Patrick

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. PINELLI Pascal

M. PARENTELLI René

Suppléants : M. LUX Jean-Louis

M. BANAS Lionel

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires : M. BLANGUERIN Jean-Claude

M. FRASELLE Pierre

Suppléants : M. HARMANT Yves

Mme DAUNOIS Françoise

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. de l'Association des accidentés de la vie (FNATH)

Titulaire : Mme ANTOINE Rose-Marie née BOUCHAIN

Suppléant :

2. de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)

Titulaire : M. LAGAUCHE René

Suppléant : Mme FULLENWARTH Marie Françoise née HELLER

3. de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)

Titulaire : M. ROUSSEY Olivier

Suppléant : M. CRETIN Olivier

4. de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire : M. CORRADI Michel

Suppléant : Mme KOSINSKI Brigitte née SOVILLA

5. de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)

Titulaire : Mme GRANDJEAN Solange

Suppléant :

Article 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 30 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

**ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 625 EN DATE DU 30 DECEMBRE 2004
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'U.R.C.A.M. DE LORRAINE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L. 183-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article R. 183-2 tel que modifié par le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2001-195 du 29 juin 2001 portant répartition des sièges au sein du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine entre les régimes d'assurance maladie autres que le régime général ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)

M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)

Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)

M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)

Mme VAISSE Brigitte née PUCELLE (CPAM Thionville)

Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)

Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)

M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)

M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)

Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)

M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)

M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)

M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)

Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM NANCY)

Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)

M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)

M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric (CPAM Nancy)

M. ALVES FERREIRA DE ASSUNCAO Gérald (CPAM Longwy)

Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)

Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)

M. POIREL André (CPAM Nancy)

Suppléants : M. BOULENGER Guy (CPAM Nancy)

M. GERAULD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)

M. CHENUT Eric (CPAM Nancy)

Suppléants : M. ALBERT Marc (CPAM Metz)

M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore

M. MULLER Jean-Paul

Suppléants : M. BONONCINI Francis

M. MERCIER Jean-Pierre

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude

M. LEROY Patrick

Suppléants : M. L'HUILLIER Jean-Pierre

M. UHL Jean-Pierre

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. MAZZOLI Jean-Marie

M. SAUER Roger

Suppléants : M. MARKUN Jean

M. MAGNO Emmanuel

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel

Suppléant : Mme VANZUT Sylvie

Article 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

METZ, le 30 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA COLLECTE ET L'ELIMINATION DES DECHETS DES MENAGES DANS LE SECTEUR DE PIENNES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1980 autorisant la création du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES ;

VU la délibération en date du 29 janvier 2004 du comité du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES décidant la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

AFFLEVILLE en date du 19 mars 2004,
 AUDUN-LE-ROMAN en date du 11 février 2004,
 AVILLERS en date du 25 mars 2004,
 BOULIGNY en date du 1er mars 2004,
 CRUSNES en date du 5 mars 2004,
 JOUDREVILLE en date du 11 mars 2004,
 MONT-BONVILLERS en date du 19 février 2004,
 MURVILLE en date du 8 mars 2004,
 NORROY-LE-SEC en date du 5 mars 2004,
 PIENNES en date du 23 février 2004,
 SERROUVILLE en date du 26 mars 2004 ;
 VU l'avis favorable du sous-préfet de Verdun en date du 14 juin 2004 ;
 VU l'avis favorable du sous-préfet de Briey en date du 2 juillet 2004 ;
 CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
 SUR propositions des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1er : La modification des statuts du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES est autorisée comme suit :

" Article 8 : Le syndicat s'est doté de deux déchetteries, l'une à PIENNES, l'autre à AUDUN-LE-ROMAN. L'accès est libre aux habitants des communes du syndicat. Une convention pourra être signée avec les communes hors syndicat afin que leurs habitants puissent en bénéficier."
 Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : La numérotation des articles suivants est modifiée en conséquence.

ARTICLE 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY et de VERDUN, et le président du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 16 août 2004
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 27 août 2004
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Hubert VERNET

ARRETE INTERPREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION PAR CAPTAGES DES SOURCES DE LA VIOLE ET DES HERBUES PAR LA COMMUNE DE GIBEAUMEIX

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA MEUSE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU les règlements sanitaires départementaux ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 15/02/2001 ;

VU la délibération du conseil municipal de GIBEAUMEIX du 03/06/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages des sources de LA VIOLE à SAULXURES-LES-VANNES (54) et des HERBUES à PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55) ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 09/12/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de LA VIOLE et des HERBUES par la commune de GIBEAUMEIX en communes de PAGNY-LA-BLANCHE-COTE en MEUSE et de SAULXURES-LES-VANNES en MEURTHE ET MOSELLE,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de PAGNY-LA-BLANCHE-COTE en MEUSE et de SAULXURES-LES-VANNES en MEURTHE ET MOSELLE

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 06/03/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 10 mars 2004 de Madame la Sous-Préfète de TOUL ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle au cours de sa séance du 29/07/2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène de Meuse au cours de sa séance du 22/10/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de GIBEAUMEIX dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources de LA VIOLE à SAULXURES-LES-VANNES (54) et DES HERBUES à PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55)

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par deux ouvrages de captage. La situation des ouvrages est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source de LA VIOLE	SAULXURES-LES-VANNES (54)	E 16	267-1-0013	853310	2398460	298 m
Source des HERBUES	PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55)	A 396	267-1-0028	853270	2399443	275 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 60 m³/jour.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de La Viole est situé sur la commune de SAULXURES-LES-VANNES (54), parties de parcelles E 16 et 17, lieudit "BOIS DES SEIGNEURS".

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source des Herbues est situé sur la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55), partie de la parcelle 396 section A3, lieudit "LE NERCY".

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface d'environ 317 ha, il regroupe les parcelles E 2 - 3 - 6 à 9 - 11 - 17 sur la commune de SAULXURES-LES-VANNES et les parcelles A 345 - 396 et 397 sur la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55).

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètres de protection immédiate

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages ou de leurs abords sont interdites. Les arbres devront y être abattus et toute végétation ligneuse sera régulièrement coupée. L'emploi de produits phytosanitaires y est interdit.

Les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

* concernant les travaux souterrains sont interdits :

- les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- les sondages de reconnaissance,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sauf pour la création de fossés ayant pour but de détourner les eaux des zones captées,
- l'exploitation de carrière,
- la réalisation de mares et d'étangs.

* concernant les stockages et dépôts sont interdits :

- les dépôts d'ordures ménagères, détritus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- le stockage de produits chimiques,
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- les stockages de produits destinés aux cultures,
- les stockages d'effluents industriels,
- le stockage d'effluents domestiques collectifs (bassins d'orage),
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

* concernant les canalisations sont interdits :

- les eaux usées domestiques collectives,

- les eaux usées industrielles,
- les hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux

* *concernant les rejets liquides sont interdits:*

- les eaux usées domestiques et industrielles,
- les effluents agricoles,
- les rejets d'assainissement,
- les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

* *concernant les constructions sont interdits :*

- les habitations,
- le camping, caravanning et annexes,
- les cimetières,
- les activités artisanales et industrielles,
- les bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentation,
- la construction de voies de communication, aires de stationnement sauf en ce qui concerne les activités forestières,
- tout projet soumis à permis de construire.

* *concernant les activités forestières sont interdits:*

- les défrichements,
- les coupes à blanc,
- l'épandage de boues de station d'épuration,
- l'installation d'aires de débardage ou d'affourage et agencement du gibier à moins de 500 m des limites des périmètres de protection immédiate,
- la création de piste ou route forestière à moins de 1000 m des limites des périmètres de protection immédiate,
- le traitement du bois stocké.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

* *concernant les travaux souterrains :*

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations sera réalisé à l'aide des matériaux extraits des fouilles ou naturels provenant de carrières.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication la publication de l'arrêté :

- les périmètres de protection immédiate seront clôturés,
- tous les capots devront être munis de joints en bon état,
- les trop pleins devront être aménagés pour assurer le bon écoulement et munis de clapets pour empêcher les petits animaux de pénétrer et remonter le long des conduites. Un tampon de grillage fin devra être placé dans chaque chambre de captage au départ de la conduite de trop plein,
- déplacement des fossés-ruisseaux en aval immédiat des trop pleins pour éviter qu'ils ne soient noyés lors des périodes de hautes eaux. En cas d'intervention dans le lit du ruisseau, le présent arrêté ne saurait valoir autorisation de travaux, une demande préalable devant être présentée auprès du (ou des) service(s) chargé(s) de la police des eaux.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE ou de la MEUSE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de SAULXURES-LES-VANNES (54) et PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55) sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 14 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de GIBEAUMEIX est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 15- Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

ARTICLE 16- Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 17- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 18-**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux Recueils des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de la préfecture de la Meuse
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 19 -

MM. les Secrétaires Généraux des Préfectures de MEURTHE & MOSELLE et de la MEUSE, Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Commercy, MM. les maires des communes de GIBEAUMEIX (54), SAULXURES-LES-VANNES (54) et PAGNY-LA-BLANCHE-COTE (55), MM. les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle et de Meuse, MM. les Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et de Meuse, MM. les Directeurs Départementaux de l'Équipement de Meurthe et Moselle et de Meuse sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle et de Meuse.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 24 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 24 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Hubert VERNET



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	649
CABINET DU PREFET	649
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE BRONZE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS - PROMOTION DU 14 JUILLET 2005	649
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	650
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	650
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.26 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	650
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	651
PREMIER BUREAU	651
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	651
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	651
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	651
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	651
QUATRIEME BUREAU	652
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DE DIRECTION DU GROUPEMENT DEPARTEMENTAL DE L'APPRENTISSAGE DU B.T.P.	652
CINQUIEME BUREAU	652
ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES NECESSAIRES A L'ETUDE VISANT A LA SUPPRESSION DES TRONÇONS AERIENS DE DIFFERENTES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ SUR LE SECTEUR DE BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	652
ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE NANCY A ESSEY-LES-NANCY	653
ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE NANCY A ESSEY-LES-NANCY	653
ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE SEICHAMPS A LANEUVELOTTTE	654
ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE SEICHAMPS A LANEUVELOTTTE	654
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	656
DEUXIEME BUREAU	656
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	656
AUTORISATION PREFECTORALE N° 165	656
AUTORISATION PREFECTORALE N° 166	656
QUATRIEME BUREAU	657
ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION PUBLIQUE SUR LES ROUTES DES PARCS DE LOISIRS ET COMMERCIAL DE LA FORET DE HAYE	657
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	657
ARRETE PREFECTORAL PORTANT REGLEMENT DU BUDGET PRIMITIF DE LA COMMUNE DE GELAUCOURT	657
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	658
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	658
DELIBERATION N° 67/05	658
DELIBERATION N° 68/05	658
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 02/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME KARINE STEBLER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE	658
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 03/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CLAUDINE BOURGEOIS, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MOSELLE	659
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	660
SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT	660
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE	660
POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	660
ARRETE DDASS / SSA / N° 2077 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE FAULX	660
ARRETE DDASS / SSA / N° 2078 MODIFIANT L'ARRETE N° 1053 REFUSANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE PONT A MOUSSON	661
ARRETE N° 1956 AUTORISANT LA CREATION D'UN SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES ADULTES HANDICAPEES (SSIADPAH) A BRIEY-HOMECOURT, PRESENTEE PAR LA SOCIETE MINIERE FER ET SEL (SSM)	661
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE	662
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE	662
ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE PLURIDEPARTEMENTAL DU FONDS SOCIAL DE L'ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES	662

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	663
<i>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES</i>	<i>663</i>
ARRETE N° 312/DDAF/ITEPSA PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE DEPARTEMENTAL DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	663
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER</i>	<i>663</i>
AMENAGEMENT FONCIER/CDAF/05/310 - ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE-ET-MOSELLE	663
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL</i>	<i>664</i>
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-320 PRONONÇANT UNE DISTRACTION ET UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE REMEREVILLE	664
DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE LORRAINE - CHAMPAGNE - ARDENNE	665
ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CEF DE TONNOY	665
ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CER "PASSAGE"	666
ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SIOE DE NANCY	667
ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SERVICE D'ENQUETES SOCIALES DE NANCY	668
ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SRP DE NANCY	668
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	669
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>669</i>
ARRETE 2005/DDE/047/CDER	669
ARRETE 2005/DDE/048/CDER	670
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	<i>670</i>
ARRETE N° 05 DE 005 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE FLIN EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	670
ARRETE N° 05 DE 006 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FIRMIN EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	671
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	671
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 14 SEPTEMBRE 2004	671
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 14 DECEMBRE 2004	678
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 15 MARS 2005	686
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	694
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE	694
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (RADIATIONS)	695
AVIS DE CONCOURS	696
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	696
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTE, FILIERE INFIRMIERE, AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET A EPINAL	697
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'ERGOTHERAPEUTE AU CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL A MIRECOURT	697
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	697
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	697
ARRETE N° 2005- 184 S.G.A.R. EN DATE DU 27 AVRIL 2005 MODIFIANT L'ARRETE N°2004-358 SGAR DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSMS)	697
ARRETES INTERPREFECTORAUX	699
ARRETE INTERPREFECTORAL DU 6 JUILLET 2005 PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE REALISATION DE LA LIAISON ENTRE LA RN 52 ET LE SECTEUR DE BELVAL AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG PORTANT DESENCLAVEMENT ROUTIER DU BASSIN DE L'ALZETTE, SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE REDANGE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET DE THIL, TIERCELET ET VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE 2°) MISE EN COMPATIBILITE AVEC CE PROJET DES P.L.U. DES COMMUNES DE THIL, TIERCELET ET VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	699
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2005 A6/3 - 197 DU 6 JUILLET 2005 PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE REALISATION DE LA LIAISON ENTRE LA RN 52 ET LE SECTEUR DE BELVAL AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG PORTANT DESENCLAVEMENT ROUTIER DU BASSIN DE L'ALZETTE, SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'AUDUN-LE-TICHE ET RUSSANGE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET DE VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE 2°) MISE EN COMPATIBILITE AVEC CE PROJET DES P.L.U. DES COMMUNES D'AUDUN-LE-TICHE, DE RUSSANGE ET DE LA ZAC DE L'ALZETTE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET DE LA COMMUNE DE VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	700

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE BRONZE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS PROMOTION DU 14 JUILLET 2005

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant modification du décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié, relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports.

VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports,

VU l'avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports le 9 décembre 2004,
VU l'instruction ministérielle du 19 septembre 2000 relative au nouveau contingent pour chacun des échelons de la médaille de la jeunesse et des sports à compter du 1^{er} janvier 2001,
SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Stanislas CARBONE
né le 1er septembre 1954 à Villerupt
domicilié 21 rue Gambetta
54590 HUSSIGNY

Monsieur Paul CLEMENT
né le 30 décembre 1929 à Nancy
domicilié 17 rue Camille Cavalier
54580 AUBOUE

Monsieur Robert CLESSE
né le 29 décembre 1951 à Briey
domicilié 11 rue Vieux Mont
54111 MT-BONVILLERS

Monsieur Raoul GRZESITCHAK
né le 17 septembre 1918 à Nantes
domicilié 33 av. Maurice Thorez
54490 PIENNES

Monsieur Bruno GUILLOTIN
né le 6 janvier 1960 à Batna (Algérie)
domicilié 2 rue Baptiste Marcet
54190 VILLERUPT

Madame Annie BOURLIER
née le 4 septembre 1965 à Jarny
domiciliée 14 place Delattre de Tassigny
54800 JARNY

Monsieur Henri PIECZAK
né le 24 juillet 1940 à Mont Bonvillers
domicilié 23 bis av Albert de Briey
54150 BRIEY

Monsieur René SANTINI
né le 8 septembre 1945 à Moutiers
domicilié 25 rue Louis Aragon
54660 MOUTIERS

Madame Eliane TAMANI
née le 27 juin 1935 à Moyeuvre Grand

domiciliée 3 rue de la Gare
54580 AUBOUE

Madame Marie-Odile DECKER
née le 22 juin 1948 à Nancy
domiciliée 29 rue du Faubourg
54450 VEHO

Monsieur Raymond FORELLE
né le 14 juillet 1935 à Einville-au-Jard
domicilié 17 rue des Magasins
54370 EINVILLE-AU-JARD

Monsieur Gérard VERPILLIER
né le 14 janvier 1935 à Pont-à-Mousson
domicilié 31 av du Gal Leclerc
54360 DAMELEVIERES

Madame Yannick AIMOND
née le 22 mars 1949 à Nancy
domiciliée 13 av Foch
54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

Madame Sylvie BENOIST
née le 18 avril 1957 à Nancy
domiciliée 210 les Vieux Arbres
54160 PULLIGNY

Monsieur Eric BOSCHETTI
né le 28 mai 1965 à Laxou
domicilié 26 allée des Mirabelles
54520 LAXOU

Monsieur Dominique HOFFMANN
né le 5 mai 1954 à Pompey
domicilié 3 allée de Chambery
54460 LIVERDUN

Monsieur René KODINGER
né le 14 juin 1939 à Longuyon
domicilié 26 bd Champelle
54600 VILLERS-LES-NANCY

Monsieur Pierre-Marie MARQUET
né le 16 mai 1932 à Nancy
domicilié 46 rue des Martyrs
54210 ST NICOLAS-DE-PORT

Monsieur Patrick PERRIER
né le 14 octobre 1960 à Laxou
domicilié Place du Docteur Friot
54130 SAINT-MAX

Madame Geneviève RICHARD
née le 24 septembre 1946 à Combes la Ville
domiciliée 160 rue Jacques Marquette
54710 LUDRES

Madame Rolande SCHMITT
née le 19 mai 1944 à Marbache
domiciliée 37 fb Saint Nicolas
54820 MARBACHE

Monsieur Jean VAUTRAIN
né le 10 novembre 1930 à Pont-à-Mousson
domicilié 25 rue Saint Martin
54700 BLENOD-LES-PT-A-MOUSSON

Monsieur Bernard VAUTRAIN
né le 14 novembre 1928 à Auboué
domicilié 16 E.1 rue de la Côte,
Rés. la Cure d'Air
54000 NANCY

Madame Marie-Hélène WILTZ
née le 10 juillet 1948 à Bezanges
domiciliée 72 rue Roger Bérin
54270 ESSEY-LES-NANCY

Madame Marie-Christine PETITJEAN
née le 17 septembre 1959 à Toul
domiciliée 60 grande rue
54200 PIERRE-LA-TREICHE

ARTICLE 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'à monsieur le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative.
NANCY, le 10 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur de Cabinet,
Sébastien DAZIANO

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT****ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.26****PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI,
DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand AZZI directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2004 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.01 du 11 janvier 2005 ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 1er et à l'article 2 sera exercée par :

- Monsieur Alex Bailly et Madame Odile Sbuttoni, secrétaires administratifs, en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et des associations ;

- Madame Marie-Catherine Toussaint et Mademoiselle Yolande Vaudin, secrétaires administratifs de classe supérieure, Monsieur Serge Marceron, secrétaire administratif, pour les matières relevant du bureau de la réglementation générale et des polices administratives ;
- Mesdames Edith Charriau-Coron, Brigitte Leloup et Christine Seibt, attachées, Mesdames Sylvie Klein et Yvette Gaertner, secrétaires administratifs de classe supérieure, Monsieur Francis Piekarski, Monsieur Renaud Planat et Monsieur David André, secrétaires administratifs, pour les matières relevant du bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité ;
- Madame Marie-Françoise Klouse ou Monsieur Olivier Ronjat, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle, pour les matières relevant du bureau de la circulation et de la sécurité routière.

ARTICLE 2 : L'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi, de M. Olivier Ronjat et de Mme Marie-Françoise Klouse, délégation de signature est donnée :

- à Mme Martine Tascone, adjoint administratif principal
- à M. Michel Perney, agent administratif pour les matières relevant de la section des cartes grises
- à Mme Danielle Collotte, adjoint administratif pour les matières relevant de la section des permis de conduire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 11 juillet 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 12 juillet 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC Les Alpes, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un supermarché de type maxidiscompte d'une surface de vente de 783 m² et d'une boucherie d'une surface de vente de 60 m² à l enseigne ALDI à TOMBLAINE.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de TOMBLAINE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
A. LEBEL

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 12 juillet 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL CUSIN en qualité de future propriétaire et de future exploitante et par la SA Société des Produits de la Nature, en qualité de future exploitante, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 2 000 m² de vente comprenant un magasin d'alimentation générale à l enseigne CUSIN de 1 200 m² et un magasin d'alimentation générale à l enseigne La VIE SAINTE de 800 m² à ESSEY LES NANCY - ZAC du Tronc qui Fume.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY LES NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
A. LEBEL

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 12 juillet 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI PRESTICIB, en qualité de future propriétaire, en vue de procéder à la création d'un supermarché à l enseigne LEADER PRICE à LUNEVILLE - Rue Sainte Anne d'une surface de vente de 1 262 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LUNEVILLE.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
A. LEBEL

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 12 juillet 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI La Haie Plaisante, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial d'une surface totale de vente de 2 181 m² comprenant un magasin de vêtements de 1 200 m² à l enseigne La HALLE / d'un magasin de chaussures de 600 m² à l enseigne LA HALLE O CHAUSSURES et d'un magasin d'équipement automobile de 381 m² à l enseigne FEU VERT à DOMMARTIN LES TOUL.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
A. LEBEL

QUATRIEME BUREAU

**ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DE DIRECTION
DU GROUPEMENT DEPARTEMENTAL DE L'APPRENTISSAGE DU B.T.P.**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 27 juillet 1942 relative à l'organisation de l'apprentissage dans les entreprises,

VU l'arrêté du 15 juin 1949 du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

VU l'arrêté du 2 décembre 1994 du ministre de l'éducation nationale relatif au comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics,

VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 1997,

SUR proposition de la Fédération Départementale du Bâtiment et du Groupement Départemental de l'Apprentissage du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E**ARTICLE 1** : L'arrêté préfectoral du 11 juin 1997 est abrogé.**ARTICLE 2** : Monsieur Jacky GERARD est nommé membre suppléant du conseil de direction du Groupement Départemental de l'Apprentissage du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle, en qualité de représentante de la Fédération Départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Jacques WUCHER, démissionnaire. Pas de changement pour M. Jean BOONEN.**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, ainsi qu'à M. le directeur du Groupement Départemental de l'Apprentissage du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle et publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.NANCY, le 1^{er} juillet 2005Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES
POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES NECESSAIRES A L'ETUDE
VISANT A LA SUPPRESSION DES TRONÇONS AERIENS DE DIFFERENTES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ
SUR LE SECTEUR DE BLENOD-LES-PONT-A-MOISSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment l'article 1er ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande en date du 13 juin 2005 présentée par Gaz de France, Réseau Transport, en vue d'obtenir l'autorisation pour les agents de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour étudier la suppression des tronçons aériens de différentes canalisations de transport de gaz sur le secteur de Blénod-les-Pont-à-Mousson ;

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1** - Les agents et mandataires de Gaz de France, Réseau Transport, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à l'étude visant à la suppression des tronçons aériens de différentes canalisations de transport de gaz sur le secteur de Blénod-les-Pont-à-Mousson.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes de BEZAUMONT, LOISY et ATTON.

ARTICLE 2 - Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.**ARTICLE 3** - Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.**ARTICLE 4** - Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.**ARTICLE 5** - Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de Gaz de France. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.**ARTICLE 6** - Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.**ARTICLE 7** - Messieurs les maires des communes de BEZAUMONT, LOISY et ATTON, Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.**ARTICLE 9** - Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er} dont chaque maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.**ARTICLE 10** - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.**ARTICLE 11** - Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Messieurs les maires des communes de BEZAUMONT, LOISY et ATTON et Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur de Gaz de France -Réseau Transport.
NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION
DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE NANCY A ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application ;
Vu l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ensemble le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié notamment par le décret n° 93-629 du 25 mars 1993 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu la demande du 7 février 2005, par laquelle la société Gaz de France a sollicité, auprès de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, la déclaration d'utilité publique pour la construction et l'exploitation de la canalisation de l'alimentation de gaz de Nancy à Essey-les-Nancy ;
Vu les résultats de l'instruction administrative ;
Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement en date du 14 juin 2005 ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la restructuration de l'alimentation de la distribution publique de gaz, sur le territoire des communes d'Essey-les-Nancy, Agincourt Laitre-sous-Amance et Dommartin-sous-Amance.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies d'Essey-les-Nancy, Agincourt Laitre-sous-Amance et Dommartin-sous-Amance.

Article 3 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipeement et les maires d'Essey-les-Nancy, Agincourt Laitre-sous-Amance et Dommartin-sous-Amance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à M. le Directeur de la société Gaz de France.

NANCY, le 7 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION
DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE NANCY A ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;
Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;
Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;
Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;
Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;
Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;
Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;
Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu la demande en date du 7 février 2005 par laquelle la société Gaz de France direction Transport Région Est, dont le siège social est situé 24 quai Sainte Catherine 54042 NANCY, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la canalisation, de gaz de l'alimentation de Nancy à Essey-les-Nancy ;
Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;
Vu les résultats de la consultation administrative ;
Vu les avis des services intéressés ;
Vu les remarques issues de la consultation administrative transmises à Gaz de France Réseau Transport le 10 mai 2005 ainsi que leurs engagements précisés par courrier du 03 juin 2005,
Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 14 juin 2005 ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par Gaz de France direction Transport Région Est, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé figurant sur la carte n° 54-5211-A3 qui peut-être consultée dans les services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation 1	3,9	67.7	250	-----
Canalisation 2	0,9	25	300	

2° Ouvrages de traitement, de compression :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION géographique (commune d'implantation)	PERFORMANCE NOMINALE (puissance,...débit)	OBSERVATIONS
Poste de détente	Essey-les-Nancy (54)	90 000 m ³ (n)/h	-----

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune de Essey-les-Nancy.

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au(x) point(s) d'entrée du(des) réseau(x) objet(s) de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1,013 bar est compris entre 10,5 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9,3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 11 : MM. le Secrétaire Général, les Maires des communes d'Essey-les-Nancy, Agincourt, Laitre-sous-Amance, Dommartin-sous-Amance, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Lorraine, le directeur départemental de l'équipement, le directeur de la société Gaz de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

NANCY, le 7 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE SEICHAMPS A LANEUELOTTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application ;

Vu l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ensemble le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié notamment par le décret n° 93-629 du 25 mars 1993 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande du 7 février 2005, par laquelle la société Gaz de France a sollicité, auprès de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, la déclaration d'utilité publique pour la construction et l'exploitation de la canalisation de l'alimentation de gaz de Seichamps à Laneuvelotte ;

Vu les résultats de l'instruction administrative ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement en date du 14 juin 2005 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la restructuration de l'alimentation de la distribution publique de gaz, sur le territoire des communes de Laneuvelotte et Seichamps.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies de Laneuvelotte et Seichamps.

Article 3 :

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipement et les maires de Laneuvelotte et Seichamps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à M. le Directeur de la société Gaz de France.

NANCY, le 7 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE SEICHAMPS A LANEUELOTTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;
 Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;
 Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
 Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;
 Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;
 Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;
 Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;
 Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 Vu la demande en date du 7 février 2005 par laquelle la société Gaz de France direction Transport Région Est, dont le siège social est situé 24 quai Sainte Catherine 54042 NANCY, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation, de la canalisation de gaz de l'alimentation publique de Seichamps à Laneuvelotte ;
 Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;
 Vu les résultats de la consultation administrative ;
 Vu les avis des services intéressés ;
 Vu les remarques issues de la consultation administrative transmises à Gaz de France Réseau Transport le 10 mars 2005 ainsi que leurs engagements précisés par courrier du 3 juin 2005 ;
 Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 14 juin 2005 ;
 Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par Gaz de France direction Transport Région Est, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé figurant sur la carte n° 54-5281-A4 qui peut-être consultée dans les services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation 1	0,5	67.7	100	-----
Canalisation 2	0,12	5	150	

2° Ouvrages de traitement, de compression :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION géographique (commune d'implantation)	PERFORMANCE NOMINALE (puissance,...débit)	OBSERVATIONS
Poste de détente	Laneuvelotte (54)	5000 m³ (n)/h	-----

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune de LANEUELOTTE.

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au point d'entrée du réseau objet de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1,013 bar est compris entre 10,5 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9,3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation. Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : MM. le Secrétaire Général, les Maires des communes de LANEUELOTTE et SEICHAMPS, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Lorraine, le directeur départemental de l'équipement, le directeur de la société Gaz de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

NANCY, le 7 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;

Vu la demande formulée par mesdames Odette GOTTIE, née MILA et Caterina SEMENZATO et monsieur Hervé GOTTIE, pour l'entreprise « Ambulances GOTTIE », qu'ils exploitent à LUNEVILLE, 36 avenue du 2^{ème} B.C.P.;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes:

- le transport de corps avant mise en bière.

ARTICLE 2 - le numéro d'habilitation est 2005-54-163.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mesdames GOTTIE et SEMENZATO et Monsieur Hervé GOTTIE

et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de LUNEVILLE, sous couvert de monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE,

- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 8 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 165

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Patrick SOURIN, adjoint au responsable des ressources humaines et responsable du service de gardiennage de la société SAINT GOBAIN PAM, B.P. 129 à PONT A MOUSSON (54705), en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement du service interne de gardiennage ;

Vu l'avis du 23 juin 2005 de monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que ce service interne est constitué conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société « SAINT GOBAIN PAM » précitée est autorisée à exploiter un service interne de gardiennage, sous la responsabilité de monsieur Patrick SOURIN, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Patrick SOURIN.

NANCY, le 8 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 166

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Stéphane VALLS, dirigeant de l'entreprise à l'enseigne « AGS 54. », située 10 rue Emile Friant à NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Vu l'avis du 1^{er} juillet 2005 de monsieur le directeur départemental de la sécurité publique ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société « AGS 54 » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Stéphane VALLS.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

QUATRIEME BUREAU

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION PUBLIQUE
SUR LES ROUTES DES PARCS DE LOISIRS ET COMMERCIAL DE LA FORET DE HAYELE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 121-2 et R 331-3 du code forestier ;

VU le code de la route ;

VU le rapport du Directeur de l'Agence de Nancy-Nord du 17 juin 2005 ;

CONSIDERANT qu'il convient, dans l'intérêt de la sécurité publique, de réglementer la circulation sur les routes appartenant au domaine privé de l'Etat, ouvertes à la circulation publique, situées dans les Parcs de Haye, territoire de la commune de VELAIN-EN-HAYE.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle

A R R E T E

Article 1er : PARC DE LOISIRS DE LA FORET DE HAYE

La vitesse est limitée à 30 km/heure sur l'ensemble de la voirie ouverte à la circulation publique.

Un sens unique de circulation est mis en place :

- sur l'allée des Marronniers à partir du carrefour avec l'allée des Prunelliers, en allant vers l'Est ;
- sur l'allée des Néfliers dans le sens Nord Sud.

Article 2 : PARC COMMERCIAL DE LA FORET DE HAYE

La vitesse est limitée à 50 km/h sur l'ensemble de la voirie ouverte à la circulation publique.

La vitesse est limitée à 30 km/h sur le quai surélevé dit « quai américain » situé au Nord des bâtiments 514 à 516.

Article 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de TOUL, M. le Maire de la commune de VELAIN-EN-HAYE, M. le Directeur de l'Agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT REGLEMENT DU BUDGET PRIMITIF DE LA COMMUNE DE GELAU COURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1612-2 et L. 1612-12 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des communes et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 de délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

Vu la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 18 mai 2005 en vue du règlement du budget primitif 2005 de la commune de GELAU COURT, ce document financier n'ayant pas été adopté par le conseil municipal ;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes du 9 juin 2005 proposant le règlement du budget sur la base du projet de budget proposé par le maire ;

Vu les articles R. 2311-11 et R. 2311-12 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2004 s'élève à 15 225,77 €,

que cet excédent est repris au budget primitif 2005 pour le même montant,

que le déficit de la section d'investissement qui est de 10 319,11 € doit être majoré des restes à réaliser qui s'élèvent à 5 383,00 €,

que le déficit cumulé de la section d'investissement s'établit dès lors à 10 319,11 € + 5 383,00 € soit 15 702,11 €,

que ce déficit de 15 702,11 € doit être comblé en priorité par l'excédent de fonctionnement de 15 225,77 €,

Considérant qu'il y a lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes afin d'assurer l'équilibre du budget ;

A R R E T E

Article 1er : le budget primitif pour l'année 2005 de la commune de GELAU COURT est arrêté pour la section de fonctionnement à 70 177,00 € en dépenses et en recettes et pour la section d'investissement à 56 876 € en dépenses et en recettes ;

Les dépenses et recettes des deux sections sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

I. Dépenses

- . Chapitres 60 - Achats et variation des stocks : 9 820 €
- . Chapitre 61 - Services extérieurs : 6 180 €
- . Chapitre 62 - Autres services extérieurs : 4 050 €
- . Chapitre 63 - Impôts, taxes et versements assimilés : 922 €
- . Chapitre 64 - Charges de personnel et frais assimilés : 23 800 €
- . Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante : 11 833 €
- . Chapitre 66 - Charges financières : 4 612 €
- . Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 144 €
- . Compte 022 - Dépenses imprévues : 404,77 €
- . Compte 023 - Virement à la section d'investissement : 8 411,23 €

II. Recettes

- . Chapitre 70 - Vente de produits fabriqués, prestations : 555 €
- . Chapitre 73 - Impôts et taxes : 10 046 €
- . Chapitre 74 - Dotations et participations : 30 547 €
- . Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante : 14 029 €
- . Compte 013 - Atténuation de charge : 15 000 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

I. Dépenses

- . Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées : 6 650 €
- . Chapitre 20 - Immobilisations incorporelles : 5 037 €

- . Chapitre 21 - Immobilisations corporelles : 10 481,89 €
- . Chapitre 23 - Immobilisations en cours : 24 388 €
- . Compte 001 - Déficit d'investissement reporté : 10 319,11 €

II. Recettes

- . Chapitre 10 - Apports, dotations et réserves : 1 800 €
- . Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 31 439 €
- . Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement : 8 411,23 €
- . Compte 1068 - Autofinancement complémentaire de la section d'investissement : 15 225,77 € ;

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, MME la sous-préfète de TOUL et M. le maire de GELAUCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- . M. le président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- . M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,
- . Mme la comptable de la trésorerie de Colombey-les-Belles, receveur municipal,
- . M. le directeur des archives départementales.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****DELIBERATION N° 67/05****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la santé publique,

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

VU le chapitre premier B du titre 14 du Livre VII du code de la santé publique relatif aux agences régionales de l'hospitalisation,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal officiel du 10 janvier 1997 et notamment son article 13,

Compte tenu de la nécessité de disposer, pour le personnel de l'agence, de deux places de parking supplémentaires, la commission exécutive délibère et décide :

- d'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à louer deux emplacements de parking supplémentaires et à signer le contrat correspondant.

Au total, l'agence dispose désormais de quinze emplacements de parking.

NANCY, le 21 juin 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 68/05**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-6,

VU la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005,

VU l'article 2 du décret n°2005-66 du 28 janvier 2005 paru au JO du 30 janvier 2005,

VU la circulaire DHOS/F3/2005/103 du 23 février 2005 relative à la campagne tarifaire 2005 pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie exercées dans les établissements privés mentionnés aux d) et e) de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly à Nancy ;

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution :

- d'un forfait prévu pour la rémunération de l'activité d'accueil et de traitement des urgences (ATU) de 25 €,
- d'un forfait annuel pour l'activité d'accueil et de traitement des urgences (FAU) fixé à 350 382 € pour un nombre de passages inférieur ou égal à 12 500 €.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 juin 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 02/05**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME KARINE STEBLER,
DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE****LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 3533 du 22 décembre 2004 portant nomination de Madame Karine STEBLER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté N° 001770 portant nomination de Madame Sandrine SAINT-HUBERT, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1^{er} mai 2000,

VU le contrat d'engagement N° 01487 du 30 mai 2005 entre le Ministère de la Santé et des Solidarités et Monsieur Marc NAVROSKI, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions administratives relevant de la catégorie A, à compter du 1^{er} avril 2005 et pour une durée de trois ans,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Délégation est donnée à Madame Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine STEBLER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Sandrine SAINT-HUBERT, et par Monsieur Marc NAVROSKI en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine SAINT-HUBERT.

ARTICLE 3 - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

ARTICLE 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 13/04 du 1^{er} juin 2004.

NANCY, le 1^{er} juillet 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 03/05
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CLAUDINE BOURGEOIS,
DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MOSELLE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 00790 du 24 mars 2000 portant nomination de Madame Claudine BOURGEOIS dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle,

VU l'arrêté N° 1670 du 7 juillet 2004 portant nomination de Monsieur Michel ROTH dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Moselle,

VU l'arrêté N° 1964 du 28 juillet 2004 portant nomination de Madame Chantal KIRSCH dans les fonctions d'inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S. de Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Délégation est donnée à Madame Claudine BOURGEOIS, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

CI/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine BOURGEOIS, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Michel ROTH directeur-adjoint, et par Madame Chantal KIRSCH en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel ROTH.

ARTICLE 3 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la préfecture de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 04/04 du 25 février 2004.

NANCY, le 22 juin 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT****ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES MEMBRES
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1416 - 1 et R 1416-16 à R 1416-23 relatif aux Conseils Départementaux d'Hygiène ;

VU les circulaires n° 735 du 4 juillet 1988 et n° 89-00198/C du 29 Juin 1989 de Madame la Ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale, relatives à la composition du Conseil Départemental d'Hygiène ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004 portant constitution du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle ;

VU la demande de Mme la Présidente de la chambre de métiers de Meurthe et Moselle en date du 25 mai 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1**

Les articles 2b et 3 de l'arrêté préfectoral susvisé sont modifiés comme suit en ce qui concerne les représentants de la Chambre des Métiers de Meurthe et Moselle :

Titulaire : M. Jean Pierre JACQUOT en remplacement de M. Paul LALLEMAND.

Suppléant : M. Yves MUSQUAR en remplacement de Mme Danielle JONQUARD.

ARTICLE 2

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'aux Sous Préfets de, BRIEY, LUNEVILLE et TOUL.

NANCY, le 23 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE**ARRETE DDASS / SSA / N° 2077 AUTORISANT L'EXTENSION
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE FAULX****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU les arrêtés préfectoraux DDASS/AES/430 du 11 décembre 2002 et 311 du 5 décembre 2003 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD) de 15 places et lui accordant le financement correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/1053 du 9 décembre 2004 autorisant l'association « SCIAD du Val de Lorraine » dont le siège est situé 91 rue Pasteur à PONT-A-MOUSSON et gestionnaire d'un SSIAD, à rétrocéder au SSIAD de FAULX 9 des communes qu'elle dessert lorsque ce dernier aura été autorisé à augmenter sa capacité ;

VU le dossier reconnu complet au 31 janvier 2005, présenté par le Centre de Moyen Séjour de FAULX, en vue d'être autorisé à étendre sa zone d'intervention à 11 nouvelles communes et à augmenter sa capacité de 5 places ;

VU l'arrêté du préfet de la Région Lorraine n° 2004-15 SGAR du 30 janvier 2004 fixant jusqu'en juin 2005 le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et des périodes d'examen des dossiers par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine ;

VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 9 juillet 2002 ;

VU la lettre du 8 juin 2004 de M. le directeur régional des affaires sanitaires et sociales notifiant l'enveloppe 2004 allouée à la Meurthe et Moselle pour les établissements et services pour personnes âgées, et en particulier 30 nouvelles places de SSIAD ;

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) de Lorraine dans sa séance du 2 juin 2005 ;

CONSIDERANT :

- que la demande d'extension de sa zone géographique d'intervention présentée par le CMS de FAULX s'inscrit dans le cadre d'une restructuration des zones d'intervention prévues avec le SSIAD de PONT-A-MOUSSON permettant de prendre en charge le secteur de THIAUCOURT ;
- qu'au cours de négociations postérieures à la demande initiale, il a été convenu entre les deux gestionnaires que le SSIAD de PONT-A-MOUSSON rétrocédait 11 communes, au lieu de 9, au SSIAD de FAULX ;
- que l'extension de 5 places est cohérente avec l'extension géographique ;

- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : Le Centre de Moyen Séjour de FAULX est autorisé :

- à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 15 à 20 places, soit une augmentation de 5 places ; cette extension sera financée à compter du 1^{er} juillet 2005,
- à desservir les 11 nouvelles communes suivantes : ABAUCOURT, AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, CHENICOURT, JEANDELAINCOURT, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, RAUCOURT, ROUVES, THEZEY-SAINT-MARTIN ;

Article 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au directeur du Centre de Moyen Séjour, 1 rue Pasteur - 54760 - FAULX et à la présidente du « SCIAJ du Val de Lorraine » dont le siège est situé 91 rue Pasteur 54700 - PONT-A-MOUSSON.
NANCY, le 21 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2078 MODIFIANT L'ARRETE N° 1053 REFUSANT L'EXTENSION
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/1053 du 9 décembre 2004 accordant à l'association locale d'aide à domicile en milieu rural «SERVICE DE SOINS COORDONNES INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DU VAL DE LORRAINE» dont le siège est situé 9 rue de Verdun - 54700 - PONT-A-MOUSSON, l'autorisation de modifier l'aire géographique d'intervention de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées mais lui refusant sa demande d'extension de capacité ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

CONSIDERANT que lors de négociations postérieures à la demande initiale, il a été convenu entre les deux gestionnaires que le SSIAD de PONT-A-MOUSSON rétrocédait 11 communes au lieu des 9 initialement prévues, au SSIAD de FAULX ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Les deux derniers paragraphes de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2004 sont modifiés comme suit :

« Les 30 communes conservées sont :

ARNAVILLE, ATTON, BAYONVILLE-SUR-MAD, BEZAUMONT, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT, CHAMPEY-SUR-MOSELLE, CLEMERY, EPLY, FEY-EN-HAYE, JEZAINVILLE, LANDREMONT, LESMENILS, LOISY, MAIDIERES, MAMEY, MONTAUVILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, MOUSSON, NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON, PAGNY-SUR-MOSELLE, PONT-A-MOUSSON, PORT-SUR-SEILLE, PRENY, SAINTE-GENEVIEVE, VANDELAINVILLE, VANDIERES, VILLE-AU-VAL, VILLERS-SOUS-PRENY, VITTONVILLE.

Les 11 communes rétrocédées au SSIAD de FAULX sont :

ABAUCOURT, AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, CHENICOURT, JEANDELAINCOURT, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, RAUCOURT, ROUVES, THESEY-SAINT-MARTIN. Cette rétrocession pourra être effective à compter du 1^{er} juillet 2005. »

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Présidente de l'association « SCIAJ du VAL de LORRAINE » et au directeur du Centre de Moyen séjour de FAULX.

NANCY, le 21 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE N° 1956 AUTORISANT LA CREATION D'UN SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE
POUR PERSONNES ADULTES HANDICAPEES (SSIADPAH) A BRIEY-HOMECOURT, PRESENTTEE PAR LA SOCIETE MINIERE FER ET SEL (SSM)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles L 313-7 et D 313-11 à D 313-14 du livre III ;

VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté 2003-776 SGAR du 22 décembre 2003 refusant la demande création d'un service de soins infirmiers à domicile pour personnes adultes handicapées (SSIADPAH) de 5 places à BRIEY-HOMECOURT par manque de moyens financiers ;

VU la circulaire DGAS/DSS n°04/7425 du 2 novembre 2004 notifiant des places de services de soins infirmiers à domicile pour personnes handicapées ;
VU la lettre du 17 novembre 2004 de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine notifiant les crédits permettant de financer les 5 places de SSIAD pour personnes handicapées du SSIAD de BRIEY-HOMECOURT
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} : La Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM) est autorisée à créer un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) à BRIEY-HOMECOURT, d'une capacité de 5 places.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM), publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et en mairies de JOEUF, BRIEY et HOMECOURT.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE**SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE****ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE PLURIDEPARTEMENTAL
DU FONDS SOCIAL DE L'ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural en ses articles L 726-2, R 726-6 à R 726-19

VU les propositions du Conseil d'Administration de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Lorraine et de APRIA-RSA-Lorraine,
VU l'avis du 6 juin 2005 de Monsieur le Directeur du Travail, Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles,
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE,

A R R E T E

Article 1^{er} - Sont nommés membres du Comité Pluridépartemental du Fonds Social de l'Assurance Maladie des Exploitants Agricoles, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} juin 2005.

1) en qualité de représentants de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Lorraine (Meurthe-et-Moselle - Moselle - Vosges)

Membres titulaires :

Madame Renée BRODIER

6, rue de l'École

54150 - FLEVILLE LIXIERES

Monsieur Frédéric MAILLARD

348, Grande Rue

88300 - LANDAVILLE

Monsieur Paul PARMENTIER

17, rue des Pêcheurs

57400 - SARREBOURG

Madame Nathalie THOMAS

8, rue Sainte-Menne

88500 - PUZIEUX

Membres suppléants :

Monsieur Serge WAHU

9, rue Notre-Dame

54800 - SPONVILLE

Monsieur Jean-Pierre L'HUILLIER

75, rue de l'Huilerie

88270 - DOMPAIRE

Madame Christine BRABANT

62bis, rue de la Nied

57320 - FILSTROFF

Madame Colette PEULTIER

2, rue Charles Fisson

54990 - XEUILLEY

2) en qualité de représentants de APRIA-RSA LORRAINE

Membre titulaire :

Monsieur Eric VOLDOIRE

Chef de Région

9, rue Maurice Barrès

54000 - NANCY

Membre suppléant :

Madame Denise VILLEMIN

9, rue Maurice Barrès

54000 - NANCY

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et le Directeur du Travail, Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

NANCY, le 29 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLESARRETE N° 312/DDAF/ITEPSA PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION
DU COMITE DEPARTEMENTAL DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre VII du Code Rural,

VU l'arrêté ministériel en date du 8 janvier 1991 relatif aux comités départementaux des prestations sociales agricoles,

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 portant constitution du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de Meurthe-et-Moselle,

VU les désignations effectuées par le Conseil d'Administration de la Mutualité Sociale Agricole Lorraine,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er - La composition du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de Meurthe-et-Moselle est modifiée comme suit :Représentants du Conseil d'Administration de la Mutualité Sociale Agricole :*Titulaires :*

- M. Claude DESALME - 22, rue Haute - 57630 JUVELIZE

- M. Bernard HELLUY - 6, rue Haute - 54450 BARBAS

- M. Jean-Pierre L'HUILLIER - 75, rue de l'Huilerie 88270 DOMPAIRE

Suppléants :

- Mme Christine BRABANT - 62 bis, rue de la Nied - 57320 FILSTROFF

- Mme Renée BRODIER - 6, rue de l'Ecole - 54150 FLEVILLE LIXIERES

- M. Frédéric MAILLARD - 348, Grande Rue - 88300 LANDAVILLE.

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 28 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

AMENAGEMENT FONCIER/CDAF/05/310

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION
DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08/01/1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 92-1290 du 11/12/1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22/10/2004 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'ordonnance de la cour d'appel de NANCY en date du 10/06/2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du 22/10/2004 est modifié.

ARTICLE 2 :

La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Présidente

- Mme Marie-Cécile THOUZEAU épouse PERCHAT, **Présidente titulaire**

2/ Conseillers Généraux

- M. Maurice VILLAUME, BAYON, titulaire
- M. Alain GERARD, CIREY SUR VEZOUZE, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, THIAUCOURT REGNIEVILLE, titulaire
- M. Jean-Jacques HENRY, VEZELISE, titulaire
- Mme Michèle PILLOT, TOUL NORD, suppléante
- M. Michel MARCHAL, ARRACOURT, suppléant
- M. René MANGIN, JARVILLE, suppléant
- M. Jean-Pierre MINELLA, HOMECOURT, suppléant

3/ Maires des communes rurales

- M. Serge WAHU, SPONVILLE, titulaire
- M. Michel MALGRAS, HOEVILLE, titulaire
- M. Michel JACQUEL, THIAVILLE SUR MEURTHE, suppléant
- M. Jean-Pierre MARCHAL, SERRES, suppléant

4/ Membres fonctionnaires**a - Représentant le Directeur départemental de l'équipement**

- M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- M. Robert COUPOIS, suppléant

b - Représentant le Directeur des services fiscaux

- M. Georges FAURE, titulaire
- M. Bernard ETIENNE, titulaire

- Mme Anna HENARD, suppléante
- M. Eric CORROY, suppléant
- c - Représentant le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
 - M. Yves ROYER, titulaire
 - M. Gérard MARET, titulaire
 - M. Christophe CAMBERLIN, titulaire
 - M. Philippe PETITJEAN, suppléant
 - M. Ahmed ABDELGHANI, suppléant
 - M. Bernard MOMPEURT, suppléant
- 5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant
- 6/ M. le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant
- 7/ M. le Président des jeunes agriculteurs ou son représentant
- 8/ M. le Chef de centre de l'institut national des appellations d'origine de COLMAR ou son représentant
- 9/ M. le représentant de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles représentative dans le département
 - M. Michel MERLIN, FORCELLES ST. GORGON, titulaire
 - M. Raymond FRANCOIS, THEZEY ST. MARTIN, suppléant
- 10/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant
- 11/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture
 - a - Propriétaires bailleurs
 - M. François D'HAUSEN, BLAMONT, titulaire
 - M. Pierre DU PONT DE ROMEMONT, BUISSONCOURT, titulaire
 - M. Hubert GOUDOT, LUNEVILLE, suppléant
 - M. Jean-Marie PARFAIT, TOUL, suppléant
 - b - Propriétaires exploitants
 - M. Michel HOLLINGER, MONTAUVILLE, titulaire
 - M. Albert GIGLEUX, SAINTE GENEVIEVE, titulaire
 - M. André FERRY, MORVILLER, suppléant
 - M. Michel GIRARD, JOUAVILLE, suppléant
 - c - Exploitants preneurs
 - M. Charles BAUDOIN, LONGUYON, titulaire
 - M. Joël MARCHAL, CRION, titulaire
 - M. Daniel BAUMANN, COINCOURT, suppléant
 - M. Philippe HENNEBERT, NANCY, suppléant
 - d - Propriétaires forestiers
 - M. François HELLUY, NANCY, titulaire
 - M. Paul PEROUX, CREPEY, titulaire
 - M. Michel GEORGES, NANCY, suppléant
 - M. Philippe PARMENTIER, OCHEY, suppléant
- 12/ Représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages
 - M. le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, titulaire
 - M. le Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, titulaire
 - M. le Vice Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, suppléant
 - M. le Vice Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, suppléant
- 13/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant
- 14/ M. le représentant de l'office national des forêts
- 15/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant
- 16/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises
 - M. Bernard CLAUDON, TANCONVILLE, titulaire
 - M. Marcel BONTEMPS, FONTENOY LA JOUTE, titulaire
 - M. Pierre PERIN, CHARENCEY VEZIN, suppléant
 - M. André CAMAILLE, FREMONVILLE, suppléant
- 17/ M. le représentant de l'institut national des appellations d'origine
 - M. Frédéric BACH.

ARTICLE 3 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour exécution :

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de NANCY et aux membres de la commission départementale.
- Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

- A un journal du département.
- Au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-320

PRONONÇANT UNE DISTRACTION ET UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE REMEREVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 1^{er} février 2005 ;

VU l'arrêté de clôture du remembrement de REMEREVILLE du 16 juin 2003 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de MEURTHE-et-MOSELLE-Sud de l'Office National des Forêts en date du 12 mai 2005 et sa demande relative à l'application simultanée du régime forestier sollicitée par la commune ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture en date du 1^{er} juillet 2005 ;

Considérant le fait que la forêt communale de REMEREVILLE relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

Sur proposition conjointe du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et du Directeur de l'Agence de MEURTHE-et-MOSELLE-Sud de l'Office National des Forêts

ARRETE

Article 1 - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de REMEREVILLE	REMEREVILLE	Paquis du Bois banal	65	495	0,0955
				497	0,0581
				499	0,0390
				501	0,0221
				503	0,0122
				505	0,0014
					0 2283

Article 2 - Il est fait application du régime forestier aux parcelles suivantes :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de REMEREVILLE	REMEREVILLE	Paquis du Bois banal	G5	367	0,2960
				368	0,2950
				369	0,2965
				370	0,3105
				371	0,2975
				480	0,0071
				482	0,0251
				484	0,0360
				486	0,0528
				488	0,0619
				490	0,0948
				492	0,1156
				494	0,1341
					2,0229

Article 3 - Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur de l'Agence de MEURTHE-et-MOSELLE-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Maire de REMEREVILLE.

NANCY, le 7 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE LORRAINE - CHAMPAGNE - ARDENNE

ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CEF DE TONNOY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 février 2004 autorisant la création d'un Centre Educatif Fermé, sis rue du Château à 54210-TONNOY et géré par l'association R.E.A.L.I.S.E. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mars 2004 habilitant le Centre Educatif Fermé de TONNOY, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Educatif Fermé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 17 avril 2005

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le CEF par courriers transmis le 20 avril et le 6 mai 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

ARRETE

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre Educatif Fermé de TONNOY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	312 000	1 682 809
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 126 809	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	244 000	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 657 404	1 682 809
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	14 709	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	10 696	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations du Centre Educatif Fermé de TONNOY est fixée comme suit à compter du 1er juin 2005 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		567,60
Action éducative en milieu ouvert pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation		

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux, CO 071-54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT TARIFICATION DU CER "PASSAGE"

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2000 autorisant la création d'un Centre Educatif Renforcé dénommé "PASSAGE" 1, rue du Vivarais 54500 Vandoeuvre et géré par REALISE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2000 habilitant le Centre Educatif Renforcé, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Educatif Renforcé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 17 avril 2005 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le CER par courrier transmis 20 avril 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CER "PASSAGE" sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	140 656	755 553
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	500 045	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	114 852	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	768 202	772 271
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	4 069	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations du CER "Passage" est fixée comme suit à compter du 1^{er} juin 2005 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		369,33
Action éducative en milieu ouvert pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation		

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux-54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SIOE DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de procédure pénale, notamment l'article 800 ;

VU décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et 202 du code de l'aide sociale, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger ;

VU décret n°88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée ;

VU l'arrêté interministériel du 30 janvier 1960 relatif aux examens médicaux, psychiatriques et psychologiques effectuées par expertise ou dans un service de consultation public ou privé et observation en milieu ouvert ;

VU l'arrêté interministériel du 25 août 1992 relatif aux enquêtes sociales prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 concernant l'enfance délinquante et les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 avril 1999 habilitant le Service d'Investigation et d'Orientation Educative de Nancy à exercer des IOE, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le SIOE a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse en date du 17 avril 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le SIOE par courrier transmis le 20 avril 2005;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne

A R R E T E**Article 1 :**

Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations du SIOE de Nancy est fixée comme suit à compter du 1^{er} juin 2005:

Type de prestation	Montant en Euros du taux de rémunération pour chaque enquête
Enquête sociale	

Type de prestation	Montant en Euros du prix de journée
Investigation et orientation éducative	16,20

Article 2 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal administratif sis 4, rue Piroux, C.O. 071- 54036 NANCY Cedex, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SERVICE D'ENQUETES SOCIALES DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de procédure pénale, notamment l'article 800 ;

VU décret n°59-1095 du 21 septembre 1959 portant, en exécution des articles 800 du code de procédure pénale et 202 du code de l'aide sociale, règlement d'administration publique pour l'application des dispositions relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger ;

VU décret n°88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée ;

VU l'arrêté interministériel du 30 janvier 1960 relatif aux examens médicaux, psychiatriques et psychologiques effectuées par expertise ou dans un service de consultation public ou privé et observation en milieu ouvert ;

VU l'arrêté interministériel du 25 août 1992 relatif aux enquêtes sociales prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 concernant l'enfance délinquante et les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 avril 1999 habilitant le Service d'Enquêtes Sociales à exercer des enquêtes sociales, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Enquêtes sociales a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse en date du 17 avril 2005

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le service par courrier transmis le 20 avril 2005;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations du service d'enquêtes sociales est fixée comme suit à compter du 1^{er} juin 2005:

Type de prestation	Montant en Euros du taux de rémunération pour chaque enquête
Enquête sociale	1 797,49

Type de prestation	Montant en Euros du prix de journée
Investigation et orientation éducative	

Article 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal administratif sis 4, rue Piroux, C.O. 071- 54036 NANCY Cedex, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.**Article 4 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT TARIFICATION DU SRP DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire exclusive du représentant de l'État dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 01 juillet 1998 autorisant la création d'un Service de Réparation Pénale 78bis Bd Foch-54520 LAXOU et géré par REALISE ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 01 juillet 1998 habilitant le Service de Réparation Pénale, au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

VU le courrier transmis le 31 octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service de Réparation Pénale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du directeur régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en date du 17 avril 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le SRP par courrier transmis 20 avril 2005;

SUR RAPPORT du Directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de LORRAINE-CHAMPAGNE-ARDENNE

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Réparation Pénale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	8 488	196 496
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	169 638	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	18 370	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	204 087	201 610
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	523	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la tarification des prestations du Service de Réparation Pénale est fixée comme suit à compter du 1^{er} juin 2005 :

Type de prestation	Montant en Euros du tarif forfaitaire par mesure	Montant en Euros du prix de journée
Action éducative en hébergement		
Action éducative en milieu ouvert pour jeunes majeurs		
Action éducative en placement familial		
Exécution de mesures ou d'activités d'aide ou de réparation	744,77	

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Piroux-54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du code de l'action sociale et des familles susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de Lorraine Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/047/CBER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des mesures d'exploitation en raison du passage du TOUR de FRANCE, les 7 et 8 juillet 2005 sur les bretelles de l'A. 31 (Echangeur n° 15 et 20), sur la RN 333 (Echangeur Lunéville Centre) et sur la RN.4 (Echangeur de Blénod les Toul - R.N. 4/RD 960) sur le territoire des communes de NANCY, LUNEVILLE et TOUL ; ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

En raison du passage du passage du Tour de France, toute circulation est interdite :

Le 7 juillet 2005

- sur les bretelles de sortie de l'échangeur de Blénod les Toul (R.N. 4/RD 960) dans les deux sens de circulation de la R.N. 4 de 14 H 00 à 18 H 00.

- sur la bretelle de sortie de l'échangeur n° 15 de l'A. 31 dans le sens TOUL - NANCY (Echangeur de Toul Centre) de 14 H 00 à 18 H 00.

- sur la bretelle de sortie de l'échangeur n° 20 de l'A. 31 dans le sens METZ - NANCY (Echangeur de Nancy Centre) de 13 H 00 à 20 H 00.

Le 8 juillet 2005

- sur les bretelles de sortie de l'échangeur de Lunéville Centre (R.N. 333/RD 914) dans les deux sens de circulation de la RN 333 de 9 H 00 à 13 H 30.

ARTICLE II

Le 7 juillet 2005, suite à :

Fermeture des bretelles dans les deux de circulation (Echangeur de Blénod les Toul) sur la R.N. 4 :

- Les usagers sont invités à poursuivre leur trajet sur la section courante jusqu'à l'échangeur suivant.

Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 15 de l'A. 31 (Echangeur de Toul Centre) :

- Les usagers sont invités à poursuivre leur trajet sur la section courante jusqu'à l'échangeur suivant.

Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 20 de l'A. 31 (Echangeur de Nancy Centre) :

- Les usagers sont invités à emprunter l'A. 31 - l'A. 33 en direction de STRASBOURG puis l'A. 330 en direction de Nancy Centre.

Le 8 juillet 2005, suite à :

Fermeture des bretelles dans les deux de circulation sur la RN 333 (Echangeur de Lunéville Centre) :

- Les usagers sont invités à poursuivre leur trajet sur la section courante jusqu'à l'échangeur suivant.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine, Monsieur le Directeur de la CUGN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de NANCY - LUNEVILLE et TOUL, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/048/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers, dans le sens METZ - NANCY de l'A. 31 sur le viaduc d'AUTREVILLE, entre les PR 267+587 et 267+819, situé sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

A compter du 1^{er} juillet 2005 et jusqu'au 31 juillet 2005, la signalisation temporaire du chantier sur le Viaduc d'AUTREVILLE sur l'A. 31 s'établit comme suit :

Dans le sens METZ - NANCY entre les PR 268+500 et 267+340

- o la vitesse est limitée à 110 km/h.
- o il est interdit de dépasser pour les poids lourds.

ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de BELLEVILLE et AUTREVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**ARRETE N° 05 DE 005 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE FLIN
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 4 janvier 2005 et le 4 février 2005 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 8 février 2005 ;

VU la délibération du conseil municipal de FLIN en date du 1^{er} mars 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de FLIN qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,
- un plan de zonage au 1/5000^e,
- un plan de servitudes au 1/5 000^e.
- un plan des réseaux au 1/2 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de FLIN n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement et le Maire de FLIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE N° 05 DE 006 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE SAINT-FIRMIN
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 5 novembre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 22 novembre 2004 et le 21 décembre 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur ;

VU la délibération du conseil municipal de SAINT FIRMIN en date du 31 mars 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipeement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de SAINT FIRMIN qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de SAINT FIRMIN n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement et le Maire de SAINT FIRMIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 14 SEPTEMBRE 2004

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/16

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0463 et 54-0464 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame LOTTE Isabelle, STENOPSIS, 6 Impasse de la Brasserie, 54 480 CIREY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/17

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0465 et 54-0466** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame PENEY Sandrine, Compagnie d'Urgence 2, 52 rue Jean Lamour, 54 000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/18

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0467 et 54-0468** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur ROUSSEAU François, Association WAF, 21 rue du pont Mouja, 54000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/19

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0469 et 54-0470** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur TIRLICIEN Roger, Musique et Danse en Lorraine, Abbaye des Prémontrés BP 83 9, 54 704 PONT A MOUSSON.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/20

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0471 et 54-0472** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur TURON Nicolas, Magic Merlin Production, 12 Place Painlevé, 54000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/21

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0473** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur QUENON Jean Marie, Divertimento, 26 rue Saint Dizier, 54 000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/22**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0474 et 54-0475** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur MAUFFREY Jean Luc, Centre Culturel Jean L'Hôte, Place Ernest Poirson, 54 230 NEUVES MAISONS.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/23**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0476** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame LOUELHI Myriam, ADDAM 54, 48 rue Sergent Blandan, 54 000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/24

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0477** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame GACHET Laurence, Cie du Bredin, Théâtre Gérard Philippe, Avenue de la Libération, BP 3, 54 390 FROUARD.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/25

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0256 et 54-0257** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame GARING Isabelle, PRODIGE MUSIC, 58 rue du Faubourg des trois maison, 54 004 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/26

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0167 et 54-0268** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame GAULT Annick, Compagnie Night Fever, 150 Avenue général Leclerc, 54 000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/27

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0080** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame MEYER Bernadette, Etonnants Messieurs Durand, 92 rue Stanislas, 54 000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/28

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0271, 54-0272 et 54-0273 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur SCHERSACH Lucien, Mairie de Lunéville, 2 place Saint Rémy, BP221, 54 301 LUNEVILLE.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/29

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0297 et 54-0301 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame VALENTIN Véronique, Théâtre de l'Escalier, 10 rue Saint Anne, 54000 NANCY.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 24 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/48 MODIFIANT L'ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/27

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0027 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Bernadette MEYER, « Association « Les Etonnants Messieurs Durand » 92, rue Stanislas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 17 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 14 DECEMBRE 2004

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/30

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0478 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Véronique BAYER, Association « LA, ETRE ICI » 164, rue Jeanne d'Arc, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/31

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0302 et 54-0303 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur CHARLES Pierre, « Scènes et territoires en Lorraine » Le Grand Savoy, 17, route de Metz, 54320 Maxéville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/32

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0187** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Denis CUSSENOT « les yeux de l'ouïe » 41, Avenue de Boufflers, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/33

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0194** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Olivia CUSSET, Compagnie Aladin, 3, Chemin des Cavaliers, 54400 Longwy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/34

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0479 et 54-0480 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jérémie FAUCHEUX « Odysseus Productions » 97, rue Charles III, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/35**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0481 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Evelyn FRIENTZ « Compagnie d'la gare » 3, Square Héré, 54280 Seichamps.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/36**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0306 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marie-Claude GAUTHIER, Compagnie « Top Zone » 4, allée de la Moselle, 54860 Haucourt-Moulaine.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/37

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0309 et 54-0125 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Joël GENEY, Association « Musique et Animations et spectacles » 48, rue de Nabécor, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/38

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0197 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Georges-Albert KISFALUDI « Atea » 14, Boulevard du 21^e Régiment d'Aviation, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/39

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-285 et 54-286 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Marc LEONARD « Ecole des Musiques Actuelles de Nancy » Porte de la Craffe, B.P. 111, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/40

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0482 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Sandra LODDO « Compagnie Le Petit Raconteur » 18, rue Virginie Mauvais, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/41

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0483** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Maxime PIRA « Agracia production » 4, rue de la Marne, 54790 Mancieulles.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/42**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant respectivement les numéros **54-0131**, **54-0298** et **54-0299** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Patricia POETTE « Form'Actions Théâtre » 11, Grand rue, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/43**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0484** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Muriel PREVOT « Compagnie les crieurs de nuit » 23, rue Claudot, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/44

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0321** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Virginie RENOULT « La Machoire 36 » 12, rue Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/45

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant respectivement les numéros **54-0115, 54-0325 et 54-0326** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Fabien ROBERT « Le Nautilus » 30 bis, rue Saint-Fiacre, 54600 Villers-lès-Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/46

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0485** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Jeanine VEDRENNE « Association Ensemble Stanislas » 11, Grande rue, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/47

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0486 et 54-0487** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Patricia WHITEHEAD « Lucie Maloue » 43, rue Charles Dusaulx 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/49

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 14 décembre 2004,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0488 et 54-0489 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Krystel SOHIER « SAMAILULU » 17, rue de la République, 54200 Dommartin-les-Toul.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 1^{er} mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 15 MARS 2005**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/50****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0344, 54-0345 et 54-0346 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Laurent HENART, Mairie de Nancy, Place Stanislas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 12 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/51**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro 54-0493 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Laurent HENART pour « le Théâtre de mon Désert » Mairie de Nancy, Place Stanislas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 12 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/52

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0490** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Michèle BENOIT, MJC Desforges 27, rue de la République, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/53

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0491** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Patrick BLAISE « La Torpille » B.P. 13, Hôtel de Ville, 54250 Champigneulle.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/54

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0492** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur David COLOMBANA, « DOCTHERAPIE », 38, rue des Grouantes, 54770 Bouxières-aux-Chênes.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/55

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0494** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Carine L'ENTRETIEN, « BABOEUP », 10, rue de Bayon, 54290 Haigneville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/56

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0495, 54-0496 et 54-0497 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Pascal LOUX, « MADONE CAFE », 32, Avenue du XXe Corps, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/57**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0498 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Guillaume MEDOC, « Orchestre régional de jazz en Lorraine » Avenue du XXe Corps, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/58**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros 54-0499 et 54-0500 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Michèle PASCUTTO « Théâtre par delà l'eau » Chemin de Metz, 54800 Hatrize.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/59

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégories portant les numéros **54-0501 et 54-0502** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jean-Charles RAMELLI, « PRO LYRICA », 6, Quai Choiseul, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/60

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0172 et 54-0173** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Dominique BERTRAND, « Théâtre du Moulin », 6, rue des Anciens combattants d'Afrique du Nord, 54200 Toul.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/61

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0116 et 54-0117 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Dominique FARCI « Théâtre de Cristal » 30, rue de la Liberté, 54112 Vannes-le-Châtel.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 26 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/62

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0198 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Martine LAURENT « ARTISTES ACTUELS », 30, rue de Lorraine, 54130 Saint-Max.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 26 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/63

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0262 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Daniel LIBERT, Association « Compagnie du dehors » 280, rue des Vignes Noël, 54200 Chaudeney-sur-Moselle.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 26 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/64**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0322 et 54-0323 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Thomas PROTTO, Association « Propergol » chez Maël Nesti, 126, rue Saint-Dizier, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/65**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0503 et 54-0504 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alain MORLET, Théâtre du Jarnisy, B.P. 48, 54800 Jarny.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/66

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0505** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Thierry CORNOLTI, « Cornolti Production » 11 bis, rue de la Borde, 54110 Haraucourt.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/67

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code de Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro **54-0506** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur BISCH Philippe « Les Brasseurs Nancéiens » 21, Place H. Mengin 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d' agrément au sein du Conseil Départemental de l' Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Agréments J.E.P. en sa séance du 22 mars 2005,

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2004 portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants :

Théâtre de poche du Pays Haut

Mairie

4 avenue de la Grande Duchesse Charlotte

54400 LONGWY

n° 54-2314 avec effet du 24/07/2005.**Association pour la Coopération Culturelle Transfrontalière en Europe****A C C T E**

3 rue des Remparts

54560 SANCY

n° 54-2315

La ferme des « Aneries »

Ferme de la Higney

54260 VILLERS LE ROND

n° 54-2316

Foyer Rural de la Mauchère

3 rue du Stade

54760 FAULX

n° 54-2317

Foyer Rural

Mairie

54290 FROVILLE

n° 54-2318

Foyer Rural HAROUÉ Loisirs

Mairie

Square de Lorraine

54290 HAROUÉ

n° 54-2319

Foyer Rural

Route de Neuvron

54800 OLLEY

n° 54-2320

Foyer Rural

10 rue de l' Eglise

54370 SERRES

n° 54-2321

Comité d' Animation inter associatif

Mairie

Place de l' Hôtel de Ville

54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE

n° 54-2322

Office Municipal des Sports

Hôtel de Ville

120 rue Paris

54440 HERSERANGE

n° 54-2323

Association Bleu Cerise

77 bis avenue de la Libération

54000 NANCY

n° 54-2324

Les Petits Chanteurs de Sainte Jeanne d' Arc**Chœur de Garçons de Lorraine**

146 rue Jeanne d' Arc

54000 NANCY

n° 54-2325

Association pour la promotion de la musique de NANCY**Banlieue Nord-Est**

Chez M. JACQUES Jean

42 avenue des Héleux

54280 SEICHAMPS

n° 54-2326

Blénod Animation Loisirs (BAL)

Centre de Loisirs du Moulin

Centre Michel BERTELLE

54700 BLENOD LES PT A MOUSSON

n° 54-2327

Association « Solidarité Congo »

Collège Charles Guérin

B P 148

54305 LUNEVILLE CEDEX

n° 54-2328

F J E P

Mille Club

Rue de Vénézu

54670 MALLELOY

n° 54-2329

Union Régionale des FRANCAS de Lorraine-Champagne-Ardenne

19 rue Camille Desmoulins

B P 69

54510 TOMBLAINE

n° 54-2330

MJC

Place Richiez Close

54122 AZERAILLES

n° 54-2331

MJC La Colombe

11 Place de l' Hôtel de Ville

54170 COLOMBEY LES BELLES

n° 54-2332

MJC « Animer Saint Remimont »

CIDEX 306

54740 SAINT REMIMONT

n° 54-2333

Article 2 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 20 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint
de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (RADIATIONS)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l' Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d' agrément au sein du Conseil Départemental de l' Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Agréments J.E.P. en sa séance du 14 juin 2005,

VU l' Arrêté Préfectoral du 20 décembre 2004, portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

A R R E T E**Article 1^{er} :**

Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont agréées comme associations de Jeunesse et d' Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants se voient retirer ce numéro :

Associations renouvelées (n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation):**Comité d'Animation Interassociatif**

Mairie

Place de l' Hôtel de Ville

54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE

n° 54-568

A 09/06/1993

Office Municipal des Sports

Hôtel de Ville

120 rue de Paris

54440 HERSERANGE

n° 54-575

A 24/11/1994

Association Bleu Cerise

77 bis avenue de la Libération

54000 NANCY

n° 54-633

A 04/02/1997

Blénod Animation Loisirs (BAL)

Centre de Loisirs du Moulin

Centre Michel BERTELLE

54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON

n° 54-604

A 23/01/1996

Association « solidarité Congo »

Collège Charles Guérin

B P 148

54305 LUNEVILLE

n° 54-616

A 21/10/1996

Union Régionale des FRANCAS de Lorraine-Champagne-Ardenne

19 rue Camille Desmoulins

B P 69

54510 TOMBLAINE

n° 54-649

A 02/03/1998

MJC La Colombe

11 Place de l' Hôtel de Ville

54170 COLOMBEY LES BELLES

n° 54-614

A 03/06/1996

Associations n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation :**Foyer Arnavillois d' Animation MJC**

Ecole Communale

Grand' Rue

54530 ARNAVILLE

n° 54-236

A 30/05/1985

MJC

Mairie

Rue de l' Abbé Lenfant

54115 FAVIERES

n° 54-213

A 28/02/1984

Association Loisirs et rencontres

1 rue Gustave Lemaire

54180 HEILLECOURT

n° 54-513

A 09/01/1991

Fêtes, Loisirs et Activités Culturelles

Mairie

Rue de Paris

54450 HERSERANGE

n° 54-479

A 26/07/1989

Sports et détente à LANDREMONT

1 rue Saint Clément

54380 LANDREMONT

n° 54-524

A 25/04/1991

MJC

100 Grand Rue

54200 LUCEY

n° 54-066

A 10/02/1972

Association des parents d'élèves de l'école de musique

3 impasse Bony

54300 LUNEVILLE

n° 54-330

A 09/12/1985

MJC

Mairie

6 rue de la Mairie

54300 MARAINVILLER

n° 54-334

A 13/02/1986

Association ADDU DJUNGO

MJC Saint Epvre Lillebonne

14 rue du Cheval Blanc

54000 NANCY

n° 54-486

A 12/01/1990

Union Locale des MJC de NANCY

MJC Saint Epvre Lillebonne

14 rue du Cheval Blanc

54000 NANCY

n° 54-106

A 15/02/1974

Ecole de musique

11 rue Gambetta

54110 VARANGEVILLE

n° 54-534

A 02/10/1991

Foyer Education Populaire VAUX

22 bis rue d' Alsace

54400 VAUX LONGWY

n° 54-262

A 17/12/1984

Article 2 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 20 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint
de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

AVIS DE CONCOURS

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : - Décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir **5 postes** de préparateur en pharmacie hospitalière au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux candidats :

☛ *titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.*Les candidats doivent être âgés de quarante cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle Gestion Prévisionnelle des Emplois - Bureau n°8
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement :

- déposé à cette même adresse contre la remise d'une attestation de dépôt
- ou
- adressé sous pli recommandé.

**UN DELAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 1^{er} juillet 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTE, FILIERE INFIRMIERE,
AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET A EPINAL**

Un concours sur titres interne pour le recrutement de deux cadres de santé, filière infirmière, aura lieu au Centre Hospitalier Jean Monnet à EPINAL à compter du 27 septembre 2005.

Ce concours est ouvert aux candidats fonctionnaires hospitaliers titulaires :

- du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques, comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps.

Les candidatures doivent parvenir à Madame le Directeur du Centre Hospitalier Jean Monnet - 3 avenue Robert Schumann - BP 590 - 88021 EPINAL Cedex - **avant le 27 août 2005**, le cachet de la poste faisant foi, accompagnée de la copie du diplôme.

EPINAL, le 8 juillet 2005

Le Directeur,
D. CAPPELLI

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'ERGOTHEPEUTE AU CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL A MIRECOURT

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de Ravenel en application du décret n° 89- 609 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 2 postes d'Ergothérapeutes vacants dans notre établissement.

Condition pour concourir :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme d'Etat d'Ergothérapeute ou d'un titre de qualification admis en équivalence, âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, être titulaire d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

**CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL
Direction des Ressources Humaines
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX**

au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété avant la date limite indiquée, le cachet de la poste faisant foi.

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE N° 2005- 184 S.G.A.R. EN DATE DU 27 AVRIL 2005

**MODIFIANT L'ARRETE N°2004-358 SGAR DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE
DU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSMS)**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la santé publique, article L. 1411-3

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, article L. 312-3

VU l'arrêté du Préfet de Région n° 2004-357 SGAR du 22 septembre 2004 relatif aux organismes, institutions, groupements et syndicats représentatifs admis à siéger au Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la région LORRAINE,

VU l'arrêté du Préfet de Région n° 2004-358 SGAR du 22 septembre 2004 fixant la composition nominative du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la région LORRAINE,

VU le courrier de désignation de l'URIOPSS, en date du 10 mars 2005,

VU le courrier de désignation de la fédération CFTC santé et sociaux, en date du 18 janvier 2005,

VU le courrier de désignation de l'UNASEA-SNASEA, en date du 12 avril 2005,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Sociales de Lorraine :

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La composition nominative du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale de Lorraine est modifié comme suit :

1) FORMATION PLENIERE

v Vingt représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

représentant les institutions accueillant des personnes handicapées

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

. Titulaire : Mme Brigitte HENNEQUIN, Directrice du Foyer AGI, à VANDOEUVRE

. Suppléant : Mme Sylvie MATHIEU, Directrice Régionale de l'URIOPSS,

.....
représentant les institutions accueillant des personnes en difficultés sociales

proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

- . Titulaire : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,
- . Suppléant : M. Jean Paul PANSIOT, Délégué Régional de l'UNASEA,

.....
représentant les institutions accueillant des enfants sous protection administrative ou judiciaire

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

- . Titulaire : M. Jean Luc THIRION, Président de l'URIOPSS,
- . Suppléant : M. Philippe CARMINATI, Directeur de l'Association CARREFOUR à METZ

proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

- . Titulaire : M. Jean Paul PANSIOT, Délégué Régional de l'UNASEA,
- . Suppléant : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,

.....
2) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES AGEES

- v Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

.....
proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

- . Titulaire : Mme Pascale LINGK
- . Suppléant : Mme Véronique VIARDOT

.....
3) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

- v Cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

.....
proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

- . Titulaire : Mme Brigitte HENNEQUIN, Directrice du Foyer AGI, à VANDOEUVRE
- . Suppléant : Mme Sylvie MATHIEU, Directrice Régionale de l'URIOPSS,

.....
4) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES EN DIFFICULTES SOCIALES

- v Cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

- . Titulaire : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,
- . Suppléant : M. Jean Paul PANSIOT, Délégué Régional de l'UNASEA,

- v Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

.....
proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

- . Titulaire : Mme Sonia LIST
- . Suppléant : M. Olivier RENARDET

.....
5) SECTION SPECIALISEE POUR REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS ACCUEILLANT DES ENFANTS SOUS PROTECTION ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

- v Cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

- . Titulaire : M. Jean Luc THIRION, Président de l'URIOPSS,
- . Suppléant : M. Philippe CARMINATI, Directeur de l'Association CARREFOUR à METZ

proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

- . Titulaire : M. Jean Paul PANSIOT, Délégué Régional de l'UNASEA,
- . Suppléant : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,

- v Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

.....
proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

- . Titulaire : M. Vincent KLAUK
- . Suppléant : Mme Chantal HELD

.....
ARTICLE 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de la Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région lorraine et des préfectures de départements.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL DU 6 JUILLET 2005 PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE REALISATION DE LA LIAISON ENTRE LA RN 52 ET LE SECTEUR DE BELVAL AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG PORTANT DESENCLAVEMENT ROUTIER DU BASSIN DE L'ALZETTE, SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE REDANGE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET DE THIL, TIERCELET ET VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

2°) MISE EN COMPATIBILITE AVEC CE PROJET DES P.L.U. DES COMMUNES DE THIL, TIERCELET ET VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les articles L 11.1 à L 11.7 et R 11.1 à R 11.17 du Code de l'Expropriation ;

Vu l'article L126-1 du Code de l'Environnement ;

Vu les articles L112-2, L112-3, L123-24 et L352-1 du Code Rural ;

Vu les articles L123-16, R123-23 à R123-25 du Code de l'urbanisme ;

Vu les plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes de THIL, TIERCELET et VILLERUPT ;

Vu le dossier déposé le 12 mai 2004 par le Département de Meurthe-et-Moselle et constitué comme il est dit à l'article R 11.3 et R11-14-2 du Code de l'Expropriation, en vue de l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes de REDANGE dans le département de la Moselle et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle du 8 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 24 mai 2004 prescrivant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé, et sur la mise en compatibilité des P.L.U. des communes de THIL, TIERCELET et VILLERUPT avec ce projet ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête du 24 mai 2004 a été affiché dans les communes précitées et inséré dans trois journaux locaux avant le 30 mai 2004 et rappelé dans ces mêmes journaux les 15 et 18 juin 2004 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 juin au 16 juillet 2004 inclus dans les communes de REDANGE dans le département de la Moselle et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle, avec dépôt du dossier dans les mairies concernées ;

Vu les résultats de l'enquête sur la mise en compatibilité des P.L.U. des communes de THIL, TIERCELET et VILLERUPT avec ce projet qui s'est déroulée du 14 juin au 16 juillet 2004 inclus avec dépôt du dossier dans les mairies de ces communes ;

Vu les avis favorables de la commission d'enquête sur l'utilité publique du projet susvisé et la mise en compatibilité des P.L.U. du 24 février 2005 ;

Vu l'avis favorable des Sous-Préfets de THIONVILLE (17 mars 2005) et de BRIEY (26 avril 2005)

Vu les consultations menées en application de l'article R123-23 du Code de l'Urbanisme, et relatives à l'examen conjoint de la mise en compatibilité des P.L.U. des communes de THIL, TIERCELET et VILLERUPT avec ce projet ;

Vu les lettres des 5 avril 2005 demandant l'avis des conseils municipaux de THIL, TIERCELET et VILLERUPT sur la mise en compatibilité du P.L.U. avec le projet ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de THIL (26 mai 2005) et TIERCELET (24 mai 2005)

Considérant qu'en l'absence de délibération intervenue dans le délai de deux mois imparti par l'article R 123.23 du Code de l'Urbanisme, l'avis du Conseil Municipal de VILLERUPT est réputé favorable ;

Vu la déclaration de projet par laquelle la Commission Permanente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle s'est prononcée lors de sa séance du 3 juin 2005 sur l'intérêt général de l'opération projetée ;

Vu l'arrêté interpréfectoral N°2005 AG/3 - 197 du 6 juillet 2005 des Préfets de Meurthe-et-Moselle et de Moselle déclarant d'utilité publique la réalisation de la liaison routière entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette sur le territoire des communes d'AUDUN-LE-TICHE et RUSSANGE dans le département de la Moselle et de VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle, et portant mise en compatibilité avec ce projet des PLU de ces communes et de la ZAC de l'Alzette ;

A R R E T E N T

Article 1 : Est déclaré d'utilité publique le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes de REDANGE dans le département de la Moselle et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération sont exposés dans le document ci-annexé prévu à l'article L. 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 3 : Le Département de Meurthe-et-Moselle est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée, telle qu'elle résulte du dossier susvisé.

Article 4 : L'expropriation devra être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté emporte modification des Plans Locaux d'Urbanisme des communes de THIL, TIERCELET et VILLERUPT en tant qu'ils sont incompatibles avec l'opération déclarée d'utilité publique à l'article 1.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes de REDANGE, THIL, TIERCELET et VILLERUPT selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par les maires.

Mention de cet affichage sera insérée dans le quotidien « L'EST REPUBLICAIN ».

L'arrêté sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat.

Article 7 : - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe et Moselle et de la Moselle,
- Les Sous-Préfets de BRIEY et de THIONVILLE,
- Les Maires de REDANGE, THIL, TIERCELET et VILLERUPT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès des Tribunaux Administratifs de Nancy et de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

METZ, le 6 juillet 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Bernard HAGELSTEEN

NANCY, le 6 juillet 2005

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Claude BALAND

**LIAISON BELVAL VERS L'AUTOROUTE A 30 PORTANT DESENCLAVEMENT DU BASSIN DE L'ALZETTE
ANNEXE A L'ARRETE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Le présent document expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de la liaison BELVAL vers l'autoroute A 30 portant désenclavement du Bassin de l'Alzette.

Il constitue l'annexe à l'arrêté de déclaration d'utilité publique visée par l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

1 - Objet de l'opération

La liaison BELVAL vers l'autoroute A 30 portant désenclavement du bassin de l'Alzette consiste en l'aménagement d'une voie nouvelle depuis la RD 26 à l'ouest de THIL jusqu'à l'entrée du site de BELVAL au LUXEMBOURG déviant les agglomérations de THIL, VILLERUPT, AUDUN-LE-TICHE et desservant le site de MICHEVILLE.

Le projet est divisé en deux sections faisant l'objet chacune d'une maîtrise d'ouvrage distincte : le département de la Moselle pour la partie est et le département de Meurthe-et-Moselle pour la partie ouest.

Le projet sous maîtrise d'ouvrage du département de Meurthe-et-Moselle a une longueur de 6,5 km dont 2,9 km en Moselle. La voie sera une route départementale sans statut particulier (accès autorisé à tous les usagers). Il s'agira d'une route à deux voies créée par réaménagement sur place de chemins d'exploitation actuels. Les raccordements au réseau routier existant seront des carrefours plans.

2 - Motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique

La liaison BELVAL vers l'autoroute A 30 a pour objectifs :

- de répondre à la forte demande de déplacements qui sature le réseau routier et ainsi faciliter l'écoulement du trafic actuel des RD 26 (en Meurthe-et-Moselle) et RD 16 (en Moselle) vers le LUXEMBOURG ;
- d'améliorer les liaisons entre le pays haut lorrain et le site de BELVAL et le LUXEMBOURG ;
- d'accompagner le développement économique du secteur, notamment les projets de reconversion des friches industrielles (site de Micheville en France, site de Belval au Luxembourg) ;
- de délester les traversées d'agglomération d'une part importante du trafic de transit ;
- d'améliorer le cadre de vie dans les agglomérations ;
- d'augmenter la sécurité des usagers.

La nouvelle liaison permettra, pour ce qui concerne la Meurthe-et-Moselle, de diminuer le trafic de transit dans THIL et VILLERUPT et de développer la reconversion de MICHEVILLE.

La réalisation de ces objectifs peut être assurée dans le respect de l'environnement et des textes législatifs en vigueur suivant les modalités exposées dans le dossier d'enquête et présentées lors de la concertation officielle faite dans le cadre de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'avis favorable de la commission d'enquête en date du 24 février 2005 confirme la régularité du déroulement de la concertation et le bien fondé de ce projet.

Lors des permanences de la commission d'enquête dans les mairies, les remarques du public ont été recueillies par écrit. Elles ont donné lieu à un mémoire en réponse du maître d'ouvrage à la commission d'enquête. Toutes les remarques ou questions ont reçu une réponse adéquate.

L'ensemble de ces motifs et considérations fonde l'utilité publique du projet de liaison BELVAL vers l'autoroute A 30 portant désenclavement du Bassin de l'Alzette.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

NANCY, le 6 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2005 AG/3 - 197 DU 6 JUILLET 2005 PORTANT :

- 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET DE REALISATION DE LA LIAISON ENTRE LA RN 52 ET LE SECTEUR DE BELVAL
AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG PORTANT DESENCLAVEMENT ROUTIER DU BASSIN DE L'ALZETTE,
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'AUDUN-LE-TICHE ET RUSSANGE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
ET DE VILLERUPT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**
- 2°) MISE EN COMPATIBILITE AVEC CE PROJET DES P.L.U. DES COMMUNES D'AUDUN-LE-TICHE, DE RUSSANGE
ET DE LA ZAC DE L'ALZETTE DANS LE DEPARTEMENT DE LA MOSELLE ET DE LA COMMUNE DE VILLERUPT
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les articles L 11.1 à L 11.7 et R 11.1 à R 11.17 du Code de l'Expropriation ;

Vu l'article L126-1 du Code de l'Environnement ;

Vu les articles L112-2, L112-3, L123-24 et L352-1 du Code Rural ;

Vu les articles L123-16, R123-23 à R123-25 du Code de l'urbanisme ;

Vu les plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT ;

Vu le dossier déposé le 12 mai 2004 par le Département de la Moselle et constitué comme il est dit à l'article R 11.3 et R11-14-2 du Code de l'Expropriation, en vue de l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes d'AUDUN-LE-TICHE et de RUSSANGE dans le département de la Moselle et de VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture de la Moselle du 17 juin 2004 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2004-AG/3-111 du 24 mai 2004 prescrivant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé, et sur la mise en compatibilité des P.L.U. des communes de d'AUDUN-LE-TICHE, de RUSSANGE et de la ZAC de l'Alzette dans le département de la Moselle et de la commune de VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle avec ce projet ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête du 24 mai 2004 a été affiché dans les communes précitées et inséré dans trois journaux locaux avant le 30 mai 2004 et rappelé dans ces mêmes journaux les 16, 17 et 18 juin 2004 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 juin au 16 juillet 2004 inclus dans les communes d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT avec dépôt du dossier dans les mairies concernées ;

Vu les résultats de l'enquête sur la mise en compatibilité de la ZAC de l'ALZETTE et des P.L.U. d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT qui s'est déroulée du 14 juin au 16 juillet 2004 inclus avec dépôt du dossier dans les mairies de ces communes ;
Vu les avis favorables de la commission d'enquête sur l'utilité publique du projet susvisé et la mise en compatibilité des P.L.U. du 24 février 2005 ;
Vu les avis favorables des Sous-Préfets de THIONVILLE (17 mars 2005) et de BRIEY (26 avril 2005) ;
Vu le procès-verbal de la réunion tenue le 27 mai 2004, en application de l'article R123-23 du Code de l'Urbanisme, et relative à l'examen conjoint de la mise en compatibilité de la ZAC de l'ALZETTE et des P.L.U. d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT avec ce projet ;
Vu les lettres des 4 mars et 6 avril 2005 demandant l'avis des conseils municipaux d'AUDUN-LE-TICHE, de RUSSANGE et de VILLERUPT sur la mise en compatibilité du P.L.U. avec le projet ;
Vu les délibérations des conseils municipaux des communes d'AUDUN-LE-TICHE (30 mars 2005), de RUSSANGE (4 mai 2005) ;
Considérant qu'en l'absence de délibération intervenue dans le délai de deux mois imparti par l'article R 123.23 du Code de l'Urbanisme, l'avis du Conseil Municipal de VILLERUPT est réputé favorable ;
Vu la déclaration de projet par laquelle la Commission Permanente du Conseil Général de la Moselle s'est prononcée lors de sa séance du 9 mai 2005 sur l'intérêt général de l'opération projetée ;
Vu l'arrêté interpréfectoral DACI 1 du 6 juillet 2005 des Préfets de Meurthe et Moselle et de Moselle déclarant d'utilité publique la réalisation de la liaison routière entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette sur le territoire des communes de TIERCELET, THIL et VILLERUPT dans le département de Meurthe et Moselle et REDANGE dans le département de la Moselle et mise en compatibilité avec ce projet des P.L.U. des communes de TIERCELET, THIL et VILLERUPT dans le département de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E N T

Article 1 : Est déclaré d'utilité publique le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes d'AUDUN-LE-TICHE et RUSSANGE dans le département de la Moselle et de VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération sont exposés dans le document ci-annexé prévu à l'article L. 11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 3 : Le Département de la Moselle est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée, telle qu'elle résulte du dossier susvisé.

Article 4 : L'expropriation devra être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté emporte modification des Plans Locaux d'Urbanisme des communes d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE, VILLERUPT et de la ZAC de l'ALZETTE en tant qu'ils sont incompatibles avec l'opération déclarée d'utilité publique à l'article 1.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par un procès-verbal dressé par les maires.

Mention de cet affichage sera insérée dans le quotidien « LE REPUBLICAIN LORRAIN ».

L'arrêté sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat.

Article 7 : - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe et Moselle et de la Moselle,
- Les Sous-Préfets de BRIEY et de THIONVILLE,
- Les Maires d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès des Tribunaux Administratifs de Nancy et de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

NANCY, le 6 juillet 2005

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Claude BALAND

METZ, le 6 juillet 2005
Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Bernard HAGELSTEEN

RD 16 - LIAISON BELVAL VERS L'AUTOROUTE A30 PORTANT DESENCLAVEMENT DU BASSIN DE L'ALZETTE ANNEXE A L'ARRETE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le présent document expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de la liaison BELVAL vers l'Autoroute A30 portant désenclavement du Bassin de l'Alzette, projetée par le Département de la Moselle, maître d'ouvrage.

Il constitue l'annexe à l'arrêté de déclaration d'utilité publique visée par l'article L 11-1-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

1 - Objet de l'opération

Le projet est porté à la fois par le Département de la Moselle et le Département de la Meurthe-et-Moselle, chacun maître d'ouvrage de la section de voie dont il assure la réalisation.

L'objet de l'opération globale est une liaison entre la zone de reconversion du site de BELVAL au Luxembourg et l'Autoroute A30 (actuelle RN 52 en Meurthe-et-Moselle), portant désenclavement du Bassin de l'Alzette. Le tracé réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Général de la Moselle est une route nouvelle à 2x2 voies depuis la limite départementale jusqu'à la frontière luxembourgeoise, avec la création de trois carrefours plans.

2 - Motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique

La réalisation d'une voie nouvelle de liaison entre Belval (Luxembourg) et l'A30 répond à plusieurs objectifs décrits ci dessous vise les objectifs suivants :

- Répondre à la forte demande de déplacement qui sature le réseau actuel,
- Améliorer les échanges entre la France et le Luxembourg (qui sont principalement des déplacements domicile ↔ travail),
- Délester les traversées d'agglomérations de l'important trafic de transit,
- Accompagner le développement économique du secteur avec notamment la desserte du site de Micheville et des zones de réhabilitation du site de Belval,
- Augmenter la sécurité des usagers par une voie nouvelle répondant aux règles de sécurité en vigueur,
- Améliorer le cadre de vie dans les traversées d'agglomération et la sécurité des populations locales (enfants, piétons...).

La réalisation des objectifs définis ci avant peut être assurée dans le respect de l'environnement et des textes législatifs en vigueur suivant les modalités exposées dans le dossier d'enquête et présentées lors de la concertation officielle faite dans le cadre de l'enquête préalable à la déclaration publique et lors des réunions de consultation.

L'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 24 février 2005 confirme la régularité du déroulement de la concertation et le bien fondé d'un tel projet (la recommandation d'étendre le projet à la réalisation d'une liaison entre le carrefour RD 26/RD 26c et la RN 52 s'applique au tracé réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Département de la Meurthe-et-Moselle).

La déclaration de projet du maître d'ouvrage détaille les réponses apportées dans l'intérêt général par l'opération aux insuffisances actuelles relevées dans le secteur.

Il résulte que l'ensemble de ces motifs et considérations fondent l'utilité publique du projet de liaison BELVAL vers l'Autoroute A30 portant désenclavement du Bassin de l'Alzette.

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour

METZ, le 6 juillet 2005

Le Préfet,
Bernard HAGELSTEEN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	609
CABINET DU PREFET	609
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	609
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	610
PREMIER BUREAU.....	610
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE AUBOUE, BRIEY, HOMECOURT, JOEUF, MOINEVILLE, MOUTIERS ET VALLEROY	610
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	611
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	611
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	611
QUATRIEME BUREAU.....	611
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DE DIRECTION DU GROUPEMENT DEPARTEMENTAL DE L'APPRENTISSAGE DU B.T.P	611
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	612
CINQUIEME BUREAU.....	612
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA ROANNE DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT RD 70 A COURBESSEAU	612
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE DONCOURT-LES-CONFLANS A AMENAGER TROIS PLANS D'EAU DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU RUISSEAU DE ROUGEWALD AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	613
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL LES TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'AMENAGEMENT DES COURS D'EAU ET DES PLANS D'EAU DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT, AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6, L 211-7 ET L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	614
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONFORTEMENT DE 3 PILES DU PONT SUPPORTANT LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 77 TOUL - CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, COTE RIVE DROITE DE LA RIVIERE MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	617
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE "LE WOIGOT" DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE NATIONALE N° 43 A BRIEY	618
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE "LE WOIGOT" DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE NATIONALE N° 43 A MOUTIERS	619
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A JAILLON ET AVRAINVILLE SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION	620
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI N° 92-3 DU 3 JANVIER 1992 SUR L'EAU (JO DU 9 AOUT 1996)	621
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE BONNE FONTAINE 1 ET 2 ET DE L'ETANG PAR LA COMMUNE D'ALLAMPS B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	624
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	627
TROISIEME BUREAU	627
ARRETE N° DRLP3/AG/05-03 PORTANT AGREMENT D'UNE ASSOCIATION POUR LA DOMICILIATION POSTALE DES DEMANDEURS D'ASILE « CIMADE 54 »	627
QUATRIEME BUREAU.....	628
DESIGNATION D'UN EXPERT POUR EFFECTUER LES VISITES TECHNIQUES PERIODIQUES DES ENSEMBLES DENOMMES « PETITS TRAINS ROUTIERS »	628
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	628
PREMIER BUREAU.....	628
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES FONTAINES DU MADON	628
DEUXIEME BUREAU.....	629
ARRETE REGLANT LE BUDGET PRIMITIF 2005 DE LA COMMUNE DE VAUDEVILLE	629
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	630
ARRETE DU 7 JUIN 2005 ARRETANT LE BUDGET 2004 DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE SAINT-MAURICE-AUX-FORGES	630
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	631
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	631
DELIBERATION N° 39/2005 DU 2 JUIN 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYEN 2003-2007 DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT	631
DELIBERATION N° 40/2005 DU 2 JUIN 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYEN 2002-2006 DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	631
DELIBERATION N° 41/2005 DU 2 JUIN 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYEN 2003-2007 DE LA MAISON HOSPITALIERE SAINT-CHARLES DE NANCY	632

DELIBERATION N°42/2005 DU 26 MAI 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007 DU CENTRE HOSPITALIER ST-JACQUES DE DIEUZE	632
DELIBERATION N°43/2005 DU 26 MAI 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DU CENTRE HOSPITALIER « SAINT NICOLAS » DE SARREBOURG	632
DELIBERATION N°44/05	633
DELIBERATION N° 45/05	633
DELIBERATION N°46/05	633
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	634
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	634
ARRETE N° 13 DU 9 JUIN 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON	634
<i>POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE</i>	634
ARRETE DDASS / SOLIDARITE - AUTONOMIE / N° 2061 AUTORISANT LA SARL EMMANUEL HERE A GIRAUMONT A TRANSFORMER LA MAISON DE RETRAITE DE GIRAUMONT EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES	634
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / AES / N° 2126 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE GIRAUMONT	635
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	636
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	636
ARRETE 2005/DDE/039/CDER	636
ARRETE 2005/DDE/045/CDER	636
ARRETE 2005/DDE/046/CDER	637
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	638
AVIS	638
ARRETE N° 05 DE 004 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE GELLENONCOURT EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	638
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE ...	638
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCEMENT SECONDAIRE	638
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	639
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE CHOLOY-MENILLOT	639
NAVIGATION DU NORD-EST	639
<i>VOIES NAVIGABLES DE FRANCE</i>	639
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR	639
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE	640
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE	641
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE	641
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	642
DECISION N° 42/DIR/2005 METTANT FIN AUX DIFFERENTES DELEGATIONS DE SIGNATURE	642
DECISION N° 44/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARTINE HALTER	642
DECISION N° 45/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADEMOISELLE VALERIE BOESCH	643
DECISION N° 46/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHANTAL BOULANGER	643
DECISION N° 47/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME ANNE-MARIE DECKER	643
DECISION N° 48/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MAURICETTE BASTIEN	644
DECISION N° 49/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME EDITH DUFAY	644
DECISION N° 50/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME VERONIQUE MATZ	644
DECISION N° 51/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME NATHALIE THILLY	645
DECISION N° 52/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARTINE HALTER	645
DECISION N° 53/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADEMOISELLE VALERIE BOESCH	645
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	645
DECISION N° 010/05 DE DELEGATION DE SIGNATURE	645
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	647
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	647
DECISION HABILITANT MONSIEUR MARC BURG, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE, A GERER LES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OBJECTIF 2 LORRAINE 2000/2006	647
DECISION HABILITANT MADAME FRANÇOISE GABRION, ATTACHEE PRINCIPALE A LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE, A GERER LES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OBJECTIF 2 LORRAINE 2000/2006	647

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

VU le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

VU le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 modifié relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2003 fixant les modalités des consultations des personnels organisées en vue de déterminer la représentativité des organisations syndicales au sein des comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU la circulaire INT/C/99/00102/C du 26 avril 1999 concernant les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités d'hygiène et de sécurité départementaux de la police nationale ;

VU les résultats des élections des représentants au comité technique paritaire départemental de la police nationale du 17 au 20 novembre 2003 ;

VU les propositions des organisations syndicales ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER : La composition du comité d'hygiène et de sécurité des services de la police nationale est modifiée comme suit :

a/ représentants de l'administration

TITULAIRES

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le directeur du service régional de police judiciaire
- M. le commandant de la CRS 39

SUPPLEANTS

- M. le sous-préfet, directeur de cabinet
- M. le commissaire central de Nancy
- M. le directeur départemental de la police aux frontières
- M. le directeur départemental des renseignements généraux

b/ représentants désignés par les organisations syndicales

CORPS DE COMMANDEMENT ET D'ENCADREMENT

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.O.P.	GRIMONT BENOIT CSP NANCY	RAIMONDI Giovanni SRPJ NANCY

CORPS DE MAITRISE ET D'APPLICATION

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
ALLIANCE	AUBERT JEAN-FRANÇOIS CSP NANCY	BEAUCHARD Christophe CRS 39
	DEHAMEAU PHILIPPE CSP LONGWY	PARMENTIER ALBAN CSP LONGWY
	SCHEMMELE ALEXANDRA CSP NANCY	MIGNOT ERIC CSP NANCY
S.N.P.T.	ZIMMERMANN DENIS CSP BRIEY JOEUF	DALIER Guy CSP NANCY

REPRESENTANTS DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.I. P.A.T.	MORLOT Régine CSP PONT A MOUSSON	BRENDE DENISE SRPJ NANCY

ARTICLE 4 : Un recours contre cet arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le tribunal administratif de Nancy.

ARTICLE 5 :

- ♦ M. le sous-préfet, directeur de cabinet,
- ♦ M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- ♦ M. le directeur départemental des renseignements généraux,
- ♦ M. le directeur départemental de la police aux frontières,
- ♦ M. le directeur du service régional de police judiciaire,
- ♦ M. le commandant de la CRS 39,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du présent comité.

NANCY, le 3 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE AUBOUÉ, BRIEY, HOMECOURT, JOEUF, MOINEVILLE, MOUTIERS ET VALLEROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;

Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy ;

Vu les avis des maires de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy;

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

AR R E T E

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions applicables du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Jœuf, Moineville, Moutiers et Valleroy. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié :

aux Maires des communes concernées,

au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 6 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 23 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SASU Euro Dépôt Immobilier, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension d'un magasin de bricolage de 1 560 m² à l'enseigne BRICO DEPOT à ESSEY-LES-NANCY - ZAC de la Porte Verte portant la surface totale de vente à 8 160 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Équipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 23 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SA DISPORT et par la SA GNC Holding, en qualité d'exploitant et de propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne DEVIANNE à HOUEMONT d'une surface de vente de 973 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Équipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 23 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI Les Chataigniers, en qualité de future propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin de bricolage-jardinage à l'enseigne BRICOMARCHE à LONGUYON d'une surface de vente de 3 074,70 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGUYON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Équipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

QUATRIEME BUREAU

ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DE DIRECTION DU GROUPEMENT DEPARTEMENTAL DE L'APPRENTISSAGE DU B.T.P

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 27 juillet 1942 relative à l'organisation de l'apprentissage dans les entreprises,

VU l'arrêté du 15 juin 1949 du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

VU l'arrêté du 2 décembre 1994 du ministre de l'éducation nationale relatif au comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics,

VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2003,

SUR proposition de la Fédération Départementale du Bâtiment et du Groupement Départemental de l'Apprentissage du B.T.P de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral du 17 novembre 2003 est abrogé.

ARTICLE 2 : Madame Rachel PELLE est nommée membre titulaire du conseil de direction du Groupement Départemental de l'Apprentissage du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle, en qualité de représentante de la Fédération Départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Yann CHAPPELLE.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, ainsi qu'à M. le directeur du Groupement Départemental de l'Apprentissage du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle et publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 28 juillet 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA ROANNE
DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT RD 70 A COURBESSEUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du 11 mars 2005, relative à l'autorisation de réparer le pont de la route départementale 70 sur le ruisseau de la ROANNE à COURBESSEUX;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 20 avril 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 mai 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à COURBESSEUX, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la ROANNE nécessaires à la réfection du pont RD 70.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de COURBESSEUX, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau de la ROANNE.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- assécher la zone de travail travée par travée, par aménagement de merlons temporaires;

- démolir le radier détérioré existant;
- réaménager un radier au droit de l'ouvrage d'art ;
- remettre en état les parties basses des culées et piles ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de la ROANNE, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10- PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE, Monsieur le Maire de la commune de COURBESSEUX, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au permissionnaire et affichée en mairie de COURBESSEUX.

Copie transmise pour information à :

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,

M. le Chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 13 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE DONCOURT-LES-CONFLANS A AMENAGER TROIS PLANS D'EAU
DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU RUISSEAU DE ROUGEWALD AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement;

VU la demande du 23 novembre 2004 déposée par le Maire de DONCOURT-LES-CONFLANS, à l'effet d'être autorisé à réaliser les installations, ouvrages, travaux et activités liés à l'édification de trois plans d'eau, dans le cadre de l'aménagement de la vallée du ruisseau de ROUGEWALD, au titre du code de l'environnement;

VU l'arrêté préfectoral du 07 février 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, préalable à la réalisation du projet précité, en commune de DONCOURT-LES-CONFLANS;

Considérant que le dossier enquête est resté 26 jours en mairie concernée par le périmètre d'enquête ;

VU l'avis du commissaire enquêteur le 23 mars 2005 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 17 mai 2005 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 mai 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

La commune de DONCOURT-LES-CONFLANS est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre de l'édification de trois plans d'eau, et de l'aménagement de la vallée du ruisseau de ROUGEWALD.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les ouvrages et travaux seront réalisés à DONCOURT-LES-CONFLANS sur les parcelles communales suivantes : ZP 36, Côte de Beuheuil ; ZO 13 et ZO 14, Chemin de Bruville ; ZO 2, La Grande Flèche ; ZP 37, La Taupine.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET TRAVAUX

Les installations, ouvrages, travaux et activités seront exécutés conformément au projet soumis à enquête publique.

Outre les accès au site (chemins, parkings) et aménagements d'espaces verts de détente, les ouvrages consistent en l'aménagement en fond de vallée de 3 plans d'eau successifs équipés de dispositifs de vidange (moines) et de déversoirs de crues empierrés et canaux de fuite :

- Plan d'eau n° 1 (amont) en barrage des ruisseaux de TAGNON et ROUGEWALD : Superficie en eau de 11 500 m² à la cote maximale 216,35 m ; profondeur 3 m au maximum (vanne de fond à la cote 216,35 m) et 2,25 m en moyenne ; digue (217,05m en crête , volume 1 998 m³) en matériau argileux compacté, ancrée sur assise imperméable décapée, engazonnée, munie d'un perré anti-batillage.

- Plan d'eau n°2 intermédiaire) en barrage du ruisseau de ROUGEWALD : Superficie en eau de 14 500 m² à la cote maximale 210,80 m ; profondeur 2 m au maximum (vanne de fond à la cote 208,80 m) et 1,70 m en moyenne ; digue (211,5 m en crête, volume 1 295 m³) en matériau argileux compacté, ancrée sur assise imperméable décapée, engazonnée, munie d'un perré anti-batillage.

- Plan d'eau n°3 (aval) en dérivation du ruisseau de SAINT-MARCEL à proximité de sa confluence avec le ruisseau de ROUGEWALD : Superficie en eau de 11 200 m² à la cote maximale 208,70 m ; profondeur 1,65 m au maximum (vanne de fond à la cote 207,05 m) et 1,50 m en moyenne ; digue (209,40 m en crête, volume 3 000 m³) en matériau argileux compacté, ancrée sur assise imperméable décapée, engazonnée, munie d'un perré anti-batillage.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution des ruisseaux et prévenir les désordres susceptibles de nuire à la faune (poisson notamment) et à la flore aquatiques.

Les ouvrages, les plans d'eau, les ruisseaux et fossés au droit de l'emprise de la zone aménagée seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le débit minimal des ruisseaux, entre les ouvrages de prise et de restitution des eaux, ne devra pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau.

Les eaux restituées aux ruisseaux devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction du poisson.

La vidange des plans d'eau se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau ou à des tiers.

L'introduction des espèces mentionnées à l'article L 432-10 du code de l'environnement est interdite.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURE DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX : SURVEILLANCE

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du Service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au Service Régional de l'Archéologie (6 place de Chambre - 57045 METZ CEDEX 1 - Tél 03.87.56.41.10) soit directement, soit par l'intermédiaire de la Préfecture, en application de l'article L 531-14 du code du patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du Code pénal.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet de MEURTHE & MOSELLE et soumise à autorisation préalable.

ARTICLE 10 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

M. le Sous-Préfet de Briey,

M. le Maire de la commune de Doncourt-les-Conflans,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE & MOSELLE et affiché en mairie de Doncourt-les-Conflans.

NANCY, le 13 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL

LES TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'AMENAGEMENT DES COURS D'EAU ET DES PLANS D'EAU DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT,
AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6, L 211-7 ET L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural et particulièrement les articles L151-36 à L 151-40, et R 151-40 à 151-50,

VU le code de l'environnement et particulièrement les articles L 214-1 à L 214-6, L 211-7 et L 432-3,

VU les décrets d'application n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés et 93-1182 du 21 octobre 1993 pris en application des articles du code de l'environnement cités ci-dessus,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU la demande déposée le 23 juin 2004 par Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot,

VU l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général et à la demande d'autorisation des travaux précités ;

VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairies de BRIEY, MANCE, MANCIEULLES, TUCQUEGNIEUX, MAIRY-MAINVILLE, BETTAINVILLERS, TRIEUX, LANTEFONTAINE et AVRIL,
 VU les conclusions émises par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 novembre au 22 décembre 2004 dans les communes de BRIEY, MANCE, MANCIEULLES, TUCQUEGNIEUX, MAIRY-MAINVILLE, BETTAINVILLERS, TRIEUX, LANTEFONTAINE et AVRIL,
 VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 2 février 2004,
 VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 26 juillet 2004,
 VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement du 7 octobre 2004,
 VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 17 mai 2005,
 Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ,

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Le Syndicat Intercommunal de mise en œuvre du Contrat de Rivière Woigot est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés conformément aux dispositions des articles L 214-1 à L 214-6, L 211-7 et L 432-3 du Code de l'Environnement.

Désignation Intervention ou Travaux	Rubrique Décret 93-743	Régime
Ouvrages, installations entraînant une différence de niveau de 35 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation, ou une submersion d'une des rives d'un cours d'eau	2.4.0	AUTORISATION
Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 2.5.5, ou conduisant à la dérivation ou au détournement d'un cours d'eau	2.5.0	AUTORISATION
Ouvrage, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant un obstacle à l'écoulement des crues	2.5.3	AUTORISATION
Vidanges d'étangs ou de plans d'eau, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L. 231-6 du code rural, hors plans d'eau mentionnés à l'article L. 231-7 du même code:	2.6.2	AUTORISATION
Travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau,	6.1.0	AUTORISATION

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier Police de l'eau déposé par le pétitionnaire. Cependant un aménagement consistant à créer un mouvement d'eau au niveau du pont des Tanneurs à BRIEY devra être prévu à l'appui d'une étude sommaire proposée par le pétitionnaire, qui en démontrera l'efficacité.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION**2.1 - DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT**

Le secteur d'étude comprend (annexe n°1):

- Le WOIGOT et trois de ses affluents notables qui sont le ruisseau de la Vallée, le ruisseau des Froides Fontaines et le Grand Ru,
- Quelques affluents de petite taille : le ruisseau des Rouaux, le ruisseau de Prél, le Nouillant affluent du ruisseau des Froides Fontaines, le ruisseau des Prés et le Multat affluent du Grand Ru,
- Trois cours d'eau ne faisant pas partie du bassin du Woigot : la Cuvelle, le Chevillon et le ruisseau de Séchevaux,
- Quatre plans d'eau situés à Trieux, Tucquegnieux et Briey.

Les travaux consisteront à :

- Restaurer la végétation rivulaire et les cours d'eau dans leur ensemble (enlever les embâcles, élaguer les branches qui menacent de chuter, tailler et recéper la végétation des berges, éliminer les rémanents végétaux et les déchets de toute nature,
- Gérer les ouvrages hydrauliques (modification des caractéristiques des ouvrages pour lutter contre les inondations et remise en état des ouvrages non stables),
- Améliorer la qualité piscicole (création de passes à poissons et création de zones de frai),
- Mettre en valeur l'aspect paysager et pédagogique des plans d'eau (amélioration de l'accessibilité),
- Restaurer des plans d'eau envasés.

Ce programme de travaux se déroulera sur 3 années (annexe n°2).

2.2 - IMPACTS

Même si à terme les travaux auront une incidence positive sur le milieu (amélioration des écoulements, amélioration des fonctions biologiques), ces derniers auront cependant des effets temporaires sur les différents cours d'eau et plans d'eau.

Impacts lors des travaux préparatoires et de la phase chantier

- Travaux de restauration de la végétation : augmentation de la turbidité,
- Travaux de curage : dispersion de fines dans le cours d'eau,
- Travaux d'aménagement d'ouvrages et de passes à poissons : augmentation de la turbidité par l'intervention d'engins dans le lit des cours d'eau,
- Travaux de colmatage et d'aménagement de frayère : la mise en place de matériaux au fond du lit du cours d'eau provoquera une augmentation de la turbidité et la modification du milieu.

Mesures d'accompagnement protection du milieu

La sectorisation des travaux permettra de limiter les perturbations sur la faune et la flore.

- Travaux de restauration de la végétation : incidence ponctuelle et localisée,
- Travaux de curage : pêche avant vidange, évacuation lente des eaux, mise en place d'un filtre pour limiter le départ de fines, séchage des boues avant le curage, rempoissonnement après remise en eau, évacuation des déchets dans des décharges agréées par le maître d'œuvre,
- Travaux d'aménagement d'ouvrages et de passes à poissons : chantier réalisé en période de basses eaux et hors période de frai, circulation limitée d'engins dans le lit des cours d'eau, mise en place d'un système de filtre des fines en aval des travaux, évacuation des déchets dans des décharges agréées par le maître d'œuvre,
- Travaux de colmatage et d'aménagement de frayère : chantier réalisé en période de basses eaux et hors période de frai, mise en place de matériaux au fond du lit du cours d'eau provoquera une augmentation de la turbidité et la modification du milieu

Etat futur après travaux et résorption des effets transitoires

- Travaux de restauration de la végétation et aménagements piscicoles: rajeunissement de la végétation, densification de la ripisylve, amélioration des potentialités de frai, franchissement piscicole,
- Travaux de curage : limitation du phénomène d'eutrophisation.

ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX**3.1 - GENERALITES**

Les travaux seront conduits avec le souci permanent de ne pas aggraver l'écoulement des crues éventuelles et de préserver les milieux aquatiques. Les travaux auront une durée maximale de quatre ans à partir de la notification du présent arrêté.

3.2 - LIBRE ECOULEMENT DES EAUX

Les travaux seront entrepris à partir de la notification du présent arrêté si l'hydrologie des cours d'eau le permet.

Le permissionnaire prendra contact avant le démarrage des opérations en rivière avec la DIREN Lorraine, afin de mettre en place un dispositif de surveillance des débits des cours d'eau.

3.3 - RELATION AVEC LES SERVICES CHARGES DE LA POLICE DES EAUX ET DE LA PECHE

Quinze jours au moins avant le démarrage des travaux, le permissionnaire sera tenu de prévenir par écrit les Services chargés de la Police des Eaux et de la Pêche, et en particulier les garde-pêche du C.S.P., les Fédérations Départementales des Pêcheurs de Meurthe et Moselle et de Moselle, ainsi que les Sociétés de Pêche concernées de toute intervention dans le lit mineur de l'Orne.

Les représentants de ces services ou associations fixeront notamment les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

3.4 - PRESEVATION DU MILIEU AQUATIQUE

Toute précaution sera prise pour éviter les déversements polluants dans la rivière ainsi que dans la nappe alluviale. Ainsi, tous les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Toutes précautions seront prises pour éviter dans la mesure du possible la pollution mécanique créant des relargages de matières en suspension dans l'eau. Le mode d'exécution retenu pour les travaux devra privilégier les méthodes d'intervention qui minimisent la présence et la circulation d'engins dans le lit de la rivière.

Les détails d'exécution du programme prévisionnel d'intervention feront l'objet d'une concertation préalable des Services chargés de la Police des Eaux et de la Pêche, et en particulier les garde-pêche du C.S.P., les Fédérations Départementales des Pêcheurs de Meurthe et Moselle et de Moselle, ainsi que les Sociétés de Pêche.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister.

ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DE L'OUVRAGE**4.1 - SURVEILLANCE DES OUVRAGES PROVISOIRES - SECURITE DES CHANTIERS**

Le permissionnaire interdira pour toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux par tout dispositif physique approprié. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

La sécurité des ouvriers et personnel de chantier sera assurée par le permissionnaire et comprendra notamment une information systématique de chacun sur les dangers potentiels, des dispositifs d'alerte permettant de faire évacuer les zones endiguées dès la détection de toute anomalie.

4.2 - RISQUE INONDATION

Le permissionnaire prendra ses dispositions pour connaître à tout moment la valeur du débit de l'Orne à la station hydrométrique la plus proche.

La périodicité de prise en compte de ces débits sera adaptée à l'évolution prévisionnelle des apports du bassin versant suivant les indications qui seront fournies par les services compétents auprès desquels le permissionnaire est tenu de s'informer.

En toute circonstance, y compris en cas de chantier interrompu quelle qu'en soit la cause, le permissionnaire prendra toutes ses dispositions pour mettre en œuvre les dispositions de l'article 3.2 précédent.

ARTICLE 5 : ECHEANCIER DES INTERVENTIONS

Les opérations seront réalisées dans l'ordre chronologique prévu suivant les indications portées dans le dossier accompagnant la demande d'autorisation.

ARTICLE 6 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

En cas d'incident, le permissionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article L211-5 du code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'Administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent Arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages et travaux doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet concerné par leur situation.

ARTICLE 10 : RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 11 : PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ,

Monsieur le Président du syndicat intercommunal de mise en œuvre du contrat de rivière Woigot,

Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la forêt,,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de BRIEY, MANCE, MANCIEULLES, TUCQUEGNIEUX, MAIRY-MAINVILLE, BETTAINVILLERS, TRIEUX, LANTEFONTAINE et AVRIL.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche et à la Fédération de la Pêche des départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 15 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les annexes 1 et 2 au présent arrêté peuvent être consultées à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Actions Interministérielles - Bureau de l'Environnement - 6 rue Sainte-Catherine - 54038 NANCY CEDEX.

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONFORTEMENT DE 3 PILES DU PONT
SUPPORTANT LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 77 TOUL - CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, COTE RIVE DROITE DE LA RIVIERE MOSELLE
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHAUDENEY- SUR-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le décret n° 91-796 du 20 août 1991 confiant à Voies navigables de France la gestion du domaine public fluvial de l'Etat, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 ;

Vu la demande déposée par le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 28 avril 2004 ;

Vu l'avis favorable du gestionnaire du domaine public fluvial en date du 14 mai 2004 ;

Vu le rapport du Service Interrégional de la Navigation du 27 avril 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 17 mai 2005 ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

Rubrique 2-5-0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : *"Modification du profil en long ou en travers d'un cours d'eau"* **AUTORISATION** Durée prévisionnelle : de juin 2005 au 15 octobre 2005

Rubrique 2-5-3 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : *"Ouvrages dans le lit mineur constituant un obstacle à l'écoulement des crues"* **AUTORISATION** Durée prévisionnelle : de juin 2005 au 15 octobre 2005

Les travaux consistent à conforter 3 piles du pont supportant la route départementale n°77 TOUL - CHAUDENEY-SUR-MOSELLE et franchissant la rivière Moselle sur le territoire de la commune de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE. Ces travaux nécessitent une autorisation temporaire en regard de l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau. Ces travaux sont dispensés d'enquête publique.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Les travaux seront réalisés avec le souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux, les berges de la Moselle et le milieu aquatique.

2.1 - Description de l'aménagement

Les travaux consistent en un confortement des piles 4, 5, 6 côté rive droite de la Moselle, à l'appui de barres de précontrainte noyées dans du béton projeté sur une épaisseur d'environ 10 centimètres environ. Ces barres seront fixées à leur extrémité dans les becs avant et arrière des piles.

Les avants et arrières becs de ces 3 piles seront également confortés par du béton.

Pour la réalisation de ces travaux, des installations provisoires sont nécessaires :

- Une piste de chantier provisoire, d'une largeur minimale de 3 mètres, sera créée en rive droite dans le lit mineur de la rivière Moselle, à partir du chemin situé sous la ligne SNCF sur une longueur d'environ 60 mètres.

- De même qu'une digue en terre, ceinturant les 3 piles et comprenant la piste d'accès, sera réalisée pour permettre des travaux en assec.

Ces installations font l'objet du présent arrêté.

2-2 - Impacts sur la qualité de l'eau, la faune et la flore

Le pétitionnaire apportera une attention toute particulière à la mise en place du béton afin que les éventuelles pertes de laitance de ce béton ne polluent pas les eaux de la Moselle et par voie de conséquence, les puits de prélèvement en eau potable Ranney (1 et 2) et Champagne.

Il devra prendre toutes dispositions pour minimiser les entraînements de matières en suspension dans l'eau de la Moselle à l'aval du chantier afin d'éviter de perturber l'exploitation des prélèvements en eau potable.

Les engins de chantier devront être stationnés en dehors du lit de la Moselle hors période d'activité du chantier.

Le ravitaillement en carburant des engins devra s'effectuer hors du lit. Des dispositions particulières seront adoptées pour éviter tout écoulement sur le sol ou dans l'eau.

ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX

3-1 - Libre écoulement des eaux

Les travaux seront entrepris à compter de juin 2005 si l'hydrologie de la rivière le permet. Ils s'achèveront le 15 octobre 2005.

Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux, de la DIREN Lorraine, service d'annonce des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Moselle.

3-2 - Relations avec les services chargés de la gestion du domaine public fluvial, de la police de l'eau et de la pêche

Huit jours avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir par écrit le directeur interrégional de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Voies Navigables de France, gestionnaire de la rivière Moselle ainsi que le service chargé de la police de l'eau et de la pêche, le chef de la brigade des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle, la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ainsi que le locataire du bail de pêche.

Le chef de la brigade des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle et le président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES

4-1 - Surveillance des ouvrages provisoires - Sécurité du chantier

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

ARTICLE 5 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie des communes de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE et de TOUL.

ARTICLE 8 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur de la Navigation du Nord-Est, les maires des communes de CHAUDENEY-sur-MOSELLE et de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Une copie sera adressée pour information à :

Mme la Sous-Préfète de Toul ;

Monsieur le Chef de la Mission InterServices de l'Eau du département de Meurthe-et-Moselle ;

Monsieur le directeur régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

Monsieur le directeur de la Société Hydroélectrique de Moselle ;

Monsieur le président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 15 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE "LE WOIGOT"
DANS LE CADRE DE LA REFLECTION DU PONT DE LA ROUTE NATIONALE N° 43 A BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret n° 93-742 modifié du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande de M. le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle;

VU le Rapport de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 25 avril 2005 ;

CONSIDERANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 17 mai 2005 ;

SUR les propositions de M. le Secrétaire Général ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE

M. le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle est autorisé à procéder aux travaux de réparation du pont de franchissement de la rivière "Le Woigot" sur la route nationale n°43 à BRIEY dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages dans le lit de la rivière "Le Woigot" consisteront à :

- démolir le tablier,
- reconstruire le tablier par la mise en place de dalles préfabriquées,
- remettre en état l'étanchéité du tablier,
- mettre en place des garde-corps,
- rejoiner les parties maçonnées,
- remplacer les moellons abîmés.

Ces travaux rendent nécessaire la mise en place d'une passerelle provisoire en profilés métalliques reposant sur des massifs béton pour permettre le franchissement de la rivière par les piétons.

ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Le président de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique du secteur sera informé du commencement des travaux.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

ARTICLE 9 -

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de M. le préfet de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 10 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

M. le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY,

M. le Maire de BRIEY,

M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au pétitionnaire et affichée en mairie de BRIEY.

Copie pour information à :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

NANCY, le 15 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE "LE WOIGOT"
DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE NATIONALE N° 43 A MOUTIERS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié, pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret n° 93-742 modifié du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

VU la demande de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle du 20 décembre 2004 ; ;

CONSIDERANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique,

Vu le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Équipement du 25 avril 2005,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 17 mai 2005,

SUR les propositions du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE

M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle est autorisé à procéder aux travaux de réparation du pont de franchissement de la rivière "Le Woigot" sur la route nationale n°43 à MOUTIERS dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages dans le lit de la rivière "Le Woigot" consisteront à :

Sur la structure :

- démolir et reconstruire l'encorbellement,
- traiter les fers mis à nu,
- réparer les avaries de l'intrados,
- combler l'affouillement en aval de l'ouvrage par enrochements.

Sur la superstructure :

- remettre en état l'étanchéité du tablier,
- remplacer les bordures existantes,
- poser 3 fourreaux en attente,
- mettre en place des garde-corps,
- reprendre les enrobés,
- mettre en œuvre un joint de dilatation.

ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Le président de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique du secteur sera informé du commencement des travaux.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

ARTICLE 9 -

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de monsieur le préfet de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 10 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Mme le Maire de MOUTIERS,

M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au pétitionnaire et affichée en mairie de MOUTIERS.

Copie pour information à :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

NANCY, le 15 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS
DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
A JAILLON ET AVRAINVILLE SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement (art. 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau);

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le dossier de la Commune de JAILLON relatif à la réalisation de travaux de collecte et de transport des eaux usées de JAILLON et AVRAINVILLE et, à la réalisation, à JAILLON, d'une station d'épuration;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de la déclaration ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 15 avril 2005 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 mai 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le Maire de la Commune de JAILLON concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées de JAILLON et d'AVRAINVILLE et d'une station d'épuration, à JAILLON, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO₅ - Déclaration ;

5.2.0. (2°) - Déversoir d'orage situé sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration ; (1 déversoir à JAILLON concerné).

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 550 équivalents - habitants sur le territoire de JAILLON (parcelles n° 10 et 11 / Section ZE) ;

- l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par cultures fixées sur support fin (infiltration-percolation sur sable).

Le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le TERROUIN par l'intermédiaire d'une conduite d'évacuation;

- l'aménagement de 4 déversoirs d'orage sur les réseaux d'égout et de 3 postes de refoulement.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.

Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
Le déclarant devra, dans un délai de 2 (deux) ans après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.
4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité aux stations de refoulement mises en place sur le réseau ; les stations de refoulement doivent être conçues pour éviter les fuites vers le milieu naturel ; si celles-ci sont équipées de surverses, des mesures seront prises pour enregistrer les événements et en mesurer l'importance.
5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	70 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

6. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet et au service chargé de la police de l'eau tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le Secrétaire Général,

Madame la Sous-Préfète de TOUL,

Messieurs les Maires des communes de JAILLON et d'AVRAINVILLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE & MOSELLE et affiché en mairies de JAILLON et d'AVRAINVILLE.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement de Lorraine,

Monsieur le chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 15 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

Arrêtent :

Art. 1 - Objet - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5), mais inférieur à 120 kg de DBO5 ;
- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

CHAPITRE I

Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier

SECTION 1

Conception et implantation

Art. 2 - Dispositions générales - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

SECTION 2

Rejet

Art. 3 - Protection du milieu naturel - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;

2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;

3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

SECTION 3

Entretien des installations et élimination des boues et des graisses

Art. 7 - Entretien - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

Art. 8 - Destination des boues et des graisses - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;

- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

CHAPITRE II

Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993

SECTION 1

Conception

Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;

- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;

- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;

- les apports d'eaux parasites résiduelles.

Art. 11 - Raccordements - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

SECTION 2

Obligations de résultat

Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

SECTION 3

Implantation

Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 17 - Protection contre les crues - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

SECTION 4

Équipements annexes et préservation du site

Art. 18 - Voie d'accès - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

Art. 19 - Clôture des ouvrages - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

Art. 20 - Protection contre le gel - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

Art. 21 - Bassin d'orage - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

Art. 22 - Dégrillage - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.

SECTION 5

Exploitation, maintenance et contrôle

Art. 23 - Exploitation - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

Art. 24 - Maintenance - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;
- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

Art. 25 - Contrôle des rejets - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO5 : 2 fois par an ;
- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO5 : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO5, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

Art. 27 - Dispositions complémentaires - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE BONNE FONTAINE 1 ET 2 ET DE L'ETANGE PAR LA COMMUNE D'ALLAMPS

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1231-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 24/10/2002 ;

VU la délibération du conseil municipal du 24 août 1995 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du de la source de l'Etange à ALLAMPS ;

VU la délibération du conseil municipal 8 juin 2001 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de Bonne Fontaine à ALLAMPS ;

VU l'arrêté préfectoral du 13/10/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages des sources de BONNE FONTAINE 1 et 2 et de l'ETANGE à ALLAMPS par et en commune d'ALLAMPS

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune d'ALLAMPS .

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1985 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau, sis à ALLAMPS exploité par la commune d'ALLAMPS, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné ;

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 14/01/2005 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 mai 2005 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune d'ALLAMPS dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources de BONNE FONTAINE 1 et 2 et de l'ETANGE à ALLAMPS

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à ALLAMPS

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source BONNE FONTAINE 1	ALLAMPS	B642-645-647	0267-1X-0032	857173	2399926	310 m
Source BONNE FONTAINE 2	ALLAMPS	B628-631-634- 637-6399	0267-1X-0051	857143	2399996	310 m
Source de l'ETANGE	ALLAMPS	A 199 -200-202- 211-212	0267-1X-0058	857015	2401357	325 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 120 m³/j pour l'ensemble des trois sources.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)

- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)

- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage des sources de BONNE FONTAINE 1 et 2 est situé sur le territoire d'ALLAMPS, lieudit "A La Bonne Fontaine". Il regroupe les parcelles B 478, B 483 à 484, B 628 à B 648 pour une surface de 2 ha 60 a 90 ca.

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de L'ETANGE est situé sur le territoire d'ALLAMPS, lieudit "Au Dessus de L'Etange". Il regroupe les parcelles A 199pp, A 200pp, A 202, A 211 pp et A 212pp pour une surface de 24 a 90 ca.

7-2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée des captages des sources de Bonne Fontaine s'étend sur une surface 15 ha 81 a 77 ca sur la commune d'ALLAMPS, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

	Lieudit	Section	Numéro de parcelles
Périmètre de protection rapprochée A	A La Bonne Fontaine	B	462 à 468; 488 ; 489 ; 495 pp ; 496 pp ; 497 à 506 ; 563 ; 567 ;
Périmètre de protection rapprochée B	Les Vignes du Bonnet	B	162 à 250 ; 597
	Les Harmantes	B	253 à 260 ; 288 ; 292 ; 293 ; 598
	Aux Herbues	B	457 ; 458
	A La Bonne Fontaine	B	470 ; 473 à 477 ; 490 à 494 ; 495 pp ; 496 pp ; 507 509 à 511 ; 564; 580 ; 581 ; 649 à 653

Le périmètre de protection rapprochée du captage de la source de L'Etange s'étend sur une surface 18 ha 85 a 29 ca sur la commune d'ALLAMPS, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Lieudit	Section	Numéro de parcelles
Bois d'Allamps	A	3pp ; 4 pp ; 5 pp
Les Gravières	A	175 à 188
Au Dessus de L'Etange	A	200 ; 201 ; 203 à 205 ; 211

7-2 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée des captages des sources de Bonne Fontaine 1 et 2 s'étend sur une surface 25 ha environ.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages et des installations ou de leurs abords sont interdites.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate devront être régulièrement entretenues. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Le périmètre de protection immédiate des sources de Bonne Fontaine devra être traité en prairie de fauche, sans utilisation de produits phytosanitaire ni utilisation d'engrais.

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété de la commune et doivent le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages

8-2 Périmètres de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

➤ En ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :

- la création de forages, puits et captage de sources dans le même aquifère, sauf au bénéfice de la collectivité,
- la création de forage de reconnaissance,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- la réalisation de mares et étangs.

➤ Sont interdits les stockages et dépôts :

- d'ordures ménagères, détritrus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- de produits chimiques,
- d'hydrocarbures et de liquides inflammables,
- de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers),
- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- station d'épuration,
- bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

➤ Sont interdites les canalisations :

- d'eaux usées domestiques collectives,
- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

➤ Sont interdits les rejets liquides :

- d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- d'effluents agricoles,
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

- *Sont interdites les constructions :*
 - d'habitations raccordées ou non à l'assainissement collectif,
 - de campings, caravanings et annexes,
 - de cimetières,
 - d'installations classées,
 - de bâtiments d'élevage et d'engraissement,
 - de silos produisant des jus de fermentation,
- *En ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :*
 - le drainage
 - Le maraîchage, les serres et pépinières,
 - l'épandage de lisier, boues de station d'épuration,
 - le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat,
 - les abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris à moins de 200 m en amont des captages,
 - le pacage des animaux à moins de 100 m en amont des captages,
- *En ce qui concerne les activités forestières sont interdits :*
 - les défrichements,
 - le traitement du bois stocké,
 - les aires de débardage,
 - l'affourage ou l'agrenage de gibier.
- *De plus à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée A des captages de Bonne Fontaine est interdit :*
 - toute culture autre que l'herbe
- *De plus à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée du captage de l'Etange est interdit*
 - l'utilisation de pesticides

A l'intérieur de ces périmètres est réglementé :

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution de la nappe,
- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'altérer la qualité des eaux souterraines.
- les travaux de voirie devront utiliser des matériaux inertes. L'emploi d'herbicide est interdit pour le traitement des accotements,
- les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- les coupes à blanc seront remplacées par des coupes de régénération progressive.

8-3 Périmètre de protection éloignée des captages des sources de Bonne Fontaine 1 et 2 :

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- *En ce qui concerne les travaux souterrains :*
 - pour l'implantation et l'exploitation de carrières, forages et puits, une étude hydrogéologique détaillée devra être effectuée et soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé,
 - l'ouverture de fouilles, tranchées, excavation de plus de 2 m de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions devront être prises pour éviter une pollution de la nappe,
 - le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'affecter la qualité des eaux souterraines,
- *En ce qui concerne les stockages et dépôts :*
 - les dépôts de produits polluants, de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les modalités de contrôle seront définies par l'autorité compétente,
 - les stockages et dépôts d'eaux usées, d'effluents et de tous produits polluants liquides seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspond au stockage. Ces stockages et rétentions seront isolées des eaux pluviales,
 - les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches ; la surverse sera acheminée par canalisation ou fossé étanche, soit en aval des périmètres soit dans un ruisseau pérenne en respectant les autorisations de rejet.
- *En ce qui concerne les constructions :*
 - les travaux de voirie devront utiliser des matériaux inertes et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux pluviales traversant le périmètre de protection éloignée,
 - la création de cimetières, camping ou caravaning, d'installation classée, bâtiment d'élevage ou d'engraissement, de silo produisant des jus de fermentation ou modification d'installation existante sera soumis à l'avis d'un hydrogéologue agréé,
- *En ce qui concerne les activités agricoles :*
 - les épandages seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- *En ce qui concerne les activités forestières:*
 - les coupes à blanc seront remplacées par des coupes de régénération progressive..

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les acquisitions nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate.

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- clôture grillagée de 2 m de hauteur pour le captage de la source de l'Etange.
- clôture agricole et fermeture cadénassée des capots d'accès pour les sources de Bonne Fontaine.
- Les trop pleins devront être équipés d'un clapet ou d'une grille empêchant le cas échéant la pénétration de la petite faune.
- Le captage de Bonnet qui n'est plus utilisé devra être physiquement déconnecté du réseau.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune d'ALLAMPS est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est autorisé à acquérir les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais

ARTICLE 14 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire d'ALLAMPS est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 15- Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 16- Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 17- Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 18-

L'arrêté préfectoral du 27 juillet 1985 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau sis à Allamps exploité par la commune d'Allamps, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné est abrogé.

ARTICLE 19-

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 20 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la Sous-Préfète de TOUL, M. le maire de la commune d'ALLAMPS, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 15 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

TROISIEME BUREAU

ARRETE N° DRLP3/AG/05-03 PORTANT AGREMENT D'UNE ASSOCIATION POUR LA DOMICILIATION POSTALE DES DEMANDEURS D'ASILE « CIMADE 54 »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment son livre VII ;

Vu le décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, notamment son article 14 ;

Vu la circulaire n° NOR/INT/D/05/00014C du 21 janvier 2005 relative aux conditions d'examen des demandes d'agrément des associations assurant la domiciliation des demandeurs d'asile ;

Vu la demande présentée le 16 mars 2005 par l'association « CIMADE 54 » en vue d'obtenir l'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile et l'engagement de respecter le cahier des charges défini en application des dispositions de la circulaire précitée ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle en date du 17 mars 2005 ;

Considérant que l'association précitée, qui a pour objet d'apporter une assistance bénévole aux famille étrangères et aux immigrés dans le département de Meurthe-et-Moselle, a été régulièrement déclarée le 13 avril 1999 à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que l'association précitée dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

Considérant que l'association précitée est affiliée à une structure nationale notoirement connue pour son action en faveur des étrangers ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'association «CIMADE 54 », ayant son siège social 1249 avenue Raymond Pinchard à NANCY est agréée pour la domiciliation postale des demandeurs d'asile dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'association « CIMADE 54 » est tenue d'informer sans délai le Préfet de Meurthe-et-Moselle de tout changement notable de ses modalités de fonctionnement susceptibles de remettre en cause le présent agrément.

ARTICLE 3 : L'association « CIMADE 54 » est tenue de formuler la demande de renouvellement de l'agrément dans un délai de deux mois avant l'échéance fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Le présent agrément pourra être retiré en cas de dysfonctionnements affectant notablement la domiciliation postale des demandeurs d'asile, en cas de malversation ou de changement d'activité de l'association.

L'agrément ne pourra être suspendu ou retiré qu'après que l'association « CIMADE 54 » ait été en mesure de faire valoir ses observations sur les dysfonctionnements constatés.

L'association « CIMADE 54 » pourra à tout moment solliciter le retrait de son agrément.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 6 : Le présent agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article 14 du décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

ARTICLE 7 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « CIMADE 54 » et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 23 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

QUATRIEME BUREAU

DESIGNATION D'UN EXPERT POUR EFFECTUER LES VISITES TECHNIQUES PERIODIQUES DES ENSEMBLES DENOMMES « PETITS TRAINS ROUTIERS »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles R323-1 à R323-26 du code de la route relatif au contrôle technique ;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1997 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus destinés à des usages de tourisme et de loisirs et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 2003 désignant les centres de contrôle de véhicules légers comme expert dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour effectuer les visites techniques périodiques des ensembles dénommés « petits trains routiers », appelés à circuler sur le domaine routier public ;

Vu la demande formulée le 12 mai 2005, par la société NORISKO ;

Vu l'avis favorable émis par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 10 juin 2005 ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2003, sus visé, est complété ainsi qu'il suit :

La STE NORISKO, direction technique et méthodes, dont le siège social est situé les Courrières - 87170 - ISLE est désignée comme expert dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour effectuer les visites techniques périodiques des ensembles dénommés « petits trains routiers », appelés à circuler sur le domaine routier public.

Article 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES FONTAINES DU MADON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2004 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement des fontaines du Madon ;

VU la délibération en date du 24 mars 2005 par laquelle le comité syndical syndicat intercommunal d'assainissement des fontaines du Madon décide de modifier ses statuts ;

Vu les délibérations des conseils municipaux communes suivantes :

BENNEY en date du 18 avril 2005,

LEMAINVILLE en date du 19 mai 2005,

ORMES-ET-VILLE en date du 20 mai 2005,

SAINT-REMIMONT en date du 11 mai 2005,

VAUDIGNY en date du 28 avril 2005 ;

favorables à cette modification statutaire ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation la totalité des communes membres du syndicat s'est prononcée favorablement et que la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'article 2 des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement des fontaines du Madon relatif aux compétences du syndicat est complété comme suit :

" Le syndicat est également habilité à exercer la compétence assainissement, travaux pour le compte des particuliers :

- études et travaux d'assainissement, collecte, transport des eaux usées."

Le reste sans changement.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2: Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat d'assainissement des fontaines du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 23 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les statuts annexés au présent arrêté peuvent être consultés à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau du Conseil aux Elus, du Contrôle de la Légalité et de la Coopération Intercommunale - 1 rue Préfet Claude Erignac - 54038 NANCY CEDEX.

DEUXIEME BUREAU

ARRETE REGLANT LE BUDGET PRIMITIF 2005 DE LA COMMUNE DE VAUDEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 16 mai 2005 en vue du règlement des budgets primitifs pour 2005 de la commune de VAUDEVILLE, ainsi que le budget annexe du service assainissement, suite à la non-adoption de ces documents par le conseil municipal dans sa séance du 25 mars 2005 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 7 juin 2005, reçu en préfecture le 13 juin 2005, proposant de régler les budgets de la commune de VAUDEVILLE ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Le budget primitif de la commune de VAUDEVILLE est arrêté à la somme de 194 662 € (CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE SIX CENT SOIXANTE DEUX EUROS).

ARTICLE 2 - Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement sont respectivement fixées à 109 706 € et 117 190 € et les dépenses et les recettes de la section d'investissement fixées à 76 832 € et 77 472 € sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

A - Section de fonctionnement

Dépenses			Recettes		
011	Charges/caractère général	32 300 €	70	Produits des services/domaine	11 850 €
012	Charges de personnel et assim.	12 060 €	73	Impôts et taxes	23 650 €
65	Charges de gestion courante	52 795 €	74	Dotations et participations	40 610 €
66	Charges financières	3 100 €	75	Autres produits de gestion courante	12 200 €
67	Charges exceptionnelles	500 €			
022	Dépenses imprévues	500 €			
023	Virement à la section d'investissement (ordre)	3 648 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	28 880 €
68	Dotation aux amortissements (ordre)	4 803 €			
Total dépenses		109 706 €	Total recettes		117 190 €
Solde prévisionnel fonctionnement			Solde prévisionnel fonctionnement		+ 7 484 €

A - Section d'investissement

Dépenses			Recettes		
01	Opérations patrimoniales	1 931 €		Opérations patrimoniales	1 931 €
	Déficit reporté		021	Virement de la section de fonctionnement (ordre)	3 648 €
			28	Amortissement des immobilisations (ordre)	4 803 €
			1068	Affectation du résultat	1 090 €
16	Remboursement d'emprunts	12 535 €		Dotations et fonds propres	4 084 €
23	Immobilisations en cours	44 000 €	10	Dotations et fonds propres	4 084 €
27	Prêts et immo financières	4 000 €	27	Remboursement de prêts	4 000 €
020	Dépenses imprévues	4 910 €	13	Subventions d'investissement	19 550 €
			16	Emprunts et dettes	30 000 €
			001	Excédent d'investissement reporté	3 740 €
Total dépenses 67 376 €			Total recettes 72 846 €		
Restes à réaliser (CA 2004) 9 456 €			Restes à réaliser (CA 2004) 4 626 €		
Solde prévisionnel investissement			Solde prévisionnel investissement + 640 €		

ARTICLE 3 - Le budget annexe « assainissement » de la commune de VAUDEVILLE, arrêté à la somme de 47 887 €, comprend des dépenses et des recettes respectivement fixées à 4 123 € et 4 162 € pour la section d'exploitation et à 43 094 € et 43 725 € pour la section d'investissement, ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET ASSAINISSEMENT**A - Section d'exploitation**

Dépenses			Recettes		
011	Charges/caractère général	200 €	70	Produits des services/domaine	3 400 €
012	Charges de personnel et assim.	0 €	73	Impôts et taxes	0 €
65	Charges de gestion courante	2 123 €	74	Dotations et participations	350 €
022	Dépenses imprévues	0 €			
023	Virement à la section d'investissement (pour ordre)	0 €	77	Amortissement de subvention (pour ordre)	412 €
68	Dotation aux amortissements (ordre)	1 800 €	002	Excédent de fonctionnement reporté	0 €
Total dépenses		4 123 €	Total recettes		4 162 €
Solde prévisionnel d'exploitation			Solde prévisionnel d'exploitation		+ 39 €

A - Section d'investissement

Dépenses			Recettes		
16	Remboursement d'emprunts	0 €	10	Dotations et fonds propres	0 €
23	Immobilisations en cours	0 €	13	Subventions d'investissement	0 €
27	Prêts et immo financières	0 €	16	Emprunts et dettes	0 €
02	Dépenses imprévues	500 €	1068	Affectation du résultat	16 184 €
0			021	Virement de la section de fonctionnement (pour ordre)	0 €
	Virement quote-part subvention (pour ordre)	412 €	28	Dotation aux amortissements (ordre)	1 800 €
			001	Excédent d'investissement reporté	7 241 €
Total dépenses		912 €	Total recettes		25 225 €
Restes à réaliser (CA 2004)		42 182 €	Restes à réaliser (CA 2004)		18 500 €
Solde prévisionnel investissement			Solde prévisionnel investissement		+ 631 €

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de VAUDEVILLE et le trésorier d'HAROUÉ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE**ARRETE DU 7 JUIN 2005 ARRETANT LE BUDGET 2004 DE L'ASSOCIATION FONCIERE DE SAINT-MAURICE-AUX-FORGES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 5 août 1911 relative au budget des associations syndicales autorisées ;

VU le décret du 18 décembre 1927 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 21 juin 1865 - 22 décembre 1888, modifiée par le décret du 21 décembre 1926, sur les associations syndicales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le courrier en date du 22 juillet 2004 mettant en demeure le président de l'association foncière de Saint-Maurice-aux-Forges de réunir son bureau sous quinzaine pour voter le budget prévisionnel 2004 ;

VU la délibération de l'association foncière en date du 4 août 2004 fixant la redevance à 107,00 euros HT à l'hectare ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

CONSIDERANT que le budget 2004 de l'association foncière n'a pas été voté ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}. - Le budget 2004 de l'association foncière de Saint Maurice aux Forges est arrêté comme suit :

Section de fonctionnement		
Dépenses		
11	Charges à caractère général	1 491,81
65	Autres charges de gestion courante	857,49
6611	Intérêts des emprunts	1 358,97
668	Frais financiers	822,79
673	Charges exceptionnelles	8,19
23	Virement à la section d'investissement	19 300,00
Total des dépenses		23 839,25
Recettes		
02	Excédent de fonctionnement reporté	4 213,61
7067	Taxes et cotisation syndicales	19 618,77
762	Produits financiers	5,85
778	Autres produits exceptionnels	1,02
Total des recettes		23 839,25

<i>Section d'investissement</i>		
Dépenses		
01	Résultat d'investissement reporté	19 630,61
2315	Installations matériel outillage	681,93
16	Remboursement d'emprunts et dettes	18 618,07
Total des dépenses		38 930,61
Recettes		
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	19 630,61
21	Virement de la section de fonctionnement	19 300,00
Total des recettes		38 930,61

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville et le président de l'association foncière de Saint-Maurice-aux-Forges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 39/2005 DU 2 JUIN 2005

RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYEN 2003-2007 DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L.6114-1 et L.6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement de la Maison Hospitalière de BACCARAT approuvé le 15 novembre 2002 ;

VU la délibération du conseil d'administration de la Maison Hospitalière de BACCARAT relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du 27 avril 2005 ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens de la Maison Hospitalière de BACCARAT permettent :

- l'organisation médicale et l'amélioration de la prise en charge des personnes âgées,
- l'amélioration de la prise en charge des soins palliatifs ;

CONSIDERANT la contribution de la Maison Hospitalière de BACCARAT au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens.

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour la période 2003-2007.

D'autoriser le directeur de l'agence régional de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 40/2005 DU 2 JUIN 2005

RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYEN 2002-2006 DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L.6114-1 et L.6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé approuvé le 27 décembre 2001 ;

VU la délibération du conseil d'administration de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du 10 mai 2005 ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé permettent :

- l'amélioration de la prise en charge des personnes âgées en développant la coordination médicale et en renforçant l'équipe de kinésithérapie,
- d'offrir un dispositif complet de prise en charge ,
- l'amélioration de la qualité d'accueil,
- le renforcement de la prise en charge de la douleur,
- l'implication dans le réseau local gériatrique,
- la définition d'un système d'informations hospitalières,
- la poursuite de la démarche qualité,
- la lutte contre la iatrogénie médicamenteuse,
- la poursuite des démarches d'amélioration des conditions de travail ;

CONSIDERANT la contribution de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens.

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs de l'Hôpital local intercommunal 3H Santé pour la période 2002-2006.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.
La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 41/2005 DU 2 JUIN 2005
RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYEN 2003-2007 DE LA MAISON HOSPITALIERE SAINT-CHARLES DE NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L.6114-1 et L.6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement de la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY approuvé le 15 Juillet 2002 ;

VU la délibération du conseil d'administration de la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du 21 avril 2005 ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens de la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY permettent :

- la création d'un hôpital de jour,
- le développement du service de consultations mémoire,
- le développement de la qualité en service de soins de suite,
- l'amélioration de la sécurité sanitaire et de la lutte contre les maladies nosocomiales,
- le renforcement du service pharmacie ;

CONSIDERANT la contribution de la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens.

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs de la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY pour la période 2003-2007.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°42/2005 DU 26 MAI 2005
RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007 DU CENTRE HOSPITALIER ST-JACQUES DE DIEUZE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement de l'hôpital de DIEUZE approuvé le 19 novembre 2003 ;

VU les délibérations du conseil d'administration de l'hôpital de DIEUZE relatives au projet de contrat d'objectifs et de moyens en date des 23 mars 2004 et 19 janvier 2005 ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens de l'hôpital de DIEUZE permettent :

- la constitution d'une équipe pluridisciplinaire nécessaire à la mise en œuvre et au développement de l'activité de rééducation gériatrique,
- la mise en œuvre d'une activité de soins palliatifs (5 lits),
- l'accompagnement budgétaire dans le cadre de l'acquisition du statut d'hôpital local,
- la mise en place du réseau informatique de l'hôpital ;

CONSIDERANT la contribution de l'hôpital de DIEUZE au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens (32 800 euros) ;

CONSIDERANT l'engagement de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à soutenir l'hôpital local de DIEUZE à l'occasion de la restructuration des bâtiments hospitaliers sous réserve :

- de l'élaboration et de l'approbation d'un programme d'investissement par l'établissement,
- de l'engagement et du financement par les autorités de tarification compétentes de la restructuration des bâtiments de l'U.S.L.D.,

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs de l'hôpital de DIEUZE pour la période 2003-2007.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°43/2005 DU 26 MAI 2005
RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DU CENTRE HOSPITALIER « SAINT NICOLAS » DE SARREBOURG

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du centre hospitalier de SARREBOURG approuvé le 27 décembre 2002 ;

VU la délibération du conseil d'administration du centre hospitalier de SARREBOURG relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du 28 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de SARREBOURG permettent :

- la mise en œuvre des activités prévues dans le projet d'établissement (« niveau 1+ » en pédiatrie, mise en service d'une équipe mobile de soins palliatifs),
- le renforcement des équipes (U.P.A.T.O.U., service de gynécologie obstétrique, site spécialisé en oncologie)
- la mise aux normes du service de stérilisation,
- la mise en œuvre du schéma directeur informatique,

- la majoration des autorisations de dépenses médicales et hôtelières en complément du plan d'économie engagé par l'établissement ;

CONSIDERANT la contribution du centre hospitalier de SARREBOURG au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens ;

CONSIDERANT que le contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de SARREBOURG permet la réalisation de la seconde tranche du schéma directeur architectural consistant à la création d'un pôle gériatrique sur le site de l'Hôpital de Hoff (U.S.L.D., unité d'évaluation gérontologique, hôpital de jour de psychogériatrie) pour lequel un abondement de groupe 4 de la section d'exploitation, pour la partie sanitaire, est prévu.

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs du centre hospitalier de SARREBOURG pour la période 2004-2008.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°44/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire D.H.O.S./F3/2005/128 du 9 mars 2005 relative au financement par le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés des frais engagés par des établissements de santé privés fortement sous dotés pour la modernisation de leurs systèmes d'information et de facturation;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Jeanne d'Arc à Lunéville

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de 19 048,34 euros au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés.

L'attribution de ce fonds est destinée à participer aux charges nouvelles relatives à la modernisation des systèmes d'information ou de facturation, liées à la mise en œuvre de la T2A.

Cette subvention fera l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 mai 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 45/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L.162.22-6

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire n° D.H.O.S./F3/2005/128 du 9 mars 2005 relative au financement par le FMESPP des frais engagés par des établissements de santé privés fortement sous dotés pour la modernisation de leurs systèmes d'information et de facturation ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Ambroise Paré à Thionville ;

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de 43 376,95 euros au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des charges nouvelles relatives à la modernisation des systèmes d'information et de facturation dans le cadre de la mise en œuvre de la tarification à l'activité.

Cette subvention fera l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 17 mai 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N°46/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-6,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire D.H.O.S./F3/2005/128 du 9 mars 2005 relative au financement par le fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés des frais engagés par des établissements de santé privés fortement sous dotés pour la modernisation de leurs systèmes d'information et de facturation;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et CARDEO - Clinique Notre Dame à Saint Dié

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de 17 285,76 euros au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés.

L'attribution de ce fonds est destinée à participer aux charges nouvelles relatives à la modernisation des systèmes d'information ou de facturation, liées à la mise en œuvre de la T2A.

Cette subvention fera l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 mai 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 13 DU 9 JUIN 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 12 du 02 juin 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

VU la correspondance de Monsieur D. PIERRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON en date du 24 mai 2005 et relative à la nomination par la Commission Médicale d'Etablissement du 19 mai 2005 de :

- Madame le Docteur Noëlle CHERY, Président
- Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, Vice-Président
- Madame Josiane GOURMEL, membre de la CME
- Madame le Docteur Delphine JACINTHO, membre de la CME.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :**1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**

Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

2 Trois représentants du conseil municipal

Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.

3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée

Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

4 Un représentant du conseil général

Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

5 Un représentant du conseil régional

Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.

6 Le président et le vice président de la CME

- Président : Madame le Docteur Noëlle CHERY, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2007,

- Vice-Président : Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2007.

7 Deux autres membres de la CME

Madame le Docteur Delphine JACINTHO, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2007,

Madame Josiane GOURMEL,, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2007.

8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat en janvier 2007.

9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame Françoise DENIS, sage-femme, fin du mandat au 31 décembre 2007,

Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,

Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.

10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2007,

Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, fin du mandat en janvier 2007,

Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2007.

11 Deux représentants des usagers

Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juin 2007,

Madame Patricia VIRTEL, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les établissements hospitaliers (VMEH), fin du mandat en juin 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 12 du 02 juin 2005**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juin 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE DDASS / SOLIDARITE - AUTONOMIE / N° 2061

AUTORISANT LA SARL EMMANUEL HERE A GIRAUMONT

A TRANSFORMER LA MAISON DE RETRAITE DE GIRAUMONT

EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles notamment les articles L 312-1 à 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif au transfert de compétence en matière d'action sociale et de la santé ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991 relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire, et notamment à la création du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ;

VU le dossier reconnu complet le 31 janvier 2005 présenté par la S.A.R.L. Emmanuel HERE, gestionnaire de la maison de retraite de GIRAUMONT;

VU l'avis émis par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale en sa séance du 2 juin 2005 ;

CONSIDERANT que le gestionnaire participe au réseau gérontologique du secteur de BRIEY-JOEUF et dispose d'une convention de partenariat avec l'association hospitalière de JOEUF ;

CONSIDERANT que l'établissement qui accueille des personnes âgées dépendantes, a défini dans son dossier des objectifs de prise en charge des soins correspondant aux règles fixées par le cahier des charges annexé à l'arrêté du 26 juin 1999 ;

CONSIDERANT que le dossier tel qu'il est présenté dans sa globalité permet la modification de l'autorisation de l'établissement et sa qualification en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1

La SARL Emmanuel HERE dont le siège est à GIRAUMONT (54 780) est autorisé à transformer la maison de retraite de GIRAUMONT (Avenue Sainte Barbe - 54 780) en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E. H. P. A. D.) d'une capacité de 40 places d'hébergement.

Article 2

L'autorisation est accordée sous réserve d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles, en ce qui concerne l'organisation des soins.

Article 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à la maison de retraite de GIRAUMONT.
NANCY, le 10 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / AES / N° 2126 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE GIRAUMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de GIRAUMONT - avenue Sainte Barbe - 54 780

N° FINESS : 5400113661

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 200	194 055
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	191 855	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	194 055	194 055
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 194 055 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 16,44 €

GIR 3 et 4 : 12,10 €

GIR 5 et 6 : 7,76 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

NANCY, le 28 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2005/DDE/039/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière ; (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de l'A. 33 sens STRASBOURG - NANCY du PR 17+000 au PR 14+000 sur le territoire de la commune de VILLE EN VERMOIS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Les nuits du 20 au 22 juin 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 33 :

- ☐ dans le sens STRASBOURG - NANCY entre les PR 18+500 au PR 13+750
 - La circulation s'effectue sur la voie de gauche
 - La circulation est basculée sur la voie rapide du sens inverse
 - il est interdit de doubler
 - la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du premier basculement
 - la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
 - La vitesse est limitée à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement
- ☐ dans le sens NANCY - STRASBOURG entre les PR 12+500 au PR 17+050
 - la voie de gauche est neutralisée
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 Km/h
 - il est interdit de doubler.

ARTICLE II

Les nuits du 20 au 22 juin 2005 sur l'A. 33, la bretelle de l'échangeur n° 4 - ST- NICOLAS - NANCY est fermée à toute circulation dans le sens STRASBOURG - NANCY.

ARTICLE III

Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

RD 71 - Rond point branche de Ville de Vermois - bretelle de l'échangeur de ST NICOLAS - STRASBOURG - A. 33 jusqu'au Diffuseur de Dombasle puis emprunter la bretelle Nancy - Dombasle-Rosières - la RD 116 puis prendre la bretelle Dombasle - Nancy direction NANCY sur la section courante de l'A. 33.

ARTICLE IV

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de VILLE EN VERMOIS, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/045/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à la réparation de deux ouvrages d'art sur la RN 43, du PR 58+815 au PR 59+010, sur le territoire de la commune de ST JEAN LES LONGUYON ;
Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de LONGUYON, (Meurthe-et-Moselle) ;
Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de MANGIENNES, PILLON, DAMVILLERS - JAMETZ (Meuse) ;
Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de la Meuse ;
Vu l'avis favorable de Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse ;
A la demande de la direction départementale de l'équipement - subdivision de LONGUYON ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**ARTICLE I**

Du lundi 20 juin 2005 à 7 H 00 au vendredi 24 juin 2005 à 17 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la RN 43, entre les PR 58+815 et 59+010.

ARTICLE II

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- LONGUYON - RN 18 jusqu'à l'intersection avec la RD 66 - RD 65 - RD 905 puis RN 43 et ce dans les deux sens de circulation

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGUYON ;

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Maire de ST JEAN LES LONGUYON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Directeur Départementale de l'Equipeement de la Meuse, Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse, Messieurs les Maires Longuyon, Pillon, Damvillers, Jametz et Mangiennes Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

ST-JEAN-LES-LONGUYON, le 7 juin 2005

Le Maire,

NANCY, le 6 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/046/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité, pour des raisons de sécurité, d'interdire le stationnement le long de la RN 59 entre les agglomérations de CHENEVIÈRES et MENIL-FLIN (commune de FLIN) et de limiter la vitesse à 70 km/h, lors du championnat de France Super Motard sur la piste de Chenevières, organisé par le Moto Club de Lunéville les 18 et 19 juin 2005 ;
A la demande du Moto Club de Lunéville en date du 25 mai 2005 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE**ARTICLE I**

Sur la RN 59 entre les PR 13+150 et 14+986, c'est-à-dire entre les deux agglomérations de CHENEVIÈRES et MENIL-FLIN (commune de FLIN), tout stationnement est interdit le samedi 18 juin 2005 à partir de 6 h 00 au dimanche 19 juin 2005 à 22 h 00, la vitesse est limitée à 70 km/h, et ce dans les deux sens de circulation.

ARTICLE II

Des panneaux de rappel devront être implantés tous les 300m environ.

ARTICLE III

Les services de secours ne sont pas concernés par le présent arrêté.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'organisateur de la manifestation.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Chenevères et Flin, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U. En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 53033 en date du 15 juin 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste Mance rue du Moulin, sur la commune de MANCE.

ARRETE N° 05 DE 004 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE GELLENONCOURT EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 10 novembre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 30 novembre 2004 et le 29 décembre 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 6 janvier 2005 ;

VU la délibération du conseil municipal de GELLENONCOURT en date du 21 mars 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipeement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de GELLENONCOURT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,
- un plan de zonage au 1/5000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/2000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de GELLENONCOURT n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement et le Maire de GELLENONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 23 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

VU l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°70-1049 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, et sa circulaire d'application du 21 janvier 1971,

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17, et sa circulaire d'application (SC) du 12 juillet 1982 ;

VU le décret n°92-1310 du 15 décembre 1992, portant simplification du code des marchés publics, notamment son article 42 ;

VU le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale

VU le décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de Monsieur Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} novembre 1999 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 chargeant Monsieur Jean-Paul JOLY, directeur du travail, détaché dans l'emploi fonctionnel de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à compter du 6 juin 2005, d'assurer l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Meurthe-et-Moselle du 6 juin au 30 juin 2005 inclus.

VU l'arrêté préfectoral OSP0503 du 6 juin 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim.

ARRETE

Article 1^{er} : Subdélégation de signature est donnée à :

- Monsieur DIDELOT Philippe, directeur adjoint
- Monsieur ESTIENNE Christian, directeur-adjoint,
- Monsieur DI CERTO Salvatore, directeur-adjoint,

A effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception.

En cas d'absence ou d'empêchement du soussigné, de M. ESTIENNE, de M. DIDELOT et de M. DI CERTO, compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation de signature est également accordée à :

- Madame BOUBAGRA Martine,
- Monsieur LORRAIN Fernand,
- Madame TOUSSAINT Astrid,
- Monsieur GASNIER Jean- René,
- Madame VINCENT Marie-Françoise
- Madame DIRHEIMER Lucienne,
- Monsieur TROGNON Guy

Article 2 : En ce qui concerne la subdélégation de signature de la personne responsable des marchés, celle-ci se fera dans les limites définies par les articles 9 et 10 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2005.

Article 3 : le présent arrêté prend effet à compter du 6 juin 2005.

Article 4 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Article 5 : Le Directeur Départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle soussigné et M. ESTIENNE, M. DIDELOT, M. DI CERTO, Mme BOUBAGRA, M. LORRAIN, Mme TOUSSAINT, M. GASNIER, Mme VINCENT Marie-Françoise, Mme DIRHEIMER, M. TROGNON ainsi que M. le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Directeur Départemental par intérim,
Jean-Paul JOLY

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX**ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE CHOLOY-MENILLOT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2002 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de CHOLOY MENILLOT ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de CHOLOY MENILLOT est fixée au 1^{er} août 2005.

ARTICLE 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame la Sous-Préfète de TOUL, Monsieur le Maire de CHOLOY MENILLOT, ainsi qu'à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 23 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

NAVIGATION DU NORD-EST**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE****DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR****LE DIRECTEUR GENERAL DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure modifié,

Vu l'article 124 de la loi de finances n°90-1168 du 29 décembre 1990, modifié, pour l'année 1991,

Vu la loi n°91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n°94-631 du 25 juillet 1994 relative à la constitution de droits réels,

Vu la loi n°2001-43 du 16 janvier 2001, portant diverses dispositions communautaires dans le domaine des transports,

Vu le décret 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France, notamment ses articles 14, 16, 17 et 27

Vu le décret du 21/07/2003 portant nomination du Président du Conseil d'administration de Voies navigables de France,

Vu le décret du 12/06/2001 nommant M. Christian JAMET, Directeur général de Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration dans sa séance du 1er octobre 2003 relative à une délégation de compétence du conseil d'administration au président.

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant délégation de pouvoir du Président du Conseil d'administration au Directeur général.

DECIDE**Article 1^{er}**

Délégation de pouvoir est donnée par le directeur général de Voies navigables de France aux représentants locaux de Voies navigables de France, ci-après désignés dans la limite de leur circonscription, à savoir :

- le chef du service de la navigation de Nancy
- le chef du service de la navigation du Nord Pas-de-Calais
- le chef du service de la navigation de Rhône-Saône

- le chef du service de la navigation de la Seine
- le chef du service de la navigation de la Seine (4ème section)
- le chef du service de la navigation de Strasbourg
- le chef du service de la navigation de Toulouse
- le chef du service maritime et de navigation de Nantes
- le chef du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon
- le chef du service maritime et de navigation de la Gironde
- le directeur départemental de l'équipement de Côte-d'Or
- le directeur départemental de l'équipement de Saône-et-Loire
- le directeur départemental de l'équipement de Haute-Marne
- le directeur départemental de l'équipement de la Loire
- le directeur départemental de l'équipement de la Dordogne
- le directeur départemental de l'équipement du Lot-et-Garonne
- le directeur départemental de l'équipement de la Nièvre

dans les matières suivantes :

- passer des marchés de travaux, de fournitures, d'études de maîtrise d'œuvre et autres prestations de services, dans les limites fixées par le code des marchés publics comme seuil de compétence de la commission des marchés de bâtiment et de génie civil. [pour mémoire, à ce jour, l'arrêté du 3 avril 2002 relatif aux attributions et aux seuils de compétence des commissions spécialisées des marchés a fixé ces seuils, concernant la commission des marchés de bâtiment et de génie civil, à 200 000 € HT pour les marchés d'études, de maîtrise d'œuvre et autres prestations de service, à 1 300 000 € HT pour les marchés de fournitures, à 2 800 000 € HT pour les marchés de travaux et à 800 000 € HT pour les marchés de maintenance de bâtiment] ;
- conclure, en cas d'urgence (nécessité de rétablir la navigation, péril imminent pour les personnes....), tout marché qui s'impose ; il doit en être rendu compte au conseil dans sa prochaine séance ;
- exécuter les actes préparatoires à la conclusion de tout marché, quel qu'en soit le montant ;
- conclure tout marché en cas d'avis favorable sans réserve de la commission des marchés de VNF ; en cas d'avis favorable assorti de réserves, conclure les marchés après avoir levé les réserves ou décidé de passer outre. Il doit alors être rendu compte au conseil dans sa prochaine séance ;
- prendre, dans le cadre des règlements et instructions en vigueur, tous actes ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par VNF portant sur une durée n'excédant pas 18 ans ou sur une superficie inférieure ou égale à 10 hectares.

Article 2

Les dispositions, en la matière, des délégations de pouvoir antérieures à la présente sont abrogées.

Article 3

Le directeur général de Voies navigables de France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera affichée dans les locaux de l'établissement et du service délégataire, publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service délégataire et au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

BETHUNE, le 1^{er} octobre 2003

Le Directeur Général,
Christian JAMET

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,

Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991, modifié, relatif aux recettes de Voies navigables de France,

Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant M. Didier CAUVILLE, chef du service de la navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 1^{er} octobre 2003,

Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature du Président à M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,

D E C I D E

Article 1

Délégation permanente est donnée à M. Didier CAUVILLE, directeur interrégional de Voies navigables de France, chef du service de la navigation du Nord-Est, à effet de signer dans les limites de sa circonscription au nom de M. Guy JANIN, directeur général,

1. Les actes et documents suivants ci-après énumérés :

a) transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure lors d'infraction à :

- l'interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (article 62 du décret du 6 février 1932 susvisé),
- l'interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts-mobiles (article 59 - 3° du décret du 6 février 1932 précité),
- l'interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (article 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure) ;

b) transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée ;

c) transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement ;

d) conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € ;

e) baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 € ;

f) contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 €, et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 € ;

g) passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT ;

h) certifications de copies conformes ;

i) décision d'agir en justice et représentation devant toute juridiction en première instance :

- en tant que demandeur lorsque la demande, sauf procédures d'urgence, n'excède pas la somme de 153 000 € y compris dépôt de plainte et constitution de partie civile,
- en tant que défendeur lorsque le montant en jeu, sauf procédures d'urgence, n'excède pas 305 000 €,
- désistement ;

j) - pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués,

- pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;

k) aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 350 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux ;

l) - passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 8 janvier 1999,

- passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération,

- passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;

m) acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;

n) octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;

o) octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;

p) décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;

2. Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

3. Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié ;

4. Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

Article 2

Toutes délégations de signature antérieures sont abrogées.

Article 3

La présente délégation sera publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements relevant de l'emprise du service délégataire, dans le bulletin officiel des actes de VNF et affichée dans les locaux du service délégataire.

BETHUNE, le 19 janvier 2004

Le Directeur Général,
Guy JANIN

DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code de justice administrative,

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France,

Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant M. Didier CAUVILLE, chef du service de la navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 1^{er} octobre 2003,

Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature à M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,

D E C I D E

Article 1

Subdélégation est donnée à M. Didier CAUVILLE, directeur interrégional de Voies navigables de France, chef du service de la navigation du Nord-Est, à effet de signer toutes décisions, actes ou mémoires de première instance relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public confié, établis dans les conditions et selon les procédures prévues par le code de justice administrative et de représenter l'établissement en première instance.

Article 2

Le subdélégataire ne peut, sauf en cas d'absence ou d'empêchement, déléguer cette signature.

Article 3

Toute subdélégation de signature antérieure est abrogée.

Article 4

La présente délégation sera publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements relevant de l'emprise du service délégataire, dans le bulletin officiel des actes de VNF et affichée dans les locaux du service délégataire.

BETHUNE, le 19 janvier 2004

Le Directeur Général,
Guy JANIN

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE PRESIDENT DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, modifié,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée, pour l'année 1991,

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France, notamment ses articles 14 et 16,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991, modifié, relatif aux recettes de Voies navigables de France,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY président du conseil d'administration de Voies navigables de France,

Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003,

D E C I D E

Article 1

Délégation permanente est donnée à M. Guy JANIN, directeur général, à l'effet de signer :

A. les actes et documents relatifs aux attributions suivantes qui lui ont été déléguées par le conseil d'administration en vertu de la délibération susvisée :

1 - passation de toute convention et contrat, autre que des marchés, d'un montant inférieur ou égal à 800 000 € ;

2 - passation des baux et contrats de location d'immeubles lorsque le loyer annuel est inférieur à 31 000 € ;

3 - transaction concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 65 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement,

- en matière de recouvrement des recettes de l'établissement : transactions, remises gracieuses et admissions en non-valeur, lorsque la somme en jeu est inférieure à 20 000 € ;

4 - acceptations sans limitation des dons et legs n'entraînant pas de charge pour Voies navigables de France ;

- 5 - passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 200 000 € ;
- 6 - transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;
- 7 - décision de garanties d'emprunts des CCI dans le cadre des concessions d'outillages publics sous réserve que le ratio -marge brute d'autofinancement/endettement- soit supérieur à 10 % et le ratio - charges financières/chiffre d'affaires - soit inférieur à 10 % ;
- 8 - fixation du montant des droits fixes et des tarifs domaniaux applicables aux différents usages du domaine public fluvial à l'exception des péages ;
- 9 - passation des concessions et conventions d'affermage portant sur de l'outillage public, sur toute installation portuaire de plaisance ainsi que la délivrance des autorisations d'outillage privé avec obligation de service public ;
- 10 - décision d'agir en justice devant toutes juridictions : a) en tant que demandeur lorsque la demande, sauf procédures d'urgence, n'excède pas 350 000 € b) en tant que défendeur sans limitation de montant c) désistement ;
- 11 - acceptation de participations financières ;
- 12 - octroi de participations financières dans la limite de 800 000 € par opération de travaux, 200 000 € par opération d'étude générale, 350 000 € par opération de développement de la voie d'eau ;
- 13 - fixation de l'ensemble des opérations à programmer et mise en place des financements correspondants en autorisations d'opération et en crédits de paiement dans le cadre des programmes généraux approuvés par le conseil d'administration ;
- 14 - pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits annuels votés par le conseil d'administration,
- pour la section investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits annuels votés par le conseil d'administration ;
- 15 - engagement des tranches annuelles des concours financiers à verser sur plusieurs années dont le montant total n'excède pas 350 000 €.
- B. les actes et documents relatifs aux attributions propres que le Président de Voies navigables de France tient de l'article 16 du décret susvisé du 26 décembre 1960 modifié à l'exception de la désignation des ordonnateurs secondaires, des conventions collectives, accords d'établissement ;
- C. toutes décisions, actes ou mémoires relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public confié à Voies navigables de France pris en application de l'article 1er, III et IV de la loi du 31 décembre 1991 portant dispositions diverses en matière de transports, et selon les procédures prévues par le code de justice administrative ;
- D. les transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n°91-1385 du 31 décembre susvisée.
- E. les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991, modifié.

Article 2

Délégation est donnée à M. Guy JANIN, en cas d'absence ou d'empêchement du Président, à l'effet de signer les conventions collectives et accords d'établissement.

Article 3

Toute délégation de signature antérieure est abrogée.

Article 4

La présente décision sera affichée dans les locaux de l'établissement et publiée au bulletin officiel du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, dans les recueils des actes administratifs de l'Etat et dans le bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

BETHUNE, le 16 janvier 2004

Le Président,
François BORDRY

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**DECISION N° 42/DIR/2005 METTANT FIN AUX DIFFERENTES DELEGATIONS DE SIGNATURE****LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu l'ordonnance n° 96.346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des structures des Etablissements Publics de Santé,
Vu l'Arrêté ministériel chargeant Monsieur Guy CROISSANT, des fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Paimpol, à compter du 1er juin 2005, mettant fin ainsi à ses fonctions au Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Il est mis fin aux délégations de signature données aux personnels nommés ci-dessous :

- Madame Martine HALTER, Attachée d'Administration Hospitalière
- Madame Anne-Marie DECKER, Responsable des Ressources Humaines
- Madame Edith DUFAY, Chef de service Pharmacie
- Madame Nathalie THILLY, pharmacien

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juin 2005.

LUNEVILLE, le 26 mai 2005

Le Directeur,
G. CROISSANT

DECISION N° 44/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARTINE HALTER**LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Martine HALTER, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés)

- Comptes du groupe fonctionnel II (à l'exception des comptes 602.1 - 602.21 - 602.221 - 602.23 - 602.24 et 602.27) et du groupe fonctionnel III
- Compte 602.150

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : Pendant les absences de Madame Martine HALTER, il est donné délégation à Mademoiselle Valérie BOESCH, Attachée d'Administration Hospitalière et à Madame Chantal BOULANGER, Adjoint des Cadres, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés) pour les comptes cités à l'article 1 de la présente délégation.

Article 4 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 45/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADEMOISELLE VALERIE BOESCH

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,

Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,

Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,

Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur

Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,

Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Mademoiselle Valérie BOESCH, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés), en l'absence de Madame Martine HALTER

- Comptes du groupe fonctionnel II (à l'exception des comptes 602.1 - 602.21 - 602.221 - 602.23 - 602.24 et 602.27) et du groupe fonctionnel III
- Compte 602.150

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 46/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHANTAL BOULANGER

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,

Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,

Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,

Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur

Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,

Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Chantal BOULANGER, Adjoint des Cadres, Services Financiers, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés), en l'absence de Madame Martine HALTER

- Comptes du groupe fonctionnel II (à l'exception des comptes 602.1 - 602.21 - 602.221 - 602.23 - 602.24 et 602.27) et du groupe fonctionnel III
- Compte 602.150

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 47/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME ANNE-MARIE DECKER

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,

Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,

Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,

Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur

Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,

Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Anne-Marie DECKER, Adjoint des Cadres Direction des Ressources Humaines, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés).

- Comptes du groupe fonctionnel I

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : Pendant les absences de Madame Anne-Marie DECKER, il est donné délégation à Madame Mauricette BASTIEN, Adjoint des Cadres, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés) pour les comptes cités à l'article 1 de la présente délégation.

Article 4 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 48/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MAURICETTE BASTIEN

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Mauricette BASTIEN, Adjoint des Cadres Secrétariat de Direction, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés), en l'absence de Madame Anne-Marie DECKER

- Comptes du groupe fonctionnel I

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 49/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME EDITH DUFAY

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Edith DUFAY, Pharmacien chef de service, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés)

- Compte 602.1 (à l'exception du compte 602.150)
- Compte 602.2

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : Pendant les absences de Madame Edith DUFAY, il est donné délégation à Mesdames Véronique MATZ, pharmacien et Nathalie THILLY, pharmacien à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés) pour les comptes cités à l'article 1 de la présente délégation.

Article 4 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 50/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME VERONIQUE MATZ

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Véronique MATZ, Pharmacien, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés), en l'absence de Madame Edith DUFAY.

- Compte 602.1 (à l'exception du compte 602.150)
- Compte 602.2

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 51/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME NATHALIE THILLY

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Nathalie THILLY, Pharmacien, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés), en l'absence de Madame Edith DUFAY.

- Compte 602.1 (à l'exception du compte 602.150)
- Compte 602.2

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 52/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARTINE HALTER

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DDASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Martine HALTER, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer :

- Les mandats, titres de recettes et bordereaux correspondants
- Les décisions relatives au personnel et aux virements de crédits
- Les marchés.

Article 3 : Pendant les absences de Madame Martine HALTER, il est donné délégation à Mademoiselle Valérie BOESCH, Attachée d'Administration Hospitalière à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes pour les comptes cités à l'article 1 de la présente délégation.

Article 4 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

DECISION N° 53/DIR/2005 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADEMOISELLE VALERIE BOESCH

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Vu la Loi n° 91.748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment son article L 714-12,
Vu le Décret n° 92.776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 92.783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de Santé,
Vu le Décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur
Vu le décret n° 95.424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94.392,
Vu la circulaire interministérielle n° 95.6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,
Vu l'Arrêté ARH-DSASS n° 25 du 23 mai 2005 portant sur l'intérim du poste de direction du Centre Hospitalier de Lunéville, confiant à Monsieur Christian VUILLEMIN, directeur général adjoint du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy l'intérim du poste de directeur du Centre Hospitalier de Lunéville

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Mademoiselle Valérie BOESCH, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer, en l'absence de Madame Martine HALTER :

- Les mandats, titres de recettes et bordereaux correspondants
- Les décisions relatives au personnel et aux virements de crédits
- Les marchés

Article 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts au Budget Primitif 2005, au niveau des comptes budgétaires (composant les groupes fonctionnels visés par le décret n° 94.392 du 18 mai 1994 modifié).

Article 3 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juin 2005 et prend fin au 31 décembre 2005 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

LUNEVILLE, le 2 juin 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

DECISION N° 010/05 DE DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique :

VU les articles D 714.12.1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 17 juin 2005 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 7 novembre 2003 nommant **Madame Isabelle CAILLIER** dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU la décision n°06/02 en date du 2 août 2002 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Madame DANAN Jane-Laure Directrice par intérim de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Laxou ;

VU la décision N° 0011346 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy en date du 12 novembre 1999 nommant Monsieur Georges PIERRON Directeur de l'Institut de Formation des Cadres de Santé de Laxou ;

D E C I D E

ARTICLE 1

La décision n° 015/03 du 1^{er} décembre 2003 est annulée.

ARTICLE 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction du Personnel à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,
- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Françoise BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les attestations et les certificats relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER, Madame BELCOURT recevra délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER et de Madame BELCOURT, Madame Brigitte CHEVALLIER, Adjoint des Cadres Hospitaliers, recevra délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, *conventions*, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle CAILLIER, la délégation susvisée sera exercée par Madame BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

III - Questions relatives à la gestion de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers, en lien avec l'établissement de santé et ne relevant pas du rôle propre du directeur de l'IFSI concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Madame Jane-Laure DANAN, directrice par intérim de l'IFSI, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents à l'exclusion des contrats et des attestations,

- toutes les notes d'information et les correspondances à l'exclusion de celles aux services ministériels *et aux collectivités territoriales*, de celles impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

IV - Questions relatives à la gestion de l'Institut de Formation des Cadres de Santé, en lien avec l'établissement de santé et ne relevant pas du rôle propre du directeur de l'IFCS concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Monsieur Georges PIERRON, directeur de l'IFCS, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents à l'exclusion des conventions passées avec les universités, les associations ou les établissements de santé pour les intervenants aux actions de formation, des contrats et des attestations,

- toutes les notes d'information et les correspondances à l'exclusion de celles aux services ministériels *et aux collectivités territoriales*, de celles impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

ARTICLE 3 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSSSET, Directeur, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

ARTICLE 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

ARTICLE 5 :

Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention " Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

L'initiale du prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

ARTICLE 6 :

La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 16 juin 2005

Le Directeur,
Y. BOUYSSSET

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

DECISION HABILITANT MONSIEUR MARC BURG, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
A GERER LES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OBJECTIF 2 LORRAINE 2000/2006

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de la déconcentration

Vu la circulaire du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

Vu la lettre du 30 avril 2001 du Préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la lettre du 27 mai 2005 du Préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1 :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif 2 Lorraine 2000/2006, Monsieur Marc BURG, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est habilité pour les actions A3-2 à A3-4, A3-7, A4-6, et les mesures A 8, A 10, A 11, A 12, A 14 ; les actions B1-2, B2-2, et les mesures B3, B4, B5 et B7 ; les mesures C1 et C2, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8 et la mesure C7, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre du département :

- à recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- à délivrer les accusés de réception ;
- à instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- à notifier aux maîtres d'ouvrage les avis des comités de pré-examen ;
- à proposer les dossiers complets au comité de programmation ;
- à informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- à signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- à réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- à attester du service fait au moment des demandes de paiement ;
- à procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur - Chapitre 6758-30) ;
- à archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- à signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle ;
- à organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- à organiser, le cas échéant au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Pour l'ensemble des actions relevant de cet article, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de département.

Toutefois, le Préfet, s'il l'estime nécessaire pourra, le cas échéant, associer les Sous-Préfets d'arrondissement à la mise en œuvre des fonds européens dans son département.

Article 2 :

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales sont chargés de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 8 juin 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

DECISION HABILITANT MADAME FRANÇOISE GABRION, ATTACHEE PRINCIPALE A LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE,
A GERER LES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OBJECTIF 2 LORRAINE 2000/2006

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de la déconcentration

Vu la circulaire du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

Vu la lettre du 27 mai 2005 du Préfet de Meurthe et Moselle

D E C I D E

Article 1 :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000/2006, Madame Françoise GABRION, Attachée Principale à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est habilitée pour les actions A3-2 à A3-4, A3-7, A4-6, A8-1 à A8-8, A10-1 à A10-9, A11-1, A11-2, A12-1 à A12-3 et la mesure A 14 ; les actions B1-2, B2-2, et les mesures B3, B4, B5, B7 ; les mesures C1 et C2, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8 et la mesure C7, l'action D4-3 et les mesures D5 et D7 du DOCUP, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre du département et en l'absence de Monsieur Francis GIROUX, Directeur des Actions Interministérielles :

- à faire état des dossiers complets proposés au comité technique de programmation ;
- à attester du service fait au moment des demandes de paiement.

Article 2 :

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales sont chargés de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 8 juin 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	553
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	553
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	553
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU REGIME D'OUVERTURE AU PUBLIC DES BUREAUX DES HYPOTHEQUES, DES RECETTES DIVISIONNAIRES, DES RECETTES ELARGIES ET DES CENTRES-RECETTE DES IMPOTS	553
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.24 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARIE VIGIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	554
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	555
PREMIER BUREAU.....	555
ARRETE MODIFICATIF A L'ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'ETE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE- ET-MOSELLE	555
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	555
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	555
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	555
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	555
TROISIEME BUREAU.....	556
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL PAR INTERIM DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	556
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	557
CINQUIEME BUREAU.....	558
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 13/11/2000 PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA MINE DE SAIZERAIS PAR LA COMMUNE DE PONT-A-MOISSON ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION AUTOUR DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION DE L'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	558
ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'ETABLISSEMENT DE LA RESTRUCTURATION DE L'ALIMENTATION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ A EULMONT.....	558
ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA RESTRUCTURATION DE L'ALIMENTATION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ A EULMONT.....	559
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES PUIITS P1 ET P2 DE L'ILE DE LA MOTTE PAR LA COMMUNE DE FLAVIGNY-SUR-MOSELLE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	560
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	563
DEUXIEME BUREAU.....	563
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	563
ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	578
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE.....	581
AUTORISATION PREFECTORALE N° 163.....	581
AUTORISATION PREFECTORALE N° 164.....	581
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 137.....	582
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 155.....	582
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	582
PREMIER BUREAU.....	582
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT (SEA) DU BASSIN DE POMPEY	582
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES ENTRE GORCY ET VILLE-HOUDLEMONT.....	584
DEUXIEME BUREAU.....	584
ARRETE MODIFICATIF PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'ESSEY-LES- NANCY.....	584
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE MAXEVILLE.....	585
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	585
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARTICLE 4 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DES CITES DE DONCOURT	585
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE LES BAROCHES ET DE LUBEY AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT	586
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	586
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU S.I.V.M. DU MASSIF DE LA REINE	586

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	587
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	587
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	587
ARRETE N° 8 DU 20 MAI 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	587
ARRETE N° 12 DU 2 JUIN 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON	587
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	588
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	588
ARRETE DDASS/AES PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE SELARL 08 - AUTORISATION N° 54-10 - AUTORISATION N° 54-21 - AUTORISATION N° 54-75	588
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	589
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	589
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	602
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	602
ARRETE 2005/DDE/038/CDER	602
ARRETE 2005/DDE/040/CDER	603
ARRETE 2005/DDE/041/CDER	604
ARRETE 2005/DDE/042/CDER	605
ARRETE 2005/DDE/043/CDER	605
ARRETE 2005/DDE/044/CDER	606
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	606
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	606
ARRETE S.G.A.R. N° 2005-222 EN DATE DU 25 MAI 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY	606

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU REGIME D'OUVERTURE AU PUBLIC DES BUREAUX DES HYPOTHEQUES, DES RECETTES DIVISIONNAIRES, DES RECETTES ELARGIES ET DES CENTRES-RECETTE DES IMPOTS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles 1 et 3 du décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu le décret n° 71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;

Vu l'article 17-2° du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 relatif aux horaires d'ouverture des bureaux des hypothèques, de la recette divisionnaire, des recettes principales, des recettes élargies et des centres-recette des impôts de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les bureaux des hypothèques, la recette divisionnaire, les recettes élargies et les centres-recette des impôts implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle, à savoir :

- conservation des hypothèques de BRIEY
- conservation des hypothèques de LUNEVILLE
- conservation des hypothèques de NANCY
- conservation des hypothèques de TOUL
- centre-recette des impôts de BRIEY
- centre-recette des impôts de LONGWY
- centre-recette des impôts de LUNEVILLE
- recette divisionnaire des impôts de NANCY SUD-EST
- recette élargie des impôts de NANCY SUD-OUEST
- recette élargie des impôts de NANCY NORD-EST
- recette élargie des impôts de NANCY NORD-OUEST
- centre-recette des impôts de PONT-A-MOUSSON
- centre-recette des impôts de TOUL

seront fermés exceptionnellement au public le vendredi 15 juillet 2005.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur des services fiscaux sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 13 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.24 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MADAME MARIE VIGIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 30 mai 2005 portant nomination de Madame Marie Vigier en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- livre I : des conventions relatives au travail en particulier :

- titre I : apprentissage ;
- titre II : associations intermédiaires.

- livre II : réglementation du travail

- titre II : repos et congés : arrêtés de demande de dérogation au repos dominical.

- livre III : du placement et de l'emploi en particulier :

- titre II : fonds national de l'emploi, dispositions régissant les personnes handicapées et assimilées ;
- titre IV : main-d'œuvre étrangère ;
- titre V : travailleurs privés d'emploi (régime de solidarité, chômage partiel contrôle de la recherche d'emploi) ;
recours en annulation de la suspension des allocations chômage.

- livre IX : de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en particulier :

- titre II : des conventions et contrats de formation professionnelle ;
- titre IV : de l'aide à l'État aux actions de formation professionnelle et au remplacement de certains salariés en formation ;
- titre VIII : des formations professionnelles en alternance.

- L'agrément des maîtres d'apprentissage du secteur public.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés préfectoraux préparés par ses services.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels elle a reçu délégation.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie Vigier, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 et 2 ci-dessus sera exercée par Monsieur Philippe Didelot, Monsieur Christian Estienne, Monsieur Salvatore Di Certo, directeurs adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, cette délégation sera exercée par :

- Madame Martine Boubagra, Madame Lucienne Dirheimer, Madame Astrid Toussaint, Madame Marie-Françoise Vincent, Monsieur Jean-René Gasnier, Monsieur Fernand Lorrain, Monsieur Guy Trognon, inspecteurs du travail,

à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1^{er} portant sur les livres I, II, III, IX du code du travail, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

- Monsieur François Manneville, chargé de mission, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1^{er} portant sur les livres III et IX du code du travail.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.22 du 6 juin 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Paul Joly chargé de l'intérim du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

ARTICLE 8 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 27 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE MODIFICATIF A L'ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'ETE 2005
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLELE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 310 - 3 du code du commerce ;

Vu le décret n° 374 - 2004 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 pris pour l'application du titre III, chapitre 1er de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 fixant les dates des soldes d'été 2005 ;

Vu les avis recueillis ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2005 fixant les dates des soldes d'été dans le département de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit :

"Les soldes d'été 2005 débiteront le vendredi 24 juin 2005 et se termineront le jeudi 4 août 2005".

Les dispositions de l'article 2 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à madame et messieurs les Sous-Préfets d'arrondissement.

NANCY, le 8 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALANDEXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 7 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Aldi Marché Ennery, en qualité d'exploitante, en vue de procéder à l'extension de 477 m² de vente d'un supermarché de type maxidiscount à l'enseigne ALDI à PONT-A-MOUSSON, route de Briey, portant la surface totale de vente à 774 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PONT-A-MOUSSON.

NANCY, le 8 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUXEXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 7 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL Melot et Fils et la SARL VALMAU en qualité d'exploitants, en vue de procéder à la création d'un commerce d'alimentation spécialisé en fruits-légumes et boucherie-charcuterie. à PONT-A-MOUSSON, route de Briey, d'une surface de vente de 500 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PONT-A-MOUSSON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 8 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUXEXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 7 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA GNC HOLDING, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin d'ameublement et de décoration de la maison à l'enseigne LEEN BAKKER à ESSEY-LES-NANCY- ZAC du Tronc qui Fume, d'une surface de vente de 1999 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 8 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUXEXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 7 juin 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI MAGA Conflans, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin de meubles à l'enseigne MAGA MEUBLES à CONFLANS-EN-JARNISY d'une surface de vente de 1548 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de CONFLANS-EN-JARNISY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 8 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL PAR INTERIM DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de M. Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er novembre 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral OSP0406 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 chargeant Monsieur Paul Joly, directeur du travail, détaché dans l'emploi fonctionnel de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à compter du 6 juin 2005, d'assurer l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Meurthe-et-Moselle du 6 juin au 30 juin 2005 inclus ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : l'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, sur le **budget du travail (code 36)** en ce qui concerne les activités de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'exception toutefois de ceux relatifs à la gestion du chapitre 37-62/10 (dépenses relatives à l'organisation des élections prud'homales), qui restent soumis à ma signature.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier déconcentré, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté prend effet à compter du 6 juin 2005 et cessera son effet le 1er juillet 2005.

ARTICLE 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 6 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 portant nomination de Mme Marie-Claude VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral OSP0503 du 6 juin 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim pour la période du 6 au 30 juin 2005 ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 6 juin 2005 est annulé.

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Claude VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, sur le **budget du travail (code 36)** en ce qui concerne les activités de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'exception toutefois de ceux relatifs à la gestion du chapitre 37-62/10 (dépenses relatives à l'organisation des élections prud'homales), qui restent soumis à ma signature.

Délégation de signature est également donnée à Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier déconcentré, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Mme Marie-Claude VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré-information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée à Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée à Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1er juillet 2005.

ARTICLE 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 13/11/2000 PORTANT :

- 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA MINE DE SAI ZERAIS
PAR LA COMMUNE DE PONT-A-MOUSSON ET D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION AUTOUR DE CE POINT D'EAU
2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION DE L'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL
EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 93-742 du 23 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique d'octobre 2002 ;

VU la délibération du conseil municipal du 10/03/2003 sollicitant la modification de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2000 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 mai 2005 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE-et-MOSELLE ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'article 7-1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2000 visé ci-dessus est modifié comme suit :

Le périmètre de protection immédiate sur lequel est situé le captage est constitué par les parcelles ZN 54 et 46 pp, de la commune de Dieulouard.

Sont également inclus dans des périmètres de protection immédiate disjoints :

- le puits d'aérage situé sur la parcelle ZC 17 commune de SAI ZERAIS
- la descenderie n°2 - Vaux de Chanot et les installations annexes situées sur la commune de DIEULOUARD parcelles AO 79 et AP 93.

ARTICLE 2-

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

ARTICLE 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de DIEULOUARD, SAIZERAIS, BELLEVILLE, GRISCOURT, ROGEVILLE, ROSIERES-EN-HAYE, TREMBLECOURT, VILLERS-EN-HAYE et PONT-A-MOUSSON, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 2 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'ETABLISSEMENT DE LA RESTRUCTURATION DE L'ALIMENTATION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ A EULMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application,

Vu l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ensemble le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié notamment par le décret n° 93-629 du 25 mars 1993,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande du 20 juillet 2004, par laquelle la société Gaz de France a sollicité, auprès de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la restructuration de l'alimentation de la distribution publique d'EULMONT.

Vu les résultats de l'instruction administrative,

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement en date du 25 mai 2005 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er :

Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la restructuration de l'alimentation de la distribution publique de gaz, sur le territoire de la commune d'EULMONT.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché à la mairie d'EULMONT.

Article 3 :

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement et le maire d'EULMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à M. le Directeur de la société Gaz de France.

NANCY, le 9 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA RESTRUCTURATION DE L'ALIMENTATION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ A EULMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du 11 mai 1970 modifié portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation ;

Vu la demande du 20 juillet 2004 par laquelle la société Gaz de France, dont le siège social est situé 23 rue Philibert Delorme - 75017 PARIS, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la restructuration de l'alimentation de la distribution publique d'EULMONT ;

Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;

Vu les résultats de la consultation administrative ;

Vu le procès verbal de clôture de conférence administrative du 25 mai 2005 ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'environnement en date du 25 mai 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par la société Gaz de France, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé figurant sur la carte n° 54-1531-A2 rev2 qui peut être consultée dans les services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSI ON Maximale De service (bar)	DI AMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation de raccor- dement du poste de détente et de livraison d'Eulmont	0,45	67,7	100	

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune d'EULMONT.

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à la concession Artères de Lorraine et d'Alsace et établi conformément au cahier des charges-type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au point d'entrée du réseau objet de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1,013 bar est compris entre 10,5 et 12,8 kWh/m³

En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9,3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non-respect des obligations prévues au cahier des charges-type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : M. le Secrétaire Général, M. le maire de la commune d'EULMONT, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, M. le directeur départemental de l'équipement, M. le directeur de la société Gaz de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

NANCY, le 9 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DES PUIITS P1 ET P2 DE L'ILE DE LA MOTTE PAR LA COMMUNE DE FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 22/03/2002 ;

VU la délibération du conseil municipal du 15/12/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de L'ILE DE LA MOTTE à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/04/2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la dérivation et des périmètres de protection des captages de L'ILE DE LA MOTTE par la commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE sur les communes de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et AZELOT.

VU l'arrêté préfectoral du 04/04/1974 portant déclaration d'utilité publique des acquisitions des terrains des périmètres de protection immédiate des points d'eau de la commune de Flavigny-sur-Moselle, et de la création des servitudes légales sur les périmètres rapprochés et éloignés desdits points d'eau ;

VU l'arrêté préfectoral du 07/08/1978 portant déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la commune de Flavigny en vue de la dérivation des eaux non domaniales et de l'alimentation en eau potable et de la déclaration des périmètres de protection des points d'eau et des servitudes qui y sont rattachées ;

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 26/06/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 17 mai 2005 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captages des PUIITS de L'ILE DE LA MOTTE à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE,

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et AZELOT,

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par des ouvrages de captage. La situation des ouvrages est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
Puits P1 de l'île de la Motte	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	ZM 9	268-2-0084	885 669	2 403 599	230 m
Puits P2 de l'île de la Motte	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	ZM 9	268-1-0121	885 780	2 403 589	230 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 2 400 m³/j ni 60 m³/h.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate des Puits de l'Île de la Motte est situé sur la parcelle ZM 9 et sur une parcelle du domaine Public Fluvial, lieudit LA MOTTE sur le territoire de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE. Il couvre une surface de 2,34 ha environ.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 8 ha environs sur le territoire de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE. Il englobe la parcelle ZM 9 et les emprises correspondantes du Domaine de l'Etat.

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur une surface 100 ha environ. Il est situé sur les communes de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et AZELOT.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètre de protection immédiate**

Seules les activités indispensables à la protection de la ressource et au bon fonctionnement des ouvrages sont autorisées. Toute activité présentant un quelconque danger pour la qualité de la nappe est interdite.

Seront autorisés la récolte des foin et regains aux époques habituelles et sans apport de fertilisant ou quelconque produit chimique, l'accès pédestre des pêcheurs et des promeneurs ainsi que des personnels d'entretien.

Les seuls véhicules autorisés à pénétrer dans le périmètre de protection immédiate sont ceux indispensables à la gestion et l'entretien des divers ouvrages et notamment :

- l'exploitant des terrains en pâture de l'Île dans le cadre de la gestion normale de son troupeau ou pour la récolte des foin.
- les services techniques de la commune de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE ou leur mandataire dans le cadre strict de l'exploitation du champ captant,
- les services de la Navigation ou leurs mandataires dans le cadre de l'entretien des rives de la Moselle et de la rigole des eaux motrices sous le pont canal et son environnement,
- les services de Gaz de France ou leurs mandataires dans le cadre de l'entretien du gazoduc ou de son emprise de surface.

Toutes ces interventions se feront dans le cadre des dérogations accordées par le Maire au bénéfice des organismes ci-dessus. Ces derniers seront informés des prescriptions et interdictions régissant la surface délimitée par le périmètre, ils devront s'engager à les respecter scrupuleusement et à signaler immédiatement au maire tout incident ou déversement accidentel.

L'emploi d'herbicides est interdit.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

** concernant les travaux souterrains sont interdits :*

- les forages, puits, captages dans le même aquifère,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- la réalisation de mares et d'étangs.

** concernant les stockages et dépôts sont interdits :*

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- le stockage de produits chimiques et déchets solides,
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purins, lisiers, fumiers)
- les stockages d'effluents industriels,
- le stockage d'effluents domestiques collectifs,
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

** sont interdites les canalisations et rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques collectives et industrielles,
- d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides.
- d'effluents agricoles,
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

** sont interdites les constructions :*

- les habitations,
- le camping, caravaning et annexes,
- les cimetières,
- les installations classées,
- les bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentation,

** concernant les activités agricoles sont interdits :*

- toutes les activités hormis l'élevage extensif.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :** concernant les travaux souterrains :*

- les sondages et forages de reconnaissance, de même que les fouilles, tranchées ou excavations ne pourront être réalisées qu'à l'instigation de la commune de Flavigny sur Moselle dans le cadre de l'exploitation de la ressource en eau ou du service de la Navigation dans le cadre de la gestion de ses installations hydrauliques de l'extrémité Est de l'île,
- pour tous travaux souterrains de plus de deux mètres de profondeur, l'hydrogéologue agréé sera consulté, le remblaiement sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou des matériaux naturels provenant de carrières.

** concernant les constructions :*

- les travaux de voirie existante (éventuellement aménagement de l'accès) devront utiliser des matériaux provenant de carrières et les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement devront être imperméabilisés,

** concernant les activités agricoles :*

- les abreuvoirs, abris et points d'apports complémentaires de nourriture seront possibles dans la moitié amont de la zone de périmètre de protection rapprochée, soit à 500 m au moins du puits P2.

** concernant les eaux superficielles :*

- tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles encadrant l'île de la Motte fera l'objet d'une demande auprès du service chargé de la police de l'eau et l'avis de l'hydrogéologue agréé sera requis.

8-3 Périmètre de protection éloignée**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

Toute activité susceptible d'accroître le ruissellement, de modifier le tracé et le profil actuels des lits de la Moselle et de la Rigole des eaux motrices, de ralentir ou d'accélérer la vitesse d'écoulement des eaux libres, de réduire les débits actuellement disponibles à l'amont du seuil de Flavigny-sur-Moselle ou de modifier les règles actuelles de sa répartition entre la Moselle et la Rigole fera l'objet d'une demande d'autorisation donnant lieu à une étude d'impact. Celle-ci devra proposer des mesures compensatoires permettant d'assurer la conservation de la ressource en eau de l'île de la Motte et plus précisément du champ captant tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

** concernant les travaux souterrains :*

- les puits, forages (ou captages) d'eau captant les aquifères tels que les Grès à Roseaux ou la Dolomie de Beaumont auront un débit maximal de 48 m³/jour,
- les sondages et forages de reconnaissance d'une profondeur supérieure à 3 m devront être rendus étanches dans toute la traversée des niveaux aquifères. Ils seront intégralement cimentés après usage.
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations devra s'accompagner de la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
- le remblaiement d'excavations de plus de 2 m de profondeur sera réalisé à l'aide des matériaux qui en auront été extraits ou des matériaux en provenance de carrières,
- l'ouverture par affouillement de plans d'eau, mares et étangs exigera au préalable la réalisation d'une étude hydrogéologique qui définira les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles.

** concernant les stockages et dépôts :*

- les stockages d'effluents industriels, de produits polluants ou de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ou sur des aires couvertes. Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent,
- les stockages d'effluents industriels ou d'eaux usées seront réalisés dans des bassins étanches. Des procès verbaux d'essais d'étanchéité seront effectués avant mise en service des ouvrages. Une expertise de l'ouvrage sera réalisée tous les cinq ans par un contrôleur technique,
- les stations d'épuration, les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches. La surverse sera acheminée par canalisations ou fossés étanches, soit en aval des périmètres, soit dans un ruisseau pérenne, en respectant les autorisations de rejet,

** concernant les canalisations :*

- toutes les canalisations à l'exception des collecteurs d'eaux pluviales seront étanches.

** concernant les rejets liquides :*

- les rejets d'eaux usées, préalablement traitées, seront amenés en aval des périmètres de protection,

** concernant les eaux superficielles :*

- tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles encadrant l'île de la Motte fera l'objet d'une demande auprès du service chargé de la police de l'eau et l'avis de l'hydrogéologue agréé sera requis.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- Décolmatage des colonnes de captages, massifs de graviers et crépines.
- Reprise de la tête du puits P1 afin d'assurer à la fois l'étanchéité et l'aération, par la mise en place d'une dalle en béton avec trappe d'accès (capots en fonte à joints d'étanchéité) et cheminée d'aération.
- Suppression de la zone d'accumulation d'eau de surface autour de P1 en disposant un corroi d'argile de 0,5 à 0,8 m d'épaisseur autour de l'ouvrage après décapage de la terre végétale sur une surface d'environ 1 000 m², cette terre étant alors remise en place sur l'argile
- Reprise de l'étanchéité de la tête du puits P2 en intervenant sur le joint défailant du cuvelage en béton qui laisse pénétrer les eaux de surface en présence d'inondation.
- Etant donné la situation des captages, il n'est pas fait obligation de clôturer le périmètre de protection immédiate. L'accès aux installations devra être barré par une grille et un portail fermé à clef afin d'interdire toute intrusion de véhicules.

Les travaux d'installation d'une station de correction de l'agressivité devront débuter au plus tard un an à compter de la publication de l'arrêté.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE-ET-MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Flavigny-sur-Moselle et Azélot sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 13 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

ARTICLE 14 - Traitement

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de correction de l'agressivité et de désinfection agréées par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire. Les travaux d'installation de la station de correction de l'agressivité devront débuter au plus tard un an à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 15 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 -

Les arrêtés préfectoraux du 04/04/1974 déclarant d'utilité publique les périmètres de protection des puits du Breuil aujourd'hui abandonnés et du 07/08/1978 déclarant d'utilité publique les périmètres de protection du puits n°1 de l'île de la Motte seront abrogés.

ARTICLE 17 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 18 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, MM. les maires des communes de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et AZÉLOT, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, M. le Directeur du Service interrégional de la Navigation du Nord Est sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 9 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 5 novembre 2004 par Mme Jeannette FELTIN, président-directeur général de la société GASTROLOR, sise 36 route de Nancy 54250 CHAMPI GNEULLES, pour l'équipement des boucheries BERTAUD, Centre Commercial du Chaudeau 54710 LUDRES;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu la demande de renseignements complémentaires présentée par la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance lors de sa réunion du 17 janvier 2005;

Vu les précisions apportées par le demandeur dans un courrier en date du 28 février 2005 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;

Considérant que, seules les caméras n° 3 et 4 répondent au souci de sécuriser les lieux, à l'exclusion des caméras n° 1 et 2 (orientées vers la vitrine des viandes), dont l'installation est motivée par une finalité commerciale n'entrant pas dans le champ d'application de la loi précitée;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées en ce qui concerne les caméras n° 3 et 4 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Mme Jeannette FELTIN, président-directeur général de la société GASTROLOR, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes (n° 3 et 4 sur le plan produit), sur le site des boucheries BERTAUD, Centre Commercial du Chaudeau 54710 LUDRES, sous le numéro :

54.04.0076

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Jeannette FELTIN, PDG.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Jeannette FELTIN, président-directeur général de l'établissement

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LUDRES

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 5 mars 2005 par Mme le docteur Nadine BERTONI pour son cabinet, situé 185 rue Gabriel Mouilleron 54000 NANCY ;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme le docteur Nadine BERTONI est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, à son cabinet, situé 185 rue Gabriel Mouilleron 54000 NANCY, sous le numéro :

54.05.0003

ARTICLE 2 - Le système ne comporte pas d'enregistrement des images.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 4 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 5 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme le docteur BERTONI

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 4 mars 2005 par M. le directeur régional de la SNCF, 1 rue Henry Maret 57010 METZ;

Vu le récépissé en date du 16 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. le directeur régional de la SNCF est autorisé à installer un système de vidéosurveillance sur vingt et une rames de trains TER deux niveaux NANCY-METZ-LUXEMBOURG comportant chacune trois voitures, à raison de six caméras intérieures fixes par voiture : quatre caméras dans le compartiment inférieur, deux caméras dans le compartiment supérieur, soit trois cent soixante dix huit caméras,

sous le numéro :

54.05.0004

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le chef d'antenne de la surveillance générale, chargé de la police ferroviaire, 16 boulevard Joffre 54000 NANCY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur régional de la SNCF

-M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 21 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 8 mars 2005 par Mme Elisabeth GAUYACQ-TIRARD, secrétaire générale de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM) de Lorraine, 5 rue Paul Richard 54320 MAXEVILLE;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le directeur de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM) de Lorraine, 5 rue Paul Richard 54320 MAXEVILLE, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance sur chacun des deux sites de l'établissement dans les conditions suivantes :

*5, rue Paul Richard 54320 MAXEVILLE : quatre caméras intérieures fixes

une caméra extérieure fixe

*5, rue Marcelle Dorr 54000 NANCY : deux caméras intérieures fixes

sous le numéro :

54.05.0005

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable administratif du site.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Elisabeth GAUYACQ-TIRARD, secrétaire générale de l'établissement

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MAXEVILLE

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 mars 2005 par M. ANTHONY, exploitant du « Garage du Saule Gaillard-J.C.A Automobiles », situé ZAC du Saule Gaillard, rue de la Vieille Pierre 54390 FROUARD;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. ANTHONY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures fixes, sur le site du « Garage du Saule Gaillard-J.C.A Automobiles », situé ZAC du Saule Gaillard, rue de la Vieille Pierre 54390 FROUARD, sous le numéro :

54.05.0006

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. ANTHONY, exploitant du garage.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. ANTHONY, exploitant du garage
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de FROUARD

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 1^{er} mars 2005 par « Relais H s.n.c », 126 rue Jules Guesde 92301 LEVALLOIS-S-PERRET;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} -La société « Relais H » (presse, livres), sise 126 rue Jules Guesde 92301 LEVALLOIS-S-PERRET, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, sur le site du « Relais H », Hall de la gare de NANCY, sous le numéro :

54.05.0007

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant du site.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Btissam KHAYAT, responsable du service juridique de la société
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée par le Centre LECLERC « DOMMARTIN Distribution », situé 2 rue Aristide Briand 54200 DOMMARTIN-Lès-TOUL;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. STASSIOUK, directeur général du Centre LECLERC « DOMMARTIN Distribution », situé 2 rue Aristide Briand, Centre Commercial Jeanne d'Arc 54200 DOMMARTIN-Lès-TOUL, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatorze caméras intérieures mobiles, seize caméras intérieures fixes, quatre caméras extérieures mobiles et cinq caméras extérieures fixes sur le site du supermarché, sous le numéro :

54.05.0008

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur général du supermarché.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. STASSIOUK, directeur général du supermarché
 - M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
 - Mme le sous-préfet de TOUL
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de DOMMARTIN-Lès-TOUL
- NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 3 février 2005 par M. Gérard SPI TONI, directeur de la société « Hôtel du Commerce », sise 63 rue de Metz 54150 BRIEY;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Gérard SPI TONI, directeur de la société « Hôtel du Commerce », sise 63 rue de Metz 54150 BRIEY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance sur le site des deux hôtels « ANCONA », 63 rue de Metz et « ASTER », 1 avenue de l'Europe 54150 BRIEY, dans les conditions suivantes :

- *Hôtel « ANCONA »: deux caméras intérieures fixes
deux caméras extérieures fixes
 - *Hôtel « ASTER » : : deux caméras intérieures fixes
deux caméras extérieures fixes
- sous le numéro :

54.05.0009

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Gérard SPI TONI, directeur de la s.a.r.l « Hôtel du Commerce ».

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gérard SPI TONI , directeur de la société « Hôtel du Commerce »
-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
-M. le sous-préfet de BRIEY
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de BRIEY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 février 2005 par M. le maire de 54150 BRIEY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. le maire de BRIEY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe dans le hall d'accueil de la mairie, place de l'Hôtel de Ville 54150 BRIEY, sous le numéro :

54.05.0010

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le maire de BRIEY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de BRIEY
-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
-M. le sous-préfet de BRIEY
-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 février 2005 par M. Willy ROUERSTZ, directeur des hôtels « Formule 1 » de 54180 HEILLECOURT et 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Willy ROUERSTZ est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe à l'entrée de la salle des petits déjeuners de l'hôtel « Formule 1 NANCY Sud », situé ZAC de Houdemont 54180 HEILLECOURT, sous le numéro :

54.05.0011

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Willy ROUERSTZ, directeur de l'établissement

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de HEILLECOURT

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 février 2005 par M. Willy ROUERSTZ, directeur des hôtels « Formule 1 » de 54180 HEILLECOURT et 54136 BOUXI ERES-AUX-DAMES;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Willy ROUERSTZ est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe à l'entrée de la salle des petits déjeuners de l'hôtel « Formule 1 NANCY Nord », situé 4 rue Charles Bourseul 54136 BOUXI ERES-AUX-DAMES, sous le numéro :

54.05.0012

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Willy ROUERSTZ, directeur de l'établissement

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de BOUXI ERES-AUX-DAMES

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 11 janvier 2005 par la direction de l'Institut de Recherche Hydrologique (IRH) Génie de l'Environnement, 11 bis rue Gabriel Péri 54515 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Jérôme FRECAUT, directeur général adjoint de l'Institut de Recherche Hydrologique (IRH) Génie de l'Environnement, 11 bis rue Gabriel Péri 54515 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, dans les deux entrées principales et la salle informatique de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0014

ARTICLE 2 - Les services chargés du droit d'accès aux images sont les services des ressources humaines, informatique et comptabilité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jérôme FRECAUT, directeur général adjoint de l'établissement
-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 janvier 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trente caméras intérieures fixes et dix caméras extérieures fixes, au siège administratif de l'établissement, 8 avenue de la Résistance 54520 LAXOU, sous le numéro :

54.05.0016

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine 57000 METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité
-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de LAXOU

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé rue Raymond Poincaré 54190 VILLERUPT, sous le numéro :

54.05.0017

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
-M. le sous-préfet de BRIEY
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-Mme le maire de VILLERUPT
NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 32, rue Gustave Lemaire 54180 HEILLECOURT, sous le numéro :

54.05.0018

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de HEILLECOURT
NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 10, rue Jeanne d'Arc 54310 HOMECOURT, sous le numéro :

54.05.0019

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le sous-préfet de BRIEY

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire d'HOMECOURT

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 37, rue Anatole France 54250 CHAMPI GNEULLES, sous le numéro :

54.05.0020

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de CHAMPI GNEULLES

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 34, rue Maréchal Leclerc 54360 BLAINVILLE-sur-L'EAU, sous le numéro :

54.05.0021

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de BLAINVILLE-sur-L'EAU

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 44, rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY, sous le numéro :

54.05.0022

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de POMPEY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 75, avenue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD, sous le numéro :

54.05.0023

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de DIEULOUARD

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 15 février 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 59 rue du 26^{ème} BCP 54700 PONT-A-MOUSSON, sous le numéro :

54.05.0024

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 14 mars 2005 par M. le maire de NANCY;
Vu le récépissé en date du 16 mars 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. le maire de NANCY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures mobiles et sept caméras extérieures fixes sur le site de la place Stanislas à NANCY, sous le numéro :

54.05.0025

ARTICLE 2 - Le service « Sécurité et gestion du domaine public » à la mairie de NANCY est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de NANCY

-M.le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 21 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 avril 2005 par M. le directeur régional de la SNCF, 1 rue Henry Maret 57010 METZ;
Vu le récépissé en date du 25 avril 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 27 avril 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. le directeur régional de la SNCF est autorisé à installer un système de vidéosurveillance sur douze rames d'autorails de grande capacité-AGC-(énumérées en annexe) comportant chacune deux motrices et une remorque, à raison de quatre caméras intérieures fixes dans chaque motrice et trois dans la remorque, soit cent trente deux caméras, sous le numéro :

54.05.0027

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le chef d'antenne de la surveillance générale, chargé de la police ferroviaire, 16 boulevard Joffre 54000 NANCY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur régional de la SNCF

-M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 27 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 14 mars 2005 par M. Emmanuel SIMON, exploitant de la boulangerie-pâtisserie située 19 avenue Paul Déroulède 54520 LAXOU;
Vu le récépissé en date du 25 avril 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 27 avril 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Emmanuel SIMON est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, à la boulangerie-pâtisserie située 19 avenue Paul Déroulède 54520 LAXOU, sous le numéro :

54.05.0029

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Emmanuel SIMON, exploitant.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Emmanuel SIMON, exploitant
 - M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de LAXOU
- NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 29 mars 2005 par M. Claude BAUDELET, proviseur du lycée Georges de La Tour, rue de la Croix Saint-Claude 54000 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 25 avril 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 27 avril 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. le proviseur du lycée Georges de La Tour, situé rue de la Croix Saint-Claude 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras extérieures mobiles, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0031

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le proviseur de l'établissement.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le proviseur du lycée Georges de La Tour
 - M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de NANCY
- NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 14 mars 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu le récépissé en date du 25 avril 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 27 avril 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence « NANCY Stanislas », située 4 rue des Dominicains 54000 NANCY, sous le numéro :

54.05.0032

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de NANCY

NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 15 avril 2005 par la S.N.C DARTY Alsace-Lorraine, ZAC de la Rotonde 57164 MOULINS-Lès-METZ;
Vu le récépissé en date du 25 avril 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 27 avril 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La S.N.C DARTY Alsace-Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant vingt-quatre caméras intérieures fixes et sept caméras extérieures fixes sur le site du magasin DARTY situé ZAC de Frocourt 54710 FLEVILLE-devant-NANCY, sous le numéro :

54.05.0033

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur du magasin.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Serge ROLIN, responsable DARTY Alsace-Lorraine
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de FLEVILLE-devant-NANCY

NANCY, le 20 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 autorisant la Direction de la Poste de Meurthe-et-Moselle, sous le n° 54.97.0240, à installer un système de vidéosurveillance au bureau de poste situé 2 quai de la Bataille 54000 NANCY ;

Vu la demande présentée le 21 avril 2005 par la Direction de la Poste de Meurthe-et-Moselle;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 27 avril 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0240

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Direction de la Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe au bureau de poste situé 2 quai de la Bataille 54000 NANCY.

Article 2 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté de La Poste, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté de La Poste

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 autorisant la Direction de la Poste de Meurthe-et-Moselle, sous le n° 54.99.0030, à installer un système de vidéosurveillance au bureau de poste situé 1 rue de Kehl 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu la demande présentée le 21 avril 2005 par la Direction de la Poste de Meurthe-et-Moselle;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 27 avril 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 25 octobre 1999 délivrant l'autorisation n°

54.99.0030

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Direction de la Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes au bureau de poste situé 1 rue de Kehl 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY.

Article 2 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté de La Poste, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté de La Poste

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY
NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 délivrant l'autorisation n° 54.00.0063 à l'hypermarché AUCHAN, 127 boulevard Lobau 54000 NANCY ;

Vu la demande présentée par le service de sécurité de l'hypermarché le 22 février 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 11 janvier 2001 délivrant l'autorisation n°

54.00.0063

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

Le service de sécurité de l'hypermarché AUCHAN, 127 boulevard Lobau 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance sur le site du magasin dans les conditions suivantes :

-9 caméras intérieures mobiles

-30 caméras intérieures fixes

-2 caméras extérieures mobiles

-5 caméras extérieures fixes.

Article 2 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. VIENNOT, responsable sécurité du magasin

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2003 délivrant l'autorisation n° 54.03.0057 à la Maternité Régionale A. Pinard, 10 rue du Docteur Heydenreich 54042 NANCY;

Vu la demande présentée le 7 mars 2005 par la direction de l'établissement;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 21 mars 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 octobre 2003 délivrant l'autorisation n°

54.03.0057

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction de la Maternité Régionale A. Pinard, 10 rue du Docteur Heydenreich 54042 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement, dans les conditions suivantes :

-6 caméras extérieures mobiles

-2 caméras extérieures fixes.

Article 2 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme PRUD'HOMME, directeur adjoint de l'établissement

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2005 autorisant M. le maire de NANCY, sous le n° 54.05.0025, à installer un système de vidéosurveillance sur le site de la place Stanislas;

Vu la demande présentée par M. le maire de NANCY le 20 avril 2005, en vue de procéder à l'extension du système de vidéosurveillance autorisé;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 27 avril 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2005 délivrant l'autorisation n°

54.05.0025

est complété comme suit :

M. le maire de NANCY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures mobiles et onze caméras extérieures fixes sur le site de la place Stanislas à NANCY.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de NANCY

-M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 27 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.001 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, 1 rue Maurice Barrès 54000 NANCY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2005 autorisant M. le maire de NANCY, sous le n° 54.05.0025, à installer un système de vidéosurveillance sur le site de la place Stanislas ;

Vu la demande présentée par M. le maire de NANCY le 14 mars 2005, en vue d'être autorisé à utiliser une caméra implantée sur la façade du bâtiment de la préfecture situé au 1 rue Claude Erignac;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 27 avril 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 28 février 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0001

est complété comme suit :

La caméra implantée en façade du bâtiment situé 1 rue Claude Erignac pourra être utilisée par la mairie de NANCY en complément de son propre système, autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2005 susvisé.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le maire de NANCY
- M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales
- M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 27 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;
Vu la demande formulée par madame Corinne LAHIRE pour l'entreprise « AMPHI SERVICES », qu'elle exploite à XONVILLE, 19 Grand'Rue ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire l'activité funéraire de soins de conservation.

ARTICLE 2 - le numéro d'habilitation est 2005-54-160.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Madame Corinne LAHIRE

et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de XONVILLE, sous couvert de M. le sous-préfet de BRIEY,
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 7 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 163

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Jean-Michel CAMUS, dirigeant de la société « A.S.P.S.G. », située 182 avenue du Général Leclerc à VANDOEUVRE LES NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Vu l'avis du 27 mai 2005 de monsieur le directeur départemental de la sécurité publique ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société « A.P.S.G. » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Jean-Michel CAMUS.

NANCY, le 7 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 164

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Bruno DUPONCEL, correspondant ressources humaines et responsable du service de gardiennage de la société SAINT GOBAIN PAM, B.P. 3 à LIVERDUN (54460), en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement du service interne de gardiennage ;

Vu l'avis du 30 mai 2005 de monsieur le commandant fonctionnel, chef de la circonscription de sécurité publique de PONT A MOUSSON ;

Considérant que ce service interne est constitué conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société «SAINT GOBAIN PAM » précitée est autorisée à exploiter un service interne de gardiennage, sous la responsabilité de monsieur Bruno DUPONCEL, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Bruno DUPONCEL.

NANCY, le 7 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 137

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 137 du 20 février 2002 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « MLP ERIC SECURITE », à VANDOEUVRE LES NANCY, 3 rue des Polders;

Vu le rapport de police du 1^{er} juin 2005 constatant la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 137 du 20 février 2002 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « MLP ERIC SECURITE », à VANDOEUVRE LES NANCY, 3 rue des Polders, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à mademoiselle Marie-Thérèse MALONGA.

NANCY, le 13 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 155

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 155 du 11 juin 2004 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne NEW FORCE SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, centre commercial « les Nations », 23 boulevard de l'Europe;

Vu le rapport de police du 1^{er} juin 2005 constatant la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 155 du 11 juin 2004 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne NEW FORCE SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, centre commercial « les Nations », 23 boulevard de l'Europe, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Gustinc WASANGA.

NANCY, le 13 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT (SEA) DU BASSIN DE POMPEY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1983 portant création du Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du bassin de POMPEY (SIDES);

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la transformation du Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du Bassin de Pompey en syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du Bassin de Pompey (SEA) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2003 transformant le SEA du bassin de POMPEY en syndicat à la carte;

VU la délibération du comité syndical en date du 27 septembre 2004 décidant d'actualiser ses statuts suite à l'adhésion de CHAMPIGNEULLES autorisée par arrêté préfectoral du 28 juin 2004;

VU la notification de cette décision aux communes membres du syndicat en date du 6 octobre 2004;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- BELLEVILLE en date du 27 octobre 2004,
- CUSTINES en date du 22 octobre 2004,
- POMPEY en date du 25 octobre 2004,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par cet article est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : La modification des statuts du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de POMPEY (SEA) est autorisée.
Les statuts modifiés sont annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture, et le président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 10 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU BASSIN DE POMPEY

ARTICLE 1 :

En application des articles L.5212-1 et L.5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes de BELLEVILLE, CHAMPIGNEULLES, CUSTINES, FROUARD, MARBACHE et POMPEY, se constituent un Syndicat intercommunal qui prend le nom de « Syndicat intercommunal d'Eau et d'Assainissement du Bassin de POMPEY » ou SEA du Bassin de POMPEY.

Jusqu'au 31 décembre 2001, le Syndicat était nommé « Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du Bassin de POMPEY ».

ARTICLE 2 :

Le Syndicat est dit « Syndicat à la carte ».

ARTICLE 3 :

La durée de vie du Syndicat est illimitée.

ARTICLE 4 :

Le siège du Syndicat est à la Mairie de POMPEY.

ARTICLE 5 :

Le Syndicat est habilité à exercer les compétences à caractère optionnel suivantes :

- Gestion et entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la zone délimitée sur l'extrait de carte figurant en annexe,
- Station d'épuration sur la Zone Industrielle de Pré-à-Varois, située sur la commune de CUSTINES,
- Collecte, transport et épuration des eaux usées,
- Implantation et réalisation du système épuratoire BELLEVILLE - MARBACHE.

ARTICLE 6 :

Les compétences « Gestion et entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement » et « Station d'épuration sur la Zone Industrielle de Pré-à-Varois » prendront effet dès que les équipements rétrocédés aux communes font partie du domaine public de celles-ci. Ces équipements doivent être en parfait état. Ils sont gérés d'office par le Syndicat lorsqu'ils rentrent dans le cadre des équipements prévus à l'article 5.

ARTICLE 7 :

Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat pourra notamment :

- effectuer ou faire effectuer toutes études en vue de la recherche, de l'aménagement et de l'équipement de terrains susceptibles d'accueillir des équipements ;
- acquérir lesdits terrains à titre gracieux (ou pour l'euro symbolique) ;
- contracter des emprunts et conclure tout marché nécessaire à la bonne gestion des infrastructures des zones d'activités, telles que mentionnées à l'article 5.
- avoir recours, par convention, à des communes, membres ou non membres, ou à des groupements de communes.

ARTICLE 8 :

Les compétences « Gestion et entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement » et « Station d'épuration » concernent les communes membres suivantes : CUSTINES, FROUARD et POMPEY.

La compétence « Collecte, transport et épuration des eaux usées » concerne les communes membres : CHAMPIGNEULLES, FROUARD et POMPEY.

La compétence « Implantation et réalisation du système épuratoire BELLEVILLE - MARBACHE » concerne les communes membres : BELLEVILLE et MARBACHE.

ARTICLE 9 :

Une compétence à caractère optionnel est transférée ou reprise au Syndicat par une collectivité dans les conditions suivantes :

- le transfert ou la reprise peut porter sur l'une ou l'autre des compétences définies à l'article 5, et dans le cas d'un transfert, sur toute compétence possible entrant dans le cadre des activités du syndicat,
- la procédure de transfert ou de reprise de compétences obéit aux règles définies par le Code Général des Collectivités Territoriales,
- le transfert ou la reprise prend effet au premier jour du trimestre civil suivant la parution de l'arrêté préfectoral l'autorisant,
- la nouvelle répartition de la contribution des communes aux dépenses liées aux compétences optionnelles est déterminée ainsi qu'il est indiqué à l'article 14.
- les équipements réalisés par le syndicat demeurent la propriété de celui-ci même en cas de reprise de compétence, sauf avis contraire du Comité,
- la collectivité reprenant une compétence au syndicat continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le syndicat et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l'avait déléguée à cet établissement, jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts. Le comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget.

ARTICLE 10 :

Des commissions peuvent être formées par le Comité pour l'étude de problèmes généraux ou particuliers intéressant soit l'ensemble des collectivités associées, soit certaines d'entre elles.

Notamment, une commission spécifique par compétence optionnelle pourra être constituée par le Comité Syndical pour préparer ses décisions relevant de son domaine de compétence.

ARTICLE 11 :

Le Syndicat est administré par un Comité composé des représentants des communes membres, désignés par chaque Conseil Municipal, à raison de :

- 1 délégué pour chacune des communes dont la population est inférieure à 2 500 habitants. Lorsque celui-ci sera absent, le délégué suppléant désigné par le conseil municipal de la commune en question conformément à l'article L 5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales aura voix délibérative au Comité Syndical ;
- 2 délégués pour chacune des communes dont la population est supérieure à 2 500 habitants.

Concernant les délibérations spécifiques à une compétence, seuls les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération pourront prendre part au vote.

Le Comité pourra faire appel à des personnalités compétentes à titre consultatif.

ARTICLE 12 :

Le Comité élit un bureau composé de :

- 1 Président
- 3 Vice-présidents
- 4 membres

Le Comité fixera par délibération les délégations de pouvoir qu'il entend confier au Président et au Bureau.

ARTICLE 13 :

Le Budget du Syndicat pourvoit aux dépenses nécessaires à la réalisation de son objet.

Ses recettes proviennent notamment :

- de la contribution des communes membres,
- du produit des subventions,
- du produit des dons et legs,
- du revenu éventuel de ses biens immobiliers,
- du produit des emprunts,
- du produit éventuel résultant des conventions passées.

ARTICLE 14 :

Concernant les dépenses de fonctionnement à caractère général, la contribution de base des communes membres est calculée au prorata de la population de chaque commune. Cette contribution de base représente 10% des dépenses de fonctionnement à caractère général. Les 90% restants sont répartis suivant les compétences entre les communes par délibération particulière du Comité Syndical.

En ce qui concerne les dépenses relevant des compétences du syndicat, la contribution des communes membres concernées est déterminée :

- par délibérations particulières du syndicat : la répartition des contributions d'une année N est déterminée par délibération du Comité Syndical votée avant le 31 décembre de l'année N-1 ; en cas d'absence de délibération, la répartition de l'année N reprend le principe de l'année N-1,
- et/ou en fonction des conventions passées, particulièrement dans le cas de communes non membres (voir article 7).

ARTICLE 15 :

Toutes les autres dispositions non prévues par les présents statuts seront réglées par les articles du Code Général des Collectivités Territoriales.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

NANCY, le 10 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES ENTRE GORCY ET VILLE-HOUDLEMONT

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2112-2 à L2112-11 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements.

VU les délibérations du 13 février 2004 par lesquelles les conseils municipaux de GORCY et VILLE HOUDLEMONT sont favorables au projet de modification territoriale conformément au plan annexé ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente du conseil général de Meurthe et Moselle en date du 23 mars 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête de commodo et incommodo sur le projet de modification des limites territoriales entre Gorcey et Ville Houdlemont , du 29 mars au 13 avril 2005 ;

Vu l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur en date du 2 mai 2005 ;

Vu le certificat de la commune de Ville Houdlemont attestant l'absence de population sur les terrains concernés par l'échange ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 10 juin 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : - Les modifications de limites territoriales entre les communes de Gorcey et Ville-Houdlemont (arrondissement de BRIEY, canton de MONT SAINT MARTIN) sont approuvées conformément au plan et tableau annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

ARTICLE 3 : Les conseils municipaux de Gorcey et Ville-Houdlemont sont maintenus en fonction.

ARTICLE 4 : Les modifications des limites territoriales des communes de Gorcey et Ville-Houdlemont n'entraînent aucun transfert de population.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le sous-préfet de Briey sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes de Gorcey et Ville-Houdlmont et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les plan et tableau annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture.

DEUXIEME BUREAU**ARRETE MODIFICATIF PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
VU le code de la route, notamment son article R.130-2 ;
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2005 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale d'ESSEY-LÈS-NANCY ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2005 nommant Mme Sandrine SALVAN en qualité de régisseur ;
VU la lettre du 27 avril 2005 du maire d'ESSEY-LÈS-NANCY m'informant que l'estimation du montant mensuel des recettes encaissées n'excèdera pas 1 220 € et que le régisseur ne constituera pas de cautionnement ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2005 portant nomination de Mme Sandrine SALVAN est modifié comme suit :

Mme Sandrine SALVAN est dispensée de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 2 : Le reste est inchangé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire d'ESSEY-LÈS-NANCY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE MAXEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-5 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;
VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
VU le code de la route, notamment son article R.130-2 ;
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de MAXÉVILLE ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 nommant Mme Dominique THÉVENOT en qualité de régisseur et Mme Éliane PETIT en qualité de régisseur suppléante ;
VU les lettres du 5 novembre 2004 et du 8 février 2005 du maire de MAXÉVILLE m'informant des modifications intervenues dans l'effectif de la police municipale et proposant la nomination de M. Jean-Marc MULLER en qualité de régisseur et de Mlle Christelle MUNIER en qualité de régisseur suppléante ;
VU les avis du trésorier-payeur général en date du 20 décembre 2004 et du 21 mars 2005 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : M. Jean-Marc MULLER, chef de police de la commune de MAXÉVILLE est nommé régisseur, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : M. Jean-Marc MULLER est dispensé de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 3 : Mlle Christelle MUNIER, gardien de police, est nommée régisseur suppléante.

Article 4 : Les autres policiers municipaux de la commune de MAXÉVILLE sont désignés mandataires.

Article 5 : L'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de MAXÉVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 10 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARTICLE 4 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET D'ASSAINISSEMENT DES CITES DE DONCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2002 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt ;
VU la délibération du 31 janvier 2005 du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt décidant la modification de l'article 4 des statuts ;
VU les délibérations concordantes des communes membres :
- BASLI EUX en date du 2 mai 2005
- DONCOURT-LES-LONGUYON en date du 2 mars 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;
Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt est autorisée comme suit :

« **Article 4** : le siège du syndicat est fixé à la mairie de BASLIEUX (54620) ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal des eaux et d'assainissement des cités de Doncourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 13 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE LES BAROCHES ET DE LUBEY
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal de mise en œuvre du contrat rivière Woigot ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1998 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot » ;

VU la délibération du conseil municipal de LES BAROCHES en date du 24 janvier 2005 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot ;

VU la délibération du conseil municipal de LUBEY en date du 6 janvier 2005 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot ;

VU la délibération du comité syndical en date du 10 mars 2005 acceptant ces adhésions ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- AVRIL en date du 15 mars 2005
- BETTAI NVILLERS en date du 13 avril 2005
- BRIEY en date du 31 mai 2005
- LANTEFONTAINE en date du 22 mars 2005
- MAIRY-MAINVILLE en date du 29 mars 2005
- MANCE en date du 30 mars 2005
- MANCIEULLES en date du 29 mars 2005
- TRIEUX en date du 4 avril 2005
- TUCQUEGNI EUX en date du 11 mai 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur des adhésions ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'adhésion des communes de LES BAROCHES et de LUBEY au syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot est autorisée.

La commune de LES BAROCHES sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

La commune de LUBEY sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 9 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU S.I.V.M. DU MASSIF DE LA REINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1966 autorisant la création du SIVM du Massif de la Reine ;

Vu les délibérations du comité syndical des 14 février 2005 et 2 mai 2005 relatives à la modification des articles 2 et 12 des statuts du syndicat, relatifs aux compétences et à la participation financière des communes ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de : ANSAUVILLE (31/03/05), BEAUMONT (28/2/05), BERNECOURT (18/2/05), GROSROUVRES (22/3/05), HAMONVILLE (25/3/05), MANDRES AUX QUATRE TOURS (22/3/05),

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres du syndicat, seule la modification des compétences a reçu l'accord de la majorité qualifiée des conseils municipaux ;

A R R E T E

Article 1er : Est approuvée la modification de l'article 2 des statuts dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du SIVM du Massif de la Reine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame et Messieurs les maires de ANSAUVILLE, BEAUMONT, BERNECOURT, GROSROUVRES, HAMONVILLE, MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 13 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables à la sous-préfecture de TOUL.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 8 DU 20 MAI 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 7 du 27 janvier 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE,

VU le renouvellement des mandats de :

- Madame Marie-Madeleine BOOG
- Monsieur le Docteur René THOMAS
- Madame Danièle TEPNIER
- Madame Jacqueline THIERY
- Monsieur René CHATELAIN

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

1 Cinq représentants des communes concernées

Monsieur Jean-Marie HOSTERT, maire de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Christian HUSSON, conseiller municipal, représentant la commune de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
Madame Monique ROCH, maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Bernard MULLER, représentant la commune de BADONVILLER, fin du mandat en mars 2007.

2 Un représentant du département désigné par le conseil général

Monsieur Alain GERARD, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

3 Le président et le vice-président de la CME

Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, médecin, Président de la CME, fin du mandat en octobre 2007 ;
Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, Vice Président de la CME, fin du mandat en octobre 2007.

4 Un autre membre de la CME

Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin, fin du mandat en octobre 2007.

5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Mademoiselle Monique MILLER, cadre supérieur de santé, fin du mandat en décembre 2008.

6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Monsieur Pascal APOURCHAUX, IDE, fin du mandat en novembre 2008, démissionnaire, en attente de nomination d'un remplaçant,
Madame Thérèse JACQUEMIN, adjoint administratif, représentant le Syndicat FO, fin du mandat en novembre 2008.

7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Madame Marie-Madeleine BOOG, fin du mandat en février 2008
Monsieur le Docteur René THOMAS, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2008
Madame Danièle TEPNIER, fin du mandat en février 2008

8 Deux représentants des usagers

Madame Jacqueline THIERY, Présidente du service de soins des 4 cantons ADMR, représentant l'ADMR, fin du mandat en février 2008
Monsieur René CHATELAIN, représentant l'UDAF, fin du mandat en février 2008.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 7 du 27 janvier 2005.

Article 3. - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 mai 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRETE N° 12 DU 2 JUIN 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 11 du 22 septembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

VU la correspondance de Monsieur D. PIERRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON en date du 29 avril 2005 et relatif au remplacement de Monsieur Gille MOLI NARI et proposant la candidature de Madame Françoise DENIS ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal**
Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général**
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional**
Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
- Président : Monsieur le Docteur ROBERT, fin du mandat en avril 2007 qui sera représenté au Conseil d'Administration par Madame le Docteur Noëlle CHERY,
- Vice-Président : Madame le Docteur CHERY, Chef de service UPATOU, fin du mandat en avril 2007 qui sera représentée au Conseil d'Administration par Madame GOURMEL.
- 7 Deux autres membres de la CME**
Monsieur le Docteur BERTRAND, fin du mandat en avril 2007, qui sera représenté au Conseil d'Administration par Monsieur le Docteur Boualem BOUNAAS,
Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat en janvier 2007.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Madame Françoise DENIS, sage-femme, en remplacement de Monsieur Gilles MOLI NARI, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2007,
Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, fin du mandat en janvier 2007,
Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2007.
- 11 Deux représentants des usagers**
Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juin 2007,
Madame Patricia VIRTEL, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les établissements hospitaliers (VMEH), fin du mandat en juin 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 11 du 22 septembre 2004.

Article 3. - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 juin 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE DDASS/AES PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION
DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE
SELARL 08 - AUTORISATION N° 54-10 - AUTORISATION N° 54-21 - AUTORISATION N° 54-75**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté modifié du 13 janvier 1995, autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée de la « SELARL Laboratoire Médico Biologiste CINQUALBRE-PAULUS », sous le n° 08 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU le dossier relatif au transfert du siège social de la S.E.L.A.R.L. au 1170 avenue Pinchard à 54000 NANCY

VU l'avis favorable émis le 26 mai 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée, agréée sous le n° 08, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS
1170 avenue Raymond PINCHARD
54000 NANCY

Laboratoires exploités :

Laboratoire Médico Biologique Cinqualbre-Paulus
2, rue des Quatre Eglises
54000 NANCY

Autorisation n° 54-10

Laboratoire d'analyses de biologie médicale
9, square de Liège
54500 VANDOEUVRE

Autorisation n° 54-21

Laboratoire d'analyses de biologie médicale
1170, avenue Raymond Pinchard
54000 NANCY

Autorisation n° 54-75

Cogérants :

Monsieur CINQUALBRE Jean, Docteur en Médecine

Monsieur PAULUS Jean-Marcel, Pharmacien

Madame PEROT COLLIN Elisabeth, Pharmacien.

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur CINQUALBRE Jean
- Monsieur PAULUS Jean-Marcel
- Madame PEROT COLLIN Elisabeth
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie
- Monsieur le Maire de NANCY
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 2 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/04/2005 par Monsieur RAULET Etienne à LONGUYON concernant 34,88 ha situés à VILLERS LE ROND - CHARENCEY VEZIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU le recours du 7 avril 2005 de Madame et Monsieur BERTHOLET co exploitants dans l'EARL de l'OTHAIN faisant état des difficultés économiques qui résulteraient de la reprise de cette exploitation, de la remise en cause de l'EPI de Madame BERTHOLET et le démembrement de deux îlots de culture

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la commission départementale a jugé que la viabilité économique de l'EARL de l'OTHAIN n'était pas compromise par la reprise des 34,88 ha par Monsieur Raulet puisque l'exploitation se retrouvera après cession à 92 équivalents SCOP par UMO, et que l'étude prévisionnelle de Madame BERTHOLET prenait en compte la reprise de ce fonds.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur RAULET Etienne est autorisé à exploiter 34,88 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RAULET Etienne ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LE ROND - CHARENCEY VEZIN pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/03/2005 par Monsieur BEROT Sébastien à FERRIERES concernant 4,42 ha situés à FERRIERES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente des associés du GAEC de la VOILE qui exploitent un nombre d'unités SCOP supérieur à 150 unités SCOP et que de ce fait Monsieur BEROT est prioritaire au regard du schéma départemental des structures.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que ces parcelles conviennent à l'exploitation de Monsieur BEROT du fait de leur proximité par rapport au siège de l'exploitation

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BEROT Sébastien est autorisé à exploiter 4,42 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEROT Sébastien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEROT Sébastien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FERRIERES pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/04/2005 par Monsieur JEAN Roger à SAFFAIS concernant 8,03 ha situés à SAFFAIS et FERRIERES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU la demande concurrente du 23 février 2005 de Monsieur Jean-Michel MENUT exploitant individuel à FERRIERES qui exploite 53,6 ha , non soumis au contrôle des structures du fait de sa situation économique ;
VU l'activité principale du demandeur hors agricole et sa qualité de double actif qui le situe à un rang de priorité, inférieur à la demande de Monsieur MENUT
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT qu'il convient de favoriser les exploitations dont le revenu est le moins élevé et que par conséquence, d'accorder priorité à Monsieur MENUT pour les parcelles qui se trouvent en concurrence

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur JEAN Roger est autorisé à exploiter

- sur la commune de Ferrières la parcelle B 23 au lieu dit » Bas de Viller » d'une contenance de 39 ares.
- sur la commune de Saffais la parcelle ZC 1 au lieu dit « Grandes Hazelles » d'une contenance de 76 ares.

Monsieur JEAN Roger n'est pas autorisé à exploiter sur la commune de FERRIERES les parcelles suivantes qui regroupent une surface de 6,89 ha.

B 25	BAS DE VILLER	2,25 ha
B 59	AU PONCEY	0,53 ha
B 60	AU PONCEY	0,48 ha
C 10	AU POIRIER LE LOUP	2,95 ha
C 45	AU ROUGE POIRIER	0,68 ha

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEAN Roger.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEAN Roger, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAFFAIS - FERRIERES pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/02/2005 par Monsieur HECHON Aloïs à GONDREVILLE concernant 27,46 ha situés à DOMGERMAIN , CHOLOY MENILLOT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU la demande concurrente de Monsieur Cédric VOSGIEN qui occupe le même rang de priorité
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur HECHON Aloïs est autorisé à exploiter 27,46 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HECHON Aloïs.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HECHON Aloïs, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMGERMAIN - CHOLOY MENILLOT pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2005 par Monsieur VOSGIEN Cédric à MANONCOURT EN WOEVRE concernant 27,46 ha situés à CHOLOY MENILLOT et DOMGERMAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente de Monsieur Aloïs HECHON qui occupe le même rang de priorité

VU la situation particulière de la parcelle ZB 19 à DOMGERMAIN qui convient particulièrement à l'exploitation de Monsieur HECHON et qui est citée dans son étude prévisionnelle d'installation comme une surface nécessaire à son exploitation

VU les propositions du comité technique de la SAFER qui s'était prononcé en faveur de Monsieur HECHON lorsque cette surface était proposée à la vente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la parcelle ZB 19 est de nature à faciliter les travaux de l'exploitation HECHON, il convient de privilégier sa demande par rapport à toute autre demande d'agrandissement notamment la demande de Monsieur VOSGIEN dont le siège d'exploitation est éloigné d'une vingtaine de kilomètres.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur VOSGIEN Cédric est autorisé à exploiter sur les parcelles désignées ci-dessous :

sur la commune de DOMGERMAIN

54 162 ZA 14 et ZA 30 pour une superficie de 15,07 ha

sur la commune de CHOLOY MENILLOT

54 128 ZC 30 et ZC 64 pour une superficie de 4,66 hectares

Monsieur VOSGIEN Cédric n'est pas autorisé à exploiter à DOMGERMAIN la parcelle 54 162 ZB 19 d'une superficie de 7,73 hectares

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VOSGIEN Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VOSGIEN Cédric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHOLOY MENILLOT - DOMGERMAIN pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/04/2005 par Monsieur CHATA Pascal à MEHONCOURT concernant 2,18 ha situés à MEHONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU le projet d'installation d'un fils qui place la demande en position de prioritaire par rapport à d'autres demandes
VU la demande concurrente de Monsieur Bernard MUNIER qui occupe le même rang de priorité au regard du schéma départemental des structures
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

DE C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur CHATA Pascal est autorisé, sous condition d'installer un fils dans un délai de deux ans, à exploiter 2,18 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHATA Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHATA Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MEHONCOURT pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/04/2005 par Monsieur MUNIER Bernard à ROMAIN concernant 6,10 ha situés à - BARBONVILLE - MEHONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU le projet d'installation d'un fils qui place la demande en position de prioritaire par rapport à d'autres demandes

VU la demande concurrente partielle de Monsieur Pascal CHATA sur la parcelle située sur MEHONCOURT, qui occupe le même rang de priorité au regard du schéma départementales des structures

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur MUNIER Bernard est autorisé sous condition d'installer un fils dans un délai de deux ans, à exploiter 6,10 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MUNIER Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MUNIER Bernard, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BARBONVILLE - MEHONCOURT pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2005 par Monsieur MULLER Gérald à VILLE SUR YRON concernant 7,31 ha situés à TRONVILLE - MARS LA TOUR ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la décision d'autorisation d'exploiter en date du 7 juillet 2004 et la décision de recevabilité du projet d'installation de Monsieur Damien VINOT en date du 26 juillet 2004.

VU que le fonds objet de la présente demande est exploité pour 6 ha 10 par Monsieur VINOT dans le cadre de son projet d'exploitation, qu'il est candidat pour cultiver la partie cadastrale de 1ha21, qu'il n'est pas soumis à autorisation du fait de la dimension de son exploitation

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée

CONSIDERANT qu'il n'est pas possible de modifier le projet d'installation d'un jeune agriculteur au cours de son premier exercice de fonctionnement ni de fractionner une même parcelle cadastrale

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur MULLER Gérald n'est pas autorisé à exploiter les 7,31 ha objet de la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MULLER Gérald, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRONVILLE - MARS LA TOUR pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/04/2005 par Monsieur ROUX Jean Pierre à THIAUCOURT concernant 30 ha situés à THIAUCOURT REGNIEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU la décision d'autorisation d'exploiter en date 26 janvier 2005 prise en faveur de Monsieur CANTIGET jeune exploitant, habitant la commune de Thiaucourt,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que la dimension économique de l'exploitation de Monsieur ROUX est supérieure à celle de Monsieur CANTIGET

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur ROUX Jean Pierre n'est pas autorisé à exploiter les 30 ha qui font l'objet de la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ROUX Jean Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ROUX Jean Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THIAUCOURT REGNIEVILLE pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/05/2005 par Monsieur JUSNEL Claude à CLAYEURES concernant 4,44 ha situés à LOREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur JUSNEL Claude est autorisé à exploiter 4,44 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JUSNEL Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JUSNEL Claude, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOREY pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/05/2005 par Monsieur SIMONIN Hervé à LUPCOURT concernant 17,56 ha situés à LUPCOURT - VILLE EN VERMOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur SIMONIN Hervé est autorisé à exploiter 17,56 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SIMONIN Hervé.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIMONIN Hervé, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LUPCOURT - VILLE EN VERMOIS pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/05/2005 par Monsieur ZAPOTINY Stéphane à BRULEY concernant 10,08 ha situés à PAGNEY DERRIERE BARINE - BRULEY - LUCEY - ECROUVES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur ZAPOTINY Stéphane est autorisé à exploiter 10,08 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ZAPOTINY Stéphane.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ZAPOTINY Stéphane, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PAGNEY DERRIERE BARINE - BRULEY - LUCEY - ECROUVES pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/04/2005 par Monsieur BAUMANN Daniel à COINCOURT concernant 5,19 ha situés à XURES - MOUACOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BAUMANN Daniel est autorisé à exploiter 5,19 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAUMANN Daniel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BAUMANN Daniel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XURES - MOUACOURT pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/04/2005 par Mrs DEMANGE Olivier et Gilles à BONVILLER concernant 4,39 ha situés à BONVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Mrs DEMANGE Olivier et Gilles sont autorisés à exploiter 4,39 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mrs DEMANGE Olivier et Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mrs DEMANGE Olivier et Gilles, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BONVILLER pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/04/2005 par Monsieur BARBIER Guy à TONNOY concernant 2,66 ha situés à CREVECHAMPS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur BARBIER Guy est autorisé à exploiter 2,66 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BARBIER Guy.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BARBIER Guy, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREVECHAMPS pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre I I ,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/04/2005 par Monsieur BABEL Gilbert à SAINT PIERREMONT concernant 2,39 ha situés à FONTENOY LA JOUTE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur BABEL Gilbert est autorisé à exploiter 2,39 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BABEL Gilbert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BABEL Gilbert, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FONTENOY LA JOUTE pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre I I ,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/02/2005 par Messieurs RENAUDIN associés du GAEC de la VOILE à REMEREVILLE concernant 17,53 ha situés à TONNOY - FERRIERES - SAFFAIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente sur 4,42 ha de Monsieur Sébastien BEROT exploitant individuel à FERRIERES qui exploite 110 ha ; la dimension économique de son exploitation regroupe 54 unités SCOP par UMO

VU la demande concurrente sur 13,93 ha de Monsieur Jean-Michel MENUT exploitant individuel à FERRIERES qui exploite 53,6 ha ; la dimension économique de son exploitation regroupe 25 unités SCOP par UMO

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/05/2005 sur la demande précitée.

VU que Messieurs RENAUDIN exploitent en GAEC à deux associés une superficie de 385 ha avec 171 unités SCOP par UMO

CONSIDERANT que l'objectif prioritaire du schéma des structures est de conforter les exploitations dans la limite de 150 unités SCOP par UMO et que l'exploitation de Messieurs RENAUDIN dépasse ce chiffre.

CONSIDERANT qu'en matière d'agrandissement, en cas de pluralité des demandeurs, il y a lieu de donner priorité en fonction de la taille des exploitations comme défini à l'article 8 de l'arrêté du 8 janvier 2001, ; que par conséquent, il convient de limiter l'autorisation aux seules parcelles qui ne sont pas en concurrence avec d'autres exploitations, notamment celles de Messieurs BEROT et MENUT précitées

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs RENAUDIN sont autorisés à exploiter les parcelles désignées ci dessous qui figuraient dans la demande et qui totalisent une surface de 4,26 ha

Commune de FERRIERES

C 55	A TRAVERS la ROUTE de BAYON	0,16 ha
E 6	DERRIERE LES JARDINS	1,93 ha
E 8	DERRIERE LES JARDINS	0,16 ha
F 158	DERRIERE L EGLISE	0,22 ha
F 162	DERRIERE L EGLISE	0,59 ha
G 131	LE BAS VILLAGE	0,15 ha
G 145	LE BAS VILLAGE	0,13 ha
G 181	LE BAS VILLAGE	0,05 ha
G 244	LE PAQUIS MOUROT	0,16 ha
G 296	LE PAQUIS MOUROT	0,01 ha
G 298	LE PAQUIS MOUROT	0,14 ha

Commune de SAFFAIS

ZD 2	HAUT DU FAUX	0,32 ha
ZD 4	HAUT DU FAUX	0,24 ha

Messieurs RENAUDIN ne sont pas autorisés à exploiter les parcelles désignées ci dessous qui figuraient dans la demande et qui totalisent une surface de 13,87 ha

Commune de FERRIERES

B 87	COTE DES SAUNIER	2,56 ha
B 88	COTE DES SAUNIER	3,74 ha
B 92	COTE DES SAUNIER	0,46 ha
B 93	COTE DES SAUNIER	2,57 ha
B 30	A FONTENELLE	1,24 ha
F 112	LES GRANDES VIGNES	0,68 ha
G 2	LE PAQUIS MOUROT	0,10 ha
G 3	LE PAQUIS MOUROT	0,04 ha
G 24	AU GRAND MARAIS	0,04 ha
G 25	AU GRAND MARAIS	0,14 ha
G 149	LE BAS VILLAGE	0,33 ha

Commune de TONNOY

B 349	CANTON DE LOUISE	0,29 ha
B 353	TERRES BLANCHES DE ROVEL	0,93 ha
ZE 32	ROVEL	0,75 ha

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs RENAUDIN.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs RENAUDIN, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TONNOY - FERRIERES - SAFFAIS pour affichage.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter et le recours déposé le 07/04/2005 par Messieurs HANRIOT Thierry et Damien à CERVILLE concernant 7,00 ha situés à LENONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU la demande non concurrente de Monsieur JOB qui envisage de s'installer en qualité de jeune agriculteur et qui occupe, de ce fait, un rang prioritaire par rapport aux demandeurs,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs HANRIOT Thierry et Damien sont autorisés à exploiter 7,00 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs HANRIOT Thierry et Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

La décision du 16 mars 2005, concernant cette opération, est annulée.

ARTICLE 4 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs HANRIOT Thierry et Damien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 3 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter et le recours déposé le 03/05/2005 par Monsieur VANNESSON Jean François à LENONCOURT concernant 3,43 ha situés à LENONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU la demande non concurrente de Monsieur JOB qui envisage de s'installer en qualité de jeune agriculteur et qui occupe, de ce fait, un rang prioritaire par rapport au demandeur,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur VANNESSON Jean François est autorisé à exploiter 3,43 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VANNESSON Jean François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : La décision du 16 mars 2005, concernant cette opération, est annulée.

ARTICLE 4 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VANNESSON Jean François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 3 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/038/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires concernés

Vu l'avis favorable de la CUGN ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général

Vu l'arrêté n° 2005/DDE/027/CDER en date du 17 mai 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A. 330 au droit du PR 3+000 et 9+000 dans le sens NANCY - EPI NAL, sur le territoire des communes de HOUEMONT - FLEVI LLE - LUDRES - RICHARDMENIL et FLAVIGNY, suite à des problèmes techniques dans le cadre de la Phase 1 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

L'arrêté cité au préambule du présent arrêté est modifié comme suit :

La PHASE 1 est modifiée comme suit :

La PHASE 1 devient PHASE 1 bis

Les nuits du 1^{er} et 2 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, toute circulation est interdite sur l'A. 330 dans le sens NANCY - EPI NAL du PR 3+800 au PR 9+900 entre le croisement autoroutier A. 330/A. 33 et l'échangeur de FLAVIGNY. Les déviations sont précisées à l'article II

ARTICLE II -

Les usagers venant de NANCY et désirant se rendre à EPI NAL empruntent la déviation suivante :

Bretelle Nancy Strasbourg du croisement autoroutier A. 330/A. 33 - A. 33 section courante - bretelle Nancy Fléville ZI de l'échangeur Fléville ZI n° 3 (rue du Champ Moyen - Rue Gustave Eiffel - rue Fresnel - Rue Lavoisier - Rue pasteur) pour rejoindre la direction EPI NAL par la RD 570 puis prendre RN. 57 direction EPI NAL par l'échangeur de Flavigny.

Les usagers venant de STRASBOURG et désirant se rendre à EPI NAL empruntent la déviation suivante :

- Echangeur de Fléville de l'A. 33 - ZI de FLEVI LLE /ZI de LUDRES (rue du Champ Moyen - Rue Gustave Eiffel - rue Fresnel - Rue Lavoisier - Rue pasteur) pour rejoindre la direction EPI NAL par la RD 570 puis prendre RN. 57 direction EPI NAL par l'échangeur de Flavigny.

Les usagers venant de PARIS et désirant se rendre à EPI NAL empruntent la déviation suivante :

A. 33 - jusqu'à l'échangeur n° 3 de FLEVI LLE - ZI de FLEVI LLE/ZI de LUDRES (rue du Champ Moyen - Rue Gustave Eiffel - rue Fresnel - Rue Lavoisier - Rue pasteur) pour rejoindre la direction EPI NAL par la RD 570 puis prendre RN. 57 direction EPI NAL par l'échangeur de Flavigny.

ARTICLE III

Les bretelles d'entrée et de sortie des échangeurs de LUDRES ZI (n° 5) et du diffuseur de RICHARDMENIL (n° 6) sur l'A. 330 sont fermées à toute circulation sens NANCY - EPI NAL ainsi que l'accès et la sortie de la station service du Canal de l'Est les nuits du 1^{er} et 2 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00.

Les usagers désirant se rendre à EPI NAL empruntent la déviation suivante :

- RD 570 puis prendre RN. 57 direction EPI NAL par l'échangeur de Flavigny.

Les usagers désirant se rendre à DIJON empruntent la déviation suivante :

- RD 570 - rond point de Richardménil - RD 331 direction DIJON

ARTICLE IV

Les PHASES 2 et 3 sont modifiées comme suit :

La nuit du 2 au 3 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A.330 entre les PR 4+700 et 8+570 sens NANCY - EPI NAL.

Sens NANCY - EPI NAL

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement (PR 4+700)
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche du sens EPI NAL - NANCY à 90 Km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 8+570)

Sens EPINAL - NANCY

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE V

Les bretelles d'entrée et de sortie des échangeurs de LUDRES ZI (n° 5) et du diffuseur de RICHARDMENIL (n° 6) sur l'A. 330 sont fermées à toute circulation sens NANCY - EPI NAL ainsi que l'accès et la sortie de la station service du Canal de l'Est les nuits du 1^{er} et 2 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00.

Les usagers désirant se rendre à LUDRES empruntent la déviation suivante :

- bretelle Nancy - Flavigny de l'échangeur de Flavigny - RD 570 - retour sur A. 330 par la bretelle Flavigny - Nancy et bretelle Epinal - Ludres.

Les usagers désirant se rendre à DIJON empruntent la déviation suivante :

- bretelle Nancy - Flavigny de l'échangeur de Flavigny RD 570 - rond point de Richardménil - RD 331 direction DIJON

ARTICLE VI

L'article X de l'arrêté de référence est modifié comme suit :

En cas d'intempéries ou de différents problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE VII

Toutes les autres dispositions antérieures prévues dans l'arrêté de référence restent inchangées.

ARTICLE VIII

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IX

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à CHAMPIGNEULLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de HOUEMONT, FLEVILLE, LUDRES RICHARDMENIL et FLAVIGNY, Monsieur le directeur de la CUGN, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1^{er} juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/040/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la mise en place de boucles de comptage sur l'A31 au PR 267+500, sur le territoire de la commune d'AUTREVILLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Du 6 au 7 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, des mesures d'exploitation (neutralisation de la voie de droite puis de la voie de gauche, du PR 268+000 au PR 267+000) sont mises en place sur l'A. 31 dans le sens Metz/Nancy sur le territoire de la commune d'AUTREVILLE.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixées dans la circulaire ministérielle n°96-14

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou problème technique, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou de problème technique.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire d'AUTREVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1^{er} juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/041/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de peinture sur l'ouvrage d'art LGV Est européenne surplombant l'autoroute A31 sur le territoire de la commune de LESMENILS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Ces travaux sont prévus pour une durée de 4 nuits de 21 H 00 à 6 H 00 du 6 au 9 juin 2005 dans les deux sens de circulation

Phase 1 – les nuits du 6 et 7 juin 2005

La circulation s'établit comme suit entre les PR 282+050 au PR 280+100 de l'A.31 :

- **dans le sens METZ – NANCY**
 - la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens NANCY – METZ
 - il est interdit de doubler,
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1^{er} basculement
 - la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement.
- **dans le sens NANCY – METZ**
 - la voie de gauche est neutralisée,
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
 - il est interdit de doubler.

Phase 2 – les nuits des 8 et 9 juin 2005

La circulation s'établit comme suit entre les PR 280+100 au PR 282+050 de l'A.31 :

- **dans le sens NANCY – METZ**
 - la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens METZ – NANCY
 - il est interdit de doubler,
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1^{er} basculement
 - la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement.
- **dans le sens METZ – NANCY**
 - la voie de gauche est neutralisée,
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
 - il est interdit de doubler.

Cette phase est susceptible d'être avancée à la nuit précédente suivant l'avancement des travaux de la phase 1.

ARTICLE II

Durant ces travaux, les bretelles de l'A. 31 METZ/LESMENILS et LESMENILS/METZ (échangeur n° 28) sont interdites à la circulation,

- **Sens METZ – NANCY**

les usagers désirant emprunter la RD 910 doivent prendre la déviation suivante :

- A. 31 – Echangeur d'ATTON (n° 27) puis reprendre l'autoroute en direction de METZ, puis sortir à l'échangeur n° 28 – NANCY – LESMENILS

- **Sens NANCY – METZ**

les usagers désirant se rendre à METZ doivent prendre la déviation suivante :

- A. 31 direction NANCY – échangeur d'ATTON (n° 27) puis reprendre l'autoroute en direction de METZ.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LESMENILS, ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/042/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à des travaux de construction de longrine en béton sur l'A. 31 au PR 265+043 sur le territoire de la commune de Belleville ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les nuits du 7 au 9 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, des mesures d'exploitation (neutralisation de la voie de droite du PR 263+500 au PR 265+500) sont mises en place sur l'A. 31 sur le territoire de la commune de BELLEVILLE.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixées dans la circulaire ministérielle n°96-14

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de BELLEVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/043/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparation de chaussée sur l'A. 33, dans le sens STRASBOURG - NANCY, sur le territoire de la commune de ROSIERES AUX SALINES ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les nuits des 13 et 14 juin 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 33 du PR 22+000 au PR 20+000 dans le sens STRASBOURG - NANCY entre les 24+400 et 19+200

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
 - il est interdit de doubler
 - la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du premier basculement
 - la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
 - la vitesse est limitée à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement
- dans le sens NANCY - STRASBOURG entre les PR 19+200 et 24+400
- la voie de gauche est neutralisée
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 Km/h
 - il est interdit de doubler.

ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de ROSIERES AUX SALINES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/044/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de mise en oeuvre d'un câble de transport sur la branche du giratoire Brigachtal de la R.N. 74 vers SEICHAMPS.

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de NANCY NORD ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Du 13 au 17 juin 2005 de 9 h 00 à 16 h 00, la circulation est interdite sur la branche du giratoire Brigachtal de la RN 74 vers SEICHAMPS.

ARTICLE II

En raison de la fermeture d'une branche du giratoire de Brigachtal, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- RD 83 jusqu'au carrefour N. 74/D. 83 (Lieu dit Tronc qui Fume) - R.N. 74 (avenue du 69^{ème} RI) puis retour vers le giratoire de Brigachtal.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise CABLOR sous le contrôle de FRANCE TELECOM ;

ARTICLE IV

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de ESSEY LES NANCY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

ARRETE S.G.A.R. N° 2005-222 EN DATE DU 25 MAI 2005

PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article D.231-4 tel que modifié par le décret n° 2004-1282 du 26 novembre 2004 ;

VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2004-620 en date du 30.12.04 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du conseil de la caisse primaire de Nancy ;

A R R E T E

Article 1er : Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. *la Confédération Générale du Travail (CGT)*

Titulaires : M. BELLIVIER Thierry
M. CICCOTELLI Sylvio
Suppléants : M. RIGHETTI Fabien
M. LECAILLON Laurent

2. *la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)*

Titulaires : Mme ROBERT Marie-Louise née BAGARD
M. MARTIN Jean-Paul
Suppléants : M. DOLVECK Gérard
M. ATTENONT Hubert

3. *la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)*

Titulaires : M. FEUILLATRE Patrick
M. GEORGES Raymond
Suppléants : M. OUDIN Michel
M. THIEBAUT Dominique

4. *la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)*

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
Suppléant : M. BUISSON Jacky

5. *la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)*

Titulaire : M. TORNAMBE François
Suppléant : M. BATALLIC Jean

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. *du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)*

Titulaires : M. BELLOCCHIO Jean-Marie
M. BERTRAND Michel
M. ELLES Laurent
M. HEUGUES Bernard
Suppléants : Mlle FELLER Fanny
M. NORIS Nicolas
Mme RECEVEUR Stéphanie née KLEIN
M. PERRIN Philippe

2. *de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)*

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric
M. MION Jean-Christophe
Suppléants : M. MALHER Etienne
M. BOONEN Jean

3. *de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)*

Titulaires : M. BOULENGER Guy
M. GERAULD Michel
Suppléants : M. MUSQUAR Yves
M. POIREL André

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires : Mme DAUPLAIS Annie née DAGUENET
M. CHENUT Eric
Suppléants : M. OLAI ZOLA Jean-Louis
M. MERANGER Pierre

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. *de l'Association des Paralysés de France (APF)*

Titulaire : M. BLAISE Rémy
Suppléant : Mme COLMON Christine née BERTON

2. *de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)*

Titulaire : M. NORO Frédéric
Suppléant : M. BALBERDE Jean-Pierre

3. *de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)*

Titulaire : M. MICHEL Dominique
Suppléant : M. DIDIER François

4. *de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)*

Titulaire : M. FRESSE Marcel
Suppléant : M. DUPRE Yves

5. *de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)*

Titulaire : M. PERRIN Jean
Suppléant : M. SODKI Mahmoud

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2005-43 du 10 février 2005 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 25 mai 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	505
CABINET DU PREFET	505
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE LA MUTUALITE, DE LA COOPERATION ET DU CREDIT AGRICOLES - PROMOTION DU 14 JUILLET 2005.....	505
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DES TRAVAUX PUBLICS PROMOTION DU 14 JUILLET 2005.....	506
SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE	506
EXAMEN DE SECOURI SME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU MERCREDI 11 MAI 2005 - PROCES-VERBAL N° 18/2005	506
EXAMEN DE SECOURI SME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU VENDREDI 20 MAI 2005 - PROCES-VERBAL N° 23/2005.....	507
SECRETARIAT GENERAL	507
BUREAU DU PERSONNEL ET DU BUDGET.....	507
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	507
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	508
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	508
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.22 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PAUL JOLY, CHARGE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE DU 6 JUIN AU 30 JUIN 2005 INCLUS.....	508
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.23 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	509
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	509
PREMIER BUREAU.....	509
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL	509
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	510
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	510
TROISIEME BUREAU.....	510
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DES OFFRES DANS LE CADRE DU MARCHE DE MISE EN SECURITE DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY	510
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN D'UN AVENANT AU MARCHE DE MAINTIEN D'ŒUVRE DANS LE CADRE DU MARCHE DE RENOVATION DES ASCENSEURS DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY	510
QUATRIEME BUREAU.....	511
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS- DE- PORT	511
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	511
CINQUIEME BUREAU.....	512
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/281 FIXANT LES PLANS DE CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR LA CAMPAGNE 2005/2006.....	512
ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF CHASSE N° 2005/282 RELATIF AU PLAN DE CHASSE POUR L'ESPECE "SANGlier" ET SA MISE EN ŒUVRE SUR LA TOTALITE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	512
AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A GONDREVILLE.....	513
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	513
DEUXIEME BUREAU.....	513
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	513
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 148.....	514
AUTORISATION PREFECTORALE N° 162.....	514
LISTE DES AGENTS IMMOBILIERS - ANNEE 2005.....	514
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	521
PREMIER BUREAU.....	521
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS, DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES "LA PIPISTRELLE", DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MIRABEE, DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRISTAL ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BAYONNAIS AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE (SDE54)	521
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	522
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JARNISY	522
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	523
ARRETE DU 24 MAI 2005 ARRETANT LE BUDGET PRINCIPAL 2005 DE LA COMMUNE DE BATHELEMONT LES BAUZEMONT.....	523
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	524
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	524
ARRETE CONCERNANT LE VOLET « I.R.C. » DU S.R.O.S. DE LORRAINE	524

<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	524
ARRETE N° 17 DU 13 MAI 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU.....	524
ARRETE ARH N° 57 D-734 DU 17 MAI 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE BLANCHISSERIE DE METZ.....	525
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	526
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE	526
ARRETE AUTORISANT LA TRANSFORMATION PARTIELLE DE LA MAISON DE RETRAITE LA SAINTE FAMILLE A VANDOEUVRE-LES-NANCY EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD)	526
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	527
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	527
ARRETE 072/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-82.....	527
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 147 - SARL JARVILLE AMBULANCES - 18 RUE LEO DELIBES - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE.....	528
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	529
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL</i>	529
DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER.....	529
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/123 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 1974 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GRAND-FAILLY	530
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	531
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	531
ARRETE 2005/DDE/018/CDER.....	531
ARRETE 2005/DDE/026/CDER.....	531
ARRETE 2005/DDE/027/CDER.....	533
ARRETE 2005/DDE/028/CDER.....	534
ARRETE 2005/DDE/029/CDER.....	535
ARRETE 2005/DDE/030/CDER.....	536
ARRETE 2005/DDE/031/CDER.....	536
ARRETE 2005/DDE/032/CDER.....	537
ARRETE 2005/DDE/033/CDER.....	538
ARRETE 2005/DDE/034/CDER.....	538
ARRETE 2005/DDE/035/CDER.....	539
ARRETE 2005/DDE/036/CDER.....	539
ARRETE 2005/DDE/037/CDER.....	540
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	541
AVIS.....	541
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	541
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE.....	541
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (RADIATIONS).....	545
AVIS DE CONCOURS	546
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE INFIRMIERES DIPLOMEES D'ETAT AU CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER.....	546
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE MAITRE OUVRIER AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	546
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DOUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	547
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AMBULANCIER AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	547
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRES DE SANTE - FILIERE INFIRMIERE - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	548
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE INFIRMIERE - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	548
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	549
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET A EPIINAL.....	549
ARRETES INTERPREFECTORAUX	549
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BEUVEILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE) ET DE LOMMERANGE (MOSELLE) AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS.....	549
ARRETE N° 454/05 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN DE SAINT-DIE DES VOSGES.....	550
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 216/05 AUTORISANT LA SUPPRESSION DE LA COMPETENCE « GESTION DES SERVICES DE SECOURS ET D'INCENDIE HORS CASERNEMENT » DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE LA PLAINE.....	551

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE LA MUTUALITE,
DE LA COOPERATION ET DU CREDIT AGRICOLES - PROMOTION DU 14 JUILLET 2005

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'arrêté du 14 mars 1957, instituant la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles,

VU l'arrêté du 16 février 1970 donnant délégation des pouvoirs aux préfets pour décerner cette distinction,
SUR proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

Article 1er : Au titre de l'année 2005, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

Médaille de bronze

- Mlle Marie-Christine BECK
- M. Francis MAILLIOT
- Mme Marie-Thérèse MARECHAL-CLAUSS
- M. Francis PIERRON
- M. Philippe POINSIGNON
- Mme Emmanuelle ECKMANN
- M. Laurent ARNOUD
- M. Philippe MILLERY

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 30 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DES TRAVAUX PUBLICS
PROMOTION DU 14 JUILLET 2005**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics,

VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement,

VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le Préfet du département territorialement compétent,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

Article 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- M. Jean-Louis BERNIZ
surveillant de travaux
370, rue des Vignes Noël - 54200 CHAUDENEY
- M. Didier GABRIEL
chef d'équipe d'exploitation des TPE
33 rue des Aulnes - 54630 RICHARDMENIL
- M. Jean-Philippe MALOT
chef d'équipe d'exploitation des TPE
maison éclusière n° 14 - 54570 FOUG

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

NANCY, le 3 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

**EXAMEN DE SECOURSISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE
DU MERCREDI 11 MAI 2005 - PROCES-VERBAL N° 18/2005**

28 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ABSALON	RICHARD	26/05/1982	EPI NAL
ALBA	VERONICK	28/05/1979	CROIX
ALBERT	LAURIANE	09/10/1986	NANCY
ANTOINE	EMILIE	22/07/1984	EPI NAL
ATTAR	SALIM	24/11/1986	SETIF
BAYARD	PIERRE	22/01/1987	BAR-LE-DUC
BUJACK	MATHEU	16/02/1983	PONT-A-MOUSSON
DA COSTA	MANUEL	11/03/1983	MONT-SAINT-MARTIN
DIDIER	DIANA	27/02/1982	TOUL
FERRARI	DANIEL	08/06/1976	MOYEUVE-GRANDE
GABRIEL	ALEXIS	20/07/1983	COLMAR
HUGOT	BERTRAND	15/03/1965	SOMAIN
HUMBERT	SIMON	17/03/1987	METZ
JEANDEL	BENOIT	24/04/1983	NANCY
LAMARCHE	MELANIE	08/02/1984	NANCY
LAMBERT	MAUD	17/03/1984	NANCY
MACHIN	AURELIE	28/12/1986	NANCY
MICAULT	SEBASTIEN	24/04/1976	LAXOU
MICHEL	EMILIE	23/02/1983	BAR-LE-DUC
MOUCET	DAVID	18/05/1974	COMBOURG
NICOLAS	JULIEN	06/10/1977	REMI REMONT

REIGNIER	LOIC	05/03/1986	PONT-A-MOUSSON
ROBERT	JULIE	24/09/1984	PONT-A-MOUSSON
SONZOGNI	CLIO	04/10/1983	REMI REMONT
STREIFF	GAELLE	28/01/1985	NANCY
VAL	LOÏC	30/01/1986	BAR-LE-DUC
VILMAIN	JEAN-PHILIPPE	19/12/1980	LUNEVILLE
VISPI	NICOLAS	24/09/1986	VILLERUPT

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE
DU VENDREDI 20 MAI 2005 - PROCES-VERBAL N° 23/2005**

40 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ACCARDO	MELISSA	21/09/1985	SAINT-AVOLD
ADAM	BASTIEN	13/08/1985	LAXOU
AIGLE	JULIE	13/05/1983	NANCY
ANTOINE	SOPHIE	02/06/1983	EPI NAL
ARDUINI	OLIVIER	05/08/1980	BORDEAUX
ARQUIN	FLORENCE	16/02/1985	METZ
ASSAYAG	MAXIME	15/05/1987	STRASBOURG
ASTIER	CELINE	26/05/1982	TOUL
BAILLY	AUORE	04/11/1986	NANCY
BERNIER	TIPHAIN	06/05/1983	BAR-LE-DUC
BRAVETTI	ANTOINE	29/06/1985	BAR-LE-DUC
CESARI	CAROLE	04/12/1985	LAXOU
CHANUDET	MATHIEU	21/09/1986	PONT-A-MOUSSON
CLAUDON	FABIEN	03/04/1984	SAINT-AVOLD
CROUZILLE	PIERRE	18/01/1983	NANCY
DELEYS	NOEMIE	19/03/1987	NANCY
DESHAYES	AURELIE	04/02/1983	WOIPPY
DONADINI	THIBAUT	28/12/1983	SAINT-DIE
EICHELBERGER	ALEXANDRE	02/08/1985	PARIS
FABER	JEAN	15/05/1980	THONVILLE
FOLSCHWEILLER	DELPHINE	24/03/1986	SAINT-AVOLD
FORTE	SEVERINE	12/11/1984	VILLERUPT
GAILLARD	ARNAUD	02/06/1986	EPI NAL
LEBEGUE	CAROLINE	05/07/1984	VILLERS-SEMEUSE
MALINGREY	AURELIEN	15/11/1981	BAR-LE-DUC
MATHIEU	VANINA	25/03/1987	AJACCIO
MORTELETTE	DONATIEN	26/04/1982	ARMENTIERES
MOTILLON	HARMONIE	22/05/1985	ROUILLE
MOUGEL	LAURENT	18/09/1984	STRASBOURG
MOUNIER	MAUD	18/10/1985	NANCY
MRATINKOVIC	KARL	23/03/1978	VERDUN
MUNIER	THOMAS	10/07/1983	LAXOU
PAROT	GAELLE	09/07/1986	SARREBOURG
PEPIN	CLEMENT	03/10/1986	NANCY
PHILIPPE	LAETITIA	11/09/1979	ESSEY-LES-NANCY
PIERREL	JONATHAN	26/05/1985	NANCY
PORNET	MARIE-ALIZEE	12/10/1986	LAXOU
SCHERRER	SIMON	02/06/1983	NANCY
TISSERANT	CLAIRE	19/02/1987	NANCY
WENDLING	LAURENT	11/02/1983	INGWILLER

SECRETARIAT GENERAL

BUREAU DU PERSONNEL ET DU BUDGET

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA REGIE DE RECETTES
DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié par les décrets n° 76-70 du 15 janvier 1976, n° 2003-636 du 7 juillet 2003 et 2004-737 du 21 juillet 2004 ;

VU le décret n° 92-682 du 20 juillet 1992 modifié par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié, habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales ;

VU l'arrêté du 9 novembre 2001 fixant le montant maximum de l'encaisse des régisseurs de préfectures et sous-préfectures ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dépenses de cautionnement des régisseurs d'avances et de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1993 modifié par l'arrêté du 18 mai 1998 instituant une régie de recettes auprès de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2001 portant modification de la régie de recettes de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis favorable de M. le Trésorier Payeur Général en date du 13 mai 2005 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Les articles suivants sont ainsi modifiés :

Article 3 : Le montant du cautionnement auquel Michel PERNEY, en sa qualité de régisseur de recettes de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est astreint, est fixé à la somme de 8 800 € et son indemnité annuelle de responsabilité est de 1 050 €.

Article 4 : - Mme Elisabeth COLIRE est nommée régisseur adjoint pour assurer les fonctions de régisseur en l'absence de M. Michel PERNEY et sous sa responsabilité ;
- Mme Claudine DHAeyer est nommée en tant que mandataire pour remplacer, en cas d'absence conjointe, M. Michel PERNEY et Mme Elisabeth COLIRE ;

Article 5 : La liste des préposés s'établit ainsi qu'il suit :

- pour l'encaissement des cartes bancaires :

- Anne-Marie GERARD
- Annie NAJOTTE
- Annie PROTEAU
- Edith GASSMANN
- Thérèse COLIN
- Thérèse MATHIEU

- pour l'encaissement des cartes bancaires, des chèques bancaires et du numéraire :

- Bernadette OTT
- Claudine DHAeyer
- Elisabeth COLIRE
- Joëlle VIGNERON

- pour les autres services :

- Brigitte DEDISSE
- Marie-Catherine TOUSSAINT
- Myriam MALBREIL-CHALLEL

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.22 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR JEAN-PAUL JOLY, CHARGE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DU 6 JUIN AU 30 JUIN 2005 INCLUS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 30 mai 2005 statuant sur le détachement de Monsieur Jean-Paul Joly en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Moselle à compter du 6 juin 2005 ;

VU l'arrêté ministériel en date du 30 mai 2005 chargeant Monsieur Jean-Paul Joly de l'intérim du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 juin 2005 jusqu'au 30 juin 2005 inclus ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Paul Joly, chargé de l'intérim du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977, portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977), modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- livre I : des conventions relatives au travail en particulier :

- titre I : apprentissage ;
- titre II : associations intermédiaires.

- livre II : réglementation du travail :

- titre II : repos et congés : arrêtés de demande de dérogation au repos dominical.

- livre III : du placement et de l'emploi en particulier :

- titre II : fonds national de l'emploi, dispositions régissant les personnes handicapées et assimilées ;
- titre IV : main-d'œuvre étrangère ;
- titre V : travailleurs privés d'emploi (régime de solidarité, chômage partiel contrôle de la recherche d'emploi) ;
recours en annulation de la suspension des allocations chômage.

- livre IX : de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en particulier :

- titre II : des conventions et contrats de formation professionnelle ;
- titre IV : de l'aide à l'État aux actions de formation professionnelle et au remplacement de certains salariés en formation ;
- titre VIII : des formations professionnelles en alternance.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jean-Paul Joly à l'effet de signer les ampliations des arrêtés préfectoraux préparés par les services de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Jean-Paul Joly dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels il a reçu délégation.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul Joly, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 et 2 ci-dessus sera exercée par Monsieur Philippe Didelot, Monsieur Christian Estienne, Monsieur Salvatore Di Certo, directeurs adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, cette délégation sera exercée par :

- Madame Michèle Robert, Madame Martine Boubagra, Madame Lucienne Dirheimer, Madame Astrid Toussaint, Madame Marie-Françoise Vincent, Monsieur Jean-René Gasnier, Monsieur Fernand Lorrain, Monsieur Guy Trognon, inspecteurs du travail,

à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1^{er} portant sur les livres I, II, III, IX du code du travail, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

- Monsieur Manneville François, chargé de mission, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1^{er} portant sur les livres III et IX du code du travail,

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.71 du 20 décembre 2004 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 6 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.23 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VI II relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant Monsieur Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 modifié, accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 4 paragraphes a) et h) de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Les délégations de signature qui sont conférées à Monsieur Jérôme Goellner à l'article 1 sont également exercées :

a) pour les matières visées au paragraphe 1, par Messieurs Jean-François Champigny, ingénieur des ponts et chaussées, Pascal Pelinski et Michel Goutfreind, chefs de mission, Bruno FERRY, attaché principal d'administration centrale, Michel Borgonovo, Michel Delvot, Stéphanie Monin et Emmanuelle Piney, ingénieurs de l'industrie et des mines, Madame Véronique Gillois-Pasteau, attachée d'administration centrale.

h) pour les matières visées en 8 par Messieurs Guillaume Wack, ingénieur des mines, Vincent Blanchard et Xavier Mantin, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Hervé Visseaux, ingénieur, Michael Bertin, Philippe Gress et Roland Misiuk, ingénieurs de l'industrie et des mines.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 10 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Par décision du 21 avril 2005, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 1^{er} décembre 2004 a **accordé** à Monsieur CHARABIAS l'autorisation de procéder à la création d'un

magasin non spécialisé non alimentaire à l'enseigne « LA FOIR'FOUILLE » à DOMMARTIN-LES-TOUL, ZAC du Jonchery de 1300 m² de vente.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN-LES-TOUL.

NANCY, le 25 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 26 mai 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI Les Colombes, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension d'un établissement hôtelier à l'enseigne Hôtel ASTER à BRIEY de 8 chambres portant la capacité totale à 45 chambres.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de BRIEY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 26 mai 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI La Clé des Champs, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin d'ameublement à l'enseigne MAGA MEUBLES à DOMMARTIN LES TOUL d'une surface de vente de 1 548 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DES OFFRES
DANS LE CADRE DU MARCHE DE MISE EN SECURITE DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Vu le rapport de présentation de l'appel public à la concurrence pour la passation d'un marché de mise en sécurité du palais de justice de Briey ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider les commissions d'appel d'offres chargées d'ouvrir les offres et d'émettre un avis sur le classement des offres après analyse dans le cadre du marché de mise en sécurité du palais de justice de Briey, et de signer les procès-verbaux correspondants.

ARTICLE 2 : Les séances de ces commissions se dérouleront en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de la Bibliothèque), le mardi 14 juin à partir de 9h30 en ce qui concerne l'ouverture des offres et le mardi 28 juin 2005 à partir de 9h30 en ce qui concerne le classement des offres après analyse.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN D'UN AVENANT AU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE
DANS LE CADRE DU MARCHE DE RENOVATION DES ASCENSEURS DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements
VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Vu le marché de maîtrise d'œuvre passé avec BECSI EIC dans le cadre de l'opération de rénovation des ascenseurs du palais de justice de Briey ;
Vu le rapport de présentation établi par le conducteur d'opération en vue de la passation d'un avenant n°1 au marché susvisé ;
Considérant que le projet d'avenant entraîne une augmentation du montant global du marché supérieur à 5% ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider les commission d'appel d'offres chargée d'émettre un avis sur le projet d'avenant n° 1 au contrat de maîtrise d'œuvre de l'opération de rénovation des ascenseurs du palais de justice de Briey, et de signer le procès-verbal correspondant.

ARTICLE 2 : La séance de cette commission se tiendra en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de la Bibliothèque), à l'issue de la commission d'appel d'offres convoquée le mardi 14 juin à partir de 9h30 pour l'ouverture des offres du marché de mise en sécurité du palais de justice de BRIEY.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

QUATRIEME BUREAU**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS
DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS- DE- PORT****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU la loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port,
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du mercredi 22 juin 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 2 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
 VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
 VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
 VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
 VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,
 VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
 SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 9 juin 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/281 FIXANT LES PLANS DE CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 POUR LA CAMPAGNE 2005/2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;
 VU l'arrêté ministériel du 31 Juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;
 VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2000 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse sanglier ;
 VU l'avis du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle en date du 4 Avril 2005 ;
 VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 6 Avril 2005 ;
 SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Sur l'ensemble des territoires de chasse du Département, le nombre maximum de têtes de grand gibier soumis à plans de chasse qui peuvent être tuées et le nombre minimum de têtes qui doivent être tuées sont fixées comme ci-après.

- hors enclos, au sens de l'article L 424-3 du Code de l'Environnement :

	CHEVREUILS	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce CERFS	SANGLIERS	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	6 480	58	58	59	175	4 500	0	0	0
MAXI	14 000	233	267	200	700	18 000	25	60	25

- en enclos, au sens de l'article L 424-3 du Code de l'Environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MAXI	50	5	5	5	15	20	20	60	20

ARTICLE 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.
 NANCY, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF CHASSE N° 2005/282 RELATIF AU PLAN DE CHASSE POUR L'ESPECE "SANGlier"
 ET SA MISE EN ŒUVRE SUR LA TOTALITE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'Environnement, et notamment les articles L 425-1 à L 425-5 et R 425-1 à R 425-14 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté ministériel du 31 Juillet 1989 modifié relatif à la mise en oeuvre du plan de chasse ;
VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 modifié relatif à la mise en oeuvre du plan de chasse du sanglier dans le département de la Meurthe-et-Moselle ;
VU la demande du Président de la Fédération départementale des chasseurs ;
VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
VU l'avis du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage, en date du 6 Avril 2005 ;
SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} - L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 2 - *Les attributions individuelles de sangliers sont arrêtées par le préfet, selon les modalités suivantes :*

- *en mai attribution provisoire, sur une base forfaitaire fixée après avis de la Commission "Plan de chasse Grand gibier" ;*
- *en septembre attribution définitive, en fonction :*
 - *de la demande*
 - *des objectifs d'évolution des populations fixés par unité de gestion "sanglier",*
 - *des résultats des comptages de mai-juin,*
 - *des premières réalisations,*
 - *des dégâts aux cultures constatés au niveau local ;*
- *éventuellement attribution complémentaire en décembre-janvier en fonction :*
 - *de la reproduction,*
 - *des réalisations à la mi-décembre,*
 - *des dégâts aux cultures constatés au niveau local.*

ARTICLE 2 - Le Secrétaire général de la préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts, délégué départemental, le Colonel commandant le Groupement de gendarmerie, le Directeur départemental de la Sécurité publique, les Maires, ainsi que toutes autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée :

- au Chef du Service départemental de l'O.N.C.F.S.
- au Président de l'Association départementale des lieutenants de louveterie
- au Président de la Fédération départementale des chasseurs.

NANCY, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A GONDREVILLE

Par délibération du 3 mai 2005, le conseil municipal de la ville de GONDREVILLE a demandé que la procédure d'élaboration, actuellement en cours, d'un règlement local de publicité dans la commune soit suspendue et qu'il soit procédé à une nouvelle constitution du groupe de travail prévu à l'article L.581.14 du code de l'environnement relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées
(cinq représentants au total).

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de GONDREVILLE.

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;
Vu la demande formulée par monsieur pour l'entreprise « Ambulances de l'Abbaye », qu'il exploite à LAY SAINT CHRISTOPHE, 37 rue de Faulx;

AR R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière.

ARTICLE 2 - le numéro d'habilitation est 2005-54-161.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Jean-Marie DONGA
et dont une ampliation sera adressée à :
- Monsieur le maire de LAY SAINT CHRISTOPHE,
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 2 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 148

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 148 du 19 décembre 2003 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « UNIVERS PROTECTION », à NANCY, 1 bis rue Laurent Bonnevay;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise, constaté par rapport de police du 3 mai 2005;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 148 du 19 décembre 2003 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « UNIVERS PROTECTION », à NANCY, 1 bis rue Laurent Bonnevay, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Zidine MEKAOUCHE.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 162

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Mustapha DARMECH, dirigeant de la société « PROTECTION SECURITE », située 1 place Nationale à FROUARD, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Vu l'avis du 11 mai 2005 de monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société « PROTECTION SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Mustapha DARMECH.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

LISTE DES AGENTS IMMOBILIERS - ANNEE 2005

T	G	RAISON SOCIALE	ADRESSE	COMMUNE	Nom du responsable	Garant Transaction	Garant Gestion	Montant Transaction	Montant Gestion	Etablissement Bancaire
68	67	IMMOBILIER CONSEIL DEBEVER	14 place Carnot	NANCY (54000)	MM. Bruno et Gérard ABRAHAM	F.N.A.I.M	F.N.A.I.M.	160 000 €	4.100.000 €	LA HENIN NANCY
421		MIRAUX IMMOBILIER	11 rue Stanislas	NANCY (54000)	M. David ADRIAN	CEGI		110.000 €		CRCA NANCY
386 b		J.D. IMMOBILIER	27 rue des IV Eglises	NANCY (54000)	M. David ADRIAN	CEGI NEUILLY		110.000 €		Banque BAECQUE BEAU
213		ALBI MAUD IMMOBILIER	1 place Thiers	NANCY (54000)	Mme Maud ALBI	LLOYD'S		110.000 €		B.P.L. NANCY
409		ALLIANCE IMMOBILIER CONSEIL	32 rue de Metz	NANCY (54000)	M. Didier ANDRE	F.N.A.I.M.		120.000 €		Crédit Mutuel NEUVES MAISONS
388		Sté Lorraine d'Investissement et de Gestion	39 avenue de la Garenne	NANCY (54000)	M. Claude ARDUINI	B.N.P. NANCY		30.500 €		B.N.P. NANCY
395	327	ARTIS IMMOBILIER	137 Grande Rue	NANCY (54000)	M. Philippe ARTIS	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	400.000 €	S.N.V.B.
356		IMMO PLUS +	22 place des Vosges	NANCY (54000)	Melle Elodie BALDUCCI	B.P.L.C.		30 000 €		B.P.L.C.
355	308	P. NORDET IMMOBILIER	37 rue Stanislas	NANCY (54000)	M. Jean-Michel BARANI	Q.B.E. FRANCE	C.N.P. CAUTION	30 000 €	200 000 €	B.P.L. NANCY
336	303	A.D.M. IMMOBILIER	25 rue de Saint Lambert	NANCY (54000)	M. Stanislas BART-KOWIAK	SOCAP	SOCAP	110.000 €	137.200 €	B.P.L. NANCY

449	343	2 B IMMOBILIER	4 rue du Pont des Cordeliers	TOUL (54200)	Mme Marie- Christine BECKER	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	220.000 €	SOCIETE GENERALE NANCY
418		PRAIRIAL IMMOBILIER	8 rue de Nancy	CHAVIGNY (54230)	M. Michel BELGHERBI	F.N.A.I.M.		120 000 €		CREDIT AGRI COLE NEUVES MAISONS
342		EST IMMOBILIER	30 rue de la Tarère	LAXOU (54520)	M. Philippe BERRODIER	Q.B.E. FRANCE		30 000 €		SOCIETE GENERALE
214	119	FI NANCIERE ST EXUPERY	11 bis rue Carnot	LUNEVILLE (54300)	M. Olivier BERTRAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	280 000 €	CAI SSE D'EPARGNE LUNEVILLE
	332	SARL BERTRAND ET FILS	10 rue de Neuviller	LANEUE- VILLE DEVANT BAYON (54740)	M. Guy BERTRAND		CREDIT AGRI COLE		110.000 €	CREDIT AGRI COLE
392		L'IMMO- BILIERE	11 rue du Pont Mouja	NANCY (54000)	Mme Martine BIANCHI	C.E.G.I.		30.000 €		B.P.L. NANCY
163		VIEIRA	109 rue de Liverdun	FROUARD (54390)	Mme Mylène BI DU	B.P.L. NANCY		30.000 €		B.N.P. VILLERS
368		3B IMMOBILIER	73 rue Gabriel Péri	DOMBASLE sur MEURTHE (54110)	M. Didier BODINIER	CEGI		30 000 €		B.P.L. METZ
316		PARAPHE CONSEIL	56 rue des Jardins	MONT le VIGNOBLE (54113)	M. Pascal BONNE	Q.B.E. FRANCE		30 000 €		B.P.L. NANCY
294	106	FRANCE GESTI ON IMMO- BILIERE	38 rue Beaujolais	VANDOEUVE LES NANCY (54500)	Melle Marie- Thérèse BONNETIER	CR. AGR. METZ	CREDIT AGRI COLE METZ	30 000 €	396.350 €	CREDIT AGRI COLE METZ
345	341	BOUKO IMMOBILIER	29 avenue Anatole France	ST NICOLAS de PORT (54210)	M. Julien BOUKO	Q.B.E. FRANCE	Q.B.E. FRANCE	30 000 €		SOCIETE GENERALE
174	144	CABINET UNI VERS	34 avenue Anatole France	NANCY (54000)	M. Alain BOUR	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	1.220 000 €	B.P.L. NANCY
120	43	VILLERUPT IMMOBILIER	Place Jeanne d'Arc	VILLERUPT (54190)	Mme Jacqueline BOURAS	LLOYD'S FRANCE	LLOYD'S France	110 000 €	110.000 €	CR. MUT. AUDUN LE TICHE
335	312	O.B.S. CONSEIL	10 rue du Faubourg des III Maisons	NANCY (54000)	Mme Dominique BOURMANC SAY	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M. PARIS	30.000 €	120 000 €	B.P.L.
256		B.G. IMMOBILIER	15 rue de la Commanderie	NANCY (54000)	M. Gérard BOUTHIER	B.P.L. METZ		30.000 €		B.P.L. NANCY
389		BRI ON IMMO FRANCE	7 rue de Mercy	LONGWY (54400)	M. Eric BRI ON	FNAIM		120.000 €		CREDIT MUTUEL
394		Lucio BRUNETTI	130 avenue du Général de Gaulle	DIEULOUARD (54380)	M. Lucio BRUNETTI	Crédit Agricole		30.000 €		CREDIT AGRI COLE
386		LE HETRE	4 rue du Faubourg Saint Jean	AMANCE (54770)	M. Thierry BURNET	SOCAP		30.000 €		CR MUTUEL
298		AD VALORIM	47 rue Charles Keller	NANCY (54000)	M. Jean- Claude CALISESI	SOCAP		110 000 €		B.N.P. LAXOU
452		STANISLAS	16 rue du Canal	ST NICOLAS DE PORT (54210)	M. Christophe CASTEIL- TORT	CEGI		30.000 €		Crédit Agricole
16	310	G. CHAR- BONNIER	34 rue Saint Jean	NANCY (54000)	M. Gérard CHAR- BONNIER	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	140.000 €	120 000 €	CREDIT LYONNAIS NANCY
332		CONCEPT IMMO	27 rue Sadi Carnot	MALZEVILLE (54220)	M. Régis CHRETIEN	LE MANS CAUTION		30.000 €		BNP-PARI BAS NANCY
447		AGIR 54	50 rue Anatole France	ST NICOLAS DE PORT (54210)	M. Thierry CLEMENT	LLOYD'S		30.000 €		B.P.L.C.
292		COLLIN IMMOBILIER	18 place de la République	ST NICOLAS DE PORT (54210)	Melle Delphine COLLIN	F.N.A.I.M.		120 000 €		CREDIT AGRI COLE LUNEVILLE

383	323	IMMOBILIERE DUROC	75 rue Saint Georges	NANCY (54000)	M. Jean-Louis COLSON	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	120.000 €	B.P.L.C. ESSEY LES NANCY
	125	DENIS CONTEAU	7 rue Saint Martin	BOUXIERES AUX DAMES (54136)	M. Denis CONTEAU		SOCAF		110.000 €	CREDIT AGRICOLE LAXOU
430		ATOUL'IMMO	3 place du Marché	TOUL (54200)	Mme Antoinette CORDIER	F.N.A.I.M.		120.000 €		B.P.L.C. TOUL
121	73	CABINET COURNEROUX	4 place Vaudémont	NANCY (54000)	M. Jacques COURNEROUX	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	640 000 €	S.N.V.B. NANCY
408		French homes Connexion	8 route de Tonnoy	VELLE SUR MOSELLE (54290)	M. François-Xavier CREMEL	SOCAMAB ASSURANCES		110.000 €		B.P.L.C.
404		DARGENT IMMOBILIER	7 rue Labro	LONGWY (54400)	Mme Brigitte DARGENT	SOCAMAB ASSURANCES		110.000 €		CR MUTUEL LONGWY
301		SERVICES IMMOBILIERS	11 place de la Commanderie	NANCY (54000)	M. Jean De BIDART	F.N.A.I.M.		120.000 €		CREDIT AGRICOLE
18	12	IMM. DE LA RAVINELLE	10 rue Saint Dizier	NANCY (54000)	M. Geoffroy De WARREN	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	160 000 €	4 580 000 €	S.N.V.B. NANCY
387	326	ARIANE IMMOBILIER	2 bis Anatole France	NANCY (54000)	Mme Eliane DEBARD	B.P.L.C. METZ	B.P.L.C. METZ	110.00 €	700.000 €	B.P.L.C. NANCY
440		D.R. IMMOBILIER	38 rue de la République	NANCY (54000)	M. Jean-Marc DEBAUS-SART	SEGAP		30.000 €		B.P.L.C.
422		COMPAGNIE LORRAINE IMMOBILIERE-CABINET FOCH	55 avenue du Général Leclerc	NANCY (54000)	M. Pierre DEGRAEVE	B.P.L.		30 000 €		B.P.L. NANCY
71	48	REALISATIONS IMMO LORRAINE	81-83 rue Saint Georges	NANCY (54000)	M. Jacques DEMANGEL	KOLB MIRECOURT	KOLB MIRECOURT	30.000 €	800 000 €	KOLB MIRECOURT
125	76	Cabinet DEVAUX SARL	127 rue Saint Dizier	NANCY (54000)	M. Hugues DEVAUX	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	1.440 000 €	S.N.V.B. NANCY
249	126	HABITAT ET DEVELOPPEMENT	5 rue du Château	ARRAYE ET HAN (54760)	M. Jean-Paul DONNY	F.N.A.I.M.		120.000 €		B.P.L. P.A.M.
	317	SYNERGIE et HABITAT	5 rue du Château	ARRAYE et HAN (54760)	M. Jean-Paul DONNY		B.P.L.C.		110.000 €	B.P.L. PONT à MOUSSON
102	36	SOGILOR	Centre d'Affaires "Les Nations"	VAN-DOEUVRE (54500)	M. Philippe DORBAIS	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	5.500.000 €	C.M.D.P. VANDOEUVRE
416	320	ATIM	38 chemin de la Poste	VELAINE en HAYE (54840)	Mme Josette DOSCH	LLOYD'S	LLOYD'S	30.000 €	110 000 €	BPL NANCY
259		HOMNIS	110 rue Saint Dizier	NANCY (54000)	Mme Josette DOSCH	S.O.C.A.F.		110.000 €		CAIXA BANK STRASBOURG
351		OPTI IMMO	9 rue Paul Langevin	MAXEVILLE (54320)	M. Frédéric DUBAS	Q.B.E. FRANCE		30 000 €		C.I.A.L. DIEUZE
384		AEDIFICARE	21 avenue du Général Leclerc	NANCY (54000)	M. Jean-Louis DUBOIS	B.P.L.		30.000 €		B.P.L. NANCY
230		DUGESCO	22 rue du Général Hoche	NANCY (54000)	M. Philippe DUPONT	Q.B.E. FRANCE		30.000 €		CREDIT AGRICOLE METZ
185	102	SARL DUPUICH	14 rue Aristide Briand	LONGWY (54400)	M. Alain DUPUICH	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	680 000 €	CREDIT AGRICOLE LONGWY
445	339	A2I CONSULTANT	2 rue Georges de la Tour	NANCY (54000)	M. Frédéric DURAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	120 000 €	S.N.V.B.
287		THOUILLOT et DURAND IMMO.	17 route de Mirecourt	VANDOEUVRE LES NANCY (54500)	M. Philippe DURAND	B.P.L.		30.000 €		B.P.L. NANCY

282	143	F.D. PATRIMOINE	2 rue Georges de la Tour	NANCY (54000)	M. Frédéric DURAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	800.000 €	CREDIT AGRICOLE ESSEY
378		PATRIMOINE PLUS	57bis rue de Metz	NANCY (54000)	M. Patrice EYL	COVEA RISKS		30 000 €		CREDIT AGRICOLE NANCY
403	329	G.F. IMMOBILIER	9 rue Maréchal Foch	BRIEY (54150)	MM. Laurent FEDELI et Stéphane GLABAY	Q.B.E. FRANCE	C.N.P. CAUTION	30.000 €	110.000 €	CRCA LORRAINE
349	306	ACF-EST IMMOBILIER	9 square de Liège Montet- Octroi	VANDOEU- VRE LES NANCY (54500)	Melle Fanny FELLER et M. François GNAEDIG	CEGI	CEGI	110 000 €	110.000 €	CREDIT LYONNAIS NANCY
41	30	IMMOBILIERE VENNER	98 rue Stanislas	NANCY (54000)	M. Edmond FERRY	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	460.000 €	CREDIT LYONNAIS NANCY
406		JPF LONGWY IMMOBILIER	3 rue Pershing	LONGWY (54400)	Mme Jacqueline FILIPPUTI	B.P.L.C. METZ		30.000 €		BPLC LONGWY
438	99	FRONGIA IMMOSOFT (agence immobilière)	14 rue Saint Louis	LONGWY (54400)	M. David FOCA	FNAIM	FNAIM	120.000 €	120.000 €	Crédit Mutuel ALGRANGE
	324	DEFIGERE	37 rue Gambetta	JARNY (54800)	M. Georges FONTAINE		LLOYD'S		153 000 €	BPL ARS sur MOSELLE
242		DOMUS CONSEIL	14 rue Gustave Simon	NANCY (54000)	M. Thierry FOURNIER	B.P.L. METZ		30 000 €		B.P.L. METZ
451	344	BELLEVUE IMMOBILIER	11 avenue Charles de Gaulle	LONGWY (54400)	M. Jean-Paul FRI TSCH	CEGI	CEGI	110.000 €	110.000 €	Crédit Mutuel LONGWY
188	15	CREPOL	5 rue Lafayette	NANCY (54000)	M. Bernard GAUTHIER	B.P.L. METZ	B.P.L. METZ	115 000 €	650 000 €	B.P.L. NANCY
321	118	GESIM	44 avenue de la Garenne	NANCY (54000)	M. Patrick GEORGEL	Q.B.E. PARIS	Q.B.E. PARIS	30 000 €	1.800 000 €	KOLB NANCY
313		Agence GIOVAGNINI	22 rue du Capitaine Caillon	NEUVES MAISONS (54230)	M. Julien GIOVA- GNINI	C.E.G.I.		30.000 €		CRCA
398		MULLER IMMOBILIER	45 bis rue de Metz	NANCY (54000)	Mme Elisabeth GIPSON	A.G.F.		30.000 €		CREDIT LYONNAIS
428		GORIS- PIERRON IMMOBILIER	17 bis rue Carnot	LUNEVILLE (54300)	M. Pascal GORIS	C.E.G.I.		30.000 €		B.P.L.C.
352		ARCADE IMMOBILIER	11 rue des Ecoles	BLAINVILLE sur l'EAU (54360)	M. Jean- Pierre GREGOIRE	C.R.C.A.. METZ		30 000 €		C.R.C.A. LUNEVILLE
448		CHEZ VOUS IMMOBILIER	11 rue de Villers	NANCY (54000)	M. Jean- Baptiste GRY	F.N.A.I.M.		120.000 €		B.P.L.C.
308		ESPACE IMMO	203 avenue Victor Hugo	TOUL (54200)	M. Olivier GUERIN	A.X.A.		30.000 €		SOCIETE GENERALE NANCY
279		ESPACE FINANCE CONSEIL	203 avenue Victor Hugo	TOUL (54200)	M. Olivier GUERIN	COVEA RISKS		30.000 €		SOCIETE GENERALE NANCY
343		HOM'EGA IMMOBILIER	8 rue Charles Vue	LUNEVILLE (54300)	M. François GUNTZ	QBE FRANCE		30 000 €		B.P.L. FROUARD
417 b	132	DEFOLY IMMOBILIER	79 boulevard d'Hausson- ville	NANCY (54000)	M. Etienne HEYMANN	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	280.000 €	400 000 €	LA HENIN NANCY
274	145	A.C.1	Rue Victor Hugo	PONT A MOUSSON (54700)	M. Johann HOCQUARD -LAJOUX	S.O.C.A.F.	S.O.C.A.F.	110.000 €	200 000 €	CAISSE D'EPARGNE METZ
402		LOGIMMO CONSEIL	4 place Carnot	NANCY (54000)	Mme Elisabeth HOCQUET	CFCM STRASBOURG		30.000 €		CT MUTUEL LUTZEL- BOURG
382		LA COMMAN- DERIE COMMERCES	20 rue de la Commanderie	NANCY (54000)	M. Marc HOMMELL	A.G.F.		30 000 €		Banque KOLB
252	128	CENTRAL IMMOBILIER	1 place du Luxembourg	NANCY (54000)	M. José IZQUIERDO	C.N.P. CAUTION	C.N.P. CAUTION	30.000 €	458.000 €	B.P.L. NANCY

439		TESVA	76 avenue de la Gare	MONT SAINT MARTIN (54350)	Melle Sylvie JOANNES	QBE FRANCE		30.000 €		Crédit Mutuel LONGWY
410		BON'APPART	21 rue Eugène Bastien	JOEUF (54240)	Mme Valérie JONAS	SEGAP		30.000 €		B.P.L. JOEUF
221	337	LIBERTY HOME	102 rue Stanislas	NANCY (54000)	M. Michel KATZ	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	120.000 €	B.P.L. NANCY
316 b		ANTHEA IMMOBILIER	1 rue Anne Franck	FROUARD (54390)	Mme Marie-Isabelle KIPP	FNAIM		120 000 €		CREDIT MUTUEL
426	334	STATION IMMO-BILIERE	11 rue Carnot	LONGWY (54400)	MM. Michel KISEL et Eric MARTIN	FNAIM	FNAIM	120.000 €	120.000 €	Société Générale
317		AGORA	3 rue Léon Winsbach	BRIEY (54150)	M. Belkacem KLAA	A.G.F.		110 000 €		BPL METZ
107		AGENCE KLAA	2 rue Saint Mansuy	NANCY (54000)	M. Mohamed KLAA	A.G.F.		30 000 €		B.P.L. LAXOU
240		CLASSIMMO	33 rue Hermite	NANCY (54000)	M. Gille KRERBI	SOCAF		30 000 €		BANQUE KOLB
437	340	G.K. IMMO	6 rue de Sete	LONGUYON (54260)	M. William KRIER	QBE FRANCE	QBE FRANCE	30.000 €	110.000 €	C.R.C.A.
	114	C.A.L	12 rue de la Monnaie	NANCY (54000)	M. Yvon KRIZAN		CREDIT LYONNAIS STRASBOURG		114 336,76 €	CREDIT LYONNAIS
295		IMMO-BILIERE DU PONT	9 route de Rosières	VELLE sur MOSELLE (54290)	M. Benoît L'HUIILLIER	A.G.F.		30 000 €		B.P.L. VILLERS les NANCY
12	5	STE EMMANUEL LAMIRAND	2 rue Gilbert	NANCY (54000)	M. Claude LAMIRAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	480.000 €	SOCIETE GENERALE
	304	EST HABITAT CONSTRUCTION	59 rue Pierre Sépard	NANCY (54000)	M. Gilles LE BARBIER DE BLI-GNIERES		B.P.L. NANCY		130 000 €	B.P.L. NANCY
201	4	FONCIA SOLONIM	45 rue Henri Poincaré	NANCY (54000)	M. Francis LEMESRE	F.N.A.I.M.	C.G.I.A.	160 000 €	6.920.000 €	CREDIT LYONNAIS PARIS
14	7	FONCIA LEMESRE	1 rue des Michottes	NANCY (54000)	M. Francis LEMESRE	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	200 000 €	3300 000 €	CREDIT LYONNAIS
312	302	REGIE NOUVELLE 54	81/83 rue Saint Georges	NANCY (54000)	Mme Nathalie LEMOINE	SOCAMAB ASSURANCES	SOCAMAB ASSURANCES	30 000 €	300 000 €	CREDIT COOPERATIF NANCY
429		IDEAL	66 boulevard Emile Zola	LAXOU (54520)	M. Antoine LEMOY	SOCAF		30.000 €		Crédit Agricole
372		BERGAMOTE IMMOBILIER	1 boulevard de Lattre de Tassigny	PONT à MOUSSON (54700)	M. Eric LOEUILLET	FNAIM		120 000 €		FNAIM
444		LGYB 4%	53 avenue de la Garenne	NANCY (54000)	Mme LOMBARD BELLAL	GROUPAMA		30.000 €		CREDIT LYONNAIS
159	111	IMMO-BILIERE POINCARE	43 rue Raymond Poincaré	NANCY (54000)	M. Hugues LOPPINET	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	120 000 €	B.N.P. NANCY
411		J.V. IMMOBILIER CONSEIL	81 rue Jeanne d'Arc	NANCY (54000)	M. Jean-Christophe LOUIS	LE MANS CAUTION		30.000 €		B.P.L.C. Château Salins
363		MICATEX-EUROPE IMMO	38 rue Carnot	VILLERUPT (54190)	Mme Sophie LUCHETTI	LE MANS CAUTION		30 000 €		CAISSE EPARGNE BRIEY
399		LA CENTRALE DU PATRIMOINE	1 Chemin Saint Jean	TOUL (54200)	M. Jean-Michel MAILLARD	AXA COURTAGE		30.000 €		B.P.L. TOUL
434		MJ IMMOBILIER	34 rue de Laxou	NANCY (54000)	M. Rachid MALLOUK	C.E.G.I.		30.000 €		Banque KOLB
425		AMS TRANSACTIONS	8 rue Georges Sand	RICHARD-MENIL (54630)	Melle Adeline MATTANA	FNAIM		120.000 €		B.P.L.C.
427	335	LOR IMMOBILIER	13 rue Jeanne d'Arc	TOUL (54200)	M. Pascal MATTEUDI	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	120.000 €	Crédit Mutuel TOUL

339	325	AGENCE MAUDOUX HANRIOT	15 rue Philippe de Guedres	PONT A MOUSSON (54700)	M. Philippe MAUDOUX	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	120.000 €	Crédit Mutuel P.A.M.
433		MILS	14 rue Gambetta	TOUL (54200)	M. Alexandre MENEHINI	A.G.F.		30.000 €		Crédit Mutuel
455		ALPI METO 4% IMMOBILIER	1 rue du Général Leclerc	CUSTINES (54670)	M. Alexandre MENEHINI	A.G.F.		30.000 €		CT AGRI COLE FROUARD
	140	EXPERTS FORESTIERS	10 rue des Dominicains	NANCY (54000)	M. Arnaud MICHAUX		S.O.C.A.F.		460.000 €	S.N.V.B.
361		S.D.I.-I XL	116 rue Saint Dizier	NANCY (54000)	M. Benoît MICHAUX	C.E.G.I.		30.000 €		S.N.V.B. NANCY
226		HABITAT-PYRAMIDE	16 rue Victor Hugo	NANCY (54000)	M. Benoît MICHAUX	SOCAF		110 000 €		CREDIT AGRI COLE TOUL
191		MICHAUX IMMOBILIER-LOGIA	16 rue Victor Hugo	NANCY (54000)	M. Benoît MICHAUX	SOCAF		110 000 €		CREDIT AGRI COLE TOUL
362		IMVALOR-I XL	59 rue Raymond Poincaré	NANCY (54000)	MM. Benoît MICHAUX et Pierre-Olivier DUBOIS	CEGI		30 000 €		B.P.L. NANCY
354		I XL-POLYHOME	7 place de la République	ESSEY les NANCY (54270)	MM. Benoît MICHAUX et Cyrille SALMON	SO.CA.F.		110 000 €		CT MUTUEL NANCY
32	23	MICHEL ET NEUMAYER	22 rue Saint Nicolas	NANCY (54000)	MM. Jacques et Patrick MICHEL	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	3.000 000 €	B.N.P. NANCY
305		M.B. IMMOBILIER	16 avenue Carnot	SAINT MAX (54130)	M. Jean-François MIDON	FNAIM PARIS		120 000 €		CREDIT MUTUEL ST MAX
	87	AGENCE MIDON-BAUDOIN	16 avenue Carnot	SAINT-MAX (54130)	Mme Anne MIDON		F.N.A.I.M.		540 000 €	B.P.L.
415		EVOLUTION IMMO	45 rue Gabriel Peri	DOMBASLE SUR MEURTHE (54110)	M. Adrien MORETTI	CEGI		30.000 €		B.P.L.C.
361 b		FLORIAN IMMOBILIERE	15 avenue Marcel Ney	PAGNY sur MOSELLE (54530)	Mme Patricia MORIN	F.N.A.I.M.		120 000 €		B.P.L. PONT à MOUSSON
165	92	ALPHA CONSEIL	82 rue Saint Georges	NANCY (54000)	M. François MOTTY	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	780 000 €	B.P.L. NANCY
158	307	D.N.C.	8 rue Callot	NANCY (54000)	M. Didier NICOLAS	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000 €	120 000 €	B.N.P. NANCY
190		NOEL IMMOBILIER	13 rue de la Gare	CHAMBLEY-BUSSIERES (54890)	M. Jacky NOEL	AXA COURTAGE		30.000 €		CREDIT AGRI COLE JARNY
234		IMMO-BILIERE 54	34 Chemin d'Amance	DOMMARTRE MONT (54130)	M. Gérard PAILOT	CR. LYONNAIS NANCY		30.000 €		CREDIT LYONNAIS NANCY
	331	HOMNIS GESTION	110 rue Saint Dizier	NANCY (54000)	Mlle Isabelle PAINE		S.O.C.A.F.		110.000 €	B.P.L.C. NANCY
31	22	BONNABELLE	15 rue Maurice Barrès	NANCY (54000)	M. Gérard PAQUIN	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000 €	3.000.000 €	CREDIT LYONNAIS NANCY
423		IMMO PAM	33 rue Gambetta	PONT A MOUSSON (54700)	M. Gilles PARMEN-TIER	CEGI		110.000 €		B.P.L.C.
413		SARL IMP ASSOCIES	25 avenue Carnot	SAINT MAX (54130)	M. Samuel PECHIODAT	CEGI		110.000 €		Crédit Mutuel NANCY
134		INTER-FRANCE IMMOBILIER	23 rue de la Madeleine	NANCY (54000)	M. Robert PERRIER	CEGI PARIS		30 000 €		B.N.P. PARIS
167		C.I.M DEVELOPPEMENT	Esplanade des Capucins	VEZELISE (54330)	M. Jean PETIT-COLAS	KOLB MIRECOURT		30 000 €		KOLB
442		EDP IMMOBILIER	1 rue de Lorraine	LONGWY (54400)	Mlle Emilie PEVERGNE	QBE France		30.000 €		C.R.C.A. LONGWY

236		IMMOBILIER PHULPIN	32 rue de Mercy	LONGWY (54400)	M. François PHULPIN	F.N.A.I.M.		120 000 €		STE GENERALE LONGWY
350		PICARD IMMOBILIER D'ENTRE- PRISE	1 place Carnot	NANCY (54000)	MM. Jean- Jacques PICARD et Jean-Marc GILSON	F.N.A.I.M.		120.000 €		S.N.V.B.
	89	P.G. et ASSOCIES	1 place Carnot	NANCY (54000)	MM. Jean- Jacques PICARD et Jean-Claude MENNUNI		F.N.A.I.M.		3.400 000 €	
156	305	JOEL PIERRE IMMO.	76 rue Stanislas	NANCY (54000)	MM. Grégory et Joffrey PIERRE	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	260 000 €	200.000 €	B.P.L.C. METZ
453		Francis PIERROT	Chaufontaine	REHAINVIL- LER (54300)	M. Francis PIERROT	A.G.F.		30.000 €		SOCIETE GENERALE
344		STANISLAS PATRIMOINE	1 rue Girardet	NANCY (54000)	M. Laurent PIERSON	COVEA RISKS		30 000 €		B.P.L. LAXOU
446		DECLIC IMMOBILIER	24 rue de la Huilière	FRESNOIS LA MONTAGNE (54260)	Mme Cathy POIGNON	GROUPAMA		30.000 €		C.R.C.A.
319		LAVIE	134 rue Saint Dizier	NANCY (54000)	Mme Françoise ROCH	F.N.A.I.M.		120 000 €		ENTENIAL PARIS
441		OPTIMMO 54	31 rue de l'Hôtel de Ville	FROUARD (54390)	M. Michel RZESZOTKO	A.G.F.		30.000 €		BNP PARIBAS
390		Patrimoine Consultant	7 rue Sainte Catherine	NANCY (54000)	M. Rémy SAX	A.G.F. PARIS		114.336 €		S.N.V.B. LUNEVILLE
450		MS CONSUL- TANTS	17 place du Col. Fabien	NANCY (54000)	M. Mickaël SCHAL	LE MANS CAUTION		30.000 €		B.P.L.C.
400		J.M.D.M.	11 rue Ambroise Croizat	PIENNES (54490)	M. Dany SCHOLER	Q.B.E. FRANCE		30.000 €		BANQUE POPULAIRE
443		ALMAJULICE	12 rue du Tapis Vert	NANCY (54000)	Mme Sandrine SCHREIBER	Q.B.E. France		30.000 €		C.R.C.A.
237		IMMOBILIE- RE DUCALE	3 rue Grandville	NANCY (54000)	M. Laurent SERRIER	F.N.A.I.M.		120.000 €		PARIBAS
318	330	CONCORDIS IMMOBILIER	44 rue Raymond Poincaré	NANCY (54000)	Mme Caroline SIMON	F.N.A.I.M. PARIS	F.N.A.I.M. PARIS	180 000 €	120.000 €	S.N.V.B. NANCY
61		LAVAUX IMMOBILIER	11 place de la Carrière	NANCY (54000)	M. Benoit SIMON	B.P.L.C.		30 000 €		S.N.V.B. VANDOEUVRE
105		AGNUS PERE AGENCE VILLAUME	10 rue Raymond Poincaré	NANCY (54000)	M. Bertrand SZLAGMAN	F.N.A.I.M.		120 000 €		S.N.V.B. NANCY
206		AGENCE DUROC	3 rue Fabvier	PONT A MOUSSON (54700)	M. Bernard TAJETTI	FNAIM		120.000 €		S.N.V.B. PONT A MOUSSON
431		ARDEVAL	1 passage Sébastien Bottin	NANCY (54000)	MM. Grégory TARDOT et Olivier DUVAL	SOCAF		30.000 €		S.N.V.B.
340		ACTE IMMOBILIER	28 rue Héré	NANCY (54000)	M. Vincent THOMAS- SIN	SOCAF		30 000 €		BANQUE KOLB MIRECOURT
287		THOUILLOT et DURAND IMMO.	17 route de Mirecourt	VANDOEUVRE LES NANCY (54500)	M. Thierry THOUILLOT	B.P.L.		30 000 €		B.P.L. NANCY
254	135	LE FIL A L'IMMO	96 rue Jeanne d'Arc	NANCY (54000)	Melle Marie- Françoise TOUSSAINT	C.E.G.I	LLOYD'S FRANCE	30.000 €	228 000 €	B.N.P. NANCY
212		FAST IMMO	109 boulevard Jean Jaurés	NANCY (54000)	M. Marie Françoise TOUSSAINT	LE MANS CAUTION		30 000 €		KOLB NANCY
311		AGENCE DE LA PLACE	9 place des Vosges	NANCY (54000)	M. Gilles TREMEAU	FNAIM PARIS		120 000 €		B.P.L. ESSEY
405		Bernard TYRAKOWSKI	1 place de l'Arsenal	NANCY (54000)	M. Bernard TYRA- KOWSKI	LE MANS CAUTION		30.000 €		CR. AGRIC. LORRAINE

366	313	WEGA	3bis rue Jean Jaurès	MAXEVILLE (54320)	M. André WEBER	CAISSE D'EPARGNE PAM	CAISSE D'EPARGNE PAM	30.490 €	1.524.490 €	CAISSE D'EPARGNE PAM
182		AGENCE IMMO. MUSSI- PONTAINE	51 rue Gambetta	PONT A MOUSSON (54700)	M. Marc WITTMANN	C.E.G.I.		110.000 €		CREDIT MUTUEL P.A.M.
239	134	ZACHARY IMMOBILIER	17 rue de Metz	BRIEY (54150)	M. Jean-Paul ZACHARY	QBE FRANCE	CREDIT AGRI COLE METZ	30.000 €	114.337 €	S.N.V.B. HOMECOURT
420		LE RUCHER IMMOBILIER	4 rue de l'Eglise	LES BAROCHES (54150)	M. Emeric ZDYBAL	QBE FRANCE		30.000 €		B.P.L.C.
454		AGENCES REUNIES	20 rue Lucien Clavel	VILLERUPT (54190)	M. Karim ZEDIRA	CEGI		30.000 €		SOCIETE GENERALE
290	146	AZ PARTNER	5 rue des Armoises	PULLIGNY (54160)	M. Alain ZIETEK	Q.B.E. FRANCE		30 000 €		S.N.V.B.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS,
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES "LA PIPISTRELLE", DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MIRABEE,
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRISTAL ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BAYONNAIS
AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE (SDE54)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5214-27 et L 5721-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 autorisant la création du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle (SDE54);

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

VU la délibération en date du 3 mars 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Saintois au Vermois demande son adhésion au SDE54 ;

VU la lettre de notification, en date du 2 juin 2004, demandant aux communes membres de la communauté de communes de délibérer sur l'adhésion de la communauté de communes au SDE54 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- FLAVIGNY SUR MOSELLE en date du 9 juin 2004,
- MEREVILLE en date du 10 juin 2004,
- PIERREVILLE en date du 5 juillet 2004,
- SAFFAIS en date du 24 août 2004,
- TONNOY en date du 29 juin 2004,
- VILLE EN VERMOIS en date du 18 juin 2004,

favorables à l'adhésion de la communauté de communes du Saintois au Vermois au SDE54 en application de l'article L5214-27 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes « La pipistrelle » ;

VU la délibération en date du 14 janvier 2005 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes « La pipistrelle » demande son adhésion au SDE54 et l'article 2 de ses statuts l'autorisant à adhérer au SDE54 sans consultation de ses communes membres;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes du Mirabée;

VU la délibération en date du 20 janvier 2005 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Mirabée demande son adhésion au SDE54 et l'article 4 de ses statuts l'autorisant à adhérer au SDE54 sans consultation de ses communes membres;

VU la délibération en date du 19 mars 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Cristal demande son adhésion au SDE54 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- BACCARAT en date du 3 mars 2005,
- LACHAPPELLE en date du 25 mars 2005,
- THIAVILLE-SUR-MEURTHE en date du 25 février 2005

favorables à l'adhésion de la communauté de communes du Cristal au SDE54 en application de l'article L5214-27 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du Bayonnais ;

VU les délibérations en date du 7 janvier et du 9 février 2005 par lesquelles la communauté de communes du Bayonnais sollicite son adhésion au SDE54 et demande à ses conseils municipaux membres de délibérer sur cette adhésion ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- BAYON en date du 30 mars 2005,
- BORVILLE en date du 18 mars 2005,
- CLAYEURES en date du 2 mai 2005,
- CREVECHAMPS en date du 31 mars 2005,
- DOMPTAIL EN L'AIR en date du 31 mars 2005,
- EINVAUX en date du 25 février 2005,
- HAINNEVILLE en date du 31 mars 2005,
- HAUSSONVILLE en date du 15 mars 2005,
- LANDECOURT en date du 14 avril 2005,

- LOREY en date du 19 avril 2005,
- LOROMONTZEY en date du 22 mars 2005,
- MEHONCOURT en date du 11 février 2005,
- ROMAIN en date du 8 mars 2005,
- ROZELIEURES en date du 29 mars 2005,
- SAINT BOINGT en date du 8 avril 2005,
- SAINT GERMAIN en date du 25 février 2005,
- SAINT MARD en date du 14 mars 2005,
- SAINT REMY AUX BOIS en date du 4 mai 2005,
- VELLE SUR MOSELLE en date du 28 février 2005,
- VILLACOURT en date du 18 mars 2005,
- VIRECOURT en date du 25 février 2005,

favorables à l'adhésion de la communauté de communes du Bayonnais au SDE54 en application de l'article L5214-27 du code général des collectivités territoriales ;

VU les délibérations suivantes du bureau syndical du SDE54 :

- en date 02 février 2004 acceptant l'adhésion de la communauté de communes du Bayonnais,
- en date du 05 juillet 2004 acceptant l'adhésion de la communauté de communes du Cristal,
- en date du 07 février 2005 acceptant l'adhésion des communautés de communes du Mirabée, de la communauté de communes « La pipistrelle » et de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

conformément à l'article 10 de ses statuts ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : L'adhésion de la communauté de communes du Saintois au Vermois au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes du Saintois au Vermois sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

ARTICLE 2 : L'adhésion de la communauté de communes « La pipistrelle » au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes « La pipistrelle » sera représentée au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

ARTICLE 3 : L'adhésion de la communauté de communes du Mirabée au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes du Mirabée sera représentée au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

ARTICLE 4 : L'adhésion de la communauté de communes du Cristal au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes du Cristal sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

ARTICLE 5 : L'adhésion de la communauté de communes du Bayonnais au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes du Bayonnais sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JARNISY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Jarnisy ;

VU la délibération en date du 8 avril 2005 du conseil de la communauté de communes du Jarnisy décidant la modification de l'article 2 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

Avis favorable :

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS (21 mai 2005)
- AFFLEVILLE (13 mai 2005)
- BECHAMPS (17 mai 2005)
- BONCOURT (4 mai 2005)
- BRAINVILLE (13 mai 2005)
- BRUVILLE (28 avril 2005)
- CONFLANS-EN-JARNISY (30 avril 2005)
- DONCOURT-LES-CONFLANS (11 avril 2005)
- FRIAUVILLE (9 mai 2005)
- GIRAUMONT (9 mai 2005)
- JARNY (23 mai 2005)
- JEANDELIZE (20 mai 2005)
- LABRY (15 avril 2005)
- NORROY-LE-SEC (13 mai 2005)
- OLLEY (23 mai 2005)
- OZERAILLES (13 mai 2005)
- PUXE (28 avril 2005)
- VILLE-SUR-YRON (13 mai 2005) ;

Avis défavorable :

- THUMEREVILLE (9 mai 2005) ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1er : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy est autorisée comme suit :

« Article 2 :

.....

B) *Compétences optionnelles*

.....

- Action sociale d'intérêt communautaire

L'action sociale communautaire est définie comme suit :

- ◆ *Aide sociale légale (sans préjudice des compétences du Département en la matière) :*
 - *instruction administrative des dossiers,*
 - *tenu à jour d'un fichier des bénéficiaires de l'aide sociale,*
 - *domiciliation des demandeurs.*
- ◆ *Création et gestion de services et d'équipements destinés à l'accueil de la petite enfance.*
- ◆ *Création et gestion de services, d'actions et d'équipements destinés à la jeunesse en matière :*
 - *de centre de loisirs sans hébergement,*
 - *de restauration scolaire,*
 - *d'accueil périscolaire,*
 - *de foyer jeunes travailleurs.*
- ◆ *Mise en place et gestion d'une politique en faveur des personnes âgées :*
 - *service de soins à domicile,*
 - *portage de repas à domicile,*
 - *tous services en gestion directe, en prestation de services avec des associations ou par convention avec des organismes publics participant à cette politique,*
 - *participation à toutes les actions développées par le conseil général dans le cadre de sa compétence de coordination gérontologique générale.*

Les communes et leurs CCAS conserveront la compétence aide sociale à l'exception de celles citées ci-dessus ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

BRIEY, le 31 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 24 MAI 2005 ARRETANT LE BUDGET PRINCIPAL 2005 DE LA COMMUNE DE BATHELMONT LES BAUZEMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les dispositions des articles L. 1612-2, L. 1612-4, L. 1612.8, L. 1612-12, L. 1612-13 et L. 1612-19 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 4 avril 2005 en vue du règlement du budget primitif 2005 de la commune de Bathelemont lès Bauzemont, ce document n'ayant pas été adopté par le conseil municipal ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 3 mai 2005 proposant de régler ce budget primitif ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}. - Les taux et produits de la fiscalité directe locale sont fixés ainsi qu'il suit :

Libellés	Bases d'imposition	Taux	Produits correspondants
Taxe d'habitation	31 900	6,68%	2 131
Taxe foncière sur les propriétés bâties	23 100	8,16%	1 885
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	21 300	16,38%	3 489
Taxe professionnelle	156 900	8,00%	12 552

ARTICLE 2. - Le budget principal 2005 de la commune de Bathelemont lès Bauzemont est arrêté :

- pour la section de fonctionnement, à la somme de 52 475 euros en dépenses et 133 239,95 euros en recettes ;
- pour la section d'investissement, à la somme de 156 643 euros en dépenses et en recettes.

Les dépenses et recettes des deux sections sont réparties entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Section de fonctionnement - Dépenses		
Chapitre 011	Charges à caractère général	14 890,00
Chapitre 012	Charges de personnel et assimilés	1365,00
Compte 65	Autres charges de gestion	30 775,00
Compte 66	Charges financières	730,00
Compte 67	Charges exceptionnelles	105,00
Total des dépenses de fonctionnement		47 865,00

Section de fonctionnement - Recettes		
Compte 002	Excédent de fonctionnement reporté	50 439,95
Compte 70	Produits des services du domaine	200,00
Compte 73	Impôts et taxes	34 817,00
Compte 74	Dotations et participations	37 828,00
Compte 75	Autres produits de gestion courante	5 345,00
Total des recettes de fonctionnement		128 629,95
Section d'investissement - Dépenses		
Compte 16	Remboursement d'emprunts et dettes	4 393,00
Compte 21	Immobilisations corporelles	3 000,00
Compte 23	Immobilisations en cours	3 000,00
Comptes 21 et 23	Restes à réaliser	146 250,00
Total des dépenses d'investissement		156 643,00
Section d'investissement - Recettes		
Compte 001	Résultat reporté	8 739,17
Compte 10	Dotations, fonds divers	5 756,00
Compte 13	Restes à réaliser	112 150,00
Compte 16	Emprunts et dettes	27,00
Compte 1068	Affectation	29 970,83
Total des recettes d'investissement		156 643,00

ARTICLE 3. - Le sous-préfet de Lunéville, le maire de Bathélemont-lès-Bauzemont et le chef de poste de la trésorerie d'Evinville au Jard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNÉVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRETE CONCERNANT LE VOLET « I.R.C. » DU S.R.O.S. DE LORRAINE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6121-1 et suivants

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 04 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ;

VU les décrets n°2002- 1197 et 2002-1198 du 23 septembre 2002 relatif à l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par la pratique de l'épuration extrarénale et modifiant le code de la santé publique

VU l'arrêté du 25 septembre 2003 relatif aux conventions de coopération entre les établissements de santé exerçant l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par la pratique de l'épuration extrarénale modifié par l'arrêté du 17 décembre 2003 ;

VU l'arrêté du 25 août 2004 relatif à la prise en compte de l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par la pratique de l'épuration extrarénale dans les schémas d'organisation sanitaire

VU les avis rendus par les 4 conférences sanitaires de secteur de la région LORRAINE en octobre 2004

VU l'avis formulé par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire de Lorraine en date du 25 novembre 2004

VU l'avis de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en sa séance du 14 décembre 2004

A R R E T E

Article 1 : Le volet du SROS de Lorraine relatif à la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique est révisé dans les conditions détaillées au sein du document annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les dispositions du SROS 1999-2004 relatives à l'IRC sont abrogées.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des solidarités, de la santé et de la famille dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Article 4 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de lorraine, les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle et Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et des préfectures des départements.

NANCY, le 22 avril 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 17 DU 13 MAI 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 16 du 8 décembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU ;

VU la correspondance de Monsieur Y. BOUYSSSET, Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU en date du 13 avril 2005, relative au renouvellement du mandat de Monsieur NICOLLE Pascal, en tant que représentant de la Commission du Service de Soins Infirmiers ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 **Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Cinq représentants du conseil général**
Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,
Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil régional**
Madame Claudine BARTHELEMY Claudine, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Le président et le vice-président de la CME**
Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 6 **Deux autres membres de la CME**
Monsieur le Docteur Didier BEAU, praticien hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
Monsieur le Docteur Claude DEMOGEOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 7 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Monsieur Pascal NICOLLE, infirmier, fin du mandat en avril 2008.
- 8 **Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008,
Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008,
Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008.
- 9 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
Madame Chantal DEHAYE, Présidente de l'Association du Grand Sauvoy, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.
Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007
- 10 **Deux représentants des usagers**
Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,
Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en avril 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 8 décembre 2004.

Article 3. - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 mai 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

**ARRETE ARH N° 57 D-734 DU 17 MAI 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE BLANCHISSERIE DE METZ**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6132-7 et R 713-2-3 à R 713-2-8 ;

VU l'arrêté ARH n° 57 D-136 du 5 février 2004 fixant la composition nominative du Conseil d'administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ ;

VU la délibération 2004-73 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Metz-Thionville en date du 2 juillet 2004 ;

VU la délibération 2004-96 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Metz-Thionville en date du 27 octobre 2004 ;

VU la délibération AG-32-2004 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de SARREBOURG en date du 17 septembre 2004 ;

VU la délibération 04-24 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de JURY en date du 12 octobre 2004 ;

VU la délibération 2004-28 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson en date du 25 octobre 2004 ;

VU le courrier de Madame la Secrétaire du Syndicat Force Ouvrière relatif au renouvellement des mandats des représentants des personnels non médicaux ;

VU la correspondance de Monsieur le Directeur du Centre Départemental de l'Enfance en date du 12 avril 2005 concernant la désignation d'un administrateur ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er : La composition nominative du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de Metz est fixée comme suit :

Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE

Monsieur le Docteur Michel BEMER, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Marcel SCHMITT, fin du mandat en mai 2008

Monsieur le Docteur Robert STEMPFER, fin du mandat en mai 2008

Monsieur le Docteur Philippe LEMARIE, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Florent CHAMBAZ, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Frédéric LIMOUZY fin du mandat en mai 2008

Madame Muriel COLOMBO, fin du mandat en mai 2008

Mademoiselle Maud REYNAUD, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Jean-Jacques WECKER, fin du mandat le 1 avril 2006

Madame Elisabeth GLOAGUEN, fin du mandat le 26 mai 2006

Madame Roberte BOUR, fin du mandat le 1 avril 2006

Centre Hospitalier de SARREBOURG

Monsieur le Docteur Léon-Charles DREYFUSS, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Camille ZIEGER, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Joseph KALCH, fin du mandat en mai 2008

Centre Hospitalier de BRIEY

Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 28 octobre 2005

Monsieur François DIETSCH, fin du mandat le 13 octobre 2006

Centre Hospitalier de JURY

Monsieur le Docteur Christophe SCHMITT, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Pierre CERUTTI, fin du mandat en mai 2008

Centre Hospitalier de TOUL

Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 26 mars 2006

Madame Denise ZIMMERMANN, fin du mandat le 26 mars 2006

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON

Monsieur le Docteur Jean-François ROBERT, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat en mai 2008

Centre Départemental de l'Enfance à METZ

Madame Christine RITT, fin du mandat en mai 2008

Etablissement de GORZE

Membre à désigner

Maison de Retraite Saint-François de PONT-à-MOUSSON

Madame Martine MAIRE, fin du mandat le 27 septembre 2005

Représentant des pharmaciens des établissements de santé adhérents au syndicat

Madame Marie-Béatrice CHRISTMANN fin du mandat le 4 avril 2005

Représentant des personnels non médicaux

Monsieur Roland ARNOULD, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Joël CUTTE, fin du mandat en mai 2008

Madame Joëlle RUDOWSKI, fin du mandat en mai 2008

Monsieur Sébastien POCRY, fin du mandat en mai 2008

Article 3 : Les membres du conseil d'administration d'un syndicat interhospitalier sont désignés ou élus pour trois ans. Toutefois leur mandat prend fin si, avant l'expiration de cette période, ils cessent d'exercer le mandat ou les fonctions au titre desquels ils ont été désignés ou élus.

Lorsqu'un membre cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est pourvu dans le délai d'un mois à son remplacement. Dans ce cas, les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 17 mai 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE AUTORISANT LA TRANSFORMATION PARTIELLE
DE LA MAISON DE RETRAITE LA SAINTE FAMILLE A VANDOEUVRE-LES-NANCY
EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD)**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

DE MEURTHE ET MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU la convention d'habilitation partielle à l'aide sociale conclue le 4 octobre 1973 entre la maison de retraite La Sainte Famille et le Préfet de Meurthe-et-Moselle agissant au nom et pour le compte du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 avril 1986 autorisation l'extension de la section de cure médicale de l'établissement à 13 places ;

VU le dossier reconnu complet le 30 septembre 2004 présenté par la congrégation des Soeurs de Saint-Charles tendant à la transformation en EHPAD de la maison de retraite la Sainte-Famille à Vandoeuvre ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 7 février 2005 ;

CONSIDERANT que le projet proposé répond aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gériatrique 2002-2006 pour le territoire de la communauté urbaine de Nancy et satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

CONSIDERANT que l'opération correspond aux critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leurs familles ;

CONSIDERANT cependant que seules 45 places sur les 107 que compte la maison de retraite la Sainte Famille bénéficient actuellement d'une habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

CONSIDERANT également que les dispositions de l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles prévoient notamment que l'autorisation initiale est accordée si le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées, selon le cas aux articles L 313-8, L 314-3 et L 314-4 au titre de l'exercice correspondant à la date de la dite autorisation ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine de la transformation en EHPAD de l'ensemble de l'établissement n'est pas compatible avec le montant de la dotation départementale de crédits d'assurance maladie arrêtée pour 2005, compte tenu de la nécessité de financer les conventions

tripartites signées avec les établissements de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT cependant que, en ce qui concerne les moyens relevant d'un financement par des crédits d'assurance maladie, la transformation de l'établissement en EHPAD peut être autorisée dans la limite de la capacité de 45 places et refusée pour la capacité restante de 62 places ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine de la transformation en EHPAD des 62 places actuellement non habilitées à l'aide sociale est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses de la politique en faveur des personnes âgées pour 2005 adopté par l'assemblée départementale au cours de sa session du 31 janvier 2005, et qu'en conséquence, pour ce motif, la transformation en EHPAD des 62 places non habilitées doit être refusée ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E N T

Article 1 :

La transformation en EHPAD des 45 places de la maison de retraite la Sainte Famille à Vandoeuvre-les-Nancy actuellement habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est autorisée.

Article 2 :

La transformation en EHPAD des 62 places (dont 2 d'hébergement temporaire) de la maison de retraite la Sainte Famille à Vandoeuvre actuellement non habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est refusée.

Article 3 :

Si le coût de fonctionnement de la transformation en EHPAD des 62 places non habilitées se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, en tout ou partie compatible avec le montant de la dotation annuelle de crédits d'assurance maladie dévolue à la Meurthe-et-Moselle et avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales délibéré par l'assemblée départementale, l'autorisation pourra être accordée, en tout ou partie, sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de NANCY 5 place Carrière 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des Services et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du Département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à madame la supérieure de la congrégation des Sœurs de Saint-Charles.

NANCY, le 19 mai 2005

Pour le Président du Conseil Général,

Le Vice-Président délégué,

Alain CASONI

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE 072/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-82

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs Adjoints ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975, modifié, relatif aux Directeurs et Directeurs Adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale, modifié par le décret n° 95-1321 du 27 décembre 1995 ;

VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté modifié du 23 mai 2002 autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54800 JARNY - 48 rue de la République sous le n° 54-82, laboratoire exploité au sein de la SELAFA « Holderbach » dont le siège social est situé 156, rue de Metz à 57300 TALANGE ;

VU le dossier présenté par la SELARL ESPACEBIO sise à 57000 METZ - 21 Place du Quarteau, suite au rachat du Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale sis à 54800 JARNY - 48 rue de la République, exploité au sein de la SELAFA HOLDERBACH sise à 57525 TALANGE, 156 rue de Metz ;

VU L'avis favorable du 11 mai 2005 émis par le Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 23 mai 2002 autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-82, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54800 JARNY - 48, rue de la République, est modifié comme suit à compter du 23 mai 2005 ;

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale

48, rue de la République à 54800 JARNY

exploité au sein de la SELARL ESPACEBIO

dont le siège social est situé 21 Place du Quarteau - 57000 METZ

Directeur : Madame DILIGENT-MASIUS Nicole, Pharmacien biologiste

Pour les actes de :

- Immunologie, Mycologie, Biochimie, Hématologie,

- Sondages vésicaux chez la femme,

- Tubages gastriques et duodénaux,

- Prélèvements de sang veineux au lobule de l'oreille, à la pulpe du doigt, au pli du coude,

- Prélèvements au niveau des muqueuses.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- M. Bernard KUNTZEL,
- M. Gérard HOLDERBACH,
- Mme DILIGENT-MASIUS Nicole,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de JARNY,
- M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 147 - SARL JARVILLE AMBULANCES - 18 RUE LEO DELIBES - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté DDASS/AES n° 003-01 du 2 janvier 2001 portant autorisation provisoire d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise SARL JARVILLE AMBULANCES, sise 18 rue Léo Delibes à 54140 JARVILLE sous l'agrément n° 147 dans l'attente de nouveaux locaux ;

VU la demande présentée le 10 mars 2005 par Monsieur MARSOT Romain tendant à obtenir l'agrément définitif nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise SARL JARVILLE AMBULANCES, sise 18 rue Léo Delibes à 54140 JARVILLE LA MALGRANGE ;

VU la visite des locaux effectuée le 22 avril 2005 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 24 mai 2005 ;

CONSIDERANT :

- que les locaux situés 18 rue Léo Delibes à JARVILLE étaient provisoires jusqu'au 1^{er} avril 2001 dans l'attente de nouveaux locaux en cours de rénovation par l'OPAC ;

- qu'à ce jour l'entreprise n'a pas déménagée ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 24 mai 2005, sous le n° 147, à l'entreprise « **SARL JARVILLE AMBULANCES** », pour l'accomplissement :

1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,

2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : SARL JARVILLE AMBULANCES

18 rue Léo Delibes

54140 JARVILLE LA MALGRANGE

Gérant : Monsieur MARSOT Romain

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),

- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),

- toute cession de véhicule,

- toute embauche de personnel,

- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,

- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
 - à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
 - à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
 - à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 26 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 L'Inspecteur,
 Françoise WANSON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER

Lors des séances du 6 avril et du 4 mai 2005, la Commission départementale pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier a arrêté les dispositions suivantes pour l'année 2005 :

LISTE DES ESTIMATEURS

M. Pierre BARBIER - M. René BONTEMPS - M. Bernard BRODIER - M. Jean-Paul BUND - M. Philippe CAROUX - M. André FAVRE - M. Michel LEMOINE - M. Jean-Marie LEROY - M. Daniel PERRIN - M. Hubert PIERRON - M. Michel PIERRON - M. Alain RAMBOUR - M. Michaël ROCHER - M. Thierry SINTEFF - M. Jacques THOUVENIN

BAREME D'INDEMNISATION (1ère partie)

Resemis

Semences	Mais	140	€/ha)
	Autres céréales	83	€/ha) ou sur facture
	Colza	102	€/ha)
	Pois	116	€/ha)
Tarif 1 : Tracteur + semoir		45	€/ha	
Tarif 2 : Herse rotative ou alternative + semoir		84	€/ha	

Prairies

1	Remise en état manuelle	11,50	€/h
2	Rabot ou herse (1 passage)	45	€/ha
3	Herse rotative (1 passage) ou Herse ou rabot (2 passage croisés) ou Rotavator	61	€/ha
4	Charrue	92	€/ha
5	Rouleau	24	€/ha
6	Semoir + tracteur	45	€/ha
7	Semoir + herse rotative ou alternative	84	€/ha
8	Traitement	30	€/ha
9	Semence sur barème	92	€/ha
10	Semence sur facture		

Perte de fourrage	Prairie artificielle	11	€/q
	Prairie naturelle	9,80	€/q

Autres productions

Arbres fruitiers	Plants : sur facture		
	Forfait plantation	13	euros par plant
Petites productions	Cf. barème "Calamités agricoles"		
	A défaut : paiement sur facture		

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/123
MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 1974 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GRAND-FAILLY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de GRAND-FAILLY ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 1974 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée GRAND-FAILLY;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande du Groupement Forestier du GRAND FAILLY, représenté par M. VIOT, Directeur de CLAM Immobilier, gérant du Groupement Forestier

VU la demande du Groupement Foncier Agricole de Ronde Fontaine, représenté par Mme BRETNACHER née FALLET Geneviève

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'annexe 1 de l'arrêté du 18 juin 1974 est abrogée.

ARTICLE 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GRAND-FAILLY.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de GRAND-FAILLY par les soins du maire.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de la Commune de GRAND-FAILLY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de GRAND-FAILLY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Mme BRETNACHER née FALLET Geneviève, représentante du Groupement Foncier de Ronde Fontaine,
- M. le Directeur de CLAM Immobilier, gérant du Groupement Forestier du Grand-Failly.

NANCY, le 20 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 20 MAI 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GRAND-FAILLY
TERRAINS A COMPRENDRE DANS LE TERRITOIRE DE L'ASSOCIATION

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
GRAND-FAILLY		Tout le territoire de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après.
	A4	Commune de GRAND-FAILLY
	A2	N°64 N°65 Pour une surface de 355 ha
	A3	Commune de PETIT-FAILLY N°84 et 85 Pour une surface de 64 ha
	A	Commune de MALES-s/LOISON (55) N°88 Pour une surface de 78,39 ha
	D	M. de CHEVIGNY N°360 - 354 - 355 - 358 - 359 Pour une surface de 79.64 ha
	ZE	M. de THOMASSIN de MONTBEL
	ZO	N°101 à 103 - 105 - 106 N°2 - 6 Pour une surface de 58.2490 ha
	C	M. CHOLET René
	Z	N°1534 à 1677 N°1 - 20 Pour une surface de 38.06 ha (attenant à un ensemble de 79.83 ha)
	C	Consorts FORDOXEL N°721 - 729 - 1425 à 1434 - 1436 à 1440 - 1450 à 1453 - 1455 à 1459 - 1462 - 1463 - 1469 - 1441 - 846 - 847 - 1119 - 1123 à 1125 - 1143 - 1482 - 1473 - 1474 - 1476 - 1484 à 1491
	ZO	N°1603 - 2270 - 1493 - 1509 - 1512 - 1172 - 1174 - 1606 - 1525 - 1524 Pour une surface de 200 ha
	C	GFA de Ronde Fontaine N°1645 à 1651 - 1661 à 1664 - 1680 - 1683 - 1685 à 1690 - 1692 à 1698 - 1763 - 2141 à 2144 - 2305 à 2307
	ZI	N°15 - 25 - 26 Pour une surface de 40.7205 ha

	C	Groupement Forestier du Grand Faily N° 1134 à 1137 - 1162 à 1164 - 1167 - 1172 - 1174 - 1472 - 1475 - 1477 - 1492 - 1493 - 1509 à 1512 - 1524 - 1525 - 1598 - 1603 - 1604 - 1605 - 1606 - 2315 - 2316 - 2320 - 2322 - 2336J - 2336K - 2342 - 2345 - 2346 - 2350 - 2352 - 2354
	ZC	35 -104
	ZH	1 - 2 - 26 - 27 - 3 - 4
	ZK	130
	ZN	20J - 20K
	ZO	5
		Pour une surface totale de 90.3623 ha

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/018/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 2215 du 9 août 1996 portant réglementation de la circulation routière sur les A5 et A 31 pour l'exécution des chantiers courants d'entretien et de réparation ;

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de rechargement en enrobé de l'A.31 concédée du PR 219+200 au PR 228+400 dans les deux sens de circulation et des travaux de réfection des bretelles de l'échangeur de Toul (n° 12), sens Paris - Dijon et sens Nancy - Dijon ;

A la demande de la Société d'Autoroutes Paris Rhin Rhône, en date du 25 mars 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

A compter du 9 mai et jusqu'au 24 juin 2005 de 9 h 00 à 16 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31 concédée entre les PR 219+200 et 228+400 (levée les week-ends et les jours dits « Hors chantier ») :

- La circulation s'effectue par basculement sur le sens opposé
- La vitesse est limitée de manière dégressive à 90 Km/h
- Il est interdit de doubler

ARTICLE II

Les bretelles de l'échangeur de TOUL (n° 12), dans les sens PARIS - DIJON et NANCY - DIJON, sont interdites à la circulation une nuit chacune de 22 H 00 à 6 H 00 soit pendant la semaine du 9 au 13 mai, soit pendant la semaine du 17 au 20 mai 2005 suivant l'évolution des travaux.

ARTICLE III

Des micro coupures d'environ 20 mn au maximum auront lieu de jour comme de nuit, sous la protection des services de l'ordre, sur la bretelle opposée pendant l'exécution des travaux sur l'autre bretelle, afin de permettre aux engins de chantier de faire des manœuvres ou de faire demi tour.

ARTICLE IV

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante, consécutive à la fermeture des bretelles :

- dans le sens PARIS - DIJON

Prendre l'A.31 direction Nancy, sortir à l'échangeur n° 15 de Dommartin les Toul, prendre l'A.31 direction Dijon

- dans le sens DIJON - NANCY

Prendre l'A.31, puis R.N. 4 en direction de Paris, sortir à l'échangeur de la RD 960, prendre la RN 4 direction Dijon puis la bretelle de l'A. 31 direction Paris - Dijon.

ARTICLE V

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE VI

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la SAPRR sur l'A31 concédée. La longueur du balisage pourra atteindre 10 km.

ARTICLE VII

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Régional de la SAPRR, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de TOUL, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE 2005/DDE/026/CDER

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
u le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif
Vu l'arrêté préfectoral permanent du département de la Moselle portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'avis favorable du conseil général de la Moselle ;
Vu l'avis favorable du conseil général de la Meurthe et Moselle ;
Vu les avis favorables des maires concernés ;
Vu l'avis favorable de la direction départementale de la Moselle ;
Vu l'avis favorable du CRI CR en date du 12/05/2005 ;
Considérant la nécessité de démonter l'ouvrage d'art provisoire de la LGV au PR 281+170 de l'autoroute A 31, sur le territoire de la commune de LESMENILS, dans le cadre de la réalisation de la ligne à grande vitesse Est européenne.
Considérant qu'il n'y aura pas de restriction de circulation sur l'A 31 entre 5h00 et 22h00 ;
A la demande du Réseau Ferré de France ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E N T

ARTICLE I

Durant la nuit du 17 au 18 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 METZ/LESMENILS. La circulation s'établit durant cette période comme suit sur l'A. 31 entre les PR 282+050 et 280+100 :

Sens METZ - NANCY

- o la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens NANCY - METZ
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
- o la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement

Sens NANCY - METZ entre les PR 280+100 et 282+050

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- o il est interdit de doubler

ARTICLE II

En raison de la fermeture de la bretelle de METZ/LESMENILS (échangeur n° 28), les usagers doivent emprunter la déviation suivante : continuer sur l'A.31 et sortir à l'échangeur d'ATTON (échangeur n° 27) puis reprendre l'A.31 direction METZ et sortir à l'échangeur n° 28 LESMENILS.

ARTICLE III

Durant la nuit du 19 au 20 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 LESMENILS/METZ. La circulation s'établit, durant cette période, comme suit sur l'A. 31 entre les PR 280+100 et 282+050 :

Sens NANCY - METZ- entre les PR 280+100 et 282+050

- o la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens METZ - NANCY
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
- o la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement

Sens METZ - NANCY entre les PR 282+050 et 280+100

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- o il est interdit de doubler

ARTICLE IV

En raison de la fermeture de la bretelle de LESMENILS/METZ (échangeur n° 28), les usagers doivent emprunter la déviation suivante : prendre l'A. 31 direction NANCY jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n° 27) puis reprendre l'A.31 direction METZ

ARTICLE V

Durant la nuit du 21 au 22 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite entre les échangeurs de LESMENILS n°28 et de FEY n° 29 de l'autoroute A 31 dans les deux sens de circulation. Les bretelles d'entrée LESMENILS/METZ et FEY/NANCY sont fermées.

ARTICLE VI

En raison de la fermeture de l'A. 31 entre les échangeurs n° 28 (LESMENILS) et N° 29 (FEY) les usagers doivent emprunter les déviations suivantes, et ce dans les deux sens de circulation :

- A4 - A315 - RN 431 - échangeur RN431/RD955 - RD 955 - RD 910 - échangeur n°28 (LESMENILS) - A 31
- A31 - Échangeur de FEY (n° 29) - RN 431 - échangeur RN431/RD5 - RD 5 - RD 910 - échangeur n° 28 (LESMENILS) - A31

ARTICLE VII

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE VIII

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions ENTRETIEN DES AUTOROUTES de Moselle et de Meurthe et Moselle à l'exception de la signalisation sur routes départementales qui sera à la charge de l'entreprise.

ARTICLE IX

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le président du conseil général de la Moselle, Monsieur le président du conseil général de Meurthe et Moselle, Messieurs les directeurs départementaux de l'équipement, Messieurs les directeurs départementaux de la sécurité publique, Messieurs les colonels commandant le groupement de gendarmerie de Moselle et de Meurthe-et-Moselle et Messieurs les commandants de la CRS autoroutière Lorraine à MOULINS LES METZ et de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LESMENILS,

ATTON - FRONTIGNY - JURY - CHEMINOT - LONGEVILLE LES CHEMINOT - BUCHY - SILLEGNY - COIN SUR SEILLE - POURNOY LA CHETIVE - VIGNY - Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales de la Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur des archives départementales de la Moselle et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 mai 2005

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Claude BALAND

METZ, le 13 mai 2005

Le Préfet de la Moselle,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETE 2005/DDE/027/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires concernés

Vu l'avis favorable de la CUGN ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A. 330 au droit du PR 3+000 et 9+000 dans le sens NANCY - EPINAL sur le territoire des communes de HOUEMONT - FLEVILLE - LUDRES - RICHARDMENIL et FLAVIGNY ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

PHASE 1

Les nuits du 30 et 31 mai 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, toute circulation est interdite sur l'A. 330 dans le sens NANCY - EPINAL du PR 2+700 au PR 5+200 entre le diffuseur n° 3 de FLEVILLE et l'échangeur n° 5 de la ZI de LUDRES. Les déviations sont précisées à l'article II

ARTICLE II

Les usagers venant de NANCY et désirant se rendre à EPINAL empruntent la déviation suivante :

Diffuseur n° 3 de FLEVILLE - RD 570 - échangeur n° 5 de LUDRES - A. 330 direction EPINAL

Les usagers venant de NANCY et désirant se rendre à PARIS empruntent la déviation suivante :

Diffuseur n° 3 de FLEVILLE - RD 570 - échangeur n° 5 de LUDRES - A. 330 direction NANCY, bretelle EPINAL - PARIS - A. 33 direction PARIS

Les usagers venant de NANCY et désirant se rendre à STRASBOURG empruntent la déviation suivante :

Diffuseur n° 3 de FLEVILLE - RD 570 - échangeur n° 5 de LUDRES - A. 330 direction NANCY, bretelle EPINAL - STRASBOURG - A. 33 direction STRASBOURG.

Les usagers venant de STRASBOURG et désirant se rendre à EPINAL empruntent la déviation suivante :

Echangeur de Fléville de l'A. 33 - ZI de FLEVILLE /ZI de LUDRES (rue du Champ Moyen - Rue Gustave Eiffel - rue Fresnel - Rue Lavoisier - Rue pasteur) pour rejoindre l'A. 330 direction EPINAL.

Les usagers venant de PARIS et désirant se rendre à EPINAL empruntent la déviation suivante :

A. 33 - jusqu'à l'échangeur n° 3 de FLEVILLE - ZI de FLEVILLE/ZI de LUDRES (rue du Champ Moyen - Rue Gustave Eiffel - rue Fresnel - Rue Lavoisier - Rue Pasteur) pour rejoindre l'A. 330 direction EPINAL.

ARTICLE III

Les bretelles d'entrée et de sortie des échangeurs de LUDRES ZI (n° 5) et du diffuseur de RICHARDMENIL (n° 6) sont fermées à toute circulation sens NANCY - EPINAL ainsi que l'accès et la sortie de la station service du Canal de l'Est les nuits du 30 et 31 mai 2005, de 21 H 00 à 6 H 00. La déviation est précisée à l'article IV

ARTICLE IV

Les usagers désirant se rendre à LUDRES ou à RICHARDMENIL restent sur l'A. 330, sortent à l'échangeur n° 7 de FLAVIGNY puis empruntent la RD 570.

ARTICLE V

PHASE 2

La nuit du 1^{er} au 2 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A.330 entre les PR 4+700 et 6+800 sens NANCY - EPINAL.

Sens NANCY - EPINAL

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement (PR 4+700)
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche du sens EPINAL - NANCY à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 6+800)

Sens EPINAL - NANCY

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE VI

PHASE 3

La nuit du 2 au 3 juin 2005, de 21 H à 6 H, la circulation s'établit comme suit sur l'A.330 entre les PR 5+900 et 8+570 sens NANCY - EPINAL.

Sens NANCY - EPINAL

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement (PR 5+900)
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche du sens EPI NAL – NANCY à 90 Km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/ au droit du 2^{ème} basculement (PR 8+570)

Sens EPI NAL – NANCY

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- il est interdit de doubler

L'accès et la sortie de la station service du Canal de l'Est seront fermés la nuit du 2 au 3 juin 2005.

La bretelle n° 6 du diffuseur de RICHARDMENIL reste ouverte à toute circulation sens NANCY – EPI NAL.

ARTICLE VII**PHASE 4 et 5**

Les nuits du 6 au 8 juin 2005, de 21 H à 6 H, la circulation s'établit comme suit sur l'A.330 entre les PR 6+800 et 9+550.

Sens NANCY – EPI NAL

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement (PR 6+800)
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche du sens EPI NAL – NANCY à 90 Km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 9+550)

Sens EPI NAL – NANCY

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE VIII

Les bretelles NANCY – STRASBOURG et EPI NAL – STRASBOURG du croisement autoroutier A. 33/A. 330 sont fermées à toute circulation les nuits du 6 au 8 juin 2005 de 21 H 00 à 6 H 00. Les déviations sont précisées dans l'article IX.

ARTICLE IX

Les usagers venant de NANCY et désirant se rendre à STRASBOURG empruntent la déviation suivante :

- A. 330 bretelle NANCY – PARI S - A. 33 sortie à l'échangeur de Brabois (n° 2) - RD 974 - A. 33 direction STRASBOURG.

Les usagers venant d'EPI NAL et désirant se rendre à STRASBOURG empruntent la déviation suivante :

- A. 330 - bretelle EPI NAL – PARI S - A. 33 sortie à l'échangeur de Brabois (n° 2) - RD 974 - A. 33 direction STRASBOURG.

ARTICLE X

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE XI

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE XII

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à CHAMPIGNEULLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de HOUEMONT, FLEVILLE, LUDRES, RICHARDMENIL et FLAVIGNY, Monsieur le directeur de la CUGN, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/028/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de construction de longrine en béton sur l'A. 31 au PR 265+043 sur le territoire de la commune de Belleville ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Du 16 au 20 mai 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, des mesures d'exploitation (neutralisation de la voie de droite du PR 263+500 au PR 265+500) sont mises en place sur l'A. 31 sur le territoire de la commune de BELLEVILLE.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixées dans la circulaire ministérielle n°96-14

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de BELLEVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/029/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu les avis favorables des maires concernés ;

Considérant la nécessité de démonter l'ouvrage d'art provisoire de la LGV au PR 281+170 de l'autoroute A 31, sur le territoire de la commune de LESMENILS, dans le cadre de la réalisation de la ligne à grande vitesse Est européenne.

A la demande du Réseau Ferré de France ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E**ARTICLE I**

Durant la nuit du 18 au 19 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31 entre les PR 282+700 et 280+700 dans le sens METZ - NANCY et entre les PR 280+000 et 282+000 sens NANCY - METZ :

Sens METZ - NANCY

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h

Sens NANCY - METZ

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive 90 km/h

ARTICLE II

Durant la nuit du 20 au 21 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 LESMENILS/METZ. La circulation s'établit, durant cette période, comme suit sur l'A. 31 entre les PR 280+100 et 282+050 :

Sens NANCY - METZ entre les PR 280+100 et 282+050

- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
- o la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- o la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens METZ - NANCY
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement

Sens METZ - NANCY entre les PR 282+050 et 280+100

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- o il est interdit de doubler

ARTICLE IV

En raison de la fermeture de la bretelle de LESMENILS/METZ (échangeur n° 28), les usagers doivent emprunter la déviation suivante : prendre l'A. 31 direction NANCY et sortir à l'échangeur d'ATTON (échangeur n° 27) puis reprendre l'A.31 direction METZ.

ARTICLE V

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixés dans la circulaire ministérielle n° 96-14.

ARTICLE VI

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE VII

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions ENTRETIEN DES AUTOROUTES de Meurthe et Moselle à l'exception de la signalisation sur routes départementales qui sera à la charge de l'entreprise.

ARTICLE VIII

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/030/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Belleville ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur les bretelles Nancy - Belleville et Belleville - Metz de l'A. 31 entre les PR 265+000 et 266+400 sur le territoire de la commune de BELLEVILLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

les nuits du 27 au 30 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, toute circulation est interdite sur les bretelles de Nancy - Belleville et de Belleville - Nancy de l'A.31.

Cette mesure s'accompagne des dispositions d'exploitations suivantes entre les PR 265+000 et 266+400 dans les deux sens de circulation :

- la voie de droite est neutralisée
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

- **Fermeture de la bretelle Nancy - Belleville (n° 25) :**

Les usagers désirant se rendre à Belleville sont invités à continuer sur l'A. 31 - prendre la bretelle Nancy - Atton (n° 27) puis Atton - Nancy (n° 27) et A. 31 en direction de la bretelle Metz- Belleville (n° 25)

- **Fermeture de la bretelle Belleville - Metz (n° 25) :**

Les usagers désirant se rendre à Metz sont invités à emprunter la RD 40 puis la RN 57 direction Pont à Mousson, prendre la Bretelle Belleville - Nancy (n° 25) - A. 31 en direction Nancy, sortir à la bretelle n° 24, Metz - Custines puis prendre la bretelle Custines - Metz - A. 31 direction Metz.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs ou Mesdames les Maires LESMENILS, ATTON, BELLEVILLE, CUSTINES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/031/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants

exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Laxou ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de renforcement des accotements sur l'A. 31 sens METZ - LAXOU au PR 250+300 sur le territoire de la commune de LAXOU ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les nuits du 13 au 17 juin 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 18 METZ - LAXOU de l'A. 31.

ARTICLE II

Les usagers désirant se rendre à LAXOU sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- A. 31 direction PARIS jusqu'au diffuseur de Velaine (n° 17), reprendre l'A. 31 direction Metz puis sortir à Laxou.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur ou Madame les Maires de LAXOU et VELAIN, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/032/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté 2005/DDE/029/CDER en date du 17 mai 2005 ;

Vu les avis favorables des maires concernés ;

Considérant la nécessité de démonter l'ouvrage d'art provisoire de la LGV au PR 281+170 de l'autoroute A 31, sur le territoire de la commune de LESMENILS, dans le cadre de la réalisation de la ligne à grande vitesse Est européenne.

A la demande du Réseau Ferré de France ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I

L'arrêté 2005/DDE/029/CDER sus-visé est modifié comme suit :

Durant la nuit du 18 au 19 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 LESMENILS/METZ. La circulation s'établit, durant cette période, comme suit sur l'A. 31 entre les PR 280+100 et 282+050 :

Sens NANCY - METZ entre les PR 280+100 et 282+050

- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
- o la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- o la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens METZ - NANCY
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement

Sens METZ - NANCY entre les PR 282+050 et 280+100

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- o il est interdit de doubler

ARTICLE II

En raison de la fermeture de la bretelle de LESMENILS/METZ (échangeur n° 28), les usagers doivent emprunter la déviation suivante : prendre l'A. 31 direction NANCY et sortir à l'échangeur d'ATTON (échangeur n° 27) puis reprendre l'A.31 direction METZ.

ARTICLE III

Les autres dispositions formulées dans l'arrêté de référence restent inchangées.

ARTICLE IV

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixés dans la circulaire ministérielle n° 96-14

ARTICLE V

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE VI

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions ENTRETIEN DES AUTOROUTES de Meurthe et Moselle à l'exception de la signalisation sur routes départementales qui sera à la charge de l'entreprise.

ARTICLE VII

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/033/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de peinture sur l'A. 31 au PR 265+043 sur le territoire de la commune de LESMENILS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Le 19 mai 2005 de 9 H à 13 H 00, des mesures d'exploitation (neutralisation de la voie de droite du PR 281+500 au PR 280+500) sont mises en place sur l'A. 31 sur le territoire de la commune de LESMENILS.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixées dans la circulaire ministérielle n°96-14

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/034/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de peinture sur l'A. 31 au droit de l'ouvrage LGV sur le territoire de la commune de LESMENILS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Le 20 mai 2005 de 9 H à 15 H 00, des mesures d'exploitation (neutralisation de voie de droite ou de gauche du PR 281+500 au PR 280+500) sont mises en place sur l'A. 31 sur le territoire de la commune de LESMENILS.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixées dans la circulaire ministérielle n°96-14

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/035/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité d'effectuer divers travaux sur la RN 74 entre le giratoire Marcel Brot et le giratoire 2000 sur le territoire de la commune de TOMBLAINE ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de NANCY NORD ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les nuits du 23 mai au 26 mai 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, toute circulation est interdite dans le sens Nancy - Tomblaine sur la RN 74 entre le giratoire Marcel Brot et le giratoire 2000.

ARTICLE II

En raison de la fermeture de ce sens de circulation, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- Au giratoire Marcel Brot prendre la branche rue Jean Moulin, boulevard d'Austrasie, Pont de la concorde et Avenue Eugène Pottier pour rejoindre le giratoire 2000.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les entreprises intervenantes sous le contrôle de la subdivision territoriale de NANCY NORD ;

ARTICLE IV

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de TOMBLAINE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/036/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté 2005/DDE/029/CDER en date du 17 mai 2005 ;

Vu les avis favorables des maires concernés ;

Considérant la nécessité de démonter l'ouvrage d'art provisoire de la LGV au PR 281+170 de l'autoroute A 31, sur le territoire de la commune de LESMENILS, dans le cadre de la réalisation de la ligne à grande vitesse Est européenne.

A la demande du Réseau Ferré de France ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I

La nuit du 23 au 24 mai 2005 de 21 H à 6 H, des mesures d'exploitation (neutralisations de la voie de droite + BAU du PR 282.700 au 280+700, sont mises en place sur l'A. 31 – sens METZ – NANCY sur le territoire de la commune de LESMENILS.

La nuit du 24 au 25 mai 2005 de 21 H à 6 H, des mesures d'exploitation (neutralisations de la voie de droite + BAU du PR 280+000 au 282+000, sont mises en place sur l'A. 31 – sens NANCY – METZ – sur le territoire de la commune de LESMENILS.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixés dans la circulaire ministérielle n° 96-14.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES de Meurthe et Moselle.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/037/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté 2005/DDE/029/CDER en date du 17 mai 2005 ;

Vu les avis favorables des maires concernés ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de pose et dépose de glissières de sécurité au PR 281+100 de l'autoroute A 31, sur le territoire de la commune de LESMENILS, dans le cadre de la réalisation de la ligne à grande vitesse Est européenne.

A la demande du Réseau Ferré de France ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I

Les 30 et 31 mai et le 1^{er} juin 2005 de 9 H 00 à 17 h 00, des mesures d'exploitation (neutralisations de la voie de droite + BAU du PR 282.700 au 280+700, sont mises en place sur l'A. 31 – sens METZ – NANCY sur le territoire de la commune de LESMENILS.

Les 30 et 31 mai et le 1^{er} juin 2005 de 9 H 00 à 17 H 00, des mesures d'exploitation (neutralisations de la voie de droite + BAU du PR 280+000 au 282+000, sont mises en place sur l'A. 31 – sens NANCY – METZ – sur le territoire de la commune de LESMENILS.

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixés dans la circulaire ministérielle n° 96-14 en date du 6 février 1996.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES de Meurthe et Moselle.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 43224 en date du 20 mai 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue R.A.C.T. Vert deux foyers AEIM Pic rue de l'Ardeche, sur la commune de HAUCOURT-MOULAINNE.

Par arrêté préfectoral n° 43485 en date du 20 mai 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement du poste HTA/BT "Château d'Eau" rue Henry Dunant, sur la commune de BRIEY.

Par arrêté préfectoral n° 43690 en date du 20 mai 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau BTAS, remplacement poste DP "Village" Village chemin rural n° 18, sur la commune de MONT L'ETROIT.

Par arrêté préfectoral n° 43761 en date du 20 mai 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement réseau HTAS création poste DP "Cora" 678 avenue du général Bigeard, sur la commune de TOUL.

Par arrêté préfectoral n° 55309 en date du 9 juin 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseau HTAS n° 52 de Viterne à Marthemont, sur les communes de MARTHEMONT et MAIZIERES.

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d'agrément au sein du Conseil Départemental de l'Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Agréments J.E.P. en sa séance du 22 mars 2005,

VU l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2004 portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants :

Association TYMPAN

Chez M. BERRIER

47 rue Carnot

54310 HOMECOURT n° 54-2252

Association @VENIR

26 avenue du Général de Gaulle

54300 LUNEVILLE n° 54-2253

Ecole des arts du cirque

Ose Clowns NANCY

47 rue du Maréchal Oudinot

54000 NANCY n° 54-2254

Association KHAMSA

23 rue de Venise

B P 96

54503 VANDOEUVRE CEDEX n° 54-2255

Association familiale

1 allée du Lorient

54300 MONCEL LES LUNEVILLE n° 54-2256

Association REA'J

Centre Marie Curie

Rue Joliot Curie

54490 PIENNES n° 54-2257

Foyer Rural

Mairie

4 rue Maucolin

54770 AGINCOURT n° 54-2258

Foyer Rural ARRAYE et HAN- AJONCOURT

Mairie

3 rue de Lunéville

54760 ARRAYE ET HAN n° 54-2259

Foyer Rural Grande Rue 54370 ATHI ENVILLE	n° 54-2260
Foyer Rural Entente Sportive AVRICOURT Rue du Stade 54810 AVRICOURT	n° 54-2261
Foyer Rural Mairie Rue Jules Ferry 54290 BAINVILLE AUX MIROIRS	n° 54-2262
Foyer Rural Mairie 92 rue de la Libération 54450 BENAMENIL	n° 54-2263
Foyer Rural Rue Jean Baptiste Gauche 54620 BEUVEILLE	n° 54-2264
Foyer Rural 8 rue des Jonquilles 54370 BEZANGE LA GRANDE	n° 54-2265
Foyers Ruraux du Saintois 5 rue Victor Hugo 54770 BOUXIERES AUX CHENES	n° 54-2266
Foyer Rural Secteur d'animation « entre Seille et Sanon » 5 rue Victor Hugo 54770 BOUXIERES AUX CHENES	n° 54-2267
Foyer Rural Rue du Téméraire 54136 BOUXIERES AUX DAMES	n° 54-2268
Foyer Rural Mairie 54122 CHENEVIÈRES	n° 54-2269
Foyer Rural Mairie Rue Jules Ferry 54770 DOMMARTIN SOUS AMANCE	n° 54-2270
Foyer Rural Mairie 5 rue Karquel 54370 EINVILLE AU JARD	n° 54-2271
Foyer Rural Intercommunal ESSEY LA COTE-VENNEZEY-GIRIVILLER Mairie 54830 ESSEY LA COTE	n° 54-2272
Foyer Rural 31 rue Ernest Bichat 54110 FLAINVAL	n° 54-2273
Foyer Rural 7 rue Grandjacquot 54300 FRAIMBOIS	n° 54-2274
Foyer Rural 51 Grande Rue 54800 FRIAUVILLE	n° 54-2275
L'HAUSSONVIE Mairie 18 Grande Rue 54290 HAUSSONVILLE	n° 54-2276
Foyer Rural Mairie 10 bis rue de l'Abbé Schlienger 54120 LACHAPELLE	n° 54-2277
Foyer Rural Mairie 1 rue Sophie de Bar 54770 LAITRE SOUS AMANCE	n° 54-2278

Foyer Rural Centre Culturel Dom Calmet Cour de l' Hôtel de Ville 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	n° 54-2279
F.J.E.P. Salle Sainte Thérèse 2 rue des Batignolles 54610 LETRICOURT	n° 54-2280
Foyer Rural les Hauts Talons Mairie 1 rue de la Côte 54760 MOIVRONS	n° 54-2281
Foyer Rural 5 rue Mondon 54300 MONCEL LES LUNEVILLE	n° 54-2282
Foyer Rural Au Lavory 54170 MONT L'ETROIT	n° 54-2283
Foyer Rural Mairie Place du Général Gaudet 54118 MOYEN	n° 54-2284
Foyer Rural Mairie 6 B Grand Rue 54150 OZERAILLES	n° 54-2285
Foyer Rural Rémé-Loisirs Mairie 14 rue du Général Mathis 54110 REMEREVILLE	n° 54-2286
Foyer Rural 3 rue de la division Leclerc 54950 SAINT CLEMENT	n° 54-2287
Foyer Rural Sainte Claire 1 rue Saint Maurice 54115 SAULXEROTTE	n° 54-2288
Foyer Rural Mairie 54550 SEXEY AUX FORGES	n° 54-2289
Foyer Rural 4 rue de l' Eglise 54840 SEXEY LES BOIS	n° 54-2290
Foyer Rural Mairie Place des Anciens Combattants 54116 TANTONVILLE	n° 54-2291
Foyer Rural Grande Rue 54370 VALHEY	n° 54-2292
Foyer Rural Mairie 5 rue Abbé Mamias 54121 VANDIERES	n° 54-2293
Foyer Rural Mairie Rue Principale 54800 VILLE SUR YRON	n° 54-2294
Ecole de musique Mairie Place du Général de Gaulle 54450 BLAMONT	n° 54-2295
Maison Franco-Hellénique Lorraine MJC des 3 Maisons 12 rue de Fontenoy 54000 NANCY	n° 54-2296
SLAVENTURES 6 rue Maurice Barrès 54000 NANCY	n° 54-2297

Centre Régional Information Jeunesse de Lorraine

20 Quai Claude le Lorrain

54000 NANCY n° 54-2298

Association « le petit bois »

2 rue de l' Eglise

54550 PONT SAINT VINCENT n° 54-2299

Association Tricot Couture Service

Allée de l' Alzette

B P 171

54500 VANDOEUVRE LES NANCY n° 54-2300

Théâtre de Cristal

30 rue de la Liberté

54112 VANNES LE CHATEL n° 54-2301

Familles Rurales

16 rue de Nomeny

C I D E X 24

54700 ATTON n° 54-2302

Association « la petite Lorraine »

Mairie

22 Grande Rue

54450 DOMJEVIN n° 54-2303

Familles Rurales

Mairie

Place du Jet d' Eau

54160 PULLIGNY n° 54-2304

Fédération Régionale de Lorraine Familles Rurales

38 rue Sainte Catherine

54000 NANCY n° 54-2305

F.J.E.P.19 avenue du 151^{ème} R I M

54620 BASLIEUX n° 54-2306

Association défense du cadre de vie

Patrimoine Culture Loisirs

22 rue Principale

54300 LAMATH n° 54-2307

F.E.P.

Rue de la Halle

54760 MONTENOY n° 54-2308

Association Mosaïque

Espace André Malraux

Place Henri Miller

54200 TOUL n° 54-2309

Association familiale de FLEVILLE DEVANT NANCY

22 route de Flavigny

54210 AZELOT n° 54-2310

M.P.T – M.J.C.

Mairie

16 Grande Rue

54450 CHAZELLE SUR ALBE n° 54-2311

Association Loisirs Détente Culture (ALDC)

Mairie

28 rue du Général Leclerc

54200 DOMMARTIN LES TOUL n° 54-2312

Association GONDREVILLE Loisirs Jeunesse

Mairie

56 rue du Château des Princes

54840 GONDREVILLE n° 54-2313

Article 2 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 24 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint
de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (RADIATIONS)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2001.624 du 17/07/2001 Art. 8

VU le décret n° 2002.571 du 22/04/2002 Art. 6

VU l'Arrêté Préfectoral du 20/12/2002 instituant La Commission d'agrément au sein du Conseil Départemental de l'Education Populaire,

VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Agréments J.E.P. en sa séance du 22 mars 2005,

VU l'Arrêté Préfectoral du 20 décembre 2004, portant délégation de signature à M. Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

SUR proposition de ce dernier :

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les associations désignées ci-dessous et domiciliées dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont agréées comme associations de Jeunesse et d'Education Populaire et affectées des numéros d'agrément suivants se voient retirer ce numéro :

Associations renouvelées (n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation):**SLAVENTURES**

6 rue Maurice Barrès

54000 NANCY

n° 54-632

A 04/02/1997

Centre Régional Information Jeunesse de Lorraine

20 Quai Claude le Lorrain

54000 NANCY

n° 54-630

A 04/02/1997

Association Tricot Couture Service

Allée de l'Alzette

B P 171

54500 VANDOEUVRE LES NANCY

n° 54-559

A 09/06/1993

Théâtre de Cristal

30 rue de la Liberté

54112 VANNES LE CHATEL

n° 54-610

A 03/06/1996

Fédération Régionale de Lorraine Familles Rurales

38 rue Sainte Catherine

54000 NANCY

n° 54-571

A 29/07/1994

F.J.E.P.19 avenue du 151^{ème} R I M

54620 BASLI EUX

n° 54-579

A 27/03/1995

Association défense du cadre de vie**Patrimoine Culture Loisirs**

22 rue Principale

54300 LAMATH

n° 54-602

A 23/01/1996

F.E.P.

Rue de la Halle

54760 MONTENOY

n° 54-247

A 30/05/1985

Association Mosaïque

Espace André Malraux

Place Henri Miller

54200 TOUL

n° 54-585

A 27/03/1995

Association familiale de FLEVILLE DEVANT NANCY

22 route de Flavigny

54210 AZELOT

n° 54-611

A 03/06/1996

M.P.T. - M.J.C.

Mairie

16 Grande Rue

54450 CHAZELLE SUR ALBE

n° 54-621

A 21/10/1996

Associations n'ayant jamais fait l'objet d'une radiation :**Centre Culturel Pablo Picasso**

Place Leclerc

B P 49

54310 HOMECOURT

n° 54-190

A 30/09/1980

Association Franco-Japonaise NANCY-Lorraine

NOVOTEL NANCY OUEST RN 4

54520 LAXOU

n° 54-601

A 23/01/1996

Action Jazz Improvisation (A J I L)

2 rue de Fontenelle

54520 LAXOU

n° 54-577

A 24/11/1994

Association PAPANGO45 Boulevard Albert 1^{er}

54000 NANCY

n° 54-591

A 17/07/1995

Théâtre du Don

Boulevard Charles V

54000 NANCY

n° 54-595

A 17/07/1995

Réseau d'initiatives des Lauréats du Défi-Jeunes de Lorraine

20 Quai Claude le Lorrain

54000 NANCY

n° 54-635

A 04/02/1997

Club de loisirs « Léo Lagrange »

172 rue Jules Ferry

54230 NEUVES MAISONS

n° 54-361

A 15/07/1986

Association « les Petits Chérubins »

Mairie

Rue de Saulxures

54425 PULNOY

n° 54-581

A 27/03/1995

Association pour la Promotion des Activités de la Jeunesse (APAJ)

Hôtel de Ville

54400 COSNES ET ROMAIN

n° 54-631

A 04/02/1997

Association des Jeunes de la Californie

4 rue Jean Philippe Rameau

54140 JARVILLE LA MALGRANGE

n° 54-561

A 09/06/1993

Elans de SAIZERAIS

8 bis rue Saint Amand

54380 SAIZERAIS

n° 54-587

A 27/03/1995

Club du Temps Libre

Mairie

54190 TIERCELET

n° 54-583

A 27/03/1995

Association AMALGAME

4 rue d'Alsace

54500 VANDOEUVRE LES NANCY

n° 54-636

A 04/02/1997

Association J A D E

Maison du temps libre

52 rue de l'Hôtel de Ville

54390 FROUARD

n° 54-565

A 09/06/1993

M.J.C.

83 rue de Metz

54340 POMPEY

n° 54-609

A 03/06/1996

Article 2 :

Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 24 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint
de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE INFIRMIERES DIPLOMEES D'ETAT
AU CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de GERARDMER dans les conditions fixées par le décret n° 88-1077 du 30 Novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir quatre postes d'Infirmière Diplômées d'Etat vacants dans l'établissement.

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires du diplôme d'Etat infirmier, âgé(e)s au plus de 45 ans au 1^{er} janvier de l'année en cours, inscrits sur la liste départementale professionnelle d'enregistrement du diplôme permettant l'exercice de la profession.

La lettre de candidature accompagnée d'une note précisant en quelques lignes les objectifs professionnels de l'intéressé(e) devra parvenir dans le délai d'un mois à :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Gérardmer
22 boulevard Kelsch - 88400 GERARDMER - ☎ : 03.29.60.29.12

GERARDMER, le 27 avril 2005

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Frédéric DURRANC

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE MAÎTRE OUVRIER
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Maître ouvrier afin de pourvoir :

☛ 3 postes Spécialité Sécurité

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

A - Conditions générales :

☛ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.2005 et titulaires soit de :

☛ Deux Certificats d'Aptitude Professionnelle

☛ Un Brevet d'Étude Professionnelle et d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle.

☛ Deux Brevets d'Étude Professionnelle.

☛ Ou de Diplômes de niveau au moins équivalent.

B – Conditions particulières :

- ☞ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

- ➔ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,11 € – format 21 x 29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY – Service Concours et Examens – Bureau n° 9
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

☞ par lettre recommandée avec A.R.

ou

☞ par dépôt au service concours et examens contre la remise d'une attestation de dépôt

☞ Date limite d'inscription : 30 juin 2005
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 1^{er} juin 2005

Pour le Directeur des Ressources Humaines,
Le Directeur Adjoint,
Sophie LEPAND

**AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91/45 du 14.01/1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours externe sur titres d'ouvrier professionnel spécialisé, afin de pourvoir :

☞ 5 postes Spécialité Sécurité

I – CONDITIONS D'INSCRIPTIONA – Conditions générales :

- ☞ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 au plus au 01.01.2005 et titulaires d'un des titres suivants :

☞ Un C.A.P.

☞ Un B.E.P.

☞ Un diplôme au moins équivalent, figurant sur une liste arrêtée par le Ministère chargé de la santé..

B – Conditions particulières :

- ☞ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

- ➔ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,11 € – format 21 x 29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY – Service Concours et Examens – Bureau n° 9
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

☞ par lettre recommandée avec A.R.

ou

☞ par dépôt au service concours et examens contre la remise d'une attestation de dépôt

☞ Date limite d'inscription : 30 juin 2005
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 1^{er} juin 2005

Pour le Directeur des Ressources Humaines,
Le Directeur Adjoint,
Sophie LEPAND

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AMBULANCIER
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91/45 du 14.01.1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Conducteur ambulancier, afin de pourvoir :

☞ 8 postes de Conducteur ambulancier 2° catégorie.

I – CONDITIONS D'INSCRIPTIONA – Conditions générales :

- ☞ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.2005 et titulaires du Certificat de Capacité d'ambulancier, justifiant des permis de conduire suivants :

▫ Catégorie B : tourisme et véhicules utilitaires légers

▫ Catégorie C : poids lourds ou Catégorie D : transports en commun.

B – Conditions particulières :

- ☞ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

- ➔ Les dossiers d'inscription à ce concours sont à retirer :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY – Service Concours et Examens – bureau n° 9
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 54000 NANCY

Le dossier dûment rempli et accompagné de toutes les pièces justificatives peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec A.R.
ou
➤ déposé au service concours et examens contre remise d'une attestation de dépôt.

☞ Date limite d'inscription : 29 juin 2005
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 6 juin 2005

Pour le Directeur des Ressources Humaines,
Le Directeur Adjoint,
Sophie LEPAND

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRES DE SANTE - FILIERE INFIRMIERE -
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : - Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière

Un concours sur titres interne est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 4 postes :

☞ 4 postes de Cadre de Santé - filière infirmière au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

- ☞ titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988,
 - ♦ comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/05), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité.

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

- ☞ titulaires de l'un des diplômes d'accès au corps régis par le décret n° 88-1077 du 30/11/88, et du diplôme de cadre de santé,
 - ♦ ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de cadre Infirmier; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique ; certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique ; certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle Gestion prévisionnelle des emplois
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 6 juin 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE INFIRMIERE -
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : - Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière

Un concours sur titres externe est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

☞ 1 poste de Cadre de Santé - filière infirmière au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- ☞ titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, et titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent
 - ♦ ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats doivent être âgés de quarante cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/05).

La limite d'âge mentionnée ci-dessus peut être reculée dans certaines conditions.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de cadre Infirmier; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique ; certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique ; certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle Gestion prévisionnelle des emplois
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 6 juin 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE -
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : - Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière

Un concours sur titres interne est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 2 postes :

- ↳ 1 poste de Manipulateur d'électroradiologie médicale cadre de santé au CHU de NANCY
- ↳ 1 poste de Technicien de Laboratoire cadre de santé au CHU de NANCY

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989,
 - ♦ comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/05), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité.

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

- titulaires de l'un des diplômes d'accès au corps régis par le décret n° 89-613 du 01/09/89, et du diplôme de cadre de santé,
 - ♦ ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie ; certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle Gestion prévisionnelle des emplois
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 6 juin 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE
AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET A EPINAL**

Un concours sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé aura lieu au Centre Hospitalier Jean Monnet à EPINAL à compter du 1^{er} septembre 2005.

Ce concours est ouvert aux candidats âgés de 45 ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours, titulaires :

- des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans le corps des personnels infirmiers, de rééducation ou des personnels médico-techniques,
- du diplôme de cadre de santé et ayant exercé dans les corps concernés du secteur privé pendant au moins cinq ans à temps plein.

Les candidatures doivent parvenir à Madame le Directeur du Centre Hospitalier Jean Monnet - 3 avenue Robert Schumann - BP 590 - 88021 EPINAL Cedex - avant le 1^{er} août 2005, le cachet de la poste faisant foi, accompagnée de la copie du diplôme.

EPINAL, le 1^{er} juin 2005

Le Directeur,
D. CAPPELLI

ARRETES INTERPREFECTORAUX

**ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BEUVEILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)
ET DE LOMMERANGE (MOSELLE) AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de SERRY ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;

VU la délibération du conseil municipal de BEUVEILLE en date du 10 juin 2004 demandant l'adhésion de la commune au SI VU du chenil du Joli Bois ;

VU la délibération du conseil municipal de LOMMERANGE en date du 30 juin 2004 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;

VU la délibération en date du 20 octobre 2004 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant ces adhésions ;

VU les délibérations favorables des communes membres, à savoir :

AFFLEVILLE (10 décembre 2004) - ANOUX (22 novembre et 10 décembre 2004) - APACH (14 décembre 2004) - AUBOUÉ (9 décembre 2004) - AUDUN-LE-ROMAN (3 novembre 2004) - AUMETZ (24 novembre 2004) - AVILLERS (26 novembre 2004) - AVRIL (7 décembre 2004) - LES BAROCHES (16 décembre 2004) - BASLI EUX (16 novembre 2004) - BASSE-HAM (22 décembre 2004) - BATILLY (7 décembre 2004) - BAZAILLES (19 novembre 2004) - BEUVILLERS (16 décembre 2004) - BOULANGE (8 novembre 2004) - BRIEY (13 décembre 2004) - CHAILLY-LES-ENNERY (19 novembre 2004) - CHAMBLEY-BUSSIÈRES (18 novembre 2004) - CHENIÈRES (27 septembre 2004) - CLOUANGE (3 novembre 2004) - CONS-LA-GRANDVILLE (4 novembre 2004) - CONTZ-LES-BAINS (10 novembre 2004) - CUTRY (16 novembre 2004) - DONCOURT-LES-CONFLANS (10 décembre 2004) - ERROUVILLE (8 décembre 2004) - FILLIÈRES (20 janvier 2005) - FLEVILLE-LIXIÈRES (18 novembre 2004) - GI RAUMONT (8 novembre 2004) - GONDRECOURT-AIX (9 novembre 2004) - HERSERANGE (15 décembre 2004) - HOMECOURT (9 décembre 2004) - HUNTING (12 novembre 2004) - HUSSIGNY-GODBRANGE (7 décembre 2004) - ILLANGE (6 décembre 2004) - JARNY (13 décembre 2004) - JEANDELIZE (3 décembre 2004) - JOEUF (13 décembre 2004) - JOPPECOURT (7 décembre 2004) - JOUAVILLE (13 décembre 2004) - JOUDREVILLE (25 novembre 2004) - KERLING-LES-SIERCK (18 novembre 2004) - LABRY (7 décembre 2004) - LAIX (15 novembre 2004) - LANDRES (13 décembre 2004) - LANTEFONTAINE (4 novembre 2004) - LEXY (16 décembre 2004) - LONGLAVILLE (29 novembre 2004) - LONGWY (22 novembre 2004) - LUBEY (6 janvier 2005) - MAIRY-MAINVILLE (5 novembre 2004) - MAIZIÈRES-LES-METZ (26 novembre 2004) - MALAVILLERS (19 janvier 2005) - MALLING (20 décembre 2004) - MANCE (25 novembre 2004) - MANCI EULLES (30 novembre 2004) - MARANGE-SILVANGE (17 novembre 2004) - MERCY-LE-BAS (15 décembre 2004) - MERCY-LE-HAUT (16 novembre 2004) - MEXY (22 novembre 2004) - MOINEVILLE (10 novembre 2004) - MONTIGNY-SUR-CHIEUX (26 novembre 2004) - MONT-SAINT-MARTIN (26 novembre 2004) - MOUTIERS (21 décembre 2004) - MOYEUVE-PETITE (16 décembre 2004) - MURVILLE (30 novembre 2004) - NORROY-LE-SEC (26 novembre 2004) - NORROY-LE-VEEUR (24 novembre 2004) - OTHE (23 décembre 2004) - OZERAILLES (21 janvier 2005) - PIENNES (9 novembre 2004) - PLESNOIS (16 novembre 2004) - PREUTIN-HIGNY (19 novembre 2004) - PUXE (30 novembre 2004) - REHON (4 novembre 2004) - REMELING (26 novembre 2004) - REZONVILLE (22 novembre 2004) - ROMBAS (25 novembre 2004) - RONCOURT (12 novembre 2004) - ROSSELANGE (15 novembre 2004) - SAINT-AIL (12 novembre 2004) - SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (13 décembre 2004) - SAINT-PANCRE (11 janvier 2005) - SANCY (17 décembre 2004) - SAULNES (24 novembre 2004) - SERROUVILLE (19 novembre 2004) - TELLANCOURT (3 décembre 2004) - THIL (20 décembre 2004) - THUMEREVILLE (8 décembre 2004) - TRESSANGE (5 novembre 2004) - TRI EUX (2 décembre 2004) - TUCQUEGNI EUX (4 novembre 2004) - UGNY (23 novembre 2004) - VILLE-AU-MONTOIS (27 novembre 2004) - VILLERS-LA-MONTAGNE (17 décembre 2004) - VILLERUPT (9 décembre 2004) - VILLE-SUR-YRON (25 novembre 2004) - VIONVILLE (23 novembre 2004) - YUTZ (6 décembre 2004) ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 24 février 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 14 février 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de METZ-Campagne en date du 9 février 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 3 mars 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-18 et L 5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1ER : L'adhésion des communes de BEUVEILLE (Meurthe-et-Moselle) et LOMMERANGE (Moselle), au syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois, est autorisée.

La commune de BEUVEILLE sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de LOMMERANGE sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

ARTICLE 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, METZ-Campagne, THIONVILLE et VERDUN, et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 16 mai 2005

METZ, le 21 avril 2005

BAR-LE-DUC, le 3 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Le Secrétaire Général,

Richard SAMUEL

Marc BURG

Bernard GONZALEZ

ARRETE N° 454/05 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU BASSIN DE SAINT-DIE DES VOSGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DES VOSGES

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Locales en ses articles L 5721-1 et suivants,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 513/99 des 26 avril et 10 mai 1999 autorisant la création du Syndicat Mixte pour le développement économique du Bassin de Saint-Dié,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 3500/02 des 22 janvier et 17 février 2003 portant modification des statuts du syndicat susvisé,

VU les délibérations du 20 octobre 2004 par lesquelles le comité syndical du Syndicat Mixte pour le développement économique du Bassin de Saint-Dié a décidé de modifier ses statuts,

VU les délibérations favorables émises à ce sujet par les conseils communautaires, conseil syndical et conseils municipaux, membres du syndicat,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de Saint-Dié des Vosges,

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Locales sont réunies,

SUR la proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges,

A R R E T E N T

ARTICLE 1^{er} :

La dénomination du syndicat est désormais la suivante :

« EDEO

Syndicat Mixte pour l'économie et le développement en Déodatie »

ARTICLE 2 :

L'article 9 de l'arrêté interpréfectoral n° 513/99 des 26 avril et 10 mai 1999, concernant les délégués, est complété comme suit :

« Un délégué suppléant est désigné pour chaque délégué titulaire ».

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions restent inchangées.

ARTICLE 4 :

MM. les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges, les Sous-Préfets de Lunéville et de Saint-Dié des Vosges, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier du Syndicat Mixte, le Président du Syndicat Mixte, les présidents des structures intercommunales membres et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 16 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

EPINAL, le 27 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN

**ARRETE INTERPREFECTORAL N° 216/05 AUTORISANT LA SUPPRESSION DE LA COMPETENCE
« GESTION DES SERVICES DE SECOURS ET D'INCENDIE HORS CASERNEMENT »
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE LA PLAINE**

LE PREFET DES VOSGES

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L 5214-1 et suivants et l'article L 5211-20,

VU les arrêtés interpréfectoraux n° 2976/96 et 2977/96 des 27 et 31 décembre 1996 fixant le périmètre de la Communauté de Communes et portant création de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 17/97 des 5 février et 4 mars 1997 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 466/98 des 18 et 26 mars 1998 modifiant les compétences de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2903/99 des 7 décembre 1999 et 21 janvier 2000 modifiant la durée de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine,,

VU la délibération du 29 septembre 2004 par laquelle le conseil communautaire a décidé de modifier ses statuts, en supprimant la compétence facultative

« gestion des services d'incendie et de secours hors casernement »,

VU les délibérations favorables émises à ce sujet par les communes membres de la Communauté de Communes,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de Saint-Dié des Vosges,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de Lunéville,

CONSIDERANT que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales sont réunies,

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E N T

ARTICLE 1^{ER} :

La compétence «Gestion des services de secours et d'incendie hors casernement » est supprimée des statuts de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions des statuts de la Communauté de Communes demeurent inchangées.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire de chaque délibération restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

MM. les Secrétaires Généraux des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Saint-Dié des Vosges, le Sous-Préfet de Lunéville, les Trésoriers Payeurs Généraux des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, le Trésorier de la Communauté de Communes, le Président de la Communauté de Communes et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré aux Recueils des Actes Administratifs des préfecture des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

EPINAL, le 7 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	446
CABINET DU PREFET	446
SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE	446
ARRETE N° 2005/06/SIDPC MODIFICATIF A L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 2002 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	446
ARRETE N° 2005/07/SIDPC MODIFICATIF A L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 2002 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR	446
LISTE DES ORGANISMES AGREES POUR ASSURER LA FORMATION DU PERSONNEL DE SECURITE DES ERP/IGH (11 MAI 2005)	447
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	448
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	448
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.09 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME JACQUELINE VADEAU-HANUS, CHARGEE DE MISSION DEPARTEMENTALE AU SERVICE DES DROITS DES FEMMES ET DE L'EGALITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	448
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.13 - DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE	448
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.20 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MICHEL HUPAYS, DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST	449
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.21 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	450
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES	451
PREMIER BUREAU	451
ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'ETE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	451
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	452
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	452
TROISIEME BUREAU	452
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR MICHEL ANCILLON, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE	452
ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE	453
ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES AUPRES DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE	453
CINQUIEME BUREAU	454
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS L'ETANG DU GRAND ROZOT	454
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 2 MARS 2005 PORTANT MISE EN RESERVES TEMPORAIRES DE PECHE DU 1 ^{ER} JANVIER 2003 AU 31 DECEMBRE 2007 SUR LES COURS D'EAU, CANAUX ET PLANS D'EAU DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	454
AUTORISATION PREFECTORALE DE TRANSPORT DE GAZ AVEC PROCEDURE SIMPLIFIEE ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE L'ALIMENTATION DU PARC LOGISTIQUE SCI VAL DE SEILLE A BOUXIERES SOUS FROIDMONT	455
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT BRENNETAG LORRAINE DE TOUL	456
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT TITANI TE DE MOUTIERS	458
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT MULTI APPROS DE LUDRES	459
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE D'ECROUVES	461
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	463
DEUXIEME BUREAU	463
ARRETE FIXANT LA LISTE DES CORRECTEURS DE L'EXAMEN DU CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE DE CONDUCTEUR DE TAXI, SESSION 2005	463
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	463
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE MONT-BONVILLERS AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT	463
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	464
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	464
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	464
ARRETE N° 14 DU 11 FEVRIER 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY	464
ARRETE N° 19 DU 29 MARS 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT	465
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/2 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES A TOUL POUR L'EXERCICE 2005	
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000049 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000023	465

ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/3 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE LAXOU POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000056 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540014073	466
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/4 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000106 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000296	466
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/5 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000114 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000312	467
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/6 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000262 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000544	467
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/7 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540006707 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000585	468
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/8 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540006707 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000668	468
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/9 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000767 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540001070	469
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/10 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI DE NEUVES MAISONS POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000437 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000858	469
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/11 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU C.O.C.E.E. DE FLAVIGNY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540006707 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000973	470
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/12 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000866 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540001096	470
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/13 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000882 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540001104	471
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/14 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540003399 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000270	471
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/15 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSTAIR DE NANCY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0002 078 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0001 138	472
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/16 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE ALEXIS VAUTRIN A VANDOEUVRE POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0003 019 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0001 286	472
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/17 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MATERNITE REGIONALE POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0000 031 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 015	473
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/18 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHI RURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) POUR L'EXERCICE 2005 - N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0020 112 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 163	473
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/19 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0019 726 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0009 701	474
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/20 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0000 122 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 395	474
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/21 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000080 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000155	475
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/22 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540019007 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000148	475
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/23 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540014081 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000072	476
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/24 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRI S EN CHARGE PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHATEAU » A BLAMONT POUR L'EXERCICE 2005 N° FIN ESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 75 0721 334 - N° FIN ESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 726	476
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/114 DU 3 MAI 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARI FS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FIN ESS H 54 000 0072	477
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	477
<i>POLE SOCIAL - SERVICE COHESION SOCIALE</i>	<i>477</i>
ARRETE N° 1193 DU 31 DECEMBRE 2004 AUTORISANT LA CREATION D'UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (F.J.T.) PAR LE CCAS DE LA VILLE DE JARNY AU « FOYER GUY MOQUET » - PLACE ARISTIDE BRIAND - 54800 JARNY	477
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	478
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	478

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	479
DECISION CONCERNANT UNE AUTORISATION PARTIELLE ET CONDITIONNELLE D'EXPLOITER UN BIEN AGRICOLE	495
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	496
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/249 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE VELAIN EN HAYE	496
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/250 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 07 OCTOBRE 1986 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROMAIN	497
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/251 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 28 SEPTEMBRE 1990 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BARBONVILLE	498
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/252 MODIFIANT LES ARRETES PREFECTORAUX DU 29 MARS 1972 ET DU 02 NOVEMBRE 1979 RELATIFS A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE HAUSSONVILLE	498
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	499
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE 54 P/270/05/DR	499
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	500
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	500
AVIS	500
RESEAU FERRE DE FRANCE	500
DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE	500
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	500
CALENDRIER SCOLAIRE DEROGATOIRE AU CALENDRIER NATIONAL - ANNEE SCOLAIRE 2005-2006	500
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	501
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS	501
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	501
DELEGATION DE SIGNATURE	501
AVIS DE CONCOURS	502
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAITRES OUVRIERS AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU	502
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAITRES OUVRIERS AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU	502
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY	502
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	503
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	503
DECISION HABILITANT MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE BRIEY, A GERER LES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OBJECTIF 2 LORRAINE 2000/2006	503

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE N° 2005/06/SIDPC MODIFICATIF A L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 2002 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R 123.11 et R 123.12 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L 920.4 à L 920.13 ;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;

VU l'arrêté du 18 mai 1998, relatif à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2002 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public ;

A R R E T E

L'arrêté susvisé est modifié comme suit :

ARTICLE 1^{er} : le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation du troisième degré de qualification du personnel permanent du service de sécurité des établissements recevant du public est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 18 juin 2002

➔ centre de formation incendie - 48 rue Gambetta - 10100 Romilly sur Seine

ARTICLE 2 : le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 2005/07/SIDPC MODIFICATIF A L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 2002 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article R 122.17 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L 920.4 à L 920.13 ;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles;

VU l'arrêté interministériel du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment ses articles GH 60, GH 62 et GH 63;

VU l'arrêté du 18 mai 1998, relatif à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des immeubles de grande hauteur;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2002 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des immeubles de grande hauteur;

A R R E T E

L'arrêté susvisé est modifié comme suit:

ARTICLE 1^{er} : le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux trois degrés de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 18 juin 2002.

➔ centre de formation incendie - 48 rue Gambetta - 10100 Romilly sur Seine

ARTICLE 2 : le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

LISTE DES ORGANISMES AGREES POUR ASSURER LA FORMATION DU PERSONNEL DE SECURITE DES ERP/IGH (11 MAI 2005)

Nom et adresse	Formation et degré		Validité	
	ERP	IGH	Du	Au
VERITAS ZAC de l'observatoire 12, rue du saulnois 54520 Laxou	1, 2 ème		08/08/2000	08/08/2005
CFSI 39, avenue du Gard 54460 Liverdun	1,2,3ème	1,2,3ème	05/04/2001	05/04/2006
VERITAS 4, rue du parc oberhausbergen 67088 Strasbourg cedex 2		1,2ème	26/01/2001	26/01/2006
COFISEC 1, rue Pavlov 93157 Le Blanc Mesnil cedex	1,2,3ème	1,2,3ème	08/01/2001	08/01/2006
IPS formation 30, rue Pierre de Bar - BP 45 54240 Joeuf	1,2,3ème	1,2,3ème	12/03/2001	12/03/2006
132° bataillon cynophile de l'armée de terre - Fréme du Piémont 67088 Strasbourg cedex 2		1, 2 ème	18/12/2001	18/12/2006
Centre de formation incendie 48, rue Gambetta 10100 Romilly sur Seine	3ème	1,2,3ème	18/06/2002	18/06/2007
Lycée professionnel régional J. Morette 1 rue du collège 54970 LANDRES	1, 2 ème		09/08/2002	09/08/2007
Société CEFOP 87 rue de Chaligny 54000 NANCY	1, 2 ème		09/08/2002	09/08/2007
SARL CEFISS 52,ave Gabriel Koenigs 31300 Toulouse	1, 2, 3 ème		09/01/2003	09/01/2008
GRETA de JARNY rue Albert 1er - BP 78 54802 Jarny cedex	1, 2 ème		23/07/2003	23/07/2008
AFOREST ZI 5, rue Beau Soleil 54920 Villers la montagne	1er		23/07/2003	23/07/2008

SARL Euro Maintenance Incendie 17, rue Principale 55300 Xivray Marvoisin	1,2,3ème	1,2,3ème	16/08/2004	16/08/2009
SARL Casso Formation 14 bis rue Daru 75008 Paris	1, 2 ème		10/02/2005	10/02/2010

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.09 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MADAME JACQUELINE VADEAU-HANUS, CHARGEE DE MISSION DEPARTEMENTALE
AU SERVICE DES DROITS DES FEMMES ET DE L'EGALITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-324 du 8 avril 2004 relatif aux attributions du ministre de la parité et de l'égalité professionnelle ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 portant nomination de Madame Jacqueline Vadeau-Hanus en qualité de chargée de mission départementale au service des droits des femmes et de l'égalité à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} août 2000.

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Madame Jacqueline Vadeau-Hanus, chargée de mission départementale au services des droits des femmes et de l'égalité de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans les limites des attribution de son service :

a) les correspondances administratives courantes n'entraînant et ne comportant ni décision ni instruction ;

b) les correspondances nécessaires à l'instruction des demandes de renseignements des particuliers.

ARTICLE 2 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 3 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire général et Monsieur le Directeur de cabinet de la préfecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Jacqueline Vadeau-Hanus, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 13 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 05.BODE.13 - DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François Hurson, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement, et à Monsieur Dominique Louis, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à Monsieur Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à Monsieur Serge Hector, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à Monsieur Philippe Petitjean, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée à Monsieur François Hurson, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est et à Monsieur Georges Tempez, adjoint au directeur, dans le ressort territorial du département de Meurthe-et-Moselle, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à Monsieur Daniel Morlon, chef du service de l'ingénierie publique et à Monsieur Antoine Vogrig, chef de l'arrondissement territorial Nord et Sud à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 5 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.

ARTICLE 7 : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Louis Aubertein, chef de l'arrondissement entretien-exploitation, intérimaire du chef de l'arrondissement études et grands travaux au service navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 8 : Délégation est donnée à Monsieur Jean Vinson, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 9 : Délégation est donnée au centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à Monsieur Hubert Perrier, directeur du laboratoire régional de Nancy, Monsieur Georges Kuntz, directeur du laboratoire régional de Strasbourg, Monsieur Gérard Gautier, chef du département informatique, Monsieur Alain Madella, chef du département aménagement et transports, Monsieur Guy Grandgenèvre, chef du département gestion exploitation sécurité, et Monsieur Christophe Leblanc, chef du département environnement infrastructures ouvrages d'art, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.10 du 17 février 2005 est abrogé.

ARTICLE 11 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est,
- Monsieur François Hurson, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 26 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.20 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR MICHEL HUPAYS, DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le décret n° 60-516 du 2 juin 1960, modifié en dernier lieu par le décret n° 93-479 du 24 mars 1993 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;
Vu le décret n° 60-652 du 28 juin 1960, modifié en dernier lieu par le décret n° 2005-201 du 28 février 2005 portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'aviation civile ;
Vu le décret n° 97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu la décision ministérielle du 27 décembre 2004 nommant Monsieur Michel Hupays, directeur de l'Aviation civile Nord-Est ;
Vu la circulaire du premier ministre du 12 juillet 1982 relative à l'application des décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 mars 1982 ;
Vu la circulaire conjointe n° 980349 du 11 mars 1998 du ministre de l'équipement, des transports et du logement et du ministre de la défense, relative à la mise en œuvre de la déconcentration des décisions individuelles ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel Hupays, directeur de l'Aviation civile Nord-Est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1^{er} du Code de l'Aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
3. de procéder à l'élaboration de servitudes aéronautiques de dégagement, aux autorisations de travaux et aux mesures provisoires de sauvegarde sur les ouvrages frappés de servitudes ;
4. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne, d'établir des dispositifs et de prescrire l'établissement de dispositifs visuels ou radio-électriques d'aides à la navigation aérienne ;
5. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
6. de confier au gestionnaire d'un aéroport, ou à un prestataire de services, la mission d'assurer la permanence des services d'assistance en escale ;
7. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aéroport de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
8. d'homologuer les pistes d'aéroport autres que celles permettant des décollages de précision ou des approches de précision de catégorie II ou III ;
9. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aéroports ;
10. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
11. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aéroports ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
12. d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aéroports ;
13. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
14. de délivrer l'agrément des agents AFIS ;
15. de délivrer les agréments concernant les « établissements connus » (article R 213-13 du Code de l'Aviation civile), les "agents habilités" (article R 321-3 du Code de l'Aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du Code de l'Aviation civile).

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel Hupays, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée :

- pour les alinéas 1.1 à 1.4, 1.13 et 1.14 par Monsieur Philippe Naas, chef du cabinet du directeur de l'Aviation civile Nord-Est ;
- pour l'alinéa 1.15 par Monsieur Jacques Isnard, chef de la division environnement - sûreté de la direction de l'Aviation civile Nord-Est.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5°) au président du conseil général
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.04 du 13 janvier 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Michel Hupays, directeur de l'aviation civile Nord-Est, est abrogé.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur de l'aviation civile Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 13 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.21 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;
VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;
VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant Monsieur Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.18 du 2 mai 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 4 paragraphe e) de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

Les délégations de signature qui sont conférées à Monsieur Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

e) Pour les matières visée en 5, par Messieurs Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Mademoiselle Emilie RACHENNE et Madame Isabelle VAN DER SCHOT, ingénieurs de l'industrie et des mines, ainsi que par :

- Monsieur Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- Monsieur Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- Monsieur Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- Monsieur Thierry DILLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- Mademoiselle Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- Monsieur Olivier LESI EUR, , technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- Monsieur Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de
- Monsieur Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- Monsieur Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- Monsieur Alain VIGENT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- M. Alain VRI GNAUD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Erwan PINVIDIC, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Richard NICOLAS, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Denis TOUSSAINT, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. René VILLAIN, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Marcel BLIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Yves CHARBONNEL, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Pierre CHARON, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Claude COLI ATTI, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Cyrille COLLIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Thierry DUBOIS, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Gilles DURUPT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Frédéric FILLAUDEAU, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Michel GUERIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Dominique LEJARS, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Pascal MARIE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Damien PERRIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Claude SOMEIL, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Eric STEIB, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Dominique WITTOZ, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 17 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'ETE 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 310 - 3 du code du commerce ;

Vu le décret n° 374 - 2004 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 pris pour l'application du titre III, chapitre 1er de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usines ;

Vu l'avis émis après consultation des organisations professionnelles concernées, des membres du comité départemental de la consommation et des chambres consulaires ;

Vu la circulaire de M. le Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et de la consommation du 9 mars 2005 relative à l'organisation des soldes d'été 2005 ;

Considérant l'intérêt d'une harmonisation des dates des soldes pour les départements de la région lorraine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Dans le département de Meurthe-et-Moselle, les soldes d'été 2005 débiteront le mercredi 29 juin 2005 et se termineront le mardi 9 août 2005, soit une période de six semaines.

ARTICLE 2 : Conformément au deuxième paragraphe de l'article 28 de la loi du 5 juillet 1996, les ventes ne peuvent porter que sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à madame et messieurs les Sous - Préfets d'arrondissement.

NANCY, le 2 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 10 mai 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL DISMAX, en qualité de future exploitante, en vue de procéder à la création d'un magasin de meubles à l'enseigne DOCKS DU MEUBLE à NEUVES-MAISONS d'une surface de vente de 800m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NEUVES-MAISONS.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 11 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 10 mai 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC Pôle Europe, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 16 magasins à MONT SAINT MARTIN d'une surface de vente de 18 520 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MONT SAINT MARTIN.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 11 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR MICHEL ANCILLON, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2005 nommant M. Michel ANCILLON, commissaire principal en qualité de directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental des renseignements généraux ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à M. Michel ANCILLON à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Michel ANCILLON m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Michel ANCILLON à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Michel ANCILLON indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

Article 4 : M. Michel ANCILLON peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Article 5 : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

Article 6 : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

Article 7 : Le présent arrêté prend effet à compter du 2 mai 2005

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Michel ANCILLON, directeur départemental des renseignements généraux et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES
AUPRES DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté interministériel du 9 août 2002 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes auprès des fédérations départementales des chasseurs ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;

Vu l'arrêté préfectoral de ce jour, instituant une régie de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 8 février 2005 relatif à la nomination de Monsieur Roméo RIEDER en qualité de régisseur de recettes ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Monsieur Roméo RIEDER, directeur de la fédération départementale des chasseurs, est nommé régisseur des recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle pour l'encaissement des redevances prévues à l'article R223-35 du code rural, et des cotisations fédérales.

Article 2 : Monsieur Roméo RIEDER tiendra une comptabilité de la régie conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993, et versera ses recettes au minimum deux fois par semaine sur le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur Roméo RIEDER et Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Roméo RIEDER et dont une ampliation, comportant les échantillons de sa signature, sera adressée à Monsieur le trésorier Payeur Général

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 6 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES
AUPRES DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté interministériel du 9 août 2002 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes auprès des fédérations départementales des chasseurs ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;

Vu l'arrêté préfectoral de ce jour, instituant une régie de recettes auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 8 février 2005 relatif à la nomination de Monsieur Roméo RIEDER en qualité de régisseur de recettes ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est institué, auprès de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, une régie de recettes pour l'encaissement des redevances prévues à l'article R223-35 du code rural, et des cotisations fédérales.

Article 2 : Le montant maximum autorisé de l'encaisse est fixé à 3 500 € (Trois mille cinq cents euros)

Article 3 : Le régisseur dépose au minimum deux fois par semaine, sur le compte de dépôts de fonds ouvert à la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle au nom de la régie, l'ensemble des recettes perçues chaque jour.

Les règlements sont effectués à l'ordre du régisseur es qualité "régie de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle".

Les services de la trésorerie générale, après constatation de l'encaissement des sommes sur le compte de dépôt de fonds, reversent les redevances sur le compte de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, et les sommes correspondant aux cotisations de la fédération, sur le compte de son choix.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 6 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS L'ETANG DU GRAND ROZOT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement notamment les articles L436-5, R236-18, R236-19 et R236-53 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande déposée par l'Association CARPE 2000 INTER-CEA, le 01 avril 2005 ;

VU l'avis de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche, le 08 avril 2005;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le 19 avril 2005 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

La pêche de la carpe de nuit est autorisée jusqu'au 31 octobre 2005 dans l'étang du GRAND ROZOT sur le territoire des communes de CREVECHAMPS et SAINT-MARD.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ni transportée.

ARTICLE 2 -

En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R236-18 du Code Rural, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

ARTICLE 3 -

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture
 - M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe & Moselle
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :
- MM. les Maires des communes de CREVECHAMPS et SAINT-MARD
 - M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique
 - M. le Président de l'Association CARPE 2000 INTER-CEA
 - M. le Chef de Brigade du C.S.P. de MEURTHE & MOSELLE.

NANCY, le 2 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 2 MARS 2005
PORTANT MISE EN RESERVES TEMPORAIRES DE PECHE DU 1^{ER} JANVIER 2003 AU 31 DECEMBRE 2007
SUR LES COURS D'EAU, CANAUX ET PLANS D'EAU DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre IV, titre III du code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles R.236-84 à R.236-86 et les articles R.236-91 à R.236-95 ;

VU le décret n° 2002-965 du 2 juillet 2002 relatif aux conditions d'exercice du droit de pêche en eau douce et modifiant le code rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral modifié du 2 mars 2005 instituant des réserves quinquennales de pêche 2003-2007 ;

VU l'avis de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche en date du 21 mars 2005 ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération de MEURTHE-ET-MOSELLE pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique en date du 22 mars 2005 ;

VU l'avis de M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est en date du 11 avril 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er}

L'Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2005 portant mise en réserves temporaires de pêche du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2007 sur les cours d'eau, canaux et plans d'eau dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE est modifié comme suit :

Sont ajoutés :

- un alinéa au lot de pêche n° 13 ainsi rédigé :

"Reculée de Clément sur le territoire des communes de CHAUDENEY et TOUL - rive gauche de la rivière Moselle, de 50 m en amont jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 13"

- "La Méchelle" - Du pont de la Concorde jusqu'à 500 m en aval - sur la rivière Meurthe - Communes de TOMBLAINE - SAINT-MAX. Lot de Pêche n° B12 Meurthe-section B"

Le reste sans changement.

Article 2

Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3

Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite, à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est cependant pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L.436-9 du Code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies citées en article 5. Cet affichage sera renouvelé chaque année à la même date et pour la même durée.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Mme et MM. les Sous-Préfets de LUNEVILLE, TOUL et BRIEY,

- Mmes et MM. Les Maires de : AINGERAY, ARNAVILLE, AUTREVILLE, BELLEVILLE, BLAMONT, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, CHAMPIGNEULLES, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CIREY-SUR-VEZOUZE, CUSTINES, DIEULOUARD, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, FROUARD, JARVILLE, LAY-SAINT-CHRISTOPHE, LUNEVILLE, MEREVILLE, NANCY, NEUVILLER-SUR-MOSELLE, PAGNY-SUR-MOSELLE, PARROY, PIERRE-LA-TREICHE, PIERRE PERCEE, POMPEY, PONT-A-MOUSSON, PONT-SAINT-VINCENT, RICHARDMENIL, ROSIERES-AUX-SALINES, ROVILLE-DEVANT-BAYON, SAINT-MAX, SAINT-SAUVEUR, SEXEY-AUX-FORGES, TOMBLAINE, TONNOY, TOUL, VANDIERES, VILLEY-LE-SEC, VITTONVILLE, XURES,

- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE,

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

- M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de la Fédération de MEURTHE-ET-MOSELLE pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 2 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**AUTORISATION PREFECTORALE DE TRANSPORT DE GAZ AVEC PROCEDURE SIMPLIFIEE
ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION
DE L'ALIMENTATION DU PARC LOGISTIQUE SCI VAL DE SEILLE A BOUXIERES SOUS FROIDMONT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1,

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12,

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz,

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25,

Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003,

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement,

Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003,

Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu la demande en date du 22 juillet 2004 par laquelle la société Gaz de France direction Transport Région Est, dont le siège social est situé 24 quai Sainte Catherine 54042 NANCY, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la canalisation de l'alimentation du parc logistique SCI Val de Seille à BOUXIERES SOUS FROIDMONT,

Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande,

Vu les résultats de la consultation administrative du 28 décembre 2004 au 05 mars 2005 inclus,

Vu les avis des services consultés,

Considérant que certains services n'ont pas fait connaître leur avis dans le délai qui leur a été fixé,

Vu les remarques issues de la consultation administrative transmises à Gaz de France Réseau Transport le 8 mars 2005 ainsi que leurs engagements précisés par courrier du 15 avril 2005,

A R R E T E

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par Gaz de France direction Transport Région Est, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé dont la carte peut-être consultée à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Lorraine.

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSIION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation	0,03	67.7	100	-----

2° Ouvrages de traitement, de compression :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION géographique (commune d'implantation)	PERFORMANCE NOMINALE (puissance,...débit)	OBSERVATIONS
Poste de détente	BOUXIERES SOUS FROIDMONT (54)	700 m ³ (n)/h	-----

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune de BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT.

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au(x) point(s) d'entrée du(des) réseau(x) objet(s) de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1,013 bar est compris entre 10,5 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9,3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation. Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 11 : M. le Secrétaire Général, M. le Maire de la commune de BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

M. le Directeur de Gaz de France, direction transport, centre national d'équipement,

M. le Directeur Départemental de l'Équipement.

NANCY, le 12 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.) DE L'ETABLISSEMENT BRENNTAG LORRAINE DE TOUL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.125-2 ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Considérant que l'établissement BRENNTAG LORRAINE, situé à TOUL, Zone Industrielle Croix de Metz, et autorisé par l'arrêté préfectoral n° 15205 du 11 octobre 1991, est classé AS et donc figure à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 – Création du C.L.I.C.

Un comité local d'information et de concertation est créé pour le bassin industriel défini par la zone géographique couverte par le Plan Particulier d'Intervention de l'établissement BRENNTAG LORRAINE, à savoir tout ou partie du territoire de la commune de TOUL.

Article 2 – Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 1 est composé de 20 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la Direction Régionale ou Départementale de l'Équipement,
- Un représentant de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune de TOUL,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Toulais,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Bernard DEPAILLAT de la Société BRENNTAG LORRAINE,
- M. Bruno MARDON de la Société BRENNTAG LORRAINE,
- MME Céline RUER de la Société BRENNTAG LORRAINE.

Le collège « riverains » comprend :

- M. Arnaud PAILOT, représentant de l'association syndicale libre des industriels de TOUL – Croix de Metz,
- M. OUAHRANI, directeur de la Société TRANSPORTS TOB de TOUL,
- Un représentant de la direction régionale de la SNCF,
- En qualité de personnalités qualifiées, MME Nicole POIROT du rectorat de l'Académie de NANCY-METZ et M. Olivier DUFAUD de l'institut de sûreté industrielle de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Guy BERCEAU, salarié de la Société BRENNTAG LORRAINE,
- M. Franck HALBERT, salarié de la Société BRENNTAG LORRAINE.

Article 3

Le CLIC visé à l'article 1 se conformera aux prescriptions du décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement.

Le président du CLIC veille au respect des règles édictées dans le règlement intérieur ci-annexé.

Article 4

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

Article 5

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 6

M. le secrétaire général de la préfecture et MME la sous-préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

REGLEMENT INTERIEUR DES CLIC

Article 1

Le présent règlement a pour objet de fixer dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement BRENTAG LORRAINE de TOUL. Le président du CLIC désigné conformément à l'article 2 ci-dessous est chargé de la bonne application de ce règlement.

I - Composition et présidence

Article 2

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre du comité.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

II - Convocation des membres du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 3

Le président du comité fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour.

Article 4

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres du CLIC quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier ne puisse participer aux votes du CLIC.

Article 5

Le comité se réunit, au moins une fois par an et, autant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée.

III - Fonctionnement du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 6

Le CLIC ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés suivant l'article 8.

Article 7

Le CLIC peut être amené à émettre un avis sur les documents qui lui sont présentés (étude de danger, tierce expertise, PPRT...). Cet avis donné dans le cadre de l'article 5 du décret n°82-2005 ne s'entend pas au sens administratif du terme : le comité émet un avis qui peut refléter la diversité des opinions au sein du comité.

Dans le cadre de l'article 4 du décret n°2005-82, en l'absence de consensus, un vote peut être organisé pour faire réaliser une tierce expertise. Chaque collège possède alors 1/5^{ème} des voix à répartir uniformément entre les membres du collège. Un dispositif de répartition uniforme des voix entre les membres des collèges (par exemple 60 voix par collège) devra être utilisé. La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Toutefois, le recours à l'expertise pour avoir une appréciation ponctuelle des études présentées par l'exploitant, notamment celles qui entrent dans le champ d'application du livre V du code de l'environnement, ainsi que pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, notamment concernant le PPRT, doit être explicité et dûment motivé en référence au processus d'expertise afin qu'il n'interfère pas avec les dispositions prévues à l'article 3.6° du décret du 21 septembre 1977.

Article 8

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Article 9

L'absence d'un membre à au moins deux réunions successives entraîne automatiquement son exclusion du Comité.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat.

Article 10

Au moins une fois par an, les représentants du collège exploitant remettent au comité un bilan écrit conforme à l'article 6 du décret n°2005-82 du 1^{er} février 2005. Ils sont tenus de faire une présentation orale du rapport qu'ils ont remis par écrit.

Article 11

Après épuisement des sujets mis à l'ordre du jour, le Président clôt la séance.

Le secrétariat assure l'établissement d'un compte-rendu de la réunion et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire des comptes-rendus des réunions.

IV - Communication

Article 12

L'information résultant des débats contradictoires est mise à la disposition du public par tout moyen que le comité juge utile (presse locale, bulletin d'information municipal ou industriel, site Internet de la DRIRE ou tout autre site utilisé par le CLIC) à l'issue des réunions du CLIC.

A ce titre, le comité met à la disposition du public au moins une fois par an un bilan de ces actions et les thèmes des prochains débats. Ce document pourra faire ressortir, entre autres, les points suivants :

- synthèse des débats, observations et avis émis par le comité sur les actions et documents présentés par l'exploitant et les pouvoirs publics,
- bilan des actions entreprises en vue de réduire les risques et rejets et d'informer le public,
- les orientations du comité pour l'année à venir.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrications ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.)
DE L'ETABLISSEMENT TITANITE DE MOUTIERS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.125-2 ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Considérant que l'établissement TITANITE, situé à MOUTIERS, Bois Saint-Martin, et autorisé par l'arrêté préfectoral n° 13021 du 20 septembre 1976, est classé AS et donc figure à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 – Création du C.L.I.C.

Un comité local d'information et de concertation est créé pour le bassin industriel défini par la zone géographique couverte par le Plan Particulier d'Intervention de l'établissement TITANITE, à savoir tout ou partie du territoire des communes de MOUTIERS, AUBOUÉ, VALLEROY et de MOINEVILLE.

Article 2 – Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 1 est composé de 30 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la Direction Régionale ou Départementale de l'Equipeement,
- Un représentant de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de MOUTIERS,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune d'AUBOUÉ,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de VALLEROY,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de MOINEVILLE,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Stéphane RABUT de la Société TITANITE,
- M. Marc CAVALETTI de la Société TITANITE,
- M. Stéphane CERVELLERA de la Société TITANITE,
- M. Jean-François ROUX de la Société TITANITE,
- M. Philippe SOMOGY de la Société TITANITE,
- M. Thierry HENRY de la Société TITANITE.

Le collège « riverains » comprend :

- MM. Jean-Claude CASSE, Bernard ROOS, Pierre ROOS, Gilles CORTE et Patrick ZAWADZKI, représentants du monde associatif local, des riverains situés à l'intérieur de la zone couverte par le comité local,
- En qualité de personnalité qualifiée, M. Thierry VERDEL de l'Ecole des Mines de NANCY.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Joël AHR, salarié de la Société TITANITE,
- M. Eric CANEVE, salarié de la Société TITANITE,
- M. Alain JUNG, salarié de la Société TITANITE,
- M. Patrick LEROY, salarié de la Société TITANITE,
- M. Noël VALOT, salarié de la Société TITANITE,
- M. Daniel NEZ, salarié de la Société TITANITE.

Article 3

Le CLIC visé à l'article 1 se conformera aux prescriptions du décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement.

Le président du CLIC veille au respect des règles édictées dans le règlement intérieur ci-annexé.

Article 4

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

Article 5

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 6

M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

REGLEMENT INTERIEUR DES CLIC

Article 1

Le présent règlement a pour objet de fixer dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement TITANITE de MOUTIERS. Le président du CLIC désigné conformément à l'article 2 ci-dessous est chargé de la bonne application de ce règlement.

I - Composition et présidence**Article 2**

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre du comité.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

II - Convocation des membres du Comité Local d'Information et de Concertation**Article 3**

Le président du comité fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour.

Article 4

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres du CLIC quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier ne puisse participer aux votes du CLIC.

Article 5

Le comité se réunit, au moins une fois par an et, autant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée.

III - Fonctionnement du Comité Local d'Information et de Concertation**Article 6**

Le CLIC ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés suivant l'article 8.

Article 7

Le CLIC peut être amené à émettre un avis sur les documents qui lui sont présentés (étude de danger, tierce expertise, PPRT...). Cet avis donné dans le cadre de l'article 5 du décret n°82-2005 ne s'entend pas au sens administratif du terme : le comité émet un avis qui peut refléter la diversité des opinions au sein du comité.

Dans le cadre de l'article 4 du décret n°2005-82, en l'absence de consensus, un vote peut être organisé pour faire réaliser une tierce expertise. Chaque collège possède alors 1/5^{ème} des voix à répartir uniformément entre les membres du collège. Un dispositif de répartition uniforme des voix entre les membres des collèges (par exemple 60 voix par collège) devra être utilisé. La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Toutefois, le recours à l'expertise pour avoir une appréciation ponctuelle des études présentées par l'exploitant, notamment celles qui entrent dans le champ d'application du livre V du code de l'environnement, ainsi que pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, notamment concernant le PPRT, doit être explicite et dûment motivé en référence au processus d'expertise afin qu'il n'interfère pas avec les dispositions prévues à l'article 3.6° du décret du 21 septembre 1977.

Article 8

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Article 9

L'absence d'un membre à au moins deux réunions successives entraîne automatiquement son exclusion du Comité.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat.

Article 10

Au moins une fois par an, les représentants du collège exploitant remettent au comité un bilan écrit conforme à l'article 6 du décret n°2005-82 du 1^{er} février 2005. Ils sont tenus de faire une présentation orale du rapport qu'ils ont remis par écrit.

Article 11

Après épuisement des sujets mis à l'ordre du jour, le Président clôt la séance.

Le secrétariat assure l'établissement d'un compte-rendu de la réunion et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire des comptes-rendus des réunions.

IV - Communication**Article 12**

L'information résultant des débats contradictoires est mise à la disposition du public par tout moyen que le comité juge utile (presse locale, bulletin d'information municipal ou industriel, site Internet de la DRIRE ou tout autre site utilisé par le CLIC) à l'issue des réunions du CLIC.

A ce titre, le comité met à la disposition du public au moins une fois par an un bilan de ces actions et les thèmes des prochains débats. Ce document pourra faire ressortir, entre autres, les points suivants :

- synthèse des débats, observations et avis émis par le comité sur les actions et documents présentés par l'exploitant et les pouvoirs publics,
- bilan des actions entreprises en vue de réduire les risques et rejets et d'informer le public,
- les orientations du comité pour l'année à venir.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrications ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.)
DE L'ETABLISSEMENT MULTI APPROS DE LUDRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.125-2 ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Considérant que l'établissement MULTI APPROS, situé à LUDRES, Parc d'Activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier, et autorisé par l'arrêté préfectoral n° 1998.101 du 28 janvier 1999, est classé AS et donc figure à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 – Création du C.L.I.C.

Un comité local d'information et de concertation est créé pour le bassin industriel défini par la zone géographique couverte par le Plan Particulier d'Intervention de l'établissement MULTI APPROS, à savoir tout ou partie du territoire de la commune de LUDRES.

Article 2 – Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 1 est composé de 20 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la Direction Régionale ou Départementale de l'Équipement,
- Un représentant de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune de LUDRES,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Christophe BRASSET de la Société MULTI APPROS,
- M. Pierre GAUTHIER de la Société MULTI APPROS,
- M. André-Pierre PETIT TEAUX de la Société MULTI APPROS.

Le collège « riverains » comprend :

- MM. Fabien HAMON et Pierre CLAUDOTTE, représentants des riverains situés à l'intérieur de la zone couverte par le comité local,
- M. le Chef d'Exploitation Gaz d'EDF Gaz de France Distribution Nancy Lorraine,
- En qualité de personnalités qualifiées, M. Dominique FENER du rectorat de l'Académie de NANCY-METZ et M. Olivier DUFAUD de l'institut de sûreté industrielle de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Jean-Claude BORNE, salarié de la Société MULTI APPROS,
- M. Serge ROBILLOD, salarié de la Société MULTI APPROS.

Article 3

Le CLIC visé à l'article 1 se conformera aux prescriptions du décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement.

Le président du CLIC veille au respect des règles édictées dans le règlement intérieur ci-annexé.

Article 4

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

Article 5

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 6

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

REGLEMENT INTERIEUR DES CLIC

Article 1

Le présent règlement a pour objet de fixer dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement MULTI APPROS à LUDRES. Le président du CLIC désigné conformément à l'article 2 ci-dessous est chargé de la bonne application de ce règlement.

I – Composition et présidence

Article 2

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre du comité.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

II – Convocation des membres du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 3

Le président du comité fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour.

Article 4

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres du CLIC quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier ne puisse participer aux votes du CLIC.

Article 5

Le comité se réunit, au moins une fois par an et, autant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée.

III – Fonctionnement du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 6

Le CLIC ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés suivant l'article 8.

Article 7

Le CLIC peut être amené à émettre un avis sur les documents qui lui sont présentés (étude de danger, tierce expertise, PPRT...). Cet avis donné dans le cadre de l'article 5 du décret n°82-2005 ne s'entend pas au sens administratif du terme : le comité émet un avis qui peut refléter la diversité des opinions au sein du comité.

Dans le cadre de l'article 4 du décret n°2005-82, en l'absence de consensus, un vote peut être organisé pour faire réaliser une tierce expertise. Chaque collège possède alors 1/5^{ème} des voix à répartir uniformément entre les membres du collège. Un dispositif de répartition uniforme des voix entre les membres des collèges (par exemple 60 voix par collège) devra être utilisé. La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Toutefois, le recours à l'expertise pour avoir une appréciation ponctuelle des études présentées par l'exploitant, notamment celles qui entrent dans le champ d'application du livre V du code de l'environnement, ainsi que pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, notamment concernant le PPRT, doit être explicité et dûment motivé en référence au processus d'expertise afin qu'il n'interfère pas avec les dispositions prévues à l'article 3.6° du décret du 21 septembre 1977.

Article 8

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Article 9

L'absence d'un membre à au moins deux réunions successives entraîne automatiquement son exclusion du Comité.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat.

Article 10

Au moins une fois par an, les représentants du collège exploitant remettent au comité un bilan écrit conforme à l'article 6 du décret n°2005-82 du 1^{er} février 2005. Ils sont tenus de faire une présentation orale du rapport qu'ils ont remis par écrit.

Article 11

Après épuisement des sujets mis à l'ordre du jour, le Président clôt la séance.

Le secrétariat assure l'établissement d'un compte-rendu de la réunion et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire des comptes-rendus des réunions.

IV - Communication**Article 12**

L'information résultant des débats contradictoires est mise à la disposition du public par tout moyen que le comité juge utile (presse locale, bulletin d'information municipal ou industriel, site Internet de la DRIRE ou tout autre site utilisé par le CLIC) à l'issue des réunions du CLIC.

A ce titre, le comité met à la disposition du public au moins une fois par an un bilan de ces actions et les thèmes des prochains débats. Ce document pourra faire ressortir, entre autres, les points suivants :

- synthèse des débats, observations et avis émis par le comité sur les actions et documents présentés par l'exploitant et les pouvoirs publics,
- bilan des actions entreprises en vue de réduire les risques et rejets et d'informer le public,
- les orientations du comité pour l'année à venir.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrications ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION (C.L.I.C.)
DE L'ETABLISSEMENT COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE D'ECROUVES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.125-2 ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Considérant que l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE, situé à ECROUVES et autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2002.237 du 26 juin 2002, est classé AS et donc figure à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 – Création du C.L.I.C.

Un comité local d'information et de concertation est créé pour le bassin industriel défini par la zone géographique couverte par le Plan Particulier d'Intervention de l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE, à savoir tout ou partie du territoire des communes d'ECROUVES et de CHOLOY-MENILLOT.

Article 2 – Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 1 est composé de 24 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la Direction Régionale ou Départementale de l'Equipeement,
- Un représentant de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune d'ECROUVES,
- Deux représentants proposés par l'assemblée délibérante de la commune de CHOLOY-MENILLOT,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Toulinois,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Gérard HUSSON de la Société COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE,

- M. Didier ANTOINE de la Société COOPERATIVE AGRI COLE LORRAINE,
- M. Christian SIMON de la Société COOPERATIVE AGRI COLE LORRAINE.

Le collège « riverains » comprend :

- MME Danielle CHENOT et M. Jean-Michel BERTRAND de l'association « Vigilance Ecrouves 54 »,
- Un représentant de la direction régionale de la SNCF,
- MME Martine BAUER, représentante des riverains situés à l'intérieur de la zone couverte par le comité local,
- En qualité de personnalités qualifiées, MME Nicole POIROT du rectorat de l'Académie de NANCY-METZ et M. Jean-François AUBRY de l'institut de sûreté industrielle de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Jean-Claude JAILLON, salarié de la Société COOPERATIVE AGRI COLE LORRAINE,
- M. Bernard BAROTTIN, salarié de la Société COOPERATIVE AGRI COLE LORRAINE,
- M. Jacky MARTEL, salarié de la Société COOPERATIVE AGRI COLE LORRAINE.

Article 3

Le CLIC visé à l'article 1 se conformera aux prescriptions du décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement.

Le président du CLIC veille au respect des règles édictées dans le règlement intérieur ci-annexé.

Article 4

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

Article 5

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 6

M. le secrétaire général de la préfecture et MME la sous-préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 18 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

REGLEMENT INTERIEUR DES CLIC

Article 1

Le présent règlement a pour objet de fixer dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement COOPERATIVE AGRI COLE LORRAINE d'ECROUVES. Le président du CLIC désigné conformément à l'article 2 ci-dessous est chargé de la bonne application de ce règlement.

I - Composition et présidence

Article 2

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre du comité.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

II - Convocation des membres du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 3

Le président du comité fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour.

Article 4

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres du CLIC quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier ne puisse participer aux votes du CLIC.

Article 5

Le comité se réunit, au moins une fois par an et, autant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée.

III - Fonctionnement du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 6

Le CLIC ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés suivant l'article 8.

Article 7

Le CLIC peut être amené à émettre un avis sur les documents qui lui sont présentés (étude de danger, tierce expertise, PPRT...). Cet avis donné dans le cadre de l'article 5 du décret n°82-2005 ne s'entend pas au sens administratif du terme : le comité émet un avis qui peut refléter la diversité des opinions au sein du comité.

Dans le cadre de l'article 4 du décret n°2005-82, en l'absence de consensus, un vote peut être organisé pour faire réaliser une tierce expertise. Chaque collège possède alors 1/5^{ème} des voix à répartir uniformément entre les membres du collège. Un dispositif de répartition uniforme des voix entre les membres des collèges (par exemple 60 voix par collège) devra être utilisé. La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Toutefois, le recours à l'expertise pour avoir une appréciation ponctuelle des études présentées par l'exploitant, notamment celles qui entrent dans le champ d'application du livre V du code de l'environnement, ainsi que pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, notamment concernant le PPRT, doit être explicité et dûment motivé en référence au processus d'expertise afin qu'il n'interfère pas avec les dispositions prévues à l'article 3.6° du décret du 21 septembre 1977.

Article 8

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Article 9

L'absence d'un membre à au moins deux réunions successives entraîne automatiquement son exclusion du Comité.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat.

Article 10

Au moins une fois par an, les représentants du collège exploitant remettent au comité un bilan écrit conforme à l'article 6 du décret n°2005-82 du 1^{er} février 2005. Ils sont tenus de faire une présentation orale du rapport qu'ils ont remis par écrit.

Article 11

Après épuisement des sujets mis à l'ordre du jour, le Président clôt la séance.

Le secrétariat assure l'établissement d'un compte-rendu de la réunion et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire des comptes-rendus des réunions.

IV - Communication**Article 12**

L'information résultant des débats contradictoires est mise à la disposition du public par tout moyen que le comité juge utile (presse locale, bulletin d'information municipal ou industriel, site Internet de la DRI RE ou tout autre site utilisé par le CLIC) à l'issue des réunions du CLIC.

A ce titre, le comité met à la disposition du public au moins une fois par an un bilan de ces actions et les thèmes des prochains débats. Ce document pourra faire ressortir, entre autres, les points suivants :

- synthèse des débats, observations et avis émis par le comité sur les actions et documents présentés par l'exploitant et les pouvoirs publics,
- bilan des actions entreprises en vue de réduire les risques et rejets et d'informer le public,
- les orientations du comité pour l'année à venir.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrications ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****ARRETE FIXANT LA LISTE DES CORRECTEURS DE L'EXAMEN
DU CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE DE CONDUCTEUR DE TAXI, SESSION 2005**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;

Vu le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi précitée ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 septembre 2000 relatif à l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2004 fixant le calendrier de la session d'examen de taxi pour l'année 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2004 fixant la liste des membres du jury d'examen de taxi ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'article 1^{er} de l'arrêté du 21 septembre 2004 fixant la liste des correcteurs de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, session 2005, est modifié comme suit :

Pour la deuxième partie :

Epreuve pratique sur véhicule :

- M. GRIFFON, président du syndicat des artisans taxis de Nancy
- M. le brigadier-major BARBIER et en cas d'absence ou d'empêchement M. le brigadier ROUSSEAU ou M. le brigadier-chef SOMMIER ou M. le brigadier-chef Yannick MEAUX, hôtel de police
- Mme TOUSSAINT, adjointe au chef du bureau de la réglementation générale et des polices administratives

ARTICLE 2 - Les examinateurs sont tenus au secret des épreuves, des délibérations et des notations qu'ils proposent aux membres du jury.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

ARTICLE 4 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE MONT-BONVILLERS
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal de mise en œuvre du contrat rivière Woigot ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1998 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot » ;

VU la délibération du conseil municipal de MONT-BONVILLERS en date du 17 décembre 2004 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot ;

VU la délibération du comité syndical en date du 3 février 2005 acceptant cette adhésion ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- AVRIL en date du 15 mars 2005
- BETTAINVILLERS en date du 22 février 2005
- BRIEY en date du 22 mars 2005
- LANTEFONTAINE en date du 22 mars 2005
- MAIRY-MAINVILLE en date du 29 mars 2005

- MANCE en date du 22 février 2005
- MANCI EULLES en date du 15 mars 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de MONT-BONVILLERS au syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot est autorisée.

La commune de MONT-BONVILLERS sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 11 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 14 DU 11 FEVRIER 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 13 du 30 novembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY ;

VU la correspondance de Madame D. LAMBALLAIS, Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY, en date du 6 décembre 2004 et proposant la candidature de Monsieur Daniel BAUCHI ERO, cadre de santé en radiologie, en remplacement de Monsieur Gérard POLEGATO, représentant la Commission du service de soins infirmiers ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1 **Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur Guy VATTIER, maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Trois représentants du conseil municipal**
Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007,
Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HOME COURT, fin du mandat en mars 2007,
Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil général**
Monsieur CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice-président de la CME**
Président : Monsieur le Docteur Emmanuel ELCHER, fin du mandat en avril 2007,
Vice-Président : Monsieur Karim BELKACEM, Pharmacien Chef de Service, fin du mandat en avril 2007.
- 7 **Deux autres membres de la CME**
Monsieur le Docteur Stanislas LUCAS, chirurgien - chef de service, fin du mandat en avril 2007,
Monsieur le Docteur Jean-Xavier PAUTOT, fin du mandat en avril 2007.
- 8 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Monsieur Daniel BAUCHI ERO, cadre manipulateur radio, en remplacement de Monsieur Gérard POLEGATO, fin du mandat en 5 juin 2006.
- 9 **Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2006,
Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2006.
- 11 **Deux représentants des usagers**
Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en juin 2007,
Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, fin du mandat en juin 2007.

Article 2 - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 30 novembre 2004.

Article 3 - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 février 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE N° 19 DU 29 MARS 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 18 du 8 décembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT ;

VU le renouvellement du mandat de Monsieur Paul LETE, masseur-kinésithérapeute ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal**
Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Patrick LAUGEL, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Georges MIKULA, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
Madame Marie-Laure DEMONTE, représentant la commune de ROSIERES AUX SALINES, fin du mandat en mars 2007,
Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général**
Monsieur PISSENNEM Jean-Claude, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional**
Madame DUCAMIN Solange, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
Président : Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, psychiatre des hôpitaux et praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2007,
Vice-Président : Madame le Docteur Florence PERREIN, médecin, fin de mandat en mars 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME**
Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, praticien hospitalier – chef de service, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, praticien hospitalier, fin de mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Madame MAFIOLY Christine, cadre de santé, fin du mandat en juin 2007.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Madame Henriette SALTEL-ISELLA, infirmière et représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame BEYDON Nadine, agent administratif représentant le Syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Daniel VILLAUME, infirmier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur le Docteur Christophe LAINE, médecin généraliste, fin du mandat en septembre 2007,
Monsieur Paul LETE, masseur-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2008.
- 11 Deux représentants des usagers**
Madame Marie-Louise DOUBLIEZ, représentant l'Union des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM), fin du mandat en juin 2007,
Madame Gisèle VAUTRIN, représentant l'Association ALZHEIMER 54, fin du mandat en novembre 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 8 décembre 2004.

Article 3. - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 mars 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/2 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES A TOUL POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000049 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000023**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}. - Le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Saint Charles de Toul est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Article 2. - Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 9 550 126 €.

Article 3. - Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 939 720 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 462 543 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/3 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE LAXOU POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000056 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540014073**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du centre psychothérapique de Laxou est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 69 667 036 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/4 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000106 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000296**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 6.602.220 €.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 779.280 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1.210.403 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 715.297 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/5 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000114 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000312**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}. Le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11.247.153 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/6 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000262 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000544**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}. Le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1.791.397 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/7 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540006707 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000585**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de la MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3.936.974 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/8 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540006707 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000668**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 228 402 €.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à : 0 €

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 14 207 067 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/9 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000767 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540001070**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9, 11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Briey est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté
Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à : 25 820 507 €.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 100 160 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à : 3 054 481 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à : 7 683 922 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/10 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI DE NEUVES MAISONS POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000437 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000858**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9, 11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI DE NEUVES MAISONS est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1.891.886 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/11 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU C.O.C.E.E. DE FLAVIGNY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540006707 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000973**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du C.O.C.E.E. DE FLAVIGNY est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.
Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 6.611.532 €.
Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.
Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :
- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale
et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/12 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000866 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540001096**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Mont Saint Martin est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;
Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 26 701 304 €.
Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :
- 1 100 160 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 227 994 €.
Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 5 424 313 €.
Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.
Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :
- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale
et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/13 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000882 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540001104**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de Joeuf est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 1 251 758 €.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à : 0 €

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 226 348 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 465 429 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/14 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540003399 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000270**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de l'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1.953.654 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/15 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0002 078 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0001 138**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à **218 324 560 €**.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- **3 667 200 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- **443 731 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- **458 400 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **75 096 668 €**.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **10 824 405 €**.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/16 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE ALEXIS VAUTRIN A VANDOEUVRE POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0003 019 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0001 286**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à **20 424 502 €**.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **8 561 057 €**.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **0 €**.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration

- aux Organismes de Sécurité Sociale
et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/17 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MATERNITE REGIONALE POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0000 031 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 015**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de la **Maternité Régionale** est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;
Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à **22 887 991 €**.
Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :
- **458 400 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;
Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **8 583 232 €**.
Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **0 €**.
Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.
Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :
- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale
et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/18 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE
DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0020 112 - N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 163**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;
Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;
Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.)** est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;
Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à **24 403 530 €**.
Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- **0 €** pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;
Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **3 992 948 €**.
Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **720 861 €**.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/19 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE : 54 0019 726 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0009 701**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9, 11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à **35 273 207 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/20 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 54 0000 122 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 395**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9, 11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à **967 549 €**.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à **112 964 €**.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à **3 415 684 €**.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/21 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540000080 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000155**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 14 695 390 €.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 100 160 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 607 852 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/22 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540019007 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000148**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 670 026 €.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/23 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS DE L'ENTITE JURIDIQUE : 540014081 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 540000072**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de BACCARAT est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté

Article 2- Le montant de la dotation annuelle complémentaire, D.A.C., mentionnée au V de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2003 susvisée est fixé à 400 278 €.

Article 3- Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 4- Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 615 €.

Article 5- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 6- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 7 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH – DDASS 54 N° 05/24 DU 7 AVRIL 2005 FIXANT LES PRODUITS DE L'HOSPITALISATION PRIS EN CHARGE
PAR L'ASSURANCE MALADIE ET VERSES AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHATEAU » A BLAMONT POUR L'EXERCICE 2005
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE : 75 0721 334 – N° FINESS DE L'ETABLISSEMENT : 54 0000 726**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L162-22-16 et R162-43 ;

Vu le code de la santé publique, notamment l'article R714-3-26 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu l'avis de la commission exécutive en date du 6 avril 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à BLAMONT est fixé pour l'année 2005, aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2- Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à **1 636 747 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 – Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au Directeur d'établissement
- au Président du Conseil d'Administration
- aux Organismes de Sécurité Sociale

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. – D.D.A.S.S. 54 N° 04/114 DU 3 MAI 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT
N° FINESS H 54 000 0072**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS – F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : A partir du 1^{er} janvier 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11. Médecine.....228.50 € soit 1 498.86 F

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....535 405.81 € soit 3 512 031.89 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

POLE SOCIAL - SERVICE COHESION SOCIALE

**ARRETE N° 1193 DU 31 DECEMBRE 2004 AUTORISANT LA CREATION D'UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (F.J.T.)
PAR LE CCAS DE LA VILLE DE JARNY AU « FOYER GUY MOQUET » - PLACE ARISTIDE BRIAND - 54800 JARNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et plus particulièrement le livre III ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et plus particulièrement le livre III

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et réformant la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif à la procédure de création de transformation et d'extension des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 94-1129 du 20 décembre 1994 relatif aux logements foyers dénommés résidences sociales et sa circulaire d'application du 19 avril 1995 ;

VU la circulaire 96-753 du 17 décembre 1996 relative au foyers de jeunes travailleurs ;

VU le dossier reconnu complet le 18 février 2004, présenté par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de JARNY en vue de la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs de 26 logements (dont un studio aménagé pouvant accueillir une personne handicapée), pour permettre l'accueil en mixité de jeunes travailleurs de 16 à 30 ans, de jeunes demandeurs d'emploi, d'adultes isolés de moins de 30 ans et d'étudiants en rupture sociale et familiale ;

VU l'avis favorable émis le 17 novembre 2004 par la section « personnes en difficultés sociales » du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSM) ;

VU l'avis favorable émis le 21 décembre 2004 par la Commission Régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs (CRFJT) ;

CONSIDERANT que ce projet s'inscrit dans les objectifs de la convention nationale conclue le 13 décembre 2000 entre le Secrétariat d'Etat au logement et l'Union Nationale des FJT ;

CONSIDERANT les besoins et la qualité du projet ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

ARTICLE 1 : La demande de création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs au Foyer Guy Moquet de JARNY, présentée par le CCAS de Jarny, est acceptée.

ARTICLE 2 : La capacité du Foyer de Jeunes Travailleurs est fixée à 26 places (dont 25 seront conventionnées APL).

ARTICLE 3 : L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans conformément à l'article 25 de la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002. Son renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L.312-8. Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa date de notification. L'autorisation ou son renouvellement sont valables sous réserve du résultat d'une visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L.312-1 dont les modalités sont fixées par décret.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, devra être porté à la connaissance de l'autorité administrative compétente.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président du CCAS de JARNY, publié au recueil des actes administratifs et affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Mairie de JARNY.

NANCY, le 31 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 8 octobre 2003,

CONSIDERANT que le projet d'installation de Monsieur Régis POUILLON n'a pu être agréé dans l'état actuel et qu'il est nécessaire de lui permettre de reconsidérer son étude prévisionnelle d'installation

CONSIDERANT qu'il convient de donner priorité aux projets d'installation par rapport aux demandes d'agrandissement

SUR proposition de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour toutes demandes d'autorisation d'exploiter concernant les cessions de la SCEA du BOIS DORE à PUXE et de l'exploitation de Monsieur et Madame THI EBAUX à ALLAMONT.

Cette disposition prendra fin dès lors qu'un projet d'installation aura abouti.

ARTICLE 2 :

Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux cédants, ainsi qu'aux intéressés demandeurs de la reprise de toute ou partie de ces deux exploitations; elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 22 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/01/2005 par Monsieur PIERRE Pascal, gérant de l'EARL de la PIERRE, à COINCOURT concernant 4,45 ha situés à HENAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.
VU les demandes concurrentes exprimées par deux exploitants de HENAMENIL, Messieurs CAROUX et VEBERT, non soumis à autorisation en raison de la taille de leur exploitation inférieure au seuil de contrôle et dont la dimension économique est inférieure à celle de l'EARL de la Pierre.
CONSIDERANT qu'il y a lieu de tenir compte de l'éloignement et de la dimension économique des exploitations qui ont déposé une demande.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur PIERRE Pascal n'est pas autorisé à exploiter les 4,45 ha, objet de sa demande.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRE Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HENAMENIL pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2005 par Monsieur MARCHAL Alain gérant de l'EARL de la FORTELLE, à HENAMENIL concernant 2 ha situés à HENAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.
VU les demandes concurrentes exprimées par deux exploitants de HENAMENIL, Messieurs CAROUX et VEBERT, non soumis à autorisation en raison de la taille de leur exploitation inférieure au seuil de contrôle et dont la dimension économique est inférieure à celle de l'EARL de la FORTELLE.
CONSIDERANT qu'il y a lieu de tenir compte de la dimension économique des exploitations qui ont déposé une demande.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur MARCHAL Alain n'est pas autorisé à exploiter 2 ha qui font l'objet de sa demande.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAL Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HENAMENIL pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/02/2005 par Messieurs QUENETTE associés du GAEC des trois Epis, à TANTONVILLE concernant 8,00 ha situés à TANTONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la décision préfectorale du 22/12/2004 autorisant Monsieur GENAY à exploiter les parcelles B 290 et 340 sur la campagne 2004-2005,

VU le courrier du GAEC des Trois Epis, adressé à Monsieur le Maire de Tantonville, en date du 15 mars 2005,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

CONSIDERANT que le GAEC est constitué de deux exploitants récemment installés et sans attribution foncière de la commune,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs QUENETTE sont autorisés à exploiter 8,00 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée sous condition de prendre possession des parcelles B 290 et 340 après la récolte 2005 et de tenir compte des échanges et de la cession énoncés dans la courrier du 15 mars 2005 précité..

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs QUENETTE.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs QUENETTE, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TANTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/03/2005 par Monsieur JANNOT Henri-Pierre à TANTONVILLE concernant 4,70 ha situés à TANTONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation.
VU la demande concurrente de Messieurs QUENETTE et la délibération du Conseil municipal de Tantonville,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur JANNOT Henri-Pierre est autorisé à exploiter 4,70 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JANNOT Henri-Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JANNOT Henri-Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TANTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2005 par Monsieur GARNIER Didier à DONGERMAIN concernant 13,14 ha situés à DONGERMAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur GARNIER Didier est autorisé à exploiter 13,14 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GARNIER Didier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GARNIER Didier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMGERMAIN pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/01/2005 par Monsieur EPPE Renald à VIVIERS-SUR-CHIERS concernant 4,48 ha situés à VIVIERS SUR CHIERS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur EPPE Renald est autorisé à exploiter 4,48 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur EPPE Renald.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur EPPE Renald, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIVIERS SUR CHIERS pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/01/2005 par Monsieur BARTHELEMY Christophe à ROUVROIS SUR OTHAIN concernant 11,90 ha situés à VIVIERS SUR CHIERS - MONTIGNY SUR CHIERS - LONGUYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BARTHELEMY Christophe est autorisé à exploiter 11,90 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BARTHELEMY Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BARTHELEMY Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIVIERS SUR CHIERS - MONTIGNY SUR CHIERS - LONGUYON pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2005 par Monsieur DESCHAMPS Jean Christophe à VIVIERS SUR CHIERS concernant 20,31 ha situés à FRESNOIS LA MONTAGNE - VIVIERS SUR CHIERS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur DESCHAMPS Jean Christophe est autorisé à exploiter 20,31 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DESCHAMPS Jean Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DESCHAMPS Jean Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRESNOIS LA MONTAGNE - VIVIERS SUR CHIERS pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/01/2005 par Monsieur GEORGES et Madame ROBERT associés du GAEC de CLAURI, à VIVIERS SUR CHIERS concernant 7,99 ha situés à VIVIERS SUR CHIERS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur GEORGES et Madame ROBERT sont autorisés à exploiter 7,99 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame ROBERT - GEORGES.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEORGES et Madame ROBERT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIVIERS SUR CHIERS pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/02/2005 par Messieurs LAURENT associés du GAEC du HAUT DE HURLEVENT à VIVIERS SUR CHIERS concernant 9,15 ha situés à VIVIERS SUR CHIERS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs LAURENT sont autorisés à exploiter 9,15 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs LAURENT.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Messieurs LAURENT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VIVIERS SUR CHIERS pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/03/2005 par Monsieur BONTEMPS André à VITREY concernant 5,75 ha situés à CHAOUILLEY ; la motivation et le résultat étant la reprise de biens familiaux.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur BONTEMPS André est autorisé à exploiter 5,75 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BONTEMPS André.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BONTEMPS André, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAOUILLEY pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2005 par Madame et Monsieur TREVILLOT du GAEC de LONGEME à HOUSSEVILLE concernant 6,54 ha situés à CHAOUILLEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Madame et Monsieur TREVILLOT sont autorisés à exploiter 6,54 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur TREVILLOT.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Monsieur et Madame TREVILLOT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAOUILLEY pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/03/2005 par Monsieur JACQUE Rémi à CONS LA GRANDVILLE concernant 7,06 ha situés à MONTIGNY SUR CHIERS - CONS LA GRANDVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur JACQUE Remi est autorisé à exploiter 7,06 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JACQUE Remi.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACQUE Remi, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONTIGNY SUR CHIERS - CONS LA GRANDVILLE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2005 par Monsieur CLESSE Christophe associé du GAEC des ERABLES, à BREHAIN LA VILLE concernant 13,76 ha situés à BREHAIN LA VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur CLESSE Christophe est autorisé à exploiter 13,76 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLESSE Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CLESSE Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREHAIN LA VILLE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/02/2005 par Messieurs THOMAS associés du GAEC des THOMS à FECOCOURT concernant 1,74 ha situés à ETREVAL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs THOMAS sont autorisés à exploiter 1,74 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs THOMAS.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Messieurs THOMAS, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ETREVAL pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre I I ,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/03/2005 par Messieurs PIERRON et JOLE, associés du GAEC des TROENES à HALLOVILLE concernant 10,37 ha situés à BERTRAMBOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs PIERRON et JOLE sont autorisés à exploiter 10,37 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs PIERRON et JOLE.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Messieurs PIERRON et JOLE, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2005 par Monsieur LAMBLIN Marc à MOUACOURT concernant 4,63 ha situés à MOUACOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur LAMBLIN Marc est autorisé à exploiter 4,63 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LAMBLIN Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LAMBLIN Marc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUACOURT pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/03/2005 par Monsieur MARIN Christian à REHAINVILLER concernant 7,46 ha situés à REHAINVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur biens familiaux.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur MARIN Christian est autorisé à exploiter 7,46 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARIN Christian.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARIN Christian, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REHAUVILLER pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/02/2005 par Monsieur BATTAGLIA Dominique, à NOVIANT AUX PRES concernant 19,36 ha situés à NOVIANT AUX PRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BATTAGLIA Dominique est autorisé à exploiter 19,36 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BATTAGLIA Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BATTAGLIA Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NOVIANT AUX PRES pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/03/2005 par Monsieur COLLARD Philippe à BONVILLER concernant 3,94 ha situés à MANONVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur terrain communaux.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur COLLARD Philippe est autorisé à exploiter 3,94 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLLARD Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLLARD Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MANONVILLER pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/04/2005 par Monsieur SIROT Alain à SAINT JEAN LES LONGUYON concernant 6,55 ha situés à SAINT JEAN LES LONGUYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur SIROT Alain est autorisé à exploiter 6,55 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SIROT Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIROT Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JEAN LES LONGUYON pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2005 par Monsieur OLR Y Yannick, associé du GAEC du Haut de l'Epine, à FECOCOURT concernant 2,44 ha situés à FECOCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur OLR Y Yannick est autorisé à exploiter 2,44 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur OLR Y Yannick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur OLR Y Yannick, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/03/2005 par Monsieur SAUVAGE Patrick à JAILLON concernant 56,57 ha situés à BOUVRON - JAILLON - AVRAINVILLE - FRANCHEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec reprise de l'exploitation de Madame SAUVAGE Marie Thérèse.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur SAUVAGE Patrick est autorisé à exploiter 56,57 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SAUVAGE Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SAUVAGE Patrick, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUVRON - JAILLON - AVRAINVILLE - FRANCHEVILLE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/03/2005 par Monsieur CAROMEL Jean Claude à SAULXURES LES NANCY concernant 116,90 ha situés à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY - HEILLECOURT - FLEVILLE DEVANT NANCY - LUDRES - VILLE EN VERMOIS - ART SUR MEURTHE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur CAROMEL Jean Claude est autorisé à exploiter 116,90 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CAROMEL Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CAROMEL Jean Claude, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LANEUVEVILLE DEVANT NANCY - HEILLECOURT - FLEVILLE DEVANT NANCY - LUDRES - VILLE EN VERMOIS - ART SUR MEURTHE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/04/2005 par Monsieur OESCH Francis associé du GAEC de RENARD MOULIN, à TRONDRES concernant 49,37 ha situés à LAGNEY, LUCEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.,

DE C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur OESCH Francis est autorisé à exploiter 49,37 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur OESCH Francis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur OESCH Francis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LAGNEY - LUCEY pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/04/2005 par Monsieur BOUTON Jérôme à SAINT BAUSSANT concernant son installation sur l'EARL familiale, sans apport de surface.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BOUTON Jérôme est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOUTON Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOUTON Jérôme, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT BAUSSANT pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/01/2005 par Monsieur NAU Jean Pierre à BREHAIN LA VILLE concernant sa prise de parts sociales dans la SCEA LE BOIS LE KLEISS .

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur NAU Jean Pierre est autorisé pour sa prise de parts sociales dans la SCEA le BOIS LE KLEIS à BREHAIN LA VILLE, conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien des intentions des propriétaires en ce qui concerne sur le devenir définitif des terres,

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur NAU Jean Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREHAIN LA VILLE pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

DECISION CONCERNANT UNE AUTORISATION PARTIELLE ET CONDITIONNELLE
D'EXPLOITER UN BIEN AGRICOLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
 VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
 VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
 VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/02/2005 par Monsieur POUSSARDIN Dominique à BREMENIL concernant 33,01 ha situés à BREMENIL - BADONVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
 VU la demande de Monsieur Gilles WITMANN, exploitant 64, ha sur la commune voisine de BADONVILLER, non soumis à autorisation qui sollicite la reprise de l'exploitation de tout ou partie de l'exploitation de Monsieur Jacquot.
 VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Suite à la demande déposée,

Monsieur POUSSARDIN Dominique est autorisé à exploiter 27,53 ha sur les parcelles ZA 1013 - 1022, commune de BADONVILLER ainsi que la parcelle ZD 1005 - 1009, commune de BREMENIL parcelles propriétés de Monsieur Pierre POUSSARDIN.

L'autorisation est accordée aux deux conditions suivantes :

- 1) réaliser un emploi sur l'exploitation dans un délai de dix-huit mois
- 2) céder cinq hectares sur VACQUEVILLE lors de l'installation de Monsieur BILLOT de Ste BARBE (88) .

Monsieur POUSSARDIN n'est pas autorisé à exploiter sur BREMENIL les parcelles ZB 1004 et ZD 1004 et sur BADONVILLER, les parcelles ZA 1011 et 1014

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur POUSSARDIN Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREMENIL - BADONVILLER pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/249
MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE
DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE VELAIN EN HAYE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la décision préfectorale du 22 septembre 1982 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de VELAIN EN HAYE ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
 VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de VELAIN EN HAYE en date du 23 mai 2003 ;
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 22 septembre 1982 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 24,0803 ha a situés sur le territoire de la Commune de VELAIN EN HAYE ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
VELAIN EN HAYE	AM	N° 3 à 8 - N° 15 à 21
	-AN	N°4 - 5

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de VELAIN EN HAYE.

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de VELAIN EN HAYE

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de VELAIN EN HAYE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de VELAIN EN HAYE par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme. la Sous-préfète de TOUL et M. le Maire de Commune de VELAIN EN HAYE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de VELAIN EN HAYE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/250
MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 07 OCTOBRE 1986 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROMAIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de ROMAIN ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 07 octobre 1986 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée ROMAIN ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de M. MARCHAL Guy ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'annexe 1 de l'arrêté du 07 octobre 1986 est abrogée.

ARTICLE 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de ROMAIN .

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de ROMAIN par les soins du maire.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de la Commune de ROMAIN sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de ROMAIN,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. MARCHAL Guy

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 21 AVRIL 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROMAIN
TERRAINS A COMPRENDRE DANS LE TERRITOIRE DE L'ASSOCIATION

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
ROMAIN		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après
	A	M. GEORGES Eugène N°76 - n°77 Soit au total 26ha 74a 20ca
	ZC	Mme BERTRAND Lucienne (Veuve MAXANT Louis à ROMAIN) N°20 - n°21 Soit un total de 11ha 91a 60ca
	ZC	MM. MUNIER Léon et Pierre N°11 - n°12 - n°16 à 19 Soit une surface de 5ha 17a 57ca
	A	M. MUNIER Mansuy N°13 - n°15 - n°57 - n°58 - n°69 - n°72 - n°78 Soit une surface totale de 45ha 09a 50ca
	A	M. MARCHAL Guy N°79 Soit une surface totale de 28ha 68a 40ca

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/251
MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 28 SEPTEMBRE 1990 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BARBONVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de BARBONVILLE ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1990 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée BARBONVILLE ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
 VU la demande de M. MARCHAL Guy ;
 Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'annexe 1 de l'arrêté du 28 septembre 1990 est abrogée.

ARTICLE 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BARBONVILLE .

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de BARBONVILLE par les soins du maire.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de la Commune de BARBONVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de BARBONVILLE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. MARCHAL Guy

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 21 AVRIL 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BARBONVILLE
TERRAINS A COMPRENDRE DANS LE TERRITOIRE DE L'ASSOCIATION

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
BARBONVILLE		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après M. MARCHAL François
	A	N°863 à 869 - n°871 - n°873 à 878 - n°881 à 883 - n°894 à 905 - n°907 à 913 - n°915 à 917 - n°919 à 928 - n°934 - n°941 à 943
	B	N°592 à 600
	ZD	N°35 - n°36 - n°38 - n°40 à 42
	ZE	N°49 à 51 - n°53 - n°55 à 60 - n°81 - n°85 à 87 - n°99 Soit au total 58ha 93a 78ca
	C	M. GEORGES Eugène N°23 à 28 Soit 32ha 02a 15ca partie d'un terrain de plus de 40ha le reste sur ROMAIN
	C	La Commune N°11 à 16 Soit un total de 72 ha
	C	M. MARCHAL Guy N°29 Soit un total de 4ha 43a 60ca partie d'un terrain de plus de 40ha le reste sur ROMAIN et HAUSSONVILLE

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/252
MODIFIANT LES ARRETES PREFECTORAUX DU 29 MARS 1972 ET DU 02 NOVEMBRE 1979 RELATIFS A LA LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE HAUSSONVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de HAUSSONVILLE ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU les arrêtés préfectoraux du 29 mars 1972 et du 02 novembre 1979 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée HAUSSONVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
 VU la demande de M. MARCHAL Guy ;
 Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 1972, et l'arrêté du 02 novembre 1979 sont abrogés.

ARTICLE 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de HAUSSONVILLE.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de HAUSSONVILLE par les soins du maire.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de la Commune de HAUSSONVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de HAUSSONVILLE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. MARCHAL GUY

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 21 AVRIL 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
 DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE HAUSSONVILLE
 TERRAINS A COMPRENDRE DANS LE TERRITOIRE DE L'ASSOCIATION**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
HAUSSONVILLE		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après
	B	M. MARCHAL Guy N°123 à 127 Soit au total 8ha 58a 05ca
	ZB	M. DRON Robert N°70 à 72 Soit au total 54ha 97a 31ca
	B	M. GUILLAUME Jean N°86 - 123 à 127 Soit au total 23ha 24a 10ca

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

**ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE
 54 P/270/05/DR**

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 02 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe et Moselle ;

VU le décret 2004-15 du 07 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20,21 et 28 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 et 4 février 1986 et 2 mai 2002 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté interministériel 17 avril 2003 modifiant l'arrêté du 27 janvier 1992, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués sur le budget de l'écologie et du développement durable ;

VU l'arrêté du 7 mars 2002 portant nomination de Madame Régine MARCHAL-NGUYEN, en qualité de Directrice Départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départementale du 06 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés des services vétérinaires ;

A R R E T E

Article 1 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine MARCHAL-NGUYEN, Directrice Départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, subdélégation est donnée à Madame Catherine NICOLEY, directrice adjointe, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables tel que défini à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral OSD402 du 29 juillet 2002..

Article 2 - Subdélégation permanente est donnée à Madame Yolande FISCHER, secrétaire générale pour signer les actes d'engagement, de liquidation et d'ordonnement mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral sus visé.

Article 3 - les subdélégations prévues aux articles 1 et 2 ne s'entendent pas à l'exercice de prérogative de la personne responsable des marchés tel que mentionnée aux article 2 et 4 de l'arrêté préfectorale n° OSD303 du 20 août 2003

Article 4 - Les subdélégations vues aux articles 1 et 2 ne s'entendent pas à l'exercice de prérogative de la personne responsable des marchés tel que mentionné aux articles 2 et 4 de l'arrêté préfectoral n° OSD402 du 29 juillet 2002.

Article 5 - L'arrêté du 08 septembre 2003 de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire délégué portant subdélégation délégué à Mme Hélène RADIGUE est abrogé.

Article 6 - Madame la Directrice Départementale des Services Vétérinaires et Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire original sera adressé à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 14 janvier 2005

La Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 2334 en date du 10 mai 2005, ERELIA SAS a été autorisée à exécuter les travaux en vue du réseau HTA site éolien "Le Haut des Ailes", sur les communes de AMENONCOURT, AUTREPIERRE, REPAIX et IGNEY.

RESEAU FERRE DE FRANCE

DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 12 juillet 2002 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 janvier 2001 portant nomination de Madame Anne FLORETTE en qualité de Directeur du patrimoine ;

Vu la décision du 2 avril 2004 portant délégation de signature au Directeur du patrimoine ;

Vu l'attestation en date du 22/12/2004 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;

Considérant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er}

Le terrain sis à LUNEVILLE (54) Lieu-dit "Place Pierre Sémard" sur la parcelle cadastrée AH 505p pour une superficie de 319 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

ARTICLE 2

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

PARIS, le 12 avril 2005

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur du Patrimoine,
Anne FLORETTE

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, au siège de Réseau Ferré de France 92, avenue de France - 75013 Paris ou à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY, 14 Viaduc J-F Kennedy - 54052 NANCY CEDEX.

INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CALENDRIER SCOLAIRE DEROGATOIRE AU CALENDRIER NATIONAL - ANNEE SCOLAIRE 2005-2006

VU l'article L 521-1 du Code de l'Education qui reprend l'article 9 de la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989

VU l'arrêté ministériel du 11 juillet 2003 (Journal Officiel du 24 juillet 2003) fixant le calendrier des années scolaires 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 pour les Académies réparties en trois zones de vacances A, B et C (Bulletin Officiel de l'Education Nationale n° 32 du 4 septembre 2003)

VU les dispositions de la circulaire n° 98-144 du 9 juillet 1998 des Ministères de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, de la Culture et de la Communication, et de la délégation à la Ville relative à l'aménagement des temps et des activités de l'enfant (B.O.E.N. n° 29 du 16 juillet 1998)

et VU les dispositions de la circulaire n° 2000-208 du 22 novembre 2000 concernant les contrats éducatifs locaux (B.O.E.N. n° 43 du 30 novembre 2000)

L'INSPECTEUR D'ACADEMIE,

DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE

A R R E T E

Article 1 : Les dates retenues pour le calendrier scolaire dérogatoire - année scolaire 2005-2006 concernant les écoles maternelles et élémentaires sont fixées comme suit :

- RENTREE 2005

Pré-rentree Enseignants
Rentree Elèves

lundi 22 août 2005 matin
mardi 23 août 2005 matin

- TOUSSAINT

du samedi 22 octobre 2005 après la classe
au jeudi 3 novembre 2005 matin

- NOEL

du samedi 17 décembre 2005 après la classe
au mardi 3 janvier 2006 matin

- HIVER

du mercredi 22 février 2006 midi
au lundi 6 mars 2006 matin

- PRINTEMPS

du mardi 25 avril 2006 après la classe
au mardi 9 mai 2006 matin

- ETE Elèves - Enseignants vendredi 7 juillet 2006 après la classe.

Article 2 : Ce calendrier dérogatoire est applicable pour l'année scolaire 2005-2006 aux écoles maternelles et élémentaires dont l'organisation du temps scolaire est dérogatoire au dispositif du calendrier national.

Article 3 : Le calendrier dérogatoire s'applique de la façon suivante :

a) pour les écoles élémentaires de LAXOU et NANCY qui fonctionnent sur 9 demi-journées dont le mercredi matin :

LAXOU :
 . élémentaire "Victor Hugo"
 . élémentaire "Louis Pasteur"
 . élémentaire "Emile Zola"
 . élémentaire "Louis Pergaud"
 . élémentaire "Albert Schweitzer"

NANCY :
 . élémentaire "Ory"

selon les dispositions de l'article 1.

b) pour les écoles maternelles de LAXOU, NANCY, PIERREPONT et BEUVEILLE qui fonctionnent sur 8 demi-journées sur 4 jours :

LAXOU :
 . maternelle "Victor Hugo"
 . maternelle "Louis Pasteur"
 . maternelle "Emile Zola"
 . maternelle "Louis Pergaud"
 . maternelle "Albert Schweitzer"

NANCY :
 . maternelle "Charles III"

PIERPONT : . primaire

RPI — BEUVEILLE : . primaire

conformément aux dispositions de l'article 1 avec l'adaptation suivante : les écoles travailleront exceptionnellement le mercredi matin 24 août 2005.

Article 4 : Le calendrier dérogatoire unique départemental est établi selon les principes suivants :

- avancée de la pré-rentree des enseignants au lundi 22 août 2005
- avancée de la rentrée des élèves au mardi 23 août 2005
- recul de la sortie des élèves au vendredi 7 juillet 2006 après la classe
- récupération de journées sur les congés d'hiver en début de ceux-ci
- absence de récupération horaire sur les mercredis après-midi et les samedis matins.

Article 5 : La Secrétaire Générale de l'Inspection Académique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 6 mai 2005

Claude BISSON-VAI VRE

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues depuis la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1^{er} octobre 2004.

Les modifications concernent les points suivants :

- **Point 2 de la délégation sur la déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives** :
Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives
- M. Christian CARBILLET, Inspecteur, chef du pôle recouvrement contentieux en lieu et place de Mme Emmanuelle DI MEGLIO
- **Point 7 de la délégation sur le fonctionnement du service « Recouvrement Produits Divers »**
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (D.C.7) à
- Mlle Magali MUNIER, Agent de recouvrement

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

NANCY, le 2 mai 2005

Christian BRUNET

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DU C.H.U. DE NANCY

Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant M. Benoît PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

Article 1

Donne délégation générale à Mme Danielle HERBELET, Directeur Adjoint, pour signer au nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à Mme Danielle HERBELET, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danielle HERBELET pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Sylvain DUCROZ, Directeur Adjoint, M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint et par M. Christian VUILLEMIN, Directeur Général Adjoint, dans le cadre de la délégation générale de signature dont il bénéficie.

Article 3

La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Groupe 1 qui restent de la responsabilité de la Direction du Personnel et de la Formation et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5

La présente délégation se substitue à la délégation du 27 juillet 2004.

Elle prend effet à la date du 19 mai 2005, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 mai 2005

Le Directeur Général,
Benoît PERICARD

AVIS DE CONCOURS**AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAITRES OUVRIERS
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n°2001-1033 du 8 novembre 2001 modifiant le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 20 juin 2005 un concours externe sur titres de maîtres ouvriers en vue de pourvoir :

1 poste – secteur restauration

Conditions d'inscription :

Le concours est ouvert aux :

- titulaires de 2 CAP ou d'un CAP et d'un BEP ou de 2 BEP ou diplômes équivalents

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes, certificats, attestations) doivent être adressées à

**Madame le Directeur des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 1010**

54521 LAXOU CEDEX

avant le 20 juin 2005 le cachet de la poste faisant foi

LAXOU, le 17 mai 2005

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
I. CAILLIER

**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE MAITRES OUVRIERS
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n°2001-1033 du 8 novembre 2001 modifiant le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 20 juin 2005 un concours interne sur titres de maîtres ouvriers en vue de pourvoir :

2 postes – secteur sécurité

3 postes – secteur restauration

1 poste – secteur hôtelier

1 poste – secteur mécanique auto

2 postes – secteur atelier

Conditions d'inscription :

Le concours est ouvert aux ouvriers professionnels qualifiés :

- titulaires d'1 CAP ou BEP ou diplôme équivalent
- comptant au moins 2 ans de services publics

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes, certificats, attestations) doivent être adressées à

**Madame le Directeur des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 1010**

54521 LAXOU CEDEX

avant le 20 juin 2005 le cachet de la poste faisant foi

LAXOU, le 17 mai 2005

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
I. CAILLIER

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

En application du Décret n°91.45 du 14 janvier 1991 modifié, un concours externe sur titres aura lieu à la Maternité Régionale en vue de pourvoir **4 postes d'ouvrier professionnel spécialisé** :

Dans les spécialités suivantes :

- Menuiserie : 1 poste
- Plomberie : 1 poste
- Conciergerie, sécurité : 2 postes

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01/01/05 et titulaires des titres suivants :

☐ un CAP

ou

☐ un BEP

ou

☐ un diplôme équivalent, figurant sur la liste arrêté par le ministère chargé de la santé.

➤ *La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.*

➤ *Les conditions de diplômes précitées ne sont pas opposables aux mères de famille d'au moins 3 enfants qu'elles élèvent ou ont élevé effectivement.*

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier contre l'envoi d'une enveloppe (format 21 x 29,7) à vos nom et adresse affranchie à 1.15 € à :

Maternité Régionale A Pinard
Direction des Ressources humaines
service formation
BP 4213
54042 NANCY cedex

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- par lettre recommandée avec AR ou simple courrier
 - par dépôt au service formation contre la remise d'une attestation de dépôt,
- au plus tard le 20 juin 2005, cachet de la poste faisant foi.

Pour le Directeur,
Le Directeur des Ressources Humaines et de la Communication,
Marlène PASSAVANT

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

**DECISION HABILITANT MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE BRIEY,
A GERER LES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS DANS LE CADRE DU PROGRAMME OBJECTIF 2 LORRAINE 2000/2006**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de la déconcentration

Vu la circulaire du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

D E C I D E

Article 1 :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif 2 Lorraine 2000/2006, Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey est habilité pour les actions A3-2 à A3-4, A3-7, A4-6, A8-1 à A8-8, A10-1 à A10-9, A11-1, A11-2, A12-1 à A12-3 et la mesure A 14 ; les actions B1-2, B2-2, et les mesures B3, B4, B5, B7 ; les mesures C1 et C2, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8 et la mesure C7, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre de l'arrondissement de Briey :

- à délivrer les accusés de réception ;
- à effectuer le contrôle de légalité des marchés ;
- à notifier aux maîtres d'ouvrage les avis rendus par les comités de pré-examen et comités techniques de programmation.

Article 2 :

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, sont chargés de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 26 avril 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURES DE MOSELLE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	442
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT/CDER.....	442
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2005/DDE/026/CDER PORTANT INTERDICTION DE CIRCULATION SUR LA BRETELLE DE L'ECHANGEUR N° 28 METZ/LESMENILS DE L'AUTOROUTE A31.....	442

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2005/DDE/026/CDER PORTANT INTERDICTION DE CIRCULATION SUR LA BRETELLE DE L'ECHANGEUR N° 28 METZ/LESMENILS DE L'AUTOROUTE A31

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE, PREFET DE LA MOSELLE, PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST

officier de la Légion d'honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
 - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
 - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
 - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif
 - Vu l'arrêté préfectoral permanent du département de la Moselle portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
 - Vu l'avis favorable du conseil général de la Moselle ;
 - Vu l'avis favorable du conseil général de la Meurthe et Moselle ;
 - Vu les avis favorables des maires concernés ;
 - Vu l'avis favorable de la direction départementale de la Moselle ;
 - Considérant la nécessité de démonter l'ouvrage d'art provisoire de la LGV au PR 281+170 de l'autoroute A 31, sur le territoire de la commune de LESMENILS, dans le cadre de la réalisation de la ligne à grande vitesse Est européenne.
 - Considérant qu'il n'y aura pas de restriction de circulation sur l'A 31 entre 5h00 et 22h00 ;
 - A la demande du Réseau Ferré de France ;
- Sur proposition de Messieurs les secrétaires généraux des préfetures de Moselle et de Meurthe et Moselle,

A R R E T E N T :**ARTICLE 1**

Durant la nuit du 17 au 18 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 METZ/LESMENILS. La circulation s'établit durant cette période comme suit sur l'A. 31 entre les PR 282+050 et 280+100 :

Sens METZ - NANCY

- o la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens NANCY - METZ
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
- o la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2ème basculement

Sens NANCY - METZ entre les PR 280+100 et 282+050

- o la voie de gauche est neutralisée

- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- o il est interdit de doubler

ARTICLE II

En raison de la fermeture de la bretelle de METZ/LESMENILS (échangeur n° 28), les usagers doivent emprunter la déviation suivante : continuer sur l'A. 31 et sortir à l'échangeur d'ATTON (échangeur n° 27) puis reprendre l'A.31 direction METZ et sortir à l'échangeur n° 28 LESMENILS.

ARTICLE III

Durant la nuit du 19 au 20 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 LESMENILS/METZ. La circulation s'établit, durant cette période, comme suit sur l'A. 31 entre les PR 280+100 et 282+050 :

Sens NANCY - METZ - entre les PR 280+100 et 282+050

- o la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens METZ - NANCY
- o il est interdit de doubler
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
- o la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement

Sens METZ - NANCY entre les PR 282+050 et 280+100

- o la voie de gauche est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur la voie de droite
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- o il est interdit de doubler

ARTICLE IV

En raison de la fermeture de la bretelle de LESMENILS/METZ (échangeur n° 28), les usagers doivent emprunter la déviation suivante : prendre l'A. 31 direction NANCY jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n° 27) puis reprendre l'A.31 direction METZ

ARTICLE V

Durant la nuit du 21 au 22 mai 2005, de 22 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite entre les échangeurs de LESMENILS n°28 et de FEY n° 29 de l'autoroute A 31 dans les deux sens de circulation. Les bretelles d'entrée LESMENILS/METZ et FEY/NANCY sont fermées.

ARTICLE VI

En raison de la fermeture de l'A. 31 entre les échangeurs n° 28 (LESMENILS) et N° 29 (FEY) les usagers doivent emprunter les déviations suivantes, et ce dans les deux sens de circulation :

- A4 - A315 - RN 431 - échangeur RN431/RD955 - RD 955 - RD 910 - échangeur n°28 (LESMENILS) - A 31
- A31 - Échangeur de FEY (n° 29) - RN 431 - échangeur RN431/RD5 - RD 5 - RD 910 - échangeur n° 28 (LESMENILS) - A31

ARTICLE VII

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE VIII

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions ENTRETIEN DES AUTOROUTES de Moselle et de Meurthe et Moselle à l'exception de la signalisation sur routes départementales qui sera à la charge de l'entreprise.

ARTICLE IX

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le président du conseil général de la Moselle, Monsieur le président du conseil général de Meurthe et Moselle, Messieurs les directeurs départementaux de l'équipement, Messieurs les directeurs départementaux de la sécurité publique, Messieurs les colonels commandant le groupement de gendarmerie de Moselle et de Meurthe-et-Moselle et Messieurs les commandants de la CRS autoroutière Lorraine à MOULINS LES METZ et de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LESMENILS, ATTON - FRONTIGNY - JURY - CHEMINOT - LONGEVILLE LES CHEMINOT - BUCHY -SILLEGNY - COIN SUR SEILLE - POURNOY LA CHETIVE - VIGNY - Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales de la Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur des archives départementales de la Moselle et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

METZ, le 13 mai 2005

Le Préfet,
Bernard HAGELSTEEN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	406
CABINET DU PREFET	406
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	406
EXAMEN DE SECOURS - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU 14 AVRIL 2005 - PROCES-VERBAL N° 13/2005	406
SECRETARIAT GENERAL	406
ARRETE PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION EN DATE DU 15 MARS 2005, CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (G.I.P.) PREVENTION P.J.J.54	406
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	407
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	407
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.17 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES	407
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.18 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	407
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES	408
<i>PREMIER BUREAU</i>	408
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	408
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	408
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	409
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	409
<i>TROISIEME BUREAU</i>	409
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DES OFFRES DANS LE CADRE DU MARCHE DE MISE EN SECURITE DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY	409
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	409
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE	409
ARRETE RECTIFICATIF PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY	410
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	410
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT, AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 ET DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, RESEAU FERRE DE FRANCE A REALISER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES LIES A LA CREATION D'UNE ROUTE SUR LE TERRITOIRE DE VANDIERES ENTRE LA RD 952 AU SUD DU VILLAGE ET LE PONT SUR LE CANAL LATERAL A LA MOSELLE DIT PONT DE « CHECOHEE » DANS LE CADRE DE LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU « PN 17 » RUE DU STADE A VANDIERES	410
ARRETE PREFECTORAL INTERDISANT LA PECHE SUR LE RUISSEAU LE TREY	412
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	413
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	413
ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES	413
ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES	413
ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES	414
ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION	414
ARRETE MODIFICATIF	415
ARRETE MODIFICATIF	415
ARRETE PORTANT ABROGATION D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	416
AUTORISATION PREFECTORALE N° 161	416
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	416
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	417
ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 DES STATUTS DU SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCEY-VEZIN	417
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES	417
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	418
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	418
DELIBERATION N° 1 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA MUTUELLE « LE CHATEAU » A BACCARAT DE CREATION DE 11 LITS DE SSR SUPPLEMENTAIRES	418
DELIBERATION N° 2 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE PASTEUR A ESSEY LES NANCY DE CREATION D'UN CENTRE DE READAPTATION CARDIO VASCULAIRE DE 20 PLACES	418
DELIBERATION N° 3 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE NANCY DE CREATION DE 9 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR EN MEDECINE A L'HOPITAL JEANNE D'ARC DE DOMMARTIN LES TOUL	419

DELIBERATION N° 4 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE NANCY DE CREATION DE 6 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR ET 4 LITS D'HOSPITALISATION DE SEMAINE EN MEDECINE A L'HOPITAL DE BRABOIS	419
DELIBERATION N° 5 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE DE CREATION DE 5 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR EN MEDECINE	420
DELIBERATION N° 6 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA CLINIQUE D'AUTOMNE A VANDOEUVRE LES NANCY DE CREATION DE 40 LITS DE SOINS DE LONGUE DUREE ET DE 4 PLACES D'ACCUEIL DE JOUR MEDICO SOCIAL	420
DELIBERATION N° 7 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY DE TRANSFERT DE 13 LITS DE MEDECINE DE SAINT DON SUR LE SITE DE LA POLYCLINIQUE	420
DELIBERATION N° 8 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY DE CREATION DE 13 LITS DE SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION SUR LE SITE DE SAINT DON	421
DELIBERATION N° 9 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY DE CREATION DE 3 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR EN SOINS DE SUITE SUR LE SITE DE SAINT DON	421
DELIBERATION N° 10 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA CLINIQUE MAJORELLE A NANCY DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE 28 LITS DE CHIRURGIE ET DE 68 LITS D'OBSTETRIQUE	421
DELIBERATION N° 11 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE LES ELIEUX A SEICHAMPS DE CREATION DE 38 LITS DE SSR SUPPLEMENTAIRES	422
DELIBERATION N° 17 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA CLINIQUE AMBROISE PARE A THIONVILLE DE CREATION DE 16 LITS DE SSR SUPPLEMENTAIRES	422
DELIBERATION N° 23 / 05 DU 15 FEVRIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SOLIME SA A NANCY DE REMPLACEMENT DE L'IRM DE 1,5 TESLA DU CENTRE D'IMAGERIE MEDICALE JACQUES CALLOT	423
DELIBERATION N° 24 / 05 DU 15 FEVRIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (AHBL) A MONT SAINT MARTIN DE CONFIRMATION A SON PROFIT DE L'AUTORISATION DES 40 LITS DE SOINS DE LONGUE DUREE DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE VILLERUPT (AHBV)	423
DELIBERATION N° 25 / 05 DU 15 FEVRIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ALTIR DE VANDOEUVRE LES NANCY DE TRANSFERT DE L'UNITE D'AUTODIALYSE D'EPIVAL DANS LES LOCAUX DU CENTRE HOSPITALIER D'EPIVAL	423
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	424
ARRETE N° 3 DU 28 AVRIL 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SINCAL	424
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	425
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	425
ARRETE 050/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-14	425
ARRETE 051/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE SELARL 06 - AUTORISATION N° 54-14 - AUTORISATION N° 54-66 - AUTORISATION N° 54-73	425
ARRETE 052/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-11	426
ARRETE 055/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE SELARL 12 - AUTORISATION N° 54-69 - AUTORISATION N° 54-81	427
ARRETE 057/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-12	428
ARRETE DDASS/AES/N° 1832 DE REFUS DE TRANSFERT D'OFFICINE	429
ARRETE PORTANT INSCRIPTION DE LA S.C.P. CABINET D'INFIRMIERES BAUDOT - DEUXDENIERS, 3 RUE DE L'EGLISE - 54300 CHANTEHEUX - N° 54-94-039	430
<i>POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE</i>	430
ARRETE DDASS / SOLIDARITE - AUTONOMIE / N° 1732 AUTORISANT LA SARL MEDICA FRANCE SISE A ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS-DE-SEINE) A TRANSFORMER LA MAISON DE RETRAITE « RESIDENCE D'AUTOMNE » A LAXOU EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES	430
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	431
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL</i>	431
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-023 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE MAIXE	431
ARRETE 05/DDAF/247/FORETS DEFINISSANT LES MODALITES DE TRAITEMENT PAR VOIE AERIENNE CONTRE LA PROCESSIONNAIRE DU CHENE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	431
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	432
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/65 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. LAURENT ROCHE, DOCTEUR VETERINAIRE A VILLERS-LES-NANCY	432
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/68 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A MME CHRISTELLE BERNARD, DOCTEUR VETERINAIRE A NANCY	432
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	433
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	433
ARRETE 2005/DDE/017/CDER	433
ARRETE 2005/DDE/019/CDER	433
ARRETE 2005/DDE/020/CDER	434
ARRETE 2005/DDE/021/CDER	435
ARRETE 2005/DDE/022/CDER	435
ARRETE 2005/DDE/024/CDER	436
ARRETE 2005/DDE/025/CDER	436
<i>SERVICE DE L'URBANI SME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	437
ARRETE N° 05 DE 002 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE MEHONCOURT EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANI SME	437
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	438
ARRETE PREFECTORAL D'HOMOLOGATION D'UNE ENCEINTE SPORTIVE OUVERTE AU PUBLIC PISCINE DE GENTILLY A NANCY	438
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	438
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA DECLARATION DES ASSOCIES DE SOCIETES AGRICOLES	438

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	439
DELEGATION DE SIGNATURE.....	439
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	440
DECISION N° 008/05 DE DELEGATION DE SIGNATURE.....	440
AVIS DE CONCOURS	441
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2 ^{EME} CATEGORIE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	441

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE
DU 14 AVRIL 2005 - PROCES-VERBAL N° 13/2005**

32 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BARTHEL	MARIE	OBERHAUSBERGEM
BLIND	CEDRIC	ILLFURTH
BOURFA	HANAN	MULHOUSE
BOURMANCE-SAY	MARC	LACROIX SUR MEUSE
BOUTILLIER	JULIEN	JEUMONT
CAUSIN	MATHIEU	LIGNY EN BARROIS
COUNIL	LOU	LAXOU
CUNY	CHARLES	GERARDMER
CUNY	ANTOINE	TAINTRUX
DULIN	BAPTISTE	CARIGNAN
GREFF	GREGORY	LAXOU
GUENIFA	MICHAEL	VANDOEUVRE LES NANCY
KIEFFER	LEA	BERNARDVILLE
LAMIELLE	CLEMENT	PULNOY
LANGARD	BENOIT	SANZEY
LAURENT	CHRISTOPHE	VILLERS LES NANCY
MARTZ	JENNIFER	MARLENHEIM
MAUFFRAY	LISE	ESBOZ-BREST
MENTRE	CINDY	MAXEVILLE
MEZAGEUR	CELINE	VILLERS LES NANCY
PAHON	MICKAEL	FLIZE
PEIFFERT	LIONEL	MORHANGE
PLANTE	STEPHANIE	MAUBEUGE
PROST	ARNAUD	VILLERS LES NANCY
ROGER	FABIEN	LAXOU
SCALVINONI	ROMAIN	NANCY
STASIECKI	ALOISE	LIGNY EN BARROIS
STUMPF	FREDERIC	GUENANGE
TATINCLAU	JONATHAN	JEUMONT
TKACZUK	ALEXANDRE	RIXHEIM
WEITEN	MARC	WALDWEISTROFF
ZEGHMOULI	EMMANUEL	VANDOEUVRE LES NANCY

SECRETARIAT GENERAL

**ARRETE PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION EN DATE DU 15 MARS 2005,
CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (G.I.P.) PREVENTION P.J.J.54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la loi n°82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France, notamment son article 21 ;

VU le décret n°93-705 du 27 mars 1993 relatif aux groupements d'intérêt public compétents en matière de développement social urbain ;

VU l'arrêté du 27 mars 1993 modifié relatif aux groupements d'intérêt public compétents en matière de développement social urbain ;

VU la convention constitutive du groupement d'intérêt public prévention P.J.J. 54 approuvée par ses membres fondateurs,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La convention constitutive du groupement d'intérêt public (G.I.P.) prévention PJJ 54 en date du 15 mars 2005 signée entre l'Etat, la ville de Nancy, l'office public d'aménagement et de construction (O.P.A.C.) de Nancy et l'association ID'Jeunes, annexée au présent arrêté, est approuvée.

ARTICLE 2 : Le siège social du groupement est fixé à la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse, 25/29 Boulevard Joffre à Nancy.

ARTICLE 3 : Le G.I.P. prévention PJJ jouit de la personnalité morale à la date de publication du présent arrêté pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 4 : Le sous-préfet de Toul est nommé commissaire du gouvernement auprès du groupement.

ARTICLE 5 : Le trésorier-payeur général est nommé contrôleur d'Etat auprès du groupement.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, avec mention au journal officiel de la République Française.

NANCY, le 14 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.17 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence et les membres de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.85 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.85 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires énumérés à l'article 1^{er}, délégation est donnée pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur à leur adjoint en titre selon l'ordre suivant :

Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile,

Monsieur Philippe Goffin, commissaire divisionnaire adjoint au directeur départemental de la sécurité publique ou Monsieur le Lieutenant-Colonel Jean-Charles Lemond, adjoint au commandant du groupement de gendarmerie selon les zones de compétences,

Monsieur Dominique Louis, directeur-adjoint de la direction départementale de l'équipement,

Monsieur le Colonel Jean-Jacques Horb, adjoint au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 2 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.85 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet territorial, d'un autre membre du corps préfectoral, du secrétaire général de la sous-préfecture pour présider la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées, délégation est donnée pour présider lesdites commissions aux fonctionnaires du cadre national des préfectures suivants :

Commissions d'arrondissement de Nancy

Madame Françoise Reposeur, attachée principale, chef du service interministériel de défense et de protection civile,

Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,

Madame Sylvie Vouaux, attachée au service interministériel de défense et de protection civile,

Monsieur Francis Bosc Cabrol, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile,

Madame Christiane Balle, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile.

Le reste sans changement.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 2 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.18 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle
VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant Monsieur Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

Les délégations de signature qui sont conférées à Monsieur Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

- a) pour les matières visées au paragraphe 1, par Messieurs Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Bruno FERRY, attaché principal d'administration centrale, Michel DELVOT, ingénieur de l'industrie et des mines, Mesdemoiselles Stéphanie MONIN, Emmanuelle PINEY, ingénieurs de l'industrie et des mines, Madame Véronique GILLOIS-PASTEAU, attachée d'administration centrale.
- b) pour les matières visées au paragraphe 2, par Messieurs Pierre-Lionel FORBES, ingénieur en chef des mines, Alain MARNET, chef de mission, Bertrand HELBLING et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Pascal PELINSKI, chef de mission.
- c) pour les matières visées en 3, par Messieurs Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mademoiselle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines.
- d) pour les matières visées en 4, par Messieurs Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mademoiselle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines, Madame Claire MERMET, Messieurs André AVENEL, Olivier LESIEUR, techniciens supérieurs de l'industrie et des Mines et Monsieur Alain VIGENT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- e) pour les matières visées en 5, par Messieurs Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Mademoiselle Emilie RACHENNE et Madame Isabelle VAN DER SCHOT, ingénieurs de l'industrie et des mines, ainsi que par :
 - Monsieur Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
 - Monsieur Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
 - Monsieur Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
 - Monsieur Thierry DILLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - Mademoiselle Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - Monsieur Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - Monsieur Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - Monsieur Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - Monsieur Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - Monsieur Alain VIGENT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- f) pour les matières visées en 6, par Messieurs Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Yan SAUVALLE, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'équipement.
- g) pour les matières visées en 7, par Messieurs Cédric BOURILLET, ingénieur des mines, Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTUY, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.
- h) pour les matières visées en 8 par Messieurs Guillaume WACK, ingénieur des mines, Xavier MANTIN, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Hervé VISSEAU, ingénieur, et Michael BERTIN, ingénieur de l'industrie et des mines.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 2 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**PREMIER BUREAU****EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 21 avril 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS SICAMO, en qualité de propriétaire et exploitante, en vue de procéder à la création, par transfert d'activités, d'une jardinerie à l'enseigne POINT VERT à LONGUYON d'une surface totale de vente de 1 550 m² dont 700 m² transférés.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGUYON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 21 avril 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Ibrahim, en qualité de future exploitante, en vue de procéder à la création d'un supermarché à l'enseigne Ibrahim à MONT SAINT MARTIN d'une surface totale de vente de 995 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MONT SAINT MARTIN.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 21 avril 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL SOVAL, en qualité de future propriétaire, en vue de procéder à la création d'un supermarché à l'enseigne SHOPI à GONDREVILLE - ZAC « Croix Saint Nicolas » d'une surface totale de vente de 670 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de GONDREVILLE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 21 avril 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL SOVAL, en qualité de future propriétaire, en vue de procéder à la création d'une station service attenante à un supermarché à l'enseigne SHOPI à GONDREVILLE - ZAC « Croix Saint Nicolas » d'une surface totale de vente de 80 m² et de 2 positions de ravitaillement.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de GONDREVILLE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DES OFFRES
DANS LE CADRE DU MARCHE DE MISE EN SECURITE DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Vu le rapport de présentation de l'appel public à la concurrence pour la passation d'un marché de mise en sécurité du palais de justice de Briey ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'examen des offres dans le cadre du marché de mise en sécurité du palais de justice de Briey et de signer les procès-verbaux correspondants.

ARTICLE 2 : La séance de cette commission se déroulera en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de la Bibliothèque), le lundi 2 mai à partir de 9h30.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

QUATRIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL :

COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du lundi 2 mai 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
NANCY, le 14 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE RECTIFICATIF PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I^{er} de son titre II,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine dite « loi Borloo » et notamment son titre III,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I^{er} de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation,
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral modificatif du 24 août 2004 portant composition d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 susvisé est ainsi modifié :

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Jocelyne SURBACK, de l'association Consommation Logement Cadre de Vie.

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.
NANCY, le 18 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT, AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992
ET DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, RESEAU FERRE DE FRANCE
A REALISER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES
LIES A LA CREATION D'UNE ROUTE SUR LE TERRITOIRE DE VANDIERES
ENTRE LA RD 952 AU SUD DU VILLAGE ET LE PONT SUR LE CANAL LATERAL A LA MOSELLE DIT PONT DE « CHECOHEE »
DANS LE CADRE DE LA SUPPRESSION DU PASSAGE A NIVEAU « PN 17 » RUE DU STADE A VANDIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 ;
VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles R 11-4-1 à R 11-14-15 ;
VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU la demande du 30 avril 2004 déposée par Réseau Ferré de France à l'effet d'être autorisé, au titre du code de l'environnement et de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, à réaliser les installations, ouvrages, travaux et activités liés à la création d'une route sur le territoire de la commune de VANDIERES, entre la route départementale RD 952 au sud du village et le pont sur le canal latéral à la Moselle dit pont de « Chécohée », liée à la suppression du passage à niveau « PN 17 » rue du stade à Vandières.

VU l'arrêté préfectoral du 05 août 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, préalable à la réalisation du projet précité, en commune de VANDIERES ;

Considérant que le dossier d'enquête est resté 31 jours consécutifs en mairie de Vandières concernée par le périmètre d'enquête ;

VU l'avis du commissaire enquêteur, le 16 novembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 prorogeant le délai pour statuer sur la demande d'autorisation présentée par Réseau Ferré de France ;

VU le rapport du 10 février 2005 de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 mars 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

Réseau Ferré de France est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent règlement, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre de la création d'une route sur le territoire de Vandières liée à la suppression du passage à niveau « PN 17 » rue du stade à Vandières.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les ouvrages et travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de VANDIERES entre la route départementale RD 952 au sud du village et le pont sur le canal latéral à la Moselle dit pont de « Chécohée ».

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET TRAVAUX

Les installations, ouvrages, travaux et activités seront exécutés conformément au projet soumis à enquête publique.

Concernant le **projet routier**, les installations, ouvrages, travaux et activités consistent en :

- l'aménagement d'une nouvelle route raccordée à la route départementale RD 952, franchissant la voie ferrée par un pont-route, longeant la voie ferrée côté est puis rejoignant le pont du canal latéral. Une estacade de 75 mètres de longueur environ, côté nord, portée par 4 piles et 2 culées permettra entre autre le franchissement du ruisseau du TREY ;
- la suppression du passage à niveau PN 17 rue du stade à Vandières ;
- la mise en place d'un réseau d'assainissement enherbé étanche comprenant sept dispositifs de traitement de la pollution chronique des eaux pluviales (débourbeur-déshuileur) et d'interception de la pollution accidentelle (interception et confinement).

Concernant les **aménagement hydrauliques**, les installations, ouvrages, travaux et activités consistent en :

- le prolongement sur une longueur de 12 m environ des buses existantes de diamètres 1000 mm et 500 mm sous la voie ferrée au sud de l'emprise de l'usine « Placoplatre » ;
- le remplacement de l'ouvrage du TREY, sous la rue du Port, par un dalot en béton (ouverture : 3,50 m ; hauteur : 2 m ; longueur : 13 m environ) ;
- la mise en place d'une buse de ressuyage (diamètre 1000 mm ; longueur : 18 m environ) côté est du pont route ;
- la mise en place d'un cadre de ressuyage (longueur : 45 m environ, section : 2m x 2 m) ou conduite(s) de capacités hydrauliques équivalentes) côté Ouest du pont route ;
- la mise en place de deux buses (longueur : 12 m environ ; diamètre 1200 mm) en amont de la rue du Port et la création de 2 fossés rejoignant le TREY en aval ;
- la création d'une risberme dans le lit majeur du ruisseau du TREY, en rive gauche et en aval de l'usine « Placoplatre » ;
- la suppression de la passerelle permettant d'accéder à l'entreprise « Placoplatre » et de la passerelle située en amont de la rue du Port.

Concernant les **installations, ouvrages, travaux et activités à caractère temporaire** (réalisés et en place uniquement pendant la phase travaux) nécessaires à la **de réalisation des ouvrages**, ils consistent en :

- la réalisation d'aires de chantier toujours situées en dehors du lit mineur du TREY ; les aires de stockage de carburant et d'entretien des engins seront étanches et les produits de ruissellement seront récupérés et évacués en centre de traitement spécialisé ;
- la pose de batardeaux aux fins de dérivation temporaire du ruisseau du TREY qui sera rétabli dans son cours initial après travaux, permettant la réalisation de la culée C5 de l'estacade.

ARTICLE 4 - MESURES COMPENSATOIRES

Concernant la **construction de la future station d'épuration communale** :

Afin de ne pas compromettre la mise en place de la future conduite d'assainissement qui desservira le site de la future station d'épuration communale qui doit être implantée au sud du remblai du pont route, le pétitionnaire, en liaison avec la commune de Vandières, soit mettra en place à titre de réservation une gaine permettant de mettre en place ultérieurement la conduite d'assainissement, soit permettra à la commune d'utiliser l'ouvrage hydraulique prévu sous du remblai.

Concernant les **compensations des volumes soustraits au champ d'expansion des crues de la Moselle** :

Le volume soustrait au champ d'expansion des crues de la Moselle par la mise en œuvre des remblais en zone inondable devra faire l'objet d'une compensation. Le volume, la localisation et le calendrier de réalisation de ces mesures seront soumis à l'avis préalable du service police de l'eau. La réalisation devra intervenir au plus tard au moment de la réalisation des remblais de la nouvelle voie.

Concernant la **préservation de l'ouvrage hydraulique OH 18**

Afin d'éviter tous désordres après achèvement des travaux, le pétitionnaire mettra en place un ouvrage neuf en lieu et place de l'ouvrage hydraulique dit « OH 18 » qui permet l'évacuation des eaux pluviales de la rue du Port.

ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution des eaux souterraines et superficielles, notamment du ruisseau du TREY, et prévenir les désordres susceptibles de nuire à la faune (poisson notamment) et à la flore aquatiques.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau du TREY, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore aquatiques, notamment la reconstitution de la nouvelle frayère sur le ruisseau du Trey en remplacement de celle qui sera détruite à proximité du pont de Chécohée.

Les ouvrages hydrauliques, les bassins, le ruisseau et les fossés, au droit de l'emprise de la route ainsi aménagée, seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 6 - MESURE DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - EXECUTION ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du Service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

ARTICLE 9 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 10 - SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DES OUVRAGES

Le gestionnaire de la voie nouvelle assurera à ses frais la visite et l'entretien réguliers des ouvrages concernés par la présente autorisation.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet et soumise à autorisation préalable.

ARTICLE 12 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ,

Monsieur le Maire de la commune de VANDIERES,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ,

Monsieur le Directeur du Service inter-départemental de la Navigation du Nord-Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie de VANDIERES.

Une notification du présent arrêté sera faite par pli recommandé à M. le Directeur de Réseau Ferré de France - 92 avenue de France - 75648 PARIS Cédex 13.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à :

Monsieur le Président du Conseil Général,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement de Lorraine,

Monsieur le chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL INTERDISANT LA PECHE SUR LE RUISSEAU LE TREY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre II, titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles R236-8 et R236-53 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du 27 février 2005 de M. le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique « La Gaule Pagnotine » ;

VU l'avis du 14 mars 2005 de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ;

VU l'avis du 7 avril 2005 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis du 11 avril 2005 de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - En vue de la protection de la faune aquatique à l'étiage, la pêche est interdite, du 12 juin 2005 au 18 septembre 2005 inclus, sur le ruisseau LE TREY, depuis la commune de VILCEY-SUR-TREY Lieu-dit « Le Pouillot » jusqu'à son confluent avec La MOSELLE, sauf sur la propriété de M. CHONE, Ferme de la Tuile sur une longueur de 300 m.

ARTICLE 2 - La réserve sera dûment signalée par pancartes ou tout autre moyen.

ARTICLE 3 - L'interdiction de pêche, dans la réserve ainsi instituée, n'est cependant pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa l'article L 436-9 du Code de l'Environnement .

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies de VILCEY-sur-TREY, VILLEY-SOUS-PRENY et VANDIERES et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

ARTICLE 5 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

Mme la Sous Préfète de TOUL

MM. les Maires de VILCEY-SUR-TREY, VILLEY-SOUS-PRENY et VANDIERES ;

M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de MEURTHE & MOSELLE,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique « La Gaule Pagnotine ».

NANCY, le 18 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,
Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1994 modifié, relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des agents de voyages,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par M. Jimmy CHICHEPORTICHE au nom de la société « ACM Voyage », sise 42 rue Saint-Georges 54000 NANCY, en vue d'être autorisé à créer une agence de voyages à la même adresse sous l'enseigne « Club Med »,
Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale de l'Action Touristique lors de sa réunion du 16 décembre 2004,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0001 est délivrée à la société « ACM Voyage », sise 42 rue Saint-Georges 54000 NANCY, sous l'enseigne « Club Med », représentée par M. Jimmy CHICHEPORTICHE, détenteur de l'aptitude professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APS), sise 15 avenue Carnot 75017 PARIS.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de « AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE », 4 rue Jules Lefebvre 75426 PARIS CEDEX 09.

ARTICLE 4 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jimmy CHICHEPORTICHE

-M. le ministre délégué au tourisme

-M. le délégué régional au tourisme

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 31 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,
Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1994 modifié, relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des agents de voyages,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu la demande présentée le 2 août 2004 par M. Gérard DORY au nom de la société « Lorraine C.E.A », sise 43 avenue de Rosières 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, en vue d'être autorisé à exploiter l'agence de voyages située à la même adresse sous l'enseigne « Voyages C.E.A »,
Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale de l'Action Touristique lors de sa réunion du 16 décembre 2004,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0002 est délivrée à la société « Lorraine C.E.A », sise 43 avenue de Rosières 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, sous l'enseigne « Voyages C.E.A », représentée par M. Gérard DORY, détenteur de l'aptitude professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APS), sise 15 avenue Carnot 75017 PARIS.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de « AXA FRANCE IARD S.A Région Nord-Est », 38 route de l'Hôpital BP 947 67102 STRASBOURG CEDEX 1.

ARTICLE 4 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gérard DORY

-M. le ministre délégué au tourisme

-M. le délégué régional au tourisme

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 31 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,
Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1994 modifié, relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des agents de voyages,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu la demande présentée le 30 mars 2004 par M. Marc SALES, administrateur de la société « Voyages PELICAN », sise ZI Bommelscheuer L - 4901 BASCHARAGE (Luxembourg), en vue d'être autorisé à créer une agence de voyages à l'enseigne « SALES-LENTZ », Galerie marchande AUCHAN, 1 boulevard de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN,
Vu l'avis émis par la Commission Départementale de l'Action Touristique les 16 décembre 2004 et 7 avril 2005,
Vu l'avis favorable de M. le sous-préfet de BRIEY en date du 15 avril 2005,
Considérant que les conditions nécessaires à la compétence professionnelle sont remplies, notamment celles prévues par les articles 6 et 10 du décret précité,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0003 est délivrée à la société « Voyages PELICAN », sise ZI Bommelscheuer L - 4901 BASCHARAGE (Luxembourg), pour son agence située Galerie marchande AUCHAN, 1 boulevard de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN, sous l'enseigne « SALES-LENTZ », représentée par M. Marc SALES, demandeur, détenteur de l'aptitude professionnelle.
L'agence sera dirigée, de manière permanente et effective, par M. Marc BARNICH, domicilié à INGELDORF (Luxembourg), également détenteur de l'aptitude professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par la Banque Générale du Luxembourg, sise 50 avenue J.F Kennedy L-2951 LUXEMBOURG.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès des « Assurances Le Foyer », 6 rue Albert Forschette LUXEMBOURG.

ARTICLE 4 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Marc SALES, administrateur de la société
 - M. le ministre délégué au tourisme
 - M. le délégué régional au tourisme
 - M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.
- NANCY, le 20 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de la loi précitée,
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,
Vu la demande présentée le 16 février 2005 par Mme Isabelle THUILLIER, exploitante de l'Hôtel « Le Stanislas », 22 rue Sainte Catherine 54000 NANCY,
Vu l'avis favorable de la commission départementale de l'action touristique en date du 7 avril 2005,
Considérant que les conditions requises par l'article 69 du décret précité sont remplies,
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

L'Habilitation n° HA 054.05.0001 est délivrée à l'Hôtel « Le Stanislas »

Raison sociale: Gestionnaire d'hébergement classé

Adresse: 22, rue Sainte Catherine - 54000 NANCY

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est Mme Isabelle THUILLIER.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par la banque SNVB - Société Nancéienne Varin-Bernier -, 4 place André Maginot 54074 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de « AREAS-CMA », Agence DURAND-ROBAUX, 165 avenue André Malraux 54601 VILLERS-Lès-NANCY.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 5 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Isabelle THUILLIER
- M. le ministre délégué au tourisme

- M. le délégué régional au tourisme
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.
NANCY, le 20 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE MODIFICATIF

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des agences de voyages,
Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2005 délivrant la licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0002 à la société « Lorraine C.E.A » pour son agence située 43 avenue de Rosières 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, à l'enseigne « Voyages C.E.A »,
Vu la demande présentée, le 9 mars 2005, par M. Gérard DORY, représentant légal de la société « Lorraine C.E.A », en vue d'être autorisé à ouvrir une succursale au 34, Grande Rue 54710 LUDRES,
Considérant que les conditions requises par l'article 26 du décret précité sont remplies,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

L'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 2005 délivrant la licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0002 à la société « Lorraine C.E.A », sise 43 avenue de Rosières 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, sous l'enseigne « Voyages C.E.A », est modifié comme suit :

Article 3 :

La succursale ci-dessous désignée est valablement déclarée auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle :

« Voyages C.E.A », 34 Grande Rue 54710 LUDRES

Dirigeant détenant l'aptitude professionnelle : Mme Jacqueline FALCAO

Article 4 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de :

-« AXA France IARD SA Région Nord Est », 38 route de l'Hôpital 67102 STRASBOURG CEDEX pour l'établissement principal

-« AXA », Bernard SIMONET, 13-15, boulevard Joffre 54000 NANCY, pour la succursale.

ARTICLE 2 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gérard DORY, représentant légal de la société

-M. le ministre délégué au tourisme

-M. le délégué régional au tourisme

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 22 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE MODIFICATIF

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des associations et organismes sans but lucratif,
Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 1997 délivrant l'agrément de tourisme n° AG.054.97.0001 à l'Association diocésaine de Nancy, sise 11 Cours Léopold 54042 NANCY,
Vu le courrier en date du 10 janvier 2005 de M. l'abbé Patrick RAGOT, domicilié 167 avenue de Strasbourg 54000 NANCY, qui a été proposé par Mgr Jean-Louis PAPI N, évêque de Nancy et de Toul, pour assumer les fonctions de directeur des pèlerinages en remplacement de M. l'abbé François COLIN,
Considérant que M. l'abbé RAGOT remplit les conditions d'aptitude professionnelle prévues par l'article 37 du décret précité,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

L'arrêté préfectoral en date du 14 février 1997 délivrant l'agrément de tourisme n° AG.054.97.0001 à l'Association diocésaine de Nancy est modifié comme suit :

Article 1er

L'agrément de tourisme n° AG.054.97.0001 est délivré à l'Association diocésaine de Nancy, sise 6 rue Girardet 54000 NANCY.

Directeur des pèlerinages, détenteur de l'aptitude professionnelle : M. l'abbé Patrick RAGOT, domicilié 167 avenue de Strasbourg 54000 NANCY.

ARTICLE 2 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. l'abbé Patrick RAGOT
- M. le ministre délégué au tourisme
- M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (Délégation régionale au tourisme)
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 26 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT ABROGATION D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;

Vu la délibération du conseil municipal de BADONVILLER du 28 janvier 2004;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2002 habilitant en matière funéraire la commune de BADONVILLER;

Vu l'avis du 22 mars 2005 de M. le sous-préfet de LUNEVILLE ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'arrêté susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à:

- Monsieur le maire de BADONVILLER

et dont une ampliation sera adressée à:

- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 161

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Moulay ABOU MOUSSA, dirigeant de la société « CONDOR PROTECTION », située 31 rue de Lorraine à VANDOEUVRE LES NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Vu le procès verbal d'audition du 7 mars 2005 de l'intéressé, reçu des services de police nationale le 22 avril 2005 ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La société « CONDOR SECURI TE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Moulay ABOU MOUSSA.

NANCY, le 27 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;

Vu la demande formulée par Monsieur Eric FIEVET, 14 rue Général Pershing à SAINT MIHIEL (55300), pour l'entreprise de pompes funèbres FIEVET CHAUPRE qu'il exploite à THIAUCOURT, 18 rue des Promenades;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise 'Pompes funèbres FIEVET CHAUPRE', est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes:

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils, accessoires intérieurs et extérieurs et des urnes cinéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, les inhumations et exhumations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

ARTICLE 2 - le numéro d'habilitation est 2005-54-159.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est de un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Eric FIEVET

et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de THIAUCOURT, s/c de madame la sous-préfète de TOUL,

- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 29 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale
et des Polices Administratives,
Jean-Pierre DEVIDET

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 DES STATUTS DU SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCY-VEZIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2000 autorisant la création du syndicat du Pays de Charency-Vezin ;

VU la délibération du 9 novembre 2004 du comité du syndicat du Pays de Charency-Vezin décidant la modification de l'article 3 des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes suivantes :

⇒ ALLONDRELLE-LAMALMAISON en date du 26 mars 2005

⇒ CHARENCY-VEZIN en date du 9 décembre 2004

⇒ COLMEY-FLABEUVILLE en date du 27 décembre 2004

⇒ OTHE en date du 23 décembre 2004

⇒ VILLETTE en date du 26 novembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 3 des statuts du syndicat du Pays de Charency-Vezin est autorisée comme suit :

« Article 3 : Compétences du syndicat de communes

◆ Le syndicat exerce en lieu et place de toutes les communes membres les compétences suivantes :

⇒ financement de l'ensemble scolaire correspondant au périmètre du syndicat, prise en compte des dépenses de fonctionnement des écoles et investissements en matériel pédagogique,

⇒ création de voirie, aménagement et entretien de la voirie existante, réfection des routes et chemins communaux,

⇒ participation à l'élaboration du SCOT.

◆ Le syndicat exerce les compétences optionnelles suivantes ; sous cette rubrique, plusieurs compétences sont détaillées et chaque collectivité est libre de choisir parmi elles celle(s) qu'elle souhaite déléguer :

⇒ collecte et traitement des ordures ménagères et déchets assimilés,

⇒ fleurissement et entretien des pelouses,

⇒ débroussaillage des haies et taillis sur voirie communale (rues et CC),

⇒ création d'un emploi intercommunal d'entretien,

⇒ dératization ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat du Pays de Charency-Vezin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 13 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 autorisant la création de la communauté de communes des Deux Rivières ;

VU les délibérations en date du 21 décembre 2004 du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières décidant la modification de l'article 2 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes, favorables au projet :

• BAZAILLES en date du 11 février 2005

• BEUVEILLE en date du 11 mars 2005

• DONCOURT-LES-LONGUYON en date du 31 janvier 2005

• FRESNOY-S-LA-MONTAGNE en date du 25 février 2005

• HAN-DEVANT-PIERREPONT en date du 3 janvier 2005

• MONTIGNY-SUR-CHIER en date du 15 mars 2005

• PIERREPONT en date du 24 février 2005

- SAINT-PANCRE en date du 11 janvier 2005
- SAINT-SUPPLET en date du 9 mars 2005
- TELLANCOURT en date du 25 février 2005
- VILLE-HOUDLEMONT en date du 17 février 2005
- VILLERS-LA-CHEVRE en date du 23 mars 2005
- VILLERS-SUR-CHIEUX en date du 15 mars 2005 ;

VU la délibération en date du 15 février 2005 du conseil municipal de BASLIEUX défavorable au projet ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1er : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières est autorisée comme suit :

« **Article 2** :

Vie sociale, sportive et culturelle (compétence optionnelle)

.....
- *Mettre en place une politique de cohésion sociale tendant à développer des services de proximité, de niveau communautaire, pour la population allant de la petite enfance aux personnes âgées. La communauté de communes des Deux Rivières prendra en charge la construction et le fonctionnement d'une crèche et d'une halte garderie à gestion parentale ».*

.....
« Dans le cadre de ses compétences, la communauté de communes pourra mener tout projet partenarial avec d'autres structures intercommunales ou d'autres communes à titre exceptionnel pour réaliser une opération ponctuelle. Ces projets feront l'objet de convention ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 13 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 1 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA MUTUELLE « LE CHATEAU » A BACCARAT DE CREATION DE 11 LITS DE SSR SUPPLEMENTAIRES

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Mutuelle « Le Château » à BACCARAT en vue d'obtenir l'autorisation de création de 11 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,

CONSIDERANT que la demande pour les 11 lits de SSR supplémentaires s'inscrit dans les grandes orientations du SROS et est conforme au projet médical de l'établissement,

CONSIDERANT l'importance de l'activité développée dans la structure et la réalité des besoins non satisfaits aux plans local et régional,

CONSIDERANT que le bilan des lits autorisés en Lorraine fait apparaître un déficit de lits de soins de suite et de réadaptation par rapport aux besoins théoriques permettant la création demandée,

D E C I D E

L'autorisation de création de 11 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires est accordée à la Mutuelle « Le Château » à BACCARAT.

La capacité de la Mutuelle « Le Château » à BACCARAT est fixée à 90 lits de soins de suite.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 2 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE PASTEUR A ESSEY LES NANCY DE CREATION D'UN CENTRE DE READAPTATION CARDIO VASCULAIRE DE 20 PLACES

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Président Directeur Général de la Polyclinique Pasteur à ESSEY LES NANCY en vue d'obtenir l'autorisation de création d'un centre de réadaptation cardio vasculaire de 20 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en réadaptation fonctionnelle,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,

CONSIDERANT que l'un des objectifs du SROS de cardiologie est le développement de la réadaptation ambulatoire,

CONSIDERANT qu'il existe un besoin en rééducation cardio vasculaire sur l'agglomération nancéienne s'expliquant par l'activité des plateaux techniques et par l'importance des pathologies cardio vasculaires,

CONSIDERANT l'activité déployée par l'établissement concerné dans le domaine cardio vasculaire,

CONSIDERANT que cette création est sans incidence sur la carte des soins de suite et de réadaptation en région lorraine dans la mesure où l'ordonnance du 4 septembre 2003 prévoit que ce type d'alternatives à l'hospitalisation n'est plus soumis à indice de besoins,

D E C I D E

L'autorisation de création d'un centre de réadaptation cardio vasculaire de 20 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en réadaptation fonctionnelle est accordée à la Polyclinique Pasteur à ESSEY LES NANCY.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 3 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE NANCY
DE CREATION DE 9 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR EN MEDECINE
A L'HOPITAL JEANNE D'ARC DE DOMMARTIN LES TOUL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de NANCY en vue d'obtenir la création de 9 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en médecine G (diabétologie) avec fermeture de 21 lits de soins de suite et de réadaptation et de 5 lits de médecine à l'Hôpital Jeanne d'Arc de DOMMARTIN LES TOUL,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,

CONSIDERANT les besoins croissants constatés de prise en charge en structure alternative à l'hospitalisation dans le service de diabétologie, maladies métaboliques et maladies de la nutrition, au détriment de l'hospitalisation complète,

CONSIDERANT que la demande vise donc à adapter les capacités de l'établissement aux besoins des patients,

CONSIDERANT que le promoteur propose ainsi parallèlement la suppression de 21 lits de SSR et de 5 lits de médecine,

CONSIDERANT que les conditions en locaux et personnels de la structure répondent aux conditions techniques de fonctionnement prévues par la réglementation en vigueur,

CONSIDERANT que l'ordonnance du 4 septembre 2003 prévoit que ce type d'alternatives à l'hospitalisation n'est plus soumis à indice de besoins,

D E C I D E

D'autoriser le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de NANCY à créer 9 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en médecine G (diabétologie) avec fermeture de 21 lits de soins de suite et de 5 lits de médecine à l'Hôpital Jeanne d'Arc de DOMMARTIN LES TOUL.

La capacité du CHU de NANCY en médecine et SSR est ainsi fixée à :

- 1116 lits et 94 places en médecine
- 150 lits de SSR dont 48 lits de soins de réadaptation,

dont 54 lits de médecine, 12 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en médecine et 5 lits de soins de suite au service de diabétologie de l'Hôpital Jeanne d'Arc de DOMMARTIN LES TOUL.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 4 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL ET UNIVERSITAIRE DE NANCY
DE CREATION DE 6 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR
ET 4 LITS D'HOSPITALISATION DE SEMAINE EN MEDECINE A L'HOPITAL DE BRABOIS**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de NANCY en vue d'obtenir la création de 6 places d'hospitalisation à temps partiel de jour et 4 lits d'hospitalisation de semaine en médecine (rhumatologie) par fermeture de 10 lits à l'Hôpital de Brabois,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,

CONSIDERANT que la demande relative à la création de 4 lits d'hospitalisation de semaine à l'Hôpital d'adultes de Brabois par fermeture de 4 lits de médecine est sans objet puisqu'il s'agit toujours de lits d'hospitalisation à temps complet en médecine,

CONSIDERANT les besoins croissants constatés de prise en charge en structure alternative à l'hospitalisation dans le service de rhumatologie,

CONSIDERANT que la demande vise donc à adapter les capacités de l'établissement aux besoins des patients,

CONSIDERANT que le promoteur propose ainsi parallèlement la suppression de 6 lits de médecine,

CONSIDERANT que l'ordonnance du 4 septembre 2003 prévoit que ce type d'alternatives à l'hospitalisation n'est plus soumis à indice de besoins,

D E C I D E

D'autoriser le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de NANCY à créer 6 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en médecine (rhumatologie) par fermeture de 6 lits à l'Hôpital de Brabois.

La capacité du CHU de NANCY en médecine est ainsi fixée à 1110 lits et 100 places d'hospitalisation à temps partiel de jour.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 5 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
DE CREATION DE 5 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR EN MEDECINE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE en vue d'obtenir la création de 5 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en médecine gériatrique,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 16 décembre 2004,
CONSIDERANT que le centre hospitalier de LUNEVILLE s'inscrit pleinement dans le fonctionnement de la filière gériatrique du Lunévillois,
CONSIDERANT que la création demandée a pour objectif de permettre une évaluation globale des personnes âgées accueillies,
CONSIDERANT que l'établissement disposera ainsi de l'ensemble des modalités d'accueil de la filière gériatrique en vue d'une prise en charge optimale des personnes âgées,
CONSIDERANT que cette création est sans incidence sur la carte des soins de médecine en région lorraine dans la mesure où l'ordonnance du 4 septembre 2003 prévoit que ce type d'alternatives à l'hospitalisation n'est plus soumis à indice de besoins,

D E C I D E

D'autoriser le Centre Hospitalier de LUNEVILLE à créer 5 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en médecine gériatrique.
La capacité du CH de LUNEVILLE en médecine est ainsi fixée à 100 lits et 5 places d'hospitalisation à temps partiel de jour.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 6 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA CLINIQUE D'AUTOMNE A VANDOEUVRE LES NANCY
DE CREATION DE 40 LITS DE SOINS DE LONGUE DUREE
ET DE 4 PLACES D'ACCUEIL DE JOUR MEDICO SOCIAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Directeur de la Clinique d'Automne à VANDOEUVRE LES NANCY en vue d'obtenir la création de 40 lits de soins de longue durée et de 4 places d'accueil de jour médico social,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 16 décembre 2004,
CONSIDERANT que la demande d'accueil de jour médico social relève de la compétence du Comité Régional d'Organisation Sociale et Médico Sociale et n'a donc pas à être soumise à la section sanitaire du CROSS,
CONSIDERANT que le projet de vie et de soins proposés par le promoteur n'est pas spécifique pour la prise en charge des personnes âgées démentes, qu'il n'est pas du tout adapté, qu'il est trop médicalisé et que le personnel soignant proposé ne correspond pas aux besoins de la population sensée être accueillie dans la structure,
CONSIDERANT que les locaux proposés sont complètement inadaptés (non respect du cahier des charges) et vont à l'encontre des préconisations nationales pour ce type de structure,
CONSIDERANT par ailleurs que la présentation budgétaire ne respecte pas les instructions du décret financier relatif à la réforme de la tarification des EHPAD et applicable aux USLD,
CONSIDERANT enfin que les unités Alzheimer actuellement en construction sur l'agglomération de Nancy permettront de répondre aux besoins recensés,

D E C I D E

La demande présentée par la Clinique d'Automne à VANDOEUVRE LES NANCY de création de 40 lits de soins de longue durée est rejetée.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 7 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY
DE TRANSFERT DE 13 LITS DE MEDECINE DE SAINT DON SUR LE SITE DE LA POLYCLINIQUE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Président du Directoire de la Polyclinique de Gentilly à NANCY en vue d'obtenir le transfert de 13 lits de médecine de Saint Don sur le site de la polyclinique,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,
CONSIDERANT que ce projet constitue un des volets de la restructuration des deux sites contigus de l'établissement en transformant d'une part le site Saint Don exclusivement en un établissement de soins de suite polyvalents,
CONSIDERANT que la création d'autre part sur le site de la Polyclinique d'un service unique de médecine de 50 lits scindé en 5 unités fonctionnelles doit permettre de répondre aux besoins internes de l'établissement et de développer une unité de soins palliatifs avec des moyens adéquats,
CONSIDERANT l'incidence attendue de l'ouverture prochaine de l'UPATOU de la Polyclinique sur l'activité globale de l'établissement,
CONSIDERANT que cette opération est sans incidence sur le bilan de la carte sanitaire des lits de médecine,

D E C I D E

La Polyclinique de Gentilly à NANCY est autorisée à transférer 13 lits de médecine de Saint Don sur le site de la polyclinique.
La capacité de la Polyclinique de Gentilly en médecine est fixée à 50 lits et 15 places d'hospitalisation à temps partiel de jour implantés sur le site de la polyclinique.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 8 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY
DE CREATION DE 13 LITS DE SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION SUR LE SITE DE SAINT DON

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Président du Directoire de la Polyclinique de Gentilly à NANCY en vue d'obtenir la création de 13 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires sur le site de Saint Don,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,

CONSIDERANT que ce projet constitue un des volets de la restructuration des deux sites de l'établissement en transformant le site Saint Don exclusivement en un établissement de soins de suite polyvalent,

CONSIDERANT que la demande répond aux orientations du volet SSR du SROS,

CONSIDERANT que la création de ces lits doit permettre de répondre aux besoins internes croissants de l'établissement en lits de soins de suite polyvalents notamment en orthopédie, néphrologie et cancérologie,

CONSIDERANT l'incidence attendue de l'ouverture prochaine de l'UPATOU de la Polyclinique sur l'activité globale de l'établissement,

CONSIDERANT que le bilan des lits autorisés en Lorraine fait apparaître un déficit de lits de soins de suite et de réadaptation par rapport aux besoins théoriques, permettant la création demandée,

D E C I D E

La Polyclinique de Gentilly à NANCY est autorisée à créer 13 lits de soins de suite supplémentaires sur le site de Saint Don.

La capacité de la Polyclinique de Gentilly en soins de suite est fixée à 39 lits implantés sur le site de Saint Don.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 9 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY
DE CREATION DE 3 PLACES D'HOSPITALISATION A TEMPS PARTIEL DE JOUR EN SOINS DE SUITE
SUR LE SITE DE SAINT DON

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Président du Directoire de la Polyclinique de Gentilly à NANCY en vue d'obtenir la création de 3 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en soins de suite polyvalents sur le site de Saint Don,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,

CONSIDERANT que l'un des objectifs du SROS II est le développement des alternatives à l'hospitalisation,

CONSIDERANT que la création de ces places doit permettre la mise en place d'un programme de réhabilitation respiratoire multidisciplinaire destiné aux patients insuffisants respiratoires dans le cadre d'un réseau multipartenarial de proximité,

CONSIDERANT que cette création est sans incidence sur la carte des soins de suite et de réadaptation en région lorraine dans la mesure où l'ordonnance du 4 septembre 2003 prévoit que ce type d'alternatives à l'hospitalisation n'est plus soumis à indice de besoins,

D E C I D E

La Polyclinique de Gentilly à NANCY est autorisée à créer 3 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en soins de suite sur le site de Saint Don.

La capacité de la Polyclinique de Gentilly en soins de suite est fixée à 39 lits et 3 places d'hospitalisation à temps partiel de jour implantés sur le site de Saint Don.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 10 / 05 DU 18 JANVIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA CLINIQUE MAJORELLE A NANCY
DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE 28 LITS DE CHIRURGIE ET DE 68 LITS D'OBSTETRIQUE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Président Directeur Général de la Polyclinique Majorelle à NANCY en vue d'obtenir le renouvellement d'autorisation de 28 lits de chirurgie et de 68 lits d'obstétrique autorisés le 17 septembre 1992 et installés le 1er juin 1994,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 16 décembre 2004,
CONSIDERANT que les activités développées répondent aux besoins du secteur sanitaire Lorraine Centre,
CONSIDERANT que les taux d'occupation et l'activité tant en chirurgie qu'en obstétrique justifient pleinement l'existence de ces lits,
CONSIDERANT que le renouvellement d'autorisation de ces lits, qui est sans incidence sur la carte sanitaire en chirurgie et en gynécologie obstétrique, est donc justifié,

D E C I D E

Le renouvellement d'autorisation de 28 lits de chirurgie et de 68 lits d'obstétrique est accordé à la Polyclinique Majorelle de NANCY.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 11 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE LES ELIEUX A SEICHAMPS DE CREATION DE 38 LITS DE SSR SUPPLEMENTAIRES

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Directeur de la Maison de Repos et de Convalescence Les Elieux à SEICHAMPS en vue d'obtenir l'autorisation de création de 38 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,
CONSIDERANT que la demande de création de 38 lits de SSR supplémentaires résulte notamment de l'impossibilité pour l'établissement de répondre favorablement à la moitié des demandes d'admission,
CONSIDERANT que l'extension de la structure permettra de renforcer les capacités de soins de suite sur NANCY et de répondre aux besoins de proximité des patients, tout en s'intégrant davantage aux réseaux existants et en développant les complémentarités avec d'autres services du secteur,
CONSIDERANT que l'augmentation de la taille de l'établissement permettra également d'augmenter la médicalisation de la structure,
CONSIDERANT que le bilan des lits autorisés en Lorraine fait apparaître un déficit de lits de soins de suite et de réadaptation par rapport aux besoins théoriques, permettant la création demandée,

D E C I D E

L'autorisation de création de 38 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires est accordée à la Maison de Repos et de Convalescence Les Elieux à SEICHAMPS.
La capacité de la Maison de Repos et de Convalescence Les Elieux à SEICHAMPS est fixée à 75 lits de soins de suite.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 17 / 05 DU 18 JANVIER 2005 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA CLINIQUE AMBROISE PARE A THIONVILLE DE CREATION DE 16 LITS DE SSR SUPPLEMENTAIRES

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2004 présenté par Monsieur le Gérant de la Clinique Ambroise Paré à THIONVILLE en vue d'obtenir l'autorisation de création de 16 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 25 novembre 2004,
CONSIDERANT que le volet SSR du SROS II a mis l'accent sur la nécessité d'augmenter le nombre de lits dans le secteur sanitaire Nord, et de constituer des unités de SSR de 25 lits minimum,
CONSIDERANT que la création demandée répond à ces objectifs et aux besoins des populations locale et limitrophe,
CONSIDERANT que le bilan des lits autorisés en Lorraine fait apparaître un déficit de lits de soins de suite et de réadaptation par rapport aux besoins théoriques permettant la création demandée,

D E C I D E

La Clinique Ambroise Paré à THIONVILLE est autorisée à créer 16 lits de soins de suite polyvalents supplémentaires.
La capacité de la Clinique Ambroise Paré à THIONVILLE en SSR est ainsi fixée à 29 lits.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 23 / 05 DU 15 FEVRIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SOLIME SA A NANCY
DE REMPLACEMENT DE L'IRM DE 1,5 TESLA DU CENTRE D'IMAGERIE MEDICALE JACQUES CALLOT**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 août 2004 présenté par le Président du Conseil d'Administration de la Société Anonyme SOLIME à NANCY en vue d'obtenir le remplacement de l'IRM du Centre d'Imagerie Médicale Jacques Callot,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 27 janvier 2005,
CONSIDERANT que l'activité réalisée sur cet appareil est importante et que le renouvellement de son autorisation s'avère indispensable,
CONSIDERANT que le promoteur souhaite bénéficier des avancées technologiques pour réaliser un travail de meilleure qualité,
CONSIDERANT que l'activité répond aux exigences de la réglementation,
CONSIDERANT que le renouvellement de l'autorisation de cet appareil est justifié et qu'il ne modifie pas la carte sanitaire relative aux IRM,

D E C I D E

D'autoriser la Société Anonyme SOLIME à NANCY à remplacer l'IRM du Centre d'Imagerie Médicale Jacques Callot.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 24 / 05 DU 15 FEVRIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (AHBL)
A MONT SAINT MARTIN DE CONFIRMATION A SON PROFIT DE L'AUTORISATION DES 40 LITS DE SOINS DE LONGUE DUREE
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE VILLERUPT (AHBV)**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 août 2004 présenté par Monsieur le Président de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à MONT SAINT MARTIN en vue d'obtenir la confirmation à son profit de l'autorisation des 40 lits de soins de longue durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Villerupt (AHBV), lits installés à la Clinique Pasteur à VILLERUPT,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 27 janvier 2005,
CONSIDERANT la volonté des responsables de l'Association Hospitalière du Bassin de Villerupt d'arrêter leur activité et de dissoudre leur association,
CONSIDERANT que l'importance de l'activité de l'unité de soins de longue durée de 40 lits justifie son maintien,
CONSIDERANT que l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, unique structure hospitalière du bassin de Longwy, Longuyon et Villerupt, a accepté de reprendre la gestion des 40 lits concernés afin de préserver l'offre de soins en direction des personnes âgées,
CONSIDERANT que le projet présenté n'entraînera aucune modification de la capacité, de l'implantation et du fonctionnement de la structure,
CONSIDERANT que rien ne s'oppose à la confirmation d'autorisation demandée,

D E C I D E

De confirmer au profit de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à MONT SAINT MARTIN l'autorisation des 40 lits de soins de longue durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Villerupt (AHBV), lits installés à la Clinique Pasteur à VILLERUPT.
La capacité de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) à MONT SAINT MARTIN en lits de soins de longue durée est ainsi fixée à 182 lits ainsi répartis :

- Maison de santé et de cure médicale de MONT SAINT MARTIN : 87 lits
- Clinique Les Peupliers à VILLERUPT : 55 lits
- Clinique Pasteur à VILLERUPT : 40 lits.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 25 / 05 DU 15 FEVRIER 2005
RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ALTIR DE VANDOEUVRE LES NANCY
DE TRANSFERT DE L'UNITE D'AUTODIALYSE D'EPINAL
DANS LES LOCAUX DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 31 août 2004 présenté par Monsieur le Président de l'ALTIR de VANDOEUVRE en vue d'obtenir l'autorisation de transfert de l'unité d'autodialyse de 8 postes d'EPINAL sur le site du CH d'EPINAL,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 27 janvier 2005,
CONSIDERANT que l'indice de besoins pour le traitement de l'insuffisance rénale chronique ne s'applique pas à l'autodialyse et que par ailleurs cette demande ne modifie pas le nombre de postes d'autodialyse autorisés,

CONSIDERANT que l'emplacement actuel de l'unité sur la zone industrielle de La Voivre à EPINAL génère un sentiment d'insécurité pour les malades, notamment le soir,
CONSIDERANT que la localisation prévue dans les locaux du CH d'EPINAL est optimale pour la prise en charge des patients, à proximité du plateau technique de l'Hôpital,
CONSIDERANT que le transfert s'accompagnera du rééquipement de la nouvelle structure par des appareils neufs,

D E C I D E

D'autoriser l'ALTIR de VANDOEUVRE à transférer l'unité d'autodialyse de 8 postes d'EPINAL sur le site du CH d'EPINAL.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 3 DU 28 AVRIL 2005

FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SINICAL

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6132-1 à L. 6132-8, R 713-3-1 à R 731-3-18 ;

VU l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 45 du 18 mai 2001 portant création du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINICAL) entre le Centre Hospitalier Régional Universitaire de NANCY (CHRU) et l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est (UGEAM) ;

VU l'arrêté n° 2 du 20 janvier 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINICAL ;

VU la correspondance de Monsieur Philippe CHEVRIER, Directeur de l'UGEAM, en date 31 mars 2005, relative aux :

- renouvellement des mandats de :
 - Monsieur Michel GERAULD
 - Monsieur Patrick DELI COURT
- aux remplacements de :
 - Monsieur BOLOT et proposant la candidature de Monsieur Patrick DEL GRANDE
 - Monsieur BOYE et proposant la candidature de Monsieur Eric CHENUT
 - Monsieur BACHELART et proposant la candidature de Monsieur MALHER.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration du SINICAL est fixée comme suit :

1 Cinq représentants du conseil d'administration du CHU

Monsieur le Docteur ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU, fin du mandat en octobre 2007

Madame le Docteur JACOB, Vice Présidente de la Commission Médicale du CHU, fin du mandat en octobre 2007

Monsieur BRAAS, fin du mandat en octobre 2007

Madame le Docteur NICOLAS, fin du mandat en octobre 2007,

Madame le Docteur SCHLITTER-BALLE, conseillère municipale de la ville de NANCY, fin du mandat en octobre 2007.

Cinq représentants du conseil d'administration de l'UGEAM

Monsieur Michel GERAULD, Président UGEAM Nord-Est, fin du mandat en mars 2008,

Monsieur Etienne MALHER, en remplacement de Monsieur BACHELARD, fin du mandat en mars 2008,

Monsieur Patrick DEL GRANDE, Président CPAM NANCY, en remplacement de Monsieur BOLOT, fin du mandat en mars 2008,

Monsieur Eric CHENUT, en remplacement de Monsieur BOYER, fin du mandat en mars 2008,

Monsieur DELI COURT, salarié, fin du mandat en mars 2008.

2 Un représentant du corps médical pour le CHU

Monsieur le Professeur DAUTEL, chirurgien des hôpitaux, fin du mandat en octobre 2007,

Un représentant du corps médical pour l'UGEAM

Monsieur le Docteur ROCHE, chirurgien, fin du mandat en octobre 2007.

3 Un représentant du personnel non médical pour le CHU

Monsieur ADAM, fin du mandat en octobre 2007.

Un représentant du personnel non médical pour l'UGEAM

Madame VONNET, fin du mandat en octobre 2007.

4 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU

Monsieur le Professeur SCHMUTZ, praticien hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.

Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM

Monsieur le Professeur MOLE, fin du mandat en octobre 2007.

5 Le pharmacien du CHU

Madame LABRUDE, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.

Le pharmacien de l'UGEAM

Madame le Docteur CESARI, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.

Article 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 2 du 20 janvier 2005.

Article 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général du SINICAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 28 avril 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE 050/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION
DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES
DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-14

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975, modifié, relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale, modifié par le décret n° 95-1321 du 27 décembre 1995 ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale SI EST sis à PONT A MOUSSON - 9, rue Fabvier sous le n° 54-14 au sein de la SELARL LABM SI EST, agréée sous le n° 06 ;
VU le dossier relatif à l'entrée en fonction de Madame Olivia MELONE et de Monsieur Michel SAUVADET en tant que directeurs ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-14, du laboratoire d'analyses de biologie médicale SI EST sis à 54700 PONT A MOUSSON - 9, rue Fabvier, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale SI EST
9, rue Fabvier à 54700 PONT A MOUSSON

exploité au sein de la SELARL LABM. SI EST, agréée sous le n° 06,
dont le siège social est situé 248, avenue Henri Dunand à 54700 PONT A MOUSSON.

Directeurs :

Madame Olivia MELONE, Docteur en Médecine,

Pour les actes de : HEMATOLOGIE, BACTERIOLOGIE, SEROLOGIE et IMMUNOLOGIE, PARASITOLOGIE ;

Monsieur Michel SAUVADET, Pharmacien Biologiste,

Pour les actes de : HEMATOLOGIE, IMMUNOLOGIE, BIOCHIMIE, PARASITOLOGIE, MICROBIOLOGIE ;

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame MELONE Olivia ;
- Monsieur SAUVADET Michel ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 7 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

ARRETE 051/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION
DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE
SELARL 06 - AUTORISATION N° 54-14 - AUTORISATION N° 54-66 - AUTORISATION N° 54-73

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant, sous le n° 54-14, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale SI EST sis à PONT A MOUSSON ;
VU l'arrêté modifié du 28 octobre 1994, autorisant, sous le n° 54-66, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à PAGNY SUR MOSELLE - 3, rue des Aulnois ;

VU l'arrêté du 10 février 1998 autorisant, sous le n° 54-73, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à PONT A MOUSSON - 248, avenue Henri Dunand ;

VU l'arrêté modifié du 28 octobre 1994, portant autorisation de fonctionnement desdits laboratoires sous forme de SELARL LABM SIEST, sous le n° 06 ;

VU le dossier relatif à la modification des statuts de la SELARL LABM SIEST : cessions de parts sociales, entrées et sorties de cogérants ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée **SELARL LABM SIEST**, agréée sous le n° 06 le 28 octobre 1994, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : **SELARL « LABM SIEST »**

248, avenue Henri Dunand à 54700 PONT A MOUSSON

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie Médicale SIEST

9, rue Fabvier

54700 PONT A MOUSSON

Autorisation n° 54-14

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

3, rue des Aulnois

54530 PAGNY SUR MOSELLE

Autorisation n° 54-66

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

248, avenue Henri Dunand

54700 PONT A MOUSSON

Autorisation n° 54-73

Gérants et cogérants :

Madame MELONE Olivia, Médecin Biologiste

Monsieur SAUVADET MICHEL, Pharmacien Biologiste

Madame SIEST Anne, Médecin Biologiste

Madame SCHIRRA Adeline, Pharmacien Biologiste.

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,

- et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Olivia MELONE

- Monsieur SAUVADET Michel

- Madame SCHIRRA Adeline

- Madame SIEST Danièle

- Madame SIEST Anne

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé

- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie

- Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON

- Monsieur le Maire de PAGNY SUR MOSELLE

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens

- Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,

- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 7 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur,

Françoise WANSON

ARRETE 052/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-11

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté modifié du 13 juin 1977, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54200 TOUL, 18 rue Gambetta sous le n° 54-11 ;

VU la décision de fermeture au 27 novembre 2004 prise par Mademoiselle Elisabeth VAUTRI N suite à la vente de sa clientèle, le 23 novembre 2004, au laboratoire THOUVENI N-GONTHIER sis à 54200 TOUL, 11 rue de la république ;

VU l'avis favorable émis par l'Ordre National des Pharmaciens – Section G – en date du 5 avril 2005 ;

VU le certificat de radiation du Tableau de la Section G, pour les fonction de Directeur, délivré par l'Ordre National des Pharmaciens pour Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN en date du 5 avril 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 27 novembre 2004, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54200 TOUL, 18 rue Gambetta, agréé sous le n° 54-11.

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN ;
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de TOUL,
- M. le Président de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 8 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

ARRETE 055/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE Sous FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE SELARL 12 - AUTORISATION N° 54-69 - AUTORISATION N° 54-81

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté modifié du 6 octobre 1995 portant autorisation de fonctionnement du laboratoires d'analyses de biologie médicale « Laboratoire du Vieux Moulin » sis à 54390 FROUARD, 89 rue de l'Hôtel de Ville sous le n° 54-69 ;

VU l'arrêté modifié du 6 octobre 1995 portant autorisation de fonctionnement dudit laboratoire sous forme de SELARL « L.A.B.M. du Vieux Moulin » sise à 54390 FROUARD, 89 rue de l'Hôtel de Ville, ayant pour gérant Madame Françoise CHEF et agréée sous le n° 12 ;

VU l'arrêté du 4 mars 2002 portant autorisation de fonctionnement, sous le n° 54-81, d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis rue Mère Térésa – ZAC Saint Pie X à 54270 ESSEY LES NANCY, laboratoire exploité au sein de ladite SELARL ;

VU les dossier relatifs à la modification des statuts de la SELARL LABM DU VIEUX MOULIN : (cessions de parts, entrée de co-gérant) :

- le 4 mai 2002 : cessions de parts sociales de Madame CHEF aux Docteurs BAILLET et GERMAIN,
- le 27 mai 2002 : nomination de Madame Marie-Hélène BOLLE en qualité de co-gérante,
- le 8 novembre 2002 : désaccord du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens sur la cession de parts du 4 mai 2002,
- le 19 mars 2003 : rétrocession corrélatrice de parts sociales des Docteurs BAILLET et GERMAIN à Mesdames BOLLE et CHEF,
- le 10 juin 2003 : accord du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens.
- le 19 juin 2003 : cession de parts sociales de Monsieur HERBETH aux Docteurs BAILLET et GERMAIN,
- le 19 décembre 2003 : cession de parts sociales du Docteur FELDÉN aux Docteurs BAILLET et GERMAIN,
- le 16 décembre 2004 : cession de parts sociales du Docteur BAILLET à la SARL TROISEF,
- le 14 janvier 2005 : accord du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens.

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée, agréée sous le n° 12, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : SELARL Laboratoire du Vieux Moulin
89, rue de l'Hôtel de Ville à 54390 FROUARD

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale Du Vieux Moulin
89, rue de l'Hôtel de Ville
54390 FROUARD

Autorisation n° 54-69

Directeur : Madame Françoise CHEF, pharmacien biologiste.

Laboratoire d'analyses de biologie médicale du Grémillon
Rue Mère Térésa – ZAC Saint Pie X
54270 ESSEY LES NANCY

Autorisation n° 54-81

Directeur : Madame Marie-Hélène BOLLE, pharmacien biologiste.

Gérantes :

Madame Marie-Hélène BOLLE, associée professionnelle,
Madame Françoise CHEF, associée professionnelle,

Objet de la société :

La société :

- a pour objet l'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale, telle qu'elle est définie par la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 et les textes légaux et réglementaires subséquents. Elle ne pourra accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire de ses membres ayant qualité pour l'exercer,
 - pourra plus généralement accomplir toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus spécifié ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement,
- sous réserve du respect des dispositions relatives à l'exercice professionnel de la profession de directeur de laboratoires d'analyses de biologie médicale.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BAILLET Christophe
- Madame BOLLE Marie-Hélène
- Madame CHEF Françoise
- Monsieur GERMAIN Yves
- Monsieur HERBETH Jean-Louis
- Monsieur TEBOUL Michel
- SARL TROIZEF
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie
- Monsieur le Maire de ESSEY LES NANCY
- Monsieur le Maire de FROUARD
- Monsieur le Président du Conseil Régional des Médecins
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 14 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE 057/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION
DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES
DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-12**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
- VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- VU** le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975, modifié, relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU** le décret n° 78-326 du 15 mars 1978 relatif à l'application aux directeurs de laboratoires d'analyses de biologie médicale de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;
- VU** le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
- VU** l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
- VU** l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
- VU** l'arrêté modifié du 23 juin 1977 autorisant le fonctionnement en Société Civile Professionnelle du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à NANCY, 70 rue Stanislas sous le n° 54-12 ;
- VU** le dossier relatif au départ et à la cession de parts du Docteur Franck FELDEN, pharmacien biologiste, en date du 19 décembre 2003, au profit des Docteurs Christophe BAILLET, médecin biologiste, et Yves GERMAIN, pharmacien biologiste,
- VU** l'avis favorable du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des pharmaciens en date du 24 mars 2004 ;
- VU** le courrier en date du 22 avril 2004 du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe-et-Moselle, agréant les modifications ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°04.BODE.70 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
- SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 23 juin 1977, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-12, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à NANCY - 70, rue Stanislas, laboratoire inscrit sur la liste départementale des sociétés civiles professionnelles sous le n° 6, est modifié comme suit :

Raison sociale : S.C.P. des Docteurs BAILLET, GERMAIN, TEBOUL & anciennement BRIGNON
70, rue Stanislas - 54000 NANCY

Gérants : Monsieur Christophe BAILLET, Médecin biologiste
Monsieur Yves GERMAIN, Pharmacien biologiste
Monsieur Michel TEBOUL, Médecin biologiste

Pour des actes de :

- BIOCHIMIE, IMMUNOLOGIE, BACTERIOLOGIE et VIROLOGIE, HEMATOLOGIE et MYCOLOGIE,

Directeurs adjoints : Madame Géraldine DAP, Médecin biologiste
Madame Alexandra MEYER, Médecin biologiste
Madame Laure NEGRE-COMBES, pharmacien biologiste

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BAILLET Christophe ,
- Monsieur GERMAIN Yves,
- Monsieur TBOUL Michel,
- Madame DAP Géraldine,
- Madame MEYER Alexandra,
- Madame NEGRE-COMBES Laure,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de NANCY,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur des Monsieur le Directeur Départemental Des Archives.

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

ARRETE DDASS/AES/N° 1832 DE REFUS DE TRANSFERT D'OFFICINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU la circulaire ministérielle du 13 septembre 2004 ;

VU la demande présentée par Madame NUSSBAUM Marie-Christine tendant au transfert de l'officine de la pharmacie Saint-Etienne, 11 place de la République 54500 VANDOEUVRE- les-NANCY au 1, rue Bernard Palissy 54500 VANDOEUVRE-les-NANCY , demande enregistrée, au vue de l'état complet du dossier, en date du 23 décembre 2004 .

VU l'avis défavorable émis le 22 février 2005 par le Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

VU l'avis défavorable émis le 14 mars 2005 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis émis le 28 janvier 2005 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;

VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 10 janvier 2005 ;

CONSIDERANT :

- Que la pharmacie est implantée à VANDOEUVRE , commune de 32 044 habitants (d'après le dernier recensement de 1999) et se doit d'assurer l'approvisionnement en médicaments dans trois zones de Vandoeuvre qui sont le village de VANDOEUVRE, les quartiers du Haut de Penoy, et Bois le Duc ;
- Que le transfert envisagé s'effectue à l'intérieur de la commune de VANDOEUVRE à proximité d'un centre commercial Leclerc, zone essentiellement d'activité commerciale et artisanale où il n'existe aucun projet d'habitation ;
- Que l'installation projetée se trouve à proximité du quartier du Haut de Penoy, considéré comme le quartier d'accueil, et que ce quartier ne comprend qu'une faible population résidente (quelques centaines de personnes ne suffisant pas au regard de la jurisprudence).
- Que ce transfert ne répondrait pas à un besoin réel de la population du quartier d'accueil, celui-ci étant déjà suffisamment desservi en officines.
- Que la future implantation ne répondrait qu'à un besoin de clientèle de passage ;
- Qu'il apparaît que le lieu choisi pour l'implantation est trop loin du quartier d'origine qui démontre pourtant un besoin en approvisionnement.
- Qu'il semble évident que l'accès à l'officine transférée sera plus difficile de part sa topographie.
- Que les arguments développés par Madame NUSSBAUM ne sont pas recevables :
 - Premièrement les arguments économiques et d'ordre privés soutenus par Madame NUSSBAUM ne peuvent pas faire l'objet d'un examen au regard du code de la Santé Publique.
 - Deuxièmement, la population du village de Vandoeuvre n'est pas en déclin comme Madame NUSSBAUM le prétend.
 - Enfin, les mesures prises par la municipalité afin de réduire la circulation et la vitesse au sein du village ne font qu'améliorer la sécurité des habitants et a fortiori leur santé et ne peuvent être considérées comme contraires au code de la Santé Publique.
- Qu'ainsi ce transfert ne pourrait répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population concernée et est donc en contradiction avec le code de la Santé Publique .

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociale de Meurthe et Moselle.

A R R E T E

ARTICLE 1 : La demande de transfert d'une officine de pharmacie présentée par Madame NUSSBAUM Marie-Christine est rejetée.

ARTICLE 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 .

ARTICLE 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe- et- Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe- et- Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame NUSSBAUM Marie-Christine
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie)
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine

NANCY, le 15 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PORTANT INSCRIPTION DE LA S.C.P. CABINET D'INFIRMIERES BAUDOT - DEUXDENIERS,
3 RUE DE L'EGLISE - 54300 CHANTEHEUX - N° 54-94-039**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande d'agrément d'une société civile professionnelle d'infirmiers déposée par Mademoiselle BAUDOT Sidonie et Mademoiselle DEUXDENIERS Marie le 23 mars 2005 et la présentation complète du dossier réceptionné le 13 avril 2005 ;

CONSIDERANT que le dossier déposé est conforme à la réglementation :

- Demande d'agrément de la société civile professionnelle,
- Exemplaire des statuts de la société,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54-94-0056 de Mademoiselle BAUDOT Sidonie,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54-97-0287 de Mademoiselle DEUXDENIERS Marie,
- Récépissé de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La **SCP Cabinet d'infirmières BAUDOT - DEUXDENIERS** est inscrite le 28 avril 2005 sous le n° **54-94-039** pour une durée de 50 ans sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} mai 2005.

Raison sociale : **SCP Cabinet d'infirmières BAUDOT - DEUXDENIERS**

Siège social : **3 rue de l'Eglise
54300 CHANTEHEUX**

ARTICLE 2 : La société civile professionnelle est composée de deux associées :

- Mademoiselle BAUDOT Sidonie, co-gérante,
- Mademoiselle DEUXDENIERS Marie, co-gérante.

ARTICLE 3 : Toute modification de la SCP sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérantes, à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,
- à Monsieur le Greffe du Tribunal de Commerce de Nancy,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Groupe Batt Audit et Associés.

NANCY, le 28 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE DDASS / SOLIDARITE - AUTONOMIE / N° 1732

**AUTORISANT LA SARL MEDICA FRANCE SISE A ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS-DE-SEINE)
A TRANSFORMER LA MAISON DE RETRAITE « RESIDENCE D'AUTOMNE » A LAXOU
EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles notamment les articles L 312-1 à 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif au transfert de compétence en matière d'action sociale et de la santé ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991 relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire, et notamment à la création du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ;

VU le dossier reconnu complet le 30 septembre 2004 présenté par la maison de retraite "Résidence d'automne" de LAXOU ;

VU l'avis émis par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale en sa séance du 7 février 2005 ;

CONSIDERANT que le gestionnaire précise avoir recours à des intervenants du secteur psychiatrique et participe au réseau gérontologique nancéen ;

CONSIDERANT que l'établissement dispose de conventions de coopération avec le Centre psychothérapique de Nancy-Laxou et la maison hospitalière St Charles de Nancy ;

CONSIDERANT que le dossier tel qu'il est présenté dans sa globalité permet la modification de l'agrément de l'établissement et sa qualification en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E.H.P.A.D.) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1

La SARL MEDICA France dont le siège est à ISSY LES MOULINEAUX (92 442) est autorisé à transformer la maison de retraite « Résidence d'automne » à LAXOU (1 allée de la Saulx - 54 520) en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (E. H. P. A. D.) d'une capacité de 75 places d'hébergement complet.

Article 2

L'autorisation est accordée sous réserve d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles, en ce qui concerne l'organisation des soins.

Article 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à la maison de retraite "Résidence d'automne" de LAXOU.

NANCY, le 13 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-023 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE MAI XE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral de clôture du remembrement sur la commune de MAI XE en date du 1er avril 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 donnant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet de LUNEVILLE

VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de MAI XE en date du 27 janvier 2004 ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'office national des forêts en date du 13 janvier 2005 ;

VU l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 21 février 2005 ;

VU le plan des lieux ;

CONSIDERANT le fait que la forêt relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

SUR proposition du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'office national des forêts,

A R R E T E

Article 1 - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de MAI XE	MAI XE	Sur Grandpré	ZD	56	0,1140
		Bois du Haut de Sauceron	C	186	0,0840
					0,1980

sous réserve, en contrepartie, de l'application du régime forestier aux parcelles suivantes :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de MAI XE	MAI XE		ZN	94	0,3746
			ZN	103 (pie)	0,3666
					0,7412

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNEVILLE, le maire de la commune de MAI XE, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'office national des forêts sont chargés et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

LUNEVILLE, le 8 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

ARRETE 05/DDAF/247/FORETS DEFINISSANT LES MODALITES DE TRAITEMENT PAR VOIE AERIEENNE CONTRE LA PROCESSIONNAIRE DU CHENE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4, et l'article L.1321-2,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2215-1,

Vu le code rural, et notamment les articles L.253-1 à L.253-11,

Vu l'arrêté du 25 février 1975 modifié concernant les dispositions relatives à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole,

Vu l'arrêté du 5 mars 2004 relatif à l'utilisation par voie aérienne de produits mentionnés à l'article L.253-1 du code rural,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Considérant la présence importante sur certains chênes de Meurthe-et-Moselle de la chenille processionnaire du chêne (*Thaumetopoea processionea*) pouvant entraîner des risques pour la santé des populations fréquentant les secteurs concernés (habitations, sites touristiques, zones d'activités professionnelles), et des risques pour les animaux domestiques ou d'élevage,

Considérant la nécessité de procéder à une régulation des populations de chenilles processionnaires du chêne réalisable uniquement par traitement aérien,

Considérant la nature du produit autorisé contre la chenille processionnaire du chêne, FORAY 48 B, composé de *Bacillus thuringiensis*, substance active biologique spécifique des larves de lépidoptères (chenilles), sans danger pour l'homme, les animaux, la faune utile et en particulier les abeilles,

Vu l'avis du 11 avril 2005 du Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt,

Vu l'avis du 15 avril 2005 du Directeur Départemental des Services Vétérinaires,

Vu l'avis du 19 avril 2005 du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Vu l'avis du 19 avril 2005 du chef de l'échelon inter-régional du Département de la Santé des Forêts,

Vu l'avis du 20 avril 2005 du Directeur Régional de l'Environnement,

Vu l'avis du 22 avril 2005 du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1

Il est décidé la mise en place dans le département de Meurthe-et-Moselle, notamment à des fins de santé publique, d'une opération de lutte contre la chenille processionnaire du chêne sur les peuplements forestiers les plus infestés, par traitement aérien par aéronef à ultra bas volume avec un produit antiparasitaire autorisé au titre des articles L.253-1 à L.253-11 du code rural à base de *Bacillus thuringiensis* (FORAY 48 B à 4 l/ha).

Selon le stade d'avancement de la végétation et l'évolution de la chenille processionnaire, les traitements auront lieu à partir de la date de signature de l'arrêté jusqu'au 31 mai 2005 sous la conduite et la surveillance de l'Office National des Forêts, ci-après dénommé le donneur d'ordre.

ARTICLE 2

Les traitements aériens mis en œuvre doivent respecter les dispositions prévues aux articles 1 à 5 de l'arrêté du 5 mars 2004 susvisé.

Le stockage du produit de traitement dans les périmètres de protection rapprochés des captages d'eau destinés à la consommation humaine est interdit.

En particulier, le donneur d'ordre doit faire parvenir à la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine (service régional de la protection des végétaux) la déclaration préalable de traitement aérien correspondant au formulaire prévu à cet effet (Déclaration d'une opération de traitement aérien - formulaire Cerfa N°12392*01) dûment rempli conformément à la notice explicative (Cerfa N°51010*01), mentionnant en particulier la localisation précise des points de ravitaillement de l'aéronef. Cette déclaration doit parvenir à ce service 24 heures au moins avant le début de réalisation des traitements. Une copie doit être adressée dans les mêmes conditions à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Dans les 5 jours qui suivent le traitement, le donneur d'ordre fait parvenir au même service le formulaire prévu à cet effet, donnant toutes informations utiles sur le déroulement et les caractéristiques du traitement, ainsi qu'une copie à la DDASS.

ARTICLE 3

Le donneur d'ordre porte à la connaissance du public, préalablement aux traitements aériens, la réalisation de ces traitements, notamment par voie d'affichage en mairie, et également à proximité des zones traitées ainsi qu'à proximité des zones fréquentées par le public (habitations, sites touristiques, ...).

ARTICLE 4

Des précautions particulières doivent être prises pour préserver les populations de lépidoptères d'espèces présentant un intérêt patrimonial.

ARTICLE 5

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets des arrondissements de TOUL et LUNEVILLE, les maires concernés, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le chef du service régional de la protection des végétaux de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts sont chargés, avec le concours des Correspondants Observateurs du Département de la Santé des Forêts, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 28 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/65 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVI SOIRE
A M. LAURENT ROCHE, DOCTEUR VETERINAIRE A VILLERS-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

ROCHE Laurent
Docteur Vétérinaire
103 AVENUE DU GENERAL LECLERC
54600 VILLERS LES NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 11 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/68 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE
A MME CHRISTELLE BERNARD, DOCTEUR VETERINAIRE A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R.221-5, R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

BERNARD Christelle
Docteur vétérinaire
10 Rue des Chanoines
54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 14 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/017/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/015/CDER en date du 1^{er} avril 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparation d'une glissière en béton armé sur le côté droit de la bretelle STRASBOURG/PARI S, A. 33/A. 31 sur le territoire de la commune de LAXOU ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

En raison d'aléas techniques, l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/015/CDER en date du 1^{er} avril 2005 est modifié comme suit :

- Les nuits des 14 et 15 avril 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, toute circulation est interdite sur la bretelle STRASBOURG - PARI S de l'échangeur A.33/A.31.

ARTICLE II

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LAXOU et de FROUARD, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 7 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/019/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants

exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la pose d'un panneau à messages variables sur l'A. 330 au droit du PR 6+170 dans le sens EPINAL - PARIS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Les nuits des 26 et 27 avril 2005, de 21 H à 6 H, la circulation s'établit comme suit sur l'A.330 entre les PR 8+000 et 4+700

Sens EPINAL - NANCY

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement (PR 6+800)
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche du sens NANCY - EPINAL à 90 Km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/ au droit du 2^{ème} basculement (PR 5+900)

Sens NANCY - EPINAL

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de RICHARDMENIL et FLAVIGNY, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/020/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité, pour des raisons de sécurité, d'interdire le stationnement le long de la RN 59 entre les agglomérations de CHENEVIÈRES et MENIL-FLIN (commune de FLIN) et de limiter la vitesse à 70 km/h, lors du 28^{ème} rallye-cross national de LUNEVILLE-CHENEVIÈRES organisé par l'Association Sportive Automobile Stanislas les 4 et 5 juin 2005

A la demande de l'ASA STANISLAS en date du 10 mars 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Sur la RN 59 entre les PR 13+150 et 14+896, c'est-à-dire entre les deux agglomérations de CHENEVIÈRES et MENIL-FLIN (commune de FLIN), tout stationnement est interdit le samedi 4 juin à partir de 6 h 00 jusqu'au dimanche 5 juin 2005 à 22 h 00, la vitesse est limitée à 70 km/h. et ce dans les deux sens de circulation.

ARTICLE II

Des panneaux de rappel devront être implantés tous les 300 m environ.

ARTICLE III

Les services de secours ne sont pas concernés par le présent arrêté.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'organisateur de la manifestation.

ARTICLE V

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement et Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de CHENEVIÈRES et FLIN, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales, Monsieur le Directeur du SDIS, et Monsieur le Directeur du SAMU.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 25 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/021/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;
Vu l'avis favorable de la commune de REHON ;
Vu l'avis favorable de la commune de LONGWY ;
Vu l'avis favorable du commissariat de Police de LONGWY ;
Vu l'avis favorable de l'UDAM de LONGWY et BRIEY - Secteur Nord ;
Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'entretien et de réparation de glissières de sécurité sur la RN 52 entre les PR 14+128 et 18+247 - Viaduc de la Chiers entre les échangeurs de MEXY et LONGUYON ;
A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Du lundi 18 avril au vendredi 22 avril 2005 de 8 H 00 à 16 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la R.N. 52 entre les PR 14+128 et 18+247, de l'échangeur de MEXY à l'échangeur de LONGUYON.

ARTICLE II

Les usagers emprunteront la déviation suivante :

☐ Sens METZ - LONGWY - (RN 52)

Sortie Echangeur de MEXY, prendre la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY jusqu'au giratoire du Pulventeux, carrefour avec la R.N. 18 et ensuite emprunter l'échangeur de la R.N. 52 direction Luxembourg.

☐ Sens LONGWY - METZ - (RN 52)

A l'échangeur du Pulventeux, prendre sortie "Verdun - Longuyon", la R.N. 18, la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY puis emprunter l'échangeur de MEXY direction METZ.

☐ Sens R.N. 18 - METZ

Sur la R.N. 18, prendre le giratoire Ouest du Pulventeux en direction de LONGWY, puis la RD 520 au giratoire Est du Pulventeux (traverse de la commune de LONGWY) et ensuite prendre l'échangeur de MEXY direction METZ. (RN 52)

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de REHON et LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U et du SEMI TUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/022/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réalisation d'un réseau de fibre optique entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31, dans le sens Metz-Nancy, entre les PR 273+700 et 265+000, sur le territoire des communes de LOISY, ATTON et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les nuits du 18 et 19 avril de 21h à 6h, la voie de droite sur l'A. 31 sens METZ – NANCY sera balisée du PR. 273+700. au PR 265+000.

ARTICLE II

La circulation s'établit comme suit :

Dans le sens METZ – NANCY

- la voie de droite et la bande d'arrêt d'urgence sont neutralisées
- il est interdit de doubler
- la circulation s'effectue sur la voie de gauche du PR 273+700 au PR 265+000

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LOISY, ATTON et AUTREVILLE SUR MOSELLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/024/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la bretelle de BOUXI ERES aux-DAMES de l'A. 31 sens BOUXI ERES-aux-DAMES – METZ sur le territoire de la commune de Bouxières-aux-Dames.;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Du lundi 27 juin au 1^{er} juillet 2005, toute circulation est interdite de 21h à 6h sur la bretelle de l'échangeur n° 23 BOUXI ERES-aux-DAMES – METZ sur l'A. 31.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- Fermeture de la bretelle Bouxières aux Dames – Metz

Les usagers désirant se rendre à Metz sont invités à prendre l'A. 31 en direction de Nancy, sortir à l'échangeur de Frouard n° 22, puis reprendre l'A.31 direction Metz.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de BOUXI ERES AUX DAMES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/025/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à la réparation d'urgence de glissière de sécurité sur l'A31 dans le sens Metz-Nancy au PR 268+00, sur le territoire de la commune de Autreville sur Moselle ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

La nuit du 21 au 22 avril 2005, de 21h à 5h, la voie de gauche de l'A31, sens Metz-Nancy, sera neutralisée du PR 268+150 au 267+900.

ARTICLE II

Au vu de l'urgence, ce chantier déroge à toutes les règles d'interdistance entre chantiers, fixées par la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de Autreville sur Moselle, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Pour le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
Le Chef de la CDER,
Cédric GIRARDY

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**ARRETE N° 05 DE 002 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE MEHONCOURT
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 28 octobre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 15 novembre 2004 et le 15 décembre 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 17 décembre 2004 ;

VU la délibération du conseil municipal de MEHONCOURT en date du 31 janvier 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1 :**

La carte communale de MEHONCOURT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 :

Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,
- un plan de zonage au 1/5000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/2000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e.

Article 3 :

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement et le Maire de MEHONCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 8 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

ARRETE PREFECTORAL D'HOMOLOGATION D'UNE ENCEINTE SPORTIVE OUVERTE AU PUBLIC
PISCINE DE GENTILLY A NANCYLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code la construction et de l'habitation

Vu l'article 42-1 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984, modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives,

Vu le décret n°93-711 du 27 mars 1993 modifié pris pour l'application de l'article 42-1 de la loi du 16 juillet 1984, modifiée relative à l'organisation des activités physiques et sportives,

Vu le décret n°95-620 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté du 27 mai 1994 relatif aux seuils de compétences de la commission nationale de sécurité des enceintes sportives,

Vu l'arrêté du 11 juin 1996 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public,

Vu l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. du 11 avril 2005 ,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 portant renouvellement de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 portant création d'une sous-commission départementale d'homologation des enceintes ouvertes au public,

Vu l'avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ouvertes au public en date du 10 mars 2005,

Vu la demande d'homologation de l'enceinte sportive présentée par la CUGN,

Vu l'avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ouvertes au public, siégeant en séance plénière au cours de sa réunion du 11 avril 2005,

A R R E T E

Article 1^{er}

L'enceinte sportive dénommée piscine de GENTILLY avenue Raymond Pinchard à NANCY 54000 est homologuée.

Article 2

L'effectif maximal des spectateurs est fixé à 1 600 personnes.

Article 3

La capacité d'accueil des spectateurs par tribune est fixée à 450 personnes assises dans les tribunes fixes réparties de la manière suivante : 400 spectateurs et 50 personnes représentant la presse.

Article 4

Le nombre de personnes debout hors tribune est fixé à 43.

Article 5

La capacité d'accueil en tribune provisoire est fixée à 822 personnes assises, réparties comme suit :

- coté plongeur : 2 tribunes de 300 et 184 places
- coté opposé à la tribune fixe : 1 tribune de 150 places
- coté opposé au plongeur : 2 tribunes de 64 et 124 places et 5 places réservées aux handicapés.

Article 6

Le nombre de spectateurs assis autorisé dans l'espace public est de

280 personnes réparties comme suit :

- 240 chaises
- 40 places assises VIP.

Article 7

Le poste de surveillance est situé au bureau des maîtres nageurs.

Article 8

Les conditions inhérentes aux dispositifs de secours sont celles définies par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

Article 9

Pas de prescriptions particulières éventuelles.

Article 10

Un avis d'homologation est affiché près des entrées principales de l'enceinte sportive par le propriétaire de l'enceinte sportive.

Article 11

Un registre d'homologation, commun au registre de sécurité est tenu sous la responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant de l'enceinte sportive.

Article 12

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports sont chargés chacun de ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA DECLARATION DES ASSOCIES DE SOCIETES AGRICOLES

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi N° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article 43-1 de la loi de Finances N° 2002-1575 du 30 décembre 2002 modifiant l'article L. 731-24 du Code rural ;

Vu le Décret N° 2003-1032 du 29 octobre 2003 pris pour l'application des dispositions des articles L. 731-23 et L. 731-24 du code rural relatifs aux cotisations de solidarité ;

Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale Informatique et Libertés relatif à la déclaration des associés de sociétés agricoles, enregistré sous le dossier numéro 1061650 en date du 31 mars 2005.

D E C I D E

Article 1^{er}

Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à leur permettre de calculer le montant de la cotisation de solidarité due par les sociétés agricoles non affiliées au régime des personnes non salariées des professions agricoles,

et par les associés des sociétés ne donnant pas lieu à perception de la contribution sociale de solidarité des sociétés, et qui sont associées d'une société ayant une activité agricole.

Article 2

Les informations concernées par ce traitement sont :

- Pour ce qui concerne l'identification des sociétés
 - Numéro SIREN
 - Adresse du siège social et/ou adresse du correspondant
 - Nom ou raison sociale
 - Numéro de voie
 - Nom de la voie
 - Code postal de la commune
 - Nom de la commune
 - Numéro de téléphone
 - Régime d'imposition
 - impôt sur le revenu
 - impôt sur les sociétés
- Pour ce qui concerne l'identification des associés personnes physiques
 - Numéro d'identification MSA
 - Nom
 - Prénom
 - Date de début de situation
 - Date de fin de situation
 - Dirigeant non salarié
 - Participation aux travaux
 - Part du pourcentage du capital
 - Part du pourcentage du résultat
- Pour ce qui concerne l'identification des associés personnes morales
 - Raison sociale
 - Numéro de voie
 - Nom de la voie
 - Code postal de la commune
 - Nom de la commune
 - Date de début de situation
 - Date de fin de situation
 - Dirigeant non salarié
 - Participation aux travaux
 - Part du pourcentage du capital
 - Part du pourcentage du résultat

Article 3

Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont les organismes de mutualité sociale agricole.

Article 4

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. Toutefois, dans la mesure où le présent traitement à un caractère obligatoire, le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1^{er} de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas.

Article 5

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Île-de-France.

BAGNOLET, le 18 avril 2005

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur. »

VANDOEUVE-LES-NANCY, le 25 avril 2005

Le Directeur,
Jean-Marie GERARD

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DU C.H.U. DE NANCY

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret 2004-15 modifié portant Code des Marchés Publics

Article 1 :

Donne délégation à M. Charles GUEPRATTE, Directeur de l'Hôtelier et de la Logistique et, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés :

- aux marchés publics gérés par la Direction des Services Techniques (DST) exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire est donnée à M. Gregory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Article 2 :

Donne délégation principale à M. Sylvain GROB Ingénieur responsable de la mission grands travaux, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Techniques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à Mme VIDREQUIN Directeur des Equipements Médicaux

Une délégation secondaire est donnée à M. GUEPRATTE Directeur de l'Hôtelier et de la Logistique

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean Paul SAUVAGEOT Ingénieur, strictement limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ Ingénieur, strictement limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean Louis PEROT Ingénieur, strictement limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.

Article 3 :

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 :

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 :

La présente délégation prend effet à la date du 15 avril 2005, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 avril 2005

Le Directeur Général,
Benoît PERI CARD

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**DECISION N° 008/05 DE DELEGATION DE SIGNATURE****LE DIRECTEUR**

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 714.12.1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 29 avril 2005 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E**ARTICLE 1**

La décision n° 005/04 du 1er juin 2004 est annulée.

ARTICLE 2 : Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- tous bons de commandes, marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;
- en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Daniel DUPAL, attaché d'administration à la Direction des Services Economiques, à l'effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DUPAL, sa délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude MAREKOVIC, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courants, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

ARTICLE 3

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSSSET, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

ARTICLE 4

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

ARTICLE 5

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

ARTICLE 6

Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

ARTICLE 7

La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 28 avril 2005

Le Directeur,
Y. BOUYSSSET

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2^{ME} CATEGORIE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié et de l'arrêté du 29 mars 2005, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur épreuves d'Agent Chef 2^{ème} catégorie afin de pouvoir :

☞ 1 poste *Spécialité Equipements et Installations Electriques*

I - Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires, *mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986*, titulaires des corps de :

- Contremaîtres, justifiant d'un an d'ancienneté dans ce corps
- Maîtres Ouvriers, agents techniques d'entretien, Chefs de garage et conducteurs ambulanciers justifiant de 3 ans d'ancienneté dans leurs corps respectifs.

II - Nature et composition des épreuves :

Le concours comprend :

1°) 2 épreuves écrites d'admissibilité :

Epreuve écrite n° 1 (durée = 2 heures- coefficient 2)

Vérification, au moyen de questionnaires ou pour tout autre support à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, que l'exercice de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt pour accéder au corps des agents chefs implique de façon courante.

Epreuve écrite n° 2 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent chef dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

2°) Epreuve d'admission :

Entretien (durée = 30 minutes - coefficient 4)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent chef.

III - Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,22 € - format 21x29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U de NANCY - Service Concours et Examens -Bureau n° 9
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

☞ Par lettre recommandée avec A.R. ou simple courrier

ou

☞ Par dépôt au Service Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt

☞ Date limite d'inscription : 1 mois à compter de la date de publication
au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle

NANCY, le 3 mai 2005

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Sophie LEPAND



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

CABINET DU PREFET - SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

LISTE DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR ET DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle communique à Mesdames et Messieurs les Maires la liste des immeubles de Grande Hauteur (I.G.H.) et des Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) du 1er groupe - 1ère à 4ème catégorie - dans le département, telle qu'elle a été soumise et approuvée en séance du 1er avril 2005 de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Il appartient à chacun, dans sa commune, d'en vérifier l'exactitude et de me faire part (Cabinet - SIDPC) de toute correction à y apporter.

IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

Commune	Type	Raison Sociale
MAXEVILLE	IGH	TOUR PANORAMIQUE
NANCY	IGH	IMMEUBLE ETOILE
NANCY	IGH	TOUR THIERS HOTEL PARK INN NANCY
NANCY	IGH	HOTEL DES FINANCES
NANCY	IGH	IMMEUBLE JOFFRE
NANCY	IGH	IMMEUBLE JOFFRE ST THIEBAUT
VANDOEUVRE LES NANCY	IGHU	C.H.U. DE BRABOIS
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS TOUR ET PARTIES COMMUNES
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS COTOREP
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS MAGASIN ELVEDA
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS DDTEFP
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS BOWLING RESTAURANT
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS RESTAURANT LE SQUARE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS CABINET DENTAIRE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS PHONE SHOP
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS INFODOC (lot A)
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS INFODOC (lot B)
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS MAGASIN MATCH
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS CABINET OPHTALMOLOGIE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS CREDIT MUTUEL
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS MAGASIN NORMA
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS KAPTECH
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS PHARMACIE HANTELLE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS MEDIA - TEL
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS SALON TCHAK
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS ESPACE SFR
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS CAIMAN VETEMENTS CORSAIRE COIFFURE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS BRASSERIE UNIVERSELLE
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS MAAF
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS VIDEO FENSCH
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS YOUSSEF TELECOM
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS RESTAURANT KEZA DEL PASTA
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS CABINET MEDICAL ARNAUD - LOUGHIN
VANDOEUVRE LES NANCY	GHZ	LES NATIONS CABINET MEDICAL & D'ORTHOPTIE
VANDOEUVRE LES NANCY	GHZ	LES NATIONS TABAC LOTO
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS BOUCHERIE SOLEIL D'ORIENT
VANDOEUVRE LES NANCY	IGH	LES NATIONS UNION MEDECINS LIBERAUX
VANDOEUVRE LES NANCY	IGHZ	LES NATIONS MAGASIN CAPPUCINE

ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Commune	Type	Cat	Raison Sociale	Adresse
ABBEVILLE LES CONFLANS	L	4	SALLE POLYVALENTE	4bis, Grande Rue
ABONCOURT	P	4	DI SCOTHEQUE L'OUBLI ETTE	rue Basse
AFFLEVILLE	LR	4	SALLE POLYVALENTE ECOLE	11, rue des Ecoles
AFFLEVILLE	V	3	EGLI SE	Grand'Rue
AGINCOURT	L	4	SALLE DES FETES	4, rue Maucolin
AINGERAY	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Mairie
ALLAIN	L	4	SALLE POLYVALENTE ET ANNEXE	route Nationale
ALLAIN	L	4	SALLE POLYVALENTE	route de Colombey les Belles
ALLAMPS	L	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	12, rue du Lieutenant Clerc
ALLAMPS	R	4	MATERNELLE JULES FERRY	6, rue Jules Ferry
ALLONDRELLE LA MALMAISON	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, place de la Mairie
AMANCE	R	4	ECOLE MATERNELLE	rue Derrière l'Eglise
ANCERVILLER	V	3	EGLI SE	
ANDILLY	L	4	SALLE COMMUNALE	49, rue St Paul
ANDILLY	R	4	ECOLE	47, rue St Paul
ANGOMONT	R	4	LE PR... DES NOISETTES BAT 1	Chemin départemental n° 11
ANGOMONT	R	4	LE PRE DES NOISETTES BAT 2	1bis, Grande Rue
ARNAVILLE	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	109, Grande rue
ARRACOURT	RLW	4	ECOLE MAIRIE	10, Grand rue
ARRACOURT	V	3	EGLI SE ST MAURICE	Grande rue
ARRAYE ET HAN	L	4	SALLE POLYVALENTE	chemin des Ecoliers
ARRAYE ET HAN	R	4	CENTRE EDUCATIF SCOLAIRE	rue du Haut Bourg
ARRAYE ET HAN	V	3	EGLI SE	rue de l'Eglise
ART SUR MEURTHE	L	4	LE CHATEAU	1, rue des Frères Marianistes
ART SUR MEURTHE	L	4	MAISON DES ASSOCIATIONS	2bis, rue du Parc
ART SUR MEURTHE	R	2	LEP ST MICHEL	Chartreuse de Bosserville
ART SUR MEURTHE	R	4	CENTRE AERE ET D'HEBERGEMENT	36, avenue de la Chartreuse
ART SUR MEURTHE	WP	4	MAISON COMMUNE	20, rue Georges Chepfer
ART SUR MEURTHE	X	3	SALLE DES SPORTS ST MICHEL	Chartreuse de Bosserville
AUBOUE	J	4	RESIDENCE MONMOUSSEAU	5, rue de l'Eglise
AUBOUE	L	3	SALLE DES FETES	rue du 11 Novembre
AUBOUE	LR	3	CENTRE AERE JEAN BERTRAND	rue de la Cartoucherie
AUBOUE	LX	3	CENTRE CULTUREL ABOWELS	place du Général de Gaulle
AUBOUE	R	3	LYCEE FULGENCE BIENVENUE	10, rue Prosper Mérimée
AUBOUE	R	3	COLLEGE SALVADOR ALLENDE	place du Général Leclerc
AUBOUE	R	4	PRIMAIRE ROMAIN ROLLAND	5, parc Alexis Léonov
AUBOUE	V	3	EGLI SE	rue de l'Eglise
AUBOUE	X	4	HALLE DES SPORTS MAURICE PICHON	place Albert Lebrun
AUBOUE	X	4	GYMNASE MUNICIPAL	6, parc Léonov
AUDUN LE ROMAN	J	4	FPA RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	2, rue Ambroise Croizat
AUDUN LE ROMAN	L	3	ESPACE LOUIS ARAGON	67, route de Briey
AUDUN LE ROMAN	R	3	COLLEGE GASTON RAMON	1, rue du Stade
AUDUN LE ROMAN	R	4	GROUPE SCOLAIRE PAUL ELUARD	place du Général de Gaulle
AUDUN LE ROMAN	V	3	EGLI SE	place du Général de Gaulle
AUDUN LE ROMAN	X	3	SALLE SPORTS RENE ROUSSEAU	place Clémenceau
AUTREVILLE SUR MOSELLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	place du Lavoir
AVRICOURT	L	4	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue du Stade
AVRIL	L	3	SALLES POLYVALENTES	lieu dit domaine de Fillières
AZERAILLES	L	4	SALLE JEANNE-D'ARC	
AZERAILLES	L	4	FOYER RURAL	rue Général Leclerc
AZERAILLES	V	3	EGLI SE	
BACCARAT	J	4	MAISON REPOS LE CHATEAU	25bis, rue du Parc
BACCARAT	J	4	FPA RESIDENCE PASTEUR	18, rue Pasteur

BACCARAT	L	3	CINEMA CONCORDE	rue de l'Abbé Munier
BACCARAT	L	3	SALLE DES FETES	avenue de la Chapelle
BACCARAT	L	4	ESPACE CULTUREL	12, rue Emile Gridel
BACCARAT	M	2	SUPERMARCHE CHAMPION	59, rue des Cristalleries
BACCARAT	M	3	MAGASIN LIDL	29, route Nationale
BACCARAT	NO	4	RESTAURANT DES CRISTALLERIES	avenue de la Division Leclerc
BACCARAT	R	3	COLLEGE	1bis, avenue de la Chapelle
BACCARAT	R	4	INSTITUTION DE GONDRECOURT	1, rue de la Paroisse
BACCARAT	R	4	MATERNELLE DU CENTRE	5, rue des III Frères Clément
BACCARAT	R	4	LA CLE DES CHAMPS	9, rue de Humbépaire
BACCARAT	R	4	PRIMAIRE DE LA SERRE	16, rue Gernsbach
BACCARAT	U	3	MAISON HOSPITALIERE	24, rue de l'Abbé Munier
BACCARAT	V	3	EGLISE ST REMY	lieu dit pré de la Semelle
BACCARAT	WL	4	HOTEL DE VILLE	2, rue Adrien Michaut
BACCARAT	X	3	SALLE DES SPORTS GEORGES BENE	rue Emile Gridel
BACCARAT	X	4	PISCINE MUNICIPALE	rue Emile Gridel
BADONVILLER	J	4	FOYER LOGEMENTS OPAC	rue Chanzy
BADONVILLER	M	4	SUPERMARCHE TIMY	avenue de la Division Leclerc
BADONVILLER	R	4	COLLEGE EMILE FOURNIER	2, rue Raymond Poincaré
BADONVILLER	U	4	MAISON RETRAITE CLAUDE JACQUEMIN	6, rue de Chanzy
BADONVILLER	U	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	avenue de la Division Leclerc
BADONVILLER	V	3	EGLISE	
BADONVILLER	X	4	GYMNASE	avenue de la Division Leclerc
BAINVILLE SUR MADON	L	4	SALLE DES FETES	2, rue de l'Eglise
BAINVILLE SUR MADON	U	2	CENTRE JACQUES PARI SOT	78, rue Jacques Callot
BARBONVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	Grande Rue
BARISEY AU PLAIN	L	4	SALLE DES FETES	10, rue St Hubert
BASLIEUX	LPR	4	SALLE POLYVALENTE MATERNELLE	1bis, rue Chapelle Doncourt cités
BATILLY	L	3	SALLE POLYVALENTE COUARAIL	10bis, avenue des Tilleuls
BAUZEMONT	L	4	MAISON POUR TOUS	36, Grande rue
BAYON	J	3	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	23, Grande Rue
BAYON	L	3	SALLE DES FETES	6, rue Ecoles
BAYON	M	3	SUPERMARCHE SHOPI	1, avenue de Virecourt
BAYON	R	3	COLLEGE DE L'EURON	24, rue Ecoles
BAYON	V	3	EGLISE	4, place de l'Eglise
BAYON	X	3	HALL DES SPORTS	28, rue des Ecoles
BAYONVILLE SUR MAD	WR	4	MAIRIE BIBLIOTHEQUE	rue du Biard
BAZAILLES	L	4	SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Mairie
BAZAILLES	V	3	EGLISE	
BEAUMONT	LNO	4	CARREFOUR DES JEUNES	23, Grande rue
BELLEAU	L	4	SALLE DES FETES	rue de la Gaillotte
BELLEVILLE	LW	3	SALLE SOCIO CULTURELLE MAIRIE	rue de la Mairie
BELLEVILLE	M	4	MAGASIN HUIT A HUIT	1, rue Bourgogne
BENAMENIL	RX	3	COLLEGE ET GYMNASSE RENE GAILLARD	rue des Ecoles
BENNEY	V	3	EGLISE ST MARTIN	10, rue St Martin
BERNECOURT	LX	4	SALLE POLYVALENTE	grand rue
BERTRAMBOIS	L	4	FOYER RURAL	23, rue Général Meyer
BERTRAMBOIS	V	3	EGLISE	
BERTRICHAMPS	L	4	SALLE POLYVALENTE	58, rue Général Leclerc
BERTRICHAMPS	V	3	EGLISE	62bis, rue Général Leclerc
BEUVEILLE	L	3	SALLE DES FETES	rue Albert Lebrun
BEUVEILLE	L	4	FOYER RURAL CENTRE AERE	rue Jean Baptiste Gauche
BEUVILLERS	V	3	EGLISE	
BEZAUMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	Grand rue
BICQUELEY	L	4	SALLE DES FETES	5, rue Haut du Chêne

BI CQUELEY	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Nicolas Chenin
BI CQUELEY	R	4	ECOLE MATERNELLE ET MAIRIE	rue Nicolas Chenin
BIONVILLE	JR	4	CHALET D'ACCUEIL N-D DE TRUPT	5, au Trupt
BLAINVILLE SUR L'EAU	J	4	MAISON DE RETRAITE	rue du Bac
BLAINVILLE SUR L'EAU	L	3	CENTRE CULTUREL	rue de l'Etang
BLAINVILLE SUR L'EAU	LW	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	cour Jean Jaurès
BLAINVILLE SUR L'EAU	M	2	MAGASIN CHAMPION	25, avenue Pierre Sépard
BLAINVILLE SUR L'EAU	M	3	MAGASIN ALDI	route de Mont sur Meurthe
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	3	COLLEGE LANGEVIN WALLON	40, rue Rendez-vous
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	CENTRE D'ACCUEIL ENFANTS	1bis, rue du Presbytère
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	ECOLE JULES FERRY	rue de Gerbeviller
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	MATERNELLE JEAN JAURES	17bis, rue Gerbeviller
BLAINVILLE SUR L'EAU	V	3	EGLISE	
BLAINVILLE SUR L'EAU	X	3	SALLE SPORTS SNCF	Gare
BLAINVILLE SUR L'EAU	X	3	SALLE SPORTS HAUT DES PLACES	rue Drouhot
BLAMONT	L	3	CINEMA BON ACCUEIL	5, rue des Capucins
BLAMONT	L	4	FOYER DES JEUNES	20, rue de la Traversière
BLAMONT	LW	3	HOTEL DE VILLE	12, place du Général de Gaulle
BLAMONT	M	2	INTERMARCHÉ	rue de Beuhart
BLAMONT	M	3	MAGASIN ALDI	rue de Voise
BLAMONT	R	3	GROUPE SCOLAIRE JEAN CROUZIER	3, rue du Collège
BLAMONT	R	3	COLLEGE DU CHATEAU	25, rue de la Traversière
BLAMONT	R	4	LUDOTHEQUE RELAIS ASSIST.MATERNELLE	17, rue du Château
BLAMONT	U	4	MAISON DE RETRAITE LE COUARAIL	17, rue de Voise
BLAMONT	U	4	LES RIVES DU CHATEAU	33, rue du Château
BLAMONT	U	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	80, rue du 18 Novembre
BLAMONT	V	3	EGLISE	rue Victor Pierre
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	2	CENTRE MICHEL BERTELLE	rue du Saule
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	4	SALLE POLYVALENTE JEAN VILAR	3, rue St Epvre
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	4	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	square Jean Jaurès
BLENOD LES PONT A MOUSSON	M	3	CENTRE COMMERCIAL ALDI	zac Encumechamps Gibotins
BLENOD LES PONT A MOUSSON	PA	1	STADE DES FONDERIES	
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	2	COLLEGE VINCENT VAN GOGH	5/7, rue St Martin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	PRIMAIRE ARTHUR RIMBAUD	rue des Ecoles
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	PRIMAIRE LOUIS ARAGON	rue Saint-Martin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	RN	4	MAISON DES ENFANTS	rue Françoise Dolto
BLENOD LES PONT A MOUSSON	X	3	SALLE DES SPORTS	place du 8 Mai
BLENOD LES TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE DU PUISAT	rue du Puisat
BLENOD LES TOUL	V	3	EGLISE	place du Château
BONCOURT	L	4	MAISON POUR TOUS	Grande rue
BORVILLE	L	4	SALLE SOCIO-CULTURELLE	16, rue de l'Eglise
BOUCQ	L	4	MAISON POUR TOUS	4, rue Monnaie
BOUCQ	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
BOUVRON	L	4	MAISON POUR TOUS	ruelle du Château
BOUXIERES AUX CHENES	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF PERE GERARD	rue des Ormes
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	rue du Téméraire
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	SALLE GUINGOT	15 rue des Frères Lièvre
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	SALLE LAMBIN	Chemin du Paquis
BOUXIERES AUX DAMES	M	3	CENTRE COMMERCIAL TREFF MARCHE	40, route départementale
BOUXIERES AUX DAMES	N	3	BAR RESTAURANT L'OLYMPE	C.C. Les Arcades
BOUXIERES AUX DAMES	O	4	HOTEL FORMULE 1	1, rue Charles Boursault
BOUXIERES AUX DAMES	R	3	PRIMAIRE RENE THIBAUT	rue Saint Antoine
BOUXIERES AUX DAMES	R	4	MATERNELLE RENE THIBAUT	rue Saint Antoine
BOUXIERES AUX DAMES	RJ	4	MAISON D'ENFANTS CLAIRJOIE	rue du Comte de Frawenberg
BOUXIERES AUX DAMES	UN	4	RESIDENCE POINCARE	8, rue Raymond Poincaré

BOUXI ERES AUX DAMES	V	3	EGLI SE	rue Saint Martin
BOUXI ERES SOUS FROIDMONT	LW	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	1, grande rue
BRAI NVILLE - PORCHER	LW	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	24, Grand' rue
BRALLEVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	Lieudit Paquis du Breuil
BREMONCOURT	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, rue du Haut Ménuchamp
BRI EY	J	4	FOYER JEAN COLLON	5, rue Clémenceau
BRI EY	J	4	MAI SON DE RETRAITE LES MERI SI ERS	17, rue du Rond Poirier
BRI EY	J	4	RESI DENCE RENE PERNET	rue J.F. Kennedy
BRI EY	L	4	CENTRE LI NO VENTURA	rue Olivier Drouot
BRI EY	L	4	SALLE BATANI CENTRE DE LOI SIRS	Lieu dit Bois de Chèvre
BRI EY	LW	4	CENTRE POLYVALENT D'I NFORMATI ON	avenue Albert de Brier
BRI EY	M	2	SUPERMARCHE CHAMPI ON	3, rue Raymond Mondon
BRI EY	M	2	SUPER U	avenue Marguerite Puhl Demange
BRI EY	M	2	MAGASI N BRI COLAGE WELDOM	RD 906
BRI EY	M	3	SUPERMARCHE SHOPI	25bis, rue de Metz
BRI EY	M	3	LI DL	place Alexis Gruss
BRI EY	M	3	MAGASI N DEFIMODE	RD 906
BRI EY	M	3	MAGASI N CHAUSSEA	Lotissement les Erables
BRI EY	NP	4	LE STANI SLAS	8, rue Raymond Mondon
BRI EY	NP	4	RESTAURANT LA BRI OTINE DANCING LE S	10, avenue Clémenceau
BRI EY	ON	4	HOTEL RESTAURANT ASTER	1, rue de l'Europe
BRI EY	PA	1	STADE AUGUSTI N CLEMENT	rue Albert de Brier
BRI EY	R	3	LYCEE LOUI S BERTRAND - COLLEGE J.MAU	27, avenue Albert de Brier
BRI EY	R	3	LYCEE COLLEGE DE L' ASSOMPTI ON	1, rue Maréchal Foch
BRI EY	R	3	COLLEGE JULES FERRY	5, avenue de la République
BRI EY	R	4	ECOLE ELEMENTAIRE LOUI S PERGAUD	rue du roi de Rome
BRI EY	R	4	E.R.E.A.HUBERT MARTI N	4, rue Robert Schuman
BRI EY	R	4	MATERNELLE ST EXUPERY	25, rue de Metz
BRI EY	R	4	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	7, rue de la Liberté
BRI EY	R	4	I NSTIT UT FORMATI ON SOI NS I NFIRMI E	Cité radieuse
BRI EY	R	4	MATERNELLE YVONNE I MBERT	9bis, rue de la Liberté
BRI EY	U	2	CENTRE HOSPI TALI ER MAILLOT	31, avenue Albert de Brier
BRI EY	U	3	CENTRE MEDI CAL STERN	4, avenue Clémenceau
BRI EY	V	3	EGLI SE ST GENGOULT	place de l'Eglise
BRI EY	WL	4	MAIRI E SALLE POLYVALENTE	place de la Mairie
BRI EY	WL	4	COMPLEXE JUDI CIAIRE	4, rue Maréchal Foch
BRI EY	WL	4	SOUS-PREFECTURE	place du Château
BRI EY	X	3	GYMNASE JEAN PETI T	rue Albert de Brier
BRI EY	X	3	COMPLEXE PI SCI NE GYMNASSE ALFRED MEI	avenue Albert de Brier
BRI EY	X	4	SALLE DE JUDO ET PI NG-PONG	rue Albert de Brier
BRI N SUR SEILLE	L	4	MAI SON POUR TOUS	route de Nancy
BRULEY	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue des Triboulottes
BUI SSONCOURT	L	4	SALLE DES FETES	rue Haute
BUI SSONCOURT	L	4	CENTRE SOCI O CULTUREL MAIRIE	1, rue des Ecoles
BULLIGNY	L	4	MAI SON POUR TOUS	place de l'Eglise
BULLIGNY	V	3	EGLI SE	place de l'Eglise
BURES	L	4	MILLE CLUB	Lieudit "Le Cheminot"
BURES	L	4	SALLE DES FETES	4, route Réchicourt
CEI NTREY	L	4	SALLE POLYVALENTE VICTORI N	rue de la Gare
CERVILLE	XL	4	MAI SON POUR TOUS	1, rue de Rémeréville
CHALI GNY	L	4	SALLE POLYVALENTE	128, rue Edmond Pintier
CHALI GNY	N	4	BAR LE LAFAYETTE	873, rue Edmond Pintier
CHALI GNY	V	3	EGLI SE SAINT REMY	
CHAMBLEY BUSSI ERES	V	3	EGLI SE	3, rue de l'Eglise
CHAMPENOUX	L	4	SALLE SAI NT NI COLAS	rue Saint Barthélémy

CHAMPENOUX	M	3	MARIETTI FRANCE TEXTILES	rue du Grand Couronné
CHAMPENOUX	M	3	DECOR JARDIN	10, rue Demoyen
CHAMPENOUX	R	4	ECOLE MATERNELLE	1, rue du Chanoine Rollin
CHAMPEY SUR MOSELLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	Chemin du Gué des Fondières
CHAMPI GNEULLES	J	4	RESIDENCE LES FOURASSES	1bis, rue Papeterie
CHAMPI GNEULLES	L	3	SALLE DES FETES	26, rue Philippe Martin
CHAMPI GNEULLES	L	4	SALLE POLYVALENTE DU CHATEAU	parc du Château
CHAMPI GNEULLES	LNR	3	CHATEAU DU BAS	rue Philippe Martin
CHAMPI GNEULLES	LRS	4	CENTRE LOUIS ARAGON	rue Hector Berlioz
CHAMPI GNEULLES	M	2	SUPERMARCHE MATCH	rue de Frouard
CHAMPI GNEULLES	M	3	LEROY MERLIN	35, rue de Frouard
CHAMPI GNEULLES	M	3	LES BARAQUES SCI ATRE	route Nationale 4
CHAMPI GNEULLES	M	3	CENTRE MATERIAUX LEROY MERLIN	35, rue de Frouard
CHAMPI GNEULLES	P	4	CAVEAU ST ARNOU	2, rue Gabriel Bour
CHAMPI GNEULLES	PA	1	COMPLEXE SPORTIF DU MALNOY	Chemin des Malnoys
CHAMPI GNEULLES	R	2	COLLEGE JULIEN FRANCK	36, route de Nancy
CHAMPI GNEULLES	R	3	GROUPE SCOLAIRE JEAN MOULIN	3, rue des Charmilles
CHAMPI GNEULLES	R	4	GROUPE SCOLAIRE BUFFON	rue de Bellefontaine
CHAMPI GNEULLES	R	4	MATERNELLE LES MOUETTES	1, rue de Nantes
CHAMPI GNEULLES	RL	4	PRIMAIRE JEAN ZAY	rue des Ecoles
CHAMPI GNEULLES	V	3	EGLISE	
CHAMPI GNEULLES	X	3	SALLE RENE SIMON	rue des Talintes
CHAMPI GNEULLES	X	3	PI SCINE CHARLES KAUFMANN	rue Talintes
CHAMPI GNEULLES	X	4	GYMNASE	36, rue de Nancy
CHANTEHEUX	LX	3	SALLE POLYVALENTE	5, rue Concorde
CHANTEHEUX	M	1	BRI COMARCHE	9, rue Blaise Pascal
CHANTEHEUX	M	1	INTERMARCHE	1, rue Denis Papin
CHANTEHEUX	M	3	VETIMARCHE	rue Blaise Pascal
CHANTEHEUX	V	3	EGLISE	
CHARENCEY VEZIN	R	4	ECOLE MATERNELLE	rue de la Frontière
CHAUDENEY SUR MOSELLE	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	rue de l'Eglise
CHAUDENEY SUR MOSELLE	NM	3	LE MIRABELLIER	aire de Toul-Chaudeney A 31
CHAUDENEY SUR MOSELLE	O	4	TOUL MERIGNAC HOTEL	A 31, Aire de Dommartin-les-Toul
CHAUDENEY SUR MOSELLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	rue du Mont Hocht
CHAVIGNY	V	3	EGLISE ST BLAISE	rue de Nancy
CHAVIGNY	X	4	COMPLEXE SPORTIF INDOOR KARTING	Les Clairs Chènes
CHENEVIERES	L	3	MAISON POUR TOUS	chemin de la Grande Fouille
CHENIERES	L	4	SALLE POLYVALENTE	26, rue de la Mairie
CHENIERES	R	4	INSTITUT MEDICO EDUCATIF	1, rue des Tilleuls
CHOLOY MENILLOT	R	4	PRIMAIRE ET MATERNELLE	rue de Toul
CIREY SUR VEZOUZE	J	4	FAS PAVILLON MAZERAND	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	J	4	MAISON DE RETRAITE	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	L	4	SALLE DES FETES	place Chevandier
CIREY SUR VEZOUZE	M	3	MAGASIN SHOPI	rue du Parterre
CIREY SUR VEZOUZE	R	4	COLLEGE DE LA HAUTE VEZOUZE	51, rue Joffre
CIREY SUR VEZOUZE	R	4	GROUPE SCOLAIRE PRIMAIRE	34-36, rue Foch
CIREY SUR VEZOUZE	U	4	LES TILLEULS	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	V	3	EGLISE	
COLOMBEY LES BELLES	J	4	MARPA LES GRANDS JARDINS	4, rue de la Gare
COLOMBEY LES BELLES	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Puits de Chanier
COLOMBEY LES BELLES	L	3	ASSOCIATION ST MAURICE	2, rue de l'Eglise
COLOMBEY LES BELLES	R	3	COLLEGE JACQUES GRUBER	Chemin rural du Clesson
COLOMBEY LES BELLES	R	4	GROUPE SCOLAIRE	route de Moncel
COLOMBEY LES BELLES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
COLOMBEY LES BELLES	X	4	GYMNASE	rue Clesson

CONFLANS EN JARNISY	L	4	CINEMA JEAN VILLAR	1, rue du Dr Grandjean
CONFLANS EN JARNISY	L	4	MAISON DE LA CULTURE	2, rue Dr Grandjean
CONFLANS EN JARNISY	M	1	CENTRE LECLERC	ZI du Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN M.BRICOLAGE	ZI du Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN FOLLENVIE	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN GEMO	route Nationale 3
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN GAMM VERT	ZI Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN DECATHLON	rue de Verdun
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN JOUE CLUB - BEBE NEUF	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	3	ALDI MARCHE	Lieu dit Longues Rayes
CONFLANS EN JARNISY	M	3	CONFLANS DEPOT ANTENNES LEMAIRE	zone du Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	3	MAGASIN NOZ - HALLE AUX CHAUSSURES	Z.A. Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	4	MAGASIN PULSAT - CUISINELLA	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	R	4	MATERNELLE JACQUES PREVERT	rue Honoré de Balzac
CONFLANS EN JARNISY	RLXW	3	MAIRIE ECOLE GYMNASE	place Aristide Briand
CONFLANS EN JARNISY	V	3	EGLISE	rue de Verdun
CONS LA GRANDVILLE	L	4	FOYER MUNICIPAL	rue de la Poste
CONS LA GRANDVILLE	LN	3	LA GRANGE DU PRIEURE	rue du Château
CONS LA GRANDVILLE	M	3	MAGASIN POINT VERT	3, rue du Moulin
COSNES ET ROMAIN	L	3	SALLE POLYVALENTE	60, rue du Dauphiné
COSNES ET ROMAIN	L	4	FOYER DES JEUNES DE VAUX	12, rue Languedoc
COSNES ET ROMAIN	LX	4	SALLE POLYV.VESTIAIRES DOUCHES	rue de Lorraine
COSNES ET ROMAIN	M	3	MAGASIN DEFIMODE	Lieu dit les Maragolles
COSNES ET ROMAIN	M	3	MAGASIN MAXI-TOYS AUBERT	route Nationale 18
COSNES ET ROMAIN	M	4	MAGASIN WEIGERDING	RN 18 lieu dit les Maragolles
COSNES ET ROMAIN	N	4	PIZZERIA LA TAVERNE	route Nationale 18
COSNES ET ROMAIN	R	3	I.U.T. HENRI POINCARÉ	186, rue Lorraine
COSNES ET ROMAIN	R	4	MATERNELLE GARDERIE CANTINE	33, rue de Lorraine
CREPEY	V	3	EGLISE	rue de Toul
CREVIC	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	10, rue Eglise
CREVIC	R	4	ECOLE MATERNELLE	10, rue de l'Eglise
CREVIC	V	3	EGLISE	place Poincaré
CREZILLES	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	place de la Mairie
CROISMARE	V	3	EGLISE	rue du Château
CRUSNES	L	4	SALLE DES FETES LEON ECKEL	4ème avenue
CRUSNES	PA	2	STADE RAYMOND VISCOGLIOSI	rue du Stade
CUSTINES	L	4	BATIMENT SOCIO EDUCATIF	2, rue des Ecoles
CUSTINES	LW	2	MAIRIE	4, rue de l'Hôtel de Ville
CUSTINES	M	3	SUPERMARCHE CHAMPION	42, avenue du Général Leclerc
CUSTINES	PA	1	STADE DE FOOTBALL	Terrain d'honneur de Clévent
CUSTINES	R	3	COLLEGE LOUIS MARIN	12, rue du Val de Faux
CUSTINES	R	4	GROUPE SCOLAIRE LOUIS GUINGOT	rue du Général Leclerc
CUSTINES	R	4	MATERNELLE DU CENTRE	8, rue Général Leclerc
CUTRY	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	2, place Louis Dorion
CUTRY	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
DAMELEVIÈRES	J	4	FPA RESIDENCE LA GRANDE MURAILLE	2, rue de la Résistance
DAMELEVIÈRES	L	3	SALLE DES FETES	22, rue Mal de Lattre deTassigny
DAMELEVIÈRES	M	3	TREFF MARCHE	Chemin départemental n° 1
DAMELEVIÈRES	R	3	ECOLE DU CENTRE	19, rue Mal de Lattre Tassigny
DAMELEVIÈRES	SG	4	TENNIS COUVERTS	9, rue du Saulcy
DAMELEVIÈRES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
DENEUVRE	M	3	INTERMARCHE	route La Chapelle
DENEUVRE	M	3	LOGIMARCHE	route de la Chapelle
DENEUVRE	Y	4	MUSEE DES SOURCES D'HERCULE	rue de la Porte St-Nicolas
DEUXVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Notre Dames De Lourdes

DI ARVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	2, rue Cugnot
DI EULOUARD	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL	rue Jules Ferry
DI EULOUARD	L	3	SALLE POLYVALENTE	place du 08 mai 1945
DI EULOUARD	M	3	CHAMPION	avenue du Général de Gaulle
DI EULOUARD	M	3	MAGASIN LIDL	zac de la Ferrière
DI EULOUARD	R	3	COLLEGE JOLIOT CURIE	rue Frédéric Joliot Curie
DI EULOUARD	R	4	MATERNELLE JEAN DE LA FONTAINE	2, rue Jules Ferry
DI EULOUARD	R	4	ECOLE JEAN JAURES	18, rue Jacques Anquetil
DI EULOUARD	X	3	SALLE OMNI SPORTS CHALES ROTH	rue Jacques Anquetil
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	30, rue Collot
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	FPA LE COUARAIL	rue Petite Embanie
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	FPA LE ROND CAILLOU	rue Fanny
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	2	SALLE POLYVALENTE LEOMONT	avenue de Léomont
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	3	SALLE DES AMIS DU CANAL	67, avenue Mal de Lattre Tassigny
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	4	MAISON DES JEUNES	place du Monument aux Morts
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	SUPERMARCHE MATCH	26, rue Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	MAGASIN CHAMPION	avenue du Général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	HALLE AUX VETEMENTS	rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	CATENA	78, rue Gabriel Péri
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	LE MUTANT	31, rue Sondage Botta
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	HALLE AUX CHAUSSURES	rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	4	MAGASIN LIDL	14, rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	4	MAGASIN TYPIC	28, rue Gabriel Péri
DOMBASLE SUR MEURTHE	MNL	3	SCI DE LA MAIX	avenue de Lunéville
DOMBASLE SUR MEURTHE	PA	1	STADE PAVAGEAU	avenue du Général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	COLLEGE JULIENNE FARENC	5, rue Louis Burtin
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	COLLEGE DE L'EMBANIE	rue de Léomont
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	LPR LEVASSOR	2, rue Emile Levassor
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	LYCEE JEAN MONNET	8, rue Saint-Don
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE PAUL BERT	2, rue Paul Bert
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE ALICE SOLVAY	rue Armand Solvay
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE ELEMENTAIRE JACQUES PREVERT	rue Guynemer
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	MATERNELLE JEAN LHOTE	5, rue Florainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE MAURICE CAREME	rue Armand Solvay
DOMBASLE SUR MEURTHE	V	3	EGLISE	
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	2	SALLE DES SPORTS	rue du Général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	4	GYMNASE COSEC	route de Blainville
DOMEVRE EN HAYE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Côte
DOMEVRE EN HAYE	LRW	4	ENSEMBLE POLYVALENT	2, place Eglise
DOMEVRE SUR VEZOUZE	L	4	SALLE DES FETES	82, Grand rue
DOMEVRE SUR VEZOUZE	V	3	EGLISE	Grand rue
DOMGERMAIN	L	4	SALLE POLYVALENTE	Lieu dit La Petite Charme
DOMGERMAIN	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
DOMJEVIN	L	4	SALLE POLYVALENTE	22, Grande Rue
DOMJEVIN	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
DOMMARTEMONT	L	4	MAISON DU TEMPS LIBRE	14, rue Haute
DOMMARTEMONT	R	2	COLLEGE RENE NICKLES	rue de Malzéville
DOMMARTEMONT	R	4	G.S. JEAN ROSTAND CENTRE DE LOISIRS	Chemin d'Amance
DOMMARTEMONT	R	4	CRECHE LES CONFETTIS	20, rue de Malzéville
DOMMARTEMONT	X	3	GYMNASE RENE NICKLES	34, rue de Malzéville
DOMMARTIN LES TOUL	M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	2, rue Aristide Briand
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	ALDI MARCHE	rue du Stade
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	MAGASIN TWINNER	chemin des Veaux
DOMMARTIN LES TOUL	M	4	DESCHAMPS MOTOCULTURE	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	4	MAGASIN ANIMALIA	rue du Jonchery

DOMMARTIN LES TOUL	MN	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	zone commerciale Jeanne d'Arc
DOMMARTIN LES TOUL	PA	1	STADE ROBERT BARBAT	rue des Marronniers
DOMMARTIN LES TOUL	RL	4	ECOLE MATERNELLE	10, rue de la République
DOMMARTIN LES TOUL	U	3	HOPITAL JEANNE D'ARC	route Nationale
DOMMARTIN LES TOUL	VL	3	EGLISE	rue Thiers
DOMMARTIN SOUS AMANCE	L	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue Jules Ferry
DONCOURT LES CONFLANS	L	4	MAISON DU TEMPS LIBRE	16, rue Georges Dubois
ECROUVES	L	4	SALLE LA MADELEINE BAUTZEN	rue du 16ème B.C.P.
ECROUVES	L	4	SALLE DES FETES CENTRE DETENTION	Centre de Détention
ECROUVES	L	4	SALLE DES FETES	149, rue du Chanoine Rousselot
ECROUVES	L	4	SALLE LAMARCHE	rue Lamarche
ECROUVES	M	2	INTERMARCHÉ	153, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	2	BRICOMARCHE	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	3	VETIMARCHE	3 bis, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	3	HALLE AUX CHAUSSURES	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	NP	3	CERCLE MIXTE GARNISSON 516ÈME R.T.	route de Choley - Quartier AR - Justice
ECROUVES	PA	3	STADE MUNICIPAL	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	PN	2	DISCOTHEQUE L'EVASION	137, rue Ste Catherine
ECROUVES	R	4	GROUPE SCOLAIRE JUSTICE	rue Lamarche
ECROUVES	R	4	MATERNELLE GERDOLLE	rue de la Justice
ECROUVES	R	4	GROUPE SCOLAIRE MATHY	897, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	X	3	GYMNASE JACQUES ROBIGNOT	1504, avenue du 15ème Génie
EINVAUX	L	4	SALLE POLYVALENTE	17, rue de Chaumont
EINVAUX	R	4	ECOLE MATERNELLE	32, rue Principale
EINVILLE AU JARD	J	4	MAISON D'ACCUEIL PERSONNES AGEES	rue du Puits Gros Yeux
EINVILLE AU JARD	L	3	SALLE POLYVALENTE	2, rue Brasseries
EINVILLE AU JARD	RX	3	COLLEGE GYMNASSE CHARLES DUVIVIER	46, rue Aristide Briand
EINVILLE AU JARD	V	3	EGLISE	
EPIEZ SUR CHIERS	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise
ERROUVILLE	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue Verlaine
ESSEY LES NANCY	J	4	MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH	2, rue de Dommartemont
ESSEY LES NANCY	L	3	SALLE DES FETES MARINGER	parc Maringer
ESSEY LES NANCY	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL HAUT CHATEAU	rue du Chamoine Laurent
ESSEY LES NANCY	M	1	MAGASIN BRICOPREPOT	12, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	HYPERAFFAIRES	route d'Agincourt
ESSEY LES NANCY	M	2	MAGASIN INTERSPORT	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	2	MONDIAL TISSUS	6, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	CAP DES MARQUES	15, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	LES COULEURS DU TEMPS	15, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	ESPACE REV'ENFANT	4, avenue du Grémillon
ESSEY LES NANCY	M	3	ZENITH LUMINAIRES	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	CROC AFFAIRES	18, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN CHANTEMUR	11, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	LITERIE D'AUJOURD'HUI	17, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	LIDL	75, rue du Pont de Pierre
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN AUBERT	20, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	LA HALLE AUX VETEMENTS	allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN JARDINLAND	24, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN ARDEKO	18, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN KING JOUET	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN LINGORAMA	1, rue de la Pallée
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN FABIO LUCCI	13, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	THIRIET DISTRIBUTION	120, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	M	3	MALIN PLAISIR	15, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	3	EMMAUS 54	60, avenue du 69ème R.I.

ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN QUELLE	8, rue du Haut Chêne
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN VET AFFAIRES	1, avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	4	CASH CONVERTERS	Chemin des Maillys
ESSEY LES NANCY	M	4	LA HALLE AUX ENFANTS	allée du midi
ESSEY LES NANCY	M	4	ALDI MARCHÉ	122, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	M	4	MAGASIN RC AVENTURE	2, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	4	LA HALLE AUX CHAUSSURES	allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	4	EVEREST MEDICAL	aux Maillys
ESSEY LES NANCY	MN	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	N	4	LE RELAIS D'ESSEY	126, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	N	4	BUFFALO GRILL	113, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	NR	4	MAC DONALD'S	rue Christian Moench
ESSEY LES NANCY	O	4	HOTEL 1Ère CLASSE	rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	P	2	DISCOTHEQUE LE SCORPION	5, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	R	3	COLLEGE EMILE GALLE	65, rue de Verdun
ESSEY LES NANCY	R	4	ECOLE ELEMENTAIRE D'APPLICATION	6, rue Roger Bérin
ESSEY LES NANCY	R	4	MATERNELLE JACQUES PREVERT	6, rue Roger Bérin
ESSEY LES NANCY	R	4	CREPS BAT. HEBERGEMENT	1, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE MOUZIMPRE	allée Roland Garros
ESSEY LES NANCY	R	4	MATERNELLE SONIA DELAUNAY	9 - 13, allée Roland Garros
ESSEY LES NANCY	RNL	4	CREPS BAT.PRINCIPAL	1, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	U	2	CLINIQUE LOUIS PASTEUR	7, rue Parmentier
ESSEY LES NANCY	V	3	EGLISE ST PIERRE	avenue Général Leclerc
ESSEY LES NANCY	X	4	GYMNASE EMILE GALLE	10, rue Parmantier
EULMONT	LX	4	CENTRE POLYVALENT	rue du Chêne
FAULX	J	4	CENTRE MOYEN ET LONG SEJOUR - LA ROCHE	1, rue Emille Baraban
FAULX	J	4	CENTRE MOYEN ET LONG SEJOUR	1, rue Louis Pasteur
FAULX	L	3	SALLE DES FETES	3, rue du Stade
FAULX	L	3	MAISON POUR TOUS	rue du Stade
FAVIERES	LRW	4	ENSEMBLE POLYVALENT	18 - 24, rue de l'Abbé l'Enfant
FAVIERES	V	3	EGLISE	rue de l'Abbé Lenfant
FERRIERES	ON	3	AUBERGE DE LA MIRABELLE	6, rue de Nancy
FILLIERES	LX	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	2, place de l'Eglise
FILLIERES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	CRECHE PARENTALE	24, rue de Nancy
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RNU	4	E.R.E.A. BAT.DP1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RU	3	EREA BAT.EX1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RU	4	EREA BAT.IN 2	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RU	4	EREA BAT. IN 1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS COCEE PAVILLON BUHL	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS IME BAT STE THERESE	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS C.E.M. BAT.A	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS BATIMENT EREA	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS MAISON CONVALESCENCE	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS IME BAT.B6	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS CRE BAT.C	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UL	4	OHS CRE BAT.B3	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UN	4	OHS IME BAT. S.I.D.O.	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS CRE 1/2 PENSI ON BAT.D	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS CRE BAT.HORLOGE	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS IME BAT.SCOLAIRE	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS CRE BAT.B2	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UW	4	OHS IME BAT.B7	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	V	3	EGLISE ST HILAIRE	
FLAVIGNY SUR MOSELLE	X	3	SALLE DES SPORTS	

FLEVILLE - LIXIERES	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue de Verdun
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	2	SALLE DES FETES	route de Lupcourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	rond point d' Armsheim
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	4	SALLE POLYVALENTE	place d' Armsheim
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	1	MAGASIN LEROY MERLIN	zac de Frocourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	3	MAISONS DU MONDE	zac de Frocourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	R	4	MATERNELLE JULES RENARD	10, rue Jean Royer
FLEVILLE DEVANT NANCY	R	4	PRIMAIRE JULES RENARD	8, rue Jean Royer
FLEVILLE DEVANT NANCY	T	3	EST AUCTION	766, rue Gustave Eiffel
FLEVILLE DEVANT NANCY	X	2	SALLE SPORTIVE JEAN-MICHEL MOREAU	Chemin de la Woivre
FLIN	L	3	SALLE DES FETES - FOYER 3 ^{ème} AGE	place du 18 septembre 1944
FLIN	L	3	CENTRE AERE	1bis, rue Vosges
FLIN	V	3	EGLISE	place du 18 septembre
FOUG	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Général Leclerc
FOUG	R	4	GROUPE SCOLAIRE DU LUTON	rue Lutons
FOUG	R	4	COLLEGE LOUIS PERGAUD	33, rue du Général de Gaulle
FOUG	V	3	EGLISE	rue Prosper Boucher
FOUG	X	3	HALL DES SPORTS	rue du Général de Gaulle
FREMENIL	L	4	MAISON POUR TOUS	22, Grand Rue
FREMONVILLE	V	3	EGLISE	
FRESNOIS LA MONTAGNE	L	4	SALLE POLYVALENTE	12, place Orval
FRESNOIS LA MONTAGNE	R	4	CANTINE GARDERIE	rue Habscheid
FRESNOIS LA MONTAGNE	R	4	MATERNELLE CANTINE GARDERIE	1, rue Rambeurt
FROLOIS	L	4	COMPLEXE SALLE SOCIO CULTURELLE	4, route de Mereville
FROUARD	L	3	SALLE DES FETES	rue Pasteur
FROUARD	L	3	THEATRE GERARD PHILIPPE	avenue de la Libération
FROUARD	L	4	F.J.E.P.	2, rue du 15 Septembre 1944
FROUARD	L	4	CINEMA PLACE	place Nationale
FROUARD	M	2	MAGASIN GO SPORT	2, rue de la Vallée
FROUARD	M	2	MAGASIN AUBERT	16, rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	2	OFFICE DEPOT	lieu dit Corvée Milliant
FROUARD	M	2	PLANETE SATURN BAT. A1	zac Saule Gaillard
FROUARD	M	2	KING JOUET- MODERN PLASTIC BAT.A2	zac du Saule Gaillard
FROUARD	M	2	FOIR' FOUILLE	3, rue du Saule Gaillard
FROUARD	M	2	KERIA LUMINAIRE BAT.B	zac du Saule Gaillard
FROUARD	M	2	ANIMAL' S PLANET	14, rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	3	MAGASIN LECLERC ELECTRO CONSEIL	rue du Bois
FROUARD	M	3	LES JARDINS DU VAL DE LORRAINE	51, rue de Metz
FROUARD	M	3	HALLE AUX VETEMENTS	10, rue du Bois
FROUARD	M	3	GEMO CHAUSSURES	6, rue du Bois
FROUARD	M	3	GEMO VETEMENT	4, rue du Bois
FROUARD	M	3	LECLERC AUTO	1, rue du Bois
FROUARD	M	3	MAGASIN INTERSPORT	12, rue du Bois
FROUARD	M	3	MAGASIN GRIFF'PLUS	164, rue de Nancy
FROUARD	M	3	STE CASA FRANCE	14, rue du Bois
FROUARD	M	3	THIRIET DISTRIBUTION	5, rue de la Vielle Pierre
FROUARD	M	3	MAGASIN DEVIANNE	3, rue du Bois
FROUARD	M	3	SOCIETE MARCA	5, rue du Bois
FROUARD	M	3	SOCIETE LIDL	5, rue Rémy Collin
FROUARD	M	3	LES JARDINS DU VAL DE LORRAINE	rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	4	HALLE AUX CHAUSSURES	8, rue du Bois
FROUARD	MN	1	CENTRE LECLERC	2, rue du Bois
FROUARD	N	3	BUFFALO GRILL	6, rue de Nerbevaux
FROUARD	N	4	RESTAURANT QUICK	2, rue Nerbevaux
FROUARD	N	4	RESTAURANT LE BODEGON COLONIAL	8, rue Nerbevaux

FROUARD	O	4	HOTEL AKENA	5, rue de Nerbuvaux
FROUARD	O	4	VILLAGE HOTEL	3, rue de Nerbevaux
FROUARD	O	4	HOTEL B & B	1, rue de Nerbevaux
FROUARD	PA	1	STADE INTERCOMMUNAL	rue Lasalle
FROUARD	R	3	COLLEGE JEAN LURCAT	36, rue de l'Hôtel de Ville
FROUARD	R	4	PRIMAIRE HENRI WALLON	54, rue du 08 mai 1945
FROUARD	R	4	GROUPE SCOLAIRE JEAN ZAY	rue de Liverdun
FROUARD	R	4	MATERNELLE LOUISE MICHEL	5, rue Clémenceau
FROUARD	R	4	GROUPE SCOLAIRE JULES VALLES	1, rue Jules Ferry
FROUARD	R	4	ESPACE 89	10-12, rue de Metz
FROUARD	R	4	MATERNELLE PAUL LANGEVIN	1, rue Colvis
FROUARD	RS	4	ESPACE LUDO CULTUREL	10-12, rue de Metz
FROUARD	V	3	EGLISE ST JEAN-BAPTISTE	rue Haute
FROUARD	V	3	CHAPELLE ND DE LA PAIX	rue Emile Zola
FROUARD	X	3	SALLE DES SPORTS INTERCOMMUNALE	4, rue Lasalle
FROUARD	X	4	COSEC	rue de la Salle
FROVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	8, rue Principale
GERBEVILLER	J	4	MAISON DE RETRAITE STE JULIE	16, rue Maurice Barrès
GERBEVILLER	R	3	COLLEGE EUGENE FRANCOIS	6, route Haudonville
GERBEVILLER	R	4	GROUPE SCOLAIRE	rue Carnot
GERBEVILLER	X	3	GYMNASE	12, cité Galliéni
GEZONCOURT	L	4	SALLE POLYVALENTE	place de la Fontaine
GIBEAUMEIX	LW	4	SALLE POLYVALENTE	7-9, rue de l'Eglise
GIRAUMONT	J	4	MAISON DE RETRAITE E.HERE	avenue Ste Barbe
GIRAUMONT	LX	4	ESPACE ASSOCIATIF MARIE ROMAINE	rue du Stade
GIRIVILLER	LW	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	2, place de la Boudière
GLONVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	5bis, rue Haute
GLONVILLE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
GONDRECOURT AIX	L	4	SALLE POLYVALENTE	17bis, rue de Verdun
GONDREVILLE	J	4	CENTRE DE READAPTATION	51, avenue de la Libération
GONDREVILLE	M	2	MEUBLES ATLAS ET FLY	RN 4
GONDREVILLE	NP	3	LA BERGERIE	route de Villey-le-Sec
GONDREVILLE	R	4	MATERNELLE DE LA CROIX STE ANNE	2, rue de la Croix Ste Anne
GONDREVILLE	R	4	PRIMAIRE FONTENOY	route de Fontenoy
GONDREVILLE	V	3	EGLISE	rue du Château des Princes
GONDREVILLE	X	2	SALLE POLYVALENTE	place de la Grève
GORCY	LX	3	ESPACE COULMY	rue du Stade
GORCY	PA	3	STADE MUNICIPAL	rue du Stade
GORCY	R	4	MATERNELLE GARDERIE CANTINE	10, rue du Stade
GORCY	V	3	EGLISE	
HAGEVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	Grand' rue
HANDEVTPIERREPONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, rue d'Alsace
HANNONVILLE SUZEMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	Grand rue
HANNONVILLE SUZEMONT	LN	4	AUBERGE DE LA VALLE DE L'YRON	101, route Nationale
HAROUÉ	J	4	ASSOCIATION LES BRUYERES	1, Chemin des Ormes
HAROUÉ	R	4	GROUPE SCOLAIRE	2, route ville sur Madon
HAROUÉ	R	4	CENTRE A.L.P.A.	Les Noires Terres
HATRIZE	L	4	SALLE DES FETES	rue du Rouvion
HAUCOURT MOULAINÉ	L	3	SALLE POLYVALENTE AEIM	rue de la Meuse
HAUCOURT MOULAINÉ	L	4	SALLE DES FETES	19, rue Pierre et Marie Curie
HAUCOURT MOULAINÉ	L	4	SALLE DES FETES JEAN VILLAR	rue de l'Ardèche
HAUCOURT MOULAINÉ	PA	1	TERRAIN DE FOOTBALL	rue de la Garonne
HAUCOURT MOULAINÉ	R	4	ECOLE VICTOR CHEVALIER	6ter, rue Pasteur
HAUCOURT MOULAINÉ	R	4	GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY	22, rue de la Meurthe St Charles
HAUCOURT MOULAINÉ	R	4	MATERNELLE ROBERT DESNOS	23, rue de la Meuse

HAUCOURT MOULAIN E	X	3	COMPLEXE SPORTIF	rue de la Garonne
HAUSSONVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	18, Grande rue
HAUSSONVILLE	R	4	MAISON D'ACCUEIL	4, rue de l'Eglise
HEILLECOURT	J	4	FOYER DES AULNES	rue de la Rotonde
HEILLECOURT	J	4	FPA RESIDENCE DU MOULIN	14, rue du Gué
HEILLECOURT	L	3	MAISON DU TEMPS LIBRE	11, rue Gustave Lemaire
HEILLECOURT	LX	3	COMPLEXE SPORTIF SALLES D'ACTIVITES	RD n° 71
HEILLECOURT	M	2	BOTANIC	1, rue de Vandoeuvre
HEILLECOURT	M	3	HYPERPLEIN CIEL	RD 570
HEILLECOURT	NOL	4	HOTEL ECLIPSE	1, rue Epinette
HEILLECOURT	R	3	GROUPE SCOLAIRE CHATEAUBRIAND	rue de Brest
HEILLECOURT	R	4	PRIMAIRE VICTOR HUGO	rue de Besançon
HEILLECOURT	R	4	MATERNELLE VICTOR HUGO	rue de Besançon
HEILLECOURT	R	4	MATERNELLE EMILE GALLE	rue Gustave Lemaire
HEILLECOURT	RL	4	MAISON DE L'ENFANCE ET CANTINE SCOLAIRE	rue de Versailles
HEILLECOURT	X	4	SALLE TOUSSAINT	zone de loisirs du parc de l'embanie
HEILLECOURT	X	4	COSEC	zone de Loisirs parc de l'Embanie
HERBEVILLER	V	3	EGLISE	place St Germain
HERSERANGE	J	4	RESIDENCE BLANCHE DE CASTILLE	rue Blanche de Castille
HERSERANGE	L	3	SALLE DES FETES	87, rue de Paris
HERSERANGE	L	3	CENTRE CULTUREL LOUIS LUMIERE	62, rue de Paris
HERSERANGE	L	4	M.J.C. DE LA CHIERS	rue de Liège
HERSERANGE	R	3	COLLEGE HENRIETTE DE GODFROY	rue du Pré de Villers
HERSERANGE	R	4	GROUPE SCOLAIRE JULES SIMON	40, rue de Paris
HERSERANGE	X	3	SALLE OMNISPORTS PISCINE	rue de Lorraine
HERSERANGE	X	3	SALLE ANATOLE DE MARNEFFE	allée des Chalets
HOEVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Fontaine
HOMECOURT	J	4	FPA - CANTINE SCOLAIRE	rue Denfert Rochereau
HOMECOURT	L	2	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	place du Général Leclerc
HOMECOURT	LU	4	BATIMENT VILLE PLURIELLE	place Leclerc
HOMECOURT	M	1	BRICOMARCHE	rue Jean Moulin
HOMECOURT	M	2	INTERMARCHE	rue du Haut des Tappes
HOMECOURT	M	3	VETIMARCHE	zac du Haut des Tappes
HOMECOURT	M	3	ALDI MARCHE	avenue de la République
HOMECOURT	M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	17, lotissement du Haut des Tappes
HOMECOURT	M	3	STATIONMARCHE	lotiss. des Hauts des Tappes
HOMECOURT	N	4	RESTAUMARCHE	Zac du Haut des Tappes
HOMECOURT	NRXW	3	HOTEL DES OUVRIERS	place de l'Hôtel des Ouvriers
HOMECOURT	PA	2	ENSEMBLE SPORTIF BOIS DE LA SARRE	Lieudit Bois de la Sarre
HOMECOURT	R	3	COLLEGE J.J.ROUSSEAU	rue Bois de la Sarre
HOMECOURT	R	3	PRIMAIRE JOLIOT CURIE	rue Maurice Thorez
HOMECOURT	R	4	PRIMAIRE HENRI BARBUSSE	rue Henri Barbusse
HOMECOURT	X	2	SALLE DES SPORTS MUNICIPALE	rue des Tunnels
HOUEMONT	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue des Saules
HOUEMONT	M	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	route Nationale 57
HOUEMONT	M	1	MAGASIN DECATHLON	2, avenue des Erables
HOUEMONT	M	3	MONDIAL PECHE	1, rue Egrez
HOUEMONT	M	3	CENTER MARQUES	route Nationale 57
HOUEMONT	N	4	RESTAURANT QUICK	4, avenue des Erables
HOUEMONT	O	4	ETAP HOTEL	6, allée de la Genelière
HOUEMONT	O	4	HOTEL FORMULE 1	rue de la Genelière
HOUEMONT	ON	4	HOTEL ARCOLE	2, rue des Egrez
HOUEMONT	ONL	3	NOVOTEL	8, allée de la Genelière
HOUEMONT	R	4	MATERNELLE DES EPI NETTES	12bis, rue des Saules
HOUEMONT	X	3	SALLE OMNISPORT DU MANCES	12, rue de Lorraine

HUSSI GNY-GODBRANGE	L	3	SALLE DES FETES	rue de l'Hôpital
HUSSI GNY-GODBRANGE	M	4	MAGASIN CORSAIRE	rue de l'Hôpital
HUSSI GNY-GODBRANGE	PA	2	STADE MUNICIPAL	rue Jean Moulin
HUSSI GNY-GODBRANGE	R	4	CENTRE AERE D'HERSERANGE	Lieu dit La Clairière
HUSSI GNY-GODBRANGE	V	3	EGLISE	place du 8 mai
HUSSI GNY-GODBRANGE	X	3	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	rue des Tilleuls
JARNY	J	4	MAISON DE RETRAITE LES LILAS	54, avenue de Wilson
JARNY	J	4	FPA RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	26, rue Jeanne d'arc
JARNY	L	2	SALLE POLYVALENTE JEAN LURCAT	rue Clément Humbert
JARNY	L	3	SALLE DES FET GERARD PHILIPPE	rue Clément Humbert
JARNY	L	3	CENTRE JULES ROMAIN	rue Claude Debussy
JARNY	L	4	CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT	86, rue Victor Hugo
JARNY	M	1	BRI COMARCHE	58, avenue de la République
JARNY	M	2	INTERMARCHE	rue du 11 novembre 1918
JARNY	M	2	SUPERMARCHE MATCH	48, rue de Verdun
JARNY	M	3	MAGASIN NORMA	1-3, avenue de la République
JARNY	M	4	MAGASIN RIDOSOL	41, avenue de la République
JARNY	M	4	MAGASIN DELISSE HABILLEUR	7, rue Pasteur
JARNY	N	4	FOYER GUY MOQUET	place Aristide Briand
JARNY	PA	1	STADE HUGO GNEMMI	rue Clément Humbert
JARNY	PA	3	STADE CHARLES GENOT	rue Clément Humbert
JARNY	R	1	LYCEE JEAN ZAY	2, rue de la Tuilerie
JARNY	R	2	COLLEGE LOUIS ARAGON	2, rue Foch
JARNY	R	3	COLLEGE ALFRED MEZIERES	1, place Paul Mennegand
JARNY	R	3	L.P.R. CENTRE MUSICAL ANNE FRANCK	4, rue Tuilerie
JARNY	R	3	GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	rue Jean Jacques Rousseau
JARNY	R	4	GROUPE SCOLAIRE PABLO PICASSO	18, rue Gabriel Péri Droitaumont
JARNY	R	4	PRIMAIRE JULES FERRY	3/5, rue Jules Ferry
JARNY	R	4	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN-WALLON	rue Clément Humbert
JARNY	R	4	MATERNELLE YVONNE IMBERT	rue Montesquieu
JARNY	X	2	SALLE POLYVALENTE AUGUSTE DELAUNE	rue Clément Humbert
JARNY	X	2	SALLE POLYVALENTE SPORTIVE SNCF	86, rue Victor Hugo
JARNY	X	2	GYMNASE MAURICE BAQUET	avenue Patton
JARVILLE LA MALGRANGE	J	4	MAISON RETRAITE DU HAUT DU BOIS	23, avenue Général de Gaulle
JARVILLE LA MALGRANGE	L	3	SALLE DES FETES	15, rue Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	L	4	SALLE POLYVALENTE LA CACHETTE	16, rue du Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	M	1	INTERMARCHE	113, avenue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	2	SUPERMARCHE LE MUTANT	34, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	3	LIDL	rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	3	TREFF MARCHE	avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	N	4	CUISINE MUNICIPALE	avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	PA	1	STADE DE MONTAIGU	rue de la Sablière
JARVILLE LA MALGRANGE	R	2	LYCEE COLLEGE DE LA MALGRANGE	3, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	COLLEGE ALBERT CAMUS	3, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	COLLEGE MONTAIGU	rue de la Sablière
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	GROUPE SCOLAIRE ERCKMANN CHATRIAN	5, rue du Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	A.F.T. I.F.T.I.M.	2, avenue Général de Gaulle
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	GROUPE SCOLAIRE ALEXANDER FLEMING	15, rue Jean-Philippe Rameau
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	GROUPE SCOLAIRE LA FONTAINE	rue Georges Bizet
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	MATERNELLE CALMETTE GUERIN	15, rue JP Rameau
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	MATERNELLE FLORIAN	14, rue François Evrard
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS COLLEGE	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT.LALLEMA	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT.CENTRAL	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS HEBERG.GARC	2, rue Joseph Piroux

JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	CENTRE DE LOISIRS ET DE L'ENFANCE	18, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	COSEC ALBERT CAMUS	3bis, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	SALLE DES SPORTS LA MALGRANGE	3, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	SALLE DES SPORTS M.J.C.	rue François Evrard
JARVILLE LA MALGRANGE	Y	4	MUSEE DU FER	1, avenue Général de Gaulle
JEANDELIZE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de Verdun
JEZAINVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	8, rue Jean Mermoz
JEZAINVILLE	R	4	CENTRE VACANCES ET ACCUEIL	Centre Michel Bertel
JOEUF	J	4	ETS LE CANTOU	26, rue Saint Robert
JOEUF	J	4	FPA RESIDENCE JEAN MOULIN	28, rue de Ravenne
JOEUF	J	4	FPA RESIDENCE MAURICE PELTIER	rue du Commerce
JOEUF	L	2	SALLE FRANCOIS DE CUREL ET ANNEXES	57, rue du Commerce
JOEUF	L	3	CINEMA CASINO	8, rue de Franchepré
JOEUF	L	4	SALLE SAINT MICHEL	rue Saint Henri
JOEUF	L	4	BATIMENT COMMUNAL	rue Cités Basses
JOEUF	LNR	4	ESPACE MICHEL WALE LUDOTHEQUE	rue du Quartier Mermoz
JOEUF	LOW	3	CENTRE D'ACTIVITES ECONOMIQUES	Z.I. de Franchepré
JOEUF	M	2	MAGASIN MATCH	83, rue de Franchepré
JOEUF	M	3	LEADER PRICE	31, rue de Franchepré
JOEUF	M	3	COMPLEXE COMMERCIAL LIDL	10, rue d'Arly
JOEUF	PA	1	STADE RAVENNE	butte de Ravenne
JOEUF	R	3	COLLEGE MAURICE BARRES	1, place Monte Sans Guisto
JOEUF	R	3	PRIMAIRE GENIBOIS	place de l'Eglise
JOEUF	R	4	COLLEGE DE L'ASSOMPTION	place de l'Eglise Notre Dame de Franchepré
JOEUF	R	4	PRIMAIRE JOEUF MAIRIE	place de l'Hôtel de Ville
JOEUF	R	4	MATERNELLE PRIMAIRE DE RAVENNE	57, rue du Commerce
JOEUF	R	4	ECOLE MATERNELLE	16, place Hôtel de Ville
JOEUF	U	4	HOPITAL GENIBOIS	26, rue St Robert
JOEUF	V	2	EGLISE ND FRANCHEPRE	place de l'Eglise
JOEUF	V	3	EGLISE STE CROIX	grand rue
JOEUF	X	1	SALLE MUNICIPAL DES SPORTS	rue Eugène Bastien
JOEUF	X	3	GYMNASE MUNICIPAL	rue du Stade
JOEUF	X	3	PISCINE	1, rue du Stade
JOLIVET	L	4	SALLE POLYVALENTE	115, place Xavier Kussler
JOUAVILLE	R	4	ACCUEIL PERISCOLAIRE	5bis, rue de l'Eglise
JOUDREVILLE	J	4	MAPAD RESIDENCE LES BRUYERES	rue de la Piscine
JOUDREVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	25, rue Victor Hugo
JOUDREVILLE	L	4	FOYER FREDERIC ROSANT	15, rue Emile Zola
JOUDREVILLE	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
JOUDREVILLE	X	3	SALLE SPORT CESAR MARKUT	rue Joliot Curie
LABRY	J	4	MAISON DE RETRAITE FIDRY	26, rue Roland Daret
LABRY	L	4	SALLE DES FETES	1, rue Frères Marcon
LACHAPELLE	L	4	ESPACE CULTUREL ET FAMILIAL	rue de l'Abbé Schlienger
LAGNEY	L	4	CENTRE SOCIO-EDUCATIF	rue de la Mairie
LAGNEY	V	3	EGLISE	
LAITRE SOUS AMANCE	LW	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	1, rue Sophie de Bar
LANDREMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	21, rue Marcellin Munier
LANDRES	L	4	SALLE POLYVALENTE	ZA La Croisette
LANDRES	M	2	INTERMARCHE	37, rue de Verdun
LANDRES	M	2	MAGASIN GAMM VERT	route de Verdun
LANDRES	R	3	LYCEE PROFESSIONNEL REGIONAL	1, rue du Collège
LANDRES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
LANEUVEVILLE AU BOIS	L	4	SALLE DES FETES	49, Grande rue
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	M	2	SADERREY	2, rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	J	4	LA MARRAINE RESIDENCE PERSONNES AG	6, rue des Aulnois

LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	SALLE DES FETES DE LA MADELEINE	RN 4 - La Madeleine
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	SALLE DES FETES	rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	LOCAUX SOCIO EDUCATIFS	rue Viriot
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	M	3	MAGASIN ALDI	71/75, rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	NP	4	RESTAURANT BAR LA MUHLERIA	83, rue de l'Armée Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	2	STADE LANEUVEVILLE N° 1	rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	2	STADE DE LA MADELEINE	rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	3	STADE LANEUVEVILLE N° 2	rue du Général Leclerc
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	R	4	ECOLE MATERNELLE MONTAIGU	1, rue Robert Damery
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	V	3	EGLISE	rue Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	X	3	PISCINE	rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	X	4	SALLE DES SPORTS	rue Lucien Galtier
LARONXE	V	3	EGLISE	
LAXOU	J	4	FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	1, rue Bel Air
LAXOU	J	4	RESIDENCE DE LA SAONE HOTELIA	8, rue de la Saone
LAXOU	J	4	RESIDENCE D'AUTOMNE	allée de la Saulx
LAXOU	J	4	RESIDENCE L'OSERAIE	27, rue de Maréville
LAXOU	L	2	CENTRE INTERCOMMUNAL LAXOU MAXEVILLE	23, rue de la Meuse
LAXOU	L	3	SALLE LOUIS COLLIN	avenue de l'Europe
LAXOU	L	3	ESPACE EUROPE LES PROVINCES	place Louis Collin
LAXOU	L	4	SALLE LOUIS PERGAUD	1-4, place de la Liberté
LAXOU	LRW	4	CENTRE SOCIAL COMMUNAL	1, place de l'Europe
LAXOU	M	1	LA CASCADE CENTRE COMMERCIAL	rue de la Mortagne
LAXOU	M	1	LA CASCADE SUPERMARCHE MATCH	rue de la Mortagne
LAXOU	M	1	LA CASCADE MAGASIN LIDL	rue de la Mortagne
LAXOU	M	2	NOUVELEC	77, avenue de la Libération
LAXOU	M	2	MAGASIN SPORT 2000	allée du Perthois
LAXOU	M	2	INTERMARCHE	avenue de l'Europe
LAXOU	M	2	BRI CORAMA	rue du Vermois
LAXOU	M	3	MEUBLES FOISSEY	4, avenue de la Résistance
LAXOU	M	3	NORAUTO	rue de la Sapinière
LAXOU	M	3	DARTY	21, avenue de la Résistance
LAXOU	M	3	MAGASIN NORMA	CC Les Provinces
LAXOU	M	3	MAGASIN THIRIET	rue de la Sapinière
LAXOU	M	3	MAGASIN ALDI	30bis, boulevard Foch
LAXOU	M	4	DORAMA - CUISINE SCHMIDT	20, rue de la Sapinière
LAXOU	M	4	MAGASIN AMBIA	18, avenue de la Résistance
LAXOU	MN	1	CENTRE COMMERCIAL AUCHAN	2, rue de la Sapinière
LAXOU	MT	4	CONCESSION VOLKSWAGEN AUDI	rue de la Sapinière
LAXOU	N	4	RESTAURANT MC DONALD'S	rue de la Sapinière
LAXOU	NO	2	HOTEL ARIANE	10, rue de la Saône
LAXOU	NO	4	HOTEL NOVOTEL	2, rue du Vair
LAXOU	O	4	HOTEL FORMULE 1	rue de la Saône
LAXOU	O	4	VILLAGE HOTEL	rue Saulnois
LAXOU	P	3	DISCOTHEQUE LE PHARAON	Centre commercial les Provinces
LAXOU	PA	2	STADE DE LA SAPINIERE	rue de la Toulouse
LAXOU	R	2	LYCEE E.HERE	86, boulevard Foch
LAXOU	R	3	INSTITUTION ST JOSEPH	413, avenue Boufflers
LAXOU	R	3	A.F.P.A.	73-75, boulevard Foch
LAXOU	R	3	CENTRE CONSULAIRE DE FORMATION	3, rue du Mouzon
LAXOU	R	3	COLLEGE LA FONTAINE	6, rue de la Moselle
LAXOU	R	3	COLLEGE VICTOR PROUVE	10, rue de Villers
LAXOU	R	3	CEPAL	3, rue de la Vezouze
LAXOU	R	3	GROUPE SCOLAIRE ALBERT SCHWEITZER	rue de la Meuse
LAXOU	R	4	GROUPE SCOLAIRE PASTEUR	76, avenue du Maréchal Foch

LAXOU	R	4	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	5, rue Victor Hugo
LAXOU	R	4	CRECHE HANSEL ET GRETEL	3, avenue Paul Déroulède
LAXOU	R	4	CPN BATIMENT CRECHE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	RLW	4	CHAMBRE DES METIERS DE MEURTHE ET M	4, rue de la Vologne
LAXOU	RV	4	CPN BATIMENT LALANNE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	S	3	BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE	17, rue de Maréville
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT ARCHAMBAULT PASTEUR	1, rue du Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT UNITE 1 & 2	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT FOVILLE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL E	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT ST JULIEN	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT BONFILS	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT UNITE 3	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT UNITE 4	1, rue Dt Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL D	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT STE MARIE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT F1	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN CLINIQUE INTERSENSORIELLE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT LE PRI SME	1, rue Dr Archambault
LAXOU	V	3	EGLISE SAINT GENES	place de la Liberté
LAXOU	X	3	PI SCINE	rue Pol Choné
LAXOU	X	3	SALLE OMNI SPORTS	avenue de l'Europe
LAXOU	X	3	GYMNASE LA FONTAINE	rue de la Moselle
LAXOU	XN	4	GYMNASE CLUB	113 bis, boulevard Emile Zola
LAY SAINT CHRISTOPHE	J	4	MAISON RETRAITE BAUDINET DE COURCE	rue de l'Eglise
LAY SAINT CHRISTOPHE	L	3	SALLE COMMUNALE	chemin rural de la Jeune Rose
LAY SAINT CHRISTOPHE	L	4	SALLE DES FETES	9, rue Baron de Courcelles
LAY SAINT CHRISTOPHE	U	4	CENTRE SPILLMANN	1, rue Professeur Montant
LAY SAINT CHRISTOPHE	UNL	4	CENTRE DE READAPTATION	4, rue du Professeur Montau
LENONCOURT	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Presbytère
LES BAROCHES	L	4	SALLE POLYVALENTE SAINT ELOI	Ecart Geraville
LESMENILS	L	3	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue Louvière
LESMENILS	PN	2	DISCOTHEQUE SYQUEST	Tête de St Euchamps
LEXY	L	3	FOYER MUNICIPAL FOYER DES JEUNES	6, rue du Maréchal Foch
LEXY	M	3	MAGASIN BUT	92, route de Longwy
LEXY	M	3	MAGASIN M. BRICOLAGE	Les Maragoles
LEXY	M	3	MAGASIN SHOPI	4, rue de Lorraine
LEXY	M	3	MAGASIN INTERSPORT	route de Longuyon
LEXY	R	2	COLLEGE EMILE GALLE	23, rue Albert Lebrun
LEXY	R	4	MATERNELLE	rue du Parc
LEXY	VL	3	EGLISE LOCAUX PAROISSIAUX	place de l'Eglise
LEXY	X	3	GYMNASE MUNICIPAL	19, rue Albert Lebrun
LEYR	L	4	SALLE POLYVALENTE	5, rue de la Promenade
LIVERDUN	J	4	FOYER D'HEBERGEMENT CAT	route de Frouard
LIVERDUN	J	4	INSTITUTION JEUNES AVEUGLES	domaine des Eaux Bleues
LIVERDUN	J	4	RESIDENCE BEAU SITE	47, avenue Mozart
LIVERDUN	L	2	SALLE ESPACE LOISIRS CHAMPAGNE	rue de Quimper
LIVERDUN	L	3	SALLES ASSOCIATIVES	48, grande rue
LIVERDUN	L	4	CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT	rue Mozart
LIVERDUN	LSY	3	CHATEAU CORBIN	13, place de la Cagnotte
LIVERDUN	M	2	INTERMARCHE	route de Frouard
LIVERDUN	M	4	MAGASIN NORMA	2, rue des Hautes Alpes
LIVERDUN	N	3	RESTAURANT LE VAL FLEURI	1, route de Villey-St-Etienne
LIVERDUN	N	4	CANTINE SCOLAIRE	4bis, rue Adam

LI VERDUN	R	3	COLLEGE GRANDVILLE	rue Pierre Pinteaux
LI VERDUN	R	3	GROUPE SCOLAIRE GEORGES BRASSENS	12, rue de la Gare
LI VERDUN	R	4	GROUPE SCOLAIRE ROND CHENE	6bis, avenue Mozart
LI VERDUN	R	4	MATERNELLE PRI MAIRE CHAMPAGNE	rue des Hautes Alpes
LI VERDUN	V	3	EGLI SE	place d'Armes
LI VERDUN	X	4	COSEC	7, chemin Tuilerie
LI VERDUN	XL	4	CENTRE SOCI O CULTUREL	rue de Quimper
LOI SY	L	3	SALLE DES FETES LE COUARAIL	21, Grand rue
LONGLAVILLE	J	4	FPA RESI DENCE BENOIT FRACHON	7, rue du Moulin
LONGLAVILLE	L	2	CENTRE CULTUREL ELSA TRI OLET	avenue Bogdan Politanski
LONGLAVILLE	L	3	SALLE DES FETES ALEXEI LEONOV	2, rue Victimes du Nazisme
LONGLAVILLE	L	3	SALLE POLYV.GRANGE RATY	parc Jacques Duclos
LONGLAVILLE	N	3	HOTEL SAINT MARTIN	2, rue du Prieuré
LONGLAVILLE	PA	2	STADE DE LA FRONTIERE 2	avenue du Luxembourg
LONGLAVILLE	R	3	LYCEE PROFESSI ONNEL REI SER	1, rue du Stade
LONGLAVILLE	R	3	COLLEGE DES 3 FRONTI ERES	1, rue du Stade
LONGLAVILLE	R	4	CRECHE POMME D'API	place du 24 juillet
LONGLAVILLE	R	4	MAISON DE L'ENFANCE	parc Jacques Duclos
LONGLAVILLE	RW	2	CENTRE EUROPEEN TRANSFRONTALIER	avenue du Prieuré
LONGLAVILLE	RW	2	A.F.P.A.	avenue du Prieuré
LONGLAVILLE	X	4	HALLE DES SPORTS	rue du Stade
LONGLAVILLE	XL	2	COMPLEXE SPORTIF	28, rue René Getti
LONGUYON	J	4	MAISON RETRAI TE LOUIS QUI NQUET	29, rue Louis Quinquet
LONGUYON	J	4	RESI DENCE AUTOMNE PAI SIBLE	22, avenue O' Gorman
LONGUYON	J	4	RESI DENCE LES MARRONNI ERS	rue Nouvelle
LONGUYON	L	3	FOYER SOCI O EDUCATI F G.BRASSENS	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	L	3	SALLE ROLAND PI ERRET	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	L	3	CINEMA FORUM	27, rue de l'Hôtel de Ville
LONGUYON	LR	3	CENTRE AERE SALLE POLYV.	Ferme de Moncel
LONGUYON	LR	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	rue Albert Lebrun
LONGUYON	M	2	I NTERMARCHE	route d'Arrancy
LONGUYON	M	3	LIDL	avenue de la Libération
LONGUYON	M	3	SUPERMARCHE CHAMPION	21, rue de Sète
LONGUYON	NO	4	HOTEL-RESTAURANT LUTETIA	54, rue de Deauville
LONGUYON	NO	4	HOTEL LA LORRAI NE RESTAURANT LE MAS	rue Augistrou
LONGUYON	PA	2	STADE DE FOOTBALL	route de Viviers
LONGUYON	R	3	COLLEGE PAUL VERLAI NE	18, avenue Général de Gaulle
LONGUYON	R	4	ENSEMBLE SCOLAIRE STE CHRETI ENNE	11, rue Mazelle
LONGUYON	R	4	GROUPE SCOLAIRE LOUISE MICHEL	1, avenue O'Gormann
LONGUYON	R	4	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN WALLON	rue du 19 mars 1962
LONGUYON	R	4	GROUPE SCOLAIRE JACQUES CARTIER	15, rue Emile Zola
LONGUYON	X	3	SALLE DES SPORTS LEO LAGRANGE	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	X	4	PI SCINE	avenue Libération
LONGWY	J	4	MAISON RETRAI TE ROCHE AUX CARMES	Le haut de la côte aux Carmes
LONGWY	J	4	MAISON RETRAI TE SAINT LOUIS	2, rue Saint Louis
LONGWY	J	4	FPA LES REMPARTS	50, avenue du 8 mai 1945
LONGWY	J	4	FPA RAMEAU	1, rue Stanislas
LONGWY	L	1	COMPLEXE CINEMA UTOPOLI S	avenue de Saintignon
LONGWY	L	3	CENTRE SOCI AL BLANCHE HAYE	16, avenue Malraux
LONGWY	L	3	SALLE DES FETES GOURAI NCOURT	3, rue Edouard Dreux
LONGWY	L	3	ESPACE ST MARTIN SALLES PAROI SSI ALE	20, rue Stanislas
LONGWY	L	4	SALLE DES FETES EDOUARD LEGRAS	1, rue Grand Duchesse Charlotte
LONGWY	LN	3	BATIMENT LES THERMES	6, avenue Grde Duchesse Charlotte
LONGWY	LN	4	LE GAMI N DE PARIS	18, avenue de la Paix
LONGWY	LSW	3	CENTRE SOCI O-CULTUREL ROBERT SCHUM	place Darche

LONGWY	M	2	SUPER U	13, rue Pierre Albert Labro
LONGWY	M	2	I NTERMARCHE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	2	BRI COMARCHE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	3	MAGASI N ALDI	rue de l'Europe
LONGWY	M	3	LI DL	avenue de Saintignon
LONGWY	M	3	HYPER AUX VETEMENTS	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	HYPER AUX CHAUSSURES	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	MAGASI N LA FOIRFOUILLE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	HALLE AUX CHAUSSURES	rue Pulventeux
LONGWY	M	4	STATI ON MARCHE	rue de l'Europe
LONGWY	M	4	CONFORAMA	rue Pulventeux
LONGWY	M	4	MAGASI N ZAZI	rue du Pulventeux
LONGWY	MN	1	CENTRE COMMERCIAL VAUBAN	1, avenue de la Paix
LONGWY	N	3	RESTAURANT UNI VERSI TAI RE	rue du Bivacque
LONGWY	NM	3	BATI MENT LE CRI STAL	12, rue Mercy
LONGWY	NP	4	BAR JEUX LE CHAPLI N	17, rue Aristide Briand
LONGWY	O	4	HOTEL MISTER BED	rue du Pulventeux
LONGWY	PN	3	BUBBLY'S BOWLING	avenue Raymond Poincaré
LONGWY	PN	4	CLUB DI SCOTHEQUE LES CAVES	49, rue de l'Abbé Henrion
LONGWY	R	1	LYCEE ALFRED MEZIERES	avenue André Malraux
LONGWY	R	2	LYCEE TECHNIQUE ALFRED MEZIERES	avenue de l'Aviation
LONGWY	R	3	COLLEGE VAUBAN	avenue Paul Mansard
LONGWY	R	3	COLLEGE ALBERT LEBRUN	rue d'Halanzey
LONGWY	R	3	LYCEE PROFESSI ONNEL DARCHÉ	2, rue Vauban
LONGWY	R	3	GROUPE SCOLAI RE PORTE BOURGOGNE	36/38, rue Aristide Briand
LONGWY	R	3	COLLEGE DES RECOLLETS	44, rue Général Pershing
LONGWY	R	4	ECOLE NOTRE DAME	3/5, rue du Parc
LONGWY	R	4	ECOLE GARDERIE DARTEIN	10, avenue Raymond Poincaré
LONGWY	R	4	GROUPE SCOLAI RE ALBERT 1er	rue Albert 1er
LONGWY	R	4	HOME D'ACCUEI L	1, avenue Foch
LONGWY	R	4	GROUPE SCOLAI RE CHADELLE	17, rue d'Halanzey
LONGWY	R	4	CRECHE MUNI CIPALE	rue Molière
LONGWY	R	4	LYCEE DES RECOLLETS	44, rue Général Pershing
LONGWY	R	4	MATERNELLE BEL ARBRE	avenue du Bel Arbre
LONGWY	V	3	EGLI SE STE TRINI TE	rue de l'Abbé Henrion
LONGWY	V	3	EGLI SE ST DAGOBERT	rue de l'Hôtel de Ville
LONGWY	V	3	EGLI SE ST JULES	place de l'Eglise
LONGWY	VR	3	ASSOCI ATION CULTURELLE I SLAMI QUE	36, rue Pasteur
LONGWY	X	2	COMPLEXE SPORTIF DES RECOLLETS	rue Legendre
LONGWY	X	2	PI SCI NE MUNI CIPALE	19, rue Legendre
LONGWY	X	3	SALLE DES SPORTS PI ERRE MOUSSET	rue de Boismont
LOROMONTZEY	L	4	SALLE POLYVALENTE	CD N° 133
LOROMONTZEY	V	3	EGLI SE	
LUCEY	L	4	SALLE DES ASSOCI ATIONS	120, route de Laneuveville
LUCEY	V	3	EGLI SE	rue de l'Eglie
LUDRES	J	4	FOYER LES FOUGERES	860, rue du Bon Curé
LUDRES	L	4	MJC GEORGES BRASSENS	44, rue de Secours
LUDRES	LN	1	UGC CI NE CI TE	boulevard des Technologies
LUDRES	M	1	C.C.I NTERMARCHE	Lieu-dit Chaudeau
LUDRES	M	2	MAGASI N RETI F	37, rue Bertholet
LUDRES	M	3	HYPER BURO	163, rue Bertholet
LUDRES	M	4	SCI PREVOYANCE	77, rue Pascal
LUDRES	M	4	ALDI MARCHE	RD 570
LUDRES	N	4	RESTAURANT LE CHALET SUI SSE	rue Bertholet
LUDRES	NL	3	LE COUNTRY	38, impasse Bertholet

LUDRES	O	4	HOTEL 1ERE CLASSE	Impasse Bertholet
LUDRES	O	4	HOTEL BONZAI	235, rue Bertholet
LUDRES	PA	2	STADE DU BON CURE	avenue du Bon Curé
LUDRES	R	3	COLLEGE JACQUES MONOD	114, avenue Chaudeau
LUDRES	R	4	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	79, rue de Secours
LUDRES	R	4	PRIMAIRE PIERRE LOTI	243, rue Hector Berlioz
LUDRES	R	4	MATERNELLE JEAN CHARCOT	113, rue Jean Charcot
LUDRES	S	3	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	rue des Bas Fourneaux
LUDRES	T	3	CENTRAL AUTOMOBILE LORRAINE	zone du Franclos
LUDRES	U	4	MAISON RETRAITE STE THERESE	rue Ferry de Ludres
LUDRES	WL	4	SALLE DES FETES JEAN MONET MAIRIE	place Jules Ferry
LUDRES	X	4	MANEGE DE L'ETRIER	chemin de Colomheu
LUDRES	XL	3	AIRE DE JEUX COUVERTE	rue Marie Marvingt
LUNEVILLE	J	3	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	rue de Villers
LUNEVILLE	J	4	MAISON DE RETRAITE STANISLAS	1, rue Level
LUNEVILLE	J	4	FPA RESIDENCE ST JACQUES	13, place St Jacques
LUNEVILLE	J	4	FPA RESIDENCE BOFFRAND	12bis, rue Boffrand
LUNEVILLE	J	4	FPA RESIDENCE MENIL	27bis, rue Ménil
LUNEVILLE	J	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	4, rue de la Barollière
LUNEVILLE	L	2	THEATRE MUNICIPAL	37, rue de Lorraine
LUNEVILLE	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL ERCKMANN	11, rue Erckmann
LUNEVILLE	L	3	CINEMA IMPERIAL	39, rue de la République
LUNEVILLE	L	3	MEDIATHEQUE	rue du Colonel Clarenthal
LUNEVILLE	L	3	SALON DES HALLES	place Léopold
LUNEVILLE	L	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	rue de Villers
LUNEVILLE	L	4	SALLE SAINT MICHEL	quai de Strasbourg
LUNEVILLE	L	4	COMPLEXE STAINVILLE BAT.3	2, avenue Voltaire
LUNEVILLE	L	4	MAISON QUARTIER SUD	8, rue Messier
LUNEVILLE	LY	3	MUSEE MILITAIRE	2, place de la 2ème Division de Cavalerie
LUNEVILLE	M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	M	2	MONOPRIX	8-10, place Léopold
LUNEVILLE	M	2	HYMA BRICOPRIX	3, avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	2	LA HALLE AUX VETEMENTS	avenue de la Libération bât. C
LUNEVILLE	M	3	MAGASIN NORMA	12, rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	M	3	MAGASIN ALDI	1, avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	3	MAGASIN LIDL	30-34, avenue du 2ème B.C.P.
LUNEVILLE	M	3	QUINCAILLERIE CHERRIER	6, rue Rivolet
LUNEVILLE	M	3	LA HALLE AUX CHAUSSURES	avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	4	MAGASIN BUT	2 -6, avenue de la Libération
LUNEVILLE	MX	2	ROUSSEL SPORTS	10, rue du Pré Contal
LUNEVILLE	N	3	CERCLE MIXTE DU CHATEAU STANISLAS	Château de Lunéville
LUNEVILLE	N	3	LYCEE E.BICHAT RESTAURANT BAT.DP1	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	N	4	CUISINE CENTRALE	place Léopold
LUNEVILLE	NP	4	RESTAURANT LE CAPRI	8, rue Chanzy
LUNEVILLE	ON	4	LE PETIT COMPTOIR-HOTEL LES PAGES	5, quai des petits Bosquets
LUNEVILLE	P	3	DISCOTHEQUE LE SCOOP	1, rue Rivolet
LUNEVILLE	PA	1	STADE FENAL	avenue Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	COLLEGE CHARLES GUERIN	1, rue Cosson
LUNEVILLE	R	2	LYCEE BOUTET DE MONVEL	4, rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	R	2	LYCEE E.BICHAT BAT.EX4 EX5 EX6	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	LYCEE E.BICHAT BAT.EX1 EX2 EX3 AD2	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	LYCEE REGION.E.BICHAT BAT.IN2	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	3	ENSEMBLE SCOLAIRE ST PIERRE FOURRIER	14, rue des Bénédictins
LUNEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE ALSACE	80, rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	R	3	LYCEE PAUL LAPIE	6, avenue du Dr Paul Kahn

LUNEVILLE	R	3	IUT CENTRE DE RESSOURCES TECHNOLOG	rue du Contre Amiral Antoine
LUNEVILLE	R	3	ECOLE DEMANGEOT	5, place des Carmes
LUNEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE HUBERT MONNAIS	1bis, rue des Bosquets
LUNEVILLE	R	3	LYCEE E.BICHAT BAT.IN1	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	4	ECOLE NOTRE DAME	54, rue de Lorraine
LUNEVILLE	R	4	ECOLE PRIVEE STE-JEANNE D'ARC	20, avenue du 2è BCP
LUNEVILLE	R	4	CRECHE MUNICIPALE STE ANNE	12, rue Ste Anne
LUNEVILLE	R	4	ECOLE JULES FERRY	41, rue Sainte Anne
LUNEVILLE	R	4	HALTE JEUX	rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	R	4	I.M.E. DE MEHON BAT.HEBERGEMENT	24, rue François Richard
LUNEVILLE	RL	4	CENTRE SOCIAL LES EPI S	4bis, avenue du Gal de Gaulle
LUNEVILLE	RX	4	ERNEST BICHAT BAT.EX7	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	U	3	CENTRE HOSPITALIER	1, rue Level
LUNEVILLE	U	4	ESPACE CHIRURGICAL JEANNE D'ARC	26, rue Charles Vue
LUNEVILLE	V	2	EGLISE ST JACQUES	place St Rémy
LUNEVILLE	V	3	EGLISE ST MAUR	rue de Villers
LUNEVILLE	V	3	EGLISE JEANNE D'ARC	quai de Strasbourg
LUNEVILLE	X	2	COMPLEXE SPORTIF CHARLES BERTE	avenue du Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	X	2	PI SCINE	1, cours de Verdun
LUNEVILLE	X	3	GYMNASE MIMOUN	73, rue Saint Anne
LUNEVILLE	X	4	COSEC BOULOCHÉ	rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	X	4	COSEC LEO LAGRANGE	rue Ernest Bichat
MAGNIERES	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
MAIDIERES	L	4	SALLE DES FETES	rue du Bois le Prêtre
MAIRY MAINVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE ANNEXE	rue Jules Ferry
MAIRY MAINVILLE	L	4	SALLE MUNICIPALE	Grand ' rue
MAIXE	L	4	SALLE POLYVALENTE	12bis, rue Saint Martin
MAIXE	V	3	EGLISE	
MAIZIERES	LX	3	COMPLEXE SPORTS ET LOISIRS	26, rue du Fort
MALLELOY	L	4	SALLE POLYVALENTE	45, rue Vénézu
MALZEVILLE	J	4	FOYER PERSONNES AGEES	rue du Général de Gaulle
MALZEVILLE	J	4	RESIDENCE DU PARC	rue du Vieux Cours
MALZEVILLE	L	3	CENTRE SOCIO-CULTUREL JERICHO	52, rue du Jéricho
MALZEVILLE	L	3	LYCEE AGRICOLE EX 3 CINEMA	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	L	4	SALLE DES FETES JERICHO	11, rue du Jericho
MALZEVILLE	L	4	CHATEAU DE LA DOUERA	2, rue du Lion d'Or
MALZEVILLE	LR	4	LYCE AGRICOLE SG 1 CENTRE SOCIO-CULT	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	M	2	DGF LORRAINE	2, rue Gustave Nordon
MALZEVILLE	R	3	COLLEGE PAUL VERLAINE	115, avenue Général Leclerc
MALZEVILLE	R	3	LYCEE AGRICOLE BAT.B EX 6	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	ECOLE PASTEUR	rue Pasteur
MALZEVILLE	R	4	ECOLE LECLERC	39, avenue du Général Leclerc
MALZEVILLE	R	4	LYCEE AGRICOLE IN 1 PAVILLON BTS	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	MATERNELLE GENY	14, rue Gény
MALZEVILLE	R	4	LYCEE AGRICOLE EX 2	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	LYCEE AGRICOLE EX 4-EX 5 CFPPA	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	RN	3	LYCEE AGRICOLE EX 1- CU 1 BAT.EXTERNAT	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	X	3	GYMNASE JO SCHLESSER	rue du Stade
MALZEVILLE	X	4	GYMNASE PAUL VERLAINE	155, avenue Général Leclerc
MANCE	L	4	MAISON POUR TOUS	place de la Mairie
MANCI EULLES	LN	2	SALLE DES FETES SAINT PIERREMONT	11, rue du Parc
MANCI EULLES	LN	4	SALLE HELIOS	4, rue Albert 1er
MANCI EULLES	LX	4	STAND DE TIR SALLE POLYVALENTE	Bois de Landremont
MANCI EULLES	R	4	GROUPE SCOLAIRE HERVE BAZIN	place de la Mairie
MANDRES AUX 4 TOURS	L	4	FOYER RURAL	rue Saint-Martin

MANONCOURT EN WOEVRE	L	4	SALLE COMMUNALE	allée des Acacias
MANONVILLE	L	4	SALLE DES CHAPELINES	rue de la Fontaine
MANONVILLE	R	4	CENTRE MULTI ACCUEIL	57, rue St Laurent
MARAINVILLER	L	4	SALLE POLYVALENTE	10, rue de Lunéville
MARAINVILLER	R	4	ECOLE PRIMAIRE	12, rue des Ecoles
MARAINVILLER	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
MARBACHE	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	3, voie de Liverdun
MARBACHE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	5, rue Clémenceau
MARBACHE	V	3	EGLISE ST GENGOULT	place du 8 mai 1945
MARON	L	4	BATIMENT SOCIO CULTUREL	ancienne gare SNCF
MARON	V	3	EGLISE ST GENGOULT	rue de Nancy
MARS LA TOUR	J	4	MAISON RETRAITE STE DOMINIQUE	70, rue de Metz
MARS LA TOUR	L	3	MAISON POUR TOUS	37, rue de Verdun
MARS LA TOUR	R	4	GROUPE SCOLAIRE ALBERT LEBRUN	rue des Ecoles
MARS LA TOUR	V	3	EGLISE	place Jeanne d'Arc
MARTINCOURT	R	4	CENTRE DE VACANCES ANDRE SCHILTZ	Chemin rural derrière Ste Croix
MAXEVILLE	J	4	INSTITUT JB THIERY - I.M.E.	13, rue de la République
MAXEVILLE	J	4	MAISON RETRAITE ND BON REPOS	34, rue Général Leclerc
MAXEVILLE	J	4	INSTITUT JB THIERY - E.E.P.	13, rue de la République
MAXEVILLE	J	4	MAISON ACCUEIL SPECIALISEE JB THIERY	8, rue de la Seille
MAXEVILLE	L	4	F.J.E.P.	2, avenue Patton
MAXEVILLE	L	4	SALLE PARC DE LA MAIRIE	rue du Commandant Charcot
MAXEVILLE	L	4	SALLES ASSOCIATIVES	5, rue du Général Leclerc
MAXEVILLE	LN	4	SALLE RESTAURANT MARCOTULLIO	rue Eugène Vallin
MAXEVILLE	LPA	1	SALLE SPECTACLES LE ZENITH	rue du Zénith
MAXEVILLE	M	1	PROMOCASH	rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	M	2	SUPER U	avenue de la Meurthe
MAXEVILLE	M	3	ALDI	rue Lafayette
MAXEVILLE	M	3	MAGASIN LEADER PRICE	rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	MT	3	DUPONT EST	4, avenue du Général de Gaulle
MAXEVILLE	N	3	RESTAURANT LE FIN PALAIS	9, rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	P	2	DISCOTHEQUE LE PLATINIUM	rue Lafayette
MAXEVILLE	PA	3	STADE LEO LAGRANGE	16, rue de l'Orme
MAXEVILLE	R	2	I.U.F.M.	5, rue Paul Richard
MAXEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE JULES ROMAINS	rue de la Seille
MAXEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	5, rue de la Chiers
MAXEVILLE	R	3	ESPACE ENTREPRISE ET FORMATION	10, rue Alfred Kastler
MAXEVILLE	R	4	ECOLE MATERNELLE ANDRE VAUTRIN	2, rue Courbet
MAXEVILLE	R	4	ECOLE ELEMENTAIRE ANDRE VAUTRIN	6, rue Courbet
MAXEVILLE	V	3	EGLISE ST MARTIN	rue du 15 Septembre
MAXEVILLE	V	3	EGLISE EVANGELIQUE MISSIONNAIRE	16, rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	WL	4	FOYER DU GRAND SAUVOY	17, route de Metz
MAXEVILLE	X	3	COMPLEXE SPORTIF MARIE MARVINGT	rue Solvay
MAXEVILLE	X	4	COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE	16, rue de l'Orme
MENIL LA TOUR	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	13, rue Reine
MENIL LA TOUR	NP	4	RELAIS MON PLAISIR	7, route Nationale
MERCY LE BAS	L	3	SALLE POLYVALENTE	87, route Nationale
MEREVILLE	L	4	MAIRIE LOCAUX SOCIO EDUCATIF	Grande rue
MEREVILLE	N	3	MAISON CARRE HANUS	14, rue du Bac
MEREVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	4, grand rue
MERVILLER	V	3	EGLISE	rue de Grammont
MESSEIN	L	3	L'ACQUET D'EAU	allée des Nautoniers
MESSEIN	R	4	GROUPE SCOLAIRE JEAN ROSTAND	32, rue Joliot Curie
MESSEIN	XL	2	CENTRE DE LOISIRS LES MILLERIES	Cote Saint Maurice
MEXY	L	2	SALLE DES FETES RENE MARTINI	rue de Lorraine

MEXY	M	4	MAGASIN CORSAIRE	place Gilbert Dufour
MEXY	PA	2	TERRAIN DE FOOTBALL	plaine de Jeux
MEXY	V	3	EGLISE	place Gilbert Dufour
MEXY	X	3	COMPLEXE OMNISPORT	rue Jean Boin
MILLERY	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Stade
MILLERY	V	3	EGLISE	
MOINEVILLE	L	4	SALLE DES FETES	rue de l'Eglise
MOINEVILLE	LN	4	MJC DE JOEUF	Base de Serry
MONCEL LES LUNEVILLE	L	3	SALLE POLYVALENTE	6, rue de la Fourasse
MONCEL LES LUNEVILLE	M	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	6, rue du Thuillier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	1	LES BRICONAUTES	6, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	2	INTERSPORT	9, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	MAGASIN CHAUSSEA	21, rue du Tuillier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	MAGASIN DEFIMODE	19, rue du Tuillier
MONCEL SUR SEILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Gare
MONT BONVILLERS	LW	4	SALLE DES FETES MAIRIE	9, rue de la République
MONT BONVILLERS	R	4	GROUPE SCOLAIRE	13, rue de la République
MONT LE VIGNOBLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	place de la Mairie
MONT SAINT MARTIN	J	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	L	3	SALLE JACQUES CALLOT	place Ambroise Thomas
MONT SAINT MARTIN	L	4	SALLE VICTOR HUGO	avenue du Bois
MONT SAINT MARTIN	L	4	AUBERGE DU PRIEURÉ	Cité du Prieuré
MONT SAINT MARTIN	LN	4	BAR LE GAULOIS	45, route de Longwy
MONT SAINT MARTIN	LX	3	CENTRE SOCIO-CULTUREL E.CHATRIAN	rue Jeanne d'Arc
MONT SAINT MARTIN	M	3	LIDL	rue de Bordeaux
MONT SAINT MARTIN	M	4	C.C. LES BLEUETS	rue de Bordeaux
MONT SAINT MARTIN	MN	1	CC AUCHAN	1, boulevard de l'Europe
MONT SAINT MARTIN	P	4	DISCOTHEQUE HIFI-CLUB	25, rue des Chênes
MONT SAINT MARTIN	PA	1	STADE JEAN ALMETER	rue Mathieu de Dombasle
MONT SAINT MARTIN	R	3	COLLEGE ANATOLE FRANCE	21, rue de Lille
MONT SAINT MARTIN	R	3	PRIMAIRE JEAN MACE	rue de Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	3	PRIMAIRE ALBERT IEHLEN	2A, rue Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	4	MATERNELLE MARIE LOIZILLON	rue des Pins
MONT SAINT MARTIN	R	4	MATERNELLE JEAN MACE	rue Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	4	LEP NOTRE DAME	1, rue du Bois le Prieur
MONT SAINT MARTIN	R	4	MATERNELLE JEAN DE LA FONTAINE	boulevard du 08 mai 1945
MONT SAINT MARTIN	U	2	HOPITAL HOTEL DIEU	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	U	3	MAISON MEDICALE	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	U	4	CLINIQUE	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	X	1	COMPLEXE SPORTIF	rue de Marseille
MONT SUR MEURTHE	LW	4	MAIRIE	4, rue de la Meurthe
MONT SUR MEURTHE	V	3	EGLISE	
MONTAUVILLE	L	3	SALLE POLYVALENTE	150, rue Bois le Prêtre
MONTAUVILLE	ON	4	HOTEL RESTAURANT DE LA COTE	côte St Pierre
MONTENOY	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Lassus
MONTIGNY SUR CHIERS	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Albert Iehlen
MONTIGNY SUR CHIERS	L	4	FOYER SAINT DENYS	22bis, rue Juminel
MORFONTAINE	L	3	CENTRE SOCIO-CULTUREL POLYVALENT	rue Gabriel Péri
MOUTIERS	L	4	FOYER LUCIEN WOLL	14, rue Eugène Jungblut
MOUTIERS	V	3	EGLISE	rue Foch
MOYEN	R	4	FERME PEDAGOGIQUE	rue de Bourgogne
MOYEN	RL	4	MATERNELLE	place Capitaine Gaudet
MOYEN	U	4	MAISON DE VACANCES LA VOLIERE	15, rue de l'Eglise
MURVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	1, rue Jeanne d'Arc
NANCY	R	4	TOUR ONYX - ECOLE D'INFIRMIERES	boulevard de la Mothe

NANCY	CTS	1	CHAPI TEAU DE LA PEPINI ERE	Parc de la Pépinière
NANCY	CTS	1	LE LI VRE SUR LA PLACE	place de la Carrière
NANCY	CTS	3	CHAPI TEAU MAGGI C M I R R O R S	parc de la Pépinière
NANCY	EF	4	PENI CHE NI AGARA	quai Ste Catherine
NANCY	EF	4	PENI CHE LE NAUTI LUS	quai Sainte Catherine
NANCY	GA	2	SNCF GARE DE NANCY	place Thiers
NANCY	GA	3	I LOT SAINT LEON	5-5bis, rue Saint Léon
NANCY	J	4	ACCUEIL FAMILI AL SOEURS ST CHARLES	58, rue des 4 Eglises
NANCY	J	4	AEIM MICHELET	10, rue Dominique Louis
NANCY	J	4	I N S T I T U T I O N D E S J E U N E S A V E U G L E S	8, rue de Saintfontaine
NANCY	J	4	MAISON DE RETRAITE MA MAI SON	119, avenue de Strasbourg
NANCY	J	4	MAISON RETRAI TE ND COMPASSION	58, place Monseigneur Ruch
NANCY	J	4	MAISON RETRAI TE ST REMY	14, rue du chanoine Jacob
NANCY	J	4	CENTRE READAPTATI ON FONCTI ONNELLE	35, rue Lionnois
NANCY	J	4	MAISON RETRAI TE ST SAUVEUR	35, rue Victor Prouvé
NANCY	J	4	MAISON RETRAI TE NOTRE MAISON	52, rue des Jardiniers
NANCY	J	4	MAISON RETRAI TE SIMON BENICHO	53, rue Hoche
NANCY	J	4	MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE	11, rue de Nabécor
NANCY	J	4	CENTRE DE LONG SEJOUR ST STANI SLAS	rue des Fabriques
NANCY	J	4	CENTRE MATERNEL	9, rue du Dr Heydenreich
NANCY	J	4	A.L.A.G.H.	1061, avenue Raymond Pinchard
NANCY	J	4	FOYER MATERNEL LES SAPI NS	30, rue Alix Leclerc
NANCY	J	4	RESI DENCE ST CHARLES	6, rue de l'Abbé Didelot
NANCY	J	4	MAISON RETRAI TE ST JOSEPH	113, avenue de Strasbourg
NANCY	JL	4	FPA SOLEI L DONOP	27, rue du Colonel Grandval
NANCY	JL	4	FOYER ROBERT CHEVARDE	38, rue de Dieuze
NANCY	JL	4	FPA HAUSSONVI LLE	42, avenue du Général Mangin
NANCY	JL	4	FPA BOUDONVI LLE	1, rue Saint Bodon
NANCY	JL	4	FPA MOUI LLERON	137-141, rue Gabriel Mouilleron
NANCY	JL	4	FPA PI CHON	26, rue de l'Abbé Grégoire
NANCY	JN	4	R.P.A. LES OPHELI ADES	12, boulevard du 21ème R.A.
NANCY	L	2	SALLE DES FETES DE GENTILLY	avenue du Rhin
NANCY	L	2	CAMEO ST SEBASTI EN	6, rue Léopold Lallement
NANCY	L	2	SALLE ET GALERIE S POI REL	3, rue Victor Poirel
NANCY	L	2	OPERA THEATRE DE NANCY	place Stanislas
NANCY	L	2	UGC SAINT JEAN	54, rue Saint-Jean
NANCY	L	3	SALLE DE REUNI ONS RAUGRAFF	12, rue Raugraff
NANCY	L	3	SALLE JULES FERRY	10, rue des Jardiniers
NANCY	L	3	MJC BAZI N	47, rue Henri Bazin
NANCY	L	3	CENTRE SOCI AL JOLI BOI S	4, avenue du Général Mangin
NANCY	L	3	CENTRE SOCI AL LA CLAI RI ERE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	MJC PHI LI PPE DESFORGES	27, rue de la République
NANCY	L	3	M.J.C. HDL	avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	C I N E M A C A M E O	16, rue de la Commanderie
NANCY	L	3	THEATRE DE LA MANUFACTURE	10, rue Baron Louis
NANCY	L	3	MJC PI CHON	15, rue René Cassin
NANCY	L	3	LA GUI NGUETTE DE LA CURE D'AI R	rue Marquette
NANCY	L	3	SALLE ROBERT SITTLE	55, rue de la Colline
NANCY	L	4	THEATRE 4 L 12	avenue du Rhin
NANCY	L	4	SALLE DE LA FOUCOTTE	3, rue de la Foucotte
NANCY	L	4	SALLE DE SPECTACLES CU	26, rue de Saurupt
NANCY	L	4	THEATRE GUI GNOL	parc de la pépinière
NANCY	L	4	MJC BEAUREGARD	place Maurice Ravel
NANCY	L	4	THEATRE DE LA CUVETTE	71, rue Mon Désert
NANCY	L	4	SALLE POLYVALENTE MEDREVILLE	boulevard Charlemagne

NANCY	L	4	AI ASF SALLE POLYVALENTE	60 bis, rue de Metz
NANCY	L	4	ANNEXE MJC 3 MAI SONS	rue de Fontenoy
NANCY	L	4	FOYER BUI SSON ARDENT	1249, avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	4	FOYER DES ABEI LLES	58, rue de la République
NANCY	L	4	CREDI T MUTUEL DES ENSEI GNANTS	31, rue Gustave Simon
NANCY	L	4	CENTRE SOCI AL DE BEAUREGARD	269, avenue Boufflers
NANCY	L	4	CENTRE NAUTI QUE CANOE KAYAK	boulevard d'Austrasie
NANCY	L	4	LE VERTI GO	29, rue de la Visitation
NANCY	L	4	FPA GABRI EL MOUI LLERON	129, rue Gabriel Mouilleron
NANCY	L	4	FOYER CLUB ANATOLE FRANCE	2, avenue Anatole France
NANCY	L	4	FOYER CLUB LES GAI S LURONS	43-45, rue Eugène Corbin
NANCY	L	4	SALLE HENRI BLAI SE	39, rue de Laxou
NANCY	L	4	SALLE FOYER RENE I I	rue Claude Deruet
NANCY	L	4	CENTRE REGI ON.DOCUMENT.PEDAGOGI QU	95, rue de Metz
NANCY	L	4	SALLE SPECTACLES L'AUSTRASI QUE	34, boulevard d'Austrasie
NANCY	LN	2	PALAI S DES CONGRES	rue du Grd Rabbin Haguenauer
NANCY	LN	3	MJC DES I I I MAI SONS	12, rue de Fontenoy
NANCY	LN	3	CITE UNI VERSI TAIRE BOUDONVILL E	61, rue de Boudonville
NANCY	LN	3	LES CESARS TRAI TEUR	8, place Stanislas
NANCY	LN	3	ENGREF PAVILLON ST GEORGES	14, rue Girardet
NANCY	LN	4	BRASSERIE SAINT EPVRE	place Saint Epvre
NANCY	LN	4	RESTAURANT SCOLAIRE ALFRED MEZIERE	Impasse Saint Vincent
NANCY	LNP	4	LA PLACE - L'ARQUEBUSE	7, place Stanislas
NANCY	LNP	4	STUDENTS CAFE	7, rue Saint-Julien
NANCY	LNR	3	CENTRE COMMUNAUTAIRE I SRAELI TE	19, boulevard Joffre
NANCY	LNRS	3	I .R.T.S.	201, avenue Raymond Pinchard
NANCY	LNW	2	CITE JUDI CIAIRE	23 -27, rue du Maréchal Juin
NANCY	LOW	4	CLAIR LOGI S	3, rue Emile Friant
NANCY	LP	2	GEC SALLE ST PAUL ET ST JOSEPH	35, cours Léopold
NANCY	LP	4	ESPACE SAINT JEAN	6, rue Chanzy
NANCY	LR	3	I CN MAI SON DES ELEVES RES.TOTEM	122, quai Claude le Lorrain
NANCY	LR	3	SALLE DE QUARTIER CHARLES I I I DIDI ON	1, rue Didion
NANCY	LRS	2	BIBLIOTHEQUE INTER-UNI VERS.DE DROI T	11, place Carnot
NANCY	LTW	1	HOTEL DE VILLE	place Stanislas
NANCY	LW	3	HOTEL DE LA COMMUNAUTE URBAI NE	22-24, viaduc Kennedy
NANCY	LW	4	POLE IMAGE BAT.M	9, rue Michel Ney
NANCY	LW	4	COUR D'APPEL DE NANCY	2, place Carrière
NANCY	LX	3	MJC LI LLEBONNE	12, rue du Cheval Blanc
NANCY	LX	4	CENTRE NAUTI QUE BAT.AVI RON	boulevard d'Austrasie
NANCY	M	1	PRI NTEMPS - FNAC	2, avenue Foch
NANCY	M	1	CC ST SEBASTI EN	rue des Ponts
NANCY	M	1	CC ST SEBASTI EN BOUTI QUES	rue des Ponts
NANCY	M	2	MAGASI N ZARA	16, rue St Georges
NANCY	M	2	SUPERMARCHE MATCH	rue du Grand Rabbin Haguenau
NANCY	M	2	MAGASI N KI ABI	13 - 21, rue Saint Jean
NANCY	M	2	MAGASI N DARTY	2, rue Pierre Sémard
NANCY	M	2	MAGASI N FNAC JUNI OR	45, rue Saint Jean
NANCY	M	2	MAGASI N H & M	45, rue Saint Jean
NANCY	M	2	PARFUMERIE DOUGLAS	55, rue Saint Jean
NANCY	M	3	METRO	rue Marcel Brot
NANCY	M	3	CONFORAMA	6, rue Marcel Brot
NANCY	M	3	SUPERMARCHE SHOPI	77-79, rue Charles Keller
NANCY	M	3	MAGASI N EURODI F	53-57, rue Saint Dizier
NANCY	M	3	SUPERMARCHE MATCH MEDREVILL E	49, rue de Laxou
NANCY	M	3	GO SPORT	47, rue Saint Dizier

NANCY	M	3	MAGASI N SHOPI	84, rue du Mon Désert
NANCY	M	3	MAGASI N NORAUTO	127, boulevard Lobau
NANCY	M	3	ARMAND THIERRY	2-4, rue St Jean
NANCY	M	3	MAGASI N REJAN	91/95, rue St Dizier
NANCY	M	3	CENTRE COMMERCIAL LI DL	25-27, avenue Général Mangin
NANCY	M	3	LE MUTANT	rue Laurent Bonneval
NANCY	M	3	MIDI COULEUR	47, rue Marcel Brot
NANCY	M	4	MAGASI N BONUS	43, rue Saint Jean
NANCY	M	4	MAGASI N SODDY ' S	3, rue Léopold Lallemant
NANCY	M	4	CODEC VI EUX GOURMET	rue St Georges
NANCY	M	4	PRIMEURS DES 3 MAISONS	47, rue du Fbg des III Maisons
NANCY	M	4	LA GRANDE RECRE	13-15, rue du Pont Mouja
NANCY	MN	1	CC AUCHAN LOBAU	127, boulevard Lobau
NANCY	MN	1	MARCHE CENTRAL	rue Saint Dizier
NANCY	MNP	3	C.C. DES CARMES	44, rue des Carmes
NANCY	MNW	1	GALERIE SAINT SEBASTIEN	15, rue du Grd Rabbin Haguenauer
NANCY	MT	3	HALL DU LIVRE	38, rue Saint Dizier
NANCY	MT	3	HOTEL DES VENTES PLACIEUX	12- 14, rue du Placieux
NANCY	MT	4	HOTEL DES VENTES BLANDAN	107, rue du Sergent Blandan
NANCY	MW	4	FRANCE TELECOM	8, rue St Thiébaut
NANCY	N	2	RESTAURANT UNIVERSTAI RE LEOPOLD	16, cours Léopold
NANCY	N	2	RESTAURANT FLUNCH	rue Grand Rabbin Haguenauer
NANCY	N	3	RESTAURANT UNIVERSTAI RE DE SAURUP	26, rue de Saurupt
NANCY	N	3	RESTAURANT DES SERVICES FISCAUX	45, rue Sainte Catherine
NANCY	N	3	RESTAURANT UNIVERSTAI RE MEDREVI LL	73, rue de Laxou
NANCY	N	3	RESTAURANT UNIVERSTAI RE STANISLA	17, boulevard d'austrasie
NANCY	N	4	LA MAMA GIULIA	16, place des Vosges
NANCY	N	4	BRASSERIE LES 2 HEMI SPHERES	3, rue Crampel
NANCY	N	4	BRASSERIE L'AMBASSY	63, rue Stanislas
NANCY	N	4	MAC DONALD'S	57, rue Saint Dizier
NANCY	N	4	BRASSERIE CARNOT	9, rue Guerrier de Dumast
NANCY	N	4	BRASSERIE JEAN LAMOUR	9, place Stanislas
NANCY	NL	2	RESTAURANT UNIVERSTAI RE MONBOIS	131, rue de Boudonville
NANCY	NL	3	FLO	50, rue Henri Poincaré
NANCY	NL	4	LES II PALMIERS	64, rue Stanislas
NANCY	NO	3	CERCLE MIXTE DU 5È GL CAT	35, avenue du Mal Juin
NANCY	NO	4	HOTEL IBI S RESTAURANT AQUARELLE	42, avenue du XXème Corps
NANCY	NO	4	HOTEL IBI S	3, rue Crampel
NANCY	NP	3	PUB IRLANDAIS THE MAC CARTHY	6, rue Guerrier de Dumast
NANCY	NP	3	LA TAVERNE DE L'IRLANDAIS	8, rue Mazagran
NANCY	NP	4	RESTAUR.KIM HOA DI SCOTHEQUE POLARI	6, rue Benit
NANCY	NP	4	LE TROCADERO	1, rue du Général Hoche
NANCY	NPW	2	COMPLEXE DE LOISIRS LE PHAROS	3/5, rue Marcel Brot
NANCY	O	4	HOTEL ALBERT 1er ASTORIA	3, rue de l'Armée Patton
NANCY	O	4	HOTEL MERCURE	5, rue des Carmes
NANCY	O	4	HOTEL AMERICAIN	61, rue Pierre Sépard
NANCY	O	4	HOTEL AKENA	41, rue Raymond Poincaré
NANCY	O	4	HOTEL MISTER BED	avenue Raymond Pinchard
NANCY	ON	4	GRAND HOTEL DE LA REINE	2, place Stanislas
NANCY	ON	4	CENTRE D'ACCUEIL CAMILLE MATHIS	37, boulevard d'Austrasie
NANCY	P	2	DISCOTHEQUE LE CHAT NOIR	63, rue Jeanne d'Arc
NANCY	P	3	DISCOTHEQUE H.W.	1 ter, rue Hoche
NANCY	P	4	LES CAVES DU ROY	9, place Stanislas
NANCY	P	4	LE BLUE NOTE	3 et 5, rue des Michottes
NANCY	P	4	CLUB 54	17, rue de Serre

NANCY	P	4	LE METROPOLITAIN	4, avenue Foch
NANCY	PN	3	TERMINAL EXPORT	2, rue Sébastien Leclerc
NANCY	PN	3	SALLE DE JEUX VOYAGER	57, rue St Jean
NANCY	R	1	FACULTE LETTRES BAT A-B	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	1	LYCEE HENRI POINCARÉ	1, rue de la Visitation
NANCY	R	1	CITE SCOLAIRE FREDERIC CHOPIN	39, rue du Sergent Blandan
NANCY	R	1	I.U.T. CHARLEMAGNE	2 ter, boulevard Charlemagne
NANCY	R	1	LYCEE LORITZ	29, rue des Jardiniers
NANCY	R	2	CITE SCOLAIRE GEORGES DE LA TOUR	5, rue de la Croix Ste Claude
NANCY	R	2	INSTITUT ST DOMINIQUE	11, rue du Manège
NANCY	R	2	LYCEE REGIONAL JEANNE D'ARC	16, rue Pierre Fourrier
NANCY	R	2	ENSEMBLE SCOLAIRE CHARLES DE FOUCAULD	1, rue Jeannot
NANCY	R	2	COLLEGE ND ST SIGISBERT	35, rue de la Ravinelle
NANCY	R	2	LYCEE ND ST SIGISBERT	19, cours Léopold
NANCY	R	2	FACULTE PHARMACIE	5, rue Albert Lebrun
NANCY	R	2	LYCEE CYFFLE	1, rue Cyfflé
NANCY	R	2	ECOLE DES MINES	parc de Saurupt
NANCY	R	2	I.U.F.M.	54bis, boulevard de Scarppone
NANCY	R	2	FACULTE LETTRES BAT J	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	2	EEIGM - ENSGSI	8, rue Bastien Lepage
NANCY	R	2	ECOLE D'ARCHITECTURE	rue Bastien Lepage
NANCY	R	2	POLE DE GESTION	13, rue Michel Ney
NANCY	R	2	AMPHI PARISOT FACULTE PHARMA	20, rue Lionnois
NANCY	R	2	ENSIC BATIMENT A & A'	l'lot Grandville
NANCY	R	3	COLLEGE GUYNEMER ECOLE DIDION RAUGE	28, boulevard Joffre
NANCY	R	3	LYCEE COLLEGE CHARLES DE FOUCAULD	40bis, rue Charles III
NANCY	R	3	COLLEGE CLAUDE LE LORRAIN	place Alain Fournier
NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE BOUDONVILLE	64/66, rue de Boudonville
NANCY	R	3	CUCES	32-34, rue de Saurupt
NANCY	R	3	COLLEGE DE LA CRAFFE	2, rue de la Craffe
NANCY	R	3	COLLEGE LOUIS ARMAND	33, avenue de Brabois
NANCY	R	3	PRIMAIRE NOTRE DAME	40, quai Claude le Lorrain
NANCY	R	3	ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET SOC	4, rue de la Ravinelle
NANCY	R	3	ECOLE PRIMAIRE ST LEONIX	58 bis, rue Raymond Poincaré
NANCY	R	3	ENSIC INP BAT. E	1, rue Grandville
NANCY	R	3	COLLEGE ALFRED MEZIERES	19, rue Alfred Mézières
NANCY	R	3	COLLEGE JEAN LAMOUR	56, boulevard de Scarponne
NANCY	R	3	PRIMAIRE BRACONNOT	12, rue Braconnot
NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE MARCEL LEROY	101, rue du Mon Désert
NANCY	R	3	FACULTE CHIRURGIE DENTAIRE	96, avenue de Lattre Tassigny
NANCY	R	3	FACULTE LETTRES BAT F	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	3	COLLEGE DU SACRE COEUR	39, rue de Laxou
NANCY	R	3	ENSEMBLE SCOLAIRE ST LEON	20, rue Saint Léon
NANCY	R	3	PREFIGURATION ARTEM	rue du Dr Heydenreich
NANCY	R	3	C.N.F.P.T.	39, rue de Beauregard
NANCY	R	3	CENTRE EUROPEEN UNIVERSITAIRE	15, place Carnot
NANCY	R	3	UNIVERSITE DE LA CULTURE PERMANENTE	12, place de la Croix de Bourgogne
NANCY	R	3	INTERNAT 1/2 PENSION LYCEE LORITZ	30, rue des Jardiniers
NANCY	R	3	CENTRE DE FORMATION	110, boulevard d'Austrasie
NANCY	R	3	ECOLE D'APPLICATION CHARLEMAGNE	2, place des Ducs de Bar
NANCY	R	3	ENSIC BAT.DEGLIN	47, rue Henri Deglin
NANCY	R	3	ANNEXE CHARLES DE FOUCAULD	32, rue des Tiercelins
NANCY	R	4	MATERNELLE BUTHENEMONT	45, rue Anne Fériet
NANCY	R	4	ENSEMBLE SCOLAIRE CHARLES DE FOUCAULD	40bis, rue Charles III
NANCY	R	4	ECOLE SAINT SAUVEUR	52, rue du Chemin Blanc

NANCY	R	4	HALTE GARDERIE TOM POUCE	1, rue de Laxou
NANCY	R	4	MATERNELLE PRIMAIRE ST SIGISBERT	6, rue de la Ravinelle
NANCY	R	4	ECOLE DES BEAUX ARTS	1, avenue Boffrand
NANCY	R	4	MATERNELLE DONZELOT	avenue du Général Mangin
NANCY	R	4	PRIMAIRE SAINT GEORGES	16, rue Henri Bazin
NANCY	R	4	MATERNELLE SAINT GEORGES	18, rue Henri Bazin
NANCY	R	4	PRIMAIRE GEBHART	31-33, rue Emile Gebhart
NANCY	R	4	MATERNELLE BONSECOURS	21, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	MATERNELLE DU MONTET	2, quai de la Bataille
NANCY	R	4	PRIMAIRE BUTHEGNEMONT	168-170, avenue de Boufflers
NANCY	R	4	PRIMAIRE BUFFON	26, rue Bergamotte
NANCY	R	4	MATERNELLE BUFFON	26, rue de la Bergamotte
NANCY	R	4	CRECHE HDL JEANINE BODSON	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	ECOLE JEANNE DE LYS	8, rue Joli Coeur
NANCY	R	4	ECOLE KINESITHERAPIE	57 bis, rue de Nabécor
NANCY	R	4	MATERNELLE ROBERTY	9, rue des Etats
NANCY	R	4	MATERNELLE JEAN JAURES	46 bis, rue de la République
NANCY	R	4	MATERNELLE ALFRED MEZIERES	9 allée St Vincent
NANCY	R	4	MATERNELLE LA FONTAINE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	ECOLE DE LA PROVIDENCE	rue Laurent Bonnevey
NANCY	R	4	MATERNELLE DIDION	rue Saint Thiébaut
NANCY	R	4	PRIMAIRE SAINT VINCENT	23, rue de Solignac
NANCY	R	4	MATERNELLE CLEMENCEAU	54, boulevard Clémenceau
NANCY	R	4	IMP GAI SOLEIL	14, rue de Metz
NANCY	R	4	PRIMAIRE DES III MAISONS	22-24, rue St Fiacre
NANCY	R	4	CRECHE LOUISE DELSART	26, rue Joseph Laurent
NANCY	R	4	CRECHE OSIRIS	14, rue Saint Thiébaut
NANCY	R	4	MATERNELLE STANISLAS	46, rue Raymond Poincaré
NANCY	R	4	MATERNELLE CHARLEMAGNE	2, place des Ducs de Bar
NANCY	R	4	MATERNELLE GEBHART	30, rue Emile Gebhart
NANCY	R	4	ANNEXE DU RECTORAT CAFA-CIGAL	10, rue de Saintifontaine
NANCY	R	4	PRIMAIRE CLEMENCEAU	rue de Vaucouleurs
NANCY	R	4	MATERNELLE DES III MAISONS	7, rue de l'Atrie
NANCY	R	4	ECOLE SAGES FEMMES	rue du Dr Heydenreich
NANCY	R	4	LYCEE TECHNIQUE MARIE IMMACULEE	33, avenue du Général Leclerc
NANCY	R	4	CRECHE JACQUES CALLOT	quai de la Bataille
NANCY	R	4	I.N.F.O.M.A.	7, rue des Cordeliers
NANCY	R	4	CRECHE WUNSCHENDORFF	4, rue Baron Louis
NANCY	R	4	PRIMAIRE SAINT PIERRE	1, rue du Doct Heydenreich
NANCY	R	4	ECOLE ST JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	9, place de l'Arsenal
NANCY	R	4	MATERNELLE SAINT PIERRE	106, avenue de Strasbourg
NANCY	R	4	ECOLE ND DE BONSECOURS	12, rue ND de Bonsecours
NANCY	R	4	MATERNELLE MICHELET	10, rue Dominique Louis
NANCY	R	4	ECOLE JULES FERRY	10, rue des Jardiniers
NANCY	R	4	ECOLE PRIVEE ST PIERRE	8, rue Nabécor
NANCY	R	4	PRIMAIRE LA FONTAINE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	ANNEXE ORY ET CHARLES III	100, rue Saint Nicolas
NANCY	R	4	THE LITTLE GYM	6, rue Christian Pfister
NANCY	R	4	D.A.F.C.O.	28, rue de Saurupt
NANCY	R	4	CENTRE MULTI-ACCUEIL PETITE ENFANCE	35, avenue de Boufflers
NANCY	R	4	E.S.I.C.E ANNEXE BAT. 2	rue Robert Schumann
NANCY	R	4	ENSIC INP BAT.C	2, rue de la Citadelle
NANCY	R	4	PRIMAIRE JEAN JAURES	25, boulevard Jean Jaurés
NANCY	R	4	CFA AUTOMOBILE ET METIERS DE L'INDU	53, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	CENTRE CREATIF MUSICAL DE NANCY	rue des Frères Henry

NANCY	R	4	ECOLE DE CONDE	64, rue Marquette
NANCY	R	4	CENTRE FORMATION HEBERGEMENT JEUNES	parc de Gentilly
NANCY	R	4	LYCEE SAINT DOMINIQUE	56, place Monseigneur Ruch
NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE BEAUREGARD	12, rue Gustave Charpentier
NANCY	R	4	CENTRE NATION.FORM.TECHN.DE LA POSTE	34/36, boulevard Lobau
NANCY	R	4	CRECHE CLODION	rue Clodion
NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE DES TIERCELI NS	74, rue des Fabriques
NANCY	R	4	ECOLE ORY	1 /3, rue de la Salle
NANCY	RL	2	CONSERVATOIRE NATIONAL REGIONAL D	32, rue Michel Ney
NANCY	RL	2	CAMPUS CARNOT RAVINELLE	4, rue de la Ravinelle
NANCY	RL	3	ENACT	3, boulevard d'Austrasie
NANCY	RL	4	MUSIC ACADEMY INTERNATIONAL	12, avenue du XXème Corps
NANCY	RL	4	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL	3, rue Henri Bazin
NANCY	RL	4	INSTITUT EUROPEEN DU CINEMA ET AUD	10, rue Michel Ney
NANCY	RL	4	ECOLE ND DE BONSECOURS	27, rue de Bonsecours
NANCY	RLS	1	FACULTE DE DROIT	13, place Carnot
NANCY	RLSW	4	POLE UNIVERSITAIRE EUROPEEN	34, cours Léopold
NANCY	RLW	4	ECOLE DE MUSIQUE ANNEXE DRI ANT	78, rue St Georges
NANCY	RN	2	TOUR MARCEL BROT	1, rue Joseph Cugnot
NANCY	RN	3	LYCEE PROFESSI ONNEL JEAN PROUVE	53, rue de Bonsecours
NANCY	RN	4	CANTINE LA FONTAINE	11, avenue du Rhin
NANCY	RU	3	INSTITUT DE SOINS DENTA IRES	rue du Dr Heydenreich
NANCY	RV	4	PRI EURE STE THERESE	10, rue du Carmel
NANCY	RW	2	FACULTE LETTRES BAT G	23, boulevard Albert 1er
NANCY	RX	3	LYCEE PIERRE DE COUBERTIN	42, rue de Phalsbourg
NANCY	RX	3	LYCEE PROFESSI ONNEL C.DAUNOT	10, boulevard Georges Clémenceau
NANCY	RX	4	ENSEMBLE SCOLAIRE DE L'ALLI ANCE	2, rue du Général Chevert
NANCY	S	2	MEDIATHEQUE	10, rue Baron Louis
NANCY	S	2	BIBLIOTHEQUE UNIVERS.SECTI ON LETTR	46, avenue de la Libération
NANCY	S	4	BIBLIOTHEQUE SICD	30, rue Lionnois
NANCY	SL	4	BIBLIOTHEQUE MUNICI PALE	43, rue Stanislas
NANCY	U	1	CHRN ZONE A	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE B	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE CD	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE E	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE F	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	2	MATERNI TE REGI ONALE	10, rue du Dr Heydenreich
NANCY	U	2	CHR BATIMENT NEUROLOGIE	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	3	POLYCLI NIQUE DE GENTILLY	2, rue Marie Marvingt
NANCY	U	3	MAISON HOSPITALI ERE ST CHARLES	56bis, rue des 4 Eglises
NANCY	U	3	CLINI QUE AMBROI SE PARE	rue Ambroise Paré
NANCY	U	3	CLINI QUE MAJORELLE	1240, avenue Raymond Pinchard
NANCY	U	4	HOP I TAL SAINT JULI EN	1, rue Foller
NANCY	U	4	HOP I TAL VILLEMIN	47, rue de Nabécor
NANCY	U	4	CLINI QUE SAINT JEAN	5/7 place Provençal
NANCY	U	4	HOP I TAL MARINGER	36, quai de la Bataille
NANCY	U	4	CLINI QUE SAINT DON	rue Ambroise Paré
NANCY	UN	3	CLINI QUE DE TRAUMATOLOGIE	49, rue Hermite
NANCY	UR	4	CENTRE HOSP I TAL IER ST STANI SLAS	163, rue Saint Dizier
NANCY	V	1	CATHEDRALE	place Monseigneur Ruch
NANCY	V	2	BASI LIQUE ST EPVRE	place St Epvre
NANCY	V	2	EGLI SE DU SACRE COEUR	39, rue de Laxou
NANCY	V	3	SYNAGOGUE	boulevard Joffre
NANCY	V	3	EGLI SE LA VI ERGE DES PAUVRES	avenue Pinchard
NANCY	V	3	EGLI SE ST JOSEPH	rue Mon Désert

NANCY	V	3	EGLI SE ST LEON I X	6 bis, rue St Léon
NANCY	V	3	EGLI SE ST MANSUY	243, avenue de la Libération
NANCY	V	3	EGLI SE ST VINCENT & ST FIACRE	7, allée St Vincent
NANCY	V	3	TEMPLE PROTESTANT	6, rue Chanzy
NANCY	VL	1	BASI LIQUE ND DE LOURDES	149, avenue Général Leclerc
NANCY	VL	2	EGLI SE JC DES SAINTS DES DERNI ERS JC	69, rue de Badonviller
NANCY	VL	3	EGLI SE ST SEBASTI EN	rue des Ponts
NANCY	VL	3	MAISON DES ASSOCI ATIONS	8, place Laverny
NANCY	VL	3	EGLI SE ST NICOLAS	47bis, rue Charles I I I
NANCY	VL	3	EGLI SE ST PIERRE	place du Doyen Roubault
NANCY	VL	3	CENTRE CULTUREL TURC	117, rue Charles I I I
NANCY	VLW	2	EGLI SE STE ANNE BEAUREGARD	1, rue Guy Ropartz
NANCY	VR	3	EGLI SE EVANGELI QUE PENTECOTE	58/60, rue du Placieux
NANCY	W	3	PREFECTURE MEURTHE & MOSELLE	3-5, rue Lyautey
NANCY	W	4	JOFFRE ST THI EBAUT BAT B	boulevard Joffre
NANCY	W	4	RECTORAT DE NANCY-METZ	1, rue Mably
NANCY	WL	4	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRI E	53, rue Stanislas
NANCY	WLN	4	CONSEIL GENERAL	48, rue du Sergent Blandan
NANCY	WR	4	CENTRE DE FORMATI ON BANCAI RE	6, rue des Michottes
NANCY	X	1	PI SCI NE DE GENTILLY	avenue Raymond Pinchard
NANCY	X	1	PALAI S DES SPORTS JEAN WEILLE	rue du Capitaine Guynemer
NANCY	X	1	PI SCI NE LOUI SON BOBET	rue du Sergent Blandan
NANCY	X	2	GYMNASE JACQUET	parc de la Pépinière
NANCY	X	2	PI SCI NE OLYMPI QUE NANCY THERMAL	43, rue Sergent Blandan
NANCY	X	3	PI SCI NE GYMNAS E UNI VERSI TAI RE	rue de Verdun
NANCY	X	3	GYMNASE UNI VERSI TAI RE A.LEFEBVRE	1bis, boulevard Albert 1er
NANCY	X	3	SALLE DES SPORTS POINCARE	56, rue Raymond Poincaré
NANCY	X	3	PATI NOIRE DE LA PEPINI ERE	Parc de la Pépinière - 51, bld du 26 RI
NANCY	X	3	GYMNASE ANDRE MARTI NY	rue Victor
NANCY	X	4	GYMNASE LOUI S ARMAND	33, avenue de Brabois
NANCY	X	4	SALLE DES SPORTS SNCF	Impasse du Caveau
NANCY	X	4	HALL GYMNAS TI QUE CHARLES DE FOUCAU	3, rue Jeannot
NANCY	X	4	GYMNASE PI SCI NE P. DE COUBERTI N	avenue Raymond Pinchard
NANCY	X	4	GYMNASE ALFRED MEZI ERES	4, quai Choiseul
NANCY	XL	2	PI SCI NE RONDE ET GALERIE	rue du Sergent Blandan
NANCY	XL	2	GYMNASE PROVENCAL	quai René I I
NANCY	XL	4	GYMNASE CLEMENCEAU	83, rue du Mal Oudinet
NANCY	XL	4	GYMNASE HENRI BAZI N	47, rue Henri Bazin
NANCY	XN	3	CENTRE LOI SI RS KARTI NG	62-66, rue Oberlin
NANCY	Y	4	MUSEE LORRAIN	64, Grande Rue
NANCY	Y	4	MUSEE CORBI N	36, rue du Sergent Blandan
NANCY	Y	4	MUSEE DES CORDELI ERS	70, Grand Rue
NANCY	YL	3	MUSEE DES BEAUX ARTS	3, place Stanislas
NANCY	YR	3	MUSEUM AQUARI UM	34, rue Sainte Catherine
NEUVES MAI SONS	J	4	M.A.P.A.D.	14, rue Boyard
NEUVES MAI SONS	J	4	FOYER CI BULKA	72 bis, rue Jean Jaurès
NEUVES MAI SONS	J	4	FPA RESI DENCE DU PARC	2, rue Mendès France
NEUVES MAI SONS	L	3	CENTRE CULTUREL JEAN L'HOTE	place Ernest Poirson
NEUVES MAI SONS	L	4	SALLE POLYVALENTE PASTEUR	7, rue Pasteur
NEUVES MAI SONS	M	1	I NTERMARCHE	1137, rue Pasteur
NEUVES MAI SONS	M	4	MR BRI COLAGE	541, rue Pasteur
NEUVES MAI SONS	M	4	SHOPI	26, rue du Capitaine Caillon
NEUVES MAI SONS	M	4	STATI ONMARCHE	rue Louis Pasteur
NEUVES MAI SONS	PA	1	STADE ANDRE COURRI ER	rue Pasteur
NEUVES MAI SONS	R	2	COLLEGE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot

NEUVES MAISONS	R	3	COLLEGE JULES FERRY	place Poirson
NEUVES MAISONS	R	4	MAISON DE L'ENFANT	1, Impasse Aristid Briand
NEUVES MAISONS	R	4	MATERNELLE BURE	13, rue du Général Leclerc
NEUVES MAISONS	R	4	ECOLE PRIMAIRE FRANCOIS VILLON	rue du Général Leclerc
NEUVES MAISONS	R	4	ECOLE EMILE ZOLA	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	R	4	PRIMAIRE LOUISE MICHEL	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	U	4	CLINIQUE ST ELOI	5, rue Aristide Briand
NEUVES MAISONS	V	3	EGLISE ST ANTOINE DE PADOUE	place Jarland
NEUVES MAISONS	X	3	PI SCINE COMMUNALE	5, rue de l'Yser
NEUVES MAISONS	X	3	C.O.S.E.C.	rue Jacques Callot
NEUVES MAISONS	XL	3	SALLE DES SPORTS ANDRE PLUMET	1, rue Haute Borne
NEUVILLER LES BADONVILLER	L	4	SALLE POLYVALENTE	3bis, rue Général de Castelnau
NOMENY	L	3	SALLE POLYVALENTE	place Valentin Brocard
NOMENY	L	4	SALLE MULTI USAGES	3, place de la Victoire
NOMENY	R	3	COLLEGE DU VAL DE SEILLE	3, rue Louis Marin
NOMENY	R	4	ECOLE MATERNELLE et PERI SCOLAIRE	rue Fourrier d'Hincourt
NOMENY	R	4	GROUPE SCOLAIRE	place Victoire
NORROY LE SEC	L	4	FOYER D'EDUCATION POPULAIRE	88, rue Pasteur
NORROY LE SEC	NL	3	CAFE DANCING AU CHEVAL BLANC	48, rue Pasteur
NORROY LE SEC	V	3	EGLISE	rue Pasteur
NORROY LES PONT A MOUSSON	L	3	SALLE POLYVALENTE	cour du Château
NORROY LES PONT A MOUSSON	V	3	EGLISE	Cours du Château
NOVIANT AUX PRES	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	place du Champ de Foire
NOVIANT AUX PRES	RW	4	ECOLE MAIRIE	16, rue Jean de Beauvau
NOVIANT AUX PRES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
ONVILLE	J	4	MAISON DE RETRAITE	6 -10, Grand rue
ONVILLE	L	4	ASSOCIATION JEANNE D'ARC	rue de l'Eglise
ONVILLE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
ONVILLE	WR	4	MAIRIE ECOLE	1, rue de la Mairie
OZERAILLES	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	6, Grand rue
PAGNEY DERRIERE BARINE	P	3	PUB ROCK PAULETTE	47, rue Régine Kriek
PAGNY SUR MOSELLE	J	4	RESIDENCE DR JEANCLAUDE	28, rue Nivoy
PAGNY SUR MOSELLE	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL 2000	5bis, rue Victoire
PAGNY SUR MOSELLE	L	4	MAISON POUR TOUS SALLE POLYVALENTE	11E, rue de la Victoire
PAGNY SUR MOSELLE	M	3	SUPERMARCHE CHAMPION	avenue Jean Jaurès
PAGNY SUR MOSELLE	NL	4	BAR LE BOUCHON	4, rue de Serre
PAGNY SUR MOSELLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT	4, rue Albert Favelin
PAGNY SUR MOSELLE	R	3	COLLEGE LA PLANTE GRIBE	3, rue Marie Montessori
PAGNY SUR MOSELLE	R	4	MATERNELLE GASTON AUBIN	2, rue Albert Favelin
PAGNY SUR MOSELLE	R	4	MATERNELLE MONTESSORI	1, rue Marie Montessori
PAGNY SUR MOSELLE	X	3	SALLE DES SPORTS	24, rue Nivoy
PARROY	L	4	SALLE POLYVALENTE	55, rue des Ecoles
PETITMONT	L	4	SALLE DES FETES	41, rue de la 2ème D.B.
PETITMONT	V	3	EGLISE	
PEXONNE	R	4	CENTRE DE VACANCES LA COMBELLE	rue de la Combelle
PEXONNE	V	3	EGLISE	
PIENNES	L	3	SALLE JEAN VILLAR	rue du 8 mai 1945
PIENNES	L	4	SALLE GERARD PHILIPPE	rue du Colonel Fabien
PIENNES	M	2	SUPERMARCHE MATCH	rue Pierre Potier
PIENNES	M	2	SUPERMARCHE CHAMPION	24, rue de la Mourière
PIENNES	M	4	MAGASIN LI DL	rue Joliot Curie
PIENNES	PA	2	STADE DE FOOTBALL RENE ROUSSEAU	avenue Joliot Curie
PIENNES	R	2	COLLEGE PAUL LANGEVIN	13, rue Jean Moulin
PIENNES	V	3	EGLISE	rue d'Estienne d'Orves
PIENNES	X	3	GYMNASE JEAN STELLA	rue Emile Zola

PIERRE LA TREICHE	V	3	EGLISE	Grande rue
PIERREPONT	L	4	SALLE COMMUNALE DES PAQUIS	place de la Victoire
POMPEY	J	4	MAISON RETRAITE DE L'AVANT GARDE	6, rue de l'Avant Garde
POMPEY	J	4	MAISON RETRAITE NOTRE CHAUMIERE	54, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	J	4	FPA RESIDENCE LES MARRONNIERS	2bis, rue de Vannes
POMPEY	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN HARTMAN	59, avenue du Général de Gaulle
POMPEY	L	4	MAISON POUR TOUS	99ter, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	LNW	3	SOCIETE NOVASEP	Lieu dit l'Usine
POMPEY	LR	4	CENTRE AERE	rue de l'Avant Garde
POMPEY	M	2	MAGASIN LEADER PRICE	Z.A. de Turlomont
POMPEY	N	3	CENTRE DE VIE	boulevard de Finlande
POMPEY	N	3	LPR B.SCHWARTZ BAT.1/2 PENSION	5, rue Ste Anne
POMPEY	R	3	LPR BERTRAND SCHWARTZ	5, rue Sainte Anne
POMPEY	R	4	PRIMAIRE EIFFEL BATIMENT A	37, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	PRIMAIRE EIFFEL BATIMENT B	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	MATERNELLE GILBERTE MONNE	1, rue des Brevelles
POMPEY	R	4	MATERNELLE COUSTEAU	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	ANNEXE LPR BERTRAND SCHWARTZ	11, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	U	3	HOPITAL DE POMPEY	8, rue de l'Avant Garde
POMPEY	X	2	PI SCINE NAUTIS PLUS	avenue Gambetta
PONT A MOUSSON	J	4	MAISON RETRAITE JOSEPH MAGOT	place Colombé
PONT A MOUSSON	J	4	MAISON RETR. ST FRANCOIS D'ASSISE	69, rue du Général Leclerc
PONT A MOUSSON	J	4	RESIDENCE PHILIPPE DE GULDRES	place Colombé
PONT A MOUSSON	L	1	SALLE SOCIO-CULTURELLE	chemin de Montrichard
PONT A MOUSSON	L	3	MAISON DES SOCIETES	32 avenue des Etats Unis
PONT A MOUSSON	L	3	ESPACE SAINT LAURENT	rue Philippe de Guldres
PONT A MOUSSON	L	4	CINEMA CONCORDE	48, place Duroc
PONT A MOUSSON	LN	3	PAM SA SALLE DES FETES	22, avenue Camille Cavallier
PONT A MOUSSON	LR	4	CENTRE AERE L'OASIS	chemin côté Chadevée
PONT A MOUSSON	LR	4	F.J.E.P.	51 rue de Scarpone
PONT A MOUSSON	LRO	2	CENTRE CULTUREL DES PREMONTRES	9, rue Saint Martin
PONT A MOUSSON	M	1	SUPERMARCHE MATCH	Le Pré Latour
PONT A MOUSSON	M	1	INTERMARCHE	1015, chemin de la Corderie
PONT A MOUSSON	M	2	BRI COMARCHE	route de Metz
PONT A MOUSSON	M	2	INTERMARCHE	Rue Nicolas Pierson - zac du Breuil
PONT A MOUSSON	M	2	MAGASIN NETTO	59, avenue Général Patton
PONT A MOUSSON	M	2	LA HALLE	38, rue Victor Hugo
PONT A MOUSSON	M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	1bis, avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	M	3	MAGASIN CONNEXION	200, allée Pierre Brossolette
PONT A MOUSSON	M	3	VETIMARCHE	Zac du Breuil
PONT A MOUSSON	M	3	BRI COMARCHE	178, allée Pierre Brossolette
PONT A MOUSSON	M	3	MAGASIN LIDL	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	M	4	POINT P VANNESSON	38, rue du Bois le Prêtre
PONT A MOUSSON	M	4	SCI PAM	Lieu dit premier bas lieux
PONT A MOUSSON	ON	4	FOYER PROCHEVILLE	rue Alexandre Fleming
PONT A MOUSSON	ONL	4	COMFORT'INN PRIMEVERE	210, avenue des Etats Unis
PONT A MOUSSON	P	4	CABARET SWING	266, avenue Etats-Unis
PONT A MOUSSON	PA	1	STADE DE L'ILE D'ESCH	Ile d'Esch
PONT A MOUSSON	R	2	LYCEE ET COLLEGE MARQUETTE	place Foch
PONT A MOUSSON	R	2	LYCEE HANZELET	79, place de Trey
PONT A MOUSSON	R	2	ECOLE NOTRE DAME	2, rue Charles Lepois
PONT A MOUSSON	R	3	LPR HELENE BARDOT	12, place St Antoine
PONT A MOUSSON	R	4	CENTRE FORMATION APPRENTIS DU BATI	rue Nicolas Pierson
PONT A MOUSSON	R	4	GROUPE SCOLAIRE DE PROCHEVILLE	8, avenue Général de Gaulle
PONT A MOUSSON	R	4	ECOLE GUYNEMER	265, rue Maurice Barrès

PONT A MOUSSON	R	4	MATERNELLE ST JEAN	30, rue Clémenceau
PONT A MOUSSON	R	4	GROUPE SCOLAIRE GEORGES POMPIDOU	avenue de l'Europe
PONT A MOUSSON	R	4	MATERNELLE ST CHARLES	place Colombé
PONT A MOUSSON	R	4	PRIMAIRE PIERRE DOHM	64, rue du 26ème BCP
PONT A MOUSSON	S	4	MEDIATHEQUE	rue de l'Institut Magot
PONT A MOUSSON	U	3	CENTRE HOSPITALIER	place Colombé
PONT A MOUSSON	V	3	EGLISE ST LAURENT	rue Saint Laurent
PONT A MOUSSON	V	3	EGLISE ST MARTIN	rue Saint Martin
PONT A MOUSSON	X	1	CENTRE DES SPORTS	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	X	2	PISCINE COUVERTE	rue Robert Schuman
PONT A MOUSSON	X	2	BOULODROME	lieu dit derrière les murs
PONT A MOUSSON	X	3	GYMNASE	rue du Président Kennedy
PONT A MOUSSON	X	3	SALLE DE GYMNASTIQUE	chemin de Montrichard
PONT SAINT VINCENT	M	3	MAGASIN ALDI	rue Antoine Becquerel
PONT SAINT VINCENT	NO	4	I.N.R.S.	Zone d'activités
PONT SAINT VINCENT	R	3	L.P.R. LA TOURNELLE	2, rue de Lorraine
PONT SAINT VINCENT	X	3	SALLE DES SPORTS	82, rue Jean Jaurès
PULLIGNY	L	4	SALLE POLYVALENTE	place du Foyer culturel
PULLIGNY	LW	4	FOYER RURAL MAIRIE	2, Grande rue
PULLIGNY	V	3	EGLISE	place du Jet d'eau
PULNOY	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL ROGER GALMICHE	rue du Golf
PULNOY	LN	4	CLUB HOUSE DU GOLF	rue du Golf
PULNOY	M	3	PROCANIS	6, rue des Tarbes
PULNOY	M	3	TROC DE L'ILE	1, rue des Trézelots
PULNOY	M	3	MANUFACTURE DE LA LITERIE	4, avenue du Breuil
PULNOY	R	3	COLLEGE EDMOND GONCOURT	route de Seichamps
PULNOY	R	4	GROUPE SCOLAIRE VAL DE MASSERINE	avenue du Grémillon
PULNOY	R	4	GROUPE SCOLAIRE LA MOISSONNERIE	Chemin du Tir
PULNOY	R	4	MATERNELLE DES 4 VENTS	rue de la Vanoise
PULNOY	RN	3	PARC RECREATIF TUBI TUBA	25, avenue Charles de Gaulles
PULNOY	WL	3	MAIRIE	9, rue de Saulxures
PULNOY	X	3	GYMNASE EDMOND GONCOURT	route de Cerville
RAON LES L'EAU	L	4	FOYER RURAL	1, rue de la Mairie
RAON LES L'EAU	V	3	EGLISE	
REHAINGVILLER	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	7, rue d'Adoménil
REHAINGVILLER	V	3	EGLISE	rue d'Adoménil
REHERREY	L	4	MAISON POUR TOUS	2, rue de la Mairie
REHON	L	3	MAISON DE LA JEUNESSE	12, rue de Longwy
REHON	R	3	COLLEGE PIERRE BROSSOLETTE	2A, rue de Chenières
REHON	R	3	SALLES L'ABBE PETIT	1, rue des Ecoles
REHON	X	3	COSEC	rue Jean Feuillettre
REILLON	R	4	LA CROISEE DECOUVERTE	9bis, Grand rue
REMBERCOURT SUR MAD	LR	4	SALLE DES FETES	rue Marie Maussée
REMERVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	5, rue de l'Eglise
REPAIX	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue d'Autrepierre
RICHARDMENIL	L	3	MAISON DU TEMPS LIBRE	rue du Général de Gaulle
RICHARDMENIL	M	3	ECOMARCHE	59, rue Général de Gaulle
RICHARDMENIL	M	3	MAGASIN TREFF MARCHE	43, rue Alfred de Vigny
ROSIERES AUX SALINES	J	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	route de Saffais
ROSIERES AUX SALINES	J	4	EPDTPH FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	J	4	EPDTPH FOYER D'HEBERGEMENT BAT.PARI	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	J	4	EPDTH FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	30, rue Léon Bocheron
ROSIERES AUX SALINES	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Yvon Malpièce
ROSIERES AUX SALINES	L	4	MAISON RETRAITE VIVRE	rue du Paquis des Toiles
ROSIERES AUX SALINES	R	4	ECOLE PRIMAIRE MIXTE	place de la République

ROSIERES AUX SALINES	R	4	LA MARELLE	11, rue de la Moselle
ROSIERES AUX SALINES	R	4	MATERNELLE SAINT PIERRE	4, place Saint Pierre
ROSIERES AUX SALINES	V	3	EGLISE ST PIERRE	place Saint Pierre
ROSIERES EN HAYE	L	4	SALLE DES FETES	rue des Ardennes
ROVILLE DEVANT BAYON	L	4	SALLE DES FETES	23, place Mathieu de Dombasle
ROYAUMEIX	J	4	MAISON D'ACCUEIL BRANCON	11, rue Carnot
ROYAUMEIX	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	place de la Reine Brunehaut
ROYAUMEIX	V	3	EGLISE	rue Carnot
ROZELIEURES	L	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	26, rue Haute
SAINT AIL	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue des Jardins
SAINT AIL	L	4	FOYER EDUCATION POPULAIRE	rue des Jardins
SAINT CLEMENT	J	4	RESIDENCE DE L'AGE D'OR	19, rue Haxo
SAINT CLEMENT	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Division Leclerc
SAINT CLEMENT	L	4	SALLE DES FETES	route de Lunéville
SAINT CLEMENT	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
SAINT FIRMIN	J	4	MAISON RETRAITE DE LA COMPASSION	5, rue Barre
SAINT JEAN LES LONGUYON	R	4	CENTRE DE VACANCES ET LOISIRS ST JEAN	Lieu-dit Tillombois
SAINT JULIEN LES GORZE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Basse
SAINT MARCEL	P	4	CLUB DES ILES	9, route de Metz
SAINT MAX	J	4	FOYER L'EAU VIVE	40, rue de Mainvaux
SAINT MAX	J	4	RESIDENCES LE CLOS PRE	18, rue du Clos Pré
SAINT MAX	L	3	CINEMA LE ROYAL	18, rue St Livier
SAINT MAX	L	3	CHATEAU DU PONT DE LA MEURTHE	2, avenue Carnot
SAINT MAX	LP	3	SALLE SOCIO CULTURELLE	place de l'Europe
SAINT MAX	LX	3	ESPACE VICTOR HUGO	32, rue Victor Hugo
SAINT MAX	M	2	SUPERMARCHE MATCH	104, avenue Carnot
SAINT MAX	M	4	MAGASIN HUIT A HUIT	69, rue Alexandre 1er
SAINT MAX	R	4	MATERNELLE CLEMENCEAU	rue Georges Clémenceau
SAINT MAX	R	4	PRIMAIRE VICTOR HUGO	rue de Verdun
SAINT MAX	R	4	MATERNELLE VICTOR HUGO	rue de Verdun
SAINT MAX	R	4	GROUPE SCOLAIRE P&M.CURIE BAT.C	avenue du Général Leclerc
SAINT MAX	X	3	GYMNASE HENRI COCHET	11, rue Haie le Comte
SAINT PANCRE	LW	4	SALLES POLYVALENTE MAIRIE	3, place de la Fontaine
SAINT REMY AUX BOIS	RW	4	MAIRIE ECOLE	rue de l'école
SAIZERAI S	L	4	SALLE MULTI ACTIVITES	chemin rural des Vignes
SAIZERAI S	R	4	GROUPE SCOLAIRE LA HAUTE EPI NE	59, rue sous-Chatier
SAIZERAI S	R	4	GARDERIE ECOLE MATERNELLE	8, rue St Amand
SAULNES	L	3	CENTRE CULTUREL	place du 8 mai 1945
SAULNES	PA	2	STADE MUNICIPAL	rue du Stade
SAULNES	R	3	GROUPE SCOLAIRE	59, route Sous Chatier
SAULNES	X	3	SALLE DES SPORTS COSEC	route de Longwy
SAULXEROTTE	L	4	SALLE POLYVALENTE	12, rue de Favières
SAULXURES LES NANCY	L	4	MAISON COMMUNALE GRANDS PAQUIS	rue de Provence
SAULXURES LES NANCY	LW	4	HOTEL DE VILLE SALLE POLYVALENTE	2, rue de Tomblaine
SAULXURES LES NANCY	X	2	SALLE POLYVALENTE SPORTIVE	rue d'Essey
SAULXURES LES VANNES	L	4	SALLE POLYVALENTE	11, rue du Terme aux Clers
SAULXURES LES VANNES	V	3	EGLISE	
SAXON SION	LRV	4	COUVENT	13, rue Notre Dame
SAXON SION	N	3	HOTELLERIE	3, rue Notre Dame
SAXON SION	V	3	BASILIQUE	
SEICHAMPS	J	4	MAISON CONVALESCENCE LES ELIEUX	4, rue Grande Ozeraille
SEICHAMPS	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL SPORTIF	avenue de l'Europe
SEICHAMPS	L	4	FOYER DE L'AGE D'OR	19, rue de Varinchamps
SEICHAMPS	L	4	ESPACE LES PARAPLUIES	18, rue St Lambert
SEICHAMPS	M	3	INTERMARCHE	21, avenue du Général de Gaulle

SEI CHAMPS	M	3	MAGASIN SHOPI	1, avenue de l'Europe
SEI CHAMPS	N	4	BRASSERIE RESTAURANT L'ARC EN CIEL	rue du Général de Gaulle
SEI CHAMPS	PA	3	STADE FOOTBALL JACQUES GEORGES	rue du Tourmalet
SEI CHAMPS	R	4	GROUPE SCOLAIRE G.DE LA TOUR	avenue Heleux
SEI CHAMPS	R	4	PRIMAIRE ST EXUPERY	avenue du Québec
SEI CHAMPS	R	4	ECOLE JEAN LAMOUR	avenue du Québec
SEI CHAMPS	R	4	MATERNELLE LOUISE MICHEL	1, rue Fléoles
SEI CHAMPS	V	3	EGLISE	4, rue St Pierre
SEI CHAMPS	X	4	VESTIAIRES SPORTIFS	Stade de Revello
SERROUVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	11, rue de l'Eglise
SERROUVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	16, rue de la Poste
SEXEY AUX FORGES	LR	4	SALLE POLYVALENTE	1, rue de Pont St Vincent
SEXEY LES BOIS	L	4	SALLE POLYVALENTE	16, rue de la Commanderie
SIONVILLER	L	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	2, place de l'Eglise
SOMMERVILLER	V	3	EGLISE	
SPONVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	22, rue Notre Dame
ST NICOLAS DE PORT	J	4	FOYER HEBERGEMENT SPECIALISE	6, rue des Clairons
ST NICOLAS DE PORT	J	4	INSTITUT MEDICO-PROFESSIONNEL	2, rue des Martyrs du Nazisme
ST NICOLAS DE PORT	L	3	SALLE DES FETES	24, rue Jolain
ST NICOLAS DE PORT	M	3	SUPERMARCHE NORMA	rue de la Butte
ST NICOLAS DE PORT	M	3	SUPERMARCHE MATCH	71, rue Charles Courtois
ST NICOLAS DE PORT	M	3	MAGASIN LI DL	rue Charles Courtois
ST NICOLAS DE PORT	N	4	RESTAURANT LA LICORNE	6-8, rue Bonardel
ST NICOLAS DE PORT	R	3	ECOLE P.& M.CURIE	rue du Centre
ST NICOLAS DE PORT	R	3	COLLEGE SAINT EXUPERY	route de Coyviller
ST NICOLAS DE PORT	R	4	ECOLE JEAN MOULIN	29, rue Charles Courtois
ST NICOLAS DE PORT	R	4	MATERNELLE MARIE MARVINGT	12, rue du Centre
ST NICOLAS DE PORT	R	4	HALTE GARDERIE LES CANAILLOUX	31, rue du 4ème BCP
ST NICOLAS DE PORT	R	4	MATERNELLE PAULETTE CASTEL	24, rue de la Porte de Fer
ST NICOLAS DE PORT	U	3	CENTRE HOSPITALIER ST FRANCOIS	3, rue jeu de Paume
ST NICOLAS DE PORT	V	2	BASILIQUE	
ST NICOLAS DE PORT	X	3	COMPLEXE SPORTIF	50, rue du Blanc Mur
ST NICOLAS DE PORT	X	4	PI SCINE Tournesol	rue Clairon
TANTONVILLE	LVO	4	ASS [∞] LECTORIUM ROSICRUCIANUM	rue Tourtel Frères
TANTONVILLE	R	4	COLONIE DE VACANCES LE CLOS	1, rue d'Affracourt
TANTONVILLE	RL	4	MAIRIE GROUPE SCOLAIRE	1, place Anciens Combattants
TANTONVILLE	V	3	EGLISE	
TELLANCOURT	L	4	FOYER CULTUREL ET SOCIAL	rue de Fresnois
TELLANCOURT	RWL	4	GROUPE SCOLAIRE MAIRIE	place Etienne Bastien
THIAUCOURT	J	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	rue du Cimetière
THIAUCOURT	J	4	MAISON RETRAITE STE SOPHIE	2, rue Henri Poulet
THIAUCOURT	L	4	SALLE POLYVALENTE DU CAMPING	rue du Stade
THIAUCOURT	LX	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	route de Verdun et de Jaulny
THIAUCOURT	R	3	COLLEGE FERDINAND BUISSON	44, Faubourg St Jean
THIAUCOURT	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
THIAVILLE SUR MEURTHE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
THIAVILLE SUR MEURTHE	X	2	ESPACE SPORTIF	rue des Vosges
THIEBAUMENIL	L	4	MAISON POUR TOUS	Grande rue
THIEBAUMENIL	V	3	EGLISE	17bis, rue de l'Eglise
THIL	L	3	SALLE POLYVALENTE JACQUES DUCLOS	rue des écoles
THIL	R	4	GARDERIE CANTINE LUDOTHEQUE	105, rue Paul Langevin
THOREY LYAUTEY	L	4	SALLE DES FETES	rue du Maréchal Lyautey
THOREY LYAUTEY	LY	4	SALLE POLYVALENTE DU CHATEAU	Chemin Communal d'Ognéville
TIERCELET	L	4	SALLE DES FETES	2, rue Honoré de Balzac
TOMBLAINE	J	4	FPA MARCEL GRANDCLERC	rue Lamartine

TOMBLAI NE	L	1	STADE PICOT BAT. JACQUET	90, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAI NE	L	3	SALLE DES FETES	8, boulevard Henri Barbusse
TOMBLAI NE	L	3	ESPACE JEAN JAURES	avenue de la Paix
TOMBLAI NE	M	3	LIDL	87, boulevard Barbusse
TOMBLAI NE	M	3	ALDI	135, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAI NE	MN	1	CC AUCHAN	avenue Eugène Potier
TOMBLAI NE	N	2	LRP ARTHUR VAROQUAUX 1/2 PENSION D'AFFAIRES	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	N	3	AUCHAN RESTAURANT FLUNCH	rue Eugène Potier
TOMBLAI NE	PA	1	STADE MARCEL PICOT	90, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAI NE	PA	1	STADE RAYMOND PETIT	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	2	LEP MARIE MARVINGT	8, rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	2	COLLEGE JEAN MOULIN	14, rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	2	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX1	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.IN 2 et AT 1	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.IN 1	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX 3	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX 2	rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	R	4	ECOLE PAUL LANGEVIN	avenue de la Paix
TOMBLAI NE	R	4	PRIMAIRE DE LA PAIX	avenue de Hasberger
TOMBLAI NE	R	4	MATERNELLE BROSSOLETTE	rue Mozart
TOMBLAI NE	RL	4	CENTRE AERE LEO LAGRANGE	rue du Bois la Dame
TOMBLAI NE	RX	3	COSEC	6, rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	V	3	EGLISE	place René Herbuvaux
TOMBLAI NE	WL	3	MAISON REGIONALE DES SPORTS DE LORRAINE	19, rue Jean Moulin
TOMBLAI NE	WLN	4	CETE DE L'EST	75, rue de la Grande Haie
TOMBLAI NE	X	2	PI SCINE LE LIDO	rue Virginie Mauvais
TONNOY	L	4	SALLE DES FETES	20, place Libération
TONNOY	V	3	EGLISE ST LAURENT	rue de l' Eglise
TOUL	J	4	MAISON DE RETRAITE BARAT	cour Raymond Poincaré
TOUL	J	4	M.A.P.A.D.	Abbaye St Evre
TOUL	J	4	FPA RESIDENCE A.PI QUOT	quai de la Glacière
TOUL	J	4	FOYER DR CROSMARIE	115, allée de Louvière Abbaye St Evre
TOUL	J	4	FOYER DR DAUZAIN	cours Raymond Poincaré
TOUL	L	1	SALLE VALCOURT	546, route de Valcourt
TOUL	L	3	CINEMA CLAIR	12, rue de Rigny
TOUL	L	3	CENTRE CULTUREL JULES FERRY	30, rue Jeanne d'Arc
TOUL	L	4	THEATRE DU MOULIN	9, impasse François Badot
TOUL	L	4	SALLE JOSEPH OURY	avenue du Pont Bernon
TOUL	L	4	SALLE DES ADJUDICATIONS	13, rue de Rigny
TOUL	L	4	FOYER CLUB MP FORESTIER	7, rue de Hamm
TOUL	L	4	SALLE POLYVALENTE	Ile des Sables
TOUL	LS	3	MEDIATHEQUE CENTRE DE RESSOURCES	rue de Hamm
TOUL	LW	3	ESPACE ANDRE MALRAUX	Impasse Bedeuil
TOUL	M	3	MAGASIN DYMANITE	17, rue Gambetta
TOUL	M	3	MAGASIN LIDL	rue Paul Keller
TOUL	M	3	TREFF MARCHE ST MICHEL	rue Trait la Ville
TOUL	M	3	MAGASIN POINT P	rue des Etats Unis
TOUL	M	4	MAGASIN VERT	120, avenue du Général Bigeard
TOUL	M	4	MAGASIN LIDL	rue de Verdun
TOUL	MN	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	678, avenue du Général Bigeard
TOUL	N	4	RESTAURANT LE DAUPHIN	65, allée Gaumiron
TOUL	N	4	RESTAURANT GRILL LA SPEZIA	avenue Général Bigeard
TOUL	NL	4	SARL FORT TRAITTEUR	2380, route Villey St Etienne
TOUL	NP	3	CAFETERIA TRAITTEUR ROBERT CH.	26/27, rue St Mansuy
TOUL	R	2	LYCEE LOUIS MAJORELLE	18, rue du Général Foy

TOUL	R	2	COLLEGE DE LA CROI X DE METZ	rue Louis Majorelle
TOUL	R	2	COLLEGE AMI RAL DE RIGNY	23/25, rue du Collège St Léon
TOUL	R	3	LYCEE CAMILLE CLAUDEL	6, route de Valcourt
TOUL	R	3	LYCEE JOSEPH CUGNOT	16, quai de la Glacière
TOUL	R	3	LYCEE JB VATELOT	6, rue de la République
TOUL	R	3	COLLEGE DE VALCOURT	route de Valcourt
TOUL	R	3	GROUPE SCOLAIRE HUMBERT	avenue des Leuques
TOUL	R	4	MATERNELLE LES EGLANTINES	rue du Pont Chardon
TOUL	R	4	MATERNELLE P.M. CURI E	avenue de Leuques
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE JB VATELOT	3-4, place du Marché
TOUL	R	4	ECOLE P.M.CURI E A	avenue des Leuques
TOUL	R	4	MATERNELLE ST EVRE	53, rue Albert Denis
TOUL	R	4	MATERNELLE LES ACACIAS	rue de Pramont
TOUL	R	4	CRECHE BANCEL	porte Jeanne d'Arc
TOUL	R	4	PRIMAIRE LA SAPI NIERE	rue du Cardinal Tisserand
TOUL	R	4	MATERNELLE GOUVION ST CYR	rue Drouas
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE MOSELLY	rue de la Légion Etrangère
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE CHATELET	rue Drouas
TOUL	R	4	ECOLE DE LA STE FAMILLE	6, rue de Rigny
TOUL	R	4	LYCEE AGRICOLE CFA	12, rue Drouas
TOUL	R	4	ECOLE P.M.CURI E B	avenue des Leuques
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE ST MANSUY	11, rue La Viergeotte
TOUL	R	4	LYCEE AGRICOLE CFP AJ E.ONLY	4, rue de Hamm
TOUL	R	4	MAISON DE LA PETITE ENFANCE	place de l'Abbaye St Evre
TOUL	R	4	CENTRE EQUESTRE DU TOULOIS	765, rue Maurice Bokanoski
TOUL	RL	4	ECOLE PAUL BERT	rue du Murot
TOUL	U	3	CENTRE RI ON	rue de l'Hôpital Militaire
TOUL	U	3	CENTRE HOSPI TALIER ST CHARLES	1 cours Raymond Poincaré
TOUL	V	2	CATHEDRALE ST ETIENNE	place du Général de Gaulle
TOUL	V	3	EGLI SE ST GENGOULT	place du Marché
TOUL	X	2	HALLE DES SPORTS BALSON	place Porte de Metz
TOUL	X	3	PI SCI NE DE PLEIN AIR	rue Porte de Moselle
TOUL	X	3	GYMNASE DE LA CHAMPAGNE	rue de la Champagne
TOUL	X	4	SALLE DES SPORTS LA FONTAINE	rue du Cardinal Tisserand
TOUL	X	4	GYMNASE P & M CURI E	avenue des Leuques
TOUL	X	4	PI SCI NE LES GLACIS	avancée de la Porte de Metz
TOUL	X	4	PATINOIRE	2, rue de Hamm
TOUL	X	4	GYMNASE DE VALCOURT	route de Valcourt
TOUL	X	4	HALLE DE SPORTS CROI X DE METZ	5, rue d'Austrasie
TOUL	Y	4	MUSEE MUNI CIPAL	25, rue Gouvion St Cyr
TREMBLECOURT	LS	4	SALLE POLYV.BIBLIOTHEQUE MEDI ATHEQ	22, rue de l'Eglise
TRI EUX	L	3	MAISON POUR TOUS G.BRASSENS	77, rue de la Libération
TRI EUX	PA	1	STADE MUNI CIPAL MARCEL DURAND	rue Henri Burda
TRI EUX	R	4	MATERNELLE CANARD BLEU	1, place Jean Jaurès
TRI EUX	V	3	EGLI SE	Grande rue
TRONDES	R	4	ECOLE	9, rue de l'Eglise
TRONDES	V	3	EGLI SE	rue de Genevaux
TRONVILLE	LRW	4	MAIRIE ECOLE SALLE POLYV.	16, Grand rue
TUCQUEGNI EUX	L	3	SALLE MUNI CI PALE	rue Georges Clémenceau
TUCQUEGNI EUX	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue du Général Leclerc
TUCQUEGNI EUX	M	4	MAGASI N SHOPI	31, rue Clémenceau
TUCQUEGNI EUX	R	3	COLLEGE JOLIOT CURI E	rue Georges Clémenceau
TUCQUEGNI EUX	V	3	EGLI SE	1, place de l'Eglise
TUCQUEGNI EUX	X	3	GYMNASE MUNI CIPAL	rue Georges Clémenceau
UGNY	L	4	SALLE DES FETES	place Abbé Martin

URUFFE	V	3	EGLI SE	rue de l'Eglise
VAL ET CHATILLON	L	3	SALLE DES FETES	Grand rue
VAL ET CHATILLON	V	3	EGLI SE	
VALLEROY	L	3	SALLE DES FETES	1, place de la Libération
VALLEROY	R	4	ECOLE PRIMAIRE MAIRIE	place de la Mairie
VALLEROY	R	4	ECOLE MATERNELLE DUHAMEL	place de la Mairie
VALLEROY	V	3	EGLI SE SALLE PAROI SSI ALE	place de l'église
VALLEROY	X	3	SALLE MUNI CI PALE OMNI SPORTS	rue du Stade
VANDELEVI LLE	LO	3	CHATEAU DE VANDELEVI LLE	3, place Château
VANDIERES	LW	3	COMPLEXE SALLE POLYVALENTE MAIRIE	3bis, rue Abbé Mamias
VANDIERES	V	3	EGLI SE	
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	FPA LES JONQUILLES	1, avenue des Jonquilles
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	MAI SON RETRAI TE STE FAMI LLE	17, rue Bois le Duc
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	FOYER A.G.I.H.P.	8, rue des Myosotis
VANDOEUVRE LES NANCY	L	2	SALLE DES FETES	rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	L	2	CENTRE ANDRE MALRAUX	rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	SALLE PAROI SSI ALE SAI NTE BERNADETT	1, rue du Général Frère
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	MJC LORRAINE	rue de Lorraine
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	MJC ETOILE	1, place de Londres
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	ESPACE JACQUES PREVERT	1, rue du Vivarais
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	LUOTHEQUE	1, rue Gabriel Péri
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	SALLE D'ACTI VI TES ECHTERNACH	square de Louvain
VANDOEUVRE LES NANCY	LW	3	SYNDI CAT DES BOULANGERS	parc des Expositions
VANDOEUVRE LES NANCY	LW	3	N.A.N.C.I.E. (POLE DE L'EAU)	149, rue Gabriel Péri
VANDOEUVRE LES NANCY	LWN	4	CHATEAU DU CHARMOI S	avenue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	PLANET SATURN	9, boulevard Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	MAGASI N GIF I	6, rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	CASTORAMA	5, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	MATCH DU MONTET	8, square de Liège
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	ENSEI GNE LI BRE	9, boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	MAGASI N CAP MODE	9, boulevard Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	MAGASI N VIMA	9, boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MAGASI N BUT	8, avenue du 8ème R.A.
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MEGA CENTRE REGIONAL DU MEUBLE	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	CC JEANNE D'ARC LI DL	rue d'Amsterdam
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	SOCI ETE DEVI ANNE	10, rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	L'AUTO LECLERC	4, rue de Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	VIL AR SA	2, rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MAGASI N NORMA	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	ALDI	rue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	CC JEANNE D'ARC CLUB DE BRI DGE	rue d'Amsterdam
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MAGASI N GIF I	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	CC ALDI	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	PACI FI C PECHE SA	1, rue Jean Mermoz
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	ESPACE ELECTROMENAGER LECLERC	1, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	MAGASI N LI DL	7, rue Aristide Briand
VANDOEUVRE LES NANCY	MN	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	2, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	N	1	RESTAURANT UNI VERSI TAIRE MEDECI NE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	N	2	RESTAURANT UNI VERS. MONPLAI SI R	1, boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	N	3	RESTAURANT LEON DE BRUXELLES	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	RESTAURANT BUFFALO GRILL	2, avenue de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	BRASSERI E DE L'EUROPE	8, square de Liège
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	MAC DONALD'S	avenue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	NL	3	CENTRE DE VIE	rue du Bois de la Champelle
VANDOEUVRE LES NANCY	NPA	2	HIPPODROME DE BRABOI S	avenue de la Forêt de Haye

VANDOEUVRE LES NANCY	ONL	3	HOTEL I B I S	2, allée de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	ONL	4	COTTAGE HOTEL	4, allée de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	P	2	DI SCOTHEQUE LE CIRCUS	42, rue Jean Mermoz
VANDOEUVRE LES NANCY	PA	1	STADE DES NATIONS	Parc des Sports des Nations
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	FACULTE DE MEDECI NE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	FACULTE SCIENCES	1, boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	COLLEGE DU HAUT DE PENOY	rue Clément Marot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	LYCEE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.S.S.T.I .N.	2, rue Jean Lamour
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.N.S.G.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	I UT GENI E TELECOMM.RESEAUX	rue du Doyen Urion
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.N.S.E.M.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	COLLEGE MONPLAIS IR	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	PRIMA IRE JEANNE D'ARC	9, allée de Fribourg
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	PRIMA IRE BROSSOLETTE	rue de Lisbonne
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLA IRE BRABO I S	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	PRIMA IRE EUROPE NATIONS	2, place Delft
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	E.N.S.G. BAT.D	rue du Doyen Roubault
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	MATERNELLE EUROPE NATIONS	rue Hollande
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLA IRE PAUL BERT B	4, rue Paul Bert
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	I .F.S.I .	route Nationale 74
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	E.N.S.A.I .A.	2, avenue de la Foret de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	ESSTI N BATIMENT F	rue Jean Lamour
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	COLLEGE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	GROUPE SCOLA IRE PAUL BERT A	6, rue Paul Bert
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE JEANNE D'ARC	9, allée Fribourg
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE JEAN MACE	rue Gabriel Péri
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	GROUPE SCOLA IRE JEAN MACE	rue Jean Macé
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	PRIMA IRE DU CHARMOI S	1/3, rue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE CHARMOI S	3, rue Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE BROSSOLETTE	rue du Général Frère
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE JEAN POMPEY	allée de Cologne
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	BATI MENT ATELA	boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	RO	4	RESI DENCE DE L'Ecole D'INFIRMI ERES	route Nationale 74
VANDOEUVRE LES NANCY	S	2	BI BLIOTHEQUE UNI VERSI TAI RE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	S	3	MEDI ATHEQUE	rue de Malines
VANDOEUVRE LES NANCY	S	4	CENTRE DOCUMENTATI ON I NPL	2, allée de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	T	1	FOI RE EXPOSI TI ON	route Nationale 57
VANDOEUVRE LES NANCY	U	2	HOP I TAL D'ENFANTS	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	CENTRE ALEXI S VAUTRI N	6, avenue de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	CL I NI QUE ST ANDRE	102, avenue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	U	4	MAI SON D'ACCUEI L LUCI EN GI LLET	6, rue de Ludres
VANDOEUVRE LES NANCY	ULW	4	CENTRE TRANSFUSI ON SANGUI NE	6, rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	UW	3	CENTRE MEDECI NE PREVENTI VE	2, rue Doyen Jacques Parisot
VANDOEUVRE LES NANCY	VL	3	EGLI SE ST FRANCOI S D'ASSI SE	avenue des Acacias
VANDOEUVRE LES NANCY	VR	4	EGLI SE STE MELAI NE	village de Vandoeuvre
VANDOEUVRE LES NANCY	W	3	HOTEL DE VILLE	7, rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	WL	3	I NPL BAT.SERV.DE LA PRESI DENCE	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	X	2	PARC DES SPORTS DES NATIONS	rue de Gembloux
VANDOEUVRE LES NANCY	X	2	PATI NOI RE	parc des expositions
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	PI SCI NE MUNI CI PALE	rue de Norvège
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	SALLE DE GYMNAS TI QUE	rue de Crévic
VANDOEUVRE LES NANCY	X	4	GYMNASE HAUT DE PENOY	rue de Crévic
VANDOEUVRE LES NANCY	XL	2	HALLE DES SPORTS INTER UNI VERSI TAI R	11, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	XL	3	GYMNASE DU CHARMOI S	rue du Charmois

VANNES LE CHATEL	L	4	SALLE POLYVALENTE MJC	6, rue Poste
VARANGEVILLE	J	4	FPA LES CHARDONNERETS	rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	L	3	SALLE DES FETES	rue Gambetta
VARANGEVILLE	L	4	F.J.E.P. LOUIS ARAGON	rue du Colonel Driant
VARANGEVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Meurthe
VARANGEVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE FR.MITTERAND BAT.2	2, rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE FR.MITTERAND BT 1	rue Jules Ferry
VARANGEVILLE	R	4	MATERNELLE LOUISE MICHEL	rue Jules Ferry
VARANGEVILLE	RN	4	HALTE-GARDERIE LES PETITS PIÉROTS	rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	V	3	EGLISE ST GORGON	rue Jean Jaurès
VARANGEVILLE	X	4	SALLE DES SPORTS	4, rue du Maréchal Foch
VAUDIGNY	LNT	3	MAISON DE L'ENVIRONNEMENT	rue de l'Eglise
VAXAINVILLE	L	4	SALLE COMMUNALE	1, rue de la Mairie
VEHO	LW	4	SALLE DES FETES-MAIRIE	11, rue de l'Abbé Grégoire
VELAINE EN HAYE	J	4	I.M.E.ST CAMILLE	12 poste de Velaine
VELAINE EN HAYE	L	3	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF	chemin de la Poste
VELAINE EN HAYE	L	3	ONF BAT N°240 SALLES MECHOUI	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	L	3	BAT N°110a HALL D'ACCUEIL	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	LNOR	4	O.N.F. - C.N.F.F.	parc de Haye
VELAINE EN HAYE	LT	4	BAT N°150 ZOO DE HAYE	parc de Loisirs
VELAINE EN HAYE	LX	4	ONF SALLE DEPIERRE	parc de Haye entrée 2
VELAINE EN HAYE	MT	4	C.L.C.	35, route de Toul
VELAINE EN HAYE	N	4	BRASSERIE LA CALECHE	parc de loisirs - bât. 110 b
VELAINE EN HAYE	NP	3	BAT N° 247 AUBERGE DE LA FORET	Parc de haye
VELAINE EN HAYE	NR	4	ASNL - CENTRE DE FORMATION	Parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	NX	4	TENNIS CLUB	impasse des Erables bât. 276 b
VELAINE EN HAYE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	72, chemin de la Poste
VELAINE EN HAYE	T	4	BAT N° 222 HALL D'EXPOSITION	Parc de loisirs
VELAINE SOUS AMANCE	L	4	SALLE DES FETES	3bis, rue Damain la Ville
VELLE SUR MOSELLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	5, rue Moselle
VEZELISE	J	4	MAISON RETRAITE ST CHARLES	rue Notre Dame
VEZELISE	J	4	RESIDENCE DES TROIS FONTAINES	29, rue Libération
VEZELISE	J	4	FPA CLAIRE LECLERC	quai du Brénon
VEZELISE	L	4	LES HALLES	rue de Nancy
VEZELISE	M	3	LECLERC SERVICE	2, place du Général Leclerc
VEZELISE	R	3	COLLEGE ROBERT GEANT	5, rue du Haut de Barmont
VEZELISE	R	4	PRIMAIRE MARIE MARVINGT	rue Haut Barmont
VEZELISE	R	4	ECOLE MATERNELLE	15, rue Maréchal Foch
VEZELISE	R	4	CRECHE GARDERIE PERI SCOLAIRE	9, rue du Maréchal Foch
VEZELISE	V	3	EGLISE ST COME	place Lyautey
VILCEY SUR TREY	R	4	FOYER D'HEBERGEMENT LA CHAUMIERE	110, rue Principale
VILLE AU MONTAIS	V	3	EGLISE	
VILLE AU MONTAIS	WL	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue de la Mairie
VILLE EN VERMOIS	L	3	SALLE DES FETES	10, rue des Ecoles
VILLE EN VERMOIS	R	4	ECOLE CHARLES SONNINI	8, rue des Ecoles
VILLE HOUDLEMONT	R	4	GROUPE SCOLAIRE	11, rue des Ecoles
VILLE SUR YRON	L	4	SALLE POLYVALENTE	quartier Bachot
VILLERS EN HAYE	L	4	SALLE COMMUNALE	Grande rue
VILLERS LA MONTAGNE	JN	4	BAT.HEBERGEMENT ET RESTAUR.DU CAT	route d'Hussigny
VILLERS LA MONTAGNE	L	3	CENTRE SOCIO-CULTUREL	36, rue Gaston Dupuis
VILLERS LA MONTAGNE	L	4	FOYER EDUCATION POPULAIRE	134, rue Emile Curicque
VILLERS LA MONTAGNE	M	2	MAGASIN DE BRICOLAGE OBI	route d'Hussigny
VILLERS LA MONTAGNE	R	4	MATERNELLE GARDERIE PERI SCOLAIRE	75, rue Emile Curicque
VILLERS LES NANCY	J	3	FPA PAUL ADAM	rue Jean Giraudoux
VILLERS LES NANCY	J	4	VILLA ST PIERRE FOURRIER	3, rue Ste Odile

VILLERS LES NANCY	J	4	MAISON RETRAITE LA VERRIERE	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	J	4	FPA LE CLAIRLIEU	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL LES ECRAINGNES	6, rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN SAVINE	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	L	4	CAVEAU DE LA ROELLE	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	LN	4	CHATEAU DU GEC	boulevard Albert 1er
VILLERS LES NANCY	LOUS	2	DOMAINE DE L'ASNEE	11, rue de Laxou
VILLERS LES NANCY	LRON	3	CENTRE D'ACCUEIL DE REMI COURT	149, rue de Vandoeuvre
VILLERS LES NANCY	LWN	2	I.N.R.I.A. LORRAINE	615, rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	M	2	SUPERMARCHE MATCH	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	M	2	MAGASIN MONOPRIX	boulevard de Baudricourt
VILLERS LES NANCY	M	3	ECOMARCHE	110, avenue Paul Muller
VILLERS LES NANCY	R	1	I.U.T. DU MONTET	rue du Doyen Urion
VILLERS LES NANCY	R	1	FACULTE DES SCIENCES BAT.1ER CYCLE	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	R	2	LYCEE STANISLAS	rue de Vandoeuvre
VILLERS LES NANCY	R	2	U.F.R. STAPS	30, rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	R	3	COLLEGE GEORGES SCHEPFER	rue de la Carrière
VILLERS LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE DU PLACIEUX	15, rue J.F. Kennedy
VILLERS LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE DES AIGUILLETES	boulevard du Maréchal Lyautey
VILLERS LES NANCY	R	3	INSTITUT DE MATHEMATIQUES	Campus universitaire Villers
VILLERS LES NANCY	R	4	CENTRE AERE CLAIRLIEU	21, avenue de Maron
VILLERS LES NANCY	R	4	PRIMAIRE DU CHATEAU	4, rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	R	4	PRIMAIRE MARCEL PAGNOL	boulevard Valtriche
VILLERS LES NANCY	R	4	MATERNELLE ET CANTINE DU PLACIEUX	15, rue JF Kennedy
VILLERS LES NANCY	R	4	MATERNELLE S.HERBINIERE LEBERT	boulevard Mal Lyautey
VILLERS LES NANCY	R	4	PRIMAIRE ALBERT CAMUS	rue des Cisterciens
VILLERS LES NANCY	RW	4	CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PU	2, allée Pelletier Doisy
VILLERS LES NANCY	S	3	BIBLIOTHEQUE DES SCIENCES ET TECHNI	rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL B	1, rue Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL A	1, rue du Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL C	1, rue Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	V	2	EGLISE STE THERESE	
VILLERS LES NANCY	V	3	EGLISE ST FIACRE	rue Saint Fiacre
VILLERS LES NANCY	X	3	COMPLEXE SPORTIF DES AIGUILLETES	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	X	3	COSEC COMPLEXE SPORTIF	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	X	3	COSEC DE LA CARRIERE	rue de la Carrière
VILLERS LES NANCY	X	4	GYMNASE ALBERT 1er	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	XL	3	CENTRE EQUESTRE DE BRABOIS	avenue du parc de Brabois
VILLERS LES NANCY	Y	3	JARDIN BOTANIQUE	100, rue du Jardin Botanique
VILLERUPT	J	4	RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	rue Alfred Mézières
VILLERUPT	L	4	MJC GUY MOQUET- CINEMARIO	6, rue Clémenceau
VILLERUPT	LW	2	SALLE DES FETES MAURICE TOREZ	rue Albert Lebrun
VILLERUPT	M	2	MAGASIN MATCH	3, rue Gambetta
VILLERUPT	M	3	COMPLEXE COMMERCIAL NORMA	rue du Moulin
VILLERUPT	PA	2	STADE DELAUNE	rue Jean Macé
VILLERUPT	R	2	COLLEGE JEAN MACE	rue du 19 mars 1962
VILLERUPT	R	3	L.P.R. HENRI WALLON	1, rue Henri Wallon
VILLERUPT	R	3	PRIMAIRE MATERNELLE LANGEVIN	rue Paul Vaillant Couturier
VILLERUPT	R	3	ECOLE PRIMAIRE JOLIOT CURIE	place Joliot Curie
VILLERUPT	R	4	ECOLE JULES FERRY	rue Clémenceau
VILLERUPT	R	4	MATERNELLE JOLIOT CURIE	place Joliot Curie
VILLERUPT	R	4	MATERNELLE BARA	2, rue de Verdun
VILLERUPT	U	4	CLINIQUE DES PEUPLIERS	11, rue du 11 novembre
VILLERUPT	U	4	HOTEL MEDICAL PASTEUR	15, rue St Just
VILLERUPT	X	3	PISCINE MUNICIPALE	3, rue de Verdun

VILLERUPT	X	3	COSEC ELIO FIORANI	rue Jean Macé
VILLERUPT	X	4	SALLE MUNI CIPALE DES SPORTS	avenue de la Libération
VILLEY LE SEC	L	4	SALLE DES FETES	rue de Toul
VILLEY SAINT ETIENNE	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue de Fontenoy
VILLEY SAINT ETIENNE	LN	4	BRASSERIE DES SPORTS	42, rue de Liverdun
VILLEY SAINT ETIENNE	V	3	EGLISE	
VITERNE	LR	4	SALLE COMMUNALE	7, rue de la Mairie
VITERNE	LW	4	MAIRIE - ENSEMBLE SOCI O CULTUREL	2, rue de la Mairie
VITERNE	V	3	EGLISE	rue de la Mairie
VITREY	L	4	SALLE POLYVALENTE	3, grande rue
VITRIMONT	M	3	MEUBLES FOISSEY	route Nationale 4
VITRIMONT	M	4	STATION SERVICE ESSO	route Nationale 333
VITRIMONT	M	4	STATION SERVICE FINA	Air d'Anthelupt RN 333
VITRIMONT	V	3	EGLISE	
VOINEMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	3, rue de l'Abbé Collet
VOINEMONT	R	4	MATERNELLE	1, Grande rue
WAVILLE	LWX	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE ET SPORTIVE	rue Joyeuse
XAMMES	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue du Pont d'Arcot
XERMAMENIL	L	4	SALLE POLYVALENTE	51, rue Général Mangin
XERMAMENIL	V	3	EGLISE	
XEUILLEY	RL	3	COMPLEXE ECOLE MJC	rue Croix Burnée
XIROCOURT	V	3	EGLISE	
XIVRY CIR COURT	L	4	SALLE COMMUNALE	9, rue de l'Eglise
XIVRY CIR COURT	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
XONVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	10bis, Grand rue
XOUSSES	L	4	MAISON POUR TOUS	31, Grande rue
2224				

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	360
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	360
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	360
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.16 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET.....	360
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.19 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	361
CABINET DU PREFET	361
DECISION DESIGNANT LES DELEGUES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	361

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.16 PORTANT MODIFICATION
DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR SEBASTIEN DAZIANO,
SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant Monsieur Sébastien Daziano, administrateur civil de 2^{ème} classe, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.49 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant le mouvement de personnel intervenu au sein du service interministériel de défense et de protection civile ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DU CABINET :

- Monsieur Yann Negro, chef du bureau du cabinet

- Monsieur Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau du cabinet

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE :

- Monsieur Daniel Pucelle, attaché de préfecture, chef de bureau

- Mademoiselle Béatrice Mougel, attaché de préfecture, adjointe au chef de bureau

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- Madame Françoise Reposeur, attachée principale, Chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier Becker, attaché de préfecture, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Sylvie Vouaux, attachée, Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale et à Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Reposeur, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint du chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Madame Sylvie Vouaux, attachée,

- Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,

- Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Sébastien Daziano, directeur du cabinet, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.
NANCY, le 2 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.19 PORTANT MODIFICATION
DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC BURG,
SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 6 juin 2003 nommant Monsieur Sébastien Daziano, administrateur civil de 2^{ème} classe, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2003 nommant Madame Corinne Chauvin sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe Ronssin sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.48 du 20 décembre 2004, modifié par l'arrêté n° 05.BODE.15 du 5 avril 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.48 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc Burg, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à Madame Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul, à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, ainsi qu'à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.15 du 5 avril 2005 est abrogé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Madame Corinne Chauvin, sous-préfète de Toul, à Monsieur Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Sébastien Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 2 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CABINET DU PREFET

**DECISION DESIGNANT LES DELEGUES DU MEDiateur DE LA REPUBLIQUE
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE MEDiateur DE LA REPUBLIQUE

VU la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République, modifiée et complétée par les lois n° 76-1211 du 24 décembre 1976, n° 89-18 du 13 janvier 1989, n° 92-125 du 6 février 1992, n° 2000-321 du 12 avril 2000 et par l'ordonnance 2004-281 du 25 mars 2004, et notamment son article 6-1,
VU le décret du 5 avril 2004 portant nomination de M. Jean-Paul DELEVOYE en qualité de Médiateur de la République,

D E C I D E

A compter du 1^{er} avril 2005 et jusqu'au 31 mars 2006, sont désignés en qualité de délégués du Médiateur de la République :

Département de Meurthe-et-Moselle

Délégation de la Préfecture :

- Monsieur Christian PERRIN

Délégation de Vandœuvre-lès-Nancy-MJD :

- Madame Michèle BOZZONI

Délégation de Toul :

- Monsieur Michel HAZOTTE

PARIS, le 4 avril 2005

Le Médiateur de la République,
Jean-Paul DELEVOYE



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	322
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	322
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	322
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU REGIME D'OUVERTURE AU PUBLIC DES BUREAUX DES HYPOTHEQUES, DES RECETTES DIVISIONNAIRES, DES RECETTES ELARGIES ET DES CENTRES-RECETTE DES IMPOTS	322
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	322
PREMIER BUREAU	322
COMMUNE DE BRIEY - EXPROPRIATION DE L'IMMEUBLE SIS 7 RUE DE LA LOMBARDIE, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE MAISON DE QUARTIER - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	322
COMMUNE DE BRIEY - EXPROPRIATION DE L'IMMEUBLE SIS 7 RUE DE LA LOMBARDIE, EN VUE DE LA REALISATION D'UNE MAISON DE QUARTIER - ARRETE DE CESSIBILITE	323
QUATRIEME BUREAU	323
ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY	323
ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY-CAMPAGNE	324
ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS-DE-PORT	324
ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY	325
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	326
CINQUIEME BUREAU	326
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE ROSIERES-EN- HAYE PAR LA COMMUNE DE ROSIERES-EN-HAYE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	326
ARRETE N° 1008 PORTANT MESURES DE POLICE DES MINES - CONCESSION AUBOUÉ-MOINEVILLE	330
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE LAXAT A FRAIMBOIS, AU TITRE DE LA LOI 92-3 SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 ET DES ARTICLES L 211-7, L 214-1 A 6 ET L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	331
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS LE PLAN D'EAU DE LA « SANGSUE » DE BRIEY	332
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS LA BALLASTIERE DE L'AAPPMA DE RAON-L'ETAPE	333
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/076 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE	333
ARRETE PREFECTORAL PROROGÉANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT, EN VUE D'AUTORISER ET DE DECLARER D'INTERET GENERAL LA RESTAURATION ET L'AMENAGEMENT DES COURS D'EAU ET PLANS D'EAU DU CONTRAT DE RIVIERE WOIGOT AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	335
AUTORISATION PREFECTORALE DE TRANSPORT DE GAZ AVEC PROCEDURE SIMPLIFIEE ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE RACCORDEMENT DE LA STATION DE COMPRESSION DE LANEUVELOTTÉ AU CIRCUIT DE CONTOURNEMENT DU STOCKAGE DE CERVILLE	335
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	336
PREMIER BUREAU	336
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE MANGONVILLE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE PULLIGNY	336
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE AMONT DU MADON (SIAVA DU MADON)	337
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE D'ERBEVILLER-SUR-AMEZULE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LA BOUZULE	338
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	338
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE ALLAIN-OCHEY- MOUTROT	338
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	339
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	339
DELIBERATION N° 28/05	339
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	339
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	339
ARRETE N° 039/05 PORTANT RETRAIT D'AGREMENT DE LA SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL EN COMMANDITE PAR ACTIONS SELCA « LUPORSI-TRABOULSY » SELCA 10	339
ARRETE N° 043/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-59	340

ARRETE N° 044/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-07.....	340
ARRETE N° 047/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-74.....	341
SERVICE POLE SANTE - CELLULE « ACTIONS DE SANTE ».....	342
ARRETE DDASS/AES/N°1592 PORTANT DESIGNATION D'UNE CONSULTATION DE DEPISTAGE ANONYME ET GRATUIT DU VIRUS DE L'IMMUNO-DEFICIENCE HUMAINE - CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	342
ARRETE DDASS/AES/N°1593 PORTANT DESIGNATION D'UNE CONSULTATION DE DEPISTAGE ANONYME ET GRATUIT DU VIRUS DE L'IMMUNO-DEFICIENCE HUMAINE - CENTRE HOSPITALIER DE MONT-SAINT MARTIN	342
POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE.....	343
ARRETE MODIFICATIF N° 1560 RELATIF A LA COMPOSITION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL CONSULTATIF DES PERSONNES HANDICAPEES.....	343
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1650 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « RESIDENCE POINCARE » DE BOUXIERES AUX DAMES	344
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1651 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LA FONTAINE DE LINCOURT » GEREE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE EINVILLE AU JARD.....	345
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1658 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES IRIS » DE ONVILLE GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR.....	346
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1659 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « RESIDENCE D'AUTOMNE » DE LAXOU GEREE PAR MEDICA FRANCE	347
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 1660 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT JOSEPH » GEREE PAR DOCTRINE CHRETIENNE A NANCY.....	348
ARRETE DDASS / SSA / N°1667 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE VILLERS-LES-NANCY.....	348
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	349
ARRETE BAUX RURAUX DDAF 2005/075 - CHANGEMENT DE DESTINATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE - AUTORISATION DE RESILIATION DE BAIL.....	349
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	349
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	349
ARRETE 2005/DDE/015/CDER.....	349
ARRETE 2005/DDE/016/CDER.....	350
SERVICE DE L'HABITAT.....	351
COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION DES RAPPORTS LOCATIFS - ARRETE PREFECTORAL DESIGNANT LES ASSOCIATIONS.....	351
COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION DES RAPPORTS LOCATIFS - ARRETE PREFECTORAL DESIGNANT LES REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS.....	351
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	353
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - ACQUISITIONS IMMOBILIERES ET TRAVAUX DE VOIRIES ET DE RESEAUX DIVERS PUBLICS NECESSAIRES A LA REALISATION D'UNE OPERATION SOUS FORME DE ZAC DITE "DU TRONC QUI FUME" A ESSEY LES NANCY ARRETE 09 DE 05 SERUAJ/AJF PORTANT PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DES EFFETS DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU 27 MARS 2000.....	353
AVIS.....	353
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	353
ACCORD DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS DOMINICAL ET LA FERMETURE DES ETABLISSEMENTS DANS LA BRANCHE DU COMMERCE DE DETAIL ET LA REPARATION DE L'AUTOMOBILE ET DU MOTOCYCLE.....	353
ARRETE DE FERMETURE DOMINICALE DES ETABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DETAIL ET DE LA REPARATION DE L'AUTOMOBILE ET DU MOTOCYCLE.....	355
RESEAU FERRE DE FRANCE	355
DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE	355
AVIS DE RECRUTEMENT	356
VACANCE D'UN POSTE DE MANIPULATEUR(TRICE) EN ELECTORADIOLOGIE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	356
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	356
DELEGATION REGIONALE AU TOURISME DE LORRAINE	356
ARRETE N° 111-SGAR-2005 EN DATE DU 29 MARS 2005 RELATIF A L'ORGANISATION DE L'EXAMEN DE GUIDE INTERPRETE REGIONAL.....	356
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	357
ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 108 EN DATE DU 18 MARS 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'UNION POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE (UGECAM) DU NORD-EST.....	357
ARRETES INTERPREFECTORAUX	358
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE VIEVILLE-EN-HAYE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1 ^{ER} CYCLE DANS LE SECTEUR DE THIAUCOURT.....	358

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU REGIME D'OUVERTURE AU PUBLIC DES BUREAUX DES HYPOTHEQUES, DES RECETTES DIVISIONNAIRES, DES RECETTES ELARGIES ET DES CENTRES-RECETTE DES IMPOTS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles 1 et 3 du décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu le décret n° 71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;

Vu l'article 17-2° du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 relatif aux horaires d'ouverture des bureaux des hypothèques, de la recette divisionnaire, des recettes principales, des recettes élargies et des centres-recette des impôts de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les bureaux des hypothèques, la recette divisionnaire, les recettes élargies et les centres-recette des impôts implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle, à savoir :

- conservation des hypothèques de BRIEY
- conservation des hypothèques de LUNEVILLE
- conservation des hypothèques de NANCY
- conservation des hypothèques de TOUL
- centre-recette des impôts de BRIEY
- centre-recette des impôts de LONGWY
- centre-recette des impôts de LUNEVILLE
- recette divisionnaire des impôts de NANCY SUD-EST
- recette élargie des impôts de NANCY SUD-OUEST
- recette élargie des impôts de NANCY NORD-EST
- recette élargie des impôts de NANCY NORD-OUEST
- centre-recette des impôts de PONT A MOUSSON
- centre-recette des impôts de TOUL

seront fermés exceptionnellement au public le vendredi 6 mai 2005.

ARTICLE 2 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur des services fiscaux sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 18 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

COMMUNE DE BRIEY - EXPROPRIATION DE L'IMMEUBLE SIS 7 RUE DE LA LOMBARDIE,
EN VUE DE LA REALISATION D'UNE MAISON DE QUARTIER - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 25 novembre 2003 par laquelle le conseil municipal de la commune de Briey a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir l'immeuble sis au n° 7 de la rue de la Lombardie afin de réaliser une maison de quartier et d'installer le service des affaires culturelles de la commune ;

VU le dossier établi par la commune de Briey en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 15 septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du lundi 4 octobre 2004 au lundi 18 octobre 2004 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur Monsieur Michel MATHIEU, en date du 5 novembre 2004 ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique l'acquisition de l'immeuble sis au n°7 de la rue de la Lombardie à Briey, cadastré AE317 et les travaux à exécuter dans le cadre du projet de maison de quartier. Un document présentant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - L'immeuble cadastré AE317 sur le territoire de la commune de Briey sera acquis soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la commune de Briey, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 3 - La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas accomplie dans un délai de cinq ans à la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Maire de Briey sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affiche en mairie de Briey, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le sous-préfet de Briey, M. le maire de Briey, M. Michel MATHIEU, commissaire enquêteur, M. le président du tribunal administratif de Nancy et Mme la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**COMMUNE DE BRIEY - EXPROPRIATION DE L'IMMEUBLE SIS 7 RUE DE LA LOMBARDIE,
EN VUE DE LA REALISATION D'UNE MAISON DE QUARTIER - ARRETE DE CESSIBILITE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-18, L.13-7, L.13-8, L.13-10, L.13-11, L.13-15, L.13-16, L.13-28, L.16-7, L.21-1 et L.21-2 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 25 novembre 2003 par laquelle le conseil municipal de Briey a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir l'immeuble sis 7 rue de la Lombardie afin de réaliser une maison de quartier et d'installer le service des affaires culturelles de la commune ;

VU le dossier établi par la commune de Briey en vue de l'enquête parcellaire, complet le 15 septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 4 octobre 2004 au lundi 18 octobre 2004 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire ;

VU l'avis favorable de M. Michel MATHIEU, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 5 novembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2005 déclarant d'utilité publique l'acquisition de l'immeuble sis au n° 7 de la rue de la Lombardie à Briey, cadastré AE317, et les travaux à exécuter dans le cadre du projet de maison de quartier ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Est déclaré immédiatement cessibles au profit de la commune de Briey, conformément aux plan et état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, l'immeuble sis au n° 7 de la rue de la Lombardie à Briey, cadastrés AE317.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Maire de la commune de Briey sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

QUATRIEME BUREAU

**ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I^{er} de son titre II,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine dite « loi Borloo » et notamment son titre III,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I^{er} de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation,

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de NANCY-CUGN,

VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 11 février 2005,

Vu les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie

Suppléant

- M. André FLOT de l'Union Fédérale des Consommateurs de NANCY

Au titre des associations françaises des établissements de crédit

Titulaire

- Mme Catherine MOKRANE, responsable du service recouvrement au Crédit Immobilier de France Est, 16 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY

Suppléant

- M. Patrick DON, Directeur d'agence CETELEM, 34 rue Stanislas 54042 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 29 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY-CAMPAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine dite « loi Borloo » et notamment son titre III,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation,

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-campagne et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de TOUL-Nancy-campagne,

VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 11 février 2005,

Vu les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul et Nancy-Campagne

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie

Suppléant

- M. André FLOT de l'Union Fédérale des Consommateurs

Au titre des associations françaises des établissements de crédit

Titulaire

- M. Kirdin MADI, responsable du Service gestion, Banque Populaire Lorraine Champagne, 57, rue Saint-Jean, 54000 NANCY

Suppléant

- M. Bernard BEAUPOIL - directeur - Caisse de Crédit Mutuel de Toul - 5, place de la République - 54200 TOUL

ARTICLE 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme La Sous-Préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 29 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS-DE-PORT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine dite « loi Borloo » et notamment son titre III,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation,
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE- Saint-Nicolas-de-Port et notamment son article 3,
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port,
VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 11 février 2005,
VU les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE-SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie

Suppléant

- M. André FLOT de l'Union Fédérale des Consommateurs

Au titre des associations françaises des établissements de crédit

Titulaire

- M. Alain BERAIN - directeur de l'agence du Crédit Mutuel - 2 place Léopold, 54300 LUNEVILLE

Suppléant

- M. Jean-Marc SENTEUF - directeur d'Agence - Société Nancéienne Varin Bernier - 3, rue Carnot, 54300 LUNEVILLE

ARTICLE 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 29 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine dite « loi Borloo » et notamment son titre III,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation,

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral modificatif du 24 août 2004 portant composition d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 11 février 2005,

Vu les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission de BRIEY

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mme Jocelyne SURBACK, de la Confédération Syndicale du Cadre de Vie

Suppléant

- Mme CORRADI de la Confédération Syndicale des Familles, 9 rue des Rossignols, 54310 HOMECOURT

Au titre des associations françaises des établissements de créditTitulaire

- Mr Raphaël CAILLO, responsable contentieux et du Surendettement au Crédit Mutuel de Longwy-Bas, place Leclerc, 54000 LONGWY

Suppléant

- Mme Aline SCHILTKNECHT, responsable du service d'assistance à la gestion des engagements du secteur de Moselle et Meurthe-et-Moselle Nord, Banque Populaire Lorraine-Champagne, 5, rue Jean Renoir, 57100 THIONVILLE

ARTICLE 3 : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 29 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 28 avril 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 5 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU**ARRETE PREFECTORAL PORTANT :****1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE ROSIERES-EN-HAYE PAR LA COMMUNE DE ROSIERES-EN-HAYE****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL****EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 30/06/2002 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 18/12/1998 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de ROSIERES-EN-HAYE à ROSIERES-EN-HAYE;

VU l'arrêté préfectoral du 24/12/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Captage DE ROSIERES-EN-HAYE à ROSIERES-EN-HAYE par la Commune de ROSIERES-EN-HAYE en commune de ROSIERES-EN-HAYE

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de ROSIERES-EN-HAYE

VU l'arrêté préfectoral du 04/10/2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête complémentaire préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage DE ROSIERES-EN-HAYE sur la commune de ROGÉVILLE ;

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 30/03/2004 et l'avis complémentaire du 25/11/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU les avis favorables des 19/03/2004 et 30/11/2004 de la Sous Préfète de TOUL ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 8 mars 2005

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la Commune de ROSIERES EN HAYE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation de source par captage DE ROSIERES-EN-HAYE à ROSIERES-EN-HAYE

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à ROSIERES-EN-HAYE ET ROGÉVILLE

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert I		altitude
				X =	Y =	
Forage communal	ROSIERES-EN-HAYE	ZH 28	193-7-0004	869101	2427464	278 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 60 m³/j ni 10 m³/h.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage communal de ROSIERES-EN-HAYE est situé sur le territoire de la commune de Rosières en Haye parcelle Zh 28 lieudit Carbon Champs. Il couvre une surface de 4 a 90 ca.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface de 53 ha 28 a 81 ca sur la commune de ROSIERES-EN-HAYE, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	Parcelles
ZH	Carbon Champs	27 pp ; 30 pp ; 50 pp
ZH	Fléville	35 à 37 ; 39 à 44
C 3	La Croix de Pierre	819
C3	A Nenglige	822 pp
C2	La Pierrière	817 pp

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée couvre une superficie de 310 ha environ située sur le territoire de Rosières-En-Haye et Rogéville.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

Toutes activités, constructions ou installations, tous dépôts ou aménagements de toute nature et installations autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien du captage et des installations ou de leurs abords sont interdits.

La surface du périmètre de protection immédiate devra être régulièrement entretenue. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Le périmètre de protection immédiate est la propriété de la commune et doit le rester. Il doit être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du captage.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- *En ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :*
 - ☐ la création de forages ou de puits captant l'aquifère du Bajocien,
 - ☐ les sondages ou forages de reconnaissance d'une profondeur supérieure à 2 mètres à l'exception de sondages qui aurait pour finalité la reconnaissance ou la surveillance de l'aquifère. Dans ce cas, le sondage sera équipé d'un piézomètre ou intégralement cimenté après usage,
 - ☐ l'ouverture et l'exploitation de carrières,
 - ☐ la réalisation de plans d'eau, mares et étangs.
- *Sont interdits les stockages et dépôts :*
 - ☐ d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
 - ☐ de produits chimiques et déchets solides,
 - ☐ d'hydrocarbures et de liquides inflammables,
 - ☐ de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers, fumier, boues de station d'épuration...),
 - ☐ d'effluents industriels,
 - ☐ d'effluents domestiques collectifs,
 - ☐ station d'épuration,
 - ☐ bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.
- *Sont interdites les canalisations :*
 - ☐ d'eaux usées domestiques collectives,
 - ☐ d'eaux usées industrielles,
 - ☐ d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.
- *Sont interdits les rejets liquides :*
 - ☐ d'eaux usées domestiques ou industrielles,
 - ☐ d'effluents agricoles,
 - ☐ d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
 - ☐ de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.
- *Sont interdites les constructions :*
 - ☐ d'habitations,
 - ☐ de campings, caravanings et annexes,
 - ☐ de cimetières,
 - ☐ d'installations classées,
 - ☐ de bâtiments d'élevage et d'engraissement,
 - ☐ de silos produisant des jus de fermentation,
 - ☐ et d'une façon générale toute construction,
- *En ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :*
 - ☐ l'épandage de fumier, lisier, boues de station d'épuration et de toute matière organique,
 - ☐ l'apport d'azote minéral du 1 juillet au 31 décembre,
 - ☐ les sols nus en hiver,
 - ☐ le retournement des prairies permanentes existantes avec changement de destination des sols (en cas de remaniement parcellaire, les surfaces toujours en herbe seront maintenues sans modification notable de l'implantation existante à la date du présent arrêté).

A l'intérieur de ce périmètre est réglementé :

- *En ce qui concerne les travaux souterrains :*
 - ☐ l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'un étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
 - ☐ le remblaiement d'excavations quelles qu'elles soient (carrières, fouilles, tranchées...) sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'altérer la qualité des eaux souterraines.
- *En ce qui concerne les constructions :*
 - ☐ les travaux de voirie existante devront utiliser des matériaux inertes et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement,
 - ☐ les bassins de rétention d'eaux pluviales seront étanches et munis d'un dispositif déboureur déshuileur pour le piégeage notamment des hydrocarbures.
- *En ce qui concerne les activités agricoles :*
 - ☐ les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris d'animaux seront installés à plus de 150 m du forage,
 - ☐ le passage du bétail est autorisé sous réserve que la charge d'animaux à la parcelle maintienne un couvert végétal permanent des sols,

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- *En ce qui concerne les travaux souterrains :*
 - ☐ les puits, forages d'eau captant l'aquifère capté par le forage communal seront distants de ce dernier d'au moins 500 m et leur débit maximal d'exploitation sera de 8 m³/h,
 - ☐ les sondages et forages de reconnaissance devront être rendus étanches dans toute la traversée de l'aquifère. Ils seront intégralement cimentés après usage. Dans le cas d'une reconnaissance de l'aquifère, le sondage sera soit équipé d'un piézomètre soit intégralement cimenté après usage,
 - ☐ l'étude d'impact d'ouverture de carrière devra comporter une étude hydrogéologique avec essais de traçage des écoulements souterrains,
 - ☐ l'ouverture de fouilles, tranchées, excavation devra s'accompagner d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
 - ☐ le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'affecter la qualité des eaux souterraines,
 - ☐ l'ouverture par affouillements de plans d'eau, mares et étangs exigera une étude hydrogéologique qui définira les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles.
- *En ce qui concerne stockages et dépôts :*
 - ☐ les stockages de déchets industriels, ordures ménagères, détritiques, produits chimiques, tout produit polluant ou déchets solides susceptibles d'altérer la qualité des eaux seront réalisés sur des aires étanches. Si les stockages ne sont pas couverts, les eaux pluviales en contact avec les produits stockés seront traités avant rejet. Les modalités de contrôle seront définies avec le service compétent,

- ☐ les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassin de rétention étanche de capacité au minimum égale au volume stocké et seront isolés des eaux pluviales pour éviter les débordements,
 - ☐ le stockage de produits destinés aux cultures (engrais, purin, lisiers, pesticides...) seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassin de rétention étanche de capacité au minimum égale au volume stocké et seront isolés des eaux pluviales pour éviter les débordements,
 - ☐ le trop plein des stations d'épuration, des bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains sera acheminé par canalisations ou fossés étanches en aval du périmètre ou éventuellement dans un ruisseau pérenne.
- *En ce qui concerne les rejets liquides :*
- ☐ tout rejet d'effluents traité sera amené au moyen d'une conduite hors du périmètre de protection,
 - ☐ les eaux pluviales dirigées vers les bassins d'infiltration d'eaux pluviales seront préalablement traitées par un passage dans un débourbeur - déshuileur.
- *En ce qui concerne les constructions :*
- ☐ les modalités d'extension ou de modification de cimetières seront définies en fonction des conclusions d'une notice d'incidence
 - ☐ les travaux de voirie existante devront utiliser des matériaux inertes et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement. Si des matériaux sont utilisés pour le remblaiement de fouilles ou d'excavations, ceux ci devront être naturels ou provenir de carrières. Les bassins de rétention d'eaux pluviales seront étanches et munies d'un dispositif de débourbeur déshuileur..
- *D'une manière générale tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.*

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

Suivi des débits prélevés et distribués

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de ROSIERES-EN-HAYE et ROGEVILLE sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de Rosières-En-Haye est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**ARTICLE 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 17 - Voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 18 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, Mme la Sous-Préfète de TOUL, MM. les maires des communes de ROSIERES-EN-HAYE ET ROGEVILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au Bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE et au Conseil Général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE N° 1008 PORTANT MESURES DE POLICE DES MINES - CONCESSION AUBOUÉ-MOINEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Minier,

VU le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, modifié par le décret n° 2001-209 du 06 mars 2001, notamment l'article 34,

VU le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU l'arrêté préfectoral de « 1^{er} donné acte » du 20 mars 1996, par lequel le Préfet a fixé les modalités pour l'arrêt des travaux sur la concession AUBOUÉ-MOINEVILLE,

VU le rapport d'étude INERIS-DRS-99-20585-21033/R03 du 30 juin 1999, « Bassin ferrifère lorrain - Hiérarchisation des zones à risques d'effondrement - Rapport de synthèse », qui concluait pour le quartier de Gorcy sur la commune de Moutiers à la présence d'une zone d'affaissement progressif de classe 3 (zone « Mou2 »), qui se situait sur la concession AUBOUÉ-MOINEVILLE,

CONSIDERANT que, au moment de ces études, les experts n'ont pas pu rechercher des zones de risque d'effondrement brutal, car ils ne disposaient pas encore de méthode permettant d'identifier de telles zones,

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001 qui a donné acte de l'arrêt définitif des travaux miniers et de la cessation d'utilisation d'installations minières associées, attachées à la concession de mines de fer de AUBOUÉ-MOINEVILLE (formalité de « second donné acte »),

VU le rapport INERIS-DRS-02-36936/R01 « Bassin ferrifère lorrain Prévision des conséquences des affaissements miniers potentiels des zones hiérarchisées des concessions renoncées et Lormines sur le bassin Nord » qui met en évidence deux critères qui doivent être successivement remplis pour que le risque d'effondrement brutal soit possible :

- un critère lié à la géométrie de l'exploitation,

- un critère traduisant la géologie du recouvrement.

VU le rapport GEODERIS R-2003/010 du 3 février 2003 « Bassin ferrifère lorrain - Recherche et hiérarchisation des zones à risque d'instabilité situé dans l'emprise des concessions renoncées et Lormines du bassin d'ennoyage Sud », qui a étudié le premier critère lié à la géométrie de l'exploitation et qui a, pour la zone proche de Gorcy, identifié neuf zones pour lesquelles le critère ne permettait pas d'écarter le risque d'effondrement brutal : zones O65B1, O65D1, O65F1, O65F3, O65K1, O65M1, O65M3, O65M4 et O65N1 (zones issues du redécoupage et de l'extension de l'ancienne zone « Mou2 »),

VU le rapport d'étude de GEODERIS n°2004/038 du 17 décembre 2004 « Zones d'aléa effondrement brutal retenues lors de l'analyse du critère fond sur le bassin de Briey - Longwy Etude du critère géologique » qui a étudié le deuxième critère sur la géologie du recouvrement et conclut à la présence de zones pour lesquelles le risque d'effondrement brutal a été définitivement non écarté, délimitées et désignées sur la figure 4 du rapport : A065D1_a1, A065B1_a1, A065F3_a1, A065F1_a1, A065M1_a1 et A065M1_b1 (zones issues d'un nouveau redécoupage des zones citées au VISA précédent, se situant dans le périmètre de la concession AUBOUÉ-MOINEVILLE),

VU le rapport de la DRIRE n° AM/NF/DB-L-0305 312 en date du 10 mars 2005,

CONSIDERANT que, comme le montre la chronologie des événements détaillés plus haut, du fait de l'évolution des connaissances scientifiques, le risque d'effondrement brutal sur la zone n'a été connu qu'après l'arrêté préfectoral de « second donné acte »,

CONSIDERANT que d'après ses caractéristiques prévisibles, un effondrement brutal peut porter gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens,

CONSIDERANT donc, en application des articles 91 et 79 du code minier, que l'autorité administrative peut prescrire à la Société LORMINES toute mesure destinée à assurer la protection des habitants concernés par le risque d'effondrement brutal,

CONSIDERANT qu'il convient, afin de choisir le traitement du risque le plus approprié, de réaliser une étude technico-économique analysant les différentes mesures possibles,

CONSIDERANT toutefois qu'une période transitoire va s'écouler avant le traitement de la zone (comblement, expropriation, confortements,...) et qu'une surveillance doit être mise en place pour assurer la sécurité des personnes pendant cette période,

Vu la réponse de la société LORMINES en date du 21 mars 2005,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1 :

Monsieur Jean-Luc SAUVAGE, liquidateur amiable de la Société des Mines de SACILOR LORMINES, dont le siège social est situé « Immeuble La Pacific - La Défense 7-11-13 cours Valmy - 91800 PUTEAUX fera réaliser dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté une étude technico-économique sur les différents moyens envisageables de sauvegarde (confortement des habitations, remblayage des travaux miniers,...) et de protection des populations directement concernées par les zone d'effondrement brutal désignées A065D1_a1, A065B1_a1, A065F3_a1, A065F1_a1, A065M1_a1 et A065M1_b1 dans le plan qui figure en annexe du présent arrêté.

Cette étude comprendra les investigations de reconnaissance éventuellement nécessaires (forage, carottage...)

Cette estimation doit également prendre en compte le coût des infrastructures à réaliser.

Article 2 :

Monsieur Jean-Luc SAUVAGE, liquidateur amiable de la Société des Mines de SACILOR LORMINES, est tenu de mettre en place sur les zones A064J1_b1, A065D1_a1, A065B1_a1, A065F3_a1, A065F1_a1, A065M1_a1 et A065M1_b1 un dispositif de surveillance en continu de la tenue des ouvrages miniers et des terrains de couverture, dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté, répondant aux critères suivants :

- ce dispositif doit assurer une couverture de la surface de la zone hiérarchisée précitée ;

- il doit pouvoir isoler les bruits émis par un effondrement des anciens travaux miniers ;

- le système de surveillance à mettre en place doit comprendre une procédure d'alerte et d'évacuation d'urgence du secteur, en collaboration avec les services de l'Etat.

Article 3 :

Monsieur Jean-Luc SAUVAGE, liquidateur amiable de la Société des Mines de SACILOR LORMINES assurera la maintenance et le fonctionnement correct du dispositif visé à l'article 2 du présent arrêté pendant la période transitoire qui va précéder le traitement de la zone ou jusqu'à son transfert à l'Etat dans les conditions définies par l'article 93 du Code Minier modifié et l'article 49-2 du décret du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, modifié par le décret n° 2001-209 du 06 mars 2001.

Article 4 :

Monsieur Jean-Luc SAUVAGE, liquidateur amiable de la Société des Mines de SACILOR LORMINES, soumettra dans le délai de 10 jours à compter de la notification de l'arrêté, à l'accord préalable du Préfet, sur avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine, ses propositions et son programme concernant l'étude technico-économique et la mise en place du dispositif de surveillance.

Article 5 :

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine et Monsieur le Sous-Préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société LORMINES, transmis immédiatement au Maire de la commune de MOUTIERS et qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 25 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL
LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE LAXAT A FRAIMBOIS,
AU TITRE DE LA LOI 92-3 SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 ET DES ARTICLES L 211-7, L 214-1 A 6 ET L 432-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 211-7, L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévues aux articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 modifié pris en application de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la demande d'autorisation et de déclaration d'intérêt général déposée le 27 mai 2004 par le Maire de la commune de FRAIMBOIS, relative à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées de FRAIMBOIS, à la réalisation d'une station d'épuration et à l'aménagement du ruisseau de LAXAT;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0 (1°), 2-5-0, 2-5-5 (2°), 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation et la déclaration d'intérêt général des travaux précités ;

VU les pièces constatant que l'enquête a été menée en mairies de FRAIMBOIS et HERIMENIL ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 22 jours en mairies précitées ;

VU l'avis favorable, le 28 décembre 2004, du commissaire enquêteur ;

VU le rapport du 11 janvier 2005 de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 8 mars 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DECLARATION D'INTERET GENERAL

La commune de FRAIMBOIS est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux d'aménagement du ruisseau de LAXAT et d'assainissement collectif.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés en commune de FRAIMBOIS.

ARTICLE 3 - SERVITUDE DE PASSAGE

Pendant les travaux, les riverains du ruisseau de LAXAT devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux entreprises, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent en l'assainissement communal et l'aménagement du ruisseau de LAXAT.

Assainissement :

- Pose d'un nouveau collecteur pseudo-séparatif (diamètre 300 mm ; longueur 504 m), équipé de regards de visite, sous le lit du ruisseau ;
- Aménagement de 4 déversoirs d'orage et d'un poste de refoulement vers l'ouvrage d'épuration ;
- Pose d'une conduite de refoulement des eaux usées vers la station d'épuration (diamètre 100 mm ; longueur 300 m) ;
- Aménagement, en parcelle E 546, d'une station d'épuration des eaux usées capacité (350 équivalents-habitants) de rustique de type « cultures fixées sur support fin » (lits d'infiltration-percolation ou filtres plantés de roseaux).

Aménagement du ruisseau de LAXAT :

- Reconstitution d'un fond du lit (épaisseur 30 cm ; longueur 520 m) par matériaux caillouteux ou gravo-caillouteux ;
- Réaménagement des berges (longueur 610 m) inclinées par techniques de génie végétal, à l'exception d'un court tronçon au centre du village (longueur 40 m) équipé de palplanches en soutènement de la partie inférieure des berges, le tout selon 6 profils types.

ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la D.D.A.F. de Meurthe et Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux d'aménagement du ruisseau de LAXAT devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 31 décembre 2008 et être terminés le 31 décembre 2013.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

Le permissionnaire devra se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté. Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte.

Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.

Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Le déclarant devra, dans un délai de 2 (deux) ans après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.

Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH4 ⁺	80 %	10 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

ARTICLE 8 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 9 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet et au service chargé de la police de l'eau tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 11 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 12 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 13 - VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement)

ARTICLE 14 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Maire de la commune de FRAIMBOIS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairies de FRAIMBOIS et HERIMENIL.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée pour information à :

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine,

Monsieur le Chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 30 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les annexes 1 à 5 ainsi que l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté peuvent être consultés à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Actions Interministérielles - Bureau de l'Environnement - 6 rue Sainte-Catherine - 54038 NANCY CEDEX.

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT
DANS LE PLAN D'EAU DE LA « SANGSUE » DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement notamment les articles L 436-5, R 236-18, R 236 19 et R 236-53 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du 02 mars 2005 déposée par l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de BRIEY ;

VU l'avis du 7 mars 2005 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis du 14 mars 2005 de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du 17 mars 2005 de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La pêche de la carpe de nuit est autorisée dans le plan d'eau de la « Sangsue » de BRIEY, dans la période du 02 avril au 30 octobre 2005 : chaque week-end ; du 1^{er} au 03 juillet (enduro-carpe 48 heures) ; du 25 au 31 juillet et du 22 au 28 août (semaines complète carpe de nuit non stop). Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ni transportée.

ARTICLE 2 -

Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

ARTICLE 3 -

En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R236-18 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

ARTICLE 4 -

▪ M. le Secrétaire général de la préfecture,
▪ M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,
▪ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe & Moselle
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de BRIEY,
- M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- M. le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de BRIEY,
- M. le Chef de Brigade du C.S.P. de MEURTHE & MOSELLE.

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT
DANS LA BALLASTIERE DE L'AAPPMA DE RAON-L'ETAPE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 436-5, R 236-18, R 236 19, R236-30 et R236-53 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande, le 10 février 2005, déposée par l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de RAON-L'ETAPE ;

VU l'avis du 1^{er} mars 2005 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis du 14 mars 2005 de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du 17 mars 2005 de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E**ARTICLE 1er** -

La pêche de la carpe de nuit est autorisée du 1^{er} avril au 31 octobre 2005, et notamment aux dates retenues dans cette période par l'APPMA gestionnaire, dans la ballastière de l'AAPPMA de RAON L'ETAPE sur le territoire des communes de BERTRICHAMPS et LA CHAPELLE.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ni transportée.

ARTICLE 2 -

Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

ARTICLE 3 -

En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R236-18 du Code de l'Environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

ARTICLE 4 -

▪ M. le Secrétaire général de la préfecture,
▪ M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE,
▪ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe & Moselle
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- MM. les Maires des communes de LACHAPELLE et BERTRICHAMPS
- M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de RAON-L'ETAPE
- M. le Chef de Brigade du C.S.P. de MEURTHE & MOSELLE.

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/076 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 421-4 et R. 221-25 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les propositions établies par les responsables des différents organismes ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition du M. le Secrétaire Général,

AR R E T E

ARTICLE 1er - Le Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage est composé comme ci-après :

PRESIDENT : M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

MEMBRES :

- 1°) - Le Directeur Régional de l'Environnement, ou son représentant ;
- 2°) - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, ou son représentant ;
- 3°) - Le délégué régional de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, ou son représentant ;
- 4°) - Le Directeur Régional de l'Office National des Forêts, ou son représentant ;
- 5°) - Le Président du Centre Régional de la propriété forestière, ou son représentant ;
- 6°) - Le Président de la Chambre d'Agriculture, ou son représentant ;
- 7°) - Un représentant de l'organisation syndicale des exploitants agricoles la plus représentative dans le Département ;
- 8°) - Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs, ou son représentant ;
- 9°) - SIX PERSONNALITES QUALIFIEES, EN MATIERE CYNEGETIQUE :

- **TITULAIRE** : M. PIERSON Jean-Luc - Route Nationale
54870 VILLERS-LA-CHEVRE
- **SUPPLEANT** : M. LAURENT Claude - Hameau de Revémont
54260 VIVIERS-SUR-CHERS
- **TITULAIRE** : M. MASSENET Patrick - 62, av. du Général de Gaulle
55190 PAGNY SUR MEUSE
- **SUPPLEANT** : M. ALBRECHT Guy - 22, Rue des Loges
54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- **TITULAIRE** : M. MEYER François - 25, Rue Gambetta
54110 ROSIERES-AUX-SALINES
- **SUPPLEANT** : M. BEHR Claude - 14, Rue du Château
54800 PUXE
- **TITULAIRE** : M. RIEDER Roméo - 1, Rue Marcel Simon
54320 MAXEVILLE
- **SUPPLEANT** : M. FAVRE André - 26, Grande Rue
54700 LOISY
- **TITULAIRE** : M. THOUVENIN Jacques - 8, Rue Lucien Colson
54170 OCHEY
- **SUPPLEANT** : M. HARROUE Francis - 33, Rue Maréchal Leclerc
54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- **TITULAIRE** : M. FONTY François - 9, Grande Rue
54610 ABAUCOURT-SUR-SEILLE
- **SUPPLEANT** : M. CHOLLOT Francis - 19, Rue de la Mine
54800 JARNY

10°) - UN REPRESENTANT DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE :

- **TITULAIRE** : M. KIERREN Philippe - 56, Rue du Moulin
54420 CERVILLE
- **SUPPLEANT** : M. KOENIG Bernard - Ferme des Francs
54610 NOMENY

11°) - DEUX REPRESENTANTS D'ORGANISMES SCIENTIFIQUES OU PERSONNES QUALIFIEES DANS LES SCIENCES DE LA NATURE :

- **TITULAIRE** : M. PERU Laurent - 11 bis, Rue Lyautey
54000 NANCY
- **SUPPLEANTE** : Mlle Lucile GUITTENNE - 34, Rue Sainte Catherine
54000 NANCY
- **TITULAIRE** : M. COMBES Benoît - Entente interdépartementale de lutte contre la rage - Domaine de Pixérécourt - B.P. 43
54220 MALZEVILLE
- **SUPPLEANTE** : Mlle TERRIER Marie-Eve - AFSSA - PIXERECOURT
54220 MALZEVILLE

12°) - DEUX REPRESENTANTS D'ASSOCIATIONS AGREEES AU TITRE DE L'ARTICLE L. 141-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT :

- **TITULAIRE** : M. Philippe MALENFERT - 470, Avenue André Malraux
54600 VILLERS-LES-NANCY
- **SUPPLEANT** : M. BESANCON Thierry - 1, Route de Vigneulles
55210 NONSARD
- **TITULAIRE** : M. SCHWEYER Jean-Baptiste - 2, Cottage des Saules
54230 CHAVIGNY
- **SUPPLEANT** : M. THOMMES François - 176, Rue Jeanne d'Arc
54000 NANCY

ARTICLE 2 - Les membres sont nommés pour une période de trois ans renouvelable, les membres titulaires sont remplacés en cas d'absence ou d'empêchement par leurs suppléants.

Le secrétariat du Conseil est assuré par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des intéressés, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE
DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT,
EN VUE D'AUTORISER ET DE DECLARER D'INTERET GENERAL LA RESTAURATION ET L'AMENAGEMENT DES COURS D'EAU
ET PLANS D'EAU DU CONTRAT DE RIVIERE WOIGOT AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 10 repris dans les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 modifiés du 29 mars 1993 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, et notamment l'article 8 du décret n° 93-742 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et les départements;

Vu la demande en date du 23 juin 2004 déposée par Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat Rivière Woigot en vue d'obtenir l'autorisation et la déclaration d'intérêt général des travaux de restauration et d'aménagement des cours d'eau et plans d'eau du contrat de rivière Woigot ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable au projet de réaliser les travaux susvisés ;

Vu le déroulement de l'enquête publique du lundi 22 novembre 2004 au mercredi 22 décembre 2004 inclus ;

Vu le rapport de Monsieur Michel MATHIEU, commissaire-enquêteur, reçu en préfecture le 09 février 2005 ;

Considérant qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai imparti ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Le délai de 3 mois prévu à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pour statuer sur la demande de Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat Rivière Woigot est prorogé de 2 mois.

ARTICLE 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat Rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

-Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY ;

-Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de mise en œuvre du Contrat Rivière Woigot, pétitionnaire ;

-Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 5 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**AUTORISATION PREFECTORALE DE TRANSPORT DE GAZ AVEC PROCEDURE SIMPLIFIEE
ARRETE AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION
DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DE RACCORDEMENT DE LA STATION DE COMPRESSION
DE LANEUVELOTTTE AU CIRCUIT DE CONTOURNEMENT DU STOCKAGE DE CERVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande en date du 18 novembre 2004 par laquelle la société Gaz de France direction Transport Centre National d'Equipement, dont le siège social est situé 5, rue Pierre Bérégovoy, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la canalisation de raccordement de la station de compression de Laneuvelotte au circuit de contournement du stockage de Cerville ;

Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;

Vu les résultats de la consultation administrative du 28 décembre 2004 au 05 mars 2005 inclus ;

Vu les avis des services intéressés :

- CONSEIL GENERAL;

- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE le 07/01/2005 ;

- CHAMBRE DE METIERS le 25/01/2005 ;

- DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT;

- DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET;

- DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT le 26/01/2005 ;

- FRANCE TELECOM le 17/01/2005 ;

- CHAMBRE D'AGRICULTURE le 21/01/2005 ;

- ELECTRICITE GAZ SERVICES;

- GESTIONNAIRE DU RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE le 11/01/2005 ;

- CONSEIL REGIONAL le 18/01/2005 ;

- DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT;

- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES le 04/01/2005 ;

- Mairie de LANEUELOTTE;

Considérant que certains services n'ont pas fait connaître leur avis dans le délai qui leur a été fixé;

Vu les demandes de la consultation administrative transmises par courrier du 1^{er} mars 2005 et les engagements de Gaz de France Réseau transport pris par courrier du 8 mars 2005 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture .

ARRETE

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par Gaz de France direction Transport Centre National d'Equipelement, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé dont la carte peut être consultée à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Lorraine.

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSION maximale de service (bar)	DIAMETRE (mm)	OBSERVATIONS
Canalisation	0,680	67.7	900	-----

2° Ouvrages de traitement, de compression :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION géographique (commune d'implantation)	PERFORMANCE NOMINALE (puissance,...débit)	OBSERVATIONS
Poste d'inversion de sens	Laneuvelotte	-----	-----

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune de Laneuvelotte

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au(x) point(s) d'entrée du(des) réseau(x) objet(s) de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

- 9, 3 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à bas pouvoir calorifique ;

- 10, 5 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 11 : M. le Secrétaire Général, M. le Maire de la commune de Laneuvelotte, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur de Gaz de France direction transport, centre national d'équipement,

- M. le Directeur Départemental de l'Equipelement.

NANCY, le 5 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE MANGONVILLE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE PULLIGNY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 11 février 1947 portant création du syndicat intercommunal des eaux de PULLIGNY;

VU la délibération de la commune de MANGONVILLE en date du 20 avril 2002 demandant son adhésion au syndicat intercommunal des eaux de PULLIGNY;

VU la délibération du 14 avril 2003 par laquelle le comité syndical accepte cette demande d'adhésion à compter du 1^{er} janvier 2005;
VU la notification aux communes membres du syndicat en date du 30 novembre 2004 demandant aux conseils municipaux de délibérer;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
AFFRACOURT en date du 8 décembre 2004,
AUTREY SUR MADON en date du 3 décembre 2004,
BAINVILLE AUX MIROIRS en date du 16 décembre 2004,
BENNEY en date du 20 décembre 2004,
BRALLEVILLE en date du 2 février 2005,
CEINTREY en date du 10 décembre 2004,
CHAOUILLEY en date du 9 décembre 2004,
CLEREY SUR BRENON en date du 13 décembre 2004,
CRANTENOY en date du 10 décembre 2004,
CREVECHAMPS en date du 30 décembre 2004,
DOLCOURT en date du 10 décembre 2004,
FORCELLES SAINT GORGON en date du 6 janvier 2005,
GERBECOURT ET HAPLEMONT en date du 16 décembre 2004,
GOVILLER en date du 17 décembre 2004,
GRIPPORT en date du 10 janvier 2005,
HAMMEVILLE en date du 3 décembre 2004,
HAROUE en date du 10 décembre 2004,
HOUELDMONT en date du 7 décembre 2004,
HOUDREVILLE en date du 2 février 2005,
JEVONCOURT en date du 23 décembre 2004,
LEMAINVILLE en date du 20 décembre 2004,
LEMENIL MITRY en date du 28 décembre 2004,
OMELMONT en date du 2 février 2005,
PAREY SAINT CESAIRE en date du 10 décembre 2004,
PIERREVILLE en date du 13 décembre 2004,
PRAYE en date du 28 décembre 2004,
PULLIGNY en date du 3 décembre 2004,
QUEVILLONCOURT en date du 11 décembre 2004,
ROVILLE DEVANT BAYON en date du 10 décembre 2004,
SAINT FIRMIN en date du 25 novembre 2004,
SAINT REMIMONT en date du 8 décembre 2004,
SAXON SION en date du 6 décembre 2004,
TANTONVILLE en date du 17 décembre 2004,
VAUDEVILLE en date du 18 février 2005,
VAUDIGNY en date du 19 janvier 2005,
VITREY en date du 17 décembre 2004,
VOINEMONT en date du 22 décembre 2004,
VRONCOURT en date du 1^{er} février 2005
XIROCOURT en date du 6 décembre 2004;
favorables à ces adhésions;
VU l'avis favorable du sous-préfet de TOUL en date du 14 février 2005;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-18 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 - L'adhésion de la commune de MANGONVILLE au syndicat intercommunal des eaux de PULLIGNY est autorisée.

La commune de MANGONVILLE sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

ARTICLE 2 - Le secrétaire général de la préfecture, Madame la sous-préfète de Toul et le président du syndicat intercommunal des eaux de PULLIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE AMONT DU MADON (SIAVA DU MADON)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 1992 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon (SIAVA du Madon);
VU la délibération en date du 9 mars 2004, par laquelle le comité syndical décide de modifier l'article 4 des statuts du syndicat;
VU la lettre de notification de cette décision, en date du 15 mars 2004, demandant aux conseils municipaux des communes membres du syndicat de délibérer sur cette modification;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
AFFRACOURT en date du 10 juin 2004,
BRALLEVILLE en date du 29 mars 2004,
GERBECOURT ET HAPLEMONT en date du 16 mars 2004,

HAROUÉ en date du 26 mars 2004,
JEVONCOURT en date du 2 avril 2004,
LEMAINVILLE en date du 25 mars 2004,
VAUDEVILLE en date du 2 avril 2004,
VAUDIGNY en date du 25 mars 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} : L'article 4 des statuts du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon est complété comme suit :

« La commune cliente au syndicat qui demandera à se retirer du syndicat pour poursuivre seule son étude, devra verser au syndicat sa participation aux frais engagés pour l'étude (bureau d'études, maître d'œuvre et divers) au prorata de sa population.

De plus, une pénalité financière d'un montant de 1/26^{ème} du montant de l'étude sera appliquée pour le retard que cette décision fera supporter au syndicat. »
Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 4 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE D'ERBEVILLER-SUR-AMEZULE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LA BOUZULE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1986 autorisant la création du Syndicat Intercommunal Scolaire (SIS) de la Bouzule ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'ERBEVILLER-SUR-AMEZULE en date du 28 août 2004, sollicitant son adhésion au SIS de la Bouzule ;

VU la délibération du comité syndical en date du 9 décembre 2004 acceptant cette demande d'adhésion ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

CERVILLE en date du 4 mars 2005,

CHAMPENOUX en date du 7 février 2005,

LANEUVELOTTE en date du 19 janvier 2005,

VELAINE SOUS AMANCE en date du 10 février 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} : L'adhésion de la commune d'ERBEVILLER-SUR-AMEZULE au syndicat intercommunal scolaire de la Bouzule est autorisée.

La commune d'ERBEVILLER-SUR-AMEZULE est représentée au sein du conseil syndical par 3 délégués titulaires.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal scolaire de la Bouzule sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE ALLAIN-OCHEY-MOUTROT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

Vu l'arrêté préfectoral du 7 août 2000 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire Allain-Ochey ;

VU la délibération du comité du SIS ALLAIN OCHEY MOUTROT en date du 23 février 2005 relative à une modification des articles 2 et 6 des statuts ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux d'ALLAIN (11/3/05), OCHEY (15/2/05) et MOUTROT (25/3/05) favorables à la modification statutaire envisagée ;

Considérant que la majorité qualifiée telle que définie par L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

AR R E T E

Article 1er : Le siège du syndicat intercommunal scolaire ALLAIN-OCHEY-MOUTROT est désormais établi au 16, rue de la Mairie 54113 MOUTROT. Les dépenses d'investissement supportées par le budget du syndicat sont : les dépenses relatives à l'achat du mobilier et des équipements des services gérés par le syndicat et les dépenses relatives à l'extension de l'école maternelle d'OCHEY.

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Mme la sous-préfète de Toul et M. le président du syndicat intercommunal scolaire de ALLAIN/OCHEY/MOUTROT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les maires des communes de ALLAIN, MOUTROT, OCHEY. Il sera en outre, inséré au recueil des actes administratifs du département.
TOUL, le 11 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables à la sous-préfecture de TOUL.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 28/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;

VU le décret n°2005-66 du 28 janvier 2005 pris pour l'application du 2° de l'article L.162-22-1 et des articles L.162-22-6 et L. 162-22-17 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire n DHOS /F3:F1/2005/ 103 du 23 février 2005 relative à la campagne tarifaire 2005 pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie exercées dans les établissements de santé privés mentionnés aux d) et e) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU les contrats d'objectifs et de moyens signés entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et des établissements de santé privés de Lorraine

DECIDE

d'approuver les avenants tarifaires des établissements suivants :

- Clinique Notre Dame (St Dié)
- Clinique la ligne bleue (Epinal)
- Clinique Arc en ciel (Epinal)
- Clinique Jeanne d'arc (Lunéville)
- Clinique Gentilly (Nancy)
- Clinique St Don (Maxéville)
- Clinique Pasteur (Essey)
- Clinique St André (Vandœuvre)
- Clinique A Paré (Nancy)
- Clinique Majorelle (Nancy)
- Clinique A Paré (Thionville)
- Clinique Notre Dame (Thionville)
- Clinique Claude Bernard (Metz)
- Clinique St Nabor (St Avoird)
- Clinique St Joseph (Verdun)
- Clinique du Parc (Bar le Duc)

Ces avenants tarifaires sont applicables au 1^{er} mars 2005 dans le cadre de la mise en œuvre de la tarification à l'activité.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine.

NANCY, le 18 mars 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 039/05 PORTANT RETRAIT D'AGREMENT DE LA SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL EN COMMANDITE PAR ACTIONS SELCA « LUPORSI-TRABOULSY » SELCA 10

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, modifiée par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, troisième partie ;

Vu le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté modifié du 22 juin 1995 portant autorisation de constitution d'une Société d'Exercice libéral en Commandite par Actions « Les Laboratoires d'Analyses de Biologie Médicale LUPORSI-TRABOULSY » agréée sous le numéro 10 pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU Le procès verbal de concordance des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés commandités et des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires commanditaires relatif à la dissolution de la SELCA « Les Laboratoires d'Analyses de Biologie Médicale LUPORSI-TRABOULSY » ;

VU l'avis de l'Ordre National des Pharmaciens - Section G - en date du 17 mars 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Est radiée de la liste des Sociétés d'Exercice Libéral, la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions « Les Laboratoires d'Analyses de Biologie Médicale LUPORSI-TRABOULSY » agréée sous le numéro 10 ;

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Paul LUPORSI ;
- Monsieur Michel TRABOULSY ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de VEZELISE ;
- Monsieur le Maire de NANCY ;
- Madame le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
NANCY, le 1^{er} avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 043/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-59**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté du 23 mars 1988, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54520 LAXOU, 59 avenue Pierre Curie, avec pour directeurs Madame Françoise CAUTIN et Monsieur Michel SAUVADET, sous le n° 54-59 ;
VU la décision de cessation d'activité au 30 avril 2004 prise par Madame Françoise CAUTIN et Monsieur Michel SAUVADET ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70, du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 30 avril 2004, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54520 LAXOU, 59 avenue Pierre Curie, agréé sous le n° 54-59 ;

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Françoise CAUTIN,
- Monsieur Michel SAUVADET,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de LAXOU,
- M. le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.
NANCY, le 25 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 044/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-07**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou directeur adjoint de laboratoires d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologies ;
VU l'arrêté modifié du 27 mai 1981 autorisant, sous le n° 54-07, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54700 PONT-A-MOUSSON, 29 rue Saint-Laurent ;
VU le dossier présenté par Monsieur François VERDIER, Directeur, réceptionné le 28 mai 2004, complété le 9 juillet 2004, relatif à la nomination, au 1^{er} juin 2004, de Madame Françoise CAUTAIN en qualité de Directeur-Adjoint salarié à temps plein du Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale sis à 54700 PONT-A-MOUSSON, 29 rue Saint-Laurent ;

VU le certificat d'inscription au Tableau de la Section G de l'Ordre des Pharmaciens délivré par le Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens le 1^{er} juin 2004 pour Madame Françoise CAUTAIN en qualité de Directeur-Adjoint ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
 SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 27 mai 1981 autorisant le fonctionnement sous le numéro **54-07** du laboratoire d'analyses de biologie médicale VERDIER sis à 54700 PONT-A-MOUSSON, 29 rue Saint-Laurent, est modifié comme suit :

Directeur : Monsieur Jean-François VERDIER, Pharmacien,

Directeur-Adjoint : Madame Françoise CAUTAIN, pharmacien biologiste,

- Pour les actes de Biochimie, Immunologie, Bactériologie, Virologie, Hématologie,
- Prélèvement de sang veineux ;

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Jean-François VERDIER,
- Madame Françoise CAUTAIN,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de PONT-A-MOUSSON,
- M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 25 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 L'Inspecteur,
 Françoise WANSON

**ARRETE N° 047/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
 D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-74**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
 VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
 VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975, modifié, relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
 VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale, modifié par le décret n° 95-1321 du 27 décembre 1995 ;
 VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
 VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
 VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale ;
 VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
 VU l'arrêté modifié du 10 mars 1998 autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 9, rue de Metz à 54150 BRIEY, sous le n° 54-74 ;
 VU le dossier présenté par Monsieur Didier MAIREY, Directeur du Laboratoire MAIREY, réceptionné le 5 décembre 2003, relatif à la nomination, au 1^{er} décembre 2003, de Monsieur Claude MAIREY en qualité de Directeur-Adjoint du Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale sis à 54150 BRIEY - 9 rue de Metz ;
 VU le certificat d'inscription au Tableau de la Section G de l'Ordre des Pharmaciens délivré par le Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens le 1^{er} décembre 2003 pour Monsieur Claude MAIREY en qualité de Directeur-Adjoint ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
 SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté du 10 mars 1998 portant autorisation de fonctionnement, sous le n° **54-74**, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54150 BRIEY - 9, rue de Metz est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
 9, rue de Metz à 54150 BRIEY

exploité par la SELARL L.A.B.M. MAIREY

dont le siège social est situé 9, rue de Metz à 54150 BRIEY

Directeur : Monsieur MAIREY Didier, Pharmacien biologiste

Pour des actes de :

BIOCHIMIE, IMMUNOLOGIE, BACTERIOLOGIE, HEMATOLOGIE, PARASITOLOGIE et MYCOLOGIE,

Directeur-Adjoint : Monsieur Claude MAIREY, Pharmacien biologiste

Pour des actes de :

- BACTERIOLOGIE, HEMATOLOGIE,
- Prélèvement de sang veineux à la pulpe du doigt, au pli du coude,
- Tubage gastrique et duodénal,
- Sondage vésical chez la femme,
- Prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses accessibles sans traumatismes ;

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Didier MAIREY,
- Monsieur Claude MAIREY,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de BRIEY,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

SERVICE POLE SANTE - CELLULE « ACTIONS DE SANTE »

**ARRÊTÉ DDASS/AES/N°1592 PORTANT DESIGNATION D'UNE CONSULTATION DE DEPISTAGE ANONYME ET GRATUIT
DU VIRUS DE L'IMMUNO-DEFICIENCE HUMAINE - CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les codes de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création de la couverture maladie universelle et notamment son article 35 ;

VU la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité Sociale pour 2000 ;

VU le décret n° 99-1177 du 30 décembre 1999 relatif à la prise en charge par l'assurance maladie des consultations de dépistage anonyme et gratuit et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

VU le décret n° 2000-763 du 1^{er} août 2000 pris pour application de l'article L 3121-2 du Code de la Santé Publique relatif aux consultations de dépistage anonyme et gratuit modifiant ce code (3^{ème} partie : décrets) ;

VU l'arrêté du 2 juin 2004 modifiant l'arrêté du 3 octobre 2000 relatif aux Consultations de Dépistage Anonyme et Gratuit ;

VU la circulaire DGS/SD6A n°2000/531 du 17 octobre 2000 relative aux modalités de désignation et aux missions des Consultations de Dépistage Anonyme et Gratuit ;

VU la circulaire DGS/DHOSSD6A/E2/2004/371 du 2 août 2004 relative aux consultations de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) ;

VU la note DGS/SD6A n°12.05 du 14 février 2005 relative à l'annuaire et au ré-agrément des CDAG ;

VU la demande présentée le 22 mai 2001 par le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

VU l'inspection du 5 juin 2001 de la CDAG du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

VU la nouvelle demande présentée le 28 septembre 2004 par le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy après la réorganisation de la CDAG exigée par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine lors de la commission exécutive du 21 mai 2002 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est désigné en qualité de Consultation de Dépistage Anonyme et Gratuit :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy
Consultation de maladies infectieuses et tropicales
Tour Drouet - Hôpitaux de Brabois
rue du Morvan - 54511 VANDOEUVRE CEDEX
Antenne à la Boutique l'Echange
7 rue Lionnois - 54000 NANCY

Sa mission est d'assurer de façon anonyme et gratuite le dépistage et le diagnostic de l'infection de l'immuno-déficience humaine et d'autres maladies transmissibles en particulier les hépatites virales B et C.

Cette mission comprend l'information, le conseil, l'analyse du risque, le dépistage, l'accompagnement vers une prise en charge ainsi que le développement des démarches globales de prévention.

ARTICLE 2 : Cette désignation est prononcée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dépenses afférentes aux activités de dépistage : les consultations médicales et les investigations biologiques sont prises en charge par l'assurance maladie dans le cadre de la dotation globale.

ARTICLE 4 : L'établissement fournira chaque trimestre à la DDASS le bilan trimestriel d'activité selon le modèle fixé par l'arrêté du 2 juin 2004.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE DDASS/AES/N°1593 PORTANT DESIGNATION D'UNE CONSULTATION DE DEPISTAGE ANONYME ET GRATUIT
DU VIRUS DE L'IMMUNO-DEFICIENCE HUMAINE - CENTRE HOSPITALIER DE MONT-SAINT MARTIN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les codes de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création de la couverture maladie universelle et notamment son article 35 ;

VU la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité Sociale pour 2000 ;

VU le décret n° 99-1177 du 30 décembre 1999 relatif à la prise en charge par l'assurance maladie des consultations de dépistage anonyme et gratuit et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

VU le décret n° 2000-763 du 1^{er} août 2000 pris pour application de l'article L 3121-2 du Code de la Santé Publique relatif aux consultations de dépistage anonyme et gratuit modifiant ce code (3^{ème} partie : décrets);

VU l'arrêté du 2 juin 2004 modifiant l'arrêté du 3 octobre 2000 relatif aux Consultations de Dépistage Anonyme et Gratuit ;

VU la circulaire DGS/SD6A n°2000/531 du 17 octobre 2000 relative aux modalités de désignation et aux missions des Consultations de Dépistage Anonyme et Gratuit ;

VU la circulaire DGS/DHOSSD6A/E2/2004/371 du 2 août 2004 relative aux consultations de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) ;

VU la note DGS/SD6A n°12.05 du 14 février 2005 relative à l'annuaire et au ré-agrément des CDAG ;

VU les demandes présentées le 1^{er} août 2001 et le 15 décembre 2004 par le directeur du Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin ;

VU l'inspection du 5 juillet 2001 de la CDAG du Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin ;

APRES avis favorable de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine du 21 mai 2002 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

ARTICLE 1 : Est désigné en qualité de Consultation de Dépistage Anonyme et Gratuit :

Le Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin
Association Hospitalière du Bassin de Longwy
4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN

Sa mission est d'assurer de façon anonyme et gratuite le dépistage et le diagnostic de l'infection de l'immuno-déficience humaine et d'autres maladies transmissibles en particulier les hépatites virales B et C.

Cette mission comprend l'information, le conseil, l'analyse du risque, le dépistage, l'accompagnement vers une prise en charge ainsi que le développement des démarches globales de prévention.

ARTICLE 2 : Cette désignation est prononcée par une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dépenses afférentes aux activités de dépistage : les consultations médicales et les investigations biologiques sont prises en charge par l'assurance maladie dans le cadre de la dotation globale.

ARTICLE 4 : L'établissement fournira chaque trimestre à la DDASS le bilan trimestriel d'activité selon le modèle fixé par l'arrêté du 2 juin 2004.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy et publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE MODIFICATIF N° 1560 RELATIF A LA COMPOSITION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL CONSULTATIF DES PERSONNES HANDICAPEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles notamment ses articles L.146.1 et L.146.2 ;

VU le code du travail ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés ;

VU le décret n° 2002-1388 du 27 novembre 2002, relatif aux conseils départementaux consultatifs des personnes handicapées ;

VU les propositions présentées par l'Association AEIM « Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux », la Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés, la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière ;

VU l'arrêté du 23 juin 2003 de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle modifié, fixant la composition du conseil départemental consultatif des personnes handicapées prévu par l'article 1^{er} du décret du 27 novembre 2002 susvisé ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

ARRETE

ARTICLE 1 - L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2003 portant composition du conseil départemental consultatif des personnes handicapées est modifié comme suit :

➤ **1^{ER} COLLEGE DIT « DES REPRESENTANTS DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES PRINCIPAUX ORGANISMES QUI APPORTENT UNE CONTRIBUTION A L'ACTION EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES » (10 SIEGES)**

a) **Pour les services déconcentrés de l'Etat (4 sièges)**

- M. le Directeur départemental du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle ou son représentant,
- M. l'Inspecteur d'académie ou son représentant,
- M. le Directeur départemental de l'équipement ou son représentant,
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou son représentant.

b) **Pour les collectivités territoriales (4 sièges)**

- **Conseil général (2 sièges)**

Titulaires: Mme PILOT Michèle
 Mme TERRADE Marie-Hélène
Suppléants: Mme HELFER Marie-Annick
 Mme GRANDGIRARD Jacqueline

- **Communes (2 sièges)**

Titulaires: M. BOCQUEL Michel, maire de DENEUVRE
 M. THIL Etienne, conseiller municipal de NEUVES-MAISONS
Suppléants: Mme ROSSO DEBORD Valérie, adjointe au maire de NANCY
 M. VERCELOT GUY, maire de DONGERMAIN

c) **Pour les organismes d'assurance maladie (2 sièges)**

- **Caisse primaire d'assurance maladie**

Titulaire: M. DEL GRANDE Patrick
Suppléant: M. BLANGUERIN Jean-Claude

- **Caisse d'allocations familiales**

Titulaire: Mme BOGE Monique
Suppléant: M. BIRON Christian

➤ **2^{EME} COLLEGE DIT « COLLEGE DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES OU DE LEURS FAMILLES » (10 SIEGES)****a) Pour l'Association d'adultes et enfants inadaptés mentaux (AEIM)**

Titulaire : M. JEANJEAN Jacques

Suppléant : Mme BOLLE Françoise

b) Pour l'association AMIH

Titulaire : Mlle TRABUCCO Nathalie

Suppléant : Mme DONZELLE Agnès

c) Pour les associations UNAFAM et Espoir 54

Titulaire : Mme PRECHEUR Thérèse

Suppléant : M. VOINSON Stéphane

d) Pour les associations GIHP et AGI

Titulaire : M. APFFEL Claude

Suppléant : Mme HENNEQUIN Brigitte

e) Pour la FNATH

Titulaire : M. SCHAMBERGER Jean

Suppléant : M. MERGER Alain

f) Pour les associations Cercle des Sourds et APEDA

Titulaire : M. POOR Thierry

Suppléant : Mme HERVE Marie

g) Pour les association Valentin Haüy et GIA

Titulaire : Mlle CHAUVEL Isabelle

Suppléant : Mme BOUCHERAT Dominique

h) Pour les associations Espoir Lorrain et les Mutilés de la voix

Titulaire : Mme MARCHAL Hélène

Suppléant : Mme GONOT Claude

i) Pour les associations GEIST et APAJH

Titulaire : Mme HAVEN Chantal

Suppléant : M. MATHIEU Antoine

j) Pour les associations APF et AFM

Titulaire : Mme HIPONA Renée

Suppléant : Mme BERTHOLET Bernadette

➤ **3^{EME} COLLEGE DIT « COLLEGE DES PERSONNES EN ACTIVITE AU SEIN DES PRINCIPALES PROFESSIONS DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DES PERSONNES QUALIFIEES » : (10 SIEGES)****a) Pour les organisations syndicales d'employeurs (3 sièges)****UNAF/ADMR**

Titulaire : Mlle BEROGIN Christiane

Suppléant : M. LUCIEN Jean-Marc

UNIFED

Titulaire : M. REBILLON Michel

Suppléant : M. DUFRAISSE Michel

Titulaire : M. BLAIE Jean-Pierre

Suppléant : M. TOUPENCE Roger

b) Pour les organisations syndicales de salariés (3 sièges)**Pour la CGT**

Titulaire : M. DELOEUVRE Eric

Suppléant : M. EVA Thierry

Pour la CFDT

Titulaire : M. KLEIN Philippe

Suppléant : Mme MUNIER Marilyne

Pour FO

Titulaire : Mme SIMONIN Valérie

Suppléant : Mme GONDREXON Annette

c) Pour les personnes qualifiées (4 sièges)

Titulaire : M. SCHLERET Jean-Marie

Suppléant : M. MARCYANT (directeur de l'AGEFIPH)

Titulaire : M. BOUYSSSET Yves (directeur du CPN)

Suppléant : M. AUBERT Alain (vice-président SARIA)

Titulaire : M. BUREL Denis (directeur des établissements publics de Rosières GEPSO)

Suppléant : M. THIEBAUT (directeur-adjoint des établissements publics de Rosières)

Titulaire : M. le Pr ANDRE (professeur de réadaptation fonctionnelle)

Suppléant : M. le Pr MONIN (chef de service pédiatrie CHU)

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à chacun des membres et insérée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1650 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « RESIDENCE POINCARE » DE BOUXIERES AUX DAMES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Poincaré » Rue Poincaré 54 136 BOUXIERES AUX DAMES.

N° FINESS : 54004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	111 000	288 228,90
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	177 228,90	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	288 228,90	288 228,90
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « Résidence Poincaré » à BOUXIERES AUX DAMES est fixée à 288 228,90 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 10,52 €

GIR 3 et 4 : 10,54 €

GIR 5 et 6 : 8,68 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Poincaré » de BOUXIERES AUX DAMES.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1651 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LA FONTAINE DE LINCOURT »
GEREE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE EINVILLE AU JARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » Rue du Puits Gros Yeux 54 370 EINVILLE AU JARD gérée par le centre communal d'action social de EINVILLE AU JARD

N° FINESS : 540013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 010	184 587,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	180 387,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 190	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	184 587,50	184 587,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » à EINVILLE AU JARD est fixée à 184 587,50 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,72 €

GIR 3 et 4 : 15,85 €

GIR 5 et 6 : 9,98 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » de EINVILLE AU JARD.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1658 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « LES IRIS » DE ONVILLE
GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALOR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des famille et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Iris » située 8 Grand Rue BP 1 54 890 ONVILLE et gérée par l'association HOSPITALOR

N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 000	332 050
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	329 126,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	923,96	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	332 050	332 050
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « Les Iris » à ONVILLE est fixée à 332 050 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,70 €

GIR 3 et 4 : 14,21 €

GIR 5 et 6 : 9,73 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association HOSPITALOR, gestionnaire de la maison de retraite « Les Iris » de ONVILLE.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1659 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « RESIDENCE D'AUTOMNE » DE LAXOU
GEREE PAR MEDICA FRANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des famille et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**Article 1**

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » 1 allée de la Saulx 54 520 LAXOU gérée par la société MEDICA France

N° FINESS : 54008686

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 500	415 884
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	412 134	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 250	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	415 884	415 884
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « Résidence d'automne » à LAXOU est fixée à 415 884 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,04 €

GIR 3 et 4 : 14,88 €

GIR 5 et 6 : 9,73 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 1660 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT JOSEPH »
GEREE PAR DOCTRINE CHRETIENNE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1

Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Saint Joseph » gérée par la congrégation Doctrine Chrétienne située 113 avenue de Strasbourg 54 000 NANCY

N° FINESS : 540003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 200	489 604
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	480 732,92	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 672	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	489 604	489 604
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3

La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite « St Joseph » à NANCY est fixée à 489 604 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,67 €

GIR 3 et 4 : 16,21 €

GIR 5 et 6 : 10,70 €

Article 4

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la congrégation Doctrine Chrétienne, gestionnaire de la maison de retraite « Saint Joseph » de NANCY.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE DDASS / SSA / N°1667 AUTORISANT L'EXTENSION
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE VILLERS-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/AES/310 du 7 août 2001 autorisant l'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD), 2bis, rue sainte Odile à VILLERS-LES-NANCY, à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD) de 49 à 75 places, soit une augmentation de 26 places et les arrêtés préfectoraux DDASS/AES/347 du 17 septembre 2001, DDASS/AES/429 du 11 décembre 2002 et DDASS/AES/309 du 5 décembre 2003 accordant le financement de ces nouvelles places ;

VU l'arrêté du préfet de la Région Lorraine n° 2004-15 SGAR du 30 janvier 2004 fixant jusqu'en juin 2005 le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et des périodes d'examen des dossiers par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine ;

VU le dossier reconnu complet le 30 septembre 2004, déposé par l'ALSAD, en vue d'être autorisée à porter la capacité de son SSIAD de 75 à 90 places, soit une extension « non importante » de 15 places ;

VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 9 juillet 2002 ;

VU la lettre du 8 juin 2004 de M. le directeur régional des affaires sanitaires et sociales notifiant l'enveloppe 2004 allouée à la Meurthe et Moselle pour les établissements et services pour personnes âgées, et en particulier 30 nouvelles places de SSIAD ;

VU l'avis émis le 15 octobre 2004 par la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 24 janvier 2005 par la direction régionale du service médical du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 23 décembre 2004 par le médecin inspecteur de santé publique ;

CONSIDERANT :

- que le taux d'équipement du secteur actuellement desservi par le SSIAD de Villers-les-Nancy (12,20 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus) est inférieur à la moyenne départementale (16,31 pour 1000) et que par voie de conséquence le projet est compatible avec les orientations du schéma gérontologique départemental susvisé,
- que le taux d'occupation depuis un an a toujours été de 100 % ou plus, et que le gir moyen pondéré (G.M.P.) de 818 points au 31 décembre 2004, est très élevé et stable ,
- que la liste d'attente présentée à l'appui de la demande d'extension de 15 places ne justifie pas pour chacun des cas du domaine de l'intervention d'un SSIAD, une extension de 8 places est justifiée avec un renforcement des moyens en aides-soignantes et en vacations de personnel infirmier ;
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : L'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD), 2bis, rue sainte Odile à VILLERS LES NANCY est autorisée à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 75 à 83 places, soit une augmentation de 8 places.

Article 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD), 2bis, rue sainte Odile à VILLERS-LES-NANCY.

NANCY, le 7 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE BAUX RURAUX DDAF 2005/075

CHANGEMENT DE DESTINATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE - AUTORISATION DE RESILIATION DE BAIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du livre IV - titre premier - du code rural relatif aux baux ruraux et notamment l'article L.411.32-alinéa 2,

VU la demande présentée le 21 juillet 2004 par la commune de SERROUVILLE, représentée par le Maire, tendant à résilier un bail rural,

VU les motifs de la demande et les pièces du dossier s'y rapportant,

VU l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 03 mars 2005,

ARRETE

Article 1^{er} : La commune de SERROUVILLE, représentée par le Maire, est autorisée à résilier, par anticipation, le bail consenti à Monsieur Gilbert FICHANT, agriculteur, pour la parcelle ZI 27 d'une superficie de 16 ares, située dans cette commune.

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article R 421.1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera notifiée aux parties intéressées.

NANCY, le 31 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/015/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparation d'une glissière en béton armé sur le côté droit de la bretelle STRASBOURG/PARIS, A. 33/A. 31 sur le territoire de la commune de LAXOU ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Les nuits des 6 et 7 avril 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, toute circulation est interdite sur la bretelle STRABOURG - PARIS de l'échangeur A33/A. 31.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- A.33 jusqu'au PR 0+000, prendre A. 31 direction METZ, prendre sortie n° 22 (échangeur de FROUARD - CHAMPIGNEULLES), bretelle NANCY/FROUARD, rond point de la RN 57, reprendre A. 31 par la bretelle FROUARD/PARIS de l'échangeur de FROUARD - CHAMPIGNEULLES en direction de PARIS.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LAXOU et de FROUARD Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1^{er} avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/O16/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de pose de corniches, sur l'ouvrage d'art LGV Est européenne (PRA 34130) surplombant l'autoroute A31 sur le territoire de la commune de LESMENILS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Ces travaux sont prévus pour une durée de 2 nuits de 21 H 00 à 6 H 00 :

- dans la semaine du 4 avril au 10 avril 2005 dans le sens METZ - NANCY
- dans la semaine du 11 avril au 17 avril 2005 dans le sens NANCY - METZ

et sont susceptibles d'être reportés dans la semaine glissante suivante dans l'éventualité de problèmes techniques.

Phase 1

La circulation s'établit comme suit entre les PR 282+050 au PR 280+100 de l'A.31 :

- **dans le sens METZ - NANCY**
 - la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens NANCY - METZ
 - il est interdit de doubler,
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1^{er} basculement
 - la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement.
- **dans le sens NANCY - METZ**
 - la voie de gauche est neutralisée,
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
 - il est interdit de doubler.

Phase 2

La circulation s'établit comme suit entre les PR 280+100 au PR 282+050 de l'A.31 :

- **dans le sens NANCY - METZ**
 - la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens METZ - NANCY
 - il est interdit de doubler,
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1^{er} basculement
 - la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
 - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement.

- dans le sens METZ - NANCY
 - la voie de gauche est neutralisée,
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
 - il est interdit de doubler.

ARTICLE II

Durant ces travaux, les bretelles de l'A. 31 METZ/LESMENILS et LESMENILS/METZ (échangeur n° 28) sont interdites à la circulation,

- **Sens METZ - NANCY**

les usagers désirant emprunter la RD 910 doivent prendre la déviation suivante :

- A. 31 - Echangeur d'ATTON (n° 27) puis reprendre l'autoroute en direction de METZ, puis sortir à l'échangeur n° 28 - NANCY - LESMENILS

- **Sens NANCY - METZ**

les usagers désirant se rendre à METZ doivent prendre la déviation suivante :

- A. 31 direction NANCY - échangeur d'ATTON (n° 27) puis reprendre l'autoroute en direction de METZ.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LESMENILS, ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1^{er} avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'HABITAT**COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION DES RAPPORTS LOCATIFS
ARRETE PREFECTORAL DESIGNANT LES ASSOCIATIONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2000 - 1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et notamment son article 188 modifiant la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée tendant à améliorer les rapports locatifs ;

VU le décret n° 2001 - 653 du 19 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 fixant la liste des organisations de bailleurs et de locataires constituant la commission départementale de conciliation compétente en matière d'examen des litiges résultant de l'application des dispositions de l'article 20 de la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipelement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Après modification, la désignation des organisations de bailleurs et de locataires admises à siéger à la commission départementale de conciliation des rapports locatifs de Meurthe et Moselle est la suivante :

I - AU TITRE DES ORGANISATIONS DE BAILLEURS

- Chambre Syndicale des Propriétaires et Copropriétaires de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges, 12 Place Carnot à Nancy.

- Association Régionale des organismes H.L.M. de Lorraine (A.R.E.L.O.R.), 28 rue Auguste Prost à Metz.

- Fédération Nationale des Sociétés d'Economie Mixte, 11-15 rue Saint Georges à Paris.

II - AU TITRE DES ORGANISATIONS DE LOCATAIRES

- Fédération Régionale des Amicales de Locataires H.L.M. (F.R.A.L.), 3 Place d'Angleterre, Bât. Les Gélinothés à Vandœuvre.

- Association Force Ouvrière des Consommateurs (A.F.O.C.), 12 rue Raugraff à Nancy.

- Confédération Syndicale des Familles (C.S.F.), 40 rue Sainte Catherine à Nancy.

- Consommation Logement et Cadre de Vie (C.L.C.V.), 2 rue des Fabriques à Nancy.

- Confédération Nationale du Logement, Salle Petit Prince, 1 rue Saint Exupéry à Lunéville.

ARTICLE 2 : Le nombre de membres titulaires et suppléants indiqué respectivement pour chacune de ces organisations dans l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001, est sans changement.

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur Départemental de l'Equipelement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres intéressés.

NANCY, le 10 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION DES RAPPORTS LOCATIFS
ARRETE PREFECTORAL DESIGNANT LES REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2000 - 1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et notamment son article 188 modifiant la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée tendant à améliorer les rapports locatifs ;

VU le décret n° 2001 - 653 du 19 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 et l'arrêté préfectoral modificatif du 10 février 2005 fixant la liste des organisations de bailleurs et de locataires constituant la commission départementale de conciliation compétente en matière d'examen des litiges résultant de l'application des dispositions de l'article 20 de la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2002 et les arrêtés préfectoraux modificatifs des 19 septembre 2002 et 16 août 2004 désignant les membres de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs ;

VU les lettres de consultation du 19 novembre 2004 et les réponses faites par les organisations de bailleurs et de locataires ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1 : La composition de la Commission Départementale de Conciliation est modifiée selon les dispositions suivantes :

I - AU TITRE DES ORGANISATIONS DE BAILLEURS

a) Fédération des Sociétés d'Economie Mixte

Titulaire : M. HAUMONTE Gérard

SOLOREM

25 rue Madame de Vannoz

54 000 NANCY

Suppléant : M. LEROUX Jean Marc

SOLOREM

25 rue Madame de Vannoz

54 000 NANCY

b) Chambre Syndicale des Propriétaires d'Immeubles de Nancy et de la Région de l'Est

Titulaires : M. HELLUY Jacques

19 rue du Grand Sauvoy

54 320 00 MAXEVILLE

M. LAMMENS René

Résidence des Ducs de Bar

2 bis Bd. Charlemagne

54 000 NANCY

Suppléants : M. PANARD Philippe

16 bis rue Jennesson

54 000 NANCY

M. JACQUOT Daniel

34 rue des Jardiniers

54 000 NANCY

c) Association Régionale des Organismes H.L.M. de Lorraine (A.R.E.L.O.R.)

Titulaires : M. BERTHOD Lucien

O.P.A.C. de Meurthe et Moselle

12 rue de Serre

54 000 NANCY

Mme BAHMANI Marie Paule

Batigère Nancy

12 rue des Carmes

54 000 NANCY

Suppléants : M. BETKA Odon

O.P.H.L.M. de Toul

Rue de Rigny

54 200 TOUL

M. MOLINERO François

Société Lorraine d'Habitat

2 passage Sébastien Bottin

54 000 NANCY

II - AU TITRE DES ORGANISATIONS DE LOCATAIRES

a) Confédération Syndicale du Cadre de Vie

Titulaire : M. Yves FOURNERY

10 Allée des Hortensias

54340 POMPEY

Suppléant : Mme TAINGLAND Anne Marie

1 rue René Labouygues

54 380 DIEULOUARD

b) Confédération Nationale du Logement

Titulaire : Mme PARODI Gilberte

6 rue Paul Briquel

Bât. Morelle

54300 LUNEVILLE

Suppléant : M. VALINETTI Denis

29 Clos des Gravières

54 700 BLENOD LES PONT A MOUSSON

c) Fédération Régionale des Amicales de Locataires (F.R.A.L.)

Titulaire : Mme SCHNEIDER Antoinette

11 Bd. Recteur Senn

54 000 NANCY

Suppléant : Mme STREFF Yvette

Les Presles - 96 Avenue Foch

54 270 ESSEY LES NANCY

d) Association Force Ouvrière des Consommateurs (A.F.O.C.)

Titulaire : M. JEANCENEL Michel
185 Impasse Georges Chepfer
54 710 LUDRES

Suppléant : M. SIMON Alain
1 rue du Jard
54 250 CHAMPIGNEULLES

e) Confédération Syndicale des Familles (C.S.F.)

Titulaire : Mme MARION Marie Louise
Bât. A - Impasse l'Artois
54 520 LAXOU

Suppléant : Mme TARAL Françoise
Bât. Savoie E 4
54 520 LAXOU

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres intéressés.
NANCY, le 10 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
ACQUISITIONS IMMOBILIERES ET TRAVAUX DE VOIRIES ET DE RESEAUX DIVERS PUBLICS
NECESSAIRES A LA REALISATION D'UNE OPERATION SOUS FORME DE ZAC DITE "DU TRONC QUI FUME" A ESSEY LES NANCY
ARRETE 09 DE 05 SERUAJ/AJF PORTANT PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DES EFFETS
DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU 27 MARS 2000**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment son article L 11-5 ;

Vu le projet d'acquisitions immobilières et de travaux de voiries et de réseaux divers publics nécessaires à la réalisation d'une opération d'aménagement sous forme de ZAC dite "du Tronc qui Fume", sur le territoire de la commune d'ESSEY LES NANCY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2000 déclarant d'utilité publique les acquisitions à réaliser et les travaux à exécuter pour la réalisation du projet susvisé, notamment pour le compte de l'Etablissement Public de la Métropole Lorraine (EPML) ;

Vu le décret n° 2001-1285 du 20 décembre 2001 modifiant et complétant le décret institutif n° 73-250 du 7 mars 1973, modifié par le décret n° 87-204 du 27 mars 1987 relatif à la création de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine ;

Vu les lettres de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine des 16 et 18 mars 2005, sollicitant de Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle la prorogation de la DUP du 27 mars 2000 pour une durée de cinq ans ;

Vu le plan parcellaire au 1/2000° indiquant les parcelles restant à acquérir ;

Sur rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Équipement ;

Sur les propositions de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Est prorogée pour une période de (5) cinq années, la validité de la déclaration d'utilité publique du 27 mars 2000 relative au projet d'acquisitions immobilières et travaux de voiries et de réseaux divers publics nécessaires à la réalisation d'une opération d'aménagement sous forme de ZAC dite "Du Tronc qui Fume", sur le territoire de la commune d'ESSEY LES NANCY.

Article 2 - L'expropriation des immeubles nécessaires à l'exécution du projet susvisé devra être réalisé pour le compte de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) ou de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou de la SOLOREM.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maires d'ESSEY LES NANCY sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d'ESSEY LES NANCY
- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Monsieur le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL)
- Monsieur le directeur de la Société Lorraine d'Economie Mixte d'Aménagement Urbain (SOLOREM)
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

NANCY, le 26 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 43419 en date du 14 avril 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement de la ZAC du Petit Breuil, avenue Raymond Poincaré, sur la commune de LONGWY.

Par arrêté préfectoral n° 43827 en date du 14 avril 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique BTAS "serres M. HARY", chemin du Moulin, sur la commune de CHAMPENOUX.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**ACCORD DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS DOMINICAL ET LA FERMETURE DES ETABLISSEMENTS
DANS LA BRANCHE DU COMMERCE DE DETAIL ET LA REPARATION DE L'AUTOMOBILE ET DU MOTOCYCLE**

Les parties signataires, conscientes des nombreux enjeux qui s'attachent au respect du repos hebdomadaire et du repos dominical, Considérant que le respect de la règle du repos dominical permet de sauvegarder de nombreux équilibres de la société française liés à :

- des motifs religieux,

- un héritage culturel et historique,
- le nécessaire maintien de la cohésion sociale,
- la sauvegarde de la cellule familiale,
- la promotion de la vie associative et sportive.

Considérant que le respect du principe du repos dominical constitue à la fois une règle protectrice des salariés et une condition du maintien d'une concurrence loyale,

Considérant, d'autre part, la nécessité de satisfaire les besoins essentiels de la population le dimanche et de maintenir une certaine vie sociale et économique,

Dans l'esprit des dispositions de l'accord-cadre départemental conclu le 23 février 1996,

Ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1° - Le présent accord concerne l'ensemble des établissements et parties d'établissements dont l'activité participe à la mise sur le marché de véhicules automobiles, y compris les poids lourds, et de motocycles, neufs ou d'occasion, que cette mise sur le marché prenne la forme de vente, cession sous une forme quelconque, courtage ou mandat ainsi que les activités de réparation, entretien et préparation en vue de la vente ou cession.

Sont notamment visés les établissements dont l'activité réelle correspond aux rubriques suivantes de la nomenclature d'activités française de 1993 :

50.1Z commerce de véhicules automobiles, y compris courtiers et mandataires,

50.2Z entretien et réparation de véhicules automobiles,

50.3B commerce de détail d'équipements automobiles,

50.4Z commerce et réparation de motocycles.

En application de l'article L.221-9 du code du travail sont exclues du présent accord les parties des établissements susvisés où sont effectuées les activités suivantes par un personnel spécifique :

- * location de moyens de locomotion,
- * vente de carburants et lubrifiants,
- * remorquages, dépannages sur la voie publique et réparations urgentes aux véhicules,
- * parcs de stationnement.

Le champ d'application territorial est constitué par le département de la Meurthe-et-Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article L.132-13 du code du travail, les clauses du présent accord s'entendent sous réserve de leur conformité aux dispositions conventionnelles conclues aux niveaux régional et national.

ARTICLE 2 - Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même salarié.

- Le repos hebdomadaire doit avoir une durée minimale de 36 heures consécutives.
- Le repos hebdomadaire est donné collectivement le dimanche à l'ensemble du personnel.
- Dans le cas des dérogations accordées en vertu de l'article L.221-19 il pourra aussi être accordé par roulement.

Les parties signataires s'engagent à demander à l'autorité préfectorale de consacrer les dispositions du présent accord par un arrêté de fermeture des établissements et de leurs dépendances, 47 dimanches par an, pris en application de l'article L.221-17 du code du travail.

ARTICLE 3 - Les dérogations à la règle du repos dominical prévues à l'article L.221-19 du code du travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité compétente que selon les modalités ci-après :

- Trois dimanches utilisés collectivement par l'ensemble des concessionnaires, agents, revendeurs d'un seul et même constructeur ou importateur dans le cadre des campagnes organisées par ce constructeur ou importateur.
- Les entreprises participant à la mise sur le marché de véhicules neufs de plusieurs marques (notamment les mandataires) choisiront trois dimanches parmi les dates définies par les réseaux de ces marques.
- Les deux derniers dimanches pourront être utilisés facultativement et seront positionnés à la demande des entreprises et sur autorisation des maires.
- Les entreprises spécialisées dans le commerce de véhicules d'occasion et celles d'équipements automobiles pourront définir individuellement les dates de leurs cinq dimanches d'ouverture.
- Les entreprises informeront de leurs choix collectifs ou individuels et de la décision de l'autorité municipale l'organisation professionnelle dont ils dépendent et communiqueront à l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas pour la participation aux foires et salons organisés par les professionnels réunis en groupement ou association au sein d'une même ville, d'un district urbain ou d'une communauté de communes, dans la limite de deux dimanches par année civile et pour les salariés vendeurs exclusivement.

Aucune dérogation particulière ne sera sollicitée en dehors du cadre défini dans le présent article.

ARTICLE 4 - Contreparties au travail du dimanche des salariés dans le cadre des dispositions de l'article L.221.19 :

Sous réserve des dispositions plus favorables prévues par la convention collective nationale du commerce et de la réparation automobile du 15 janvier 1981 modifiée, par accord de branche, accord d'entreprise ou d'établissement ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s).

- La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit (8) heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.
- Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés par salarié et par an ne sera pas supérieur à trois.
- Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant et la semaine suivant un dimanche travaillé par le salarié.
- Chaque salarié privé du repos du dimanche doit bénéficier d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel, égale à la valeur d'un quatre vingt dixième du traitement des trois derniers mois ou à la valeur d'une journée de travail s'il n'est pas mensualisé.

ARTICLE 5 - Les parties signataires conviennent de créer une commission paritaire de suivi du présent accord qui se réunira au moins une fois l'an et, à l'initiative de la partie la plus diligente, sur invitation du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

ARTICLE 6 - Six mois avant le terme du présent accord, l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales représentatives sera invité à une négociation en vue de la conclusion d'un nouvel accord.

ARTICLE 7 - Le présent accord est conclu pour une durée de trois ans, du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2007.

ARTICLE 8 - Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au greffe du conseil de prud'hommes de Nancy par les soins de la partie la plus diligente.

NANCY, le 4 février 2005

Le Conseil National des Professions de l'Automobile.

La C.F.D.T.

Syndicat des Négociants en Combustibles et Carburants de Lorraine.

La C.G.T.

La C.F.T.C.

La C.G.T.-F.O.

La C.F.E.-C.G.C.

**ARRETE DE FERMETURE DOMINICALE DES ETABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DETAIL
ET DE LA REPARATION DE L'AUTOMOBILE ET DU MOTOCYCLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le chapitre 1^{er} du titre II du livre II du code du travail relatif au repos hebdomadaire et notamment l'article L 221-17,
Vu l'accord départemental intervenu le 14 novembre 1997 entre le CNPA et les Unions Départementales CFDT, CFE-CGC et CGT-FO,
Vu les avenants n°1 du 15 novembre 2000 et n° 2 du 4 février 2005 à l'accord départemental sus-visé,
Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail et de réparation de l'automobile et du motocycle du 1^{er} décembre 2000,
Considérant que cet accord exprime la volonté de la majorité indiscutable des professionnels de la vente d'automobiles et de motocycles dans le département de Meurthe et Moselle,
Vu l'avis du Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

Article 1 : Dans l'ensemble des communes du département de Meurthe et Moselle, tous les établissements dont l'activité réelle correspond aux rubriques suivantes de la nomenclature INSEE de 1993 :

501.Z
502.Z
503.B
504.Z

sont fermés au public **47 dimanches par année civile** de la date de publication du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2007.

Article 2 : Cette fermeture doit s'entendre par journée complète de 24 heures consécutives (de 0 H à 24 H) avec un repos hebdomadaire d'une durée minimale de 36 heures consécutives.

Article 3 : Conformément aux modalités de l'accord, les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas sept dimanches par an selon les modalités ci-après :

- a) deux dimanches pour les participations aux foires et salons organisés par les professionnels réunis en groupement au sein d'une même ville, d'un district urbain ou d'une communauté de communes
- b) cinq dimanches fixés individuellement par les entreprises spécialisées dans le commerce de véhicules d'occasion et celles d'équipement automobile
- c) pour les autres entreprises :
 - deux dimanches mobiles au choix de chaque entreprise,
 - et selon la situation de l'entreprise :
 - trois dimanches utilisés collectivement par l'ensemble des concessionnaires, agents, revendeurs d'un seul et même constructeur ou importateur,
 - ou trois dimanches aux entreprises participant à la mise sur le marché de véhicules neufs de plusieurs marques (notamment les mandataires), ces trois dimanches étant choisis parmi les dates définies par les réseaux de ces marques.

Au cours des périodes de suspension, les droits légaux et conventionnels des salariés en matière de repos hebdomadaire doivent être en tout état de cause strictement respectés.

Article 4 : L'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail et de la réparation de l'automobile et du motocycle du 1^{er} décembre 2000 est abrogé.

Article 5 : Le Secrétaire Général de Meurthe et Moselle, Mesdames et Messieurs les Maires, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 14 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

RESEAU FERRE DE FRANCE

DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 12 juillet 2002 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 janvier 2001 portant nomination de Madame Anne FLORETTE en qualité de Directeur du patrimoine ;

Vu la décision du 2 avril 2004 portant délégation de signature au Directeur du patrimoine ;

Vu l'attestation en date du 14/12/2004 déclarant la non-utilité des terrains décrits ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;

Considérant la non-utilité des terrains décrits ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er}

Les terrains sis à NANCY et JARVILLE LA MALGRANGE (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m ²)
	Section	Numéro	
Quai de la Bataille	BK	400	282
Sen de Brichambeau	BK	385	13
Sen de Brichambeau	BK	386	33
route de Mirecourt	BK	221	132
impasse des Jardins	AB	571	207
impasse des Jardins	AB	572	32

ARTICLE 2

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

PARIS, le 8 mars 2005

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur du Patrimoine,
Anne FLORETTE

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, au siège de Réseau Ferré de France, 92, avenue de France - 75013 Paris ou à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY, 14 Viaduc J-F Kennedy - 54052 NANCY CEDEX.

AVIS DE RECRUTEMENT**VACANCE D'UN POSTE DE MANIPULATEUR(TRICE) EN ELECTORADIOLOGIE
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

Un poste de manipulateur (trice) en électroradiologie sera vacant dans les prochains mois au Centre Hospitalier de Verdun et a été diffusé sur HOSPIMOB le 12 avril 2005.

Peuvent faire acte de candidature :

- les manipulateurs (trices) en électroradiologie titulaires relevant du décret 89.613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière.
- les fonctionnaires d'un grade équivalent justifiant de l'un des titres requis pour l'accès au corps de manipulateur en électroradiologie (diplôme d'Etat de manipulateur, brevet de Technicien Supérieur d'électroradiologie médicale en imagerie médicale et radiologie thérapeutique).

Les candidatures, accompagnées de la dernière décision d'avancement ou de nomination dans la Fonction Publique et d'une copie du diplôme requis, sont à adresser au Directeur du Centre Hospitalier - Direction des Ressources Humaines - BOÎTE POSTALE N° 713 - 55107 VERDUN CEDEX, au plus tard le 13 mai 2005 (le cachet de la poste faisant foi).

VERDUN, le 15 avril 2005

Le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines,
J. BRIZON

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**DELEGATION REGIONALE AU TOURISME DE LORRAINE****ARRETE N° 111-SGAR-2005 EN DATE DU 29 MARS 2005
RELATIF A L'ORGANISATION DE L'EXAMEN DE GUIDE INTERPRETE REGIONAL**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée par l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente des voyages et des séjours,

VU le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 pris en application de l'article 31 de la loi susvisée, et notamment son article 91,

VU le décret n° 99-296 du 15 avril 1999 modifiant le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 pris en application de l'article 31 de la loi n°92-645 du 13 juillet 1992,

VU l'arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions d'organisation de l'examen de guide interprète régional,

SUR proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

A R R E T E**ARTICLE 1**

Un examen de Guide Interprète Régional sera organisé le 18 octobre 2005 (épreuve écrite) et le 6-7-8 décembre 2005 (épreuve orale) ; (le lieu sera précisé sur la convocation adressée à chaque candidat).

La réussite à cet examen donnera droit à l'obtention de la carte professionnelle de Guide-Interprète Régional.

ARTICLE 2

Sont autorisés à se présenter à l'examen les candidats de nationalité française, les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ou des pays ayant ratifié les accords de Marrakech créant l'Organisation Mondiale du Commerce et remplissant les conditions prévues par les textes sus-visés.

ARTICLE 3

Les dossiers de candidature sont à demander par écrit à la Délégation Régionale au Tourisme, 6 rue du pont Moreau 57000 METZ. La date limite de réception des dossiers à la Délégation Régionale au Tourisme est fixée au 1^{er} juillet 2005.

ARTICLE 4

L'examen comporte deux épreuves :

1 - Une épreuve écrite de culture générale (Coeff. 1), d'une durée de 3 heures, comportant 3 sujets :

- . un sur l'architecture et le patrimoine,
- . un sur l'histoire des institutions françaises,
- . un sur l'économie touristique régionale.

Sont dispensés de l'épreuve de culture générale, les guide-interprètes régionaux d'une autre région ayant déjà été admis à l'examen depuis qu'il comporte une épreuve écrite, ainsi que les candidats déjà titulaires d'une carte de guide-interprète régional en région Lorraine, qui souhaitent se présenter à l'épreuve facultative de culture patrimoniale dans une autre langue étrangère.

2 - Une épreuve orale de culture patrimoniale régionale (Coeff. 1)

Cette épreuve de 30 minutes est consacrée au commentaire d'un document iconographique lié au patrimoine régional, pour moitié en français et pour moitié dans la langue étrangère choisie par le candidat dans la liste suivante :

- . anglais
- . allemand

Le candidat peut, s'il le souhaite, subir une épreuve facultative dans la langue étrangère non choisie au titre de l'épreuve orale obligatoire.

Pour chaque épreuve, le candidat dispose de 30 minutes de préparation.

ARTICLE 5

Le candidat ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à l'épreuve écrite est admis à se présenter à l'épreuve orale.

Le candidat ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 à l'épreuve orale est déclaré admis à l'examen de guide-interprète régional.

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Délégué Régional au Tourisme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des quatre Départements de la région LORRAINE. Il fera en outre l'objet d'une publicité dans au moins un journal local diffusé dans chacun des départements concernés.

METZ, le 29 mars 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

**ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 108 EN DATE DU 18 MARS 2005
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'UNION POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS
DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE (UGECAM) DU NORD-EST**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment les articles L.216-1 et L.216-3 ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2004 fixant les statuts types des Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie, et notamment l'article 2 des statuts types ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que **représentants des assurés sociaux** et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mlle STEPHANN Ghislaine
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
Mme DUMENIL Sabine née ETIENNE
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Suppléants : Mme COUVAL Marie-Thérèse née CONRAUD
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
M. DECLERCQ Francis
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. DELICOURT Patrick
(Conseiller de la CPAM de Longwy)
Mme TAILLANDIER Elisabeth
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Suppléants : M. FAIVRE Jean-Raymond
(Conseiller de la CPAM de Metz)
M. HARAUT Jacques
(Conseiller de la CPAM de Haute-Marne)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. ZAGAR Patrice
(Conseiller de la CPAM de Longwy)
M. RAUCH Léon
(Conseiller de la CPAM de Sarreguemines)
Suppléants : M. RICHTON Christian
(Conseiller de la CPAM d'Epinal)
M. DHOBIE Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Suppléant : Mlle TYKOCZINSKY Caroline
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)

5. la Confédération Française de l'Encadrement - CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. INGRET Bernard
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
Suppléant : M. TORNAMBE François
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

- En tant que **représentants des employeurs** et sur désignation de :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. BERTRAND Michel
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. COUR Jean-Louis
(Conseiller de la CPAM de Thionville)
Mlle DUBOIS Danielle
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. STROHL Jean-Claude
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
Suppléants : Mme RECEVEUR Stéphanie
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Mme FERON-GRENOUILLEAU Colette
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)

M. CASTELLO Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. VILLEMEN Joël
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. SCHOSSELER Jean-Claude
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
M. MAHLER Etienne
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Suppléants : M. FUCHS Sébastien
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Mme HENRIOT Marie-Josèphe née PERRIN
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. GERAULD Michel
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
M. BACHELARD Georges
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Suppléants : M. POIREL André
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. VENCK Joël
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaires : M. CHENUT Eric
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. MARCHAL Aimé
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
Suppléants : M. ALBERT Marc
(Conseiller de la CPAM de Metz)
Mme PAILLA Paulette
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)

Article 2 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les Préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX

**ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE VIEVILLE-EN-HAYE
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1^{ER} CYCLE DANS LE SECTEUR DE THIAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral interpréfectoral des 27 juin et 5 juillet 1962 portant création du syndicat intercommunal de ramassage et activités post et périscolaires de THIAUCOURT;

VU l'arrêté interpréfectoral des 2 et 23 juillet 1965, portant d'une part, changement de dénomination et de statuts du syndicat qui fonctionne désormais sous le nom de "syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle dans le secteur de THIAUCOURT" et d'autre part, adhésion des communes de BEAUMONT et HAMONVILLE.

VU les délibérations des 17 janvier et 27 septembre 2002 par lesquelles la commune de VIEVILLE-EN-HAYE demande son adhésion au syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de THIAUCOURT;

VU l'acceptation par le comité syndical de cette demande en date du 23 octobre 2002,

VU la notification aux communes membres en date du 4 novembre 2002 demandant aux conseils municipaux des communes membres du syndicat de délibérer ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes ;

ANSAUVILLE en date du 28 novembre 2002 ;

BEAUMONT en date du 8 novembre 2002 ;

BENEY-EN-WOEVRE en date du 15 novembre 2002 ;

BERNÉCOURT en date du 20 novembre 2002

BOUILLONVILLE en date du 13 décembre 2002 ;

CHAREY en date du 6 décembre 2002 ;

DAMPVITOUX en date du 29 novembre 2002 ;

DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE en date du 20 novembre 2002 ;

ESSEY-ET-MAIZERAIS en date du 26 novembre 2002 ;

EUVEZIN en date du 10 décembre 2002 ;

FLIREY en date du 12 décembre 2002 ;

GROSROUVRES en date du 29 novembre 2002 ;

HAGEVILLE en date du 22 novembre 2002 ;

HAMONVILLE en date du 29 novembre 2002 ;

JAULNY en date du 15 novembre 2002 ;
LIMEY-REMENAUVILLE en date du 19 décembre 2002 ;
LIRONVILLE en date du 22 novembre 2002 ;
NONSARD-LAMARCHE en date du 19 novembre 2002 ;
PANNES en date du 13 décembre 2002 ;
REMBERCOURT-SUR-MAD en date du 6 décembre 2002 ;
RICHECOURT en date du 18 novembre 2002 ;
SAINT-BAUSSANT en date du 25 novembre 2002 ;
SAINT-JULIEN-LES-GORZE en date du 17 décembre 2002 ;
SEICHEPREY en date du 28 novembre 2002 ;
THIAUCOURT-REGNIÉVILLE en date du 22 novembre 2002 ;
XAMMES en date du 16 décembre 2002 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ce même article est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de TOUL en date du 1^{er} avril 2003 ;
VU l'avis du sous-préfet de BRIEY en date du 13 octobre 2003 ;
VU l'avis du préfet de la Meuse en date du 15 octobre 2003 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse,

ARRÊTENT

ARTICLE 1^{er} : L'adhésion de la commune de VIÉVILLE-EN-HAYE au syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de THIAUCOURT est autorisée.

La commune de VIÉVILLE-EN-HAYE est représentée au sein du conseil syndical par 2 délégués titulaires.

ARTICLE 2 : Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, COMMERCY et TOUL et le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de THIAUCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 5 avril 2005
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 29 mars 2005
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Hubert VERNET



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	318
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	318
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	318
ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORÊTS, CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS	318
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	318
QUATRIEME BUREAU.....	318
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEY.....	318
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	319
DEUXIEME BUREAU.....	319
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE.....	319

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS
A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORÊTS,
CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 1° de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office national des forêts ;

VU l'article R.134-9 du code forestier concernant la composition du bureau d' adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur départemental de l'Office national des forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur MULLER Gérard, Ingénieur divisionnaire des Travaux des Eaux et Forêts, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, afin de présider la vente par adjudication publique sur soumission de coupes de bois en bloc et sur pied le **mardi 12 avril 2005** (8 heures) au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office national des forêts, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

QUATRIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral modificatif du 24 août 2004 portant composition d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY avec voix consultative,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de BRIEY pour la séance du mardi 29 mars 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
NANCY, le 24 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;
Vu la demande formulée par madame Isabelle ROSATO, pour l'entreprise «S.A.R.L. PFL ROC'ECLERC» qu'elle exploite à BACCARAT, 1 place de l'Eglise;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière (en sous-traitance),
- le transport de corps après mise en bière (véhicules n° 2154 ZP 54 et 6729 ZS 54),
- l'organisation des obsèques,
- les soins de conservation (en sous traitance),
- la fourniture des housses, cercueils, accessoires intérieurs et extérieurs et des urnes cinéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, les inhumations, exhumations et crémations (à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire).

ARTICLE 2 - Le numéro d'habilitation est 2005 - 54 - 158.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article R 2223-63 du code général des collectivités territoriales, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Madame Isabelle ROSATO

et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de BACCARAT, sous couvert de monsieur le sous-préfet de LUNEVILLE,
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 11 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	269
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	269
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	269
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.14 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY	269
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.15 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	271
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	272
<i>PREMIER BUREAU</i>	272
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	272
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	272
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	272
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	272
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	272
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	273
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PIENNES, LANDRES, JOUDREVILLE ET MONT-BONVILLERS	273
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	273
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AU DELEGUE TERRITORIAL ADJOINT DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	273
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	274
ARRETE PREFECTORAL ACTUALISANT LE REGLEMENT D'EAU DE L'USINE HYDRO-ELECTRIQUE SUR LA VEZOUE A MARAINVILLER - MODIFICATIF	274
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	274
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	274
AUTORISATION PREFECTORALE N° 160	274
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	275
<i>PREMIER BUREAU</i>	275
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DE PAGNY-SUR-MOSELLE	275
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE L'ARTICLE 3 DES COMPETENCES OPTIONNELLES DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES « LA PIPISTRELLE » RELATIF A L'ENSEIGNEMENT DU 1 ^{ER} DEGRE	275
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	276
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES POUR LA REVISION DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DU SECTEUR DE LONGWY	276
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY	276
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE FILIERES ET VILLE-AU-MONTOIS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU GROUPEMENT DES DEUX RASES DE THIL-LANGEVIN ET DE VILLERUPT	277
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	278
ARRETE DU 1 ^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 5 DE L'ARRETE DU 27 NOVEMBRE 2003 PORTANT CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA MORTAGNE	278
ARRETE DU 1 ^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 7 DE L'ARRETE DU 18 MAI 1995 PORTANT CREATION DU SYNDICAT A LA CARTE DE LA FERME PEDAGOGIQUE	278
ARRETE DU 1 ^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE DU 11 MARS 1947 PORTANT CREATION DU SYNDICAT DES EAUX DE L'EUREN MORTAGNE	278
ARRETE DU 1 ^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 4 DES STATUTS ANNEXES A L'ARRETE DU 30 JUILLET 1980 PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATIONS MULTIPLES DU PAYS DE MEURTHE ET MORTAGNE	279
ARRETE DU 1 ^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 6 DE L'ARRETE DU 4 AOUT 1994 PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE MOYEN	279
ARRETE DU 1 ^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 6 DE L'ARRETE DU 29 MARS 1996 PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE MORTAGNE SUD	280
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	280
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	280
DELIBERATION N° 124 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY A MONT SAINT MARTIN DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE L'ANGIOGRAPHIE NUMERISEE	280
DELIBERATION N° 125 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SOCIETE DE FAIT DES DOCTEURS MARQUIS, KESSLER ET BAUMANN A NANCY DE CONFIRMATION DE L'AUTORISATION DE L'ANGIOGRAPHIE NUMERISEE ET DE L'APPAREIL DE TELE GAMMATHERAPIE DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY	280
DELIBERATION N° 126 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN DE VANDOEUVRE LES NANCY DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE DEUX ACCELERATEURS DE PARTICULES	281
DELIBERATION N° 127 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN DE VANDOEUVRE LES NANCY DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DU SCANOGAPHE	281

DELIBERATION N° 128 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ THIONVILLE DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'UN ACCELERATEUR DE PARTICULES DE L'HOPITAL BON SECOURS DE METZ	281
DELIBERATION N° 129 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SA SOGECLER A EPINAL DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION ET DE REMPLACEMENT DE L'ANGIOGRAPHIE NUMERISEE INSTALLEE A LA POLYCLINIQUE LA LIGNE BLEUE A EPINAL	282
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	282
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 113 DU 11 MARS 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/109 DU 19 JANVIER 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESSE H 54 000 0668	282
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	283
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	283
ARRETE N° 016/05 PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-87	283
ARRETE N° 022/05 PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-88	284
ARRETE N° 032/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A FORME ANONYME SELAFA 04 - AUTORISATION N° 54-87 - AUTORISATION N° 54-88 - AUTORISATION N° 54-64	284
ARRETE N° 038/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-78	286
ARRETE N° 62 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 163 - AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL - 251 RUE DES FOIRS A CHAUX - 54700 MONTAUVILLE	286
ARRETE N° 63 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 162 - SARL AMBULANCE BERTRAND - 12 ROUTE DE THIAVILLE - 54120 LA CHAPELLE	287
ARRETE N° 64 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 161 - SARL AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS - 83 RUE ALBERT DENIS - 54200 TOUL	288
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	288
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	288
ARRETE PREFECTORAL 05/068/DDAF/SEAAF D'ADAPTATION DES CRITERES DE VIABILITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES	301
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	301
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/31 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A MLE MAGALI SZIKOLA, DOCTEUR VETERINAIRE A NANCY	301
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/45 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A MLE MARTINE THEIS, DOCTEUR VETERINAIRE A BILLY-SOUS-MANGIENNES	302
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/53 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A MLE STEPHANIE LOSFELD, DOCTEUR VETERINAIRE A AVRICOURT	302
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/55 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A MLE NATHALIE BRIAMONT, DOCTEUR VETERINAIRE A HOMECOURT	303
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/56 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. OLIVIER SCHRAEPEN, DOCTEUR VETERINAIRE A DELME	303
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/60 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. SEBASTIEN DELEPORTE, DOCTEUR VETERINAIRE A LIVERDUN	303
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	304
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	304
ARRETE 2005/DDE/005/CDER	304
ARRETE 2005/DDE/008/CDER	305
ARRETE 2005/DDE/009/CDER	305
ARRETE 2005/DDE/010/CDER PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIERE SUR LES AUTOROUTES CONCEDEES DU DEPARTEMENT DE LA MEURTHE ET MOSELLE	306
ARRETE 2005/DDE/012/CDER	307
ARRETE 2005/DDE/013/CDER	308
ARRETE 2005/DDE/014/CDER	308
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	309
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE - EPFL - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - ACQUISITIONS IMMOBILIERES ET TRAVAUX DE VOIRIE ET DE RESEAUX DIVERS PUBLICS NECESSAIRES A LA REALISATION D'UNE OPERATION D'AMENAGEMENT SOUS FORME DE ZAC DITE "DU QUARTIER SAINT PIE X" A ESSEY LES NANCY - ARRETE DE CESSIBILITE 06 DE 05 SERUJ/AJF	309
AVIS	310
ARRETE N° 05 DE 001 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE MONTIGNY SUR CHIERS EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	310
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	311
COMPOSITION DES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES POUR LES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE	311
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	311
ARRETE DEPARTEMENTAL DDSIS 0208 PORTANT RETRAIT DE L'ARRETE N° 04/2162 PORTANT OUVERTURE DE DEUX CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2° CLASSE (FEMME OU HOMME) AU TITRE DE L'ANNEE 2005	311
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	312
SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES SUR PROCEDURE ADAPTEE	312
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	312
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS	312
AVIS DE RECRUTEMENT	312
RECRUTEMENT D'UN AGENT DES SERVICES TECHNIQUES DE 2 ^{EME} CLASSE POUR UN POSTE D'EMPLOYE DE RESIDENCE-CONCIERGE A LA SOUS-PREFECTURE DE TOUL	312
AVIS DE CONCOURS	312
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY	312

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	313
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	313
ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 515 EN DATE DU 2 DECEMBRE 2004 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	313
ARRETE.....	313
ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 79 EN DATE DU 4 MARS 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST	314
ARRETE.....	314
ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 89 EN DATE DU 8 MARS 2005 PORTANT NOMINATION DES PERSONNES DESIGNÉES POUR SIEGER AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE MUTUELLE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE ET MATERNITE DES TRAVAILLEURS NON SALARIES DES PROFESSIONS NON AGRICOLES DE LORRAINE	315
ARRETES INTERPREFECTORAUX	316
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION DU SYNDICAT POUR L'ETUDE DE GESTION ET D'ELIMINATION DES BOUES ET SOUS-PRODUITS DES STATIONS D'EPURATION (SEGEB).....	316
ARRETE.....	316
« SYNDICAT POUR L'ETUDE DE GESTION ET D'ELIMINATION DES BOUES ET SOUS-PRODUITS DES STATIONS D'EPURATION ».....	316

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.14 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)

- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

- 1) **cartes nationales d'identité** (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)
- 2) **passports**
- 3) **associations** (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

- 1) **Affaires électorales**
 - créations ou suppressions de bureaux de vote
 - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
 - fixation des dates limites :
 - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Briey
- 4) **Limites territoriales :**
 - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
 - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) **Intercommunalité :**
 - création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
 - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
 - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
 - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
 - acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) **Désaffectation des logements de fonction des instituteurs**
- 7) **Divers**
 - délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
 - délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
 - signature des recours gracieux et lettres d'observation
 - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
 - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
 - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- 1) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Briey pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Briey pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet, cette présidence est assurée par Monsieur Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mesdames Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42) dont il assure la responsabilité de gestion.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

délivrance des primata et duplicata :

- ♦ de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- ♦ de permis étrangers dont la conversion est possible
- ♦ de permis internationaux

délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi.

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à Monsieur Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mesdames Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées à l'effet de signer les matières déléguées à Monsieur Jean-Marie Citerlé.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet, les fonctions de sous-préfet de Briey seront exercées par Monsieur Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture.

ARTICLE 9 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.50 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Georges Ambroise, est abrogé.

ARTICLE 10 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Monsieur le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 5 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.15 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 6 juin 2003 nommant Monsieur Sébastien Daziano, administrateur civil de 2^{ème} classe, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2003 nommant Madame Corinne Chauvin sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.48 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc Burg, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à Madame Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul et à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Ronssin, sous-préfet de Briey, à Madame Chauvin, sous-préfète de Toul, à Monsieur Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 5 avril 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**PREMIER BUREAU****EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 10 mars 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Aldi Marché Ennery, en qualité d'exploitant, en vue de procéder à l'extension d'un supermarché de type maxidiscompte de 475 m² à l'enseigne ALDI à LONGUYON - Zone artisanale Ardent du Picq portant la surface totale de vente à 774 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGUYON.

NANCY, le 14 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 10 mars 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Balland, en qualité de promoteur en vue de procéder à la création d'un commerce d'alimentation générale à l'enseigne Soleil d'Orient à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery d'une surface de 900 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 14 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 10 mars 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC MAEL, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension d'un supermarché de 562,62 m² à l'enseigne INTERMARCHE à HOMECOURT - Zone artisanale du Haut des Tappes portant la surface totale de vente à 1 859,36 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOMECOURT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 14 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 24 mars 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC Lidl, en qualité d'exploitant, en vue de procéder à l'extension d'un supermarché de type maxidiscompte de 296 m² à l'enseigne LIDL à DOMBASLE SUR MEURTHE portant la surface totale de vente à 595 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMBASLE SUR MEURTHE.

NANCY, le 25 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 24 mars 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Art Végétal, en qualité de propriétaire et exploitant, en vue de procéder à l'extension d'une jardinerie de 721 m² à l'enseigne ART VEGETAL à NEUVES MAISONS portant la surface totale de vente à 989 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NEUVES MAISONS.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 25 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 24 mars 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA Lorraine Agricole Distribution, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'une jardinerie à l'enseigne Point Vert - Le Jardin à PONT-A-MOISSON - Route de Briey d'une surface de vente de 2 260 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PONT-A-MOISSON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 25 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITÉ IMMÉDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PIENNES, LANDRES, JOUDREVILLE ET MONT-BONVILLERS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;

Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes ;

Vu les avis des maires de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes ;

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

A R R E T E

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions applicables du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) en cours d'élaboration, est prescrite sur le territoire des communes de Joudreville, Landres, Mont-Bonvillers et Piennes. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,

- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 21 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

QUATRIEME BUREAU

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE AU DELEGUE TERRITORIAL ADJOINT DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu la circulaire n° 2004-56 UHC/IUH2 du 25 octobre 2004 relative aux aides au logement dans les territoires d'intervention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;

Vu la décision de délégation de pouvoir au délégué territorial de l'ANRU en Meurthe-et-Moselle du 20 décembre 2004 ;

Vu la décision du Directeur Général de l'ANRU du 10 janvier 2005 nommant Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement, comme délégué territorial adjoint ;

LE DELEGUE TERRITORIAL DE L'ANRU DE MEURTHE-ET-MOSELLE DECIDE :

de donner délégation de signature au délégué territorial adjoint de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du département, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences, à l'effet d'instruire, de proposer ou de signer les décisions suivantes :

- a. Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur, le règlement général et les directives de l'ANRU.
- b. Décisions de subvention concernant les opérations conventionnées conformément au tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique, de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- c. Par anticipation à la signature de la convention, les décisions de subvention concernant les opérations pré conventionnées répertoriées dans l'avis du Comité d'Engagement de l'Agence selon les modalités définies par le tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- d. Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts prêt locatif aidé d'intégration « PLAI ») : annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation).
- e. Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières : annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R 381-1 à R 381-6 du code de la construction et de l'habitation).
- f. Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R 323-1 à R 323-12 du code de la construction et de l'habitation).
- g. Liquidation (calcul) du montant des sommes à payer au titre des acomptes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites.
- h. Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Le Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, et le Préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

NANCY, le 9 mars 2005

Le Délégué Territorial de l'ANRU,
Claude BALAND

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL ACTUALISANT LE REGLEMENT D'EAU DE L'USINE HYDRO-ELECTRIQUE SUR LA VEZOUE A MARAINVILLER - MODIFICATIF

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 2003 actualisant le règlement d'eau de l'usine hydro-électrique sur la VEZOUE à MARAINVILLER ;

VU la pétition du 26 mai 2003 par laquelle M. Patrick FRIOT représentant la SOCIETE HYDROELECTRIQUE DE LA VEZOUE, LE MOULIN 54300 MARAINVILLER, demande prorogation des délais de fin de travaux mentionnés dans l'arrêté sus cité ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif du 4 juillet 2003 actualisant le règlement d'eau de l'usine hydro-électrique sur la Vezouze à MARAINVILLER ;

VU la pétition du 24 février 2005 par laquelle M. Patrick FRIOT représentant la SOCIETE HYDROELECTRIQUE DE LA VEZOUE, LE MOULIN, 54300 MARAINVILLER, demande prorogation des délais de fin de travaux mentionnés dans l'arrêté sus cité ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 8 mars 2005 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les délais d'exécution ou de fin de travaux mentionnés aux articles 3, 4, 5 et 16 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2003 actualisant le règlement d'eau de l'usine hydroélectrique sur la VEZOUE à MARAINVILLER ont été portés à 2 ans par l'arrêté modificatif du 4 juillet 2003, portant la fin d'exécution au 31 mars 2005.

Ces délais d'exécutions sont prorogés d'un an portant la fin d'exécution au 31 mars 2006.

ARTICLE 2 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Maire de la commune de MARAINVILLER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairie de MARAINVILLER.

Ampliation en sera également adressée à Monsieur le Directeur d'EDF-GDF, services Accès Réseau Distribution.

NANCY, le 14 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

AUTORISATION PREFECTORALE N° 160

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par mademoiselle Isabelle BRABANT et monsieur Sébastien ANDRE, dirigeants de la société « GAP SECURITE », située 2 rue Lavoisier à LUNEVILLE, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

ARTICLE 1er - La société « GAP SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à mademoiselle Isabelle BRABANT et monsieur Sébastien ANDRE.

NANCY, le 21 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DE PAGNY-SUR-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1962 autorisant la création du syndicat scolaire intercommunal de PAGNY-SUR-MOSELLE ;

VU les délibérations du conseil syndical en date du 23 juin 2003 et du 15 mars 2004 demandant la dissolution du syndicat ;

VU la notification de cette délibération aux maires des communes membres du syndicat en date du 16 mars 2004, demandant à leurs conseils municipaux de se prononcer sur cette dissolution ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

ARNAVILLE en date du 22 mars 2004,

BAYONVILLE SUR MAD en date du

ONVILLE en date du 29 mars 2004,

PAGNY SUR MOSELLE en date du 25 mars 2004,

PRENY en date du 19 mars 2004

VANDELAINVILLE en date du 26 mars 2004,

VANDIERES en date du 26 mars 2004,

VIEVILLE EN HAYE en date du 26 mars 2004,

VILCEY SUR TREY en date du 5 novembre 2004

VILLECEY SUR MAD en date du 29 mars 2004,

VILLERS SOUS PRENY en date du 29 mars 2004,

WAVILLE en date du 10 décembre 2004 ;

toutes favorables à la dissolution ;

VU l'avis de Madame la sous-préfète de TOUL en date du 13 janvier 2005,

VU l'avis de Monsieur le sous-préfet de BRIEY en date du 26 janvier 2005,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le syndicat scolaire intercommunal de PAGNY-SUR-MOSELLE est dissous.

ARTICLE 2 : Le bâtiment collège et tous les biens fonciers attenants sont rétrocédés au Conseil Général.

ARTICLE 3 : Le syndicat s'engage à reverser aux communes les contributions destinées au centre de gestion, pour les postes supprimés, au prorata du nombre d'habitants.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat scolaire intercommunal de PAGNY-SUR-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE L'ARTICLE 3 DES COMPETENCES OPTIONNELLES DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES « LA PIPISTRELLE » RELATIF A L'ENSEIGNEMENT DU 1^{ER} DEGRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes « La pipistrelle » ;

VU la délibération en date du 8 décembre 2004, par laquelle le conseil communautaire décide de retirer l'article 3 des compétences optionnelles relatif à la compétence scolaire ;

VU la notification de cette décision aux maires des communes membres en date du 8 décembre 2004;

VU les avis favorables des conseils municipaux des communes de :

BAINVILLE AUX MIROIRS en date du 16 décembre 2004,

LEBEUVILLE en date du 16 décembre 2004,

MANGONVILLE en date 13 décembre 2004,

NEUVILLER SUR MOSELLE en date du 10 décembre 2004,
PRAYE en date du 28 décembre 2004,
ROVILLE DEVANT BAYON en date du 10 décembre 2004,
XIROCOURT en date du 29 décembre 2004 ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : L'article 3 des compétences optionnelles des statuts de la communauté de communes « La pipistrelle » :
« Enseignement du 1^{er} degré : construction, entretien et fonctionnement des écoles élémentaires et préélémentaires » est retiré des statuts.
La numérotation des articles suivants est modifiée en conséquence.
Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes « La pipistrelle » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES POUR LA REVISION
DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DU SECTEUR DE LONGWY****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5212-34 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juin 1997 autorisant la création du syndicat intercommunal d'études pour la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du secteur de Longwy ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, favorables au projet de dissolution du syndicat :

- BASLIEUX (19 octobre 2004)
- BOISMONT (8 novembre 2004)
- CHENIERES (27 septembre 2004)
- CONS-LA-GRANDVILLE (4 novembre 2004)
- COSNES-ET-ROMAIN (3 novembre 2004)
- CUTRY (16 novembre 2004)
- FILLIERES (20 janvier 2005)
- GORCY (27 septembre 2004)
- HAUCOURT-MOULAIN (19 novembre 2004)
- HERSERANGE (15 décembre 2004)
- HUSSIGNY-GODBRANGE (3 février 2005)
- LAIX (15 novembre 2004)
- LEXY (15 novembre 2004)
- LONGLAVILLE (12 octobre 2004)
- LONGWY (22 novembre 2004)
- MEXY (22 novembre 2004)
- MONT-SAINT-MARTIN (26 novembre 2004)
- MORFONTAINE (4 février 2005)
- REHON (4 novembre 2004)
- SAULNES (24 novembre 2004)
- TIERCELET (22 décembre 2004)
- VILLE-AU-MONTOIS (27 novembre 2004)
- VILLE-HOUDLEMONT (17 février 2005)
- VILLERS-LA-CHEVRE (2 décembre 2004)
- VILLERS-LA-MONTAGNE (8 octobre 2004)

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que le syndicat intercommunal d'études pour la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du secteur de Longwy n'a jamais fonctionné ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal d'études pour la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du secteur de Longwy est dissous.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 2 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1999 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2002 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de Briey ;
VU la délibération en date du 15 décembre 2004 du conseil de la communauté de communes du pays de Briey décidant la modification de l'article 2 des statuts « objet de la communauté de communes » ;
VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- ANOUX en date du 4 février 2005
- AVRIL en date du 28 janvier 2005
- LES BAROCHES en date du 24 janvier 2005
- BETTAINVILLERS en date du 7 janvier 2005
- BRIEY en date du 25 janvier 2005
- LANTEFONTAINE en date du 13 janvier 2005
- LUBEY en date du 6 janvier 2005
- MANCE en date du 20 janvier 2005
- MANCIEULLES en date du 21 janvier 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;
Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

ARRETE

Article 1er : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du pays de Briey est autorisée comme suit :

« 1 - Compétences obligatoires

...

B - Développement économique

...

- *promotion et soutien d'une politique de développement d'activités de loisirs équestres* ».

« 2 - Compétences optionnelles

...

B - Politique du logement et du cadre de vie

...

Mise en œuvre d'actions communautaires concourant à l'amélioration de l'habitat tant au niveau quantitatif que qualitatif :

...

- *constitution et gestion d'un parc de logements intercommunaux* ».

« 3 - Compétences facultatives

...

B - Services à la population

...

En matière de personnes âgées et/ou handicapées, la communauté de communes pourra mettre en œuvre :

- *une politique d'aide au maintien à domicile par l'organisation d'un service de portage de repas en liaison froide, régi par un règlement*.

...

D - Culture

...

- *participation au développement des arts de la scène (création, formation, diffusion).*
- *promotion et soutien aux initiatives culturelles menées par les associations locales, régis par un règlement* ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 2 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE FILLIERES ET VILLE-AU-MONTOIS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU REGROUPEMENT DES DEUX RASED DE THIL-LANGEVIN ET DE VILLERUPT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1984 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de groupe d'aide psycho-pédagogique pour le secteur de Thil-Langevin ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1993 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (R.A.S.E.D.) de Thil-Langevin et de Villerupt » ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2001 créant le syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois en date du 4 novembre 2004 demandant son retrait du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux R.A.S.E.D. de Thil-Langevin et de Villerupt ;

VU la délibération du comité syndical en date du 16 décembre 2004 acceptant le retrait du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois du syndicat sans conditions financières ;

VU les délibérations concordantes des communes suivantes :

- HUSSIGNY-GODBRANGE en date du 3 février 2005
- THIL en date du 13 janvier 2005
- VILLERUPT en date du 7 février 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que le syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois est substitué à la commune de FILLIERES au sein du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux R.A.S.E.D. de Thil-Langevin et de Villerupt ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Le retrait du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois, du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux R.A.S.E.D. de Thil-Langevin et de Villerupt, est autorisé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et la présidente du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux R.A.S.E.D. de Thil-Langevin et de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au président du syndicat intercommunal scolaire de Fillières et Ville-au-Montois, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.
BRIEY, le 9 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 1^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 5 DE L'ARRETE DU 27 NOVEMBRE 2003
PORTANT CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA MORTAGNE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 portant création de la communauté de communes de la Mortagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 est modifié comme suit : « les fonctions de receveur de la communauté de communes seront assurées par le comptable de la trésorerie de Lunéville ».

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général et le président de la communauté de communes de la Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE DU 1^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 7 DE L'ARRETE DU 18 MAI 1995
PORTANT CREATION DU SYNDICAT A LA CARTE DE LA FERME PEDAGOGIQUE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 1995 portant création du syndicat à la carte de la ferme pédagogique, modifié par les arrêtés préfectoraux des 23 février 1996, 14 août 1996 et 11 juin 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 1995 est modifié comme suit : « les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le comptable de la trésorerie de Lunéville ».

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général et le président du syndicat à la carte de la ferme pédagogique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE DU 1^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE DU 11 MARS 1947
PORTANT CREATION DU SYNDICAT DES EAUX DE L'EUREN MORTAGNE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 1947 portant création du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron Mortagne, modifié par les arrêtés préfectoraux des 8 mars 1948, 22 juillet 1948, 10 mars 1951, 18 février 1953, 9 juin 1953, 6 juillet 1955, 19 juillet 1955, 28 février 1956, 26 novembre 1958, 16 juillet 1982, 17 juillet 1989, 22 juin 1993, 4 décembre 1997 et 13 mars 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 mars 1947 est modifié comme suit : « les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le comptable de la trésorerie de Lunéville ».

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général et le président du syndicat intercommunal des eaux de l'Euron mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE DU 1^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 4 DES STATUTS ANNEXES A L'ARRETE DU 30 JUILLET 1980 PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATIONS MULTIPLES DU PAYS DE MEURTHE ET MORTAGNE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1980 portant création du syndicat intercommunal à vocations multiples du pays de Meurthe et Mortagne, modifié par les arrêtés préfectoraux des 2 juin 1988, 1^{er} octobre 1999 et 22 octobre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 4 des statuts annexés à l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1980 est modifié comme suit : « les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le comptable de la trésorerie de Lunéville ».

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général et le président du syndicat intercommunal à vocation multiples du pays de Meurthe et Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE DU 1^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 6 DE L'ARRETE DU 4 AOÛT 1994 PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE MOYEN

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 août 1994 portant création du syndicat intercommunal scolaire de Moyen, modifié par l'arrêté préfectoral du 27 mai 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 4 août 1994 est modifié comme suit : « les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le comptable de la trésorerie de Lunéville ».

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général et le président du syndicat intercommunal scolaire de Moyen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**ARRETE DU 1^{ER} MARS 2005 MODIFIANT L'ARTICLE 6 DE L'ARRETE DU 29 MARS 1996
PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE MORTAGNE SUD**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 1996 portant création du syndicat intercommunal scolaire de Mortagne Sud, modifié par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}. - L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 1996 est modifié comme suit : « les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le comptable de la trésorerie de Lunéville ».

ARTICLE 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le Trésorier Payeur Général et le président du syndicat intercommunal scolaire de Mortagne sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 124 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004

**RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY A MONT SAINT MARTIN
DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE L'ANGIOGRAPHIE NUMERISEE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2004 présenté par Monsieur le Président de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT SAINT MARTIN en vue d'obtenir le renouvellement d'autorisation de l'angiographie numérisée autorisée le 16 juin 1994 et installée le 6 novembre 1995,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 17 septembre 2004,

CONSIDERANT qu'il existe une activité vasculaire sur le site et que l'appareil d'angiographie numérisée rend des services non négligeables à la population du bassin de LONGWY,

CONSIDERANT que cet équipement est également utilisé en radiologie interventionnelle,

CONSIDERANT le renouvellement d'autorisation ne modifie pas le nombre d'appareils autorisés,

D E C I D E

De renouveler l'autorisation de l'angiographie numérisée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT SAINT MARTIN.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 125 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004

**RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SOCIETE DE FAIT DES DOCTEURS MARQUIS, KESSLER ET BAUMANN A NANCY
DE CONFIRMATION DE L'AUTORISATION DE L'ANGIOGRAPHIE NUMERISEE ET DE L'APPAREIL DE TELE GAMMATHERAPIE
DE LA POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2004 présenté par la Société de Fait des Docteurs MARQUIS, KESSLER et BAUMANN à NANCY en vue d'obtenir la confirmation d'autorisation de l'accélérateur de particules et de l'appareil de télé gammathérapie de la Polyclinique de Gentilly à NANCY,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 17 septembre 2004,

CONSIDERANT que le changement de gestionnaire ne modifiera en rien l'implantation et le fonctionnement des équipements matériels susvisés,

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à la confirmation d'autorisation demandée,

D E C I D E

De confirmer au profit de la Société de Fait des Docteurs MARQUIS, KESSLER et BAUMANN à NANCY l'autorisation de l'accélérateur de particules et de l'appareil de télé gammathérapie de la Polyclinique de Gentilly à NANCY.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 126 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004
RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN DE VANDOEUVRE LES NANCY
DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE DEUX ACCELERATEURS DE PARTICULES**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2004 présenté par Monsieur le Directeur du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE LES NANCY en vue d'obtenir le renouvellement d'autorisation de deux accélérateurs de particules autorisés les 26 avril 1994 et 24 avril 1998,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 17 septembre 2004,

CONSIDERANT la vocation de l'établissement de centre régional de lutte contre le cancer,

CONSIDERANT l'importance soutenue de l'activité du CAV et la nécessité de maintenir les 4 appareils actuellement autorisés,

CONSIDERANT que le renouvellement d'autorisation demandé est en cohérence avec les besoins constatés en région Lorraine,

D E C I D E

De renouveler l'autorisation de deux accélérateurs de particules du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE LES NANCY, appareils autorisés les 26 avril 1994 et 24 avril 1998.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 127 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004
RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE ALEXIS VAUTRIN DE VANDOEUVRE LES NANCY
DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DU SCANOGAPHE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2004 présenté par Monsieur le Directeur du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE LES NANCY en vue d'obtenir le renouvellement d'autorisation du scanographe de classe 3 autorisé le 4 novembre 1996 et installé le 13 mai 1998,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 17 septembre 2004,

CONSIDERANT la vocation de l'établissement de centre régional de lutte contre le cancer,

CONSIDERANT que cet appareil est indispensable à l'activité du CAV notamment pour l'activité du centrage et du suivi radio ou curiethérapie,

CONSIDERANT que le renouvellement d'autorisation demandé ne modifiera pas le nombre de scanographes autorisés en région Lorraine,

D E C I D E

De renouveler l'autorisation du scanographe de classe 3 du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE LES NANCY.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 128 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004
RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ THIONVILLE
DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'UN ACCELERATEUR DE PARTICULES
DE L'HOPITAL BON SECOURS DE METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,
délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2004 présenté par Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE en vue d'obtenir le renouvellement d'autorisation d'un accélérateur de particules, appareil installé le 18 février 1991 et dont l'autorisation a été renouvelée le 26 janvier 1998,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 17 septembre 2004,

CONSIDERANT que l'établissement est reconnu site hautement spécialisé dans le cadre du réseau ONCOLOR,

CONSIDERANT l'importance de l'activité réalisée grâce à cet équipement dont le renouvellement d'autorisation s'avère indispensable,

CONSIDERANT que le renouvellement d'autorisation demandé est en cohérence avec les besoins constatés en région Lorraine,

D E C I D E

De renouveler l'autorisation d'un accélérateur de particules du Centre Hospitalier Régional de METZ THIONVILLE, appareil installé à l'hôpital Bon Secours de METZ le 18 février 1991 et dont l'autorisation a été renouvelée le 26 janvier 1998.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 129 / 04 DU 19 OCTOBRE 2004
RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SA SOGECLER A EPINAL
DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION ET DE REMPLACEMENT
DE L'ANGIOGRAPHIE NUMERISEE INSTALLEE A LA POLYCLINIQUE LA LIGNE BLEUE A EPINAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE, délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,
VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,
VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2004 présenté par Monsieur le Président du Directoire de la SA SOGECLER à EPINAL en vue d'obtenir le renouvellement d'autorisation de l'angiographie numérisée et le remplacement de l'appareil installé à la Polyclinique La Ligne Bleue à EPINAL, équipement dont l'autorisation a été renouvelée le 16 septembre 1997,
VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 17 septembre 2004,
CONSIDERANT que l'activité vasculaire de l'établissement justifie la présence d'un appareil d'angiographie numérisée sur le site,
CONSIDERANT que cet équipement est le seul du secteur sanitaire Lorraine Sud et que le renouvellement de son autorisation s'avère indispensable,
CONSIDERANT que le promoteur souhaite développer l'activité de radiologie interventionnelle endovasculaire, à l'exclusion des coronarographies et des angioplasties coronaires,
CONSIDERANT qu'il souhaite bénéficier des avancées technologiques pour réaliser un travail de meilleure qualité et que le remplacement de cet appareil obsolète est donc justifié,

D E C I D E

De renouveler l'autorisation de l'angiographie numérisée de la SA SOGECLER à EPINAL et d'autoriser le remplacement de l'appareil installé à la Polyclinique La Ligne Bleue à EPINAL, équipement dont l'autorisation a été renouvelée le 16 septembre 1997.
Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.
La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département des Vosges, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 113 DU 11 MARS 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/109 DU 19 JANVIER 2005
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS
APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESSE H 54 000 0668**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants, et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice- Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 19 janvier 2005 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **19 janvier 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestation suivant :

50 - Hospitalisation de jour **129.05 €** soit 846.51 F

56 - Hospitalisation de Jour : rééducation..... **31.45 €** soit 206.30 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 016/05 PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-87

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 modifiée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs Adjoints ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeurs Adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvements en vue d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1980 modifié relatif à la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juillet 1994 fixant la liste des actes réservés à certains laboratoires et à certaines catégories de personnes ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2005 portant radiation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté préfectoral modifié en date du 4 mars 1994 portant agrément de la Société d'Exercice Libéral de directeurs et de directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale, agréée sous le numéro 04, dénommée « SELAFA LABORATOIRE SAINT-REMY », dont le siège social est situé 13 rue de la République à 54300 LUNEVILLE ;

VU la demande présentée le 13 octobre 2004 par Monsieur André BINA, Pharmacien biologiste, complétée les 14 octobre et 22 décembre 2004, tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter, à compter du 15 février 2005, un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 28 rue de la Pologne ;

VU l'attestation d'inscription au Tableau de la section G de l'Ordre des Pharmaciens délivrée par le Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens le 18 janvier 2005 ;

- pour Monsieur André BINA, en qualité de Directeur ;

- pour Madame Isabelle PETRY, en qualité de Directeur-Adjoint ;

- pour Madame Anne PIERETTI, en qualité de Directeur-Adjoint ;

- pour Madame Frédérique RUSPINI, en qualité de Directeur-Adjoint.

VU le rapport d'enquête effectuée le 17 janvier 2005 par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique à l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;

VU l'avis favorable émis le 18 janvier 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : L'autorisation prévue à l'article L 6211-2 du Code de la Santé Publique est accordée, sous le n° 54-87, à Monsieur André BINA, en vue d'exploiter, à compter du 15 février 2005, le Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 28 rue de la Pologne.

Ce laboratoire est exploité au sein de la Société d'exercice libéral "SELAFA LABORATOIRE SAINT-REMY" dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne à 54300 LUNEVILLE ;

Directeur :Monsieur André BINA, Pharmacien biologiste, administrateur au sein de la « SELAFA LABORATOIRE SAINT-REMY », habilité à effectuer les actes suivants, en application :

* du décret n° 75-1344 :

- BIOCHIMIE, HEMATOLOGIE, IMMUNOLOGIE, VIROLOGIE, IMMUNO-HEMATOLOGIE, SERO-IMMUNOLOGIE, PARASITOLOGIE ;

* de l'article 1er du décret n° 80-987 :

- prélèvements de sang veineux ;

Directeurs adjoints :Madame Isabelle PETRY, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses facilement accessibles, aux seules fins d'examens microbiologiques ou parasitaires ;

- prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Madame Anne PIERETTI, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Madame Frédérique RUSPINI, pharmacien biologiste ;**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit dans la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.**Article 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur André BINA ;

- Monsieur le Président de la SELAFA SAINT-REMY ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection Régionale de la Pharmacie ;

- Monsieur le Maire de LUNEVILLE ;

- Monsieur le Président de la section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;

- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 17 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

**ARRETE N° 022/05 PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-88**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique ;
VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 modifiée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs Adjoints ;
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeurs Adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvements en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1980 modifié relatif à la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté ministériel du 6 juillet 1994 fixant la liste des actes réservés à certains laboratoires et à certaines catégories de personnes ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2005 portant radiation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté préfectoral modifié en date du 4 mars 1994 portant agrément de la Société d'Exercice Libéral de directeurs et de directeurs adjoints de laboratoire d'analyses de biologie médicale, agréée sous le numéro 04, dénommée « SELAFA LABORATOIRE SAINT-REMY », dont le siège social est 13 rue de la République à 54300 LUNEVILLE ;
VU la demande présentée le 13 octobre 2004 par Monsieur Jean-Paul DUROCH, Pharmacien biologiste, complétée les 14 octobre, 22 décembre 2004 tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter, à compter du 18 février 2005, un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République ;
VU l'attestation d'inscription au Tableau de la section G de l'Ordre des Pharmaciens délivrée par le Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens le 18 janvier 2005 pour Monsieur Jean-Paul DUROCH, en qualité de Directeur ;
VU l'avis favorable émis le 18 janvier 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
VU le rapport d'enquête effectuée le 9 février 2005 par le Chargé de Mission à l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : L'autorisation prévue à l'article L 6211-2 du Code de la Santé Publique est accordée, sous le n° **54-88**, à Monsieur Jean-Paul DUROCH, en vue d'exploiter, à compter du 18 février 2005, le Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République ;
Ce laboratoire est exploité au sein de la Société d'exercice libéral "SELAFA LABORATOIRE SAINT-REMY" dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne à 54300 LUNEVILLE ;

Directeur :

Monsieur Jean-Paul DUROCH, Pharmacien biologiste, administrateur au sein de la SELAFA SAINT-REMY, habilité à effectuer les actes suivants, en application :

- * du décret n° 75-1344 :
 - BACTERIOLOGIE, MYCOLOGIE ; PARASITOLOGIE ;
- * de l'article 1er du décret n° 80-987 :
 - prélèvements de sang veineux.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit dans la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur Jean-Paul DUROCH ;
- Monsieur le Président de la SELAFA SAINT-REMY ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection Régionale de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de LUNEVILLE ;
- Monsieur le Président de la section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 17 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

**ARRETE N° 032/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A FORME ANONYME SELAFA 04
AUTORISATION N° 54-87 - AUTORISATION N° 54-88 - AUTORISATION N° 54-64**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 mars 1994, modifié, autorisant sous le n° 54-64 le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale St-Rémy sis 39, rue de la Division Leclerc à BACCARAT ;

VU l'arrêté du 15 février 2005, autorisant sous le n° 54-87 le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE - 28 rue de la Pologne ;

VU l'arrêté du 18 février 2005, autorisant sous le n° 54-88 le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE - 13 rue de la République ;

VU l'arrêté du 14 février 2005 portant radiation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République ;

VU l'arrêté du 17 février 2005 portant radiation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 6 rue Carnot ;

VU l'arrêté du 4 mars 1994, modifié, portant autorisation de fonctionnement desdits laboratoires sous forme de SELAFA LABORATOIRE SAINT-REMY, sous le n° 04 ;

VU la demande présentée le 13 octobre 2004 par Monsieur Alain BINA, Pharmacien biologiste, complétée les 14 octobre et 22 décembre 2004, tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter, à compter du 15 février 2005, un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 28 rue de la Pologne ;

VU la demande présentée le 13 octobre 2004 par Monsieur Jean-Paul DUROCH, Pharmacien biologiste, complétée les 14 octobre et 22 décembre 2004 tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter, à compter du 18 février 2005, un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République ;

VU la demande de modification d'inscription d'une S.E.L. au Tableau de la Section G de l'Ordre des Pharmaciens présentée le 11 janvier 2005 par Monsieur André BINA et Monsieur Jean-Paul DUROCH tendant à modifier l'adresse du siège social du 13 rue de la République à 54300 LUNEVILLE au 28 rue de la Pologne à 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis favorable émis le 18 janvier 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme, agréée sous le n° 04, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : SELAFA SAINT-REMY

28 rue de la Pologne à 54300 LUNEVILLE

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie Médicale

28 rue de la Pologne

54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-87

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

13, rue de la République

54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-88

Laboratoire d'analyses de biologie médicale St-Rémy

39, rue de la Division Leclerc

54120 BACCARAT

Autorisation n° 54-64

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale, dans le respect des lois et des règlements en vigueur,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, mobilières et immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BINA André,
- Monsieur DUROCH Jean-Paul,
- Madame WERNEBURG-IRION Brigitte,
- Monsieur BINA Robert,
- Madame BINA Stella,
- Monsieur POLINSKY Albert,
- Madame RAMEE Françoise,
- Madame PERSON Odile,
- Monsieur PERSON Jean-Luc,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie
- Monsieur le Maire de LUNEVILLE
- Monsieur le Maire de BACCARAT
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 22 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 038/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-78**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté du 21 février 2000, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 10 rue Léonard Bourcier à 54330 VEZELISE, avec pour directeur Monsieur Michel TRABOULSY sous le n° 54-78 ;
VU la décision de fermeture au 13 mars 2005 prise par Monsieur Michel TRABOULSY ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70, du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 13 mars 2005, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 10 rue Léonard Bourcier à 54330 VEZELISE, agréé sous le n° 54-78.

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur TRABOULSY Michel,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de VEZELISE,
- M. le Directeur du conseil départemental des médecins,
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 21 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 62 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 163 - AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL - 251 RUE DES FOURS A CHAUX - 54700 MONTAUVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;
VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;
VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;
VU le décret n° 87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n° 2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;
VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
VU la demande présentée le 21 décembre 2004 par Monsieur Jean-Marie SUK tendant à obtenir l'agrément provisoire nécessaire pour effectuer des transports sanitaires en véhicule médicalisé léger en relation avec l'hôpital de PONT A MOUSSON pour l'entreprise AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL, sise 251 rue des Fours à Chaux à 54700 MONTAUVILLE à compter du 1^{er} janvier 2005 ;
VU l'arrêté DDASS/AES n° 2 du 3 janvier 2005 portant autorisation provisoire d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL, sise 251 rue des Fours à Chaux à 54700 MONTAUVILLE sous l'agrément n° 163 ;
VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 28 janvier 2005 ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 1^{er} janvier 2005, sous le n° 163, à l'entreprise «**AMBULANCES MUSSIPONTAINES**» SARL, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : AMBULANCES MUSSIPONTAINES SARL

251 rue des Fours à Chaux
54700 MONTAUVILLE

Gérant : Monsieur Jean-Marie SUK

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 10 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 63 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 162 - SARL AMBULANCE BERTRAND - 12 ROUTE DE THIAVILLE - 54120 LA CHAPELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 24 novembre 2004 par Monsieur Bertrand THUILLIER tendant à obtenir l'agrément provisoire nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise AMBULANCE BERTRAND, sise 12 route de Thiaville à 54120 LA CHAPELLE à compter du 1^{er} janvier 2005 ;

VU l'arrêté DDASS/AES n° 447 du 23 décembre 2004 portant autorisation provisoire d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise SARL AMBULANCE BERTRAND, sise 12 rue de Thiaville à 54120 LA CHAPELLE sous l'agrément n° 162 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 28 janvier 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 1^{er} janvier 2005, sous le n° 162, à l'entreprise «**AMBULANCE BERTRAND**» SARL, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : SARL AMBULANCE BERTRAND

12 route de Thiaville

54120 LA CHAPELLE

Gérant : Monsieur Bertrand THUILLIER

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 10 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

**ARRETE N° 64 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 161 - SARL AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS - 83 RUE ALBERT DENIS - 54200 TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 16 décembre 2004 par Monsieur GIORDANO Joseph tendant à obtenir l'agrément provisoire nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise «AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS» SARL, sise 83 rue Albert Denis à 54200 TOUL en lieu et place de l'entreprise ELIOT 54, à compter du 14 décembre 2004 ;

VU l'arrêté DDASS/AES n° 441 du 21 décembre 2004 portant autorisation provisoire d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise « AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS » SARL sise, 83 rue Albert Denis à 54200 TOUL sous l'agrément n° 161 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 28 janvier 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 14 décembre 2004, sous le n° 161, à l'entreprise «AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS » pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : SARL AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS

83 rue Albert Denis

54200 TOUL

Gérant : Madame GIORDANO Chantal

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 10 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/11/2004 par **Monsieur RAULET Etienne - EARL de Fossieux - à LONGUYON concernant 16,55 ha situés à VILLERS LE ROND et SAINT JEAN LES LONGUYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur biens propres.**

ENTENDU Monsieur BERTHOLET Louis - gérant de l'EARL de l'OTHAIN - en sa qualité de preneur en place, au cours de la réunion de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture du 25 Janvier 2005, exposant les difficultés économiques qu'entraîneraient sur son exploitation la perte de ces 16,55 ha,

CONSIDERANT que Monsieur RAULET Etienne est preneur évincé de 14,80 ha à MERLES SUR LOISON - 55 - après la récolte 2005, suite à une décision préfectorale du département de la Meuse en date du 17 Mai 2004,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur RAULET Etienne est autorisé à exploiter 16,55 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RAULET Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RAULET Etienne, au preneur en place ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LE ROND et SAINT JEAN LES LONGUYON pour affichage.

NANCY, le 11 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/02/2005 par **Madame JUNG Pierrette à MAIZIERES LES VIC concernant 49,83 ha situés à VITREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Madame JUNG Pierrette est autorisée à exploiter 49,83 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame JUNG Pierrette.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame JUNG Pierrette, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITREY pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/01/2004 par Monsieur THIERY Jean Paul à REHAINVILLER concernant 8,66 ha situés à XERMAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

DE C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur THIERY Jean Paul est autorisé à exploiter 8,66 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THIERY Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THIERY Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/01/2005 par **Monsieur DARTOIS Jean Luc** à **TONNOY** concernant **8,15 ha** situés à **TONNOY** ;
la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur DARTOIS Jean Luc est autorisé à exploiter 8,15 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DARTOIS Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DARTOIS Jean Luc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TONNOY pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/02/2005 par **Monsieur BADURAUX Julien** à **VILLERS LE ROND** concernant **2,00 ha** situés à **VILLERS LE ROND** ; **la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur BADURAUX JULIEN est autorisé à exploiter 2,00 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BADURAUX JULIEN.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BADURAUX Julien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LE ROND pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/02/2005 par **Monsieur GILLARDIN Eric à VILLERS LE ROND concernant 22,11 ha situés à VILLERS LE ROND ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur GILLARDIN ERIC est autorisé à exploiter 22,11 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GILLARDIN ERIC.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GILLARDIN ERIC, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LE ROND pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2005 par **Monsieur DRON Pascal à VAUDEVILLE concernant 3,92 ha situés à BENNEY - LEMAINVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur DRON Pascal est autorisé à exploiter 3,92 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DRON Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DRON Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BENNEY - LEMAINVILLE pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/02/2005 par Monsieur MICHEL Walter à ORMES ET VILLE concernant 6,80 ha situés à ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur MICHEL Walter est autorisé à exploiter 6,80 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MICHEL Walter.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MICHEL Walter, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ORMES & VILLE pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/01/2005 par **Messieurs HANRIOT Thierry et Damien à CERVILLE concernant 7,00 ha situés à LENONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande concurrente de Monsieur JOB qui envisage de s'installer en qualité de jeune agriculteur et qui occupe, de ce fait, un rang prioritaire par rapport aux demandeurs,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs HANRIOT Thierry et Damien ne sont pas autorisés à exploiter 7,00 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs HANRIOT Thierry et Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs HANRIOT Thierry et Damien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/01/2005 par **Monsieur VANNESSON Jean François à LENONCOURT concernant 3,43 ha situés à LENONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande concurrente de Monsieur JOB qui envisage de s'installer en qualité de jeune agriculteur et qui occupe, de ce fait, un rang prioritaire par rapport au demandeur,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur VANNESSON Jean François n'est pas autorisé à exploiter 3,43 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VANNESSON Jean François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VANNESSON Jean François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/02/2005 par Monsieur MICHEL Alexandre à REBEUVILLE - 55 - concernant 2,71 ha situés à **BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur MICHEL Alexandre est autorisé à exploiter 2,71 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MICHEL Alexandre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MICHEL Alexandre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BARISEY AU PLAIN pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/01/2005 par **Monsieur DUVAL Jean Philippe à VOINEMONT concernant 1,73 ha situés à CEINTREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur DUVAL Jean Philippe est autorisé à exploiter 1,73 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUVAL Jean Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUVAL Jean Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CEINTREY pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/01/2005 par **Madame DEHAN Marie Rose à DOMBASLE concernant 3,08 ha situés à ST REMY AUX BOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,**
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Madame DEHAN Marie Rose est autorisée à exploiter 3,08 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DEHAN MARIE ROSE.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DEHAN Marie Rose, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ST REMY AUX BOIS pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2005 par **Monsieur MAZELIN Jean Claude à CHOLOY MENILLOT concernant 3,21 ha situés à CHOLOY MENILLOT ; la motivation et le résultat étant l'argandissement en vue d'installer un fils.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur MAZELIN Jean Claude est autorisé à exploiter 3,21 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAZELIN Jean Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAZELIN Jean Claude, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHOLOY MENILLOT pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/12/2004 par **Monsieur BEAU Pascal à SAIZERAIS concernant 25,41 ha situés à SAIZERAIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU le projet d'installation de Monsieur Charles BEAU,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BEAU Pascal est autorisé à exploiter 25,41 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de l'installation de son fils avant le 31 décembre 2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEAU Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEAU Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAIZERAIS pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/02/2005 par **Monsieur BEAU François à SAIZERAIS concernant 25,41 ha situés à SAIZERAIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU le projet d'installation de Monsieur BEAU Anthony,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur BEAU François est autorisé à exploiter 25,41 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de l'installation de son fils avant le 31 décembre 2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEAU François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEAU François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAIZERAIS pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/01/2005 par Monsieur HUSSON Jérémie à CEINTREY concernant 63,91 ha situés à LEMAINVILLE; la motivation et le résultat étant l'installation en GAEC avec reprise de l'exploitation de M. GEGOUT à LEMAINVILLE.
VU le projet d'installation présenté
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur HUSSON Jérémie est autorisé à exploiter 63,91 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUSSON Jérémie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HUSSON Jérémie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEMAINVILLE pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/01/2005 par **Monsieur PAILLON Guy** à BELLEAU concernant 15,38 ha situés à BELLEAU ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de M. TRONCY.

VU le projet d'installation de Monsieur TRONCY

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur PAILLON Guy est autorisé à exploiter 15,38 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PAILLON GUY.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PAILLON Guy, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEAU pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2005 par **Monsieur PAULUS Joël** à FREMONVILLE concernant 15,95 ha situés à HARBOUEY - BLAMONT - CIREY SUR VEZOUZE - FREMONVILLE; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de son fils Alban.

VU le projet d'installation de Monsieur PAULUS Alban,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/03/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur PAULUS Joël est autorisé à exploiter 15,95 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PAULUS Joël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PAULUS Joël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HARBOUEY - BLAMONT - CIREY SUR VEZOUZE - FREMONVILLE pour affichage.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**ARRETE PREFECTORAL 05/068/DDAF/SEAAF D'ADAPTATION DES CRITERES DE VIABILITE
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié par le Règlement (CE) n°1783/2003 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ;

VU le Règlement d'application (CE) n°817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 ;

VU le Plan de Développement Rural National approuvé par la Commission le 7 septembre 2000 modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant monsieur Claude BALAND, Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU le décret n°2004-1308 du 30 novembre 2004 relatif aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs, à certains prêts à moyen terme et modifiant le code rural ;

VU les arrêtés ministériels du 30 décembre 2004 relatifs au plafond de revenus à respecter pour bénéficier de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou des prêts bonifiés à l'investissement dans les exploitations agricoles ;

VU la circulaire DGFAR/SDEA/C2005-5002 du 7 janvier 2005 ayant pour objet la viabilité économique des exploitations agricoles ;

VU les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe et Moselle du 28/04/1976, 18/01/1977 et 13/11/1978 ;

VU l'avis de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe et Moselle dans sa séance du 9 mars 2005 ;

CONSIDERANT les disparités de revenus agricoles constatées en 2003 et 2004 selon les systèmes de production ou les zones d'activité ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général ;

A R R E T E**ARTICLE 1er**

Les exploitations agricoles, dont le siège est situé dans une des communes de la zone défavorisée du département de Meurthe et Moselle, dont la liste figure en annexe au présent arrêté, seront considérées comme respectant les critères de viabilité pour l'accès aux aides aux investissements et à l'installation, si le revenu minimum disponible est au moins égal à 1 SMIC.

ARTICLE 2

Les exploitations, dont le siège est situé hors zone défavorisée, ayant une activité :

- d'élevage bovin, ovin ou caprin,
- de cultures pérennes (arboriculture, viticulture),

ainsi que les exploitations sur lesquelles s'installe un jeune agriculteur, hors cadre familial, seront considérées comme respectant les critères de viabilité pour l'accès aux aides aux investissements et à l'installation, si le revenu minimum disponible est au moins égal à 1 SMIC.

ARTICLE 3

Dans les cas particuliers où l'adaptation prévue aux deux articles ci-dessus ne permet pas d'approcher le cas d'exploitations reconnues viables, la vérification de la viabilité s'effectuera sur la base et la valeur d'un ou plusieurs des trois critères suivants :

- un ratio excédent brut d'exploitation (EBE)/produit supérieur ou égal à 30 %
- un ratio annuités/EBE inférieur ou égal à 60 %
- un ratio capacité d'autofinancement (CAF)/produit supérieur ou égal à 3 %.

ARTICLE 4

Ces adaptations pourront être révisées au vu des résultats de la première période d'application.

ARTICLE 5

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Délégué Régional du CNASEA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 14 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

La liste des communes situées en zone défavorisée figurant en annexe au présent arrêté peut être consultée à la D.D.A.F. - Cité Administrative - 45, rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cedex.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/31 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A MLE MAGALI SZIKOLA, DOCTEUR VETERINAIRE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle Magali SZIKOLA,

Docteur Vétérinaire

Résidence l'Alliance

10 rue Erckmann Chatrian

54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/45 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A Mlle MARTINE THEIS, DOCTEUR VETERINAIRE A BILLY-SOUS-MANGIENNES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué jusqu'au 1er octobre 2004 à :

Mademoiselle THEIS Martine,
Docteur Vétérinaire
2 route de Forbeuvillers
55230 MUZERAS

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/53 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A Mlle STEPHANIE LOSFELD, DOCTEUR VETERINAIRE A AVRICOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle Stéphanie LOSFELD,
Docteur Vétérinaire
22 Rue de la Gare
54450 AVRICOURT

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 3 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/55 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A MLE NATHALIE BRIAMONT, DOCTEUR VETERINAIRE A HOMECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la Directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle BRIAMONT Nathalie,
Docteur Vétérinaire
12 rue des cités
54310 HOMECOURT

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 14 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/56 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. OLIVIER SCHRAEPEN, DOCTEUR VETERINAIRE A DELME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la Directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Monsieur SCHRAEPEN Olivier,
Docteur Vétérinaire
53 rue Poincaré
54590 DELME

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 2 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/60 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. SEBASTIEN DELEPORTE, DOCTEUR VETERINAIRE A LIVERDUN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Monsieur Sébastien DELEPORTE,

Docteur Vétérinaire

1 clos de la tuilerie

54460 LIVERDUN

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 17 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/005/CBER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en oeuvre des enrobés hors ouvrage d'art sur l'A31-380, Viaduc d'AUTREVILLE, sens NANCY - METZ sur le territoire d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I : Les nuits du 15 au 18 mars 2005, de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit :

dans le sens NANCY - METZ

- la circulation s'effectue sur la voie de gauche, sens NANCY - METZ
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement - PR 265+620
- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens METZ - NANCY entre les PR 265+620 et 269+850
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 269+850)

dans le sens METZ - NANCY

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE II : Les nuits du 15 au 18 mars 2005, de 21h00 à 6h00, la bretelle d'accès à l'A.31 - BELLEVILLE - METZ n° 25 est fermée à toute circulation.

ARTICLE III : En raison de la fermeture de la bretelle à l'A31 - Belleville - Metz, les usagers en provenance de la RN 57 seront dirigés sur l'échangeur n° 24 - CUSTINES et retour sur l'A. 31.

ARTICLE IV : En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE, POMPEY, MARBACHE, BELLEVILLE et DIEULOUARD, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. du SMUR de Neufchâteau et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/008/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de poser des panneaux de signalisation temporaire du type D.70 sur l'A. 31 avant l'Aire de LOISY, en raison des travaux effectués sur le Viaduc de RICHEMONT (sur A. 31 en Moselle) ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

A compter du 15 avril 2005 et jusqu'à la fin des travaux du Viaduc de RICHEMONT deux panneaux de signalisation temporaire du type D. 70 seront implantés respectivement au PR 270+800 et PR 270+400. sur l'A. 31 avant l'Aire de LOISY, dans le sens Dijon - Luxembourg.

Ces panneaux porteront les mentions suivantes :

- "Dernière Station service avant la Frontière - à 1 200 m"
- "Dernière Station service avant la Frontière - à 800 m"

ARTICLE II

Cette nouvelle signalisation temporaire sera posée par la Sté SES et par la subdivision de l'Equipeement "Entretien des Autoroutes";

ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LOISY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
D. LOUIS

ARRETE 2005/DDE/009/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à des travaux de forages dirigés pour la réalisation d'un réseau de fibre optique entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31, au droit des échangeurs de Lesménils (n°28), d'ATTON (n° 27), de PONT à MOUSSON (n° 26), de Belleville (n°25), de Custines (n°24), de Bouxières-aux-Dames (n°23) et de Champigneulles (n°22) dans le sens Metz- Nancy, sur le territoire des communes de LESMENILS, d'ATTON, de PONT à MOUSSON, de BELLEVILLE, de CUSTINES, de BOUXIERES-AUX-DAMES et de CHAMPIGNEULLES ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Le lundi 14 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 METZ/ LESMENILS.
Le mardi 15 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 28 LESMENILS/NANCY.
Le vendredi 18 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 27 ATTON/NANCY.
Le lundi 21 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 26 PONT A MOUSSON/NANCY.
Le mardi 22 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 25 METZ/BELLEVILLE.
Le mercredi 23 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 25 BELLEVILLE/NANCY.
Le jeudi 24 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 24 METZ/CUSTINES.
Le vendredi 25 mars 2005 de 8 H 00 à 17 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 24 CUSTINES/NANCY.
La nuit du 29 au 30 mars 2005 de 21h00 à 6h00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 23 METZ/BOUXIERES AUX DAMES.
La nuit du 30 au 31 mars 2005 de 21h00 à 6h00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 23 BOUXIERES AUX DAMES/NANCY.
La nuit du 31 mars au 1^{er} avril 2005 de 21h00 à 6h00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 22 METZ/CHAMPIGNEULLES.
La nuit du 4 au 5 avril 2005 de 21h00 à 6h00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 22 CHAMPIGNEULLES/NANCY.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

• **Fermeture des bretelles Metz/Lesménils (n°28) ,Metz/Belleville (n°25), Metz/Custines (n°24) :**

Les usagers désirant se rendre à Lesménils, Belleville ou Custines sont invités à continuer sur l'A. 31 vers Nancy, sortir à l'échangeur suivant la sortie souhaitée, reprendre l'A31 en direction de Metz et sortir à la sortie souhaitée.

• **Fermeture des bretelles Lesménils/Nancy, Atton/Nancy, Pont à Mousson/Nancy, Belleville/Nancy, Custines/Nancy :**

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre la direction Metz par A31, à sortir au premier échangeur qu'ils rencontrent, à reprendre l'A31 en direction de Nancy.

• **Fermeture des bretelles Metz/Bouxières aux Dames, Metz/Champigneulle**

Les usagers désirant se rendre à Bouxières aux Dames ou à Champigneulle sont invités à continuer sur l'A. 31 vers Nancy, sortir à l'échangeur suivant la sortie souhaitée, reprendre l'A31 en direction de Metz et sortir à la sortie souhaitée.

• **Fermeture des bretelles Bouxières aux Dames/Nancy, Champigneulle/Nancy**

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre la direction Metz par A31, à sortir au premier échangeur qu'ils rencontrent, à reprendre l'A31 en direction de Nancy.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries, considérant que chaque chantier reporté reporte les autres chantiers du même nombre de jours.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs ou Mesdames les Maires LESMENILS, ATTON, PONT A MOUSSON, LOISY, BELLEVILLE, CUSTINES, BOUXIERES AUX DAMES, CHAMPIGNEULLES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/010/CDER

**PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIERE SUR LES AUTOROUTES CONCEDEES
DU DEPARTEMENT DE LA MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention passée entre l'état et Sanef pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, modifié par les décrets subséquents (12 avril 1991, 18 septembre 1992 et 26 octobre 1995),

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie - « Signalisation temporaire »), approuvée par l'arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifié les 4 et 5 janvier 1995,

Vu la circulaire du Ministre des Transports n° 96-36 du 11 juin 1996 relative à la nomenclature des autoroutes,

Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantiers,

Vu la circulaire relative au calendrier 2005 des jours «hors chantiers»,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75/DE/995/INF en dates des 7, 17 et 21 juillet 1975 portant réglementation provisoire de la police de la section d'autoroute de l'Est A4 Verdun - Auboué,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75-REG-CIRC-225 en date des 27 novembre et 8 décembre 1975 portant réglementation provisoire de la police sur la section d'autoroute Auboué - A31 de l'autoroute A4 Paris -Strasbourg,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 76-REG/CIRC-89 en date des 6 septembre et 28 octobre 1976 portant modification de l'arrêté inter préfectoral susvisé,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99/DDE/521/CDES du 24 août 1999 portant autorisation permanente de chantiers sur l'autoroute A4 concédée à la SANEF dans le département de la Meurthe et Moselle,

Vu le guide de signalisation temporaire du Services d'Etudes des Routes et Autoroutes (SETRA), manuel du chef de chantier sur routes à chaussées séparées,

Considérant la nécessité des travaux inhérents à l'élargissement du terre plein central (TPC) et à l'intérieur de celui-ci sur l'Ouvrage d'Art PI X8 au PR 289+627 dans les deux sens de circulation de l'autoroute A4, il est nécessaire d'assurer la sécurité des usagers et de permettre l'exécution du chantier,

A la demande de la Sanef,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E**ARTICLE 1**

La circulation autoroutière des véhicules toutes catégories subira des restrictions sur l'autoroute A4 dans les deux sens de circulation au PR 289+627 sur la section comprise entre le diffuseur de Jarny et le diffuseur de Fresnes-en-Woevre du 21 mars 2005 au 30 juin 2005.

Ces restrictions se décomposent en deux phases et consisteront en :

1^{ère} Phase :

☐ La neutralisation de la voie de droite dans les deux sens de circulation du PR 289+200 au PR 290+100, de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés et les jours dits "Hors Chantiers".

La séparation de la zone en travaux et de la voie circulée sera matérialisée par des séparateurs modulaires de voies de classe BT4.

Au droit de la neutralisation de voie, la vitesse des véhicules sera limitée par paliers dégressifs à 90 km/h.

2^{ème} Phase :

☐ La neutralisation de la voie de gauche dans les deux sens de circulation du PR 289+200 au PR 290+100, de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés et les jours dits "Hors Chantiers".

La séparation de la zone de travaux des voies circulées sera matérialisée par des séparateurs modulaires de voies de classe BT4.

Au droit de la neutralisation de voie, la vitesse des véhicules sera limitée par paliers dégressifs à 90 km/h.

ARTICLE 2

Les interdistances entre le chantier faisant l'objet du présent arrêté et un autre chantier courant ou non courant concernant la neutralisation de voie de droite ou de gauche seront ramenées de 20 km à 10 km pendant la période du 21 mars 2005 au 30 juin 2005.

Les interdistances entre le chantier faisant l'objet du présent arrêté et un autre chantier courant ou non courant concernant un basculement de chaussée seront ramenées de 20 km à 10 km pendant la même période.

ARTICLE 3

Les neutralisations de voies seront maintenues les jours dits "Hors Chantiers".

ARTICLE 4

La signalisation des prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence de Sanef, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 - 8^{ème} partie - "Signalisation Temporaire".

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie de presse, affichage aux extrémités de la section réglementée, apposition de panneaux et matériels de signalisation réglementaires.

ARTICLE 6

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Colonel commandant le Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, et Monsieur le Directeur d'Exploitation de la Sanef, réseau de Reims, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Président de la Mission de Contrôle des Sociétés Concessionnaires d'Autoroutes à Bron, Monsieur le Directeur du CRICR à Metz, Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est à Metz, Etat-Major bureau mouvement et transport.

NANCY, le 18 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE 2005/DDE/012/CBER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le code des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 26/11/2003 relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'arrêté départemental d'interdiction de circulation pour les véhicules de plus de 3.5 tonnes au droit de l'ouvrage d'art franchissant la Moselle sur la RD910b entre les PR 0+000 et 1+370 ;

Vu l'avis favorable de la DDE de Moselle ;

Vu l'avis favorable du Conseil général de la Meurthe-et-Moselle ;

Considérant la nécessité de procéder à la déviation des transports exceptionnels dont le poids en charge n'excède pas 120 tonnes, en raison de problèmes techniques constatés sur l'ouvrage d'art franchissant la Moselle sur la RD 910b ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

La circulation de tous les transports exceptionnels est interdite sur la RD 910b entre les PR 0+000 et 1+370, conformément à l'arrêté départemental sus-visé.

ARTICLE II

A compter de la date de signature du présent arrêté, les véhicules, possédant une autorisation préfectorale de circulation en transport exceptionnel en cours de validité pour l'emprunt de la RD 910b et dont le poids en charge n'excède pas 120 tonnes, ont l'autorisation d'emprunter la déviation suivante dans les deux sens de circulation :

- Carrefour RD910b / RN57 - PONT A MOUSSON (Avenue de Metz, Avenue du Général Leclerc, Avenue des Etats Unis) - RD120 - ATTON - NOMENY - RD 913 - AGINCOURT - ESSEY LES NANCY - RN 74 - SEICHAMPS - MONCEL SUR SEILLE - limite Meurthe-et-Moselle/Moselle - RD 38 - MOYEN VIC - RD 914 - limite Moselle/Meurthe-et-Moselle - RD 914 - ARRACOURT - LUNEVILLE (rue de la Résistance, rue du Général De Gaulle, Boulevard G. Pompidou, rue Saint Maur, rue du Marquis du Chatelet, rue Rivolet, rue Charles Vue, Avenue du Deuxième B.C.P., avenue de la Libération) - RD 590 - RN 59 - RD 148 - GERBEVILLER - RD 914 - XERMAMENIL - RD 9 - BAYON - RD 570 - FLAVIGNY - RD 331 - RD 974 - THUILLEY AUX GROISEILLES - RD 904 - RN 74 - TOUL (Avenue du Général Bigeard, Boulevard de Pinteville, Avenue V. Hugo, Avenue Clemenceau, Rue Gabriel Mouilleron) - RD 908 - BRULET - RD 118a - RD 904 - MENIL LA TOUR - BERNECOURT - RD 907 - BEAUMONT - RD 958 - FLIREY - MONTAUVILLE - PONT A MOUSSON (RD 958 - Avenue du Général Eisenhower, Avenue du Général De Gaulle, Route de Briey - Carrefour RD 910b / RD 952)

Ils ont aussi l'autorisation d'emprunter l'itinéraire suivant dans les deux sens de circulation :

- Carrefour RD 910 / RD 955 en MOSELLE (Carrefour du Cheval Blanc) - RD 913 - limite Moselle/Meurthe-et-Moselle - RD 913 - NOMENY

ARTICLE III

Les prescriptions locales pour cet itinéraire de déviation sont les suivantes :

➤ Prescriptions dans la Ville de PONT A MOUSSON :

Circulation INTERDITE de : 7h00 à 8h30 - 11h00 à 12h30 - 13h30 à 14h30 - 16h15 à 19h30.

Escorte de Police obligatoire : Téléphoner au Commissariat de Police de Pont à Mousson, 48 heures à l'avance au 03.83.80.40.80

➤ Prescriptions dans la Ville de LUNEVILLE :

Circulation INTERDITE de : 7h00 à 8h30 - 11h00 à 12h30 - 13h30 à 14h30 - 16h15 à 19h30.

Escorte de Police obligatoire : Téléphoner au Commissariat de Police de Lunéville, 48 heures à l'avance au 03.83.76.17.17

➤ Prescription dans la Ville de TOUL :

Circulation INTERDITE de : 7h00 à 8h30 - 11h00 à 12h30 - 13h30 à 14h30 - 16h15 à 19h30.

Escorte de Police obligatoire : Téléphoner au Commissariat de Police de Toul, 48 heures à l'avance au 03.83.65.17.17

ARTICLE IV

Cet arrêté n'est valable qu'accompagné physiquement d'une autorisation préfectorale de circulation en transport exceptionnel en cours de validité permettant l'emprunt de la RD 910b.

L'ensemble des articles de l'autorisation préfectorale de transport exceptionnel accompagnant le présent arrêté demeurent applicables sur l'itinéraire de déviation, notamment en terme de responsabilité et d'obligation du transporteur.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de l'équipement de Moselle, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

L'original de cet arrêté peut-être consulté à la Direction Départementale de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef de la Cellule Départementale d'Exploitation Routière,
Cédric GIRARDY

ARRETE 2005/DDE/013/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de forages dirigés pour la réalisation d'un réseau de fibre optique entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31 dans les deux sens de circulation au droit de l'échangeur de Lesménils (n°28), sur le territoire de la commune de LESMENILS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Les nuits des 22 et 23 mars 2005 de 21 h 00 à 6 H 00, toute circulation est interdite sur les bretelles de l'échangeur n° 28 METZ/ LESMENILS et LESMENILS/NANCY.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

- **Fermeture de la bretelle Metz/Lesménils (n°28)**

Les usagers désirant se rendre à Lesménils, sont invités à continuer sur l'A. 31 vers Nancy, sortir à l'échangeur suivant, puis reprendre l'A31 en direction de Metz.

- **Fermeture de la bretelle Lesménils/Nancy**

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre la direction Metz par A31, sortir à l'échangeur précédent, puis reprendre l'A31 en direction de Nancy.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LESMENILS, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/014/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de forages dirigés et de tranchage pour la réalisation d'un réseau de fibre optique entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31, et de palier aux aléas de chantier au droit des échangeurs de Lesménils (n°28), d'ATTON (n° 27), de PONT à MOUSSON (n° 26), de Belleville (n°25), de Custines (n°24), de Bouxières-aux-Dames (n°23) et de Champigneulles (n°22) et aire de LESMENILS, dans le sens Metz- Nancy, sur le territoire des communes de LESMENILS, d'ATTON, de PONT à MOUSSON, de BELLEVILLE, de CUSTINES, de BOUXIERES-AUX-DAMES et de CHAMPIGNEULLES ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE I

A compter de la date du présent arrêté et pour une durée de 30 jours, toute circulation peut être interdite par la subdivision Entretien des Autoroutes sur toutes les bretelles de l'A. 31 suivantes, sens METZ - NANCY, conformément à la plage horaire indiquée :

- Aire de LESMENILS de 8 H 00 à 17 H 00 et de 21 H 00 à 6 H 00
- n° 28 - LESMENILS de 8 H 00 à 17 H 00 et de 21 H 00 à 6 H 00
- n° 27 - ATTON de 8 H 00 à 17 H 00 et de 21 H 00 à 6 H 00
- n° 26 - PONT A MOUSSON de 8 H 00 à 17 00 et de 21 H 00 à 6 H 00
- n° 25 - BELLEVILLE de 8 H 00 à 17 H 00 et 21 H 00 à 6 H 00
- n° 24 - CUSTINES de 8 H 00 à 17 H 00 et de 21 H 00 à 6 H 00
- n° 23 - BOUXIERES AUX DAMES de 21 H 00 à 6 H 00
- n° 22 - CHAMPIGNEULLES de 21 H 00 à 6 H 00

Ces fermetures de bretelle interviendront en fonction des besoins du chantier.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

- Fermeture des bretelles Metz/Lesménils (n°28) ,Metz/Belleville (n°25), Metz/Custines (n°24)

Les usagers désirant se rendre à Lesménils, Belleville ou Custines sont invités à continuer sur l'A. 31 vers Nancy, sortir à l'échangeur suivant la sortie souhaitée, reprendre l'A31 en direction de Metz et sortir à la sortie souhaitée.

- Fermeture des bretelles Lesménils/Nancy, Atton/Nancy, Pont à Mousson/Nancy, Belleville/Nancy, Custines/Nancy

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre la direction Metz par A31, à sortir au premier échangeur qu'ils rencontrent, à reprendre l'A31 en direction de Nancy.

- Fermeture des bretelles Metz/Bouxières aux Dames, Metz/Champigneulles

Les usagers désirant se rendre à Bouxières aux Dames ou à Champigneulles sont invités à continuer sur l'A. 31 vers Nancy, sortir à l'échangeur suivant la sortie souhaitée, reprendre l'A31 en direction de Metz et sortir à la sortie souhaitée.

- Fermeture des bretelles Bouxières aux Dames/Nancy, Champigneulles/Nancy

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre la direction Metz par A31, à sortir au premier échangeur qu'ils rencontrent, à reprendre l'A31 en direction de Nancy.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs ou Mesdames les Maires LESMENILS, ATTON, PONT A MOUSSON, LOISY, BELLEVILLE, CUSTINES, BOUXIERES AUX DAMES, CHAMPIGNEULLES et AUTREVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE - EPFL - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
ACQUISITIONS IMMOBILIERES ET TRAVAUX DE VOIRIE ET DE RESEAUX DIVERS PUBLICS
NECESSAIRES A LA REALISATION D'UNE OPERATION D'AMENAGEMENT SOUS FORME DE ZAC
DITE "DU QUARTIER SAINT PIE X" A ESSEY LES NANCY - ARRETE DE CESSIBILITE 06 DE 05 SERUAJ/AJF

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le projet d'acquisitions immobilières, de travaux de voirie et de réseaux divers publics nécessaires à la réalisation d'une opération d'aménagement sous forme de ZAC dite "du quartier Saint Pie X" sur le territoire de la commune d'ESSEY LES NANCY ;

Vu le contrat de concession du 30 novembre 1994 entre la commune d'ESSEY LES NANCY et la SOLOREM ;

Vu la délibération n° B95/92 de l'EPML du 11 octobre 1995 ;

Vu l'avenant du traité de concession du 26 mars 1996 entre la Communauté Urbaine du Grand Nancy et la SOLOREM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2001 déclarant d'utilité publique l'acquisition des terrains et la réalisation des travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 28 mars 2003 ;

Vu le plan et l'état parcellaire de l'immeuble à acquérir ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire complémentaire à laquelle il a été procédé en exécution de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur du 6 juillet 2004 ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 4 février 2005 sollicitant de Monsieur le préfet l'arrêté de cessibilité de la parcelle section AV n° 638 ;

Vu la lettre de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine du 17 février 2005, sollicitant de Monsieur le préfet l'arrêté de cessibilité de la parcelle touchée par le projet ;
Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 et L 11-8 ainsi que les articles R 11-19 à R 11-31 ;
Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;
Vu le décret n° 2004-374 du 25 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le décret n° 2004-1150 du 28 octobre 2004 modifiant et complétant le décret institutif n° 73-250 du 7 mars 1973 modifié par les décrets n° 87-204 du 27 mars 1987 et 2001-1285 du 20 décembre 2001 relatifs à la création de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine ;
Considérant la nécessité d'acquérir la parcelle de terrain destinée à la réalisation complète de la ZAC dite "du quartier Saint Pie X" à ESSEY LES NANCY ;
Considérant que toutes les formalités de publicité légale ont été régulièrement accomplies ;
Vu le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Equipement ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1er - L'immeuble désigné sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté et nécessaire à la réalisation du projet, est déclaré immédiatement cessible à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPF Lorraine).

Article 2 - A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire d'ESSEY LES NANCY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Monsieur le directeur de la SOLOREM
- Monsieur le directeur général de l'EPFL
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

NANCY, le 11 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 33342 en date du 17 mars 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TV SNCF poste d'aiguillage bld Joffre parking SNCF, sur la commune de NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 43114 en date du 24 mars 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau HTAS, alimentation cellules commerciales rue M. Berthelet, zone Champ le Cerf, sur la commune de NEUVES MAISONS.

Par arrêté préfectoral n° 43410 en date du 24 mars 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de TJ Bouygues TV Fontenoy route de Gondreville, sur la commune de FONTENOY SUR MOSELLE.

Par arrêté préfectoral n° 43564 en date du 17 mars 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau BTAA, alimentation antenne SFR lieu-dit "Arbre de l'Epine" sur la commune de MOUACOURT.

Par arrêté préfectoral n° 44038 en date du 17 mars 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseau HTA + poste DP type 3NF RD 126 CR dit "sur le petit étang" sur la commune de BUISSONCOURT.

**ARRETE N° 05 DE 001 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE MONTIGNY SUR CHIERS
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU l'arrêté du 7 septembre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 22 septembre au 22 octobre 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 25 octobre 2004 ;

VU la délibération du conseil municipal de MONTIGNY SUR CHIERS en date du 26 novembre 2004 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipement.

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L.110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de MONTIGNY SUR CHIERS, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- La délibération du conseil municipal
- Un rapport de présentation
- Deux planches de zonage au 1/5000 et 1/2000^e
- Des annexes (servitudes d'utilité publique - plan au 1/5000^{ème} des servitudes d'utilité publique).

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 4 : En vertu de l'article L.421-2 du code de l'urbanisme, et de la délibération du conseil municipal du 26 novembre 2004, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et Monsieur le Maire de Montigny sur Chiens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 21 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**COMPOSITION DES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES
POUR LES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

Vu le décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20,21 et 28 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des Ministres nommant M.Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de M.Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 1999 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 et l'arrêté préfectoral du 16 février 2004 le modifiant, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Monsieur Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : il est créé, dans le département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'appel d'offres pour la passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services passés au nom du ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

ARTICLE 2 : la composition de cette commission est fixée comme suit :

A) Membres avec voix délibérative :

- 1 Président : • Le Directeur de la DDTEFP ou son représentant
- 2 Membres : • Le Directeur-Adjoint de la DDTEFP ou son représentant,

B) Membres avec voix consultative :

- Le Trésorier Payeur Général ou son représentant.
- Le Directeur de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou son représentant.

ARTICLE 3 : Le président peut en outre désigner par convocation d'autres personnes en raison de leur compétence dans la matière faisant l'objet de la consultation, notamment les maîtres d'œuvre dans le cas de marchés de travaux, pour siéger au sein de cette commission avec voix consultative.

ARTICLE 4 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'équipement.

ARTICLE 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

**ARRETE DEPARTEMENTAL DDSIS 0208 PORTANT RETRAIT DE L'ARRETE N° 04/2162
PORTANT OUVERTURE DE DEUX CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2° CLASSE (FEMME OU HOMME)
AU TITRE DE L'ANNEE 2005**

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985, modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du SDIS en date du 13 juillet 2004 portant désignation de M. Bernard LECLERC, Conseiller Général, Maire de Nomeny, en qualité de Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

Vu l'arrêté n° 2162 du 6 décembre 2004, portant ouverture de deux concours de Sapeur-pompier Professionnel de 2^{ème} classe, notamment l'article 4 de ce même arrêté ;

Vu la délibération du CASIS dans sa séance du 3 février 2005, donnant un avis favorable à l'annulation du concours, du fait du nombre de candidatures ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les dispositions de l'arrêté n° 2162 du 6 décembre 2004 portant ouverture de deux concours de Sapeur-pompier Professionnel de 2^{ème} classe (concours N° 1 réservé aux candidats externes et concours n° 2 réservé aux candidats S.P.V) au titre de l'année 2005 sont rapportées.

ARTICLE 2 : Le Directeur du Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 février 2005

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,
Bernard LECLERC

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES SUR PROCEDURE ADAPTEE

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle à Monsieur Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle en ce qui concerne les marchés passés sur procédure adaptée, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 portant affectation de Mme Anne-Marie LEBLAY à compter du 1er janvier 2001 à la DDSP de Meurthe-et-Moselle en tant que chef du service de gestion opérationnelle ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2005 portant affectation de M. Philippe GOFFIN à compter du 14 mars 2005, à la DDSP de Meurthe-et-Moselle en tant que directeur de la sécurité publique adjoint de Meurthe-et-Moselle et commissaire central adjoint de Nancy ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Anne-Marie LEBLAY ainsi qu'à M. Philippe GOFFIN à l'effet de passer les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € HT pour les fournitures et 230 000 € HT pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental du 6 octobre 2004, et pour attester le service rendu. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Article 2 : Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux dépenses résultant d'engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices, ainsi que les marchés formalisés, quel que soit leur montant. Toutefois la délégation est maintenue en ce qui concerne l'attestation du service rendu.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 mars 2005

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
Michel PONSARD-CHAREYRE

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues depuis la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1^{er} octobre 2004.

Les modifications concernent les points suivants :

- **Point 6 de la délégation sur le fonctionnement des services :**

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et les certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle.

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

NANCY, le 15 mars 2005

Christian BRUNET

AVIS DE RECRUTEMENT

RECRUTEMENT D'UN AGENT DES SERVICES TECHNIQUES DE 2^{EME} CLASSE
POUR UN POSTE D'EMPLOIE DE RESIDENCE-CONCIERGE A LA SOUS-PREFECTURE DE TOUL

LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE RECRUTE un agent des services techniques de 2^{ème} classe pour un poste d'employé de résidence-conciergerie à la sous-préfecture de TOUL

Outre les conditions générales d'accès aux emplois publics, les candidats doivent :

- avoir moins de 55 ans au 1^{er} janvier 2005 (sauf dérogation),

- être soit de nationalité française / soit ressortissant de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sous réserve des dispositions de l'article 2 du décret n° 2002-1294 du 24 octobre 2002.

Prise de poste à compter du 1^{er} septembre 2005.

La fiche de poste peut être obtenue sur demande écrite et envoi d'une enveloppe timbrée à l'adresse du candidat ou sur www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr (rubrique "démarches administratives").

Date limite d'envoi des candidatures : vendredi 6 mai 2005 (le cachet de la poste faisant foi).

Composition des dossiers : lettre de candidature et de motivation + CV détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés, en précisant leur durée (joindre les certificats de travail) + photographie + photocopie carte d'identité en cours de validité + état signalétique et des services militaires + tout justificatif jugé utile par le candidat. Ils sont à adresser à :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Bureau du personnel et du budget
Recrutement
1 rue Préfet Erignac
54038 NANCY CEDEX

Seuls seront convoqués à un entretien les candidats préalablement retenus par la commission chargée de la sélection.

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

En application du Décret n°91.45 du 14 janvier 1991 modifié, un concours externe sur titres aura lieu à la Maternité Régionale en vue de pourvoir 1 poste d'ouvrier professionnel spécialisé à partir du 25 avril 2005, dans la spécialité suivante :

⚡ Electricité : 1 poste

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01/01/05 et titulaires des titres suivant :

un CAP

ou

un BEP

ou

un diplôme équivalent, figurant sur la liste arrêté par le ministère chargé de la santé.

☛ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

☛ Les conditions de diplômes précitées ne sont pas opposables aux mères de famille d'au moins 3 enfants qu'elles élèvent ou ont élevé effectivement.

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier contre l'envoi d'une enveloppe (format 21 x 29,7) à vos nom et adresse affranchie à 1.15 € à :

Maternité Régionale A. Pinard
Direction des Ressources humaines
Service formation
BP 4213
54042 NANCY Cedex

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- par lettre recommandée avec AR ou simple courrier
 - par dépôt au service formation contre la remise d'une attestation de dépôt,
- au plus tard le 18 avril 2005, le cachet de la poste faisant foi.

Pour le Directeur,
Le Directeur des Ressources Humaines et de la Communication,
Marlène PASSAVANT

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

**ARRETE S.G.A.R. N° 2004 - 515 EN DATE DU 2 DECEMBRE 2004
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L. 212-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L. 231-1 à L. 231-6 et D. 231-1 à D. 231-4 ;

VU le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la CGT

Titulaires : Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN
M. Eskill ADENOT

Suppléants : Mme Hélène DELVILLE née GOMES
M. Pierre FLORSCH

- la CGT-FO

Titulaires : M. Daniel PICCINELLI
Mme Monique BOGÉ née RODRIGUES

Suppléants : M. Jean-Claude CHARPENTIER
Mme Chantal MASSENET née PEIGNIER

- la CFDT

Titulaires : M. Jean-Paul LACRESSE
Mme Anne-Marie CALCATERRA

Suppléants : Mme Edith VOIRIN
Mme Michelle PONCIONI née BRAND

- la CFTC

Titulaire : M. Christian BIRON
Suppléant : Melle Caroline TYKOCZINSKY

- la CFE - CGC

Titulaire : M. Jean Noël DUCHÊNE
Suppléant : M. Claude ANTOINE

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale

Titulaire : M. Jean-Paul MULLER
Suppléant : Mme Danielle NICOLAS née LEVASSEUR

- En tant que représentants des travailleurs indépendants :

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale

Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN née FRANDON
Suppléant : Mme Ginette CASPAR née PLOMTEUX-HARTZ

- sur désignation de l'Union Nationale des Professions Libérales et de la Chambre Nationale des Professions Libérales, conjointement

Titulaire : M. Patrick BLANCHOT
Suppléant : M. Gérard MOREL

- En tant que représentants des Associations Familiales sur désignation de l'Union Départementale des Associations Familiales :

Titulaires : Mme Bernadette ALVERNHE née LAMY
Mme Patricia MALGRAS née ISSELLE

Mme Christiane MARCHAL née BAUMGARTEN

M. Etienne SIAUD

Suppléants : Mme Evelyne GUTEHRLE née TOUCHE

M. Daniel D'HIVER

Mme Violaine GOMAS née ERRARD

Mme Marie-Claude SEGALT

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région :

Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT

Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE

Melle Monique VASSEUR

Mme Geneviève MAUGUIN

Article 2 :

L'arrêté S.G.A.R. n° 2004-53 en date du 18 mars 2004 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe et Moselle est abrogé.

Article 3 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et à celui de la préfecture du département.

METZ, le 2 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 79 EN DATE DU 4 MARS 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

PREFET DE LA ZONE DEFENSE EST

PREFET DE LA MOSELLE

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L 215-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L. 231-1 à L. 231-6 et D. 231-1 à D. 231-4 ;

VU le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la CGT

Titulaires : M. Jean PIERREL

M. Francis ROY

Suppléants : Melle Ghislaine STEPHANN

Mme Sylvette DUFILS née POCHET

- la CGT-FO

Titulaires : M. André PENAUD

M. Jacky BOYÉ

Suppléants : M. Daniel BOURET

M. Roger ZONCA

- la CFDT

Titulaires : M. Hubert ATTENONT

M. Gérard ROBINET

Suppléants : M. Patrick DELICOURT

M. Jean-François MEURVILLE

- la CFTC

Titulaire : Melle Caroline TYKOCZINSKY

Suppléant : M. Christian BIRON

- la CFE - CGC

Titulaire : M. Jean-Marie VARIOT

Suppléant : M. Roger VIOLETTI

- En tant que représentants des employeurs :

- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale

Titulaires : M. Robert BUGUET

M. André POIREL

Suppléants : M. Michel GERAULD

M. Jean-François PETIT

- En tant que représentants de la Fédération nationale de la mutualité française :

Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA

Suppléant : M. André DELABAERE

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région :

Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ

Mme Jacqueline CHATEAU

Mme Joëlle BACH

Mme Isabelle SALCIARINI

- En tant que représentants des associations familiales sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse :

Titulaire : M. Benoît MULLER

Suppléant : M. Daniel D'HIVER

Article 2 :

L'arrêté S.G.A.R. n° 2004-292 du 25 Août 2004 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

Article 3 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

METZ, le 4 mars 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

**ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 89 EN DATE DU 8 MARS 2005 PORTANT NOMINATION DES PERSONNES DESIGNÉES
POUR SIEGER AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE MUTUELLE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE
ET MATERNITE DES TRAVAILLEURS NON SALARIES DES PROFESSIONS NON AGRICOLES DE LORRAINE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU les articles L 611-12, R 611-38 et R 611-37 du code de la sécurité sociale,

VU l'article 63 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 fixant la composition des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles,

VU le décret n° 2000-602 du 30 juin 2000 fixant les conditions d'application de l'article 63 de la loi du 27 juillet 1999,

VU l'arrêté du 6 mars 2000 fixant la date des élections pour le renouvellement général des membres des conseils d'administration de ces caisses au 13 novembre 2000,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Sont nommés en tant que **personnalités qualifiées**, sur proposition du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine :

Titulaires :

Mr GARCEZ Géraud

Mr DIDION Michel

Suppléant :

Mr BAUDISSION Serge

Article 2 :

Sont nommés en tant qu'**administrateurs** désignés par le **Conseil Régional de l'Ordre des Médecins de Lorraine** :

Titulaire :

Pr CANTON Philippe

Suppléant :

Dr GROB Gilles

Article 3 :

Sont nommés en tant qu'**administrateurs** désignés par le **Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine** :

Titulaire :

Mr BILLIOTTE Christian

Suppléant :

Mr CHABRIER Gilles

Article 4 :

Sont nommés en tant qu'**administrateurs** désignés par l'**Union Régionale des Associations Familiales de Lorraine** :

Titulaires :

Mr VILLEMIN André

Mr ANTOINE Christian

Suppléant :

Mme CASTAGLIONE Evelyne

Article 5 :

Sont nommés en tant que **représentants des organismes conventionnés mutualistes**, pour assister à titre consultatif aux séances du conseil d'administration, désignés par la **Mutualité Française** :

Titulaire :

Mr FERCIOT Jacques

Directeur Général de la SMUTIE de Nancy

Suppléant :

Mr DAMIEN Fernand

Président de la CIMA de Metz

Article 6 :

Sont nommés en tant que **représentants des organismes conventionnés assureurs**, pour assister à titre consultatif aux séances du conseil d'administration, désignés par la Réunion des **Organismes Conventionnés Assureurs** :

Titulaire :

Mr VOLDOIRE Eric

Chef de Région à la RAM de Lorraine

Suppléante :

Mme GAMARD Arlette

Chef de Région adjoint à la RAM de Lorraine

Article 7 :

L'arrêté S.G.A.R. n° 2003-554 du 28 octobre 2003 portant nomination des personnes désignées pour siéger au sein du Conseil d'Administration de la Caisse Mutuelle Régionale d'Assurance Maladie et Maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles de Lorraine est abrogé.

Article 8 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin Officiel de la Région Lorraine.

METZ, le 8 mars 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX**ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION DU SYNDICAT POUR L'ETUDE DE GESTION ET D'ELIMINATION DES BOUES ET SOUS-PRODUITS DES STATIONS D'EPURATION (SEGEB)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L 5711-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU les délibérations concordantes des comités syndicaux des EPCI suivants qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du syndicat pour l'étude de gestion et d'élimination des boues et sous-produits des stations d'épuration :

- Syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval en date du 12 février 2004,
- Syndicat intercommunal des eaux de PIENNES en date du 30 mars 2004,
- Syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de LONGWY en date du 23 juin 2004,
- SIVOM de l'Alzette en date du 12 février 2004 ;

VU les statuts du syndicat annexés au présent arrêté;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 2 décembre 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 14 décembre 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 17 décembre 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de METZ Campagne en date du 22 février 2005 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1ER : Est créé un syndicat pour l'étude de gestion et d'élimination des boues et sous-produits des stations d'épuration regroupant le syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval, le syndicat intercommunal des eaux de PIENNES, le syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de LONGWY et le SIVOM de l'Alzette.

ARTICLE 2 : L'objet du syndicat est de participer au suivi de l'étude pré-opérationnelle départementale et de réaliser les études opérationnelles relatives au devenir des résidus de station d'épuration.

ARTICLE 3 : La durée du syndicat est limitée à la levée définitive des réserves suite au rendu des études, objet du syndicat.

ARTICLE 4 : Le siège du syndicat est fixé au 9, rue Jeanne d'Arc à HOMÉCOURT (54310).

ARTICLE 5 : Le comptable du syndicat est le trésorier de JOEUF.

ARTICLE 6 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et les sous-préfets de BRIEY et de THIONVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à chacun des présidents des EPCI intéressés ainsi qu'aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

NANCY, le 29 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

METZ, le 8 mars 2005
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc-André GANIBENQ

S.E.G.E.B. - STATUTS**ARTICLE 1 : DENOMINATION DU SYNDICAT**

En application des articles L 5111-1, L 5211-1 à L 5211-4, L 5212-1 à L 5212-34 et L 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les Syndicats de :

SIAAL Longwy, SIVOM de l'Alzette, SIE Piennes, SIA Orne Aval,

un syndicat à vocation unique dénommé :

« Syndicat pour l'Etude de Gestion et d'Elimination des Boues et sous-produits des stations d'épuration »
désigné sous le terme « S.E.G.E.B. ».

ARTICLE 2 : OBJET DU SYNDICAT

La vocation du Syndicat est

- de participer au suivi de l'étude pré-opérationnelle départementale
- de réaliser les études opérationnelles relatives au devenir des résidus de station d'épuration.

ARTICLE 3 : ACTIF DU SYNDICAT

Sans objet

ARTICLE 4 : SIEGE DU SYNDICAT

Le siège du Syndicat est fixé au : SIAOA , 9 Rue Jeanne d'Arc - BP99. - 54310 HOMECOURT

ARTICLE 5 : DUREE DU SYNDICAT

La durée du Syndicat est limitée à la levée définitive des réserves suite au rendu des études, objets du Syndicat.

ARTICLE 6 : CHARGES DU SYNDICAT

n vertu de l'article L 5212-18 du C.G.C.T., le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses liées à l'exercice de son objet.

Les charges du Syndicat comprennent :

- les dépenses directes et indirectes occasionnées par l'objet du Syndicat.
- les dépenses d'administration générale (frais de fonctionnement, personnel, frais de mission des élus...)

ARTICLE 7 : RESSOURCES DU SYNDICAT

En vertu de l'article L 5212-19 du C.G.C.T., les ressources du Syndicat sont notamment constituées :

- du produit de la dotation annuelle versée directement par ses membres (son montant et sa fréquence de versement seront fixés par délibération du Comité Syndical).

La contribution demandée sera calculée à parts égales entre chaque syndicat membre.

- des subventions,
- du produit des dons et legs,

ARTICLE 8 : ADMINISTRATION DU SYNDICAT

Le Syndicat est administré par un Comité composé de 8 délégués.

Chaque syndicat sera représenté par 2 délégués.

Ces délégués seront désignés par les Comités Syndicaux conformément aux dispositions des articles *L 5212-6 à L 5212-10 du C.G.C.T.*

Le Comité élit en son sein 1 Président et des Vice-Présidents qui composeront le bureau du Syndicat et exécuteront les décisions du Comité.

ARTICLE 9 : DESIGNATION DU RECEVEUR SYNDICAL

Monsieur le Receveur-Percepteur de Jœuf sera chargé des fonctions de Receveur du Syndicat.

ARTICLE 10 : ADHESION, RETRAIT, DISSOLUTION

Le Comité Syndical se réfère aux dispositions des articles *L 5212-26 à L 5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales* afférents aux modifications des conditions initiales de composition et de fonctionnement.

ARTICLE 11 : REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur est constitué des différentes délibérations du Comité en ce qui concerne le fonctionnement du Syndicat.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS DIVERSES

Pour toutes dispositions non précisées aux présents statuts, le Comité Syndical se réfère au Code Général des Collectivités Territoriales et à la législation en vigueur.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	232
CABINET DU PREFET	232
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	232
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	233
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	233
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.12 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	233
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	234
PREMIER BUREAU	234
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIER SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE THIL ET HUSSIGNY-GODBRANGE	234
COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACTION TOURISTIQUE	234
TROISIEME BUREAU	235
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE POUR LES OPERATIONS DE LIQUIDATION ET DE LIAISON DANS LE CADRE DE LA PAYE SANS ORDONNANCEMENT PREALABLE - ECOLE D'ARCHITECTURE DE NANCY	235
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DE DEUX AVENANTS AU MARCHE DE CREATION DU POLE SPECIALISE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE	235
CINQUIEME BUREAU	236
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 30 DECEMBRE 2002 PORTANT MISE EN RESERVES TEMPORAIRES DE PECHE DU 1 ^{ER} JANVIER 2003 AU 31 DECEMBRE 2007 SUR LES COURS D'EAU, CANAUX ET PLANS D'EAU DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	236
ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES NECESSAIRES A L'ETUDE DU TRACE DE TROIS CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ DESTINEES A RESTRUCTURER L'ALIMENTATION EN GAZ NATUREL DE L'AGGLOMERATION NANCIENNE	238
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	239
DEUXIEME BUREAU	239
AUTORISATION PREFECTORALE N° 159	239
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	239
PREMIER BUREAU	239
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXTENSION DU CIMETIERE DE JOEUF	239
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SANON	239
DEUXIEME BUREAU	240
ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE	240
ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'ESSEY-LES-NANCY	241
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'ESSEY-LES-NANCY	241
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	242
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DE LA CHIERS	242
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	242
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA BOUVADE	242
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU TOULOIS SUD	243
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	243
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	243
ARRETE N° 1 RELATIF A L'AUTORISATION DE MODIFIER LES LOCAUX DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DE L'AHBL	243
DELIBERATION N° 27/05	243
ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	244
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/112 DU 8 MARS 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 98/32 DU 9 JUIN 1998 PORTANT FIXATION DES TARIFS APPLICABLES AUX TRANSPORTS MEDICALISES EFFECTUES DANS LE CADRE DES S.M.U.R. DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE - N° FINESS H 54 000 2078	244
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE	244
ARRETE N° 1441 MODIFIANT L'ARRETE N° 1205 AUTORISANT L'ASSOCIATION ADEF RESIDENCES A CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES	244
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	245
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	245
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	252
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	252
ARRETE PREFECTORAL PERMANENT 2003/DDE/795/CDER RELATIF AUX BARRIERES DE DEGEL	252
ARRETE 2005/DDE/006/CDER	254

ARRETE 2005/DDE/007/CDER.....	255
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	255
COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UN BOULEVARD URBAIN ENTRE LA MEURTHE ET LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN, DU ROND-POINT MARCEL BROT A NANCY A LA ROUTE NATIONALE N° 57 A MAXEVILLE - ARRETE 02 DE 05 SERUAJ/AJF PORTANT PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DES EFFETS DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU 26 JUIN 2000.....	255
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE ...	256
ARRETE RADIANT LA SOCIETE COOPERATIVE OUVRIERE DE PRODUCTION LACROIX VALENTIN A BLENOD-LES-TOUL DE LA LISTE MINISTERIELLE DES SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION.....	256
ARRETE RADIANT LA SOCIETE COOPERATIVE OUVRIERE DE PRODUCTION RENOVINEX A JARNY DE LA LISTE MINISTERIELLE DES SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION.....	256
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	256
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE ABAUCOURT.....	256
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE BELLEAU.....	257
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE DIARVILLE.....	257
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE MEREVILLE.....	257
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE ORMES ET VILLE.....	257
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	258
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME SIAM.....	258
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION « ETUDES STATISTIQUES » DU SYSTEME SIAM.....	259
DELIBERATION N° 96-002 DU 16 JANVIER 1996 PORTANT AVIS SUR UN PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE MODIFICATIF PRESENTE PAR LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS) RELATIF AU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM) - DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE N° 104917.....	262
DECISION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA DECISION DU 8 NOVEMBRE 1989 - REPERTOIRE NATIONAL DES THEMES DE RECHERCHE UTILISABLES DANS LE CADRE DU SYSTEME SIAM.....	263
DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE RELATIF A UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES N° 253618.....	263
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE.....	265
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES DANS LE CADRE SITE INTERNET DE LA MSA DE LORRAINE.....	265
AVIS DE CONCOURS.....	266
DECISION D'OUVREURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - SAINT-CHARLES.....	266

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

VU le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

VU le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 modifié relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2003 fixant les modalités des consultations des personnels organisées en vue de déterminer la représentativité des organisations syndicales au sein des comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2003 portant répartition des sièges des représentants au comité technique paritaire départemental des services de la police nationale dans le département de la Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 2004 portant composition du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale de Meurthe-et-Moselle, des 7 juin 2004 et 3 décembre 2004 modifiant cette composition ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER : La composition du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale est modifiée comme suit :

a/ représentants de l'administration

TITULAIRES

- M. le Préfet, président,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur départemental de la sécurité publique adjoint de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Nancy
- M. le directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle
- M. le commandant de la CRS 39
- M. le directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle
- M. le commissaire de Longwy
- M. le chef du service de police de proximité de Nancy
- M. le chef du service d'ordre public et de sécurité routière de Nancy

SUPPLEANTS

- M. le sous-préfet, directeur de cabinet
- M. le directeur adjoint du SRPJ de Nancy

- M. le chef de la division criminelle du SRPJ de Nancy
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Briey-Joeuf
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Conflans-Jarny
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Dombasle sur Meurthe
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique à Lunéville
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Pont-à-Mousson
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Toul
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Villerupt

b/ représentants désignés par les organisations syndicales

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
ALLIANCE	AUBERT JEAN-FRANÇOIS CSP NANCY	SCHEMMEL ALEXANDRA CSP NANCY
	DEHAMEAU PHILIPPE CSP LONGWY	BEAUCHARD CHRISTOPHE CRS 39
	MEYER MICHELLE CSP NANCY	MIGNOT ERIC CSP NANCY
	LOUIS ERIC CSP PONT-A-MOUSSON	FRIDERICH PIERRE CSP NANCY
S.N.P.T.	DALIER GUY CSP NANCY	DUPIN XAVIER CSP LONGWY
	WANKIEWICZ XAVIER CSP DOMBASLE	GUENOT JEAN-BERNARD CSP DOMBASLE
	ZIMMERMANN DENIS CSP BRIEY/JOEUF	LUCAS JEAN-JACQUES CSP NANCY
S.N.I. P.A.T.	MORLOT REGINE CSP PONT A MOUSSON	BRENDLE DENISE SRPJ NANCY
	GIGON MICHELE CSP NANCY	PIRAT ALAIN CSP NANCY
S.N.O.P.	RAIMONDI GIOVANNI SRPJ NANCY	GRIMONT BENOIT CSP NANCY

ARTICLE 2 : Un recours contre cet arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Nancy.

ARTICLE 3 :

- ♦ M. le sous-préfet, directeur de cabinet,
- ♦ M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- ♦ M. le directeur départemental des renseignements généraux,
- ♦ M. le directeur départemental de la police aux frontières,
- ♦ M. le directeur du service régional de police judiciaire,
- ♦ M. le commandant de la CRS 39,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du présent comité.
NANCY, le 10 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.12

PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand AZZI directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Mohand AZZI, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.01 du 11 janvier 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 1^{er} et à l'article 2 sera exercée par :

- Monsieur Alex Bailly et Madame Odile Sbuttoni, secrétaires administratifs, en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et des associations ;
- Madame Marie-Catherine Toussaint et Mademoiselle Yolande Vaudin, secrétaires administratifs de classe supérieure, Monsieur Serge Marceron, secrétaire administratif, pour les matières relevant du bureau de la réglementation générale et des polices administratives ;

- Mesdames Edith Charriau-Coron et Chistine Seibt, attachées, Mesdames Sylvie Klein et Yvette Gaertner, secrétaires administratifs de classe supérieure, Monsieur Francis Piekarski, Monsieur Renaud Planat et Monsieur David André, secrétaires administratifs, pour les matières relevant du bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité ;
- Madame Marie-Françoise Klouse ou Monsieur Olivier Ronjat, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle, pour les matières relevant du bureau de la circulation et de la sécurité routière.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 14 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE THIL ET HUSSIGNY-GODBRANGE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;
Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et notamment son article 6 ;
Vu le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;
Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;
Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange ;
Vu les avis des maires de Thil et Hussigny-Godbrange ;
Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;
Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

A R R E T E

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions applicables du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) en cours d'élaboration, est prescrite sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 7 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACTION TOURISTIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours et son décret d'application n° 94-490 du 13 juin 1994 ;
Vu la Loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat modifiant la Loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 et son décret d'application n° 96-1018 du 26 novembre 1996 ;
Vu le décret n° 85-249 du 14 février 1985 relatif à la Commission Départementale d'Action Touristique ;
Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la nouvelle composition et à l'élargissement des attributions de la Commission Départementale de l'Action Touristique ;
Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2004 fixant la composition de la commission départementale de l'action touristique ;
Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2004 modifiant l'arrêté du 4 novembre 2004 ;
Sur proposition de l'organisme consulté ;
Sur proposition de M. le secrétaire général ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2004 est modifié comme suit :

I - En qualité de membres permanents

Un représentant des usagers handicapés à mobilité réduite

- Mlle Aurélie GAUDEAU, titulaire

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission départementale de l'action touristique.

Publication en sera faite au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 7 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE POUR LES OPERATIONS DE LIQUIDATION ET DE LIAISON DANS LE CADRE DE LA PAYE SANS ORDONNANCEMENT PREALABLE - ECOLE D'ARCHITECTURE DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis aux fonctionnaires et agents des services de l'Etat ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget du 20 mars 1974, portant application du décret susvisé du 4 octobre 1965 pour les départements de la région Lorraine ;

Vu la nomination, à compter du 1er octobre 1991, de Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS en qualité de secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy ;

Vu la nomination, à compter du 20 décembre 1993, de Monsieur Denis GRANDJEAN en qualité de directeur de l'école d'architecture de Nancy ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993, portant délégation de signature à Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre du paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat de l'école d'architecture de Nancy ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 1993 est annulé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Denis GRANDJEAN, directeur de l'école d'architecture de Nancy, ainsi qu'à Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy, à l'effet de signer en mon nom tous les documents liquidatifs et de liaison relatifs à la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat de l'école d'architecture de Nancy.

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le trésorier payeur général de la région lorraine, trésorier payeur général du département de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera notifié à :

- Monsieur Denis GRANDJEAN, directeur de l'école d'architecture de Nancy

- Madame Emilie BONNE-LABLANCHETAIS, secrétaire générale de l'école d'architecture de Nancy.

NANCY, le 7 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DE DEUX AVENANTS AU MARCHE DE CREATION DU POLE SPECIALISE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Vu le marché passé pour l'opération de création d'un pôle spécialisé de lutte contre la criminalité organisée à la cour d'appel de Nancy et à la cité judiciaire de Nancy ;

Vu le rapport de présentation concernant la nécessité de passer un avenant en diminution sur le lot menuiseries (lot n° 3) et un avenant en augmentation sur le même lot pour la création de surfaces de rangement supplémentaires ;

Considérant que l'augmentation de l'avenant dépasse 5% du montant initial du lot ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'examen des avanants en diminution sur le lot n°3, menuiseries intérieures, et en augmentation, sur même lot dans le cadre du marché de création d'un pôle spécialisé de lutte contre la criminalité organisée, et de signer les procès verbaux correspondants.

ARTICLE 2 : La séance de cette commission se déroulera en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de la Bibliothèque), le mardi 15 mars 2005 à 9h15.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 30 DECEMBRE 2002 PORTANT MISE EN RESERVES TEMPORAIRES DE PECHE DU 1^{ER} JANVIER 2003 AU 31 DECEMBRE 2007 SUR LES COURS D'EAU, CANAUX ET PLANS D'EAU DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre IV, titre III du code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles R.236-84 à R.236-86 et les articles R.236-91 à R.236-95 ;

VU le décret n° 2002-965 du 2 juillet 2002 relatif aux conditions d'exercice du droit de pêche en eau douce et modifiant le code rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2002 instituant des réserves quinquennales de pêche 2003-2007 ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération de MEURTHE-ET-MOSELLE pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique en date du 8 novembre 2004 ;

VU l'avis de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche en date du 21 octobre 2004 ;

VU l'avis de M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est en date du 31 décembre 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er}

L'Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2002 portant mise en réserves temporaires de pêche du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2007 sur les cours d'eau, canaux et plans d'eau dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE est modifié comme suit :

RESERVES DE PECHE 2003 - 2007

Département de Meurthe-et-Moselle

Rivières Moselle, Meurthe et canaux

DESIGNATION	Longueur des parties réservées (en mètres)	
	Lit principal	Bras
LA MOSELLE		
Ecluse de PAGNY-SUR-MOSELLE : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 51 et 58	50 m	
Seuil fixe de VANDIERES à VANDIERES, PAGNY et VITTONVILLE : depuis le seuil jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 57 et 58	50 m	
Barrage de PONT-A-MOUSSON : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval de l'ouvrage. Lot de pêche n° 56	50 m	
Nouvelle porte de garde de PONT-A-MOUSSON : (depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche entre n° 46 et 56.	50 m	
Ancienne écluse de PONT-A-MOUSSON sur l'ancien canal : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lots n° 29 et 44	50 m	
Ancien bras de la Moselle en amont immédiat de la confluence du ruisseau Moulin au lieu-dit "Saussaie-Voirin" à PONT-A-MOUSSON - Lot de pêche n° 44		550 m
Ancienne écluse de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON sur l'ancien canal : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 37 et 38	50 m	
Ecluse de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON sur l'ancien canal : : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 37 et 43	300 m	
Bras de l'OBRION à DIEULOUARD : du barrage de MONS au pont de l'autoroute A31. Lot de pêche n° 41		1000 m
Barrage du LIEGEOT à AUTREVILLE et BELLEVILLE : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 33	50 m	
Ecluse de CUSTINES : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche entre n° 28 et 30	300 m	
Accès au port de FROUARD, grande écluse de CLEVANT : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval ainsi que la partie située en aval de la darse du Port de FROUARD. Lot de pêche n° 27	180 m	
Accès au Port de FROUARD, petite écluse de CLEVANT : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 27	100 m	
Barrage / écluse de POMPEY - FROUARD :	270 m	
Rive gauche : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à 50 m en aval		
Rive droite : depuis la turbine hydroélectrique de FROUARD jusqu'à 50 m en aval (communes de POMPEY - FROUARD). Lots de pêche n° 25 et 26	500 m	
Darse du port de FROUARD. Lot de pêche n° 27	900 m	

Canal de fuite de l'usine hydroélectrique de FROUARD : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval (communes de FROUARD et de POMPEY). Lots de pêche n° 25 et 26		50 m
Canal d'alimentation et canal de fuite de la station de recyclage E.D.F. à BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON (entre la Moselle canalisée et l'ancien canal). Lots de pêche entre n° 37 et 43		400 m
Barrage / écluse d'AINGERAY :		
- rive droite : depuis l'amont de l'écluse jusqu'à l'extrémité du pointis aval	925 m	
- rive gauche : depuis le barrage jusqu'à 50 m en aval. Lots de pêche n° 22 et 23	50 m	
Barrage de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE : depuis le barrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 13	50 m	
Bras de la MOSELLE à TOUL, lieu-dit "la Champagne", rive gauche : du rejet de la station d'épuration à la pointe aval de l'île, y compris l'île. Lot de pêche n° 14	300 m	
Barrage de VILLEY-LE-SEC (MOSELLE non naviguée) : depuis le barrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 11	100 m	
Barrage de MEREVILLE : depuis les ouvrages jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 3	50 m	
Barrage de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE : depuis le barrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 1	50 m	
Rigole d'alimentation en aval du barrage de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE : depuis le petit barrage jusqu'à 50 m en aval. Lot de pêche n° 1	50 m	
<i>LE CANAL DE L'EST (branche Sud)</i>		
Aucune réserve de pêche		
<i>L'EMBRANCHEMENT DE NANCY</i>		
Réserve des prises d'eau de RICHARDMENIL : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval du pont de la RD 115B (commune de RICHARDMENIL). Lot de pêche n° 9	100 m	
En rive droite de la rivière Moselle, depuis le pont de l'A330 jusqu'au pont de la RD 115 B.	3220 m	
<i>LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN</i>		
Ruisseau alimentant l'étang de PARROY : dépendances du réservoir et la rigole d'alimentation du canal jusqu'à la vanne d'admission dans le bief (communes de PARROY et XURES)	0,28 ha	
<i>LA MEURTHE</i>		
Barrage des Grands Moulins de LUNEVILLE : depuis les ouvrages jusqu'à 50 m en aval	50 m	
Barrage des usines de TOMBLAINE : depuis l'ouvrage jusqu'à 50 m en aval (communes de TOMBLAINE RD et JARVILLE RG). Lot de pêche n° B12	50 m	
Bras de décharge de la MEURTHE à NANCY, de la vanne du barrage du Bras Vert jusqu'au pont de l'avenue du XXème Corps.		555 m
Barrage des Grands Moulins à NANCY : depuis le barrage jusqu'à 50 m à l'aval.	50 m	
Barrage du Moulin Noir depuis le barrage jusqu'à 50 m en aval (communes de CHAMPIGNEULLES et LAY-SAINT-CHRISTOPHE)	50 m	
<i>LA PLAINE</i>		
Rivière limitrophe avec le département des VOSGES		
Réserve de PIERRE PERCEE : du seuil de la PLAINE (confluence du ruisseau de SAUSSURE) à l'ancien Pont Bleu (confluence du ruisseau de CHALARUPT). Lot de pêche n° 5		
<i>LE VAL</i>		
Du Marquis au Pont de NORROY à SAINT-SAUVEUR		
<i>LA VEZOUZE</i>		
Aval du départ des parcours de santé jusqu'au pont du camping (commune de BLAMONT). Lot de pêche n° 2	500 m	
Barrage du moulin de BLAMONT : de la confluence du Canal du Moulin jusqu'à 50 m en aval du Pont Rouge (commune de VLAMONT). Lot de pêche n° 3.	450 m	
Réserve de CIREY-SUR-VEZOUZE : du confluent des ruisseaux Le VAL et le CHATILLON sous la traversée couverte de CIREY-SUR-VEZOUZE jusqu'au premier pont en aval (pont de la route d'HARBOUEY) (commune de CIREY-SUR-VEZOUZE). Lot de pêche n° 1.	350 m	

Article 2

Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3

Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite, à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est cependant pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L.436-9 du Code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies citées en article 5. Cet affichage sera renouvelé chaque année à la même date et pour la même durée.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

- Mme et MM. les Sous-Préfets de LUNEVILLE, TOUL et BRIEY,

- Mmes et MM. Les Maires de : AINGERAY, ARNAVILLE, AUTREVILLE, BELLEVILLE, BLAMONT, BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, CHAMPIGNEULLES, CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, CIREY-SUR-VEZOUZE, CUSTINES, DIEULOUARD, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, FROUARD, JARVILLE, LAY-SAINT-CHRISTOPHE, LUNEVILLE, MEREVILLE, NANCY, NEUVILLER-SUR-MOSELLE, PAGNY-SUR-MOSELLE, PARROY, PIERRE-LA-TREICHE, PIERRE PERCEE, POMPEY, PONT-A-MOUSSON, PONT-SAINT-VINCENT, RICHARDMENIL, ROSIERES-AUX-SALINES, ROVILLE-DEVANT-BAYON, SAINT-SAUVEUR, SEXEY-AUX-FORGES, TOMBLAINE, TONNOY, TOUL, VANDIERES, VILLEY-LE-SEC, VITTONVILLE, XURES,

- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE,

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

- M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de la Fédération de MEURTHE-ET-MOSELLE pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 2 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE
A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES
NECESSAIRES A L'ETUDE DU TRACÉ DE TROIS CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ
DESTINEES A RESTRUCTURER L'ALIMENTATION EN GAZ NATUREL DE L'AGGLOMERATION NANCEIENNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment l'article 1er ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004 autorisant les agents et mandataires de Gaz de France à pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour étudier le tracé de trois canalisations de transport de gaz destinées à restructurer l'alimentation en gaz naturel de l'agglomération nancéienne ;

Considérant qu'en application de l'article 8 de l'arrêté précité, celui-ci est périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise ;

Considérant que Gaz de France n'a pas engagé les travaux dans le délai réglementaire ;

Vu la demande du 28 février 2005 présentée par Gaz de France, Réseau Transport, aux fins d'obtenir une nouvelle autorisation pour ses agents et mandataires ;

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1

Les agents et mandataires de Gaz de France, Réseau Transport, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à la reconnaissance et à l'étude du tracé de trois canalisations de transport de gaz destinées à restructurer l'alimentation en gaz naturel de l'agglomération nancéienne.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes d'ESSEY les NANCY, SEICHAMPS, LANEUVELOTTTE, LAITRE sous AMANCE, DOMMARTIN sous AMANCE, AGINCOURT, LANEUVEVILLE devant NANCY, TOMBLAINE, SAULXURES les NANCY, et JARVILLE la MALGRANGE.

ARTICLE 2

Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

ARTICLE 3

Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

ARTICLE 4

Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

ARTICLE 5

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de Gaz de France. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

ARTICLE 6

Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

ARTICLE 7

Madame et Messieurs les maires des communes d'ESSEY les NANCY, SEICHAMPS, LANEUVELOTTTE, LAITRE sous AMANCE, DOMMARTIN sous AMANCE, AGINCOURT, LANEUVEVILLE devant NANCY, TOMBLAINE, SAULXURES les NANCY, et JARVILLE la MALGRANGE, Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

ARTICLE 9

Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er} dont chaque maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 10

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 11

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Madame et Messieurs les maires des communes d'ESSEY les NANCY, SEICHAMPS, LANEUVELOTTE, LAITRE sous AMANCE, DOMMARTIN sous AMANCE, AGINCOURT, LANEUVEVILLE devant NANCY, TOMBLAINE, SAULXURES les NANCY, et JARVILLE la MALGRANGE et Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur de Gaz de France -Réseau Transport.

NANCY, le 10 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****AUTORISATION PREFECTORALE N° 159****LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la demande présentée par monsieur Jean-Claude CLEMENT, responsable de la société « BG SECURITE », 9 rue de Jéricho à MALZEVILLE (54220), en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour cette entreprise qui exerce l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse; Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Jean-Claude CLEMENT.

NANCY, le 4 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXTENSION DU CIMETIERE DE JOEUF****LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2223-1 et R2223-1;

VU la circulaire du 3 mars 1986 relative à la création et à l'agrandissement des cimetières ;

VU la délibération du conseil municipal de JOEUF en date du 1^{er} mars 2004 sollicitant l'agrandissement du cimetière communal ;

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 2 juillet 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2004 pour l'ouverture d'une enquête publique commodo - incommodo du 13 au 24 septembre 2004 ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 24 septembre 2004,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 16 décembre 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La commune de JOEUF est autorisée à agrandir le cimetière actuel par utilisation d'une parcelle cadastrée section AK n° 549 pour une surface de 15a 52ca.

ARTICLE 2 : L'exploitation et l'agencement du cimetière devront s'effectuer conformément aux prescriptions de l'hydrogéologue agréé.

ARTICLE 3 : Le délai de rotation des corps inhumés en pleine terre est fixé à 15 ans dans la partie du cimetière faisant l'objet de la présente extension.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de JOEUF et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 7 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SANON**LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Sânon ;
VU la délibération en date du 27 septembre 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sânon décide de prendre la compétence restauration et entretien des cours d'eau: restauration et entretien du Sânon, de la Loutre Noire, de la Roanne et de leurs affluents directs dans le respect du cours naturel de la rivière pour contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau et à la valorisation du paysage;
VU les lettres de consultation du 11 octobre 2004 invitant les communes de la communauté à délibérer sur ce transfert de compétence ;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
ANTHELUP en date du 29 novembre 2004,
ATHIENVILLE en date du 02 décembre 2004,
BATHELEMONT LES BAUZEMONT en date du 10 novembre 2004,
BAUZEMONT en date du 08 décembre 2004,
COURBESSEAUX en date du 18 octobre, 2004,
CREVIC en date du 05 novembre 2004,
CRION en date du 03 décembre 2004,
DEUXVILLE en date du 21 décembre 2004,
EINVILLE AU JARD en date du 08 novembre 2004,
FLAINVAL en date du 15 décembre 2004,
HENAMENIL en date du 19 octobre 2004,
HOEVILLE en date du 09 novembre 2004,
MAIXE en date du 22 décembre 2004,
MOUACOURT en date du 07 décembre 2004,
PARROY en date du 28 octobre 2004,
RAVILLE SUR SANON en date du 08 novembre 2004,
RECHICOURT LA PETITE en date du 22 novembre 2004,
REMEREVILLE en date du 15 décembre 2004,
SERRES en date du 08 novembre 2004,
SIONVILLER en date du 18 novembre 2004,
XURES en date du 10 novembre 2004
acceptant de transférer à la communauté de communes du pays du Sânon la compétence "restauration et entretien des cours d'eau" ;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
BURES en date du 19 novembre 2004,
COINCOURT en date du 3 décembre 2004,
DROUVILLE en date du 10 décembre 2004
refusant de transférer à la communauté de communes du pays du Sânon la compétence "restauration et entretien des cours d'eau" ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, la majorité telle que définie par ce même article est atteinte ;
VU l'avis du sous-préfet de LUNÉVILLE en date du 7 février 2005;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La communauté de communes du pays du Sânon est autorisée à exercer la compétence :

« Restauration et entretien des cours d'eau :

Restauration et entretien des cours d'eau cités ci-dessous dans le respect du cours naturel de la rivière pour contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau et à la valorisation du paysage.

Les cours d'eau concernés sont :

- Le Sânon
- La Loutre Noire
- La Roanne

et leurs affluents directs.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE et le président de la communauté de communes du pays du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DEUXIEME BUREAU**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des marchés publics ;

VU l'ordonnance n° 2004-631 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification du régime d'entrée en vigueur, de transmission et de contrôle des actes des établissements publics locaux d'enseignement ;

VU le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

VU le décret n° 2004-885 du 27 août 2004 modifiant le décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement et le code des juridictions financières (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 20 décembre 2004 nommant M. Claude BISSON-VAIVRE inspecteur de l'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet :

- de recevoir et d'assurer le contrôle de la légalité des actes relatifs au fonctionnement des collèges de Meurthe-et-Moselle, tels qu'ils sont énumérés à l'article 33-1 du décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié ;
- d'adresser aux chefs d'établissements les lettres d'observation, en veillant à transmettre une copie de ces lettres au préfet ou au sous-préfet concerné à titre d'information.

ARTICLE 2 - La saisine des juridictions administratives est exclue de la présente délégation.

ARTICLE 3 - Les actes à caractère budgétaire me seront adressés, en deux exemplaires, sous le timbre de la direction des relations avec les collectivités locales de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ou aux sous-préfets de BRIEY, LUNÉVILLE ou TOUL, territorialement compétents.

ARTICLE 4 - Une copie des nouveaux règlements intérieurs ou des modifications apportées à ceux déjà en vigueur sera systématiquement adressée au cabinet du préfet et aux sous-préfets concernés, compte tenu de leurs conséquences possibles en matière d'ordre public.

ARTICLE 5 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude BISSON-VAIVRE, la délégation de signature prévue à l'article 1^{er} sera exercée par M. Guy STEVENARD, inspecteur d'académie adjoint et par Mme GUILINI, secrétaire générale.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 4 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'ESSEY-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU la lettre du 28 janvier 2005 du maire d'ESSEY-LES-NANCY demandant la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des amendes de police ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 15 février 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

AR R E T E

Article 1^{er} : Il est institué auprès de la police municipale de la commune d'ESSEY-LES-NANCY une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

Article 3 : Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie d'ESSEY-LES-NANCY.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général et le maire d'ESSEY-LES-NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'ESSEY-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU la lettre du 28 janvier 2005 du maire d'ESSEY-LES-NANCY proposant la nomination de Mme Sandrine SALVAN en qualité de régisseur ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 15 février 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale d'ESSEY-LES-NANCY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Mme Sandrine SALVAN, gardien de police municipale de la commune d'ESSEY-LES-NANCY, est nommée régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 2 : Mme Sandrine SALVAN constituera un cautionnement de 300 € et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 3 : Les autres policiers municipaux de la commune d'ESSEY-LES-NANCY sont désignés mandataires.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire d'ESSEY-LES-NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DE LA CHIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1612-1, L.1612-16, L.2321-1 et L 5212-20;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements;

VU le courrier du 18 novembre 2004 par lequel le président du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 888,34 €, correspondant à la contribution de la commune de VILLETTE au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de VILLETTE le 08 décembre 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de VILLETTE envers le syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de VILLETTE a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 du budget primitif 2004 de la commune ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

ARRETE

Article 1er : Une somme de 888,34 €uros, correspondant à la dette de la commune de VILLETTE sera versée au syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers.

Article 2 : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits ouverts au chapitre 65 du budget primitif 2004 de la commune de VILLETTE.

Article 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 4 : M. le Comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de VILLETTE, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le maire de VILLETTE et, dont copie sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.
- M. le trésorier de Longuyon, receveur du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers
- M. le président du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers.

BRIEY, le 10 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, L'ARRETE JOINT PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE DEUX MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELUI-CI.

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA BOUVADE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 56214-1 et suivants;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1999 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade en date du 14 décembre 2004 relative à la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations des communes de BAGNEUX (17/2/05), BLENOD-LES-TOUL (28/1/05), BULLIGNY (11/2/05), CREZILLES (16/12/04), MONT-LE-VIGNOBLE (11/2/05) et MOUTROT (4/3/05) favorables à la modification statutaire.

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le siège du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade est fixé au 31, rue Léopold Cabret à MONT-LE-VIGNOBLE. L'article 3 des statuts est modifié en conséquence.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 9 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU TOULOIS SUD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 56214-1 et suivants ;
VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1993 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux du Toulais sud ;
VU la délibération du comité du syndicat intercommunal des eaux du Toulais sud du 15 décembre 2004 relative à la modification des statuts du syndicat ;
VU les délibérations des communes de BAGNEUX (17/2/05), BLENOD-LES-TOUL (22/12/04), BULLIGNY (11/2/05), CHARMES-LA-COTE (21/1/05), CHOLOY-MENILLOT (20/1/05), CREZILLES (16/12/04), DOMGERMAIN (14/1/05), GYE (7/1/05), MONT-LE-VIGNOBLE (11/2/05) et MOUTROT (4/3/05) favorables à la modification statutaire ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le siège du syndicat intercommunal des eaux du Toulais sud est fixé au 31, rue Léopold Cabret à MONT-LE-VIGNOBLE. L'article 3 des statuts est modifié en conséquence.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulais sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
TOUL, le 10 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****ARRETE N° 1 RELATIF A L'AUTORISATION DE MODIFIER LES LOCAUX DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DE L'AHBL****LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5126-13 à R. 5126-17, R. 5126-102 à R. 5126-110 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU l'ordonnance de simplification sanitaire du 4 septembre 2003 ;
VU la demande présentée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy réceptionnée le 17 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 14 octobre 2004 ;
VU l'arrêté n° 108 du 20 décembre 2004 autorisant la vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;
VU le rapport n° 658 du pharmacien inspecteur de la santé publique établi le 17 décembre 2004 suite à l'enquête effectuée le 30 novembre 2004 ;
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 17 décembre 2004 ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E**Article 1**

L'autorisation de modifier les locaux de la pharmacie à usage intérieur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à Mont Saint Martin.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 7 février 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 27/05**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,
VU la loi n° 2003-1487 du 20 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,
VU l'annexe A de l'arrêté ministériel du 29 juin 1978,
VU l'arrêté de classement n° 6 /2004 pris par Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, en date du 17 février 2004 ;

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens, concernant la diminution du nombre de lits classés en chirurgie S.P.C. au sein de la Clinique Saint André à Vandoeuvre les Nancy.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 février 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/112 DU 8 MARS 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 98/32 DU 9 JUIN 1998
PORTANT FIXATION DES TARIFS APPLICABLES AUX TRANSPORTS MEDICALISES EFFECTUES DANS LE CADRE DES S.M.U.R.
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE - N° FINESS H 54 000 2078**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène BELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 9 juin 1998 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du 1^{er} septembre 2004, les tarifs applicables aux transports médicalisés effectués par les S.M.U.R. de Meurthe-et-Moselle, sont fixés comme suit :

- ❖ transports terrestres : **241.06 €** par demi-heure médicalisée
- ❖ transports aériens :
 - établissements publics et PSPH hors région Lorraine et tous les établissements privés : **123.00 €** par minute de vol médicalisé
 - établissements publics ou PSPH de la région Lorraine : **12.50 €** par minute de vol médicalisé

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE N° 1441 MODIFIANT L'ARRETE N° 1205 AUTORISANT L'ASSOCIATION ADEF RESIDENCES
A CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES**

Le Préfet
de Meurthe-et-Moselle

Le Président du Conseil Général
de Meurthe-et-Moselle

VU les articles L 312-1 à 312-6, L 313-1 à 313-12 et L 342-1 à 342-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
VU la loi 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;
VU la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
VU le décret 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;
VU le décret 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets 99-316 et 99-317 du 26 avril 1999 et le décret 58-1202 du 11 décembre 1958 ;
VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire et comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
VU les décrets 2003-1135 et 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatifs aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux et aux visites de conformité ;
VU le dossier reconnu complet le 31 juillet 2003 présenté par l'association ADEF Résidences, tendant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 80 places d'hébergement et 8 places d'accueil de jour ;
VU l'avis favorable émis par la section sociale du comité régional de l'organisation sanitaire et médico-sociale en sa séance du 16 octobre 2003 ;
VU la lettre du 23 décembre 2004 de M. le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 1205 du 29 décembre 2004 autorisant l'association ADEF Résidences à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;
CONSIDERANT
que le projet s'inscrit dans les orientations du schéma gérontologique départemental, y compris en ce qui concerne l'unité pour résidents atteints de la maladie d'Alzheimer ;
CONSIDERANT
que le projet répond aux besoins d'hébergement pour personnes âgées dépendantes constatés pour le territoire de la Communauté Urbaine de NANCY, satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma et présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu, pour ce qui concerne le secteur habilité à l'aide sociale ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E N T

Article 1

L'article 3 de l'arrêté n° 1205 du 29 décembre 2004 est modifié comme suit :

Article 3

« La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour la capacité de 78 places d'hébergement permanent. Les 2 places d'hébergement temporaire et les 8 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale ».

Article 2

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de la publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'association ADEF Résidences.

NANCY, le 4 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Pour le Président du Conseil Général et par délégation,
Le Vice-Président Délégué,
Alain CASONI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/12/2004 par **Monsieur VOSGIEN Vincent à PIERRE LA TREICHE concernant 6,61 ha situés à BICQUELEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur VOSGIEN Vincent est autorisé à exploiter 6,61 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VOSGIEN Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VOSGIEN Vincent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BICQUELEY pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/12/2004 par **Monsieur BAUDY Joël à TRAMONT LASSUS concernant 4,96 ha situés à MOUTROT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur BAUDY Joël est autorisé à exploiter 4,96 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAUDY Joël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BAUDY Joël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUTROT pour affichage.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/01/2005 par **Monsieur DUBOIS Arnaud à GYE concernant 3,67 ha situés à MOUTROT - BLENOD LES TOUL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement complémentaire au dossier d'installation.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur DUBOIS Arnaud est autorisé à exploiter 3,67 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUBOIS Arnaud.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUBOIS Arnaud, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUTROT - BLENOD LES TOUL pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/11/2004 par Monsieur MOUDIN Michel à BARISEY LA COTE concernant 9,37 ha situés à BICQUELEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur MOUDIN Michel est autorisé à exploiter 9,37 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOUDIN Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MOUDIN Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BICQUELEY pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/11/2004 par **Monsieur CANTIGET Franck à THIAUCOURT concernant 42,89 ha situés à THIAUCOURT REGNIEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement complémentaire à une installation.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur CANTIGET Franck est autorisé à exploiter 42,89 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CANTIGET Franck.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CANTIGET Franck, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THIAUCOURT REGNIEVILLE pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/12/2004 par **Monsieur GROSSE Hervé à MAMEY concernant 25,96 ha situés à MINORVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur GROSSE Hervé est autorisé à exploiter 25,96 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GROSSE Hervé.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GROSSE Hervé, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MINORVILLE pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/12/2004 par Monsieur JEANSON Jean Paul à AVRAINVILLE concernant 4,70 ha situés à ROSIERES EN HAYE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur JEANSON Jean Paul est autorisé à exploiter 4,70 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANSON Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANSON Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROSIERES EN HAYE pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 31/12/2004 par **Monsieur BOULANGER Jean Marie à LENONCOURT** concernant 11,63 ha situés à **LENONCOURT** ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur BOULANGER Jean Marie est autorisé à exploiter 11,63 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOULANGER Jean Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOULANGER Jean Marie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LENONCOURT pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/11/2004 par **Monsieur MARCHAL Pierre à DAMELEVIÈRES** concernant 2,69 ha situés à **BARBONVILLE** ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur MARCHAL Pierre est autorisé à exploiter 2,69 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARCHAL Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAL Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARBONVILLE pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/01/2005 par Monsieur POEURY Noël à TRIEUX concernant 2,05 ha situés à TRIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur POEURY Noël est autorisé à exploiter 2,05 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur POEURY Noël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur POEURY Noël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRIEUX pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/12/2004 par Monsieur PUREL Guillaume à ORMES ET VILLE concernant 12,84 ha situés à ORMES ET VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente, notamment le retrait de la demande de Monsieur Cyril GENAY
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur PUREL Guillaume est autorisé à exploiter 20,84 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PUREL Guillaume.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PUREL Guillaume, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'ORMES ET VILLE pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/12/2004 par Monsieur PEPORTE Francis à PREUTIN HIGNY concernant 2,59 ha situés à PREUTIN HIGNY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 25/01/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur PEPORTE Francis est autorisé à exploiter 2,59 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PEPORTE Francis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PEPORTE Francis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PREUTIN HIGNY pour affichage.

NANCY, le 26 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE PREFECTORAL PERMANENT 2003/DDE/795/CDER RELATIF AUX BARRIERES DE DECEL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Route et tous ses modificatifs,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière-livre I - huitième partie-signalisation temporaire ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DE/709/CDES du 10 novembre 1997 ;

Considérant la nécessité de fixer les conditions de circulation sur les routes ou sections de routes soumises aux barrières de dégel ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er. - Pendant les périodes de dégel, l'établissement de barrières de dégel sur les routes nationales du département de Meurthe et Moselle sera soumis aux conditions générales fixées par le présent arrêté.

Article 2. - Principes généraux

Sur les routes nationales vulnérables aux effets du dégel, la circulation peut être soumise à des restrictions portant :

- sur les charges admises ;
- sur les catégories des véhicules autorisés à circuler et leurs équipements ;
- sur la vitesse.

Des arrêtés préfectoraux pris sur la proposition du directeur départemental de l'équipement déterminent en fonction des conditions de dégel la nature de ces restrictions, les sections de route auxquelles elles sont applicables et le moment de leur entrée en vigueur. Ces restrictions sont levées dans les mêmes formes.

La signalisation à mettre en place, à la diligence du directeur départemental de l'équipement, pour porter ces restrictions à la connaissance des usagers est celle définie par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Article 3. - Train de roulement des véhicules automobiles

Entre les barrières de dégel la circulation est interdite aux véhicules automobiles, quel que soit leur poids, dont le train de roulement n'est pas entièrement équipé de pneumatiques

Article 4. - Utilisation des pneus à crampons, chaînes ou dispositifs antipatinants

Si la sauvegarde des chaussées le nécessite, l'interdiction d'utilisation de pneus à crampons, chaînes ou dispositifs antipatinants peut être étendue à tous les véhicules.

Cette interdiction doit alors être portée à la connaissance des usagers par des panneaux B19 portant la mention « crampons et chaînes interdits ».

Article 5. - Véhicules de poids lourds

En hiver courant, les charges admises à circuler sur les routes nationales peuvent, suivant la vulnérabilité de ces routes au dégel être limitées à deux niveaux :

a) Sont autorisés à circuler sur les routes limitées au premier niveau, signalées par un panneau B13 « 7,5 T » assorti d'un panonceau KC1 « Barrière de dégel » :

- les véhicules à vide dont le poids à vide figurant sur le certificat d'immatriculation dit « carte grise » est inférieur ou égal à 7,5 tonnes ;
- les véhicules chargés dont le poids total autorisé en charge (PTAC) figurant sur la « carte grise » est inférieur ou égal à 7,5 tonnes ;
- les véhicules dont le poids autorisé en charge est supérieur à 7,5 tonnes dans la mesure où la charge transportée est inférieure ou égale à la moitié de la charge utile (mi-charge) lorsqu'ils effectuent les transports suivants :
 - * carburants, combustibles et gaz en citernes ;
 - * distribution de charbon et bois de chauffage ;
 - * animaux destinés à l'équarrissage ;
 - * aliments en vrac pour le bétail par véhicule spécialisé ;
 - * animaux vivants et denrées animales ou d'origine animale au sens du décret n° 71-636 du 21 juillet 1971.

Y compris les voyages à vide encadrant ces transports (sous réserve que le poids du chargement puisse être sûrement et rapidement évalué par les services chargés du contrôle).

b) Sont autorisés à circuler sur les routes limitées au second niveau, signalées par un panneau B13 « 12 T » assorti de deux panonceaux K6 avec les mentions « Barrière de dégel » et « $\frac{1}{2}$ charge autorisée » :

- tous les véhicules à vide ;
- les véhicules chargés dont le poids total autorisé en charge figurant sur la carte grise est inférieur ou égal à 12 tonnes ;
- les véhicules de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 12 tonnes dans la mesure où la charge transportée est inférieure ou égale à la moitié de la charge utile.

Y compris les voyages à vide encadrant ces transports (sous réserve que le poids du chargement puisse être sûrement et rapidement évalué par les services chargés du contrôle).

c) Dans le cas d'un ensemble de véhicules formé d'un camion tracteur et d'une remorque ou dans le cas d'un train double, la remorque ou la semi-remorque reposant sur un train avant (*articles R. 311-1 à R312-9 du Code de la route*) est à considérer isolément pour la détermination des charges limites correspondant au niveau de la restriction (se reporter à l'annexe jointe).

Selon les circonstances des limitations plus sévères peuvent être appliquées aux sections classées et des limitations peuvent être imposées sur des sections libres en hiver courant.

Article 6. - Tracteurs agricoles

Entre les barrières de dégel la circulation des tracteurs agricoles tractant ou non une remorque équipée de pneumatiques est autorisée dans la limite du seuil de tonnage de la barrière.

Dans le cas d'une remorque équipée d'au moins deux essieux et ne reportant pas de charge sur le tracteur, la remorque est à considérer isolément pour la détermination de la charge limite correspondant à la barrière de dégel.

Article 7. - Véhicules dérogatoires

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules suivants :

- de lutte contre l'incendie ;
- assurant la viabilité hivernale (neige et verglas, suivi gel-dégel) ;
- dont la circulation répond à une mission de sécurité publique ou à une situation d'urgence (y compris les véhicules des entreprises dûment mandatées):
 - * EDF-GDF ;
 - * SNCF ;
 - * DDE ;
 - * VNF ;
 - * sociétés d'autoroutes ;
 - * opérateurs de télécommunication ;
 - * distribution d'eau et assainissement ;
 - * de pompes funèbres ;
 - * de remorquage et de dépannage des garagistes agréés ;
 - * de transports de gaz médicaux ou de produits pharmaceutiques dont la circulation répond à une mission de service public ou d'intérêt public ;
 - * transports en commun réguliers de personnes ;
 - * collecte et transfert d'ordures ménagères par véhicule spécialisé ;
 - * vidange et curage de système d'assainissement.

Article 8. - Mesures exceptionnelles

1° Si pour des raisons locales importantes ou des raisons d'urgence, un transport doit être effectué sur une route placée sous barrière de dégel, le préfet peut décider en application de l'article 2 la levée provisoire de la barrière.

2° Entre les barrières de dégel, la vitesse des véhicules visés à l'article 5, peut être limitée à une valeur inférieure à la vitesse réglementaire si la vulnérabilité des chaussées le justifie.

Si l'état des chaussées le justifie la limitation de vitesse peut être étendue à tous les véhicules automobiles.

Article 9. - Transports exceptionnels et ensembles de véhicules comprenant plusieurs remorques

Pendant la période suivant la levée générale des barrières, des arrêtés préfectoraux pris sur proposition du directeur départemental de l'équipement, pourront provisoirement suspendre les autorisations de circulation des ensembles visés par l'article R. 433-8, du Code de la Route et des transports exceptionnels visés par les articles R. 433-1 à 7 du même Code, lorsque ces ensembles ou transports risquent de provoquer des détériorations aux chaussées ou ouvrages restés vulnérables.

Article 10. - Sanctions

1° Les chauffeurs des véhicules cités aux articles 5 et 7 devront être munis de tous les justificatifs nécessaires (bons de pesée, de commande...) à la vérification du transport et de son opportunité.

2° En application de l'article R. 411-21 du Code de la Route, toute personne qui aura contrevenu aux dispositions concernant les barrières de dégel sera punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe. De plus, en application de l'article R. 411-18 et L325-1 à 3 du Code de la Route, l'immobilisation des véhicules circulant en infraction par rapport au présent arrêté ou ses arrêtés d'application pourra être prescrite.

Article 11. - L'arrêté préfectoral permanent n° 97/DE/T09/CDES du 10 novembre 1997 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 12. - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Messieurs les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine, Mesdames et Messieurs les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur du CRICR de METZ et Monsieur le président du conseil général pour information.

Entre outre, le présent arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture, publié et affiché dans toutes les communes du département.

NANCY, le 3 décembre 2003

Le Préfet,
Jean-François CORDET

L'annexe destinée à faciliter la détermination des charges limites peut être consultée à la D.D.E. - Service Gestion et Exploitation des Infrastructures - 1, rue des Blanches Terres - 54250 CHAMPIGNEULLES.

ARRETE 2005/DDE/006/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la réparation de deux ouvrages d'art sur la RN 43, du PR 58+815 au PR 59+010, sur le territoire de la commune de ST JEAN LES LONGUYON ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de LONGUYON, (Meurthe-et-Moselle) ;

Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de MANGIENNES, PILLON, DAMVILLERS - JAMETZ (Meuse) ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de la Meuse ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse ;

A la demande de la direction départementale de l'équipement - subdivision de LONGUYON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Du lundi 14 mars à 7 H 00 au samedi 19 mars 2005 à 20 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la RN 43, entre les PR 58+815 et 59+010.

ARTICLE II

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- LONGUYON - RN 18 jusqu'à l'intersection avec la RD 66 - RD 65 - RD 905 puis RN 43 et ce dans les deux sens de circulation

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGUYON ;

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Maire de ST JEAN LES LONGUYON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Directeur Départementale de l'Equipement de la Meuse, Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse, Messieurs les Maires Longuyon, Pillon, Damvillers, Jametz et Mangiennes Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/007/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à la construction de lignes électriques à haute tension (63 KV) sur la R.N. 4 entre les PR 98+120 et 98+380 sur le territoire de la commune de GOGNEY ;
A la demande de La Société LEBAG ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Du 7 mars au 1^{er} novembre 2005, la vitesse de tous les véhicules sera limitée à 70 km/h sur la R.N. 4, entre les PR 98+120 et 98+380.

ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Sté LEBAG sous le contrôle de la subdivision de BLAMONT.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jour d'intempéries.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de GOGNEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1^{er} mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
D. LOUIS

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UN BOULEVARD URBAIN ENTRE LA MEURTHE ET LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN,
DU ROND-POINT MARCEL BROT A NANCY A LA ROUTE NATIONALE N° 57 A MAXEVILLE
ARRETE 02 DE 05 SERUAJ/AJF PORTANT PROROGATION DU DELAI DE VALIDITE DES EFFETS
DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU 26 JUIN 2000

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment son article L 11-5 ;
Vu le projet de construction et d'aménagement d'un boulevard urbain, entre la Meurthe et le canal de la Marne au Rhin, du rond-point Marcel Brot à NANCY à la route nationale n° 57 à MAXEVILLE ;
Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2000 déclarant d'utilité publique les acquisitions à réaliser et les travaux à exécuter pour la réalisation du projet susvisé ;
Vu la délibération n° 20 du 10 décembre 2004 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy sollicitant de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle la prorogation de la déclaration d'utilité publique du 26 juin 2000 ;
Vu la lettre de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 1^{er} février 2005 ;
Sur rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Equipement ;
Sur les propositions de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Est prorogée pour une période de (5) cinq années, la validité de la déclaration d'utilité publique du 26 juin 2000 relative à la construction et à l'aménagement d'un boulevard urbain entre la Meurthe et le canal de la Marne au Rhin, du rond-point Marcel Brot à NANCY à la route nationale 57 à MAXEVILLE, sur le territoire des communes précitées.

Article 2 - L'expropriation des immeubles nécessaires à l'exécution du projet susvisé devra être réalisée pour le compte de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de MAXEVILLE sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de NANCY
- Monsieur le maire de MAXEVILLE
- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

NANCY, le 2 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**ARRETE RADIANT LA SOCIETE COOPERATIVE OUVRIERE DE PRODUCTION LACROIX VALENTIN A BLENOD-LES-TOUL
DE LA LISTE MINISTERIELLE DES SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée portant statut de la coopération,
Vu la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 modifiée portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment ses articles 5 et 54,
Vu le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production et notamment son article 6,
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
Vu la mise en demeure adressée à l'entreprise le 2 décembre 2004 restée sans réponse,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La Société Coopérative Ouvrière de Production LACROIX VALENTIN située 37 route de Toul - 54113 BLENOD-LES-TOUL, est radiée de la liste ministérielle des sociétés coopératives ouvrières de production en raison du non respect des dispositions de l'article 4 du décret du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale (127 rue de Grenelle - 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière - 54000 NANCY).

**ARRETE RADIANT LA SOCIETE COOPERATIVE OUVRIERE DE PRODUCTION RENOVINEX A JARNY
DE LA LISTE MINISTERIELLE DES SOCIETES COOPERATIVES OUVRIERES DE PRODUCTION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée portant statut de la coopération,
Vu la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 modifiée portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment ses articles 5 et 54,
Vu le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production et notamment son article 6,
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
Vu la mise en demeure adressée à l'entreprise le 2 décembre 2004 restée sans réponse,
Vu la radiation de la société du répertoire de la Chambre des Métiers de Meurthe et Moselle prononcée le 10 décembre 2003,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La Société Coopérative Ouvrière de Production RENOVINEX située 82 rue de l'Epine - 54800 JARNY, est radiée de la liste ministérielle des sociétés coopératives ouvrières de production en raison du non respect des dispositions de l'article 4 du décret du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale (127 rue de Grenelle - 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière - 54000 NANCY).

La liste départementale 2004 des SCOP pouvant figurer sur la liste ministérielle 2005 peut être consultée à la D.D.T.E.F.P. - Section Centrale des Relations du Travail - 23, boulevard de l'Europe - BP 219 - 54506 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX.

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE ABAUCOURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;
VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;
VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;
VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 26 février 2002 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de ABAUCOURT ;
VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de ABAUCOURT est fixée au 11 février 2005.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de ABAUCOURT, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 28 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE BELLEAU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 2003 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de BELLEAU ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de BELLEAU est fixée au 11 février 2005.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de BELLEAU, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 28 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE DIARVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 février 2002 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de DIARVILLE ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de DIARVILLE est fixée au 11 février 2005.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de DIARVILLE, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 28 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE MEREVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 2003 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de MEREVILLE ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de MEREVILLE est fixée au 11 février 2005.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de MEREVILLE, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 28 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE ORMES ET VILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;
VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 26 février 2002 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de ORMES ET VILLE ;
VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de ORMES ET VILLE est fixée au 11 février 2005.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de ORMES ET VILLE, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.
NANCY, le 28 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME SIAM****LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE DE NANCY**

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n° 69-14 du 6 janvier 1969,
VU le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale,
VU l'avis délivré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à la suite de sa délibération n° 88-31 du 22 mars 1988,
VU la décision du 22 avril 1988 du Directeur de la CNAM relative à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie d'un système d'analyse de fichiers (SIAM),
VU la décision de la CNIL n° 89-117 du 24 octobre 1989 relative à la création d'un répertoire national de thèmes de recherche utilisables dans le cadre du système SIAM,
VU la décision du 8 novembre 1989 du Directeur de la CNAMTS relative au répertoire nationale des thèmes de recherche utilisables dans le cadre du système SIAM,
VU la déclaration d'adhésion de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY au système SIAM en date du 20 septembre 1991 et l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 24 novembre 1991,
VU l'avis favorable de la CNIL relatif à la liste de thèmes présentés,

D E C I D E**Article 1^{er} - Les thèmes de recherche :**

- Assistance respiratoire à domicile,
- Endoscopie digestive,
- Contrôle des séjours d'une journée en établissements privés,
- Cumul d'actes,
- Cumul de prestations ambulatoires avec un forfait,
- Honoraires de surveillance et actes en K (cumul)
- Honoraires d'assistance opératoire,
- Forfaits de salle d'opération,
- Bilans biologiques pré-opératoires,
- Honoraires de réanimation continue,
- Honoraires facturés pendant les 15 jours suivant une anesthésie,
- Actes de diagnostic et exonération du ticket modérateur,
- Anesthésies péridurales,
- Actes effectués par les pédiatres en service maternité,
- Majorations de nuit ou de dimanche en cliniques privées,
- Chambres d'isolement en maisons de santé mentale,
- Chimiothérapie intensive en maison de santé mentale,
- Pharmacie en maison de repos,
- Cumul des remboursements de pharmacie ou de soins infirmiers en SCM,
- Consommation médicale en établissement d'hébergement pour personnes âgées,
- Soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- Prise en charge CMPP et soins ambulatoires d'orthophonie,
- Dérogation d'âge dans les établissements pour enfants inadaptés,
- Forfaits de séances en CMPP,
- Echographies au cours de la grossesse,
- Dialyse à domicile,
- Activité d'un praticien, d'un auxiliaire médical, d'un tiers,
- Frais de séjours en cliniques privées : facturation en double,
- Consommation médicale de soins infirmiers,
- Consommation médicale de soins d'orthophonie,
- Consommation médicale de soins de masse-kinésithérapie,
- Application du décret n° 86-1378 (plan de rationalisation),
- F.S.O. liés aux actes d'odonto-stomatologie en clinique privée,
- Centres de soins infirmiers,
- Urgences médicales,

décrits en annexe sont mis en œuvre dans la circonscription de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, dans le cadre du programme SIAM.

Article 2 - Le droit d'accès prévu par la loi du 6 janvier 1978 s'exercera auprès du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.
Les thèmes de recherche seront publiés dans la presse locale et dans le recueil départemental des actes administratifs.

Les thèmes de recherche utilisés seront tenus à la disposition du public par affichage dans les locaux fréquentés par les assurés.

Article 3 - La présente décision sera portée à la connaissance des intéressés par affichage dans les locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Le droit d'accès aux informations contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées, il s'exercera auprès du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, 9 boulevard Joffre à Nancy.

En outre, toute personne se voyant opposer les résultats de l'exploitation d'informations découlant de la mise en œuvre des présents thèmes fera l'objet d'une information individualisée lui faisant savoir qu'elle a le droit de connaître et de contester les raisonnements utilisés.

NANCY, le 17 janvier 1994

Le Directeur,
J.L. PETIT

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION « ETUDES STATISTIQUES » DU SYSTEME SIAM

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE DE NANCY

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,

VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n° 69-14 du 6 janvier 1969,

VU le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale,

VU l'avis délivré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à la suite de sa délibération n° 88-31 du 22 mars 1988,

VU la décision du 22 avril 1988 du Directeur de la CNAM relative à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie d'un système d'analyse de fichiers (SIAM),

VU la déclaration d'adhésion de la CPAM de NANCY au système SIAM en date du 20 septembre 1991 et l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 24 novembre 1991,

VU l'avis favorable de la CNIL en date du 16 juillet 1993,

DECIDE

Article 1^{er} - La fonction « Etudes statistiques non nominatives », décrite en annexe est mise en œuvre dans la circonscription de la CPAM de NANCY, dans le cadre du programme SIAM.

Article 2 - Le droit d'accès prévu par la loi du 6 janvier 1978 s'exercera auprès du Directeur de la CPAM de NANCY.

Article 3 - La CPAM de NANCY s'engage :

- à n'utiliser que les seuls quatre groupes de données mentionnées dans la décision du 22 avril 1988 de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie,
- à ne pas interroger les bases de SIAM en introduisant des critères de sélection ne figurant pas dans les quatre groupes de données précitées et provenant de fichiers extérieurs,
- à prohiber tout affichage de données nominatives en cours d'interrogation,
- à ne pas aboutir à des résultats faisant apparaître une population identifiable de façon précise en raison d'échantillons d'étude trop réduits,
- à ne réaliser que des études portant uniquement soit sur les seuls assurés, soit sur les seuls professionnels de santé, soit sur les seuls établissements de soins, soit sur les seuls actes et prescriptions, en excluant toute combinaison de ces catégories de données.

Article 4 - La présente décision sera affichée dans les locaux de la CPAM de NANCY.

Elle décrira la fonction « Etudes statistiques non nominatives », notamment :

- les fichiers et les informations concernés,
- les types de raisonnement utilisés,
- la liste des informations produites,
- la liste des informations non disponibles en cours de traitement ou dans les fichiers résultats.

NANCY, le 17 janvier 1994

Le Directeur,
J.L. PETIT

Annexe 1 à l'acte réglementaire concernant la description de la fonction « Etudes statistiques » du système informationnel de l'assurance maladie (SIAM)

1 - Fichiers et informations

Voir copie de la décision initiale de mise en œuvre du système ci-joint.

2 - Types de raisonnement utilisés

Les différents travaux statistiques envisageables sont définis comme suit :

2.1 - Somme de valeurs

Exemple : recherche du montant total des consultations remboursées par la caisse au titre de la législation des assurances sociales :

Select sum (remmnt-act) from vact where prsnat-act = « C » and assunat-act = « AS »

Résultat du traitement : 93 307 F

Expression 1

93 307

2.2 - Dénombrements

Exemple : comptage du nombre total de personnes protégées présentes au fichier :

Select count (assmac-ben, benidf-ben) from vben

Résultat du traitement : 1 639 personnes protégées

Expression 1

1 639

2.3 - Répartition de variables en classes

Exemple : comptage du nombre de personnes protégées par tranche d'âge :

Select agecls-ben, count (agecls-ben) from vben group by agecls-ben

Résultat du traitement : pyramide des âges de l'ensemble de la population protégée

(classe d'âge)	(nombre d'individus)
AGCECLS-BEN	EXPRESSION 1
00	4
01	70
05	105
10	83
15	125

20	199
25	146
30	135
35	132
40	107
45	76
50	70
55	89
60	87
65	67
70	35
75	41
80	37
85	21
90	6
95	3
CT	1

2.4 - Croisement de variables

Exemple : dénombrement des personnes protégées par sexe et par tranche d'âge :

Select bensex-ben, agecls-ben, count (agecls-ben) from vben group by bensex-ben

(sexe) bensex- ben	(classe d'âge) agecls-ben	(nbre d'individus expres- sion 1)	Bensex- ben	agecls-ben	expres- sion 1
1	00	3	2	00	1
1	01	38	2	01	32
1	05	53	2	05	52
1	10	43	2	10	40
1	15	63	2	15	62
1	20	104	2	20	95
1	25	68	2	25	78
1	30	62	2	30	73
1	35	59	2	35	73
1	40	48	2	40	59
1	45	38	2	45	32
1	50	36	2	50	34
1	55	35	2	55	54
1	60	38	2	60	49
1	65	22	2	65	45
1	70	12	2	70	23
1	75	11	2	75	30
1	80	12	2	80	25
1	85	5	2	85	16
1	90	1	2	90	5
			2	95	3
			2	CT	1

2.5 - Moyennes

Exemple : recherche du montant moyen de la base de remboursement par consultation au titre de la législation des assurances sociales :
select avg (rembse-act) from vact where prsnat-act = « C » and asunat-act = « AS »

Résultat du traitement : 93,67 F

Expression 1

93.6712

3 - Liste des informations produites

3.1 - Caractéristiques générales de la population assurée

- âge
- sexe
- régime et caisse d'affiliation
- nature d'exonération du ticket modérateur (maternité, affection de longue durée, etc...)
- commune de résidence
- qualité des bénéficiaires (conjoint, enfant, etc...)

3.2 - Consommation d'actes ou de prescriptions

- nature de la prestation (consultation acte infirmier, etc...)
- quantité
- coefficients
- lieu d'exécution
- date des soins
- soins en rapport avec une affection de longue durée
- type d'assurance (maladie, maternité, etc...)

3.3 - Ventilation des prestations versées

- centre de paiement
- montant de la dépense
- base de remboursement
- taux de remboursement
- nature du destinataire du règlement (assuré ou tiers)

Situation économique et Financière	- bénéfice du Fonds National de Solidarité	x			
Santé	- état de longue maladie, d'invalidité civile ou militaire	x			x
	- d'accident du travail, de décès	x			x
	- nature des prestations versées	x			x
Justice	- Retenues, oppositions sur prestations	x			x
	- périodes d'interdiction d'exercer		x		
Divers	- caractéristiques des prestations prescrites, exécutées et versées (nature, quantité, montant, taux de remboursement, prescripteur, exécutant, lieu, date, nature d'assurance...)	x	x		x
	- caractéristiques des prises en charges accordées ou refusées (traitement, hospitalisation, accidents du travail, maternité...)	x			
	- mode de règlement des prestations	x	x	X	x
	- durée, volume des droits et nature de modulation ou d'exonération du T.M.	x			x
	- existence d'un accident dans lequel un tiers est impliqué	x			x
	- catégorie de nationalité (français, CEE ou autre)	x	x		
	- nature et montant des retenues sur prestations				x
	- nature et réf. du décompte de prestations				x
	- sélection du décompte de prestations dans le cadre du contrôle a priori				x
	- nature du rattachement de l'assuré à la caisse	x			

**DELIBERATION N° 96-002 DU 16 JANVIER 1996 PORTANT AVIS SUR UN PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE MODIFICATIF
PRESENTE PAR LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS)
RELATIF AU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM) - DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE N° 104917**

LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES

VU la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,

VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret du 6 janvier 1969,

VU les conventions nationales à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,

VU la délibération n°88-31 du 22 mars 1988 concernant la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie du système SIAM,

VU la délibération n° 89-117 du 24 octobre 1989 portant avis sur la création d'un répertoire national de thèmes de recherche utilisables dans le cadre de SIAM,

VU la délibération n° 95-081 du 20 juin 1995 portant avis sur un projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS relatif au système SIAM,

VU le projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS,

APRES avoir entendu M. Maurice VIENNOIS en son rapport et Mme Charlotte-Marie PITRAT, commissaire du gouvernement, en ses observations,

CONSIDERANT que la commission a rendu le 22 mars 1988 un avis favorable à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie, par la CNAMTS, d'un système d'analyse des fichiers, dénommé SIAM, dont l'objet est de permettre aux caisses d'améliorer leur connaissance statistique de l'activité des acteurs de santé et de la pertinence des contrôles réalisés, par le traitement automatisé de données issues de fichiers de gestion déjà déclarés,

CONSIDERANT que la commission s'est également prononcée favorablement le 24 octobre 1989 sur la création par la CNAMTS d'un répertoire national de 35 thèmes de recherche utilisables dans le cadre de SIAM,

CONSIDERANT que la CNAMTS a saisi la CNIL d'une demande d'avis modificative portant notamment sur l'adjonction de quatre nouveaux thèmes de recherche qui sont les suivants :

- le thème n° 36, intitulé « études à vocation statistique », a pour objet de réaliser des études dont les résultats ne sont pas nominatifs et qui concernent la population protégée, les professionnels de santé et les établissements,
- le thème n° 37 est consacré à la « commission médicale », sa finalité étant de réaliser des études économiques sur les actes et les soins consommés et de vérifier le respect de la réglementation ainsi que la détection des pratiques abusives ou frauduleuses,
- le thème n° 38 concerne « l'activité des professionnels de santé, des tiers et des établissements de soins », thème qui permettrait notamment l'étude du comportement d'un groupe de praticiens,
- le thème n° 39, intitulé « comportement des consommateurs » tend à étudier et à suivre le comportement des bénéficiaires de prestations tant d'un point de vue individuel que collectif,

CONSIDERANT que le comité médical paritaire national a émis un avis favorable sur ces nouveaux thèmes,

CONSIDERANT que la commission, avant de se prononcer sur l'adjonction de ces thèmes, a estimé nécessaire et a décidé, par délibération n° 95-080 et n° 95-081 du 20 juin 1995, de procéder à une visite sur place auprès d'une caisse primaire d'assurance maladie afin de mieux apprécier les modalités pratiques actuelles de fonctionnement de SIAM,

CONSIDERANT que la vérification sur place de ce traitement, effectuée le 30 juin 1995 auprès de la CPAM des Yvelines, a permis de constater que les conditions émises par la CNIL, lors des avis rendus sur ledit système, étaient dans leur ensemble respectées ; qu'en particulier, l'accès au traitement était limité à un nombre restreint de personnes habilitées et qu'un dispositif de journalisation des interrogations avait été instauré,

CONSIDERANT que l'adjonction des quatre nouveaux thèmes au répertoire national est légitime et conforme aux missions dévolues aux caisses primaires et aux services médicaux,

CONSIDERANT qu'il importe, lors de la mise en œuvre d'un des thèmes du répertoire national, que les caisses primaires ou les services médicaux respectent l'ensemble des conditions formulées par la CNIL lors des avis rendus sur le système SIAM et qu'en particulier, elles procèdent à l'enregistrement systématique, selon une procédure journalière, des thèmes de recherche, critères et raisonnements programmés, à l'aide du système SIAM afin d'en permettre un contrôle a posteriori ; qu'ainsi les caisses doivent être en mesure de présenter à la CNIL, à sa demande et pour une période donnée, la liste des requêtes effectuées, en cours ou décidées ainsi que les actions entreprises sur le fondement de ces requêtes,

CONSIDERANT que, s'il n'y a plus lieu d'exiger des caisses primaires ou des services médicaux, lorsqu'ils mettent en œuvre un thème du répertoire national, de saisir la CNIL de la demande d'avis alléguée prévue par les délibérations n° 88-31 du 22 mars 1988 et n° 89-117 du 24 octobre 1989, toute utilisation du système SIAM pour la mise en œuvre de thèmes autres que ceux figurant dans le répertoire national devra, en revanche, faire l'objet d'une demande d'avis spécifique,

CONSIDERANT que, conformément à la délibération du 22 mars 1988, la mise en œuvre locale du système doit être précédée dans chaque circonscription de caisses, d'actions d'information auprès des assurés et professionnels de santé, précisant l'objet et les conditions d'utilisation de l'application ainsi que les conditions d'exercice du droit d'accès et de rectification telles que prévues aux articles 34 et suivants de la loi,

PRENANT acte de ce que les thèmes de recherche et de contrôle ainsi que les critères d'observation sont déterminés et évalués en concertation avec les représentants des assurés sociaux et des professionnels de santé, notamment dans le cadre des instances conventionnelles et des unions professionnelles dès lors que les thèmes de recherche et de contrôle relèvent du champ d'action de ces instances,

EMET un avis favorable au projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS.

Le Président,
J. FAUVET

DECISION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA DECISION DU 8 NOVEMBRE 1989 REPERTOIRE NATIONAL DES THEMES DE RECHERCHE UTILISABLES DANS LE CADRE DU SYSTEME SIAM

LE PRESIDENT DE LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES

VU la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,

VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,

VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 27 décembre 1967 modifié par le décret n° 67-14 du 6 janvier 1969,

VU les conventions nationales destinées à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés LASER (avis tacite n° 84-130 - décision du 12 juillet 1984),

VU l'avis de la CNIL en date du 21 juin 1988 (délibération n° 88-69 - décision du 13 juillet 1988) sur le système central de traitement complémentaire de LASER « CONVERGENCE »,

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 22 mars 1988 (délibération n° 88-31) et du 24 octobre 1989 (délibération n° 89-117),

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 16 janvier 1996 (délibération n° 96-002),

DECIDE

Article 1^{er} - Le répertoire national de thèmes de recherche annexé à la décision du 8 novembre 1989 est complété par quatre nouveaux thèmes :

- n° 36 - Etudes à vocation statistique
- n° 37 - La consommation médicale
- n° 38 - L'activité des professionnels de santé, des tiers et des établissements de soins
- n° 39 - Le comportement des consommateurs

Article 2 - La présente décision sera publiée au bulletin juridique de l'UCANSS, affichée dans les locaux des CPAM accessibles au public et portée à la connaissance des professionnels de santé et des établissements par l'intermédiaire des publications qui leur sont régulièrement adressées par les organismes d'assurance maladie.

PARIS, le 27 février 1996

J.C. MALLET

DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE RELATIF A UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES N° 253618

VU la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,

VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,

VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 27 décembre 1967 modifié par le décret n° 67-14 du 6 janvier 1969,

VU les conventions nationales destinées à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés LASER (avis tacite n° 84-130 - décision du 12 juillet 1984),

VU l'avis de la CNIL en date du 21 juin 1988 (délibération n° 88-69 - décision du 13 juillet 1988) sur le système central de traitement complémentaire de LASER « CONVERGENCE »,

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 22 mars 1988 (délibération n° 88-31) et du 24 octobre 1989 (délibération n° 89-117),

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 16 janvier 1996 (délibération n° 96-002),

VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (avis tacite n° 78-17 - décision du 21 mai 2002),

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

DECIDE

Article 1 - A l'aide du programme MIAM, la CPAM interroge ses fichiers pour connaître des statistiques de consommations concernant une cohorte d'assurés suivis dans le cadre de l'étude.

Article 2 - La CPAM s'engage :

- à ne donner aucune information d'ordre strictement médical,
- à ne pas utiliser les données pour des fins propres (contrôle - gestion des risques...),
- à ne pas mémoriser les informations à l'issue de l'étude,
- à prohiber tout affichage de données nominatives en cours d'interrogation
- à ne transmettre aucune information sur l'identité des praticiens ou professionnels auteurs des actes médicaux ou paramédicaux.

Article 3 - Les informations sont transmises au Service Social. Toute les précautions nécessaires sont prises pour préserver la sécurité et l'anonymat des données lors du transfert.

Article 4 - Conformément à l'engagement qu'il a pris et qui est publié dans les locaux de la CPAM, le Service Social s'engage, au vu des signalements transmis, à ne les utiliser qu'à des fins de constitution de dossiers Prestations Supplémentaires.

Article 5 - La présente décision sera affichée dans les locaux de la CPAM de Nancy.

NANCY, le 21 mars 2002

Le Directeur,
H. MOLON

ANNEXE AU PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE

1 - THEME

Arrêt de travail supérieur à 4 mois.

2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Plan local (social) d'action concertée.

3 - OBJET

Proposition d'une aide aux assurés.

4 - POPULATIONS SELECTIONNEES

Assurés en arrêt de travail au-delà de 120 jours.

5 - PERIODE HISTORIQUE TRAITEE

6 mois.

6 - FICHIERS UTILISES

Historique des prestations

PROTOCOLE DE COLLABORATION CONCLU

Entre

- d'une part le Service Social de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Nancy représenté par Madame HOUARD, Chef de Service
- d'autre part la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy représentée par son Directeur, Monsieur MOLON

PREAMBULE

Le Protocole Local d'Action Concertée (PLAC) est signé depuis 1994 entre les directions de la CPAM, de la CRAM et du Service Médical, Pour l'année 2002, le PLAC social est constitué de 5 avenants.

C'est en particulier pour la réalisation du 5^{ème} avenant que la collaboration de la CPAM est recherchée.

L'idée est de recueillir l'information déjà enregistrée dans les fichiers de la CPAM dès lors qu'un règlement d'indemnités journalières est intervenu.

Le présent protocole décrit les modalités de ces échanges d'informations et les obligations de chaque partie signataire.

Article 1 - Le service Statistique de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie transmet tous les mois à compter de la signature du présent protocole, les informations concernant les assurés ciblés par l'étude.

Ces informations sont pour chaque assuré :

- son numéro national d'identité
- sa date de naissance
- son code régime
- son adresse
- le montant de l'indemnité journalière versée
- le nombre de jours indemnités

Ces données sont transmises via une messagerie sécurisée.

Article 2 - Chaque signalement concernera les personnes en arrêt de travail indemnisé excédant 4 mois.

Article 3 - La CPAM mettra en œuvre le Système Informationnel de l'Assurance Maladie (MIAM) dans le cadre d'un thème statistique déclaré à la CNIL.

ENGAGEMENT DES DEUX PARTIES

Article 4 - Conformément aux engagements signés par les deux parties signataires, aucune utilisation de ces données ne sera faite en dehors du cadre strict du PLAC.

En particulier, les deux parties s'engagent à ne faire apparaître, dans aucune publication que ce soit, des données nominatives.

Les engagements pris vis à vis de la CNIL seront respectés par les deux parties (notamment affichage des actes réglementaires).

Article 5 - Les deux parties se tiennent régulièrement informées du bon déroulement de l'opération. En particulier, tous les problèmes d'exploitation devront être signalés rapidement.

Article 6 - Le présent accord est valable durant toute la validité du PLAC sauf dénonciation de l'une des deux parties.

Toute dénonciation devra être adressée à l'autre partie par lettre recommandée et sera effective dans les deux mois suivant sa réception.

Tout manquement grave aux engagements pris par les deux parties vis à vis de la CNIL entraîne automatiquement la résiliation de l'accord.

Fait à NANCY, le

Pour la CPAM

Pour le Service Social

ANNEXE 12

La CPAM réalise une requête SIAM à partir des fichiers VIJC et VBEN

```
Select assmac_ijc, benidf_ben, nomstd_ben, nomprm_ben, voinum_drg, voicnu_drg, voityp_drg, voilib_drg, adrcpl_drg, bdicod_drg, rsdlib_drg, ijcdrd_ijc,
ijcdrf_ijc, ijcdnt_ijc
From vijc,vben
Where assmac_ijc=assmac_ben
and(ijcdnt_ijc-ijcdnt_ijc+1)>120
and gescai_ben=gescai_ijc
and ijcdnt_ijc>'&&&&&'
and asunat_ijc='AS'
```

Les résultats de la requête seront exploités sous EXCEL.

Le fichier transmis au Service Social contiendra les informations suivantes :

- matricule de l'assuré
- nom
- prénom
- adresse
- date de début de l'acte
- date de fin de l'acte
- nombre d'actes

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES
DANS LE CADRE SITE INTERNET DE LA MSA DE LORRAINE

LE DIRECTEUR DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

ainsi que le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 relatif à l'application de la loi du 6 janvier 1978 précitée,

Vu les articles R115-1 et R115-2 du Code de la Sécurité Sociale,

Vu le décret n°96-793 du 12 septembre 1996 relatif à l'autorisation d'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques et à l'institution d'un répertoire national des bénéficiaires de l'Assurance Maladie et modifiant le Code de la Sécurité Sociale en ces articles R115-1 et R115-2,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés N° 1050230 en date du 19/11/2004.

D E C I D E

Article 1er : Il est créé à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine à Vandœuvre-Les-Nancy (-54507) un site Internet Web, dont l'objet est de fournir des informations et des communications précises à ses adhérents, dans le cadre duquel sont mis en œuvre les traitements automatisés d'informations nominatives suivants :

- la diffusion d'informations relatives à des personnes salariées et administrateurs appartenant à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine dans des publications de type annuaire,
- la collecte de données personnelles par le biais de formulaires pour s'inscrire à une lettre d'informations, pour effectuer des formalités administratives et réaliser des simulations de calcul de prestations sociales.
- l'accès restreint pour certaines populations à certains services du site pour consultation de données spécifiques.

Article 2 : Les catégories d'informations nominatives traitées sont :

- pour la diffusion d'informations, relatives à des personnes salariées et administrateurs appartenant à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine :

- Identité : nom, prénom
- Numéro de téléphone professionnel
- Domaine d'activité, métier
- Secteur de gestion ou géographique
- Adresse email
- Photographie

- pour la collecte de données personnelles par le biais de formulaires :

lettre d'information : données conservées

- adresse email

démarches administratives : données non conservées

- identité
- date de naissance
- adresse email
- téléphone, fax
- adresse postale
- numéro d'immatriculation NIR

simulations de calcul : données anonymes et non conservées

- dates de naissance
- situation familiale
- catégorie socio-professionnelle
- ressources, revenus

- pour l'accès restreint à certains services du site :

dossiers de presse : données conservées

- nom, prénom
- nom de l'entreprise
- numéro de téléphone
- adresse postale
- adresse email

espace professionnels de santé : données conservées

- nom, prénom
- nom de l'entreprise
- numéro de téléphone
- adresse postale
- adresse email

Article 3 : Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont :

- pour la diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant à la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine :

- les visiteurs du site Web

- pour la collecte de données personnelles par le biais de formulaires :

- la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine
- ou divisions, ...)

- pour l'accès restreint aux dossiers de presse et à l'espace professionnels de santé :

- la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine

Article 4 : Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de M. Leduc responsable Communication MSA de Lorraine.

Les personnes disposent d'un droit d'opposition à la diffusion sur le site d'informations les concernant et en sont informées par affichage dans les locaux et par publication dans l'intranet. Les utilisateurs du site sont informés de leurs droits au moyen de publications dans la partie « infos légales » du site internet et des pages de collecte d'informations.

Article 5 : Le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée.

M. Jean-Marie GERARD,
Directeur Général de la MSA de Lorraine.

AVIS DE CONCOURS

DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT
DE DEUX CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - SAINT-CHARLES

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL

Vu la Loi n° 83.634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statuts particuliers du corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de deux postes de Cadres de Santé diffusé le 4 février 2005 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1 : Un concours sur titres **interne** est ouvert à partir du 1^{er} mai 2005 pour pouvoir deux postes vacants de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de TOUL, dans la filière « personnels infirmiers ».

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,

- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière comptant au 1^{er} janvier 2005, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du centre Hospitalier de Toul, accompagnées des pièces suivantes:

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de cadre de Santé,

- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

TOUL, le 6 mars 2005

Le Directeur,
W. STRAUSS

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	189
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	189
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	189
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.10 DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE	189
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.11 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER, DBAF	190
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	190
CINQUIEME BUREAU	190
ARRETE DU 21 JANVIER 2005 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE ARBED A LA CONCESSION DE MINES DE FER D'ERROUVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)	190
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	191
DEUXIEME BUREAU	191
ARRETE REFUSANT L'INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE	191
ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	191
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	199
TROISIEME BUREAU	209
ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXPULSION DES ETRANGERS	209
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	210
PREMIER BUREAU	210
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND COURONNE	210
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU GRAND COURONNE	210
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT INTERCOMMUNAL OMNISPORTS DU GRAND COURONNE	210
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU GRAND COURONNE	211
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE	211
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAUCHERE	211
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT DES EAUX DE L'OBRIEN-MOSELLE	212
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE	212
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. COMMUNAUTE DE COMMUNES DU FROIDMONT	212
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT DES EAUX DE CHAMPEY-SUR-MOSELLE	213
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE PAGNY-SUR-MOSELLE	213
ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I. SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE VILLERUPT	213
RETRAITS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BAYONNAIS ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS DU SIVOM DE LA HAUTE-MOSELLE A LA CARTE	214
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	214
ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LE CHANGEMENT DE TRESORIER DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DE VILLERS-LA-MONTAGNE	214
ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LE CHANGEMENT DE TRESORIER DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU REGROUPEMENT DES DEUX RASES DE THIL-LANGEVIN ET DE VILLERUPT	215
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DU SIEGE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL « ESPACE VIDEOCOMMUNICATION 2000 »	215
ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LE CHANGEMENT DE TRESORIER DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE CRUSNES-ERROUVILLE	216
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	216
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1 ^{ER} CYCLE DANS LE SECTEUR DE TOUL	216
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARTICLE 3 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE	217
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	217
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	217
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	217
ARRETE N° 015/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-52	217

ARRETE N° 019/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-09.....	218
ARRETE N° 46 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 158 - EURL 2000 - 3 RUE DE LA GARE - 54450 AVRICOURT.....	218
POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE AUTONOMIE.....	219
ARRETE N° 1320 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY ET DE PIENNES ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX.....	219
ARRETE N° 1321 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL D'HEILLECOURT ET DE LUDRES ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX.....	219
ARRETE N° 1322 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LUNEVILLE ET DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX.....	220
ARRETE N° 1323 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LIVERDUN ET DE PONT-A-MOUSSON ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX.....	221
ARRETE N° 1328 DU 8 FEVRIER 2005 REJETANT LA DEMANDE DE CREATION D'UN CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL A BAINVILLE SUR MADON PRESENTEE PAR L'ASSOCIATION « LA FERME DE LA FAISANDERIE » A NEUVES-MAISONS.....	221
ARRETE N° 1371 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA CREATION D'UNE STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MEDICAUX ET/OU DE SPECIALISTES (SISMES) POUR 21 DES 30 PERSONNES DU FOYER OCCUPATIONNEL « LA MAISON DU PRE ST CHARLES ».....	222
21 RUE DE LA MEUSE -54860- HAUCOURT-MOULAIN GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX.....	222
ARRETE N° 1388 DU 8 FEVRIER 2005 ANNULANT ET REMPLAÇANT L'ARRETE N°1315 DU 28 DECEMBRE 2004 AUTORISANT L'EXTENSION DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES-AUX-SALINES SUR LE SITE D'ESSEY LES NANCY-PULNOY DIT CAT « HORS LES MURS » GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE TRAVAIL PROTEGE ET D'HEBERGEMENT DE ROSIERES-AUX- SALINES.....	222
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	223
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....	223
ARRETE 05/DDAF/N° 06/FORET PORTANT FIXATION DU SEUIL DE SURFACE DES COUPES NECESSITANT UNE AUTORISATION PREALABLE AU TITRE DE L'ARTICLE L.10 DU CODE FORESTIER.....	223
ARRETE 05/DDAF/N° 07/FORET PORTANT FIXATION DU SEUIL DE SURFACE DES COUPES RASES IMPOSANT LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES NECESSAIRES AU RENOUVELLEMENT DES PEUPELEMENTS FORESTIERS AU TITRE DE L'ARTICLE L.9 DU CODE FORESTIER.....	223
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-20 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL DE FILLIERES.....	223
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	224
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/44 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. OLIVIER VAN HAMME, DOCTEUR VETERINAIRE A LONGWY.....	224
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/52 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. XAVIER VANDENBROUCKE, DOCTEUR VETERINAIRE A AYDOILLES.....	224
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/62 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE A MLE AURORE CAUCHOIS, DOCTEUR VETERINAIRE A LONGUYON.....	225
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/63 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A MLE VERONIQUE VOISIN, DOCTEUR VETERINAIRE A VERVIERS (BELGIQUE).....	225
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/66 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. DAVID JACQUES, DOCTEUR VETERINAIRE A SSELICH (BELGIQUE).....	226
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/68 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. CHRISTOPHE LASSUS, DOCTEUR VETERINAIRE A ANTHELUPT.....	226
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/28 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A MME NATHALIE PINON, DOCTEUR VETERINAIRE A TONNOY.....	227
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	227
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	227
AVIS.....	227
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	227
DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL.....	227
DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE" AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL.....	227
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....	228
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE ATTON.....	228
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE DIEULOUARD.....	228
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE FLEVILLE DEVANT NANCY.....	229
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE VITERNE.....	229
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	229
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	229
ARRETE S.G.A.R. N° 2005-43 EN DATE DU 10 FEVRIER 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	229

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 05.BODE.10
DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUELE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement, et à Monsieur Dominique Louis, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à Monsieur Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à Monsieur Serge Hector, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à Monsieur Philippe Petitjean, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à Monsieur Daniel Morlon, chef du service de l'ingénierie publique et à Monsieur Antoine Vogrig, chef de l'arrondissement territorial Nord et Sud à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 4 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.**ARTICLE 6 :** Délégation est donnée à Monsieur Philippe Thirion, chef de l'arrondissement études et grands travaux au services navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 7 : Délégation est donnée à Monsieur Jean Vinson, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 8 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.84 du 20 décembre 2004 est abrogé.**ARTICLE 9 :** Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 17 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.11 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant Monsieur Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.68 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1, chapitre II, de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

CHAPITRE II : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE INGENIERIE DE L'EAU

201 - recouvrement des redevances FNDAE sur les consommations d'eau potable pour les volumes consommés en 2003 et les années antérieures.

202 - recouvrement des taxes sur les consommations d'eau provenant des distributions publiques pour les volumes consommés en 2004.

203 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

ARTICLE 2 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de Monsieur Yves ROYER, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par Monsieur Philippe PETITJEAN, directeur adjoint ou, en cas d'absence de Monsieur Philippe PETITJEAN, par Monsieur Jean VINSON.

ARTICLE 3 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Délégation de signature est donnée en toute période à :

- Monsieur Philippe PETITJEAN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception de :

- des rubriques 104 - 108 - 111 - 112

- des décisions intervenant à l'issue d'un contrôle pour les autres rubriques.

- Monsieur Jean VINSON pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.

- Monsieur Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.

- Madame Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 404, 407, 409 et 412 et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.

- Madame Yolande FISCHER pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.

- Mademoiselle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.

- Messieurs Philippe PETITJEAN, Jean VINSON, Jean-Luc JANEL, Mesdames Catherine NORMANDIN, Yolande FISCHER et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par Monsieur Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Yves ROYER, Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 24 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE DU 21 JANVIER 2005 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE ARBED
A LA CONCESSION DE MINES DE FER D'ERROUVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE)**

LE MINISTRE DELEGUE A L'INDUSTRIE

Vu le code minier,

Vu le décret n° 80-204 du 11 mars 1980 relatif aux titres miniers, ensemble le décret n° 95-424 du 19 avril 1995 modifié ;

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières, ensemble le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié ;

Vu le décret du 8 novembre 1895 instituant, au profit de la Société anonyme Lorraine industrielle, la concession de mines de fer d'Errouville, d'une superficie de 948 hectares portant sur partie du territoire des communes de Crusnes, Errouville et Serrouville (Meurthe-et-Moselle), ensemble le cahier des charges y annexé ;

Vu le décret du 18 avril 1973 autorisant la mutation, notamment, de la concession susvisée au profit de la société des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (ARBED), ensemble l'avenant au cahier des charges y annexé ;

Vu la demande en date du 23 mars 1994, complétée le 7 février 1995, par laquelle la société ARBED, dont le siège social est à Luxembourg et le siège administratif en France au 14, rue Paul Lancrenon, 57390-Audun-le-Tiche, a sollicité l'acceptation de renonciation totale à la concession d'Errouville ;

Vu les documents joints à cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2000 donnant acte à la société ARBED de l'arrêt définitif des travaux miniers et de la cessation d'utilisation d'installations minières associées attachés à la concession d'Errouville ;
Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine en date du 12 août 2004 ;
Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 10 septembre 2004 ;
Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 15 décembre 2004 ;

A R R E T E

Art. 1^{er}. - La renonciation de la société ARBED à la concession de mines de fer d'Errouville, portant sur partie du territoire des communes de Crusnes, Errouville et Serrouville (Meurthe-et-Moselle) est acceptée.

En conséquence, il est mis fin à cette concession et le gisement correspondant est replacé dans la situation de gisement ouvert aux recherches.

Art. 2. - Un extrait du présent arrêté sera, par les soins du préfet, affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans les communes intéressées, inséré au Recueil des actes administratifs de cette préfecture et, aux frais du demandeur, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone anciennement couverte par la concession.

Art. 3. - La directrice des ressources énergétiques et minérales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, par extrait, au *Journal officiel* de la République française.

PARIS, le 21 janvier 2005

Pour le Ministre et par délégation,
Par empêchement du Directeur Général
de l'Energie et des Matières Premières,
La Directrice des Ressources Énergétiques et Minérales,
Sophie GALEY-LERUSTE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****ARRETE REFUSANT L'INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et notamment son article II;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 17 mai 2004 par M. Marco DOS SANTOS, exploitant du magasin de matériel informatique « DS Informatique », 29 rue Sadi Carnot 54220 MALZEVILLE ;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu la demande de renseignements complémentaires présentée par la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance lors de sa réunion du 5 juillet 2004 ;

Vu les précisions apportées par l'exploitant dans un courrier en date du 16 septembre 2004 ;

Vu l'avis défavorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004, au vu du plan et des photographies produites;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que seules les autorités publiques peuvent être autorisées à enregistrer des images sur la voie publique au moyen de la vidéosurveillance, à l'exclusion de tout opérateur privé ;

Considérant, au vu des photographies produites, que la caméra visionnerait une large partie du trottoir devant l'immeuble ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'autorisation d'installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe aux abords du magasin « DS Informatique », 29 rue Sadi Carnot 54220 MALZEVILLE, est **refusée**.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Marco DOS SANTOS, exploitant

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Malzéville

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0005 à l'hypermarché CORA, situé avenue de Saulxures 54271 ESSEY-Lès-NANCY;

Vu la demande présentée le 10 décembre 2004 par le service de surveillance de l'hypermarché;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E**ARTICLE 1er -**

L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0005

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

L'hypermarché CORA, situé avenue de Saulxures 54271 ESSEY-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras intérieures fixes, 24 caméras intérieures mobiles et 6 caméras extérieures mobiles.

Article 2 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'hypermarché.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Dominique GRIGNON, directeur de l'hypermarché

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0027 à l'agence bancaire « Crédit Agricole de Lorraine », située avenue Albert 1^{er} 54150 BRIEY;

Vu la demande présentée le 6 décembre 2004 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E**ARTICLE 1er -**

L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0027

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras intérieures fixes dans son agence située avenue Albert 1^{er} 54150 BRIEY.

Article 2 -

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. DELVERT, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de BRIEY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0029 à l'agence bancaire « Crédit Agricole de Lorraine », située Résidence Jeanne d'Arc 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE;

Vu la demande présentée le 6 décembre 2004 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E**ARTICLE 1er -**

L'arrêté du 11 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0029

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras intérieures fixes dans son agence située Résidence Jeanne d'Arc 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE.

Article 2 -

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. DELVERT, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0051 à l'agence bancaire « Crédit Agricole de Lorraine », située 27 rue Jolain 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT;

Vu la demande présentée le 6 décembre 2004 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E**ARTICLE 1er -**

L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0051

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras intérieures fixes dans son agence située 27 rue Jolain 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT.

Article 2 -

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. DELVERT, responsable sécurité de la banque

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0118 à l'Hôpital Central et l'Hôpital Saint-Julien, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54035 NANCY;
Vu la demande présentée le 18 octobre 2004 par le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de NANCY;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0118

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de NANCY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance

*** sur le site de l'Hôpital Central :**

13 caméras extérieures fixes - 2 caméras extérieures mobiles

*** Bâtiment neurologique :**

16 caméras intérieures fixes

10 caméras intérieures mobiles

*** Accueil des urgences :**

17 caméras intérieures fixes

*** sur le site de l'Hôpital Saint-Julien :**

2 caméras extérieures fixes

Article 2 -

Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont l'inspecteur de la sûreté de l'établissement ainsi que le personnel habilité des services techniques.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Marcel DOSSMANN, directeur des Hôpitaux Urbains

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0309 à la Caisse de Crédit Mutuel, 2 place Jeanne d'Arc 54190 VILLERUPT ;

Vu la demande présentée par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0309

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe à son agence située 2 place Jeanne d'Arc 54190 VILLERUPT.

Article 2 -

Le service de sécurité de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VILLERUPT

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n° 54.97.0385 à l'agence du Crédit Lyonnais située 12 place Léopold 54300 LUNEVILLE;

Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} -

L'arrêté du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n°

54.97.0385

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures fixes à son agence située 12 place Léopold 54300 LUNEVILLE.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LUNEVILLE

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n° 54.97.0386 à l'agence du Crédit Lyonnais située 7 bis rue Saint-Georges 54000 NANCY;

Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} -

L'arrêté du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n°

54.97.0386

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras intérieures fixes à son agence située 7 bis rue Saint-Georges 54000 NANCY.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n° 54.97.0387 à l'agence du Crédit Lyonnais située 4 place Paul Painlevé 54000 NANCY;

Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} -

L'arrêté du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n°

54.97.0387

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras intérieures fixes à son agence située 4 place Paul Painlevé 54000 NANCY.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n° 54.97.0388 à l'agence du Crédit Lyonnais située 51 rue de Metz 54000 NANCY;

Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} -

L'arrêté du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n°

54.97.0388

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras intérieures fixes à son agence située 51 rue de Metz 54000 NANCY.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n° 54.97.0394 à l'agence du Crédit Lyonnais située 20 rue Victor Hugo 54700 PONT-A-MOUSSON;

Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} -

L'arrêté du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n°

54.97.0394

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures fixes à son agence située 20 rue Victor Hugo 54700 PONT-A-MOUSSON.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n° 54.97.0397 à l'agence du Crédit Lyonnais située 166 avenue du Général Leclerc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu la demande présentée le 1^{er} octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} -

L'arrêté du 26 janvier 1998 délivrant l'autorisation n°

54.97.0397

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras intérieures fixes à son agence située 166, avenue du Général Leclerc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de la banque

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2000 délivrant l'autorisation n° 54.99.0064 à l'hypermarché AUCHAN, rue de la Sapinière 54524 LAXOU;

Vu la demande présentée le 4 novembre 2004 par M. Yohann CHEVALIER, responsable sécurité de l'établissement;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 17 mars 2000 délivrant l'autorisation n°

54.99.0064

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

L'hypermarché AUCHAN, rue de la Sapinière 54524 LAXOU, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance sur les sites suivants :

*** Surface de vente :**

10 caméras intérieures fixes - 8 caméras intérieures mobiles

*** Galerie marchande :**

5 caméras intérieures fixes - 4 caméras intérieures mobiles

*** PC Sécurité :**

3 caméras intérieures fixes

*** Parking du personnel :**

5 caméras extérieures fixes

*** Cour de service**

5 caméras extérieures mobiles

*** Sas de sécurité :**

1 caméra extérieure fixe - 1 caméra intérieure fixe

*** Parking clientèle :**

4 caméras extérieures mobiles

*** Station-service**

6 caméras extérieures fixes

*** Réserves**

17 caméras intérieures fixes - 6 caméras intérieures mobiles

soit un total de **75 caméras**.

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'hypermarché.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Yohann CHEVALIER, responsable sécurité de l'hypermarché

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LAXOU

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 délivrant l'autorisation n° 54.01.0018 au bureau de tabac QUENTIN-GIRAULT, situé Galerie marchande du Centre Commercial CORA 54180 HOUEMONT;

Vu la demande présentée le 22 décembre 2004 par M. Jean-Claude QUENTIN, cogérant de l'établissement;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 17 juillet 2001 délivrant l'autorisation n°

54.01.0018

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

M. Jean-Claude QUENTIN est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras intérieures mobiles au bureau de tabac QUENTIN-GIRAULT situé Galerie marchande du Centre Commercial CORA 54180 HOUEMONT.

Article 2 -

Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont MM. Jean-Claude QUENTIN et Jean-François GIRAULT, cogérants.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude QUENTIN, cogérant de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de HOUEMONT

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 28 octobre 2004 par M. Jean-Charles FONTAINE, gérant du bureau de tabac situé 111-115 Grande Rue 54000 NANCY

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Jean-Charles FONTAINE est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes au bureau de tabac situé 111-115 Grande Rue 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0070

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Charles FONTAINE, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Charles FONTAINE, gérant de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 11 octobre 2004 par M. Patrick TRANCHET, directeur de l'organisation et des systèmes d'information à la banque SNVB, centre administratif 2 rue de la Vologne 54520 LAXOU ;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Patrick TRANCHET, directeur de l'organisation et des systèmes d'information à la banque SNVB, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes à l'agence bancaire située 4 place André Maginot 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0071

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité générale situé au centre administratif, 2 rue de la Vologne 54520 LAXOU.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Patrick TRANCHET, directeur de l'organisation et des systèmes d'information à la banque SNVB

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 12 octobre 2004 par M. Hubert RAGON, gérant de la société « MIRABELLOR », sise 45 rue de la Chapelle 54110 ANTHELUPT;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Hubert RAGON est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes et quatre caméras extérieures fixes sur le site des établissements « MIRABELLOR », 45 rue de la Chapelle 54110 ANTHELUPT, sous le numéro :

54.04.0072

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Hubert RAGON, gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert RAGON, gérant de la société

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-Mme le maire de ANTHELUPT

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 27 octobre 2004 par M. Gino TARANTO, gérant de la s.a.r.l « ILEA », en vue de l'équipement du magasin de vêtements « COP COPINE », situé Galerie marchande du Centre Commercial AUCHAN, boulevard de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005, demandant le déplacement de la caméra n° 4, orientée vers les cabines d'essayage;

Vu le nouveau plan produit par M. TARANTO le 18 janvier 2005, indiquant le déplacement de la caméra en cause ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Gino TARANTO est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes au magasin de vêtements « COP COPINE », situé Galerie marchande du Centre Commercial AUCHAN, boulevard de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN, sous le numéro :

54.04.0073

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Gino TARANTO, gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gino TARANTO, gérant de la société

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 27 octobre 2004 par le service de sécurité de la banque « Crédit Mutuel », 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ ;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - Le service de sécurité de la banque « Crédit Mutuel », 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe à l'agence située 32 rue Saint-Jean 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0074

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la banque, 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Dominique FAQUET, chargé du service de sécurité

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 22 octobre 2004 par M. Sylvain RICHARD, responsable de l'agence du « Haut du Lièvre » de l'OPAC de Nancy, 12 rue de Serre - 54000 NANCY;
Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'OPAC de Nancy - agence du « Haut du Lièvre », est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes dans le hall d'entrée de la Tour 8, « Les Aulnes », 54320 MAXEVILLE, sous le numéro :

54.04.0075

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence du « Haut du Lièvre » de l'OPAC de Nancy.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Sylvain RICHARD, responsable de l'agence du « Haut du Lièvre » de l'OPAC de Nancy

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MAXEVILLE

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 8 novembre 2004 par la banque KOLB, sise 1 et 3 place du général de Gaulle 88500 MIRECOURT ;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La banque KOLB, sise 1 et 3 place du général de Gaulle 88500 MIRECOURT, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, dans son agence située 39 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX, sous le numéro :

54.04.0077

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur logistique de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Eric HOFFMANN, directeur de la logistique à la banque KOLB

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de SAINT-MAX

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 26 octobre 2004 par «CRDT Est» S.A (Collecte et Regroupement de Déchets Toxiques), ZI « La Haie Sorette » 54450 DOMJEVIN;
Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Daniel BAUMGARTEN, directeur de la société, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes et une caméra extérieure mobile sur le site de «CRDT Est» S.A, ZI « La Haie Sorette » 54450 DOMJEVIN, sous le numéro :

54.04.0078

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur du centre.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Daniel BAUMGARTEN, directeur de la société

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de DOMJEVIN

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 17 novembre 2004 par M. Laurent MORET au nom de la S.A « DISTRAC », « STATIONMARCHE » Centre Auto, ZI du Pulventeux 54400 LONGWY;
Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Laurent MORET, directeur de la S.A « DISTRAC », est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras intérieures fixes sur le site du Centre Auto « STATIONMARCHE », ZI du Pulventeux 54400 LONGWY, sous le numéro :

54.04.0079

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Laurent MORET, directeur de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Laurent MORET, directeur de la société

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LONGWY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 9 novembre 2004 par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), sis 3 boulevard d'Austrasie 54001 NANCY;

Vu le récépissé en date du 29 novembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), sis 3 boulevard d'Austrasie 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, à l'entrée de l'Ecole Nationale d'Application des Cadres Territoriaux (ENACT), 3 boulevard d'Austrasie 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0080

ARTICLE 2 - Le système ne comporte pas d'enregistrement des images.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 4 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 5 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gérard RUELLE, directeur de l'ENACT de Nancy

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 6 décembre 2004 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, à l'agence bancaire « Crédit Agricole de Lorraine », 2 place Saint-Epvre 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0081

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine 57000 METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 16 décembre 2004 par « Foot Locker France S.A.S », sise 20 rue de l'Arc de Triomphe 75017 PARIS;

Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - « Foot Locker France S.A.S », sise 20 rue de l'Arc de Triomphe 75017 PARIS, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, dans les locaux de son magasin d'articles de sport, 39-41 rue Saint-Jean 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0082

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de la sécurité au siège social de PARIS.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Lionel GIANNINI, responsable sécurité de la société

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 13 décembre 2004 par M. Maurice AKREMANN, exploitant de la boulangerie « Le Grillon », 17 rue de la République 54510 TOMBLAINE;

Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Maurice AKREMANN est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, à la boulangerie « Le Grillon », 17 rue de la République 54510 TOMBLAINE, sous le numéro :

54.04.0083

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Maurice AKREMANN, exploitant de la boulangerie.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Maurice AKREMANN, exploitant de la boulangerie

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de TOMBLAINE

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée par Mme Corinne BOTTESINI, exploitante du bureau de tabac - point presse « Atchoum », 90 rue Saint-Nicolas 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - Mme Corinne BOTTESINI est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, au bureau de tabac - point presse « Atchoum », 90 rue Saint-Nicolas 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0084

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Corinne BOTTESINI, exploitante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Corinne BOTTESINI, exploitante de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 1^{er} décembre 2004 par M. Gilbert TURBAN, dirigeant de l'entreprise « Lorraine Confiserie », ZAC de La Croisette 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT;

Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Gilbert TURBAN est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes, dans les locaux de « Lorraine Confiserie », ZAC de La Croisette 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT, sous le numéro :

54.04.0085

ARTICLE 2 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. et Mme TURBAN, dirigeants de l'entreprise.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gilbert TURBAN, dirigeant de l'entreprise

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 29 décembre 2004 par M. Alexandre GILFRICH, cogérant du bar-tabac « Le Capricorne », 5 rue de Courcelles 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE ;
Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Alexandre GILFRICH est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, au bar-tabac « Le Capricorne », 5, rue de Courcelles 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE, sous le numéro :

54.04.0086

ARTICLE 2 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont MM Alexandre et Jean-Luc GILFRICH, cogérants de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alexandre GILFRICH, cogérant de l'établissement

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de LAY-SAINT-CHRISTOPHE

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 décembre 2004 par M. Gérard MONET, gérant du bureau de tabac - point presse « Les Ombelles », Centre Commercial « Les Ombelles », « Haut-du-Lièvre » 54100 NANCY ;
Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Gérard MONET est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, au bureau de tabac - point presse « Les Ombelles », Centre Commercial « Les Ombelles », « Haut-du-Lièvre » 54100 NANCY, sous le numéro :

54.04.0087

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Gérard MONET, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Gérard MONET, gérant de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 3 décembre 2004 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, à l'agence bancaire « Crédit Agricole de Lorraine », 103 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX, sous le numéro :

54.04.0088

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine 57000 METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de SAINT-MAX

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 janvier 2005 par Mme Claudine PERRETTE, exploitante du bureau de tabac - point presse - station-service situé 8 route de Strasbourg 54450 OGEVILLER;
Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme Claudine PERRETTE est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, au bureau de tabac - point presse - station-service, situé 8 route de Strasbourg 54450 OGEVILLER, sous le numéro :

54.04.0089

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Christian PERRETTE.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Claudine PERRETTE, exploitante de l'établissement

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de OGEVILLER

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 5 janvier 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu le récépissé en date du 10 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 17 janvier 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, à l'agence bancaire « Crédit Agricole de Lorraine », 20 place Henri Mengin 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0090

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine 57000 METZ.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

TROISIEME BUREAU

ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXPULSION DES ETRANGERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, en son article 24 instituant une commission d'expulsion des étrangers dans chaque département;

Vu le décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié portant application des articles 23, 24, 25 bis, 27 ter, 28 et 33 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juin 1982 portant création de la commission spéciale d'expulsion des étrangers;

Vu les décisions des 2 juillet 2003 et 22 avril 2004 de M. le président du tribunal administratif de Nancy;

Vu le courrier en date du 01 décembre 2004 de M. le président du tribunal de grande instance de NANCY;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La composition de la commission d'expulsion des étrangers visée à l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée est ainsi composée:

Président:

- M. Alain COURTOIS, vice-président du tribunal de grande instance de Nancy désigné par M. le Président du tribunal de grande instance de Nancy.

Membres:

1) désignés par M. le Président du tribunal de grande instance de Nancy:

- Mme Christine LEFEVRE- GANAHL, vice-présidente du tribunal de grande instance de Nancy chargée de l'application des peines en qualité de membre titulaire;

- Mme Nathalie LAUER, juge, en qualité de membre suppléant;

2) désignés par M. le Président du tribunal administratif de Nancy:

- M. Thierry BONHOMME, conseiller au tribunal administratif de Nancy, en qualité de membre titulaire;

- Mme Corinne BAES-HONORE, conseiller au tribunal administratif de Nancy, en qualité de membre suppléant;

ARTICLE 2 - L'arrêté du 10 juin 1982 est abrogé.

ARTICLE 3 - M. le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND COURONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 désignant le percepteur de LAY-SAINT-CHRISTOPHE en qualité de comptable de la communauté de communes du Grand Couronné ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur de la communauté de communes du Grand Couronné est le comptable d'ESSEY-LES-NANCY.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU GRAND COURONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 désignant le percepteur de LAY-SAINT-CHRISTOPHE en qualité de comptable du SIVU du Grand Couronné ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du SIVU du Grand Couronné est le comptable d'ESSEY-LES-NANCY.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du SIVU du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL OMNISPORTS DU GRAND COURONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 avril 1991 créant le syndicat intercommunal Omnisports du Grand Couronné ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal Omnisports du Grand Couronné est le comptable d'ESSEY-LES-NANCY.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal Omnisports du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU GRAND COURONNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1989 désignant le percepteur de LAY-SAINT-CHRISTOPHE en qualité de comptable du syndicat intercommunal scolaire du Grand Couronné ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal scolaire du Grand Couronné est le comptable d'ESSEY-LES-NANCY.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal scolaire du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2002 désignant le percepteur de LAY-SAINT-CHRISTOPHE en qualité de comptable du syndicat mixte départemental d'assainissement non-collectif de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat mixte départemental d'assainissement non-collectif de Meurthe-et-Moselle est le comptable de MAXÉVILLE.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement non-collectif de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAUCHERE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2000 désignant le percepteur de LAY-SAINT-CHRISTOPHE en qualité de comptable du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère est le comptable de MAXÉVILLE.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT DES EAUX DE L'OBRIION-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1978 créant le syndicat des eaux de l'Obrion-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat des eaux de l'Obrion-Moselle est le comptable de MAXÉVILLE.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat des eaux de l'Obrion-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 désignant le percepteur de NOMENY en qualité de comptable du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère est le comptable de MAXÉVILLE.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU FROIDMONT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1994 désignant le percepteur de VANDIÈRES en qualité de comptable de la communauté de communes du Froidmont ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur de la communauté de communes du Froidmont est le comptable de PONT-A-MOUSSON.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Froidmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT DES EAUX DE CHAMPEY-SUR-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1980 désignant le percepteur de VANDIÈRES en qualité de comptable du syndicat des eaux de CHAMPEY-SUR-MOSELLE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat des eaux de CHAMPEY-SUR-MOSELLE est le comptable de PONT-A-MOUSSON.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat des eaux de CHAMPEY-SUR-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE PAGNY-SUR-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 1962 créant le syndicat intercommunal scolaire de PAGNY-SUR-MOSELLE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal scolaire de PAGNY-SUR-MOSELLE est le comptable de PONT-A-MOUSSON.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat intercommunal scolaire de PAGNY-SUR-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT PRISE EN COMPTE DE LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES POUR LES E.P.C.I.
SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE VILLERUPT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 août 1962 créant le syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt est le comptable de LONGWY.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 18 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

RETRAITS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BAYONNAIS ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS
DU SIVOM DE LA HAUTE-MOSELLE A LA CARTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;
VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1965 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Haute-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2000 autorisant la transformation du SIVOM de la Haute-Moselle en SIVOM à la carte;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Bayonnais en date du 8 septembre 2004 demandant son retrait du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte;
VU les délibérations du conseil communautaire de la communauté de communes du Saintois au Vermois en date des 3 mars et 30 août 2004 demandant son retrait du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte
VU la notification du syndicat aux conseils des collectivités membres en date du 28 octobre 2004 leur demandant de délibérer sur ce retrait;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes:
Bainville-aux-Miroirs en date du 25 novembre 2004,
Brallville en date du 30 novembre 2004,
Diarville en date du 26 novembre 2004,
Grippport en date du 5 novembre 2004,
Housséville en date du 19 novembre 2004,
Laneuveville-devant-Bayon en date du 5 novembre 2004;
Lebeuville en date du 9 novembre 2004;
Leménil-Mitry en date du 7 novembre 2004;
Mangonville en date du 19 novembre 2004;
Neuviller-sur-Moselle en date du 10 décembre 2004;
Praye en date du 23 novembre 2004;
Roville-devant-Bayon en date du 10 décembre 2004;
Saint-Firmin en date du 25 novembre 2004
Vaudémont en date du 7 décembre 2004;
favorables au retrait de la communauté de du Bayonnais représentant la commune de Crévéchamps;
VU les délibérations des conseils des collectivités suivantes:
Bainville-aux-Miroirs en date du 25 novembre 2004,
Brallville en date du 30 novembre 2004,
Communauté de communes du Bayonnais en date 8 décembre 2004,
Diarville en date du 26 novembre 2004,
Grippport en date du 5 novembre 2004,
Housséville en date du 19 novembre 2004,
Laneuveville-devant-Bayon en date du 5 novembre 2004;
Lebeuville en date du 9 novembre 2004;
Leménil-Mitry en date du 7 novembre 2004;
Mangonville en date du 19 novembre 2004;
Neuviller-sur-Moselle en date du 10 décembre 2004;
Praye en date du 23 novembre 2004;
Roville-devant-Bayon en date du 10 décembre 2004;
Saint-Firmin en date du 25 novembre 2004
Vaudémont en date du 7 décembre 2004;
favorables au retrait de la communauté de communes du Saintois au Vermois représentant la commune de Ferrières;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par les articles L 5211-19 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le retrait de la communauté de communes du Bayonnais représentant la commune de Crévéchamps du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte est autorisé.

ARTICLE 2 : Le retrait de la communauté de communes du Saintois au Vermois représentant la commune de Ferrières du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte est autorisé.

ARTICLE 3 : Ces retraits s'effectuent dans les conditions suivantes :

- Les communautés de communes devront s'acquitter des sommes dues.
- Le SIVOM s'engage à rembourser le trop-perçu.
- Les communautés de communes s'engagent à prendre en compte les impayés de leurs propres administrés.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Haute-Moselle à la carte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres, à chacun des présidents des communautés de communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 21 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LE CHANGEMENT DE TRESORIER
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DE VILLERS-LA-MONTAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 1980 désignant le percepteur de Villerupt en qualité de comptable du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne est le comptable de Longwy.

Article 2 : L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

BRIEY, le 17 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

**ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LE CHANGEMENT DE TRESORIER
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU REGROUPEMENT DES DEUX RASED DE THIL-LANGEVIN ET DE VILLERUPT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1984 désignant le percepteur de Villerupt en qualité de comptable du syndicat intercommunal scolaire de groupe d'aide psycho-pédagogique pour le secteur de Thil-Langevin ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1993 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté de Thil-Langevin et de Villerupt » ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (RASED) de Thil-Langevin et de Villerupt est le comptable de Longwy.

Article 2 : L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et la présidente du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux RASED de Thil-Langevin et de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée par la présidente de la structure aux maires des communes et président de l'EPCI intéressés, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

BRIEY, le 17 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DU SIEGE
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL « ESPACE VIDEOCOMMUNICATION 2000 »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 1990 autorisant la création du syndicat intercommunal « espace vidéocommunication 2000 » ;
VU la délibération du 9 novembre 2004 du syndicat intercommunal « espace vidéocommunication 2000 » décidant la modification de l'article 3 des statuts ;
VU les délibérations concordantes des communes membres :
➤ HAUCOURT-MOULAINNE en date du 28 décembre 2004
➤ HUSSIGNY-GODBRANGE en date du 7 décembre 2004
➤ LONGLAVILLE en date du 13 décembre 2004
➤ MEXY en date du 17 janvier 2005
➤ MONT-SAINT-MARTIN en date du 16 décembre 2004
➤ SAULNES en date du 31 janvier 2005
➤ THIL en date du 13 janvier 2005
➤ TIERCELET en date du 22 décembre 2004
➤ VILLERUPT en date du 7 février 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;
Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 3 des statuts du syndicat intercommunal « espace vidéocommunication 2000 » est autorisée comme suit :
« **Article 3** : le siège du syndicat est fixé au 5, Grand'Rue à SAULNES (54650) ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal « espace vidéocommunication 2000 » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 22 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

**ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LE CHANGEMENT DE TRESORIER
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE CRUSNES-ERROUVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1990 désignant le percepteur de Villerupt en qualité de comptable du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

A R R E T E

Article 1er : Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville est le comptable d'Audun-le-Roman.

Article 2 : L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

BRIEY, le 23 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1^{ER} CYCLE DANS LE SECTEUR DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 56214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN,, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 1966 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de TOUL ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de TOUL en date du 6 novembre 2004 relative à la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations des communes de :

AVRAINVILLE.....	15/12/04
BICQUELEY.....	26/11/04
BLENOD-LES-TOUL.....	26/11/04
BOUCQ.....	03/12/04
BRULEY.....	14/12/04
BULLIGNY.....	30/11/04
CHARMES LA COTE.....	03/12/04
CHAUDENEY SUR MOSELLE.....	19/11/04
CHOLOY-MENILLOT.....	20/01/05
CREZILLES.....	16/12/04
DOMGERMAIN.....	19/11/04
ECROUVES.....	17/12/04
FONTENOYSUR MOSELLE.....	20/01/05
FOUG.....	20/12/04
FRANCHEVILLE.....	09/12/04
GONDREVILLE.....	07/12/04
GYE.....	03/12/04
LAGNEY.....	03/12/04
LAY SAINT REMY.....	26/11/04
LUCEY.....	07/12/04
MENIL LA TOUR.....	26/11/04
MOUTROT.....	27/12/04
OCHEY.....	29/01/04
PAGNEY DERRIERE BARINE.....	22/11/04
PIERRE LA TREICHE.....	10/12/04
SANZEY.....	16/12/04
TOUL.....	29/11/04
TREMBLECOURT.....	06/12/04
TRONDES.....	10/12/04
VILLEY-LE-SEC.....	25/11/04

favorables à la modification statutaire.

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Le siège du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle dans le secteur de TOUL est fixé rue du Mémorial du Génie à ECROUVES, L'article 2 des statuts est modifié en conséquence.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
TOUL, le 17 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARTICLE 3 DES STATUTS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;
VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Massif de Haye du 29 octobre 2004 relative à la modification de l'article 3 des statuts de la Communauté de communes des Côtes en Haye, ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de DOMEVRE-EN-HAYE (7/1/2005), GROSROUVRES (15/2/2005), TREMBLECOURT (6/12/2004) ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée des conseils municipaux telle que définie par l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte .

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 3 des statuts de la communauté de communes des Côtes en Haye est désormais rédigé comme suit :

"Article 3 : Le siège de la communauté de communes est fixé à l'adresse suivante : 33, rue de la Côte 54385 DOMEVRE-EN-HAYE;

Article 2 : La sous-préfète de TOUL et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 24 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE N° 015/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-52**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté modifié du 1^{er} juin 1983, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République sous le n° 54-52 au sein de la SELAFA SAINT-REMY, agréée sous le n° 04 ;
VU la demande d'autorisation de fermeture du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République, présentée le 22 décembre 2004 par Monsieur André BINA, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE - 28 rue de la Pologne,
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 2 janvier 2005, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 13 rue de la République, agréé sous le n°54-52 au sein de la SELAFA SAINT-REMY, agréée sous le n° 04.

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur André BINA,
- Madame Isabelle PETRY
- Madame Anne PIERETTI,
- Madame Frédérique RUSPINI,
- Monsieur le Président de la SELAFA SAINT-REMY
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de LUNEVILLE,
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.
NANCY, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 019/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-09**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté modifié du 13 juin 1977, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 6 Rue Carnot sous le n° 54-09 au sein de la SELAFA SAINT-REMY, agréée sous le n° 04 ;
VU la demande d'autorisation de fermeture du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 6 rue Carnot, présentée le 22 décembre 2004 par Monsieur Jean-Paul DUROCH, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE - 13 rue de la République,
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 10 janvier 2005, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54300 LUNEVILLE, 6 rue Carnot, agréé sous le n°54-09 au sein de la SELAFA SAINT-REMY, agréée sous le n° 04.

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Jean-Paul DUROCH,
- Monsieur le Président de la SELAFA SAINT-REMY
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de LUNEVILLE,
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 17 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 46 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 158 - EURL 2000 - 3 RUE DE LA GARE - 54450 AVRICOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;
VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;
VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;
VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;
VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
VU la demande présentée le 5 février 2004 par Monsieur BAUDOIN Laurent tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « EURL 2000 », sise 3, rue de la Gare à 54450 AVRICOURT, à compter du 1^{er} mars 2004 ;
VU l'arrêté DDASS/AES n° 63 du 1^{er} mars 2004 portant autorisation provisoire d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise EURL 2000, sise 3 rue de la Gare à 54450 AVRICOURT sous l'agrément n° 158 ;
VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 28 janvier 2005 ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 1^{er} mars 2004, sous le n° 158, à l'entreprise « EURL 2000 », pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : EURL 2000 - 3 rue de la Gare - 54450 AVRICOURT

Gérant : M. BAUDOUIN Laurent

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 25 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE AUTONOMIE

ARRETE N° 1320 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY ET DE PIENNES ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté SGAR n° 98-137 du 13 mars 1998 portant réduction de la capacité du Centre d'Aide par le Travail de BRIEY, de 135 à 100 places et l'arrêté SGAR n° 98-136 en date du 13 mars 1998 autorisant la création d'un Centre d'Aide par le Travail à PIENNES, de 60 places ;

VU la demande présentée par l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, sise 8 rue du bois de la Champelle - 54506 - VANDOEUVRE les NANCY, en vue d'obtenir l'autorisation de regrouper en une seule entité les CAT de BRIEY et de PIENNES ;

VU l'avis favorable émis par le CROSMs de Lorraine dans sa séance du 27 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée porte sur la restructuration des CAT de BRIEY (100 places) et PIENNES (60 places) afin de les regrouper en une seule entité, soit 160 places plus 10 places supplémentaires issues du redéploiement du CAT « André Lanciot » à HEILLECOURT ;

CONSIDERANT que le projet de transformation présenté se situe dans la perspective du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2003/2006 négocié avec l'Etat ;

CONSIDERANT que le regroupement de ces deux établissements permet de mutualiser les moyens en rassemblant autour d'une seule entité administrative la gestion des deux CAT, de préserver la transparence de leur fonctionnement et d'utiliser de manière optimale les moyens alloués ;

CONSIDERANT que l'augmentation de la capacité de 10 places supplémentaires, par redéploiement de 10 places du CAT « André Lanciot » d'HEILLECOURT, se justifie compte tenu des listes d'attente actuelles ;

CONSIDERANT que ce projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement n'est pas à considérer, au sens de l'article L313-8, comme hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine est compatible avec les dotations prévues dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La demande d'agrément présentée par l'Association AEIM pour le regroupement des deux CAT de BRIEY et PIENNES, avec une augmentation de 10 places, en une seule entité de 170 places appelée « CAT BRIEY/PIENNES » est acceptée ;

Article 2 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans les Mairies de Briey et de Piennes.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 1321 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL D'HEILLECOURT ET DE LUDRES ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté SGAR n° 96-502 du 24 octobre 1996 autorisant l'extension de la capacité du Centre d'Aide par le Travail d'HEILLECOURT, de 194 à 195 places et l'arrêté SGAR n°96-498 du 24 octobre 1996 autorisant l'extension de la capacité du Centre d'Aide par le Travail de LUDRES, de 116 à 120 places ;

VU la demande présentée par l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, sise 8 rue du bois de la Champelle - 54506 - VANDOEUVRE les NANCY, en vue d'obtenir l'autorisation de regrouper en une seule entité les CAT d'HEILLECOURT et de LUDRES ;

VU l'avis favorable émis par le CROSMs de Lorraine dans sa séance du 27 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée porte sur la restructuration des CAT d'HEILLECOURT (195 places) et de LUDRES (120 places) afin de les regrouper en une seule entité de 305 places (une diminution de 10 places de la capacité totale a été opérée pour un redéploiement sur le CAT Briey/Piennes) réparties sur les trois sites d'Heillecourt (145 places), Houdemont (40 places) et Ludres (120 places) ;

CONSIDERANT que le projet de transformation présenté se situe dans la perspective du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2003/2006 négocié avec l'Etat ;

CONSIDERANT que le regroupement de ces deux établissements permet de mutualiser les moyens en rassemblant autour d'une seule entité administrative la gestion des 2 CAT, de préserver la transparence de leur fonctionnement et d'utiliser de manière optimale les moyens alloués ;

CONSIDERANT que la diminution de la capacité de 10 places, par redéploiement de celles-ci sur le nord du département, se justifie par le nombre de personnes en attente de réorientation et des départs en retraite dans les prochaines années ;

CONSIDERANT que ce projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement n'est pas à considérer, au sens de l'article L313-8, comme hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine est compatible avec les dotations prévues dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1^{er} :

La demande d'agrément présentée par l'Association AEIM pour le regroupement des deux CAT d'HEILLECOURT et de LUDRES en une seule entité de 305 places appelée CAT « André Lanciot » est acceptée ;

Article 2 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans les Mairies d'Heillecourt et de Ludres.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE N° 1322 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE LUNEVILLE ET DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté SGAR n° 96-670 du 10 décembre 1996 autorisant l'extension de la capacité du Centre d'Aide par le Travail de LUNEVILLE, de 100 à 120 places et l'arrêté SGAR n° 96-500 du 24 octobre 1996 autorisant l'extension du Centre d'Aide par le Travail de SAINT NICOLAS-DE-PORT, de 86 à 95 places ;

VU la demande présentée par l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, sise 8 rue du bois de la Champelle - 54506 - VANDOEUVRE les NANCY, en vue d'obtenir l'autorisation de regrouper en une seule entité les CAT de LUNEVILLE et de SAINT NICOLAS DE PORT ;

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 27 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée porte sur la restructuration des CAT de LUNEVILLE (120 places) et de SAINT-NICOLAS-DE-PORT (95 places) afin de les regrouper en une seule entité de 215 places pour adultes handicapés mentaux ;

CONSIDERANT que le projet de transformation présenté se situe dans la perspective du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2003/2006 négocié avec l'Etat ;

CONSIDERANT que le regroupement de ces deux établissements permet de mutualiser les moyens en rassemblant autour d'une seule entité administrative la gestion des 2 CAT, de préserver la transparence de leur fonctionnement et d'utiliser de manière optimale les moyens alloués ;

CONSIDERANT que ce projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement n'est pas à considérer, au sens de l'article L313-8, comme hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine est compatible avec les dotations prévues dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1^{er} :

La demande d'agrément présentée par l'Association AEIM pour le regroupement des deux CAT de LUNEVILLE et de SAINT-NICOLAS-DE-PORT en une seule entité de 215 places appelée CAT « LUNEVILLE/SAINT-NICOLAS-DE-PORT » est acceptée ;

Article 2 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans les Mairies de Lunéville et Saint-Nicolas-de-Port.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 1323 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA RESTRUCTURATION DES CENTRES D'AIDE PAR LE TRAVAIL
DE LIVERDUN ET DE PONT-A-MOUSSON ET LEUR REGROUPEMENT EN UNE SEULE ENTITE
GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté SGAR n° 96-501 du 24 octobre 1996 autorisant l'extension de la capacité du Centre d'Aide par le Travail de LIVERDUN, de 194 à 195 places et

l'arrêté SGAR n° 96-499 du 24 octobre 1996 autorisant l'extension du Centre d'Aide par le Travail de PONT-A-MOUSSON, de 65 à 72 places ;

VU la demande présentée par l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, sise 8 rue du bois de la Champelle - 54506 - VANDOEUVRE les NANCY, en vue d'obtenir l'autorisation de regrouper en une seule entité les CAT de LIVERDUN et de PONT-A-MOUSSON ;

VU l'avis favorable émis par le CROSMS de Lorraine dans sa séance du 27 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée porte sur la restructuration des CAT de LIVERDUN (195 places) et de PONT-A-MOUSSON (72 places) afin de les regrouper en une seule entité de 267 places pour adultes handicapés mentaux ;

CONSIDERANT que le projet de transformation présenté se situe dans la perspective du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2003/2006 négocié avec l'Etat ;

CONSIDERANT que le regroupement de ces deux établissements permet de mutualiser les moyens en rassemblant autour d'une seule entité administrative la gestion des 2 CAT, de préserver la transparence de leur fonctionnement et d'utiliser de manière optimale les moyens alloués ;

CONSIDERANT que ce projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement n'est pas à considérer, au sens de l'article L313-8, comme hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine est compatible avec les dotations prévues dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La demande d'agrément présentée par l'Association AEIM pour le regroupement des deux CAT de LIVERDUN et de PONT-A-MOUSSON en une seule entité de 267 places appelée CAT « LIVERDUN/PONT-A-MOUSSON » est acceptée ;

Article 2 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans les Mairies de Liverdun et de Pont-à-Mousson.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 1328 DU 8 FEVRIER 2005 REJETANT LA DEMANDE DE CREATION D'UN CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL
A BAINVILLE SUR MADON PRESENTÉE PAR L'ASSOCIATION « LA FERME DE LA FAISANDERIE » A NEUVES-MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU le dossier présenté par l'Association « la ferme de la faisanderie » sise à Neuves-Maisons, en vue d'obtenir l'autorisation de créer un Centre d'Aide par le Travail sur la plate forme d'activité « la ferme de la faisanderie », d'une capacité de 15 places, pour accueillir des adultes handicapés par la maladie psychique, dans la limite de 20% de personnes ayant besoin d'une assistance socio-éducative ou psychologique ;

VU l'avis favorable émis par le CROSMS de Lorraine dans sa séance du 27 septembre 2004 ;

CONSIDERANT l'inexistence de Centre d'Aide par le Travail destiné spécifiquement aux personnes handicapées psychiques ;

CONSIDERANT que la demande présentée répond aux besoins ;

CONSIDERANT qu'un intérêt supplémentaire est apporté par la reconnaissance du savoir-faire du promoteur, ce qui constitue un gage de qualité pour la mise en œuvre de ce projet ;

CONSIDERANT toutefois que la compatibilité du coût de fonctionnement en année pleine avec le montant de l'enveloppe départementale limitative de crédits actuellement disponible pour le financement des CAT n'est pas remplie ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La demande de création d'un Centre d'Aide par le Travail à BAINVILLE sur MADON est refusée ;

Article 2 :

Ce refus est motivé non pas par l'absence de besoins mais par le manque de moyens financiers suffisants pour permettre actuellement le fonctionnement de la structure ; il est assorti de la mesure suivante :

- Si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans, en tout ou partie compatible avec le montant des dotations financières, l'autorisation peut être accordée en tout ou partie au cours de ce même délai sans que l'association soit tenue de déposer une nouvelle demande ;

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association « la ferme de la faisanderie », publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Mairie de BAINVILLE sur MADON.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 1371 DU 8 FEVRIER 2005 AUTORISANT LA CREATION D'UNE STRUCTURE INNOVANTE
AVEC SOINS MEDICAUX ET/OU DE SPECIALISTES (SISMES) POUR 21 DES 30 PERSONNES
DU FOYER OCCUPATIONNEL « LA MAISON DU PRE ST CHARLES »
21 RUE DE LA MEUSE -54860- HAUCOURT-MOULAINÉ
GEREE PAR L'ASSOCIATION AEIM ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles L 313-7 et D 313-11 à D 313-14 du livre III ;

VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU le dossier présenté par l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, sise 8 rue du bois de la Champelle -54506-VANDOEUVRE les NANCY -, en vue de créer une Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes (SISMES) pour 21 des 30 personnes du foyer occupationnel « La maison du pré Saint Charles » de HAUCOURT-MOULAINÉ ;

VU l'avis favorable émis par le CROSMS de Lorraine, dans sa séance du 27 septembre 2004 ;

CONSIDERANT que la SISMES a pour mission essentielle de coordonner les soins ;

CONSIDERANT que le projet s'inscrit dans les orientations du Schéma Départemental en faveur des Personnes Handicapées 2000/2004, notamment par la préconisation du développement de solutions innovantes ;

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet dans sa globalité ;

CONSIDERANT que le projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement n'est pas à considérer, au sens de l'article L 313-8, comme hors de proportion avec le service rendu ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine est compatible avec l'enveloppe départementale de crédits médico-sociaux ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

Article 1^{er} :

La demande de création d'une Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou de Spécialistes (SISMES) au sein du foyer occupationnel « La maison du pré Saint Charles » est autorisée.

Article 2 :

Le service de soins expérimental est créé pour 21 personnes sur les 30 personnes prises en charge au foyer occupationnel. Les 21 personnes seront accueillies avec ou sans hébergement au foyer occupationnel.

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association AEIM Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Mairie de HAUCOURT-MOULAINÉ .

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE N° 1388 DU 8 FEVRIER 2005 ANNULANT ET REMPLAÇANT L'ARRETE N°1315 DU 28 DECEMBRE 2004
AUTORISANT L'EXTENSION DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES-AUX-SALINES
SUR LE SITE D'ESSEY LES NANCY-PULNOY DIT CAT « HORS LES MURS »
GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE TRAVAIL PROTEGE ET D'HEBERGEMENT DE ROSIERES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992 ;

VU l'arrêté SGAR n° 2002-96 du 9 avril 2002 autorisant la demande d'extension de 212 à 213 places -soit une place supplémentaire- du CAT de l'Etablissement Public de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines avec création d'un CAT « hors les murs » d'une capacité de 32 places à ESSEY PULNOY, répartis sur les quatre sites suivants :

- CAT-P.S.R. : 52 places
- CAT-R.S. : 60 places
- CAT-S.T.L. : 61 places + 8 places pour l'annexe d'Angomont
- CAT-P.E.S. : 32 places

VU le dossier reconnu complet le 22 octobre 2003, présenté par l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines, en vue d'obtenir l'autorisation d'augmenter la capacité du CAT-P.E.S. de 32 à 56 places et porter ainsi la capacité totale du CAT de Rosières-aux-Salines de 213 à 237 places ;

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 26 février 2004 ;

CONSIDERANT que la demande présentée répond aux besoins existants ;

CONSIDERANT que le projet répond à toutes les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que les possibilités de délocalisation et la diversité des handicaps permettent de retenir favorablement ce projet ;

CONSIDERANT toutefois que la compatibilité du coût de fonctionnement en année pleine avec le montant des dotations octroyées n'est remplie que pour 16 places sur les 24 requises ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La demande d'extension de la capacité du CAT- P.E.S. géré par l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines est partiellement acceptée, 16 places sur les 24 sollicitées sont autorisées avec effet du 1^{er} décembre 2004, portant la capacité totale du CAT de Rosières-aux-Salines de 213 places à 229 ;

Article 2 : Si le coût provisionnel du projet dans son intégralité se révèle, dans un délai de trois ans, compatible avec le montant des dotations financières, l'autorisation concernant les 8 places restantes pourra être accordée au cours de ce même délai sans que l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines soit tenu de déposer une nouvelle demande ;

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières aux Salines, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Mairie de Rosières-aux-Salines.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL****ARRETE 05/DDAF/N° 06/FORET PORTANT FIXATION DU SEUIL DE SURFACE DES COUPES
NECESSITANT UNE AUTORISATION PREALABLE AU TITRE DE L'ARTICLE L.10 DU CODE FORESTIER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier, notamment les articles L.10, L.332-2, L.223-1 à L.223-3 et R.223-1,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L.130-1,

VU le décret n° 2003-941 du 30 septembre 2003 relatif aux documents de gestion des forêts et modifiant la partie réglementaire, chapitre III du titre II du livre II du Code Forestier,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Sur l'ensemble du département de Meurthe et Moselle, dans les forêts ne présentant pas l'une des garanties de gestion durable mentionnées à l'article L.8 du Code Forestier, les coupes d'un seul tenant supérieures ou égales à 4 ha, à l'exception de celles effectuées dans les peupleraies, enlevant plus de la moitié du volume des arbres de futaie et n'ayant pas été autorisées au titre d'une autre disposition du Code Forestier ou de l'article L.130-1 du Code de l'Urbanisme, ne peuvent être réalisées que sur autorisation du représentant de l'Etat dans le département, après avis du Centre Régional de la Propriété Forestière de Lorraine-Alsace pour les forêts privées.

ARTICLE 2 - L'autorisation, éventuellement assortie de conditions particulières de réalisation de la coupe et de travaux complémentaires, est délivrée conformément aux directives ou schémas régionaux dont les forêts relèvent en application du deuxième alinéa de l'article L.4 du Code Forestier.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et la Forêt sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 9 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE 05/DDAF/N° 07/FORET PORTANT FIXATION DU SEUIL DE SURFACE DES COUPES RASES
IMPOSANT LA MISE EN ŒUVRE DE MESURES NECESSAIRES AU RENOUVELLEMENT DES PEUPELEMENTS FORESTIERS
AU TITRE DE L'ARTICLE L.9 DU CODE FORESTIER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier, notamment les articles L.9 et L.332-1,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Sur l'ensemble du département de Meurthe et Moselle, dans tout massif supérieur à 4 ha, après toute coupe rase de plus de 4 ha, la personne pour le compte de laquelle la coupe a été réalisée, ou, à défaut, le propriétaire du sol, est tenue, en l'absence d'une régénération ou reconstitution naturelle satisfaisante, de prendre, dans un délai de 5 ans à compter de la date de début de la coupe prévue, le cas échéant, par le document de gestion, les mesures nécessaires au renouvellement de peuplements forestiers.

ARTICLE 2 - Ces mesures doivent être conformes soit aux dispositions en la matière d'un des documents de gestion mentionnés aux a, b, c ou d de l'article L.4 du Code Forestier, soit à l'autorisation de coupe délivrée pour la propriété ou la parcelle concernée en application du présent code ou d'autres législations, soit aux prescriptions imposées par l'administration ou une décision judiciaire à l'occasion d'une autorisation administrative ou par suite d'une infraction.

ARTICLE 3 - Les coupes nécessitées par un défrichement autorisé, ou imposées par une décision administrative ne sont pas soumises à cette obligation de renouvellement.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et la Forêt sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 9 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-20
RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL DE FILLIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5 et R 311-1 à R 312-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil municipal de FILLIERES en date du 20 janvier 2005, demandant l'autorisation de défricher 0 ha 0 a 90 ca de bois situés sur la commune de FILLIERES ;

VU l'avis favorable de l'O.N.F. en date du 7 janvier 2005 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 3 février 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1 - Le défrichement des parcelles ci-après désignées est autorisé :

Département	Territoire communal	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance
			Lieudit	Section	N° de parcelle	
Meurthe-et-Moselle	FILLIERES	Commune de FILLIERES	Au Chemin de Serrouville	D	5 pie	0,0090 ha

sous réserve de la remise en état des lieux après exploitation du site par l'opérateur de téléphonie mobile.

Article 2 - La présente autorisation sera affichée

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins du Maire, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

Article 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de FILLIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture,

et dont une ampliation sera adressée au Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts.

NANCY, le 28 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt
45 rue Sainte Catherine - 54043 NANCY CEDEX**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière - 54000 NANCY)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/44 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. OLIVIER VAN HAMME, DOCTEUR VETERINAIRE A LONGWY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 notamment les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11, 12 et 13 et L.231-3 du code rural est attribué pour une durée d'un an renouvelable à

Mr Olivier VAN HAMME,
Docteur Vétérinaire
72 Avenue du 8 mai
54400 LONGWY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 6 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/52 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. XAVIER VANDENBROUCKE, DOCTEUR VETERINAIRE A AYDOILLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 notamment les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE .69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé ;
Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11, 12 et 13 et L.231-3 du code rural est attribué pour une durée d'un an renouvelable à
Mr VANDENBROUCKE Xavier,
Docteur Vétérinaire
30 route de MEMENYL
88600 AYDOILLES

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/62 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE
A MLE AURORE CAUCHOIS, DOCTEUR VETERINAIRE A LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5, R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Mademoiselle CAUCHOIS Aurore
Docteur Vétérinaire
6 Place Thiébault
54260 LONGUYON

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/63 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire
A MLE VERONIQUE VOISIN, DOCTEUR VETERINAIRE A VERVIERS (BELGIQUE)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle VOISIN Véronique
Docteur Vétérinaire
7 Place Vieuxtemps
4800 VERVIERS BELGIQUE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/66 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. DAVID JACQUES, DOCTEUR VETERINAIRE A SESSELICH (BELGIQUE)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

MR JACQUES David,
Docteur Vétérinaire
13 rue d'Arlon A SESSELICH
6700 ARLON BELGIQUE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 9 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/68 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. CHRISTOPHE LASSUS, DOCTEUR VETERINAIRE A ANTHELUPT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

DR Christophe LASSUS
Docteur Vétérinaire
1 rue de Lunéville
54110 ANTHELUPT

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 16 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/28 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A MME NATHALIE PINON, DOCTEUR VETERINAIRE A TONNOY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 notamment les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;
Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;
Vu le décret n°2004-779 du 28 juillet 2004 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L.221-11 du code rural et modifiant ce code
Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;
Vu la demande présentée par l'intéressé ;
Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11, 12 et 13 et L.231-3 du code rural est attribué pour une durée d'un an renouvelable à
Mme Nathalie PINON,
Docteur Vétérinaire
12 Grande rue
54210 TONNOY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
NANCY, le 13 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral du 22 février 2005, les agents de la direction départementale de l'Equipement de Meurthe et Moselle, service Grands Travaux, sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder à des levés topographiques et à des sondages géotechniques dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN 52, entre MEXY et la frontière Belge, sur les communes de MEXY, LEXY, REHON, LONGWY, COSNES ET ROMAIN et MONT SAINT MARTIN.

Par arrêté préfectoral n° 43781 en date du 3 mars 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste DP chemin de Cendrée + TJ Chauss Expo, avenue Georges Guynemer, sur la commune de PONT A MOUSSON.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE"
AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL**

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;
Vu la circulaire interministérielle du 22 novembre 2001 relative à l'épargne salariale ;
Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;
Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;
Vu la demande présentée le 21 septembre 2004 par M. LEROUGE Jacques, Président de l'association APERI (aide aux personnes en voie de réinsertion) centre d'affaires Ariane - 240 rue de Cumène - 54230 NEUVES MAISONS

D E C I D E

Article 1^{er} :

L'association APERI
sise CENTRE D'AFFAIRES Ariane - 240 rue de Cumène - 54230 NEUVES MAISONS
siret 424 318 327 000 14 - code APE 804 D
est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.
Cet agrément est accordé pour une durée de **deux ans** à compter de sa date de notification.

Article 2 :

Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cet arrêté qui sera notifié à l'association et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).
NANCY, le 9 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DECISION D'AGREMENT "D'UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE"
AU SENS DE L'ARTICLE L 443-3-1 DU CODE DU TRAVAIL**

Vu la Loi 2001-152 du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu la circulaire interministérielle du 22 novembre 2001 relative à l'épargne salariale ;

Vu le décret N° 2003-384 du 23 avril 2003 relatif à l'agrément des entreprises solidaires et modifiant le code du travail, publié au Journal Officiel du 25 avril 2003 donnant délégation de compétence aux Préfets de départements ;

Vu l'article L 443-3-1 du code du travail ;

Vu la demande présentée le 02 février 2005 par Mr WARTEL Eric, directeur de l'association **ADCTL** Association de Développement culturel du Théâtre de Lunéville 23 rue Germain Charier - BP 73 - 54303 LUNEVILLE CEDEX

D E C I D E

Article 1er :

L'association **ADCTL**

sise 23 rue Germain Charier - BP 73 - 54303 LUNEVILLE CEDEX

siret 41459000018- code APE 923 A

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 443-3-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de **deux ans** à compter de sa date de notification.

Article 2 :

Le Secrétaire Général, le Sous-Préfet chargé de mission et le Directeur départemental du Travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'application de cet arrêté qui sera notifié à l'association et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale) et au Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie (direction du trésor).

NANCY, le 24 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE ATTON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de ATTON, à partir du 16 février 2005.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

ARTICLE 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

ARTICLE 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de ATTON ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE DIEULOUARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de DIEULOUARD, à partir du 16 février 2005.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

ARTICLE 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

ARTICLE 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de DIEULOUARD ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE FLEVILLE DEVANT NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de FLEVILLE-DEVANT-NANCY, à partir du 16 février 2005. L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

ARTICLE 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

ARTICLE 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de FLEVILLE-DEVANT-NANCY ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE VITERNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de VITERNE, à partir du 16 février 2005.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

ARTICLE 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

ARTICLE 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de VITERNE ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du SOM,
Christine BITTEL

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE S.G.A.R. N° 2005-43 EN DATE DU 10 FEVRIER 2005

PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article D.231-4 tel que modifié par le décret n° 2004-1282 du 26 novembre 2004 ;

VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2004-620 en date du 30.12.04 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du conseil de la caisse primaire de Nancy ;

A R R E T E

Article 1er :

Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de **NANCY** :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. *la Confédération Générale du Travail (CGT)*

Titulaires : M. BELLIVIER Thierry

M. CICCOTELLI Sylvio

Suppléants : M. RIGHETTI Fabien

M. LECAILLON Laurent

2. *la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)*

Titulaires : Mme ROBERT Marie-Louise née BAGARD

M. MARTIN Jean-Paul

Suppléants : M. DOLVECK Gérard

M. ATTENONT Hubert

3. *la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)*

Titulaires : M. FEUILLATRE Patrick

M. GEORGES Raymond

Suppléants : M. OUDIN Michel

M. THIEBAUT Dominique

4. *la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)*

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick

Suppléant : M. BUISSON Jacky

5. *la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)*

Titulaire : M. PATENOTTE Michel

Suppléant : M. TORNAMBE François

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. *du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)*

Titulaires : M. BELLOCCHIO Jean-Marie

M. BERTRAND Michel

M. ELLES Laurent

M. HEUGUES Bernard

Suppléants : Mlle FELLER Fanny

M. NORIS Nicolas

Mme RECEVEUR Stéphanie née KLEIN

M. PERRIN Philippe

2. *de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)*

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric

M. MION Jean-Christophe

Suppléants : M. MALHER Etienne

M. BOONEN Jean

3. *de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)*

Titulaires : M. BOULENGER Guy

M. GERAULD Michel

Suppléants : M. MUSQUAR Yves

M. POIREL André

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires : Mme DAUPLAIS Annie née DAGUENET

M. CHENUT Eric

Suppléants : M. OLAIZOLA Jean-Louis

M. MERANGER Pierre

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. *de l'Association des Paralysés de France (APF)*

Titulaire : M. BLAISE Rémy

Suppléant : Mme COLMON Christine née BERTON

2. *de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)*

Titulaire : M. NORO Frédéric

Suppléant : M. BALBERDE Jean-Pierre

3. *de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)*

Titulaire : M. MICHEL Dominique

Suppléant : M. DIDIER François

4. *de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)*

Titulaire : M. FRESSE Marcel

Suppléant :

5. *de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)*

Titulaire : M. PERRIN Jean

Suppléant : M. SODKI Mahmoud

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2004-621 du 30 décembre 2004 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 10 février 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	149
CABINET DU PREFET	149
ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU CENTRE DE SEMI-LIBERTE DE BRIEY	149
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	149
ARRETE N° 2005/2/SIDPC DU 10 FEVRIER 2005 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	149
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	150
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	150
ARRETE PREFECTORAL N° 2005-01 INSTITUANT EN MEURTHE-ET-MOSELLE UNE COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA PRESENCE POSTALE TERRITORIALE	150
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	151
<i>PREMIER BUREAU</i>	151
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	151
<i>TROISIEME BUREAU</i>	152
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES AUX ORDONNATEURS SECONDAIRES DELEGUES - ARRETE COLLECTIF MODIFIANT LES ARRETES DU 20 DECEMBRE 2004	152
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DE DEUX AVENANTS AU MARCHE DE REHABILITATION PARTIELLE DE L'HOTEL DE LUDRE (SERVICES DU TRESOR)	152
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	153
DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL ADJOINT DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	153
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	153
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA COMMISSION CHARGEE DE L'ELABORATION DU PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE DE L'AGGLOMERATION NANCEENNE	153
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE NOUVEAU FORAGE D'AINGERAY PAR LE SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE SEXEY - VELAIN - AINGERY B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION D'UTILISER L'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	154
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	158
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	158
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	158
<i>TROISIEME BUREAU</i>	158
ARRETE N°DRLP3/AG/05/02 PORTANT AGREMENT D'UNE ASSOCIATION POUR LA DOMICILIATION POSTALE DES DEMANDEURS D'ASILE ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES « ALISES »	158
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	159
<i>PREMIER BUREAU</i>	159
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLE	159
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	162
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE MALZEVILLE	162
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	163
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA GESTION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE PIENNES	163
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU LEP DE LANDRES	163
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 1 ET 4 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS AUDUNOIS	164
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY	164
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	165
ARRETES PREFECTORAUX RELATIFS A LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES DES SERVICES DECONCENTRES DU TRESOR	165
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	170
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	170
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	170
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/83 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/73 DU 22 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINSS H 54 000 0031	170
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/84 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/76 DU 22 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINSS H 54 000 0049	170

ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/85 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/71 DU 22 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS H 54 000 0056	171
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/86 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/70 DU 22 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS H 54 000 0080	171
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/87 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/75 DU 22 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS H 54 000 106	172
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/88 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/56 DU 2 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS H 54 000 0767	172
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/89 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/68 DU 19 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS H 54 000 2078	173
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/90 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/74 DU 22 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS H 54 002 0112	173
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/91 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/63 DU 9 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS H 54 000 0395	174
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/92 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/59 DU 8 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS H 54 000 0866	174
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/93 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/58 DU 5 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS H 54 000 1104	175
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/94 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/55 DU 2 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER (CENTRE ALEXIS VAUTRIN) - N° FINESS H 54 000 3019	175
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/95 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/53 DU 28 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS H 54 000 0072	176
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/98 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/69 DU 19 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS H 54 000 3399	176
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/99 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/65 DU 19 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0585	177
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/100 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/ 66 DU 19 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES A FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0973	177
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/109 DU 19 JANVIER 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/23 DU 23 AVRIL 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS H 54 000 0668	178
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE	178
ARRETE 2004/385 AUTORISANT L'ASSOCIATION HOSPITALOR A TRANSFORMER LA MAISON DE RETRAITE D'ONVILLE EN UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES AVEC UNE REDUCTION DE CAPACITE DE 33 LITS ET TRANSFERT DE LA STRUCTURE DANS UN AUTRE QUARTIER DE LA COMMUNE	178
ARRETE 2004/386 REFUSANT A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A VILLERUPT	179
ARRETE 2004/387 REFUSANT A L'ASSOCIATION ADEF RESIDENCES L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A LEXY	180
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	181
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	181
ARRETE DDASS / AES / N° 1150 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE ONVILLE	181
ARRETE N° 008/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-79	181
ARRETE N° 009/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-25	182
SERVICE POLE RESSOURCES	182
ORDONNATEUR SECONDAIRE - SUBDELEGATION DE SIGNATURE	182
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	183
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	183
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/01 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE WAVILLE	183
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	184
SECRETARIAT GENERAL	184
ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT	184
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	184
ARRETE 2005/DDE/004/CDER	184
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	185
AVIS	185

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	185
ARRETE AGREANT LA SOCIETE ENERGENCE A BRIEY EN QUALITE DE SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF	185
AVIS DE CONCOURS	185
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN MAITRE-OUVRIER SPECIALISE EN SECURITE AU CAPS - EPDPH - 4 RUE LEON PARISOT - 54110 ROSIERES AUX SALINES.....	185
ARRETES INTERPREFECTORAUX	185
ARRETE INTERPREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE INTERPREFECTORAL DU 1 ^{ER} JUIN 1990 PORTANT REGLEMENT DE SECURITE DES ACTIVITES SPORTIVES ET DE LOISIRS SUR LE LAC DE LA PLAINE	185

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU CENTRE DE SEMI-LIBERTE DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article D 180 et suivants du Code de procédure pénale relatifs aux commissions de surveillance instituées auprès des établissements pénitentiaires, notamment les alinéas 18 et 19 de l'article D 180 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2001 portant nomination des membres de la commission de surveillance du Centre de semi-liberté de BRIEY, SUR propositions de M. le Sous-Préfet, Directeur de cabinet et de Mr le Sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY;

A R R E T E

Article 1^{er} - Sont nommés membres de la commission de surveillance du Centre de semi-liberté de BRIEY, pour une période de deux ans :

1) au titre de représentant des œuvres d'assistance aux détenus ou aux libérés agréées au titre de l'aide sociale :

- M. Bernard L'HUILLIER, directeur de l'association pour un lien social et des espaces solidaires (Alisés) sise rue de la Fontaine à BRIEY;

2) au titre des personnes appartenant à des œuvres sociales ou choisies en raison de l'intérêt qu'elles portent aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux :

- Madame Yvonne MAFFEO, Présidente de l'Association Médiation Aide aux Victimes Réinsertion, Palais de Justice à BRIEY.
- Madame Jeanne CELKA, Vice-Présidente de la Délégation de la Croix Rouge Française à JOEUF-BRIEY,
- Monsieur François PEZZETTA, Représentant le Secours Catholique pour le secteur de l'Orne, demeurant à TRIEUX, rue de la Libération.

Article 2 - L'arrêté préfectoral du 31.01.2001 et 24 est abrogé.

Article 3 - M. le Sous-Préfet, Directeur de cabinet de la Préfecture, Mr le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des intéressés, dont ampliation sera adressée à Mmes les Juges de l'Application des Peines et à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 10 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE N° 2005/2/SIDPC DU 10 FEVRIER 2005 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R 123.11 et R 123.12 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L 920.4 à L 920.13 ;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;

VU l'arrêté du 18 mai 1998, relatif à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public ;

VU la demande d'agrément de la SARL Casso Formation du 13 janvier 2005;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1^{er} et 2^{ème} degrés de qualification du personnel permanent du service de sécurité des établissements recevant du public est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 10 février 2005

SARL CASSO FORMATION - 14 bis rue Daru - 75008 PARIS

ARTICLE 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Claude BALAND

Liste des organismes agréés pour assurer la formation du personnel de sécurité des ERP/IGH				
Nom et adresse	Formation et degré		Validité	
	ERP	IGH	Du	Au
VERITAS ZAC de l'observatoire 12, rue du saulnois 54520 Laxou	1, 2 ème		08/08/2000	08/08/2005
CFSI 39, avenue du Gard 54460 Liverdun	1,2,3ème	1,2,3ème	05/04/2001	05/04/2006
VERITAS 4, rue du parc oberhausbergen 67088 Strasbourg cedex 2		1,2ème	26/01/2001	26/01/2006
COFISEC 1, rue Pavlov 93157 Le Blanc Mesnil cedex	1,2,3ème	1,2,3ème	08/01/2001	08/01/2006
IPS formation 30, rue Pierre de Bar - BP 45 54240 Joeuf	1,2,3ème	1,2,3ème	12/03/2001	12/03/2006
132° bataillon cynophile de l'armée de terre Fréme du Piémont 51601 SUIPPES cedex		1, 2 ème	18/12/2001	18/12/2006
Centre de formation incendie 1, rue principale 10400 Bouy sur Orvin	3ème	1,2,3ème	18/06/2002	18/06/2007
Lycée professionnel régional J. Morette 1 rue du collège 54970 LANDRES	1, 2 ème		09/08/2002	09/08/2007
Société CEFOP 87rue de Chaligny 54000 NANCY	1, 2 ème		09/08/2002	09/08/2007
SARL CEFISS 52,ave Gabriel Koenigs 31300 Toulouse	1, 2, 3 ème		09/01/2003	09/01/2008
GRETA de JARNY rue Albert 1er - BP 78 54802 Jarny cedex	1, 2 ème		23/07/2003	23/07/2008
AFOREST ZI 5, rue Beau soleil 54920 Villers la Montagne	1er		23/07/2003	23/07/2008
SARL Euro Maintenance Incendie 17, rue Principale 55300 Xivray Marvoisin	1,2,3ème	1,2,3ème	16/08/2004	16/08/2009
SARL Casso Formation 14 bis rue Daru 75008 Paris	1, 2 ème		10/02/2005	10/02/2010

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 2005-01 INSTITUANT EN MEURTHE-ET-MOSELLE
UNE COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA PRESENCE POSTALE TERRITORIALE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le contrat d'objectifs et de progrès portant contrat de plan entre l'Etat et la Poste en date du 25 juin 1998,

Vu la circulaire de M. le Secrétaire d'Etat à l'industrie du 3 septembre 1998, relative à la mise en place de commissions départementales de la présence postale territoriale,

Vu l'article 3.2 du contrat de Performances et Convergences portant contrat de plan entre l'Etat et la Poste en date du 13 janvier 2004,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E**ARTICLE 1 :**

Il est institué dans le département de Meurthe-et-Moselle, une commission départementale de la présence postale territoriale.

Cette commission est tenue informée des projets d'évolution du réseau des points de contact visant à établir une meilleure répartition sur le territoire tout en permettant à la Poste de rechercher l'équilibre financier de ses activités.

Elle statue dans un délai de 6 mois pour émettre toute proposition de nature à assurer le meilleur équilibre entre les besoins exprimés, le niveau de qualité et le coût attendu du service public, les préoccupations d'aménagement local exprimées par les représentants des collectivités territoriales. Elle joue un rôle actif d'incitation à la modernisation du réseau et donne un avis sur les projets d'intérêt local, notamment de regroupement de services publics incluant la Poste, et plus généralement pour tout partenariat avec d'autres acteurs publics ou privés.

ARTICLE 2 :

La commission départementale de la présence postale territoriale est composée de 11 membres :

• 3 représentants des communes du département :Titulaires :

- Madame Françoise NICOLAS ,
Maire de
54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY
- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE ,
Maire de
54 760 FAULX
- Monsieur Ennio BAZZARA ,
Maire de
54 280 MONCEL-SUR-SEILLE

• 2 représentants du Conseil Général :Titulaires :

- Monsieur Philippe FLEURENTIN
Conseiller Général du canton de Lunéville-Nord
⇒ Suppléant : Monsieur Alain GERARD, Conseiller Général du canton de Cirey s/ Vezouze
- Monsieur Jean-Paul VINCHELIN
Conseiller Général du canton de Neuves-Maisons -Regneville
⇒ Suppléant : Monsieur Olivier JACQUIN, Conseiller Général du canton de Thiaucourt

• 2 représentants du Conseil Régional :Titulaires :

- Madame Monette CASCINELLI
Conseiller Régional
⇒ Suppléant : Madame Annie VILLA, Conseiller Régional
- Monsieur René MANGIN
Conseiller Régional
⇒ Suppléant : Monsieur Julien VAILLANT, Conseiller Régional

• 3 représentants de la Poste :Titulaires :

- Monsieur Eric MOITIE,
Directeur grand public de la Poste
65, rue Pierre Sépard
54 039 NANCY CEDEX
- Monsieur Hervé JALABERT,
Directeur du groupement postal « Vignes et Cristal »
rue Louis Guingot
B.P. 30 402
54 519 VANDOEUVRE-LES-NANCY
- Monsieur Dominique SCHOIRFER,
Directeur de l'organisation et des systèmes d'information
65, rue Pierre Sépard
54 039 NANCY CEDEX

• 1 représentant désigné par le Préfet :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ou son représentant.

ARTICLE 3 : La commission élit un président en son sein.

Aucun quorum n'est fixé.

Elle se réunit sur convocation de M. le Préfet ou de son président, à la demande de l'un des membres qui précise l'ordre du jour.

ARTICLE 4 : Le secrétariat de la commission est assurée par la Direction Départementale de la Poste.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la préfecture et le directeur départemental de la Poste sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres. Le présent arrêté sera affiché pendant 15 jours en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 21 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**PREMIER BUREAU****EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 11 février 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la société civile immobilière DCJ, en qualité propriétaire, en vue de procéder à la création, par transfert d'activités et agrandissement, d'une jardinerie à l'enseigne « Vive le Jardin - Etablissements THILL » à LEXY de 5 697 m² de vente dont 2 000 m² transférés.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LEXY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 11 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
AUX ORDONNATEURS SECONDAIRES DELEGUES - ARRETE COLLECTIF MODIFIANT LES ARRETES DU 20 DECEMBRE 2004

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 0401, 0402 et 0404 à 0411 du 10 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à M. Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à Mme Régine MARCHAL-NGUYEN, directrice départementale des services vétérinaires, à M. Marc CANO, directeur départemental des services fiscaux, à M. Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports, à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et à M. Christian JEANNOT, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : A l'article 9 des arrêtés susvisés, la disposition "En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté"

est remplacée par la disposition suivante :

"En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 6 du présent arrêté"

Les autres dispositions demeurent sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, M. Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Mme Régine MARCHAL-NGUYEN, directrice départementale des services vétérinaires, M. Marc CANO, directeur départemental des services fiscaux, M. Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports, M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes, M. Christian JEANNOT, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'EXAMEN DE DEUX AVENANTS
AU MARCHE DE REHABILITATION PARTIELLE DE L'HOTEL DE LUDRE (SERVICES DU TRESOR)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Vu le marché passé pour l'opération de réhabilitation partielle de l'Hôtel de Ludre, à Nancy ;

Vu le rapport de présentation concernant la nécessité de passer un avenant en diminution sur le lot menuiseries (lot n° 5) et un avenant en augmentation sur le lot sols souples (lot n° 6) par suite d'une inadaptation à caractère imprévisible de la solution initiale ;

Considérant que l'augmentation de l'avenant au lot n° 6 dépasse 5% du montant initial du lot ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'examen des avenants en diminution sur le lot 5, menuiseries, et en augmentation, sur le lot 6, sols souples dans le cadre du marché de réhabilitation de l'Hôtel de Ludre, et de signer les procès verbaux correspondants.

ARTICLE 2 : La séance de cette commission se déroulera en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de Commandement), le vendredi 25 février à 9h30.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 18 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

QUATRIEME BUREAU

DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL ADJOINT DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

VU le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;

VU la proposition du préfet, concernant la désignation du délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

D E C I D E

ARTICLE 1 :

De nommer Mr Hugues CORBEAU, Directeur départemental de l'équipement de MEURTHE-ET-MOSELLE, en qualité de délégué territorial adjoint de l'agence nationale pour la rénovation urbaine dans le ressort de cette circonscription territoriale.

ARTICLE 2 :

La présente décision prendra effet à compter de la date de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE.

PARIS, le 10 janvier 2005

Le Directeur Général de l'A.N.R.U.,
Philippe VAN DE MAELE

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA COMMISSION CHARGEE DE L'ELABORATION DU PLAN DE PROTECTION
DE L'ATMOSPHERE DE L'AGGLOMERATION NANCEENNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, et notamment le titre II du livre II ;

VU le décret n° 2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle;

A R R E T E

Article 1 :

Il est créé une commission pour l'élaboration du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération nancéenne (Commission PPA).

La commission PPA est chargée d'assister le préfet de Meurthe-et-Moselle dans l'élaboration du plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L 222-4 du titre II du livre II du code de l'environnement.

Article 2 :

La mission de la commission PPA consiste à élaborer un document énonçant des mesures concrètes pour ramener la concentration des substances polluantes dans l'air ambiant en dessous des valeurs limites réglementaires.

Pour cela, la commission PPA se chargera de créer différents groupes de travail et assurera la coordination et le suivi de ceux-ci.

Article 3 :

La commission PPA est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Elle est constituée de 4 collèges ainsi qu'il suit :

1. Collège des services de l'Etat

- Préfecture de Meurthe-et-Moselle (Bureau de l'environnement, Service interministériel de défense et de la protection civile et le Bureau de la circulation et de la sécurité routière),
- Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- Direction régionale de l'environnement,
- Direction départementale de l'équipement,
- Direction départementale des affaires sanitaires et sociales,
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,
- Direction départementale de la Sécurité Publique,
- Compagnie CRS 39,
- Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- Inspection académique,
- Service départemental d'incendie et de secours.

2. Collège des collectivités locales

- Conseil général de Meurthe-et-Moselle,
- Conseil régional de Lorraine,
- Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN),
- Commune de Art-sur-Meurthe,
- Commune de Bainville-sur-Madon,
- Commune de Bouxières-aux-Dames,
- Commune de Chaligny,
- Commune de Champigneulle,
- Commune de Chavigny,
- Commune de Custines,
- Commune de Dombasle-sur-Meurthe,
- Commune de Dommartemont,
- Commune de Essey-les-Nancy,
- Commune de Eulmont,

- Commune de Fléville-devant-Nancy,
 - Commune de Frouard,
 - Commune de Heillecourt,
 - Commune de Houdemont,
 - Commune de Jarville-la-Malgrange,
 - Commune de Laneuveville-devant-Nancy,
 - Commune de Laxou,
 - Commune de Lay-Saint-Christophe,
 - Commune de Liverdun,
 - Commune de Ludres,
 - Commune de Malleloy,
 - Commune de Malzéville,
 - Commune de Maxéville,
 - Commune de Messein,
 - Commune de Nancy,
 - Commune de Neuves Maisons,
 - Commune de Pompey,
 - Commune de Pont-Saint-Vincent,
 - Commune de Pulnoy,
 - Commune de Saint-Max,
 - Commune de Saint-Nicolas-de-Port,
 - Commune de Saulxures-les-Nancy,
 - Commune de Seichamps,
 - Commune de Tomblaine,
 - Commune de Vandoeuvre,
 - Commune de Varangéville,
 - Commune de Villers-les-Nancy.
- 3. Collège des émetteurs**
- CONNEX (réseaux de transport),
 - Chambre syndicale des transporteurs routiers de Meurthe-et-Moselle,
 - Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle (CCI),
 - Mouvement des Entreprises de France (MEDEF),
 - Union des industries chimiques (UIC),
 - Fédération Nationale de gestion des équipements de l'énergie et de l'environnement (FGEEE),
 - Direction Régionale de la SNCF.
- 4. Collège des associations et personnalités qualifiées**
- Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Lorraine (AIRLOR),
 - Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (APPA),
 - Docteur MANEL, Chef du Centre anti-poison,
 - Professeur ZMIROU-NAVIER, Directeur de l'Ecole de santé publique de Nancy,
 - Professeur MONIN, Chef du service de médecine infantile à l'Hôpital d'enfants de Brabois,
 - Professeur ALIOT, Chef du service de cardiologie médicale à l'Hôpital de Brabois,
 - L'Automobile Club Lorrain,
 - Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT),
 - Association Consommation Logement et Cadre de Vie (CLCV),
 - Association Que Choisir,
 - Entente pour la Défense de l'Environnement Nancéen (EDEN),
 - Centre départemental de Météorologie,
 - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Article 4 :

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Article 5 :

Toutes les personnes susceptibles d'apporter des conseils avisés de par leurs fonctions ou leur compétence peuvent être conviées aux séances de la commission ou invitées à participer aux travaux d'élaboration ou de révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération nancéenne.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

**A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE NOUVEAU FORAGE D'AINGERAY PAR LE SYNDICAT D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT DE SEXEY - VELAIN - AINGERAY**

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION D'UTILISER L'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 25/11/2003 ;

VU la délibération du Conseil syndical du 26/06/2000 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage Nouveau Forage d'AINGERAY à AINGERAY ;

VU l'arrêté préfectoral du 13/08/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Nouveau Forage d'AINGERAY à AINGERAY par le Syndicat d'eau et d'assainissement de SEXEY - VELAIN - AINGERAY en commune d'AINGERAY

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune d'AINGERAY

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 11 novembre 2004 du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 10 décembre 2004 de Mme la Sous-Préfète de TOUL ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 25/01/2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/08/1983 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau, sis à Gondreville, exploité par le Syndicat Intercommunal des eaux et de l'Assainissement de Sexey-Velaine, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par le Syndicat d'eau et d'assainissement de SEXEY - VELAIN - AINGERAY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage du NOUVEAU FORAGE d'AINGERAY à AINGERAY

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à AINGERAY

3°) l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage est précisée ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Nouveau Forage d'AINGERAY	AINGERAY	AE 363	229-3-0152	868714	2421337	201.5

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 750 m³/j ni 50 m³/h.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du Nouveau Forage d'AINGERAY est situé sur la commune d'AINGERAY parcelles AE 360 à 365 lieudit "Sur Presle" Il couvre une surface de 29 a 80 ca.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 14 ha 33 a 79 ca sur le territoire d'AINGERAY, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieudit	Parcelles
AINGERAY	AE	Sur Presle	310 à 359 ; 366 à 404
		Au Sentier le Corot	439 à 468
		Au Vieux Aingeray	469 à 508
		Sur la Vaux Toussaint	520 à 577

7-2 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloigné s'étend sur une surface 11 ha environ.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètre de protection immédiate**

A l'intérieur de ce périmètre, toute activité autre que celle directement liée à l'entretien des ouvrages est interdite. Ce périmètre doit être clos et régulièrement entretenu. L'herbe sera fauchée régulièrement avec exportation des résidus

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

☐ *en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :*

- la création de forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- l'ouverture de fouilles autres que pour la mise en place d'un réseau d'eau ou de gaines techniques sèches,
- la réalisation de mares et d'étangs,

☐ *sont interdits les stockages et dépôts :*

- d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels et de tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- de produits chimiques, d'hydrocarbures et de liquides inflammables,
- les stockages de produits destinés aux cultures,
- les stockages d'effluents agricoles, industriels et domestiques collectifs,
- les stations d'épuration, les lagunages,
- les bassins de décantation d'effluents industriels, agricoles ou urbains,

☐ *sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- d'hydrocarbures et de produits chimiques liquides ou gazeux,

☐ *sont interdits les rejets*

- d'eaux usées domestiques et industrielles,
- d'effluents agricoles,
- des installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- des bassins d'infiltration d'eau pluviale,

☐ *en ce qui concerne les constructions sont interdits :*

- les constructions d'habitation non raccordées au réseau d'assainissement collectif,
- le camping, caravanning,
- les cimetières,
- les installations classées,
- les bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentation,

☐ *en ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :*

- le maraîchage, les serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration,
- le retournement des prairies permanentes (sauf pour un réensemencement immédiat),
- les abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris à moins de 150 m du forage,

☐ *en ce qui concerne les activités forestières sont interdits*

- le défrichement,
- les aires de stockage des bois coupés,
- l'utilisation de pesticides,
- l'affouragement et l'agrenage de gibier à moins de 150 m du forage.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :☐ *en ce qui concerne les travaux souterrains:*

- le remblaiement d'excavations sera réalisé à l'aide de matériaux extraits ou naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe,

☐ *en ce qui concerne les constructions :*

- tout projet de nouvelles voies de communication devra faire l'objet d'une étude spécifique pour l'assainissement de la chaussée et ne pas porter préjudice au captage,

☐ *en ce qui concerne les activités agricoles*

- les épandages agricoles seront conduits et suivis selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- le pacage des animaux se fera sans surpâturage, c'est à dire en maintenant un couvert végétal tout au long de l'année,

☐ *en ce qui concerne les activités forestières*

- les coupes à blanc ne devront pas excéder 1 ha d'un seul tenant avec une surface cumulée de 2 ha par an dans le périmètre. Le cumul des surfaces coupées à blanc, dans les peuplements en régénération pendant cinq ans ne devra pas excéder 4 ha.

8-3 Périmètre de protection éloignée**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**☐ *En ce qui concerne les travaux souterrains:*

- le remblaiement d'excavations sera réalisé à l'aide de matériaux extraits ou naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe,
- la réalisation de mares et d'étangs devra faire l'objet d'une étude hydrogéologique afin de déterminer au droit du site la profondeur à ne pas dépasser et les dispositions techniques à prendre afin de ne pas atteindre la nappe,

❑ *En ce qui concerne les stockages et dépôts :*

- les stockages et dépôts de produits polluants et de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ou sur des aires étanches couvertes,
- les stockages et dépôts de produits polluants liquides seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspond au stockage. Ces stockages et rétentions seront isolées des eaux pluviales.
- les stockages d'effluents d'élevage seront réalisés conformément aux cahiers des charges utilisés en matière de mises aux normes des bâtiments d'élevage relevant des installations classées pour la protection de l'environnement,
- en cas de nécessité de créer sur place ou de modifier, un bassin de décantation et/ou une station d'épuration pour les eaux domestiques et industrielles, on en étudiera l'incidence sur le point d'eau et on examinera les solutions alternatives et les aménagements permettant de limiter tout impact sur le point d'eau. Le projet devra être porté à la connaissance des services de police de l'eau qui jugeront de sa faisabilité.

❑ *en ce qui concerne les canalisations :*

- toutes les canalisations de produits polluants seront étanches et feront l'objet d'un contrôle par leur exploitant,

❑ *en ce qui concerne les rejets liquides :*

- tout rejet devra faire l'objet d'un traitement avant rejet dans le milieu naturel.
- en cas de nécessité de mettre en place un bassin d'infiltration d'eaux pluviales, on étudiera toutes les solutions alternatives et on réalisera une étude d'incidence sur le forage.

❑ *en ce qui concerne les constructions :*

- les modalités d'extension ou de construction de cimetières seront définies en fonction d'une notice d'incidence,
- les bâtiments d'élevage ou d'engraissement autres que les installations classées devront faire l'objet d'une mise aux normes le cas échéant,
- les silos produisant des jus de fermentation devront être installés sur une aire étanche avec récupération des jus,
- l'évacuation des eaux pluviales en cas de modification importante de la voirie devra se faire dans un réseau de collecte étanché avec évacuation à l'extérieur des périmètres de protection,

❑ *en ce qui concerne les activités agricoles*

- les épandages de boues industrielles et de station d'épuration devront faire l'objet d'une étude spécifique hydrogéologique montrant l'absence d'influence sur le captage,
- les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles

❑ *en ce qui concerne les activités forestières*

- les aires de stockage du bois coupé devront être installées sur des aires étanches
- le traitement du bois coupé ne pourra se faire que si le bois est installé sur aire étanche avec récupération des jus.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- ✓ le forage définitif devra être équipé d'une superstructure
- ✓ les forages de reconnaissance devront être cadencés,
- ✓ équipement du bassin de décantation d'une structure permettant d'éliminer tout risque de surverse dans la zone du forage,
- ✓ mise en place autour du périmètre de protection immédiate d'une clôture grillagée.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune d'AINGERAY est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Président du Syndicat d'eau et d'assainissement de SEXEY-VELAINE-AINGERAY est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14 - Situation

La collectivité est autorisée à utiliser de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant :

- une déferrisation,
- une démnanganisation,
- un dispositif de désinfection.

Ces installations de traitement sont agréées par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 17 -**

L'arrêté préfectoral du 16/08/1983 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau sis à Gondreville, exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de Sexey-Velaine, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné est abrogé.

Monsieur le Président est chargé d'effectuer les formalités nécessaires à la radiation de la publicité à la Conservation des hypothèques de l'arrêté préfectoral du 16/08/1983 sus-cité.

ARTICLE 18 - Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 19 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, Mme la Sous-Préfète de TOUL, MM. les maires des communes d'AINGERAY et de GONDREVILLE, M. le président du Syndicat d'eau et d'assainissement de Sexey-Velaine-Aingeray, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE, à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132, et plus particulièrement les articles D 2223-110 à 2223-114;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande formulée par Monsieur Christophe REMY pour l'entreprise « Transport Funéraire de l'Est », qu'il exploite à PIERREVILLE, 14 rue de la Chalade;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2004 habilitant pour une durée d'un an l'entreprise susvisée, sous le numéro 2004-54-151;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'habilitation de l'entreprise précitée est renouvelée pour les activités funéraires suivantes:

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière.

ARTICLE 2 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

ARTICLE 3 - En application de l'article R 2223-63 du code général des collectivités territoriales, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à:

- Monsieur Christophe REMY

et dont une ampliation sera adressée à:

- Monsieur le Maire de PIERREVILLE,

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

NANCY, le 7 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

TROISIEME BUREAU**ARRETE N°DRLP3/AG/05/02 PORTANT AGREMENT D'UNE ASSOCIATION POUR LA DOMICILIATION POSTALE DES DEMANDEURS D'ASILE ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES « ALISES »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 modifiée relative au droit d'asile ;

Vu le décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande présentée le 5 janvier 2005 par l'association « ALISÉS » en vue d'obtenir l'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle en date du 7 janvier 2005 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Sous-Préfet de Briey en date 17 janvier 2005 ;

Considérant que l'association précitée, qui a pour objet d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes en difficultés dans le département de Meurthe-et-Moselle, a été régulièrement déclarée le 3 mars 1986 à la Sous-Préfecture de Briey (Meurthe-et-Moselle) ;

Considérant que l'association précitée dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'association « ALISÉS », ayant son siège social 4 rue de la fontaine à BRIEY est agréée pour la domiciliation postale des demandeurs d'asile dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'association « ALISÉS » est tenue d'informer sans délai le Préfet de Meurthe-et-Moselle de tout changement notable de ses modalités de fonctionnement susceptibles de remettre en cause le présent agrément.

ARTICLE 3 : L'association « ALISÉS » est tenue de formuler la demande de renouvellement de l'agrément dans un délai de deux mois avant l'échéance fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Le présent agrément pourra être retiré en cas de dysfonctionnements affectant notablement la domiciliation postale des demandeurs d'asile, en cas de malversation ou de changement d'activité de l'association.

L'agrément ne pourra être suspendu ou retiré qu'après que l'association « ALISÉS » ait été en mesure de faire valoir ses observations sur les dysfonctionnements constatés.

L'association « ALISÉS » pourra à tout moment solliciter le retrait de son agrément.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 6 : Le présent agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article 14 du décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

ARTICLE 7 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et M. le Sous-Préfet de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « ALISÉS » et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION
DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLE"**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-5-II, L5212-32, L5214-27 et L5721-1 et suivants;

VU l'article L122-1 et suivants et notamment l'article L122-4 du code de l'urbanisme relatif à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté portant fixation du périmètre du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe et Mosellan en date du 30 juin 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2004 fixant la liste des établissements publics de coopération intercommunale intéressés par le projet de création d'un syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mai 2002 autorisant la communauté de communes du pays du Sânon à adhérer au syndicat mixte sans consultation de ses communes membres ;

VU les délibérations des collectivités suivantes, confirmées à la majorité qualifiée par leurs communes membres en application des articles L5212-32, L5214-27 et L5212-2-II du code général des collectivités territoriales :

- Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 19 novembre 2004,
- Communauté de communes du Toullois en date du 30 septembre 2004,
- Communauté de communes du Lunévillois en date du 02 décembre 2004,
- Communauté de communes des pays du sel et du Vermois en date du 30 septembre 2004,
- Communauté de Communes Moselle et Madon en date du 14 octobre 2004,
- Communauté de Communes "EPCI du pays de Colombey et du Sud Toullois" en date du 04 novembre 2004,
- Communauté de communes du val de Meurthe en date du 23 septembre 2004,
- Communauté de communes du Grand Couronné en date du 21 septembre 2004,
- Communauté de communes du Saintois en date du 30 novembre 2004,
- Communauté de communes du Saintois au Vermois en date du 13 octobre 2004 ;
- Communauté de communes du pays du Sânon en date du 27 septembre 2004,
- Communauté de communes de Seille & Mauchère en date du 29 septembre 2004,
- Communauté de communes du Cristal en date du 29 septembre 2004,
- Communauté de communes des trois vallées en date du 07 octobre 2004,
- Communauté de communes du Bayonnais en date du 12 octobre 2004,
- Communauté de communes du Massif de Haye en date du 16 septembre 2004,
- Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette en date du 29 septembre 2004,
- Communauté de communes de la Mortagne en date du 22 octobre 2004,
- Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze en date du 25 octobre 2004,
- Communauté de communes du Badonvillois en date du 22 septembre 2004,
- Communauté de communes de Hazelle en date du 27 septembre 2004,
- Communauté de communes du Grand Valmon en date du 29 septembre 2004,
- Communauté de communes du Froidmont en date du 30 septembre 2004,

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération des collectivités suivantes dans le délai de 3 mois vaut avis favorable :

- Communauté de communes du bassin de Pompey,
- Communauté de communes du pays de Pont-à-mousson,
- Communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch,
- Communauté de communes de la Vezouze,
- Communauté de communes des côtes en Haye,
- Syndicat Intercommunal des communes isolées pour le SCOT (SICISCOT),

VU l'avis favorable donné par la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en sa séance du 3 décembre 2004,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Est autorisée entre les collectivités suivantes :

- Communauté Urbaine du Grand Nancy,
 - Communauté de communes du bassin de Pompey,
 - Communauté de communes du Toulinois,
 - Communauté de communes du Lunévillois,
 - Communauté de communes des pays du sel et du vermois,
 - Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson,
 - Communauté de Communes Moselle et Madon,
 - Communauté de Communes "EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois",
 - Communauté de communes du val de Meurthe,
 - Communauté de communes du Grand Couronné,
 - Communauté de communes du Saintois,
 - Communauté de communes du Saintois au Vermois,
 - Communauté de communes du pays du Sanon,
 - Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch,
 - Communauté de communes de Seille & Mauchère,
 - Communauté de communes du Cristal,
 - Communauté de communes des trois vallées,
 - Communauté de communes de la Vezouze,
 - Communauté de communes du Bayonnais,
 - Communauté de communes du Massif de Haye,
 - Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette,
 - Communauté de communes de la Mortagne,
 - Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze,
 - Communauté de communes du Badonvillois,
 - Communauté de communes de Hazelle,
 - Communauté de communes du Grand Valmon,
 - Communauté de communes du Froidmont,
- et le Syndicat intercommunal des communes isolées pour le SCOT (SICISCOT),
la création du "Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle".

ARTICLE 2 : Un exemplaire des statuts restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le syndicat mixte a pour objet :

- a) L'élaboration, la validation, le suivi et l'évaluation de l'application du schéma de cohérence territoriale.
- b) Les éventuelles modifications et révisions du SCOT.
- c) La définition des modalités de concertation avec les organismes publics et les habitants.
- d) La définition des schémas de secteur territoriaux et thématiques.

ARTICLE 4 : Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 : Le siège du syndicat mixte est fixé à l'association des maires de Meurthe-et-Moselle - Centre Sadoul à Laxou (54 520).

ARTICLE 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Maxéville.

ARTICLE 7 : Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté et consultable en préfecture.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des présidents des collectivités concernées. Il fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Statuts du syndicat mixte de gestion du SCOT Sud Meurthe-et-Moselle

Le schéma de cohérence territoriale de Meurthe-et-Moselle Sud regroupe, sur les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul, toutes les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant pris la compétence.

Espace économique commun, le SCOT est mis en place pour donner une perspective d'avenir à un territoire, instaurer une logique commune de développement en matière d'urbanisme, d'habitat, de services, de transports, de culture, de développement économique ou de tourisme.

Espace de réflexion partagée, le SCOT est établi en toute transparence en associant les élus, les acteurs économiques, les acteurs sociaux et la société civile. C'est pourquoi le syndicat mixte travaillera en étroite concertation avec un collège associé dont il déterminera la composition (conseil général, Pays, chambres consulaires,...) et qui aura voix consultative. Il veillera à maintenir un dialogue permanent avec les territoires voisins pour renforcer sa cohésion.

Le syndicat mixte veillera également à respecter le principe d'équité à l'égard de chacun de ses membres et à concilier les prérogatives de tous, dans le cadre de l'intérêt général.

Le syndicat mixte se dotera des moyens humains nécessaires pour assurer son fonctionnement. Pour l'animation et les études, il s'appuiera notamment sur les agences d'urbanisme comme le prévoit l'article L 121- 3 du code de l'urbanisme.

Hormis les dispositions inscrites dans les présents statuts, le syndicat mixte sera soumis aux dispositions des chapitres 1 et 2 du titre 1 du livre 2 de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales.

Article 1^{er} - Dénomination, composition

En application de l'article L 122.4 du code de l'urbanisme et des articles L 5721-1 et suite du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

- la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- la Communauté de communes du Bassin de Pompey
- la Communauté de communes du Toulinois
- la Communauté de communes du Lunévillois
- la Communauté de communes des Pays du sel et du Vermois
- la Communauté de communes du Pays de Pont à Mousson
- la Communauté de communes Moselle et Madon
- la Communauté de communes "EPCI du Pays Colombey et du Sud Toulinois"
- la Communauté de communes du Val de Meurthe
- la Communauté de communes du Grand Couronné
- la Communauté de communes du Saintois
- la Communauté de communes du Saintois au Vermois

- la Communauté de communes du Pays du Sanon
- la Communauté de communes de Seille et Mauchère
- la Communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- la Communauté de communes de la Vezouze
- la Communauté de communes du Cristal
- la Communauté de communes des Trois Vallées
- la Communauté de communes du Bayonnais
- la Communauté de communes Massif de Haye
- la Communauté de communes d'Entre Meurthe et Verdurette
- la Communauté de communes de la Mortagne
- la Communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze
- la Communauté de communes du Badonvillois
- la Communauté de communes de Hazelle
- la Communauté de communes du Grand Valmon
- la Communauté de communes des Côtes en Haye
- la Communauté de communes du Froidmont

Et le SICISCOT (syndicat intercommunal des communes isolées pour le SCOT)

Un syndicat mixte qui prend la dénomination du "Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle".

Article 2 - Objet du syndicat mixte

Le syndicat mixte a pour objet :

- a) L'élaboration, la validation, le suivi et l'évaluation de l'application du schéma de cohérence territoriale.
- b) Les éventuelles modifications et révisions du SCOT.
- c) La définition des modalités de concertation avec les organismes publics et les habitants.
- d) La définition des schémas de secteur territoriaux et thématiques

Article 3 - Siège

Le siège du syndicat mixte est fixé à l'association des maires de Meurthe-et-Moselle - Centre Sadoul à LAXOU.

Article 4 - Durée

Le syndicat mixte est institué pour une durée illimitée.

Article 5 - Administration et comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un Comité syndical composé de délégués titulaires et suppléants élus par les établissements publics intéressés à raison de :

- 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par EPCI de 1 à 4999 hts
- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par EPCI de 5000 à 9999 hts
- 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants par EPCI de 10000 à 19999 hts
- 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants par EPCI de 20000 à 29999 hts
- 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants par EPCI de 30000 à 39999 hts
- + 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par tranche entière de 10000 hts au-delà de 40000 hts

Le ou les délégués et leurs suppléants au Comité syndical sont élus par l'assemblée délibérante de l'établissement public membre, dans les conditions prévues à l'article L 5711.1 du code général des collectivités territoriales.

En cas de vacance des sièges réservés à un établissement public, l'assemblée délibérante procède au remplacement lors de la première réunion suivant la date à laquelle la vacance a été constatée.

A défaut, si l'assemblée délibérante d'un établissement public néglige ou refuse de désigner son ou ses délégués, sa représentation au sein du comité syndical est assurée, à concurrence du nombre de sièges attribués, par le président et, le cas échéant, les vice-présidents de l'établissement public, suivant leur ordre d'élection.

Les délégués des établissements publics suivent, quant à la durée de leur mandat au comité syndical, le sort de l'assemblée délibérante qui les a élus.

Toutefois, les dispositions du précédent alinéa ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à leur remplacement par une nouvelle désignation.

Le comité syndical élit en son sein un président dont la voix est prépondérante en cas de partage des voix.

Article 6 - Fonctionnement du comité syndical

Les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement du conseil municipal des communes de 3500 habitants et plus sont applicables au fonctionnement du comité syndical.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président. Le règlement intérieur est établi par le comité syndical dans les six mois qui suivent son installation.

Le comité syndical se réunit au siège administratif du syndicat ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire de l'une ou l'autre des collectivités ou établissements publics membres.

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Tout délégué du comité syndical peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable.

Article 7 - Attributions du comité syndical

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du syndicat.

Le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au président à l'exception :

- du vote du budget,
- de l'approbation du compte administratif,
- des décisions relatives aux modifications des décisions initiales de composition, de fonctionnement ou de durée du syndicat,
- de l'adhésion du syndicat à un établissement public.

Article 8 - Bureau

Le comité syndical élit, en son sein, lors de sa première réunion, un Bureau d'au plus 25 membres, représentatif de la composition du comité syndical et comprenant :

- 1 président
- 4 vice-présidents
- au plus 20 autres membres

Le Bureau se réunit sur convocation de son président, il prépare les décisions du comité syndical, il met au point le programme des études à mener pour la conduite du SCOT.

Article 9 - Président

Le président est élu par le comité syndical.

Le président est l'organe exécutif du syndicat mixte. Sa voix est prépondérante, en cas d'égalité lors des votes. Il convoque le comité syndical aux réunions de travail ; il dirige les débats, prépare et exécute les délibérations du comité. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du syndicat.

Le président est le seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau ; ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées. Le président représente le syndicat en justice.

Article 10 - Budget

Le budget du syndicat mixte pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées par l'exécution des missions constituant son objet, constituées notamment par :

- les frais de fonctionnement courant,
- les frais de personnel éventuels,
- les frais d'études et de missions.

Les recettes du syndicat mixte sont constituées par :

- les contributions financières des membres adhérents
- les subventions qui pourront être obtenues auprès de l'Etat, de la Région ou du Département,
- les subventions et recettes diverses,
- les produits des dons et legs,
- le produit des emprunts éventuels.

Article 11 - Admission ultérieure et retrait

Le syndicat mixte peut admettre une autre commune ou un autre établissement public à fiscalité propre qui solliciterait son admission, ou autoriser un autre qui solliciterait son retrait, aux conditions suivantes :

- après adoption à la majorité absolue du comité syndical ;
- et notification de la décision du comité syndical aux exécutifs des organismes membres du syndicat mixte puis consultation des organes délibérants de ces organismes.

La décision d'admission ou de retrait ne peut être prise si plus d'un tiers des organes délibérants s'y opposent. Cette décision est prise par le représentant de l'Etat dans le département.

Article 12 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur sera établi par le syndicat mixte qui précisera les modalités de fonctionnement du syndicat dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que des présents statuts.

Article 13 - Mise en œuvre des statuts

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des assemblées des collectivités et établissements publics décidant la création d'un syndicat mixte.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

NANCY, le 8 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DEUXIEME BUREAU

ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE MALZEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R.130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de MALZEVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2003 nommant M. Roland RUNDSTADLER en qualité de régisseur et M. Gérard LOUIS en qualité de régisseur suppléant ;

VU la lettre du 10 décembre 2004 du maire de MALZEVILLE m'informant du départ en retraite de M. RUNDSTADLER et proposant la nomination de Mme Édith GRIFFOND en qualité de régisseur intérimaire dans l'attente du recrutement d'un chef de police municipale ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 31 janvier 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : Mme Édith GRIFFOND, directrice générale des services de la commune de MALZEVILLE est nommée régisseur intérimaire pendant une durée maximale de six mois, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : Mme Édith GRIFFOND est dispensée de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité de 55 €.

Article 3 : Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2003 restent inchangés.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de MALZEVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE
AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA GESTION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE PIENNESLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1612-1, L.1612-16, L.2321-1 et L 5212-20;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements;

VU le courrier du 10 août 2004 par lequel le trésorier de Piennes a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 780,80 €, correspondant à la contribution de la commune de Mont-Bonvillers au syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de Mont-Bonvillers le 18 août 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Mont-Bonvillers envers le syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Mont-Bonvillers a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 du budget primitif 2004 de la commune ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

A R R E T E

Article 1er : Une somme de 780,80 €uros, correspondant à la dette de la commune de Mont-Bonvillers sera versée au syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes.

Article 2 : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits ouverts au chapitre 65 du budget primitif 2004 de la commune de Mont-Bonvillers.

Article 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 4 : M. le Comptable de la trésorerie d'Audun-le-Roman, receveur de la commune de Mont-Bonvillers, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le maire de Mont-Bonvillers et, dont copie sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.
- M. le trésorier de Piennes, receveur du syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes
- M. le président du syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes.

BRIEY, le 31 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, L'ARRETE JOINT PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE DEUX MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELUI-CI.

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE
AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU LEP DE LANDRESLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1612-1, L.1612-16, L.2321-1 et L 5212-20;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements;

VU le courrier du 10 août 2004 par lequel le trésorier de Piennes a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 36,70 €, correspondant à la contribution de la commune de Gondrecourt-Aix au syndicat intercommunal scolaire du LEP de Landres;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de Gondrecourt-Aix le 18 août 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Gondrecourt-Aix envers le syndicat intercommunal scolaire du LEP de Landres;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Gondrecourt-Aix a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 du budget primitif 2004 de la commune ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

A R R E T E

Article 1er : Une somme de 36,70 €uros, correspondant à la dette de la commune de Gondrecourt-Aix sera versée au syndicat intercommunal scolaire du LEP de Landres.

Article 2 : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits ouverts au chapitre 65 du budget primitif 2004 de la commune de Gondrecourt-Aix.

Article 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 4 : Mme le Comptable de la trésorerie de Conflans-en-Jarnisy, receveur de la commune de Gondrecourt-Aix, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le maire de Gondrecourt-Aix et, dont copie sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.
- M. le trésorier de Piennes, receveur du syndicat intercommunal du LEP de Landres
- M. le président du syndicat intercommunal du LEP de Landres.

BRIEY, le 31 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, L'ARRETE JOINT PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE DEUX MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELUI-CI.

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 1 ET 4
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS AUDUNOIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants et R 5214-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Pays audunois ;

VU la délibération en date du 19 octobre 2004 du conseil de la communauté de communes du Pays audunois décidant la modification des articles 1 et 4 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

Article 1 - Compétences obligatoires - Implantations d'éoliennes**Avis favorable :**

- — AUDUN-LE-ROMAN (3 novembre 2004)
- — BEUVILLERS (27 octobre 2004)
- — CRUSNES (11 janvier 2005)
- — ERROUVILLE (27 octobre 2004)
- — JOPPECOURT (7 décembre 2004)
- — MONT-BONVILLERS (3 décembre 2004)
- — MURVILLE (30 novembre 2004) ;

Avis défavorable :

- ANDERNY (2 novembre 2004)
- MALAVILLERS (19 janvier 2005)
- MERCY-LE-HAUT (14 janvier 2005)
- PREUTIN-HIGNY (19 novembre 2004)
- SERROUVILLE (3 décembre 2004) ;

Article 4 - Sièges sociaux**Avis favorable :**

- ANDERNY (13 janvier 2005)
- AUDUN-LE-ROMAN (3 novembre 2004)
- BEUVILLERS (27 octobre 2004)
- CRUSNES (11 janvier 2005)
- ERROUVILLE (8 décembre 2004)
- JOPPECOURT (7 décembre 2004)
- MALAVILLERS (19 janvier 2005)
- MERCY-LE-HAUT (14 janvier 2005)
- MONT-BONVILLERS (3 décembre 2004)
- MURVILLE (30 novembre 2004)
- PREUTIN-HIGNY (19 novembre 2004)
- SERROUVILLE (19 novembre 2004) ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE**Article 1er :** La modification des articles 1 et 4 des statuts de la communauté de communes du Pays audunois est autorisée comme suit :**« Article 1-b-4 :****Implantations d'éoliennes :****Portage et gestion de tout projet d'implantation d'éoliennes sur le territoire communautaire ».****« Article 4 :****Le siège de la communauté est fixé à Audun-le-Roman (54560), 71, route de Briey ».****Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Pays audunois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.BRIEY, le 1^{er} février 2005Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants et R 5214-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 autorisant la création du district urbain de l'agglomération longovicienne ;

VU les arrêtés préfectoraux des 31 juillet et 14 décembre 1998 approuvant les nouveaux statuts du district urbain de Longwy dénommé « district de l'agglomération de Longwy » ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le district de l'agglomération de Longwy en une communauté de communes dénommée « communauté de communes de l'agglomération de Longwy » ;

VU la délibération en date du 14 octobre 2004 du conseil de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy décidant la modification des statuts de la communauté de communes ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

Avis favorable :

- CHENIERES (16 décembre 2004)
- CUTRY (16 novembre 2004)

- GORCY (13 novembre 2004)
- HAUCOURT-MOULAIN (19 novembre 2004)
- HERSERANGE (15 décembre 2004)
- HUSSIGNY-GODBRANGE (7 décembre 2004)
- LAIX (15 novembre 2004)
- LONGWY (9 décembre 2004)
- MEXY (22 novembre 2004)
- MONT-SAINT-MARTIN (26 novembre 2004)
- MORFONTAINE (14 décembre 2004)
- REHON (4 novembre 2004)
- SAULNES (24 novembre 2004)
- UGNY (26 octobre 2004) ;

Avis défavorable :

- COSNES-ET-ROMAIN (3 novembre 2004)
- LEXY (15 novembre 2004)
- LONGLAUVILLE (29 novembre 2004) ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1er : La modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy est autorisée comme suit :

« **Article 9C** - La communauté de communes est compétente en matière de création puis de gestion de grands équipements de loisirs d'agglomération ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

BRIEY, le 2 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Georges AMBROISE

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

**ARRETES PREFECTORAUX RELATIFS A LA REORGANISATION DES POSTES COMPTABLES
DES SERVICES DECONCENTRES DU TRESOR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2001 désignant le percepteur de TOUL en qualité de comptable syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud est le comptable de COLOMBEY-LES-BELLES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulais Sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 mars 2002 désignant le percepteur de TOUL en qualité de comptable du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade est le comptable de COLOMBEY-LES-BELLES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal d'assainissement de la Bouvade sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 2004 désignant le percepteur de TOUL en qualité de comptable du syndicat intercommunal scolaire « la Marelle » ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal scolaire « La Marelle » est le comptable de COLOMBEY-LES-BELLES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal scolaire « La Marelle » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1972 désignant le percepteur de VANDIERES en qualité de comptable du syndicat intercommunal scolaire de la Vallée de l'Esch ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal scolaire de la Vallée de l'Esch est le comptable de PONT-A-MOUSSON.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal de la Vallée de l'Esch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2004 désignant le percepteur de VANDIERES en qualité de comptable du syndicat intercommunal d'assainissement de GRISCOURT/VILLERS-EN-HAYE ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal d'assainissement de GRISCOURT/VILLERS-EN-HAYE est le comptable de PONT-A-MOUSSON.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal d'assainissement de GRISCOURT/VILLERS-EN-HAYE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1997 désignant le percepteur de VANDIERES en qualité de comptable de la communauté de communes des Côtes en Haye ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur de la communauté de communes des Côtes en Haye est le comptable de THIAUCOURT.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et la présidente de la communauté de communes des Côtes en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1966 désignant le percepteur de VANDIERES en qualité de comptable du S.I.V.O.M. du Massif de la Reine ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du S.I.V.O.M. du Massif de la Reine est le comptable de THIAUCOURT.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du S.I.V.O.M. du Massif de la Reine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1962 créant le S.I.V.O.M. des Hauts de Mad ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du S.I.V.O.M. des Hauts de Mad est le comptable de THIAUCOURT.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du S.I.V.O.M. des Hauts de Mad sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 7 février 1966 désignant le percepteur de VANDIERES en qualité de comptable du S.I.V.O.M. de la Côte en Haye ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du S.I.V.O.M. de la Côte en Haye est le comptable de THIAUCOURT.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat du S.I.V.O.M. de la Côte en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 désignant le percepteur de TOUL-NORD en qualité de comptable de la communauté de communes du Massif de Haye ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur de la communauté de communes du Massif de Haye est le comptable de TOUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président de la communauté de communes du Massif de Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 désignant le percepteur de TOUL-NORD en qualité de comptable de la communauté de communes de Hazelle ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur de la communauté de communes de Hazelle est le comptable de TOUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président de la communauté de communes de Hazelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1999 désignant le percepteur de TOUL-NORD en qualité de comptable du syndicat intercommunal d'assainissement de GONDREVILLE-FONTENOY ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal d'assainissement de GONDREVILLE-FONTENOY est le comptable de OUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal d'assainissement de GONDREVILLE-FONTENOY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 1960 créant le syndicat intercommunal des eaux de BRULEY-LUCEY ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal des eaux de BRULEY-LUCEY est le comptable de TOUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal des eaux de BRULEY-LUCEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1961 créant le syndicat intercommunal de ramassage scolaire de LUCEY ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de LUCEY est le comptable de TOUL-COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal de ramassage scolaire de LUCEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2002 désignant le percepteur de TOUL-NORD en qualité de comptable du syndicat intercommunal des eaux de SEXEY-VELAINE-AINGERAY ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal des eaux de SEXEY-VELAINE-AINGERAY est le comptable de TOUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal des eaux de SEXEY-VELAINE-AINGERAY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1960 créant le syndicat intercommunal des eaux de VILLEY-SAINT-ETIENNE/JAILLON ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal des eaux de VILLEY-SAINT-ETIENNE/JAILLON est le comptable de TOUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal des eaux de VILLEY-SAINT-ETIENNE/JAILLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 14 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses dispositions sur la coopération intercommunale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 17 décembre 2004 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du trésor ;
VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 1985 créant le syndicat intercommunal scolaire de FONTENOY-AINGERAY-SEXEY ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} - Il est pris acte qu'à compter du 1^{er} janvier 2005, le percepteur du syndicat intercommunal scolaire de FONTENOY-AINGERAY-SEXEY est le comptable de TOUL COLLECTIVITES.

ARTICLE 2 - L'arrêté de création et les statuts de l'établissement sont, s'il y a lieu, modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 - La sous-préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal scolaire de FONTENOY-AINGERAY-SEXEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée par le président de la structure aux maires des communes membres, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/83 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/73 DU 22 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 22 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **40 688 797.82 €** soit 266 901 017.52 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maternité Régionale** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/84 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/76 DU 22 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS H 54 000 0049**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 22 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **16 541 498.20 €** soit 108 505 115.35 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/85 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/71 DU 22 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS H 54 000 0056**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 22 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **70 320 752.00 €** soit 461 273 895,20F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/86 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/70 DU 22 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS H 54 000 0080**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté du 22 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **24 417 007.40 €** soit 160 165 069,23 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/87 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/75 DU 22 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS H 54 000 106**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 22 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général11 503 558.15 € soit 75 458 394.93 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/88 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N°04/56 DU 2 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS H 54 000 0767**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté du 2 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général 48 603 555.66 euros soit 318 818 425.60 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/89 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/68 DU 19 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS H 54 000 2078**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 19 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général**415 349 723.86 €** soit 2 724 515 588.14 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/90 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/74 DU 22 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS H 54 002 0112**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 22 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général**40 409 204.97 €** soit 265 067 008.65 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/91 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/63 DU 9 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS H 54 000 0395**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;
Vu la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté du 9 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **4 787 535.78 €** soit 31 404 176.08 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière SAINT CHARLES à NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/92 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/59 DU 8 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN)
N° FINESS H 54 000 0866**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté du 8 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **44 792 137.49 €** soit 293 817 161.32 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/93 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/58 DU 5 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS H 54 000 1104**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;
Vu la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 5 novembre 2004, sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général**3 480 859.92 €** soit 22 832 944.31 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/94 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/55 DU 2 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER (CENTRE ALEXIS VAUTRIN) - N° FINESS H 54 000 3019**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;
Vu la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté du 2 novembre 2004, sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général**39 350 289.57 €** soit 258 120 978.95 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Régional de Lutte contre le Cancer (Centre Alexis Vautrin)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/95 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/53 DU 28 OCTOBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT
N° FINESS H 54 000 0072**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'article 1 de l'arrêté du 28 octobre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général**535 405.81€** soit 3 512 031.89 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière de BACCARAT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/98 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N°04/69 DU 19 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS H 54 000 3399**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 19 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **2 107 253.55 €** soit 13 822 677.17 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/99 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/65 DU 19 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0585**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 19 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **4 225 748.68 €** soit 27 719 094 27 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison de Repos et de Convalescence de FLAVIGNY SUR MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/100 DU 9 DECEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/ 66 DU 19 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES A FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0973**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 19 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **6 668 296.37 €** soit 43 741 156.82 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre d'Observation et de Cure pour Enfants Epileptiques à FLAVIGNY SUR MOSELLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/109 DU 19 JANVIER 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/23 DU 23 AVRIL 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS H 54 000 0668**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice- Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

Vu la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 23 avril 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **19 janvier 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

50 - Hospitalisation de jour.....**129.05 €** soit 846.51 F

58 - Hospitalisation de Jour : rééducation incontinence.....**28.00 €** soit 183.67 F

59 - Hospitalisation de Jour : rééducation vestibulaire**36.00 €** soit 236.14 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE 2004/385 AUTORISANT L'ASSOCIATION HOSPITALOR A TRANSFORMER LA MAISON DE RETRAITE D'ONVILLE
EN UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES AVEC UNE REDUCTION DE CAPACITE DE 33 LITS
ET TRANSFERT DE LA STRUCTURE DANS UN AUTRE QUARTIER DE LA COMMUNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU l'arrêté de M. le Président du Conseil Général du 11 janvier 2002 portant transfert à l'Association Hospitalor de l'autorisation de création de la maison de retraite d'Onville précédemment accordée à l'Association « Maison de retraite du Home du Rupt de Mad » ;

VU le dossier reconnu complet le 31 mai 2004 présenté par l'Association HOSPITALOR ;

VU l'avis favorable émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 12 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit 2 lits d'hébergement temporaire et un accueil de jour de 2 places ainsi qu'une unité de soins spécialisée pour personnes atteintes de démence de type Alzheimer de 12 places ;
CONSIDERANT que les moyens proposés répondent aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire du Val de Lorraine et satisfont aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;
CONSIDERANT que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent à des normes de qualité ;
CONSIDERANT que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la reconstruction et la gestion d'une telle structure ;
CONSIDERANT que l'opération correspond au critère de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leurs familles ;
SUR proposition du Directeur de la solidarité et de l'action sociale du Conseil Général, du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'Association HOSPITALOR, sise rue Ambroise Paré BP 20204 57 506 SAINT AVOLD Cedex est autorisée à transférer l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) sis 8, Grande Rue - 54 890 ONVILLE dans un autre quartier de la commune, conformément au dossier reconnu complet le 30 mai 2004.

Article 2 : L'Association HOSPITALOR, sise rue Ambroise Paré BP 20204 57506 SAINT AVOLD Cedex, est autorisée à réduire de 33 places la capacité de l'établissement, à l'issue des travaux de reconstruction.

La capacité de la nouvelle structure est ainsi fixée à :

- 60 lits d'hébergement permanent dont 12 lits pour une unité de soins spécialisée pour personnes atteintes de démence de type Alzheimer
- 2 lits d'hébergement temporaire
- et 2 places d'accueil de jour.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :

- des conclusions du contrôle de conformité aux normes mentionné à l'article L 313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles opéré après achèvement des travaux et avant la mise en service ;
- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 4 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, pour les 60 lits d'hébergement permanent. Les places d'hébergement temporaire et d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 5 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par les organismes de sécurité sociale.

Article 6 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des Services et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au Président de l'Association HOSPITALOR.

NANCY, le 30 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Pour le Président du Conseil Général et par délégation,
Le Vice-Président Délégué,
Alain CASONI

ARRETE 2004/386 REFUSANT A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A VILLERUPT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 30 septembre 2004 présenté par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY tendant à la création d'un établissement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 80 places d'hébergement, comprenant 26 places d'hébergement pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et 5 places d'hébergement temporaire, et 3 places d'accueil de jour ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 12 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit 5 places d'hébergement temporaire et un accueil de jour de 3 places ainsi qu'une unité de soins spécialisée pour personnes atteintes de démence de type Alzheimer de 26 places ;

CONSIDERANT que les moyens proposés répondent aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire de LONGWY et satisfont aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

CONSIDERANT que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent à des normes de qualité ;

CONSIDERANT que le promoteur présente toutes les garanties nécessaires pour la construction et la gestion d'une telle structure ;

CONSIDERANT que l'opération correspond aux critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leurs familles ;

CONSIDERANT que le nombre de postes d'encadrement en personnel ainsi que le coût de fonctionnement prévisionnel apparaissent élevés et seront négociés dans le cadre d'une convention tripartite avant l'ouverture de la structure,

CONSIDERANT cependant que les dispositions de l'article L 313 - 4 du code de l'action sociale et des familles prévoient notamment que l'autorisation initiale est accordée si le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées, selon le cas aux articles L 313-8, L 314-3 et L 314-4 au titre de l'exercice correspondant à la date de la dite autorisation ;

CONSIDERANT que le montant de la dotation de crédits d'assurance maladie destinée à la Meurthe-et-Moselle, compte tenu de la nécessité de financer les conventions tripartites signées avec les établissements de Meurthe-et-Moselle, ne permet pas de financer le coût des prestations du projet de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY à la charge des organismes de sécurité sociale, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine de ce projet est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales pour 2004 adopté par l'assemblée départementale au cours de sa session du 8 décembre 2003, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E N T

Article 1 : L'autorisation de créer à VILLERUPT un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 80 places d'hébergement, comprenant 26 places d'hébergement pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et 5 places d'hébergement temporaire, et 3 places d'accueil de jour, sollicitée par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY, est refusée.

Article 2 : Si le coût de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, en tout ou partie compatible avec le montant de la dotation annuelle de crédits d'assurance maladie dévolue à la Meurthe-et-Moselle et avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales délibéré par l'assemblée départementale, l'autorisation pourra être accordée, en tout ou partie, sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de NANCY 5 place Carrière 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des Services et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du Département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY.

NANCY, le 30 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Pour le Président du Conseil Général et par délégation,
Le Vice-Président Délégué,
Alain CASONI

**ARRETE 2004/387 REFUSANT A L'ASSOCIATION ADEF RESIDENCES
L'AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES A LEXY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 31 mai 2004 présenté par l'Association ADEF Résidences tendant à la création d'un établissement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 90 places d'hébergement, comprenant 10 places d'hébergement pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et 3 places d'hébergement temporaire, et 5 places d'accueil de jour ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 12 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit 3 places d'hébergement temporaire et un accueil de jour de 5 places ainsi qu'une unité de soins spécialisée pour personnes atteintes de démence de type Alzheimer de 10 places ;

CONSIDERANT que les moyens proposés répondent aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gériatrique 2002-2006 pour le territoire de LONGWY et satisfont aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

CONSIDERANT que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent à des normes de qualité ;

CONSIDERANT que le promoteur présente toutes garanties pour la construction et la gestion d'une telle structure ;

CONSIDERANT que l'opération correspond aux critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leurs familles ;

CONSIDERANT cependant que les dispositions de l'article L 313 - 4 du code de l'action sociale et des familles prévoient notamment que l'autorisation initiale est accordée si le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées, selon le cas aux articles L 313-8, L 314-3 et L 314-4 au titre de l'exercice correspondant à la date de la dite autorisation ;

CONSIDERANT que le montant de la dotation de crédits d'assurance maladie destinée à la Meurthe-et-Moselle, compte tenu de la nécessité de financer les conventions tripartites déjà signées avec les établissements de Meurthe-et-Moselle, ne permet pas de financer le coût des prestations du projet de l'association ADEF Résidences à la charge des organismes de sécurité sociale, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement en année pleine de ce projet est incompatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales pour 2004 adopté par l'assemblée départementale au cours de sa session du 8 décembre 2003, et qu'en conséquence, pour ce motif, le projet doit être refusé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E N T

Article 1 : L'autorisation de créer à LEXY un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 90 places d'hébergement, comprenant 10 places d'hébergement pour l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et 3 places d'hébergement temporaire, et 5 places d'accueil de jour, sollicitée par l'association ADEF Résidences est refusée.

Article 2 : Si le coût de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision, en tout ou partie compatible avec le montant de la dotation annuelle de crédits d'assurance maladie dévolue à la Meurthe-et-Moselle et avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales délibéré par l'assemblée départementale, l'autorisation pourra être accordée, en tout ou partie, sans qu'il soit à nouveau procédé aux consultations mentionnées à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de NANCY 5 place Carrière 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des Services et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et du Département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'association ADEF Résidences.

NANCY, le 30 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Pour le Président du Conseil Général et par délégation,
Le Vice-Président Délégué,
Alain CASONI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS / AES / N° 1150 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE ONVILLE

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
CHARGE DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT DANS LE DEPARTEMENT

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Article 1- Le forfait global 2004 de la maison de retraite de ONVILLE - N° FINESS E.T. : 54 000 4579 - est modifié soit 59 976,13 €.

Article 2- Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de ONVILLE est modifié soit 20,37 €.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 4- Le secrétaire général de la préfecture et directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 décembre 2004

Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE N° 008/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-79

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou directeur adjoint de laboratoires d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologies ;

VU l'arrêté du 7 février 2002 autorisant, sous le n° 54-79, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 22, avenue Patton à 54800 JARNY, laboratoire exploité au sein de la SELARL « Laboratoires du Val de Meuse » dont le siège social est situé à 55100 VERDUN, 4 place Saint-Paul ;

VU le dossier, présenté par Monsieur BOURGAUX Damien, réceptionné complet le 26 janvier 2005, relatif à sa nomination, au 3 janvier 2005, en qualité de Directeur du laboratoire sis à Jarny, en lieu et place de Monsieur JOPPIN François, démissionnaire à compter du 31 décembre 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Section G le 3 novembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté du 7 février 2002 autorisant le fonctionnement sous le numéro **54-79** du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 22, avenue Patton à 54800 JARNY au sein de la SELARL « Laboratoires du Val de Meuse » est modifié comme suit à compter du 3 janvier 2005 :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale MATHIEU

22 Avenue Patton à 54800 JARNY

exploité au sein de la SELARL Laboratoires du Val de Meuse

dont le siège social est situé 4 place Saint-Paul à 55100 VERDUN

Directeur : Monsieur BOURGAUX Damien, Pharmacien biologiste.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BOURGAUX Damien,
- SELARL « Laboratoires du Val de Meuse »,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de JARNY,
- M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président du Conseil de l'Ordre Départemental des Médecins,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meuse,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.
NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 009/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-25**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté modifié du 20 mai 1977, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 111 rue de l'Hôtel de Ville à 54240 JOEUF sous le n° 54-25 ;
VU la demande présentée le 6 août 2004 par Monsieur ISRAEL Richard, Pharmacien biologiste, tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 33 rue des Cités Basses à 54240 JOEUF ;
VU le dossier complet réceptionné le 21 décembre 2004 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 17 janvier 2005, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54240 JOEUF - 111, rue de l'Hôtel de Ville agréé sous le n°54-25;

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur ISRAEL Richard,
- Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de JOEUF,
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 8 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

SERVICE POLE RESSOURCES

ORDONNATEUR SECONDAIRE - SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
VU le décret du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;
VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2001 nommant M. Philippe MICHEL en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 novembre 2001 ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à :

- Mme BERG Myriam, Directrice Adjointe,
- M. LHUILLIER Jean-François, Directeur Adjoint,
- Mme CALOT Francine, Inspectrice Principale,
- Mme DEMPT Brigitte, Inspectrice Principale,
- M. MARTINEZ José-Luis, Inspecteur,

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des recettes de l'Etat.

ARTICLE 2 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

ARTICLE 3 : M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Mme BERG Myriam, M. LHUILLIER Jean-François, Mme CALOT Francine, Mme DEMPT Brigitte, M. MARTINEZ José-Luis, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 25 janvier 2005

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/01 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE WAVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 18 juin 1974 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de WAVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de WAVILLE en date du 20 juillet 2004

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 18 juin 1974 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 143 ha 75a 71ca situés sur le territoire de la Commune de WAVILLE ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
WAVILLE	A	N°51 à 53 - n°56- n°67 -
	ZA	N°24 - n°25
	B	N° 460 - n°562 - n° 565 à 569 - n°587 - n°594 - n°595 - n°597 - n°598 - n°600 - n°601 - n°604 à 606 - n°1142 - n°1163 - n°1166 - n°1236 - n°1239
	ZB	N° 1 à 39 - n°1273 à 1274
	C	N°7 - n°12 à 14 - n°16 - n°17bis - n°18 à 23 - n°29 à 35 - n°39 - n°297 - n°301 à 302 - n°305 - n°307 - n°315 à 317 - n°319 - n°44 à 47 - n°52 à 54 - n°273 à 274 - n°276 - n°286 - n°55 à 63 - n°65 - n°251 - n°263 à 264 - n°99 à 102 - n°89 à 97 - n°69 à 70 - n°72 à 80 - n°136 - n°147 à 153 - n°247 - n°255 - n°271 - n°290 à 293 - n°154 à 176 - n°181 à 200 - n°200bis à 207 - n°207bis à 208 - n°211 - n°213 - n°215 - n°217 - n°219 - n°226 - n°121b - n°329 - n°122b - n°133b - n°127b - n°252b - n°253b - n°328t - n°331t à 332t - n°21ch - n°179b à 180b - n°177b - n°270b - n°1b - n°2b - n°3b - n°4b - n°5b - n°6b.
	D	N°96 à 102 - n°323 à 331 - n°343 à 345 - n°347 - n°349 - n°351 à 354 - n°358 à 360 - n°363 à 368 - n°371 à 372 - n°378 - n°380 - n°714 à 717 - n°719 à 722 - n°732 - n°734 - n°769 - n°789

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de WAVILLE.

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de WAVILLE.

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de WAVILLE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de WAVILLE par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY et M. le Maire de Commune de WAVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de WAVILLE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES CORBEAU,
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENTLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
Vu la loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 relative à certaines modalités de la grève dans les services publics,
Vu les circulaires du Ministère de l'Equipelement des 22 septembre 1961, 03 mars 1965 et du 26 janvier 1981 prises pour l'application de la loi susvisée du 31 juillet 1963,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

A R R E T E

Article 1 - Délégation de signature est donnée à Monsieur CORBEAU Hugues, Directeur départemental de l'Equipelement de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les notifications individuelles informant les personnels de l'interdiction d'abandonner leur poste dans le cadre des mesures destinées à assurer la marche des services en cas de grève.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CORBEAU Hugues, Directeur départemental de l'Equipelement, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1^{er} du présent arrêté sera exercée par Monsieur LOUIS Dominique, Directeur adjoint.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la Préfecture et Monsieur le directeur départemental de l'Equipelement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 19 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/004/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité d'effectuer des travaux de mise en oeuvre d'un câble de transport sur la branche du giratoire Brigachtal de la R.N. 74 vers SEICHAMPS.

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de NANCY NORD ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Le 14 février 2005 de 9 H 00 à 12 H 00, de 12 H 20 à 13 H 40 et de 14 H 20 à 17 H 00 la circulation est interdite sur la branche du giratoire Brigachtal de la RN 74 vers SEICHAMPS.

ARTICLE II

En raison de la fermeture d'une branche du giratoire de Brigachtal, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- RD 83 jusqu'au carrefour N. 74/D. 83 (Lieu dit Tronc qui Fume) - R.N. 74 (avenue du 69^{ème} RI) puis retour vers le giratoire de Brigachtal.**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise SIMOES sous le contrôle de la subdivision territoriale de NANCY NORD ;

ARTICLE IV

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de ESSEY LES NANCY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 43386 en date du 9 février 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ maison de retraite 62 rue Raymond Poincaré, sur la commune de CIREY SUR VEZOUZE.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****ARRETE AGREANT LA SOCIETE ENERGENCE A BRIEY
EN QUALITE DE SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code du commerce,

Vu la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, et, notamment son titre II Ter,

Vu le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif,

Vu l'attestation du greffier du tribunal chargé de la tenue du registre du commerce et des sociétés constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces nécessaires à l'immatriculation de la société,

Considérant que la société justifie du caractère d'utilité sociale des biens et des services d'intérêt collectif qu'elle se propose de produire ou de fournir,

A R R E T E

Article 1 : La société ENERGENCE, dont le siège social est situé - Résidence le Corbusier - 122 Première Rue - 54150 BRIEY, est agréée en qualité de société coopérative d'intérêt collectif.

Article 2 : L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : L'agrément peut être retiré pour des motifs tenant à la méconnaissance de l'objet social pour lequel la société a été agréée, des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou à une détérioration des conditions de son fonctionnement susceptible de mettre en cause son existence.

La décision portant retrait d'agrément ne peut intervenir qu'après que la société coopérative d'intérêt collectif a été mise à même de présenter ses observations sur les griefs retenus à son encontre.

Article 4 : La société coopérative d'intérêt collectif est tenue de communiquer, à la demande du préfet, ou à celle de l'autorité administrative dont relèvent les agréments, habilitations et conventions, ou les aides et avantages financiers directs ou indirects accordés, tous documents et renseignements relatifs à son activité, à son fonctionnement et à sa situation financière.

Elle est également tenue d'informer le préfet de toute modification de ses statuts ou de son objet social.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

NANCY, le 16 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale (127 rue de Grenelle - 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière - 54000 NANCY).

AVIS DE CONCOURS**AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT****D'UN MAITRE-OUVRIER SPECIALISE EN SECURITE AU CAPS - EPDTPH - 4 RUE LEON PARISOT - 54110 ROSIERES AUX SALINES****UN CONCOURS EXTERNE SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN MAITRE-OUVRIER SPECIALISE EN SECURITE SERA ORGANISE AU CAPS - EPDTPH - 4 RUE LEON PARISOT - 54110 ROSIERES AUX SALINES (MEURTHE ET MOSELLE).**

Peuvent, être admis à concourir les candidats titulaires soit de deux certificats d'aptitude professionnelle, soit d'un brevet d'études professionnelles et d'un certificat d'aptitude professionnelle, soit de deux brevets d'études professionnelles ou de diplômes de niveau au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé et âgés de 45 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Les dossiers d'inscription devront être adressés dans le délai d'un mois à compter de la date de parution du présent avis au recueil des actes administratifs par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, au Directeur de cet établissement auprès duquel peuvent être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

ARRETES INTERPREFECTORAUX**ARRETE INTERPREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE INTERPREFECTORAL DU 1^{ER} JUIN 1990
PORTANT REGLEMENT DE SECURITE DES ACTIVITES SPORTIVES ET DE LOISIRS SUR LE LAC DE LA PLAINE**

LE PREFET DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'arrêté interpréfectoral du 1^{er} juin 1990 portant règlement de sécurité des activités sportives et de loisirs sur le lac de la Plaine,

Vu les arrêtés interpréfectoraux des 27 juin et 9 juillet 1991, des 16 et 21 juillet 1993 portant modifications dudit arrêté,

Vu la demande présentée par le Président de la Fédération des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique en vue de pratiquer la pêche à partir d'une embarcation,

Vu les avis des services concernés,

Sur proposition de MM. les Secrétaires Généraux des Vosges et de la Meurthe et Moselle,

A R R E T E N T

Article 1 : Le présent arrêté modifie et complète l'arrêté du 1^{er} juin 1990.

Article 2 : Les arrêtés interpréfectoraux des 27 juin et 9 juillet 1991 et des 16 et 21 juillet 1993 sont abrogés.

Article 3 : A l'article 2, la mention « ainsi que la pêche à la ligne à partir d'une embarcation » est supprimée.

Article 4 : L'article 3 est ainsi modifié :

« 3.4 : la pêche à la ligne à partir d'embarcation est autorisée, sauf le mercredi matin, selon les périodes et horaires suivants :

- de l'ouverture générale en 1^{ère} catégorie jusqu'au 14 avril : horaires légaux
- du 15 avril au 1^{er} dimanche d'octobre : de l'heure légale du matin jusqu'à 9 H 30 et de 18 H 30 à l'heure légale du soir et au plus tard à 22 H.

Un panneau sera réalisé, mis en place et entretenu par la Fédération des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique pour informer les pêcheurs des conditions de pêche sur le lac ».

L'alinéa 3.4 devient 3.5

L'alinéa 3.5 devient 3.6

L'alinéa 3.6 devient 3.7

Article 5 : L'article 4 est ainsi modifié :

« 4.3 : les embarcations de pêche sont mises à l'eau à partir de la rampe située à proximité du barrage. Un chenal d'accès aux parties autorisées du plan d'eau sera matérialisé par une ligne de bouée mise en place et entretenue par la Fédération des Vosges pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques.

Les embarcations de pêche seront retirées du plan d'eau en dehors des périodes et horaires autorisés à l'article 3. Le stationnement des véhicules et remorques des pêcheurs se fera obligatoirement en dessous du barrage et n'est autorisé que durant les périodes horaires définies à l'article 3. Ils ne doivent pas gêner l'accès au barrage et à la rampe de mise à l'eau (véhicules EDF, secours...) ».

Article 6 : MM. Les Secrétaires Généraux des Vosges et de Meurthe et Moselle, MM. Les sous-préfets de SAINT-DIE-DES-VOSGES et LUNEVILLE, MM. les maires des communes de CELLES-SUR-PLAINE et PIERRE-PERCEE, M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie des Vosges, MM. les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales des Vosges et de Meurthe et Moselle, MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de Meurthe et Moselle et des Vosges, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des Vosges et de Meurthe-et-Moselle et notifié au Président du Syndicat Mixte d'Aménagement des lacs de PIERRE PERCEE et de la PLAINE, ainsi qu'à E.D.F

et dont une ampliation sera adressée à :

- MM. les directeurs départementaux de la jeunesse et des sports des Vosges et de Meurthe-et-Moselle
- MM. les directeurs départementaux des services incendie et de secours des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.
- MM. les Présidents des Fédérations Départementales des AAPPMA des Vosges et de Meurthe et Moselle.

EPINAL, le 6 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN

NANCY, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	94
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	94
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	94
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.08 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE AU COLONEL BERNARD MODERE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE	94
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	94
PREMIER BUREAU	94
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE A UNE PARTIE DE LA COMMUNE DE TRIEUX D'UNE PARTIE DES DISPOSITIONS DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES DES COMMUNES DE ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX ET TUCQUEGNIEX	94
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	95
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	95
TROISIEME BUREAU	95
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGEE DE L'OUVERTURE DES PLIS DE L'APPEL D'OFFRES RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER POUR LE POLE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE	95
QUATRIEME BUREAU	96
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR AU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINNE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	96
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	96
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE	97
CINQUIEME BUREAU	97
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE DU 22 JUIN 2004 AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE DE L'OTHAÏN DANS LE CADRE DE LA REFECTION DE DEUX PONTS DE LA RN N°43 A SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	97
ARRETE PREFECTORAL DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'ETABLISSEMENT DE L'ALIMENTATION ELECTRIQUE DE LA STATION DE COMPRESSION DE LANEUVELOTTÉ. LIGNE A 2 CIRCUITS 63000 VOLTS CHAMPIGNEULLES - ESSEY ET CHAMPIGNEULLES - LANEUVELOTTÉ	98
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A CREVIC ET SOMMERVILLER SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION	98
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	102
DEUXIEME BUREAU	102
ARRETE PORTANT MODIFICATION D'UNE HABILITATION DE TOURISME	102
ARRETE PORTANT MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL DE L'ENTREPRISE « PEGASE SECURITE »	102
AUTORISATION PREFECTORALE N° 158	102
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 142	103
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	103
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	103
TROISIEME BUREAU	104
ARRETE N°DRLP3/AG/05/01 PORTANT AGREMENT D'UNE ASSOCIATION POUR LA DOMICILIATION POSTALE DES DEMANDEURS D'ASILE ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU CŒUR - LES RELAIS DU COEUR DE MEURTHE-ET-MOSELLE	104
QUATRIEME BUREAU	104
ARRETE PORTANT AGREMENT AU GARAGE ASSISTANCE AUTO DEPANNAGE A LUNEVILLE	104
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	105
PREMIER BUREAU	105
ARRETE PREFECTORAL CHANGEANT LA DENOMINATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DEPOT D'ORDURES EN "SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DEPOT DE MATERIAUX D'HOUDREVILLE"	105
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE VITERNE	105
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BAINVILLE SUR MADON AU SYNDICAT DE TRAVAUX POUR LA VALLEE DU MADON AINSI QUE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT	106
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	107
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU CHANGEMENT DE SIEGE SOCIAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS	107
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE	107
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	108
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	108
ARRETE N° 77 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	108
ARRETE N° 78 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	108
ARRETE N° 79 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	109

ARRETE N° 80 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	109
ARRETE N° 81 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	110
ARRETE N° 82 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	110
ARRETE N° 96 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	111
ARRETE N° 97 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	111
ARRETE N° 101 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	112
ARRETE N° 102 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	112
ARRETE N° 103 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	113
ARRETE N° 104 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	113
ARRETE N° 105 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	114
ARRETE N° 106 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	114
ARRETE N° 107 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	115
ARRETE N° 108 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	115
ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	116
ARRETE N° 2 DU 20 JANVIER 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SINCAL	116
ARRETE N° 7 DU 27 JANVIER 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	116
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/110 DU 21 JANVIER 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/67 DU 19 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS H 54 001 9007	117
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/111 DU 25 JANVIER 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/88 DU 9 DECEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS H 54 000 0767	118
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE	118
ARRETE N° 1204 AUTORISANT LE GROUPE ORPEA S.A. A CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES	118
ARRETE N° 1205 AUTORISANT L'ASSOCIATION ADEF RESIDENCES A CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES	119
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	120
ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	120
ARRETE PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AUTORISATION N° 54-86	120
INSPECTION ACADEMIQUE	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	120
ARRETE PREFECTORAL PORTANT RENOUVELLEMENT DE MEMBRES DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'EDUCATION SPECIALE	120
ARRETE TRIENNAL PORTANT RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DES COMMISSIONS DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE ET DES COMMISSIONS DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE	122
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	136
SERVICE D'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER	136
ARRETE DDAF 2004-408 PORTANT AGREMENT DU GIDON DE LA ZONE NORD DE MEURTHE-ET-MOSELLE	136
ARRETE DDAF 2004-409 PORTANT AGREMENT DU GIDON DE LA ZONE SUD DE MEURTHE-ET-MOSELLE	136
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	137
DECISION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER	137
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	137
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	137
ARRETE 2005/DDE/002/CDER	137
ARRETE 2005/DDE/003/CDER	138
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	138
ARRETE N° 04 DE 011 PFU - REPARTITION 2004 DU CONCOURS PARTICULIER CREE AU SEIN DE LA DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES DOCUMENTS D'URBANISME	138
AVIS	139
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL DES TRANSPORTS LORRAINE-ALSACE	139
DECISION D'INTERIM INSPECTION DU TRAVAIL DES TRANSPORTS NANCY	139
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	139
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS	139
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	139
DELEGATION DE SIGNATURE	139
AVIS DE CONCOURS	141
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE DE MAITRE OUVRIER ORGANISE PAR LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	141

AVIS DE VACANCES DE POSTES D'AGENT-CHEF 2 ^{EME} CATÉGORIE PAR LISTE D'APTITUDE A POURVOIR AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	141
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE ORGANISE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	141
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	142
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	142
ARRETE SGAR N° 2004-615 EN DATE DU 29 DECEMBRE 2004 RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION ELECTORALE POUR LE DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE DANS LE CADRE DES ELECTIONS A LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	142
DECISION	143
ARRETES INTERPREFECTORAUX	143
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2005-DRCL/1-001 EN DATE DES 13 ET 25 JANVIER 2005 PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DE LA SEILLE LORRAINE	143
ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT L'AMENAGEMENT DES BERGES DE L'ORNE ENTRE MOINEVILLE (54) ET ROMBAS (57)	144

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.08

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE AU COLONEL BERNARD MODERE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 96.369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, et notamment son article 33 ;

VU la loi N° 2004.811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret N° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 6 avril 1988 portant nomination du chef de bataillon Bernard Modéré, en qualité de directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle avec le grade de Lieutenant-Colonel, à compter du 1^{er} mai 1988 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 juillet 1991 portant promotion du Lieutenant-Colonel Bernard Modéré, au grade de Colonel à compter du 1^{er} mai 1991 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} mars 1998 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00.DEC.62 du 28 août 2000 accordant délégation de signature au Colonel Bernard Modéré, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est accordée au Colonel Bernard Modéré, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, chef de corps départemental, à l'effet de signer les documents relevant des attributions de son service, contrôlées par Monsieur le Préfet, à savoir :

- ampliations des arrêtés préfectoraux et copies de décisions,
- certification et visa de pièces et documents,
- correspondances courantes relatives aux mesures opérationnelles et aux affaires de prévention, de protection et d'organisation des secours.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du Colonel Bernard Modéré, la délégation de signature prévue à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par le Colonel Jean-Jacques Horb, adjoint au directeur départemental.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 00.DEC.62 du 28 août 2000 susvisé est abrogé.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Colonel Modéré, directeur départemental des services d'incendie et de secours, affiché dans les locaux de la préfecture, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 28 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITÉ IMMÉDIATE A UNE PARTIE DE LA COMMUNE DE TRIEUX D'UNE PARTIE DES DISPOSITIONS DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS DES COMMUNES DE ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX ET TUCQUEGNIEUX

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux Plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

Vu le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et notamment son article 6 ;
Vu le décret 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;
Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;
Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux ;
Vu l'avis du maire de Trieux ;
Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;
Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

AR R E T E

Article 1 - L'application immédiate, des dispositions applicables à la zone J, du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur une partie du territoire de la commune de Trieux. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 26 janvier 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA Leroy Merlin France, en qualité de propriétaire et exploitant, en vue de procéder à l'extension d'un magasin de bricolage de 1 860 m² de vente à l'enseigne LEROY MERLIN à CHAMPIGNEULLES portant la surface totale de vente de 9 760 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de CHAMPIGNEULLES.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Équipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 26 janvier 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL International Affaires, en qualité de futur exploitant en vue de procéder à la création d'un magasin non spécialisé non alimentaire à l'enseigne International Affaires à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery d'une surface de 600 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

NANCY, le 27 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSION D'APPEL D'OFFRES CHARGÉE DE L'OUVERTURE DES PLIS DE L'APPEL D'OFFRES RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER POUR LE POLE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Vu l'avis d'appel public à la concurrence relatif à l'acquisition de mobilier pour le pôle de lutte contre la criminalité organisée, ensemble le règlement d'appel d'offres et le cahier des charges ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture des plis des candidatures, et des offres relatives à l'acquisition de mobilier pour le pôle de lutte contre la

criminalité organisée, de représenter la personne responsable des marchés pour arrêter la liste des candidats admis, et de signer les procès verbaux correspondants.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'examen des offres et de leur classement après analyse, et de signer le procès-verbal correspondant.

ARTICLE 3 : Les séances de ces commission se dérouleront en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de Commandement), les mercredi 26 janvier à 9h30 et le mercredi 2 février à 9h30, respectivement.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

QUATRIEME BUREAU

DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR AU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

Vu le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-1005 du 24 septembre 2004 relatif aux majorations des subventions accordées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la circulaire n° 2004-56 UHC/IUH2 du 25 octobre 2004 relative aux aides au logement dans les territoires d'intervention de l'agence nationale pour la rénovation urbaine

Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'A.N.R.U. DECIDE :

De donner délégation de pouvoir au délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences à l'effet d'instruire proposer ou signer les décisions suivantes :

- a- Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur, le règlement général et les directives de l'ANRU.
- b- Décisions de subvention concernant les opérations conventionnées conformément au tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique, de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- c- Par anticipation à la signature de la convention, les décisions de subvention concernant les opérations pré conventionnées répertoriées dans l'avis du Comité d'Engagement de l'agence selon les modalités définies par le tableau financier annexé à la convention qui précise notamment leurs conditions de réalisation physique de durée et de montant dans la limite de l'opération financière à laquelle elles se rattachent.
- d- Décisions de subvention concernant les opérations isolées conduites en l'absence de projet de rénovation urbaine dans les quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) et qui sont éligibles aux subventions de l'ANRU sous réserve de ne pas excéder 1,5 million d'euros de subvention par opération et 2,5 millions d'euros de subvention par quartier;
- e- Décisions de subvention concernant les opérations urgentes conduites pour l'achèvement ou la préfiguration d'un projet de rénovation urbaine dans les quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) et qui sont éligibles aux subventions de l'ANRU sous réserve de ne pas excéder 1,5 million d'euros de subvention par opération;
- f- Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts prêt locatif aidé d'intégration « PLAI ») : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation) ;
- g- Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières: octroi, annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R. 381-1 à R381-6 du code de la construction et de l'habitation) ;
- h- Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R323-1 à R323-12 du code de la construction et de l'habitation) ;
- i- Liquidation (calcul) du montant des sommes à payer au titre des acomptes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites ;
- j- Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Le directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine, et le préfet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

PARIS, le 20 décembre 2004

Le Directeur Général de l'A.N.R.U.,
Philippe VAN DE MAELE

ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 17 février 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 14 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I^{er} de son titre II,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1^{er} de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du jeudi 27 janvier 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 21 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE DU 22 JUIN 2004 AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE DE L'OTHAIN
DANS LE CADRE DE LA REFECTION DE DEUX PONTS DE LA RN N°43 A SAINT-JEAN-LES-LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L. 432-3 du code de l'environnement ;
VU la loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;
VU les décrets n°93-742 et 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;
VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 Mars 1993 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2004 autorisant la Direction Départementale de l'Equipement à procéder aux travaux de réparation des deux ponts de franchissement de la rivière OTHAIN sur la route nationale N°43 à Saint-Jean-les-Longuyon ;
VU la demande présentée le 6 décembre 2004 par la Direction Départementale de l'Equipement - service de gestion et d'exploitation des infrastructures ;
VU l'avis en date du 10 janvier 2005 de la Direction Départementale de l'Equipement ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - OBJET :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral susvisé, autorisant la Direction Départementale de l'Équipement à procéder aux travaux de réparation des deux ponts de franchissement de la rivière OTHAIN sur la route nationale N°43 à Saint-Jean-les-Longuyon est modifié comme suit : « les travaux de réalisation sont prorogés d'un délai supplémentaire de six mois à compter de la notification du présent arrêté ».

ARTICLE 2 - VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'après du tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois, par le pétitionnaire à compter de la notification et de quatre ans, pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 3 - PUBLICATION ET EXECUTION :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la préfecture e Meurthe-et-Moselle,
- M. le Sous Préfet de Briey,

- M. le Maire de la commune de Saint-Jean-les-Longuyon,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Saint-Jean-les-Longuyon ;

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire pour notification.

NANCY, le 18 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX D'ETABLISSEMENT DE L'ALIMENTATION ELECTRIQUE
DE LA STATION DE COMPRESSION DE LANEUVELOTTTE. LIGNE A 2 CIRCUITS 63000 VOLTS
CHAMPIGNEULLES - ESSEY ET CHAMPIGNEULLES - LANEUVELOTTTE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement,

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application,

Vu l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ensemble le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié notamment par le décret n° 93-629 du 25 mars 1993,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu la demande en date du 14 juin 2004, par laquelle Réseau de Transport Electricité Est a sollicité la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de l'alimentation électrique de la station de compression de Laneuvelotte - Ligne à 2 circuits 63000 volts Champigneulles - Essey et Champigneulles Laneuvelotte,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande de Réseau Transport Electricité Est en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de l'alimentation électrique de la station de compression de Laneuvelotte - Ligne à 2 circuits 63000 volts Champigneulles - Essey et Champigneulles - Laneuvelotte,

Vu les pièces constatant que les prescriptions de l'arrêté susvisé ont été intégralement accomplies,

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur,

Vu les résultats de l'instruction administrative,

Vu le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement du 11 janvier 2005,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de l'alimentation électrique de la station de compression de Laneuvelotte - Ligne à 2 circuits 63000 volts Champigneulles - Essey et Champigneulles - Laneuvelotte, sur le territoire des communes de CHAMPIGNEULLES, LAY ST CHRISTOPHE, MALZEVILLE, MAXEVILLE.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies de CHAMPIGNEULLES, LAY ST CHRISTOPHE, MALZEVILLE, MAXEVILLE.

Article 3 :

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement et les maires de CHAMPIGNEULLES, LAY ST CHRISTOPHE, MALZEVILLE, MAXEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à M. le Directeur de Réseau Transport Electricité Est.

NANCY, le 24 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS
DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
A CREVIC ET SOMMERVILLER SOUMIS AU RÉGIME DE LA DECLARATION**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

Vu les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement (art. 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau);

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le dossier du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du SANON relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées de CREVIC et SOMMERVILLER et à la réalisation, à SOMMERVILLER, d'une station d'épuration;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de la déclaration ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 25 janvier 2005 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du SANON concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées de CREVIC et de SOMMERVILLER et d'une station d'épuration, à SOMMERVILLER, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO₅ - Déclaration ;

5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration.

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 1900 équivalents - habitants sur le territoire de SOMMERVILLER (lieu-dit « A la Malchaussée ») ;
- l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par cultures fixées sur support fin (infiltration-percolation sur sable).
Le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le SANON par l'intermédiaire d'une conduite d'évacuation;
- l'aménagement de 8 déversoirs d'orage sur les réseaux d'égout et de postes de refoulement.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
Le déclarant devra, dans un délai de 2 (deux) ans après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.
4. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	70 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH ₄ ⁺	50 %	-
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

5. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet et au service chargé de la police de l'eau tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

Le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du SANON,

Les Maires des communes de CREVIC et de SOMMERVILLER,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de CREVIC et de SOMMERVILLER.

NANCY, le 28 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Arrêté du 21 juin 1996

fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

Arrêtent :

Art. 1 - Objet - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5), mais inférieur à 120 kg de DBO5 ;

- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

CHAPITRE I**Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier****SECTION 1****Conception et implantation**

Art. 2 - Dispositions générales - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

SECTION 2**Rejet**

Art. 3 - Protection du milieu naturel - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;

2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;

3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

SECTION 3**Entretien des installations et élimination des boues et des graisses**

Art. 7 - Entretien - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

Art. 8 - Destination des boues et des graisses - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;

- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

CHAPITRE II

Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993

SECTION 1

Conception

Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;
- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;
- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;
- les apports d'eaux parasites résiduelles.

Art. 11 - Raccordements - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

SECTION 2

Obligations de résultat

Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

SECTION 3

Implantation

Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 17 - Protection contre les crues - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

SECTION 4

Équipements annexes et préservation du site

Art. 18 - Voie d'accès - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

Art. 19 - Clôture des ouvrages - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

Art. 20 - Protection contre le gel - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

Art. 21 - Bassin d'orage - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

Art. 22 - Dégrillage - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.

SECTION 5

Exploitation, maintenance et contrôle

Art. 23 - Exploitation - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

Art. 24 - Maintenance - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;
- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

Art. 25 - Contrôle des rejets - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO5 : 2 fois par an ;
- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO5 : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO5, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

Art. 27 - Dispositions complémentaires - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PORTANT MODIFICATION D'UNE HABILITATION DE TOURISME

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992 modifiée fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94.490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992,
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié, relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,
Vu l'arrêté du 26 janvier 2004 délivrant l'habilitation n° HA.054.04.0003 à l'Hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès 54000 NANCY,
Vu le courrier émanant de Mme Marie-Claude CARTON, nouvelle gérante de la SARL « La Résidence »,
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er :

L'arrêté du 26 janvier 2004 délivrant l'habilitation n° HA.054.04.0003 à l'Hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès 54000 NANCY, est modifié comme suit :

Article 1er. L'Habilitation n° HA.054.04.0003 est délivrée à l'Hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès 54000 NANCY.

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est Mme Marie-Claude CARTON.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT MODIFICATION DU SIEGE SOCIAL DE L'ENTREPRISE « PEGASE SECURITE »

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 103 du 6 novembre 1997 autorisant monsieur Rémi MARCHAL, demeurant à TOUL, Avenue du Pont Bernon, Bâtiment Beaumarchais, à gérer une entreprise sous la dénomination « PEGASE SECURITE » exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse;

Vu la demande de modification du siège social du 4 janvier 2005 et l'extrait Kbis du registre du commerce du 21 décembre 2004 ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à VANDOEUVRE LES NANCY, Immeuble « Les Nations », 2 boulevard de l'Europe.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Rémy MARCHAL.

NANCY, le 14 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 158

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la demande présentée par Mademoiselle Magali ROE, responsable de la société « PROTECTION 54 », 240 avenue de la Libération à NANCY, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour cette entreprise qui exerce l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Mademoiselle Magali ROE.

NANCY, le 18 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 142

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 142 du 25 avril 2003, modifié le 5 mai 2004, autorisant madame Judith LEDOUX à exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « PROTECTION 54 », située à NANCY, 240 avenue de la Libération ;

Vu les modifications intervenues dans la structure de l'entreprise (changement d'exploitante en date du 9 janvier 2005) ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 142 du 25 avril 2003 autorisant madame Judith LEDOUX à exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « PROTECTION 54 », située à NANCY, 240 avenue de la Libération, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Mademoiselle Judith LEDOUX.

NANCY, le 18 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les, livres II, titres 1^{er}, chapitres 3 des deuxièmes parties législative et réglementaire ;

Vu la demande formulée par monsieur Michel MINARD, pour l'entreprise « FUNESPACE », exploitée par madame Frédérique ZIMMER, à ESSEY LES NANCY, 158 avenue du 69^{ème} R.I.;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1999 habilitant pour une durée de six ans l'entreprise susvisée, sous le numéro 99-54-128;

ARRETE

ARTICLE 1 - L'habilitation de l'entreprise précitée est renouvelée pour les activités funéraires suivantes:

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- les soins de conservation,
- la fourniture des housses, cercueils, accessoires intérieurs et extérieurs et des urnes cinéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires et des crématoriums,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, les inhumations, exhumations et crémations (à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire).

ARTICLE 2 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

ARTICLE 3 - En application de l'article R 2223-63 du code général des collectivités territoriales, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture, sera notifié à :

- Madame Frédérique ZIMMER,
 - Monsieur Michel MINARD,
- et dont une ampliation sera adressée à :
- Monsieur le maire d'ESSEY LES NANCY,
 - Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 6 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;

Vu la demande formulée par Messieurs Patrice VINCENT et Frédéric MATHIEU, pour l'entreprise « HYGIENE FUNERAIRE DE L'EST », qu'ils exploitent à MANONCOURT EN WOEVRE, 90 allée de la Source;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 février 2004 habilitant pour une durée d'un an l'entreprise susvisée, sous le numéro 2004-54-152;

AR R E T E

ARTICLE 1 - L'habilitation de l'entreprise précitée est renouvelée pour les activités funéraires suivantes:

- les soins de conservation.

ARTICLE 2 - La durée du présent renouvellement est de six ans.

ARTICLE 3 - En application de l'article R 2223-63 du code général des collectivités territoriales, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à:

- Messieurs Patrice VINCENT et Frédéric MATHIEU

et dont une ampliation sera adressée à:

- Monsieur le maire de MANONCOURT EN WOEVRE, sous couvert de madame la sous-préfète de TOUL,

- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 20 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

TROISIEME BUREAU

ARRETE N°DRLP3/AG/05/01 PORTANT AGREMENT D'UNE ASSOCIATION POUR LA DOMICILIATION POSTALE DES DEMANDEURS D'ASILE ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR - LES RELAIS DU COEUR DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 modifiée relative au droit d'asile ;

Vu le décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu la demande présentée le 9 novembre 2004 par l'association « Les Restaurants du Cœur - Les Relais du Cœur de Meurthe et Moselle » en vue d'obtenir l'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 14 décembre 2004 ;

Considérant que l'association précitée, qui a pour objet d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes en difficultés dans le département de Meurthe-et-Moselle, a été régulièrement déclarée le 7 novembre 1985 à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que l'association précitée dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'association « Les Restaurants du Cœur - Les Relais du Cœur de Meurthe-et-Moselle », ayant son siège social 36 rue Jean Mermoz à VANDOEUVRE est agréée pour la domiciliation postale des demandeurs d'asile dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'association « Les Restaurants du Cœur-Les Relais du Cœur de Meurthe-et-Moselle » est tenue d'informer sans délai le Préfet de tout changement notable de ses modalités de fonctionnement susceptibles de remettre en cause le présent agrément.

ARTICLE 3 : L'association « Les Restaurants du Cœur-Les Relais du Cœur de Meurthe-et-Moselle » est tenue de formuler la demande de renouvellement de l'agrément dans un délai de deux mois avant l'échéance fixée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Le présent agrément pourra être retiré en cas de dysfonctionnements affectant notablement la domiciliation postale des demandeurs d'asile, en cas de malversation ou de changement d'activité de l'association.

L'agrément ne pourra être suspendu ou retiré qu'après que l'association « Les Restaurants du Cœur-Les Relais du Cœur de Meurthe-et-Moselle » ait été en mesure de faire valoir ses observations sur les dysfonctionnements constatés.

L'association « Les Restaurants du Cœur-Les Relais du Cœur de Meurthe-et-Moselle » pourra à tout moment solliciter le retrait de son agrément.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 6 : Le présent agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article 14 du décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

ARTICLE 7 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « Les Restaurants du Cœur-Les Relais du Cœur de Meurthe-et-Moselle » et inséré au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 janvier 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

QUATRIEME BUREAU

ARRETE PORTANT AGREMENT AU GARAGE ASSISTANCE AUTO DEPANNAGE A LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la route ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres ;

VU la demande formulée par M. Olivier MEYER, gérant du garage ASSISTANCE AUTO DEPANNAGE situé 8 rue François Richard - 54300 - LUNEVILLE ;

VU le rapport émis par le Chef de la circonscription de sécurité publique de LUNEVILLE en date du 27 juillet 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le 9 août 2004,

VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la sécurité routière ;

VU l'avis favorable émis par M. le Sous-préfet de LUNEVILLE en date du 13 janvier 2005 ;

CONSIDERANT que les installations du garage ASSISTANCE AUTO DEPANNAGE satisfont aux conditions d'agrément prévues à l'article R 325-24 du code de la route ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Agrément du gardien de fourrière :

M. Olivier MEYER, gérant du garage ASSISTANCE AUTO DEPANNAGE est agréé pour exercer les fonctions de gardien de fourrière conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

ARTICLE 2 : Agrément des installations de fourrière :

Les installations du garage ASSISTANCE AUTO DEPANNAGE sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

ARTICLE 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans, à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Olivier MEYER, deux mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit, dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

ARTICLE 4 : Fonctionnement :

M. Olivier MEYER devra respecter les engagements écrits le 6 juillet 2004 dans sa demande d'agrément.

ARTICLE 5 : Retrait de l'agrément :

En cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou lorsqu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être retiré.

ARTICLE 6 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de LUNEVILLE,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle,
- M. le Maire de LUNEVILLE.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL CHANGEANT LA DENOMINATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DEPOT D'ORDURES EN "SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE DEPOT DE MATERIAUX D'HOUDREVILLE"

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1966 autorisant la création du "syndicat intercommunal pour le dépôt d'ordures" ;

VU la délibération du comité syndical en date du 2 octobre 2004 demandant la changement de la dénomination du syndicat en "Syndicat intercommunal de dépôt de matériaux d'HOUDREVILLE" ;

VU les délibérations favorables de tous les conseils municipaux des communes membres du syndicat à savoir ;

HAMMEVILLE en date du 3 décembre 2004,

HOUDREVILLE en date du 9 octobre 2004,

VÉZELISE en date du 6 décembre 2004 ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L5211-20 du code général des collectivités territoriales sont atteintes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Le changement de dénomination du "Syndicat intercommunal pour le dépôt d'ordures" en "Syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'HOUDREVILLE" est autorisé.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'HOUDREVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier payeur de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE VITERNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5212-33 et L5214-21 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 1952 autorisant la création du Syndicat Intercommunal des eaux de VITERNE ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2004 autorisant la communauté de communes Moselle et Madon à exercer la compétence "eau" à compter du 1^{er} janvier 2005 ;

CONSIDÉRANT que le périmètre du syndicat est inclus en totalité dans le périmètre de la communauté de communes et que la totalité des compétences exercées par le syndicat sont exercées par la communauté de communes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Le syndicat intercommunal des eaux de VITERNE est dissous.

ARTICLE 2 : L'actif, le passif, le personnel ainsi que la totalité des biens du syndicat sont transférés à la communauté de communes Moselle et Madon.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal des eaux de VITERNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BAINVILLE SUR MADON
AU SYNDICAT DE TRAVAUX POUR LA VALLEE DU MADON AINSI QUE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1985 portant création du syndicat de travaux pour la vallée du Madon ;

VU la délibération de la commune de BAINVILLE-SUR-MADON en date du 4 juin 2004 demandant son adhésion au syndicat de travaux pour la vallée du Madon ;

VU la délibération du comité syndical en date du 27 septembre acceptant cette demande ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes ;

AUTREY-SUR-MADON en date du 5 novembre 2004,

CEINTREY en date du 28 octobre 2004,

PIERREVILLE en date du 13 décembre 2004,

PULLIGNY en date du 4 novembre 2004,

VOINÉMONT en date du 22 novembre 2004 ;

favorables à l'adhésion de BAINVILLE-SUR-MADON au syndicat de travaux pour la vallée du Madon ;

VU la délibération du comité syndical en date du 27 septembre 2004 par laquelle le syndicat décide de modifier ses statuts ;

VU la notification aux conseils municipaux des communes membres du syndicat en date du 15 octobre 2004 leur demandant de délibérer sur ce point*8- ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes ;

AUTREY-SUR-MADON en date du 5 novembre 2004,

CEINTREY en date du 28 octobre 2004,

PIERREVILLE en date du 13 décembre 2004,

PULLIGNY en date du 4 novembre 2004,

VOINÉMONT en date du 28 octobre 2004 ;

favorables à la modification des statuts du syndicat de travaux pour la vallée du Madon ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-5, L5211-17, L5211-18 et L5211-20 est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : L'adhésion de la commune de BAINVILLE-SUR-MADON au syndicat de travaux de la vallée du Madon est autorisée.

La commune de BAINVILLE-SUR-MADON est représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires.

ARTICLE 2 : La modification des statuts du syndicat de travaux de la vallée du Madon est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat de travaux de la vallée du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 31 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**SYNDICAT DE TRAVAUX DE LA VALLEE DU MADON
MAIRIE DE AUTREY SUR MADON
STATUTS**

Article 1^{er} : En application des articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes AUTREY SUR MADON - BAINVILLE SUR MADON - CEINTREY - PIERREVILLE - PULLIGNY et VOINÉMONT un syndicat.

Article 2 : Il est dénommé **SYNDICAT DE TRAVAUX DE LA VALLEE DU MADON (S.T.V.M)**.

Article 3 : Le siège social du syndicat est fixé à la Mairie de AUTREY SUR MADON - 1 place de la mairie - 54160 AUTREY SUR MADON. Les réunions y auront lieu.

Article 4 : Le syndicat a pour objet d'effectuer les travaux nécessaires à l'aménagement, l'entretien des rives et du lit du Madon, sur le territoire des collectivités adhérentes.

D'autre part le syndicat effectue les travaux nécessaires à l'aménagement et à l'entretien des affluents du Madon pour la partie de leur cours située sur les collectivités adhérentes

Article 5 : le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 6 : Le syndicat est administré par un organe délibérant (comité) composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres selon les articles L 5211-6 à L 5211-9. Chaque commune est représentée dans le comité par deux délégués titulaires.

La durée du mandat de délégué est liée à celle du conseil municipal qui l'a désigné (article L 5211-8).

Article 7 : Le bureau est composé d'un président, d'un vice-président et de dix délégués.

Le personnel du syndicat est soumis aux dispositions du livre IV du code des communes et du statut général des fonctionnaires des collectivités territoriales. Le comité syndical fixe par délibération la liste des emplois permanents à temps complet et à temps partiel du personnel titulaire.

Article 8 : Modification du périmètre

Le périmètre du syndicat peut être ultérieurement étendu, par arrêté du Préfet, par adjonction de communes nouvelles conformément aux dispositions de l'article L 5211-18 du CGCT.

Article 9 : Financement

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la réalisation de son objet, notamment :

- Travaux de curage
- Entretien
- Fonctionnement

Il sollicite et encaisse les subventions et recettes correspondantes (FCTVA, subventions diverses, DGE ...), ainsi que toutes les recettes auxquelles le syndicat peut prétendre dans le cadre de ses attributions.

1/ La contribution des communes aux charges de fonctionnement est fixée annuellement par délibération en fonction des besoins et des charges du syndicat (recettes de fonctionnement) et est calculée comme suit :

- 1/3 des charges réparti au prorata de la population connue au dernier recensement,
- 1/3 des charges réparti au prorata du potentiel fiscal
- 1/3 des charges réparti en fonction de la longueur des rives.

2/ L'annuité en capital des emprunts du syndicat (recettes d'investissement) est prise en charge par les communes adhérentes comme suit :

- 1/3 des charges réparti au prorata de la population connue au dernier recensement,
- 1/3 des charges réparti au prorata du potentiel fiscal
- 1/3 des charges réparti en fonction de la longueur des rives.

3/ Pour les travaux réalisés sur les affluents :

Ils seront à la charge de la commune sur laquelle ils seront réalisés, déduction faite des subventions obtenues des différents partenaires.

En cas de programme sur plusieurs communes il y aura lieu d'individualiser le coût imputable à chaque commune.

En cas de nécessité, le syndicat se réserve la possibilité de souscrire un emprunt pour financer les travaux exécutés sur les affluents. Le remboursement du capital et des intérêts sera reportés sur la commune bénéficiaire des travaux, par le biais d'une participation équivalente au montant de l'annuité (capital et intérêts).

Article 10 : Toutes dispositions non prévues aux statuts seront réglées conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

Le Président,
Dominique LEMOINE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

NANCY, le 31 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU CHANGEMENT DE SIEGE SOCIAL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1999 portant transformation du district du Toulouais en communauté de communes du Toulouais ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Toulouais du 30 septembre 2004 relative à la modification de son siège social ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

BICQUELEY26/11/2004
BOUCQ 29/1/2004
BOUVRON.....25/10/2004
BRULEY 4/11/2004
CHARMES-LA-COTE 3/12/2004
CHAUDENEY-SUR-MOSELLE. . 15/10/2004
DOMGERMAIN 19/11/2004
ECROUVES..... 24/9/2004
GYE 4/11/2004
LAGNEY 22/10/2004
LAY-SAINT-REMY.....29/10/2004
LUCEY 22/10/2004
MANONCOURT-EN-WOEVRE . 17/12/2004
MENIL-LA-TOUR 26/11/2004
PAGNEY-DERRIERE-BARINE ... 14/10/2004
SANZEY 16/12/2004
TOUL 29/11/2004
TRONDES 5/11/2004

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée des conseils municipaux telle que définie par l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte .

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 2 des statuts de la communauté de communes du Toulouais est désormais rédigé comme suit :

"Article 2 : Le siège de la communauté de communes est fixé à l'adresse suivante : rue du Mémorial du génie - 54200 ECROUVES "

Article 2 : La sous-préfète de TOUL et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 17 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;
VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Massif de Haye du 16 septembre 2004 relative à l'extension des compétences communautaires en matière d'éclairage public et de politique jeunesse ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de AINGERAY (14/10/04), GONDREVILLE (26/10/04), SEXEY-LES-BOIS (29/10/04) et VELAIN-EN-HAYE (30/11/04) ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 relatif à l'extension des compétences communautaires en matière d'éclairage public et de politique jeunesse ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 relatif à la création du syndicat mixte départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle lequel a compétence pour organiser la distribution publique d'électricité,
CONSIDERANT que la compétence déléguée à la communauté de communes, circonscrite à la création, la maintenance et l'entretien de l'éclairage public, ne permet pas à cette dernière d'adhérer au syndicat départemental d'électricité ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les compétences de la communauté de communes du Massif de Haye telles que définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 portant création de la communauté de communes du Massif de Haye sont étendues aux domaines suivants :

- éclairage public (création, maintenance et entretien)
- politique jeunesse(études des besoins en matière d'accueil de la petite enfance (0 à 6 ans) et périscolaire (6 à 16 ans).

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 est annulé.

Article 3 : La sous-préfète de TOUL et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 17 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRETE N° 77 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Hôpital Central de Nancy (CHU) réceptionnée le 03/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 8/11/2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

DECIDE

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Central de Nancy (CHU) sise 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Nancy est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ARRETE N° 78 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Hôpital Maringer-Vuillemin-Fournier à Nancy (CHU) réceptionnée le 03/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement
VU l'avis défavorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 18/11/2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique
VU l'avis défavorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E**Article 1**

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Maringer-Vuillemin-Fournier de Nancy (CHU) sise 34 Quai de la Bataille à Nancy est refusée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 79 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Hôpital de Brabois pour Enfants à Vandoeuvre (CHU) réceptionnée le 03/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 28/09/2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E**Article 1**

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital de Brabois pour Enfants (CHU) sise à Vandoeuvre est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 80 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par l'Hôpital de Brabois pour Adultes à Vandoeuvre (CHU) réceptionnée le 03/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 28/09/2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E**Article 1**

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital de Brabois pour Adultes (CHU) sise à Vandoeuvre est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

NANCY, le 2 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 81 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Hôpital Jeanne d'Arc (CHU) réceptionnée le 03/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 26/10/2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E**Article 1**

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Jeanne d'Arc de Nancy (CHU) sise à Dommartin Les Toul est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 82 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par le Centre Hospitalier de BRIEY réceptionnée le 03/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 07/09/2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 20/09/2004 ;
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 30 novembre 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de BRIEY sise 31 avenue Albert de Briey à BRIEY est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 96 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;

VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;

VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle à Flavigny réceptionnée le 09/08/2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 06/09/2004 ;

VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 6 décembre 2004 ;

VU l'avis défavorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 6 décembre 2004 ;

Considérant que les locaux sont inadaptés pour assurer l'activité de vente au public de médicaments ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle sise à Flavigny Sur Moselle est refusée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 7 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 97 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;

VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;

VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par la Maternité Régionale de Nancy réceptionnée le 9 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 6 septembre 2004 ;

VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale de Nancy sise dans le pavillon Hartmann, 10 rue du Docteur Heydenreich à Nancy, est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 101 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;

VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;

VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par le Centre Hospitalier de TOUL réceptionnée le 13 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 7 septembre 2004 ;

VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 24 novembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 24 novembre 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de TOUL sise 1, cours Raymond Poincaré à TOUL est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 102 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;

VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;

VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par le Centre Hospitalier de Pont à Mousson réceptionnée le 13 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 1^{er} octobre 2004 ;

VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 30 novembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 30 novembre 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur du Centre Hospitalier de Pont à Mousson sise Place Colombé à Pont à Mousson est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 103 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;

VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;

VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par la Polyclinique de Gentilly réceptionnée le 12 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 4 octobre 2004 ;

VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 22 novembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 22 novembre 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de la Polyclinique de Gentilly sise 2 rue Marie Marvingt à Nancy est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 104 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;

VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;

VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;

VU la demande présentée par le Centre Psychothérapique réceptionnée le 13 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 30 septembre 2004 ;

VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 22 novembre 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 22 novembre 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur du Centre Psychothérapique de Nancy sise à Laxou est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales

• au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
• aux organismes locaux d'assurance maladie,
et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 105 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Association Lorraine pour le Traitement de l'Insuffisance Rénale (ALTIR) réceptionnée le 12 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 28 septembre 2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 10 décembre 2004 ;
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 10 décembre 2004 ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Association Lorraine pour le Traitement de l'Insuffisance Rénale (ALTIR) sise à Vandoeuvre-les-Nancy est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
 - au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
 - au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
 - aux organismes locaux d'assurance maladie,
- et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 106 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Association Hospitalier de Joeuf réceptionnée le 16 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 25 novembre 2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique du 10 décembre 2004 ;
VU l'avis défavorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 10 décembre 2004 ;
Considérant que les locaux sont inadaptés pour assurer l'activité de vente au public de médicaments ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Association Hospitalière de Joeuf sise 26, rue Saint Robert à Joeuf est refusée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens

• aux organismes locaux d'assurance maladie,
et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 10 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 107 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par le Centre Alexis Vautrin réceptionnée le 19 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 25 octobre 2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique établi le 14 décembre 2004 ;
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 14 décembre 2004 ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur du Centre Alexis Vautrin sise avenue de Bourgogne à Vandœuvre les Nancy est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 20 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE N° 108 RELATIF A L'AUTORISATION DE LA VENTE AU PUBLIC
DE SPECIALITES PHARMACEUTIQUES PAR LES PHARMACIES A USAGE INTERIEUR DES ETABLISSEMENTS DE SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5104-21, R. 5104-22, R. 5104-23, R. 5104-25, R. 5104-61 et R. 5104-86 ;
VU la loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la sécurité sociale pour 2002, notamment l'article 41 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU le décret n° 2004-546 du 15 juin 2004 relatif aux catégories de médicaments à prescription restreinte et à la vente de médicaments au public par certains établissements de santé et modifiant le Code de la Santé Publique et le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente au public de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la décision du 27 octobre 2004 modifiant la décision du 15 juillet 2004 relative à la vente de spécialités pharmaceutiques par les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé et à leur prise en charge par l'assurance maladie ;
VU la demande présentée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy réceptionnée le 17 août 2004 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation de rétrocession de médicaments pour la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section D, en date du 14 octobre 2004 ;
VU le rapport du pharmacien inspecteur de la santé publique établi le 17 décembre 2004 ;
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 17 décembre 2004 ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1

La vente de médicaments au public par la pharmacie à usage intérieur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à Mont Saint Martin est autorisée.

Article 2

Le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
- au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
- au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
- aux organismes locaux d'assurance maladie,

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 20 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE N° 2 DU 20 JANVIER 2005
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SINCAL**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6132-1 à L. 6132-8, R. 713-3-1 à R. 731-3-18 ;

VU l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 45 du 18 mai 2001 portant création du Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) entre le Centre Hospitalier Régional Universitaire de NANCY (CHRU) et l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est (UGEAM) ;

VU l'arrêté n° 1 du 20 novembre 2001 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL ;

VU la correspondance de Monsieur Christian VUILLEMIN, Secrétaire Général du SINCAL, en date du 27 octobre 2004 relative aux remplacements de :

- Monsieur BOCHNAK et proposant la candidature de Madame le Docteur JABOB
- Monsieur le Docteur BORGIO et proposant la candidature de Monsieur BRAAS
- Monsieur le Professeur DELAGOUTTE et proposant la candidature de Monsieur le Professeur DAUTEL
- Monsieur le Professeur SCHMITT et proposant la candidature de Monsieur le Professeur SCHMUTZ

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :**1 Cinq représentants du conseil d'administration du CHU**

Monsieur le Docteur ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU, fin du mandat en octobre 2007

Madame le Docteur JACOB, Vice Présidente de la Commission Médicale du CHU, en remplacement de Monsieur BOCHNAK, fin du mandat en octobre 2007

Monsieur BRAAS, en remplacement de Monsieur le Docteur BORGIO, fin du mandat en octobre 2007

Madame le Docteur NICOLAS, fin du mandat en octobre 2007,

Madame le Docteur SCHLITTE-BALLE, conseillère municipale de la ville de NANCY, fin du mandat en octobre 2007.

Cinq représentants du conseil d'administration de l'UGEAM

Monsieur GERAULD, Président UGEAM Nord-Est, fin du mandat en octobre 2007

Monsieur BACHELARD, Maître artisan, fin du mandat en octobre 2007

Monsieur BOLOT, Vice Président de l'UGEAM, fin du mandat en octobre 2007

Monsieur BOYER, retraité, fin du mandat en octobre 2007

Monsieur DELICOURT, salarié, fin du mandat en octobre 2007.

2 Un représentant du corps médical pour le CHU

Monsieur le Professeur DAUTEL, chirurgien des hôpitaux, en remplacement de Monsieur le Professeur DELAGOUTTE, fin du mandat en octobre 2007,

Un représentant du corps médical pour l'UGEAM

Monsieur le Docteur ROCHE, chirurgien, fin du mandat en octobre 2007.

3 Un représentant du personnel non médical pour le CHU

Monsieur ADAM, fin du mandat en octobre 2007.

Un représentant du personnel non médical pour l'UGEAM

Madame VONNET, fin du mandat en octobre 2007.

4 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU

Monsieur le Professeur SCHMUTZ, praticien hospitalier, en remplacement de Monsieur le Professeur SCHMITT, fin du mandat en octobre 2007.

Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM

Monsieur le Professeur MOLE, fin du mandat en octobre 2007.

5 Le pharmacien du CHU

Madame LABRUDE, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.

Le pharmacien de l'UGEAM

Madame le Docteur CESARI, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 1 du 20 novembre 2001.**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Secrétaire Général du SINCAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 janvier 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE N° 7 DU 27 JANVIER 2005
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 6 du 30 août 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE,

VU la correspondance du 10 septembre 2004 de Madame I. CHANE, attachée d'administration hospitalière à l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE, relative aux remplacements de :

- Madame Marie-Thérèse OLIGER, représentant la Commission du Service de Soins Infirmiers, et proposant la candidature de Mademoiselle Monique MILLER,
- Monsieur Jean-Luc VILLA, représentant les personnels titulaires et proposant la candidature de Monsieur APPOURCHAUX Pascal,
- Madame Laurence LAZARI, représentant les personnels titulaires et proposant la candidature de Madame JACQUEMIN Thérèse,
- Monsieur Louis DUCHAMP, Maire Adjoint de BLAMONT et proposant la candidature de Monsieur Jean-Marc VILLA.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

1 Cinq représentants des communes concernées

Monsieur Jean-Marie HOSTERT, maire de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Christian HUSSON, conseiller municipal, représentant la commune de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de BLAMONT, en remplacement de Monsieur Louis DUCHAMP, fin du mandat en mars 2007,
Madame Monique ROCH, maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Bernard MULLER, représentant la commune de BADONVILLER, fin du mandat en mars 2007.

2 Un représentant du département désigné par le conseil général

Monsieur Alain GERARD, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

3 Le président et le vice-président de la CME

Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, médecin, Président de la CME, fin du mandat en octobre 2007 ;
Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, Vice Président de la CME, fin du mandat en octobre 2007.

4 Un autre membre de la CME

Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin, fin du mandat en octobre 2007.

5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Mademoiselle Monique MILLER, cadre supérieur de santé, en remplacement de Madame Marie-Thérèse OLIGER, fin du mandat en décembre 2008.

6 Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Monsieur Pascal APOURCHAUX, IDE, représentant le Syndicat FO en remplacement de Monsieur Jean-Luc VILLA, fin du mandat en novembre 2008,
Madame Thérèse JACQUEMIN, adjoint administratif, représentant le Syndicat FO en remplacement de Madame Laurence LAZARI, fin du mandat en novembre 2008.

7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Madame Marie-Madeleine BOOG, fin du mandat en février 2005,
Monsieur le Docteur René THOMAS, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2005,
Madame Danièle TEPINIER, fin du mandat en février 2005.

8 Deux représentants des usagers

Madame Jacqueline THIERY, Présidente du service de soins des 4 cantons ADMR, représentant l'ADMR, fin du mandat en février 2005,
Monsieur René CHATELAIN, représentant l'UDAF, fin du mandat en février 2005.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 6 du 30 août 2004.

Article 3.- : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 27 janvier 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/110 DU 21 JANVIER 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/67 DU 19 NOVEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS H 54 001 9007**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 19 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général 2 647 719.64 € soit 17 367 902.32 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/111 DU 25 JANVIER 2005 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/88 DU 9 DECEMBRE 2004
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS H 54 000 0767**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté du 9 décembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général **48 605 195.66 €** soit 318 829 183.30 F

ARTICLE 2 : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation
et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.-F. LHUILLIER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE N° 1204 AUTORISANT LE GROUPE ORPEA S.A.
A CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE ET MOSELLE

VU les articles L 312-1 à 312-6, L 313-1 à 313-12 et L 342-1 à 342-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
VU la loi 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;
VU la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
VU le décret 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;
VU le décret 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets 99-316 et 99-317 du 26 avril 1999 et le décret 58-1202 du 11 décembre 1958 ;
VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire et comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
VU les décrets 2003-1135 et 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatifs aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux et aux visites de conformité ;
VU le dossier reconnu complet le 17 janvier 2003 présenté par le groupe ORPEA S.A., tendant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 120 places d'hébergement, soit 110 places d'hébergement permanent et 10 places d'hébergement temporaire, dont 30 places par transfert de l'établissement « Notre maison » rue des Jardiniers à NANCY, ce projet comprenant une unité de 15 places pour personnes désorientées et comprenant par ailleurs 10 places d'accueil de jour ;
VU l'avis favorable émis par la section sociale du comité régional de l'organisation sanitaire et médico-sociale en sa séance du 22 mai 2003 ;
VU la lettre du 23 décembre 2004 de M. le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine ;

CONSIDERANT

que le projet s'inscrit dans les orientations du schéma gérontologique départemental, y compris en ce qui concerne l'unité pour résidents atteints de la maladie d'Alzheimer ;

CONSIDERANT

que le projet répond aux besoins d'hébergement pour personnes âgées dépendantes constatés pour le territoire de la Communauté Urbaine de NANCY, satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma et présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu, pour ce qui concerne le secteur habilité à l'aide sociale ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1

Le groupe ORPEA S.A. est autorisé à créer à NANCY, rue du Crosnes, un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 110 places d'hébergement permanent dont 30 places par transfert de l'établissement « Notre maison » rue des Jardiniers à NANCY, 10 places d'hébergement temporaire et 10 places d'accueil de jour.

Article 2

La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :

- des conclusions du contrôle de conformité aux normes mentionné à l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles opéré après achèvement des travaux et avant mise en service et réalisée conformément au décret 2003-1136 du 26 novembre 2003;
- de la négociation de la convention tripartite prévue à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale dans la limite de 30 places d'hébergement permanent.

Article 4

La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, son renouvellement étant subordonnée à la procédure d'évaluation externe prévue par le 2° de l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5

La présente autorisation sera réputée caduque si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de la publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée au groupe ORPEA S.A.

NANCY, le 29 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

Le Président du Conseil Général,
Michel DINET

**ARRETE N° 1205 AUTORISANT L'ASSOCIATION ADEF RESIDENCES
A CREER UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL
DE MEURTHE ET MOSELLE

VU les articles L 312-1 à 312-6, L 313-1 à 313-12 et L 342-1 à 342-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

VU la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets 99-316 et 99-317 du 26 avril 1999 et le décret 58-1202 du 11 décembre 1958 ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire et comptable et financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU les décrets 2003-1135 et 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatifs aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux et aux visites de conformité ;

VU le dossier reconnu complet le 31 juillet 2003 présenté par l'association ADEF Résidences, tendant à la création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 80 places d'hébergement et 8 places d'accueil de jour ;

VU l'avis favorable émis par la section sociale du comité régional de l'organisation sanitaire et médico-sociale en sa séance du 16 octobre 2003 ;

VU la lettre du 23 décembre 2004 de M. le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine ;

CONSIDERANT

que le projet s'inscrit dans les orientations du schéma gérontologique départemental, y compris en ce qui concerne l'unité pour résidents atteints de la maladie d'Alzheimer ;

CONSIDERANT

que le projet répond aux besoins d'hébergement pour personnes âgées dépendantes constatés pour le territoire de la Communauté Urbaine de NANCY, satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma et présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu, pour ce qui concerne le secteur habilité à l'aide sociale ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1

L'association ADEF Résidences. est autorisée à créer à MALZEVILLE, un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 78 places d'hébergement permanent 2 places d'hébergement temporaire et 8 places d'accueil de jour.

Article 2

La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve :

- des conclusions du contrôle de conformité aux normes mentionné à l'article L 313-4 du code de l'action sociale et des familles opéré après achèvement des travaux et avant mise en service et réalisée conformément au décret 2003-1136 du 26 novembre 2003;
- de la négociation de la convention tripartite prévue à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour l'ensemble de la capacité d'hébergement.

Article 4

La présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, son renouvellement étant subordonnée à la procédure d'évaluation externe prévue par le 2° de l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5

La présente autorisation sera réputée caduque si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54 036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de la publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et du département de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à l'association ADEF Résidences.

NANCY, le 29 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

Le Président du Conseil Général,
Michel DINET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
AUTORISATION N° 54-86

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Livre II de la sixième partie du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs Adjointes ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeurs Adjointes de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié relatif à la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2003 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, autorisation n° 54-25 ;

VU la demande présentée le 6 août 2004 par Monsieur ISRAEL Richard, Pharmacien biologiste, tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter un laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 33 rue des Cités Basses à 54240 JOEUF ;

VU le dossier complet réceptionné le 21 décembre 2004 ;

VU l'attestation d'inscription délivrée le 16 novembre 2004 par le Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens pour Monsieur ISRAEL Richard, en qualité de Directeur et pour Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim, en qualité de Directeur adjoint ;

VU le rapport d'enquête effectuée le 12 janvier 2005 par le chargé de mission à l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

Article 1 - L'autorisation prévue à l'article L 6211-2 du Code de la Santé Publique est accordée, sous le n° 54-86 à Monsieur ISRAEL Richard en vue d'exploiter le Laboratoire d'analyses de Biologie médicale sis 33 rue des Cités Basses à 54240 JOEUF.**Directeur :**

Monsieur ISRAEL Richard, Pharmacien biologiste

pour les actes de :

- BIOCHIMIE, HEMATOLOGIE, BACTERIOLOGIE, IMMUNOLOGIE, PARASITOLOGIE et MYCOLOGIE.

Directeur adjoint :

Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim, Pharmacien biologiste.

Article 2 - Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation dans la composition de la société ou dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Outre l'inobservation des dispositions ci-dessus, l'autorisation sera retirée et la radiation de l'inscription prononcée si les conditions légales et réglementaires d'exploitation propres aux Sociétés Civiles Professionnelles cessaient d'être remplies.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur ISRAEL Richard,
- Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de JOEUF,
- Monsieur le Président de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 17 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.-F. LHUILLIER

INSPECTION ACADEMIQUE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE PREFECTORAL PORTANT RENOUVELLEMENT DE MEMBRES DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'EDUCATION SPECIALE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la Loi n°75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées et notamment l'article 6 instituant une commission départementale de l'éducation spéciale ;

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

VU le décret n°75-1166 du 15 décembre 1975 pris pour l'application de l'article 6 de la Loi n°75-534 du 30 juin 1975 relatif à la composition et aux conditions de fonctionnement de la commission départementale de l'éducation spéciale ;

VU les circulaires (Education-Santé) du 22 avril 1976 relatives à la mise en place des commissions départementales de l'éducation spéciale ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2001 modifié nommant les membres de la Commission Départementale de l'Education Spéciale de Meurthe et Moselle ;

VU les propositions relatives au renouvellement des membres de la commission ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'arrêté préfectoral du 30 novembre 2001 modifié portant constitution de la Commission Départementale de l'Education spéciale compétente, dans le cadre de la Loi n 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées de moins de vingt ans est remplacé par les dispositions figurant aux articles suivants.

ARTICLE 2 - Sont nommés, à compter de la signature du présent arrêté, pour une période de trois (3) ans renouvelable, en qualité de membres de la Commission Départementale de l'Education Spéciale :

a) sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

TITULAIRES

Monsieur le Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales

Madame DEMPT Brigitte

Inspecteur Principal des

Affaires Sanitaires et Sociales

Madame le Docteur PIQUET Eliane

Médecin Inspecteur chargé de

l'Inspection Départementale de la Santé

b) sur proposition de l'Inspecteur d'Académie en résidence à Nancy :

TITULAIRES

Monsieur l'Inspecteur d'Académie

Mademoiselle DEMOGEOT Marie-Anne

Inspectrice Départementale chargée

de l'Education Spécialisée

Monsieur GUILHAUDIN Gérard

Directeur de l'E. N. P. H. M.

de Flavigny sur Moselle

c) sur proposition conjointe du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales et du Directeur Régional du Travail et de la Protection Sociale Agricole :

Caisse d'Assurance Maladie du Régime Général

TITULAIRE

Monsieur PATENOTTE Michel

7, rue de Quimper

54180 HEILLECOURT

Caisse d'Assurance Maladie du Régime des Non Salariés

TITULAIRE

Monsieur MULLER Jean Paul

19, rue de la Gare

54460 LIVERDUN

Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle

TITULAIRE

Madame HENNEQUIN-MORLOT Brigitte

8, rue des Martyrs

54210 SAINT NICOLAS DE PORT

d) sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et de l'Inspecteur d'Académie en résidence à Nancy en qualité de responsables d'un établissement privé accueillant des enfants handicapés :

TITULAIRE

Monsieur MULLER Jean-Marie

Directeur de l'I. R. «L'escale»

15, rue Charles

54140 JARVILLE LA MALGRANGE

e) sur proposition des Associations de Parents d'Elèves :

TITULAIRE

Madame BERTHOLET Bernadette

126, rue Mac Mahon

54000 NANCY

f) sur proposition des Associations de Parents d'Enfants Handicapés :

TITULAIRE

Madame SIMETTE Josette

7, rue Charles Péguy

54000 NANCY

ARTICLE 3 - Sont nommées en qualité de conseillers techniques et siégeront à ce titre avec voix consultative :

- Madame le Docteur SCHWARTZ Françoise, médecin de liaison chargée de la Santé Scolaire,

- Mesdames BEMERMarie-France (Titulaire) et NOEL Catherine (suppléante), psychologues.

ARTICLE 4 - Madame le Docteur SCHWARTZ Françoise, Médecin Responsable Départemental, Chef du Service de Promotion de la Santé en Faveur des Elèves, est désignée comme expert permanent de la Commission Départementale de l'Education Spéciale et siégera à ce titre avec voix consultative.

ARTICLE 5 - Monsieur BISCHWILLER, désigné par Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle pour le représenter auprès de la Commission Départementale de l'Education Spéciale, pourra siéger à ce titre avec voix consultative lors de l'examen de certains dossiers de sa compétence.

ARTICLE 6 - Monsieur l'Inspecteur d'Académie en résidence à Nancy et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales assumeront, par alternance d'une année civile, la présidence de la commission.

ARTICLE 7 - La commission disposera d'un secrétariat permanent placé sous l'autorité de son président et ayant son siège à Nancy, 4, rue d'Auxonne. Le secrétariat, assisté d'une équipe technique, sera assuré en qualité de :

- Secrétaire Permanent, par Monsieur LEVY Ariel,

- Secrétaire Permanent Adjoint, par Monsieur BARTHELEMY Jean Bernard.

SUPPLEANTES

Madame BERG Myriam

Directrice Adjointe des

Affaires Sanitaires et Sociales

Madame COVELLI Marie-Hélène

Inspecteur des

Affaires Sanitaires et Sociales

Madame le Docteur ALBISER Simone

Médecin Inspecteur en Chef chargé de

l'Inspection Départementale de la Santé

SUPPLEANTS

Monsieur STIEVENARD Guy

Inspecteur d'Académie Adjoint

Monsieur HAMAN

Directeur Adjoint de la SEGPA

Collège Chepfer à Villers lès Nancy

Monsieur CLAUDE Fernand

Directeur du C. I. O.

de Nancy I

de l'Education Spécialisée

SUPPLEANT

Monsieur ANDRE Gérard

7, rue des écoles

54800 JARNY

SUPPLEANT

Monsieur BAILLON Alain

4, rue Léon Bocheron

54110 ROSIERES AUX SALINES

SUPPLEANTE

Madame CALCATTERRA Anne Marie

9, rue François Chardin

54610 NOMENY

SUPPLEANT

Monsieur le Directeur

IME "J. B. Thiéry"

54320 MAXEVILLE

SUPPLEANT

Sera désigné ultérieurement

SUPPLEANTE

Madame BOLLE

4, rue du Saulnois

54830 GERBEVILLER

ARTICLE 8 - Un arrêté fixera le ressort territorial des commissions de circonscriptions et en désignera les membres.

ARTICLE 9 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur l'Inspecteur d'Académie en résidence à Nancy, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée aux personnes désignées.

NANCY, le 31 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE TRIENNAL PORTANT RENOUVELLEMENT DES MEMBRES
DES COMMISSIONS DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE
ET DES COMMISSIONS DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi 75.534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées,

VU le décret 75.1166 du 15 décembre 1975 pris pour application de l'article 6 de la loi sus-visée et fixant la composition et les conditions de fonctionnement des commissions de circonscription de l'enseignement pré-scolaire et élémentaire et des commissions de circonscription du second degré,

VU la circulaire interministérielle (éducation et santé) du 22 avril 1976, relative à la composition et au fonctionnement des commissions de l'éducation spéciale et des commissions de circonscription,

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2003 nommant les membres des commissions de circonscription,

SUR PROPOSITION de M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, de M. l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, des associations de parents d'élèves, des associations de parents d'enfants handicapés,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 31 décembre 2003 nommant les membres des commissions de l'éducation spéciale est modifié comme suit à dater du 31 décembre 2004 sur proposition de M. l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale et de M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. l'inspecteur d'académie et M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 31 décembre 2004

Le Préfet,
Claude BALAND

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE BLAINVILLE SUR L' EAU**
Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Blainville sur l'eau
14.Cours Jean JAURES 54 360 Blainville sur l'eau

Tableau (1) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Blainville sur l'eau	Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Lunéville
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur François DESCLAUX Médecin de secteur de psychiatrie	M. le Professeur SIBERTIN-BLANC Médecin de secteur de psychiatrie
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur FRIEDRICH Marc-André Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	M. le Docteur TURBAN Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves
M. Patrick TAILLER Psychologue scolaire Rased d' Einville	*Mme L'HUILLIER Yveline Psychologue scolaire CCPE de Blainville
M. Jean-Michel PICON Rééducateur Rased de Blainville	Mme Nathalie CHORVALLI Enseignante Spécialisée Rased d'Einvillle
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. LEMONNIER Directeur I.M.E. J.L'HÔTE Lunéville	Mme Martine MICHEL Chef de service IME, IR et SESSAD les Terrasses de Méhon Lunéville
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	

TITULAIRE**SUPPLEANT**

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés

TITULAIRE (GEIST)

M. Vincent BRABEL
27, rue de Château-Salins
54 000 NANCY

SUPPLEANT (GEIST)

Mme Isabelle BRABEL
27, rue de Château-Salins
54 000 NANCY

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE BRIEY 1**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Briey 1
Ecole Jacques Prévert - BP. 29 - 54151 Briey cedex*

Tableau (2) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Briey 1

SUPPLEANT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Briey 2

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

Mme le Docteur BERTEL
3° secteur de psychiatrie infanto-juvénile

SUPPLEANT

1 Psychologue du 3° secteur de psychiatrie
Infanto juvénile

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie

TITULAIRE

Mme le Docteur FRANCOIS
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

SUPPLEANT

Mme le Docteur CUNG Thien-Ai
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

M. SEIWERT Denis
Psychologue scolaire
Rased de Piennes

*M. BONANSEA Gérard
Enseignant Spécialisé

*Mme FANGILLE Martine
Enseignante spécialisée

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

M. Jean BICHE
Directeur de l'IME les Orchidées
54 BRIEY

SUPPLEANT

Mme HAZEMANN
Psychologue SSES de L'AEIM de Trieux
54 BRIEY

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves

TITULAIRE(FCPE)

Mme Claudine CURE
128 RUE Loris Batignani
54 640 TUCQUEGNIEUX

SUPPLEANT

Mme Sandrine WALDUNG
6, rue de la Gare
54 560 ANDERNY

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés

TITULAIRE (AEIM)

M. TINTIGNIER Georges
4 Grande Rue - 54150 Immonville

SUPPLEANT

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE BRIEY 2**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Briey 2
BP. 29 - 54151 Briey cedex*

Tableau (3) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Briey 2

SUPPLEANT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Briey 1

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

Mme le Docteur BERTEL
3° secteur de psychiatrie infanto-juvénile

B) Sur proposition de l'Insepecteur d'académie**TITULAIRE**

Mme le Docteur CUNG Thien-Ai
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

M. PICOT DILLY J.Philippe
Psychologue scolaire
Rased de Auboué

Mme Claudine TERMENS
Enseignante spécialisée
Adaptation Homécourt

SUPPLEANT

1 Psychologue du 3° secteur de psychiatrie
Infanto juvénile

SUPPLEANT

Mme le Docteur FRANCOIS Monique
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

*Mme WILLAUME Béatrice
Psychologue scolaire
Rased de Jarny/Auboué

M. CARRARA Jacky
Enseignant spécialisé
RASED d' Homécourt

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE**

M. Jean BICHE
Directeur I.M.E.les Orchidées
54 BRIEY

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves**TITULAIRE****E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés****TITULAIRE (AEIM)**

M. DETHIER Gilbert
62, rue de Franchepré
54240 Joëuf

SUPPLEANT

Mme HAZEMANN
Psychologue SSES de l'AEIM de Trioux

SUPPLEANT**SUPPLEANT (AEIM)**

Mme HYPOLLITE Hélène
11, rue Jules Barbé
54 150 Les BAROCHES

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE LONGWY 1**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Longwy 1
BP. 72 - 100 rue de Paris 54440 Herseange*

Tableau (4) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Longwy 1

SUPPLEANT

IMFAIEN
Circonscription Longwy 2

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE**

Mme le Docteur BERTEL
Médecin-Chef du secteur de psychiatrie (3)

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie**TITULAIRE**

Mme le Docteur CONRAD Geneviève
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

M. HYPOLITE Bernard
Psychologue scolaire
Rased Paul Mansard
54400 Longwy

M. SPILLMANN Philippe
Directeur E.P.A. de Moulaine
54860 Haucourt

SUPPLEANT

Mme le Docteur CARTERON Marie France
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

M. SEPANIAK Jean-Paul
Psychologue scolaire
Rased Marie Loizillon
54350 Mont-Saint-Martin

M. CASSOL Yves
Instituteur A.I.S
Ecole A. Iehlen 54350 Mont-Saint-Martin

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

Directeur C.M.P.P. Longwy

SUPPLEANT

Directeur I.M.E. Chenières

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves

TITULAIRE (FCPE)

SUPPLEANT (FCPE)

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés

TITULAIRE (AEIM)

Mme DEBREUX Marie-Thérèse
20 rue du Maréchal Lyautey
54 400 LONGWY

SUPPLEANT (AEIM)

M. MATHEY François
2, rue Alfred de Musset
54 190 VILLERUPT

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE LONGWY 2**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Longwy 2
BP. 72 - 100 rue de Paris 54440 Herserange*

Tableau (5) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Longwy 2

SUPPLEANT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription Longwy 1

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

Mme le Docteur BERTEL
3° secteur de psychiatrie infanto-juvénile

SUPPLEANT

1 Psychologue du 3° secteur de psychiatrie
Infanto-juvénile

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie

TITULAIRE

Mme le Docteur CONRAD
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

SUPPLEANT

Mme le Docteur FERRY Corinne
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

Mlle WILK Olivia
Psychologue scolaire
Rased Louise Michel 54260 Longuyon

M. LEBEDEL Pascal
Psychologue scolaire

M. FROMENT Daniel
Enseignant Spécialisé
RASED Longuyon

*Melle VAYSSE Martine
Enseignante spécialisée
RASED Haucourt

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

M. le Directeur
IME Les 3 Tilleuls
54 CHENIERES

SUPPLEANT

Directeur C.M.P.P. Longwy

TITULAIRE

SUPPLEANT

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves

Pas de propositions

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants handicapés

M. MATTEY François (AEIM)
2 rue Alfred de MUSSET
54 190 VILLERUPT

Mme DEBREUX Marie Thérèse (AEIM)
20, rue du Maréchal Lyautey
54 400 LONGWY

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE LUNEVILLE**
*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Lunéville
37 rue Sainte Anne 54300 Lunéville*

Tableau (6) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Lunéville	CPAIEN Circonscription Lunéville
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur Séverine MAGNIN Médecin de secteur de psychiatrie (2)	M. le Professeur SIBERTIN BLANC Médecin-chef de secteur de psychiatrie (2)
B) sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur TURBAN Eric Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	M. le Docteur FRIEDRICH Marc-André Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves
Mme Edith DANIAU Psychologue scolaire Rased Ecole H. Monnaix Lunéville	M. TAILLER Patrick Psychologue scolaire Rased Einville
M. KLOS Jean-Luc Directeur du C.M.P.P. Lunéville	Mme Martine GEORGES Enseignante spécialisée Lunéville
C) Sur proposition conjointe de l'inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. Philippe MURA Chef de service I.M.E.R. Terrasses de Méhon Rue François Richard 54 305 LUNEVILLE	M. LEMONNIER Directeur I.M.E J. L'HÔTE Ch. du Harquet 54 300 MUNEVILLE
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE (FCPE)	SUPPLEANT
Mme Martine LEONARD 90 bis rue Sainte Anne 54300 Lunéville 54 300 LUNEVILLE	Mme Judith HOAREAU 7 rue des anciens combattants 54 300 LUNEVILLE
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (AEIM)	SUPPLEANT (AEIM)
Mme LECLERC Danièle 1 bis rue François Bassot 54290 Bayon	Mme JACQUEMIN Elisabeth 12 rue des Templiers 54 300 LUNEVILLE

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE POMPEY**
*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Pompey
39 rue des Jardins Fleuris 54340 Pompey*

Tableau (7) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de POMPEY	Maitre formateur auprès de l'inspecteur Circonscription de POMPEY
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur FRIOT Médecin de secteur de psychiatrie (4)	M. le Docteur KABUTH Médecin-Chef de secteur de psychiatrie (4)

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie**TITULAIRE**

Mme le Docteur TORRENS Monique
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

Mme ZAÏR Carima
Psychologue scolaire Rased de Frouard

Mme DAVERDISSE née BALLAND
Psychologue scolaire
Rased de Champigneulles

SUPPLEANT

Mme le Docteur PEREIRA Anne Marie
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

M. CLAUDE Philippe
Psychologue scolaire

Mme GUILLON-VANEGAS Anne
Psychologue scolaire

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE**

Mme Isabelle MORAND
Directrice IR Gai Soleil Nancy

SUPPLEANT

Directeur C.M.P.P. Nancy

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves**TITULAIRE(FCPE)**

Mme Françoise GILLOT VERGES
19 rue de la mine
54340 Pompey

SUPPLEANT (FCPE)

Mme Sophie L'HUILLIER
58 Rue des Jardins Fleuris
54340 Pompey

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés**TITULAIRE (GEIST)**

Mme JEANNEL Edith
Les balcons de Vélhée Stromboli C 510
54 220 MALZEVILLE

SUPPLEANT

COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE JARVILLE
Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Jarville
51 rue Maréchal Ney 54140 JARVILLE

Tableau (8) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Jarville

SUPPLEANT

CPAIEN
Circonscription de Jarville

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE**

M. le Docteur DESCLAUX
Médecin de secteur de psychiatrie (2)

SUPPLEANT

Mme le Docteur GROSS
Médecin de secteur de psychiatrie (2)

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie**TITULAIRE**

Mme le Docteur CAUSIN Odile
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

SUPPLEANT

M. le Docteur FOMBARON Gilles
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

Mlle ROLIN Catherine
Psychologue scolaire
Rased de Dombasle

Mme LIENHARDT Marie Françoise
Psychologue scolaire
Rased de JARVILLE

M. ZRNJEVIC Richard
Rééducateur
Rased de Heillecourt

Mme PELISSIER Christine
Enseignante spécialisée
Ecole la Fontaine Jarville

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE****SUPPLEANT**

Mme la Directrice de l'IME Rue du doyen Parisot FLAVIGNY D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	Directeur C.M.P.P Rue Isabey 54 000 NANCY
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. Patrick PEZZETTA 2, rue des Erables 54 210 ST NICOLAS DE Port E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (GEIST)	SUPPLEANT (GEIST)
Mme COURTOIS Cécile 18 bis rue Messier 54000 Nancy	Mme DE BENEDICTIS Michèle Résidence les Ombrelles E.C rue G. Eiffel 54 100 NANCY

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE NANCY 3**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Nancy 3
4, rue d'Auxonne 54042 Nancy cédex*

Tableau (9) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Nancy 3 - AIS	Maître formateur auprès de l'IEN Nancy 3 -AIS
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur BODY-LAWSON Médecin de secteur de psychiatrie	M. le Docteur KABUTH Médecin-Chef de secteur de psychiatrie (4)
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme le Docteur OREFICE Elisabeth Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	Mme le Docteur TORRENS Monique Médecin du service de promotion De la santé en faveur des élèves
Mme CORDIER Anne-Marie Psychologue scolaire Rased Moselly Nancy	Mme NOËL Catherine Psychologue scolaire Rased VILLERS les Nancy
M. BIC J. Jacques Directeur Ecole Autonome Franchi Bouxières aux Dames	M. Eric PICHOL Enseignant spécialisé REM de Meurthe-et-Moselle
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Directeur de l'IME JB Thiéry 54 MAXEVILLE	Chef de service I.M.E. JB. Thiéry
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE (FCPE)	SUPPLEANT
M. KURT Denis 32 av. de Boufflers 54000 Nancy	
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (APEDA)	SUPPLEANT (APEDA)
Mme HERVE Marie 13 avenue Milton 54000 Nancy	M. MARKARIAN Didier 15, rue A. Franck 54390 Frouard

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE VILLERS**
*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de VILLERS
4, rue d'Auxonne CS 4222 54042 Nancy Cédex*

Tableau (10) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Villers	Maître formateur auprès de l'inspecteur Circonscription de Villers
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Un Médecin de secteur de psychiatrie (4)	M. le Docteur KABUTH Médecin-Chef de secteur de psychiatrie (4)
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme le Docteur FRISONI-KLEIN Anne Médecin du service de promotion De la santé en faveur des élèves	*Mme le Docteur HELLER-MAUVADY Emmanuelle Médecin du service de promotion De la santé en faveur des élèves
Mme MARCOS Christiane Psychologue scolaire Rased Neuves-Maisons	Mme COLLIN Stella Psychologue scolaire Rased PONT-ST-VINCENT
Mme POISSON-JACQUART Nathalie Psychologue scolaire Rased Vézelize	Mme NOEL Catherine Psychologue scolaire Rased Villers-les-Nancy
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. Michel PIERRARD Directeur SSED (AEIM) Villers-les-Nancy	Mme Nicole SOLIGOT Chef de service SSED (AEIM) Villers-les-Nancy
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE	SUPPLEANT
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (AEIM)	SUPPLEANT (GEIST)
Mme WALDINGER-TILLEMENT Brigitte 1, rue Roger MARX 54 600 VILLERS les NANCY	M. KETTOUCHE Mohamed 27 rue J.Gruber 54 000 NANCY

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE NANCY 1**
*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Nancy 1
4 rue Provençal 54000 Nancy*

Tableau (11) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Nancy 1	Conseillère pédagogique Circonscription de Nancy 1
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme le Docteur BERTAUD Monique Médecin de secteur de psychiatrie	1 représentant du 1 ^{er} SPIJ
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT

Mme le Docteur OREFICE Elisabeth Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	Mme le Docteur SAILLOUR Christine Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves
Mme Jacqueline FONTAINE Directeur école Maternelle Charles III	M. CHERADAME Bernard Enseignant spécialisé
Mlle AUGUDO PEREZ Maryleine Psychologue scolaire R.A.S. Saint Pierre Nancy	*Mlle HERGENHAHN Sophie Psychologue scolaire RASED Bonsecourt
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. BLAISE Daniel Chef de service IME Flavigny	Mme BOSSI Nicole Directrice IME de Flavigny
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. Laurent CYFERMAN 84 rue Félix Faure 54000 Nancy	
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (GEIST)	*SUPPLEANT (AEIM)
Mme GEANT Nicole 50, rue Saint Martin 54160 Frolois	Mme BOLLE Françoise 4, rue du Saulnois 54 830 GERBEVILLER

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE SAINT MAX**
*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Saint-Max
Ecole Pierre et Marie Curie - 44 avenue du Gal Leclerc 54130 Saint Max*

Tableau (12) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Saint-Max	Maître formateur auprès de l'Inspecteur Circonscription de Saint-Max
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur DAGNEAU Médecin de secteur de psychiatrie (1)	1 représentant du 1 ^{er} SPIJ
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur Gilles FOMBARON Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	Mme le Docteur CAUSIN Odile Médecin du service de promotion De la santé en faveur des élèves
Mme LABROCA Fabienne Psychologue scolaire Rased de Saint-MaxPulnoy	Mme DESPAU Evelyne Psychologue scolaire Rased d'Essey
Mme BARBIER Agnès Psychologue scolaire Rased d'E Pulnoy	Mme COMEAU Laurence Psychologue scolaire Rased d' Essey
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Directeur I.R. l'Escale Jarville	Chef de service I.R. l'Escale Jarville
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE (FCPE)	SUPPLEANT (FCPE)

Mme LEMINEUR Véronique
7 Grande Allée le Nid
54 220 MALZEVILLE

M. JACQUEMIN Didier
40 Rue JJ Rousseau
54 130 SAINT-MAX

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés

TITULAIRE (AEIM)

Mme BRANDELY Laurence
14, rue du Général de Gaulle
54 270 ESSEY LES NANCY

SUPPLEANT

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE NANCY 2**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Nancy 2
4, rue d'Auxonne 54042 Nancy Cédex*

Tableau (13) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
Circonscription de Nancy 2

SUPPLEANT

Maître formateur auprès de l'inspecteur
Circonscription de Nancy 2

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

Mme le Docteur TRIBOUT Béatrice
Médecin de secteur de psychiatrie (1)

SUPPLEANT

1 représentant du 1^{er} SPIJ

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie

TITULAIRE

Mme le Docteur HECK Anne
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

SUPPLEANT

Mme le Docteur FRISONI-KLEIN Anne
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

Mme PAPELIER Maryse
Psychologue scolaire
Rased St Exupéry

Mlle HAZOTTE Martine
Psychologue scolaire
Rased Ecole Moselly NANCY

Mme Marie-France BEMER
Psychologue scolaire
Réseau la Fontaine - Nancy

Mme Bernadette HAUN
Rééducatrice
Rased Moselley - Nancy

**C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental
des Affaires Sanitaires et Sociales**

TITULAIRE

M. Philippe HIRIARD
Directeur Institution ST Camille

SUPPLEANT

Mme BRISSON-BOULIER
IR/SESSAD Velaine-en-Haye

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves

TITULAIRE (FCPE)

M. DAVID Gilbert
1 allée de l'Alzette
54520 LAXOU

SUPPLEANT

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés

TITULAIRE (GEIST)

SUPPLEANT (GEIST)

Mme JEANNEL Edith
Les balcons de Vélhée Stromboli C510
54 220 MALZEVILLE

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE PONT-A-MOUSSON**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Pont-à-Mousson
Place Colombé BP.265 - 54701 Pont-à-Mousson*

Tableau (14) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
De Pont-à-Mousson

SUPPLEANT

Conseiller pédagogique
Circonscription de Pont-à-Mousson

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

M. le Docteur MORET Philippe
Médecin-Chef de secteur de psychiatrie (1)

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie**TITULAIRE**

Mme le Docteur PEREIRA Anne-Marie
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

M. BRAGARD Jean-Luc
Psychologue scolaire
Rased de Pont-à-Mousson

M. INGLEBERT Georges
Enseignant spécialisé
Ecole Paul Bert - Pagny-sur-Moselle

SUPPLEANT

1 représentant du 1^{er} SPIJ

SUPPLEANT

Mme le Docteur CONRAD Geneviève
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

Mlle PETITDIDIER Mireille
Psychologue scolaire
Rased de Dieulouard

M. D'ANGELO Bernard
Enseignant Spécialisé
Rased de Blénod-les - Pont-à-Mousson

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE**

Directrice IME Pont-à-Mousson

SUPPLEANT

Mme FOURNELLE
IME. Pont-à-Mousson chef de service

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves**TITULAIRE (FCPE)**

M. Emmanuel NOIRE
36 rue de Rome 54700 Pont-à-Mousson

SUPPLEANT**E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés****TITULAIRE (AEIM)**

M. BATISSE Serge
1, Impasse du Haut Chemin
54 700 PORT SUR SEILLE

SUPPLEANT (AEIM)

Mme ANDRE Josette
30, rue Carnot
54 470 THIAUCOURT

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE TOUL**

*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Toul
Ecole Moselly BP. 315 - 54021 Toul Cédex*

Tableau (15) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT

Inspecteur de l'Education Nationale
de Toul

SUPPLEANT

Maître formateur auprès de l'inspecteur
Circonscription de Toul

A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales**TITULAIRE**

M. le Docteur EDELSON
Médecin de secteur de psychiatrie (4)

SUPPLEANT

M. le Docteur KABUTH
Médecin-Chef de secteur de psychiatrie (4)

B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie**TITULAIRE**

Mme le docteur LELARGE-JANOT M.France
Médecin du service de promotion
de la santé en faveur des élèves

SUPPLEANT

Mme le docteur FERRY Corinne
Médecin du service de promotion
De la santé en faveur des élèves

Mlle DUBOIS Véronique
Psychologue scolaire
Rased Colombey

Mlle FRANCOIS Elise
Psychologue scolaire
Rased Toul Croix de Metz

M. PLOUSSARD François
Directeur de l'école élémentaire
M. HUMBERT Toul

Mme LAGORCEIX Véronique
Directrice de l'école maternelle St-Evre
Toul

C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

TITULAIRE

M. DOR Alain
Directeur de l' I.M.E. G.Finance
54 TOUL

SUPPLEANT

Mlle Patricia CLAUDE
Psychologue
IME de TOUL

D) Sur proposition des associations de parents d'élèves

TITULAIRE

SUPPLEANT

E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés

TITULAIRE (AEIM)

SUPPLEANT (AEIM)

M. RAGOT Robert
15, rue de la Croix
54470 Pannes

M. GALLAND Jean
33, Grande rue
54170 Barisey-la-Côte

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
PRE-SCOLAIRE ET ELEMENTAIRE DE VANDOEUVRE**
*Siège : Inspection de l'Education Nationale - circonscription de Vandoeuvre
2 rue Paul Bert 54500 Vandoeuvre*

Tableau (16) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur de l'Education Nationale de Vandoeuvre	CPAIEN auprès de l'inspecteur Circonscription de Vandoeuvre
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur DOLEANS Médecin de secteur de psychiatrie (1)	1représentant du 1 ^{er} SPIJ
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme le Docteur MARTIN Jeanne Médecin du service de promotion De la santé en faveur des élèves	Mme le Docteur COLAS Pascale Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves
Mme PHILIPPE Nathalie Psychologue scolaire Rased de l' école Du Charmois VANDOEUVRE	Mlle MELIN Irène Psychologue scolaire Rased école J.Prévert 54 LUDRES
Mlle LEONET Maryvonne Enseignante spécialisée en CLIS Ecole primaire P. Bert 54500 Vandoeuvre	Mme KUHNEL Anne Enseignante spécialisée Ecole Charmois 54500 Vandoeuvre
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme HERRIS Directrice Adjointe Directrice Adjointe R. Carel - IME Vandoeuvre	Mme SOLIGOT Nicole Chef de service SSESD VILLERS Les NANCY
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE	SUPPLEANT
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (APAJH)	SUPPLEANT (APAJH)
M. BALTJ J.M. 3 rue du Jura 54500 Vandoeuvre	M. VIRION 44 rue François Villon 54500 Vandoeuvre

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
DU SECOND DEGRE DU PAYS HAUT**

Siège : Collège Louis Aragon - rue Foch BP 61 - 54802 Jarny cédex

Tableau (17) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Inspecteur d'académie directeur des Services départementaux de l'éducation Nationale	M. le Principal Collège Louis Aragon 54 802 JARNY
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme le Docteur BERTEL 3° secteur de psychiatrie infanto-juvénile	Un Psychologue 3° secteur de psychiatrie infanto-juvénile
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Mme le Docteur FRANCOIS Monique Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	M. le Docteur CUNG Thien-Ai Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves
Mr l' Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Briey II	Mr l' Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Longwy 1
Monsieur le Directeur du C.I.O. de Longwy	Monsieur le Directeur du C.I.O de Briey
C) Sur proposition conjointe de l'inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. Jean BICHE Directeur de l'I.M.E Les Orchidées 54150 Briey	Directeur C.M.P.P - Longwy
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE (FCPE)	SUPPLEANT
M. Bernard FERY 8, rue de la Croix Paté - 54150 Briey	
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (AEIM)	SUPPLEANT (AEIM)
M. Gilbert DETHIER 62, rue de Franchepré 54 240 Joëuf	Mme HYPOLLITE Hélène 11 rue J.Barbé 54 150 Les BAROCHES

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
DU SECOND DEGRE SUD**

Siège : Collège Jean Lamour - 56 bd de Scarpone 54000 Nancy

Tableau (18) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT	SUPPLEANT
Monsieur l'Inspecteur d'Académie Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle	Mr le Principal du collège Jean Lamour Nancy
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE	SUPPLEANT
Médecin d' un des secteurs de psychiatrie concernés	Un représentant d'un des secteurs de psychiatrie concernés
B) Sur proposition de l'inspecteur d'académie	
TITULAIRE	SUPPLEANT
M. le Docteur TURBAN Eric Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves	M. le Docteur FRIEDRICH M-André Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves

Inspecteur de l'Education Nationale Chargé de l'A.I.S. Circonscription de Nancy III Directeur du C.I.O de Toul	Inspecteur de l'Education Nationale Circonscription de Pont-à-Mousson Directeur du C.I.O de Lunéville
C) Sur proposition conjointe de l'inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE M. Philippe HIRIARD Directeur de l'I.M.E. Saint Camille de Velaine-en-Haye	SUPPLEANT Mme Danièle DEDERICH Directrice I.M.E. C. Monet Pont-à-Mousson
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE (FCPE) M. CYFERMAN Laurent 84 rue Félix Faure 54000 Nancy	SUPPLEANT
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (AEIM) M. GAMERRE Bernadette 183 av. du Gal Lerclerc 54000 Nancy	SUPPLEANT (AEIM) M. PERROT Maurice 197 rue Lucien Galtier 54410 Laneuveville-devant-Nancy

**COMMISSION DE CIRCONSCRIPTION DE L'ENSEIGNEMENT
DU SECOND DEGRE DE NANCY**

Siège : Collège CHEPFER à VILLERS LES NANCY

Tableau (19) annexé à l'arrêté préfectoral triennal de novembre 2003

PRESIDENT M. l'inspecteur d'Académie Directeur Des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle	SUPPLEANT Mme la Principale Collège Chepfer Villers les Nancy
A) Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE M. le Docteur KABUTH Médecin-Chef de secteur de psychiatrie	SUPPLEANT Mme le Docteur FRIOT ou M. le Docteur EDELSON Médecins de secteur de psychiatrie (4)
B) Sur proposition de l'Inspecteur d'académie	
TITULAIRE Mme le Docteur HECK Anne Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves Inspecteur de l'éducation nationale Chargé de l'A.I.S. circonscription de Nancy III M. le Directeur du C.I.O de Vandoeuvre	SUPPLEANT Mme le Docteur SAILLOUR Christine Médecin du service de promotion de la santé en faveur des élèves Inspecteur de l'éducation nationale Circonscription de Jarville M. le Directeur du C.I.O. rue Isabey 54000 Nancy
C) Sur proposition conjointe de l'Inspecteur d'académie et du Directeur Départemental des Dffaires Sanitaires et Sociales	
TITULAIRE Directeur de l'IME R. Carel Saint-Nicolas-de-Port	SUPPLEANT - Madame la Directrice Adjointe IR de l' Escalé 54 140 JARVILLE
D) Sur proposition des associations de parents d'élèves	
TITULAIRE (FCPE) Mme Isabelle ZIGRAND 11, rue Sainte Cécile 54 000 NANCY	SUPPLEANT
E) Sur proposition des associations de parents d'enfants et adolescents handicapés	
TITULAIRE (GEIST) Mme COURTOIS Cécile 18 bis rue Messier 54000 Nancy	SUPPLEANT (AEIM) Mme MONIN Carol 2, Place du Luxembourg 54 000 NANCY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE D'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE DDAF 2004-408 PORTANT AGREMENT DU GIDON DE LA ZONE NORD DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L.252-1 à 5 du Code rural,

Vu le procès verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire constitutive du Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles du Nord du département de Meurthe et Moselle et les statuts adoptés le 12 janvier 2004

Vu la demande d'agrément déposée aux services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,

Vu l'avis favorable du Chef de Service Régional de la Protection des Végétaux,

Sur rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : Le Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles de la zone Nord de Meurthe et Moselle, est agréé

Article 2 : La circonscription géographique de ce groupement couvre les cantons ci-après décrits :

➤ Audun le Roman	➤ Homécourt	➤ Nancy
➤ Briey	➤ Jarville la Malgrange	➤ Neuves Maisons
➤ Chambley Bussièrès	➤ Laxou	➤ Pompey
➤ Conflans en Jarnizy	➤ Longuyon	➤ Thiaucourt-Regniéville
➤ Dieulouard	➤ Longwy	➤ Vandoœuvre les Nancy
➤ Herserange	➤ Mont Saint Martin	➤ Villerupt

et les communes suivantes :

➤ Andilly	➤ Griscourt	➤ Martincourt	➤ Rosières en Haye
➤ Atton	➤ Grosrouvres	➤ Minorville	➤ Sainte Geneviève
➤ Avrainville	➤ Jaillon	➤ Morville Sur Seille	➤ Tremblecourt
➤ Bernécourt	➤ Lesmesnils	➤ Mousson	➤ Velaine en Haye
➤ Bouxières sous Froidemont	➤ Liverdun	➤ Noviant aux prés	➤ Ville en Vermois
➤ Champey sur Moselle	➤ Loisy	➤ Pont à Mousson	➤ Villers en Haye
➤ Domèvre en Haye	➤ Mamey	➤ Port Sur Seille	➤ Villey Saint Etienne
➤ Francheville	➤ Manoncourt en Woëuvre	➤ Rogeville	➤ Vittonville
➤ Gezoncourt	➤ Manonville		

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.252-4, le Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles de la zone Nord de Meurthe et Moselle est chargé :

- d'assurer sous le contrôle des services agricoles départementaux l'exécution des mesures prescrites en la matière par les arrêtés ministériels ou préfectoraux,
- de généraliser et de synchroniser les traitements préventifs et curatifs nécessaires au maintien du bon état sanitaire des cultures, et à cet effet, notamment, de diffuser les indications fournies par les stations régionales d'avertissement
- de signaler au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt l'apparition de tout nouvel organisme nuisible figurant sur la liste prévue à l'article L.251-3, ou le développement inaccoutumé des organismes nuisibles dont la présence est normalement constatée sur leur territoire,
- d'exécuter, soit à la demande du service de la protection des végétaux, soit à la demande des particuliers, les traitements insecticides et anticyptogamiques

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Président du Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles de la zone Nord de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

NANCY, le 11 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DDAF 2004-409 PORTANT AGREMENT DU GIDON DE LA ZONE SUD DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L.252-1 à 5 du Code rural,

Vu le procès verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire constitutive du Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles du Sud du département de Meurthe et Moselle et les statuts adoptés le 12 janvier 2004

Vu la demande d'agrément déposée aux services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,

Vu l'avis favorable du chef de Service Régional de la Protection des Végétaux,

Sur rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : Le Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles de la zone Sud de Meurthe et Moselle, est agréé

Article 2 : La circonscription géographique de ce groupement couvre les cantons ci-après décrits :

➤ Arracourt	➤ Haroué	➤ Saint Nicolas de Port (exceptée Ville en Vermois)
➤ Baccarat	➤ Lunéville	➤ Seichamps
➤ Badonviller	➤ Lunéville Nord	➤ Tomblaine
➤ Bayon	➤ Lunéville sud	➤ Toul
➤ Blâmont	➤ Malzéville	➤ Toul Nord
➤ Cirey sur Vezouze	➤ Nomeny	➤ Toul Sud
➤ Colombey les Belles	➤ Saint Max	➤ Vézelize
➤ Gerbéviller		

et les communes suivantes :

➤ Ansaucourt	➤ Beaumont	➤ Bezaumont	➤ Landremont	➤ Millery
➤ Autreville Sur Moselle	➤ Belleville	➤ Hamonville	➤ Mandres aux quatre tours	➤ Ville au Val

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.252-4, le Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles de la zone Sud de Meurthe et Moselle est chargé :

- d'assurer sous le contrôle des services agricoles départementaux l'exécution des mesures prescrites en la matière par les arrêtés ministériels ou préfectoraux,
- de généraliser et de synchroniser les traitements préventifs et curatifs nécessaires au maintien du bon état sanitaire des cultures, et à cet effet, notamment, de diffuser les indications fournies par les stations régionales d'avertissement
- de signaler au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt l'apparition de tout nouvel organisme nuisible figurant sur la liste prévue à l'article L.251-3, ou le développement inaccoutumé des organismes nuisibles dont la présence est normalement constatée sur leur territoire,
- d'exécuter, soit à la demande du service de la protection des végétaux, soit à la demande des particuliers, les traitements insecticides et anticryptogamiques

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Président du Groupement Intercommunal de Défense contre les Organismes Nuisibles de la zone Sud de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

DECISION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER

Lors de la séance du 5 janvier 2005, la Commission départementale pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier a arrêté les dispositions suivantes pour l'année 2004 :

BAREME D'INDEMNISATION (3^{ème} partie)

Céréales et oléo-protéagineux

Mais grain	8,65 €/q
Tournesol	22,64 €/q
Seigle - culture biologique	26,50 €/q

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/002/CBER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de pose de clôtures à gibier sur l'aire de LESMENILS (A.31) ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Le mercredi 26 janvier 2005, de 9 H 00 à 16 H 00, l'accès à l'aire de repos de LESMENILS est interdit à la circulation sur l'A. 31 dans le sens METZ - NANCY.

ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES et Monsieur le Maire de LESMENILS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/003/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder en urgence à des travaux de réparation des glissières de sécurité sur la RN 52 entre les PR 14+128 et 18+247 ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I

Le jeudi 20 janvier 2005, la circulation s'établit comme suit :

- la circulation est interdite sur la R.N. 52 de 8 H 30 à 18 H 00 dans le sens METZ - LONGWY entre les PR 14+128 et 18+247
- la vitesse est limitée à 70 km dans le sens LONGWY - METZ au droit du chantier
- la bretelle d'entrée sur la R.N. 52 sens RD 520 - Belgique est fermée à toute circulation

ARTICLE II

Les usagers emprunteront la déviation suivante :

Sens METZ - LONGWY - (RN 52)

- Sortie Echangeur de MEXY, prendre la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY jusqu'au giratoire du Pulventeux, carrefour avec la R.N. 18 et ensuite emprunter l'échangeur de la R.N. 52 direction Arlon - Luxembourg.

Fermeture bretelle d'entrée sur la RN 52 de l'échangeur de MEXY - RD 520 en direction de la Belgique

- Déviation identique à celle citée ci-dessus.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de REHON et LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

ARRETE N° 04 DE 011 PFU - REPARTITION 2004 DU CONCOURS PARTICULIER CREE AU SEIN DE LA DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES DOCUMENTS D'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi de finances pour 2004 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment l'article 102 ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et notamment l'article 95 ;

VU le décret n° 83.1222 du 22 décembre 1983 modifié relatif à la répartition du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2004.17 du 06 janvier 2004 modifiant certaines dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme ;

VU le rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipement relatif à la répartition 2004 de la dotation générale de décentralisation ;

Considérant l'avis émis par le collège des élus de la commission de conciliation ;

A R R E T E

Article 1 : Le barème de répartition 2004 du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme est le suivant :

	Dépenses matérielles	Dépenses d'études	Total
Élaboration	2 000	2 500	4 500
Révision	500	2 500	3 000
Carte communale	500	1 000	1 500

Article 2 : Le concours particulier sera versé au titre de l'année 2004, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale figurant dans la liste annexé au présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Trésorier Payeur Général, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général, Monsieur le Président de la commission de conciliation, Monsieur le Président du Conseil Général, Monsieur le Président de la Région Lorraine, Mesdames et Messieurs les Maires des communes et des E.P.C.I. concernés, à titre de notification, Messieurs les Sous-Préfets de LUNEVILLE et BRIEY, Madame la Sous-Préfète de TOUL.

NANCY, le 21 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS

Par arrêté préfectoral du 24 janvier 2005, est autorisée au profit de la direction départementale de l'Équipement de Meurthe et Moselle, Service Grands Travaux, l'occupation temporaire sur les parcelles d'une superficie de 920 m², en vue de réaliser les travaux de la RN 59, entre SAINT CLEMENT ET AZERAILLES, sur le territoire de la commune d'AZERAILLES.

Par arrêté préfectoral n° 34007 en date du 25 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTAS et BTAS ZAC "La Grande Corvée" avenue de l'Europe, RN 59, sur la commune de MONCEL LES LUNEVILLE.

Par arrêté préfectoral n° 43032 en date du 25 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement d'une ligne pour la construction d'un réservoir station des eaux Fensch Moselle, sur la commune de CRUSNES.

Par arrêté préfectoral n° 43104 en date du 25 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue FRESPP bouclage départ Jézainville, rue du Saule, sur les communes de BLENOD LES PONT A MOUSSON et JEZAINVILLE.

Par arrêté préfectoral n° 43381 en date du 25 janvier 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique lot. "Les Hauts de Pont a Mousson", chemin de St Michel, sur la commune de PONT A MOUSSON.

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL DES TRANSPORTS LORRAINE-ALSACE

DECISION D'INTERIM INSPECTION DU TRAVAIL DES TRANSPORTS NANCY

LE DIRECTEUR REGIONAL DU TRAVAIL DES TRANSPORTS

Vu le Code du Travail, notamment l'article L.611-4,

Vu le Décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 conférant au Directeur du Travail le pouvoir d'organiser les actions du service, référence :19-05

Vu l'Arrêté du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services d'Inspection du Travail,

Vu l'Arrêté du 21 février 1984 modifié portant organisation de l'Inspection du Travail des Transports,

Vu la décision ministérielle du 30 mai 1997 modifiée, fixant la délimitation des diverses circonscriptions de l'Inspection du Travail des Transports,

D E C I D E

Article 1^{er} : L'intérim de la Subdivision d'Inspection du Travail des Transports de NANCY (départements MEURTHE et MOSELLE - MEUSE) est assuré à compter du **17 janvier 2005** et jusqu'à nouvel avis par :

Monsieur Michel KIFFER

Inspecteur du Travail des Transports METZ

Article 2 : La présente décision sera publiée dans le Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 19 janvier 2005

Le Directeur Régional du Travail des Transports,
B. FISCHER

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues depuis la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1^{er} octobre 2004.

Les modifications concernent les points suivants :

- **Point 6 de la délégation sur le fonctionnement des services :**

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et les certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- M. Christian CARBILLET, Inspecteur, chef du service Recouvrement-Centralisation en lieu et place de Mlle Nathalie SAULNIER.

- M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, chef du service CEPL-Conseil en lieu et place de M. Michel MULIC.

- Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur chef du service CEPL-Gestion en lieu et place de M. Julien PEYRISSAGUET.

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

NANCY, le 24 janvier 2005

Christian BRUNET

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DU C.H.U. DE NANCY

VU l'Article D.714-12-1 du Code de la Santé Publique,

VU l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

Article 1 :

En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,

- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 :

En matière de gestion du personnel, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur STARK Gérard, Directeur des Ressources Humaines et à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité ou contrat emploi jeune ou contrat d'apprentissage.

Article 3 :

En l'absence de Monsieur STARK Gérard et de Madame LEPAND Sophie la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.

Article 4 :

En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) Pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CARRAYROU Marius
- Monsieur CCEUR Jean Jacques
- Monsieur COLOMBEL Patrick
- Monsieur DOSSMANN Marcel
- Monsieur DUCROZ Sylvain
- Madame GABRIEL Geneviève
- Monsieur GUEPRATTE Charles
- Mademoiselle HANNION Murielle
- Madame HERBELET Danielle
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Madame LEPAND Sophie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur PEREZ Robert
- Mademoiselle RISTERUCCI Sylvie
- Monsieur STARK Gérard.
- Madame VIDREQUIN Isabelle
- Monsieur VIRION Jean Marc
- Monsieur WERNERT Philippe

b) Pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitalier qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Mademoiselle MERSY Anne
- Mademoiselle PIERSON Véronique
- Monsieur REMY Patrick
- Monsieur THOMAS Gérard.

Dans le cadre de la délégation donnée en b), les Directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 :

En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article 4 a) pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 :

Donne délégation à Madame Claudie BOUYSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Madame Carole MARECHAL, Madame Agnès WALTER, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Article 7 :

En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.) ou sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.) et sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de cette dernière à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 :

La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 :

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 :

Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 janvier 2005

Le Directeur Général,
Benoît PERICARD

AVIS DE CONCOURS**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE DE MAITRE OUVRIER
ORGANISE PAR LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié (art.14), le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise à partir du 1^{er} mars 2005 un concours sur titres interne de maître ouvrier en vue de pourvoir :

☛ 29 postes de MAITRE OUVRIER au C.H.U. de NANCY :

- | | |
|-------------------------------|---|
| - 10 postes de maître ouvrier | secteur atelier-entretien |
| - 4 postes de maître ouvrier | secteur sécurité |
| - 5 postes de maître ouvrier | secteur blanchisserie |
| - 5 postes de maître ouvrier | secteur restauration |
| - 5 postes de maître ouvrier | secteurs divers de la Direction Hôtelière et Logistique - Direction de l'Équipement Médical et autres secteurs divers |

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

- ☛ Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les ouvriers professionnels qualifiés comptant au moins 2 ans de services publics et titulaires soit :
- d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle,
 - d'un Brevet d'Etude Professionnelle,
 - d'un diplôme de niveau au moins équivalent.

II - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS

→ Les demandes de participation à ce concours, dans lesquelles seront précisés les diplômes détenus ainsi que la filière ciblée, sont à adresser :

Direction des Ressources Humaines - C.H.U. de NANCY - Gestion des Carrières - bureau n° 14
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY Cédex

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 1^{er} MARS 2005
LE CACHET DE LA POSTE FAISANT FOI

NANCY, le 20 janvier 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE VACANCES DE POSTES D'AGENT-CHEF 2^{EME} CATÉGORIE PAR LISTE D'APTITUDE
A POURVOIR AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié prévoyant à titre transitoire sur la période de 3 ans, l'accès exceptionnel des contremaîtres principaux au grade d'agent-chef de 2^{eme} catégorie par voie d'inscription sur liste d'aptitude, sont à pourvoir au C.H.U. de NANCY au titre d'octobre 2003 :

☛ 4 postes D'AGENT-CHEF DE 2^{EME} CATEGORIE localisés dans les secteurs suivants :

- 1 poste à la blanchisserie
- 1 poste à l'U.P.C. Production
- 1 poste à l'atelier peinture des Hôpitaux Urbains
- 1 poste aux magasins des services techniques

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

☛ Peuvent faire acte de candidature, les agents titulaires du grade de contremaître principal.

II - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS

☛ Le courrier de candidature précisant le ou les secteurs visés, est à adresser à :

Direction des Ressources Humaines - C.H.U. de NANCY - Gestion des Carrières - bureau n° 14
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY-CEDEX

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 10 MARS 2005
LE CACHET DE LA POSTE FAISANT FOI

NANCY, le 3 février 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE
ORGANISE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date
- les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Le Directeur,
G. CROISSANT

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

**ARRETE SGAR N° 2004 - 615 EN DATE DU 29 DECEMBRE 2004
RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION ELECTORALE
POUR LE DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE
DANS LE CADRE DES ELECTIONS A LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 723-23 du code rural ;

VU l'article L 133-2 du code du travail ;

VU l'article 2 de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole ;

VU l'article 20 du décret n° 84-477 du 18 juin 1984 modifié relatif aux élections aux assemblées générales et aux conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole ;

VU l'article 1^{er} du décret n° 90-187 du 28 février 1990 modifié relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU les listes déposées par les syndicats de salariés agricoles pour l'élection des délégués cantonaux de la MSA ;

VU les résultats des dernières élections à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er - La présidence de la commission électorale chargée de procéder, à compter du 1^{er} février 2005, à la surveillance des opérations d'émargement et de dépouillement et à la proclamation des résultats du bureau de vote "MEURTHE-ET-MOSELLE" de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Lorraine Meurthe-et-Moselle -Vosges, est confiée à Mme RENZI Marie-France, Directeur Adjoint au Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Lorraine.

Article 2 - Les organisations syndicales de salariés agricoles représentatives au plan national sont représentées au sein de la commission électorale en fonction du nombre de listes qu'elles ont déposées pour ces élections par :

1. - M. RUINIER Francis, représentant titulaire du syndicat C.G.T.
2. - Mme BEAUREGARD Marie-Thérèse, représentant titulaire du syndicat C.F.D.T.
3. - M. TONNELIER Michel, représentant titulaire du syndicat C.F.E. C.G.C.
4. - M. GOURY Pierre, représentant titulaire du syndicat C.F.T.C.
5. - M. GERDOLLE Solange, représentant titulaire du syndicat C.F.T.C.
6. - M. ou Mme SIEGE NON POURVU PAR LE SYNDICAT UNSA

1. - M. CLAVIER Jean-Claude, représentant suppléant du syndicat C.G.T.
2. - M. AUDEBERT Alain, représentant suppléant du syndicat C.F.D.T.
3. - M. VIOLETTI Roger, représentant suppléant du syndicat C.F.E. C.G.C.
4. - M. ou Mme SIEGE NON POURVU PAR LE SYNDICAT C.F.T.C.
5. - M. ou Mme SIEGE NON POURVU PAR LE SYNDICAT C.F.T.C.
6. - M. ou Mme SIEGE NON POURVU PAR LE SYNDICAT UNSA.

Article 3 - Les syndicats d'exploitants agricoles reconnus représentatifs au niveau départemental sont représentés au sein de la commission électorale par :

1. - M. PEULTIER Stéphane, représentant titulaire du syndicat FDSEA/CDJA
2. - M. PAQUIN Laurent, représentant titulaire du syndicat FDSEA/CDJA
3. - M. RENOARD Gérard, employeur de main-d'œuvre, représentant titulaire du syndicat FDSEA/CDJA
4. - M. MILLARD Jean-Luc, employeur de main-d'œuvre, représentant titulaire du syndicat FDSEA/CDJA
5. - M. RENAUDIN Hervé, représentant titulaire du syndicat Confédération Paysanne
6. - M. ou Mme SIEGE NON POURVU PAR LE SYNDICAT COORDINATION RURALE
1. - M. BEDNAREK Cédric, représentant suppléant du syndicat FDSEA/CDJA
2. - Mme BOULANGER Marie-Claude, représentant suppléant du syndicat FDSEA/CDJA
3. - M. BOUFFIER Claude, employeur de main-d'œuvre représentant suppléant du syndicat FDSEA/CDJA
4. - M. BOURDON Didier, employeur de main-d'œuvre, représentant suppléant du syndicat FDSEA/CDJA
5. - M. GOJOT Michel, employeur de main-d'œuvre, représentant suppléant du syndicat Confédération Paysanne
6. - M. ou Mme SIEGE NON POURVU PAR LE SYNDICAT COORDINATION RURALE

Article 4 - Les missions de la commission électorale prennent fin au lendemain de la proclamation des résultats.

Article 5 - Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt et le Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de la région Lorraine, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de région Lorraine.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

DECISION

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de déconcentration

Vu la circulaire du Premier Ministre du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

DECIDE

Article 1 :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif 2 Lorraine 2000/2006, Monsieur Claude BALAND, Préfet de la Meurthe-et-Moselle, est habilité pour les actions A3-2 à A3-4, A3-7, A4-6, A8-1 à A8-8, A10-1 à A10-9, A11-1, A11-2, A12-1 à A12-3 et la mesure A 14 ; les actions B1-2, B2-2, et les mesures B3, B4, B5, B7 ; les mesures C1 et C2, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8 et la mesure C7, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental :

- à recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- à délivrer les accusés de réception ;
- à instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- à notifier aux maîtres d'ouvrage les avis des comités de pré-examen ;
- à proposer les dossiers complets au comité de programmation ;
- à informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- à signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- à réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- à attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- à procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur - Chapitre 6758-30) ;
- à archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- à signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle ;
- à organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- à organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Pour l'ensemble des actions relevant de cet article, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de département.

Toutefois, le Préfet, s'il l'estime nécessaire pourra, le cas échéant, associer les Sous-Préfets d'arrondissement à la mise en œuvre des fonds européens dans son département.

Article 2 :

Monsieur Claude BALAND, Préfet de la Meurthe-et-Moselle, est chargé de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 3 janvier 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2005-DRCL/1-001 EN DATE DES 13 ET 25 JANVIER 2005 PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE DE LA SEILLE LORRAINE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-25-1et L. 5212-33 ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 91-DAD/1-137 du 20 décembre 1991 portant création du syndicat mixte de la Seille Lorraine ;

VU les délibérations des comités du syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique de la Seille (8 septembre 2003), du syndicat intercommunal de la grande Seille (4 février 2002) et du syndicat intercommunal de l'assainissement et du curage de la Seille à Nomeny (21 avril 2004) sollicitant la dissolution du syndicat mixte de la Seille Lorraine ;

VU la délibération du comité du syndicat mixte de la Seille Lorraine (28 juin 2001) ;

VU l'avis des Sous-Préfets de Château-Salins et Metz-Campagne ;

SUR proposition des Secrétaires Généraux de la Préfecture de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

ARRESENT

ARTICLE 1 - Le SYNDICAT MIXTE DE LA SEILLE LORRAINE, composé des établissements publics de coopération intercommunale suivants :

⇒ syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique de la Seille

⇒ syndicat intercommunal de la grande Seille

⇒ syndicat intercommunal de l'assainissement et du curage de la Seille

EST DISSOUS, dans les conditions fixées par la délibération du comité du syndicat mixte de la Seille Lorraine.

ARTICLE 2 - Sous réserve des droits des tiers, et nonobstant la date du présent arrêté, le président du syndicat et le comptable du trésor sont autorisés à procéder, le cas échéant, aux opérations nécessaires à la clôture définitive de l'exercice comptable.

ARTICLE 3 - Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté, qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe et Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la Préfecture.

ARTICLE 4 - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Château-Salins, les Trésoriers-Payeurs Généraux, le président du syndicat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

METZ, le 13 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc-André GANIBENQ

NANCY, le 25 janvier 2005
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT L'AMENAGEMENT DES BERGES DE L'ORNE
ENTRE MOINEVILLE (54) ET ROMBAS (57)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le Code Rural et particulièrement les articles L151-36 à L 151-40, et R 151-40 à 151-50,

Vu le code de l'environnement et particulièrement les articles L 214-1 à L 214-6, L 211-7 et L 432-3,

Vu les décrets d'application n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifié et 93-1182 du 21 octobre 1993 pris en application des articles du code de l'environnement cités ci-dessus,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu la demande déposée par l'Etablissement Public Foncier de Lorraine le 30 mars 2004,

Vu l'arrêté interpréfectoral du 04 juin 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général et à la demande d'autorisation des travaux précités ;

Vu les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairies de MOINEVILLE, VALLEROY, AUBOUÉ, HOMECOURT, JOEUF, MOYEUVRE-GRANDE, ROSSELANGE, CLOUANGE et ROMBAS,

Vu les conclusions émises par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21 juin au 9 juillet 2004 dans les communes de MOINEVILLE, VALLEROY, AUBOUÉ, HOMECOURT, JOEUF, MOYEUVRE-GRANDE, ROSSELANGE, CLOUANGE et ROMBAS,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle du 12 mai 2004,

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle du 21 avril 2004,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle du 4 novembre 2004,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Moselle du 18 novembre 2004,

Sur proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures de Meurthe et Moselle et de la Moselle,

A R R E T E N T

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Public Foncier de Lorraine est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés conformément aux dispositions des articles L 214-1 à L 214-6, L 211-7 et L 432-3 du Code de l'Environnement.

Désignation Intervention ou Travaux	Rubrique Décret 93-743	Régime
prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe	2.1.0	AUTORISATION
Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier la profil en long ou le profil en travers d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 2.5.5, ou conduisant à la dérivation ou au détournement d'un cours d'eau	2.5.0	AUTORISATION
Consolidation ou protection de berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales	2.5.5	AUTORISATION
Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zone humides ou de marais	4.1.0	AUTORISATION
Travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau	6.1.0	AUTORISATION

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier Police de l'eau déposé par le pétitionnaire. Cependant les passerelles qui seront créées devront permettre l'accès aux personnes à mobilités réduites.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION

2.1 - DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT

Le projet consiste à réaliser un itinéraire de promenade le long des berges de l'Orne reliant les communes de MOINEVILLE (54) à ROMBAS (57) sur un linéaire de 23 km et sur une largeur de 3 m environ.

Pour ce faire 13 ouvrages ont dû être créés ou aménagés pour permettre le franchissement de l'Orne ou de ses affluents (le Rawé et le Woigot).

Passerelles existantes

Numéro	Type	Point kilométrique	Franchissement	Lieu-dit	Commune
PE 05	Pont piéton	22.900	ORNE	Centre ville	Auboué
PE 12	Barrage	9.950	ORNE	Pont des Vannes	Rosselange
PE 13	Ancien pont ferroviaire	9.280	ORNE	Cité St HENRI	Rosselange
PE 14	Ancien pont ferroviaire	8.000	ORNE	Cité Grande Fin	Clouange

Passerelles à créer

Numéro	Type	Point kilométrique	Franchissement	Lieu-dit	Commune
PE 01	Passerelle à âme pleine	25.600	RAWÉ	Mine Valleroy	Moineville
PE 02	Passage à gué	25.200	ORNE	Serry	Moineville
PE 03	Passerelle à âme pleine	23.350	ORNE	Parking	Auboué

PE 04	Passage à gué	23.000	ORNE	Centre ville	Auboué
PE 06	Passerelle à âme pleine	22.500	WOIGOT	Station d'épuration	Auboué
PE 07	Passage à gué	20.500	ORNE	Eglise	Homécourt
PE 08	Passerelle à treillis	18.850	ORNE	Base canoë	Homécourt
PE 10	Passerelle	12.972	ORNE	Barrage de BETH	Moyeuvre Grande
PE 11	Passerelle à treillis	11.800	ORNE	Centre ville	Moyeuvre Grande

Des travaux annexes sont également prévus et ils en consistent à :

- renforcer les berges de l'Orne par des techniques végétales ou mixte (enrochement + végétalisation),
- aménager la base de canoë de SERRY à MOINEVILLE (reconstruction de seuil dans le lit de l'Orne, escalier permettant l'embarquement des kayakistes, retalutage la berge gauche de l'Orne sur 110 m),
- créer une frayère en amont d'Auboué,
- réaménager le seuil en amont d'Auboué issu de la démolition de l'ancien viaduc et renforcer les berges érodées au droit de ce seuil,
- Aménager 6 accès directs à l'eau
- Renforcement des berges de l'Orne au droit des nouvelles passerelles.

2.2 - IMPACTS

IMPACTS NEGATIFS

- Perte sèche de végétalisation et d'habitats : l'imperméabilisation de la promenade et la coupe d'arbres participeront à la disparition d'ensembles végétaux et d'habitats, de refuges de sites de nidification,
- Augmentation ponctuelle des écoulements et exhaussement des niveaux d'eau : deux ouvrages (PE 4 et 8) induisent des impacts significatifs sur les vitesses d'écoulement et le niveau d'eau.
- Risque de pollution par hydrocarbures par les engins lors de la phase des travaux,
- Perturbations du fonctionnement écologique : augmentation de la fréquentation des abords du cours d'eau,
- Perturbation des activités humaines liées à l'eau : impact temporaire dû à la perturbation engendrée par les travaux.

IMPACTS POSITIFS

- Diversification des écoulements par la création d'épis dans le lit mineur de l'Orne:
- Création d'un milieu aquatique : une frayère dans un bras mort de l'Orne (prairie de la Prêle)
- Protection végétales des berges et plantation d'arbres
- Sécurisation des piétons et des cyclistes
- Diminution du trafic de véhicules motorisés
- Réappropriation du cours d'eau par les riverains et les usagers de la promenade

En phase chantier, le mode opératoire permet de minimiser le relargage de MES et de limiter le risque de pollution par hydrocarbures.

2.3 - MESURES REDUCTRICES ET COMPENSATOIRES

MESURES REDUCTRICES

- Minimiser les risques de pollution,
- Choisir des endroits où la ripisylve est peu épaisse pour faire les trouées d'accès au chantier,
- Diminuer les perturbations pour la faune,
- Nettoyer les berges du cours d'eau.

MESURES COMPENSATOIRES

- Restauration de la ripisylve,
- Epaissement de la ripisylve : cette mesure vise à compenser l'imperméabilisation des sols par l'épuration des eaux, la protection contre les crues et l'amélioration du fonctionnement écologiques,
- Création d'un semi-bocage et d'une roselière afin d'amoindrir l'imperméabilisation et l'augmentation de la fréquentation : aménagement de réseau de haies et de bosquets,
- Création d'une "morte" pour batraciens afin d'augmenter les sites de ponte : création d'une mare aux abords de la frayère,
- Réalisation d'une petite risberme à Auboué en décaissement de la berge afin d'augmenter la section d'écoulement (PE 8),
- Suppression de deux tampons d'un réseau d'eaux usées à Auboué qui présente un obstacle à l'écoulement des eaux.

ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX

3.1 - GENERALITES

Les travaux seront conduits avec le souci permanent de ne pas aggraver l'écoulement des crues éventuelles et de préserver les milieux aquatiques. Les travaux auront une durée maximale de trois ans à partir de la notification du présent arrêté.

3.2 - LIBRE ECOULEMENT DES EAUX

Les travaux seront entrepris à partir de la notification du présent arrêté si l'hydrologie de la rivière le permet.

Le permissionnaire prendra contact avant le démarrage des opérations en rivière avec la DIREN Lorraine, Service d'annonce des crues, afin de mettre en place un dispositif de surveillance des débits de l'Orne.

3.3 - RELATION AVEC LES SERVICES CHARGES DE LA POLICE DES EAUX ET DE LA PECHE

Quinze jours au moins avant le démarrage des travaux, le permissionnaire sera tenu de prévenir par écrit les Services chargés de la Police des Eaux et de la Pêche, et en particulier les gardes-pêche du C.S.P., les Fédérations Départementales des Pêcheurs de Meurthe et Moselle et de Moselle, ainsi que les Sociétés de Pêche concernées de toute intervention dans le lit mineur de l'Orne.

Les représentants de ces services ou associations fixeront notamment les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

3.4 - PRESERVATION DU MILIEU AQUATIQUE

Toute précaution sera prise pour éviter les déversements polluants dans la rivière ainsi que dans la nappe alluviale. Ainsi, tous les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Toutes précautions seront prises pour éviter dans la mesure du possible la pollution mécanique créant des relargages de matières en suspension dans l'eau. Le mode d'exécution retenu pour les travaux devra privilégier les méthodes d'intervention qui minimisent la présence et la circulation d'engins dans le lit de la rivière.

Les détails d'exécution du programme prévisionnel d'intervention feront l'objet d'une concertation préalable des Services chargés de la Police des Eaux et de la Pêche, et en particulier les gardes-pêche du C.S.P., les Fédérations Départementales des Pêcheurs de Meurthe et Moselle et de Moselle, ainsi que les Sociétés de Pêche.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister.

ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DE L'OUVRAGE

4.1 - SURVEILLANCE DES OUVRAGES PROVISOIRES - SECURITE DES CHANTIERS

Le permissionnaire interdira pour toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux par tout dispositif physique approprié. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

La sécurité des ouvriers et personnel de chantier sera assurée par le permissionnaire et comprendra notamment une information systématique de chacun sur les dangers potentiels, des dispositifs d'alerte permettant de faire évacuer les zones endiguées dès la détection de toute anomalie.

4.2 - RISQUE INONDATION

Le permissionnaire prendra ses dispositions pour connaître à tout moment la valeur du débit de l'Orne à la station hydrométrique la plus proche.

La périodicité de prise en compte de ces débits sera adaptée à l'évolution prévisionnelle des apports du bassin versant suivant les indications qui seront fournies par les services compétents auprès desquels le permissionnaire est tenu de s'informer.

En toute circonstance, y compris en cas de chantier interrompu quelle qu'en soit la cause, le permissionnaire prendra toutes ses dispositions pour mettre en œuvre les dispositions de l'article 3.2 précédent.

ARTICLE 5 : ECHEANCIER DES INTERVENTIONS

Les opérations seront réalisées dans l'ordre chronologique prévu suivant les indications portées dans le dossier accompagnant la demande d'autorisation.

ARTICLE 6 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

En cas d'incident, le permissionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article L211-5 du code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'Administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent Arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages et travaux doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet concerné par leur situation.

ARTICLE 10 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 11 : PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine,

Messieurs les Sous-Préfets de BRIEY, THIONVILLE et METZ-Campagne,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture de la Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de MOINEVILLE, VALLEROY, AUBOUÉ, HOMECOURT, JOEUF, MOYEUVRE-GRANDE, ROSSELANGE, CLOUANGE et ROMBAS,

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 25 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

METZ, le 25 janvier 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENQ



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	702
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	702
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	702
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.27 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR ARNAUD KURZENNE, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET	702
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	703
PREMIER BUREAU	703
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CHANGEMENT DE NOM DU SYNDICAT DES EAUX DE VEZELISE EN "SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PRODUCTION DES EAUX DU GUEULARD" D'UNE PART ET LE CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL DU SYNDICAT D'AUTRE PART	703

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.27 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR ARNAUD KURZENNE, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2005 nommant Monsieur Arnaud Kurzenne, Officier de la Marine Nationale, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.49 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.16 du 2 mai 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet ;

BUREAU DU CABINET

- Affaires liées à la sécurité et l'ordre public, à la conférence départementale de sécurité, à la conférence départementale de prévention, à la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (COPEC), au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, aux élections, distinctions honorifiques et aux transports de fonds.

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises

b) Les Arrêtés d'hospitalisation d'office, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants du préfet et du secrétaire général de la préfecture

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet (Chapitre 37-30 article 20-paragraphes 11-20, 12-20, 15-11, 15-21, 19-12, 19-21, 25-12, 28-50, 33-22, 34-22, 34-32, et 34-42) et au titre du centre de responsabilité budgétaire des services du cabinet, chapitre 37-30 - article 20 paragraphes 14-10, 19-20, 19-30, 24-20, 24-35, 25-10, 25-20, 25-30, 27-10, 41-00, 43-00, 44-10, 44-20, 47-00, 48-00, 49-00, 66-20 et 99-10.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud Kurzenne, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Monsieur Marc Burg, sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture.

ARTICLE 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercées dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DU CABINET :

- Monsieur Yann Negro, chef du bureau du cabinet

- Monsieur Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau du cabinet

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, et à Madame Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE :

- Monsieur Daniel Pucelle, attaché de préfecture, chef de bureau

- Mademoiselle Béatrice Mougé, attaché de préfecture, adjointe au chef de bureau

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- Madame Françoise Reposeur, attachée principale, Chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier Becker, attaché de préfecture, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Sylvie Vouaux, attachée, Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale, et à Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Reposeur, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint du chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Madame Sylvie Vouaux, attachée,

- Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,

- Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière,

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

- les arrêtés fixant le pays de renvoi.

ARTICLE 6 : Demeurent réservés à la signature de Monsieur le Préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 7 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 8 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.49 du 20 décembre 2004 et n° 05.BODE.16 du 2 mai 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Sébastien Daziano, sont abrogés.

ARTICLE 9 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 1^{er} août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CHANGEMENT DE NOM DU SYNDICAT DES EAUX DE VEZELISE EN "SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE PRODUCTION DES EAUX DU GUEULARD" D'UNE PART ET LE CHANGEMENT DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL DU SYNDICAT D'AUTRE PART

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1929 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux de VÉZELISE ;

VU les délibérations du conseil syndical en date du 4 février et du 15 mars 2005 demandant le changement de l'adresse du siège social du syndicat d'une part et le changement du nom du syndicat d'autre part ;

VU la notification de ces deux décisions aux maires des communes membres du syndicat en date du 21 mars 2005;

VU les avis favorables des communes suivantes :

LALOEUF en date du 18 mars 2005,

OGNÉVILLE en date du 29 mars 2005,

THOREY-LYAUTEY en date du 20 juin 2005,

VANDELÉVILLE en date du 20 mai 2005,

VÉZELISE en date du 30 mars 2005 ;

VU l'avis favorable de Madame la sous-préfète de TOUL en date du 21 juin 2005

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée définie par les articles L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le changement de nom du syndicat des eaux de VÉZELISE en "Syndicat intercommunal de production des eaux du Gueulard" est autorisé.

ARTICLE 2 : Le transfert du siège social du syndicat en mairie de LALOEUF (54115) est autorisé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal de production des eaux du Gueulard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	706
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	706
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	706
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.28 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	706
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.29 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	706
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.30 PORTANT MODIFICATION DES DELEGATIONS EN MATIERE D'INGENIERIE PUBLIQUE	707
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	708
<i>PREMIER BUREAU</i>	708
ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DE LIVERDUN	708
ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DU LUNEVILLOIS	708
ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DE TOUL ET DU TOULOIS	708
ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'AIRE NATURELLE DE CAMPING DE BURES	709
ARRETE PORTANT CLASSEMENT DU CAMPING DE BOSSERVILLE	709
ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'HOTEL IBIS A MEXY	709
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	710
ARRETE CHASSE N° 2005/354 D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE LA CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - CAMPAGNE 2005-2006	710
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT A TITRE TEMPORAIRE LA POSE D'UNE CANALISATION D'EAUX USEES EN LIT MINEUR DE LA MEURTHE DANS LE CANAL DE FUITE DIT DES FILATURES DE L'USINE HYDROELECTRIQUE DU CHAMPY A SAINT-NICOLAS-DE-PORT	712
ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT LE REGLEMENT D'EAU DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE REAMENAGEE DE « MOULINBOIS » A BAINVILLE-SUR-MADON	714
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	717
<i>PREMIER BUREAU</i>	717
ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE DU 30 JUIN 2003 FIXANT LE PERIMETRE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLAN, L'ARRETE DU 28 MAI 2004 CREANT LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ISOLEES POUR LE SCOT, L'ARRETE DU 8 FEVRIER 2005 CREANT LE SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLAN	717
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL DU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU GRAND COURONNE	717
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DE TRAVAUX DE LA VALLEE DU MADON	718
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	718
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU TOULOIS SUD	718
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	719
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE	719
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU NEPHROLOR DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX	719
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU GERONTOLOGIQUE DES PAYS DU VERMOIS, SEL ET GRAND COURONNE DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX	721
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU ONCOLOR AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	724
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU HERMES AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	725
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU GERONTOLOGIQUE G. CUNY AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	726
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU MAISON DU DIABETE ET DE LA NUTRITION AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	728
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU TRAIT D'UNION AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	729
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU LORSEP AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	731
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU MEDIGARDE 54 AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	732
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	734
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	734
ARRETE ARH-DDASS N° 05/28 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS E.J. : H 54 000 2078	734
ARRETE ARH-DDASS N° 05/29 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS E.J. : H 54 002 0112	734

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/30 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS E.J. : 540 002 078	735
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/31 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (SINCAL) - NANCY N° FINESS E.J. : 540 020 112.....	735
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/32 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A LA MATERNITE REGIONALE - NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 031	736
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/33 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080.....	736
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/34 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER - TOUL - N° FINESS E.J. : 540 000 049	737
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/35 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER - BRIEY - N° FINESS E.J. : 540 000 767.....	738
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/36 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS E.J. : 540 000 106	738
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/37 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER A VAUTRIN - VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. : 540 003 019	739
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/38 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION - N° FINESS E.J. : 540 019 726	739
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/39 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS E.J. : 540 000 882.....	740
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/40 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES - NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 122	740
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/41 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS E.J. : 540 014 081	741
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/42 DU 20 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE - N° FINESS E.J. : 540 006 707.....	741
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/43 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS E.J. : 540 000 767	741
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/44 DU 07 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080.....	742
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/45 DU 22 JUIN 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY A MONT SAINT MARTIN - N° FINESS E.J. : 540 000 866.....	743
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/46 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS E.J. : 540 000 031	743
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/47 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS E.J. : 540 019 007.....	744
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/48 DU 22 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE ALEXIS VAUTRIN A VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. : 54 0003 019.....	744
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/49 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : B 54 000 6780	745
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/50 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS E.J. : B 54 000 6459	745
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/51 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT-ELOI A NEUVES-MAISONS - N° FINESS E.J. : B 54 001 3836.....	746
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/52 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS E.J. : B 54 000 6665.....	746
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/53 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS E.J. : B 54 000 8364	747
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/54 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS E.J. : B 54 000 8737	747
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/55 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS E.J. : B 54 000 9503	748
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/56 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS E.J. : B 54 000 9578	748
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/57 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS E.J. : B 54 000 9586	749
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/58 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS E.J. : B 54 001 0782	749
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/59 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS E.J. : B 54 001 2747.....	750
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/60 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS E.J. : B 54 001 3158	750
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/61 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESS E.J. : B 54 001 4057.....	751
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/62 DU 30 JUIN 2005 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS E.J. : B 54 000 4488.....	751
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/63 DU 8 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS E.J. : 540 000 114	752
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/64 DU 12 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 056	752
ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/65 DU 13 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 122.....	753

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	753
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>753</i>
ARRETE N° 128 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 49 - SARL AMBULANCES GOTTIE - 36 AVENUE DU 2 ^{EME} B.C.P. - 54300 LUNEVILLE	753
ARRETE N° 136 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 153 - SARL MEDIC AMBULANCES - 10 RUE DE THIAYVILLE - 54120 LA CHAPELLE	754
ARRETE N° 107/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-85.....	755
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	755
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>755</i>
ARRETE 2005/DDE/050/CDER	755
ARRETE 2005/DDE/051/CDER	756
ARRETE 2005/DDE/052/CDER	756
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE.....</i>	<i>757</i>
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/05/12 PORTANT RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT.....	757
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	759
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES.....	759

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.28 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2003 nommant Madame Corinne Chauvin sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe Ronssin sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2005 nommant Monsieur Arnaud Kurzenne en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.48 du 20 décembre 2004, modifié par l'arrêté n° 05.BODE.19 du 2 mai 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à M. Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

Tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc Burg, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à Madame Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul, à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, ainsi qu'à Monsieur Éric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, Directeur du cabinet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.48 du 20 décembre 2004 et l'arrêté n° 05.BODE.19 du 2 mai 2005 sont abrogés.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, à Madame Corinne Chauvin, sous-préfète de Toul, à Monsieur Éric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Arnaud Kurzenne, Directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 9 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.29 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret n° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 15 mars 2002 nommant Monsieur Didier Cauville, architecte et urbaniste en chef de l'État, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est, modifié par l'arrêté n° 05.BODE.05 du 17 janvier 2005 ;

Considérant la mutation de Monsieur Philippe Thirion, ingénieur divisionnaire des TPE ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 3 de l'arrêté n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004, est modifié comme suit :

En cas d'absence simultanée de Messieurs Didier Cauville et Serge Hector, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur André Magnier, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer :

- a) les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.4 ; I.9 à I.11 et V
- b) les décisions de l'article III, par intérim

- Monsieur Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.5 ; I.9 à I.11 ; I.15 et II

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 9 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.30 PORTANT MODIFICATION DES DELEGATIONS EN MATIERE D'INGENIERIE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François Hurson, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral 05.BODE.13 du 26 mai 2005 accordant délégations de signature pour l'engagement de l'État dans les marchés d'ingénierie publique ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 7 de l'arrêté 05.BODE.13 du 26 mai 2005 est modifié comme suit :

Délégation est donnée à Monsieur André Magnier, chef de l'arrondissement études et grands travaux au service navigation du Nord-Est par intérim, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est,
- Monsieur François Hurson, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,

et affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 9 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DE LIVERDUN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 98-1161 du 16 décembre 1998 relatif au classement des offices de tourisme ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1999 fixant les normes de classement des offices de tourisme ;
Vu la demande de renouvellement de classement de l'office du tourisme présentée par la commune de LIVERDUN ;
Vu le dossier présenté par l'office de tourisme de LIVERDUN,
Vu le rapport de visite de M. le délégué régional au tourisme ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le 1^{er} juillet 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'office de tourisme de LIVERDUN est classé office de tourisme dans la catégorie 1 étoile pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le délégué régional au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de LIVERDUN,
- M. le président de l'office de tourisme de LIVERDUN,
- M. le président de l'union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Meurthe & Moselle,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 8 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DU LUNEVILLOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 98-1161 du 16 décembre 1998 relatif au classement des offices de tourisme ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1999 fixant les normes de classement des offices de tourisme ;
Vu la demande de renouvellement de classement de l'office du tourisme présentée par la communauté de communes du Lunévillois ;
Vu le dossier présenté par l'office de tourisme du Lunévillois,
Vu le rapport de visite de M. le délégué régional au tourisme ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le 1^{er} juillet 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'office de tourisme du LUNEVILLOIS est classé office de tourisme dans la catégorie 3 étoiles pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le délégué régional au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la communauté de communes du Lunévillois,
- M. le président de l'office de tourisme du Lunévillois,
- M. le président de l'union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Meurthe & Moselle,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 8 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DE TOUL ET DU TOULOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 98-1161 du 16 décembre 1998 relatif au classement des offices de tourisme ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1999 fixant les normes de classement des offices de tourisme ;
Vu la demande de renouvellement de classement de l'office du tourisme présentée par la communauté de communes du Toulou ;
Vu le dossier présenté par l'office de tourisme de Toul et du Toulou ,
Vu le rapport de visite de M. le délégué régional au tourisme ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le 1^{er} juillet 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'office de tourisme de TOUL ET DU TOULOIS, sis Parvis de la Cathédrale à TOUL, est classé office de tourisme dans la catégorie 2 étoiles pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le délégué régional au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la communauté de communes du Toulou ,
- M. le président de l'office de tourisme de Toul et du Toulou ,
- M. le président de l'union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Meurthe & Moselle,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 8 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'AIRE NATURELLE DE CAMPING DE BURES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 84-227 du 29 mars 1984 modifiant le code de l'urbanisme et relatif au camping et au stationnement des caravanes ;
Vu le décret n° 85-249 du 14 février 1985 relatif à la commission départementale de l'action touristique ;
Vu l'arrêté du 17 juillet 1985 relatif aux conditions sanitaires minimales communes aux terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes et aux terrains affectés spécialement à l'implantation d'habitations légères de loisirs ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 1993 relatif aux normes d'équipement de classement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
Vu la demande de classement présentée par la Communauté de Communes du Pays du Sanon propriétaire du terrain de camping ;
Vu le dossier complémentaire transmis par la Fédération Française EPMM Sports pour Tous le 26 avril 2005 ;
Vu le rapport de visite de M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique du 1er juillet 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le terrain de camping, de BURES - lieu-dit "Le Cheminot" à BURES, est classé dans la catégorie "aire naturelle" pour une capacité de 22 emplacements.

ARTICLE 2 : La catégorie de classement, le nombre d'emplacements autorisés, le plan du terrain, les prix pratiqués, ainsi que le règlement intérieur doivent être affichés à l'entrée du terrain.

ARTICLE 3 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Sous-Préfet de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le maire de BURES et dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours
- M. le directeur départemental de l'équipement
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le directeur du service de la navigation du Nord-Est
- M. le directeur départemental de la jeunesse et des sports
- M. le président du comité départemental du tourisme

NANCY, le 11 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT CLASSEMENT DU CAMPING DE BOSSERVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 84-227 du 29 mars 1984 modifiant le code de l'urbanisme et relatif au camping et au stationnement des caravanes ;
Vu le décret n° 85-249 du 14 février 1985 relatif à la commission départementale de l'action touristique ;
Vu l'arrêté du 17 juillet 1985 relatif aux conditions sanitaires minimales communes aux terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes et aux terrains affectés spécialement à l'implantation d'habitations légères de loisirs ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 1993 relatif aux normes d'équipement de classement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes ;
Vu la demande de classement présentée par la Madame GLOMET propriétaire du terrain de camping ;
Vu le rapport de visite de M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes du 27 juin 2005 ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique du 1er juillet 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le terrain de camping de BOSSERVILLE, situé 32 Avenue Sainte Marguerite à ART-SUR-MEURTHE, est classé dans la catégorie tourisme une étoile pour une capacité de 10 emplacements.

ARTICLE 2 : La catégorie de classement, le nombre d'emplacements autorisés, le plan du terrain, les prix pratiqués, ainsi que le règlement intérieur doivent être affichés à l'entrée du terrain.

ARTICLE 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame GLOMET et dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours
- M. le directeur départemental de l'équipement
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- M. le directeur du service de la navigation du Nord-Est
- M. le directeur départemental de la jeunesse et des sports
- M. le président du comité départemental du tourisme

NANCY, le 11 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PORTANT CLASSEMENT DE L'HOTEL IBIS A MEXY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 66.371 du 13 juin 1966 relatif au classement et aux prix des hôtels et restaurants ;
Vu l'arrêté ministériel du 14 février 1986, modifié, fixant les normes et la procédure de classement des hôtels et des résidences de tourisme ;
Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la commission départementale de l'action touristique ;
Vu la demande de classement en catégorie tourisme de l'hôtel IBIS présentée par M. André ROTHACKER, gérant de la SARL HOTELINE ;

Vu le rapport de visite établi le 24 juin 2005 par M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le 1^{er} juillet 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'hôtel IBIS, situé 52 Route Nationale à MEXY, comprenant 62 chambres pouvant accueillir 150 personnes, est classé dans la catégorie tourisme deux étoiles (n° RC 418 032 934).

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. André ROTHACKER et dont ampliation sera adressée, à titre d'information, à :

- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le maire de MEXY,
- Madame la directrice du comité départemental du tourisme.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE CHASSE N° 2005/354 D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE LA CHASSE
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - CAMPAGNE 2005-2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 07 février 1994 instaurant un plan de chasse faisan sur une partie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 Juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse perdrix grise sur une partie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 Juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse lièvre sur une partie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2000 modifié relatif au plan de chasse « sanglier » et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2001 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse « cervidés » dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du Président de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle du 27 Juin 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage du 28 Juin 2005 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

AR R E T E

Article 1^{er} - La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 25 Septembre 2005 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 Février 2006 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 25 Septembre 2005 à 08 heures au 28 Février 2006 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 Septembre 2005 au 31 Mars 2006.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 Septembre 2005 au 15 Janvier 2006.

Article 2 - Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf	01.09.2005	28.02.2006	<ul style="list-style-type: none"> • Du 01.09.05 au 24.09.05 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. • Du 25.09.05 au 08.10.05 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût. • Du 09.10.05 au 28.10.05 : Tir du cerf (CEM1 et CEM2) <ul style="list-style-type: none"> ◦ à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, ◦ en battue : cf. article 3. • Du 25.09.05 au 28.10.05 : Tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) Uniquement à l'approche et à l'affût • Du 29.10.05 au 28.02.06 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, ◦ en battue : cf. article 3
Chevreuil Mâle Femelle	01.06.2005 25.09.2005	28.02.2006 28.02.2006	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.05 au 24.09.05 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 25.09.05 au 28.02.06 : <ul style="list-style-type: none"> • Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, • Tir en battue : cf. article 3
Sanglier	01.06.2005	28.02.2006	<ul style="list-style-type: none"> - Du 01.06.05 au 14.08.05 : <ul style="list-style-type: none"> • Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;

			<ul style="list-style-type: none"> - Du 15.08.05 au 24.09.05 : <ul style="list-style-type: none"> • Tir à l'approche et à l'affût, • Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie. - Du 25.09.05 au 28.02.06 : <ul style="list-style-type: none"> • Tir à l'approche et à l'affût • Tir en battue : cf. article 3.
Faisan	25.09.2005	01.01.2006	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse du faisan : <ul style="list-style-type: none"> • Interdite sur certaines communes (cf. article 4) • Secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • Sans formalité particulière sur le reste du département.
Lièvre	23.10.2005	20.11.2005	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse du lièvre : <ul style="list-style-type: none"> • Secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus
	23.10.2005	30.10.2005	<ul style="list-style-type: none"> • Hors plan de chasse : <ul style="list-style-type: none"> ◦ interdite sur certaines communes (cf. article 4) ◦ sans formalité particulière sur le reste du département.
Perdrix	25.09.2005	30.10.2005	<ul style="list-style-type: none"> - Chasse de la perdrix : <ul style="list-style-type: none"> • Interdite sur certaines communes (cf. article 4) • Secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • Sans formalité particulière sur le reste du département.
Lapin de garenne	25.09.2005	01.01.2006	
Blaireau)		
Belette)		
Hermine	(25.09.2005	15.01.2006
Putois)		
Martre)		

Article 3 – En ce qui concerne les battues :

- du 15.08.05 au 24.09.05 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance en Mairie pour affichage,
- à compter du 25 Septembre 2005, les dates des battues seront déclarées au moins 8 jours à l'avance en Mairie pour affichage.

Article 4 - La chasse des espèces suivantes est interdite, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :• **Faisan** sur les communes de :

ARNAVILLE	DOMGERMAIN	PAGNY-SUR-MOSELLE	VANDELAINVILLE
BACCARAT	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	PANNES	VENEY
BADONVILLER	ESSEY-ET-MAIZERAIS	PEXONNE	VILLECEY-SUR-MAD
BAYONVILLE-SUR MAD	EUVEZIN	PRENY	WAVILLE
BOUILLONVILLE	FENNEVILLER	REMBERCOURT-SUR-MAD	XAMMES
BERTRICHAMPS	JAULNY	SAINT-BAUSSANT	
CHAREY	MERVILLER	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	
CHARMES-LA-COTE	MONT-LE-VIGNOBLE	SAINTE-POLE	
CHOLOY-MENILLOT	NEUFMAISONS	THIAUCOURT-REGNEVILLE	
DAMPVITOUX	ONVILLE	VACQUEVILLE	

ECROUVES (partie au sud du canal de la Marne au Rhin)

GYE (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

TOUL (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

• **Perdrix grise** sur les communes de :

ARNAVILLE	DOMGERMAIN	PAGNY-SUR-MOSELLE	VANDELAINVILLE
BAYONVILLE-SUR MAD	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	PANNES	VILLECEY-SUR-MAD
BOUILLONVILLE	ESSEY-ET-MAIZERAIS	PRENY	WAVILLE
CHAREY	EUVEZIN	REMBERCOURT-SUR-MAD	XAMMES
CHARMES-LA-COTE	JAULNY	SAINT-BAUSSANT	
CHOLOY-MENILLOT	MONT-LE-VIGNOBLE	SAINT-JULIEN-LES-GORZE	
DAMPVITOUX	ONVILLE	THIAUCOURT-REGNEVILLE	

ECROUVES (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

GYE (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

TOUL (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

• **Lièvre** sur les communes de :

ARNAVILLE	CHAREY	MANONCOURT-EN-	REHERREY
AZELOT	COYVILLER	VERMOIS	REMBERCOURT-SUR-MAD
AZERAILLES	DAMPVITOUX	MERVILLER	SAINT-BAUSSANT
BACCARAT	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	NEUFMAISONS	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
BADONVILLER	ESSEY-ET-MAIZERAIS	OGEVILLER	SAINTE POLE
BAYONVILLE-SUR MAD	EUVEZIN	ONVILLE	THIAUCOURT-REGNEVILLE
BENAMENIL	FENNEVILLER	PAGNY-SUR-MOSELLE	VACQUEVILLE

BERTRICHAMPS
BOUILLONVILLE
BURIVILLE
BROUVILLE
BURTHECOURT-AUX-CHENES

GELACOURT
HABLAINVILLE
LIMEY
JAULNY
LUPCOURT

PANNES
PETTONVILLE
PEXONNE
PRENY
RECLONVILLE

VANDELAINVILLE
VAXAINVILLE
VENEY
VILCEY-SUR-MAD
WAVILLE
XAMMES

FLAIGNY-SUR-MOSELLE (partie située au nord-est du canal de l'est)
FLEVILLE-DEVANT-NANCY (Partie située au sud de l'A33)
LUDRES (partie située au sud est du canal de jonction de la Moselle à la Meurthe)
SAINT-NICOLAS-DE-PORT (Partie située au sud de l'A33)
RICHARDMENIL (partie située à l'est de l'A33°)
TONNOY (partie située au nord ouest du ruisseau de Mataucourt)
VILLE-EN-VERMOIS (partie située au sud de l'A33)

- **Gélinotte** sur tout le département.

Article 5 - La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du renard, du ragondin et du rat musqué
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

Article 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord, délégué départemental de l'Office National des Forêts, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mesdames et Messieurs les Maires des Communes du Département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Mme et MM. les membres du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage.

NANCY, le 11 juillet 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

RAPPELS

• **NOUVELLE DISPOSITION REGLEMENTAIRE : Tir du renard au 1^{er} juin**

Le décret n° 2005-690 du 22 juin 2005 a modifié l'article R 224-5 du code de l'environnement.

Désormais " *Toute personne autorisée à chasser le chevreuil ou le sanglier avant l'ouverture générale peut également chasser le renard dans les conditions spécifiques ...pour le chevreuil et pour le sanglier.*"

• **Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs**

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

• **Sont interdits :**

- le tir du coq et de la poule de bruyère ;
- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs ;
- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement.

• **Sont prohibés :**

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.228-5 du code de l'Environnement).

• **Divers**

- Peuvent être commercialisés en Meurthe-et-Moselle
 - * à partir du 1^{er} juin : les brocards tirés sur autorisation individuelle,
 - * à partir du 1^{er} Juin : les sangliers sur autorisation individuelle,
 - * à partir du 1^{er} septembre : les cerfs tirés sur autorisation individuelle.

Pour les départements limitrophes, se reporter à l'arrêté d'ouverture du département concerné.

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.A.F. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 224-5 du Code de l'Environnement.
 - La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'Union Nationale pour l'Utilisation de Chiens de Rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
 - Le cochon vietnamien n'est pas un gibier, sa destruction s'effectue sans formalité.
 - Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'Union des Fédérations Régionales des Associations Colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).
- Les bagues des autres oiseaux (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier) doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT A TITRE TEMPORAIRE LA POSE D'UNE CANALISATION D'EAUX USEES EN LIT MINEUR DE LA MEURTHE DANS LE CANAL DE FUITE DIT DES FILATURES DE L'USINE HYDROELECTRIQUE DU CHAMPY A SAINT-NICOLAS-DE-PORT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau codifiée ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 ;

Vu la demande déposée par le maire de la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORT en date du 3 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 8 juin 2005 ;

Vu le rapport du service interrégional de la navigation du Nord-Est en date du 8 juin 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 juin 2005 ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le maire de la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORT est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

- Rubrique 2-5-3 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : *"Ouvrages dans le lit mineur constituant un obstacle à l'écoulement des crues"*
AUTORISATION

- Durée prévisionnelle des travaux : dès la notification de l'arrêté préfectoral jusqu'au 15 octobre 2005

Les travaux d'assainissement communal consistant en la pose d'une canalisation en fonte d'eaux usées de diamètre 300 mm sur le fond du lit mineur de la rivière Meurthe, plus précisément du canal de fuite dit des Filatures de l'usine hydroélectrique du Champy en aval du pont routier reliant SAINT-NICOLAS-DE-PORT à VARANGEVILLE, sont donc soumis à autorisation temporaire.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Les travaux seront réalisés avec le souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux, les berges de la Meurthe et le milieu aquatique.

2-1) Description de l'aménagement

Les travaux consistent en la pose d'une canalisation d'eaux usées de diamètre 300 mm sur le fond du lit mineur de la rivière Meurthe, plus précisément du canal dit des Filatures de l'usine hydroélectrique du Champy en aval du pont routier supportant la RD n° 400 SAINT-NICOLAS-DE-PORT / VARANGEVILLE, sur le territoire de la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORT.

Le collecteur sera maintenu au fond du lit par une série de plots en béton.

La parcelle, recevant le collecteur d'eaux usées, appartient à la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORT.

Ces travaux d'assainissement permettront de raccorder le site des anciens établissements BALDINI en rive droite au collecteur communal d'eaux usées de diamètre 500 mm existant et situé côté rive gauche.

Un batardeau sur toute la largeur du lit mineur, formé de sacs de sable sur une hauteur d'environ 1 mètre et réalisé juste en amont du pont desservant les anciens établissements BALDINI, permettra de limiter les arrivées d'eau. Un débit réservé transitera par surverse afin d'éviter tout assèchement.

Les travaux débiteront dans le lit côté rive gauche par un piquage sur un regard existant. Une digue en demi-lune formée de sacs de sable sera alors créée jusqu'au milieu du lit de la rivière pour permettre le piquage en assec, en prenant comme assise la berge rive gauche. L'eau infiltrée sera évacuée par pompage.

Dès le piquage sur le regard, les travaux se poursuivront vers la rive droite par la pose du collecteur. Les travaux seront également exécutés en assec par la mise en place d'une digue en demi-lune prenant appui sur la berge rive droite jusqu'à la moitié du lit de la rivière. L'eau présente en fond de digue sera pompée.

2-2) Impacts

Le pétitionnaire apportera une attention particulière à la mise en place du batardeau et des deux digues en demi-lune afin d'éviter toute pollution par les matières en suspension.

Les eaux pompées devront, préalablement à leur rejet dans le canal des Filatures, être décantées.

Le pétitionnaire prendra toutes les précautions techniques pour éviter toute pollution accidentelle. Il devra se munir d'un kit antipollution.

Les engins devront être stationnés en dehors du lit hors période d'activité du chantier.

Aucun stockage de carburant ne sera autorisé sur le site.

ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX

3-1) Libre écoulement des eaux

Les travaux débiteront dès la notification du présent arrêté et devront être achevés pour le 15 octobre 2005.

Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux, de la Direction Régionale de l'Environnement de la Lorraine (DIREN), service d'annonce des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Meurthe.

3-2) Relations avec les services chargés de la police de l'eau et de la pêche

Avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir par écrit les services chargés de la police de l'eau et de la pêche, et en particulier le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur, la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques et le locataire du lot de pêche du secteur.

Les agents de la brigade départementale des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle ainsi que le Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions nécessaires à la préservation des espèces piscicoles.

ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES

4-1) Surveillance des ouvrages provisoires - Sécurité du chantier

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous accès existants ou potentiels.

ARTICLE 5 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

ARTICLE 7 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de la commune de SAINT-NICOLAS-DE-PORC.

ARTICLE 8 : EXECUTION

M. Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est et M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Ampliation sera adressée pour information à :

- M. JULIEN, propriétaire de l'usine hydroélectrique du Champy,
- M. le Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- M. le Directeur du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT LE REGLEMENT D'EAU DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE REAMENAGEE
DE « MOULINBOIS » A BAINVILLE-SUR-MADON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, livre II titre I et livre IV titre III notamment ;
VU la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
VU la loi 92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 modifiée ;
VU le décret 95-1204 du 06 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique ;
VU le décret 95-1205 du 06 novembre 1995 approuvant le modèle de règlement d'eau des entreprises autorisées à utiliser l'énergie hydraulique ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1906 modifié portant règlement de police sur les cours d'eau non domaniaux ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la pétition en date du 02 septembre 2004 par laquelle la SARL SOCIETE HYDROELECTRIQUE DU MADON (Monsieur CABOCEL Etienne) domiciliée au 7, rue Lucienne à 88400 GERARDMER demande l'autorisation de disposer de l'énergie de la rivière LE MADON pour la poursuite du fonctionnement de la centrale hydroélectrique de « MOULINBOIS » à réaménager dans la commune de BAINVILLE-SUR-MADON ;
VU le règlement d'eau du 19 décembre 1823, modifié, du moulin de BAINVILLE-SUR-MADON ;
VU l'état statistique du 28 novembre 1894 des irrigations et usines sur les cours d'eau non navigables ni flottables de Meurthe-et-Moselle ;
VU les pièces de l'instruction ;
VU l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, préalable à la réalisation du projet précité, en commune de BAINVILLE-SUR-MADON ;
Considérant que le dossier enquête est resté 15 jours en mairie concernée par le périmètre d'enquête ;
VU l'avis favorable du commissaire enquêteur le 27 janvier 2005 ;
VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 16 février 2005 ;
VU le rapport de la DDAF chargée de police des eaux ;
VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 23 juin 2005 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - AUTORISATION DE DISPOSER DE L'ENERGIE

La SARL SOCIETE HYDROELECTRIQUE DU MADON est autorisée, dans les conditions du présent règlement et pour une durée de 40 ans, à disposer de l'énergie de la rivière LE MADON pour l'exploitation de l'entreprise rénovée, située sur la commune de 54550 BAINVILLE-SUR-MADON au lieu-dit « LE MOULINBOIS », destinée à la production et à la vente d'électricité dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur.
La puissance maximale brute est fixée à 498 KW, soit une puissance normale disponible de 403 KW.

ARTICLE 2 - SECTIONS AMENAGEES

Les eaux sont dérivées au moyen d'un barrage déversoir existant situé au PK 2,350 du MADON, créant une retenue à la cote normale 221,00 NGF, et intégralement restituées à la rivière au PK 2,050 à la cote 217,70 NGF par l'intermédiaire d'un nouveau canal de fuite. Le canal d'aménée existant sera prolongé jusqu'au droit de la nouvelle usine construite à une vingtaine de mètres à l'aval de l'usine actuelle. La hauteur de chute brute maximale est de 3 mètres en moyennes eaux pour une longueur de lit court-circuité de 300 mètres environ.

La morphologie et la structuration du lit et des berges du nouveau canal de fuite devront présenter une configuration proche d'un bras naturel de rivière [sinuosité, profil en travers non uniforme (pentes 2/1 à 3/1), chenal de basses eaux, végétalisation des pieds et talus des berges et replantation des rives (saules blancs locaux) sur une largeur de 15 m minimum].

Les matériaux extraits non réutilisés sur le site devront obligatoirement être évacués. Tous les espaces remaniés seront replantés (aulnes glutineux).

L'ancien canal de fuite sera comblé, un ouvrage de franchissement du ruisseau de Viterne sera aménagé au droit de l'ancienne confluence de l'ancien canal de fuite, et le cours aval du ruisseau de Viterne sera aménagé pour tenir compte de la réduction de débit.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DU BARRAGE ET DE LA PRISE D'EAU

Le barrage déversoir de type poids a une longueur de 67 mètres en crête arasée à la cote 221,00 NGF.

Le débit maximal prélevé, 16,92 m³/s, correspond au débit d'équipement.

Le débit minimal maintenu dans la rivière immédiatement en aval du barrage ne devra pas être inférieur à 1100 l/s ou au débit naturel du cours d'eau si celui-ci est inférieur à 1100 l/s.

Les valeurs de débits précitées seront affichées de façon permanente et lisible pour tous les usagers de l'eau à proximité de la prise d'eau et de l'usine.

Une échelle limnimétrique de contrôle rattachée au nivellement général de France sera scellée à proximité du barrage. Le niveau zéro correspondra à la cote normale d'exploitation 221,00 m NGF.

ARTICLE 4 - DISPOSITIF DE PRISE ET DE MESURE DU DEBIT RESERVE

Le débit réservé (1 100 l/s) sera assuré par 3 ouvrages aménagés sur le barrage déversoir actuel :

- un ouvrage de dévalaison en rive droite (échancrure : larg = 1 m ; h = 0,27 m) permettant de transiter au moins 250 l/s ;
- une échelle à poissons à bacs successifs composée de 7 bassins en partie haute et 2 pré-barrages en partie basse en rive gauche permettant de transiter au moins 321 l/s ;
- un ouvrage de dévalaison en rive gauche (échancrure : larg = 1,80 m ; h = 0,30 m) à barrages successifs permettant de transiter au moins 529 l/s ;

Deux ouvrages sur le canal, au droit de la centrale viendront compléter le dispositif de franchissement du site par le poisson :

- en rive droite de la centrale, une échelle à poissons à bacs successifs composée de 13 bassins et d'un conduit d'attrait permettant de transiter au moins 404 l/s ;

- en rive gauche de la centrale, un ouvrage de dévalaison débouchant dans le cours du ruisseau de Viterne permettant de transiter au moins 50 l/s.

Le contrôle de ce débit se fera par lecture directe, depuis la berge la plus proche, d'un index coloré et bien visible qui sera proposé et soumis à accord préalable du service chargé de la police de l'eau.

L'usine ne pourra fonctionner lorsque l'index mentionnera un débit réservé insuffisant.

ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE

Les eaux devront être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau.

Le permissionnaire installera à l'entrée des chambres d'eau des grilles à barreaux de 30 à 40 mm d'écartement.

Le permissionnaire sera tenu de collecter régulièrement les produits de dégrillage, de même que les embâcles, les bois morts ou tout autre corps flottant récupérés par l'usine à l'exception des feuilles mortes. Les déchets seront éliminés à l'extérieur du site usinier selon les dispositions en vigueur. Toute évacuation vers le bief aval étant interdite.

Le permissionnaire veillera à la propreté du barrage seuil et procédera au dégagement des bois pouvant l'encombrer.

Avant tous travaux le pétitionnaire soumettra à l'avis de la police de l'eau d'une part le calendrier des travaux, qui devra tenir compte des contraintes liées aux crues du Madon et respecter les périodes de reproduction de la faune présente sur le site, et d'autre part les mesures conservatoires envisagées pour la protection du castor sur la base d'un rapport d'expert réalisé à ses frais.

Le projet de creusement du nouveau canal de fuite (plans, mode d'exécution, boutures et plantes autochtones employés en revégétalisation) sera soumis à l'avis du service police de l'eau avant tout début d'exécution.

Avant tous travaux de comblement de l'ancien canal de fuite, le pétitionnaire soumettra à l'avis du service police de l'eau le projet de chenal de dévalaison à créer entre l'amont de l'usine et le ruisseau de Viterne, les caractéristiques de l'ouvrage de franchissement routier prévu sur le ruisseau de Viterne et les mesures projetées permettant d'adapter aux nouvelles conditions hydrauliques les caractéristiques de la partie aval du ruisseau de Viterne, entre le débouché de l'ancien canal de fuite et le Madon.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la D.D.A.F. de Meurthe et Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Le permissionnaire installera à ses frais un dispositif d'enregistrement journalier continu de la production électrique.

Les relevés seront conservés pendant une année et mis à disposition du service chargé de la police de l'eau sur sa demande.

ARTICLE 6 - REPERE

Il sera installé, aux frais du permissionnaire, dans l'emprise du bief amont, une échelle limnimétrique rattachée au repère de nivellement situé sur le bâtiment de la centrale.

Le niveau zéro de l'échelle limnimétrique indiquera le niveau normal d'exploitation

L'échelle devra toujours être accessible aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Le permissionnaire sera responsable de sa conservation.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE MESURE A LA CHARGE DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure et d'évaluation prévus aux articles 3, 4, 5 et 6, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article 12 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau.

ARTICLE 8 - MANOEUVRE DES OUVRAGES

Le niveau de la retenue ne devra pas dépasser le niveau des plus hautes eaux ni être inférieur au niveau normal d'exploitation sauf travaux ou vidanges.

Le permissionnaire devra, de la même façon, manœuvrer les ouvrages prévus aux articles 3, 4 et 5 pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transition des eaux soient respectées.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manœuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office et à ses frais, soit par le maire de la commune, soit par le préfet, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

ARTICLE 9 - VIDANGES

Le cas échéant, le service chargé de la police de l'eau réglementera la vidange de la retenue.

A cet effet, une demande d'autorisation lui sera adressée par l'exploitant au moins un mois avant la date envisagée.

ARTICLE 10 - ENTRETIEN DES OUVRAGES ET DU COURS D'EAU

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer les travaux de curage de la retenue dans toute sa longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise d'eau et la restitution, sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les modalités de curage seront soumises à l'accord du service de la police des eaux après consultation du service chargé de la police de la pêche.

Dans les parties leur appartenant, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun dans la partie du lit leur appartenant.

Toutes dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturels, notamment en considération des articles L 215-14, L 215-15 et L 215-16 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 - OBSERVATION DES REGLEMENTS

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

ARTICLE 12 - ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de la présente autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus aux articles 15 et 16 ci après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 14 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION DES PLANS

Les plans des ouvrages à établir et rétablir devront être visés dans les formes prévues au décret n° 95- 1204 du 06 novembre 1995.

ARTICLE 16 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de police de la pêche, auront en permanence libre accès au chantier de travaux et aux ouvrages en exploitation.

Les travaux devront être terminés dans un délai de 2 (deux) ans à compter de la notification du présent arrêté.

Dès l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration de ce délai, le permissionnaire en avise le préfet, qui lui fait connaître la date de visite de récolement des travaux.

Lors du récolement des travaux, procès verbal en est dressé et notifié au permissionnaire dans les conditions prévues à l'article 6 du décret n° 95-1204 du 06 novembre 1995.

ARTICLE 17 - REMISE EN SERVICE DE L'INSTALLATION

La remise en service définitive de l'installation ne peut intervenir avant que le procès verbal de récolement n'ait été notifié au permissionnaire.

Le cas échéant, un récolement provisoire peut permettre une mise en service temporaire.

ARTICLE 18 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans les cas prévus aux articles 9 (1°) et 10-IV de la loi du 03 janvier 1992 sur l'eau, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 19 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION EN CAS D'ATTEINTE A LA RESSOURCE EN EAU OU AU MILIEU AQUATIQUE

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 7 mettent en évidence des atteintes à l'article 2 de la loi du 03 janvier 1992 sur l'eau, et en particulier dans les cas prévus à ses articles 9 (1°) et 10-IV, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article 14 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

ARTICLE 20 - CESSON DE L'AUTORISATION CHANGEMENT DANS LA DESTINATION DE L'USINE

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation, le bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

La notification devra comporter une note précisant les capacités techniques et financières du repreneur et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 et l'article 1 du décret n° 70- 414 du 12 mai 1970 .

Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

ARTICLE 21 - MISE EN CHOMAGE - RETRAIT DE L'AUTORISATION - CESSATION DE L'EXPLOITATION - RENONCIATION A L'AUTORISATION

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration de ce délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire de la présente autorisation, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'article 27 de la loi du 03 janvier 1992 sur l'eau concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension de l'autorisation.

Il est rappelé que le contrat d'achat par EDF de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret 86-203 du 07 février 1986, modifié par le décret 93-925 du 13 juillet 1993.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux ans, sauf prolongation des délais par arrêté complémentaire, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 22 - RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci, conformément à l'article 16 de la loi du 16 octobre 1919 et à l'article 9 du décret 95-1204 du 06 novembre 1995.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

ARTICLE 23 - VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement)

ARTICLE 24 - PUBLICATION ET EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

M. le Maire de la commune de BAINVILLE-SUR-MADON,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairie de BAINVILLE-SUR-MADON.

Ampliation en sera également adressée au service chargé de l'électricité et à monsieur le chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

Une copie sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation, par les soins du permissionnaire.

NANCY, le 25 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE DU 30 JUIN 2003
FIXANT LE PERIMETRE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLAN,
L'ARRETE DU 28 MAI 2004 CREANT LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ISOLEES POUR LE SCOT,
L'ARRETE DU 8 FEVRIER 2005 CREANT LE SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
DU SUD MEURTHE-ET-MOSELLAN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme et notamment son chapitre II relatif aux schémas de cohérence territoriale ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-6 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 fixant le périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud meurthe-et-mosellan ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 2004 créant le syndicat intercommunal des communes isolées pour le SCOT (SICISCOT) ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2005 créant le syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud meurthe-et-mosellan ;
VU les changements intervenus dans la composition interne du périmètre du SCOT fixé par l'arrêté du 30 juin 2003 précité : création des communautés de communes de la Pipistrelle, du Mirabee, du Cristal, d'entre Meurthe et Verdurette, du Bayonnais, du Saintois au Vermois, de la Mortagne, la prise de compétence SCOT par la communauté de communes des Côtes en Haye, l'adhésion à des communautés de communes des communes d'ABAUCOURT, BATTIGNY, CHENEVIÈRES, HARAUCOURT, JEANDELAINCOURT, LE MÉNIL-MITRY, MIGNEVILLE, SIVRY, THEY-SOUS-VAUDÉMONT, VAUDÉMONT ;
VU les conséquences de ces modifications sur le nombre de communes isolées comprises dans le périmètre du SICISCOT ;
VU les difficultés pour procéder à l'installation des organes de fonctionnement du SICISCOT et leurs conséquences sur la mise en place des organes de fonctionnement du syndicat mixte de gestion ;
VU la lettre de Mme la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle en date du 12 juillet 2005 proposant que soit intégralement reprise la procédure de création du SCOT sud meurthe-et-mosellan ;
CONSIDÉRANT que l'importance de l'évolution de l'intercommunalité depuis l'arrêté précité du 30 juin 2003 a pu modifier les engagements des collectivités comprises dans le périmètre du SCOT sud meurthe-et-mosellan ;
CONSIDÉRANT l'impossibilité de mettre en place les organes de fonctionnement du SICISCOT ;
CONSIDÉRANT que l'impossibilité sus-mentionnée rend également impossible la mise en place des organes de fonctionnement du syndicat mixte de gestion ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'arrêté du 30 juin 2003 fixant le périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud meurthe-et-mosellan, l'arrêté du 28 mai 2004 créant le syndicat intercommunal des communes isolées pour le SCOT, l'arrêté du 8 février 2005 créant le syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud meurthe-et-mosellan, sont abrogés.

ARTICLE 2 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 juillet 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL
DU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DU GRAND COURONNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1989 autorisant la création du syndicat scolaire intercommunal du Grand Couronné ;
VU la délibération en date du 7 mars 2005 par laquelle le comité syndical décide de transférer le siège social du syndicat dans les locaux de la mairie de DOMMARTIN-SOUS-AMANCE ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
- AGINCOURT en date du 25 mars 2005,
- AMANCE en date du 18 mai 2005,
- DOMMARTIN SOUS AMANCE en date du 14 mars 2005,
- LAITRE SOUS AMANCE en date du 9 mars 2005 ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la totalité des communes membres du syndicat s'est prononcée favorablement et que la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1989 portant création du syndicat scolaire intercommunal du Grand Couronné est modifié comme suit :

« Le siège de ce syndicat est fixé à la mairie de DOMMARTIN-SOUS-AMANCE (54770) »

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat scolaire intercommunal du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DE TRAVAUX DE LA VALLEE DU MADON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1985 portant création du syndicat de travaux pour la vallée du Madon ;

VU la délibération du comité syndical en date du 21 avril 2005 décidant de modifier la répartition des sièges au sein du comité syndical par adjonction de deux délégués suppléants

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- AUTREY-SUR-MADON en date du 13 mars 2004,
- BAINVILLE SUR MADON en date du 10 juin 2005,
- CEINTREY en date du 20 mai 2005,
- PIERREVILLE en date du 21 juin 2004,
- PULLIGNY en date du 20 mai 2004,
- VOINÉMONT en date du 17 mai 2005,

favorables à cette modification statutaire ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-20-1 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : L'article 6 des statuts du syndicat de travaux de la vallée du Madon est modifié comme suit :

"Chaque commune est représentée dans le comité syndical par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants."

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat de travaux de la vallée du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU TOULOIS SUD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 56214-1 et suivants;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1993 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux du Toulouis sud

VU les problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable lors de périodes sèches sur le Toulouis ;

VU la nécessité de réaliser une étude sur la sécurité, la pérennité et sur la mutualisation des ressources destinées à l'alimentation potable du Toulouis,

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal des eaux du Toulouis sud du 30 mars 2005 relative à la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations des communes de BAGNEUX (24/5/05), BULLIGNY (24/6/05), CHARMES-LA-COTE (6/5/05) CHOLOY-MENILLOT (12/5/05), CREZILLES (20/5/05) DOMGERMAIN (6/5/05), GYE (1/7/05), MONT-LE-VIGNOBLE (13/5/05) et MOUTROT (23/5/05) favorables à la modification statutaire ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

A R R E T E**ARTICLE 1^{er}** : L'article 2 des statuts du syndicat intercommunal des eaux du Toulouis sud est complété pour lui permettre de réaliser toute étude relative à la sécurité, la pérennité et la mutualisation des ressources en eau potable du Toulouis ;

Dans ce cadre, il assurera la maîtrise d'ouvrage pour le compte des communes et EPCI dont la liste est annexée au présent arrêté et qui ont exprimé leur accord.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal des eaux du Toulouis sud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 18 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

COLLECTIVITE	DELIBERATION
Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de SEXEY VELAINE	
AINGERAY.....	21/02/05
ALLAIN.....	30/11/04
ALLAMPS.....	10/12/04
BARISEY-AU-PLAIN.....	28/01/05
BARISEY-LA-COTE.....	08/12/04
BICQUELEY.....	26/11/04
BRULEY.....	21/01/05

CHAUDENEY-SUR-MOSELLE.....	19/11/04
COLOMBEY-LES-BELLES.....	07/01/05
CREPEY.....	24/01/05
DOMMARTIN-LES-TOUL.....	01/12/05
ECROUVES.....	25/02/05
FOUG.....	03/12/04
GERMINY.....	07/12/04
GIBEAUMEIX.....	21/01/05
GONDREVILLE.....	26/10/04
LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG.....	24/02/05
LAY-SAINT-REMY.....	26/11/04
LUCEY.....	04/02/05
MONT-L'ETROIT.....	14/01/05
OCHEY.....	12/12/04
PAGNEY-DERRIERE-BARINE.....	22/11/04
PIERRE-LA-TREICHE.....	10/12/04
SAULXURES-LES-VANNES.....	24/02/05
THUILLEY-AUX-GROSEILLES.....	14/01/05
TOUL.....	29/11/04
VANNES-LE-CHATEL.....	13/12/04
VILLEY-LE-SEC.....	25/11/04

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU NEPHROLOR DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu le volet thématique du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire « Insuffisance rénale chronique »

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux
Au réseau NEPHROLOR**

représenté par son promoteur

Nom Prénom

Statut professionnel

Adresse

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau

NEPHROLOR

Numéro d'identification

960410272

Thème

Améliorer la participation des médecins néphrologues et généralistes au suivi à domicile des insuffisants rénaux traités par transplantation rénale grâce à un outil informatisé au cours des six mois qui suivent la réalisation de la transplantation. Un système de prévention et de dépistage des anomalies survenant après la transplantation sera développé.

Zone géographique (codes INSEE)

région Lorraine 41

Caisses d'assurance maladie concernées

les 7 CPAM(s) de : Nancy, Longwy, Bar le Duc, Epinal, Sarreguemines, Thionville, Metz ; les 3 MSA de Vandoeuvre les Nancy, Metz et Reims pour la Meuse ; la CMR de Lorraine, et l'URSSME

Article 2 : Décision de financement

Le projet TRANSPLANTELIC du réseau NEPHROLOR bénéficie d'un engagement financier total de 97 647 € au titre de la dotation régionale de développement des réseaux accordé pour 3 ans.

Le forfait global « tout compris » décliné en tant que de besoin en sous forfait prend effet à partir de la signature de la présente décision.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les

informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative. Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de 97.647 € pour 3 ans, soit 17,9 % des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le promoteur :

	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT			
FONCTIONNEMENT			
CHARGE DE PERSONNELS			
Installateur (formation et installation informatique chez le patient)	8 750	26 250	17 500
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
FRAIS GENERAUX	3 737	13 617	12 285
FORMATION	7 754	7 754	
EVALUATION			
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - HORS SOINS			
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS			
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS			
TOTAL	20 241	47 621	29 785

Coût total du projet : 545 618 €

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Le FAQSV 337 478 € sous réserve de l'accord du bureau d'octobre 2005
- Evaluation 97 647 € à voir avec EVALOR
- Autres 29 077 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 50 par année les deux premières années

Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Pas d'actes dérogatoires.

Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients

Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion des patients suivi à domicile des insuffisants rénaux chroniques traités par transplantation rénale au cours des 6 mois qui suivent la réalisation de la transplantation rénale.
- Respect des critères administratifs d'inclusion des patients résidents en LORRAINE
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
- Départ volontaire (possible à tout moment)
- Décès

Modalités d'adhésion des professionnels

- Chaque établissement, chaque acteur de santé contribuant au traitement et au suivi des patients IRC peut être lié et travailler avec un ou plusieurs centres de néphrologie dialyse.
- Chaque membre associé fait une déclaration d'intervention en signant la charte
- Chaque membre associé s'engage à respecter les référentiels de bonnes pratiques établis par les membres du réseau
- Chaque membre associé s'engage à suivre et/ou à contribuer à une formation dans le domaine de l'IRC
- Chaque membre associé s'engage à accepter le principe d'une évaluation régulière de ses dossiers médicaux par audits internes et externes, organisés par la structure de coordination du réseau
- Compte tenu de l'évolution des technologies et des modalités de prise en charge des patients, la mise à jour de la charte est assurée tous les 3 ans sur proposition de la structure de coordination.

Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

Article 8 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales

- Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de

financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	Des pays du Vermois, du Sel et du Grand Couronné
Numéro d'identification	960410264
Thème	Coordonner, fédérer et promouvoir les moyens sanitaires et médico-sociaux existants pour améliorer, en assurant sa continuité, la prise en charge des personnes âgées en situation de vulnérabilité dans le bassin de vie du pays du Sel, du Vermois et du grand Couronné.
Zone géographique (codes INSEE)	54037 - 54108 - 54141 - 54159 - 54269 - 54345 - 54462 - 54483 - 54509 - 54549 - 54006 - 54012 - 54089 - 54192 - 54110 - 54113 - 54168 - 54180 - 54186 - 54219 - 54250 - 54289 - 54296 - 54311 - 54358 - 54374 - 54510 - 54558
Caisse d'assurance maladie concernées	La Caisse Primaire de Nancy, la Mutualité Sociale Agricole, L'Assurance Maladie des Professions Indépendantes (CMR), l'URSSME

Article 2 : Décision de financement

Le réseau de gérontologie des pays du Vermois, du Sel et du Grand Couronné bénéficie d'un engagement financier total de 181 869.40 € au titre de la dotation régionale de développement des réseaux accordé pour 3 ans.

Le forfait global « tout compris » décliné en tant que de besoin en sous forfait prend effet à partir du 01 septembre 2005 date à laquelle le fonctionnement du réseau sera opérationnel.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de 181 869.40 € pour 3 ans, soit 71.6 % des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le promoteur :

	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007	DRDR 2008
EQUIPEMENT				
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS				
SECRETAIRE ½ TEMPS	5 000	15 300	15 600	10 400
COORDONNATEUR IETP (assistante sociale)	14 000	40 800	41 600	27 740
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
FORMATION				
EVALUATION				
ETUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - HORS SOINS				
REUNION COORDINATION MEDECIN LIBERAUX 2c	800	3 000	4 000	2 800
REUNION DE COORDINATION IDE AMI6,5		188,5	377	263,90
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	19 800	59 288,5	61 577	41 203,9

Coût total du projet : 231.920 €

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Le FAQSV 13.500 € sous réserve de l'accord du bureau du FAQSV après le 02/05/2005 (date non fixée)
- Les collectivités locales 44.420 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 50 à 100 la première année, 150 la 2^{ème} année, 200 la 3^{ème} année

Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

Nature de la dérogation	Type de bénéficiaire	Modalités de versements		Année N		
		Aux bénéficiaires	Au réseau	Montant unitaire	Nombre prévisionnel de bénéficiaires	Montant total prévisionnel
Forfait de coordination	Médecins généralistes		Au réseau	40 euros (2c)	265	10 600
Forfait de coordination	Infirmières Diplômées D'Etat		Au réseau	18,85 (AMI6,5)	44	829,40

Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**Modalités d'inclusion des patients**

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion des personnes âgées de 60 ans et plus présentant une fragilité ou une perte d'autonomie physique et/ou psychique
- Respect des critères administratifs d'inclusion des personnes âgées résidants dans la zone géographique du réseau
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
- Départ volontaire (possible à tout moment)
- Refus ou désaccord du médecin traitant
- Déménagement
- Décès

Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau
- Adhésion à la charte de qualité du réseau

Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

Article 8 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- **A développer en particulier la prévention des dégradations liées à la perte d'autonomie et éviter les ruptures sociales.**
- **A développer un système d'information utilisant les techniques nouvelles de l'information (informatique, Internet, messageries et bases de données sécurisées) rapprochement HERMES.**
- **A développer des liens de mutualisation avec les réseaux de santé gériologiques lorrains et avec des réseaux de thématiques différentes exerçant dans sa zone géographique.**
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, **soit le 01 mai 2008** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 13 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Article 14 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU ONCOLOR
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu le SROS volet thématique cancérologie 1999-2004

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Au vu

- du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé à ONCOLOR au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur

Madame le Professeur Danièle SOMMELET

Statut professionnel

Professeur des Universités

Adresse

6, avenue de Bourgogne - 54500 Vandœuvre lès Nancy

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

960410199

Thème

« Réseau régional en cancérologie créé en 1998 entre les établissements de santé publics et privés impliquant les médecins libéraux généralistes et spécialistes et les autres acteurs de santé concernés. La montée en charge progressive des activités du réseau, depuis sa création et pour les trois années à venir, nécessite un renforcement des moyens et en particulier humains au niveau de l'équipe de coordination pour maintenir les actions initiées dont l'actualisation des référentiels et permettre le développement de nouveaux projets répondant à la mise en œuvre du plan cancer»

Article 2 modifié : Décision de financement

- Montant initialement accordé 541 746 €
- Nouveau montant accordé 461 621 €
- Durée du financement du 27/10/2004 au 31/12/2005
 - Les dépenses réalisées 2004 sont inférieures au montant DRDR accordé et perçu.
 - L'écart **80 125 €** entraîne un ajustement à la baisse du montant DRDR 2005.
 - Le crédit non consommé non justifié est réintégré dans la Dotation Régionale de Développement des Réseaux disponible en 2005.
 - Montant total accordé 2005 : 411 440 €
 - Déduction du crédit 2004 non consommé : 80 125 €
 - **Nouveau montant DRDR 2005 : 331 315 €**
 - Mode de versement :

Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur .

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 6 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 7 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 8 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Article 9 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU HERMES AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Au vu

- du rapport d'activité 2004
- de l'état des dépenses réalisées en 2004
- du budget prévisionnel 2005
- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy
- des travaux préparatoires du volet télé médecine du SROS III

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé à HERMES au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur

Professeur Michel SCHMITT

Statut professionnel

Chef de service de chirurgie infantile viscérale CHU Nancy

Adresse

29, Avenue du Mal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom

HERMES

Numéro d'identification

960410033

Thème

« Coordonner et mutualiser les systèmes d'information des réseaux de santé lorrains, mettre en place une plateforme régionale pour apporter de la compétence technique aux acteurs de réseaux qui veulent s'échanger des données »

Article 2 modifié : Décision de financement

- | | |
|--|--------------------------------------|
| • Montant accordé initialement le 21.10.2003 | 221 000 € (21/10/2003 au 20/10/2004) |
| • Montant accordé en poursuite de financement le 27.10.2004 | 536 605 € (21/10/2004 au 31/12/2005) |
| • Montant DRDR modifié en 2005 | 359 105 € (21/10/2004 au 31/12/2005) |
| - Les dépenses réalisées 2004 sont inférieures au montant DRDR 2004 accordé et perçu | |
| - L'écart de 177 500 € entraîne un ajustement à la baisse du montant de la DRDR 2005 | |
| - Le crédit 2004 non consommé, non justifié est réintégré dans la Dotation Régionale de Développement des Réseaux disponible en 2005 | |
| • Montant total accordé 2005 | 388 500 € |
| • Déduction DRDR 2004 perçue non consommée | 177 500 € |
| • Nouveau montant DRDR 2005 | 211 000 € |

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N+1.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Engagements du promoteur

Outre les engagements de la décision initiale le promoteur doit s'engager :

- A fournir, sans délai, les justificatifs de ses dépenses 2003/2004/2005 à la CPAM de Nancy conformément à la convention de financement signée entre le promoteur d'HERMES et la CPAM. A défaut, l'article 7 de la présente décision s'appliquera.

Article 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 : Non respect des engagements

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement modificative entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège de la permanence des soins d'autre part.

Article 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU GERONTOLOGIQUE G. CUNY
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu le volet gérontologique du SROS 1999-2004

Vu le schéma gérontologique départemental de Meurthe et Moselle 2002-2006 signé le 09 juillet 2002

Vu la circulaire N° 2002-157 du 18 mars 2002 sur l'amélioration de la filière de soins gériatrique

Vu la circulaire N° 101/DHOS/O/2004 du 05 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Au vu

- du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau gérontologique G. CUNY au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur

Madame le Docteur Marie Yvonne GEORGE

Statut professionnel

Médecin à la Maison Hospitalière Saint Charles

Adresse

56, bis rue des quatre églises - 54000 NANCY

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau

Gérard CUNY

Numéro d'identification

960410124

Thème

« - Assurer et organiser la prise en charge globale des problèmes sanitaires et sociaux des personnes âgées en situation de fragilité ou de dépendance (nutrition, psychiatrie, démence, risque médicamenteux) dans une démarche de proximité et dans une coordination domicile/hôpital/établissements,
- Préserver leur désir de rester à domicile,
- Veiller à la bonne qualité de décisions et des conditions d'hospitalisation et d'admission en établissement médico-social,
- Faciliter la recherche de placement »

Article 2 modifié : Décision de financement

- Montant DRDR initialement accordé 677 100 € (du 01/07/2004 au 30/06/2007)
- Nouveau montant DRDR 582 759 € (du 01/01/2005 au 31/12/2007)

Les dépenses 2004 ne sont pas réalisées. Le montant de la DRDR 2004 115 225 € accordé a été perçu. Ce crédit de 115 225 € non consommé non justifié est réintégré dans la Dotation Régionale de Développement des Réseaux disponible en 2005 ce qui entraîne un ajustement à la baisse du montant de la DRDR 2005.

- Montant 2005 accordé initialement 233 555 €
- Dépenses prévisionnelles 2005 147 500 €
- Nouveau montant DRDR 2005 32 275 €

La CPAM de Nancy a versé au réseau au 30/06/2005 : 116 776 € au titre de la DRDR 2005, l'excédent DRDR 2005 84 501 € est retenu sur le montant DRDR 2006

- Nouveau montant DRDR 2006 175 379 €
- Nouveau montant DRDR 2007 259 880 €

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année 2004 et de chaque nouvelle année fournis à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour les années 2005, 2006 et 2007.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR2006	DRDR 2007
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES				
Secrétaire	19 700	} 90 000	50 700	50 700
Coordonnateur médecin	29 700		101 780	101 780
Infirmière	16 500		37 700	37 700
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
Recueil des données et suivi	10 000	} 20 000	12 000	12 000
Elaboration des référentiels	10 000		10 000	10 000
Dossier médical patients	7 000		10 000	10 000
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS				
REUNIONS DE COORDINATION (5 DE 3 heures)				
MEDECINS GENERALISTES (10)	5 250	} 12 500	9 000	9 000
IDE (5)	660		1 125	1 125
KINESITHERAPEUTES / ORTOPHONISTES (10)	1 315		2 250	2 250
CONCERTATION PLURIDISCIPLINAIRE PAR PERSONNE AGE (500)				
1 FOIS PAR AN				
MEDECINS GENERALISTES 40 € DRDR (60 €)	12 000	20 000	20 000	20 000
IDE 10.65 € DRDR (15 €)	3 100	5 000	5 325	5 325
TOTAL	115 225	147 500	259 880	259 880
CREDIT NON CONSOMME		115 225	84 501	
NOUVEAU MONTANT DRDR		32 275	175 379	

Article 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy; désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Article 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU MAISON DU DIABETE ET DE LA NUTRITION
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 27 janvier 2003 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2003 (article 3 Dotation Régionale de Développement des Réseaux Lorraine)

Vu la circulaire DGS/DH 99/ 264 du 4 mai 1999 relative à l'organisation des soins pour la prise en charge du diabète de type 2 non insulino dépendant

Vu le volet diabétologique du SROS du 13 décembre 2000

Vu l'arrêté du 09 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005 ;

Au vu : - du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

- du protocole national visant à améliorer la prévention des lésions des pieds chez les diabétiques

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé à la Maison du Diabète et de la Nutrition de Nancy au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

représenté par son promoteur

Professeur Olivier ZIEGLER Diabétologue nutritionniste
Hôpital Jeanne d'Arc - B.P 303 - 54201 TOUL-CEDEX

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification **960410074**

Thème « Amélioration de l'offre et de la coordination des soins pour la prévention et le traitement du diabète de type 2 et de l'obésité infantile »

Article 2 modifié : Décision de financement

- **Montant total accordé le 23.12.2003** **204 930 € (3 ans)**
- **Montant DRDR modifié en 2005** **178 868 €**
 - Les dépenses réalisées 2004 sont inférieures au montant DRDR 2004 accordé et perçu
 - L'écart de 15 209 € entraîne un ajustement à la baisse du montant de la DRDR 2005.
 - Le crédit 2004 non consommé, non justifié est réintégré dans la Dotation Régionale de Développement des Réseaux disponible en 2005.
 - . Montant 2005 des dépenses prévisionnelles **67 090 €**
 - . Déduction DRDR 2004 perçue non consommée **33 192 €**
 - . **Nouveau montant DRDR 2005** **33 898 €**

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de chaque année 2004 et 2005 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour les années 2005 et 2006.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
CARNETS DE BORD	3 000		
PLAQUETTES	6 030		
FRAIS D'IMPRIMERIE PIED DIABETIQUE		1 000	
EVALUATION			
FORMATION PODOLOGUES (15)		2 400	
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS			
EDUCATION THERAPEUTIQUE COLLECTIVE PAR GROUPE DE 8 PATIENTS			
3 SEANCES MAXIMUM	300 patients	600 patients	1 000 patients
MEDECINS ET PARAMEDICAUX (120 €)	13 500	27 000	45 000
	(200 diabètes)	(300 diabètes)	(600diabètes)
PHARMACIENS (20 €) FORFAIT ANNUEL PAR PATIENT	4 000	6 000	12 000
COORDINATION PODOLOGIQUE (120 €)		840	840
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS	(200 diabète type 2)	(300 diabète type 2)	(600diabète type 2)
CONSULTATION D'ENTREE 50 € dont 24 € DRDR	4 800	7 200	14 400
CONSULTATIONS D'ENTREE 50 € dont 30 € DRDR	(100 enfts obèses)	(300 enfts obèses)	(400 enfts obèses)
	3 000	9 000	12 000
PODOLOGIE	(50 patients)	(60 patients)	(80 patients)
BILAN PODOLOGUE (200 €)	10 000		
BILAN PODOLOGIQUE (G2ET3) (137,50 €)		8 250	11 000
BILAN/PREVENTION PODOLOGIQUE (G0ET1) (27 €)		5 400	5 400
TOTAL	44 330	67 090	100 640
DEDUCTION CREDIT NON CONSOMME		33 192	
		33 898	

Le réseau n'a pas atteint ses objectifs 2004

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de **1900 sur 3 ans**

(300 patients en 2004, 900 patients en 2005 dont 600 nouveaux, 1900 patients en 2006 dont 1 000 nouveaux)

Les objectifs 2004 n'ont pas été atteints 12 patients sur 300 patients.

Article 6 modifié : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

Nature de la dérogation	Type de bénéficiaire	Modalités de versements		Années 2005/2006		
		Aux bénéficiaires	Au réseau	Montant unitaire	Nombre prévisionnel de bénéficiaires	Montant total prévisionnel
<u>Education thérapeutique</u>						
Collective	Médecins généralistes/ Paramédicaux		X	120	600	72 000
Individuelle	Pharmaciens		X	20	900	18 000
Coordination	Podologues		X	120	14	1 680

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - soins

Nature de la dérogation	Type de bénéficiaire	Modalités de versements		Années 2005/2006		
		Aux bénéficiaires	Au réseau	Montant unitaire	Nombre prévisionnel de bénéficiaires	Montant total prévisionnel
Consultation d'entrée (diabète)	Médecins généralistes		X	24	900	21 600
Consultation d'entrée (enfant obèse)	Médecins généralistes		X	24	875	21 000
<u>Podologie</u>						
bilan/soins (G2et3)	Podologues		X	137,50	140	19 250
bilan/prévention (G0et1)	Podologues		X	27	400	10 800

Dérogations aux règles de prise en charge des patients

- aucune

Article 7 : Engagements du réseau

Outre les engagements de la décision initiale, le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fournir, sans délai, les justificatifs de ses dépenses 2004/2005 à la CPAM de Nancy conformément à la convention de financement signée entre le promoteur de MDN et la CPAM.
- A mettre en place le protocole national visant à améliorer la prévention des pieds chez les diabétiques, la fiche de bilan podologique, les questionnaires « médecin prescripteur » et « podologue » « patient »
- A ce que les podologues adhèrent au réseau et s'engagent à respecter la « charte de haute technicité » proposée par la Fédération Nationale des Podologues

Article 8 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Article 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU TRAIT D'UNION
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu l'Article L6112-7 du Code de Santé Publique relatif à la délivrance de soins palliatifs

Vu la circulaire DGS/3D du 26 août 1986 relative à l'organisation des soins et à l'accompagnement des malades en phase terminale

Vu la loi N° 91-748 du 31 juillet 1991 relative à la réforme hospitalière, les soins palliatifs font partie des missions du service public.

Vu la loi N° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs.

Vu la circulaire DH/EO2/2000/295 du 30 mai 2000 relative à l'hospitalisation à domicile (complétée par la circulaire du 11 décembre 2000)

Vu le Décret N° 2000-1004 du 16 octobre 2000 relative à la convention type concernant les conditions d'intervention des bénévoles accompagnant les personnes en soins palliatifs dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Vu la circulaire DHOS/O2/DGS/SD5D/2002/n° 2002/98 du 19 février 2002 relative à l'organisation des soins palliatifs et à l'accompagnement en application de la loi 99-447

Vu le Décret N° 2002-194 du 11 novembre 2002 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier.

Vu l'avenant 12 de la Convention nationale des médecins généralistes instaurant un Contrat de Santé Publique pour la prise en charge des soins palliatifs paru au Journal Officiel du 17.09.2003

Vu la circulaire DHOS/O/n°44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile.

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Au vu

- du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

- des travaux préparatoires du volet SPAD du SROS III

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau de soins palliatifs TRAIT D'UNION au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur

Monsieur Philippe BRACH

Statut professionnel

Infirmier Diplômé d'Etat

Adresse

27, rue du Breuil - 54230 Neuves Maisons

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

960410116

Thème

« Soins palliatifs à domicile pour tout patient qui le désire »

Article 2 modifié : Décision de financement

- Montant initialement accordé **590 275 €**
- Nouveau montant accordé **559 722 €**
- Durée du financement **3 ans**
 - Les dépenses réalisées 2004 sont inférieures au montant DRDR 2004 accordé et perçu,
 - L'écart de 28 148 € entraîne un ajustement à la baisse du montant de la DRDR 2005.
 - Le crédit 2004 non consommé non justifié est réintégré dans la Dotation régionale de Développement des Réseaux disponible en 2005.
 - Le budget prévisionnel 2005 est inférieur au budget initialement présenté
 - . Montant total accordé 2005 **191 970 €** (Budget prévisionnel 2005)
 - . Déduction du crédit 2004 non consommé **28 148 €**
 - . **Nouveau montant DRDR 2005 163 822 €**

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N+1.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de **559 722 €** pour 3 ans du 01 avril 2004 au 31 mars 2007

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES				
Médecin coordonnateur	45 000	140 520	110 250	15 000
Infirmière	15 750		44 500	5 250
Psychologue (35 €/heure)	3 750		11 000	1 250
Pharmacien	7 500		5 500	2 500
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
Frais kilométriques	3 750	1 200	8 000	1 250
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS				
Astreintes médicales (100 € par jour)	27 450	50 250	40 500	9 150
Astreintes téléphoniques (50 € par jour)	13 725		20 250	4 575
TOTAL	116 925	191 970	240 000	38 975
CREDIT N-1 NON CONSOMME		28 148		
MONTANT DRDR	116 925	163 822	240 000	38 975

Article 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 : Non respect des engagements**Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement modificative entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège de la permanence des soins d'autre part.

Article 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU LORSEP
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 27 janvier 2003 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2003 (article 3 Dotation Régionale de Développement des Réseaux Lorraine)

Arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Au vu

- du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau de santé LORSEP au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur

Docteur Marc DEBOUVERIE

Neurologue

Service de neurologie - Hôpital central - 54035 Nancy cedex

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

960410058

Thème

« PRISE EN CHARGE GLOBALE DE PATIENTS ATTEINTS DE SCLEROSE EN PLAQUE, AU PLUS PRES DE LEUR LIEU DE VIE, EN LIEN AVEC TOUS LES PROFESSIONNELS DE SANTE »

Article 2 modifié : Décision de financement

• Montant accordé le 15 12 2003 **329 075 € (3ans)**

• Nouveau montant accordé en 2005 **364 075 € (3ans)**

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global est déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité des années 2003, 2004, 2005, 2006 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour les années 2004, 2005, 2006.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

intégration de la coordination, gestion et formation du pharmacien

	DRDR 2003	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006
EQUIPEMENT	7 130			
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)				
Infirmière coordonnatrice		35 050	35 050	35 050
Psychologue clinicienne		18 460	18 460	18 460
Coordonnatrice sociale		31 240	31 240	31 240
Pharmacien coordonnateur			28 000	28 000
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			18 500	21 000
FORMATION (coût pédagogique)		6 000	6 000	6 000
EVALUATION				
ETUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS NEUROLOGUES LIBERAUX VALIDATION MEDICALE POUR INCLUSION DES PATIENTS (majoration 2,70 € pour 50 patients par an et 19 neurologues)		2 565	2 565	2 565
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	7 130	93 315	121 315	142 315

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Le CHU de Nancy (ARH) 265 812 € (29,1 %)
- Le FAQSV 266 260 € (29,2 %)
- FPC 46 783 € (5,1 %)
- Associations (APF...) 5 400 € (0,6 %)

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 2.000 sur trois ans.

Article 6 modifié : Engagements du réseau

Outre les engagements de la décision initiale le promoteur doit s'engager à diversifier ses sources de financements.

Article 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 8 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 9 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy; désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 10 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM MODIFICATIVE DU RESEAU MEDIGARDE 54
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

du décret n° 2003-800 du 15 septembre 2003 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique

Vu l'arrêté du 12 décembre 2003 relatif au cahier des charges type fixant les conditions d'organisation de la permanence des soins

Vu la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 12 janvier 2005

Vu Le décret n° 2005-328 du 7 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu l'arrêté du 26 mai 2005 portant approbation de l'avenant n° 4 à la convention nationale des médecins généralistes et des médecins spécialistes

Au vu

- du rapport d'activité 2004
- de l'état des dépenses réalisées en 2004
- du budget prévisionnel 2005
- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé à MEDIGARDE 54 au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur	Docteur Philippe NAUDE
Statut professionnel	Médecin généraliste
Adresse	URMLL - Centre d'Affaires « Les Nations » 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification	960410041
Thème	« Mettre en œuvre un dispositif permettant l'accès à la population du département de Meurthe et Moselle à la médecine libérale en dehors des heures d'ouverture des cabinets libéraux. Le dispositif repose sur la mise en place d'une nouvelle sectorisation d'un système de régulation des appels téléphoniques ».

Article 2 modifié : Décision de financement

- **Montant accordé initialement** 467 860 € (du 15/12/2003 au 15/12/2006)
- **Montant DRDR modifié en 2005** 308 820 € (du 15/12/2003 au 30/09/2005)
 - Pour 2005 la régulation médicale en Meurthe et Moselle du 01/01/2005 au 30/09/2005 : 145 620 €
puis relais assurance maladie droit commun
 - les heures supplémentaires régulées en février 960 €
 - le coût de la régulation en 2004 a été inférieur au montant DRDR 2004 accordé et perçu, l'écart de 9 120 € entraîne un ajustement à la baisse du montant de la DRDR 2005
 - . **Nouveau montant DRDR 2005** 137 460 €
 - . Mode de versement : Forfait global versé à la structure de gestion du réseau

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année 2003 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année 2004.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Détail des dérogations accordées

Est considéré comme dérogations, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

le règlement forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 consultations (60 €) par heure de régulation est versé à la structure gestionnaire du réseau.

Article 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 : Non respect des engagements pris par le projet

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du projet d'autre part.

Article 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Directeur de la Mission Régionale de Santé,
Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE ARH-DDASS N° 05/28 DU 22 JUIN 2005

PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY
N° FINESS E.J. : H 54 000 2078

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/15 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du CHU de NANCY, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la délibération N° 2005/64 du conseil d'administration du CHU de NANCY, en date du 29 avril 2005, relative aux propositions budgétaires 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juin 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :*Hospitalisation complète :*

11 - Médecine.....	779.00 €
12 - Chirurgie.....	1 140.00 €
13 - Psychiatrie.....	492.00 €
20 - Spécialités coûteuses.....	2 155.00 €
30 - Service de suite et réadaptation.....	392.00 €

Hospitalisation incomplète :

51 - Hôpital de jour A.....	1 460.00 €
50 - Hôpital de jour B.....	462.00 €
52 - Dialyse.....	1 200.00 €
90 - Chirurgie ambulatoire.....	1 140.00 €
60 - Hôpital de nuit.....	312.00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :**40 €** par jour dans les disciplines suivantes :

- 11 - Médecine
- 12 - Chirurgie
- 30 - Service de suite et réadaptation

100 € par jour dans les disciplines suivantes :

- 20 - Spécialités coûteuses

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.**Article 5** - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

La Directrice Adjointe,

Myriam BERG

ARRETE ARH-DDASS N° 05/29 DU 22 JUIN 2005

PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN
DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS E.J. : H 54 002 0112

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/16 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du Centre Alexis Vautrin, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la délibération N° 079/2005 du conseil d'administration du S.I.N.C.A.L. , en date du 3 mai 2005, relative aux propositions budgétaires 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juin 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

12 - Chirurgie.....	908.00 €
90 - Chirurgie ambulatoire.....	863.00 €
20 - Spécialités coûteuses.....	1 432.00 €
30 - Moyen séjour.....	178.00 €

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à :

45 €	par jour pour la	12 - Chirurgie
43 €	par jour pour la	90 - Chirurgie ambulatoire
72 €	par jour pour les	20 - Spécialités coûteuses
9 €	par jour pour le	30 - Moyen séjour

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/30 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS E.J. : 540 002 078

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **C.H.U. DE NANCY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **21 919 503 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **16 194 990 €** soit :

- **14 165 056 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **1 193 912 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **152 821 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **285 677 €** au titre des forfaits techniques ;
- **13 582 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **78 977 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;
- **212 164 €** au titre des forfaits dialyse (D) ;
- **92 800 €** au titre des forfaits « prélèvements d'organes » (PO)

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **4 011 589 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **1 712 924 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **6 554 375 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **28 473 878 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/31 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (SINCAL) - NANCY
N° FINESS E.J. : 540 020 112

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

ARRETE

Article 1^{er} - Le montant dû au **SINCAL - NANCY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **2 613 874 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **2 033 320 €** soit :

- **1 843 199 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **185 342 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **3 192 €** au titre des forfaits « de petit matériel » (FFM) ;
- **1 585 €** au titre des forfaits dialyse (D) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **5 900 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **574 654 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **-43 885 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 569 989 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/32 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A LA MATERNITE REGIONALE - NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 031

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

ARRETE

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement **MATERNITE REGIONALE - NANCY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **1 971 897 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **1 961 840 €** soit :

- **1 772 651 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **183 062 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **231 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **5 579 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **317 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **8 082 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **1 976 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **-37 636 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **1 934 261 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/33 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement **CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **1 448 200 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **1 414 268 €** soit :

- **1 303 290 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **54 134 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **34 278 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **2 075 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **20 491 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **25 295 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **8 637 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **7 824 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **1 456 024 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/34 DU 20 JUIN 2005

FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE

AU CENTRE HOSPITALIER - TOUL - N° FINESS E.J. : 540 000 049

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement **CENTRE HOSPITALIER - TOUL** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **1 232 800 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **1 104 092 €** soit :

- **946 417 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **59 028 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **81 462 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **1 311 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **15 875 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **12 712 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **115 996 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **21 475 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **1 254 275 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/35 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER - BRIEV - N° FINESS E.J. : 540 000 767

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement **CENTRE HOSPITALIER - BRIEV** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **2 627 378 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **2 269 169 €** soit :

- **2 078 134 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **122 904 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **23 300 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **18 669 €** au titre des forfaits techniques ;
- **3 778 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **22 384 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **237 138 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **121 071 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **13 438 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 640 816 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/36 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS E.J. : 540 000 106

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement **CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **558 824 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **558 543 €** soit :

- **500 290 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **18 272 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **27 269 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **784 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **11 927 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **281 €** ;

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **1 884 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **560 708 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/37 DU 20 JUIN 2005

**FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER A. VAUTRIN - VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. : 540 003 019**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **2 882 152 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarififiée à l'activité est égale à **1 832 063 €** soit :

- **1 689 283 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **100 456 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **42 324 €** au titre des forfaits techniques ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **948 022 €** ;

3^o la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **102 067 €**

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **-130 623 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 751 529 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/38 DU 22 JUIN 2005

**PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION
N° FINESS E.J. : 540 019 726**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/19 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de l'Institut Régional de Réadaptation , pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU la délibération prise le 18 mai 2005 par le conseil d'administration de l'UGECAM Nord-Est relative aux propositions budgétaires 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 - Soins de suite et réadaptation.....	519.50 €
55 - Hospitalisation à temps partiel de jour.....	279.30 €
50 - Forfait de réadaptation de soins externes.....	152.60 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Institut Régional de Réadaptation sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/39 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS E.J. : 540 000 882

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'Association Hospitalière de JOEUF au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **138 556 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **138 556 €** soit :

- **116 015 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **22 541 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de tarifs » (GHT) ; HAD ;

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **-11 847 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **126 709 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/40 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES - NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 122

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement HOPITAL SAINT CHARLES - NANCY au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **102 645 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **102 645 €** soit :

- **102 246 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **398 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **102 645 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/41 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS E.J. : 540 014 081

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à la Maison Hospitalière de **BACCARAT** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **57 291 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **57 291 €** soit :

- **57 291 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à - € ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à - €

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **-4 321 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **52 970 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/42 DU 20 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE - N° FINESS E.J. : 540 006 707

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au Centre **Jacques PARISOT de BAINVILLE** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **24 626 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

la part tarifée à l'activité est égale à **24 626 €** soit :

- **24 626 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de tarifs » (GHT) ; HAD ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **24 626 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/43 DU 22 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY
N° FINESS E.J. : 540 000 767

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;
 VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
 VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/9 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du Centre Hospitalier de BRIEY, pris en charge par l'assurance maladie ;
 VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
 VU la délibération N° 09/2005 du Conseil d'Administration en date du 11 mai 2005 du Centre Hospitalier de BRIEY relative aux propositions budgétaires pour 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juin 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation de jour :

56 - Médecine physique et réadaptation.....**288.94 €**

Hospitalisation complète :

11 - Médecine**536.54 €**

12 - Chirurgie et gynécologie-obstétrique.....**638.35 €**

20 - Réanimation.....**1 379.23 €**

30 - Moyen Séjour.....**240.07 €**

31 - Médecine physique et réadaptation (hospitalisation complète).....**427.47 €**

13 - Psychiatrie adultes.....**341.50 €**

54 - Psychiatrie Hospitalisation de jour.....**292.18 €**

60 - Psychiatrie Hospitalisation de nuit.....**114.05 €**

33 - Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT).....**237.75 €**

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de BRIEY** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 L'Inspecteur Principal,
 I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/44 DU 07 JUILLET 2005

PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
N° FINESS E.J. : 540 000 080

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
 VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;
 VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
 VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/ 21 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du **Centre Hospitalier de LUNEVILLE**, pris en charge par l'assurance maladie ;
 VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
 VU la délibération prise le 4 mai 2005 par le conseil d'administration du **Centre Hospitalier de LUNEVILLE**, relative aux propositions budgétaires 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 - Médecine et obstétrique**554.00 €**

12 - Chirurgie et gynécologie.....**600.00 €**

20 - Spécialités coûteuses.....**975.00 €**

50 - Hôpital de jour gériatrique.....**620.00 €**

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de LUNEVILLE d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **34.50 €** par jour dans les disciplines suivantes :

- Obstétrique

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de LUNEVILLE** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Le Directeur Adjoint,
 J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/45 DU 22 JUIN 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU PREMIER TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY A MONT SAINT MARTIN - N° FINESS E.J. : 540 000 866

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier trimestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'établissement **A.H.B.L. - MONT SAINT MARTIN** au titre de la valorisation de l'activité déclarée au 1^{er} trimestre 2005 est égal à **2 439 638 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarifée à l'activité est égale à **2 294 464 €** soit :

- **1 945 392 €** au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,
- **100 574 €** au titre des actes et consultations externes hors urgence ;
- **72 335 €** au titre des actes et consultations externes urgence ;
- **4 652 €** au titre des forfaits techniques ;
- **2 863 €** au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;
- **18 767 €** au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;
- **149 881 €** au titre des forfaits dialyse (D) ;

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **145 174 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à - €

Article 2 - L'écart entre la valorisation de l'activité prévisionnelle du dernier trimestre 2004 et la valorisation de l'activité réellement réalisée sur ce trimestre est égal à **-131 934 €**

Article 3 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 307 704 €**.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/46 DU 22 JUIN 2005
PORANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS E.J. : 540 000 031

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/17 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de la **Maternité Régionale**, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU la délibération N° 2005/048 du conseil d'administration de la **Maternité Régionale** en date du 9 juin 2005, relative aux propositions budgétaires 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète :

12 - Gynécologie - Obstétrique.....**940.00 €**

20 - Réanimation Adultes.....**1 280.00 €**

21 - Médecine néonatale et réanimation néonatale.....**1 500.00 €**

50 - Hospitalisation de jour.....**670.00 €**

Article 2 - Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité Régionale d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **52 €** par jour dans les disciplines suivantes :

12 - Gynéco-obstétrique

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maternité Régionale** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/47 DU 22 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE
N° FINESS E.J. : 540 019 007

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/22 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de l'**Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé**, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU la délibération N° 2005/14 du conseil d'administration de l'**Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé**, en date du 10 mai 2005, relative aux propositions budgétaires 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine	267.75 €
30 - Soins de suite et réadaptation.....	221.43 €
19 - S.M.S.C.....	273.36 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/48 DU 22 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE ALEXIS VAUTRIN A VANDOEUVRE
N° FINESS E.J. : 54 0003 019

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/16 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU la délibération prise le 14 juin 2005 par le conseil d'administration du Centre Alexis Vautrin de VANDOEUVRE et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

20 - Spécialités coûteuses.....	960.00 €
51 - Hôpital de Jour.....	650.00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Adjointe,
Myriam BERG

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/49 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
N° FINESS E.J. : B 54 000 6780

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**969 591.00 €**

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de LUNEVILLE** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/50 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY
N° FINESS E.J. : B 54 000 6459

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**3 019 953.00 €**

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/51 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT-ELOI
A NEUVES-MAISONS - N° FINESS E.J. : B 54 001 3836

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**207 842.00 €**

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/52 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE
N° FINESS E.J. : B 54 000 6665

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**1 349 925.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/53 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL
N° FINESS E.J. : B 54 000 8364

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 506 071.00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de TOUL** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/54 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT
N° FINESS E.J. : B 54 000 8737

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)1 549 518.00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/55 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY
N° FINESS E.J. : B 54 000 9503

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**548 314.00 €**

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du **Centre Hospitalier de BRIEY** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/56 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY
N° FINESS E.J. : B 54 000 9578

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**1 856 183.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière SAINT CHARLES** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/57 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON
N° FINESS E.J. : B 54 000 9586

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**2 212 891.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/58 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL
DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS E.J. : B 54 001 0782

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.

VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;

VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;

VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;

VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**611 599.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'**Hôpital Local Intercommunal de POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/59 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT
N° FINESS E.J. : B 54 001 2747

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;
VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.
VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;
VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;
VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111- 2 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;
VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**1 070 263.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière de BACCARAT** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/60 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF
N° FINESS E.J. : B 54 001 3158

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;
VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.
VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;
VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;
VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111- 2 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;
VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**142 379.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'**Association Hospitalière de JOEUF** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/61 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX
N° FINESS E.J. : B 54 001 4057

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;
VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.
VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;
VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;
VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111- 2 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;
VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**254 460.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre de Moyen Séjour de FAULX** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/62 DU 30 JUIN 2005
PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE
DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS E.J. : B 54 000 4488

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique, relatif, notamment, aux établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 ;
VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L.313-12.
VU le code de la sécurité sociale, notamment les conditions fixées par les articles R.174-9 à R.174-16 ;
VU la loi N° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU le décret N° 2001-388 du 4 mai 2001 modifiant les décrets N° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et N° 99-317 du 26 avril 1999 relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ainsi que le décret N° 58-1202 du 11 décembre 1958 relatif aux hôpitaux et hospices publics ;
VU le décret N° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1^{er} de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111- 2 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;
VU l'avis de la commission exécutive du 17 mai 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er}- Le forfait global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2005 comme suit :

U.S.L.D. (forfait global de soins)**2 842 404.00 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Association Hospitalière du Bassin de LONGWY** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/63 DU 8 JUILLET 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT
N° FINESS E.J. : 540 000 114

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/5 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du **Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT**, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU la délibération prise le 30 juin 2005 par le conseil d'administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 - Service de suite et réadaptation.....	202.55 €
13 - Hospitalisation complète psychiatrie.....	392.40 €
54 - Hospitalisation de jour psychiatrie.....	60.70 €
60 - Hospitalisation de nuit psychiatrie.....	162.00 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/64 DU 12 JUILLET 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY
N° FINESS E.J. : 540 000 056

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/3 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du Centre Psychothérapique de Nancy, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU la délibération du Conseil d'Administration en date du 17 juin 2005 du **Centre Psychothérapique de Nancy** relative aux propositions budgétaires pour 2005 et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

13 - Psychiatrie, hospitalisation complète	463,00 €
33 - Accueil familial thérapeutique.....	226,00 €
34 - Centre de post-cure.....	392,00 €
54 - Hôpital de jour psychiatrie	344,00 €
60 - Hospitalisation de nuit	261,00 €
70 - Hospitalisation à domicile	237,00 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Psychothérapique de Nancy** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH-DDASS 54 N° 05/65 DU 13 JUILLET 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY
N° FINESS E.J. : 540 000 122

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/ 20 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de la **Maison Hospitalière SAINT CHARLES à NANCY**, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents relatifs aux propositions budgétaires 2005, présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine.....	291.00 €
30 - Soins de suite et réadaptation.....	190.00 €
50 - Hôpital de Jour.....	225.00 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière SAINT CHARLES à NANCY** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
I. DELFORGE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 128 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 49 - SARL AMBULANCES GOTTIE - 36 AVENUE DU 2^{EME} B.C.P. - 54300 LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 28 avril 2005 par Madame GOTTIE Odette, Mademoiselle SEMENZATO Caterina et Monsieur GOTTIE Hervé tendant à obtenir l'agrément définitif nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise SARL AMBULANCES GOTTIE, sise 36 avenue du 2^{ème} B.C.P. à 54300 LUNEVILLE reprise en location gérance ;

VU la visite des locaux effectuée le 10 juin 2005 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 17 juin 2005 ;

CONSIDERANT :

que les locaux situés 36 avenue du 2^{ème} B.C.P. sont toujours conformes à la réglementation ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 17 juin 2005, sous le n° 49, à l'entreprise « **SARL AMBULANCES GOTTIE** », pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Siège social : SARL AMBULANCES GOTTIE

36 avenue du 2^{ème} B.C.P.

54300 LUNEVILLE

Autres lieux d'implantation : 45 rue des 3 Frères Clément

54120 BACCARAT

48 rue Pierre Sémar

54360 BLAINVILLE SUR L'EAU

Gérants : Madame GOTTIE Odette
Mademoiselle SEMENZATO Caterina
Monsieur GOTTIE Hervé

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 17 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 136 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
AGREMENT N° 153 - SARL MEDIC AMBULANCES - 10 RUE DE THIAVILLE - 54120 LA CHAPELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée par Monsieur TANGUY Michel tendant à obtenir l'agrément définitif nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise SARL MEDIC AMBULANCES, sise, 10 rue de Thiaville à 54120 LA CHAPELLE ;

VU la visite des locaux effectuée le 10 juin 2005 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 17 juin 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 17 juin 2005, sous le n° 153, à l'entreprise « **SARL MEDIC AMBULANCES** », pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Siège social : SARL MEDIC AMBULANCES
10 rue de Thiaville
54120 LA CHAPELLE

Lieu d'implantation : 10 rue de la Fontaine
54129 MAGNIERES

Gérants : Monsieur TANGUY Michel et Madame née SIMON Nathalie

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément
 - à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
 - à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
 - à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.
- NANCY, le 1^{er} juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

**ARRETE N° 107/05 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-85**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;
VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;
VU l'arrêté du 13 janvier 2004 portant autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54280 CHAMPENOUX, 68 rue Saint-Barthélémy agréé sous le numéro 54-85 au sein de la SELARL de Directeurs et Directeurs Adjoints de Laboratoires d'Analyses de Biologie Médicale AUBERT H. agréée sous le numéro 14 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
Considérant - Le courrier du 7 juin 2005, enjoignant Monsieur le Directeur de la SELARL AUBERT H. de mettre en conformité, pour le 27 juin 2005 au plus tard, le laboratoire sis à 54280 Champenoux, 68 rue Saint-Barthélémy ;
- que les conditions d'exercice de la fonction de directeur de laboratoire d'analyses de biologie médicale telles que prévues à l'article L 6121-1 du Code de la Santé Publique ne sont pas respectées ;
SUR Proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54280 CHAMPENOUX, 68 rue Saint-Barthélémy, agréé sous le n°54-85 au sein de la SELARL AUBERT H., agréée sous le n° 14 ;

ARTICLE 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Secrétaire Général de la Préfecture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Marie-Christine DEDERICHES ;
- Monsieur Jean-Christophe FIORINA ;
- Monsieur Etienne GEORGES ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection Régionale de la Pharmacie ;
- M. le Maire de CHAMPENOUX ;
- M le Maire de SAINT-MAX ;
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 8 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/050/CDE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder à l'intervention sur une ligne aérienne de 63 kV par EDF, sur la R.N. 57 au PR 37+300 sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;
A la demande de la subdivision de l'équipement de NANCY NORD ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E**ARTICLE I**

Pendant la nuit du lundi 8 août 2005 entre 0 H 00 et 3 H 00 sur la RN 57, au PR 37+300, quatre micro-coupures de la circulation s'effectueront dans les deux sens de circulation. La durée de ces micro-coupures est estimée à 5 minutes.

ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Société THEPAULT sous le contrôle de la subdivision de NANCY NORD.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de la commune de CHAMPIGNEULLES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/051/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 DU 29 AVRIL 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livres I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité d'organiser la traversée de la RN 57 par des engins de chantier, dans le cadre des travaux de la ligne LGV, sur le territoire de la commune de CHAMPEY ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E**ARTICLE I**

A compter du 1^{er} août jusqu'au 31 août 2005, la traversée d'engins de chantier est autorisée sur la RN 57 au PR3+170, sous les conditions suivantes :

- la vitesse sur la RN 57 est limitée à 70 km/h entre les PR 2+750 et 3+450 et ce dans les deux sens de circulation
- la traversée doit être perpendiculaire à l'axe de la RN 57
- un régime de priorité "STOP" est imposé aux véhicules souhaitant traverser la R.N. 57, les usagers de la RN 57 étant prioritaires.

ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise EIFFAGE TP.

ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/052/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livres I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'enduit superficiel d'usure d'étanchéité, dans le cadre de la mise place d'un réseau fibre optique Sillon Lorrain sur l'A. 31 entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31, ,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE I

A compter du 8 août 2005 et jusqu'au 19 août 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, la circulation des usagers s'établit comme suit sur l'A. 31 dans le sens METZ - NANCY entre les PR 284+270 et 256+000 :

- neutralisation de la voie de droite et de la BAU
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- il est interdit de doubler

Sous la protection des forces de l'ordre, des micro-coupures sur les bretelles interviendront en fonction des besoins du chantier sur les échangeurs suivants :

- Echangeur de Lesménils - n° 28
- Echangeur de d'Atton - n° 27
- Echangeur de Pont à Mousson - n° 26
- Echangeur de Belleville - n° 25
- Echangeur de Custines - n° 24
- Echangeur de Bouxières aux Dames - n° 23
- Echangeur de Frouard - n° 22

ARTICLE II

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs ou Mesdames les Maires LESMENILS, ATTON, PONT A MOUSSON, LOISY, BELLEVILLE, CUSTINES, BOUXIERES AUX DAMES, FROUARD, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/05/12 PORTANT RENOUELEMENT D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code l'aviation civile,

VU le code du domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.65 en date du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande en date du 17 mai 2005 de Monsieur Jean-Pierre PICCA, Président de l'Association Aéromodèles club Doncourtois,

VU l'avis de la Déléguee Territoriale Lorraine-Champagne-Ardenne en date du 13 juin 2005,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,

VU la décision du Directeur Départemental des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle en date du 23 juin 2005,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'Association Aéromodèles club Doncourtois, représentée par M. PICCA Jean-Pierre, Président de l'Association, dénommé ci-après le bénéficiaire est autorisée à occuper temporairement une parcelle de terrain nu de 120 m² (sur laquelle est installé un bungalow de 16 m²) sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS pour la pratique d'activités d'aéromodélisme aux clauses et conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 :

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour un usage aéronautique et plus particulièrement pour l'abri du matériel aéronautique.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant et pourra de ce fait être retirée ou révoquée à tout moment en cas d'inexécution des conditions imposées, ce dont l'administration restera seule juge et ce, sans que le permissionnaire ne puisse prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

La présente autorisation précaire et révoquant est accordée à titre personnel. Toutefois un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation, si ce changement est porté préalablement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la connaissance du Préfet.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire ne peut pas recourir au crédit-bail pour financer les constructions ou installations qu'il réalise et il ne peut pas non plus hypothéquer celles-ci.

Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du Directeur Régional de l'Aviation Civile pour la Lorraine, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le constat de sous-traité, devra être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

ARTICLE 4 :

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que le concessionnaire jugerait utile d'exercer.

ARTICLE 5 :

Etant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L 34.1 à L.34.9 du Code du Domaine de l'Etat.

ARTICLE 6 :

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'Etat, Administration de l'Aviation Civile, les projets des travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient alors au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives (permis de construire, etc....) réglementaires.

ARTICLE 7 :

En cas de travaux, leur exécution sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'administration de l'Aviation Civile.

ARTICLE 8 :

L'Etat ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

ARTICLE 9 :

Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation pour les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particuliers de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

Les évolutions des aéromodèles se dérouleront dans le secteur Nord de l'emprise aéronautique, comme indiqué sur le plan joint en annexe, et à une hauteur inférieure à 150 m/sol, en évitant tout survol de la route départementale 13 h.

ARTICLE 10 :

Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, l'objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul et intégralement, la responsabilité directe de la conservation des aéronefs, matériels et objets entreposés.

ARTICLE 11 :

Les dommages causés aux personnels, aux matériels, ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité, et les frais et indemnités qui en résulteraient, sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour dommages causés, y compris la responsabilité civile.

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'Etat aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être communiquées à l'Etat sur simple demande.

ARTICLE 12 :

L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

ARTICLE 13 :

Le bénéficiaire devra payer à l'Etat, **recette principale des impôts de BRIEY**, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, **une redevance de 200 € (deux cents euros)**.

En cas de paiement tardif de la redevance, les intérêts moratoires, dont le tarif est fixé par décision du Ministre chargé des Finances et aligné sur le taux légal par décision ministérielle du 9 avril 1985, courront de plein droit (art. L.32 du Code du Domaine de l'Etat).

Il devra régler également **le droit de 10 € (dix euros)** prévu à l'article L 29 du Code du Domaine de l'Etat à la recette principale des impôts de BRIEY.

ARTICLE 14 :

Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'Etat.

ARTICLE 15 :

Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

ARTICLE 16 :

La durée de l'autorisation est fixée à **UN (1) AN** à compter du **1^{er} avril 2005**.

ARTICLE 17 :

L'Etat ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un **préavis de Trois (3) mois**.

L'autorisation sera retirée par l'Etat, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances ;
- en cas de force majeure ;
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable ;
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire) ;
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée **de six (6) mois** ;
- en cas de non respect de la présente autorisation,
- en cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'Etat, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

ARTICLE 18 :

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un délai **de trois (3) mois** à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire.

Si l'Etat accepte que les installations qui auraient été construites par le bénéficiaire ne soient pas enlevées, il ne saurait être tenu au versement d'une indemnité quelconque au profit de l'occupant.

ARTICLE 19 :

Le bénéficiaire, représenté par Monsieur PICCA Jean-Pierre, fait éléction de domicile :

Association Aéromodèles club Doncourtois
33 rue Pasteur
54780 GIRAUMONT

ARTICLE 20 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliements seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
H. CORBEAU

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE

VU l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°70-1049 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, et sa circulaire d'application du 21 janvier 1971,

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17, et sa circulaire d'application (SC) du 12 juillet 1982 ;

VU le décret n°92-1310 du 15 décembre 1992, portant simplification du code des marchés publics, notamment son article 42 ;

VU le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale

VU le décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 portant nomination de Madame Marie VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} juillet 2005;

VU l'arrêté préfectoral OSP0504 du 14 juin 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame Marie VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle .

A R R E T E

Article 1^{er} : Subdélégation de signature est donnée à :

- Monsieur DIDELOT Philippe, directeur adjoint
- Monsieur ESTIENNE Christian, directeur adjoint,
- Monsieur DI CERTO Salvatore, directeur adjoint,

à effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception.

En cas d'absence ou d'empêchement de la soussignée, de M. ESTIENNE, de M. DIDELOT et de M. DI CERTO, compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation de signature, sauf en ce qui concerne les marchés publics, est également accordée à :

- Madame BOUBAGRA Martine,
- Monsieur LORRAIN Fernand,
- Madame TOUSSAINT Astrid,
- Monsieur GASNIER Jean- René,
- Madame VINCENT Marie-Françoise
- Madame DIRHEIMER Lucienne,
- Monsieur TROGNON Guy.

Article 2 : En ce qui concerne la subdélégation de signature de la personne responsable des marchés, celle-ci se fera dans les limites définies par les articles 9 et 10 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2005.

Article 3 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} juillet 2005.

Article 4 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Article 5 : La Directrice Départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle soussignée et M. ESTIENNE, M. DIDELOT, M. DI CERTO, Mme BOUBAGRA, M. LORRAIN, Mme TOUSSAINT, M. GASNIER, Mme VINCENT Marie-Françoise, Mme DIRHEIMER, M. TROGNON ainsi que M. le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

VANDOEUVRE, le 1^{er} juillet 2005

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1249
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1249
ARRETE PORTANT CONSTITUTION DE LA COMMISSION TRIPARTITE LOCALE	1249
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1250
ARRETE PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 104-IV DE LA LOI N° 2004-809 DU 13 AOUT 2004 RELATIVE AUX LIBERTES ET RESPONSABILITES LOCALES ET CONCERNANT LES COMPETENCES TRANSFEREES AU DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION NATIONALE	1250

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

ARRETE PORTANT CONSTITUTION DE LA COMMISSION TRIPARTITE LOCALE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 104 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-529 du 24 mai 2005 portant création des commissions tripartites locales ;

VU la circulaire du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 7 octobre 2005 ;

VU les propositions du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et des organisations syndicales concernées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Il est institué auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle une commission tripartite locale chargée de suivre le transfert des services et des personnels liés à l'application de la loi du 13 août 2004.

ARTICLE 2 : Cette commission est présidée par le préfet ou son représentant. Elle se réunit à la demande du préfet ou de la moitié au moins des représentants du personnel.

Elle est composée comme suit :

1^{er} collège : représentants des services déconcentrés de l'ÉtatÉducation nationale :

- M. Michel CLEMENS, secrétaire général adjoint du rectorat,
- Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle,
- M. François NOEL, directeur des ressources humaines de l'académie Nancy-Metz,
- Mme Nadine PAJEOT, chef de bureau à la DIPAOS rectorat.

Équipement :

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement,
- M. Dominique LOUIS, directeur départemental adjoint de l'équipement,
- M. Maurice FREDERIC, secrétaire général.

Experts :

- M. le Docteur Bernard MICHELIN, médecin de prévention,
- Mme Patricia MOCHI, assistante sociale.

Santé :

- Mme Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- Mme Myriam BERG, directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,
- M. Jean-François LHUILLIER, directeur départemental adjoint des affaires sanitaires et sociales.

2^{ème} collège : représentants du département

1) Au titre de l'assemblée départementale

- M. Michel DINET, président du conseil général ou son représentant,
- M. Jean-Paul VINCHELIN, vice-président,
- M. Jean-Pierre MINELLA, vice-président,
- M. Jean-Marie UHLRICH, vice-président,
- Mme Michèle PILOT, vice-présidente,
- M. Maurice VILLAUME, vice-président.

2) Au titre des services du conseil général

- M. Denis VALLANCE, directeur général des services,
- M. Christophe LAFOUX, directeur général adjoint,

- M. Bernard GARAPON, directeur de l'aménagement des territoires,
- M. Bernard LEUYET, directeur de la solidarité et de l'action sociale,
- M. Francis MAUSS, directeur des ressources humaines,
- Mme Agnès MULLER, responsable du service « paie et carrières ».

3^{ème} collège : représentants des organisations syndicales

Éducation nationale (10 titulaires, 10 suppléants) :

Titulaires :

UNATOS-FSU (3 titulaires) :

- M. Dominique ANDRE
- Mme Marie-Odile MOREAU
- M. Didier COLIN

SNAEN CT UNSA (3 titulaires) :

- M. Patrice RAVIGNON
- M. Christian JACQUINET
- M. Yves DIDELOT

SGPEN-CGT (2 titulaires) :

- M. Alain BUCCI
- M. Pascal ZEMB

FO (2 titulaires) :

- M. Yvon COURTEMANCHE
- Mme Nicole PEDE

Suppléants :

UNATOS-FSU (3 suppléants) :

- M. Raymond COLIN
- Mme Rita DUBOIS
- Mme Agnès GENIN

SNAEN CT UNSA (3 suppléants) :

- Mme Sylvie GABRIEL
- M. Roger ROLLIN
- Mme Tonina LECARPENTIER

SGPEN-CGT (2 suppléants) :

- Mme Francine EDELHAUSER
- M. Olivier NICLOUX

FO (2 suppléants) :

- M. Yves FRIRY
- M. Gilles MARTIN

Équipement (10 titulaires, 10 suppléants) :

Titulaires :

CGT équipement (6 titulaires) :

- M. Claude WELTIN
- M. Gérard GARUSTET
- M. Jean Marie PADOVAN
- M. Alain GRANJEAN
- M. Alain FRAMERY
- M. Bernard THONNON

CFDT équipement (3 titulaires) :

- M. Lionel MAIRE
- Mme Évelyne LECAS
- M. Jean-Luc CAME

FO équipement (1 titulaire) :

- M. André FORIN

Suppléants :

CGT équipement (6 suppléants) :

- M. Gérard CAMITO
- M. Claude PESTELARD
- Mme Estelle ANDRE
- M. Auguste GALIANO
- Mme Sabine HAUSER
- M. Daniel LALLEMENT

CFDT équipement (3 suppléants) :

- Mme Noëlle LOMBARD
- M. Daniel MICAUX
- M. Jean Luc STRITTER

FO équipement (1 suppléant) :

- M. Daniel ROBERT

Santé (2 titulaires, 2 suppléants) :

Titulaires :

FO santé (1 titulaire) :

- Mme Sylvie HUMBERT

UNSA santé (1 titulaire) :

- Mme Emmanuelle SANGNIER

Suppléants :

FO santé (1 suppléant) :

- Mme Myriam TOUSSAINT

UNSA santé (1 suppléant) :

- Mme Évelyne DITTE

ARTICLE 3 : Suivant l'ordre du jour, la commission se réunit en formation plénière ou en formation restreinte.

En formation plénière, le secrétariat est assuré par la direction des relations avec les collectivités locales.

En formation restreinte, le secrétariat est assuré par le service de l'État concerné (Rectorat - I.A. - D.D.E. ou D.D.A.S.S.).

ARTICLE 4 : La commission, quelle que soit sa formation, peut associer à ses travaux, à titre consultatif, toute personne dont la collaboration est jugée utile.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ARRETE PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 104-IV DE LA LOI N° 2004-809 DU 13 AOÛT 2004 RELATIVE AUX LIBERTES ET RESPONSABILITES LOCALES ET CONCERNANT LES COMPETENCES TRANSFEREES AU DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION NATIONALE

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
ET LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 104 ;

VU le décret n° 2005-2 du 4 janvier 2005 portant approbation de la convention type prévue par l'article 104 de la loi du 13 août 2004 précitée ;

VU l'avis motivé de la commission nationale de conciliation en date du 21 septembre 2005 ;

VU l'avis du comité technique paritaire académique en date du 17 octobre 2005,

A R R E T E N T

ARTICLE 1^{er} : Sont mis à disposition du département de la Meurthe-et-Moselle, en raison des transferts de compétences dans le domaine de l'éducation nationale et dans l'attente de la publication du décret de transfert des services prévu au VII de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée :

a) les services ou parties de services participant à l'exercice des compétences mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 213-2 du code de l'éducation,

b) les parties de services des rectorats et des inspections académiques participant à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 213-2-1 du code de l'éducation.

La liste des services ou parties de services concernés est fixée en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions du II de l'article L. 421-23 du code de l'éducation, le président du conseil général, pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, s'adresse directement au chef d'établissement dont relèvent des services ou parties de services mentionnés au a) de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Il lui fait connaître les objectifs fixés par la collectivité de rattachement et les moyens que celle-ci alloue à cet effet à l'établissement. Le chef d'établissement est chargé de mettre en œuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces moyens.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions du III de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée, le président du conseil général, dispose, en tant que de besoin, des services ou parties de services mentionnés au b) de l'article 1^{er} du présent arrêté, qui sont mis à sa disposition et placés sous son autorité à compter de la date du présent arrêté.

Pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil général et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine des compétences transférées, le président du conseil général adresse directement aux chefs des services ou parties de services concernés toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il leur confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux chefs desdits services pour l'exécution des missions qu'il leur confie en application de l'alinéa précédent.

ARTICLE 4 : Le directeur des personnels, de la modernisation et de l'administration au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le directeur de la modernisation et de l'action territoriale et le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PARIS, le 18 novembre 2005

Le Ministre de l'Education Nationale,
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche,
Pour le Ministre et par délégation,

Le Directeur des Personnels, de la Modernisation et de l'Administration,
Dominique ANTOINE

Le Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur
et de l'Aménagement du Territoire,
Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur Général des Collectivités Locales,
Dominique SCHMITT

Annexe

I : Sont mis à disposition les services et parties de services chargés de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général et technique dans les collèges ainsi que ceux chargés du recrutement et de la gestion des personnels techniques, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les lycées, conformément aux articles 82 et 104 de la loi du 13 août 2004 précitée.

II : Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle dispose à ce titre des services ou parties de services :

- a) des établissements publics locaux d'enseignement, chargés de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général et technique ;
- b) des services mutualisés, chargés d'assurer le remplacement des personnels techniques, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement du département ;
- c) des services du rectorat de l'académie de Nancy-Metz et de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle chargés de la gestion du secteur de recrutement des collèges et de la gestion administrative et financière des personnels techniques, ouvriers et de service.

III : Il est constaté que participent à l'exercice des compétences de l'État, transférées en application des dispositions de la loi du 13 août 2004 précitée, à la date du 31 décembre 2004, l'équivalent de 540,25 emplois équivalent temps plein physique, occupés par 661 agents titulaires et non titulaires de droit public ainsi répartis :

a) Etablissements publics locaux d'enseignement

* 508,4 agents titulaires de catégorie C équivalent temps plein physique occupés par 530 agents :

23 maîtres ouvriers
131 ouvriers professionnels
376 ouvriers d'entretien et d'accueil

* 14,3 agents non titulaires de droit public équivalent temps plein physique occupés par 16 agents.

Il est constaté que les établissements publics locaux d'enseignement du département sont employeurs de 38 agents non titulaires de droit privé (23 CES, 15 CEC).

b) Services mutualisés sur emplois budgétaires

* 28,3 agents titulaires de catégorie C équivalent temps plein physique occupés par 30 agents :

8 maîtres ouvriers
6 ouvriers professionnels
15 ouvriers d'entretien et d'accueil

0,5 agent non titulaire de droit public équivalent temps plein physique occupé par 1 agent.

La répartition théorique des effectifs mis à disposition du conseil général est de 12,7 ETP.

c) Services académiques sur emplois budgétaires et crédits, pour tous les collèges du département de Meurthe-et-Moselle

Pour l'ensemble de l'académie, 37,6 agents titulaires, équivalent temps plein physique occupés par 78 agents ainsi répartis :

- 3,75 ETP occupés par 14 agents de catégorie A (conseillers d'administration, attachés d'administration, conseiller technique de service social, professeurs de lycées professionnels),
- 11,45 ETP occupés par 24 agents de catégorie B (secrétaires d'administration, techniciens de l'éducation nationale, technicien de recherche et de formation, assistants de service social),
- 22,4 ETP occupés par 40 agents de catégorie C (adjoints et agents administratifs)

et 6 agents non titulaires de droit public représentant 2,7 ETP

sont mis à la disposition du président du conseil général à la date de signature du présent arrêté.

La répartition théorique des effectifs mis à disposition du conseil général, au prorata des effectifs transférés est la suivante :

- 0,45 ETP pour les agents de catégorie A
 - 1,38 ETP pour les agents de catégorie B
 - 2,70 ETP pour les agents de catégorie C
- et 0,32 ETP au titre des agents non titulaires.

Ces 4,85 ETP feront l'objet d'une répartition ultérieure en personnes physiques.

IV : En application des dispositions de l'article 83 de la loi du 13 août 2004 précitée, il est constaté que sont prévus, en 2005,

Le recrutement par concours (externe, interne), liste d'aptitude, emplois réservés, travailleurs handicapés de :

4 maîtres ouvriers,

27 ouvriers professionnels,

125 ouvriers d'entretien et d'accueil ;

Le départ (mutations, départs à la retraite...) de :

57 ouvriers d'entretien et d'accueil,

23 ouvriers professionnels,

8 maîtres ouvriers.

L'affectation (mutations...) de :

7 ouvriers d'entretien et d'accueil,

4 ouvriers professionnels.

Ces chiffres prévisionnels sur le recrutement et le mouvement des personnels TOS en 2005 concernent l'ensemble de l'académie. Conformément à l'article 82-XIII alinéa 2 de la loi du 13 août 2004 précitée, ils feront l'objet d'un rapport transmis au Parlement en fin d'année 2005.

V : Il est constaté que sont actuellement en position interruptive d'activité, dans les établissements d'enseignement du département de Meurthe-et-Moselle, 19 agents, répartis comme suit :

16 ouvriers d'entretien et d'accueil,

3 ouvriers professionnels.

Les agents concernés en seront individuellement informés.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1190
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	1190
PREMIER BUREAU.....	1190
ARRETE CLASSANT DANS LA CATEGORIE TOURISME SANS ETOILE L'HOTEL ETAP HOTEL A NANCY.....	1190
ARRETE CLASSANT DANS LA CATEGORIE TOURISME TROIS ETOILES L'HOTEL SUITEHOTEL A NANCY	1190
ARRETE DE COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL	1190
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1191
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1191
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1191
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1192
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1192
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1192
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1192
TROISIEME BUREAU.....	1192
MARCHE MUTUALISE DE FOURNITURE DE PAPIER - DECLARATION D'APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE NEGOCIEE - DELEGATION DE SIGNATURE - DECISION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE.....	1192
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1193
PREMIER BUREAU.....	1193
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, TRIEUX, TUCQUEGNEUX ET SANCY	1193
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1193
DEUXIEME BUREAU.....	1193
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	1193
ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	1204
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	1208
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE	1208
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 52.....	1209
TROISIEME BUREAU.....	1209
ARRETE N° DRLP3/HABILITATION/05-01 - HABILITATIONS EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L 723-4 DU CODE DE L'ENTREE ET DU SEJOUR DES ETRANGERS ET DROIT D'ASILE	1209
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1210
DEUXIEME BUREAU.....	1210
ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE ROSIERES-AUX-SALINES	1210
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE ROSIERES-AUX-SALINES.....	1210
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE GONDREVILLE.....	1211
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1211
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1211
ARRETE N°14 EN DATE DU 06 NOVEMBRE 2005.....	1211
ARRETE ARH N°15/2005/ DU 17 NOVEMBRE 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT RELATIVE AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL ET D'AIDE A LA CONTRACTUALISATION POUR L'EXERCICE 2005 - POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY - N° FINISS : 54 0 000486.....	1212
ARRETE ARH N°16/2005/ DU 17 NOVEMBRE 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT RELATIVE AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL ET D'AIDE A LA CONTRACTUALISATION POUR L'EXERCICE 2005 - L'HOPITAL -CLINIQUE CLAUDE BERNARD A METZ - N° FINISS : 57 0 00064.6	1212
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 19/05 DU 03/10/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MIREILLE WILLAUME, DIRECTRICE REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE.....	1213
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1213
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....	1213
ARRETE DDASS/AES DU 24 NOVEMBRE 2005 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - POUR REGULARISATION - AUTORISATION N° 54-05.....	1213
SERVICE COHESION SOCIALE	1214
ARRETE N° 2807 MODIFIANT L'ARRETE N°2194 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY.....	1214
ARRETE N° 2808 MODIFIANT L'ARRETE N°2191 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.).....	1214
ARRETE N° 2809 MODIFIANT L'ARRETE N°2193 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL	1215

ARRETE N° 2810 MODIFIANT L'ARRETE N°2186 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE LA LIBERATION - GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)	1216
ARRETE N° 2811 MODIFIANT L'ARRETE N° 2197 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS (C.E.F.R.)	1216
ARRETE N° 2812 MODIFIANT L'ARRETE N° 2198 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.)	1217
ARRETE N° 2813 MODIFIANT L'ARRETE N° 2190 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE LONGWY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)	1217
ARRETE N° 2814 MODIFIANT L'ARRETE N° 2189 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE BRIEY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)	1218
ARRETE N° 2815 MODIFIANT L'ARRETE N° 2188 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)	1218
ARRETE N° 2816 MODIFIANT L'ARRETE N° 2196 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES - GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS	1219
ARRETE N° 2817 MODIFIANT L'ARRETE N° 2195 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY	1219
ARRETE N° 2818 MODIFIANT L'ARRETE N° 2192 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE « ATELIERS 18 » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL	1220
ARRETE N° 2819 MODIFIANT L'ARRETE N° 2187 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)	1221
SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	1221
ARRETE DDASS / SSA / N° 2725 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE JARNY	1221
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2843 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE THERESE" DE LUDRES	1222
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE	1222
SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE	1222
ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1222
AVENANT N° 69 DU 21 JUILLET 2005 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 AVRIL 1977 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1223
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	1224
SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER	1224
ARRETE ASSOCIATION FONCIERE - 2005/ASAD/280 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE POUR LE DRAINAGE DANS LA COMMUNE DE CRION	1224
ARRETE 2005/ASAD/471 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE DRAINAGE DE MENIL LA TOUR	1225
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	1225
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N°2005-453 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER COMMUNE D'HAUCOURT-MOULAINÉ	1225
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1226
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	1226
ARRETE 2005/DDE/061/CD5R	1226
ARRETE 2005/DDE/079/CDER	1226
ARRETE 2005/DDE/080/CDER	1227
ARRETE 2005/DDE/081/CDER	1227
ARRETE 2005/DDE/082/CDER	1228
ARRETE N° 2005/DDE/087/CDER PORTANT CONSTATATION DU TRANSFERT DE ROUTES NATIONALES AU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE ET LES CLASSANT DANS LA VOIRIE DEPARTEMENTALE	1228
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	1241
ARRETE N° 05 DE 007 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE D'HOUDREVILLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	1241
ARRETE N° 05 DE 009 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE FREMENIL EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	1242
ARRETE N° 05 DE 010 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE VITREY EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME	1242
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1243
ACCORD-CADRE INTERPROFESSIONNEL DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LE REPOS DOMINICAL	1243
AVENANT N° 3 A L'AVENANT "AMEUBLEMENT ET EQUIPEMENT DE LA MAISON" A L'ACCORD-CADRE INTERPROFESSIONNEL DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LE REPOS DOMINICAL	1244
ARRETE DE FERMETURE DOMINICALE DES ETABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DETAIL « AMEUBLEMENT ET EQUIPEMENT DE LA MAISON »	1244
AVENANT PROFESSIONNEL N° 3 A L'AVENANT "HABILLEMENT ET TEXTILE" A L'ACCORD-CADRE INTERPROFESSIONNEL DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LE REPOS DOMINICAL	1245

ARRETE DE FERMETURE DOMINICALE DES ETABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DETAIL « HABILLEMENT ET TEXTILE »	1245
DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES CONTROLEURS DU TRAVAIL	1246
DECISION ADMINISTRATIVE CONJOINTE	1246
DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES CONTROLEURS DU TRAVAIL	1247
AVIS DE CONCOURS	1247
OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER(E) DIPLOME(E) D'ETAT DE CLASSE NORMALE AUX « CHARMILLES » (CEPH, MAS) A THAON-LES-VOSGES ET CONSTITUTION DU JURY	1247

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE CLASSANT DANS LA CATEGORIE TOURISME SANS ETOILE L'HOTEL ETAP HOTEL A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 66.371 du 13 juin 1966 relatif au classement et aux prix des hôtels et restaurants ;
Vu l'arrêté ministériel du 14 février 1986, modifié, fixant les normes et la procédure de classement des hôtels et des résidences de tourisme ;
Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la commission départementale de l'action touristique ;
Vu la demande de classement en catégorie tourisme de l'hôtel SUITEHOTEL présentée par Ms Etienne et Philippe GIRARD, gérant de la SARL COGITAP ;
Vu le rapport de visite établi le 21 octobre 2005 par M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le mardi 8 novembre 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'hôtel ETAP HOTEL, situé 4 Allée du Chanoine Drioton à NANCY, comprenant 80 chambres pouvant accueillir 240 personnes, est classée dans la catégorie tourisme sans étoile (n° RC 424 286 686 000 46).

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Ms Etienne et Philippe GIRARD et dont ampliation sera adressée, à titre d'information, à :

- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le maire de NANCY,
- Madame la directrice du comité départemental du tourisme.

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE CLASSANT DANS LA CATEGORIE TOURISME TROIS ETOILES L'HOTEL SUITEHOTEL A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 66.371 du 13 juin 1966 relatif au classement et aux prix des hôtels et restaurants ;
Vu l'arrêté ministériel du 14 février 1986, modifié, fixant les normes et la procédure de classement des hôtels et des résidences de tourisme ;
Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la commission départementale de l'action touristique ;
Vu la demande de classement en catégorie tourisme de l'hôtel SUITEHOTEL présentée par Ms Etienne et Philippe GIRARD, gérant de la SARL COGITAP ;
Vu le rapport de visite établi le 21 octobre 2005 par M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le mardi 8 novembre 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'hôtel SUITEHOTEL, situé 2 Allée du Chanoine Drioton à NANCY, comprenant 68 chambres pouvant accueillir 204 personnes, est classée dans la catégorie tourisme trois étoiles (n° RC 424 286 686 000 20).

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Ms Etienne et Philippe GIRARD et dont ampliation sera adressée, à titre d'information, à :

- M. le délégué régional au tourisme,
- M. le maire de NANCY,
- Madame la directrice du comité départemental du tourisme.

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 720-8 du code de commerce ;
Vu la loi n°73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, modifiée ;
Vu les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret n°93-306 du 9 mars 1993 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 fixant la composition de la commission départementale d'équipement commercial ;
Vu la désignation par le collège des consommateurs du comité départemental de la consommation le 16 novembre 2005 ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La commission départementale d'équipement commercial prévue à l'article L 720-8 du code de commerce, présidée par le préfet ou son représentant, est composée comme suit :

1) Elus locaux

- le maire de la commune d'implantation,
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation ou, à défaut, le conseiller général du canton d'implantation,
- le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement, autre que la commune d'implantation.

Dans le cas où la commune d'implantation appartient à une agglomération multicommunale comportant au moins 5 communes, le maire de la commune la plus peuplée est choisi parmi les maires des communes de ladite agglomération.

Lorsque le maire de la commune d'implantation ou le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement ou de l'agglomération multicommunale autre que la commune d'implantation est en même temps conseiller général du canton d'implantation, le préfet désigne pour le remplacer le maire de la deuxième commune la plus peuplée de l'arrondissement ou de l'agglomération multicommunale concernée.

2) Le président de la chambre de commerce et d'industrie ou son représentant.**3) Le président de la chambre de métiers ou son représentant.****4) Représentants des associations de consommateurs**

M. Christian PERRIN	Titulaire
Membre de l'UFC	
6, rue du Cottage	
54180 HOUEMONT	
Mme Bernadette ALVERNHE	Suppléante
Membre de l'UDAF	
86, quai Claude Le Lorrain	
54000 NANCY	

Article 2 : Le mandat des représentants des consommateurs est de 3 ans à compter du 16 décembre 2005.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 fixant la composition de la commission départementale d'équipement commercial est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- Mme la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
- Mme la présidente de la chambre de métiers,
- M. Christian PERRIN,
- Mme ALVERNHE.

NANCY, le 17 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 15 novembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS Colisée Saint Sébastien, en qualité de propriétaire, afin de procéder à la création d'une surface spécialisée en culture loisirs de 600 m² de vente et d'une surface spécialisée en équipement de la personne de 395 m² de vente à NANCY - centre commercial Saint-Sébastien ;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 16 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 15 novembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un supermarché de type maxi-discount à l'enseigne LIDL à PAGNY-SUR-MOSELLE, de 862 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PAGNY-SUR-MOSELLE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 16 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 15 novembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Aldi Marché Ennery en qualité de future exploitante, en vue de procéder à la création d'un supermarché de type maxi-discount à l'enseigne ALDI à BRIEY, de 762 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de BRIEY.

NANCY, le 16 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 15 novembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI du Jonchery en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin d'ameublement et décoration de la maison à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery, d'une surface de vente de 600 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN-LES-TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 16 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 1^{er} décembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL Nancy Toys, en qualité de future exploitante, et la SA GNC Holding, en qualité de propriétaire, afin de procéder à la création d'un magasin de vente de jouets à l'enseigne KING JOUET à HOUEMONT, d'une surface de vente de 1450 m²;

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 1^{er} décembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SA La Halle et la SA Compagnie Européenne de la chaussure, en qualité d'exploitantes, afin d'être autorisées à créer à DOMBASLE-SUR-MEURTHE, ZAC du Saulcy, un ensemble commercial de 1700 m² de vente comprenant un magasin de vêtements de 1100 m² de vente à l'enseigne LA HALLE et un magasin de chaussures de 600 m² de vente à l'enseigne LA HALLE O CHAUSSURES, cette demande étant présentée comme comportant le transfert des activités exercées sur une surface de vente de 1150 m², dans un bâtiment situé à DOMBASLE-SUR-MEURTHE, rue de Blainville.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 1^{er} décembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par l'EURL EXPANS HOTEL en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un établissement hôtelier à l'enseigne ETAP HOTEL à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery, de 54 chambres.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN-LES-TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

TROISIEME BUREAU**MARCHE MUTUALISE DE FOURNITURE DE PAPIER - DECLARATION D'APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX
LANCEMENT D'UNE PROCEDURE NEGOCIEE - DELEGATION DE SIGNATURE - DECISION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'appel public à la concurrence lancé le 18 août 2005 en vue de la passation d'un marché de fournitures de bureau (lot 1) et de fourniture de papier (lot 2) ;

VU les offres présentées par les candidats ;

Considérant qu'aucune offre conforme au bordereau de décomposition des prix n'a été présentée pour le lot 2 ;

VU la rapport d'analyse des offres présentée à la commission d'appel d'offres chargée du classement des offres le 8 novembre 2005 ;

VU l'avis émis par cette commission d'appel d'offres proposant de déclarer le lot 2 infructueux et d'engager une procédure négociée avec nouvelle publicité, en dissociant le marché en 2 lots, l'un concernant les papiers à usage ordinaire, l'autre les papiers à usage plus spécialisé (papiers pour traceurs) ;

Considérant que cette proposition est de nature à permettre, par un élargissement de la concurrence, la conclusion d'un marché adapté aux besoins initialement définis dans l'appel d'offres ;

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : L'appel d'offres susvisé est déclaré infructueux en ce qui concerne le lot 2 (fourniture de papiers)

ARTICLE 2 : Est autorisé, en application de l'article 35-I-1 du code des marchés publics, le lancement d'une procédure négociée après publicité préalable et mise en concurrence pour la passation d'un marché en deux lots, l'un relatif à la fourniture de papiers à usage ordinaire, l'autre à la fourniture de papiers spéciaux, étant entendu qu'aucune des conditions initiales du marché n'est modifiée ;

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat, en vue de représenter la personne responsable du marché dans le cadre de cette procédure, conformément aux dispositions de l'article 20 §2 du code des marchés publics, et de présider la commission d'appel d'offres chargée d'émettre un avis au terme des négociations.

ARTICLE 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'OPPOSABILITE IMMEDIATE DU PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE,
MANCIEULLES, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX ET SANCY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux Plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;
Vu le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et notamment son article 6 ;
Vu le décret 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;
Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;
Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy ;
Vu les avis des maires de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy ;
Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;
Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture :

ARRETE

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire des communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Trieux, Tucquegnieux et Sancy. Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - L'arrêté préfectoral du 26/01/05 prescrivant l'application immédiate, d'une partie des dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) sur une partie du territoire de la commune de Trieux, devenu sans objet, est abrogé.

Article 4 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE..

Article 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
NANCY, le 8 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée par M. André PALLIN, gérant du restaurant « Le Chalet Suisse », situé rue Berthollet 54710 LUDRES, reçue en préfecture le 23 mai 2005 ;
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date des 6 juin et 1^{er} août 2005 ;
Vu les modifications apportées au projet initial d'implantation des caméras ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. André PALLIN, gérant du restaurant « Le Chalet Suisse », situé rue Berthollet 54710 LUDRES, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, dans les conditions suivantes:

- * sous-sol : cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe (n°8), orientée vers le parking
- * rez-de-chaussée : trois caméras intérieures fixes
- * mezzanine : néant

conformément au plan ci-annexé
et sous le numéro :

54.05.0087

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. André PALLIN, gérant de l'établissement .
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. André PALLIN, gérant de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LUDRES

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 27 septembre 2005 par l'association « Radio LOR'FM », sise rue de la Mine 54970 LANDRES;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'association « Radio LOR'FM », sise rue de la Mine 54970 LANDRES, est autorisée à installer, dans ses locaux, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0090

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'association.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain VICCI, directeur de l'association
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Mme le maire de LANDRES
- M. le sous-préfet de BRIEV

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 19 septembre 2005 par M. Stéphane BERNARD, gérant de la SARL « SBK-Rue des Fleurs », sise Centre Commercial CORA, 54180 HOUEMONT;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Stéphane BERNARD, gérant de la SARL « SBK-Rue des Fleurs », sise Centre Commercial CORA 54180 HOUEMONT, est autorisé à installer, sur le site du magasin situé à la même adresse, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure mobile, sous le numéro :

54.05.0091

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Stéphane BERNARD, gérant du magasin de fleurs.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Stéphane BERNARD, gérant du magasin

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de HOUEMONT

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 4 septembre 2005 par M. Stéphane WURTZ, cogérant du bureau de tabac - point presse « Anne Boutique », situé 33 place Duroc - 54700 PONT-A-MOUSSON ;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Stéphane WURTZ, cogérant du bureau de tabac - point presse « Anne Boutique », situé 33 place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0092

ARTICLE 2 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Stéphane WURTZ et Mme Sandrine WURTZ, cogérants de l'établissement .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Stéphane WURTZ, cogérant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 12 septembre 2005 par M. Florent MATHIEU, pharmacien installé 22 avenue Patton 54800 JARNY ;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Florent MATHIEU, pharmacien exerçant 22 avenue Patton 54800 JARNY, est autorisé à installer, dans son officine, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure mobile et trois caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0093

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Florent MATHIEU, exploitant de l'officine.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Florent MATHIEU, exploitant de l'officine
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de JARNY
- M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 13 septembre 2005 par M. Roger VIENNET, exploitant du bar-tabac « Le Brin de Causette », situé place Saint-Martin 54280 BRIN-sur-SEILLE ;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Roger VIENNET, exploitant du bar-tabac « Le Brin de Causette », situé place Saint-Martin 54280 BRIN-sur-SEILLE, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0094

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Roger VIENNET, exploitant de l'établissement.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Roger VIENNET, exploitant de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de BRIN-sur-SEILLE

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 8 septembre 2005 par Mme Françoise BLANCHARD, responsable de la station de lavage automobile « HYPO WASH », située 1 route de Blainville 54360 DAMELEVIERES ;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - Mme Françoise BLANCHARD, responsable de la station de lavage automobile « HYPO WASH », située 1 route de Blainville - 54360 DAMELEVIERES, est autorisée à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0095

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Françoise BLANCHARD, responsable de l'établissement.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Françoise BLANCHARD, responsable de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de DAMELEVIERES
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 29 août 2005 par M. Alain BAILLOT, président-directeur général de la société PASNAT « INTERMARCHE », sise ZI du Pulventeux - 54400 LONGWY ;

Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Alain BAILLOT, président-directeur général de la société PASNAT « INTERMARCHE », sise ZI du Pulventeux 54400 LONGWY, est autorisé à installer, sur le site de ce magasin, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles, quatorze caméras intérieures fixes, deux caméras extérieures mobiles et une caméra extérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0098

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Alain BAILLOT, président-directeur général de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain BAILLOT, président-directeur général de la société
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de LONGWY
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 1^{er} août 2005 par la « Caisse d'Epargne de Lorraine », sise 2 Rue Royale 57012 METZ;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La « Caisse d'Epargne de Lorraine », sise 2 Rue Royale 57012 METZ, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 73 avenue Foch 54270 ESSEY-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant neuf caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0100

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le chargé de la sécurité au sein de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Gilles RAGOT, chargé de la sécurité à la « Caisse d'Epargne de Lorraine »
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de ESSEY-Lès-NANCY

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 août 2005 par la « Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine », sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La « Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine », sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer, dans les locaux de son Centre de Formation, situé 1 rue de la Vologne 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0101

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de la sécurité de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable de la sécurité au sein de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LAXOU.

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 29 septembre 2005 par la « Banque Populaire Lorraine Champagne » (BPLC), sise 3 rue François de Curel 57021 METZ;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La « Banque Populaire Lorraine Champagne », sise 3 rue François de Curel 57021 METZ, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans son agence située 2 rue Hermite 54000 NANCY, sous le numéro :

54.05.0102

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est « l'Inspection siège » de la BPLC.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Michel AUTIER, responsable de la sécurité au sein de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY.

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 87 rue Gaston Dupuis 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0103

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de VILLERS-LA-MONTAGNE

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 46 rue Carnot 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0104

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 14 avenue Paul Déroulède 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0105

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LAXOU

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 9 rue du 8 Mai 54490 PIENNES, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0106

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de PIENNES
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé place de la République 54270 ESSEY-Lès-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0107

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY
- NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 120 rue de Paris 54440 HERSERANGE, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0108

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de HERSERANGE
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 6 octobre 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 17 octobre 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 18 avenue de la Gare 54290 BAYON, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sous le numéro :

54.05.0109

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le commandant du groupement de gendarmerie de meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de BAYON
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 21 septembre 2005 par l'association culturelle « Communauté Juive de Nancy », sise 19 boulevard Joffre 54000 NANCY;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'association culturelle « Communauté Juive de Nancy », sise 19 boulevard Joffre 54000 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure mobile, une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, sur le site de la synagogue, sous le numéro :

54.05.0111

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le président de l'association.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Hervé SIERPINSKI, président de l'association
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de NANCY

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 26 septembre 2005 par M. Farid HADJAISSA, gérant du bar « L'Alhambra », situé 3 rue Gilbert 54000 NANCY ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 25 octobre 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Farid HADJAISSA, gérant du bar « L'Alhambra », situé 3 rue Gilbert 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sous le numéro :

54.05.0112

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Farid HADJAISSA, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Farid HADJAISSA, gérant de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de NANCY

NANCY, le 9 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0030 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu la demande présentée le 24 août 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 11 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0030

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les locaux de son agence située 62 rue de l'Hôtel de Ville 54390 FROUARD.

Le dispositif autorisé comporte :

- * 8 caméras intérieures fixes

Article 2-

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de FROUARD

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0050 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu la demande présentée le 24 août 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0050

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les locaux de son agence située 6, place de Verdun 54530 PAGNY-sur-MOSELLE.

Le dispositif autorisé comporte :

- * 8 caméras intérieures fixes

Article 2-

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
-Mme le maire de PAGNY-sur-MOSELLE
NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0061 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu la demande présentée le 24 août 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0061

est modifié comme suit :

Article 1^{er}

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les locaux de son agence située 8 rue du Maréchal Foch 54540 BADONVILLER.

Le dispositif autorisé comporte :

- * 8 caméras intérieures fixes

Article 2-

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de BADONVILLER

-M. le sous-préfet de LUNEVILLE

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0075 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;

Vu la demande présentée le 24 août 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 9 avril 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0075

est modifié comme suit :

Article 1^{er}

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, sise 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les locaux de son agence située avenue de l'Europe 54280 SEICHAMPS.

Le dispositif autorisé comporte :

- * 8 caméras intérieures fixes

Article 2-

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de SEICHAMPS

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0175 à la Société Nancéienne Varin-Bernier (SNVB), sise 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu la demande présentée le 9 septembre 2005 par la Société Nancéienne Varin Bernier;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0175

est modifié comme suit :

Article 1^{er}

La Société Nancéienne Varin-Bernier, sise 4 place André Maginot 54074 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les locaux de son agence située 8 rue Pierre Sépard 54360 BLAINVILLE-sur-L'EAU.

Le dispositif autorisé comporte :

** 2 caméras intérieures fixes*

Article 2

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de la sécurité générale de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Pierre LAURENCY, responsable du service de sécurité générale de la banque

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de BLAINVILLE-sur-L'EAU

-M. le sous-préfet de LUNEVILLE

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0186 à la Société Nancéienne Varin-Bernier (SNVB), sise 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu la demande présentée le 26 août 2005 par la Société Nancéienne Varin-Bernier;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0186

est modifié comme suit :

Article 1^{er}

La Société Nancéienne Varin-Bernier, sise 4 place André Maginot 54074 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance dans les locaux de son agence située Centre commercial Saint-Sébastien 54000 NANCY.

Le dispositif autorisé comporte :

- * 4 caméras intérieures fixes
- * 1 caméra extérieure fixe

Article 2-

Le service chargé du droit d'accès aux images est le service de la sécurité générale de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jean-Pierre LAURENCY, responsable du service de sécurité générale de la banque
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de NANCY

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 délivrant l'autorisation n° 54.99.0008 à la Communauté Urbaine du Grand Nancy, 22-24, Viaduc Kennedy 54035 NANCY;

Vu la demande présentée le 4 octobre 2005 par la Communauté Urbaine du Grand Nancy;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 16 avril 1999 délivrant l'autorisation n°

54.99.0008

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

La Communauté Urbaine du Grand Nancy, sise 22-24 Viaduc Kennedy 54035 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au stade de football Marcel Picot, situé 90 boulevard Jean Jaurès 54510 TOMBLAINE.

Le dispositif autorisé comporte :

- * 1 caméra intérieure mobile
- * 4 caméras intérieures fixes
- * 20 caméras extérieures mobiles
- * 9 caméras extérieures fixes

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de la sécurité au sein de l'Association Sportive Nancy-Lorraine.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel DUFRAISSE, vice-président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de TOMBLAINE

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2000 délivrant l'autorisation n° 54.99.0064 à la Société AUCHAN France, sise 200 rue de la Recherche 59650 VILLENEUVE d'ASCQ;

Vu la demande présentée le 14 octobre 2005 par la Société AUCHAN France;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 25 octobre 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - L'arrêté du 17 mars 2000 délivrant l'autorisation n°

54.99.0064

est modifié comme suit :

Article 1^{er} -

L'hypermarché AUCHAN, situé rue de la Sapinière 54524 LAXOU, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance dans les conditions suivantes :

- * 5 tubes caméras intérieures
- * 30 caméras intérieures fixes
- * 11 caméras extérieures fixes
- * 13 caméras intérieures mobiles
- * 8 caméras extérieures mobiles

Article 2-

La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de la sécurité du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Yohann CHEVALIER, responsable de la sécurité du magasin
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LAXOU

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2002 habilitant, sous le numéro 96-54-88, l'entreprise de pompes funèbres exploitée par monsieur Christophe BODART à MERCY LE BAS, 62 route Nationale ;

Vu la demande d'adjonction d'une activité funéraire formulée le 16 novembre 2005 par Monsieur Christophe BODART;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2002 susvisé est modifié comme suit:

« L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes:

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils, accessoires intérieurs et extérieurs et des urnes cinéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires et crématoriums,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, les inhumations et exhumations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire. »

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 - La présente habilitation expire le 2 janvier 2008.

ARTICLE 3 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à:

- Madame Christophe BODART
- et dont une ampliation sera adressée à:
- Monsieur le Maire de LONGUYON, s/c de Monsieur le sous préfet de BRIEY,
 - Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2002 habilitant, sous le numéro 96-54-89, l'entreprise de pompes funèbres exploitée par monsieur Christophe BODART

à MERCY LE BAS, 62 route Nationale ;

Vu la demande d'adjonction d'une activité funéraire formulée le 16 novembre 2005 par Monsieur Christophe BODART;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2002 susvisé est modifié comme suit:

« L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes:

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- la fourniture des housses, cercueils, accessoires intérieurs et extérieurs et des urnes cinéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires et crématoriums,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, les inhumations et exhumations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire. »

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 - La présente habilitation expire le 2 janvier 2008.

ARTICLE 3 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à:

- Madame Christophe BODART

et dont une ampliation sera adressée à:

- Monsieur le Maire de MERCY LE BAS, s/c de Monsieur le sous préfet de BRIEY,

- Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 52

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 52 du 28 juillet 1988 portant autorisation d'exploiter un service interne de sécurité au sein de la succursale de la Banque de France à BRIEY, 27 rue de Metz;

Vu le courrier par lequel monsieur CHAVE, directeur de la succursale de la Banque de France à NANCY, 2 rue Chanzy, signale la fermeture de la succursale de BRIEY;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 52 du 28 juillet 1988 portant autorisation d'exploiter un service interne de sécurité au sein de la succursale de la Banque de France à BRIEY, 27 rue de Metz, est abrogé;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur CHAVE.

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

TROISIEME BUREAU

ARRETE N° DRLP3/HABILITATION/05-01 - HABILITATIONS EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L 723-4 DU CODE DE L'ENTREE ET DU SEJOUR DES ETRANGERS ET DROIT D'ASILE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment son article L 723-4 ;

Vu le décret n° 46-1574 du 30 juin 1946 modifié réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 2004-814 du 14 août 2004 relatif à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides et à la Commission des Recours des réfugiés, notamment son article 2 ;

Vu la circulaire n° NOR/INT/D/05/00051C du 22 avril 2005 relative à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'asile ;

Considérant qu'en application de l'article 2 du décret 2004-814 précité, les documents de voyage ou d'état civil en possession de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides ne peuvent être communiqués qu'à des agents habilités afin de garantir la confidentialité qui s'attache à ses documents ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Sont habilités à demander au Directeur Général de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, la communication des originaux ou, à défaut, des copies des documents d'état-civil ou de voyage permettant d'établir la nationalité d'une personne dont la demande d'asile a été rejetée, les agents suivants, chargés des procédures d'asile ou d'éloignement :

- M. Mohand AZZI, Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques
- Mme Brigitte DEDISSE, Chef du Bureau des Étrangers, de l'Immigration et de la Nationalité
- Mme Sandrine ANTONIAZZI, adjoint au chef du Bureau
- Mme Edith CHARRIAU-CORRON
- Mme Christine SEIBT
- Mme Brigitte LELOUP

- Mlle Anne-Lise FUCHS
- M. David ANDRÉ
- M. Francis PIEKARSKI
- M. Robert GUIEN

ARTICLE 2 : Les demandes de communication des documents mentionnés à l'article 1er doivent s'avérer nécessaires à la mise en oeuvre d'une mesure d'éloignement et leur communication ne doit pas porter atteinte à la sécurité de la personne concernée ou de ses proches.

ARTICLE 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, au Directeur Général de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, à la Mission de Liaison du Ministère de l'Intérieur et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE ROSIERES-AUX-SALINES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU la lettre du 30 septembre 2005 du maire de ROSIÈRES-AUX-SALINES demandant la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des amendes de police ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 19 octobre 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est institué auprès de la police municipale de la commune de ROSIÈRES-AUX-SALINES une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

Article 3 : Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie de SAINT-NICOLAS-DE-POR.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et le maire de ROSIÈRES-AUX-SALINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE ROSIERES-AUX-SALINES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de ROSIÈRES-AUX-SALINES ;

VU la lettre du 30 septembre 2005 du maire de ROSIÈRES-AUX-SALINES proposant la nomination de M. Laurent MAILHO en qualité de régisseur et Mme Marie-Paule DEMONTÉ en qualité de suppléante ;

VU les avis du trésorier-payeur général en date du 19 octobre 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : M. Laurent MAILHO, gardien de police de la commune de ROSIÈRES-AUX-SALINES, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 2 : M. Laurent MAILHO est dispensé de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 3 : Mme Marie-Paule DEMONTÉ, conseillère municipale, adjointe déléguée aux affaires sociales, est nommée régisseur suppléante.

Article 4 : Les autres policiers municipaux de la commune de ROSIÈRES-AUX-SALINES sont désignés mandataires.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le maire de ROSIÈRES-AUX-SALINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE GONDREVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-5 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;
VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
VU le code de la route, notamment son article R.130-2 ;
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de GONDREVILLE ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 nommant M. Jean-Marie COLIN en qualité de régisseur et Mme Agnès MARCHAND en qualité de régisseur suppléante ;
VU la lettre du 26 septembre 2005 du maire de GONDREVILLE m'informant du départ en retraite de M. COLIN depuis le 1^{er} décembre 2004 et proposant la nomination de Mme Agnès MARCHAND en qualité de régisseur ;
VU les avis du trésorier-payeur général en date du 19 octobre 2005 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} : Mme Agnès MARCHAND, brigadier de police de la commune de GONDREVILLE est nommée régisseur, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 2 : Mme Agnès MARCHAND est dispensée de cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

Article 3 : Les autres policiers municipaux de la commune de GONDREVILLE sont désignés mandataires.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de TOUL, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et le maire de GONDREVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRÊTÉ N°14 EN DATE DU 06 NOVEMBRE 2005

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de Santé Publique,
VU la loi n° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs,
VU l'avis favorable rendu par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation en sa séance du 17 mai 2005
Considérant les demandes déposées par les établissements de santé suivants :

- Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;
- Centre Alexis Vautrin ;
- Centre Hospitalier Saint Nicolas de Port ;
- Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;
- Association Hospitalière de Joëuf ;
- le Syndicat inter-hospitalier 3 H santé ;
- la maison de repos et de convalescence de Flavigny-sur-Moselle ;
- la maison hospitalière Saint Charles ;
- Polyclinique de Gentilly ;
- Centre hospitalier de Bar le Duc ;
- Centre hospitalier de Verdun ;
- Centre hospitalier régional de Metz-Thionville ;
- Centre de moyen Séjour de Charleville sous Bois ;
- Hôpital de Creutzwald ;
- Hôpital Saint Maurice de Moyeuvre-Grande ;
- Hôpital Saint-Joseph de Sarraube ;
- Centre hospitalier de Golbey ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les lits identifiés de soins palliatifs sont reconnus dans les établissements de santé tels que figurant ci-dessous :

Etablissement	Désignation	Nombre
Meurthe et Moselle		
- CHU de Nancy	Soins de suite et de réadaptation	10
- Centre Alexis Vautrin	Médecine	12
- CH de St Nicolas de Port	Soins de suite et de réadaptation	5
- AHBL	Médecine	4
- AHBL	Soins de suite et de réadaptation	3
- Association hospitalière de Joëuf	Médecine	4
- Association hospitalière de Joëuf	Soins de suite et de réadaptation	4
- Syndicat inter-hospitalier des établissements publics de Badonviller, Blamont et Cirey sur Vezouze	Soins de suite et de réadaptation	5
- Maison de repos et de convalescence de Flavigny	Soins de suite et de réadaptation	13
- Maison hospitalière St Charles Nancy	Soins de suite et de réadaptation	6
- Clinique de Gentilly Maxéville	Médecine	8

Meuse		
- CH Bar le Duc	Médecine	4
- CH Bar le Duc	Soins de suite et de réadaptation	2
- CH Verdun	Médecine	4
- CH Verdun	Soins de suite et de réadaptation	2
Moselle		
- CHR Metz	Médecine	15 dont
	. oncologie	6
	. pneumologie	4
	. hématologie	5
- CHR Thionville	Médecine	7 dont
	. oncologie	4
	. pneumo	3
- Centre de moyen séjour de Charleville sous Bois	Soins de suite et de réadaptation	6
- Hôpital de Creutzwald	Soins de suite et de réadaptation	5
- Hôpital St Maurice de Moyeuvre-Grande	Soins de suite et de réadaptation	8
- Hôpital St Joseph de Sarralbe	Médecine	2
- Hôpital St Joseph de Sarralbe	Soins de suite et de réadaptation	5
Vosges		
- CH Golbey	Soins de suite et de réadaptation	10

Article 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine et les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs de la Préfecture de région Lorraine.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE ARH N°15/2005/ DU 17 NOVEMBRE 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT
RELATIVE AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL ET D'AIDE A LA CONTRACTUALISATION POUR L'EXERCICE 2005
POLYCLINIQUE DE GENTILLY A NANCY - N° FINESS : 54 0 000486**

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE RÈGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi n°2003-1119 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.714-22-1 ;
VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination pour l'année 2005 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly à Nancy ;
VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 18 octobre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly à Nancy à **56 500 €**.

Article 2 - Selon les dispositions prévues à l'article R.714-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars de l'année en cours au 28/29 février de l'année suivante. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} octobre 2005, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir d'octobre 2005 à février 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
5 mois	11 300 euros

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**ARRETE ARH N°16/2005/ DU 17 NOVEMBRE 2005 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE DE FINANCEMENT
RELATIVE AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL ET D'AIDE A LA CONTRACTUALISATION POUR L'EXERCICE 2005
L'HOPITAL -CLINIQUE CLAUDE BERNARD A METZ - N° FINESS : 57 0 00064.6**

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE RÈGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi n°2003-1119 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.714-22-1 ;
VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination pour l'année 2005 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz ;

VU l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 20 septembre 2005 ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à METZ à **56 500 €**.

Article 2 - Selon les dispositions prévues à l'article R.714-22-1 du code de la sécurité sociale, le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars de l'année en cours au 28/29 février de l'année suivante. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} octobre 2005, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir d'octobre 2005 à février 2006	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
5 mois	11 300 euros

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 19/05 DU 03/10/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MIREILLE WILLAUME, DIRECTRICE REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté du 01/10/05 portant nomination de Madame Mireille WILLAUME dans les fonctions de directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine à compter du 1^{er} octobre 2005,

VU l'arrêté n°02/549 du 8 septembre 2000 portant nomination de Madame Pierrette GRANDEMANGE dans les fonctions de directeur adjoint à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine.

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - Délégation est donnée à Madame Mireille WILLAUME, directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, toutes décisions relatives :

- aux emplois de praticiens hospitaliers à temps plein et à temps partiel à l'exception des catégories de personnel qui sont régies par l'ordonnance n°58-1373 du 30 décembre 1958 et des personnels accomplissant le troisième cycle de leurs études médicales ou pharmaceutiques,
- à l'organisation du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire :
 - . convocation des membres,
 - . désignation des rapporteurs,
 - . l'envoi aux membres des rapports et relevés de décisions,
- à la désignation des rapporteurs en C.N.O.S.S., sur proposition de la Cellule régionale de planification (C.R.P.).

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mireille WILLAUME la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Pierrette GRANDEMANGE.

ARTICLE 3 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 18/03 du 4 septembre 2003.

ARTICLE 4 - La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle, de Meuse et des Vosges.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS/AES DU 24 NOVEMBRE 2005 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - POUR REGULARISATION - AUTORISATION N° 54-05

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre II de la 6ème partie du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté du 11 août 1977, modifié le 17 juillet 2001, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY sous le n° 54-05 ;

VU le dossier, présenté par Monsieur THIEBLEMONT, de la cessation des fonctions de directeur dudit laboratoire de Madame Christine MESSEZ à compter du 8 février 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté du 11 août 1977, modifié le 17 juillet 2001, portant autorisation de fonctionnement, sous le n° **54-05**, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54000 NANCY - 2, rue de la Commanderie est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY

exploité au sein de la S.E.L.A.R.L. LABM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT
dont le siège social est situé 2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY

Directeur : Monsieur BARTHEL Michel, Pharmacien biologiste,

Pour des actes de :

- BIOCHIMIE, IMMUNOLOGIE, BACTERIOLOGIE, PARASITOLOGIE, HEMATOLOGIE et MYCOLOGIE,

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BARTHEL Michel,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de NANCY,
- Madame le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

SERVICE COHESION SOCIALE

ARRETE N° 2807 MODIFIANT L'ARRETE N°2194 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 17 route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association **Le Grand Sauvoy**;

VU l'arrêté préfectoral n°2194 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association Le Grand Sauvoy,
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2194 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 600	1 764 211,22
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 058 830,58	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	644 780,64	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 500 054,22	1 764 211,22
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	244 071	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	20 086	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à **1 500 054,22 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **125 004,51 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du **1^{er} janvier au 30 novembre 2005** sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRÊTÉ N° 2808 MODIFIANT L'ARRETE N°2191 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 13 juillet 2001 autorisant la réorganisation des **centres d'hébergement et de réinsertion sociale** gérés par l'association **A.R.S.**, dont le siège social est situé 6, boulevard d'Austrasie à NANCY ;

VU l'arrêté préfectoral n°2191 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement des C.H.R.S. gérés par l'association A.R.S.,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2191 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	572 532	4 724 454,44
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 522 626,58	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	629 295,86	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 151 974,24	4 724 454,44
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	304 524,20	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	267 956	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à **4 151 974,24 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **345 997,85 euros**.

A compter du **1^{er} janvier 2006**, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à **344 330,43 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du **1^{er} janvier** au **30 novembre 2005** sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

ARRÊTÉ N° 2809 MODIFIANT L'ARRETE N°2193 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196; les articles L.351-1 à L.351-8 ainsi que les articles R.351-1 à 351-41 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 1976 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE », sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association Le Gîte Familial ;

VU l'arrêté préfectoral n°2193 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du C.H.R.S. Marguerite Vallette pour l'année 2005,

VU le compte administratif présenté au titre de l'année 2003 par l'association gestionnaire du C.H.R.S. « Marguerite Vallette »,

CONSIDERANT la décision rendue par le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy dans sa séance du 4 mars 2005,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n°2193 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 050	985 765,75
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	623 747,12	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	200 968,63	
	dont charges exceptionnelles sur exercice antérieur	Dont 80 918,63	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	903 773,25	985 765,75
	Dont dotation non reconductible	dont 80 918,63	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	55 743	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	26 249,50	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à **903 773,25 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **75 314,43 euros**.

A compter du **1^{er} janvier 2006**, la fraction forfaitaire est ramenée à **68 571,21 euros**. »

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du **1^{er} janvier** au **30 novembre 2005** sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2810 MODIFIANT L'ARRETE N°2186 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE -
FOYER DE LA LIBERATION - GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1978 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de la Libération**, sis 269, avenue de la Libération et géré par l'**association A.L.A.S.A.**;

VU l'arrêté préfectoral n°2186 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du Foyer de la Libération pour l'année 2005,
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2186 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	176 522	1 193 020,26
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	790 871,26	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	225 627	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	826 543,76	1 141 143,60
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	282 986	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	31 613,84	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à **826 543,76 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **68 878,64 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2811 MODIFIANT L'ARRETE N° 2197 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIES (C.E.F.R.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 17, rue Laurent Bonnevay - Tilleul Argenté - 54 100 NANCY et géré par l'**association C.E.F.R.**;

VU l'arrêté préfectoral n°2197 en date du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du CEFR de Nancy pour l'année 2005,
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2197 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 250	546 203,69
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	319 255,69	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	181 698	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	520 008,21	542 836,69
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	14 155,48	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	8 673	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association C.E.F.R. est fixée à **520 008,21 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **43 334,01 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2812 MODIFIANT L'ARRETE N° 2198 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17,19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU la lettre préfectorale en date du 11 avril 1990 autorisant la réouverture du **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 36 rue Pierre Villard et géré par l'**association ASLORAL** ,

VU l'arrêté préfectoral n° 2198 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du CHRS géré par l'ASLORAL pour l'année 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2198 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 700	342 314,18
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	254 314,18	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	47 300	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	304 028,34	343 741,34
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	38 953	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	760	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. est fixée à **304 028,34 euros** à compter du 1^{er} décembre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **25 335,69 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2813 MODIFIANT L'ARRETE N° 2190 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE LONGWY
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17,19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU le protocole d'accord en date du 27 septembre 1994 autorisant la création d'un **Point d'accueil et d'urgence sociale**, sis 132, rue de Metz 54 400 LONGWY et géré par l'**association A.L.I.S.E.S.** ;

VU l'arrêté préfectoral n°2190 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du PAUS de Longwy pour l'année 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2190 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 600	222 730,45
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	191 133,45	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	20 997	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	184 416,75	222 730,45
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	32 717,88	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 595,82	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à **184 416,75 euros** à compter du 1^{er} décembre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **15 368,06 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2814 MODIFIANT L'ARRETE N° 2189 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE BRIEY
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU le protocole d'accord en date du 27 septembre 1994 validant la création d'un **Point d'accueil et d'urgence sociale**, sis 2A, rue Emile Gentil 54 150 BRIEY et géré par l'association **A.L.I.S.E.S.**;

VU l'arrêté préfectoral n°2189 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du PAUS de Briey pour l'année 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2189 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 500	178 926,58
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	141 836,58	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26 590	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	151 078,68	178 904,48
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	22 229,98	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 595,82	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à **151 078,68 euros** à compter du 1^{er} décembre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **12 589,89 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2815 MODIFIANT L'ARRETE N° 2188 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 août 1993 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé C.H.R.S. du Pays Haut**, sis 1, rue Jules Ferry 54 150 BRIEY et géré par l'association **A.L.I.S.E.S.**;

VU l'arrêté préfectoral n°2188 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du C.H.R.S. du Pays Haut pour l'année 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n° 2188 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 189	400 184,93
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	273 638,93	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	78 357	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	370 564,99	400 184,93
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	12 476,41	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	17 143,53	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à **370 564,99 euros** à compter du 1^{er} décembre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **30 880,41 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2816 MODIFIANT L'ARRETE N° 2196 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES -
GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1957 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé **Foyer de Jeunes**, sis 9, bis avenue Paul Déroulède 54 520 LAXOU et géré par l'association **CLAIR LOGIS**;

VU l'arrêté préfectoral n° 2196 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du Foyer de Jeunes pour l'année 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n°2196 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	61 200	400 449,86
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	220 986,64	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	118 263,22	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	392 901,86	400 449,86
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 548	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **CLAIR LOGIS** est fixée à **392 901,86 euros** à compter du 1^{er} décembre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **32 741,82 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2817 MODIFIANT L'ARRETE N° 2195 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un centre d'adaptation à la vie active, sis 17, route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association **Le Grand Sauvoy**;

VU l'arrêté préfectoral n° 2195 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du C.A.V.A. géré par l'association **Le Grand Sauvoy**,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n°2195 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 520	1 135 390,38
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	876 662,74	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	230 207,64	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 125 629,38	1 135 390,38
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	9 761	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à **1 125 629,38 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **93 802,44 euros**.

A compter du **1^{er} janvier 2006**, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à **93 385,78 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du **1^{er} janvier au 30 novembre 2005** sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2818 MODIFIANT L'ARRETE N° 2192 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE « ATELIERS 18 »
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 septembre 1981 autorisant la création d'un centre d'adaptation à la vie active dénommé « Ateliers 18 », sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association Le Gîte Familial;

VU l'arrêté préfectoral n°2192 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du C.A.V.A. « Ateliers 18 » pour l'année 2005,

VU le compte administratif présenté au titre de l'année 2003 par l'association gestionnaire du C.A.V.A. « Ateliers 18 »,

CONSIDERANT la décision rendue par le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy dans sa séance du 4 mars 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n°2192 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 000	508 476,86
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	415 957,31	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	71 519,55	
	dont charges exceptionnelles sur exercice antérieur	dont 10 519,55	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	479 939,38	515 621,38
	dont dotation non reconductible	dont 10 519,55	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	27 971	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	7 711	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à **479 939,38 euros** à compter du **1^{er} décembre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **39 994,94 euros**.

A compter du **1^{er} janvier 2006**, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à **39 118,32€**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du **1^{er} janvier au 30 novembre 2005** sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRÊTÉ N° 2819 MODIFIANT L'ARRETE N° 2187 DU 15 JUILLET 2005 FIXANT LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL POUR L'ANNEE 2005 - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE
GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 novembre 1982 autorisant dans le cadre de l'adaptation à la vie active, la création d'**ateliers de ré-entraînement au travail et à l'effort** dénommés BATI-LIB', sis 269, avenue de la Libération à NANCY et géré par l'**association A.L.A.S.A.**;

VU l'arrêté préfectoral n°2187 du 15 juillet 2005 fixant la dotation globale de financement du C.A.V.A. « Bati-Lib' » pour l'année 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1, 3 et 4 de l'arrêté n°2187 du 15 juillet 2005 susvisé sont modifiés comme suit :

« **Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 090	446 668,33
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	361 450,33	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	66 128	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	447 195,70	450 329,70
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 738	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	396	

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à **447 195,70 euros** à compter du 1^{er} décembre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **37 266,30 euros**.

Article 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3. »

Le reste sans changement

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 28 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2725 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE
POUR PERSONNES AGEES DE JARNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 février 2005 autorisant le Centre Communal d'Action sociale de JARNY à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (SSIAD) de 26 à 36 places, soit une augmentation de 10 places, et les arrêtés préfectoraux DDASS/AES/224 du 5 septembre 2000 et DDASS/AES/278 du 23 juillet 2001 accordant le financement de ces nouvelles places ;

VU l'arrêté du préfet de la Région Lorraine n° 2004-15 SGAR du 30 janvier 2004 fixant jusqu'en juin 2005 le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et des périodes d'examen des dossiers par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine ;

VU le dossier reconnu complet le 31 janvier 2005, déposé par le Centre Communal d'Action Sociale JARNY en vue d'être autorisé à porter la capacité de son SSIAD de 36 à 46 places, soit une extension « non importante » de 10 places ;

VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 9 juillet 2002 ;

VU l'avis émis le 10 mars 2005 par la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est ;

CONSIDERANT :

- que la liste d'attente présentée à l'appui de la demande d'extension était de 17 personnes au moment de la demande,
- que le taux d'occupation au cours des trois derniers exercices a varié de 97,9 à 101,1 %,
- que le taux d'équipement du secteur actuellement desservi par le SSIAD de JARNY (21,61 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus) est supérieur à la moyenne départementale (16,68 places pour 1000),
- qu'en conséquence, compte tenu des besoins de prise en charge évalués sur le secteur, une extension de 5 places est justifiée avec un renforcement des moyens en aides-soignantes et en vacations de personnel infirmier ;
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture et de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim ;

A R R E T E

Article 1 : Le Centre Communal d'Action Sociale de JARNY est autorisé à porter la capacité de son service de soins infirmiers pour personnes âgées de 36 à 41 places, soit une augmentation de 5 places, à compter du 1^{er} décembre 2005.

Article 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de Centre Communal d'Action Sociale de Jarny - Place Mennegand - BP 75 - 54802 JARNY.

Le Préfet,
Claude BALAND

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2843 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINTE THERESE" DE LUDRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" 50 rue de la Gare BP 20 54 712 LUDRES

N° FINESS : 540003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 250	842 701,36
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	816 951,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 500	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	842 701,36 arrondi à 842 701	842 701,36
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est modifiée soit : 842 701 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est modifié soit :

GIR 1 et 2 : 23,36 €

GIR 3 et 4 : 17,04 €

GIR 5 et 6 : 12,14 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

NANCY, le 29 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE

SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE

ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L.133.1 et suivants du code du travail, et notamment les articles L.133.10 - L.133.14 - R.133.2 et R.133.3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté du 26 décembre 1977 du Ministre de l'Agriculture portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage
 ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention,
 VU l'avenant n° 69 du 21 juillet 2005 dont les signataires demandent l'extension,
 VU l'avis d'extension publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture,
 VU l'avis des membres de la Commission Nationale de la Négociation Collective (Sous Commission Agricole des Conventions et Accords)
 VU l'accord donné conjointement par le Ministre Chargé du Travail et le Ministre de l'Agriculture,
 Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE,

A R R E T E

Article 1er - Les clauses de l'avenant n° 69 en date du 21 juillet 2005 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2 - L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 69 du 21 juillet 2005 visé à l'article 1er est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Chef du Service Régional et le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 2 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

**AVENANT N° 69 DU 21 JUILLET 2005 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 AVRIL 1977
 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES
 DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Entre :

- la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
- le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine
- la Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle

d'une part,

et

- l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O.
- l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.
- l'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.
- la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C.

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : A compter du 1^{er} juillet 2005, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

ANNEXE II

Convention collective de travail des exploitations de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle

Article 1er

A compter du **1er juillet 2005**, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 8,03 € depuis le 1^{er} juillet 2005.

BAREME DES SALAIRES AU TEMPS

(article 12 de la convention collective)

A compter du 1er juillet 2005, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

SALAIRES DES OUVRIERS

Positions	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I - échelon A	8,03	1 217,91
Niveau I - échelon B	8,06	1 222,46
Niveau II - échelon A	8,12	1 231,56
Niveau II - échelon B	8,17	1 239,14
Niveau III - échelon A	8,22	1 246,73
Niveau III - échelon B	8,32	1 261,89
Niveau IV - échelon A	8,52	1 292,23
Niveau IV - échelon B	8,72	1 322,56

SALAIRES DES CADRES

Catégories	Indices	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Cadre du 3ème groupe	180	8,92	1 352,90
Cadre du 3ème groupe	225	9,62	1 459,07
Cadre du 2ème groupe	280	11,32	1 716,90
Cadre du 1er groupe	350	13,82	2 096,08

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE

(article 18 de la convention collective)

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE**Chapitre 1 : Base de calcul**

Base de calcul : taux horaire du niveau I - échelon A + indemnité de congés payés de 10 % soit au 1.07.2005 : 8,03 € + 0,80 € = **8,83 €**

Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

- ① **Mirabelles cueillies** : 32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos
0,28 € le kilo, soit 4,48 € la caisse
- Mirabelles cueillies sur vergers piétons** : gré à gré
- Mirabelles ramassées et triées** : 60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos
0,15 € le kilo, soit 2,40 € la caisse
- Mirabelles tout venant** : 90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos
0,10 € le kilo, soit 1,60 € la caisse
- ② **Quetsches cueillies** : 64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos
0,14 € le kilo, soit 2,24 € la caisse
- Quetsches ramassées et triées** : 80 kilos à l'heure, soit 5 caisses de 16 kilos
0,12 € le kilo, soit 1,92 € la caisse
- Quetsches tout venant** : 110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos
0,09 € le kilo, soit 1,44 € la caisse
- ③ **Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes** :
Première et dernière semaines de cueillette : 10 kilos à l'heure, soit 0,89 € le kilo.
Autres semaines : 15 kilos à l'heure, soit 0,59 € le kilo.
- ④ **Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées** :
Pommiers de moins de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo
Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,09 € le kilo
Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,06 € le kilo
Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo
- ⑤ **Framboises de plein air en barquettes** :
3,5 kilos à l'heure, soit 2,53 € le kilo
- ⑥ **Myrtilles** :
5,5 kilos à l'heure, soit 1,61 € le kilo
- ⑦ **Cerises** :
Cerises douces :
Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kg à l'heure, soit 0,59 € le kilo
Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,74 € le kilo
Cerises acides :
9 kilos à l'heure, soit 0,99 € le kilo.

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Article 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

FAIT à NANCY, le 21 juillet 2005.

Ont, après lecture, signé :

- Pour la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles : M. RENOARD Gérard
- Pour la Fédération départementale des CUMA : M. ROESER Daniel
- Pour le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine : M. ROMAC
- Pour l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C. : M. GOURY Pierre
- Pour l'Union départementale des Syndicats C.G.T.-F.O. : M. PIERSON Roger, M. RUSCONI Daniel
- Pour le Syndicat Général des Salariés de l'Agriculture C.F.D.T. : M. LENELLE Antoine
- Pour la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C. : M. MULLER Pierre, M. VIOLET Michel

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de NANCY, le 1^{er} août 2005.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER****ARRETE ASSOCIATION FONCIERE - 2005/ASAD/280****PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE POUR LE DRAINAGE DANS LA COMMUNE DE CRION****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment les articles 40 à 42 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Eric Maire sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 mars 1967 transformant l'association syndicale libre pour le drainage au territoire de Crion en association syndicale autorisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;
VU les délibérations de l'association syndicale autorisée de drainage de Crion du 15 octobre 2004 et du 15 avril 2005 décidant de demander sa dissolution et déterminant la répartition de l'actif financier ;
VU la délibération de la commune de Crion du 3 décembre 2004 acceptant les fonds qui lui seront reversés par l'association syndicale autorisée de drainage de Crion ;
CONSTATANT que l'association syndicale autorisée de drainage de CRION, créée pour le drainage des terres et des prairies, a rempli son objet, qu'elle est sans activité réelle en rapport avec son objet depuis plus de trois ans et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la prévention des risques naturels ;
Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article 1^{er}. - L'association syndicale autorisée pour le drainage dans la commune de CRION est dissoute.

Article 2. - L'excédent financier sera réparti comme suit :

- 300 euros au centre communal d'action sociale de la commune de CRION ;
- 953,62 euros à la commune de CRION.

Article 3. - Le reliquat éventuel de trésorerie de l'association syndicale autorisée pour le drainage dans la commune CRION sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de CRION.

Article 4. - Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le trésorier-payeur-général et le maire de CRION sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché à la mairie de CRION, notifié aux propriétaires membres de l'association syndicale et transmis au bureau de la conservation des hypothèques.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNÉVILLE,
Eric MAIRE

Copie à :

- Monsieur le président de la chambre d'agriculture

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARRETE 2005/ASAD/471 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE DRAINAGE DE MENIL LA TOUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 1975 transformant l'association syndicale libre en association syndicale autorisée de drainage ;

VU le compte rendu de l'assemblée générale de l'association syndicale autorisée de drainage du 03 mai 2005 décidant de demander sa dissolution ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul ;

CONSTATANT que l'association syndicale autorisée de drainage de MENIL LA TOUR, créée pour le drainage des terres et des prairies, est sans activité réelle en rapport avec son objet depuis plusieurs années et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la prévention des risques naturels.

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association syndicale autorisée de drainage de MENIL LA TOUR est dissoute.

Article 2 - Le reliquat de trésorerie de l'association syndicale autorisée de drainage de MENIL LA TOUR sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de MENIL LA TOUR.

Article 3 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MENIL LA TOUR.

TOUL, le 22 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de TOUL,
Philippe GAZAGNES

Copie à :

- Monsieur le président de la chambre d'agriculture

Pour insertion :

- Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N°2005-453 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER COMMUNE D'HAUCOURT-MOULAIN

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des captages des eaux de consommation de LONGWY et établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 17 juin 2005 ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts en date du 7 septembre 2005 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture en date du 10 novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, Sous-préfet de Briey ;

Considérant le fait que la forêt communale d'HAUCOURT-MOULAIN relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1 - Est distraite du régime forestier la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune d'HAUCOURT-MOULAIN	HAUCOURT-MOULAIN	Bois cornu	A	68 (pie)	0,1432
					0,1432

Article 2 - Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux Maires d'HAUCOURT-MOULAIN et de LONGWY.

BRIEY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/061/CDSR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, notamment les articles 1 et 4,
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu la circulaire du ministre de l'intérieur du 20 août 1825 relative aux enquêtes administratives de commodo et incommode,
Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau,
Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1978 portant classement du PN 22 de la ligne de chemin de fer LUNEVILLE à SAINT DIE DES VOSGES,
Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/284/CDSR du 22 NOVEMBRE 2004 ordonnant une enquête de commodo et incommode,
Vu les propositions de la SNCF (région de METZ-NANCY) agissant au nom et pour le compte de réseau ferré de France en date du 12 octobre 2004,
Vu les délibérations du 8 avril 2004 et du 1^{ER} juillet 2005 du conseil municipal de CHENEVIERES,
Vu le certificat d'affichage de monsieur le maire de CHENEVIERES du 2 décembre 2004,
Vu le registre d'enquête clos par monsieur le maire de CHENEVIERES le 1^{ER} février 2005,
Vu le rapport du 8 février 2005 de monsieur Jacques KREBS, commissaire enquêteur,
Vu le courrier de monsieur de préfet de Meurthe et Moselle à monsieur le maire de CHENEVIERES en date du 23 juin 2005,
Considérant l'article VII de l'arrêté préfectoral 2004/DDE/284/CDSR du 22 novembre 2004,
Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE I - A dater de la publication du présent arrêté, la fiche individuelle de classement du passage à niveau public non gardé n° 22 de la ligne de chemin de fer de LUNEVILLE à SAINT DIE DES VOSGES, est retirée de la collection et le passage à niveau s'y rapportant est supprimé définitivement.

ARTICLE II - Le présent arrêté préfectoral abroge celui du 4 octobre 1978 en ce qui concerne le passage à niveau n° 22 et n'entrera en application qu'à la date effective de la suppression du passage à niveau.

ARTICLE III - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le maire de CHENEVIERES;
- M. le directeur délégué infrastructure- direction SNCF METZ-NANCY
- M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur;
- M.M la directrice des archives départementales;
- préfecture, DACI./1.
- Subdivision de l'équipement de LUNEVILLE;

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 15 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE 2005/DDE/079/CDSR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;
Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers sur le Viaduc d'Autreville, dans le sens METZ - NANCY, entre les PR 267+819 et 267+587 de l'A. 31, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au 12 décembre 2005, la vitesse des usagers de l'A.31 dans le sens METZ - NANCY du PR 268+040 au PR 267+490 est limitée à 110 km/h.

ARTICLE II - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE III - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de BELLEVILLE et AUTREVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 13 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/080/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/079/CDER
Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers sur le Viaduc d'Autreville, dans le sens METZ - NANCY, entre les PR 267+819 et 267+587 de l'A. 31, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au 31 juillet 2006, la vitesse des usagers de l'A.31 dans le sens METZ - NANCY du PR 268+040 au PR 267+490 est limitée à 110 km/h.

ARTICLE II - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE III - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de BELLEVILLE et AUTREVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.
En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
H. CORBEAU

ARRETE 2005/DDE/081/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;
Vu l'avis du Conseil Général en date du 2 novembre 2005 ;
Vu la demande de Monsieur le Maire de Mont St Martin en date du 26 octobre 2005 ;
Considérant la nécessité de procéder à la fermeture de la bretelle (R.N. 52) en raison de l'inauguration du giratoire de Mont-st-Martin situé sur le territoire de la commune de MONT ST MARTIN ;
A la demande de la subdivision de l'équipement de LONGWY ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Le 19 novembre 2005, de 14 à 17 H 00, la circulation sera interdite sur la bretelle Val St Martin de la RN 52 dans le sens Longwy - Belgique.

ARTICLE II - Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

Sens LONGWY - Belgique

Continuer sur la R.N. 52 à hauteur de l'échangeur Val St Martin, sortir à l'échangeur suivant et prendre la RN 18 jusqu'au giratoire DAEWOO puis emprunter la RD 246a en direction de MONT ST MARTIN.

Pour les VL emprunter la rue du Faisceau et pour les PL continuer sur la RD 246a.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques la fermeture de la bretelle prévue au préambule du présent arrêté est susceptible d'être reportée du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de MONT ST MARTIN, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/082/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2005/DDE/077/CDER en date du 31 octobre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2005/DDE/078/CDER en date du 5 novembre 2005 ;

Vu la demande de l'Entreprise FOUGEROLLES-BALLOT en date du 20 octobre 2005 ;

Considérant la nécessité d'organiser la traversée de la RN 57 au PR 3+250 par des engins de chantier, dans le cadre des travaux de la ligne LGV, sur le territoire de la commune de CHAMPEY ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I - L'arrêté n° 2005/DDE/078/CDER visé au préambule du présent arrêté est abrogé.

ARTICLE II - A compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 30 juin 2006 à 18h00, en permanence, la traversée d'engins de chantier est autorisée sur la RN 57 au PR 3+250.

La circulation des usagers de la RN 57 s'effectue sur la RN 57 entre les PR 2+950 et 3+550, pendant cette période, comme suit :

Sens Moselle - Pont-à-Mousson

- la vitesse est limitée à 70km/h du PR 2+950 au PR 3+150 et à 50 km/h du PR 3+150 au PR 3+300
- il est interdit de doubler entre les PR 2+950 et 3+300

Sens Pont-à-Mousson - Moselle

- la vitesse est limitée à 70km/h du PR 3+550 au PR 3+350 et à 50 km/h du PR 3+350 au PR 3+200
- il est interdit de doubler entre les PR 3+550 et 3+200

ARTICLE III - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise FOUGEROLLES BALLOT, la remise en état de la chaussée incombant à cette entreprise.

ARTICLE IV - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
H. CORBEAU

**ARRETE N° 2005/DDE/087/CDER PORTANT CONSTATATION DU TRANSFERT DE ROUTES NATIONALES
AU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE ET LES CLASSANT DANS LA VOIRIE DEPARTEMENTALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 18,

Vu le décret n° 2005-1499 du 05 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,

Vu le décret n° 2005-1500 du 05 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret du Président de la République, en Conseil des Ministres, en date du 02 décembre 2004, nommant Monsieur Claude BALAND préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'étude exhaustive prévue par l'article 18 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et communiquée au conseil général de Meurthe-et-Moselle le 09 août 2005,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : Le transfert dans le réseau routier départemental avec leurs dépendances et accessoires de :

- la RN 03 du PR 0 au PR 19+472 (longueur de 19,624 km), de la limite du département de la Meuse à la limite du département de la Moselle,
 - la RN 18 du PR 0 au PR 21+915 (longueur de 22,080 km), de la limite du département de la Meuse à la déviation de Longwy et de la déviation de Longwy à la frontière luxembourgeoise,
 - la RN 43 du PR 0 au PR 58+1010 (longueur de 57,691 km), de la limite du département de la Moselle à la limite du département de la Meuse,
 - la RN 57 du PR 0 au PR 33+400 (longueur de 33,372 km, dont 2,105 km en 2 x 2 voies sur le territoire de la commune de Blénod-lès-Pont-à-Mousson), de la limite du département de la Moselle à Champigneulle,
 - la RN 74 du PR 0 au PR 19+1156 de la limite du département des Vosges à Toul et du PR 33+0 au PR 58+902 du PR 0 de l'autoroute A330 (au Sud du carrefour giratoire Barthou à Nancy) à la limite du département de la Moselle. La longueur totale de ces deux sections est de 45,575 km dont 2,148 km en 2 x 2 voies dans le prolongement de l'autoroute A330,
 - la RN 103 du PR 0 au PR 12+1104 (longueur de 12,388 km), de Briey à Jarny,
 - la RN 411 du PR 0 au PR 23+914 (longueur de 23,458km), de Toul à Dieulouard
- est constaté par le présent arrêté.

Le plan 1 joint localise et précise le réseau routier national transféré (carte synoptique).

Les terrains acquis par l'État en vue de l'aménagement des routes transférées sont cédés gratuitement au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle. Le présent arrêté vaut classement du réseau routier transféré dans le réseau routier départemental.

Article 2 : Font notamment partie du domaine public routier transféré au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- les terrains situés à proximité de l'emprise des routes transférées (liste jointe en annexe 1),
 - le carrefour giratoire Ouest du Pulventeux sur la RN 18 (L = 0,185 km) [représenté en jaune sur le plan 2],
 - le carrefour giratoire du Saule Gaillard à Champigneulle sur la RN 57 (L = 0,278 km) [représenté en jaune sur le plan 3],
 - le carrefour giratoire Marcel Brot et des bretelles (L = 1,605 km) [représentés en jaune sur le plan 4],
- conformément à la note "Domanialité des bretelles d'échangeurs et des carrefours" jointe à l'annexe 1,
- l'ensemble des murs et merlons « anti-bruit » de la liaison A 330-RD 2bis-RN 74, classée RN 74,
 - le transformateur 20 KW (situé section BI du plan A2) qui n'alimente que l'éclairage public de la liaison A330-RD2bis-RN74, classée RN 74.

En ce qui concerne la liaison A330-RD2bis-RN74, les plans joints A1, A2, A3 et A4 fixent l'emprise transférée au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle conformément à l'arrêté de déclassement n°04/DDE/SERGEI/278 du 22 octobre 2004.

Article 3 : Ne font pas partie du domaine public routier et ne sont donc pas transférés au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- la rue de la Rochotte à Champigneulle,
- l'ouvrage d'art OA 3 sous la rue Tourtel à Nancy (propriété de la Communauté Urbaine du Grand Nancy),
- l'ouvrage d'art OA 11 sous la rue d'Essey à Saulxures (propriété de la Communauté Urbaine du Grand Nancy),
- la parcelle ZD0031 sur laquelle a été réalisé un aménagement paysager (plantation) sur le territoire de la commune de Villers-la-Chèvre aux abords de la RN 18,
- le radar ET 599 au PR 6+330 de la RN 18, sur le territoire de la commune de Viviers-sur-Chiers (dont l'implantation sera gérée par une permission de voirie).

Article 4 : Les actes ayant conféré des droits à l'État ou fait naître des obligations à sa charge en ce qui concerne la gestion du réseau routier national transféré sont constitués des marchés passés par l'État sur le réseau routier national transféré et des servitudes dont les listes sont données ci-après et décrites dans les annexes :

- la liste des emplacements réservés (annexe 2),
- la liste des plans d'alignement (annexe 3),
- la liste des conventions d'aménagement et/ou d'entretien (annexe 4),
- la liste des conventions d'entretien des ouvrages d'art (annexe 5),
- la liste des arrêtés, permissions de voirie, autorisations et conventions d'occupation du domaine public routier (annexe 6).

Tous les documents définis dans cet article seront transmis aux services du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en janvier 2006.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et les fonctionnaires intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Services de l'État et notifié au département.

NANCY, le 12 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Toute personne désirant contester la présente décision, peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification et publication du présent arrêté. Elle peut également saisir son auteur d'un recours gracieux.

Annexes

Annexe 1 : Liste des terrains à transférer et note "Domanialité des bretelles d'échangeurs et des carrefours".

Annexe 2 : Liste des emplacements réservés.

Annexe 3 : Liste des plans d'alignement.

Annexe 4 : Liste des conventions d'aménagement et/ou d'entretien.

Annexe 5 : Liste des conventions d'entretien des ouvrages d'art.

Annexe 6 : Liste des arrêtés, permissions de voirie, autorisations et conventions d'occupation du domaine public routier.

Les plans annexés au présent arrêté sont consultables à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - D.R.C.L. - 1, Rue Préfet Claude Érnigac - 54000 Nancy.

ANNEXE 1

LISTE DES TERRAINS SITUÉS A PROXIMITÉ DES ROUTES A TRANSFÉRER

ROUTE	SUBDIVISION	Code Com.	COMMUNE	PLAN	LIBELLE	PARCELLE	Domaine	OBSERVATIONS
RN 3	BRIEY	082	Boncourt	X	Rectification de virages près d'un pont	V 0074	public	
RN18	LONGUYON	322	Longuyon		Magasin remise matériel - Route d'ETAIN	AR 0053	public	
RN 43	BRIEY	302	Lantéfontaine	X	Parc à matériel	ZC 0032	public	
RN 43	LONGUYON	322	Longuyon	X	Ancienne station goudron	AO 0156	public	Parcelle contiguë au domaine public de la RN43. Bâtiment démolé depuis.
RN 74	TOUL	242	Gye	X	Terrain en bordure de la RN74	ZD 0010	public	Parcelle acquise pour démolir un bâtiment dans le cadre du traitement des obstacles latéraux. Le bâtiment a été démolé.

Domanialité des bretelles d'échangeurs et des carrefours

A l'occasion du transfert de certaines routes nationales dans le réseau départemental, la question se pose de la domanialité des bretelles d'échangeurs entre une route nationale et une route départementale.

Il n'existe pas de règle générale en la matière et il convient de distinguer plusieurs hypothèses selon le statut des routes concernées.

I - La route nationale a le statut autoroutier

L'article R. 110-2 du code de la route définit les bretelles de raccordement autoroutières et prévoit leur appartenance au réseau autoroutier : il s'agit des « routes reliant les autoroutes au reste du réseau ». L'article R. 421-1 du même code prévoit que les « dispositions relatives à la circulation sur les autoroutes sont également applicables aux bretelles de raccordement autoroutières ».

Les contraintes de police et de maîtrise des accès, y compris sur les bretelles (qui doivent, par exemple pouvoir être interdites à la circulation des mêmes véhicules que sur l'autoroute), conduisent également à poser la règle selon laquelle les bretelles d'entrée ou de sortie des échangeurs autoroutiers font partie du domaine public routier national et sont classées dans la catégorie des autoroutes.

II - La route nationale a le statut de route express

Il faut distinguer deux hypothèses : dans la première, la route départementale a également le statut de route express, dans la deuxième, elle ne bénéficie pas de ce statut.

a) la route départementale a également le statut de route express

Dans les cas où les deux routes ont le même statut, il n'existe pas de références textuelles. C'est une pratique de bon sens qui s'applique : tant que l'usager n'est pas arrivé sur une nouvelle voie, il circule sur la même voie. Cette position est adoptée notamment par le juge administratif lorsqu'il s'agit pour lui de déterminer le gestionnaire de la voirie en cas de dommage de travaux publics survenant au milieu d'un carrefour : l'usager venant d'une route nationale circule sur cette route tant qu'il n'est pas clairement sur la route départementale.

Concernant les bretelles, ce principe sera donc décliné de la manière suivante :

- les bretelles d'accès à une route nationale classée route express qui proviennent d'une route départementale classée également route express appartiennent à la route départementale ;
- les bretelles de sortie d'une route nationale classée route express qui aboutissent à une route départementale classée également route express appartiennent à la route nationale.

b) la route départementale est une route ordinaire

Les contraintes de police sur route expresse, similaires à celles qui s'exercent sur le domaine public autoroutier, commandent l'adoption de la même solution que pour les bretelles d'autoroute, lorsque la route expresse « croise » une route ordinaire.

Ainsi, les bretelles d'accès et de sortie de la route nationale classée route expresse ont le même statut que la route elle-même et donc le même maître d'ouvrage.

III - La route nationale et la route départementale sont des routes ordinaires

On retrouve dans ce cas la règle selon laquelle les bretelles font partie du domaine public qu'elles permettent de quitter, ce, jusqu'à l'intersection avec la voie d'une autre collectivité. Cette solution facilite l'exercice des pouvoirs de police (limitation de vitesse des véhicules sortants notamment).

Les bretelles d'accès à une route nationale qui proviennent d'une route départementale appartiennent à la route départementale.

Les bretelles de sortie d'une route nationale qui desservent une route départementale appartiennent à la route nationale.

Cette règle de bonne pratique peut faire l'objet de disposition contraire ayant, en particulier, pour origine la déclaration d'utilité publique ou des décisions de classement.

Dans le cas d'une route nationale dénivelée à 2 x 2 voies, même lorsqu'il s'agit d'une route ordinaire, le raisonnement suivi pour les routes express sera appliqué : les bretelles d'entrée et de sortie de la route nationale appartiennent à la route nationale.

En outre, une convention relative à l'entretien peut, parallèlement, intervenir nonobstant la domanialité des voies.

Aucune convention cependant ne peut confier des pouvoirs de police à une autorité sur une voie dont elle n'est pas propriétaire.

Il est à noter que les bretelles d'accès et de sortie d'une route à grande circulation ainsi que les bretelles d'accès et de sortie d'une déviation d'une route à grande circulation ne sont pas classées à grande circulation. Il convient donc de les traiter de la même manière que les bretelles des routes ordinaires : les bretelles d'accès appartiennent à la voie dont l'usager vient, les bretelles de sortie appartiennent à la route ou déviation classée à grande circulation.

IV - Les carrefours à niveau et les giratoires

Sauf disposition contraire prévue à la DUP ou dans une décision de classement, en présence d'un échangeur, on appliquera le principe suivant, tenant compte de la nature du service rendu par la voie (les routes nationales assurent la continuité du réseau de grand transit, les routes départementales un transit plus local et les voies communales la desserte locale) : la continuité s'imposant pour les routes nationales, en cas de carrefour entre une route nationale et une route départementale ou communale, le carrefour est national.

V - Début et fin des bretelles

a) cas d'un échangeur en trompette

La bretelle de sortie de la route nationale se termine au début du profil en travers type de la route départementale.

b) cas d'une bretelle d'entrée sur une route départementale provenant d'une route nationale

La bretelle se termine soit à la première balise (stop ou cédez le passage) dans le cas d'un carrefour plan, soit au point à compter duquel les rives de la voie d'insertion et de la route sont éloignées de moins de 1 mètre, dans le cas d'une voie d'insertion.

ANNEXE 2

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

RN	LIEU	SURFACE OU EMPRISE
18	Déviations de Longuyon	100 mètres
43	Commune de Beuveville	4 033 m ²
	Commune de Pierrepont	
	Commune de Laneuvelotte	2 673,6 ares
	Commune de Saulxures-les-Nancy	variable
74	Commune de Tomblaine - Liaison A330 - RD2bis RN74	115 600 m ²
	Commune de Tomblaine - Liaison A330 - RD2bis RN74 - Bretelle	14 530 m ²
	Commune d'Essey-les-Nancy	95 100 m ²
	Commune de Vandœuvre	12 280 m ²
411	Commune de Francheville	
	Commune de Dieulouard	20 ha
	Commune de Saizerais	

LISTE DES PLANS D'ALIGNEMENT

RN	COMMUNE
18	Longuyon 1873 - Traverse
	Longuyon 1926 - Traverse
	Tellancourt 1873 - Traverse
	Tellancourt 1937 - Traverse
	Villers-la-Chèvre - Traverse PR 15,300 à 15,800
	Longwy - Traverse PR 20,129 à PR 21,071
	Longwy - Traverse PR 21,589 à PR 22,457
	Longxy - Entrée
	Cosnes - Traverse PR 21,868 à PR 22,401
	Cosnes - Les Maragolles
43	Longuyon - Traverse
	Longuyon - Traverse 1873
	Longuyon - Traverse 1925
	Pierrepont - Traverse (2 plans)
	Boismont - Traverse
	Noërs - Traverse 1873
	Noërs - Traverse 1926
	St Jean les Longuyon - Traverse
57	Marbach - Traverse
	Pompey - Traverse
	Frouard - Traverse
	Champigneulles - Traverse
	Blénod-les-Pont-à-Mousson
	Champéy sur Moselle
	Dieulouard
74	Seichamps
	Champenoux
	Mazerulles
	Moncel sur Seille

LISTE DES CONVENTIONS D'AMENAGEMENT ET/OU D'ENTRETIEN

RN	COMMUNE	DEFINITION DE LA CONVENTION	DATE
3	Conflans-en-Jarnisy	Aménagement d'un carrefour giratoire RN3/RD15	20/01/2000
		Aménagement qualitatif dans la traverse de Conflans - 1ère tranche	20/01/2000
	Doncourt les Conflans	Aménagement qualitatif et de sécurité de la traversée du village - Entrée côté Jarny	1995
		Aménagement qualitatif et de sécurité de la traversée du village - Centre du Village	2001
		Aménagement qualitatif et de sécurité de la traversée du village - Sortie côté Metz - Carrefour RN3/Lot la Gravelle prairie	1996
	Jarny	Aménagement qualitatif dans la traversée de Jarny	2001
18	Longwy	Aménagement de l'échangeur de Pulventeux - Déplacement des canalisations	1999
	Cosnes et Romain	Rétablissement du chemin de desserte du secteur du fond de l'anneau de la station de traitement du district de Longwy	2000
43	Auboué	Aménagement de la Place Albert Lebrun	1999
		Aménagement de la rue du Colonel Fabien	1999
		Aménagement de la rue de Metz	1999
	Mance	Aménagement qualitatif et de sécurité dans la traverse de La Malmaison	1995
	Briey	Aménagement qualitatif (1ère tranche) - Place Thiers	
		Construction du Giratoire du LIDL	2001
	Moutiers	Aménagement qualitatif dans la traversée de Moutiers	1999
57	Nancy, Maxéville, Champigneulles, Vandoeuvre et Saulxures	Déclassement de voiries	09/11/2004
	Marbach	Entretien du marquage provisoire	En cours de signature
	Blénod-les-Pont-à-Mousson	Aménagement de la RN57	2005
	Champéy sur Moselle	Aménagement de la RN57	2005
	Pont-à-Mousson	Aménagement de la RN57 rue Cavalier	2004

74		Aménagement d'un carrefour Grand' rue	2004
	Vandoeuvre à Seichamps	Gestion et entretien des aménagements paysagers	21/01/2003
	Vandoeuvre à Seichamps	Déclassement de voiries	22/10/2004
	Vandoeuvre à Essey-lès-Nancy	Entretien des installations d'éclairage public et répartition des charges	28/12/2004
	Vandoeuvre	Restructuration FR3 et entretien des aménagements	10/03/1995
	Vandoeuvre	Entretien d'un mur le long de la propriété de FR3	31/08/2001
	Vandoeuvre	Acquisition et cession d'un immeuble rue Opalinska	27/11/1991
	Jarville-la-Malgrange	Convention d'intégration dans le réseau de la CUGN d'une passerelle	04/06/1998
	Nancy et Jarville-la-Malgrange	Convention d'intégration dans le réseau de la CUGN de la section Boulevard Lobau - Rue Faure	04/06/1998
	Nancy	Aménagement d'une déchetterie	20/01/2003
	Nancy	Aménagement de parkings	28/07/2004
	Tomblaine	Occupation d'un terrain de sports	28/02/2000
	Saulxures-lès-Nancy	Déplacement d'un gazoduc	03/10/2000
	Pulnoy - Seichamps	Gestion de la section RD 83 - RN 74	13/01/1986
	Seichamps	Entretien Feux tricolores de la côte verte dans la traverse	18/02/2003
	Tomblaine - Art-sur-Meurthe	Rétablissement des RD2 - RD2b et RD2m	13/02/2001
103	Briey	Aménagement qualitatif dans la traversée de Briey	2000
	Jarny	Aménagement d'un carrefour giratoire RN103/RD 152	2001
	Labry	Aménagement qualitatif dans la traverse de Labry - rue des Frères Morel	2003
		Aménagement qualitatif dans la traverse de Labry - rue Charles Michel	2003

ANNEXE 5

LISTE DES CONVENTIONS D'ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ART

RN	N° OUVRAGE	NOM DE L'OUVRAGE	COMMUNE	DATE CONVENTION
18	30-1	PS SNCF Paris/Mt St-Martin	Longuyon	
18	35-1	PI tunnel SNCF	Longuyon	
18	110-1	PI Centre commercial	Mont-Saint-Martin	14/12/2001
18	110-2	PI Centre commercial	Mont-Saint-Martin	14/12/2001
18	120-1	PI VF Longwy-Belgique	Mont-Saint-Martin	14/11/1989
18	130-1	PI VF Longwy-Luxembourg	Mont-Saint-Martin	26/05/1988
43	40-1	PS SNCF Longuyon/Thionville	Auboué	
43	90-1	PS VF ligne Baroncourt/Audun	Landres	Gestion SNCF
43	120-1	PI de Mercy sur VF	Mercy-le-Bas	23/11/1965
43	150-1	PS SNCF Paris/Mt St-Martin	Pierrepont	
43	160-1	PS SNCF Paris/Mt St-Martin	Pierrepont	
57	10-1	PI Pont Gélol sur la Moselle	Pont-à-Mousson	
57	20-1	PI sur VF90 ligne Frouard-Novéant	Pont-à-Mousson	13/08/1937
57	60-1	PI SNCF ligne Paris-Strasbourg	Frouard	26/09/1994
57	70-1	PI sur l'ancien canal	Frouard	05/12/1959
57	OA 01 et 02	Remise des ouvrages Carrefour Barthou au Conseil Général	Vandoeuvre	09/11/2004
57	OA 05	Remise de l'ouvrage RD 400 - rue de la République au Conseil Général	Nancy	09/11/2004
74	10	PI SAPRR	Colombey-les-Belles	
74	OA 03	PS rue Tourtel	Vandoeuvre	04/06/1998
74	OA 03	Remise du PS rue Tourtel à la CUGN	Vandoeuvre	22/10/2004
74	OA 11	Remise du PS rue d'Essey à la CUGN	Saulxures-lès-Nancy	22/10/2004
103	40-1	PS SNCF Verdun-Metz	Jarny	
103	50-1	PS VF ligne Nancy/Longuyon	Jarny	
103	60-1	PS VF ligne Nancy/Longuyon	Jarny	
411	20-1	PS VF ligne Toul/Rosières	Toul	
411	40-1	PS SNCF ligne Paris/Strasbourg	Toul	
411	30	PI canal de la Marne au Rhin VNF	Toul	en cours

PI : passage inférieur

PS : passage supérieur

LISTE DES ARRETES, PERMISSIONS DE VOIRIE, AUTORISATIONS ET CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

RN	COMMUNE	BENEFICIAIRE	TYPE	ANNEE
3	Abbeville	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Conflans-en-Jarnisy	Mme Govindarahu J.	Permission de stationnement	2004
3	Conflans-en-Jarnisy	Syndicat des eaux du Soiron	Permission de voirie	2004
3	Conflans-en-Jarnisy	Syndicat des eaux du Soiron	Permission de voirie	2004
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
3	Conflans-en-Jarnisy	Mme Merel	Permis de stationnement	2004
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Conflans-en-Jarnisy	M.Heiss Claude	Permis de stationnement	2003
3	Conflans-en-Jarnisy	M. Maubert J.P.	Permis de stationnement	2003
3	Conflans-en-Jarnisy	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	Syndicat d'Assainissement du Jarnisy	Permission de voirie	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	M. Schwartz	Permission de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	Commune de Conflans-en-Jarnisy	Permission de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	Commune de Conflans-en-Jarnisy	Permission de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	Commune de Conflans-en-Jarnisy	Permission de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2002
3	Conflans-en-Jarnisy	France Télécom	Permission de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	France Télécom	Permission de voirie	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	M. Hanquillet	Permis de stationnement	2001
3	Conflans-en-Jarnisy	Mme Pion	Permis de stationnement	2001
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
3	Doncourt-lès-Conflans	M. Stien	Permsion de voirie	2004
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
3	Doncourt-lès-Conflans	Syndicat des eaux du Soiron	Permission de voirie	2004
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
3	Doncourt-lès-Conflans	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
3	Jarny	Commune de Jarny	Permission de voirie	2005
3	Jarny	Commune de Jarny	Permission de voirie	2005
3	Jarny	Commune de Jarny	Permission de voirie	2005
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
3	Jarny	EDF-GDF	Arrêté de circulation	2005
3	Jarny	Commune de Jarny	Permission de voirie	2005
3	Jarny	Commune de Jarny	Permission de voirie	2005
3	Jarny	M. Mathieu Florent	Permission de voirie	2005
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2005

3	Jarny	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2003
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2003
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
3	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2003
3	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2003
3	Jarny	Mme Huntzinger	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2003
3	Jarny	M. Wagner J.P.	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	M. Lesporte D.	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	Station Bar	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	Station Bar	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	Station Bar	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	Station Bar	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	Station Bar	Permis de stationnement	2003
3	Jarny	SCI Emile Zola	Permis de stationnement	2002
3	Jarny	M. Rousseau G.	Permission de voirie	2002
3	Jarny	Républicain Lorrain	Permission de voirie	2002
3	Jarny	Société Diagonal	Permis de stationnement	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
3	Jarny	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2002
3	Jarny	Entreprise Lesportes D.	Permis de stationnement	2002
3	Jarny	Société Antennes Lemaire	Permis de stationnement	2001
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
3	Jarny	SARL Hippolite	Permis de stationnement	2001
3	Jarny	Entreprise Zabbé Frères	Permis de stationnement	2001
3	Jarny	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2001
3	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2000
3	Olley	M. Chenon Cédric	Permission de voirie	2005
3	Olley	M.Caliaro Claude	Permission de voirie	2004
3	Olley	M. Wiesener G.	Permission de voirie	2002
3	Saint-Marcel	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
18	Longuyon	Entreprise HauteCouverture	Permis de stationnement	2005
18	Longuyon	M.Moro P.	Permis de stationnement	2005
18	Longuyon	Entreprise HauteCouverture	Permis de stationnement	2005
18	Longuyon	SARL Sabattini	Permis de stationnement	2005
18	Longuyon	Entreprise Tuiles et Toit	Permis de stationnement	2005
18	Longuyon	Entreprise RPF	Permis de stationnement	2004
18	Longuyon	M. Lambersend	Permission de voirie	2004
18	Longuyon	SA Babillon TP	Permission de voirie	2004
18	Longuyon	M. Vaques E.	Permission de voirie	2004
18	Longuyon	SCI Immo Pierre	Permis de stationnement	2003
18	Longuyon	EnduitEst	Permis de stationnement	2003
18	Longuyon	SARL Massa Frères	Permis de stationnement	2003
18	Longuyon	Société LSB	Permission de voirie	2002
18	Longuyon	Mme Ferreira	Permission de voirie	2002
18	Longuyon	SCI Lassaux et Cie	Permis de stationnement	2001

43	Longuyon	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
43	Longuyon	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
43	Longuyon	EDF-GDF	Permission de voirie	2004
43	Longuyon	M. Lambersend	Permission de voirie	2004
43	Longuyon	SCI Les Ruralies	Permis de stationnement	2004
43	Longuyon	M. Dalbin G.	Permis de stationnement	2004
43	Longuyon	Entreprise Paltz	Permis de stationnement	2004
43	Longuyon	EDF-GDF	Permission de voirie	2004
43	Longuyon	RPF	Permis de stationnement	2003
43	Longuyon	Mme Charpentier	Permis de stationnement	2003
43	Longuyon	Mme Musquin	Permis de stationnement	2003
43	Longuyon	Vaglio A.	Permis de stationnement	2003
43	Longuyon	SARL S.L.B.	Accord de voirie	2003
43	Longuyon	EURL Hardouin	Permis de stationnement	2003
43	Longuyon	M. Laurent E.	Permis de stationnement	2003
43	Longuyon	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
43	Longuyon	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2002
43	Longuyon	Mairie de Longuyon	Permission de voirie	2001
43	Longuyon	Vaglio LTJH	Permis de stationnement	2001
43	Longuyon	Entreprise Simon J.M.	Permis de stationnement	2001
43	Longuyon	Entreprise Paltz	Permis de stationnement	2001
43	Longuyon	M. Paquin	Permis de stationnement	2001
43	Longuyon	EURL Hardouin	Permission de voirie	2000
43	Mancé	M. Pierret	Permis de stationnement	2003
43	Mancieulles	Entreprise M.T.P.	Permission de voirie	2001
43	Moutiers	Mairie de Moutiers	Permission de voirie	2005
43	Moutiers	M. Benalouache S.	Permission de voirie	2005
43	Moutiers	M. Lamorlette F.	Permis de stationnement	2004
43	Moutiers	M. Giuliani G.	Permis de stationnement	2004
43	Moutiers	SCI RJTS	Permis de stationnement	2004
43	Moutiers	Géodéris	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	Géodéris	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	Géodéris	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	Géodéris	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	Géodéris	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	Géodéris	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	M. Giuliani G.	Permission de stationnement	2004
43	Moutiers	Mairie de Moutiers	Permission de voirie	2004
43	Moutiers	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2003
43	Moutiers	M. Lamorlette F.	Permis de stationnement	2003
43	Moutiers	Syndicat Orne-Aval	Permission de voirie	2003
43	Moutiers	DRIRE-Géodéris	Permission de voirie	2003
43	Moutiers	DRIRE-Géodéris	Permission de voirie	2003
43	Moutiers	Commune de Moutiers	Permission de voirie	2003
43	Moutiers	Syndicat Orne-Aval	Permission de voirie	2003
43	Moutiers	M. Lerch D.	Permis de stationnement	2002
43	Moutiers	SAUR France	Permission de voirie	2002
43	Moutiers	SIAOA	Permission de voirie	2002
43	Moutiers	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
43	Moutiers	M. Lerch D.	Permis de stationnement	2002
43	Moutiers	Entreprise Coca-cola	Permis de stationnement	2001
43	Moutiers	M. Schwab P.	Permis de stationnement	2001
43	Moutiers	M. Cipponeri	Permis de stationnement	2001
43	Moutiers	M. Alaguero R.	Permis de stationnement	2001
43	Moutiers	M. Tarral A.	Permission de voirie	2001
43	Moutiers	Commune de Moutiers	Permission de voirie	2000
43	Pierrepont	E.M. Bâtiment	Permis de stationnement	2005

43	Pierrepont	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
43	Pierrepont	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
43	Pierrepont	SA M.T.S.	Permis de stationnement	2001
43	Sur RN	IUT Longwy	Permis de stationnement	2005
43	Sur RN	Association Marville Terre Commune	Permis de stationnement	2005
43	Sur RN	5th Armor Div. Souvenir	Permis de stationnement	2005
43	Sur RN	Equipassion	Permis de stationnement	2004
57	Belleville	Mairie de Pont-à-Mousson	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2010	2005
57	Belleville	M. Bourgau P.	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/03/2010	2005
57	Belleville	M. Blaise Paul	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2009	2004
57	Belleville	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/12/2008	2003
57	Belleville	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2007	2002
57	Belleville	M. Lallement G.	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/07/2007	2002
57	Belleville	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/07/2007	2002
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2009	2004
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2009	2004
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2009	2004
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	M. Costich Michel	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2008	2003
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/02/2008	2003
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	COGESUD	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/11/2008	2003
57	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Champey-sur-Moselle	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Champey-sur-Moselle	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Champey-sur-Moselle	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Champigneulles	Commune de Champigneulles	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 29/06/2023	2005
57	Dieulouard	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Dieulouard	Supermarché Champion	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 22/06/2010	2005
57	Dieulouard	Frouard Auto	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/07/2007	2002
57	Dieulouard	Ambulances Christian	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/03/2007	2002
57	Dieulouard	M. Pernot A.	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/03/2007	2002
57	Dieulouard	M. Ugur Ramazan	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 10/05/2006	2001
57	Frouard	Air liquide	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/03/2009	2004
57	Frouard	ESSO	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 18/03/2006	2001
57	Marbach	Global Crossing	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 23/09/2008	2003
57	Marbach	Clôture et Enseigne	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 24/02/2009	2004
57	Marbach, Frouard, Champigneulles	Communauté de Communes du Bassin de Pompey	Convention d'occupation du domaine public - renouvellement 10/08/2006	2001
57	Pompey	Commune de Pompey	Convention d'occupation du domaine public - renouvellement 19/12/2006	2001
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2009	2004
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2009	2004

57	Pont-à-Mousson	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Pont-à-Mousson	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
57	Pont-à-Mousson	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/12/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/08/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/08/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 17/05/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/01/2008	2003
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 01/07/2007	2002
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 18/11/2006	2001
57	Pont-à-Mousson	Saint-Gobain PAM	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 02/01/2006	2001
57	Vittonville	France Télécom	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 19/03/2013	2003
74	Champenoux	Commune de Champenoux	Convention d'occupation du domaine public - renouvellement 05/02/2019	2001
74	Champenoux	Station Mathieu	Autorisation d'occupation du domaine public - renouvellement 18/03/2006	2001
74	Colombey-les-Belles	M. Pierret	Permission de voirie	2005
74	Colombey-les-Belles	Pharmacie	Permission de voirie	2004
74	Colombey-les-Belles	ESSO	Autorisation d'occupation du domaine public	1989
74	Colombey-les-Belles	TOTAL	Autorisation d'occupation du domaine public	1989
74	Mazerulles	Commune de Mazerulles	Convention d'occupation du domaine public - renouvellement 14/06/2006	2001
74	Seichamps	Commune de Seichamps	Convention d'occupation du domaine public - renouvellement 01/07/2023	2005
74	Seichamps	ELF	Occupation du domaine public - renouvellement 01/03/2006	2001
74	Toul	Coopérative Agricole Lorraine	Autorisation d'occupation du domaine public	2005
103	Briey	Commune de Briey	Permission de voirie	2005
103	Briey	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
103	Briey	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
103	Briey	Commune de Briey	Permission de voirie	2004
103	Briey	Commune de Briey	Permission de voirie	2004
103	Briey	Commune de Briey	Arrêté de circulation	2004
103	Briey	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
103	Briey	M. Diderotto J.M.	Permission de voirie	2002
103	Briey	M. Diderotto J.M.	Arrêté de circulation	2002
103	Briey	M. Diderotto J.M.	Permission de voirie	2002
103	Briey	M. Diderotto J.M.	Permission de voirie	2002
103	Briey	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
103	Briey	M. Piran F.	Permis de stationnement	2001
103	Briey	Société Eco-Pneus	Permis de stationnement	2001
103	Briey	France Télécom	Occupation du domaine public par opérateur de télécommunications	2001
103	Briey	France Télécom	Arrêté de circulation	2001
103	Hatrize	SANEF	Permission de voirie	2004
103	Jarny	Commune de Jarny	Permission de voirie	2005
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2005
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
103	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2004
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002

103	Jarny	M. Rouy J.	Permis de stationnement	2002
103	Jarny	M. Rossi (Boulangerie)	Permis de stationnement	2002
103	Jarny	M. Rossi (Boulangerie)	Permis de stationnement	2002
103	Jarny	M. Celeski	Permis de stationnement	2002
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
103	Jarny	M. Boucher D.	Permis de stationnement	2002
103	Jarny	Garage Citroën-Rouy SA	Permis de stationnement	2001
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
103	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2001
103	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Arrêté de circulation	2001
103	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2001
103	Jarny	Compagnie Générale des Eaux	Permission de voirie	2001
103	Jarny	SOLOREM	Permission de voirie	2001
103	Jarny	EDF-GDF	Accord de voirie	2000
103	Labry	M. Ambrosy T.	Permis de stationnement	2005
103	Labry	M. Ambrosy T.	Permis de stationnement	2005
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2004
103	Labry	EGS Lorraine 3 frontières	Accord de voirie	2004
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2003
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2002
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
103	Labry	EDF-GDF	Accord de voirie	2001
103	Labry	M. Capraro	Permis de stationnement	2001
103	Les Baroches	Brasserie Arnaud	Permis de stationnement	2003
103	Valleroy	M. Mieske G.	Permission de voirie	2002
411	Jaillon	R.S.T.P.	Autorisation d'occupation du domaine public	2005
411	Jaillon	M. Houlbey	Autorisation d'occupation du domaine public	1989
411	Toul	Lyonnaise des Eaux	Permission de voirie	2005
411	Toul	Garage Citroën	Autorisation d'occupation du domaine public	1987
411	Rosières-en-Haye	Supergroup Chenel	Permis de stationnement	2004

De plus :

- sur RN 18 : 164 permissions de voirie entre 1963 et 1999
- sur RN 43 : 192 permissions de voirie entre 1963 et 1999

NOTA : certaines autorisations de cette liste sont à ce jour caduques ; elles ont été listées pour information.

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

ARRETE N° 05 DE 007 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE D'HOUDREVILLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal d'HOUDREVILLE en date du 26 juin 2004 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 22 avril 2005 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 16 mai 2005 et le 17 juin 2005 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 19 juillet 2005 ;

VU la délibération du conseil municipal d'HOUDREVILLE en date du 27 août 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale d'HOUDREVILLE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend : - la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e.
- un plan des réseaux au 1/2000^e,

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal d'HOUDREVILLE n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement et le Maire d'HOUDREVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 1^{er} décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE N° 05 DE 009 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE FREMENIL EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de FREMENIL en date du 19 décembre 2003 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 13 janvier 2005 et le 14 février 2005 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 4 mars 2005 ;

VU la délibération du conseil municipal de FREMENIL en date du 8 septembre 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipeement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de FREMENIL qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/2000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : En vertu de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement et le Maire de FREMENIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 17 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE N° 05 DE 010 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE VITREY EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de VITREY en date du 21 novembre 2002 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté du 8 septembre 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 11 octobre 2004 et le 15 novembre 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur ;

VU la délibération du conseil municipal de VITREY en date du 24 août 2005 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipeement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La carte communale de VITREY qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal,
- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/2000^e,
- un plan de servitudes et informations au 1/5 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de VITREY n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'Etat.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement et le Maire de VITREY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 17 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

ACCORD-CADRE INTERPROFESSIONNEL DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LE REPOS DOMINICAL

PREAMBULE: Les parties signataires, conscientes des nombreux enjeux qui s'attachent au respect du repos dominical et du repos hebdomadaire, **Considérant** que le respect de la règle du repos dominical permet de sauvegarder de nombreux équilibres de la société française liés à:

- des motifs religieux,
- un héritage culturel et historique,
- le nécessaire maintien de la cohésion sociale,
- la sauvegarde de la cellule familiale,
- la promotion de la vie associative et sportive.

Considérant que le respect du principe du repos dominical constitue à la fois une règle protectrice des salariés et une condition du maintien d'une concurrence loyale,

Considérant, d'autre part, la nécessité de satisfaire les besoins essentiels de la population le dimanche et de maintenir une certaine vie sociale et économique, nécessité consacrée par les dérogations de droit de l'article L.221-9 du Code du Travail qui peuvent induire et légitimer des traitements différents selon les professions,

ONT CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE PREMIER : Le présent accord-cadre interprofessionnel concerne l'ensemble des commerces de détail, spécialisés ou non, et services aux particuliers relevant de l'artisanat dont les activités réelles figurent aux rubriques de la nomenclature de 1993.

Les mesures d'application concrètes spécifiques seront définies par accords professionnels conclus entre les organisations représentatives desdites professions.

Le champ d'application territorial est constitué par le département de Meurthe-et-Moselle.

conformément aux dispositions de l'article L.132-13 du Code du Travail, les clauses du présent accord-cadre et des avenants professionnels conclus pour son application s'entendent sous réserve de leur conformité aux dispositions conventionnelles conclues aux niveaux régional ou national.

ARTICLE DEUX : Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même salarié.

Le repos hebdomadaire doit avoir une durée minimale de 35 heures consécutives.

Le repos hebdomadaire est donné collectivement le dimanche à l'ensemble du personnel.

Dans les professions bénéficiant de dérogations de droit à la règle du repos dominical ainsi que, aux périodes concernées, dans les établissements bénéficiant de dérogations accordées dans le cadre des articles L.221-6, L.221-8-1 du Code du Travail, le repos est donné collectivement au personnel un autre jour de la semaine s'il n'est pas accordé le dimanche. Dans le cas des dérogations accordées en vertu de l'article L. 221-19 il pourra aussi être accordé par roulement.

Les avenants et accords de branche au présent accord-cadre détermineront les modalités d'application de l'alinéa précédent.

Les parties signataires s'engagent à demander à l'Autorité Préfectorale de consacrer les dispositions des avenants professionnels conclus en application du présent accord-cadre par des arrêtés de fermeture pris en application de l'article L.221-17 du code du travail.

ARTICLE TROIS : Les dérogations à la règle du repos dominical prévues à l'article L.221-19 du Code du Travail pourront être sollicités auprès de l'autorité compétente à raison de cinq dimanches au maximum.

Chaque branche professionnelle devra fixer par avenant:

- un nombre de dimanches à date fixe, désignés dans l'avenant propre à la branche professionnelle.
- un nombre de dimanches pris à l'initiative du chef d'entreprise, sur autorisation municipale, après avis des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressés.

ARTICLE QUATRE

a) Les dispositions du présent accord ne sont pas applicables aux commerces non sédentaires dont l'activité s'exerce au cours de manifestations ou sur les marchés autorisés par arrêté municipal.

b) Les dispositions du présent accord ne sont pas applicables aux établissements permanents implantés dans l'enceinte des gares ferroviaires et aéroports et concourant aux services offerts aux usagers.

Les entreprises traitant des denrées comestibles qui concourent à l'approvisionnement des établissements militaires, établissements de soins et établissements pénitentiaires dans lesquels des personnes sont nourries sept jours sur sept, et qui appartiennent à des professions bénéficiant de dérogations de droit au repos dominical, peuvent donner le repos hebdomadaire par roulement aux seuls personnels de fabrication et de livraison concernés par les marchés d'approvisionnement susvisés.

Pour les autres personnels de ces entreprises, et notamment ceux chargés de la vente au public, les dispositions de l'article deux reçoivent pleine et entière application.

ARTICLE CINQ : Contreparties au travail du dimanche des salariés dans le cadre des dispositions de l'article L.221-19 du Code du Travail :

- sous réserve des dispositions plus favorables prévues par accord de branche, avenant professionnel au présent accord-cadre, accord d'entreprise ou d'établissement ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s).

- 1) La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.
- 2) Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés par salarié et par an ne sera pas supérieur à trois.
- 3) Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant ou suivant le dimanche travaillé par le salarié.
- 4) Chaque salarié privé du repos du dimanche doit bénéficier d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel, égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée.
- 5) Le repos compensateur d'un dimanche travaillé sera pris dans les quinze jours précédant ou suivant la suppression du repos dominical. Par avenant professionnel au présent accord-cadre ou accord d'entreprise ou d'établissement, tout ou partie des journées de récupération du travail dominical peuvent être regroupées et utilisées au-delà du délai de quinze jours, à la demande du salarié et après accord de la direction.

ARTICLE SIX : Les parties signataires conviennent de créer une commission paritaire de suivi du présent accord qui se réunira au moins une fois par an et, à l'initiative de la partie la plus diligente, sur invitation de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

ARTICLE SEPT : Six mois avant le terme du présent accord, l'ensemble des organisations professionnelles ou syndicales représentatives sera invité à une négociation en vue de la conclusion d'un nouvel accord.

ARTICLE HUIT : Le présent accord est conclu pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2007.

ARTICLE NEUF : L'adhésion au présent accord-cadre d'un syndicat ou d'un groupement d'employeurs et d'une organisation syndicale de salariés d'une profession du commerce de détail vaut signature de l'accord professionnel au sens de l'article L.221-17 du Code du Travail.

ARTICLE DIX : Le texte du présent accord-cadre sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle et au greffe du Conseil de Prud'hommes de Nancy par les soins de la partie la plus diligente.

NANCY, le 14 octobre 2005

Jonathan SALMON,
Secrétaire Général de la CGPME 54

André BONAL,
Président du Medef Meurthe-et-Moselle

Jacques FERAL,
Secrétaire Général de l'UDFO

Philippe FAVEAUX,
Secrétaire Général de la CFDT 54

Roger VIOLETTI,
Président de la CFE/CGC

**AVENANT N° 3 A L'AVENANT "AMEUBLEMENT ET EQUIPEMENT DE LA MAISON"
A L'ACCORD-CADRE INTERPROFESSIONNEL DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LE REPOS DOMINICAL**

PREAMBULE : Les parties signataires, conscientes des nombreux enjeux qui s'attachent au respect du repos dominical et du repos hebdomadaire, **Considérant** que le respect de la règle du repos dominical permet de sauvegarder de nombreux équilibres de la société française liés à :

- des motifs religieux,
- un héritage culturel et historique,
- le nécessaire maintien de la cohésion sociale,
- la sauvegarde de la cellule familiale,
- la promotion de la vie associative et sportive.

Considérant que le respect du principe du repos dominical constitue à la fois une règle protectrice des salariés et une condition du maintien d'une concurrence loyale,

Considérant, d'autre part, la nécessité de satisfaire les besoins essentiels de la population le dimanche et de maintenir une certaine vie sociale et économique, nécessité consacrée par les dérogations de droit de l'article L.221-9 du Code du Travail qui peuvent induire et légitimer des traitements différents selon les professions,

ONT CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE PREMIER : Le présent accord concerne l'ensemble des établissements et parties d'établissements de commerce de détail de l'ameublement, de l'équipement de la maison et d'articles de décoration.

Le champ d'application territorial est constitué par le département de Meurthe-et-Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article L.132-13 du Code du Travail, les clauses du présent accord s'entendent sous réserve de leur conformité aux dispositions conventionnelles conclues aux niveaux régional ou national.

ARTICLE DEUX : Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même salarié.

Le repos hebdomadaire doit avoir une durée minimale de 35 heures consécutives.

Le repos hebdomadaire est donné collectivement le dimanche à l'ensemble du personnel.

Dans le cas des dérogations accordées en vertu de l'article L. 221-19 il pourra aussi être accordé par roulement.

Les parties signataires s'engagent à demander à l'autorité préfectorale de consacrer les dispositions du présent accord par un arrêté de fermeture des établissements, 47 dimanches par an, pris en application de l'article L.221-17 du code du travail.

ARTICLE TROIS : Les dérogations à la règle du repos dominical du personnel prévues à l'article L.221-19 du Code du Travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité compétente que selon les modalités suivantes :

- Trois dimanches à dates fixes :

Pour 2005: 9 octobre, 16 octobre et 20 novembre.

Pour 2006: 8 octobre, 15 octobre et 19 novembre.

Pour 2007: 7 octobre, 14 octobre et 18 novembre.

- Les deux derniers dimanches pourront être utilisés facultativement et seront positionnés à la demande des entreprises et sur autorisation des maires.

Les entreprises informeront de leur choix et de la décision de l'autorité municipale l'organisation professionnelle dont ils dépendent et communiqueront à l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

Aucune dérogation particulière ne pourra être sollicitée sur la base d'un autre article du code du travail.

ARTICLE QUATRE : Contreparties au travail du dimanche des salariés dans le cadre des dispositions de l'article L.221-19 du Code du Travail :

- sous réserve des dispositions plus favorables prévues par accord de branche, accord d'entreprise ou d'établissement ou par voie d'entente directe entre employeur(s) et salarié(s).

1) La durée de la journée de travail le dimanche est limitée à huit heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises.

2) Aucun salarié ne pourra être occupé plus de deux dimanches consécutifs, et, sauf volontariat, le nombre de dimanches travaillés par salarié et par an ne sera pas supérieur à trois.

3) Le travail d'un jour férié est interdit dans la semaine précédant ou suivant le dimanche travaillé par le salarié.

4) Chaque salarié privé du repos du dimanche doit bénéficier d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel, égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée.

ARTICLE CINQ : Les parties signataires conviennent de créer une commission paritaire de suivi du présent accord qui se réunira au moins une fois par an et, à l'initiative de la partie la plus diligente, sur invitation de la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

ARTICLE SIX : Six mois avant le terme du présent accord, l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales représentatives sera invité à une négociation en vue de la conclusion d'un nouvel accord.

ARTICLE SEPT : Le présent accord est conclu pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2007.

ARTICLE HUIT : Le texte du présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle et au greffe du Conseil de Prud'hommes de Nancy par les soins de la partie la plus diligente.

NANCY, le 14 octobre 2005

Jonathan SALMON,
Secrétaire Général de la CGPME 54

Isabelle CHEHU,
Secrétaire Générale de la CRAEM Est

Jacques FERAL,
Secrétaire Général de l'UDFO

Philippe FAVEAUX,
Secrétaire Général de la CFDT 54

Roger VIOLETTI,
Président de la CFE/CGC

**ARRETE DE FERMETURE DOMINICALE DES ETABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DETAIL
« AMEUBLEMENT ET EQUIPEMENT DE LA MAISON »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le chapitre 1^{er} du titre II du livre II du code du travail relatif au repos hebdomadaire et notamment l'article L 221-17,

Vu l'avenant conclu le 23 février 1996 entre les organisations professionnelles concernées par la vente d'articles d'ameublement et de décoration,

Vu l'avenant n°1 à l'avenant du 23 février 1996 signé le 5 mars 1999,

Vu l'avenant n°2 à l'avenant du 23 février 1996 signé le 1^{er} février 2002,

Vu l'avenant n°3 à l'avenant du 23 février 1996 signé le 14 octobre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements « Ameublement et décoration » du 23 février 1996,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements « Ameublement et décoration » du 19 mars 1999,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail "Ameublement et décoration" du 27 février 2002,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail "Ameublement et décoration" du 23 janvier 2003,

Vu l'avis de la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les dérogations à la règle relative au repos dominical prévues à l'article L. 221-19 du code du travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité municipale compétente que selon les modalités suivantes:

- Trois dimanches à date fixe :

Pour 2005 : 9 octobre, 16 octobre, 20 novembre

Pour 2006 : 8 octobre, 15 octobre, 19 novembre

Pour 2007 : 7 octobre, 14 octobre, 18 novembre

- Deux autres dimanches mobiles pour chacune de ces années.

Les entreprises informeront de leur choix et de la décision de l'autorité municipale l'organisation professionnelle dont ils dépendent et communiqueront à l'inspecteur du travail territorialement compétent la modification d'horaire qui en résulte conformément au droit en vigueur.

Aucune dérogation particulière ne pourra être sollicitée sur la base d'un autre article du code du travail.

ARTICLE 2 : les dispositions de l'avenant professionnel «Ameublement et décoration» ainsi modifiées sont prorogées pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2007.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de Meurthe et Moselle, Mesdames et Messieurs les Maires, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

AVENANT PROFESSIONNEL N° 3 A L'AVENANT "HABILLEMENT ET TEXTILE" A L'ACCORD-CADRE INTERPROFESSIONNEL DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LE REPOS DOMINICAL

PREAMBULE : Les parties signataires, décidées à participer à l'effort de régulation concertée qui a abouti à la signature de l'accord-cadre du 23 février 1996 modifié le 14 octobre 2005, sur la maîtrise du travail du dimanche et la défense du repos dominical, sont convenues de conclure le présent accord professionnel d'application.

ARTICLE PREMIER : Le présent accord concerne la profession du commerce des textiles, de l'habillement dont les entreprises ont une activité principale correspondant aux rubriques suivantes de la Nomenclature d'activités française de 1993:

- 17 - industrie textile (pour les seuls magasins d'usine de vente au détail)
- 18 - industrie de la fourrure (pour les seuls magasins d'usine de vente au détail)
- 524.A - Commerce de détail de textiles
- 524.C - Commerce de détail d'habillement

Il ne couvre pas les entreprises non sédentaires exerçant sur les marchés autorisés par l'autorité municipale.

ARTICLE DEUX : Les dérogations à la règle du repos dominical du personnel prévues à l'article L. 221-19 du code du travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité compétente que dans les limites suivantes:

- les deux dimanches précédant le 25 décembre.

- le premier dimanche des soldes d'hiver.

Deux autres dimanches sur autorisation municipale, après avis des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

ARTICLE TROIS : Le présent accord est conclu pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2007.

ARTICLE QUATRE : Le texte du présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle et au greffe du Conseil de Prud'hommes de Nancy par les soins de la partie la plus diligente.

NANCY, le 14 octobre 2005

Jonathan SALMON,
Secrétaire Général de la CGPME 54

Marie-José LIEBAUT,
Présidente du Syndicat du Textile

Jacques FERAL,
Secrétaire Général de l'UDFO

Philippe FAVEAUX,
Secrétaire Général de la CFDT 54

Roger VIOLETTI,
Président de la CFE/CGC

ARRETE DE FERMETURE DOMINICALE DES ETABLISSEMENTS DE COMMERCE DE DETAIL « HABILLEMENT ET TEXTILE »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le chapitre 1^{er} du titre II du livre II du code du travail relatif au repos hebdomadaire et notamment l'article L 221-17,

Vu l'avenant conclu le 23 février 1996 entre les organisations professionnelles concernées par la vente d'articles d'habillement et de textiles,

Vu l'avenant n°1 à l'avenant du 23 février 1996 signé le 5 mars 1999,

Vu l'avenant n°2 à l'avenant du 23 février 1996 signé le 1^{er} février 2002,

Vu l'avenant n°3 à l'avenant du 23 février 1996 signé le 14 octobre 2005,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements « Habillement et textile » du 23 février 1996,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements « Habillement et textile » du 19 mars 1999,

Vu l'arrêté préfectoral de fermeture dominicale des établissements de commerce de détail « Habillement et textile » du 27 février 2002,

Vu l'avis de la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les dispositions de l'article deux de l'avenant professionnel du 23 février 1996 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les dérogations à la règle du repos dominical du personnel prévues à l'article L 221-19 du code du travail ne pourront être sollicitées auprès de l'autorité compétente que dans les limites suivantes :

- les deux dimanches précédant le 25 décembre

- le premier dimanche des soldes d'hiver.

Deux autres dimanches sur autorisation municipale, après avis des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

ARTICLE 2 : les dispositions de l'avenant professionnel « Habillement et textile » ainsi modifiées sont prorogées pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2007.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de Meurthe-et-Moselle, Mesdames et Messieurs les Maires, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, tous les Officiers de la Police Judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES CONTROLEURS DU TRAVAIL

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 11 mars 2004 concernant l'affectation en section d'inspection des inspecteurs du travail

D E C I D E

Article premier : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	titulaire
Première section	Madame Martine LECOMTE Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD Monsieur ROBIN Michael

Article deuxième : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

Article trois : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 16 novembre 2005.

Article quatre : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVRE, le 16 novembre 2005

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER

DECISION ADMINISTRATIVE CONJOINTE

Les Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Les 4 inspecteurs assurant l'intérim
Troisième section	Madame Astrid TOUSSAINT
Quatrième section	Monsieur Fernand LORRAIN
Cinquième section	Monsieur Guy TROGNON

Vu les articles L231-12 et L611-12 et R231-12 à R231-12-4 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des Inspecteurs du Travail de MEURTHE et MOSELLE

Vu les décisions du Directeur Départemental Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE du 11 mars 2004 et du 16 novembre 2005 concernant l'affectation des inspecteurs en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section

Vu les décisions du Directeur Départemental Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE du 11 mars 2004 organisant l'intérim des inspecteurs en section et du 16 novembre 2005 organisant l'intérim des contrôleurs

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE peut être amenée à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

D E C I D E N T

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article premier : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins de prendre toutes mesures utiles, et notamment l'arrêt temporaire de travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement, ou exposés à l'inhalation de fibres d'amiante.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Martine LECOMTE Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD Monsieur Michael ROBIN

Article deux : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application de l'article L231-12 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article trois : Les délégations visées aux articles premier et deux sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article quatre : Les décisions d'arrêt et de reprise s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article cinq : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 16 novembre 2005.

Article six : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVE, le 16 novembre 2005

L'Inspectrice du Travail,
M. BOUBAGRA

L'Inspectrice du Travail,
A. TOUSSAINT

L'Inspecteur du Travail,
G. TROGNON

L'Inspecteur du Travail,
F. LORRAIN

DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES CONTROLEURS DU TRAVAIL

LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la loi du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal,

Vu le décret du 11 mars 1997 relatif à la coordination de la lutte contre le travail illégal,

DECIDE

Article premier : Sont ou demeurent affectés au service du contrôle du travail illégal, les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Contrôle du travail illégal	titulaires
Contrôleurs	Madame Sylvie FINOT Monsieur Michael ROBIN

Article deuxième : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

Article trois : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 16 novembre 2005.

Article quatre : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVE, le 16 novembre 2005

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER

AVIS DE CONCOURS

OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER(E) DIPLOME(E) D'ETAT DE CLASSE NORMALE AUX « CHARMILLES » (CEPH, MAS) A THAON-LES-VOSGES ET CONSTITUTION DU JURY

(Réf : FK/NB 2005 - 476)

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE THAON LES VOSGES

Vu la Loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la Loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 88-386 du 19 avril 1988 modifié relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 modifié, portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 93-101 du 9 janvier 1993 modifié relatif à l'accès des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne autres que la France à certains corps de la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n° 94-616 du 21 juillet 1994 modifié relatif à l'assimilation, pour l'accès aux concours ou examens de la fonction publique hospitalière, de titres ou diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen,

Vu le tableau des effectifs de l'établissement,

Considérant que le poste a fait l'objet d'une publication sur HOSPIMOB en vue d'être pourvu par voie de détachement ou de mutation en date du 10 octobre 2005,

Considérant que cette publication n'a pas permis de pourvoir ce poste et qu'en conséquence, il peut être procédé à l'ouverture de concours sur titre,

DECIDE

Article 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert en vue de pourvoir 1 poste vacant d'infirmier(e) aux « Charmilles » (CEPH , MAS) THAON LES VOSGES.

Article 2 : Ce concours se déroulera aux « Charmilles ». La date du concours sera fixée ultérieurement compte tenu de la date de publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Vosges.

Article 3 : Peuvent concourir les personnes de nationalité française ainsi que les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et de la Principauté d'Andorre, âgées de 18 ans au moins et de 45 ans au plus, le 1^{er} janvier 2005 et titulaires des titres et diplômes requis pour l'exercice de la profession d'infirmier (e).

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment par les articles 27 et 28 de la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée et l'article 2 du Décret n° 68.132 du 9 février 1968 modifié par les Décrets n° 70.852 du 21 septembre 1970 et n° 76.1096 du 25 novembre 1976.

Elle n'est pas opposable aux mères de 3 enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées non remariées, aux femmes séparées judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge qui se trouvent dans l'obligation de travailler, aux personnes reconnues travailleurs handicapés par la COTOREP et dont le handicap a été déclaré compatible par cette commission avec l'emploi postulé, aux personnes civiles non titulaires candidats à l'issue d'une mission de coopération culturelle, scientifique et technique effectuée auprès d'états étrangers en application de la Loi 72.659 du 13 juillet 1972.

Les personnes sollicitant pour l'une des raisons susmentionnées le report ou la suppression de la limite d'âge devront joindre à leur demande de candidature des documents justificatifs datant de moins de trois mois.

Article 4 : L'avis de concours sera publié par affichage dans les locaux de l'établissement et dans ceux des préfectures et des sous-préfectures de la région dans laquelle l'établissement est situé, ainsi que par insertion au Recueil des actes administratifs des préfectures des départements de ladite région.

Article 5 : Les demandes d'inscription au concours sont recevables dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de l'avis du concours aux recueils des actes administratifs des départements de la région lorraine et peuvent être déposées ou adressées, par envoi recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur P.I.

« Les Charmilles »

Rue des Cités Cuny P 24

88151 - THAON LES VOSGES CEDEX

auprès duquel pourront être obtenus tous renseignements complémentaires pour la constitution du dossier et de la date du concours.

Article 6 : Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

a) Une lettre de candidature et de motivation.

- b) Une photocopie d'une pièce d'identité justificative de leur état civil et de la nationalité française, à savoir l'une des pièces suivantes :
- copie de la carte nationale d'identité en cours de validité (recto-verso).
 - copie du livret de famille régulièrement tenu à jour et revêtu de l'une des mentions prévues à l'article 28 du code civil sachant qu'il appartient à l'usager de faire compléter le livret de famille, afin qu'il soit à jour pour valoir justificatif. A défaut, cette pièce est irrecevable.
 - copie ou extrait de l'acte de naissance revêtu de l'une des mentions prévues à l'article 28 du code civil.
- c) La photocopie du diplôme dont ils sont titulaires soit diplôme d'état d'infirmier, soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier, soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier sans limitation dans le service où ils sont affectés, soit du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique.
- d) Un dossier professionnel comprenant :
- un curriculum vitae établi sur papier libre.
 - les attestations des services effectués, dûment validées par les directeurs de l'établissement ou les autorités administratives compétentes et indiquant la durée et la nature des fonctions exercées.
- e) Le cas échéant, un état signalétique des services militaires ou une copie de ce document ou de la première page du livret militaire. Pour les candidats nés après le 31 décembre 1978 et les candidates nées après le 31 décembre 1982, une attestation de la journée d'appel de préparation à la défense.
- f) Deux enveloppes timbrées libellées au nom et à l'adresse du candidat.
- Les demandes de candidature des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen devront comporter les pièces justificatives demandées ci-dessus : a, d et f, ainsi que les pièces suivantes :
- copie d'une pièce d'identité justificative de leur état civil et de leur nationalité à partie de tout document officiel de leur pays d'origine, accompagnée d'une traduction en langue française établie par un traducteur agréé.
 - ou une copie de la carte de résident ou de séjour en cours de validité.
 - une copie des titres ou diplômes et copie de la décision favorable de la commission nationale d'assimilation des titres ou diplômes pour l'emploi d'infirmier(e).
 - tout document justifiant que le candidat se trouve en position régulière au regard des obligations de service de l'Etat dont il est ressortissant.

Les documents non rédigés en français devront être accompagnés d'une traduction en langue française par un traducteur agréé.

Article 7 : La liste des candidats autorisés à prendre part au concours, sera arrêtée par le Directeur P.I. des « Charmilles »

Il est précisé que pour tous les candidats, la non production des pièces entraînera le rejet de la demande de candidature.

Article 8 : Le jury du concours est composé comme suit :

- 1) Le Président du CA du CCAS ou son représentant.
- 2) La Directrice de la DDASS, ou son représentant.
- 3) Le Directeur de l'Etablissement.
- 4) Un cadre infirmier d'un autre établissement mentionné à l'article 2 de la Loi du 9 janvier 1986 modifiée,

Article 9 : La composition nominative du concours est la suivante :

- 1) Monsieur DEGEMARD Raymond, ou son représentant.
- 2) Madame MEYNARD Francette, ou son représentant.
- 3) Monsieur KAUFMANN Francis.
- 4) Madame CHEVRIER Agnès, infirmière D.E, Cadre de Santé de l'hôpital local de CHATEL SUR MOSELLE.

Article 10 : Le concours comporte pour chaque candidat :

- Un examen des titres exigés pour l'accès au corps concerné par le concours.
- Un examen de lettre de motivation et du dossier professionnel.

Article 11 : Le jury établit à l'issue de ses délibérations un procès verbal des résultats du concours ; il établira deux listes des candidats classés par ordre de mérite, déclarant admis :

- 2 candidats au titre de la liste principale. (NB : nombre maximum)
- 2 candidats au titre de la liste complémentaire. (NB : nombre maximum)

Cette liste complémentaire est valable un an à compter de la proclamation des résultats et elle permet de faire appel au candidat inscrit sur cette liste en cas d'impossibilité de nomination ou de démission ou de défection du candidat retenu par la liste principale, ou éventuellement, de pourvoir une vacance d'emploi survenant dans l'année qui suit le concours.

Article 12 : Aucune contestation ne pourra être admise au cas où les circonstances imposeraient l'ajournement, le report ou la suppression du concours.

Article 13 : Pour l'ensemble des candidats : personnes de nationalité française et personnes ressortissantes des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et de la Principauté d'Andorre autres que la France :

La nomination en qualité de stagiaire à l'issue du concours est subordonnée à certaines conditions pour avoir la qualité de fonctionnaire. La personne reçue ne pourra être nommée :

Pour les personnes de nationalité française :

Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire

- 1) s'il ne possède la nationalité française.
- 2) s'il ne jouit de ses droits civiques.
- 3) le cas échéant, si les mentions portées au bulletin n°2 de son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions.
- 4) s'il ne se trouve en position régulière au regard du code du service national.
- 5) s'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.

Pour les candidats reçus ressortissantes des Etats membres de la communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Principauté d'Andorre autres que la France :

Ils ne peuvent avoir la qualité de fonctionnaires :

- 1) s'ils ne jouissent de leurs droits civiques dans l'état dont ils sont ressortissants,
- 2) s'ils ont subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions.
- 3) s'ils ne se trouvent en position régulière au regard des obligations de service national de l'état dont ils sont ressortissants,
- 4) s'ils ne remplissent les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.

Pour l'ensemble des candidats reçus : ils devront obtenir un résultat favorable aux examens médicaux prévus au décret n° 88-386 du 19 Avril 1988 relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière.

Article 14 : La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif compétant dans le délai de deux mois à compter de la date d'insertion au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Fait à THAON LES VOSGES, le 29 novembre 2005

Le Président du C.A.,
Raymond DEGEMARD



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1129
CABINET DU PREFET	1129
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN ADJOINT AU MAIRE	1129
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	1129
ARRETE AUTORISANT LE PORT DE LA TENUE DE SERVICE GENERAL ET DE LA TENUE D'HONNEUR POUR LES FONCTIONNAIRES ACTIFS DE LA POLICE NATIONALE ET LES ADJOINTS DE SECURITE	1129
<i>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>1129</i>
ARRETE SIDPC / 12 / 2005 DU 11 OCTOBRE 2005 PORTANT APPROBATION DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ACHEMINEMENT DES APPELS D'URGENCE	1129
SECRETARIAT GENERAL	1130
<i>BUREAU DU PERSONNEL ET DU BUDGET</i>	<i>1130</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE REGIES DE RECETTES AU SEIN DES SERVICES ACTIFS DE POLICE POUR L'ENCAISSEMENT IMMEDIAT DES AMENDES FORFAITAIRES MINOREES, DES AMENDES FORFAITAIRES ET DES CONSIGNATIONS	1130
ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION DES REGISSEURS DE RECETTES AU SEIN DES SERVICES ACTIFS DE POLICE POUR L'ENCAISSEMENT IMMEDIAT DES AMENDES FORFAITAIRES MINOREES, DES AMENDES FORFAITAIRES ET DES CONSIGNATIONS	1131
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	1131
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	<i>1131</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.46 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY	1131
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.47 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR ERIC MAIRE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE	1132
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.49 - DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE	1132
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.51 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHRISTIANE PERNET, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1133
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.52 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME HELENE SAY, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1134
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	1135
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>1135</i>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1135
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1135
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1135
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1135
<i>TROISIEME BUREAU</i>	<i>1135</i>
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE DE SECURITE DES PERSONNES ET SECURITE INCENDIE DE L'HOTEL DES FINANCES DE NANCY	1135
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE MUTUALISE DE FOURNITURE DE PAPIER ET DE FOURNITURES DE BUREAU	1136
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE MUTUALISE DE FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	1136
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES JURIDICTIONS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE NANCY	1136
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUES DE LA CITE JUDICIAIRE DE NANCY	1137
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA PREFECTURE ET DES SOUS PREFECTURES	1137
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1137
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	<i>1138</i>
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY	1138
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE ET CANTON DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	1139
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEY	1140
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	<i>1140</i>

ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DE LA TRANCHEE DRAINANTE VYREDOX PAR LA COMMUNE DE GONDREVILLE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	1140
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT S.N.C. POLE EUROPE A REALISER DES TRAVAUX D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES DANS LE CADRE DE LA CREATION DE SURFACES COMMERCIALES A MONT-SAINT-MARTIN	1143
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ORNE AVAL A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE L'ORNE DANS LE CADRE DE LA POSE D'UNE CONDUITE D'ASSAINISSEMENT EN SIPHON A JOEUF	1144
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DU ROUAUX DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT RD 37 A AGINCOURT	1145
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A CHARENCEY-VEZIN ET EPIEZ-SUR-CHIERS SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE	1146
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DES FROIDES FONTAINES DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 145 A TUCQUEGNIEX	1147
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE L'AMEZULE DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DU PONT RD 32 A LAY-SAINT-CHRISTOPHE	1148
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A ALLONDELLE-LA-MALMAISON SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE	1149
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES Puits SOFORIN 2 ET 3 PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MOSELLE ET MADON B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	1151
AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	1154
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1154
DEUXIEME BUREAU	1154
AUTORISATION PREFECTORALE N° 117	1154
COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES TAXIS ET VOITURES DE PETITE REMISE	1154
AUTORISATION PREFECTORALE N° 167	1156
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1156
PREMIER BUREAU	1156
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE BEZAUMONT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU VALMONT D'UNE PART, ET L'ABANDON DE LA COMPETENCE SCOLAIRE PAR LE SYNDICAT D'AUTRE PART	1156
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ABANDON DES COMPETENCES "CULTURE ET LOISIRS (MJC)" ET "ORDURES MENAGERES" PAR LE SIVOM DE LA HAUTE-MOSELLE A LA CARTE ET LA TRANSFORMATION DU SYNDICAT EN SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE	1157
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BEZAUMONT, LANDREMONT, SAINTE-GENEVIEVE ET VILLE-AU-VAL AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE "REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL DU VALMONT-ATTON-LOISY" AINSI QUE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT	1157
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1159
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE BATILLY A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES	1159
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT SCOLAIRE DES QUATRE COMMUNES	1159
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	1160
ARRETE DU 23 SEPTEMBRE 2005 FIXANT LE PERIMETRE DU SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU LUNEVILLOIS	1160
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1160
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1160
DELIBERATION N° 89/05	1160
DELIBERATION N° 90/05	1160
DELIBERATION N° 91/05	1161
DELIBERATION N° 92/05	1161
DELIBERATION N° 93/05	1161
DELIBERATION N°94/05 DU 18 OCTOBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2006 DU CENTRE HOSPITALIER DE BAR LE DUC	1161
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N°13/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHRISTIANE PERNET, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE ET MOSELLE	1162
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	1163
ARRETE N° 3 DU 25 OCTOBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE	1163
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1163
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	1163
ARRETE EN DATE DU 20 OCTOBRE 2005 PORTANT INSCRIPTION D'UNE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE (S.E.L.A.R.L.) DE MASSEURS-KINESITHERAPEUTES - INSCRIPTION ENREGISTREE SOUS LE N° 54-05-01	1163
SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT	1164
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE	1164
SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	1164
ARRETE DDASS / SSA / N° 2705 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES DE NANCY	1164
ARRETE DDASS / SSA / N° 2706 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS	1165

ARRETE DDASS / SSA/ N° 2707 MODIFIANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	1165
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2708 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE.....	1166
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2709 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT.....	1166
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2710 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	1167
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2711 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY.....	1168
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2712 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS.....	1168
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2714 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "NOTRE DAME DU BON REPOS" DE MAXEVILLE.....	1169
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2715 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT SAUVEUR" DE NANCY.....	1170
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / AES / N° 2716 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTEL-CLUB A SAINT MAX.....	1170
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE.....	1171
<i>SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE.....</i>	<i>1171</i>
ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1171
AVENANT N° 78 DU 19 JUILLET 2005 A LA CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL DU 19 JUIN 1969 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1171
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	1172
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES.....	1172
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES.....	1173
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES.....	1173
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>1180</i>
ARRETE PREFECTORAL 05/411/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE BREMENIL.....	1180
ARRETE MODIFICATIF DDAF 2005/424 - BAUX RURAUX CHANGEMENT DE DESTINATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE - AUTORISATION DE RESILIATION DE BAIL.....	1180
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>1181</i>
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/386 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CRION.....	1181
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	1181
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>1181</i>
ARRETE 2005/DDE/075/CDER.....	1181
ARRETE 2005/DDE/077/CDER.....	1182
ARRETE 2005/DDE/078/CDER.....	1182
<i>SERVICE DE L'HABITAT.....</i>	<i>1183</i>
ARRETE AUTORISANT LE VERSEMENT DIRECT DE L'APL A L'ASSOCIATION "ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX" A VANDOEUVRE-LES-NANCY DANS LE CADRE DU DISPOSITIF C.H.R.S.....	1183
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE.....</i>	<i>1183</i>
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/05/31 PORTANT RESILIATION DE L'ARRETE AUTORISANT L'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT.....	1183
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>1184</i>
AVIS.....	1184
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	1184
DECISION ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME ANNE-MARIE LEBLAY, CHEF DU SERVICE DE GESTION OPERATIONNELLE, ET A M. THIERRY ALENDE, DIRECTEUR DE LA SECURITE PUBLIQUE ADJOINT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ET COMMISSAIRE CENTRAL ADJOINT DE NANCY.....	1184
AVIS DE VACANCES DE POSTES.....	1184
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT CHEF DEUXIEME CATEGORIE.....	1184
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE DE CONTREMAITRE.....	1185
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCES DE POSTES DE MAITRE OUVRIER.....	1185
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE.....	1185
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT TECHNIQUE D'ENTRETIEN.....	1185
AVIS DE CONCOURS.....	1186
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LA NOMINATION D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE GOLBEY.....	1186
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - SAINT-CHARLES.....	1186
ARRETE DDASS/AES N° 196-05 DU 07 NOVEMBRE 2005 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE CONCOURS SUR TITRES D'ASSISTANT SOCIO EDUCATIF (EMPLOI D'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL).....	1186
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2 ^{EME} CATEGORIE AU CHU DE NANCY.....	1187

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN ADJOINT AU MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. Serge DE CARLI, maire de la commune de MONT-SAINT-MARTIN,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

Article 1^{er} : M. Marcel DUPUIS ancien adjoint au maire de la commune de MONT-SAINT-MARTIN est nommé adjoint au maire honoraire.

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 18 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de monsieur René BEREND, Président de l'Association des Anciens Maires et Adjointes de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

Article 1^{er} : Madame Simone JACQUES ancien maire de la commune de BONVILLER est nommée maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 18 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE AUTORISANT LE PORT DE LA TENUE DE SERVICE GENERAL ET DE LA TENUE D'HONNEUR
POUR LES FONCTIONNAIRES ACTIFS DE LA POLICE NATIONALE ET LES ADJOINTS DE SECURITE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 modifiée portant organisation de la police nationale,

Vu la loi n° 96-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité,

Vu la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure,

Vu le décret n° 95-655 du 9 mai 1995 modifié portant statut particulier du corps de conception et de direction de la police nationale,

Vu le décret n° 2000-800 du 24 août 2000 relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité,

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale,

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale,

Vu l'article 113-1 de l'arrêté du 22 juillet 1995 modifié portant règlement général d'emploi de la police nationale (1^{ère} partie du règlement général de la police nationale),

Vu l'arrêté du 24 août 2000 fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2004 fixant la composition et la description de la tenue de service général des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2004 fixant la composition et la description de la tenue de service général des officiers de la police nationale,

Vu l'arrêté du 23 juillet 2004 fixant la composition et la description de la tenue de service général des fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application et des adjoints de sécurité de la police nationale,

Considérant la distribution, pour le département de la Meurthe-et-Moselle, des nouveaux uniformes de la police nationale,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les fonctionnaires actifs de la police nationale et les adjoints de sécurité sont autorisés à porter les nouvelles tenues de service général et d'honneur à compter du mardi 8 novembre 2005.

Article 2 : Les conditions de port des tenues de service général et d'honneur sont définies par les directions d'emploi.

Article 3 : Les personnels concernés par les nouvelles tenues conservent leur ancien uniforme jusqu'au déploiement complet, sur l'ensemble du territoire national des nouvelles tenues d'uniforme.

Article 4 : Les directeurs des services concernés sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 7 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE SIDPC / 12 / 2005 DU 11 OCTOBRE 2005 PORTANT APPROBATION
DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ACHEMINEMENT DES APPELS D'URGENCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°88-622 du 6 mai 1988 modifié relatif aux plans d'urgence ;

Vu la circulaire du 26 avril 2000 relative à l'élaboration des plans départementaux d'acheminement des appels d'urgence ;
Vu le décret n°2000-571 du 26 juin 2000 modifiant le décret no 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence ;
Vu le décret n°2001-470 du 28 mai 2001 relatif à l'information des populations et modifiant le décret no 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence ;
Vu le décret n°2002-367 du 13 mars 2002 modifiant le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence ;
Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
Vu le décret n°2005-862 du 26 juillet 2005 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communication électronique ;
Vu l'approbation des services départementaux de Meurthe-et-Moselle :
- Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
- S.A.M.U.
- Service départemental d'incendie et de secours
- Direction départementale de la Sécurité publique
- Groupement de gendarmerie
Sur proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRETE

Article 1 : Le plan départemental des appels d'urgence annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : M. le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet, directeur de cabinet, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, M. le colonel, directeur du service départemental d'incendie et de secours, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le colonel, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le chef du service zonal des systèmes d'information et de communication, Mme le chef du service interministériel de défense et de protection civile, M. le chef du service départemental des systèmes d'information et de communication sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera donnée aux opérateurs téléphoniques présents dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet,
Claude BALAND

SECRETARIAT GENERAL**BUREAU DU PERSONNEL ET DU BUDGET****ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE REGIES DE RECETTES AU SEIN DES SERVICES ACTIFS DE POLICE
POUR L'ENCAISSEMENT IMMEDIAT DES AMENDES FORFAITAIRES MINOREES, DES AMENDES FORFAITAIRES ET DES CONSIGNATIONS****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 permettant l'encaissement immédiat des amendes forfaitaires minorées, des amendes forfaitaires et des consignations ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 (modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976) relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs et du montant de cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'instruction codificatrice du ministère du budget n°93-75 du 29 juin 1993 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1993 portant création de régies de recettes au sein des services actifs de police pour l'encaissement immédiat des amendes forfaitaires minorées, des amendes forfaitaires et des consignations ;

Vu la lettre de M le commissaire Divisionnaire, Directeur Zonal des CRS Est en date du 6 juin 2005 ;

Vu l'avis de M. le Trésorier Payeur Général du 3 août 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral du 29 décembre 1993 est abrogé.

ARTICLE 2 : Il est créé une régie de recette habilitée à encaisser le produit des amendes forfaitaires minorées en application des dispositions de la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 susvisée, ainsi que le produit des amendes forfaitaires et des consignations (article 121-4 du code de la route), auprès de la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière à Champigneulle.

ARTICLE 3 : Le régisseur et son mandataire sont désignés par mes soins sur proposition du Directeur Zonal Est

ARTICLE 4 : Les recettes sont encaissées par les agents verbalisateurs et reversées à la caisse comptable du trésor le jour même de l'encaissement. Si les circonstances ne le permettent pas (ex : fermeture du poste comptable ...) le versement a lieu au plus tard dans les deux jours de la constatation de l'infraction ou dès le premier jour d'ouverture du poste comptable si la fermeture est supérieure à deux jours.

Par dérogation à ce principe, les versements en numéraire peuvent n'intervenir qu'une fois par semaine (cette périodicité ne pourra, en aucun cas, être allongée).

Les agents verbalisateurs reversent les sommes encaissées au Comptable du Trésor de leur choix dans la mesure où il est situé dans le ressort du Trésorier Payeur Général ayant délivré les carnets à souche. Lors du versement des fonds au Trésor, les agents verbalisateurs s'assurent que les états récapitulatifs des bordereaux de versement des quittances à souche d'encaissement immédiat ont bien été établis. Ils ont alors l'obligation de transmettre ces états à leur responsable, c'est à dire le régisseur dont ils dépendent ou son mandataire.

Ces derniers ont pour mission de centraliser les états récapitulatifs précités et de s'assurer de la régularité des opérations, au moins une fois par semestre avec le Trésorier Payeur Général.

ARTICLE 5 : Les régisseurs et leurs mandataires sont dispensés du cautionnement.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi que M. le commissaire divisionnaire, directeur zonal des C.R.S. EST, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION DES REGISSEURS DE RECETTES AU SEIN DES SERVICES ACTIFS DE POLICE
POUR L'ENCAISSEMENT IMMEDIAT DES AMENDES FORFAITAIRES MINOREES, DES AMENDES FORFAITAIRES ET DES CONSIGNATIONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 permettant l'encaissement immédiat des amendes forfaitaires minorées, des amendes forfaitaires et des consignations ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 (modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976) relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 28 mai 1993, modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs et du montant de cautionnement imposé à ces agents ;
Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;
Vu l'instruction codificatrice du ministère du budget n°93-75 du 29 juin 1993 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 2005 portant création de régie de recette au sein de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière à Champigneulle pour l'encaissement immédiat des amendes forfaitaires minorées, des amendes forfaitaires et des consignations ;
Vu la lettre de M. le directeur départemental de la sécurité publique en date du 27 septembre ;
Vu l'avis de M. le Trésorier Payeur Général du 3 août 2005 ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : M. David HOFF, gardien de la paix est nommé régisseur de recettes au sein de la C.R.S. Autoroutière à Champigneulle pour l'encaissement immédiat du produit des amendes forfaitaires minorées, en application des dispositions de la loi n°89-469 du 10 juillet 1989 susvisée, ainsi que des amendes forfaitaires et des consignations (article L.121-4 du code de la route).

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. le gardien de la paix HOFF, M. Jacques LECLERC, gardien de la paix est chargé d'exercer cette fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle ainsi que M. le commissaire divisionnaire, directeur zonal des C.R.S. EST, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Corinne CHAUVIN

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.46 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU l'article 25 III de la loi n° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;
VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;
VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.32 du 14 août 2005 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1, paragraphe IV, alinéa 5 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005, est modifié selon les dispositions suivantes :

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'exède pas les limites de l'arrondissement

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : L'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Briey seront exercées par Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture, ou par Monsieur Éric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, ou par Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil

des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Éric Maire, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ainsi qu'à Monsieur le trésorier-payeur général.
NANCY, le 10 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.47 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR ERIC MAIRE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;
VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;
VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.51 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Éric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1, paragraphe IV, alinéa 5 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.51 du 20 décembre 2004, est modifié selon les dispositions suivantes :

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : L'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.51 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Éric Maire, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville seront exercées par Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, successivement par Monsieur Marc Burg, secrétaire général de la préfecture et par Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey.

ARTICLE 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le sous-préfet de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, ainsi qu'à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 10 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.49 - DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;
VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;
VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;
VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du 11 octobre 2005 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Jean-Philippe Moretau directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;
VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Hugues Corbeau directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;
VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves Royer directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;
VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François Hurson directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, et à Monsieur Dominique Louis, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe Moretau, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à Monsieur Serge Hector, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à Monsieur Philippe Petitjean, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée à Monsieur François Hurson, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est et à Monsieur Marc Meneghin, adjoint au directeur, dans le ressort territorial du département de Meurthe-et-Moselle, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à Monsieur Daniel Morlon, chef du service de l'ingénierie publique et à Monsieur Antoine Vogrig, chef de l'arrondissement territorial Nord et Sud à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 5 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.

ARTICLE 7 : Délégation est donnée à Monsieur André Magnier, chef de l'arrondissement études et grands travaux au service navigation du Nord-Est et à Monsieur Jean-Louis Aubertein, chef de l'arrondissement entretien exploitation au service navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 8 : Délégation est donnée à Monsieur Jean Vinson, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 9 : Délégation est donnée au centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à Monsieur Hubert Perrier, directeur du laboratoire régional de Nancy, Monsieur Georges Kuntz, directeur du laboratoire régional de Strasbourg, Monsieur Gérard Gautier, chef du département informatique, Monsieur Alain Madella, chef du département aménagement et transports, Monsieur Guy Grandgenèvre, chef du département gestion exploitation sécurité, et Monsieur Christophe Leblanc, chef du département environnement infrastructures ouvrages d'art, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.41 du 19 octobre 2005 est abrogé.

ARTICLE 11 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur Jean-Philippe Moretau, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

- Monsieur François Hurson, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine,

- Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 10 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.51 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHRISTIANE PERNET, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets , à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du 10 octobre 2005 de M. le Ministre de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement et M. le Ministre de la Santé et des Solidarités, portant nomination à compter du 1^{er} novembre 2005 de Madame Christiane Pernet dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame Christiane Pernet, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence simultanée de Madame Christiane Pernet, de Madame Myriam Berg et de Monsieur Jean-François Lhuillier, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Madame Brigitte Dempt, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Irène Delforge, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Aline Joannes, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie Geyer, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Françoise Wanson, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle De Silvestri, conseillère technique en travail social,
- Monsieur Jean-Marc Le Moigne, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stephanie Reverre, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Christian Mannschott, ingénieur en chef du génie sanitaire,
- Monsieur José-Louis Martinez, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie Moniot, ingénieur d'études sanitaires.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Madame Christiane Pernet, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 15 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.52 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME HELENE SAY,
DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;
VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Madame Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;
VU la décision d'affectation du ministre de la culture et de la communication du 2 juillet 2004 concernant Monsieur Pierre-Frédéric Brau, nommé aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.81 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Madame Hélène SAY, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.81 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) *gestion du service départemental d'archives :*

- ✓ correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;
- ✓ engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.

b) *contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :*

- ✓ correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;
- ✓ avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;
- ✓ visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.
- ✓ arrêtés de dérogation à l'article L 212-11 du Code du patrimoine pour la conservation des archives centenaires au sein des collectivités territoriales.

c) *contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :*

- ✓ documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;
 - ✓ visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat ;
 - ✓ documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.
- d) *coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département.*
- ✓ correspondances et rapports.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame Hélène Say, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours en préfecture de Meurthe-et-Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général ainsi qu'à Monsieur le président du conseil général.

NANCY, le 29 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 25 octobre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS MAPEX, en qualité de future exploitante, en vue de procéder à la création d'un magasin d'électroménager à l'enseigne LE HALL DE L'ELECTROMENAGER à ESSEY-LES-NANCY- ZAC du Tronc qui Fume de 540 m² de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
F. GABRION

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 25 octobre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC Sepric Réalisations en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne C&A à FROUARD - ZAC du Saule Gaillard, d'une surface de vente de 1350 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FROUARD.

NANCY, le 27 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
F. GABRION

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 25 octobre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC Sepric Réalisations en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin de meubles et de décoration de la maison à l'enseigne XXL à FROUARD - ZAC du Saule Gaillard, d'une surface de vente de 540 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FROUARD.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
F. GABRION

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 25 octobre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC Sepric Réalisations en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin de vente de cycles à l'enseigne VELOLAND à FROUARD - ZAC du Saule Gaillard, d'une surface de vente de 420 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FROUARD.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 27 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur,
F. GABRION

TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE DANS LE CADRE DU MARCHE DE SECURITE DES PERSONNES ET SECURITE INCENDIE DE L'HOTEL DES FINANCES DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements
VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture et de l'enregistrement des offres, puis du classement des offres après analyse dans le cadre du marché de sécurité des personnes et de sécurité incendie de l'Hôtel des finances à Nancy.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de la Bibliothèque au 2e étage), les vendredi 18 novembre à 10h, puis le mercredi 23 novembre à 10h.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE
DANS LE CADRE DU MARCHE MUTUALISE DE FOURNITURE DE PAPIER ET DE FOURNITURES DE BUREAU

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture et de l'enregistrement des offres, puis du classement des offres après analyse dans le cadre du marché mutualisé de fourniture de papier et de fournitures de bureau.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Salle Louis Marin), le mercredi 19 octobre à 9h30 puis le mardi 8 novembre à 9h30.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE
DANS LE CADRE DU MARCHE MUTUALISE DE FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture et de l'enregistrement des offres, puis du classement des offres après analyse dans le cadre du marché mutualisé de fourniture de consommables informatiques.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Salle de la Bibliothèque), le mardi 25 octobre à 9h puis le mercredi 16 novembre à 9h30.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE
DANS LE CADRE DU MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX DES JURIDICTIONS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements
VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture et de l'enregistrement des offres, puis du classement des offres après analyse dans le cadre du marché de nettoyage des locaux des juridictions du ressort de la cour d'appel de Nancy.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Bâtiment 1, rue Préfet Claude Enignac, salle de la Bibliothèque au 2e étage), le lundi 7 novembre à 9h puis le mardi 15 novembre à 9h30.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE
DANS LE CADRE DU MARCHE DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUES DE LA CITE JUDICIAIRE DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements
VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture et de l'enregistrement des offres, puis du classement des offres après analyse dans le cadre du marché de maintenance multitechniques de la cité judiciaire de Nancy.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Bâtiment 1, rue Préfet Claude Enignac, salle de la Bibliothèque au 2e étage), le lundi 7 novembre à 9h30 puis le lundi 21 novembre à 9h30.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'OUVERTURE DES OFFRES ET DU CLASSEMENT DES OFFRES APRES ANALYSE
DANS LE CADRE DU MARCHE DE NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA PREFECTURE ET DES SOUS PREFECTURES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements
VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée de l'ouverture et de l'enregistrement des offres, puis du classement des offres après analyse dans le cadre du marché de nettoyage des locaux de la préfecture et des sous-préfectures.

ARTICLE 2 : Les séances de cette commission se tiendront en préfecture (Salle de la Bibliothèque), le mercredi 30 novembre à 9h puis le lundi 5 décembre à 9h.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
A MADAME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant

règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;
VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;
VU l'arrêté ministériel du 10 octobre 2005 nommant Madame Christiane PERNET en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 est annulé ;

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, sur le **budget santé, famille, personnes handicapées et solidarité (code 35)** pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus sur les allocations du RMI.

Délégation de signature est également donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier déconcentré, qui restent soumis à ma signature.

ARTICLE 4 : Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

ARTICLE 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

ARTICLE 6 : Délégation de signature est accordée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtes portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

ARTICLE 7 : Délégation de signature est accordée à Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

ARTICLE 8 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

ARTICLE 9 : En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 6 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} novembre 2005.

ARTICLE 12 : Monsieur. le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et Monsieur. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

QUATRIEME BUREAU

ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de NANCY-CUGN,

VU le courrier de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy en date du 7 octobre 2005,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN avec voix consultative :

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- Monsieur Jean-Paul LACRESSE, président de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle - 21, rue Saint Lambert - 54046 NANCY

Au titre de la personne juriste

- Une personne proposée par Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy

ARTICLE 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 26 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE ET CANTON DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville et canton de Saint-Nicolas-de-Port,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port,

VU le courrier de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy en date du 7 octobre 2005,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port avec voix consultative :

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- Monsieur Patrice FLOQUET, responsable de l'agence UDAF de LUNEVILLE 30, rue Gambetta- 54300 LUNEVILLE

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy

ARTICLE 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
NANCY, le 26 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN
DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,
VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Briey,
VU l'arrêté préfectoral modificatif du 22 novembre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Briey,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de Briey,
VU l'arrêté préfectoral rectificatif du 18 avril 2005 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de Briey,
VU le courrier de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy en date du 7 octobre 2005,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY avec voix consultative :

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- Madame Brigitte KOSINSKI - service tutelle UDAF - 15 C, rue Anatole France- 54400 LONGWY.

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy.

ARTICLE 3 : Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
NANCY, le 26 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DE LA TRANCHEE DRAINANTE VYREDOX PAR LA COMMUNE DE GONDREVILLE

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 12/05/2000 ;

VU la délibération du conseil municipal du 25/06/1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la tranchée drainante Vyredox à GONDREVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 19/05/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

- 1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la tranchée drainante Vyredox par et en commune de GONDREVILLE
- 2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de GONDREVILLE
- VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;
- VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;
- VU l'avis favorable du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;
- VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005
- CONSIDERANT** la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la Commune de GONDREVILLE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation par la tranchée drainante Vyredox à GONDREVILLE
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à GONDREVILLE
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Tranchée drainante Vyredox	GONDREVILLE	ZB 22	229-3-0107	865967	2416305	202 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 1200 m³/j en moyenne ni 80 m³/h ni 1500 m³/h en débit de pointe.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit et niveau de la Moselle au droit des installations (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la tranchée drainante Vyredox est situé sur le territoire de Gondreville, parcelle ZB 22, lieu-dit A La Morte Bichet.

Il couvre une surface de 1 ha environ.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface d'environ 35 ha, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après situées sur le territoire de Gondreville :

n° de parcelle	Lieu-dit
ZB 1 à 9	A la Grande Haye
ZB 10 à 27	A la Morte Bichet

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre est propriété de la commune et doit le rester.

Dans ce périmètre, toutes activités et installations autres que celles nécessaires à la mise en sûreté des installations et à l'entretien du captage et de ses abords sont interdites.

Le périmètre de protection immédiate doit être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle des eaux ou de l'entretien du captage.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

* concernant les travaux souterrains sont interdits :

- les captages d'eau captant le même aquifère sauf pour remplacer l'ouvrage actuel ;
- les sondages et forages de reconnaissance pour les besoins de la surveillance de l'aquifère ou pour le remplacement de la ressource en eau. Les sondages de

reconnaissance ne devront pas constituer des points potentiels de pollution de la nappe. Ils devront être réalisés dans les règles de l'art et cimentés après usage ;

- l'exploitation de carrière ;
- la réalisation de mares et d'étangs.

** concernant les stockages et dépôts sont interdits :*

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les stockages de produits chimiques ;
- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, purins, pesticides, lisiers) ;
- les stockages d'effluents industriels ;
- les stockages d'effluents domestiques collectifs ;
- les stations d'épuration ;
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

** sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées domestiques collectives ;
- d'eaux usées industrielles ;
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides.

** sont interdits les rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques et industrielles ;
- d'effluents agricoles ;
- les installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
- les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

** concernant les constructions sont interdits :*

- les habitations raccordées ou non à un assainissement collectif ;
- les campings, caravaning et annexes ;
- les cimetières ;
- les installations classées ;
- les bâtiments d'élevage, d'engraissement ;
- les silos produisant des jus de fermentation ;
- les nouvelles voies de circulation importante.

** concernant les activités agricoles sont interdits :*

- le drainage ;
- le maraîchage, les pépinières et les serres ;
- le retournement des prairies existantes sauf pour un réensemencement immédiat ;
- l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration.

** concernant les activités forestières sont interdits :*

- les défrichements ;
- les aires de débardage ;
- l'utilisation de pesticides ;
- l'affourage et l'agrenage du gibier ;
- le traitement du bois stocké.

à l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

** concernant les travaux souterrains :*

- l'ouverture d'excavations de plus de 2 m de profondeur sera réservée aux canalisations d'eau potable et gaines techniques ;
- le remblaiement d'excavations sera réalisé à l'aide de matériaux issus de carrière n'ayant aucune influence sur la chimie de la nappe.

** concernant les constructions :*

- seules les voies de circulation limitées aux chemins d'exploitation et ruraux seront maintenues et pourront être aménagées en fonction des besoins de desserte.

** concernant les activités agricoles :*

- les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris seront installés à plus de 100 mètres de la tranchée drainante ;
- les épandages agricoles seront conduits selon le code des Bonnes Pratiques Agricoles.

** concernant les activités forestières :*

- les haies et bosquets devront être conservés.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux suivants seront à réaliser dans un délai de deux ans à compter de l'acte déclarant d'utilité publique les périmètres de protection :

Concernant la condamnation des accès, le périmètre de protection immédiate sera clôturé (accès fermant à clé).

Concernant la protection contre les intrusions directes d'eau dans les ouvrages de captages :

- le puits de pompage de la tranchée drainante devra, si ce n'est déjà fait, être rehaussé au dessus du niveau des hautes eaux ;
- les parois du puits de recueil des eaux de la tranchée drainante, si ce n'est déjà fait, seront ragréées avec un béton de type alimentaire ; des joints seront mis en place sur toutes les traversées de conduites dans le béton de l'avant puits afin de ne pas favoriser l'introduction d'eau de surface. Les grilles et autres éléments oxydés seront remplacés par des éléments en acier inoxydable ;
- les puits d'injection, si ce n'est déjà fait, seront nettoyés et brossés ; tous les tuyaux permettant la mise à l'atmosphère devront être rallongés ;
- l'ancien puits n°3, si ce n'est déjà fait, sera définitivement fermé, de même que le puits d'infiltration situé à proximité du captage ; par ailleurs les liaisons électriques et la canalisation de refoulement de l'actuelle station de pompage seront réaménagées en conséquence.

Concernant les mesures destinées à rendre plus sûre la production d'eau potable de la tranchée drainante :

- sera créée une étanchéité verticale jusqu'à la base des limons (2,2 mètres de profondeur) en périphérie intérieure du périmètre de protection immédiate permettant de supprimer le risque de pollution lors des crues non débordantes de la Moselle ;
- sera créée une digue étanche de 0,49 mètre de hauteur en périphérie intérieure du périmètre de protection immédiate permettant de diminuer le risque de pollution lors des crues débordantes de la Moselle (comportant les nécessaires ouvrages annexes d'accès et de vidange).

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Gondreville est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de GONDREVILLE est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant :

- un dispositif de traitement du manganèse et du fer

- un dispositif de désinfection

afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Ces dispositifs sont agréés par le ministère chargé de la santé.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 18 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE, M. le Sous-Préfète de TOUL, M. le maire de la commune de GONDREVILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT S.N.C. POLE EUROPE A REALISER DES TRAVAUX D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES DANS LE CADRE DE LA CREATION DE SURFACES COMMERCIALES A MONT-SAINT-MARTIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et particulièrement les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R 11-4 à R 11-14,

VU les décrets d'application n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles du code de l'environnement cités ci-dessus,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU la demande déposée le 26 juillet 2004 par M. le Directeur de S.N.C. Pôle Europe,

VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la demande d'autorisation des travaux précités ;

VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairies de MONT-SAINT-MARTIN, LONGWY et LONGLAVILLE,

VU les conclusions émises par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 6 au 27 juin 2005 dans les communes de MONT-SAINT-MARTIN, LONGWY et LONGLAVILLE,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle du 20 octobre 2004,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle du 19 octobre 2004,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle du 26 août 2005,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle du 28 septembre 2005,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1ER - OBJET DE L'AUTORISATION

Monsieur le Directeur de S.N.C. Pôle Europe est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés conformément aux dispositions des articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 du Code de l'Environnement.

Désignation Intervention ou Travaux	Rubrique Décret 93-743	Régime
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha	5.3.0	DECLARATION
Création d'une zone imperméabilisée, supérieure à 5 ha d'un seul tenant, à l'exception des voies publiques affectées à la circulation	6.4.0	AUTORISATION

L'ensemble du projet est donc soumis à autorisation

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier "Police de l'eau" déposé par le pétitionnaire et soumis à enquête publique.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX ET OUVRAGES

Le projet porte sur la création, sur la commune de MONT-SAINT-MARTIN, au droit de l'ancienne usine DAEWOO, d'un parc d'activités commerciales de 45 lots et d'un bâtiment indépendant qui sera affecté aux Emaux de LONGWY. La surface imperméabilisée représente 7 hectares.

Les eaux pluviales transiteront par 3 canalisations pour recueillir les eaux de toitures des bâtiments (20 255 m²), les eaux de ruissellement des parkings publics, des voies de circulation et des espaces piétonniers (36 415 m²) et les eaux des parkings du personnel et des zones de circulation des poids lourds (13 859 m²).

Il est prévu de stocker les eaux pluviales dans un bassin de rétention et dans une canalisation prévue à cet effet. Les eaux pluviales seront traitées par la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le ruisseau des CHINETTES.

Le débit des eaux pluviales au point de rejet devra correspondre au débit de fuite identiques aux débits naturels (avant aménagement de la plate-forme).

Le projet est situé en dehors des zones inondables de la CHIERS et des CHINETTES.

ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution des eaux souterraines et superficielles, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers afin de prévenir les désordres susceptibles de nuire à la faune et à la flore aquatiques.

Tout déversement accidentel devra immédiatement être signalé en préfecture pour permettre de prendre les mesures nécessaires à la sécurisation de la prise d'eau destinée à la consommation humaine de la Communauté de Communes de l'agglomération de LONGWY à MONTMEDY.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore des cours d'eau (la Chiers et les Chinettes).

Les ouvrages et les cours d'eau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 9 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 10 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Monsieur le Directeur de S.N.C. Pôle Europe,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et affiché en mairie de MONT-SAINT-MARTIN, LONGWY et LONGLAVILLE.

Une copie du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ORNE AVAL A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE L'ORNE DANS LE CADRE DE LA POSE D'UNE CONDUITE D'ASSAINISSEMENT EN SIPHON A JOEUF

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et particulièrement les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3,

VU les décrets d'application n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles du code de l'environnement cités ci-dessus,

VU l'article 20 du décret 93-742 susvisé ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU la demande déposée le 11 août 2005 par Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Orne Aval relative à l'autorisation de réaliser des travaux de pose d'une conduite d'assainissement en franchissement de la rivière l'ORNE à JOEUF,

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Équipement du 14 septembre 2005 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle du 28 septembre 2005,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Orne Aval est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, des travaux dans le lit de la rivière l'ORNE à JOEUF.

Ces travaux devront être terminés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés à JOEUF en rive gauche de l'Orne à l'amont du pont SNCF.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages, intéressant le lit de la rivière l'ORNE, consistent en :

- La mise en place d'un ponton sur l'Orne maintenu par deux lignes de guidage implantées sur chaque berge,
- Le déroctage du fond de souille,
- Le dégagement de la souille,
- La pose du siphon (canalisation en acier de diamètre 450 mm),
- Le remblaiement de la souille avec les matériaux d'origine,
- La remise en état du lit et des abords de l'Orne.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution des eaux souterraines et superficielles, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers afin de prévenir les désordres susceptibles de nuire à la faune et à la flore aquatiques.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit et les abords de la rivière seront remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Orne Aval,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie de JOEUF.

Une copie du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DU ROUAUX DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT RD 37 A AGINCOURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 18 juillet 2005, relative à l'autorisation de réparer le pont de la route départementale 37 sur le ruisseau du Rouaux à AGINCOURT ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 1 septembre 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à AGINCOURT, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau du ROUAUX nécessaires à la réfection du pont RD 37.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de AGINCOURT, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau du ROUAUX.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- assécher la zone de travail en déviant le ruisseau par busage ;
- démolir l'ouvrage en maçonnerie existant ;
- remplacer l'ouvrage existant ;
- mettre en place un enrochement maçonné en amont, l'aval étant juxtaposé à un ouvrage privé ;
- remettre les lieux en l'état ;

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau du ROUAUX, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus, aux frais du permissionnaire, afin de maintenir un bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir en matière de police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article, pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et la gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10- PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Maire de la commune d'AGINCOURT,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Copie du présent arrêté sera affichée en mairie d'AGINCOURT.

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A CHARENCEY-VEZIN ET EPIEZ-SUR-CHIERS SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

Vu les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (art L 214-1 à 214-6 du code de l'environnement) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement de la Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté le 02/07/1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15/11/1996 ;

Vu le dossier déposé le 29 juin 2005 par le Président du Syndicat d'Epuración de Charencey-Vezin et d'Epiez-sur-Chiers relatif à la mise aux normes du système de collecte et de transport des eaux et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Charencey-Vezin ;

Considérant que le projet est répertorié sous la rubrique 5-1-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de la déclaration ;

Vu le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Equipement du 12 septembre 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

A R R E T E**ARTICLE 1 - OBJET**

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le Président du Syndicat d'Epuración de Charencey-Vezin et d'Epiez-sur-Chiers concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées et d'une station d'épuration des eaux usées à Charencey-Vezin dans les conditions du présent arrêté.

Les ouvrages relèvent de la rubrique de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO₅ - Déclaration

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après.

Le projet d'assainissement consiste principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 800 équivalents - habitants sur le territoire de Charency-Vezin (parcelles A29, 30 et 36), en rive gauche du RUISSEAU DE LA CHIERS, à l'aval du village de Vezin ; l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par lagunage naturel ; le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le ruisseau de la CHIERS au droit de la station ;

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'article ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
Le déclarant devra, dans un délai de 2 (deux) ans après la publication du présente arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.
4. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO	40 %	25 mg/l
DCO	-	-
NH4	75 %	10 mg/l
MES	-	-

Ces performances seront respectées en concentration en en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

1. Les dispositions visées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 concernant l'autosurveillance du fonctionnement des installations sont renforcées et complétées comme suit :

Paramètre	Débit et pH	DBO ₅	DCO	NH4 ⁺	MES	Microbiologie
Fréquence annuelle des mesures	1	1	1	1	1	

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, à la DDASS, tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur Le Sous-Préfet de Briey ;
- Monsieur le Président du Syndicat d'Epuration de Charency-Vezin et d'Epiez-sur-Chiers ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en Mairies de Charency-Vezin et Epiez-sur-Chiers.

NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DES FROIDES FONTAINES
DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 145 A TUCQUEGNIEUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 7 juillet 2005, relative à l'autorisation de reconstruction du pont de la route départementale 145 sur le ruisseau des Froides Fontaines à TUCQUEGNIEUX ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 28 juillet 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à TUCQUEGNIEUX, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau des FROIDES FONTAINES nécessaires à la reconstruction du pont de la RD 145. Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de TUCQUEGNIEUX, au droit et de part et d'autre du pont du Ruisseau des Froides Fontaines.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- dévier le Ruisseau des Froides Fontaines par busage ;
- démolir l'ancien ouvrage ;
- préparer les fondations du pont cadre en recherchant un sol suffisamment porteur ;
- reconstruire un nouveau pont constitué d'un pont cadre en béton armé équipé de murs en retour et d'enrochements maçonnés dans les angles ;
- remblayer l'intérieur du pont cadre et rétablir le lit du ruisseau ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau des FROIDES FONTAINES, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Des sauvetages de la vie piscicoles lors de l'assèchement des travaux devront être réalisés.

Un lit d'étiage garantissant la continuité écologique sera réalisé sur le radier du nouveau pont.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10- PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY,

Monsieur le Maire de la commune de TUCQUEGNIEUX,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et publié aux Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Copie du présent arrêté sera affichée en mairie de TUCQUEGNIEUX.

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE L'AMEZULE
DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DU PONT RD 32 A LAY-SAINT-CHRISTOPHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 13 juillet 2005, relative à l'autorisation de réparer le pont de la route départementale 32 sur le ruisseau de l'Amezule à LAY-SAINT-CHRISTOPHE ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 6 septembre 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à LAY-SAINT-CHRISTOPHE, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de l'AMEZULE nécessaires à la réfection du pont RD 32.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de LAY-SAINT-CHRISTOPHE, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau de l'AMEZULE.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- curer la travée T1 ;
- construire un radier béton sous chaque travée ;
- nettoyer et refaire les parements de l'ouvrage ;
- conforter les berges par un enrochement bétonné ;
- remettre les lieux en l'état ;

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de l'AMEZULE, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus, aux frais du permissionnaire, afin de maintenir un bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir en matière de police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article, pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et la gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10- PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Monsieur le Maire de la commune de LAY-SAINT-CHRISTOPHE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture,

Copie du présent arrêté sera affichée en mairie de LAY-SAINT-CHRISTOPHE.

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A ALLONDELLE-LA-MALMAISON SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

Vu les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (art L 214-1 à 214-6 du code de l'environnement) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement de la Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté le 02/07/1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15/11/1996

Vu le dossier déposé le 13 mai 2005 par le Maire de la commune d'Allondrelle-la-Malmaison relatif à la mise aux normes du système de collecte et de transport des eaux et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées ;

Considérant que le projet est répertorié sous les rubriques 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de la déclaration ;

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 12 septembre 2005 ;
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005 ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

AR R E T E**ARTICLE 1 - OBJET**

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le Maire d'Allondrelle-la-Malmaison concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées et d'une station d'épuration des eaux usées à Allondrelle-la-Malmaison dans les conditions du présent arrêté.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

- 5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO₅, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO₅ - Déclaration
5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égoûts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kgs de DBO₅, mais inférieur à 120 kg de DBO₅ - Déclaration .

ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après.

Le projet d'assainissement consiste principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 600 équivalents - habitants sur le territoire d'Allondrelle-la-Malmaison (SECTION C1n°53-54 et 55), en rive droite du RUISSEAU DU DORLON, à l'aval du village ; l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par cultures fixées sur support fin (infiltration-percolation sur sable) ; le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le ruisseau du DORLON au droit de la station ;
- l'aménagement de 5 déversoirs d'orage sur les réseaux d'égoûts communaux (dont 2 soumis à déclaration),

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'article ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :
Le déclarant devra, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange, un an avant sa réalisation.
4. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO	70 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH4	50 %	15 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration en en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

Par ailleurs l'effluent devra présenter un abattement bactériologique de 2 log.

1. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.
2. Les dispositions visées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 concernant l'autosurveillance du fonctionnement des installations sont renforcées et complétées comme suit :

Paramètre	Dé bit et pH	DBO ₅	DC O	NH4 ⁺	ME S	Microbiologie
Fréquence annuelle des mesures	2	2	2	2	2	2

ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, à la DDASS, tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Le Sous-Préfet de Briey

- Monsieur le Maire de la Commune d'Allondrelle-la-Malmaison

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en Mairie d'Allondrelle-la-Malmaison.
NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DES Puits SOFORIN 2 ET 3 PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MOSELLE ET MADON

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU

**2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL
EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique d'octobre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21/01/1988 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau sis à Chaligny exploité par la commune de Chaligny ; l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25/02/2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des puits Soforin 2 et 3 à Chaligny ;

VU l'arrêté préfectoral du 09/05/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique pour la dérivation et l'établissement des périmètres de protection des Puits Soforin 2 et 3 par la communauté de communes de Moselle et Madon en commune de CHALIGNY

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de CHALIGNY ;

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28 septembre 2005 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la Communauté de Communes de MOSELLE ET MADON dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par les puits Soforin 2 et 3 à CHALIGNY

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à CHALIGNY

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Puits Soforin 2	CHALIGNY	AH 20	229-8-0130	875687	2408933	217 m
Puits Soforin 3	CHALIGNY	AH 20	229-8-0198	875667	2409012	220 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 20 m³/h ni 230 m³/j en moyenne ni 400 m³/j en débit de pointe.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate des Puits Soforin 2 et 3 est situé sur le territoire de Chaligny, parcelles AH 7 et 20, lieudit "Les Paquis Sous Les Corvées". Il couvre une surface de 1 ha 89 a 03 ca.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface d'environ 11 ha environ, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après situées sur le territoire de Chaligny ainsi que les chemins compris à l'intérieur de ces parcelles :

Section	Lieu-dit	N° parcelles
AB	Les Corvées	1 à 32 ; 638 ; 704
AH	Les Paquis Sous Les Corvées	22 ; 52 à 53 ; 55 à 56 ; 61 ; 65 à 66
AH	Les Paquis Sous Faré	47 pp ; 64 pp ;
AI	Faré	345 à 360 ;

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur une surface de 40 ha environ au Nord du périmètre de protection rapprochée sur le territoire de Chaligny.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre est propriété de la commune et doit le rester.

Dans ce périmètre, toutes activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages et de leurs abords sont interdites.

Le périmètre de protection immédiate doit être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle des eaux ou de l'entretien du captage.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

** concernant les travaux souterrains sont interdits :*

- la création de forages, puits et captages des tiers dans le même aquifère,
- les sondages de reconnaissance des tiers,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,

** concernant les stockages et dépôts sont interdits:*

- d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- station d'épuration,
- bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

** sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

** sont interdits les rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

** concernant les constructions sont interdits :*

- d'habitations avec assainissement autonome,
- de campings, caravans et annexes,
- de cimetières,
- d'installations classées,
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement,
- de silos produisant des jus de fermentation,

** concernant les activités agricoles sont interdits :*

- le drainage,
- la culture sur labour,
- les abreuvoirs, installations mobiles de traites ou d'abris,
- l'épandage de lisier, boues de station d'épuration,
- le pacage des animaux.

** concernant les activités forestières sont interdits :*

- les défrichements,
- les coupes à blanc,
- les aires de débardage,
- l'utilisation de pesticides,
- le traitement du bois stocké,
- l'affourage ou l'agrenage de gibier.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

** concernant les travaux souterrains :*

- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 m de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution de la nappe,
- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'altérer la qualité des eaux souterraines,
- la réalisation de mares et d'étangs sera subordonnée à une étanchéification et soumise à une autorisation avec avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

** en ce qui concerne les stockages et dépôts :*

- les stockages et dépôts de produits potentiellement polluants solides ou liquides seront réalisés dans des cuves à double enveloppe ou sur des rétentions permettant d'éviter toute pollution des sols et de la nappe en cas de déversement.

* *en ce qui concerne les canalisations :*

- les canalisations d'eaux usées domestiques collectives seront étanches et feront l'objet d'un contrôle annuel de leur étanchéité.

* *en ce qui concerne les constructions :*

- la travaux de voiries devront utiliser des matériaux inertes. L'emploi d'herbicide sera interdit pour le traitement des accotements,

* *en ce qui concerne les activités agricoles :*

- les installations de maraîchage, pépinières, serres de type professionnel devront être soumises à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé,
- les épandages de produits agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- les personnes pratiquant le jardinage devront être averties des dangers liés à l'utilisation des pesticides comme de tout polluant potentiel.

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

* *en ce qui concerne les travaux souterrains :*

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'altérer la qualité des eaux souterraines,

* *en ce qui concerne les stockages et dépôts :*

- les stockages et dépôts de produits potentiellement polluants solides ou liquides seront réalisés dans des cuves à double enveloppe ou sur des rétentions permettant d'éviter toute pollution des sols et de la nappe en cas de déversement.

* *en ce qui concerne les canalisations :*

- les canalisations d'eaux usées domestiques collectives et industrielles seront étanches et feront l'objet d'un contrôle annuel de leur étanchéité.

* *en ce qui concerne les constructions :*

- les projets d'installations classées, bâtiments d'élevage, silos produisant des jus de fermentation devront être soumis à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

* *en ce qui concerne les activités agricoles :*

- les épandages de produits agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux suivants seront à réaliser dans un délai d'un an à compter de l'acte déclarant d'utilité publique les périmètres de protection :

- Clôture du périmètre de protection immédiate

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Chaligny est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Moselle et Madon est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de traitement du pH et de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - L'arrêté préfectoral du 21/01/1988 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau sis à Chaligny exploité par la commune de Chaligny ; l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné est abrogé en ce qui concerne les Puits Soforin 1 et 2.

ARTICLE 18 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 19 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, M. le maire de la commune de CHALIGNY, M. le Président de la Communauté de Communes de Moselle-et-Madon, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL
APPEL A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A LANEUEVILLE DEVANT NANCY**

Par délibération du 26 mai 2005, le conseil municipal de la ville de LANEUEVILLE DEVANT NANCY a demandé la constitution d'un nouveau groupe de travail nécessaire à l'élaboration d'un règlement local de publicité prévu à l'article L.581.14 du code de l'environnement relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
 - Les associations locales d'usagers agréées
 - Les professions intéressées
- (cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5 ° bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de LANEUEVILLE DEVANT NANCY.

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

AUTORISATION PREFECTORALE N° 117

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 :

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 117 du 25 février 2000 autorisant monsieur Idris MAMMERI, à gérer une entreprise sous la dénomination « G.S.F. SECURITY » exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à COSNES ET ROMAIN, 4 rue Robert Schumann ;

Vu la modification du siège social enregistrée au registre du commerce le 29 août 2005 ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à VANDOEUVRE LES NANCY, Centre d'affaires LES NATIONS.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Idris MAMMERI.

NANCY, le 27 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale
et des Polices Administratives,
Jean-Pierre DEVIDET

COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES TAXIS ET VOITURES DE PETITE REMISE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article R 26 du code pénal,

Vu la loi du 13 mars 1937 modifiée portant organisation de l'industrie du taxi,

Vu la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise et son décret d'application n° 77-1308 du 29 novembre 1977,

Vu le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et voitures de petite remise,

Vu le décret n° 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la commission des taxis et voitures de petite remise, modifié le 20 avril 1992,

Vu le décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi précitée,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1987 portant création de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise, modifié le 20 avril 1992,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002 fixant la liste des membres de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général;

A R R E T E

Article 1 : COMPOSITION

La commission départementale des taxis et voitures de petite remise présidée par le préfet ou son représentant est composée comme suit :

Représentants de l'administration

- le directeur départemental de l'équipement ou son représentant.
- le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant.
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant.
- le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- le directeur départemental de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant

Représentants des organisations professionnelles et des usagers

a) représentants la profession de taxi

SYNDICAT DE TAXIS DE NANCY ET MEURTHE-ET-MOSELLE***Titulaire :** M. Guy BOULENGER

11 rue de la Liberté 54510 - TOMBLAINE

Suppléant : M. Bruno KIEFFER

11 rue de Haldat 54230 - CHAVIGNY

***Titulaire :** M. Jean-Pierre VAUDEVIRE

17 rue de la Haute Malgrange 54180 - HEILLECOURT

Suppléant : M. Dominique GERARDIN

74 rue Raymond Poincaré 54520 - LAXOU

ASSOCIATION ARTISANALE DES TAXIS DE L'AGGLOMERATION NANCEIENNE***Titulaire :** M. Emmanuel BURTE

8 rue de Savoie 54410 - LANEUVEVILLE devant NANCY

Suppléant : M. Thierry ANTOINE

5 rue des Chamelles 54670 - MILLERY

***Titulaire :** M. Jean-Luc CESAR

11 allée d'Epernay 54460 LIVERDUN

Suppléant : M. Giulio CAVALLARO

84B rue Roger Salengro 54230 - NEUVES-MAISONS

SYNDICAT DES ARTISANS DU TAXI DE MEURTHE-ET-MOSELLE***Titulaire :** M. Christian GRIFFON

1 rue du Cugnot 54210 - AZELOT

Suppléant : M. André POIREL

24 rue du général de Gaulle 54180 - HOUEMONT

b) représentants les usagers

INDECOSA CGT***Titulaire :** Madame Annie PALAGI

4 allée des Sapins 54250 - CHAMPIGNEULLES

Suppléante : Madame Christiane LAINEY

2 rue Drouin 54000 - NANCY

ASSOCIATION FORCE OUVRIERE CONSOMMATEURS***Titulaire :** Monsieur Michel JEANCENEL

186 impasse Chepfer 54710 - LUDRES

Suppléant : Monsieur Alain SIMON

1 rue du Jard 54250 - CHAMPIGNEULLES

CONSOMMATION, LOGEMENT ET CADRE DE VIE***Titulaire :** Mme Monique COLIN

2 rue des Fabriques 54000 -

Suppléant : M. Dominique DRON

2 rue des Fabriques 54000 - NANCY

ASSOCIATION DE DEFENSE ET D'INFORMATION DU CONSOMMATEUR***Titulaire :** Mme Raymonde CHRISTOPHE

7 allée de la prairie 54000 - VILLERS-lès-NANCY

Suppléant : Mme Geneviève SCHERRER

182 avenue du général Leclerc 54000 - NANCY

CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES***Titulaire :** Mme Michèle PATIES

40 rue Sainte Catherine 54000 - NANCY

Suppléante : Mme Monique FORT

40 rue Sainte Catherine 54000 - NANCY

Les membres de cette commission ont voix délibérative ; **la durée de leur mandat est de trois ans**. En cas de décès ou de démission d'un membre de la commission en cours de mandat, son suppléant désigné ou à défaut, son remplaçant, siège pour la durée du mandat restant à courir.

La commission peut s'adjoindre, le cas échéant, à titre consultatif, toute personne dont la présence lui paraît opportune.

Article 2 : ATTRIBUTIONS

La commission est chargée de formuler des avis sur l'organisation et le fonctionnement des professions concernées, notamment pour les taxis, la fixation du nombre de véhicules à exploiter, l'attribution des autorisations de stationnement sur la voie publique et la délimitation des zones de prise en charge et, pour les voitures de petite remise, la délivrance par le préfet des autorisations d'exploitation après avis conforme du maire dans les communes où des taxis sont exploités.

La commission peut également être consultée sur les problèmes relatifs à la formation professionnelle des conducteurs, à la politique du transport des personnes ainsi qu'en matière disciplinaire. En cette matière, siègent seuls les membres des professions concernées et les représentants de l'administration. Ces membres ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en fait l'objet.

Elle est obligatoirement consultée sur les demandes d'agrément des établissements et écoles assurant la préparation du certificat de capacité professionnelle de taxi.

Article 3 : COMPETENCE

La compétence de la commission s'étend sur les communes de moins de 20 000 habitants.

Article 4 : FONCTIONNEMENT

Les avis de la commission doivent être rendus en séance plénière. Ils sont pris à la majorité des membres et, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Sauf urgence, les membres de cette commission reçoivent, 5 jours au moins avant la date de la réunion, une convocation écrite comportant l'ordre du jour et éventuellement, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Le quorum est égal à la moitié du nombre des membres titulaires composant la commission dont l'avis est sollicité. Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, la commission plénière ou la section spécialisée délibère sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

Le procès-verbal indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des délibérations. En outre, tout membre de la commission peut demander qu'il y soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

Article 5 : Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002 sont abrogées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera notifiée à chacun des membres.

NANCY, le 28 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AUTORISATION PREFECTORALE N° 167

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par madame Eliane MICHEL, dirigeante de l'entreprise à l'enseigne « PANTHOR SECURITE », située 14 bis rue du Commandant Dussaulx à XIROCOURT, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Vu l'avis du 3 novembre 2005 de monsieur le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - La société « PANTHOR SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à madame Eliane MICHEL.

NANCY, le 8 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE BEZAUMONT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU VALMONT D'UNE PART, ET L'ABANDON DE LA COMPETENCE SCOLAIRE PAR LE SYNDICAT D'AUTRE PART

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple du Valmont ;

VU la délibération de la commune de BEZAUMONT en date du 8 décembre 2004, demandant son retrait du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) du Valmont;

VU la délibération du SIVOM du Valmont en date du 13 janvier 2005 acceptant le retrait de la commune de BEZAUMONT et fixant les conditions financières de ce retrait ;

VU la délibération du SIVOM du Valmont en date du 25 mai 2005 acceptant le retrait de BEZAUMONT et demandant la réduction de ses compétences par abandon de la compétence scolaire;

VU la lettre de notification en date du 31 mai 2005, demandant aux conseils municipaux des communes membres du syndicat de délibérer sur ces deux points ;

VU les délibérations des collectivités suivantes favorables au retrait de la commune de BEZAUMONT :

Regroupement Pédagogique Intercommunal du Valmont-ATTON-LOISY (RPI du VAL) en date du 2 août 2005,

LANDREMONT en date du 08 juin 2005,

SAINTE-GENEVIÈVE en date du 8 août 2005,

VU la délibération favorable hors délais de la commune de VILLE-AU VAL en date du 15 septembre 2005 ;

VU les délibérations des communes suivantes favorables à la réduction des compétences du SIVOM du Valmont par abandon de la compétence scolaire ;

LANDREMONT en date du 8 juin 2005,

SAINTE GENEVIÈVE en date du 8 août 2005

VU la délibération favorable hors délais de la commune de VILLE-AU VAL en date du 15 septembre 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-19 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le retrait de la commune de BEZAUMONT du SIVOM du Valmont est autorisé.

Le syndicat remboursera, à la commune de BEZAUMONT, la somme de 2 166.66 Euros correspondant au fond de roulement conformément à ses délibérations du 13 janvier et du 25 mai 2005.

ARTICLE 2 : L'abandon de la compétence scolaire par le SIVOM du VALMONT est autorisé.

ARTICLE 3 : Les membres du syndicat devront se prononcer sur le maintien du syndicat compte tenu du défaut d'intérêt communautaire.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat intercommunal à vocation multiple du Valmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres, au président du syndicat mixte Regroupement Pédagogique Intercommunal du Valmont-ATTON-LOISY (RPI du VAL) et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 21 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ABANDON DES COMPETENCES "CULTURE ET LOISIRS (MJC)" ET "ORDURES MENAGERES"
PAR LE SIVOM DE LA HAUTE-MOSELLE A LA CARTE ET LA TRANSFORMATION DU SYNDICAT
EN SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5214-21 et R5214-2;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1965 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de la Haute-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2000 autorisant la transformation du SIVOM de la Haute-Moselle en SIVOM à la carte;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 portant création de la communauté de communes "La pipistrelle",

VU les délibérations des communes de GRIPPON (17 décembre 2004), LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON (7 janvier 2005) et LEMENIL-MITRY (28 décembre 2004) demandant leur retrait du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte pour la compétence culture et loisirs (MJC);

VU les délibérations des communes suivantes :

- BAINVILLE-AUX-MIROIRS en date du 16 décembre 2004,
- GRIPPON en date du 17 décembre 2004,
- LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON en date du 7 janvier 2005,
- LEBEUVEVILLE en date du 16 décembre 2004,
- LEMENIL-MITRY en date du 28 décembre 2004
- MANGONVILLE en date du 23 décembre 2004,
- NEUVILLER-SUR-MOSELLE en date du 10 décembre 2004,
- ROVILLE-DEVANT-BAYON en date du 10 décembre 2004

favorables au retrait individuel des communes de LEMENIL-MITRY, LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON et GRIPPON, et des communes de BAINVILLE-AUX-MIROIRS, LEBEUVEVILLE, MANGONVILLE, NEUVILLER-SUR-MOSELLE et ROVILLE-DEVANT-BAYON représentées par la communauté de communes "La pipistrelle", pour la compétence culture et loisirs (MJC);

VU la délibération du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte en date du 28 décembre 2004 demandant la réduction de ses compétences suite à la création de la communauté de communes et à ces demandes de retrait;

CONSIDÉRANT que la totalité des communes adhérentes au SIVOM de la Haute Moselle à la carte pour la compétence "ordures ménagères" est incluse dans le périmètre de la communauté de communes "La pipistrelle",

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-19, L 5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le retrait des communes de GRIPPON, LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON et LEMENIL-MITRY, pour la compétence "culture et loisirs (MJC)", est autorisé.

Le retrait de la communauté de communes "La pipistrelle" représentant les communes de BAINVILLE-AUX-MIROIRS, LEBEUVEVILLE, MANGONVILLE, NEUVILLER-SUR-MOSELLE et ROVILLE-DEVANT-BAYON, pour la compétence "culture et loisirs (MJC)", est autorisé.

La réduction des compétences du SIVOM de la Haute Moselle à la carte par abandon la compétence "culture et loisirs (MJC)" est autorisée.

ARTICLE 2 : Le retrait de la communauté de communes "La pipistrelle" représentant les communes de BAINVILLE-AUX-MIROIRS, LEBEUVEVILLE, MANGONVILLE, NEUVILLER SUR MOSELLE, PRAYE et ROVILLE-DEVANT-BAYON, de la compétence "ordures ménagères", est autorisé.

Ce retrait s'effectue dans les conditions suivantes :

- La communauté de communes devra s'acquitter des sommes dues.
- Le SIVOM s'engage à rembourser le trop-perçu.
- La communauté de communes s'engage à prendre en compte les impayés de ses propres administrés.

La réduction des compétences du SIVOM de la Haute Moselle à la carte par abandon la compétence "ordures ménagères" est autorisée.

ARTICLE 3 : Le SIVOM de la Haute-Moselle à la carte est transformé en syndicat intercommunal à vocation unique gérant la compétence scolaire.

Les statuts devront être adaptés en conséquence.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Haute-Moselle à la carte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres, au président de la communauté de communes "La pipistrelle" et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BEZAUMONT, LANDREMONT, SAINTE-GENEVIEVE
ET VILLE-AU-VAL AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE "REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL
DU VALMONT-ATTON-LOISY" AINSI QUE LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1983 autorisant la création du syndicat scolaire ATTON-LOISY ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 autorisant l'adhésion du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) du Valmont au syndicat scolaire ATTON-LOISY et sa transformation en syndicat mixte prenant le nom de "Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY" ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 autorisant la réduction des compétences du syndicat intercommunal à vocation multiple du Valmont par abandon de la compétence scolaire ;

VU les délibérations des communes suivantes demandant leur adhésion au 'Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY :

- BEZAUMONT en date du 15 juin 2005,
- LANDREMONT en date du 8 juin 2005,
- SAINT GENEVIEVE en date du 8 août 2005,
- VILLE AU VAL en date du 15 septembre 2005,

VU la délibération du comité du syndicat Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY" en date du 2 août 2005 acceptant ces adhésions et modifiant ses statuts en conséquence ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

- ATTON en date du 26 septembre 2005,
- LOISY en date du 1^{er} septembre 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-18 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le retrait du SIVOM du Valmont du syndicat mixte "Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY" s'effectue sans condition financière.

ARTICLE 2 : Le syndicat mixte "Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY" est transformé en syndicat intercommunal à vocation unique.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 3 : L'adhésion des communes de BEZAUMONT, LANDREMONT, SAINTE-GENEVIEVE et VILLE-AU-VAL au Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY est autorisée.

Chaque commune sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT-ATTON-LOISY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

STATUTS

ARTICLE 1 -- DENOMINATION

En application des articles L 5211-1 à 58, L 5212-1 à 34 du code général des collectivités territoriales, il est créé un SIVU à vocation scolaire entre les collectivités suivantes : Atton, Bezaumont, Landremont, Loisy, Sainte Geneviève et Ville au Val.

Il prend le nom de " Regroupement Pédagogique Intercommunal du V.A.L. "

ARTICLE 2 -- OBJET

Le SIVU a pour objet d'associer les collectivités membres en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune d'entre elle.

Il exerce de plein droit, en lieu et place des collectivités membres, les compétences suivantes :

La gestion des écoles du regroupement pédagogique intercommunal avec accueil des enfants à partir de deux ans, des services annexes de la cantine et du péri-scolaire ;

Le SIVU du R.P.I du V.A.L. exerce également, en lieu et place des communes où se situent les écoles du regroupement, la compétence investissements et travaux dans les domaines scolaires et péri-scolaire, mobiliers et immobiliers.

ARTICLE 3 -- SIEGE

Le siège du SIVU est fixé à la Mairie 1 Rue des Dames - 54700 ATTON ; néanmoins, le SIVU pourra tenir ses réunions dans une autre commune adhérente au SIVU.

ARTICLE 4 -- DUREE

Le SIVU est institué à partir de l'arrêté du représentant de l'Etat pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 -- ADMINISTRATION

Le SIVU est administré par un organe délibérant dénommé " Comité Syndical ", composé de délégués des collectivités membres, selon la répartition suivante :

- Chaque commune sera représentée par 2 titulaires et 2 suppléants au moment de l'adhésion.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

Le mandat des délégués expire lors de l'installation de l'organe délibérant élu du SIVU suivant le renouvellement général des assemblées délibérantes des collectivités membres.

L'Inspecteur d'Académie ou son représentant ainsi que les Directeurs des écoles peuvent être invités à titre consultatif aux séances du SIVU.

Le comité élit, parmi ses membres, un bureau composé de :

- un Président
- un Vice-Président
- deux membres

ARTICLE 6 -- BUDGET

Le budget du SIVU pourvoit à tous les frais de fonctionnement des services gérés par le SIVU.

Les recettes du budget comprennent notamment :

- la contribution des collectivités associées,
- les subventions de l'Etat, de la Région, du Département et des communes, C*.A.F....
- des sommes perçues des associations, des particuliers en échange d'un service rendu,
- produits de la restauration scolaire,
- le produit des dons et legs,
- le produit des emprunts.
- les participations scolaires liées à la scolarisation d'enfants extérieur au regroupement,

Les dépenses comprennent notamment :

- les dépenses obligatoires (chauffage, éclairage, eau, etc...),
- les frais de bureau, téléphone,
- la rémunération des personnels de service et d'entretien,
- les dépenses liées à la restauration scolaire,
- les frais de transport des élèves,
- les frais de secrétariat,
- les frais d'entretien des écoles, du mobilier et du matériel nécessaire au fonctionnement des services gérés par le Syndicat,
- remboursement des emprunts contractés,
- les participations scolaires liées à la scolarisation d'enfants extérieur au regroupement,

Copie des budgets et des comptes du SIVU seront adressés chaque année aux Maires des communes pour communication à leurs conseils respectifs.

ARTICLE 7 -- CONTRIBUTION DES COLLECTIVITES

La contribution de chacune des communes adhérentes aux dépenses supportées par le SIVU est calculée conformément à la règle suivante applicable au fonctionnement et à l'investissement.

- 33 % proportionnellement au nombre d'élèves inscrit dans les écoles du regroupement (année N-1)
- 33 % proportionnellement au potentiel fiscal de chacune des communes (chiffre Préfecture),
- 34 % proportionnellement au nombre d'habitants de chacune des communes (chiffre INSEE).

ARTICLE 8 -- EMPRUNTS EN COURS

L'emprunt relatif à l'agrandissement initial du groupe scolaire d'Atton et l'emprunt relatif à la mise en place d'un chauffage central à l'école d'Atton seront réglés intégralement par Atton et Loisy, tant pour la part « capital » que pour la part « intérêts ». Ils prennent fin respectivement en 2006 et en 2009.

ARTICLE 9 -- INVENTAIRE PERMANENT

Le bureau du SIVU procédera dès son entrée en fonction, contradictoirement avec des représentants des collectivités adhérentes à l'établissement :

- d'un état des immeubles et des installations,
- d'un inventaire du mobilier et du matériel pédagogique.

Le SIVU s'engage à assurer l'entretien des biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition et à les restituer, aux collectivités propriétaires, lors de sa dissolution.

Le Président du SIVU tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel acquis par le Syndicat.

ARTICLE 10 -- ADHESION

Toute commune ou groupement de communes qui le demandera pourra, par la suite et à un moment quelconque, adhérer au SIVU, sous réserve des conditions prévues à l'article L 5211-18 du Code général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 11 -- DISSOLUTION

En cas de dissolution anticipée, ou dans le cas où une commune adhérente souhaiterait se retirer du R.P.I. du V.A.L., alors même que les emprunts contractés d'un commun accord pour l'agrandissement du R.P.I. du V.A.L. ne seraient pas remboursés en totalité, la part de remboursement de chaque commune sera calculée selon le même calcul de répartition que celui indiqué à l'article 7, à savoir

- 33 % proportionnellement au nombre d'élèves inscrit dans les écoles du regroupement (année N-1)
- 33 % proportionnellement au potentiel fiscal de chacune des communes (chiffre Préfecture),
- 34 % proportionnellement au nombre d'habitants de chacune des communes (chiffre INSEE).

Ce remboursement pourra s'effectuer soit en un seul versement, à concurrence du capital restant dû, soit en annuités selon le plan de remboursement initial (capital et intérêts).

ARTICLE 12 -- DISPOSITION GENERALES

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du Code Général des collectivités Territoriales.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

NANCY, le 24 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE BATILLY A TENIR UN REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2121-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande présentée par la commune de BATILLY à l'effet de tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles ;

VU l'avis favorable du 14 octobre 2005 du directeur des services d'archives de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de BRIEY ;

A R R E T E

Article 1er : La commune de BATILLY est autorisée à tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles, à compter du 1er janvier 2006.

Article 2 : Les feuillets mobiles seront, préalablement à leur utilisation, cotés et paraphés par le préfet ou son représentant.

Article 3 : Les feuillets mobiles seront, dès leur utilisation, collés dans le registre à onglets. Le cachet de la commune sera alors apposé, moitié sur l'onglet, moitié sur le feuillet mobile, en deux endroits différents.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de BATILLY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur des archives de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT SCOLAIRE DES QUATRE COMMUNES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2003 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire des Quatre Communes ;

VU la délibération du 7 juillet 2005 du comité du syndicat scolaire des Quatre Communes décidant la modification de l'article 2 des statuts ;

VU les délibérations concordantes des communes membres :

- LES BAROCHES en date du 27 septembre 2005
- FLEVILLE-LIXIERES en date du 19 juillet 2005
- LANTEFONTAINE en date du 6 septembre 2005
- LUBEY en date du 22 juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

A R R E T E

Article 1er : La modification de l'article 2 des statuts du syndicat scolaire des Quatre Communes est autorisée comme suit :

« Article 2 : vocation du syndicat

Le syndicat a pour objet de permettre la gestion partagée de la structure scolaire (gestion et entretien des bâtiments, achat du matériel nécessaire, ...) dans le cadre du regroupement pédagogique intercommunal en place. Il exerce cette vocation en lieu et place des communes.

De ce fait et par voie de conséquence, le syndicat prend également à sa charge les dérogations scolaires avec les communes hors syndicat. Il en découle que les participations dans ces cas précis sont prises en charge par le syndicat scolaire qui réglera le montant de ces participations aux communes extérieures. Le syndicat aura également toutes les compétences pour signer les conventions avec les communes d'accueil ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat scolaire des Quatre Communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 23 SEPTEMBRE 2005 FIXANT LE PERIMETRE DU SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU LUNEVILLOIS

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5711-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du conseil communautaire du Val-de-Meurthe, en date du 8 septembre 2005, sollicitant la création du syndicat mixte du pays du Lunévillois entre les communautés de communes du Badonvillois, du Bayonnais, du Cristal, de la Haute-Vezouze, du Lunévillois, d'entre Meurthe et Verdurette, de la Mortagne, du Sânon, du Val-de-Meurthe et de la Vezouze ;
Sur proposition du sous-préfet de Lunéville,

A R R E T E

Article 1^{er}. - Le périmètre du syndicat mixte du pays du Lunévillois comprend les communes membres des communautés de communes suivantes :

- communauté de communes du Badonvillois ;
- communauté de communes du Bayonnais ;
- communauté de communes du Cristal ;
- communauté de communes de la Haute Vezouze ;
- communauté de communes du Lunévillois ;
- communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette ;
- communauté de communes de la Mortagne ;
- communauté de communes du Sânon ;
- communauté de communes du Val de Meurthe ;
- communauté de communes de la Vezouze.

Article 2. - Le sous-préfet de Lunéville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 89/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;
VU la loi n° 2000-1257 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;
VU la circulaire n° DHOS/F3/2005/391 du 23 août 2005 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie.
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Louis Pasteur à Essey les Nancy

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention FMESPP de **132 557 euros**.

L'attribution de cette subvention est destinée à faire bénéficier la clinique d'une augmentation de ressources équivalente à celle procurée par une augmentation des tarifs de 0.93 % au 1^{er} mars 2005 dans le cadre de la T2A.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 18 octobre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 90/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;
VU la loi n° 2000-1257 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;
VU la circulaire n° DHOS/F3/2005/391 du 23 août 2005 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie.
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention FMESPP de **102 521 euros**.

L'attribution de cette subvention est destinée à faire bénéficier la clinique d'une augmentation de ressources équivalente à celle procurée par une augmentation des tarifs de 0.93 % au 1^{er} mars 2005 dans le cadre de la T2A.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département des Vosges.
NANCY, le 18 octobre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 91/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la loi n° 2000-1257 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;

VU la circulaire n° DHOS/F3/2005/391 du 23 août 2005 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie.

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Polyclinique de Gentilly à Nancy**

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention FMESPP de **15 969 euros**.L'attribution de cette subvention est destinée à faire bénéficier la clinique d'une augmentation de ressources équivalente à celle procurée par une augmentation des tarifs de 0.93 % au 1^{er} mars 2005 dans le cadre de la T2A.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 octobre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 92/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la loi n° 2000-1257 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;

VU la circulaire n° DHOS/F3/2005/391 du 23 août 2005 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie.

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Polyclinique Majorelle à Nancy**

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention FMESPP de **159 854 euros**.L'attribution de cette subvention est destinée à faire bénéficier la clinique d'une augmentation de ressources équivalente à celle procurée par une augmentation des tarifs de 0.93 % au 1^{er} mars 2005 dans le cadre de la T2A.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 octobre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 93/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la loi n° 2000-1257 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 et notamment son article 25 ;

VU la circulaire n° DHOS/F3/2005/391 du 23 août 2005 relative à l'attribution d'une subvention au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés aux établissements de santé privés mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie.

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'**ALTIR à Vandoeuvre les Nancy pour la structure de dialyse médicalisée de Maxéville**.

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention FMESPP de **5 036 euros**.L'attribution de cette subvention est destinée à faire bénéficier la clinique d'une augmentation de ressources équivalente à celle procurée par une augmentation des tarifs de 0.93 % au 1^{er} mars 2005 dans le cadre de la T2A.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 octobre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANSDELIBERATION N°94/05 DU 18 OCTOBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2006
DU CENTRE HOSPITALIER DE BAR LE DUC

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les Agences Régionales de l'Hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier de BAR LE DUC approuvé le 11 avril 2003 ;

VU la présentation du contrat d'objectifs et de moyens lors du conseil d'administration du Centre Hospitalier de BAR LE DUC du 27 juin 2005 ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens permettent :

- de renforcer l'offre de soins en cardiologie par la création d'une unité de rééducation cardio-vasculaire ambulatoire,

- de restructurer le service de réanimation en une unité de surveillance continue polyvalente,
- de développer un hôpital de jour et un travail en réseau (interne et externe) en diabétologie,
- de conforter l'offre de soins en médecine (pneumologie et asthme),
- de conforter et développer les soins palliatifs,
- d'améliorer la préparation des antimétabolites,
- de compléter et réorganiser la filière gériatrique,
- d'améliorer la prise en charge pédiatrique
- d'améliorer la sécurité et la qualité des soins en maternité (niveau 1 + avec l'ouverture d'une unité de soins aux nouveaux nés peu malades),
- d'assurer la sécurité des patients UPATOU-SMUR-UCSA,
- de conforter la politique de santé publique (conduites addictives des femmes enceintes et prise en charge des tentatives de suicides).

CONSIDERANT les efforts consentis par le Centre Hospitalier de BAR LE DUC au travers des redéploiements proposés, ainsi que l'utilisation dans le contrat d'objectifs et de moyens d'une partie des crédits dégagés par l'opération sincérité des comptes (convention tripartite USLD signée le 23/12/2003) à hauteur de 167 094 € .

CONSIDERANT la volonté du Centre Hospitalier de BAR LE DUC d'assurer la mise en œuvre de son projet d'établissement tel qu'il a été approuvé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

DECIDE

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier de BAR LE DUC pour la période 2003-2006.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N°13/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHRISTIANE PERNET, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE ET MOSELLE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté du 10 octobre 2005 portant nomination de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 1^{er} novembre 2005,

VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°01024 du 23 avril 2004 portant nomination de Madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice-adjointe de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02445 du 24 juillet 2002 portant nomination de Madame Irène DELFORGE dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Délégation est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1^{er} du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

. la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

. le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2^e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par Madame Myriam BERG, directrice-adjointe, ainsi que par Madame Irène DELFORGE en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG.

ARTICLE 3 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 09/05 du 12 octobre 2005.

NANCY, le 31 octobre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE N° 3 DU 25 OCTOBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 2 du 9 juin 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE ;

VU le renouvellement des mandats des personnes qualifiées :

- Monsieur le Docteur COLSON, médecin non hospitalier
- Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement
- le renouvellement des mandats des représentants des usagers :
- Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association VMEH
- Madame PEUREUX Claudine, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE

VU la nomination par la Commission du Service de Soins Infirmiers de Madame Marie-Paule CUNAT, cadre infirmier, en remplacement de Madame KOSTKA
la nomination de Monsieur CARVORE Ettore, représentant le Secours Catholique, en tant que représentant des usagers

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE**Article 1er.** - La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :**1 Cinq représentants des communes concernées**

Monsieur TROGRIC Laurent, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur MATHIEU Richard, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur ROMBACH Claude, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur ROTACH Pierre, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007,
Madame PRADURAT Marilyne conseiller municipal de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007.

2 Un représentant du département désigné par le conseil général

Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2007.

3 Le président et le vice-président de la CME

Madame TROTZIER Marie-Claire, Présidente, médecin généraliste, fin du mandat en octobre 2006,
Monsieur BERR Marc, Vice-Président, fin du mandat en octobre 2006.

4 Un autre membre de la CME

Madame BADET Christelle, médecin généraliste, fin du mandat en octobre 2006.

5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Madame CUNAT Marie-Paule, cadre infirmier, en remplacement de Madame KOSTKA Marie-Laure, fin du mandat en octobre 2008.

6 Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame DAUMAS Nadine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame SAINT MARD Catherine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.

7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur le Docteur COLSON Jean, médecin non hospitalier, fin du mandat fin octobre 2008,
Madame BARTHELEMY Michèle, IDE libérale, fin du mandat fin octobre 2005,
Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement, fin du mandat fin octobre 2008.

8 Deux représentants des usagers

Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat fin octobre 2008,
Madame PEUREUX Claudine, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE, visiteur des résidents, fin du mandat fin octobre 2008,
Monsieur CARVONE Ettore, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en fin octobre 2006.

Article 2. - Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2 ARH en date du 9 juin 2004.**Article 3.** - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE EN DATE DU 20 OCTOBRE 2005 PORTANT INSCRIPTION D'UNE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE
(S.E.L.A.R.L.) DE MASSEURS-KINESITHERAPEUTES - INSCRIPTION ENREGISTREE SOUS LE N° 54-05-01**

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 99-515 du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale et notamment l'article 31 modifiant la loi susvisée ;

VU le décret n° 2004-802 du 29 juillet 2004 relatif aux parties IV et V (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU l'annexe audit décret ;

VU la demande d'agrément, du cabinet CORNET PRECHEUR & ASSOCIES, en date du 30 septembre 2005, pour le compte de Madame Floriane DUBOIS et
Mademoiselle Delphine DUBOIS, d'une société d'exercice libéral à responsabilité limitée ;

VU les statuts en date du 16 septembre 2005 ;

VU l'attestation de dépôt au greffe du tribunal de commerce de Briey ;

VU Les attestations d'inscription au répertoire ADELI pour **Madame Floriane DUBOIS** et **Mademoiselle Delphine DUBOIS** ;

VU l'arrêté n° 05.BODE.39 du 17 octobre 2005 accordant délégation de signature à Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Une société d'exercice libéral à responsabilité limitée (S.E.L.A.R.L.) de masseurs-kinésithérapeutes est constituée par :

Madame Floriane BOURGHELLES épouse DUBOIS, née le 31 août 1952 à SOMAIN (54490),

demeurant 15 rue du 151^{ème} RMI à BASLIEUX (54620),

titulaire du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,

enregistré en Meurthe-et-Moselle fichier ADELI sous le n° 547012682

Et

Mademoiselle Delphine DUBOIS, née le 20 décembre 1976 à CHENEE (Belgique),

demeurant 15 rue du 151^{ème} RMI à BASLIEUX (54620),

titulaire du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute,

enregistré en Meurthe-et-Moselle fichier ADELI sous le n° 547004549

Pour l'exercice en commun de la profession de masseur-kinésithérapeute.

ARTICLE 2 : La dénomination sociale est : "Société d'exercice libéral DUBOIS de masseurs-kinésithérapeutes".

Dans tous les actes et documents destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société d'exercice libéral à responsabilité limitée" ou des initiales "S.E.L.A.R.L.", l'indication de la profession et l'énonciation du montant de son capital social et de son siège social.

ARTICLE 3 : Le siège social de la société est situé à :

BEUEVILLE (54620) - 20 rue des Bouchers.

ARTICLE 4 : La S.E.L.A.R.L. mentionnée à l'article 1^{er} est inscrite sous le n° 54-05-01 sur la liste des sociétés de masseurs-kinésithérapeutes établie dans le département de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 5 : Toute modification intervenant postérieurement à la décision d'autorisation dans la composition du personnel, des conditions d'exploitation, devront faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratif de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Floriane DUBOIS ;

- Mademoiselle Delphine DUBOIS ;

- Cabinet CORNET-PRECHER & ASSOCIES ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de BRIEY ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Mutuelle Régionale de Lorraine de NANCY ;

- Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de BRIEY.

Pour le Préfet et par délégation,

Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,

L'Inspecteur,

F. WANSON

SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1416 - 1 et R 1416-16 à R 1416-23 relatif aux Conseils Départementaux d'Hygiène ;

VU les circulaires n° 735 du 4 juillet 1988 et n° 89-00198/C du 29 Juin 1989 de Madame la Ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale, relatives à la composition du Conseil Départemental d'Hygiène ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004 portant constitution du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle ;

VU le décès de M. le Médecin Colonel Jacques DELIVRE en date du 17 août 2005 ;

VU l'article R. 1416-19 portant remplacement du membre en cas de vacance ;

VU la réunion plénière en date du 5 octobre 2005 du Conseil Départemental de Meurthe et Moselle de l'Ordre des Médecins procédant à la nomination d'un membre pour siéger au Conseil Départemental d'Hygiène ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - L'article 2c de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit en ce qui concerne les personnes désignées en raison de leur compétence :

Titulaire : M. le Docteur FENOT Jean Luc, Vice Président de l'Ordre National des Médecins.

ARTICLE 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'aux Sous Préfets de, BRIEY, LUNEVILLE et TOUL.

NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE DDASS / SSA / N° 2705 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;
VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0122

Forfait global de soins : 141 488,46 €

Forfait journalier de soins : 12,64 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de la Maison Hospitalière Saint Charles à NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

ARRETE DDASS / SSA / N° 2706 FIXANT POUR 2005**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE »
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /BSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Forfait global de soins : 152 230,89 €

Forfait journalier de soins : 23,55 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

ARRETE DDASS / SSA/ N° 2707 MODIFIANT POUR 2005**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS
A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;
VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX : N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 179 755,46 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} novembre 2005 : 29,68 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

ARRETE DDASS / SSA/ N° 2708 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE : N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 329 397,61 €

Forfait journalier de soins : 30,78 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital local intercommunal de Pompey - Lay Saint Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

ARRETE DDASS / SSA/ N° 2709 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;
VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 663 632,18 €

Forfait journalier de soins : 36,27 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

ARRETE DDASS / SSA/ N° 2710 FIXANT POUR 2005**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 325 740,15 €

Forfait journalier de soins : 30,44 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2711 FIXANT POUR 2005
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS
A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY à MONT ST MARTIN :

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	94 839,29	507 374,29
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	380 000,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	32 535,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	567 305,58	567 305,58
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

~~compte 11510 ou~~ compte 11519 pour un montant de : - 59 931,29 Euros.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 567 305,58 Euros à compter du 1^{er} janvier 2005,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 34,59 Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'AHBL, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2712 FIXANT POUR 2005
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS
A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;
 VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;
 VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS : N° FINESS (EJ) 54 000 0437

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 302 717,65 €

Forfait journalier de soins : 30,27 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2714 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "NOTRE DAME DU BON REPOS" DE MAXEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

MAISON DE RETRAITE "NOTRE DAME DU BON REPOS" 34 rue du Général Leclerc BP 50 54 320 MAXEVILLE

N° FINESS : 540003367

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I	6 591,20	1 126 507,59
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II	1 095 645,00	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III	24 271,39	
	Dépenses afférentes à la structure		
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I	1 076 955,40	1 126 507,59
	Produits de la tarification	arrondi à 1 076 955	
	Groupe II	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		
	Excédent reporté	49 552,19	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 49 552,19 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à : **1 076 955 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,04 €

GIR 3 et 4 : 23,93 €

GIR 5 et 6 : 16,83 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

NANCY, le 28 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2715 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT SAUVEUR" DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

MAISON DE RETRAITE "SAINT SAUVEUR" 35 rue Victor Prouvé 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 051,24	441 462,02
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	423 410,78	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	441 462,02 arrondi à 441 462	441 462,02
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : **441 462 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,15 €

GIR 3 et 4 : 16,57 €

GIR 5 et 6 : 10,99 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Sauveur à NANCY.

NANCY, le 28 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
 Myriam BERG

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION
ARRETE DDASS / AES / N° 2716 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME HOTEL-CLUB A SAINT MAX

LE PREFET DE MEURTHE et MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
 VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

MAISON DE RETRAITE HOTEL-CLUB 1 rue du Maquis de Ranzey 54 130 SAINT MAX

N° FINESS : 540006400

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 700,00	478 272,62
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	464 572,62	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 000,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	478 273,62 arrondi à 478 274	478 272,62
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX est fixée à **478 274 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,18 €

GIR 3 et 4 : 14,76 €

GIR 5 et 6 : 9,34 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel-Club de SAINT-MAX.

NANCY, le 28 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE

SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE

ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L.133.1 et suivants du code du travail, et notamment les articles L.133.10 - L.133.14 - R.133.2 et R.133.3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté du 4 juillet 1972 du Ministre de l'Agriculture portant extension de la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention,

VU l'avenant n° 78 du 19 juillet 2005 dont les signataires demandent l'extension,

VU l'avis d'extension publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture,

VU l'avis des membres de la Commission Nationale de la Négociation Collective (Sous Commission Agricole des Conventions et Accords)

VU l'accord donné conjointement par le Ministre Chargé du Travail et le Ministre de l'Agriculture,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE

A R R E T E

Article 1er - Les clauses de l'avenant n° 78 en date du 19 juillet 2005 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2 - L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 78 du 19 juillet 2005 visé à l'article 1er est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE, le Chef du Service Régional et le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 24 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVENANT N° 78 DU 19 JUILLET 2005 A LA CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL DU 19 JUIN 1969 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Entre :

- le Syndicat Horticole de Meurthe-et-Moselle, d'une part,
et

- l'union Départementale des Syndicats C.G.T.-F.O.

- l'union Départementale des Syndicats C.F.T.C.,

- l'union Départementale des Syndicats C.F.D.T.,

- la Confédération Française de l'Encadrement - C.F.E.-C.G.C., d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er - A compter du 1^{er} JUILLET 2005, l'annexe III de la convention collective est modifiée comme suit :

ANNEXE III

Convention collective de travail des exploitations horticoles et pépinières de Meurthe-et-Moselle

Article 1er

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 8,03 € depuis le 1^{er} juillet 2005.

Article 2

BAREME DES SALAIRES

A compter du 1^{er} JUILLET 2005, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

SALAIRES DES OUVRIERS

(article 14 de la convention collective)

Positions	Salaires Horaires en euros	Salaires Mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I - échelon 1	8,04	1 219,43
Niveau I - échelon 2	8,25	1 251,28
Niveau II - échelon 1	8,46	1 283,13
Niveau II - échelon 2	8,62	1 307,40
Niveau III - échelon 1	8,94	1 355,93
Niveau III - échelon 2	9,04	1 371,10
Niveau IV - échelon 1	9,34	1 416,60
Niveau IV - échelon 2	9,44	1 431,76

SALAIRES DES CADRES

(article 3 de l'avenant cadres)

Catégories	Indices	Salaires Horaires en euros	Salaires Mensuels en euros (pour 151,67 h)
Chef d'équipe (cadre du 3 ^{ème} groupe)	190	9,78	1 483,33
Contremaître (cadre du 3 ^{ème} groupe)	225	10,89	1 651,69
Cadre du 2 ^{ème} groupe	280	12,68	1 923,18
Cadre du 1 ^{er} groupe	350	15,90	2 411,55

ARTICLE 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 19 juillet 2005.

Ont, après lecture, signé :

- pour le Syndicat Horticole de Meurthe-et-Moselle : M. ROUGIEUX Etienne, M. HARY Robert, Mme PAUCHARD Dominique

- pour l'Union Départementale des Syndicats C.G.T-F.O. : M. PIERSON Roger

- pour l'Union Départementale des Syndicats C.F.T.C. : M. GOURY Pierre.

- pour l'Union Départementale des Syndicats C.F.D.T. : M. LENELLE Antoine

- pour la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C. de Meurthe-et-Moselle : M. MULLER Pierre, M. VIOLET Michel

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de NANCY, le 21 juillet 2005.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION
DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 30 Août 2005,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que toutes les possibilités d'installation ont été considérées sur l'exploitation libérée par Madame Josiane BOULEZ de PETTONVILLE, avant de statuer sur les demandes d'autorisation d'exploiter présentées par Monsieur Bruno RIVET à HABLAINVILLE d'une part, et Monsieur Jean-Marie MAGRON associé du GAEC de la CHANCERELLE d'autre part, pour l'agrandissement de leur exploitation.

SUR proposition de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour toutes demandes d'autorisation d'exploiter concernant la cession de l'exploitation de Madame Josiane BOULEZ.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux cédants, ainsi qu'aux intéressés demandeurs de la reprise de toute ou partie de ces deux exploitations; elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 30 Août 2005,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que toutes les possibilités d'installation ont été considérées sur l'exploitation libérée par M. Bernard PIERRAT de DROUVILLE, avant de statuer sur les demandes d'autorisation d'exploiter présentées par Messieurs et Madame BOURDON, associés du GAEC de l'AVENUE d'une part, et Messieurs RENAUDIN associés du GAEC de la VOILE d'autre part, pour l'agrandissement de leur exploitation.

SUR proposition de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour toutes demandes d'autorisation d'exploiter concernant la cession de l'exploitation de Monsieur Bernard PIERRAT de DROUVILLE.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux cédants, ainsi qu'aux intéressés demandeurs de la reprise de toute ou partie de ces deux exploitations; elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/06/2005 par Monsieur CHRETIEN Alain à TREMBLECOURT concernant 35,95 ha situés à LIRONVILLE - TREMBLECOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande présentée le 12 juillet 2006 par Monsieur Michel BESANCON pour l'installation prochaine d'un fils qui dispose de la capacité professionnelle pour s'installer avec les aides de l'Etat.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande de Mr BESANCON est prioritaire sous la condition d'installer un jeune agriculteur fait de l'installation par rapport à un agrandissement

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur CHRETIEN Alain n'est pas autorisé à exploiter 35,95 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHRETIEN Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LIRONVILLE - TREMBLECOURT pour affichage.
NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/06/2005 par **Monsieur CHRETIEN Louis à TREMBLECOURT concernant 7,55 ha situés à TREMBLECOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande présentée le 12 juillet 2006 par Monsieur Michel BESANCON pour l'installation prochaine d'un fils qui dispose de la capacité professionnelle pour s'installer avec les aides de l'Etat.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que la demande de Mr BESANCON est prioritaire sous la condition d'installer un jeune agriculteur fait de l'installation par rapport à un agrandissement

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur CHRETIEN Louis n'est pas autorisé à exploiter 7,55 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHRETIEN Louis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TREMBLECOURT pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/07/2005 par **Monsieur BESANCON Michel à DOMEVRE en HAVE concernant 43,50 ha situés à LIRONVILLE - TREMBLECOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation d'un fils.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que la demande, sous réserve de l'installation effective du jeune agriculteur, est prioritaire par rapport à des demandes d'agrandissement

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur BESANCON Michel est autorisé à exploiter 43,50 ha conformément à la demande qu'il a déposée et sous condition d'installer un fils avant le 31 décembre 2006

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BESANCON Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BESANCON Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LIRONVILLE - TREMBLECOURT pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/08/2005 par Monsieur HENRY Nathanaël à VALLOIS concernant 68,14 ha situés à MATTEXEY - GIRIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'installation.

VU la demande exprimée le 26 août 2005 par Monsieur DUSAUCY qui exploite 68 hectares et qui sollicite 2,09 ha contigu à son exploitation.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la parcelle de 2,09 ha convient particulièrement à Monsieur DUSAUCY du fait de son emplacement (proximité du bâtiment d'exploitation et enclavé dans le principal îlot qui jouxte l'exploitation) et que l'exploitation de Monsieur DUSAUCY doit être consolidée en surface du fait de la taille réduite des surfaces dont il dispose.

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur HENRY Nathanaël est autorisé partiellement suite à exploiter 68,14 ha suite à la demande de 68,14 ha qu'il a déposée : il n'est pas autorisé pour la parcelle de 2,09 ha située à VALLOIS et cadastrée B058 ; il est autorisé pour toutes les autres parcelles qui font l'objet de sa demande et qui totalisent une surface de 66,05 ha

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRY Nathanaël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à Monsieur HENRY Nathanaël, à Monsieur DUSAUCY, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en Mairie de VALLOIS MATTEXEY et GIRIVILLER pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/08/2005, complétée par un courrier du 6 octobre 2005 par **Monsieur PIERRON Olivier à GIRIVILLER concernant 32,11 ha situés à GIRIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement**
VU la demande concurrente de Monsieur FLEURENCE qui dispose d'un nombre d'unités SCOP par UMO inférieur à celui du demandeur.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT qu'il convient, en matière d'agrandissement, de donner la priorité à une exploitation dont la dimension économique est plus petite.

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur PIERRON Olivier n'est pas autorisé à exploiter 32,11 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en Mairie de GIRIVILLER pour affichage.
NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/09/2005 par **Monsieur FLEURENCE Jean Marc à MATTEXEY concernant 54 ha situés à GIRIVILLER - MATTEXEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement**.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT la taille de l'exploitation et la disparité des parcelles dont dispose le demandeur/

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur FLEURENCE Jean Marc est autorisé à exploiter 54 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FLEURENCE Jean Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FLEURENCE Jean Marc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GIRIVILLER - MATTEXEY pour affichage.
NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
 VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
 VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
 VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/08/2005 par **Monsieur CLESSE Christophe à BREHAIN LAVILLE concernant 10,40 ha situés à HUSSIGNY GODBRANGE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
 VU l'absence de demande concurrente.
 VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur CLESSE Christophe est autorisé à exploiter 10,40 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLESSE Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CLESSE Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HUSSIGNY GODBRANGE pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
 VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
 VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
 VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
 VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
 VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/09/2005 par **M. & Mme BAUMANN Rémi et Christine à COINCOURT concernant 8,17 ha situés à COINCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
 VU l'absence de demande concurrente.
 VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : M & Mme BAUMANN Rémi et Christine sont autorisés à exploiter 8,17 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. & Mme BAUMANN Rémi et Christine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, M. & Mme BAUMANN Rémi et Christine, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COINCOURT pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/09/2005 par Monsieur JEANPIERRE Vincent à ARRACOURT concernant 100,64 ha situés à RECHICOURT LA PETITE - JUVRECOURT - ARRACOURT ; la motivation et le résultat étant la reprise de l'exploitation familiale suite à départ en retraite.
VU l'absence de demande concurrente.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur JEANPIERRE Vincent est autorisé à exploiter 100,64 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANPIERRE Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANPIERRE Vincent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RECHICOURT LA PETITE - JUVRECOURT - ARRACOURT pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/09/2005 par Monsieur DEVAUX Marc à TRIEUX concernant 6,25 ha situés à BETTAINVILLERS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur DEVAUX Marc est autorisé à exploiter 6,25 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEVAUX Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEVAUX Marc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BETTAINVILLERS pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/07/2005 par **M. le Président de l'ACCA de RAUCOURT concernant 1 ha situés à RAUCOURT ; la motivation et le résultat étant la mise en place d'une culture à gibier.**
VU la demande présentée en date du 19 août 2005 par Monsieur Christophe BUZON exploitant agricole à RAUCOURT sur 65 ha qui sollicite un agrandissement de son exploitation non soumise à autorisation en raison de sa taille inférieure au seuil de 110 ha.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole, section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Mr le Président ACCA de RAUCOURT n'est pas autorisé à exploiter 1 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mr le Président ACCA de RAUCOURT.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, M. le Président ACCA de RAUCOURT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RAUCOURT pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/07/2005 par **Monsieur GEORGE Hervé à RAUCOURT concernant 1,21 ha situés à RAUCOURT; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en pluriactivité.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 05/10/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur GEORGE Hervé n'est pas autorisé à exploiter 1,21 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEORGE Hervé.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEORGE Hervé, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RAUCOURT pour affichage.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE PREFECTORAL 05/411/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE BREMENIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;
VU l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ;
VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;
VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;
VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'Eau ;
VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 Février 2002 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;
VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle du 31 Mars 2005
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de BREMENIL :

Sections ZA - ZB - ZC - ZD

Territoire de la commune d'ANGOMONT :

Section YA

Territoire de la commune de BADONVILLER :

Section ZA

Territoire de la commune de NEUVILLER LES BADONVILLER :

Section YA

Territoire de la commune de PARUX :

Section YA

ARTICLE 2 - Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de BREMENIL le **24 Octobre 2005**. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE, le Procès-Verbal.

ARTICLE 3 - L'association foncière et/ou la commune de BREMENIL est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

ARTICLE 4 - RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Maire de BREMENIL, Mesdames ou Messieurs les Maires d'ANGOMONT, BADONVILLER, NEUVILLER LES BADONVILLER et PARUX, Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de LUNEVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l'Association Foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, à Madame la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE MODIFICATIF DDAF 2005/424 - BAUX RURAUX CHANGEMENT DE DESTINATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE - AUTORISATION DE RESILIATION DE BAIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du livre IV - titre premier - du code rural relatif aux baux ruraux et notamment l'article L.411.32-alinéa 2,
VU la demande présentée le 21 juillet 2004 par la commune de SERROUVILLE, représentée par le Maire, tendant à résilier un bail rural,
VU les motifs de la demande et les pièces du dossier s'y rapportant,
VU l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 03 mars 2005,
VU la demande de Monsieur le Maire de SERROUVILLE par lettre en date du 10 octobre 2005,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral DDAF 2005/075/FL/JV du 31 mars 2005, concernant le changement de destination d'une parcelle agricole, est modifié comme suit :

La commune de SERROUVILLE, représentée par le Maire, est autorisée à résilier, par anticipation, le bail consenti à Monsieur et Madame Gilbert FICHANT, agriculteur, pour la parcelle ZI 27 d'une superficie de 16 ares, située dans cette commune.

Article 2 - Conformément aux dispositions de l'article R 421.1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera notifiée aux parties intéressées.

NANCY, le 21 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/386 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CRION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 28 juillet 1975 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de CRION ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de CRION en date du 30 juillet 2003 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 28 juillet 1975 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 53 ha 98 a 84 ca situés sur le territoire de la Commune de CRION ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
CRION	ZD	N° 51 à 62 - 66 à 73 - 75 à 80 - 149 - 151 - 153 - 106 - 107 - 159 - 161 - 163 - 147 - 114 - 115 - 165 - 117 à 128 - 168 à 176 - 178 à 188 -
	D	N° 285 - 157 - 158 - 287 - 273 - 289
	E	N° 75 à 81 - 84 - 85 - 87 - 91 - 94 - 105 à 111 - 113 - 114 - 152 - 169 à 172 - 197 - 198

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de CRION

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de CRION

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de CRION sera affichée pendant 1 mois dans la commune de CRION par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE- et M. le Maire de Commune de CRION sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de CRION,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 26 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/075/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005/DDE/070/CDER en date du 6 octobre 2005 ;

Vus les problèmes techniques rencontrés sur le chantier ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers de l'A330 sens Nancy-Epinal, sur la bretelle de sortie "Fléville" de l'échangeur n°4, dans le cadre de l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Ouest) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Du 29 octobre 2005 à 6h00 (continuité avec l'arrêté préfectoral 2005/DDE/070/CDER) au 4 novembre 2005 à 6h00, en permanence, la bretelle de l'échangeur n° 4 de l'A330 "NANCY - FLEVILLE" dans le sens NANCY - EPINAL sera fermée à toute circulation.

ARTICLE II**sens NANCY - EPINAL**

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sortie n° 5 - Echangeur de LUDRES - RD 570

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.**ARTICLE IV** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.**ARTICLE V** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Houdemont, Ludres et Fléville-devant-Nancy, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Pour le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures empêché,

Le Chef de la Cellule Départementale d'Exploitation Routière,

Cédric GIRARDY

ARRETE 2005/DDE/077/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Considérant la nécessité d'organiser la traversée de la RN 57 au PR 3+250 par des engins de chantier, dans le cadre des travaux de la ligne LGV, sur le territoire de la commune de CHAMPEY;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E**ARTICLE I** - A compter du 2 novembre à 8h00 jusqu'au 1^{er} décembre 2005 à 17h00, en permanence, la traversée d'engins de chantier est autorisée sur la RN 57 au PR3+250.

La circulation des usagers de la RN 57 s'effectue sur la RN 57 entre les PR 2+950 et 3+550, pendant cette période, comme suit :

Sens Moselle - Pont-à-Mousson

- la vitesse est limitée à 70km/h du PR 2+950 au PR 3+150 et à 50 km/h du PR 3+150 au PR 3+300
- il est interdit de doubler entre les PR 2+950 et 3+300

Sens Pont-à-Mousson - Moselle

- la vitesse est limitée à 70km/h du PR 3+550 au PR 3+350 et à 50 km/h du PR 3+350 au PR 3+3+200
- il est interdit de doubler entre les PR 3+550 et 3+200

ARTICLE II - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise FOUGEROLLES BALLOT, la remise en état de la chaussée incombant à cette entreprise.**ARTICLE III** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 31 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

Grégoire GEAI

ARRETE 2005/DDE/078/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2005/DDE/077/CDER en date du 31 octobre 2005 ;

Considérant la nécessité d'organiser la traversée de la RN 57 au PR 3+250 par des engins de chantier, dans le cadre des travaux de la ligne LGV, sur le territoire de la commune de CHAMPEY;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I - A compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2005 à 18h00, en permanence, la traversée d'engins de chantier est autorisée sur la RN 57 au PR3+250.

La circulation des usagers de la RN 57 s'effectue sur la RN 57 entre les PR 2+950 et 3+550, pendant cette période, comme suit :

Sens Moselle - Pont-à-Mousson

- la vitesse est limitée à 70km/h du PR 2+950 au PR 3+150 et à 50 km/h du PR 3+150 au PR 3+300
- il est interdit de doubler entre les PR 2+950 et 3+300

Sens Pont-à-Mousson - Moselle

- la vitesse est limitée à 70km/h du PR 3+550 au PR 3+350 et à 50 km/h du PR 3+350 au PR 3+3+200
- il est interdit de doubler entre les PR 3+550 et 3+200

ARTICLE II - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise FOUGEROLLES BALLOT, la remise en état de la chaussée incombant à cette entreprise.

ARTICLE III - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
D. LOUIS

SERVICE DE L'HABITAT

**ARRETE AUTORISANT LE VERSEMENT DIRECT DE L'APL A L'ASSOCIATION "ADULTES ET ENFANTS INADAPTES MENTAUX"
A VANDOEUVRE-LES-NANCY DANS LE CADRE DU DISPOSITIF C.H.R.S.**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L 442-8-1 et R 351-27 ;

VU le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001 relatif aux conditions de fonctionnement et de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (C.H.R.S.) ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la demande présentée le 5 août 2005 par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" à Vandoeuvre-les-Nancy ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux", compte tenu de son action sociale en matière d'hébergement dans le cadre du dispositif CHRS, est agréé pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 4 logements situés 4A avenue Clemenceau à BRIEY, faisant l'objet de la convention APL n° 54/2/11.2001/99.864/4472.

ARTICLE 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" à ses engagements sociaux et après qu'il ait été mis en demeure de présenter ses observations.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux".

NANCY, le 24 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

**AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/05/31 PORTANT RESILIATION
DE L'ARRETE AUTORISANT L'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'État,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'État,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.31 accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté DDE/INF/04/38 du 14 mai 2004 portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain sur l'aérodrome de Doncourt-les-Conflans à M. SAEZ.

VU la demande de M. SAEZ en date du 26 mai 2005, tendant à obtenir la résiliation de son AOT,

VU le courrier DDE/SERIP/Bases/AK/213/2005 du 10 juin 2005 rappelant les modalités de l'article 18 de l'AOT qui prévoit la remise en état des lieux après cessation d'activités,

VU la réponse de M. SAEZ en date du 17 juin 2005 prévoyant, soit la démolition du hangar construit sur l'emprise pour le 27 août 2005 par M. RASEMUSSE, soit la remise dudit hangar à l'État,

Considérant que le hangar n'a pas été démonté dans les délais prévus,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté DDE/INF/04/38 portant autorisation d'occupation temporaire (AOT) d'un terrain nu de 400 m² sur l'aérodrome de Doncourt-les-Conflans à M. SAEZ et venant à expiration le 31 décembre 2008 est résilié à la demande de l'intéressé à compter du 31 décembre 2005,

ARTICLE 2 : Conformément à l'article 18 de l'AOT visée ci-dessus, prévoyant la remise en état des lieux à la cessation de l'autorisation et à la réponse de M. SAEZ, le hangar métallique construit sur la parcelle, devient propriété de l'État.

ARTICLE 3 : L'original du présent arrêté est transmis au permissionnaire à titre de notification.

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine, le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux.

NANCY, le 21 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
D. LOUIS

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 23403 en date du 24 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTA-TU bâtiment PCD/CSS LGV Est rue Jean Jaurès base TGV Est, sur les commune de VANDIERES.

Par arrêté préfectoral n° 23403 en date du 24 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTA-TU bâtiment PCD/CSS LGV Est rue Jean Jaurès base TGV Est, sur les commune de PAGNY SUR MOSELLE.

Par arrêté préfectoral n° 43356 en date du 15 novembre 2005, la commune de COSNES ET ROMAIN a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la viabilisation du lotissement communal "Les Monts II" sur la commune de COSNES ET ROMAIN.

Par arrêté préfectoral n° 53426 en date du 24 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement tarif jaune EPDTPH, 4 rue Léon Parisot, sur la commune de ROSIERES AUX SALINES.

Par arrêté préfectoral n° 53492 en date du 24 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la réfection poste Pulnoy Village rue du Parc, sur la commune de PULNOY.

Par arrêté préfectoral n° 53583 en date du 23 novembre 2005, la commune de JAILLON a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement esthétique centre du village", sur la commune de JAILLON.

Par arrêté préfectoral n° 53649 en date du 24 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue d'une aire d'accueil des gens du voyage - poste DP + tarif jaune, plateau HDL, sur la commune de MAXEVILLE.

Par arrêté préfectoral n° 53654 en date du 15 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la suppression poste DP "Masson" type C.H rue du Château, sur la commune de BADONVILLER.

Par arrêté préfectoral n° 53714 en date du 23 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement du déplacement et renforcement poste "cités Guest" rue du Gué, sur la commune de DAMELEVIERES.

Par arrêté préfectoral n° 53862 en date du 23 novembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renouvellement réseau HTA "départ Avrima", sur la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE

DECISION ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME ANNE-MARIE LEBLAY, CHEF DU SERVICE DE GESTION OPERATIONNELLE, ET A M. THIERRY ALENDE, DIRECTEUR DE LA SECURITE PUBLIQUE ADJOINT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ET COMMISSAIRE CENTRAL ADJOINT DE NANCY

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature du préfet de Meurthe-et-Moselle à Monsieur Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle en ce qui concerne les marchés passés sur procédure adaptée, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 juillet 2000 portant affectation de Mme Anne-Marie LEBLAY à compter du 1^{er} janvier 2001 à la DDSP de Meurthe et Moselle en tant que chef de service de gestion opérationnelle ;

Vu l'arrêté ministériel N° 882 du 11 octobre 2005 portant affectation de M. Thierry ALENDE à compter du 17 Octobre 2005, à la DDSP de Meurthe-et-Moselle en tant que directeur de la sécurité publique adjoint de Meurthe-et-Moselle et commissaire central adjoint de Nancy ;

D E C I D E

Article 1^{er} : Annulation de la décision du 29 mars 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe GOFFIN directeur de la sécurité publique adjoint de Meurthe et Moselle et commissaire central adjoint de Nancy et à Mme Anne-Marie LEBLAY chef du service de gestion opérationnelle ;

Article 2 : Délégation de signature est accordée à Mme Anne-Marie LEBLAY ainsi qu'à M. Thierry ALENDE à l'effet de passer les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € HT pour les fournitures et 230 000 € HT pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental du 6 octobre 2004, et pour attester le service rendu. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Article 3 : Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux dépenses résultant d'engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices, ainsi que les marchés formalisés, quel que soit leur montant. Toutefois la délégation est maintenue en ce qui concerne l'attestation du service rendu.

Article 4 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 octobre 2005

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
Michel PONSARD-CHAREYRE

AVIS DE VACANCES DE POSTES

NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT CHEF DEUXIEME CATEGORIE

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 4 (20), l'établissement bénéficiaire de nomination au choix au titre de l'année 2005, devant être pourvus dans le grade d'agent chef de deuxième catégorie est le suivant :

H.L.I. de POMPEY-LAY ST CHRISTOPHE

1 Poste

3 rue de l'avant garde

54340 POMPEY

Peuvent faire acte de candidature :

- Les contremaîtres principaux, les maîtres ouvriers principaux, les agents techniques d'entretien principaux, les chefs de garage principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les contremaîtres, les maîtres ouvriers, les agents techniques d'entretien, les chefs de garage et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins 3 ans de services effectifs dans leur corps

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE
AVIS DE VACANCE DE POSTE DE CONTREMAITRE**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 article 9 (2°), l'établissement bénéficiaire de nomination au choix **au titre de l'année 2005**, devant être pourvus dans le grade de **contremaître** est le suivant :

C.H. Maillot de BRIEY 1 Poste
31 avenue Albert de Briey
BP 99

Peuvent faire acte de candidature :

- Les maîtres-ouvriers comptant 3 ans de services effectifs dans leur grade et les ouvriers professionnels qualifiés parvenus au 5ème échelon de leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées à Monsieur le Directeur des établissements susnommés, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE
AVIS DE VACANCES DE POSTES DE MAITRE OUVRIER**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 19 (3°), les établissements suivants bénéficient de nomination au choix **au titre de l'année 2005** pour le grade de **Maître Ouvrier** :

C.P.N. de LAXOU	2 Postes
1 rue du Dr Archambault	
54521 LAXOU	
Maternité Régionale de NANCY	2 Postes
10 rue du Dr Heydenreich	
54000 NANCY	
Centre de Moyen Séjour	1 Poste
1 rue Pasteur	
54760 FAULX	

Peuvent faire acte de candidature :

- les ouvriers professionnels qualifiés ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et les ouvriers professionnels spécialisés comptant au moins neuf ans de services effectifs dans le corps.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE
AVIS DE VACANCE DE POSTE D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 19 (3°), l'établissement suivant bénéficie d'une nomination au choix **au titre de l'année 2005** pour le grade d'**OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE**

HOPITAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE 1 Poste
BP 8 - 62 rue R. Poincaré
54480 CIREY SUR VEZOUZE

Peuvent faire acte de candidature :

- Les fonctionnaires hospitaliers appartenant à un corps ou emploi classé dans les catégories C ou D, comptant au moins 9 ans de services publics.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE
AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT TECHNIQUE D'ENTRETIEN**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 article 39 (2°), l'établissement suivant bénéficie d'une nomination au choix **au titre de l'année 2005** pour le grade d'**agent technique d'entretien**

Maison de retraite 1 Poste
69 avenue Général LECLERC
54700 PONT A MOUSSON

Peuvent être inscrits sur cette liste les fonctionnaires hospitaliers appartenant à un corps classé en catégorie C et D et comptant au moins neuf ans de services publics.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LA NOMINATION D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE GOLBEY

Un concours interne sur titres en vue de la nomination d'un **cadre de santé**, aura lieu au :

CENTRE HOSPITALIER DE GOLBEY

13, rue Eugène Lutherer

B.P. 39

88191 GOLBEY

Le 10 janvier 2006

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 et n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 sus-visés, comptant, au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, pour 90 % des postes ouverts.

Les candidatures doivent être adressées ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis, au Directeur du Centre Hospitalier de GOLBEY.

**DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - SAINT-CHARLES**

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL

Vu la Loi n° 83.634 du 13 juillet modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statuts particuliers du corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de postes de Cadres de Santé diffusé le 19 septembre 2005 non pourvue par des candidats fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1 : Un concours sur titres **interne** est ouvert à partir du 20 décembre 2005 pour pouvoir un poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de TOUL, dans la filière médico-technique: manipulateur d'électroradiologie.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,

- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière comptant au 1^{er} janvier 2005, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Toul, accompagnées des pièces suivantes:

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de cadre de Santé,

- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

TOUL, le 24 octobre 2005

Le Directeur,
W. STRAUSS

**ARRETE DDASS/AES N° 196-05 DU 07 NOVEMBRE 2005
PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE
CONCOURS SUR TITRES D'ASSISTANT SOCIO EDUCATIF (EMPLOI D'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

VU le décret n° 93-652 du 26 mars 1993, modifié portant statuts particuliers des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1341 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la F.P.H. pris en application du chapitre III du titre 1^{er} de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire DHOS/P2 n° 2002-287 du 03 mai 2002 relative à la remise en place dans la fonction publique hospitalière du dispositif de résorption de l'emploi précaire prévu par la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.44 du 27 octobre 2005, accordant délégation de signature à Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU les déclarations des postes vacants à offrir aux concours réservés ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

ARTICLE 1 : Un concours sur titres, est ouvert dans le cadre des emplois réservés, en vue de pourvoir :

❖ **1 poste d'Assistant Socio-Educatif (emploi d'assistant de service social) au Centre Hospitalier de TOUL.**

ARTICLE 2 : Les épreuves se dérouleront à compter du 09 janvier 2006 au Centre Hospitalier de TOUL.

ARTICLE 3 : Le dossier de candidature doit comporter :

- Justifier entre le 10 juillet 1999 et le 10 juillet 2000, pendant une durée minimale de deux mois, de la qualité d'agent non titulaires de droit public, recruté à titre temporaire et ayant assuré des missions dévolues aux agents titulaires, dans un ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;
- Avoir été, pendant cette période, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels ;
- Justifier au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis pour la présentation du concours d'accès au corps concerné ;

- Justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein, au cours des huit dernières années, effectuées en tant qu'agent non titulaire dans les trois fonctions publiques, d'Etat, Hospitalière ou Territoriale ou dans leurs établissements publics à caractère administratif.

Les candidats ayant obtenu la reconnaissance de leur expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou de diplômes exigibles pour l'accès au corps concerné fourniront la décision de l'autorité préfectorale prise en application du décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001.

ARTICLE 4 : Les candidatures devront être adressées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, Direction des ressources humaines, auprès duquel pourront être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

ARTICLE 5 : Le secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL et affiché dans les Etablissements, Préfecture et Sous Préfecture du Département.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2^{EME} CATEGORIE AU CHU DE NANCY

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié et de l'arrêté du 29 mars 2005, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur épreuves d'Agent Chef 2^{eme} catégorie afin de pouvoir :

☞ **1 poste Spécialité Entretien des systèmes automatisés**

I - Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires, mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986, titulaires des corps de :

- Contremâîtres, justifiant d'un an d'ancienneté dans ce corps
➤ Maîtres Ouvriers, agents techniques d'entretien, Chefs de garage et conducteurs ambulanciers justifiant de 3 ans d'ancienneté dans leurs corps respectifs.

II - Nature et composition des épreuves :

Le concours comprend :

1°) 2 épreuves écrites d'admissibilité :

Epreuve écrite n° 1 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Vérification, au moyen de questionnaires ou pour tout autre support à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, que l'exercice de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt pour accéder au corps des agents chefs implique de façon courante.

Epreuve écrite n° 2 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent chef dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

2°) Epreuve d'admission :

Entretien (durée = 30 minutes - coefficient 4)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent chef.

III - Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse -affranchie à 1,22 € - format 21x29,7 à :

**Direction des Ressources Humaines C.H.U de NANCY - Service Concours et Examens - Bureau n° 9
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY**

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

☞ Par lettre recommandée avec A.R. ou simple courrier

ou

☞ Par dépôt au Service Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt

☞ Date limite d'inscription : **1 mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle**

NANCY, le 18 novembre 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1118
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	1118
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1118
ARRETE PREFECTORAL N°05.BODE.53 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADEMOISELLE CHRISTINE BITTEL, ATTACHE PRINCIPAL, CHARGEE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS.....	1118
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.54 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1120
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.55 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JACQUES SABLAYROLLES, DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1122
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.56 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1122
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.57 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR ARNAUD KURZENNE, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET.....	1123
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.58 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES	1125

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N°05.BODE.53 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADEMOISELLE CHRISTINE BITTEL,
ATTACHE PRINCIPAL, CHARGEE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 15 mai 2001 nommant Mademoiselle Christine Bittel, attaché principal, à compter du 1^{er} janvier 2001 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.06 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Mademoiselle Christine Bittel, attaché principal ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;
VU la décision préfectorale du 26 septembre 2005 nommant Mademoiselle Christine Bittel chargée de l'intérim des fonctions de directeur des ressources humaines et des moyens à compter du 1^{er} octobre 2005 ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Mademoiselle Christine Bittel, attaché principal, à l'effet de signer :

1) Bureau des ressources humaines et financières :

- a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;
 - b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions suivantes :
 - la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives ;
 - les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires ;
 - le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité ;
 - l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel ;
 - la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération) ;
 - le recrutement des agents contractuels occasionnels ;
 - dans le domaine de la formation : les conventions de formation, convocations, devis ou commandes, visas obligatoires de l'animatrice de formation ;
 - c) les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures ;
 - d) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion ;
 - e) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;
 - f) les bons de commandes pour des sommes ne dépassant pas 1.500 € ;
 - g) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.
- 2) Service départemental d'action sociale :
- les actes et documents constituant une décision dans les matières suivantes :
 - . la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire) ;

- . le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale ;
- . le logement des fonctionnaires.

3) Bureau de la modernisation :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- a) le contrôle de gestion ;
- b) le contrôle de qualité ;
- c) la coordination, sous l'autorité du Secrétaire général, des différentes actions de modernisation de la préfecture ;
- d) l'organigramme de la préfecture et des sous-préfectures ;
- e) la gestion centrale du courrier ;
- f) l'archivage et la numérisation ;
- g) le recueil des actes administratifs.

- tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux dont le bureau de la modernisation assure la responsabilité de gestion.

4) Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

- a) maintenance technique des installations ;
- b) entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;
- c) la reprographie ;
- d) la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;
- e) les projets de restructuration immobilières pour la préfecture et les sous-préfectures ;

- tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau de la logistique et de l'immobilier assure la responsabilité de gestion.

5) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- a) permanence des liaisons gouvernementales ;
- b) analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;
- c) gestion technique des matériels et des réseaux ;
- d) assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels
- e) standard

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Mademoiselle Christine Bittel, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de l'ensemble des services placés sous son autorité.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Lionel Thiébaud, chef du Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication, à l'effet de signer les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le service assure la responsabilité de gestion.

ARTICLE 4 : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après :

Bureau des ressources humaines et financières :

- + Madame Hélène Durand, attaché principal, chef du bureau
 - + Mademoiselle Anne Pierre, attaché
 - + Madame Frédérique Bello-Lapanne, attaché
 - + Madame Jeannine BOFF, secrétaire administratif de classe supérieure
- pour le domaine de la formation**
- + Madame Evelyne Freidinger, attaché
 - + Madame Yolande Lombard, adjoint administratif

Service départemental d'action sociale :

- + Monsieur Hervé Froment, secrétaire administratif de classe normale, chef du service

Bureau de la modernisation :

- + Mademoiselle Jacqueline Thouvenin, attaché principal, chef du bureau

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- + Madame Françoise Reposeur, attaché principal, chef du bureau
- + Monsieur Claude Charpentier, contrôleur des services techniques

En cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, délégation est donnée à :

- + Monsieur Denis Lapointe, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 700 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- + Monsieur Lionel Thiébaud, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mademoiselle Christine Bittel, délégation de signature est donnée à Madame Hélène Durand, chef du bureau des ressources humaines et financières, à l'effet de signer les affaires visées aux articles 1 et 2 du présent arrêté à l'exception de l'article 1-5^{ème}, et à Monsieur Lionel Thiébaud, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 - 5^{ème}.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Durand, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mademoiselle Jacqueline Thouvenin, chef du bureau de la modernisation. A défaut, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Madame Françoise Reposeur, chef du bureau de la logistique et de l'immobilier.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel Thiébaud, délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre Camaille, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 3.

ARTICLE 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 8 : Les correspondances d'une importance particulière aux maires doivent leur être adressées sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 9 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.06 du 20 décembre 2004 est abrogé.

ARTICLE 10 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mademoiselle Christine Bittel, attaché principal, chargée de l'intérim des fonctions de directeur des ressources humaines et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 3 décembre 2005

Le Préfet,

Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.54 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR FRANCIS GIROUX,
DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n° 511A en date du 2 août 2000 affectant Monsieur Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2000 ;
VU l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant Monsieur Francis Giroux directeur des services de préfecture ;
VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.50 du 20 décembre 2004, modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.02 du 11 janvier 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Francis Giroux ;
VU la décision préfectorale du 28 novembre 2005 nommant Monsieur Francis Giroux directeur du développement durable et des politiques interministérielles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Francis Giroux, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, à l'effet de signer :

I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification de décisions administratives, arrêtés préfectoraux et conventions,
- les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques

II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (D.D.D.P.I./1)

- les décisions concernant la vente des coupes de bois,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,
- les autorisations d'importation de déchets étrangers,
- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,
- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,
- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,
- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

III - POUR LE BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (D.D.D.P.I./2)

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.E.C.,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,
- les agréments des maîtres d'apprentissage du secteur public

IV - POUR LE BUREAU DE LA PROGRAMMATION ET DES FINANCES DE L'ÉTAT (D.D.D.P.I./3)

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes
- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier-payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au-dessus du seuil de 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).

V - POUR LE BUREAU DU MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES SERVICES DE L'ÉTAT (D.D.D.P.I./4)

- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Francis Giroux, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions visées à l'article 1.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Francis Giroux à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction du développement durable et des politiques interministérielles assure la responsabilité de gestion.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Francis Giroux, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Madame Annie Lebel, attachée principale, chef du bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement ou par Madame Laurence Stenger, attachée principale, chef du bureau du management stratégique de l'État.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Francis Giroux, de Madame Annie Lebel et de Madame Laurence Stenger, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, seront exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

- Monsieur Guy-Michel Durivaux, attaché
- Madame Evelyne Gauvain, attachée
- Monsieur Patrice Petit, attaché (*jusqu'à la date de sa prise de fonction effective au cabinet*)
- Madame Dorine Grave, attachée
- Mademoiselle Anne Roussel, attachée

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique :

- Monsieur Daniel Pucelle, attaché, chef du bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique
- Mademoiselle Dominique Cratelet, attachée
- Madame Laurence Piekarski, attachée

Bureau de la programmation et des finances de l'Etat :

- Monsieur Gérard Dalstein, attaché, chef du bureau de la programmation et des finances de l'Etat
- Madame Danièle Guizot, secrétaire administrative de classe normale
- Madame Dominique Detraye, secrétaire administrative de classe exceptionnelle

Bureau du management stratégique des services de l'Etat :

- Madame Monique Colire, attachée
- Madame Patricia Clément, attachée,

ARTICLE 6 : Dans la limite de la délégation consentie à Monsieur Francis Giroux et en cas d'absence simultanée ou d'empêchement de celui-ci ainsi que de Madame Annie Lebel, de Madame Laurence Stenger et du chef de bureau compétent ainsi que de ses collaborateurs directs ayant reçu délégation en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux autres chefs de bureau de la direction :

- Monsieur Daniel Pucelle, attaché
- Monsieur Gérard Dalstein, attaché

ARTICLE 7 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Francis Giroux, de Madame Annie Lebel, de Madame Laurence Stenger et des chefs de bureau et de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les ampliations d'arrêtés préfectoraux, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement :

- Monsieur Faride Fellague,
- Madame Cécile Cuny,
- Mademoiselle Chantal Moitrot,
- Monsieur Gérard Bernardin,
- Madame Christine Debaize,
- Monsieur Driss Daghmous,
- Madame Patricia Rome,
- Mademoiselle Dominique Salas,
- Mademoiselle Stéphanie Renard,
- Mademoiselle Laurence Lamesle

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique :

- Mademoiselle Thérèse Brun
- Madame Michèle Mucchielli,
- Madame Marilynne Ambs,
- Madame Dominique Demangeon,
- Monsieur Frédéric Demangeon,
- Madame Gisèle Mansuy,
- Mademoiselle Virginie Andrews,
- Mademoiselle Monique De Luca,
- Monsieur Angelo Curto.

Bureau de la programmation et des finances de l'Etat :

- Monsieur Franck Ménégatti,
- Monsieur Stéphane Blaise,
- Madame Marie-Claire Got
- Madame Corinne Smalcerz,
- Madame Bernadette Dederichs,
- Madame Evelyne Feeser,
- Monsieur Roger Stephant.

Bureau du management stratégique des services de l'Etat :

- Mademoiselle Nésiri Bora,
- Monsieur Stéphane Rochereau,
- Monsieur Samuel Griffaton,

ARTICLE 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

ARTICLE 9 : Les correspondances d'une importance particulière aux maires doivent leur être adressées sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 10 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.56 du 20 décembre 2004 et n° 05.BODE.02 du 11 janvier 2005 sont abrogés.

ARTICLE 11 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Francis Giroux, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 3 décembre 2005

Le Préfet,

Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.55 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JACQUES SABLAYROLLES,
DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 03 / 0485 du 23 juin 2003 du ministre de l'intérieur portant mutation de Monsieur Jacques Sablayrolles à un poste vacant de directeur à la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 nommant Monsieur Jacques Sablayrolles, sur le poste de directeur des relations avec les collectivités locales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.57 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques Sablayrolles ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des services de préfecture, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer pour l'ensemble des bureaux de la direction :

tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
 - la saisine des différents services de l'État pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
 - les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des particuliers ou des élus,
 - les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
 - les lettres de notification des décisions administratives, des arrêtés préfectoraux et des conventions,
- à l'exception :
- des arrêtés attributifs du Fonds de compensation pour la T.V.A.,
 - des arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite des enquêtes de commodo et incommode prescrites en vue de modifier les limites territoriales entre les communes.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions de cette direction.**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jacques Sablayrolles à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des relations avec les collectivités locales assure la responsabilité de gestion.**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques Sablayrolles, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Madame Danièle Valck, attachée de préfecture dans la limite des attributions de Monsieur Jacques Sablayrolles.**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Jacques Sablayrolles et de Madame Danièle Valck, les délégations visées aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus, seront exercées par M. Gérard Geissler dans la limite des attributions de Monsieur Jacques Sablayrolles.**ARTICLE 6** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

ARTICLE 7 : Les correspondances d'une importance particulière aux maires doivent leur être adressées sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.57 du 20 décembre 2004 est abrogé.**ARTICLE 9** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques Sablayrolles, directeur des relations avec les collectivités locales, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 3 décembre 2005

Le Préfet,

Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.56 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI,
DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté 04/1206 du 20 octobre 2004 du ministre de l'intérieur nommant Monsieur Mohand Azzi directeur des services de préfecture en qualité de directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.01 du 11 janvier 2005, n° 05.BODE.12 du 14 mars 2005 et n° 05.BODE.26 du 11 juillet 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur de cabinet ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- * du contrôle des arrêtés municipaux,

- * des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- * des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- * des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- * des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand Azzi à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy à l'exception des villes de Nancy et Vandœuvre-Les-Nancy.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand Azzi à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Mohand Azzi à l'effet de signer les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mohand Azzi, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 sera exercée par :

- pour le bureau de la citoyenneté (DRLP/1) par Monsieur Pascal Seyller, attaché, chef de bureau ou, en l'absence de ce dernier, par Monsieur Alex Bailly, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint au chef de bureau.
- pour le bureau des réglementations (DRLP/2) par Monsieur Jean-Pierre Devidet, attaché, chef de bureau, ou, en l'absence de ce dernier, par Madame Marie-Françoise Klouse, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des étrangers (DRLP/3) par Madame Brigitte Dedisse, attachée, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Sandrine Antoniazzi, attachée, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour".

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mohand Azzi, la délégation de signature définie à l'article 4 sera exercée par Madame Brigitte Dedisse, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Madame Sandrine Antoniazzi, adjointe au chef du bureau, chef de la section "séjour", Mesdames Edith Charriau-Coron, Anne-Lyse Fuchs, Brigitte Leloup et Christine Seibt, attachées, Monsieur David André, secrétaire administratif de classe normale.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 2 et à l'article 2, alinéa 2, sera exercée par :

- Mesdames Odile Sbuttoni, secrétaire administratif de classe normale, et Yvette Gaertner, secrétaire administratif de classe supérieure, en ce qui concerne les attributions du bureau de la citoyenneté ;
- Madame Marie-Catherine Toussaint, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, Mademoiselle Yolande Vaudin, secrétaire administratif de classe supérieure, Monsieur Serge Marceron, secrétaire administratif de classe normale, pour les matières relevant du bureau des réglementations, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire ;
- Mesdames Edith Charriau-Coron, Anne-Lyse Fuchs, Brigitte Leloup et Christine Seibt, attachées, Madame Sylvie Klein, secrétaire administratif de classe supérieure, Madame Anne Pizmoht, Monsieur Renaud Planat et Monsieur David André, secrétaires administratifs de classe normale, pour les matières relevant du bureau des étrangers.

ARTICLE 8 : Sous le contrôle et l'autorité de Monsieur Mohand Azzi et de Madame Brigitte Dedisse, délégation de signature est donnée à Mesdames Christine Vigneron, Catherine Claudin-Vincent, Gerhilt Stender et Monique Dijeau Lorino, Mesdemoiselles Gwenaëlle Roy, Sylviane Bilot et Christelle Schöni, adjoints administratifs et Mesdames Sylviane Richard et Thérèse Herry, adjoints administratifs principaux et également à Messieurs Fabrice Elophe, Bruno Guillemin, adjoints administratifs et Monsieur Robert Guien, adjoint administratif principal 2ème classe pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant ni avis ni décision

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Monsieur Mohand Azzi, de Monsieur Jean-Pierre Devidet et de Madame Marie-Françoise Klouse, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel Perney, agent administratif pour les matières relevant de la législation relative aux cartes grises et à Mesdames Danielle Collotte et Martine Tascone, adjoints administratifs pour les matières relevant de la législation relative aux permis de conduire, à l'exception des décisions de retrait de permis de conduire.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à Monsieur Mohand Azzi pour présider la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy.

ARTICLE 11 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 12 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.55 du 20 décembre 2004, n° 05.BODE.01 du 11 janvier 2005, n° 05.BODE.12 du 14 mars 2005 et n° 05.BODE.26 du 11 juillet 2005 sont abrogés.

ARTICLE 13 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, directeur des services de préfecture, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 5 décembre 2005

Le Préfet,

Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.57 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR ARNAUD KURZENNE,
SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2005 nommant Monsieur Arnaud Kurzenne, Officier de la Marine Nationale, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.27 du 1^{er} août 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliements de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Affaires liées à la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (COPEC), aux élections, distinctions honorifiques

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Affaires liées à la sécurité et l'ordre public, à la conférence départementale de sécurité, à la conférence départementale de prévention, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la sécurité routière

BUREAU DE LA COMMUNICATION

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées

b) Les Arrêtés d'hospitalisation d'office, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants du préfet et du secrétaire général de la préfecture

c) Les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèvements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud Kurzenne, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Monsieur Marc Burg, sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture et à Mademoiselle Marie-Line Boulanger, directeur adjoint du cabinet.

ARTICLE 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1^{er} ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Monsieur Yann Negro, attaché de préfecture, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ

- Monsieur Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, chef du bureau de la prévention et de la sécurité jusqu'au 31 décembre 2005

- à compter du 1^{er} janvier 2006, Monsieur Patrice PETIT, attaché de préfecture, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrice Petit, attaché de préfecture, chef du bureau de la sécurité, à compter du 1^{er} janvier 2006, et à Monsieur Olivier Ronjat, secrétaire administratif de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Mademoiselle Béatrice Mougel, attaché de préfecture, chef du bureau de la communication et des relations avec la presse

- Madame Martine Gillet, secrétaire administrative de classe normale

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Madame Françoise Gabrion, attachée principale, Chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier Becker, attaché de préfecture, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Sylvie Vouaux, attachée, Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale et à Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Françoise Gabrion, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint du chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Madame Sylvie Vouaux, attachée,

- Monsieur Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,

- Madame Christiane Balle, secrétaire administrative.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière,

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

- les arrêtés fixant le pays de renvoi.

ARTICLE 6 : Demeurent réservés à la signature de Monsieur le Préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis ceux définis à l'article 1 alinéa c) du présent arrêté.

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 7 : Les correspondances d'une importance particulière aux maires doivent leur être adressées sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 8 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.27 du 1^{er} août 2005, accordant délégation de signature à Monsieur Arnaud Kurzenne, est abrogé.

ARTICLE 9 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 5 décembre 2005

Le Préfet,

Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.58 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER
LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH),
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP,
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence et les membres de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.85 du 20 décembre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.17 du 2 mai 2005, accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du corps préfectoral pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée pour présider ladite commission aux membres titulaires selon l'ordre suivant :

- Madame Françoise Gabrion, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Monsieur Michel Ponsard Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique ou Monsieur le Lieutenant-Colonel Xavier Lejeune, commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence,
- Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement,
- Monsieur le Colonel Bernard Modéré, directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires énumérés à l'article 1^{er}, délégation est donnée pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur à leur adjoint en titre selon l'ordre suivant :

- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Monsieur Thierry Alendé, commissaire divisionnaire adjoint au directeur départemental de la sécurité publique ou Monsieur le Lieutenant-Colonel Jean-Charles Lemond, adjoint au commandant du groupement de gendarmerie selon les zones de compétences,
- Monsieur Dominique Louis, directeur-adjoint de la direction départementale de l'équipement,
- Monsieur le Colonel Jean-Jacques Horb, adjoint au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet territorial, d'un autre membre du corps préfectoral, du secrétaire général de la sous-préfecture pour présider la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées, délégation est donnée pour présider lesdites commissions aux fonctionnaires du cadre national des préfectures suivants :

Commissions d'arrondissement de Nancy

- Madame Françoise Gabrion, attachée principale, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Monsieur Olivier Becker, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Madame Sylvie Vouaux, attachée au service interministériel de défense et de protection civile,
- Monsieur Francis Bosc Cabrol, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile,
- Madame Christiane Balle, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile.

Commission d'arrondissement de Briey

- Madame Eléna Brizon, attachée à la sous-préfecture de Briey,
- Madame Annie Lavaux, attachée à la sous-préfecture de Briey.

Commission d'arrondissement de Lunéville

- Monsieur Bernard Frégières, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville,
- Madame Françoise Simon, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville.

Commission d'arrondissement de Toul

- Madame Danièle Thirion, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Toul.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.82 du 20 décembre 2004 et l'arrêté n° 05.BODE.17 du 2 mai 2005 sont abrogés.

ARTICLE 5 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Messieurs les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres désignés et à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 3 décembre 2005

Le Préfet,

Claude BALAND

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1114
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	1114
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1114
ARRETE MODIFIANT L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA PREFECTURE.....	1114

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE MODIFIANT L'ORGANISATION DES SERVICES DE LA PREFECTURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi n° 85-1098 du 11 décembre 1985 modifiée, relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1993 portant organisation de la préfecture modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 décembre 2003 ;

VU l'avis du comité technique paritaire local réuni le 22 juin 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'organisation des directions et bureaux de la préfecture est modifiée comme suit à compter du 5 décembre 2005 :**A. CABINET :**

1°) Il est créé un poste de directeur-adjoint de cabinet.

2°) Le bureau du cabinet est supprimé.

3°) Quatre bureaux sont placés sous l'autorité du directeur de cabinet et du directeur-adjoint de cabinet : le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC), le bureau de la prévention et de la sécurité, le bureau des affaires politiques et le bureau de la communication.

4°) Le **SIDPC** a pour attributions :

- Planification des secours
- Suivi opérationnel de la sécurité civile
- Commissions de sécurité
- Défense civile et militaire
- Transports matériels sensibles
- Déminage
- Explosifs
- Pollutions
- Ets Seveso, grands barrages
- Secourisme

- Alerte de crues
- Inondations
- Camping dans zones à risques
- Information préventive
- Catastrophes naturelles
- Réseau national d'alerte
- Annuaire d'urgence
- Alerte des maires
- Exercices sécurité civile

5°) Le **bureau de la prévention et de la sécurité** a pour attributions :

- Développement et coordination des dispositifs de prévention de la délinquance ; conseils aux CLSPD, aux maires et aux associations
- Suivi CLSPD arrondissement Nancy
- Suivi de la délinquance
- Ordre public
- Instances paritaires de la police nationale

- Agrément et armement des policiers municipaux
- Affaires immobilières
- Libération conditionnelle des détenus
- Sécurité routière
- Sécurité sanitaire : permanence des soins, réquisition des médecins
- Placements d'office

6°) Le **bureau des affaires politiques** a pour attributions :

- Préparation des voyages officiels
- Protocole
- Dossier territorial
- Analyse électorale
- Elections
- Interventions parlementaires

- Lutte contre les discriminations (COPEC)
- Lutte contre le travail illégal
- MILDIT
- Décorations
- Discours

7°) Le **bureau de la communication** a pour attributions :

- Communication interministérielle
- Relations presse ; rédaction des projets de communiqués de presse
- Publications

- Intranet - Internet
- Cellule multi-médias

B. DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES (DRLP) :

1°) Le bureau de la réglementation générale et des polices administratives, et le bureau de la circulation et de la sécurité routière, sont supprimés.

2°) Sous l'autorité de son directeur, la direction de la réglementation et des libertés publiques comporte trois bureaux.

3°) Le bureau des élections et des associations devient le **bureau de la citoyenneté** (DRLP 1). Il a pour attributions :

Vie politique et sociale :

- Elections politiques
- Suivi de la composition des conseils municipaux

- Elections des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)
- Elections professionnelles et sociales

Associations et groupements :

- Associations, congrégations, fondations
- Syndicats professionnels
- Dons et legs

Naturalisation et affaires générales :

- Naturalisations
- Déclarations d'option (des bi-nationaux)
- Cartes nationales d'identité
- Passeports
- Commerçants non sédentaires

- Livrets et carnets de circulation
- Recherche dans l'intérêt des familles
- Recensement de la population
- Jurys d'assise

4°) Le **bureau des réglementations** (DRLP 2) a pour attributions :

Usagers de la route :

- Régie de recettes
- Cartes grises
- Permis de conduire y compris répartition
- Commission médicale des permis de conduire
- Agrément des dépanneurs sur autoroutes et voies express
- Agrément des gardiens de fourrières
- Agrément des auto-écoles
- Agrément des centres de contrôle technique des véhicules

Tourisme et autorisations diverses :

- Ventes réglementées
- Foires et salons
- Licences d'agences de voyages
- Agréments de tourisme
- Commission départementale d'action touristique
- Immeubles menaçant ruine
- Animaux domestiques
- Loterie
- Appel à la générosité publique
- Bouilleurs de crus

Autorisations sportives et de loisirs :

- Epreuves sportives
- Commission départementale de sécurité routière
- Utilisation de l'espace aérien
- Défilés sur voie publique
- Licences de spectacles
- Rave-parties
- Débits de boissons

Réglementations spécifiques :

- Professions réglementées (taxis, coiffeurs, VRP, agents immobiliers,...)
- Sociétés de gardiennage, Agences privées de recherche, Vidéosurveillance
- Législation funéraire
- Armes
- Permis de chasse
- Agréments

5°) Le bureau des étrangers, de l'immigration et des nationalités devient le **bureau des étrangers** (DRLP 3). Il a pour attributions :

- Le séjour
- L'asile
- L'éloignement du territoire
- Le contentieux des étrangers

C. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES (DDDPI) :

1°) La Direction des Actions Interministérielles devient la **Direction du Développement Durable et des Politiques Interministérielles** (DDDPI).

2°) Le bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique, et le bureau de la programmation et des fonds européens, sont supprimés.

3°) Quatre bureaux sont placés sous l'autorité du directeur du développement durable et des politiques interministérielles.

4°) Le bureau de l'environnement, qui intègre l'aménagement du territoire, devient le **bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement** (DDDPI 1). Il a pour attributions :

Section de l'aménagement du territoire et de l'environnement :Aménagement du territoire

- Coordination procédures d'expropriation, d'enquêtes et déclarations d'utilité publique
- Pilotage procédures relatives aux plans de prévention des risques (PPR)
- Suivi grands projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire
- Application code minier - Problèmes de constructibilité et d'urbanisme liés à l'exploitation minière dans les bassins ferrifère et salifère
- Commission départementale des commissaires enquêteurs
- Suivi comité régional de l'aménagement du territoire (CRAT) et établissement public foncier de Lorraine (EPFL)
- Participation au pôle de compétences « territorialisation »

- Contrats territoriaux (contrats de pays et d'agglomération)
- Affaires culturelles et enseignement supérieur, Commission départementale des objets mobiliers

Protection de la nature et de l'environnement

- Protection sites et paysages, faune et flore - Commission départementale des sites
- Publicité et pré-enseignes
- Réseau Natura 2000
- Relations avec le Parc Naturel Régional de Lorraine
- Agrément associations de protection de l'environnement
- Lutte contre le bruit
- Agrément entreprises manipulant des fluides frigorigènes
- Qualité de l'air (plan de protection de l'atmosphère)
- Installation de lignes électriques : DUP et programme d'accompagnement de projet
- Installation des canalisations de gaz
- Implantation d'éoliennes

Section des installations classées et de la loi sur l'eau :

Installations classées pour la protection de l'environnement et des carrières

- Instruction et suivi dossiers d'installations classées pour la protection de l'environnement, industrielles et agricoles soumis à déclaration ou à autorisation

- Déchets ménagers et industriels
- Schéma départemental des carrières
- Commission départementale des carrières

Procédures relatives à la loi sur l'eau

- Mise en œuvre directive européenne sur l'eau
- Instruction et suivi dossiers Loi sur l'eau soumis à déclaration et autorisation
- Relations avec mission inter-services eau (MISE) et pôle de l'eau
- Protection des captages - gestion de la ressource en eau - assainissement
- Centrales et micro-centrales électriques

5°) Le poste de sous-préfet chargé de la ville et des affaires économiques est remplacé par le poste de sous-préfet de la cohésion sociale.

6°) Le bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville devient le **bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique** (DDDP1 2). Il a pour attributions :

Solidarité :

- Surendettement des particuliers
- Plan départemental pour le logement des personnes défavorisées
- Prévention des expulsions locatives
- Mesures en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine

Cohésion sociale :

- Mise en œuvre et suivi du plan de cohésion sociale
- Coordination départementale de la politique de la ville
- Suivi du contrat de ville du Grand Nancy
- Programmation crédits de la délégation interministérielle à la ville
- Opération Ville Vie Vacances
- Fonds d'action et de soutien pour l'intégration de la lutte contre les discriminations
- Réussite éducative, en liaison avec les services déconcentrés concernés
- Enseignement privé sous contrat

Développement économique :

- Suivi conjoncture économique
- Réseaux des développeurs économiques
- Accueil des entreprises
- Entreprises en difficulté
- Fonds d'aides publiques aux entreprises : avis sur les dossiers
- Participation au comité régional des aides
- Equipement commercial (commission départementale et observatoire départemental de l'équipement commercial)
- Instruction dossiers du fonds d'intervention et de sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC)

7°) Le bureau des finances de l'Etat devient le **bureau de la programmation et des finances de l'Etat** (DDDP1 3). Il a pour attributions :

Programmation :

- Instruction et suivi des dossiers financés par le FNADT et les fonds européens (FEDER, FEOGA)
- Suivi financier des contrats territoriaux

Finances de l'Etat :

- Affectation, engagement, mandatement et gestion comptable des dépenses de l'Etat
- Conseil aux gestionnaires, relation avec les comptables
- Emission et gestion comptables des titres de perception de l'Etat
- Répartition des autorisations de programmes

Commande publique interministérielle :

- Engagement et suivi des marchés publics de l'Etat
- Préparation et suivi des commandes publiques de l'Etat
- Délégations de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés

8°) Le **bureau du management stratégique des services de l'Etat** (DDDP1 4) est créé. Il a pour attributions :

Management des services déconcentrés :

- Relations entre le préfet et les chefs de services déconcentrés
- Management et suivi de la LOLF - Contrôle de gestion interministériel
- Réforme de l'Etat
- Collège des chefs de services
- Suivi de la mise en œuvre du PASSED
- Délégations de signature
- Rapport d'activités des services

Pôle JuridiqueCoordination de l'action des services de l'Etat :

- Préparation des pré-CAR, CAR et collège des préfets
- Suivi d'exécution du contrat de plan au niveau départemental
- Organisation et modernisation des services publics
- Commission départementale de la présence postale territoriale
- Immobilier de l'Etat - Cité administrative
- Gestion du domaine public et privé de l'Etat
- Suivi de la mise en signature des courriers des services déconcentrés

D. DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES (DRCL) :

1°) Deux bureaux sont placés sous l'autorité du directeur des relations avec les collectivités locales.

2°) Le bureau du conseil aux élus, du contrôle de la légalité et de la coopération intercommunale devient le **bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité** (DRCL 1). Il a pour attributions :

- Conseil aux collectivités dans les matières autres que budgétaire et financière,
- Réception des actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et contrôle de légalité dans les domaines suivants : fonction publique territoriale, droit des sols, fonctionnement des assemblées délibérantes, police de la circulation routière,
- Mise en œuvre, rationalisation et suivi de la coopération intercommunale,
- Secrétariat de la commission de réforme du personnel de la fonction publique territoriale,
- Coopération décentralisée,
- Réglementation des cimetières,
- Organisation des élections des représentants des collectivités à diverses commissions,
- Agrément des organismes pour la formation des élus,
- Modification des limites territoriales des collectivités.

3°) Le bureau du contrôle budgétaire et des concours financiers de l'Etat devient le **bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire** (DRCL 2).

Il a pour attributions :

- Conseil aux collectivités en matière budgétaire et financière,
- Contrôle des budgets des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et analyse financière,
- Contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales à caractère financier,
- Contrôle de légalité des actes de commande publique, des délégations de service public et des contrats des collectivités territoriales,
- Concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales (D.G.F., D.S.U., D.S.R., D.G.D., D.S.I., F.C.T.V.A., Redevance des mines, Produit des amendes de police...),
- Programmation et mise en œuvre des crédits de la D.G.E. et de la D.D.R.,
- Suivi des S.E.M. et des compagnies consulaires,
- Répartition intercommunale des charges scolaires,
- Secrétariat du comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics.
- Organisation des élections des représentants des collectivités au comité des finances locales

E. DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS (DRHM) :

1°) Le Service de l'Organisation et de la Modernisation devient la **Direction des Ressources Humaines et des Moyens**.

2°) Le bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat, le bureau du personnel et du budget, et le bureau de la formation et de la modernisation, sont supprimés.

3°) Cinq bureaux sont placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et des moyens.

4°) Le **bureau des ressources humaines et financières** (DRHM 1) a pour attributions :

- Gestion du personnel
- Globalisation budgétaire
- Gestion prévisionnelle des ressources humaines
- Gestion budgétaire
- Formation

5°) Le **service départemental d'action sociale** (DRHM 2) a pour attributions :

- Gestion des prestations d'action sociale
- Secrétariat de la commission départementale d'action sociale
- Logement des fonctionnaires

6°) Le **bureau de la modernisation** (DRHM 3) a pour attributions :

- Contrôle de gestion
- Contrôle de qualité (charte Marianne)
- Modernisation de l'accueil des usagers
- Gestion centrale du courrier
- Archivage et numérisation
- Recueil des actes administratifs

7°) Le bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine devient le **bureau de la logistique et de l'immobilier** (DRHM 4). Il a pour attributions :

- Gestion et maintenance du patrimoine immobilier
- Maintenance technique, entretien, assistance logistique diverse
- Reprographie

8°) Le **service départemental des systèmes d'information et de communication** (DRHM 5) a pour attributions :

- Permanences des liaisons gouvernementales
- Analyses et développements de projets applicatifs locaux
- Gestion technique des matériels et réseaux
- Gestion administrative des matériels et logiciels
- Assistance bureautique
- Standard téléphonique

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les directeurs et chefs de bureaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il en sera adressé ampliation à M. le trésorier payeur général, M. l'inspecteur d'académie et Mmes et MM. les chefs des services déconcentrés de l'Etat.

NANCY, le 2 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1112
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	1112
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1112
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.40 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1112
ARRETE PREFECTORAL DE DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR GERARD MULLER, CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS	1112
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.50 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE BAILLET, DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS.....	1113

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.40 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant Monsieur Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric Maire sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe Ronssin sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 20 juillet 2005 nommant Monsieur Arnaud Kurzenne en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant Monsieur Philippe Gazagnes en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.28 du 9 août 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Marc Burg, Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.28 du 9 août 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc Burg, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est dévolue dans les mêmes conditions à Monsieur Éric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, à défaut de ce dernier, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Arnaud Kurzenne, sous-préfet, Directeur du cabinet.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Éric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, à Monsieur Philippe Gazagnes, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, à Monsieur Arnaud Kurzenne, directeur du cabinet ainsi qu'à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 10 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DE DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR GERARD MULLER,
CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 1° de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office national des forêts ;

VU l'article R.134-9 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'office national des forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur Gérard Muller, ingénieur divisionnaire des travaux des Eaux et Forêts, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'office national des forêts, afin de présider la vente par adjudication publique sur soumission de coupes de bois en bloc et sur pied le **mercredi 30 novembre 2005** (8 heures) au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'office national des forêts, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 23 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.50 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR PHILIPPE BAILLET, DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2003 nommant Monsieur Philippe Baillet en qualité de directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy ;

VU la décision administrative N° 3008 du 17 mars 2004 affectant à Nancy Monsieur Luc Périgne, directeur adjoint des douanes ;

VU la décision administrative N° 11725 du 10 octobre 2005 affectant à Nancy Monsieur Michel Arcier, receveur principal des douanes ;

VU la décision administrative N° 7221 du 28 septembre 1984 affectant à Nancy Monsieur Dominique Laurain, inspecteur des douanes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.60 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Baillet, directeur régional des douanes et droits indirects ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté n° 04.BODE.60 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Baillet, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Monsieur Luc Périgne, directeur adjoint, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, soit par Monsieur Michel Arcier, receveur principal, soit par Monsieur Dominique Laurain, inspecteur.

ARTICLE 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe Baillet, directeur régional des douanes et droits indirects, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs nommés dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 23 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1052
CABINET DU PREFET	1052
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT	1052
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	1052
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1052
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.37 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MARIE VIGIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1052
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.43 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PHILIPPE MORETAU, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST A COMPTER DU 2 NOVEMBRE 2005	1052
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	1054
QUATRIEME BUREAU.....	1054
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE	1054
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE	1055
CINQUIEME BUREAU.....	1055
ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT POUR LA VILLE DE MAXEVILLE UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE.....	1055
ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT POUR LA VILLE DE SEICHAMPS UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE.....	1056
ARRETE PREFECTORAL DEFINISSANT LE 3 ^E PROGRAMME D'ACTION A METTRE EN ŒUVRE DANS LA ZONE VULNERABLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE EN VUE DE LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE	1057
ARRETE RELATIF A LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES	1060
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU FORAGE DE GLONVILLE PAR LA COMMUNE DE GLONVILLE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE.....	1063
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1065
DEUXIEME BUREAU.....	1065
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	1065
AGREMENT DE LA FORMATION AUX PALPATIONS DE SECURITE DISPENSEE AUX STADIERS DE L'A.S. NANCY-LORRAINE	1077
AUTORISATION PREFECTORALE N° 145.....	1077
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1077
PREMIER BUREAU.....	1077
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION D'UN NOUVEAU CIMETIERE A VILLERS-LES-NANCY	1077
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1078
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES	1078
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1078
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE.....	1078
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1079
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1079
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE.....	1079
MODIFICATION DE LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DES 15 DECEMBRE 2003 ET 12 JUILLET 2005 ACCORDE AU RESEAU DE SANTE LORSEP AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005.....	1079
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU MEDIGARDE 54 AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005.....	1080
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU AUTREMENT DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	1081
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU ICALOR DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005.....	1083
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU RESEAU LU DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005.....	1086
MODIFICATION DE LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU 12 JUILLET 2005 ACCORDE A LA MAISON DU DIABETE ET DE LA NUTRITION DE NANCY AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	1089
AVENANT N° 1 A LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU 12 JUILLET 2005 DU RESEAU NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005.....	1090
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU ONCOLOR (RESEAU LORRAIN DE CANCEROLOGIE) DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005	1091
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1091
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 09/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MYRIAM BERG, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE ET MOSELLE PAR INTERIM	1091
ARRETE ARH N° 57 D-1708 DU 12 OCTOBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE BLANCHISSERIE DE METZ.....	1092
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE	1093
ARRETE N 11 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	1093

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1094
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>1094</i>
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-24.....	1094
<i>SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT.....</i>	<i>1095</i>
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 19 FEVRIER 2004 FIXANT LES CONDITIONS DE REALISATION DU CONTROLE SANITAIRE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE A L'EXCLUSION DES EAUX MINERALES NATURELLES.....	1095
<i>SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE.....</i>	<i>1095</i>
ARRETE DDASS / AES / N° 2588 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE AUDUN-LE-ROMAN	1095
ARRETE DDASS / AES / N° 2589 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY-HOMECOURT.....	1096
ARRETE DDASS / SSA / N° 2590 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	1097
ARRETE DDASS / SSA / N° 2675 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT.....	1097
ARRETE DDASS / SSA / N° 2676 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » (MAISON DE RETRAITE) DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF.....	1098
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	1098
<i>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES.....</i>	<i>1098</i>
ARRETE N° 423/DDAF/ITEPSA FIXANT POUR L'ANNEE 2005, LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCE MALADIE, INVALIDITE ET MATERNITE, D'ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE, DE PRESTATIONS FAMILIALES DUES AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES, AINSI QUE LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES DUES POUR L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE SALARIEE.....	1098
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>1099</i>
ARRETE PREFECTORAL 05/385/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE FAULX.....	1099
ARRETE PREFECTORAL 05/391/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE VANDELEVILLE.....	1100
ARRETE PREFECTORAL 2005/404 FIXANT LE STABILISATEUR DEPARTEMENTAL DES INDEMNITES COMPENSATOIRES DE HANDICAPS NATURELS AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2005 DANS LE DEPARTEMENT.....	1101
ARRETE PREFECTORAL AMENAGEMENT FONCIER/CDAF/05/418 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1101
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>1102</i>
DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER.....	1102
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1103
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>1103</i>
ARRETE 2005/DDE/069/CDER.....	1103
ARRETE 2005/DDE/070/CDER.....	1103
ARRETE 2005/DDE/071/CDER.....	1104
ARRETE 2005/DDE/073/CDER.....	1104
ARRETE 2005/DDE/074/CDER.....	1105
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>1106</i>
ARRETE PREFECTORAL 13 DE 05 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UN BOULEVARD URBAIN ENTRE LA MEURTHE ET LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN, DU ROND-POINT MARCEL BROT A NANCY A LA ROUTE NATIONALE N° 57 A MAXEVILLE - ARRETE DE CESSIBILITE.....	1106
ARRETE PREFECTORAL 18 DE 05 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UN BOULEVARD URBAIN ENTRE LA MEURTHE ET LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN, DU ROND-POINT MARCEL BROT A NANCY A LA ROUTE NATIONALE N° 57 A MAXEVILLE - ARRETE DE CESSIBILITE.....	1106
ARRETE PREFECTORAL 05 DE 19 SERUAJ/AJF - E.P.F.L. - ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE - COMMUNE DE JEANDELAINCOURT - CREATION D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT POUR POIDS-LOURDS LE LONG DE LA ROUTE DE MOIVRONS, A L'INTERSECTION DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 70F AVEC LA RUE DES TUILERIES - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE.....	1107
AVIS.....	1108
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE ..	1108
ARRETE PORTANT CREATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE TRIPARTITE ETAT/ANPE/ASSEDIC CHARGEE D'EMETTRE UN AVIS SUR LES PROJETS DE DECISIONS DE REDUCTION OU DE SUPPRESSION DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE POUR UNE DUREE SUPERIEURE A DEUX MOIS.....	1108
ARRETE 2/54/LOR/52-1 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE.....	1108
ARRETE 2/54/LOR/204-1 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE.....	1108
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE	1109
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA LIQUIDATION ET A LA MISE EN PAIEMENT DU REVENU MINIMUM D'INSERTION.....	1109
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ	1110
ARRETE DE DELEGATION RECTORALE DE SIGNATURE A MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE ET MOSELLE.....	1110
ARRETES INTERPREFECTORAUX	1111
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA SEILLE DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT RD 80 A MONCEL-SUR-SEILLE ET PETTONCOURT.....	1111

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- M. David CHEVALLIER

Caporal

Corps Départemental de Sapeurs Pompiers de Meurthe-et-Moselle

qui, le 25 août 2005, n'a pas hésité à porter secours à une personne âgée de 75 ans, qui s'est retrouvée sur le bord de la fenêtre du 3^{ème} étage d'un immeuble. Sans le courage du Caporal Chevallier, la victime se serait probablement jetée dans le vide.**ARTICLE 2** : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 11 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,
Arnaud KURZENNE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.37 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE

A MADAME MARIE VIGIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 30 mai 2005 portant nomination de Madame Marie Vigier en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.24 du 27 juin 2005 accordant délégation de signature à Madame Marie VIGIER, Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 4 de l'arrêté préfectoral 05.BODE.24 du 27 juin 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie Vigier, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 et 2 ci-dessus sera exercée par Monsieur Philippe Didelot et Monsieur Christian Estienne, directeurs adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, cette délégation sera exercée par :

- Madame Martine Boubagra, Madame Lucienne Dirheimer, Madame Astrid Toussaint, Madame Anne Schwoerer-Gaestel, Monsieur Jean-René Gasnier, Monsieur Fernand Lorrain, Monsieur Guy Trognon, inspecteurs du travail, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1^{er} portant sur les livres I, II, III, IX du code du travail, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).- Monsieur François Manneville, chargé de mission, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1^{er} portant sur les livres III et IX du code du travail.**ARTICLE 2** : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Marie Vigier, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 2 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALANDARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.43 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PHILIPPE MORETAU,
DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST A COMPTER DU 2 NOVEMBRE 2005

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret N° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 11 octobre 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU ingénieur des ponts et chaussées, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 05.BODE.05 du 17 janvier 2005 et n° 05.BODE.36 du 13 octobre 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Philippe Moretau, directeur du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions pour le département de la Meurthe-et-Moselle tous actes, arrêtés, décisions et pièces administratives, dans les domaines énumérés ci-après :

I - GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

- 1) occupations temporaires,
- 2) établissements ayant pour effet de modifier le régime, le cours et le niveau des eaux - prises d'eau,
- 3) déversements et rejets,
- 4) travaux sur les voies d'eau domaniales :
 - a) prise en considération du projet,
 - b) ouverture de l'enquête,
 - c) approbation de l'acte de concession.
- 5) outillages publics ; ports de plaisance :
 - a) prise en considération du projet,
 - b) ouverture de l'enquête,
 - c) approbation de l'acte de concession.
- 6) outillages privés avec obligation de service public :
 - a) instruction de la demande, ouverture de l'enquête,
 - b) délivrance de l'autorisation.
- 7) commissions permanentes d'enquêtes :
 - a) nomination des membres.
- 8) tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine fluvial et dans les ports de plaisance,
 - a) affichage et consultation de la commission permanente d'enquête,
 - b) opposition éventuelle dans le cas de modifications.
- 9) usine hydraulique, à l'exclusion de la mise à l'enquête,
- 10) réglementation des usines hydrauliques autorisées,
- 11) extraction de matériaux :
 - a) attestation de fin d'instruction domaniale
- 12) remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles,
- 13) transfert de gestion et superposition de gestion :
 - a) signature du procès-verbal
- 14) échanges et acquisition de terrains,
- 15) délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête,
- 16) déclassement de cours d'eau :
 - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
 - b) consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
- 17) radiations des voies d'eau :
 - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
 - b) consultation des services.
- 18) concessions de voies d'eau :
 - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
 - b) consultation des services.
- 19) affermage des produits de francs bords,
- 20) concessions de ports de commerce et de plaisance :
 - a) approbation des conventions de sous-traités et des avenants.
- 21) les décisions favorables simples et les décisions favorables assorties de prescriptions relatives aux demandes de permis de construire et de déclarations de travaux en application de l'article R 421-38-14 du code de l'urbanisme (selon l'annexe ci-jointe)

II - RÈGLEMENT DE POLICE ET DE NAVIGATION

- 1) autorisation de manifestations sur les voies navigables,
- 2) interruption de navigation,
- 3) contravention à la police de la navigation :
 - a) instruction des procès-verbaux,
 - b) transmission des procès-verbaux au procureur de la République.
- 4) règlement de la navigation de plaisance,
- 5) interdiction de circuler sur les chemins de halage qui font partie du domaine public fluvial.

III - PROCÉDURE D'EXPROPRIATION

- 1) préparation du dossier de l'enquête préalable à la D.U.P. éventuellement,
- 2) levée des plans et recherche de propriétaires,
- 3) préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalités de l'article L. 13.2 du code de l'expropriation.

IV - CONTENTIEUX DE GRANDE VOIRIE

- 1) notification des procès-verbaux,
- 2) saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie,
- 3) notification et exécution des jugements.

V - PÊCHE

- 1) affermage de la pêche,
- 2) délits de pêche :
 - a) décisions transactionnelles,
 - b) transmission de procès-verbaux au procureur de la République
 - c) interdiction temporaire de la pêche,
 - d) autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles.

VI - CHASSE

- 1) affermage de la chasse au gibier d'eau,
- 2) délits de chasse sur le domaine public fluvial :

- a) octroi de transactions,
- b) transmission de procès-verbaux au procureur de la République.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe Moretau, la délégation prévue à l'article 1 du présent arrêté est exercée par Monsieur Serge Hector, directeur adjoint.

ARTICLE 3 : En cas d'absence simultanée de Messieurs Jean-Philippe Moretau et Serge Hector, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur Philippe Lefranc, ingénieur des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.4 ; I.9 à I.11 et V
- Monsieur André Magnier, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article III
- Monsieur Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.5 ; I.9 à I.11 ; I.15 et II

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinet),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional.
- 5°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

ARTICLE 5 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

ARTICLE 6 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004, n° 05.BODE.05 du 17 janvier 2005 et n° 05.BODE.36 du 13 octobre 2005 susvisés sont abrogés à compter du 2 novembre 2005.

ARTICLE 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jean-Philippe Moretau, directeur du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 2 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ANNEXE**FORMULATION DES DÉCISIONS**

En application de l'article R 421-38-15 du code de l'urbanisme qui prévoit que le préfet s'oppose ou donne son accord ou l'assortit de prescriptions, les décisions devront être formulées de la manière suivante :

Avis favorable :

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé »

Avis favorable avec prescriptions :

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé sous réserve du respect des prescriptions suivantes... »

Avis défavorable :

« Je m'oppose à la délivrance du permis de construire demandé pour les raisons suivantes... »

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES**QUATRIÈME BUREAU****ARRÊTÉ PRÉFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du lundi 17 octobre 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
NANCY, le 14 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT
DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,
VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du lundi 7 novembre 2005.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.
NANCY, le 18 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT POUR LA VILLE DE MAXEVILLE UN GROUPE DE TRAVAIL
CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;
Vu le décret n°80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération ;
Vu le décret n°82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2004 instituant un groupe de travail afin de réviser le règlement local de publicité à MAXEVILLE ;
Vu la délibération du 3 mai 2005, par laquelle le conseil municipal de MAXEVILLE demande que la procédure d'élaboration, actuellement en cours, d'un règlement local de publicité dans la commune soit suspendue et qu'il soit procédé à une nouvelle constitution du groupe de travail, prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement, et désigne les élus devant participer à ce groupe de travail ;
Vu la délibération du 20 décembre 2001 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy désignant M. Denis GRANDJEAN pour la représenter dans tous les groupes de travail ;
Vu la publication d'un communiqué relatif à la délibération susvisée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture le 26 août 2005 et dans les journaux L'EST REPUBLICAIN du 10 août 2005 et le REPUBLICAIN LORRAIN du 13 août 2005 ;
Vu les demandes de participation au groupe de travail présentées par les sociétés : Viacom Outdoor le 31 août 2005, Avenir le 1^{er} septembre 2005, Clear Channel le 1^{er} septembre 2005, Insert le 2 septembre 2005, JC Decaux le 8 septembre 2005 ;
Vu l'avis exprimé par l'Union de la Publicité Extérieure en date du 28 septembre 2005 relatif aux demandes de participation au groupe de travail présentées par les représentants des entreprises de publicité ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Il est institué pour la ville de MAXEVILLE un groupe de travail, présidé par le Maire de la commune, et ainsi composé :

1 - MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, ou son représentant,

- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux - Commune de MAXEVILLE :

- M. Jean Marie CORDIER,
- M. Romain MIRON.

c) Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Denis GRANDJEAN.

2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. Olivier CHAMPAGNEUR, directeur d'agence de la société CLEAR CHANNEL, 6 rue des Drapiers - 57070 METZ,
- M. Hervé COUILLARD, directeur régional de la société AVENIR, 13 allée des Peupliers ZI HOUEMONT - 54184 HEILLECOURT cedex, ou son représentant,
- Mme Véronique SIMMLER, directeur général de la société JC Decaux, 17 rue Soyer - 92200 NEUILLY SUR SEINE, ou son représentant,
- M. Eric de LABRIOLLE, directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 ISSY LES MOULINEAUX, ou son représentant,
- M. Emmanuel DUPONT, directeur de la société INSERT, 6 Bd de la Libération - 93284 SAINT DENIS CEDEX, ou son représentant.

ARTICLE 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

ARTICLE 3°: Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Maire de MAXEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT POUR LA VILLE DE SEICHAMPS UN GROUPE DE TRAVAIL
CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;

Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;

Vu le décret n°80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération ;

Vu le décret n°82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la délibération du 14 juin 2005, par laquelle le conseil municipal de SEICHAMPS demande la constitution d'un groupe de travail, prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement, et désigne les élus devant participer à ce groupe de travail ;

Vu la délibération du 20 décembre 2001 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy désignant M. Denis GRANDJEAN pour la représenter dans tous les groupes de travail ;

Vu la publication d'un communiqué relatif à la délibération susvisée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture le 26 août 2005 et dans les journaux L'EST REPUBLICAIN du 10 août 2005 et le REPUBLICAIN LORRAIN du 13 août 2005 ;

Vu les demandes de participation au groupe de travail présentées par les sociétés : Viacom Outdoor le 31 août 2005, Avenir le 1^{er} septembre 2005, Clear Channel le 1^{er} septembre 2005, Insert le 2 septembre 2005, JC Decaux le 8 septembre 2005 ;

Vu l'avis exprimé par l'Union de la Publicité Extérieure en date du 28 septembre 2005 relatif aux demandes de participation au groupe de travail présentées par les représentants des entreprises de publicité ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Il est institué pour la ville de SEICHAMPS un groupe de travail, présidé par le Maire de la commune, et ainsi composé :

1 - MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux - Commune de SEICHAMPS :

- M. Claude BOUCHY,
- Mme Evelyne HOGNON.

c) Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Denis GRANDJEAN.

2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

Représentants des entreprises de publicité :

- M. Olivier CHAMPAGNEUR, directeur d'agence de la société CLEAR CHANNEL, 6 rue des Drapiers - 57070 METZ,
- M. Hervé COUILLARD, directeur régional de la société AVENIR, 13 allée des Peupliers ZI HOUEMONT - 54184 HEILLECOURT cedex, ou son représentant,
- Mme Véronique SIMMLER, directeur général de la société JC Decaux, 17 rue Soyer - 92200 NEUILLY SUR SEINE, ou son représentant,
- M. Eric de LABRIOLLE, directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 ISSY LES MOULINEAUX, ou son représentant,
- M. Emmanuel DUPONT, directeur de la société INSERT, 6 Bd de la Libération - 93284 SAINT DENIS CEDEX ou son représentant.

ARTICLE 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

ARTICLE 3°: Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Maire de SEICHAMPS sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL DEFINISSANT LE 3^E PROGRAMME D'ACTION A METTRE EN ŒUVRE
DANS LA ZONE VULNERABLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
EN VUE DE LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Officier dans l'Ordre National du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive " nitrates » ,

Vu la directive n° 75/440/CEE du 16 juin 1975 modifiée concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211 -1 à L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-7, L. 216-3, L. 512-5 et L. 517-2,

Vu le code de la santé publique et ses articles R.1321-1 et suivants,

Vu le code rural,

Vu le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu le décret n° 96-540 du 12 juin 1996 relatif au déversement et à l'épandage des effluents d'exploitations agricoles,

Vu le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu le décret n° 2004-1429 du 23 décembre 2004 relatif aux exigences réglementaires en matière de gestion des exploitations et aux bonnes conditions agricoles et environnementales conditionnant la perception de certaines mesures de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant le Code Rural,

Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,

Vu l'arrêté interministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2005 établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 1981 portant règlement sanitaire départemental,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1987 complétant et modifiant le règlement sanitaire départemental,

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 31 mars 2003 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin - Meuse,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002 relatif au 2^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003, prorogeant la période de validité de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002, relatif au 2^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricoles, jusqu'à la date d'application du 3^{ème} programme d'action,

Vu la circulaire du 17 avril 2001 relative aux modalités de mise en œuvre du 2^{ème} programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive « nitrates » susvisée,

Vu la circulaire DGS/DE/DERF/DPPR du 27 décembre 2001 relative à la délimitation des cantons en zone d'excédent structurel (ZES) lié aux élevages et à la mise en œuvre des « actions renforcées », définies à l'article 3 du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé,

Vu la circulaire DGS/DE/DERF du 2 août 2002 relative aux modalités de mise en œuvre de plans de gestion en vue de la restauration de la qualité des eaux brutes superficielles destinées à la consommation humaine,

Vu la circulaire DE/DGFAR du 15 mai 2003 relative à la mise en œuvre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) : simplification et adaptations,

Vu la circulaire DE/DPPR/DGS/DGFAR du 11 septembre 2003, relative à la mise en œuvre du 3^{ème} programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive « nitrates » ,

Vu le diagnostic des diverses sources de pollution azotée établi par le groupe de travail chargé d'établir le 2^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable,

Vu le diagnostic établi par le groupe de travail, chargé d'établir le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable, consultable à la préfecture et à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,

Vu les avis, de la chambre départementale d'agriculture en date du 22 juin 2005, de la Direction régionale de l'environnement de lorraine en date du 21 juillet 2005 et de l'agence de l'eau Rhin - Meuse en date du 9 août 2005, sur le projet d'arrêté et sur le diagnostic de la situation locale, transmis à ces organismes et au Conseil général les 7, 9 et 10 juin 2005,

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène, en date du 28 septembre 2005,

CONSIDERANT les propositions du groupe de travail chargé d'établir le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable définie en application du décret n° 93-1038 susvisé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Le présent arrêté définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département. L'ensemble de ces mesures et actions est appelé troisième programme d'action.

ARTICLE 2 - Ce programme d'action est unique pour l'ensemble de la zone vulnérable du département telle que définie par l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 31 mars 2003 susvisé ; la liste des communes de la zone vulnérable figure en annexe N° 1.

Tout agriculteur est tenu de le respecter pour la partie de son exploitation située en zone vulnérable.

ARTICLE 3 - Les conclusions du diagnostic de la situation locale sont précisées dans l'annexe N° 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Les mesures du programme d'action sur la zone vulnérable sont les suivantes :

1°- l'obligation d'établir un plan de fumure prévisionnel (établi au plus tard le 1^{er} mars) et de remplir un cahier d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux. Deux modèles sont joints à titre indicatif en annexe N° 3, un modèle d'enregistrement par « îlot » et un modèle d'enregistrement par « campagne ».

2°- l'obligation de respecter la quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage épandus annuellement sur l'exploitation (y compris les effluents importés et ceux épandus par les animaux eux-mêmes) et dans les autres produits organiques épandus annuellement (boues d'épuration, ...).

Cette quantité ne doit pas dépasser 170 kg par hectare de surface agricole utile épandable et par an.

Les modalités de calcul sont indiquées en annexe N° 4 du présent arrêté.

3°- l'obligation d'épandre les fertilisants organiques et minéraux en se basant sur l'équilibre de la fertilisation azotée à la parcelle pour toutes les cultures et de respecter les éléments de calcul de la dose notamment les rendements objectifs et les modalités de fractionnement en distinguant, le cas échéant, cultures irriguées et non irriguées.

Ces éléments sont indiqués en annexe N° 5 ainsi que les modalités de calcul de l'objectif de rendement.

Figurent en annexe 5 bis 6 fiches d'aide à la décision en matière de fertilisation azotée des grandes cultures bâties selon les modalités de calculs de l'annexe 5.

4° - l'obligation de respecter les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés indiquées dans le tableau suivant :

Occupation du sol	fertilisant		période d'interdiction d'épandage (grisé) par type de fertilisant											
	type	C/N	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin
sols non cultivés y compris jachères non industrielles	I	>8	toute l'année											
	II	≤ 8	toute l'année											
	III	M-S	toute l'année											
Grandes cultures d'automne et grandes cultures de printemps avec CIPAN (*)	I	>8												
	II	≤ 8					1nov	15jan						
	III	M-S			1sept			15jan						
Grandes cultures de printemps sans CIPAN (*)	I	>8	1juil	31août										
	II	≤ 8	1juil					15jan						
	III	M-S	1juil						15fév					
Prairies de plus de six mois non pâturées	I	>8												
	II	≤ 8						15nov	15jan					
	III	M-S				1oct		31jan						

M-S : fertilisants minéraux ou de synthèse

(*) : les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés applicables aux grandes cultures de printemps avec CIPAN sont identiques aux périodes applicables aux grandes cultures d'automne.

- les fertilisants du type I, contiennent de l'azote organique et ont un rapport C/N élevé (supérieur à 8) ; ce sont notamment les déjections avec litière (fumier pailleux, compost de fumier, boues de papeteries,...) ;

- les fertilisants du type II, contiennent de l'azote organique et ont un rapport C/N bas (inférieur ou égal à 8) ; ce sont notamment les déjections sans litière (lisier, purin, fientes de volailles, boues de step,...) et les engrais du commerce d'origine organique animale. Certaines associations de produits comme les déjections associées à des matières carbonées difficilement dégradables (type sciure ou copeaux de bois), malgré un rapport C/N élevé, sont à rattacher au type II ;

- les fertilisants minéraux et uréiques de synthèse, classés du type III.

- les boues normalisées, gadoues, composts, eaux résiduaires, etc. figurent dans l'une des deux premières classes précédemment définies, en fonction de leur rapport C/N, éventuellement corrigé selon la forme du carbone (1).

les boues à C/N >8 (boues à biodisponibilité réduite de l'azote, à court ou moyen terme) ce sont notamment les boues compostées, certaines boues chaulées, les boues de lagunage naturel,

les boues à C/N <8 (boues dont le taux de biodisponibilité de l'azote, à court ou moyen terme est considéré comme élevé, d'où une restriction assez forte des périodes possibles d'épandage) ce sont notamment les boues liquides, pâteuses ou séchées,

5°- l'obligation de respecter les conditions particulières d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux,

a- Les prescriptions actuellement imposées par les réglementations en vigueur sont rappelées en annexe N° 6.

b- Epandage à proximité des eaux de surface

L'épandage des fertilisants de type III est interdit à moins de 5 (cinq) mètres des eaux de surface courantes ou non.

c- Epandage sur les sols en forte pente

L'épandage devra se réaliser de manière à ce qu'en aucun cas le ruissellement, en dehors du champ d'épandage, ne puisse se produire.

d- Epandage sur les sols détremés, inondés, gelés ou enneigés.

Etat du sol	fertilisant		épandage
	type	C/N	
sols détremés ou inondés	I	>8	interdit
	II	≤ 8	interdit
	III	M-S	interdit
Sols enneigés	I	>8	Interdit si existe un risque de ruissellement vers milieu aquatique
	II	≤ 8	interdit
	III	M-S	interdit
sols gelés en surface alternant gel et dégel en 24 heures	I	>8	autorisé
	II	≤ 8	autorisé
	III	M-S	autorisé
sols pris en masse par le gel	I	>8	autorisé
	II	≤ 8	interdit
	III	M-S	interdit

6° - l'obligation de disposer d'une capacité de stockage des effluents d'élevage, permettant de couvrir au moins les périodes d'interdiction d'épandage fixées précédemment.

Les capacités de stockage minimales sont celles résultant de la législation existante des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et du Règlement Sanitaire Départemental (rappelées dans le tableau de l'annexe N° 7) ; elles tiennent compte des risques d'intempéries et des possibilités de traitement et d'élimination.

(1) On notera que le seul critère C/N ne suffit pas à classer les boues ; des boues chaulées peuvent avoir une biodisponibilité élevée de l'azote, même avec un C/N > 8.

7° - L'obligation d'une gestion adaptée des terres, incluant les points suivants :

- a) - l'enfouissement superficiel des résidus de récolte réalisé chaque fois que le système de culture le permet ;
- b) - le maintien de la végétation rivulaire (haies, arbres et zones boisées) de part et d'autre des rives des cours d'eau ;
- c) - le maintien des prairies naturelles existantes sur une largeur minimale de 10 mètres de part et d'autre des rives des cours d'eau et dans les zones inondées, et, dans les zones de culture, l'implantation d'un couvert automnal d'une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des rives des cours d'eau au moyen d'un des couverts autorisés au 7° d ;
- d) - la gestion de l'interculture, afin de maîtriser le stock d'azote minéral dans le sol pendant les périodes de lessivage, de telle sorte que 70 % de la surface agricole utile de l'exploitation pour les surfaces appartenant à la zone vulnérable fasse l'objet d'un couvert automnal via :
 - une prairie et, ou, une culture d'hiver et, ou une jachère et, ou,
 - l'implantation de cultures intermédiaires pièges à nitrates (les cultures intermédiaires pièges à nitrates ne devant pas être détruites avant le 1^{er} novembre).

ARTICLE 5 - Les indicateurs susceptibles d'être mis en œuvre, compte tenu des moyens disponibles, pour évaluer l'efficacité du programme d'action, c'est-à-dire permettant de mesurer le degré d'atteinte des objectifs fixés à l'article 4 du présent arrêté, sont choisis dans le tableau suivant :

gestion de la fertilisation modalités de fractionnement	<ul style="list-style-type: none"> ◆ % d'agriculteurs qui font au moins trois apports d'azote sur céréales d'hiver ◆ % d'agriculteurs qui font plus d'un apport d'azote sur cultures de printemps ◆ % d'agriculteurs qui calculent leur fertilisation azotée à partir de la méthode des bilans ◆ % d'agriculteurs qui utilisent un outil de diagnostic de nutrition des plantes (JUBIL, réglette colza, ...) 	obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement obtenu par enquête obtenu par enquête
respect de la quantité d'azote contenu dans les effluents d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> ◆ % d'agriculteurs qui tiennent compte de l'azote apporté par la matière organique pour réduire leur fertilisation minérale ◆ % d'agriculteurs qui évaluent les quantités épandues 	obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement obtenu par exploitation des cahiers d'enregistrement
gestion de l'interculture	<ul style="list-style-type: none"> ◆ % de superficie emblavée en cultures d'hiver ◆ % de superficie en prairie ◆ % de la SAU implantée en cultures de printemps ◆ % de la SAU implantée en CIPAN devant cultures de printemps 	obtenu par enquêtes culturales et données PAC obtenu par enquêtes culturales et données PAC obtenu par enquêtes culturales et données PAC obtenu par enquêtes culturales

Au plus tard, six mois avant la fin du présent programme, les tableaux de bord seront établis par la DDAF en concertation avec le groupe de travail départemental afin de mesurer l'atteinte ou non des objectifs et de préparer le 4^{ème} programme d'action.

ARTICLE 6 - A l'issue du 3^{ème} programme, un rapport sera établi mettant en évidence les moyens mis en œuvre, les progrès réalisés dans la limitation des pratiques à risques pour la pollution azotée des eaux et l'évolution de la teneur en nitrates.

ARTICLE 7 - Sans préjudice des dispositions des articles L 216-6 et L 216-13 du code de l'environnement, est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe le fait de ne pas respecter dans la zone vulnérable les mesures prévues à l'article 4 du présent arrêté.

ARTICLE 8 - L'arrêté du 19 décembre 2003 prorogeant l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002 ayant défini le 2^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est abrogé.

ARTICLE 9 - L'ensemble des mesures définies à l'article 4, sauf dispositions contraires précisées, est applicable le jour de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

ARTICLE 10 - L'ensemble des dispositions du présent arrêté s'applique jusqu'au 20 décembre 2007 au plus tard, sans préjudice des autres textes réglementaires existants.

ARTICLE 11 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, et transmis pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable.

ARTICLE 12 - Une ampliation de l'arrêté sera adressée aux membres du groupe de travail départemental, aux maires des communes de la zone vulnérable pour affichage ainsi qu'à la direction de l'eau du Ministère de l'écologie et du développement durable en trois exemplaires.

NANCY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les annexes jointes à l'arrêté préfectoral sont consultables en Préfecture (DACI5) et à la DDAF (Service Environnement - Eau) :

- Annexe N° 1 - Liste des communes de la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle.
- Annexe N° 2 - Conclusions du diagnostic de la situation locale.
- Annexe N° 3 - Modèles de cahier d'enregistrement (plan de fumure et épandage).
- Annexe N° 4 - Modalités de calcul de la quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage.
- Annexe N° 5 - Modalités de calcul et fractionnement de la fertilisation azotée.
- Annexe N° 5 bis - Fiches d'aides au raisonnement de la fertilisation azotée des grandes cultures.
- Annexe N° 6 - Réglementation en vigueur concernant les distances d'isolement minimales d'épandage.
- Annexe N° 7 - Réglementation en vigueur concernant les capacités de stockage minimales des effluents d'élevage et recommandations en matière de stockage des produits fertilisants à usage agricole.
- Annexe N° 8 - Code des bonnes pratiques agricoles.

ARRETE RELATIF A LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, sa partie législative et sa partie réglementaire, notamment le chapitre 1^{er} du titre IV et ses articles L341-1 à L341-18 relatifs aux sites inscrits et classés et R341-16 à R341-31 relatifs à la commission départementale des sites, perspectives et paysages ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997, modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la circulaire n° 85-42 du 31 mai 1985 relative à la protection et la gestion des sites au titre de la loi du 2 mai 1930 - Conservation de la faune et de la flore - Rôle et fonctionnement des commissions départementales des sites, perspectives et paysages ;

Vu la circulaire n° 98-3 du 23 octobre 1998 relative aux commissions départementales des sites, perspectives et paysages ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2002 portant composition de la commission départementale des sites, perspectives et paysages modifié par arrêtés des 12 février 2004 et 4 mai 2004 ;

Vu les ordonnances 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 et 2005-727 du 30 juin 2005 relatives à la simplification des commissions administratives ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - La commission départementale des sites, perspectives et paysages est composée des membres suivants :

- Le Préfet, président, ou, à défaut, un membre du corps préfectoral en fonction dans le département ;

- 6 représentants des services de l'Etat, membres de droit ;

. le Directeur régional de l'environnement,

. le Directeur régional des affaires culturelles,

. le Directeur départemental de l'équipement,

. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou la Directrice départementale des services vétérinaires,

. le Délégué régional au tourisme,

. le Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ;

Les membres de droit peuvent se faire représenter.

- 6 représentants des collectivités locales :

3 conseillers généraux**Titulaires**

M. Olivier JACQUIN
Conseiller Général du canton de
THIAUCOURT REGNIEVILLE
Ferme d'Ansoncourt
54470 LIMEY REMENAUVILLE

M. Bernard LECLERC
Conseiller Général du canton de NOMENY
Maire de
54610 NOMENY

M. Michel MARIUZZO
Conseiller Général du canton d'AUDUN le ROMAN
Maire de
54490 PIENNES

Suppléants

M. Jean Paul BOLMONT
Conseiller Général du canton de
MALZEVILLE
Maire de
54220 MALZEVILLE

M. Jean Jacques HENRY
Conseiller Général du canton de VEZELISE
Maire de
54330 GOVILLER

M. Jean Pierre MINELLA
Conseiller Général du canton d'HEMECOURT
Maire de
54310 HEMECOURT

3 maires**Titulaires**

M. Jean-Pierre MAURER
Maire de
54700 MOUSSON

M. Daniel RINGENBACH
Maire d'
54150 AVRIL

M. André BARBIER
Maire de
54450 BENNEY

Suppléants

M. Claude BOURA
Maire de
54370 XOUSSE

Mme Claude MOREL
Maire de
54930 BOUZANVILLE

M. François FORIN
Maire de
54200 LUCEY

- 6 personnalités qualifiées en matière de protection des sites, du cadre de vie et des sciences de la nature :

2 représentants d'associations agréées de protection de l'environnement**Titulaires**

FLORE 54
M. François PETIT
54 rue Léonard Bourcier
54000 NANCY

Association CHATEL
M. Stéphane WIESER
44 avenue du Château
54600 VILLERS LES NANCY

Suppléants

FLORE 54
M. Pascal SCHOULER
13 allée des cigognes
54220 MALZEVILLE

Association CHATEL
M. Olivier SCHMITT
44 avenue du Château
54600 VILLERS LES NANCY

Un représentant des organisations professionnelles agricoles**Titulaire**

M. Michel GROJEAN
Chambre départementale d'agriculture
5 rue de la Vologne
54524 LAXOU Cedex

Suppléant

M. Claude CALLAND
Chambre départementale d'agriculture
5 rue de la Vologne
54524 LAXOU Cedex

Un représentant des organisations professionnelles sylvicoles

Titulaire	Suppléant
Mme Marie-Alix de SARS CRPF La Base de Chaumont 54540 BIONVILLE	M. Czeslaw BARTELA CRPF 11 rue de la Commanderie 54000 NANCY

2 personnalités qualifiées

Titulaires	Suppléants
M. Denis GRANDJEAN Directeur de l'école d'architecture de NANCY Rue Bastien Lepage - BP 37 54000 NANCY	M. Maurice NOEL Président de l'association des amis du vieux Longwy et du Pays-Haut 13 rue de l'Avant-garde 54340 POMPEY
M...	M. Stéphane GABER Membre de l'Académie Stanislas et de la société d'Histoire de la Lorraine et du Musée Lorrain 64 rue Léonard Bourcier 54000 NANCY

ARTICLE 2 - La commission départementale des sites, perspectives et paysages, lorsqu'elle siège en formation dite « des sites et paysages », comprend, en plus des membres cités à l'article 1^{er}, les personnes suivantes :

Un architecte

Titulaire	Suppléant
M. Jean Marie SIMON Architecte CAUE54 Conseil Général 54000 NANCY	M...

Un paysagiste

Titulaire	Suppléant
Mme Claire ALLIOD Paysagiste 139 rue du Mal Oudinot 54000 NANCY	Mme Anne PHILIPCZYK Paysagiste au parc Naturel Régional de Lorraine 16 rue du général De Gaulle 57050 LONGEVILLE LES METZ

Un géographe

Titulaire	Suppléant
M. A. WEISROCK Professeur de géographie à l'université de NANCY II BP 3397 54000 NANCY	M. François PROVIN Géographe Parc Naturel Régional de Lorraine BP 35 54702 PONT A MOUSSON Cedex

Un ingénieur agronome

Titulaire	Suppléant
M. Hubert GRALLET Ingénieur agronome 16 rue du Capitaine Durand 54290 ROZELIEURES	M. François LOQUET Ingénieur agronome 5 rue de la Vologne 54520 LAXOU

Un représentant d'une association agréée de protection de l'environnement

Titulaire	Suppléant
M. Frédéric de METZ-NOBLAT Délégué départemental de l'association « les Vieilles Maisons Françaises » 12 place de la Carrière 54000 NANCY	M. Dominique GIRARD Adjoint au délégué départemental de l'association « les Vieilles Maisons Françaises » 38 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY

ARTICLE 3 - La commission départementale des sites, perspectives et paysages, lorsqu'elle siège en formation dite « de la protection de la nature », comprend, en plus des membres cités à l'article 1^{er}, les personnes suivantes :

2 représentants d'associations agréées de protection de l'environnement

Titulaires	Suppléants
M. Alain SALVI Conservatoire des Sites Lorrains 5 rue du Coignot 54300 XERMAMENIL	M. Damien AUMAITRE Conservatoire des Sites Lorrains 12 rue Hermite 54000 NANCY
M. Guy SAPRANI Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle 50 rue du Docteur Bernheim 54000 NANCY	M. Philippe SUGG Fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle 50 rue du Docteur Bernheim 54000 NANCY

- 3 personnalités qualifiées :

Titulaires

M. Romaric PIERREL
Conservateur au Conservatoire et
Jardins Botaniques
100 rue du jardin botanique
54600 VILLERS les NANCY

M. François VERNIER
Naturaliste, membre de l'association
FLORAINE
77 grande rue
54180 HEILLECOURT

M. Denis VEIN
Maître de conférence à l'ENSAIA
2 av de la Forêt de Haye
BP 172 BP239
54505 VANDOEUVRE les NANCY

ARTICLE 4 - La commission départementale des sites, perspectives et paysages, lorsqu'elle siège en formation dite « de la faune sauvage captive », comprend en plus des membres cités à l'article 1^{er}, les personnes suivantes :

- 2 scientifiques compétents en matière de faune sauvage :

Titulaires

M. Régis CAVIGNAUX
Docteur Vétérinaire Docteur Vétérinaire
Clinique de Grémillon
22 avenue du 69^{ème} RI
54270 ESSEY LES NANCY

Mme Marielle THOMAS
Aquarium tropical
34 rue Ste Catherine
54000 NANCY

- 3 responsables d'établissements pratiquant l'élevage ou la location, la vente ou le transit ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques :

Titulaires

M. Christian CHESINI
23 rue Charles de Foucauld
54000 NANCY

M. Christian LORETELLI
6 rue St Georges
54470 BERNECOURT

Melle Mélissa MICHON
Animalia
ZAC du Jonchery
54200 DOMMARTIN LES TOUL

ARTICLE 5 - La commission départementale des sites, perspectives et paysages, lorsqu'elle siège en formation dite « de la publicité », comprend en plus des membres cités à l'article 1^{er}, les personnes suivantes :

- le maire de la commune concernée par le projet inscrit à l'ordre du jour, ou le président du groupe de travail intercommunal prévu à l'article L 581-14 du code de l'environnement ou leurs représentants,

Titulaires

M. Olivier CHAMPAGNEUR
Société Clear Channel France
6 rue Robert Schuman ZAC du Breuil
54850 MESSEIN

M. Pascal MADELINE
Société Viacom Outdoor
Cellule des concessions et réglementations
3 Esplanade du Foncet
92130 ISSY-les-MOULINEAUX

M. Hervé COUILLARD
Directeur régional
Société JC DECAUX
13 allée des peupliers ZI Houdemont
54183 HEILLECOURT Cedex

Titulaire

M. Jean Louis CHARPENTIER
Enseignes CHARPENTIER
BP 40705
54064 NANCY Cedex

Suppléants

M. Pierre VALCK
Ancien Conservateur du Conservatoire
et Jardins Botaniques
88 avenue Jean Jaurès
54500 VANDOEUVRE les NANCY

M. Frédéric RITZ
Maison forestière de Bois l'Evêque

57260 ASSENONCOURT

M. Gilles JACQUEMIN
Université Poincaré
laboratoire de biologie expérimentale

54506 VANDOEUVRE les NANCY

Suppléants

M. Hervé MICHEL

21 rue de Pologne
54300 LUNEVILLE

M. Alain PHILIPPOT
Aquarium tropical
34 rue Ste Catherine
54000 NANCY

Suppléants

M. Louis MICHEL
Parc zoologique de Coulange
Rue du Tigre
57360 AMNEVILLE

M. Jacques TROMBINI
17 bis rue du docteur Chapuis
54200 TOUL

Mme Sophie MOREGGIOLO
Gamm Vert
ZI du Val de l'Orme
54800 CONFLANS EN JARNISY

3 représentants des entreprises de publicité

Suppléants

Mme Marie Christine GROZDOFF
Société Clear Channel France
21 Bd de la Madeleine
75001 PARIS

M. Christophe HARMEY
Société Viacom Outdoor
Cellule des concessions et réglementations
3 Esplanade du Foncet
92130 ISSY-les-MOULINEAUX

Mme Juliette NOUAILLE DEGORCE

Société J C DECAUX
17 rue Soyer
92200 NEUILLY sur SEINE

Un représentant des fabricants d'enseignes

Suppléant

M. Laurent RENARD
TRB Enseignes
Bat 5 les Coteaux
54550 BAINVILLE-sur-MADON

ARTICLE 6 - Le mandat des membres est fixé à trois ans.

ARTICLE 7 - Les deux membres, qui faute de candidature déclarée à ce jour, n'ont pu être nommés dans le présent arrêté, feront l'objet d'un arrêté complémentaire dès que leur désignation sera intervenue.

ARTICLE 8 - L'arrêté préfectoral du 31 octobre 2002 est abrogé.

ARTICLE 9 - M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil de Actes Administratifs de la préfecture et adressée à :

- Madame la Ministre de l'écologie et du développement durable,
- chacun des membres de la commission.

NANCY, le 21 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DU FORAGE DE GLONVILLE PAR LA COMMUNE DE GLONVILLE

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

**2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL
EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 27/05/2003 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 08/02/2001 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de GLONVILLE à GLONVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 30/08/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de Glonville par et en commune de GLONVILLE

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de GLONVILLE

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 22/11/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 28/09/2005 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de GLONVILLE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par le forage de GLONVILLE à GLONVILLE

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à GLONVILLE

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
FORAGE DE GLONVILLE	GLONVILLE	AD 405	0269-7x-0003	921702	2395055	273 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 250 m³/j ni 14 m³/h.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)

- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage de GLONVILLE est situé sur la commune de GLONVILLE, parcelle AD 405 pour une surface d'environ 2 a 55 ca. IL comprend également la partie de la parcelle AD 156 où est implanté le château d'eau pour une surface de 2a 25 ca environ.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est situé sur la commune de GLONVILLE. Il regroupe les parcelles AD 71 à 75, 172 à 175, 317 à 324, 402 à 404, 406, 410, 534, 545, 547, 548 et 586.

7-2 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloigné s'étend sur une surface 93 ha environ. Il est constitué de deux parties dénommées périmètre de protection éloignée I, pour celui situé au Nord Ouest de la faille et périmètre de protection éloignée II pour celui situé au Sud Est de la faille.

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

Toute activité autre que celle liée à l'entretien des ouvrages est interdite. Les parcelles seront enherbées et fauchées. L'herbe fauchée sera évacuée.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- les forages permanents sauf ceux destinés à la surveillance de l'aquifère ou au remplacement de la ressource,
- les stockages et dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les stockages et dépôts de produits chimiques,
- les stockages et dépôts d'effluents industriels,
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- les canalisations d'eaux usées industrielles,
- l'épandage de fumier, lisier, boues de stations d'épuration.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- les sondages de reconnaissance sont autorisés dans la mesure où ils sont réalisés sans boue et sont rebouchés par cimentation après usage,
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant de carrières,
- tout nouveau stockage d'hydrocarbure ou de produits destinés aux cultures sera réalisé dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanche. Ces bassins présenteront une capacité égale au volume stocké et seront isolés des eaux pluviales pour éviter des débordements.

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur des périmètres de protection éloignée I et II sont réglementés :

- Les sondages et forages de reconnaissance seront réalisés sans boue et seront rebouchés par cimentation après usage,
- Pour tout nouveau prélèvement destiné au prélèvement d'eau, on démontrera qu'il est sans incidence sur celui de la commune de Glonville,
- Les excavations de plus de deux mètres de profondeur seront soumises à autorisation,
- Les dépôts d'ordure ménagères, d'immondices, de détritiques de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux feront l'objet d'une étude hydrogéologique préalable avec mise en place d'un réseau de contrôle des eaux souterraines.

A l'intérieur des périmètres de protection éloignée II sont réglementés :

- Toutes les canalisations et tous les dépôts d'hydrocarbures, de produits chimiques toxiques et d'eaux usées seront soumis à autorisation. Les stockages seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanche. Ces bassins présenteront une capacité égale au volume stocké et seront isolés des eaux pluviales pour éviter des débordements,
- Les rejets d'eaux industrielles et d'effluents agricoles seront soumis à autorisation et seront traités au préalable. Le cas échéant une étude hydrogéologique préalable, destinée à vérifier l'absence de tout risque de contamination du captage sera réalisée.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- clôture du périmètre de protection immédiate
- la tête du forage devra être protégée par un muret de 20 cm de hauteur autour de la chambre dans laquelle elle se trouve. La chambre sera curée et une petite pompe évacuera les eaux qui y stagnent. La grille recouvrant la chambre sera remplacée par un couvercle.
- La diffusion d'un message de prévention et mise en conformité des installations défaillantes (forages privés, cuves et citernes)

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de GLONVILLE est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de GLONVILLE est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 17 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le maire de la commune de GLONVILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 25 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 29 mars 2005 par Mme Eliane PIMANTA DA-SILVA, gérante du bar-tabac-restaurant « Au Piri-Piri », situé 20 Grande Rue 54700 LOISY;

Vu le récépissé en date du 25 avril 2005;

Vu l'avis favorable partiel de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme Eliane PIMANTA DA-SILVA, gérante du bar-tabac-restaurant « Au Piri-Piri », situé 20 Grande Rue 54700 LOISY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant exclusivement une caméra intérieure fixe dans le local du bar-tabac, sous le numéro :

54.05.0030

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Eliane PIMANTA DA-SILVA, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Eliane PIMANTA DA-SILVA, gérante de l'établissement
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
-M. le maire de LOISY
NANCY, le 29 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 26 avril 2005 par M. Alexandre BERRON, directeur de « NASA Automobiles TOYOTA », sis 8 rue du Saintois 54520 LAXOU;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Alexandre BERRON, directeur de « NASA Automobiles TOYOTA », sis 8 rue du Saintois 54520 LAXOU, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0037

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Alexandre BERRON, directeur de la concession automobile.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alexandre BERRON, directeur de la concession automobile
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de LAXOU
NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 26 avril 2005 par M. Alexandre BERRON, directeur de « NASA Automobiles TOYOTA », sis 28 avenue du 69^{ème} RI 54270 ESSEY-Lès-NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Alexandre BERRON, directeur de « NASA Automobiles TOYOTA », sis 28 avenue du 69^{ème} RI 54270 ESSEY-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0038

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Alexandre BERRON, directeur de la concession automobile.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alexandre BERRON, directeur de la concession automobile

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 26 avril 2005 par M. René MATHIOT, gérant de la station-service « Relais TOTAL de La Praye », située avenue des Etats-Unis 54700 PONT-A-MOUSSON;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. René MATHIOT, gérant de la station-service « Relais TOTAL de La Praye », située avenue des Etats-Unis 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0040

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. René MATHIOT, gérant de la station-service.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. René MATHIOT, gérant de la station-service

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 4 juillet 2005 par l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC) de NANCY, sis 12 rue de Serre 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - l'OPAC de NANCY, sis 12 rue de Serre 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, dans le hall d'entrée de la Tour 12, « les Aulnes » 54320 MAXEVILLE, sous le numéro :

54.05.0072

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de secteur de l'OPAC.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Bernard DEMATTE, responsable de secteur de l'OPAC

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MAXEVILLE

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 1^{er} juillet 2005 par M. Joël PRESSOIR, gérant de la s.a.r.l « Olympus », sise 7 rue du Docteur Schmitt 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - M. Joël PRESSOIR, gérant de la s.a.r.l « Olympus », sise 7 rue du Docteur Schmitt 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au magasin d'habillement « 13 Bùho Street », situé à la même adresse, sous le numéro :

54.05.0073

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Joël PRESSOIR, gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Joël PRESSOIR, gérant de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 30 juin 2005 par M. Alain WATIER, exploitant du Bar-Tabac situé 52 Grand'Rue 54240 JOEUF;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Alain WATIER est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au Bar-Tabac WATIER, situé 52 Grand'Rue 54240 JOEUF, sous le numéro :

54.05.0074

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Alain WATIER, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain WATIER, exploitant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de JOEUF

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située 15 rue Carnot 54300 LUNEVILLE, sous le numéro :

54.05.0075

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LUNEVILLE

-M. le sous-préfet de LUNEVILLE

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située 8 place du Marché aux Poissons 54200 TOUL, sous le numéro :

54.05.0076

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de TOUL

-Mme le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située Centre Commercial « Les Nations » 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, sous le numéro :

54.05.0077

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;
Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant sept caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située 8 rue Saint Thiébault 54039 NANCY, sous le numéro :

54.05.0078

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;
Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située Centre Commercial CORA 54180 HOUEMONT, sous le numéro :

54.05.0079

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-Mme le maire de HOUEMONT
NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;
Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située Centre Commercial AUCHAN, 1 boulevard de l'Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN, sous le numéro :

54.05.0080

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 juin 2005 par l'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM;
Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'Agence Distribution Alsace Lorraine de FRANCE TELECOM, sise 54 route de Bischwiller 67302 SCHILTIGHEIM, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, dans les locaux de son agence située 42 bis rue Victor Hugo 54700 PONT-A-MOUSSON, sous le numéro :

54.05.0081

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hubert CARLEN, responsable sécurité de l'Agence Distribution Alsace Lorraine de France TELECOM

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 17 juin 2005 par la « SA Lorraine Agricole Distribution », sise 5 rue de la Vologne 54523 LAXOU;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La « SA Lorraine Agricole Distribution », sise 5 rue de la Vologne 54523 LAXOU, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant onze caméras intérieures fixes, sur le site du libre-service agricole « Point Vert Le Jardin », situé avenue du Général Bigeard 54200 TOUL, sous le numéro :

54.05.0082

ARTICLE 2 - L'organisme chargé du droit d'accès aux images est l'entreprise SODEL, située allée des Sorbiers 54182 HEILLECOURT.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. HUSSON, directeur général de la « SA Lorraine Agricole Distribution »

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de TOUL

-Mme le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 juin 2005 par M. Robert TRITZ, gérant du magasin « Scoot and CB », situé 10 avenue Jeanne d'Arc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Robert TRITZ, gérant du magasin « Scoot and CB », situé 10 avenue Jeanne d'Arc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0083

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Robert TRITZ, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Robert TRITZ, gérant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 juin 2005 par M. Giorgio BELLISAI, directeur de la société «EUROSTAMP», sise 1 avenue Jean Monnet 54920 VILLERS-La-MONTAGNE;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Giorgio BELLISAI, directeur de la société « EUROSTAMP », sise 1 avenue Jean Monnet 54920 VILLERS-La-MONTAGNE, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures mobiles et cinq caméras extérieures mobiles, sur le site de l'entreprise, sous le numéro :

54.05.0084

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Giorgio BELLISAI, directeur de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de VILLERS-La-MONTAGNE

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par M. Thierry CULLIER, directeur général du Centre de Formation d'Apprentis de l'Industrie (C.F.A.I), situé sur le site technologique Saint-Jacques II, 10 rue Alfred Kastler 54320 MAXEVILLE;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Thierry CULLIER est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures fixes, sur le site du Centre de Formation d'Apprentis de l'Industrie (C.F.A.I.), situé sur le site technologique Saint-Jacques II, 10 rue Alfred Kastler 54320 MAXEVILLE, sous le numéro :

54.05.0085

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur général de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Thierry CULLIER, directeur général de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de MAXEVILLE

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 11 juillet 2005 par M. Jean-Louis MULLER, directeur de l'agence « Chubb Sécurité », sise 4 allée de Longchamp 54600 VILLERS-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 20 juillet 2005;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Jean-Louis MULLER, directeur de l'agence « CHUBB Sécurité », sise 4 allée de Longchamp 54600 VILLERS-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, une caméra extérieure mobile et trois caméras extérieures fixes, sur le site de l'agence, sous le numéro :

54.05.0086

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Louis MULLER, directeur de l'agence

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de VILLERS-Lès-NANCY

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 19 juillet 2005 par Mme Karine CLAUDE, gérante de la quincaillerie « WELDOM », située 99 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme Karine CLAUDE, gérante de la quincaillerie « WELDOM », située 99 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, dans les locaux du magasin, sous le numéro :

54.05.0088

ARTICLE 2 - Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 4 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 5 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Karine CLAUDE, gérante du magasin

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de SAINT-MAX

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 26 juillet 2005 par le service de la Navigation du Nord-Est, Direction Interrégionale de Voies Navigables de France, Subdivision de PONT-A-MOUSSON, Ecluse de l'Ile d'Esch 54701 PONT-A-MOUSSON;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1^{er} août 2005;

Considérant la finalité du système;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le service de la Navigation du Nord-Est, Direction Interrégionale de Voies Navigables de France, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures mobiles et trois caméras extérieures fixes, sur le site de l'écluse n° 27 du Canal de la Marne au Rhin 54390 FROUARD (section AE « coupe du milieu »), sous le numéro :

54.05.0089

ARTICLE 2 - Le service chargé du droit d'accès aux images est la subdivision de PONT-A-MOUSSON de la Direction Interrégionale de Voies Navigables de France.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le chef de la subdivision de PONT-A-MOUSSON de la Direction Interrégionale de Voies Navigables de France

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 26 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**AGREMENT DE LA FORMATION AUX PALPATIONS DE SECURITE
DISPENSEE AUX STADIERS DE L'ASSOCIATION SPORTIVE NANCY-LORRAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, modifiée par les loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992, n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 et n° 2003-239 du 18 mars 2003;

Vu le décret n° 2005-307 du 24 mars 2005, pris pour l'application de l'article 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, relatif à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des membres des services d'ordre affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle de plus de 1.500 spectateurs ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le courrier du 23 septembre 2005 par lequel M. Louis BEGEY, directeur de la sécurité de l'association sportive NANCY - Lorraine; détaille le programme de la formation dispensée par mademoiselle Marjorie MICHEL et monsieur Serge DUNAND, formateurs sécurité interne, aux stadiers de l'A.S.N.L.,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La formation aux palpations de sécurité susvisée, dont les modalités sont explicitées dans la notice jointe au présent arrêté, est agréée.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à dater de la notification.

ARTICLE 3 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 12 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

AUTORISATION PREFECTORALE N° 145

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 145 du 7 novembre 2003 autorisant monsieur Georges JOUAVILLE, 39 avenue du Gard à LIVERDUN, à gérer une entreprise sous la dénomination « Centre Formation Sécurité Incendie » exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse;

Vu la modification du siège social enregistrée au registre du commerce le 26 mai 2004

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à LIVERDUN, 66 ter route de Saizerais.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Georges JOUAVILLE.

NANCY, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION D'UN NOUVEAU CIMETIERE A VILLERS-LES-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2223-1 et R2223-1;

VU la circulaire du 3 mars 1986 relative à la création et à l'agrandissement des cimetières ;

VU la délibération du 21 décembre 2004 par laquelle le conseil municipal de VILLERS-LÈS-NANCY a décidé la création d'un nouveau cimetière par l'utilisation des parcelles cadastrées AO 70, AO 182 et AO 183 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2005 portant ouverture d'une enquête publique de commodo et incommodo du 21 mars au 4 avril 2005;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 4 avril 2005,

VU l'avis favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 15 juillet 2005 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 28 septembre 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : La commune de VILLERS-LÈS-NANCY est autorisée à créer, sur une surface de 11 144 m², un nouveau cimetière sur un terrain cadastré sous les références parcellaires AO 70, AO 182 et AO 183 selon le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'exploitation et l'agencement du cimetière devront s'effectuer conformément aux prescriptions de l'hydrogéologue agréé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de VILLERS-LÈS-NANCY et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le plan annexé au présent arrêté est consultable en préfecture - DRCL 1.

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 autorisant la création de la communauté de communes des Deux Rivières ;

VU les délibérations en date du 28 juin 2005 du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières décidant la modification de l'article 2 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes, favorables au projet :

Compétences « petite enfance » et « entretien et réfection de la voirie communautaire »

- BAZAILLES en date du 4 juillet 2005
- BEUVEILLE en date du 2 août 2005
- DONCOURT-LES-LONGUYON en date du 11 juillet 2005
- FRESNOIS-LA-MONTAGNE en date du 8 juillet 2005
- HAN-DEVANT-PIERREPONT en date du 6 juillet 2005
- MONTIGNY-SUR-CHIERS en date du 21 juillet 2005
- PIERREPONT en date du 30 juin 2005
- SAINT-PANCRE en date du 30 juin 2005
- SAINT-SUPPLET en date du 29 juin 2005
- TELLANCOURT en date du 9 septembre 2005
- VILLE-HOUDLEMONT en date du 7 juillet 2005
- VILLERS-LA-CHEVRE en date du 6 juillet 2005
- VIVIERS-SUR-CHIERS en date du 5 septembre 2005 ;

Compétence « assainissement »

- BAZAILLES en date du 4 juillet 2005
- BEUVEILLE en date du 2 août 2005
- DONCOURT-LES-LONGUYON en date du 19 mai 2005
- FRESNOIS-LA-MONTAGNE en date du 8 juillet 2005
- HAN-DEVANT-PIERREPONT en date du 6 juillet 2005
- MONTIGNY-SUR-CHIERS en date du 21 juillet 2005
- PIERREPONT en date du 30 juin 2005
- SAINT-PANCRE en date du 30 juin 2005
- SAINT-SUPPLET en date du 29 juin 2005
- VILLE-HOUDLEMONT en date du 7 juillet 2005
- VILLERS-LA-CHEVRE en date du 6 juillet 2005
- VIVIERS-SUR-CHIERS en date du 5 septembre 2005 ;

VU la délibération du conseil municipal de TELLANCOURT en date du 9 septembre 2005, défavorable à la prise de compétence « assainissement » ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E**Article 1er :** Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes des Deux Rivières. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 17 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

Les statuts annexés sont consultables à la sous-préfecture de BRIEY.

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL,

VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Massif de Haye du 23 juin 2005 relative à l'extension des compétences communautaires en matière distribution d'énergie électrique ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux de AINGERAY [10/8/05], GONDREVILLE [20/9/05], SEXEY-LES-BOIS [21/7/05] et VELAIN-EN-HAYE [7/10/05] ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 relatif à la création du syndicat mixte départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle lequel a compétence pour organiser la distribution publique d'électricité ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la consultation, la majorité qualifiée des conseils municipaux telle que définie par l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

A R R E T E**ARTICLE 1er :** Les compétences de la communauté de communes du Massif de Haye telles que définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 portant création de la communauté de communes du Massif de Haye sont étendues à la distribution publique d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique. Elle peut en outre, sur simple délibération adhérer au syndicat départemental d'électricité.

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de TOUL et le président de la communauté de communes du Massif de Haye sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée. Il fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

Les statuts annexés sont consultables à la sous-préfecture de TOUL.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

MODIFICATION DE LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DES 15 DECEMBRE 2003 ET 12 JUILLET 2005 ACCORDE AU RESEAU DE SANTE LORSEP AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 27 janvier 2003 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2003 (article 3 Dotation Régionale de Développement des Réseaux Lorraine)

Arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Au vu

- du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

Décident conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau de santé LORSEP au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Nom Prénom du promoteur

Docteur Marc DEBOUVERIE

Neurologue

Service de neurologie - Hôpital central - 54035 Nancy cedex

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

Thème

960410058

« PRISE EN CHARGE GLOBALE DE PATIENTS ATTEINTS DE SCLEROSE EN PLAQUE, AU PLUS PRES DE LEUR LIEU DE VIE, EN LIEN AVEC TOUS LES PROFESSIONNELS DE SANTE »

Article 2 modifié : Décision de financement

Montant accordé le 15 12 2003 **329 075 € (3ans)**

Nouveau montant accordé en 2005 **382 575 € (3ans)**

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

Intégration de la coordination, gestion et formation du pharmacien

	DRDR 2003	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006
EQUIPEMENT	7.130			
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)				
Infirmière coordonnatrice		35.050	35.050	35.050
Psychologue clinicienne		18.460	18.460	18.460
Coordonnatrice sociale		31.240	31.240	31.240
Pharmacien coordonnateur			28 000	28 000
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			18 500	21.000
FORMATION (coût pédagogique)		6.000	6.000	6.000
EVALUATION				
ETUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS NEUROLOGUES LIBERAUX VALIDATION MEDICALE POUR INCLUSION DES PATIENTS (majoration 2,70 € pour 50 patients par an et 19 neurologues)		2 565	2 565	2 565
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	7.130	93.315	139 815	142 315

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU MEDIGARDE 54
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté du 12 décembre 2003 relatif au cahier des charges type fixant les conditions d'organisation de la permanence des soins

Vu la convention nationale organisant les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance maladie signée le 12 janvier 2005 et son avenant N° 4

Vu Le décret n° 2005-328 du 7 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu le rapport d'activité du 01 janvier au 30 septembre 2005

Décident conjointement d'accorder un nouveau financement à MEDIGARDE 54 au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

<i>Nom Prénom du promoteur</i>	Docteur Philippe NAUDE
<i>Statut professionnel</i>	Médecin généraliste
<i>Adresse</i>	URMLL - Centre d'Affaires « Les Nations » 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Article 1 : Présentation du réseau financé

<i>Numéro d'identification</i>	960410041
<i>Thème</i>	« Mettre en œuvre un dispositif permettant l'accès à la population du département de Meurthe et Moselle à la médecine libérale en dehors des heures d'ouverture des cabinets libéraux. Le dispositif repose sur la mise en place d'une nouvelle sectorisation d'un système de régulation des appels téléphoniques ».

Article 2 : Décision de financement

- **Régulation du samedi après-midi à compter du 01/10/2005** **13 440 €**
(Deux médecins 12h/20h)
- **Montant complémentaire accordé 01/01/2005 au 30/09/2005** **7 500 €**
(125 heures de régulation supplémentaires)

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

Le règlement forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 consultations (60 €) par heure de régulation est versé à la structure gestionnaire du réseau.

Article 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 : Non respect des engagements pris par le projet

Suspension : En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement : A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du projet d'autre part.

Article 10 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU AUTREMENT
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté du 09 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu l'article R4127-37 du Code de Santé Publique relatif au soulagement des souffrances

Vu l'article R4127-38 du Code de Santé Publique relatif aux soins aux mourants - euthanasie

Vu l'article L6112-7 du Code de Santé Publique relatif à la délivrance de soins palliatifs

Vu la circulaire D6S/3D du 26 août 1986 relative à l'organisation des soins et à l'accompagnement des malades en phase terminale

Vu la loi N° 91-748 du 31 juillet 1991 relative à la réforme hospitalière, les soins palliatifs font partie des missions du service public.

Vu la loi N° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs.

Vu le Décret N° 2000-1004 du 16 octobre 2000 relative à la convention type concernant les conditions d'intervention des bénévoles accompagnant les personnes en soins palliatifs dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Vu la circulaire DHOS/O2/D6S/SD5D/2002/n° 2002/98 du 19 février 2002 relative à l'organisation des soins palliatifs et à l'accompagnement en application de la loi 99-447

Vu la circulaire DHOS/O/n°44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile.

Vu la loi 2003-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau
représenté par son promoteur

Nom Prénom
Statut professionnel
Adresse

AUTREMENT

Docteur Isabelle CARAYON
Médecin généraliste - palliatologue - algologue
23 rue du Général Leclerc 54360 DAMELEVIERES

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau
Numéro d'identification
Thème

AUTREMENT
960410280

Promouvoir, faire connaître et mettre à disposition des patients atteints de cancer à une phase évoluée et de leur entourage, mais aussi des professionnels de santé, un réseau de soins palliatifs douleur à domicile, pour améliorer la prise en charge du patient en mettant en place une coordination centrée sur le patient.

Zone géographique (codes INSEE)

5428 - 5410 - 5429 - 5405 - 5414 - 5413 - 5403 - 5404 - 8803 - 8805 - 8806 - 8821 - 8811 - 8812 - 8830 - 8828 - 8816

Caisses d'assurance maladie concernées :

les CPAMs de Nancy et Epinal, MSA Lorraine, CMR de Lorraine, URSSME.

Article 2 : Décision de financement

Le réseau AUTREMENT bénéficie d'un engagement financier total de 439 135,00€ au titre de la dotation régionale de développement des réseaux accordé pour 27 mois.

Le forfait global « tout compris » décliné en tant que de besoin en sous forfait prend effet à partir de la signature de la présente décision.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

Proposition de financement DRDR		Nom du réseau : AUTREMENT		
Patients inclus	35	70	100	
	2005	2006	2007	Total financement

<u>Equipement</u>				
Site internet	2 000,00			2 000,00
Standard téléphonique	1 000,00			1 000,00
<u>Système d'information</u>				
<u>Charge de personnels</u>				
Coordonnateur médecin (N,N+1 1/2T - N+2 80 %)	12 296,00	51 984,00	83 175,00	147 455,00
IDE	10 000,00	40 000,00	40 000,00	90 000,00
Psychologue		12 815,00	25 625,00	38 440,00
Secrétaire	3 500,00	16 800,00	20 860,00	41 160,00
Déplacement équipe mobile coordination	1 400,00	8 250,00	11 500,00	21 150,00
<u>Autres frais de fonctionnement</u>				
Frais généraux	3 750,00	15 000,00	20 000,00	38 750,00
Astreintes	3 300,00	15 600,00	15 600,00	34 500,00
<u>Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins</u>				
Médecin généraliste coordination (3C 60 € par réunion 6PS)	1 080,00	3 600,00	3 600,00	8 280,00
PS concertation forfait 40 € / patient par mois(max. 2mois)	2 800,00	5 600,00	8 000,00	16 400,00
	41 126,00	169 649,00	228 360,00	439 135,00

Une demande de financement est présentée au FAQSV 21675 € pour 2005, 37 900 € pour 2006 et 29 000 € pour 2007 (sous réserve de l'accord des membres du bureau)

Selon le promoteur le Conseil Régional pour : 76 405 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est 205

Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

Nature de la dérogation	Type de bénéficiaire	Modalités de versements		Année N		
		Aux bénéficiaires	Au réseau	Montant unitaire	Nombre prévisionnel de bénéficiaires	Montant total prévisionnel
Coordination	Médecin généraliste		x	60 € par réunion	138	8 280 €
Concertation Coordination	Professionnel de santé		x	40 € par patient par mois (Maxi 2)	410	16 400 €

Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients

Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion patient entrant dans la phase de soins palliatifs
- Respect des critères administratifs d'inclusion patients résidant dans l'un des 17 cantons lorrains
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérent à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
- Départ volontaire (possible à tout moment)
- Décès

Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau **en respectant l'éthique des soins palliatifs (art 37 et 38 du Code de Déontologie Médicale)**
- Adhésion à la charte de qualité du réseau

Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

Article 8 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- **A se conformer aux recommandations du SROS en matière de soins palliatifs accompagnement de la douleur**
- **A faire appliquer aux professionnels de santé libéraux les textes conventionnels en vigueur en matière de soins palliatifs accompagnement douleur (ACBUS et avenant aux conventions...)**
- **A se rapprocher de COLORDSPA pour créer un cadre de coopération des réseaux de santé et mutualiser les moyens (techniques et humains), créer une plate forme d'échanges et de coordination.**
- **A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention**
- **A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation**
- **A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau**

- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Nombre de patients	inclus - durée de prise en charge sortis - origine de la décision - motifs (dont décès à domicile et hospitalisation)
Formations	nature - nombre type de professionnels de santé - nombre de professionnels de santé
Coordination	nombre de réunions de l'équipe de coordination nombre de dossiers patients examinés dont évaluation psychologique dont prise en charge de la douleur

Professionnels libéraux nombre de professionnels ayant signé la charte du réseau

Etablissements de santé participant au réseau

Planning des astreintes nom des professionnels, les heures, leur rémunération

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **01 octobre 2007** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension : En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement : A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 13 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département dans lequel se situe le siège du réseau.

Article 14 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

DÉCISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU ICALOR DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté du 09 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu le SROS cardiologie

Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau

ICALOR

représenté par son promoteur

Nom Prénom

Docteur Faiez ZANNAD

Statut professionnel

Cardiologue

Adresse

Centre des Affaires les Nations - 23 Bd de l'Europe

54500 Vandoeuvre les Nancy

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau

ICALOR

Numéro d'identification

960410314

Thème

Le réseau a pour objectif de diminuer la morbi mortalité et les ré hospitalisations et d'améliorer la qualité de vie des insuffisants cardiaques de Lorraine. Le réseau repose sur la coordination et la standardisation des soins afin d'assurer une prise en charge de proximité, optimisée et continue du patient, son éducation et sa surveillance à domicile.

Zone géographique (codes INSEE)

Région Lorraine

Caisses d'assurance maladie concernées : Les 7 CPAMs, Mutualité Sociale Agricole, Assurance Maladie des Professions Indépendantes, URSSM

Article 2 : Décision de financement

Le réseau ICALOR bénéficie d'un engagement financier total de 1 166 147 € au titre de la dotation régionale de développement des réseaux accordé pour 3 ans.

Le forfait global « tout compris » décliné en tant que de besoin en sous forfait prend effet à partir de la signature de la présente décision.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

Le promoteur a sollicité un financement DRDR de 1 409 543 € sur 3 ans. Compte tenu des disponibilités DRDR actuelles et dans l'attente des arrêtés portant détermination de la DRDR 2006/2007/2008 le financement accordé est de 1 166 147 €

Proposition de financement DRDR	Nom du réseau ICALOR				
	01/10 au 31/12/2005			01/01 au 30/09/2008	Total financement
	2005	2006	2007	2008	
Nombre de patients		250	500	500	
<u>Equipement</u>					
30 PC (1500 €) 50%	22 500,00				22 500,00
Elaboration d'un didacticiel	5 000,00			1 500,00	6 500,00
<u>Système d'information</u>					
Administrateur 1/4T		18 000,00	18 000,00	13 500,00	49 500,00
<u>Charge de personnels</u>					
Coordonnateur médecin	22 794,00	50 890,00	50 890,00	38 168,00	152 698,00
Infirmière	9 425,00	37 700,00	37 700,00	28 275,00	113 100,00
secrétaire	8 450,00	33 800,00	33 800,00	25 350,00	101 400,00
<u>Autres frais de fonctionnement</u>					
Comité de pilotage	3 250,00	6 750,00	6 750,00	4 875,00	21 625,00
Affiches, plaquettes, communication	6 200,00	4 610,00	4 610,00	4 610,00	20 030,00

<u>Evaluation</u>				5 000,00	5 000,00
<u>Etude et recherche</u>					
Mise en place (10 réunions 10 personnes)	6 500,00				6 500,00
<u>Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins</u>					
IDE bilan initial inclusion (10 €x1,5)		3 750,00	7 500,00	7 500,00	19 650,00
IDE 10 Surveillances éducation (AIS8 = 19,20 €)		48 000,00	96 000,00	96 000,00	241 152,00
IDE bilan intermédiaire (10 €)		2 500,00	5 000,00	5 000,00	13 100,00
9 surveillances adm. traitement (AMI8 = 23,20 €)		52 200,00	104 400,00	104 400,00	262 392,00
Total IDE (par patient 425,80 €)					
Médecin traitant inclusion (60 €)		15 000,00	30 000,00	30 000,00	78 600,00
Coordination des soins/tenue du dossier (40 €)		10 000,00	20 000,00	20 000,00	52 400,00
	84 119,00	283 200,00	414 650,00	384 178,00	1 166 147,00

Selon le promoteur les co financeurs potentiels sont :

Le FAQSV, sous réserve de l'accord du bureau, à hauteur de 147 060 € en 2005, 23 500 € en 2006 et 38 500 € en 2007.

Mise à disposition de moyens par établissements 844 333 €

Autres 266 900 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 1 250

Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

Nature de la dérogation	Type de bénéficiaire	Modalités de versements		Année N		
		Aux bénéficiaires	Au réseau	Montant unitaire	Nbre prévisionnel de bénéficiaires	Montant total prévisionnel
Bilan initial d'inclusion	Infirmière Diplômée d'Etat		x	15 €	1 310	19 650 €
Surveillance Education	Infirmière Diplômée d'Etat		x	19.20 €	12 560	241 152 €
Bilan intermédiaire	Infirmière Diplômée d'Etat		x	10 €	1 310	13 100 €
Surveillance administration de traitement	Infirmière Diplômée d'Etat		x	23.20 €	11 310	262 392 €
Coordination	Médecin traitant		x	60 €	1 310	78 600 €
Tenue du dossier	Médecin traitant		x	40 €	1 310	52 400 €

Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients

Modalités d'inclusion des patients

Respect des critères médico-sociaux d'inclusion : patients insuffisants cardiaques

Respect des critères administratifs d'inclusion : région lorraine

Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau

Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs

Départ volontaire (possible à tout moment)

Modalités d'adhésion des professionnels

Adhésion libre des acteurs de santé de Lorraine qui contribuent au traitement et au suivi

Adhésion spontanée ou à l'occasion de la proposition d'inclusion d'un de ses patients

Adhésion à la charte de qualité du réseau

Engagement à respecter les principes juridiques et éthiques du code de santé publique, du code de la Sécurité Sociale et de la CNIL

Accès à tout ou partie des données concernant le patient

Modalités de sortie des professionnels

Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient

Départ volontaire

Article 8 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

A créer des liens avec le SROS et à se conformer à ses orientations

A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention

A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation

A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau

A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées

A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau

A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur

A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises

A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales

A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai

A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 juillet 2008 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension : En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement : A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 13 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département dans lequel se situe le réseau.

Article 14 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU RESEAU LU DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté du 09 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu le volet gérontologique du SROS 1999-2005

Vu le schéma gérontologique départemental de Meurthe et Moselle 2002-2006 signé le 09 juillet 2002

Vu la circulaire N° 2002-157 du 18 mars 2002 sur l'amélioration de la filière de soins gériatriques

Vu la circulaire N° 101/DHOS/O/2004 du 05 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération

Vu la lettre DGAS/DHOS N° 2004-452 du 16 septembre 2004 relative aux centres locaux d'information et de coordination (CLIC) et aux réseaux de santé gérontologiques.

Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau
représenté par son promoteur

Nom Prénom
Statut professionnel
Adresse

RESEAU LU

Docteur Catherine COLLARD
Médecin gériatre - Chef de service CH
Centre Hospitalier 2, rue Level BP 206 54301 LUNEVILLE

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	RESEAU
Numéro d'identification	960410298
Thème	Le projet vise à accompagner la personne âgée dans son projet de vie à domicile grâce à une évaluation médico-psycho-sociale multidisciplinaire de qualité pour apporter les réponses les plus adaptées à ses besoins, en développant un travail en réseau pour coordonner les moyens existants.
Zone géographique (codes INSEE)	Arrondissement de Lunéville cantons : 5401 5403 5404 5405 5406 5409 5413 5417 5418
Caisses d'assurance maladie concernées	La Caisse Primaire de Nancy, la Mutualité Sociale Agricole, L'Assurance Maladie des Professions Indépendantes (CMR), l'URSSME

Article 2 : Décision de financement

Le réseau RESAULU bénéficie d'un engagement financier total de 407 634,25 € au titre de la dotation régionale de développement des réseaux accordé pour 27 mois.

Le forfait global « tout compris » décliné en tant que de besoin en sous forfait prend effet à partir de la signature de la présente décision.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

Proposition de financement DRDR	Nom du réseau : RESEAU			
Patients inclus	25	100	100	
	2005	2006	2007	Total financement
<u>Equipement</u>				
Ordinateurs logiciels licences, téléphones	11 870,00			11 870,00
<u>Système d'information</u>				
<u>Charge de personnels</u>				
Coordonnateur médecin gériatre(80%)	13 728,00	56 010,00	57 130,00	126 868,00
IDE	9 800,00	39 984,00	40 784,00	90 568,00
Ergothérapeute (50%)	6 119,00	24 964,50	25 464,00	56 547,50
psychologue 50%		20 655,00	21 068,00	41 723,00
secrétaire (50%)	4 625,00	18 870,00	19 248,00	42 743,00
Déplacement équipe mobile	1 290,00	5 160,00	5 160,00	11 610,00
<u>Autres frais de fonctionnement</u>				
Imprimerie	2 000,00			2 000,00
dossier commun	4 000,00			4 000,00
<u>Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins</u>				
Médecin généraliste inclusion (60 €)	1 500,00	6 000,00	6 000,00	13 500,00
IDE AMI 6,5 (18,85 €)	471,25	1 885,00	1 885,00	4 241,25
Kiné libéral AMK 8,75 (17,85 €)	178,50	892,50	892,50	1 963,50
	55 581,75	174 421,00	177 631,50	407 634,25

Le FAQSV propose de financer le projet, sous réserve de l'accord du bureau, à hauteur de 32 600 € pour 2006 et 22 610 € pour 2007

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 225

Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

Nature de la dérogation	Type de bénéficiaire	Modalités de versements		Année N		
		Aux bénéficiaires	Au réseau	Montant unitaire	Nombre prévisionnel de bénéficiaires	Montant total prévisionnel
Coordination/ inclusion	Médecin généraliste		x	60 € par patient	225	13 500 €
Concertation	IDE		x	18,85 €/patient	225	4 241,25 €
Concertation	Kinésithérapeute		x	17,85 €/patient	110	1 963,50 €

Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients

Modalités d'inclusion des patients

L'inclusion de la personne âgée demeurant dans l'un des 9 cantons de l'arrondissement de Lunéville n'est possible qu'avec son accord ou l'accord de sa famille et/ou de son médecin traitant si la personne concernée n'est plus en capacité de décider

La personne âgée reçoit une information écrite sur le réseau

Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau

Adhésion au document d'information à destination des patients (l'adhésion est gratuite)

Modalités de sortie des patients

Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs

Départ volontaire (possible à tout moment)

Décès

Modalités d'adhésion des professionnels

Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau

Adhésion à la charte de qualité du réseau

Modalités de sortie des professionnels

Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient

Départ volontaire

Article 8 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

A fonctionner en complémentarité avec le CLIC et exiger une articulation très solide entre le CLIC et le réseau (cf. lettre DGAS/DHOS/03 du 19/09/2004)

A se conformer au volet « Personnes âgées » du SROS

A se conformer au schéma gériatrique du département

A coopérer avec les autres réseaux gériatriques lorrains (mutualisation de certains travaux...) et les réseaux de santé de la même circonscription (soins palliatifs...)

A faire en sorte que les professionnels de santé libéraux exercent conformément aux textes en vigueur : démarche de soins infirmiers, plan de soins de kinésithérapie, Protocole Inter Régime d'Examen Spécial (PIRES)

A coordonner au mieux les secteurs de soins hospitaliers et ambulatoires et le secteur médico-social dont les CLIC, SSIAD...

A se coordonner avec la CRAM-NE dans le cadre du travail social et de sa mission relais « vie autonome » pour le maintien à domicile et la CPAM pour les équipements à domicile.

A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention

A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation

A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau

A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées

A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau

A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur

A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises

A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales

A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai

A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **01 octobre 2007** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension : En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement : A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Article 13 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département dans lequel se situe le siège du réseau.

Article 14 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**MODIFICATION DE LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU 12 JUILLET 2005
ACCORDE A LA MAISON DU DIABETE ET DE LA NUTRITION DE NANCY
AU TITRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 27 janvier 2003 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2003 (article 3 Dotation Régionale de Développement des Réseaux Lorraine)

Vu la circulaire DGS/BH 99/ 264 du 4 mai 1999 relative à l'organisation des soins pour la prise en charge du diabète de type 2 non insulino dépendant

Vu le volet diabétologique du SROS du 13 décembre 2000

Vu l'arrêté du 09 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005 ;

Au vu

- du rapport d'activité 2004

- de l'état des dépenses réalisées en 2004

- du budget prévisionnel 2005

- du rapport de suivi 2004 communiqué par la CPAM de Nancy

- du rapport de suivi 2005 communiqué par la CPAM de Nancy

- du protocole national visant à améliorer la prévention des lésions des pieds chez les diabétiques

Décident conjointement de revoir le financement accordé à la Maison du Diabète et de la Nutrition de Nancy au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau :

représenté par son promoteur

Maison du Diabète et de la Nutrition (MDN)

Professeur Olivier ZIEGLER

Diabétologue nutritionniste

Hôpital Jeanne d'Arc - B.P 303 - 54201 TOUL-CEDEX

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

Thème

960410074

« Amélioration de l'offre et de la coordination des soins pour la prévention et le traitement du diabète de type 2 et de l'obésité infantile »

Article 2 modifié : Décision de financement

Montant total accordé le 23.12.2003

204 930 € (3 ans)

Montant DRDR modifié en 2005

178 868 €

Les dépenses réalisées 2004 inférieures au montant DRDR 2004 accordé et perçu entraîne un ajustement à la baisse du montant de la DRDR 2005/2006.

Le crédit 2004 non consommé, non justifié est réintégré dans la Dotation Régionale de Développement des Réseaux disponible.

Montant 2005 des dépenses prévisionnelles	67 090 €
---	----------

Déduction DRDR 2004 perçue non consommée	5 890 €
--	---------

Nouveau montant DRDR 2005	61 200 €
----------------------------------	-----------------

Montant 2006 des dépenses prévisionnelles	100 640 €
---	-----------

Déduction DRDR 2004 perçue non consommée	27 302 €
--	----------

Nouveau montant DRDR 2006	73 338 €
----------------------------------	-----------------

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
CARNETS DE BORD	3 000		
PLAQUETTES	6.030		
FRAIS D'IMPRIMERIE PIED DIABETIQUE		1 000	
EVALUATION			
FORMATION PODOLOGUES (15)		2 400	
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS			
EDUCATION THERAPEUTIQUE COLLECTIVE PAR GROUPE DE 8 PATIENTS			
3 SEANCES MAXIMUM	300 patients	600 patients	1000 patients
MEDECINS ET PARAMEDICAUX (120 €)	13 500	27 000	45 000
	(200 diabètes)	(300 diabètes)	(600diabètes)
PHARMACIENS (20 €) FORFAIT ANNUEL PAR PATIENT	4 000	6 000	12 000
COORDINATION PODOLOGIQUE (120 €)		840	840
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS	(200 diabète type 2)	(300 diabète type 2)	(600 diabètes type 2)
CONSULTATION D'ENTREE 50 € dont 24 € DRDR	4 800	7 200	14 400
CONSULTATIONS D'ENTREE 50 € dont 30 € DRDR	(100 enfts obèses)	(300 enfts obèses)	(400 enfts obèses)
PODOLOGIE	3.000	9 000	12 000
BILAN PODOLOGUE (200 €)	(50 patients)	(60 patients)	(80 patients)
BILAN PODOLOGIQUE (G2ET3) (137,50 €)	10 000		
BILAN/PREVENTION PODOLOGIQUE (G0ET1) (27 €)		8 250	11 000
		5 400	5 400
TOTAL	44.330	67 090	100 640
DEDUCTION CREDIT NON CONSOMME		5 890	27 302
		61 200	73 338

Le réseau n'a pas atteint ses objectifs 2004 12 patients inclus sur un objectif prévisionnel de 300 patients

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de **1900 sur 3 ans**

(300 patients en 2004, 900 patients en 2005 dont 600 nouveaux, 1900 patients en 2006 dont 1 000 nouveaux)

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**AVENANT N° 1 A LA DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU 12 JUILLET 2005
DU RESEAU NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu le volet thématique du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire « Insuffisance rénale chronique »

Décident conjointement d'attribuer un financement complémentaire dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2005

Au réseau

représenté par son promoteur

Nom Prénom

Statut professionnel

Adresse

NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC

Professeur Michèle KESSLER

Professeur des Universités - Praticien hospitalier - Chef de

Service de Néphrologie du CHU de Nancy

Allée du Morvan 54511 Vandœuvre Cedex

Article 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification

Thème

960410272

Améliorer la participation des médecins néphrologues et généralistes au suivi à domicile des insuffisants rénaux traités par transplantation rénale grâce à un outil informatisé au cours des six mois qui suivent la réalisation de la transplantation. Un système de prévention et de dépistage des anomalies survenant après la transplantation sera développé

Article 2 modifié : Décision de financement

Le projet TRANSPLANTELIC du réseau NEPHROLOR bénéficie d'un engagement financier total de 271 257 € au titre de la dotation régionale de développement des réseaux accordé pour 27 mois dont 173 610 € complémentaires sur la DRDR 2005 pour de l'investissement.

Le forfait global « tout compris » décliné en tant que de besoin en sous forfait prend effet à partir de la signature de la présente décision.

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 modifié : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT	173 610		
FONCTIONNEMENT			
CHARGE DE PERSONNELS			
Installateur (formation et installation informatique chez le patient)	8.750	26.250	17.500
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
FRAIS GENERAUX	3.737	13.617	12.285
FORMATION	7.754	7.754	
EVALUATION			
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS			
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS			
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS			
TOTAL	193 851	47.621	29.785

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DU RESEAU ONCOLOR (RESEAU LORRAIN DE CANCEROLOGIE)
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX 2005**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L 162-43 à L 162-46 du code de la sécurité sociale

Vu la convention passée le 15 avril 2003 entre le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

Vu le dossier déposé par le promoteur désigné ci après, répondant à l'appel à projets national: Expérimentation du dispositif autour de l'annonce d'un cancer lancé par le Ministère de la santé, de la famille et des personnes

Vu la liste des projets retenus par le jury national

Vu l'arrêté du 09 mai 2005 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2005

Vu la lettre réseau LR/DRM/118/2005 concernant la poursuite du financement des expérimentations relatives à la mise en place du dispositif d'annonce d'un cancer, dans l'attente de la généralisation ;

Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux

Au réseau

représenté par son promoteur

ONCOLOR (réseau lorrain de Cancérologie)

Madame le Professeur Danièle SOMMELET

Présidente du réseau ONCOLOR

6, avenue de Bourgogne

54500 VANDOEUVRE lès NANCY

ARTICLE 1 : Le promoteur du projet **ONCOLOR** bénéficie d'un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux de **55 867,14 €** au titre de :

« l'expérimentation du dispositif de l'annonce d'un cancer » pour la période du 01 avril 2005 au 31 décembre 2005

Ce projet est identifié sous le Numéro d'identification **960410108**

ARTICLE 2 : La caisse primaire de **Nancy**, désignée "caisse pivot" est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre, après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau ou le directeur de l'établissement présentant le projet **ONCOLOR**.

ARTICLE 3 : La dotation déterminée à l'article 1 couvrant l'ensemble des types de dépenses du projet sera versée en une seule fois par la caisse pivot.

ARTICLE 4 : L'évaluation de cette expérimentation sera faite au niveau national pour tous les projets retenus. Les modalités pratiques seront communiquées par le Ministère ultérieurement.

ARTICLE 5 : Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Directeur de l'URCAM de la région Lorraine sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région de Lorraine.

ARTICLE 6 : Toute modification à la présente décision fera l'objet d'une décision modificative.

NANCY, le 1^{er} octobre 2005

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,
Jacques SANS

Pour le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Le Sous-Directeur,
P. ENRIETTO

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

**ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 09/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MYRIAM BERG,
DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DE MEURTHE ET MOSELLE PAR INTERIM**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 02496 du 3 octobre 2005 portant nomination de Madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice départementale, par intérim, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle à compter du 16 octobre 2005,
VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté n°02445 du 24 juillet 2002 portant nomination de Madame Irène DELFORGE dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

ARRETE

ARTICLE 1er - Délégation est donnée à Madame Myriam BERG, directrice départementale, par intérim, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

. la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

. le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Myriam BERG, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, ainsi que par Madame Irène DELFORGE en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER.

ARTICLE 3 - La directrice départementale, par intérim, des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004.

NANCY, le 12 octobre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

ARRETE ARH N° 57 D-1708 DU 12 OCTOBRE 2005**FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE BLANCHISSERIE DE METZ**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6132-7 et R 713-2-3 à R 713-2-8 ;

VU l'arrêté ARH n° 57 D-734 du 17 mai 2005 fixant la composition nominative du Conseil d'administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ ;

VU la délibération 2005-15 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson en date du 27 juin 2005 relative à la composition de la Commission médicale d'établissement ;

VU le courrier de Madame le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie en date du 13 septembre 2005 concernant la désignation du Pharmacien ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

Article 1er : La composition nominative du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de Metz est fixée comme suit :

Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE

Monsieur le Docteur Michel BEMER, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Marcel SCHMITT, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur le Docteur Robert STEMPPER, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur le Docteur Philippe LEMARIE, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Florent CHAMBAZ, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Frédéric LIMOUZY fin du mandat le 17 mai 2008

Madame Muriel COLOMBO, fin du mandat le 17 mai 2008

Mademoiselle Maud REYNAUD, fin du manda le 17 mai 2008

Monsieur Jean-Jacques WECKER, fin du mandat le 1 avril 2006

Madame Elisabeth GLOAGUEN, fin du mandat le 26 mai 2006

Madame Roberte BOUR, fin du mandat le 1 avril 2006

Centre Hospitalier de SARREBOURG

Monsieur le Docteur Léon-Charles DREYFUSS, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Camille ZIEGER, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Joseph KALCH, fin du mandat le 17 mai 2008

Centre Hospitalier de BRIEY

Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 28 octobre 2005

Monsieur François DIETSCH, fin du mandat le 13 octobre 2006

Centre Hospitalier de JURY

Monsieur le Docteur Christophe SCHMITT, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Pierre CERUTTI, fin du mandat le 17 mai 2008

Centre Hospitalier de TOUL

Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 26 mars 2006

Madame Denise ZIMMERMANN, fin du mandat le 26 mars 2006

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON

Madame le Docteur Noëlle CHERY, Présidente de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Centre Départemental de l'Enfance à METZ

Madame Christine RITT, fin du mandat le 17 mai 2008

Etablissement de GORZE

Membre à désigner

Maison de Retraite Saint-François de PONT-à-MOUSSON

Madame Martine MAIRE, fin du mandat le 27 septembre 2005

Représentant des pharmaciens des établissements de santé adhérents au syndicat :

Madame Marie-Béatrice CHRISTMANN fin du mandat en octobre 2008.

Représentant des personnels non médicaux :

Monsieur Roland ARNOULD, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Joël CUTTE, fin du mandat le 17 mai 2008

Madame Joëlle RUDOWSKI, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Sébastien POCRY, fin du mandat le 17 mai 2008

Article 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 57 D-734 du 17 mai 2005.

Article 3 : Les membres du conseil d'administration d'un syndicat interhospitalier sont désignés ou élus pour trois ans. Toutefois leur mandat prend fin si, avant l'expiration de cette période, ils cessent d'exercer le mandat ou les fonctions au titre desquels ils ont été désignés ou élus.

Lorsqu'un membre cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est pourvu dans le délai d'un mois à son remplacement. Dans ce cas, les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 12 octobre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 11 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 10 du 22 OCTOBRE 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL ;

VU La correspondance en date du 18 mai 2005 de W. STRAUSS, Directeur du Centre Hospitalier de TOUL et relative à la démission de Monsieur le Docteur PAVLJASEVIC, membre du conseil d'administration en tant que médecin non hospitalier ;

VU La correspondance en date du 12 septembre 2005 de Monsieur le Docteur Bruno BOYER, Secrétaire Général du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle, proposant la candidature de Monsieur le Docteur Bernard LAUER.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal**
Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
Madame GASSER, adjointe au maire, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Michel LAMAZE, maire de FOUG, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général**
Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional**
Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2007,
Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME**
Madame le Docteur CLAUSET, fin du mandat en mai 2007,
Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Madame Sylviane MACHIN, aide soignante, fin du mandat en février 2006.

9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame Marianne PIERSON, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Angéla RICOU, infirmière, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007.

10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur Michel HACHET, conservateur du Musée d'Art et d'Histoire de TOUL, fin du mandat en avril 2007
Monsieur le Docteur Bernard LAUER, médecin non hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur Anto PAVLJASEVIC, fin du mandat en février 2006,
Madame Danielle DUSSAUX, infirmière, fin du mandat en juin 2006.

11 Deux représentants des usagers

Monsieur le Docteur Bernard WURMS, chirurgien dentiste en retraite, représentant l'association « Pour le Droit de Mourir dans la Dignité », fin du mandat en septembre 2007,
Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2007.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 10 du 22 octobre 2004.

Article 3.- : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 octobre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de leur notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE****ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-24**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre II de la 6^{ème} partie du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs Adjointes ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté modifié du 20 mai 1977 autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale ZANNAD, sis à SAINT-NICOLAS-DE-PORT, 5 rue Jolain, sous le numéro 54-24 ;

VU le dossier relatif à la nomination de Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN aux fonctions de directeur adjoint du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à SAINT-NICOLAS-DE-PORT, 5 rue Jolain, à compter du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 20 mai 1977 autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-24, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à SAINT-NICOLAS-DE-PORT, 5 rue Jolain, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
5 rue Jolain
54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Directeur : Monsieur Moncef ZANNAD, Pharmacien biologiste

Pour les actes de :

- Immunologie, Mycologie, Biochimie, Hématologie, Bactériologie, Parasitologie,

Directeur Adjoint : Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN, pharmacien biologiste

Pour les actes de :

- Immunologie, Mycologie, Biochimie, Hématologie, Bactériologie, Parasitologie,

- Prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire,

- Sondage vésical chez la femme,

- Prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses ,

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- M. Moncef ZANNAD,

- Melle Elisabeth VAUTRIN,

- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,

- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, Inspection de la Pharmacie,

- M. le Maire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT,

- M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,

- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,

- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 11 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 19 FEVRIER 2004 FIXANT LES CONDITIONS DE REALISATION DU CONTROLE SANITAIRE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE A L'EXCLUSION DES EAUX MINERALES NATURELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique, notamment ses articles R.1321-15 à R.1321-25 et R.1321-21 et ses annexes 13-1 et 13-2 ;

VU la circulaire DGS/SD7A n° 633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R.1321-1 et suivant du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU les éléments descriptifs des réseaux de distribution fournis par les personnes publiques ou privées responsables de la distribution d'eau ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 28 septembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2004 fixant les conditions de réalisation du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E**Article 1^{er} - Fréquences de prélèvement**

La fréquence des analyses définie à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 19 février 2004 susvisé est modifié en prenant en compte les plages basses du tableau 2 de l'annexe 13-2 du code de la santé publique.

Article 2 - Gestion des non conformités

Lorsqu'une analyse révèle un paramètre non conforme aux limites ou références de qualité fixées par l'annexe 13-1 du code de la santé publique, une analyse de contrôle sera réalisée dans un délai de 15 jours. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres odeur et saveur de chlore, conductivité et équilibre calco-carbonique ni en cas de dépassement de la référence de qualité turbidité au point de mise en distribution.

Dans le cas où cette analyse de contrôle confirme le non respect des exigences réglementaires, une nouvelle analyse complémentaire sera réalisée dans un délai maximum de 15 jours, et ce jusqu'au retour à une situation de conformité.

Sur avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ces analyses complémentaires pourront ne pas être prescrites et seront remplacées par un programme de contrôle renforcé adapté à la situation.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, madame et messieurs les sous-préfets du département de Meurthe-et-Moselle, mesdames et messieurs les maires du département de Meurthe-et-Moselle, mesdames et messieurs les personnes publiques ou privées responsables de la distribution d'eau du département de Meurthe-et-Moselle, monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, monsieur le directeur du laboratoire agréé au titre du contrôle sanitaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE DDASS / AES / N° 2588 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE AUDUN-LE-ROMAN

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à AUDUN-LE-ROMAN, reçues le 2 novembre 2004 ;

VU le rapport budgétaire adressé à la SSM le 9 septembre 2005 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E**Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : **SSIAD D'AUDUN-LE-ROMAN**, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 000 4166

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	83 820,00	529 600,35
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	433 706,35	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 074,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	529 600,35	529 600,35
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
 . compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 529 600,35 Euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 34,84 Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- au Directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 30 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Philippe MICHEL

**ARRETE DDASS / AES / N° 2589 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS
 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY-HOMECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM) gérant le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt et dont les locaux sont situés à JOEUF, reçues le 2 novembre 2004 ;

VU le rapport budgétaire adressé à la SSM le 9 septembre 2005 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :
SSIAD DE BRIEY-HOMECOURT, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	82 220,87	456 333,97
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	365 333,97	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	8 779,13	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	456 333,97	456 333,97
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :
 . compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 456 333,97 Euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 32,83 Euros.

Article 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM Fer et Sel de Lorraine, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 30 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Philippe MICHEL

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2590 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS
DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
(MAISON DE RETRAITE) DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

Forfait global de soins : 788 827,08 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 35,97 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 27,61 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 19,25 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 30 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2675 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS
DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
(MAISON DE RETRAITE) DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Forfait global de soins : 755 452,65 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 29,64 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 24,20 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 18,76 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la présidente de la Maison Hospitalière de BACCARAT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,
Myriam BERG

**ARRETE DDASS / SSA / N° 2676 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS
DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
(MAISON DE RETRAITE) DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF :

N° FINESS (EJ) 54 000 0882

Forfait global de soins : 588 162,55 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 32,85 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : / €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : / €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'Association Hospitalière de JOEUF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 19 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim,

Myriam BERG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

**SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES**

ARRETE N° 423/DDAF/ITEPSA FIXANT POUR L'ANNEE 2005, LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCE MALADIE, INVALIDITE ET MATERNITE, D'ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE, DE PRESTATIONS FAMILIALES DUES AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES, AINSI QUE LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES DUES POUR L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE SALARIEE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et notamment son livre VII ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code général des impôts ;

VU la loi n° 1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, notamment l'article 19 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-1043 du 25 août 2005 relatif au financement du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles pour 2005, ainsi qu'à certaines dispositions d'ordre permanent ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1991, relatif aux Comités départementaux des prestations sociales agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 422 du 7 septembre 2001 portant renouvellement des membres du Comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 312 du 28 juin 2005 portant modification de la composition du Comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du Comité départemental des prestations sociales agricoles du 7 octobre 2005 ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Pour l'année 2005, les taux complémentaires des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité, de prestations familiales, d'assurance vieillesse agricole, ainsi que les taux complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main d'œuvre, sont fixés par les articles suivants :

Section 1 - Assurance maladie, invalidité et maternité

ARTICLE 2 - Le taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 2,71 %.

Section 2 - Prestations familiales agricoles

ARTICLE 3 - Le taux des cotisations complémentaires de prestations familiales assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 1,04 %.

Section 3 - Assurance vieillesse agricole

ARTICLE 4 - Les taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, prévues au a) du 2° et au 3° de l'article L 731-42 du code rural pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du

même code, sont fixés respectivement à 2,53 % dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,25 % sur la totalité des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire.

ARTICLE 5 - Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, dues pour les conjoints collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole au sens de l'article L 321-5 du code rural, prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du même code et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D 731-120 est fixé à 2,53 %.

ARTICLE 6 - Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole dues pour les aides familiaux majeurs prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du code rural et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D 731-120 est fixé à 2,53 %.

Section 4 - Cotisations d'assurances sociales agricoles

ARTICLE 7 - Le taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles afférentes aux risques maladie, maternité, invalidité et décès est fixé à 1,80 % à la charge de l'employeur, sur la totalité des rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier.

Les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles, afférentes au risque vieillesse, sont fixés à 1,00 % à la charge de l'employeur, sur les rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier, dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,20 % à la charge de l'employeur, sur la totalité desdits salaires ou gains.

Ces taux sont applicables aux cotisations complémentaires dues au titre de l'activité des métayers mentionnés à l'article L 722-21 du code rural. Pour les rentes d'accident du travail répondant aux conditions édictées par l'article 19 de la loi du 2 août 1949 susvisée, le taux de 0,20 % sur la totalité de la rente n'est pas applicable.

ARTICLE 8 - Par exception aux dispositions de l'article précédent, les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles sont fixés comme suit, pour les catégories suivantes :

	Maladie, Maternité, Invalidité, décès	Vieillesse	
	Sur la totalité des rémunérations ou gains	Dans la limite du plafond	Sur la totalité des gains ou rémunérations
Stagiaires en exploitation agricole	0,9 %	0,5 %	0,1 %
Bénéficiaires de l'indemnité en faveur de certains travailleurs agricoles, aides familiaux ou salariés (ITAS)	1,62 %	1 %	0,2 %
Employés des sociétés d'intérêt collectif agricole "électricité" (SICAE)	1,45 %		
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension)	1,65 %		
Anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques maladie, maternité, décès et soins aux invalides	0,1 %	1 %	0,2 %
Titulaires de rente AT (retraités)	1,8 %		
Titulaires de rente AT (non retraités)	1,8 %	1 %	

ARTICLE 9 - Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à tous les membres du Comité.

NANCY, le 7 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE PREFECTORAL 05/385/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE FAULX

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 Novembre 1999 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 25 Novembre 2004 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de FAULX

Sections A (partie) - B (partie) - C (partie) - D (partie) - AB (partie) - AC (partie) - AD (partie) - ZA (partie) - ZB (partie)

Territoire de MALLELOY

Sections B (partie) - C (partie) - AC (partie)

ARTICLE 2 - Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de FAULX le 19 Septembre 2005. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY, le Procès-Verbal.

ARTICLE 3 - L'association foncière et/ou la commune de FAULX est autorisée à réaliser les travaux connexes à l'aménagement foncier conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

ARTICLE 4 - RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Maire de FAULX, Monsieur le Maire de MALLELOY, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, à Madame la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 8 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05/391/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE VANDELEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L 211.1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 février 1996 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 Août 1997 portant modification du périmètre de remembrement de la propriété foncière ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 20 Janvier 2005

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de VANDELEVILLE :

Sections A - B - C - D - E

Territoire de BATTIGNY :

Section B

Territoire de DOMMARIE-EULMONT :

Sections ZA - ZB

Territoire de FECOCOURT :

Section ZA

Territoire de THOREY-LYAUTEY :

Section ZE

ARTICLE 2 - Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de VANDELEVILLE le **20 Septembre 2005**. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de TOUL, le Procès-Verbal.

ARTICLE 3 - L'association foncière et/ou la commune de VANDELEVILLE est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

VU le procès-verbal de la commission communale d'aménagement foncier (CCAF) de VANDELEVILLE en date du 6 février 2004 demandant à la majorité des voix d'approuver les mesures compensatoires de boisements et haies protégés dans le cadre de l'application de l'article L 126-6 du Code Rural en vue de protéger le petit rhinolophe et le grand Murin, espèces vulnérables.

VU l'étude d'impact et d'incidence déposée en mairie de VANDELEVILLE pendant l'enquête réglementaire projet du 26 avril au 26 mai 2004 et notamment le plan d'étude d'incidence page 44 identifié par la commission communale d'aménagement foncier, conformément à l'article L.123-8 du Code Rural.

En cas d'infractions aux dispositions citées ci-dessus, il sera fait application à l'article L 126-7 du Code Rural

ARTICLE 4 - RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Sous Préfète de TOUL, Monsieur le Maire de VANDELEVILLE; Mesdames ou Messieurs les Maires de BATTIGNY, DOMMARTIE-EULMONT, FECOCOURT, THOREY-LYAUTREY, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l' Association Foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, à Madame la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 15 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL 2005/404 FIXANT LE STABILISATEUR DEPARTEMENTAL DES INDEMNITES COMPENSATOIRES DE HANDICAPS NATURELS AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2005 DANS LE DEPARTEMENT

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié par le règlement 1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003,
Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement CE n°1257/1999 du Conseil,
Vu Le décret n°77-908 du 9 août 1977 modifié,
Vu le Décret n°2001-535 du 21 juin 2001, relatif à l'agriculture en montagne et des autres zones défavorisées, fixant les conditions d'attribution des ICHN et modifiant le code rural,
Vu L'Arrêté interministériel fixant les conditions d'attribution des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels du 28 juillet 2004,
Vu L'Arrêté préfectoral de classement en zone défavorisée pour les communes du département du 7 septembre 2005
Vu L'Arrêté interministériel fixant les conditions d'attribution des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels du 28 juillet 2004,
Vu Les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe et Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977 et 13 novembre 1978
Vu L'arrêté préfectoral relatif aux normes locales applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle du 25 avril 2005
Vu La circulaire du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, DGFAR/SDEA/C2005-5032, du 22 juin 2005
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification des droits à engager.

ARTICLE 2 : Le stabilisateur pour la campagne est de : 0,952

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Général du CNASEA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AMENAGEMENT FONCIER/CDAF/05/418 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;
VU la loi n° 93-24 du 08/01/1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU le décret 92-1290 du 11/12/1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;
VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 18/08/2005 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'ordonnance de la cour d'appel de NANCY en date du 10/06/2005 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral du 18/08/2005 est modifié.

ARTICLE 2 : La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Présidente :

- Mme Marie-Cécile THOUZEAU épouse PERCHAT, Présidente titulaire

2/ Conseillers Généraux :

- M. Maurice VILLAUME, BAYON, titulaire
- M. Alain GERARD, CIREY SUR VEZOUZE, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, THIAUCOURT RÉGNIEVILLE, titulaire
- M. Jean-Jacques HENRY, VEZELISE, titulaire
 - Mme Michèle PILLOT, TOUL NORD, suppléante
 - M. Michel MARCHAL, ARRACOURT, suppléant
 - M. René MANGIN, JARVILLE, suppléant
 - M. Jean-Pierre MINELLA, HOMECOURT, suppléant

3/ Maires des communes rurales

- M. Serge WAHU, SPONVILLE, titulaire
- M. Michel MALGRAS, HOEVILLE, titulaire
 - M. André BARBIER, BENNEY, suppléant
 - M. Jean-Pierre MARCHAL, SERRES, suppléant

4/ Membres fonctionnaires

a - Représentant le Directeur départemental de l'équipement

- M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- M. Robert COUPOIS, suppléant

b - Représentant le Directeur des services fiscaux

- M. Georges FAURE, titulaire
- M. Bernard ETIENNE, titulaire
 - Mme Anna HENARD, suppléante
 - M. Eric CORROY, suppléant

c - Représentant le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

- M. Yves ROYER, titulaire
- M. Gérard MARET, titulaire
- M. Christophe CAMBERLIN, titulaire
 - M. Philippe PETITJEAN, suppléant
 - M. Stéphane VIADER, suppléant
 - M. Bernard MOMPEURT, suppléant

- 5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.
 6/ M. le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant.
 7/ M. le Président des jeunes agriculteurs ou son représentant.
 8/ M. le Chef de centre de l'institut national des appellations d'origine de COLMAR ou son représentant.
 9/ M. le représentant de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles représentative dans le département
 - M. Michel MERLIN, FORCELLES ST. GORGON, titulaire
 - M. Raymond FRANCOIS, THEZEY ST. MARTIN, suppléant
 10/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.
 11/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture :
 a - Propriétaires bailleurs
 - M. François D'HAUSEN, BLAMONT, titulaire
 - M. Pierre DU PONT DE ROMEMONT, BUISSONCOURT, titulaire
 - M. Hubert GOUDOT, LUNEVILLE, suppléant
 - M. Jean-Marie PARFAIT, TOUL, suppléant
 b - Propriétaires exploitants
 - M. Michel HOLLINGER, MONTAUVILLE, titulaire
 - M. Albert GIGLEUX, SAINTE GENEVIEVE, titulaire
 - M. André FERRY, MORVILLER, suppléant
 - M. Michel GIRARD, JOUAVILLE, suppléant
 c - Exploitants preneurs
 - M. Charles BAUDOUIN, LONGUYON, titulaire
 - M. Joël MARCHAL, CRION, titulaire
 - M. Daniel BAUMANN, COINCOURT, suppléant
 - M. Philippe HENNEBERT, NANCY, suppléant
 d - Propriétaires forestiers
 - M. François HELLUY, NANCY, titulaire
 - M. Paul PEROUX, CREPEY, titulaire
 - M. Michel GEORGES, NANCY, suppléant
 - M. Philippe PARMENTIER, OCHEY, suppléant
 12/ Représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages
 - M. le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, titulaire
 - M. le Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, titulaire
 - M. le Vice Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, suppléant
 - M. le Vice Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, suppléant
 13/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.
 14/ M. le représentant de l'office national des forêts.
 15/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.
 16/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises
 - M. Bernard CLAUDON, TANCONVILLE, titulaire
 - M. Marcel BONTEMPS, FONTENOY LA JOUTE, titulaire
 - M. Pierre PERIN, CHARENCEY VEZIN, suppléant
 - M. André CAMAILLE, FREMONVILLE, suppléant
 17/ M. le représentant de l'institut national des appellations d'origine.
 - M. Frédéric BACH.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour exécution : - M. le Secrétaire Général de la préfecture de NANCY et aux membres de la commission départementale.
 - Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication : - A un journal du département.

- Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 12 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

SERVICE FORÊT, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER

Lors de la séance du 14/09/2005, la Commission départementale pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier a arrêté les dispositions suivantes pour l'année 2005 :

LISTE DES ESTIMATEURS (additif)

M. Jean-Paul BIDON

M. Michel DUBOIS

BAREME D'INDEMNISATION (2^{ème} partie)

CEREALES et OLEO-PROTEAGINEUX	BLE meunier	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie	TRITICALE	SEIGLE	AVOINE	COLZA	COLZA érucique	COLZA industriel	POIS	FEVEROLES	MAIS ensilage
En Euros/q	8,36	10,61	10,91	7,41	7,41	7,41	21,66	20,96	19,66	12,83	12,83	2,68

Paille (pour éleveurs seulement) 0,76 €/q de grain

Autres productions

Lupin biologique 21,00 €/q

DATES LIMITES D'ENLEVEMENT DES RECOLTES

Céréales (sauf maïs) : 15 septembre
 Pois : 15 septembre
 Colza d'automne : 15 septembre
 Colza de printemps : 1er octobre
 Maïs fourrage : 1er novembre
 Tournesol : 15 novembre

Maïs grain : 1er décembre
Féveroles : 1er décembre
Betteraves sucrières : 1er décembre
Choux fourragers : 1er mars

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/069/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY et Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder à l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Est) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT et à la fermeture de la bretelle - sortie n° 3 - sens EPINAL - NANCY sur l'A. 330 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Les nuits du 26 27 et 28 octobre et les nuits du 24 et 25 novembre 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, la bretelle de sortie n° 3 Centre Commercial sur l'A330 - sens EPINAL - NANCY sera fermée à toute circulation.

ARTICLE II

sens EPINAL - NANCY

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

Continuer sur l'A.330 jusqu'à la sortie n° 2 - Echangeur d'HEILLECOURT - RD 570 direction LUDRES/FLEVILLE.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le Président du Conseil Général, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Houdeumont, Ludres et Fléville-devant-Nancy Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/070/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY et Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder à l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Ouest) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT et à la fermeture de la bretelle NANCY - FLEVILLE - échangeur n° 4 - sens NANCY - EPINAL sur l'A. 330 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Les nuits des 26, 27 et 28 octobre 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, la bretelle de l'échangeur n° 4 - NANCY - FLEVILLE - sens NANCY - EPINAL sera fermée à toute circulation.

ARTICLE II

sens NANCY - EPINAL

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sortie n° 5 - Echangeur de LUDRES - RD 570

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Houdemont, Ludres et Fléville-devant-Nancy, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/071/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire d'HERBEVILLER ;

Considérant la nécessité de procéder à la réfection de l'ouvrage d'art du pont d'Harpon sur la R.N. 4 au PR 83+150 sur le territoire de la commune d'HERBEVILLER ;

A la demande de la subdivision de Blâmont ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Du 10 octobre au 31 octobre 2005, la circulation s'établit comme suit sur la R.N. 4 du PR 83+100 au PR 83+200.

sens STRASBOURG - NANCY

- la voie de circulation est neutralisée
- la circulation est basculée sur la voie du sens NANCY - STRASBOURG
- la vitesse est limitée à 70 km/h
- il est interdit de doubler

sens NANCY - STRASBOURG

- la circulation est interdite à tous les usagers

ARTICLE II - Les usagers doivent emprunter la déviation suivante dans le sens NANCY - STRASBOURG :

A la sortie d'OGEVILLER emprunter la RD 992 en direction de MONTIGNY et à MONTIGNY prendre la RD 935 direction DOMEVRE/VEZOUZE.

ARTICLE III - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de BLAMONT.

ARTICLE IV - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jour d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de OGEVILLER - HERBEVILLER et MONTIGNY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/073/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
ET LE MAIRE DE SAINT-JEAN-LES-LONGUYON

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder à l'épreuve suite à la réparation des deux ouvrages d'art sur la RN 43, du PR 58+815 au PR 59+010, sur le territoire de la commune de ST JEAN LES LONGUYON ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de LONGUYON, (Meurthe-et-Moselle) ;
Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de MANGIENNES, PILLON, DAMVILLERS - JAMETZ (Meuse) ;
Vu l'avis favorable de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Meuse ;
Vu l'avis favorable de Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse ;
A la demande de la direction départementale de l'équipement - subdivision de LONGUYON ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E N T

ARTICLE I - Le jeudi 27 octobre 2005 à 8 H 00 à 18 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la RN 43, entre les PR 58+815 et 59+010.

ARTICLE II - Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- LONGUYON - RN 18 jusqu'à l'intersection avec la RD 66 - RD 65 - RD 905 puis RN 43 et ce dans les deux sens de circulation

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGUYON.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Maire de ST JEAN LES LONGUYON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Meuse, Monsieur le Président du Conseil Général de la Meuse, Messieurs les Maires Longuyon, Pillon, Damvillers, Jametz et Mangiennes, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

SAINT-JEAN-LES-LONGUYON, le 17 octobre 2005

Le Maire,
M. HAUPTMANN

NANCY, le 12 octobre 2005
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/074/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis de Messieurs les Maires de LONGWY et REHON ;

Vu l'avis de Monsieur le Président du Conseil Général ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'entretien et de réparations d'évacuation d'eau sur l'ouvrage d'art de la R.N. 52 sur le territoire de la commune de REHON ;

A la demande de la subdivision de l'équipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - A compter du 17 octobre 2005 et jusqu'au 21 octobre 2005 de 8 H 00 à 18 H 00, la circulation sera interdite dans les deux sens de circulation sur la RN 52 entre les PR 14+128 et 18+247 (entre l'échangeur de MEXY et l'échangeur du Pulventeux), sur le territoire de la commune de REHON.

ARTICLE II - Les usagers doivent emprunter les déviations suivantes :

1° - Sens METZ - LONGWY

Sur la R.N. 52, au droit de l'échangeur de MEXY, prendre la RD 520 (traverse de la commune de LONGWY) jusqu'au giratoire du Pulventeux, carrefour avec la R.N. 18 et emprunter ensuite l'échangeur de la RN 52 direction ARLON - Luxembourg.

2° - Sens LONGWY - METZ

Sur la R.N. 52, au droit de l'échangeur du Pulventeux "sortie VERDUN - LONGUYON", prendre la direction de METZ par la R.N. 18 puis la RD 520 (traverse de la commune de LONGWY), emprunter ensuite l'échangeur de MEXY direction METZ.

3° - Sens RN 18 - METZ

Sur la R.N. 18, au droit de l'échangeur du giratoire Ouest du Pulventeux en direction de LONGWY prendre la RD 520 au giratoire Est du Pulventeux (traverse de la commune de LONGWY) et emprunter ensuite l'échangeur de MEXY direction METZ.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de REHON, LONGWY, MEXY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**ARRETE PREFECTORAL 13 DE 05 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UN BOULEVARD URBAIN ENTRE LA MEURTHE ET LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN,
DU ROND-POINT MARCEL BROT A NANCY A LA ROUTE NATIONALE N° 57 A MAXEVILLE - ARRETE DE CESSIBILITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le projet de construction et d'aménagement d'un boulevard urbain, entre la Meurthe et le canal de la Marne au Rhin, du rond-point Marcel Brot à NANCY à la route nationale n° 57 à MAXEVILLE, sur le territoire communal de NANCY et de MAXEVILLE ;

Vu la délibération n° 22 du 19 novembre 2004 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de son annexe jointe ;

Vu la lettre de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 20 décembre 2004 et du 26 août 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08 DE 00 du 26 juin 2000 déclarant d'utilité publique les terrains à acquérir et les travaux à exécuter nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02 DE 05 SERUAJ/AJF du 2 mars 2005 portant prorogation du délai de validité des effets de la déclaration d'utilité publique du 26 juin 2000 susvisée ;

Vu les plans et états parcellaires des immeubles à acquérir ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire à laquelle il a été procédé en exécution de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur du 3 décembre 2002 ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 et L 11-8 ainsi que les articles R 11-19 à R 11-31 ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu le décret n° 2004-374 du 25 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation des travaux de construction du boulevard urbain sur le territoire des communes de NANCY et de MAXEVILLE ;

Considérant que dans un premier temps les acquisitions foncières seront réalisées sur le territoire de la commune de MAXEVILLE ;

Considérant que toutes les formalités de publicité légale ont été régulièrement accomplies ;

Vu le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Equipelement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1er - Les immeubles désignés sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté et nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 2 - A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs les maires de NANCY et de MAXEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

- Madame la directrice des archives départementales

- Monsieur le directeur départemental de l'Equipelement.

NANCY, le 5 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 18 DE 05 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY
CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'UN BOULEVARD URBAIN ENTRE LA MEURTHE ET LE CANAL DE LA MARNE AU RHIN,
DU ROND-POINT MARCEL BROT A NANCY A LA ROUTE NATIONALE N° 57 A MAXEVILLE - ARRETE DE CESSIBILITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le projet de construction et d'aménagement d'un boulevard urbain, entre la Meurthe et le canal de la Marne au Rhin, du rond-point Marcel Brot à NANCY à la route nationale n° 57 à MAXEVILLE, sur le territoire communal de NANCY et de MAXEVILLE ;

Vu la délibération n° 22 du 19 novembre 2004 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de son annexe jointe ;

Vu la lettre de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 20 décembre 2004 et du 26 août 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 08 DE 00 du 26 juin 2000 déclarant d'utilité publique les terrains à acquérir et les travaux à exécuter nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02 DE 05 SERUAJ/AJF du 2 mars 2005 portant prorogation du délai de validité des effets de la déclaration d'utilité publique du 26 juin 2000 susvisée ;

Vu les plans et états parcellaires des immeubles à acquérir ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire à laquelle il a été procédé en exécution de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur du 3 décembre 2002 ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 et L 11-8 ainsi que les articles R 11-19 à R 11-31 ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu le décret n° 2004-374 du 25 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation des travaux de construction du boulevard urbain sur le territoire des communes de NANCY et de MAXEVILLE ;

Considérant les acquisitions foncières à réaliser sur le territoire de la commune de NANCY ;

Considérant que toutes les formalités de publicité légale ont été régulièrement accomplies ;
Vu le rapport de Monsieur le directeur départemental de l'Equipement ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1er - Les immeubles désignés sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté et nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 2 - A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs les maires de NANCY et de MAXEVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

NANCY, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 05 DE 19 SERUJ/AJF - E.P.F.L. - ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE
COMMUNE DE JEANDELAINCOURT - CREATION D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT POUR POIDS-LOURDS
LE LONG DE LA ROUTE DE MOIVRONS, A L'INTERSECTION DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 70F AVEC LA RUE DES TUILERIES
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le projet de création d'une aire de stationnement pour poids lourds, le long de la route de Moivrons, à l'intersection de la route départementale n° 70F avec la rue des Tuileries, sur le territoire de la commune de JEANDELAINCOURT ;

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant :

- la notice explicative indiquant notamment l'objet de l'opération,
- le plan de situation au 1/10 000°,
- le plan général des travaux au 1/500°,
- le plan périmétral de la parcelle à acquérir,
- les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants,
- l'appréciation sommaire des dépenses ;

Vu la convention entre l'EPFL et la commune de JEANDELAINCOURT du 21 janvier 2003 ;

Vu la délibération de l'EPFL n° B03/71 du 25 juin 2003 ;

Vu la délibération du conseil municipal de JEANDELAINCOURT du 2 septembre 2005 ;

Vu la lettre de Monsieur le maire de JEANDELAINCOURT du 21 septembre 2005 ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 82-630 du 12 juillet 1983 relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée, notamment son article 23 ;

Vu le décret n° 852-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions d'opérations immobilières et de l'architecture, fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 à L 11-2, L 11-4, L 11-5, L 11-6, L 11-7 et R 11-1 à R 11-18 ;

Vu le code de l'environnement (partie législative), annexe de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le chapitre III du titre II du livre 1^{er} ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'avis du service des domaines du 3 novembre 2004 ;

Vu le dossier et le résultat de l'enquête ouverte dans la commune de JEANDELAINCOURT, en exécution de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 en vue de la déclaration d'utilité publique ;

Vu l'avis favorable émis par Monsieur le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions du 22 juin 2005

Considérant la nécessité de réaliser cette opération qui permettra de rétablir la sécurité des usagers de la route, par la création d'un parc de stationnement de dix emplacements pour poids-lourds, le long de la route départementale n° 70F, destiné à "stocker" ceux-ci, en attente de leur déchargement, sans perturber la circulation sur cette voie, la rendant ainsi plus sécuritaire ;

Vu le document joint au présent arrêté, justifiant l'utilité publique de l'opération ;

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 - Sont déclarés d'utilité publique, l'acquisition foncière et les travaux à exécuter nécessaires à la création d'une aire de stationnement pour poids-lourds, le long de la route de Moivrons, à l'intersection de la route départementale n° 70F avec la rue des Tuileries, sur le territoire de la commune de JEANDELAINCOURT, conformément aux dispositions du plan des travaux au 1/500°, ainsi qu'au document justifiant l'utilité publique et annexés au présent arrêté.

Article 2 - L'Etablissement Public Foncier de Lorraine ou la commune de JEANDELAINCOURT est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 3 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de JEANDELAINCOURT sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de JEANDELAINCOURT
- Monsieur Jean-Marie VOIRIOT, commissaire enquêteur
- Monsieur le directeur général de l'EPFL
- Monsieur le président du tribunal administratif
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

NANCY, le 14 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 53245 en date du 14 octobre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de LEY, remplacement poste cabine haute Barthou F.U.P., sur la commune de LONGUYON.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**ARRETE PORTANT CREATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE TRIPARTITE ETAT/ANPE/ASSEDIC
CHARGEE D'EMETTRE UN AVIS SUR LES PROJETS DE DECISIONS DE REDUCTION OU DE SUPPRESSION DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE
POUR UNE DUREE SUPERIEURE A DEUX MOIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2005-915 du 2 août 2005 relatif au suivi de la recherche d'emploi, et notamment l'article R. 351-33 nouveau du Code du Travail relatif à la composition et au rôle de la commission départementale tripartite Etat, ANPE et Assédic chargée d'examiner, à la demande des bénéficiaires d'allocations de chômage, les projets de réduction ou de suppression du revenu de remplacement pour une durée supérieure à deux mois,
SUR le rapport de Madame la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

A R R E T E

Article 1^{er} : La commission départementale tripartite chargée d'examiner, sur demande des bénéficiaires d'allocations de chômage, les projets de réduction ou de suppression du bénéfice du revenu de remplacement pour une durée supérieure à deux mois comprend les membres ci-après :

- Marie VIGIER, la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle ou ses représentants : Philippe DIDELOT, Lucienne DIRHEIMER
- Le directeur délégué de l'ANPE de Meurthe-et-Moselle, ou ses représentants : Christian AGOSTINI, Franco FEDERICI, Agnès PETITJEAN, Valérie FABING, Marie-Françoise ROUQUIE
- Philippe SCHWARZ, le coordonnateur réseau Assédic de Lorraine, ou ses assistants techniques : Eric ALBERT, Claude RYBARCZYK, Fabrice SCHIEL.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Madame la Directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles du département de la Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 27 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2/54/LOR/52-1 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,

VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

VU les articles D. 129-7 à D. 129-12 du code du travail,

VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

VU l'agrément simple n° 1/LOR/52 obtenu par l'Association GARDE (Garde Aide et Réconfort à Domicile), sise 13/15 boulevard Joffre à Nancy, en date du 27 décembre 1996,

VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association GARDE le 29 décembre 2004,

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire de garde itinérante de nuit à domicile en date du 16 août 2005,

SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association GARDE (Garde Aide et Réconfort à Domicile), sise 13/15 boulevard Joffre à Nancy, bénéficie de l'agrément qualité pour la fourniture de services à la personne dans le département de la Meurthe-et-Moselle selon les conditions suivantes :

- Activité : Garde itinérante de nuit à domicile.
- Service de type : Prestataire
- Public : Personnes âgées et handicapées.
- Zone d'intervention : Territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2006. Le renouvellement de l'agrément est automatiquement acquis chaque année s'il n'est pas dénoncé par le préfet avec le 15 novembre de l'année en cours.

Article 3 - Le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 30 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2/54/LOR/204-1 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,

VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

VU les articles D. 129-7 à D. 129-12 du code du travail,

VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

VU l'agrément simple n° 1/LOR/204 obtenu par l'Association ASSAD (Aider, Soulager, Surveiller A Domicile), sise 16 rue Beaupré à ESSEY-LES-NANCY, en date du 6 juillet 2004,

VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association ASSAD le 31 janvier 2005,

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,
VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association ASSAD en date du 16 août 2005,
SUR proposition du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association ASSAD (Aider, Soulager, Surveiller A Domicile), sise 16 rue Beaupré à ESSEY-LES-NANCY, bénéficie de l'agrément qualité pour la fourniture de services à la personne dans le département de la Meurthe-et-Moselle selon les conditions suivantes :

- Service de type : Prestataire
- Public : Personnes âgées et handicapées ou dépendantes.
- Zone d'intervention : Territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et du secteur de Saint-Nicolas-de-Port.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2006. Le renouvellement de l'agrément est automatiquement acquis chaque année s'il n'est pas dénoncé par le préfet avec le 15 novembre de l'année en cours.

Article 3 - Le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 30 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE**CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE****ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA LIQUIDATION ET A LA MISE EN PAIEMENT DU REVENU MINIMUM D'INSERTION****LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi N° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,

Vu la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion,

Vu la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion (RMI) et créant un revenu minimum d'activité (RMA),

Vu les articles L. 262-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles,

Vu les articles R. 162-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles,

Vu le décret n° 2004-230 du 16 mars 2004 relatif à l'application de certaines dispositions de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité,

Vu les conventions cadres conclues entre chaque Caisses de Mutualité Sociale Agricole et le département concerné,

Vu l'avis favorable n° 89-47 de la Commission Nationale Informatique et Libertés sur la demande n° 107 815 en date du 30 mai 1989 relatif à la liquidation et à la mise en paiement du revenu minimum d'insertion,

Vu l'avis favorable de la Commission Nationale Informatique et Libertés sur la demande de modification du dossier n° 107 815 version 1 en date du 7 octobre 1991,

Vu l'avis favorable de la Commission Nationale Informatique et Libertés sur la demande de modification du dossier n° 107 815 version 2 en date du 12 janvier 1996,

Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale Informatique et Libertés sur la demande de modification du dossier n° 107 815 version 3 en date du 29 août 2005,

D E C I D E

Article 1^{er} - Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel relatif à la liquidation du revenu minimum d'insertion institué par la loi n° 88-1088 du 1^{er} décembre 1988 sus-visée.

Article 2 - Les catégories d'informations à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- Identité (nom, prénom, date et lieu de naissance),
- Adresse,
- Numéro allocataire MSA (NIR),
- Renseignements quant à la prestation de revenu minimum d'insertion

Par ailleurs, certaines de ces données feront l'objet de statistiques anonymisées.

Elles sont conservées sur les sites informatiques des Caisses de Mutualité Sociale Agricole jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle se situe la dernière échéance de versement des prestations.

Article 3 - Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont le Président du Conseil général du département, l'organisme instructeur de la demande, la Commission Locale d'Insertion, les Présidents des Commissions cantonales d'action sociale, l'organisme d'affiliation à l'assurance maladie et éventuellement les organismes débiteurs d'avantages légaux, réglementaires ou conventionnels se substituant au Revenu minimum d'insertion.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès du médecin conseil du service de contrôle médical de la caisse départementale ou pluri-départementale de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. L'intéressé peut également exercer son droit d'opposition dans les mêmes conditions que le droit d'accès et de rectification.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Ile-de-France.

Fait à BAGNOLET, le 5 septembre 2005

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse.

Le droit d'accès, de rectification et d'opposition des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur. »

A VANDOEUVRE LES NANCY, le 10 octobre 2005

Le Directeur
Jean-Marie GERARD

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

ARRETE DE DELEGATION RECTORALE DE SIGNATURE A MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE,
DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE ET MOSELLE

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

VU le décret du 16 juillet 2004 nommant Monsieur Michel LEROY, Recteur de l'Académie de NANCY-METZ ;

VU l'arrêté ministériel du 04 mars 2005 portant détachement de Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Inspecteur Régional Pédagogique dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe et Moselle, à compter du 15 novembre 2004 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2002 portant détachement de Monsieur Guy STIEVENARD, Inspecteur d'Académie, Inspecteur pédagogique régional (administration et vie scolaires), dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie adjoint de Meurthe et Moselle, à compter du 15 février 2002 au 30 septembre 2005 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 septembre 2003 nommant Monsieur Jean Luc STRUGAREK, Inspecteur de l'Education Nationale, dans l'Académie de NANCY-METZ, Inspection Académique de Meurthe et Moselle, circonscription de Nancy IV, adjoint à l'Inspecteur d'Académie de Meurthe et Moselle, à compter du 01 septembre 2003 ;

VU l'arrêté ministériel du 07 avril 2003 portant nomination et détachement de Madame Dominique GUILINI, conseillère d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi de Secrétaire Générale d'administration scolaire et universitaire de l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle, à compter du 01 mai 2003 ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1. - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'Education.

- 1.1 - Au niveau départemental, fonctionnement des examens et concours: désignation des jurys ; déroulement des épreuves, notamment organisation des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ; établissement des diplômes .
- 1.2 - Au niveau académique, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles.
- 1.3 - Gestion et attribution des bourses nationales d'études du second degré, des bourses d'adaptation, des bourses au mérite et des fonds sociaux pour les collèves.
- 1.4 - Gestion et répartition des moyens en heures (dotation horaire globalisée) ainsi que des crédits pédagogiques notamment les crédits A O G (appel d'offre globalisé) et les crédits spécifiques C E S C (comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté) pour les collèves.

2. - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

- 2.1 - Gestion des élèves professeurs des écoles et des professeurs des écoles stagiaires :
Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à la nomination, à l'affectation dans un département de l'académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, ainsi qu'à l'autorisation de prolongation de stage.

3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur .

- 3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'Inspecteur d'Académie ou du « Chef de Service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique .
- 3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.
- 3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence .
- 3.4 - Décisions d'imputabilité au service des accidents du travail.

4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).

- 4.1 - Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

ARTICLE 2 - Pour l'application du décret n° 65-845 du 04 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'Etat, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1962 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués relatif au Ministère de l'Education Nationale et de l'arrêté préfectoral n° 2005-9 du 08 février 2005 donnant au Recteur de l'Académie de Nancy-Metz délégation d'ordonnateur secondaire, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires : des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et de l'enseignement privé ; des assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaire des enfants handicapés ; des assistants étrangers ainsi que des intervenants en langues étrangères dans les écoles élémentaires.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté, seront exercées par :

- Monsieur Guy STIEVENARD, Inspecteur d'Académie Adjoint
- Monsieur Jean Luc STRUGAREK, Inspecteur de l'Education Nationale Adjoint
- Madame Dominique GUILINI, Secrétaire Générale de l'Inspection Académique

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 24 octobre 2005

Le Recteur,
Michel LEROY

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA SEILLE DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT RD 80 A MONCEL-SUR-SEILLE ET PETTONCOURT

LE PREFET DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 9 mai 2005, relative à l'autorisation de réparer les appuis du pont de la route départementale 80 sur la rivière de La SEILLE à MONCEL-SUR-SEILLE ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 5 juillet 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 22 juillet 2005 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de la Moselle au cours de sa séance du 30 août 2005 ;

SUR proposition de MM. les Secrétaires Généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

A R R E T E N T**ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à Moncel-Sur-Seille, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit de la rivière de la SEILLE nécessaires à la réfection du pont RD 80.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur les territoires des communes de MONCEL-SUR-SEILLE et PETTONCOURT, au droit et de part et d'autre du pont de la rivière de la SEILLE.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- assécher la zone de travail traversée par travée, par aménagement de batardeaux temporaires ;
- remettre en état les poteaux des piles du pont ;
- réparer ponctuellement les poutres de rive du tablier et les zones dégradées ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue de la rivière de la SEILLE, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière, conformément à l'article L 432-3 du code de l'environnement susvisé.

Les ouvrages et La rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10- PUBLICATION ET EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, M. le Maire de la commune de MONCEL-SUR-SEILLE, M. le Maire de la commune de PETTONCOURT, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe & Moselle et M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et au Recueil des Actes Administratifs de la Moselle et notifié au permissionnaire.

Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de MONCEL-SUR-SEILLE (département de Meurthe-et-Moselle) et en mairie de PETTONCOURT (département de la Moselle).

Ampliation du présent arrêté sera transmise pour information à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement ;

- M. le Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

A NANCY, le 11 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

A METZ, le 11 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Bernard GONZALEZ

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1046
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	1046
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1046
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.44 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CHRISTIANE PERNET, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1046
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.45 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE GAZAGNES, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL.....	1047

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.44 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MADAME CHRISTIANE PERNET, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
 VU le code de la famille et de l'aide sociale ;
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
 VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
 VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
 VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;
 VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
 VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté du 10 octobre 2005 de M. le Ministre de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement et M. le Ministre de la Santé et des Solidarités, portant nomination à compter du 1^{er} novembre 2005 de Madame Christiane PERNET dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;
 SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement et du Ministère de la Santé et des Solidarités à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- des décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinales et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation)

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane PERNET, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Madame Myriam BERG, ou Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeurs adjoints.

ARTICLE 3 : En cas d'absence simultanée de Madame Christiane PERNET, de Madame Myriam BERG et de Monsieur Jean-François LHUILLIER, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Madame Brigitte DEMPT, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Irène DELFORGE, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Mlle Aline JOANNES, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie GEYER, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Françoise WANSON, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle DE SILVESTRI, conseillère technique en travail social,
- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stephanie REVERRE, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Christian MANNSCHOTT, ingénieur en chef du génie sanitaire,
- Monsieur José-Louis MARTINEZ, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stéphanie MOGNOT, ingénieur d'études sanitaires,

ARTICLE 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

ARTICLE 5 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 6 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 et 05.BODE.39 du 17 octobre 2005 sont abrogés.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 27 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.45 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A M. PHILIPPE GAZAGNES, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 21 octobre 2005 nommant M. Philippe GAZAGNES, administrateur civil, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- Agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- Autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- Délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- Carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

II - ETAT-CIVIL ET ASSOCIATIONS

- 1) Carte nationales d'identité
- 2) Passeports, visas et laissez-passer
- 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

- 1) Affaires électorales
 - créations ou suppressions de bureaux de vote
 - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
 - fixation des dates limites :
 - . du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - . du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - . de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - . de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul
- 4) Limites territoriales :
 - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
 - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
 - création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
 - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
 - autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
 - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
 - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
 - acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers :
 - délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
 - délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
 - signature des recours gracieux et lettres d'observation
 - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
 - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
 - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT

"accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Equipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

- 1) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis BIOUS, secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative à la sous-préfecture de TOUL.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (chapitre 37-30 article 20) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont elle a la responsabilité.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
 - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
 - . de permis étrangers dont la conversion est possible
 - . de permis internationaux
- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

ARTICLE 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

ARTICLE 7 : Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Biou, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe supérieure.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul seront exercées par M. Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

ARTICLE 9 : A compter du 1^{er} janvier 2006, M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul, est chargé d'assurer l'animation et la coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle et plus particulièrement de la mise en œuvre du contrat de ville de l'agglomération de Nancy. A ce titre, M. Philippe GAZAGNES représentera le Préfet dans les réunions nationales sur la politique de la ville ainsi que dans les réunions organisées dans le cadre du contrat de ville de l'agglomération de Nancy.

ARTICLE 10 : M. Philippe GAZAGNES est également chargé de représenter le Préfet dans les réunions et comités de pilotage des dispositifs relevant du domaine de l'emploi et de la cohésion sociale, et notamment de présider le Service Public de l'Emploi Local pour l'arrondissement de Nancy.

ARTICLE 11 : Dans le cadre des missions qui lui sont confiées aux articles 9 et 10 du présent arrêté, délégation de signature est donnée à M. Philippe GAZAGNES à l'effet de signer les actes, arrêtés, correspondances et documents administratifs, à l'exception des arrêtés et conventions attributifs de subvention.

ARTICLE 12 : Les arrêtés préfectoraux n° 04.BODE.52 du 20 décembre 2004 et 05.BODE.06 du 17 janvier 2005 sont abrogés.

ARTICLE 13 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 27 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	988
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	988
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>988</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.35 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.....	988
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.36 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	989
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.38 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE AU LIEUTENANT-COLONEL XAVIER LEJEUNE, COMMANDANT DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE	989
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.41 - DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE	990
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	991
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>991</i>
ARRETE DE CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DU PAYS SAINTOIS.....	991
COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACTION TOURISTIQUE	991
COMMUNE DE MOUTIERS - EXPROPRIATION D'IMMEUBLES SITUES EN ZONE D'EFFONDREMENT BRUTAL NON ECARTE EN VUE DE LA PROTECTION DES PERSONNES CONTRE CE RISQUE - ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	992
COMMUNE DE MOUTIERS - EXPROPRIATION D'IMMEUBLES SITUES EN ZONE D'EFFONDREMENT BRUTAL NON ECARTE EN VUE DE LA PROTECTION DES PERSONNES CONTRE CE RISQUE - ENQUETE PARCELLAIRE.....	993
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>993</i>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'ORGANISATION DE LA POLICE DE L'EAU ET DE LA POLICE DE LA PECHE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE	993
ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 6 JANVIER 1988 DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRES A L'ALIMENTATION DU POINT DE PRELEVEMENT D'EAU, SIS A MANGONVILLE EXPLOITE PAR LA COMMUNE DE MANGONVILLE, L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE ET L'INSTITUTION DES SERVITUDES DANS LES TERRAINS COMPRIS DANS LES PERIMETRES RAPPROCHE ET ELOIGNE.....	996
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	996
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>996</i>
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE.....	996
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	997
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE JEANDELIZE A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES	997
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY.....	997
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	998
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU S.I.V.M. DU MASSIF DE LA REINE	998
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU RETRAIT DES COMMUNES D'ECROUVES ET TOUL DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LUCEY POUR LE RAMASSAGE SCOLAIRE.....	998
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU RETRAIT DE LA COMMUNE DE CHAUDENEY SUR MOSELLE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RAMASSAGE SCOLAIRE DE TOUL SUD.....	999
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION TOULOISE	999
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU S.I.V.M. DE LA COTE EN HAYE	1000
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1001
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1001
DELIBERATION N° 79/05 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA S.A. POLYCLINIQUE DE GENTILLY CONCERNANT LA CONCLUSION D'UN CONTRAT-RELAIS POUR LES DISCIPLINES ET ACTIVITES DE SOINS DE GYNECOLOGIE-OBSTETRIQUE	1001
DELIBERATION N° 80/05.....	1002
DELIBERATION N° 81/05.....	1002
DELIBERATION N° 82/05.....	1002
DELIBERATION N° 83/05.....	1002
DELIBERATION N° 84/05.....	1003
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N°08/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME ELISABETH CHEVALLIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MOSELLE	1003
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....	1004
ARRETE N° 14 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON	1004
ARRETE N° 16 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY.....	1005
ARRETE N° 17 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1005
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1006
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....	1006
ARRETE DDASS/AES/N° 151/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE - SELARL 08 - AUTORISATION N° 54-10 - AUTORISATION N° 54-21 - AUTORISATION N° 54-75.....	1006

ARRETE DDASS/AES/N° 153/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-10	1007
ARRETE DDASS/AES/N° 154/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-21	1008
ARRETE DDASS/AES/N° 155/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-75	1009
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 154 SARL - BEAUREGARD AMBULANCES - CENTRE DE SOINS BEAUREGARD - RUE AMBROISE THOMAS - 54000 NANCY	1009
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 155 AMBULANCES GUILLET - 1A RUE DU GENERAL MANGIN - 54660 MOUTIERS	1010
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 156 SARL - C.T.S. - 72 RUE EMILE CURICQUE - 54920 VILLERS LA MONTAGNE	1011
SERVICE COHESION SOCIALE	1012
ARRETE N° 2535 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE GERE PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)	1012
ARRETE N° 2536 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE DE POMPEY GERE PAR LA S.E.M. SONACOTRA	1012
ARRETE N° 2537 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE D'HERSERANGE GERE PAR LA S.E.M. SONACOTRA	1013
SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	1014
ARRETE DDASS / SSA / N° 2553 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE	1014
ARRETE DDASS / SSA / N° 2554 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1014
ARRETE DDASS / SSA / N° 2555 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE	1015
ARRETE DDASS / SSA / N° 2556 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON	1015
ARRETE DDASS / SSA / N° 2557 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	1016
ARRETE DDASS / AES / N° 2558 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY	1016
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	1017
SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER	1017
ARRETE DDAF 2005/406 (N° 1) FIXANT LA COMPOSITION DE L'INDICE DES FERMAGES	1017
ARRETE DDAF 2005/405 (N° 2) CONSTATANT L'INDICE DES FERMAGES ET SA VARIATION POUR L'ANNEE 2005	1018
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	1019
ARRETE PREFECTORAL FORETS - N° 2005/398 AUTORISANT LE TIR DU GRAND CORMORAN (<i>PHALACROCORAX CARBO SINENSIS</i>) DANS LE CADRE DU PLAN DE GESTION NATIONAL DE L'ESPECE - CAMPAGNE 2005/2006	1019
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/364 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE MONT SAINT MARTIN	1020
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/389 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE VILLERS SOUS PRENY	1021
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/396 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SANCY	1021
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-410 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL DE JAILLON	1022
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	1023
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/09/SA/103 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE A M. JAMES EVERARD, DOCTEUR VETERINAIRE A PLESNOIS	1023
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1023
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	1023
ARRETE 2005/DDE/067/CDER	1023
ARRETE 2005/DDE/068/CDER	1024
ARRETE 2005/DDE/069/CDER	1024
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	1025
AVIS	1025
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE ..	1025
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES	1025
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	1026
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 20 JUIN 2005	1026
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1031
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES	1031
NAVIGATION DU NORD-EST	1034
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	1034
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE	1034

DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE - DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT, DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST	1037
DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE - DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF.....	1038
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE	1039
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA REALISATION D'UNE ENQUETE DE SATISFACTION AUPRES DES ADHERENTS AFIN D'ENGAGER LES MESURES NECESSAIRES A L'AMELIORATION DU SERVICE RENDU	1039
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA DEMATERIALISATION DES NOTIFICATIONS DE PENSIONS DES SALARIES AGRICOLES CCMSA - GIE AGIRC-ARRCO.....	1040
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE - ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA DEMATERIALISATION DES DONNEES DE CARRIERES DANS LE CADRE DES ECHANGES ENTRE LA CNAV ET LA MSA	1040
ANPE.....	1041
DECISION N° 1314/2005 DE DELEGATION DE SIGNATURE.....	1041
AVIS DE RECRUTEMENT	1041
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU.....	1041
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	1042
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	1042
ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 350 EN DATE DU 16 AOUT 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'U.R.C.A.M. DE LORRAINE.....	1042
ARRETES INTERPREFECTORAUX	1043
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU SOIRON	1043
ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT LES TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'ENTRETIEN DU COURS DE L'AROFFE ET AFFLUENTS.....	1044

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.35 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret 2004-323 du 8 avril 2004 relatif aux attributions du Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, en date du 2 décembre 2004, nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 2 juin 2005 relatif à la composition du Gouvernement ;

VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2004 portant renouvellement du détachement de Monsieur Raymond Aubry, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs dans l'emploi de directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine, du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2007 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2004 portant renouvellement du détachement de Monsieur Bernard Fuss, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs dans l'emploi de directeur régional adjoint de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine, du 13 septembre 2004 au 31 août 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.72 du 20 décembre 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine ;

VU les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.72 du 20 décembre 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, la délégation sera exercée par Monsieur Bernard Fuss.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Messieurs Raymond Aubry et Bernard Fuss, la délégation de signature qui leur est consentie par les articles 1 et 2 du présent arrêté sera exercée par Messieurs Jean-Louis Lamarre, Olivier Ferré et Yvon Laurans, inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs, Madame Francine Julien, attachée principale d'administration scolaire et universitaire et Monsieur Christophe Reb, attaché d'administration scolaire et universitaire.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier-payeur général.

NANCY, le 19 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.36 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret n° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 15 mars 2002 nommant Monsieur Didier Cauville, architecte et urbaniste en chef de l'État, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est, modifié par l'arrêté n° 05.BODE.05 du 17 janvier 2005 et l'arrêté n° 05.BODE.29 du 9 août 2005 ;

Considérant les mouvements de personnels intervenus au sein du service de la navigation Nord-Est ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 3 de l'arrêté n° 04.BODE.64 du 20 décembre 2004, est modifié comme suit :

En cas d'absence simultanée de Messieurs Didier Cauville et Serge Hector, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne à :

- Monsieur Philippe Lefranc, ingénieur des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.4 ; I.9 à I.11 et V
- Monsieur André Magnier, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article III
- Monsieur Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.5 ; I.9 à I.11 ; I.15 et II

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.29 du 9 août 2005 est abrogé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 13 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.38 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
AU LIEUTENANT-COLONEL XAVIER LEJEUNE, COMMANDANT DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU l'article 43-7° du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le titre de commandement du directeur général de la gendarmerie nationale en date du 11 mai 2005 désignant le Lieutenant-Colonel Xavier Lejeune pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} août 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée au Lieutenant-Colonel Xavier Lejeune, commandant du groupement de gendarmerie, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du Lieutenant-Colonel Xavier Lejeune, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par le Lieutenant Colonel Lemond.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

ARTICLE 4 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.86 du 20 décembre 2004, accordant élégation de signature au Colonel Guy Cazenave-Lacroutz, est abrogé.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Lieutenant-Colonel Xavier Lejeune, commandant du groupement de gendarmerie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 13 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.41 - DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François Hurson, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation est donnée à Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement, et à Monsieur Dominique Louis, directeur adjoint, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée à Monsieur Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à Monsieur Serge Hector, directeur adjoint, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée à Monsieur Yves Royer, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à Monsieur Philippe Petitjean, adjoint au directeur, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 4 : Délégation est donnée à Monsieur François Hurson, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, et à Monsieur Marc Meneghin, adjoint au directeur, dans le ressort territorial du département de Meurthe-et-Moselle, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 5 : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à Monsieur Daniel Morlon, chef du service de l'ingénierie publique et à Monsieur Antoine Vogrig, chef de l'arrondissement territorial Nord et Sud à la direction départementale de l'équipement, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 5 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.

ARTICLE 7 : Délégation est donnée à Monsieur André Magnier, chef de l'arrondissement études et grands travaux au service navigation du Nord-Est, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 8 : Délégation est donnée à Monsieur Jean Vinson, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 9 : Délégation est donnée au centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à Monsieur Hubert Perrier, directeur du laboratoire régional de Nancy, Monsieur Georges Kuntz, directeur du laboratoire régional de Strasbourg, Monsieur Gérard Gautier, chef du département informatique, Monsieur Alain Madella, chef du département aménagement et transports, Monsieur Guy Grandgenèvre, chef du département gestion exploitation sécurité, et Monsieur Christophe Leblanc, chef du département environnement infrastructures ouvrages d'art, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

ARTICLE 10 : L'arrêté préfectoral n° 05.BODE.13 du 26 mai 2005 et l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.30 du 9 août 2005 sont abrogés.

ARTICLE 11 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Hugues Corbeau, Directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
 - Monsieur Yves Royer, Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
 - Monsieur Didier Cauville, Directeur du service de la navigation du Nord-Est,
 - Monsieur François Hurson, Directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,
- affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 19 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE DE CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DU PAYS SAINTOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 98-1161 du 16 décembre 1998 relatif au classement des offices de tourisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1999 fixant les normes de classement des offices de tourisme ;

Vu la demande de renouvellement de classement de l'office du tourisme présentée par la communauté de communes du SAINTOIS ;

Vu le dossier présenté par l'office de tourisme du Pays Saintois,

Vu le rapport de visite de M. le délégué régional au tourisme ;

Vu l'avis de la commission départementale de l'action touristique réunie le 1^{er} juillet 2005 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'office de tourisme du Pays Saintois est classé office de tourisme dans la catégorie 2 étoiles pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le délégué régional au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le président de la communauté de communes du Saintois,
- M. le président de l'office de tourisme du Pays Saintois,
- M. le président de l'union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Meurthe & Moselle,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

NANCY, le 16 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACTION TOURISTIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours et son décret d'application n° 94-490 du 13 juin 1994 ;

Vu la Loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat modifiant la Loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 et son décret d'application n° 96-1018 du 26 novembre 1996 ;

Vu le décret n° 85-249 du 14 février 1985 relatif à la Commission Départementale d'Action Touristique ;

Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la nouvelle composition et à l'élargissement des attributions de la Commission Départementale de l'Action Touristique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2004 fixant la composition de la commission départementale de l'action touristique ;

Sur proposition des organismes consultés ;

Sur proposition de M. le secrétaire général ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2004 est modifié comme suit :

I - En qualité de membres permanents

Un représentant de la chambre de métiers

- Mme Danielle NICOLAS, titulaire

II - En qualité de membres représentant les professionnels du tourisme*Représentants du tourisme équestre et de l'équitation de loisirs*

- M. Mathieu BATARD, titulaire
- Mme Sylvianne LABBE, suppléante

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission départementale de l'action touristique.

Publication en sera faite au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**COMMUNE DE MOUTIERS - EXPROPRIATION D'IMMEUBLES SITUES EN ZONE D'EFFONDREMENT BRUTAL NON ECARTE
EN VUE DE LA PROTECTION DES PERSONNES CONTRE CE RISQUE - ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU le code minier, notamment ses articles 79 et 95 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son article 139 ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'ordonnance n° E05000170, en date du 3 mai 2005, par laquelle le président du Tribunal Administratif de Nancy a constitué la commission d'enquête ;

VU le dossier établi par les services de l'Etat en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 26 septembre 2005 ;

VU le dossier établi par les services de l'Etat en vue de l'enquête parcellaire, complet le 26 septembre 2005 ;

CONSIDERANT le refus de la société LORMINES, titulaire de la concession minière AUBOUÉ - MOINEVILLE, d'appliquer les dispositions de l'article 79 du code minier ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'acquisition par l'Etat des parcelles situées en zone d'effondrement brutal non écarté sur le territoire de la commune de MOUTIERS, aura lieu du **mardi 25 octobre 2005 au mercredi 30 novembre 2005 inclus**, sur la commune de MOUTIERS, conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 2 : Par ordonnance n° E05000170, en date du 3 mai 2005, le président du Tribunal Administratif de Nancy a constitué la commission d'enquête comme suit :

Président :

- M. Marie-Pierre PERRIN, retraité, demeurant VILLER (Moselle)

Membres titulaires :

- M. Pierre GOUPIL, retraité, demeurant à NANCY (Meurthe-et-Moselle)
- M. Alain BECONINI, retraité, demeurant à AUBOUÉ (Meurthe-et-Moselle)

Membre suppléant :

- M. Yves GRY, professeur d'université, demeurant à NANCY (Meurthe-et-Moselle)

ARTICLE 3 : L'avis au public destiné à informer la population sur les conditions de déroulement de l'enquête, ainsi que l'arrêté préfectoral seront avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publiés par voies d'affiches à la mairie et aux emplacements réservés aux avis officiels dans la commune de MOUTIERS.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du Maire.

Cet avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête, sera en outre publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : Les pièces du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, seront déposés en mairie de MOUTIERS pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures normales d'ouverture de la mairie et consigner éventuellement ses observations sur le registre.

Les intéressés pourront également adresser leurs observations par écrit à la commission d'enquête en mairie de MOUTIERS.

ARTICLE 5 : Les commissaires enquêteurs seront présents à la mairie de MOUTIERS, afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés, les :

- **Mardi 25 octobre 2005 de 14h00 à 17h00**
- **Jeudi 3 novembre 2005 de 14h00 à 17h00**
- **Mercredi 9 novembre 2005 de 9h00 à 12h00**
- **Vendredi 18 novembre 2005 de 17h00 à 20h00**
- **Samedi 26 novembre 2005 de 9h00 à 12h00**
- **Mercredi 30 novembre 2005 de 14h00 à 17h00**

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par la Maire qui le transmettra, avec tout le dossier, dans les 24 heures suivant la date de clôture de l'enquête, au président de la commission d'enquête.

La commission d'enquête examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter. Elle formulera ensuite ses conclusions par écrit et les adressera avec le dossier complet à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, qui les transmettra, en émettant un avis, à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Madame la maire de la commune de MOUTIERS et Messieurs les commissaires enquêteurs, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à M. le président du tribunal administratif de Nancy, et qui fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 5 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

COMMUNE DE MOUTIERS - EXPROPRIATION D'IMMEUBLES SITUES EN ZONE D'EFFONDREMENT BRUTAL NON ECARTE
EN VUE DE LA PROTECTION DES PERSONNES CONTRE CE RISQUE - ENQUETE PARCELLAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-18, L.13-7, L.13-8, L.13-10, L.13-11, L.13-15, L.13-16, L.13-28, L.16-7, L.21-1 et L.21-2 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le code minier, notamment ses articles 79 et 95 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, notamment son article 139 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le dossier établi par les services de l'Etat en vue de l'enquête parcellaire, complet le 30 septembre 2005 ;

CONSIDERANT le refus de la société LORMINES, titulaire de la concession minière AUBOUÉ - MOINEVILLE, d'appliquer les dispositions de l'article 79 du code minier ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : - Une enquête parcellaire aura lieu du **mardi 25 octobre 2005 au mercredi 30 novembre 2005 inclus**, sur la commune de MOUTIERS, afin de délimiter exactement les parcelles à acquérir en vue de la protection des personnes contre le risque d'effondrement brutal non écarté, conformément aux dispositions des articles R.11-19 à R.11-31 du code de l'expropriation.

ARTICLE 2 : Par ordonnance n° E05000170, en date du 3 mai 2005, le président du Tribunal Administratif de Nancy a constitué la commission d'enquête comme suit :

Président :

- M. Marie-Pierre PERRIN, retraité, demeurant à VILLER (Moselle)

Membres titulaires :

- M. Pierre GOUPIL, retraité, demeurant à NANCY (Meurthe-et-Moselle)

- M. Alain BECONCINI, retraité, demeurant à AUBOUÉ (Meurthe-et-Moselle)

Membre suppléant :

- M. Yves GRAY, professeur d'université, demeurant à NANCY (Meurthe-et-Moselle)

ARTICLE 3 : L'avis au public, destiné à informer la population sur les conditions de déroulement de l'enquête, ainsi que l'arrêté préfectoral seront avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publiés par voies d'affiches à la mairie et aux emplacements réservés aux avis officiels dans la commune de MOUTIERS.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du Maire.

Cet avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête, sera en outre publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 4 : Le dossier de l'enquête parcellaire, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, sera déposé à la mairie de MOUTIERS pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures normales d'ouverture de la mairie, et consigner éventuellement ses observations sur le registre.

Les intéressés pourront également adresser leurs observations par écrit à la commission d'enquête en mairie de MOUTIERS.

En outre, notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête à la mairie sera faite, par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire, lorsque leur domicile est connu ou tel qu'il est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie, au Maire, qui en fera afficher une. Cette notification sera, le cas échéant, effectuée par l'expropriant, auprès des locataires et preneurs à bail rural.

ARTICLE 5 : Les commissaires enquêteurs seront présents à la mairie de MOUTIERS, afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés, les :

- **Mardi 25 octobre 2005 de 14h00 à 17h00**

- **Jeu. 3 novembre 2005 de 14h00 à 17h00**

- **Merc. 9 novembre 2005 de 9h00 à 12h00**

- **Vend. 18 novembre 2005 de 17h00 à 20h00**

- **Samedi 26 novembre 2005 de 9h00 à 12h00**

- **Merc. 30 novembre 2005 de 14h00 à 17h00**

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par la Maire qui le transmettra, avec tout le dossier, dans les 24 heures suivant la date de clôture de l'enquête, au président de la commission d'enquête.

La commission d'enquête examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter. Elle formulera ensuite ses conclusions par écrit et les adressera avec le dossier complet à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, qui les transmettra, en émettant un avis, à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Madame la Maire de la commune de MOUTIERS et Messieurs les commissaires enquêteurs, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à M. le président du tribunal administratif de Nancy, et qui fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 5 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'ORGANISATION DE LA POLICE DE L'EAU ET DE LA POLICE DE LA PECHE
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de la Santé Publique ;

VU l'ordonnance n°2005-805 du 18 juillet 2005 portant simplification, harmonisation et adaptation des polices de l'eau et des milieux aquatiques, de la pêche et de l'immersion des déchets ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux ;

VU le décret n° 87-480 du 30 juin 1987 relatif à la gestion des cours d'eau et ouvrages hydrauliques domaniaux ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration des services de l'Etat ;

VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1995 portant répartition des compétences de police de l'eau et des milieux aquatiques dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire n° 87-91 du 18 novembre 1987 relative à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;

VU la circulaire du 16 novembre 2004 relative à la réforme de l'administration départementale de l'Etat ;

VU la circulaire du 26 novembre 2004 relative à la déclinaison de la politique l'Etat en département dans le domaine de l'eau et organisation de la police de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU la circulaire du 31 janvier 2005 relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action départemental de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine ainsi qu'aux moyens des DDASS et DRASS dans le domaine de l'eau nécessaires pour effectuer ce plan ;

VU la circulaire du 31 mars 2005 relative à l'exercice des missions de police de l'eau, des milieux aquatiques et de la pêche en eau douce des services de police de l'eau et des brigades départementales du Conseil Supérieur de la Pêche ;

CONSIDERANT la nécessité d'adapter l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle, tout en conservant une logique cohérente le long des grands axes fluviaux ;

Après avis du comité de pilotage du Pôle de l'Eau de Meurthe-et-Moselle réuni en séance extraordinaire le 21 mars 2005, sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

ARTICLE 1 - Le service police de l'eau en Meurthe-et-Moselle.

La Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) est désignée comme service départemental chargé de la police des eaux superficielles et souterraines sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception toutefois des cours d'eau (grands axes fluviaux et canaux) qui appartiennent au domaine public fluvial dont la gestion a été confiée à l'établissement public Voies Navigables de France (VNF), et pour lequel la police de l'eau est assurée par le Service Navigation du Nord-Est (SNNE).

Outre les nouvelles attributions en matière de police de l'eau et les transferts qui en résultent, la nouvelle organisation implique :

- d'une part le transfert de l'instruction des procédures périmètres de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine (volets DUP, prélèvement et « utilisation ») de la DDAF à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)
- d'autre part le transfert de l'instruction des dossiers eaux thermales et minérales (volets prélèvement et « utilisation ») de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) à la DDASS,

étant entendu que le volet prélèvement de ces deux procédures est instruit par la DDASS après avis du service de police de l'eau.

Le chef du service en charge de la police de l'eau à la DDAF est le responsable du "Service Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle". Il en assure le pilotage en veillant à la cohérence des actions, au suivi des procédures et au respect de la doctrine en vigueur en matière de politique de l'eau et de police de l'eau.

Pour ce faire une instance de coordination de l'ensemble des missions concernant en tout ou partie la police de l'eau dans le département est mise en place ; pilotée par le responsable du service en charge de la police de l'eau à la DDAF qui la réunit à son initiative, elle rassemble les services de la DDAF, du SNNE, de la DDASS et de la préfecture. L'instance de coordination entre en fonction à la date du présent arrêté. Le schéma de la nouvelle organisation est joint en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Le guichet unique police de l'eau.

La DDAF assure le rôle de guichet unique de l'eau pour tous les dossiers concernant la police de l'eau dans le département que ceux-ci soient instruits par la DDAF ou le SNNE. Le guichet unique entre en fonction à la date du présent arrêté.

Au sein du guichet unique police de l'eau le responsable du service police de l'eau est notamment chargé :

- d'orienter les dossiers entre la DDAF et le SNNE,
 - de désigner le service chargé de l'instruction des dossiers qui ne peuvent être directement attribués à un des services, notamment les dossiers qui ne relèvent pas d'une approche territoriale,
- d'orienter les dossiers entre tous les services concernés par les transferts de compétence pendant la phase transitoire entre la date de l'arrêté et l'achèvement complet des transferts de compétences.

Le schéma joint en annexe du présent arrêté permet de visualiser la place du guichet unique dans la nouvelle organisation.

ARTICLE 3 - Les transferts de compétences induits par la nouvelle organisation.

La nouvelle organisation mise en place conduit aux transferts de compétences suivants :

- transfert de l'instruction des procédures périmètres de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine (volets DUP, prélèvement et « utilisation ») de la DDAF à la DDASS ;
- transfert à la DDAF des compétences police de l'eau exercées par la Direction Départementale de l'Equipement (DDE) ;
- transfert à la DDAF des tâches liées à la mise en œuvre de la directive « eaux résiduaires urbaines » exercées par la DDASS ;
- transfert à la DDAF des compétences police de l'eau exercées par le SNNE en dehors des cours d'eau qui appartiennent au domaine public fluvial dont la gestion est confiée à VNF, c'est-à-dire transfert des compétences police de l'eau sur la Meurthe entre Lunéville et la limite départementale et sur la Vezouze en aval de Chanteheux ;
- transfert de l'instruction des dossiers eaux thermales et minérales (volets prélèvement et « utilisation ») de la DRIRE à la DDASS.

ARTICLE 4 - L'exercice de la police de l'eau.

Le cadre d'exercice de la police de l'eau est le département de Meurthe-et-Moselle ; les attributions des services représentées sur la carte en annexe sont les suivantes sous réserve du cas prévu à l'article 6.

Attributions de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt :

La compétence de la DDAF concerne tous les milieux aquatiques du département de Meurthe-et-Moselle sauf ceux qui relèvent des attributions du SNNE tels que décrits à l'alinéa suivant.

Attributions du Service inter-régional Navigation du Nord-Est :

Sous réserve des modifications d'attribution et de compétences inhérentes à l'application des prescriptions prévues par les décrets 62-1448 du 4 décembre 1962 et 2005-636 du 30 mai 2005, la compétence du SNNE est limitée aux cours d'eau qui appartiennent au domaine public fluvial dont la gestion est confiée à VNF ; elle concerne :

- les eaux superficielles et les eaux souterraines :
 - . de la vallée de la Moselle sur toute l'emprise de la zone inondable,
 - . de la vallée de la Meurthe à l'aval de la confluence de la Vezouze sur toute l'emprise de la zone inondable,
- les eaux superficielles :
 - . du canal latéral de la Moselle et ses annexes,
 - . du canal de la Marne au Rhin et ses annexes, notamment l'étang de Parroy,
 - . du canal de l'Est, branche Sud et ses annexes,
 - . de l'embranchement de Nancy et ses annexes.

ARTICLE 5 - L'exercice de la police de la pêche.

Les compétences territoriales en matière de police de la pêche coïncident avec celles de la police de l'eau.

ARTICLE 6 - Les procédures liées à l'épandage des boues issues de l'épuration des eaux usées urbaines.

Les procédures liées à l'épandage des boues issues de l'épuration des eaux usées urbaines sont instruites par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ; sont concernées toutes les procédures dont une partie au moins des parcelles du plan d'épandage est située sur le territoire départemental quel que soit le site d'implantation de la station d'épuration à l'origine de la production des boues.

ARTICLE 7 - Calendrier des transferts de compétences.

Les transferts de compétences se feront conformément aux prescriptions suivantes :

7.1 - Transfert de la compétence « procédures périmètres de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine »

Le transfert définitif de la compétence « procédures périmètres de protection des captages servant à la production d'eau destinée à la consommation humaine » de la DDAF à la DDASS aura lieu le 1^{er} janvier 2007.

7.2 - Transfert de la compétence police de l'eau exercée par la direction départementale de l'équipement

Le transfert définitif à la DDAF de la compétence police de l'eau exercée par la DDE conformément à l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1995 aura lieu le 1^{er} janvier 2006.

7.3 - Transfert à la DDAF des tâches liées à la mise en œuvre de la directive « eaux résiduaires urbaines » exercées par la DDASS

Le transfert définitif à la DDAF des tâches liées à la mise en œuvre de la directive « eaux résiduaires urbaines » exercées par la DDASS aura lieu le 1^{er} janvier 2006.

7.4 - Transferts de la compétence eaux thermales et minérales de la DRIRE à la DDASS

Le transfert de la compétence « eaux thermales et minérales » de la DRIRE à la DDASS s'effectuera conformément aux dispositions du décret à paraître mentionné à l'article L1322-13 du Code de la santé Publique (art 65 et 67 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004).

7.5 - Transferts des compétences police de l'eau et police de la pêche exercées par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et par le Service Navigation du Nord-Est

Les transferts de compétences, entre le SNNE et la DDAF, exercées
en matière de police de l'eau, conformément à l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1995 et
en matière de police de la pêche, conformément à la circulaire du 18 novembre 1987,

auront lieu le 1^{er} janvier 2007. Il s'agit :

- du transfert à la DDAF de la compétence police de l'eau exercée actuellement par le SNNE sur la Vezouze en aval de Chanteheux ;
- du transfert à la DDAF de la compétence police de l'eau exercée actuellement par le SNNE sur la Meurthe en amont de la confluence de la Vezouze ;
- du transfert au SNNE de la compétence police de la pêche exercée actuellement par la DDAF sur la Moselle en amont de Maron ;
- du transfert au SNNE de la compétence police de la pêche exercée actuellement par la DDAF sur la Meurthe en aval de la confluence de la Vezouze.

ARTICLE 8 - L'arrêté préfectoral de répartition des compétences de police de l'eau et des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle du 13 juillet 1995 est définitivement abrogé à compter du 1^{er} janvier 2007 ; il reste partiellement en vigueur entre la date du présent arrêté et le 1^{er} janvier 2007 compte tenu du calendrier des transferts de compétences mentionné à l'article 7.

ARTICLE 9 - Transmission des données, études et archives liée aux transferts de compétences.

Les services dont une ou plusieurs compétences sont transférées à un autre service, transmettront au service nouvellement compétent pour ces missions toutes les données disponibles et nécessaires à l'accomplissement des tâches transférées (données police de l'eau, police de la pêche, périmètres de protection, inondation, études assainissement en cours, base de données, ...) et les archives correspondantes. En tout état de cause ces transmissions seront achevées à la date du transfert des compétences.

ARTICLE 10 - Exécution de l'arrêté.

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Ministre de l'Écologie et du Développement Durable, au Directeur Régional de l'Environnement, au Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt, à la Directrice Départementale des Services Vétérinaires, au Directeur Départemental Jeunesse et Sports, au Procureur de la République de Nancy, au Procureur de la République de Briey, au Lieutenant Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au Directeur Départemental de la sécurité publique et au Chef de la brigade départementale du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 19 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

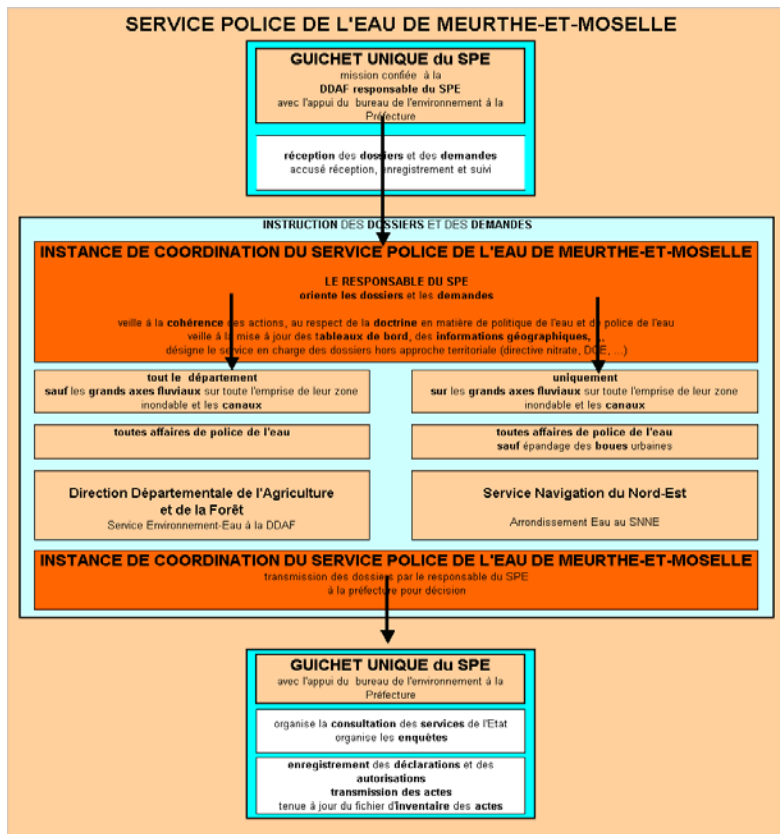
EAU POTABLE
EAU THERMALE ET MINERALE

les procédures
- sont du ressort de la **DDASS** sur la totalité du département

les dossiers "eau potable" comprennent
- un volet périmètre de protection (Code Santé Publique)
- un volet utilisation (Code Santé Publique)
- un **volet prélèvement** (Code Environnement) pour lequel la **DDASS** sollicite l'avis du service police de l'eau

les dossiers "eau thermique et minérale" comprennent
- un volet utilisation (Code de la Santé Publique)
- un volet **prélèvement** (Code Environnement) pour lequel la **DDASS** sollicite l'avis du service police de l'eau

SERVICE POLICE DE L'EAU DE MEURTHE-ET-MOSELLE

AUTRES POLITIQUES
AUTRES REGLEMENTATIONS

le responsable du SPE veille à

l'intégration de la politique de l'eau à travers d'autres réglementations ou politiques publiques

- ICPE (éléments de connaissance et prescriptions)
- documents d'urbanisme
- pratiques agricoles (conditionnalité)
- stockages souterrains
- aides de l'agence de l'eau
- risque inondation
- aménagements fonciers

et toute autre politique pouvant avoir un impact sur l'eau,

et émet l'avis unique de l'Etat au titre de la police de l'eau

ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 6 JANVIER 1988 DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRES A L'ALIMENTATION DU POINT DE PRELEVEMENT D'EAU, SIS A MANGONVILLE EXPLOITE PAR LA COMMUNE DE MANGONVILLE, L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE ET L'INSTITUTION DES SERVITUDES DANS LES TERRAINS COMPRIS DANS LES PERIMETRES RAPPROCHE ET ELOIGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1988 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau sis à MANGONVILLE exploité par la commune de MANGONVILLE, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de MANGONVILLE du 8 juillet 2005 demandant l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1988 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 1^{er} septembre 2005 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - L'arrêté préfectoral du 6 janvier 1988 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point de prélèvement d'eau sis à MANGONVILLE exploité par la commune de MANGONVILLE, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné, devenu sans objet du fait de l'abandon de la source est abrogé.

ARTICLE 2 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le maire de la commune de Mangonville, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et M. le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;

Vu la demande formulée par monsieur Pierre MARCHAND pour l'entreprise « Monuments Pierre MARCHAND », qu'il exploite à PIENNES, 12 rue de Verdun ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant mise en bière,
- le transport de corps après mise en bière,
- l'organisation des obsèques,
- les soins de conservation,
- la fourniture des housses, cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires,
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires et des crématoriums,
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil,
- la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

ARTICLE 2 - le numéro d'habilitation est 2005-54-162.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Pierre MARCHAND

et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de PIENNES, sous couvert de M. le sous-préfet de BRIEY,
- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 29 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE JEANDELIZE
A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2121-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande présentée par la commune de JEANDELIZE à l'effet de tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles ;

VU l'avis favorable du 26 août 2005 du directeur des services d'archives de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de BRIEY ;

A R R E T E

Article 1er : La commune de JEANDELIZE est autorisée à tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles, à compter du 1er janvier 2006.

Article 2 : Les feuillets mobiles seront, préalablement à leur utilisation, cotés et paraphés par le préfet ou son représentant.

Article 3 : Les feuillets mobiles seront, dès leur utilisation, collés dans le registre à onglets. Le cachet de la commune sera alors apposé, moitié sur l'onglet, moitié sur le feuillet mobile, en deux endroits différents.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de JEANDELIZE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur des archives de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 20 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1999 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2002 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de Briey ;

VU la délibération en date du 19 mai 2005 du conseil de la communauté de communes du pays de Briey décidant la modification des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes, favorables au projet :

- AVRIL en date du 7 juillet 2005
- LES BAROCHES en date du 14 juin 2005
- BETTAINVILLERS en date du 22 juin 2005
- BRIEY en date du 28 juin 2005
- LANTEFONTAINE en date du 29 juin 2005
- MANCIEULLES en date du 6 septembre 2005 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes, défavorables à la modification de certains articles :

- ANOUX en date du 30 juin 2005 (article 3 « dotation de solidarité »)
- LUBEY en date du 24 juin 2005 (article 2 « déchets ménagers »)
- MANCE en date du 1^{er} septembre 2005 (article 3 « dotation de solidarité ») ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du Pays de Briey. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 20 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey.

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU S.I.V.M. DU MASSIF DE LA REINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1966 autorisant la création du SIVM du Massif de la Reine ;

Vu la délibération du comité syndical du 30 mai 2005 relative à la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de : BERNECOURT (24/6/05), GROSROUVRES (28/6/05), MANDRES AUX QUATRE TOURS (5/7/05),

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Le siège du S.I.V.M est désormais transféré à la salle polyvalente 5, rue Brau 54470 à BERNECOURT.

Article 2 : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du SIVM du Massif de la Reine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame et Messieurs les maires de ANSAUVILLE, BEAUMONT, BERNECOURT, GROSROUVRES, HAMONVILLE, MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 9 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU RETRAIT DES COMMUNES D'ECROUVES ET TOUL DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LUCEY POUR LE RAMASSAGE SCOLAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1961 créant le syndicat intercommunal de LUCEY pour le ramassage scolaire public ;

VU les demandes de retrait formulées par les conseils municipaux d'ECROUVES et TOUL, respectivement en date des 28 mai 2004 et 3 novembre 2004 ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal de LUCEY pour le ramassage scolaire public en date du 18 février 2005 ;

VU les délibérations concordantes des communes suivantes :

Collectivité	délibération
AVRAINVILLE.....	9 /5/2005
BOUVRON.....	7/3/2005
BRULEY.....	29/3/2005
DOMEVRE EN HAYE.....	25/3/2005
FOUG.....	31/3/2005
FRANCHEVILLE.....	31/3/2005
GONDREVILLE.....	17/3/2005
JAILLON.....	25/3/2005
LAGNEY.....	31/3/2005
LAY SAINT REMY.....	18/3/2005
LUCEY.....	30/3/2005
MINORVILLE.....	29/3/2005
NOVIAINT AUX PRES.....	29/3/2005
PAGNEY DERRIERE BARINE.....	21/3/2005
SANZEY.....	29/3/2005
TOUL.....	23/5/2005
TREMBLECOURT.....	11/3/2005
VILLEY SAINT ETIENNE.....	15/3/2005

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'arti-cle L5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : Les communes d'ECROUVES et TOUL sont autorisées à se retirer du syndicat intercommunal de LUCEY pour le ramassage scolaire public.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal de LUCEY pour le ramassage scolaire public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
TOUL, le 16 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU RETRAIT DE LA COMMUNE DE CHAUDENEY SUR MOSELLE
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE RAMASSAGE SCOLAIRE DE TOUL SUD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 1961 autorisant la création du syndicat de ramassage scolaire de BLENOD, ledit syndicat ayant changé de nom pour devenir le syndicat de ramassage scolaire de TOUL SUD en date du 12 juillet 1983 ;

VU la demande de retrait formulée par le conseil municipal de CHAUDENEY SUR MOSELLE par délibération du 21 novembre 2003 ;

VU la délibération du comité du syndicat de ramassage scolaire de TOUL SUD en date du 2 avril 2005 ;

VU les délibérations concordantes des communes suivantes :

Collectivité	délibération
BICQUELEY	20/5/2005
BLENOD LES TOUL.....	9/5/2005
BULLIGNY	24/6/2005
CHARMES LA COTE.....	6/5/2005
CHOLOY MENILLOT.....	12/5/2005
CREZILLES	20/5/2005
DOMGERMAIN.....	6/5/2005
GYE.....	6/5/2005
MONT LE VIGNOBLE	13/5/2005
MOUTROT.....	23/5/2005
OCHEY	19/5/2005

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'arti-cle L5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

AR R E T E

ARTICLE 1er : La commune de CHAUDENEY SUR MOSELLE est autorisée à se retirer du Syndicat de ramassage scolaire de TOUL SUD.

ARTICLE 2 : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal de LUCEY pour le ramassage scolaire public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
TOUL, le 16 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS DE L'AGGLOMERATION TOULOISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL,

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de CHAUDENEY SUR MOSELLE [1/7/05], ECROUVES [29/7/05] et TOUL [23/5/05] qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du Syndicat des Transports de l'Agglomération Toulousaine ;

VU les statuts ;

VU l'avis du trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 19 septembre 2005 ;

AR R E T E

Article 1er - La constitution du " Syndicat des Transports de l'Agglomération Toulousaine", associant les communes de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, ECROUVES et TOUL est autorisée.

La représentation des communes au sein du comité syndical est fixée comme suit :

- CHAUDENEY SUR MOSELLE : 2 délégués titulaires, 2 délégués suppléants
- ECROUVES : 3 délégués titulaires, 3 délégués suppléants
- TOUL : 4 délégués titulaires, 4 délégués suppléants

Article 2 - Le syndicat a pour objet l'étude, la mise en place et la gestion d'un réseau de transports urbains desservant les trois communes membres, ainsi que les aménagements urbains s'y rapportant.

Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

Article 3 - Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

Article 4 - Le siège du syndicat est fixé à TOUL 13. rue de Rigny.

Article 5 - Les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par la trésorière principale de TOUL Collectivités.

Article 6 - Mme la sous-préfète de TOUL est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres, à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 19 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

STATUTS

Les communes de Chaudeney-sur-Moselle, Écrouves et Toul s'associent pour créer un syndicat intercommunal à vocation unique.

Article I - Objet

Ce syndicat aura pour objet l'étude, la mise en place et la gestion, d'un réseau de transports urbains desservant les trois communes membres ; ainsi que les aménagements urbains s'y rapportant (abris, signalétiques...).

Le syndicat sera autorité organisatrice de transport.

Article II - Dénomination

Le syndicat sera dénommé : «Syndicat des Transports de l'Agglomération Toulloise».

Article III - Siège

Le siège du syndicat est situé : 13, rue de Rigny à Toul.

Article IV - Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article V - Comité syndical

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués désignés par les Collectivités dont le nombre est fixé comme suit :

- 2 délégués pour la commune de Chaudeney-sur-Moselle,
- 3 délégués pour la commune d'Écrouves,
- 4 délégués pour la commune de Toul.

Chaque commune désignera des délégués suppléants appelés à siéger au Comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Chaque commune désigne les délégués suppléants en nombre identique aux délégués titulaires.

Le fonctionnement du comité syndical est régi par le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L. 5211-1 à L. 521-4 ; L. 5211-6 à L. 5211-15 ; L. 5212-15 à L. 5212-17).

Le comité syndical se réunit au siège administratif du syndicat, ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire de l'une ou l'autre des collectivités membres.

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du syndicat.

Il élit un bureau composé du président, de deux vice-présidents. Il établit le règlement intérieur.

Comptable

Les fonctions d'agent comptable du syndicat sont exercées par la personne désignée par le Préfet de Meurthe et Moselle (par le Trésorier de Toul).

Article VI - Les recettes du syndicat

Le produit du versement transport V.T.

L'institution du versement transport et la fixation de son taux seront établies dans les conditions définies à l'article L. 2333-67 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

les sommes reçues en échange d'un service rendu (recettes d'exploitation du réseau)

le revenu des biens meubles ou immeubles appartenant au syndicat

les subventions de fonctionnement et d'investissement en provenance de l'Etat, des Collectivités Territoriales, ou de tout autre établissement public et de l'Union Européenne.

les produits des dons et legs

le produit des emprunts

le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés (les contributions des communes associées).

Article VII - Adhésion ultérieure - retrait - modification des statuts

La décision d'admission, de retrait de commune(s), la modification des statuts du syndicat sera prise en respect des articles L. 5211-17 à L. 5211-20 ; L. 5212-29 à L. 5212-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article VIII - Dissolution

La dissolution sera prononcée en application des articles L. 5211-26, L. 5212-33 ; L. 5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU S.I.V.M. DE LA COTE EN HAYE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 7 février 1966 autorisant la création du SIVM de la Côte en Haye ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1987 autorisant l'adhésion de la commune de JAILLON ;

Vu la délibération du comité syndical du 22 juin 2005 relative à la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de : AVRAINVILLE [12/9/05], DOMEVRE-ENHAYE [8/7/05], MANONCOURT-EN-WOEVRE [8/7/05], MANONVILLE [1/7/05], MINORVILLE [27/7/05], NOVIANT-AUX-PRES [11/7/05], TREMBLECOURT [8/8/05] ;

VU la délibération du conseil municipal de JAILLON en date du 2/9/05 ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2005 relatif à la modification des statuts du SIVM de la Côte en Haye ;

A R R E T E

Article 1er : l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2005 est annulé.

Article 2 : Est approuvée la modification des statuts du S.I.V.M. de la Côte en Haye qui prend désormais le nom de "*Syndicat intercommunal scolaire de la Côte-en-Haye*" ; un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du Syndicat intercommunal scolaire de la Côte en Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mesdames et Messieurs les maires d'AVRAINVILLE, DOMEVRE-EN-HAYE,

JAILLON, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MANONVILLE, MINORVILLE, NOVIANT-AUX-PRES et TREMBLECOURT. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.
TOUL, le 26 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Sous-Préfète absente et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

STATUTS

Article 1^{er} - Objet

En application des articles L 5211-1 et suivants, L 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les communes désignées à l'article 3 - composition du syndicat, se constituent en syndicat intercommunal scolaire pour assurer les meilleures conditions de scolarité aux enfants des communes adhérentes.

Article 2 - Dénomination

Le syndicat prend pour nom "Syndicat intercommunal scolaire de la Côte-en-Haye".

Article 3 - Composition du syndicat

Le SIS de la Côte en Haye est composé des communes de : AVRAINVILLE, DOMEVRE-EN-HAYE, JAILLON, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MANONVILLE, MINORVILLE, NOVIANT-AUX-PRES et TREMBLECOURT.

Article 4 - Durée et siège social

Le SIS de la Côte en Haye est constitué pour une durée illimitée, et son siège social est fixé au 2 place de l'église à DOMEVRE-EN-HAYE [54385]. Il pourra être modifié sur décision du conseil syndical.

Article 5 - Compétences du S.I.S.

Le S.I.S. assume les compétences suivantes :

- 5.1 concernant le personnel : gestion du personnel et création des emplois nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat.
- 5.2 concernant le mobilier et le matériel : acquisition et gestion du matériel, du mobilier scolaire et des fournitures scolaires et pédagogiques. Le matériel et le mobilier appartenant aux communes et mis à disposition des classes feront l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement.
- 5.3 concernant l'immobilier
 - 5.3.1 acquisition de terrains, édification et prise en charge du fonctionnement des immeubles, des installations et aménagements nécessaires à la scolarisation des enfants d'âge préscolaire et du 1^{er} degré.
 - 5.3.2 concernant l'édification d'un groupe scolaire primaire de 4 classes avec restaurant scolaire à DOMEVRE-EN-HAYE, et pour ce seul investissement, la prise en charge financière s'effectuera de la manière suivante :
 - a) la commune de DOMEVRE-EN-HAYE mettra gracieusement à disposition du S.I.S. le terrain nécessaire à cette construction.
 - b) la commune de DOMEVRE-EN-HAYE financera la charge financière afférente à la construction de 3 classes, plus annexes.
 - c) le syndicat prendra à sa charge le financement de la 4^{ème} classe, du restaurant scolaire, plus annexes.
- 5.4 concernant le transport scolaire : être organisateur secondaire du transport scolaire.
- 5.5 concernant la carte scolaire : accorder les demandes de dérogation à la carte scolaire dans les conditions de l'article L 212-8 du code de l'éducation, après avis du maire de la commune de résidence du demandeur.
- 5.6 concernant la restauration scolaire : être le gestionnaire du restaurant scolaire.

Article 6 - Composition du conseil syndical

Le S.I.S. est administré par un conseil syndical composé de délégués des conseils municipaux des communes adhérentes, au nombre de 2 délégués titulaires et 2 suppléants par commune, appelés à siéger au conseil avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Les délégués des conseils municipaux suivent le sort de ces assemblées quant à la durée de leur mandat.

Le conseil syndical se réunit sur l'initiative du président selon les besoins, au minimum 1 fois par semestre ou à la demande du 1/3 au moins des délégués titulaires.

Article 7 - Le bureau

Le conseil syndical élit un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et de 5 membres.

Le bureau se réunit sur l'initiative du président selon les besoins et au minimum une fois par trimestre.

Toutes les réunions de bureau feront l'objet d'un procès-verbal envoyé à chaque commune.

Article 8 - Contributions financières des communes

Les contributions financières de chacun des communes adhérentes à l'ensemble des dépenses supportées par le S.I.S. sont réparties selon les critères suivants :

- $\frac{1}{2}$ au prorata du nombre d'enfants de chaque commune scolarisés dans le cadre du R.P.I. à la date de la rentrée scolaire de l'année précédente
- $\frac{1}{2}$ au prorata de la population municipale constatée lors du dernier recensement.

Les communes s'engagent à verser leur contribution en début de chaque trimestre civil sur la base du $\frac{1}{4}$ du budget annuel permettant au S.I.S. d'assumer ses engagements. Le budget de référence est celui de l'année N - 1 avec un ajustement, en hausse ou à la baisse, en cours d'année.

Article 9 - Conditions d'adhésion et de retrait d'une commune au S.I.S.

Les conditions d'adhésion et de retrait d'une commune au S.I.S. sont réglementées conformément aux dispositions des articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Article 10 - Divers

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions contenues aux articles L 5211-1 et suivants L 522-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant de la modification des statuts du syndicat.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

DELIBERATION N° 79/05 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA S.A. POLYCLINIQUE DE GENTILLY CONCERNANT LA CONCLUSION D'UN CONTRAT-RELAIS POUR LES DISCIPLINES ET ACTIVITES DE SOINS DE GYNECOLOGIE-OBSTETRIQUE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU l'article R. 712-69 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 2/99 du 15 janvier 1999 du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine ; activités de soins « accueil et traitement des urgences » ;

VU le projet de contrat-relais présenté par la S.A. Polyclinique de Gentilly avec la S.A. Polyclinique Majorelle pour les disciplines et activités de soins de gynécologie-obstétrique ;

La Commission exécutive après en avoir délibéré

Approuve les termes du contrat-relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 20 septembre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 80/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 12 avril 2005 pris pour l'application de l'article D162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Polyclinique de Gentilly à Nancy**

DECIDE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution pour l'année 2005 d'une subvention sur les MIGAC de 56 500 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer au titre du " plan cancer" la coordination du site hautement spécialisé (SHS) et le dispositif d'annonce.

Cette subvention fera l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 septembre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 81/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Clinique Saint Don à Maxéville**

DECIDE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens et d'approuver les tarifs fixés à compter du 18 mai 2005, pour une structure de 3 places de réadaptation pulmonaire, à savoir :

Prestations	Rééducation des affections respiratoires Hospitalisation à temps partiel
Forfait de séance	93,32 €
Majoration PMSI	6,28 €

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 septembre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 82/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par la Clinique « Saint Joseph » de Verdun intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n°5 du Contrat d'objectif et de moyens, dans le cadre du Plan « Hôpital 2007 », conclu avec la Clinique « Saint Joseph » de Verdun, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 20 septembre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 83/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115.4

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L.162-22-13 et D.162-6 à D.162-8 ;

VU le décret n° 2005-336 du 8 avril 2005 fixant la liste des missions d'intérêt général et des activités de soins dispensés à certaines populations spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 12 avril 2005 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'**Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz**

DECIDE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens portant attribution pour l'année 2005 d'une subvention sur les MIGAC de 56 500 euros.

L'attribution de cette subvention est destinée à financer au titre du " plan cancer " la coordination du site hautement spécialisé (SHS) et le dispositif d'annonce. Cette subvention fera l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 20 septembre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 84/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 1978 relatif aux critères et procédures du classement applicable aux établissements privés.

VU l'arrêté de classement n° 7/2005 pris par Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, en date du 20 septembre 2005

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Maison de Repos et de Convalescence "La louvière" à Senones

D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens, portant attribution des tarifs suivants :

Prestations	Repos	Convalescence
<i>A compter du 20 décembre 2004</i>		
Prix de Journée	79.71 €	80.63 €
Forfait pharmacie	2.65 €	2.37 €
Chambre particulière	1.86 €	2.08 €
Forfait d'entrée	60.31 €	60.31 €
Forfait prestation PMSI	6.28 €	6.28 €
Forfait surveillance médicale	4.57 €	4.57 €
<i>A compter du 1^{er} mars 2005</i>		
Prix de Journée	79.97 €	80.90 €
Forfait pharmacie	2.66 €	2.38 €
Chambre particulière	1.86 €	2.08 €
Forfait d'entrée	60.97 €	60.97 €
Forfait prestation PMSI	6.21 €	6.21 €
Forfait surveillance médicale	6.86 €	6.86 €

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

NANCY, le 20 septembre 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N°08/05 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME ELISABETH CHEVALLIER, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MOSELLE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1^{er} août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N°2198 du 16 septembre 2005 portant nomination de Madame Elisabeth CHEVALLIER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à compter du 1^{er} octobre 2005,

VU l'arrêté N°1670 du 7 juillet 2004 portant nomination de Monsieur Michel ROTH dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Moselle,

VU l'arrêté N°1964 du 28 juillet 2004 portant nomination de Madame Chantal KIRSCH dans les fonctions d'inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale à la D.D.A.S.S. de Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Délégation est donnée à Madame Elisabeth CHEVALLIER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

. la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

. le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Elisabeth CHEVALLIER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Michel ROTH, directeur-adjoint, et par Madame Chantal KIRSCH en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel ROTH.

ARTICLE 3 - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 4 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 03/05 du 22 juin 2005.

NANCY, le 3 octobre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 14 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 13 du 09 juin 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

VU la correspondance de Monsieur D. PIERRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON en date du 5 juillet 2005 et relative aux démissions de :

- Madame Josiane GOURMEL, membre de la CME

- Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, Vice-Président de la CME

et proposant la candidature de :

- Madame le Docteur Anne LECLERS-DUMUR, membre de la CME

- Madame le Docteur Samira BOUNAAS, représentant de la CME.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration

Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

2 Trois représentants du conseil municipal

Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.

3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée

Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

4 Un représentant du conseil général

Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.

5 Un représentant du conseil régional

Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.

6 Le président et le vice président de la CME

- Président : Madame le Docteur Noëlle CHERY, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2007,

- Vice-Président : Madame le Docteur Anne LECLERS-DUMUR, médecin assistant, en remplacement de Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, fin du mandat en avril 2007.

7 Deux autres membres de la CME

Madame le Docteur Delphine JACINTHO, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2007,

Madame le Docteur Samira BOUNAAS, praticien hospitalier, en remplacement de Madame Josiane GOURMEL, fin du mandat en avril 2007.

8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat en janvier 2007.

9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Madame Françoise DENIS, sage-femme, fin du mandat au 31 décembre 2007,

Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,

Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.

10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2007,

Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, fin du mandat en janvier 2007,

Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2007.

11 Deux représentants des usagers

Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juin 2007,

Madame Patricia VIRTEL, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les établissements hospitaliers (VMEH), fin du mandat en juin 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 9 juin 2005.

Article 3.- : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 19 septembre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRETE N° 16 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 15 du 06 octobre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY ;

VU la correspondance de Monsieur Bruno CARRIERE, Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, relative à la démission de Madame le Docteur Françoise BAYOUMEU de son mandat de Vice-Présidente de la Commission Médicale d'établissement et proposant la candidature de Madame Monique LUX ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration

Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en avril 2007.

2 Cinq représentants du conseil général

Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en avril 2007

Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en avril 2007

Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en avril 2007

Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en avril 2007

Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en avril 2007.

3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal

Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2007.

4 Un représentant du conseil régional

Madame BEZAZ Daouia, fin du mandat en mars 2007.

5 Le président et le vice-président de la CME

Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat 31 mars 2007,

Madame Monique LUX, Pharmacien, Vice-Présidente, en remplacement de Madame le Docteur Françoise BAYOUMEU, fin de mandat 31 mars 2007.

6 Deux autres membres de la CME

Monsieur le Professeur Jean-Louis BOUTROY, gynécologue-obstétricien, fin du mandat 31 mars 2007,

Madame le Docteur Jeanne FRESSON, Praticien Hospitalier, fin du mandat 31 mars 2007.

7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

Poste non pourvu

8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,

Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,

Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.

9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, fin du mandat le 14 juin 2007,

Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en mars 2007,

Monsieur Philippe BITSCHINE, représentant non hospitalier des professions paramédicales, fin du mandat le 12 janvier 2006.

10 Deux représentants des usagers

Monsieur Rémi DEHAYE, médecin généraliste, représentant le Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, en remplacement de Madame

Brigitte JAY-BEGIN, fin du mandat en juin 2007,

Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », fin du mandat en juin 2007.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 15 du 06 octobre 2004..

Article 3.- : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 19 septembre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRETE N° 17 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 16 du 22 septembre 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

VU la correspondance de Monsieur Benoît PERICARD, Directeur Général du CHU de NANCY, en date du 31 août 2005, relative à la prolongation du mandat de Madame Marie-Odile PAULY, représentante de la commission du service de soins infirmiers.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

A R R E T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Quatre représentants désignés par le conseil municipal**
Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2007,
Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2007,
Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général**
Madame CREUSOT Nicole, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007,
Monsieur KLEIN Mathieu, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007.
- 5 Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional**
Monsieur MANGIN René, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur HATZIG Patrick, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, fin du mandat en mars 2007,
Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007
- 7 Quatre autres membres de la CME**
Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
Madame Marie-Odile PAULY, membre de la CSSI, fin du mandat en 31 décembre 2005.
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, fin du mandat en mai 2007,
Monsieur le Docteur Robert MACHIN, praticien libéral, fin du mandat en février 2006,
Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en février 2006.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical**
Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en janvier 2007.
- 12 Deux représentants des usagers**
Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », fin du mandat en mai 2007,
Monsieur Jean-Bernard DUREUX, retraité de l'éducation nationale, représentant l'URIOPSS de Lorraine, fin du mandat en mai 2007.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 22 septembre 2004..

Article 3. - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 septembre 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS/AES/N° 151/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005

**PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRES D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE
SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE - SELARL 08
AUTORISATION N° 54-10 - AUTORISATION N° 54-21 - AUTORISATION N° 54-75**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'arrêté du 13 janvier 1995, modifié le 2 juin 2005, autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée de la « SELARL Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS », sous le n° 08 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU le dossier, présenté le 30 juin 2005, complété les 19 juillet 2005, 25 juillet 2005 et 5 août 2005, par Monsieur Jean CINQUALBRE au nom de la SELARL Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS, concernant la transformation de la SELARL en SELCA au plus tard le 1^{er} octobre 2005 ;
VU l'avis favorable émis le 14 septembre 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée, agréée sous le n° 08, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : SELCA Laboratoire Médico-Biologique CINQUALBRE-PAULUS
1170 avenue Raymond PINCHARD
54000 NANCY

Laboratoires exploités :

Laboratoire Médico-Biologique Cinqualbre-Paulus
2, rue des Quatre Eglises
54000 NANCY

Autorisation n° 54-10

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9, square de Liège
54500 VANDOEUVRE

Autorisation n° 54-21

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

1170, avenue Raymond Pinchard
54000 NANCY

Autorisation n° 54-75

Cogérants :

Monsieur CINQUALBRE Jean, Docteur en Médecine

Monsieur PAULUS Jean-Marcel, Pharmacien

Madame COLLIN Elisabeth, Pharmacien.

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur CINQUALBRE Jean ;
- Madame COLLIN Elisabeth ;
- Monsieur PAULUS Jean-Marcel ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de NANCY ;
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

**ARRETE DDASS/AES/N° 153/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005
PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES
DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-10**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté du 13 juin 1977, modifié le 2 août 2001, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à NANCY - 2, rue des Quatre Eglises sous le n° 54-10 au sein de la SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU le dossier présenté le 30 juin 2005, complété les 19 juillet 2005, 25 juillet 2005 et 5 août 2005, par Monsieur Jean CINQUALBRE au nom de la SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS, concernant la transformation de la SELARL en SELCA au plus tard le 1^{er} octobre 2005 ;

VU L'avis favorable émis le 14 septembre 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté du 13 juin 1977, modifié le 2 août 2001, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-10, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54000 NANCY - 2, rue des Quatre Eglises, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
2, rue des Quatre Eglises à 54000 NANCY
exploité au sein de la SELCA Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS
dont le siège social est situé 1170 avenue Pinchard à 54000 NANCY

Directeur :

Monsieur CINQUALBRE Jean, Docteur en Médecine

Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Mycologie, Immunologie, Bactériologie et Virologie

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies ;

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Jean CINQUALBRE ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de NANCY ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

**ARRETE DDASS/AES/N° 154/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005
PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES
DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-21**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté du 31 mai 1977, modifié le 11 janvier 2000, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54500 VANDOEUVRE - 9 Square de Liège sous le n° 54-21 au sein de la SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU le dossier présenté le 30 juin 2005, complété les 19 juillet 2005, 25 juillet 2005 et 5 août 2005, par Monsieur Jean CINQUALBRE au nom de la SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS, concernant la transformation de la SELARL en SELCA au plus tard le 1^{er} octobre 2005 ;

VU L'avis favorable émis le 14 septembre 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté du 31 mai 1977, modifié le 11 janvier 2000, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-21, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54500 VANDOEUVRE - 9 Square de Liège est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
9 Square de Liège - 54500 VANDOEUVRE
exploité au sein de la SELCA Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS
dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à 54000 NANCY

Directeur :

Madame Elisabeth COLLIN, Pharmacien,

Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Mycologie, Immunologie, Bactériologie, Parasitologie;

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies ;

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Elisabeth COLLIN ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de VANDOEUVRE ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

ARRETE DDASS/AES/N° 155/05 DU 26 SEPTEMBRE 2005
PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES
DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-75

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté du 6 novembre 1998, modifié le 2 décembre 2003, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54000 NANCY - 1170 avenue Raymond Pinchard sous le n° 54-75 au sein de la SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU le dossier présenté le 30 juin 2005, complété les 19 juillet 2005, 25 juillet 2005 et 5 août 2005, par Monsieur Jean CINQUALBRE au nom de la SELARL Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS, concernant la transformation de la SELARL en SELCA au plus tard le 1^{er} octobre 2005 ;

VU L'avis favorable émis le 14 septembre 2005 par le Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté du 6 novembre 1998, modifié le 2 décembre 2003, autorisant le fonctionnement, sous le n° **54-75**, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54000 NANCY - 1170 avenue Pinchard est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale

1170 avenue Raymond Pinchard à 54000 NANCY

exploité au sein de la SELCA Laboratoire Médico Biologique CINQUALBRE-PAULUS

dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à 54000 NANCY

Directeurs :

Monsieur Jean-Marcel PAULUS, Pharmacien,

Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Immunologie, Bactériologie et Parasitologie ;

Pour des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation ;

Madame Michèle CHERY, Docteur es sciences,

Pour des actes d'analyses de cytogénétique et de biologie moléculaire

Directeur Adjoint :

Madame Odile DENJEAN, pharmacien biologiste,

Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Immunologie, Bactériologie et Parasitologie ;

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies ;

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Jean-Marcel PAULUS ;
- Madame Michèle CHERY ;
- Madame Odile DENJEAN ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de NANCY ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 154
SARL - BEAUREGARD AMBULANCES - CENTRE DE SOINS BEAUREGARD - RUE AMBROISE THOMAS - 54000 NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée par Messieurs HARSCH Jérôme et VICHARD Yann, gérants de la SARL, tendant à obtenir l'agrément définitif nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « BEAUREGARD Ambulances », sise, Centre de soins Beauregard rue Ambroise Thomas à 54000 NANCY ;

VU la visite des locaux effectuée le 12 juillet 2005 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 15 septembre 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 15 septembre 2005, sous le n° 154, à l'entreprise « **BEAUREGARD Ambulances SARL** » pour l'accomplissement :

1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,

2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : SARL BEAUREGARD Ambulances

Centre de soins Beauregard

Rue Ambroise Thomas

54000 NANCY

La société est gérée par Messieurs HARSCH Jérôme et VICHARD Yann.

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),

- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),

- toute cession de véhicule,

- toute embauche de personnel,

- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,

- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,

- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

Jean-François LHUILLIER

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 155 AMBULANCES GUILLET - 1A RUE DU GENERAL MANGIN - 54660 MOUTIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée par Monsieur GUILLET Jean-Luc tendant à obtenir l'agrément définitif nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise Ambulances GUILLET, sise, 1A rue du Général Mangin à 54660 MOUTIERS ;

VU la visite des locaux effectuée les 22 avril et 6 septembre 2005 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 15 septembre 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 15 septembre 2005, sous le n° 155, à Monsieur GUILLET Jean-Luc, propriétaire de l'entreprise « **Ambulances GUILLET** » pour l'accomplissement :

1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,

2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Siège social : Ambulances GUILLET

1A rue du Général Mangin

54660 MOUTIERS

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),

- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),

- toute cession de véhicule,

- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 156
SARL - C.T.S. - 72 RUE EMILE CURICQUE - 54920 VILLERS LA MONTAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée par Madame HYM Anne-Marie, co-gérante de la SARL, tendant à obtenir l'agrément définitif nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « C.T.S. », sise, 72 rue Emile Curicque à 54920 VILLERS LA MONTAGNE ;

VU la visite des locaux effectuée le 12 juillet 2005 ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 15 septembre 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 15 septembre 2005, sous le n° **156**, à l'entreprise « **SARL C.T.S.** » pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : SARL C.T.S.

72 rue Emile Curicque

54920 VILLERS LA MONTAGNE

Co-gérants : Madame HYM Anne-Marie

Mademoiselle BOULAOUAD Nathalie

Monsieur SERVAGI Eric.

ARTICLE 2 : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

ARTICLE 3 : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

ARTICLE 4 : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1^{er} janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 5 : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

ARTICLE 6 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 3 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Jean-François LHUILLIER

SERVICE COHESION SOCIALE

**ARRÊTÉ N° 2535 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT
AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE GERE PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU l'arrêté préfectoral n°904 en date du 29 octobre 2004 autorisant la création d'un centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S., dont le siège social est situé 6, boulevard d'Austrasie à NANCY ;

VU le courrier remis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU l'acceptation de ces propositions notifiée le 5 septembre 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 794	616 010,50
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	239 936	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	322 280,50	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	616 010,50	616 010,50
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

ARTICLE 2 : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Pas de reprise de résultats.

ARTICLE 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S. est fixée à **616 010,50 euros** à compter du **1^{er} octobre 2005**.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **51 334,21 euros**.

ARTICLE 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

ARTICLE 7 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

ARTICLE 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRÊTÉ N° 2536 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT
AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE DE POMPEY GERE PAR LA S.E.M. SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 mai 2002 autorisant l'extension de capacité du Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile, sis Résidence Fonds de Lavaux 28, rue du Val de la Tuilerie à POMPEY et géré par la société d'économie mixte SONACOTRA;

VU le courrier transmis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 2 août 2005;

VU l'accord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile par courrier transmis le 9 août 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de POMPEY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 400	612 871
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	238 671	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	328 800	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	548 786,8	550 286,80
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 500	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

ARTICLE 2 : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 62 584,20 €.

ARTICLE 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de POMPEY géré par la SONACOTRA est fixée à **548 786,80 euros** à compter du 1^{er} octobre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **45 732,23 euros**.

ARTICLE 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

ARTICLE 7 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

ARTICLE 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRÊTÉ N° 2537 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT
AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT
CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE D'HERSERANGE GERE PAR LA S.E.M. SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 août 2002 autorisant la création du **Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile**, sis 24, rue du Coteau à HERSERANGE et géré par la société d'économie mixte SONACOTRA;

VU le courrier transmis le 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'HERSERANGE a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 2 août 2005;

VU l'accord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile par courrier transmis le 12 août 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'HERSERANGE sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 800	595 840
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	235 140	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	314 900	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	550 588,52	551 588,52
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

ARTICLE 2 : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 44 251,48 €.

ARTICLE 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'HERSERANGE géré par la SONACOTRA est fixée à **550 588,52 euros** à compter du 1^{er} octobre 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à **45 882,38 euros**.

ARTICLE 4 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

ARTICLE 7 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

ARTICLE 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE DDASS / SSA / N° 2553 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Forfait global de soins : 970 418,77 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 31,38 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 24,18 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 16,98 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS / SSA / N° 2554 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE :

N° FINESS (EJ) 54 000 008 0

Forfait global de soins : 1 874 668,37€

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 37,57 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 28,03 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 18,49 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS / SSA / N° 2555 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY ST CHRISTOPHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Forfait global de soins : 2 920 752,69 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 39,36 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 29,23 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 18,91 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey / Lay-Saint-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS / SSA / N° 2556 FIXANT POUR 2005

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE
« ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES »
DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;
VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et les forfaits journaliers de soins 2005 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Forfait global de soins : 845 599,83 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 1 et 2 : 35,38 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 3 et 4 : 26,51 €

Forfait journalier de soins pour les GIR 5 et 6 : 17,64 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS / SSA / N° 2557 FIXANT POUR 2005**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE »
DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 99-316 du 26 avril 1999 relatif aux modalités de tarification et de financement des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /DSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Forfait global de soins : 987 636,79 € (y compris 130 334,57 € de clapet anti-retour)

Forfait journalier de soins : 16,11 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS / AES / N° 2558 FIXANT POUR 2005**LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE
POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/ n°1667 du 7 avril 2005 autorisant l'ALSAD à porter la capacité de son SSIAD de 75 à 83 places ;

VU la circulaire ministérielle DHOS/F2 /BSS/1A/DGAS/2C n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'ALSAD gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à VILLERS LES NANCY, reçues le 29 octobre 2004 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 3 mai 2005 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

A.L.S.A.D. - 2 bis, rue Saint Odile - 54600 VILLERS LES NANCY

N° FINESS : 54 000 5329

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 000,00	867 610,89
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	773 110,89	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	65 500,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	867 610,89	867 610,89
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

ARTICLE 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 867 610,89 Euros,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 30,44 Euros.

ARTICLE 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE DDAF 2005/406 (N° 1) FIXANT LA COMPOSITION DE L'INDICE DES FERMAGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code rural et notamment l'article L 411-11,

VU la loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 relative aux prix des fermages,

VU le décret n° 95-623 du 6 mai 1995 déterminant les modalités de calcul et de variation de l'indice des fermages et modifiant le code rural,

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de L'Alimentation en date du 10 mai 1995, modifié par l'arrêté du 3 juillet 1995, définissant les critères de classification des exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique et établissant la liste des catégories qui peuvent contribuer à l'indice des fermages.

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de L'Alimentation en date du 10 mai 1995 complété par l'arrêté préfectoral du 18 février 1996, constatant la liste des denrées ne pouvant pas entrer dans la composition de l'indice des fermages,

VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche en date du 31 mai 2005 sur l'obligation d'abandonner la référence « denrée lait » dans la composition de l'indice du fermage,

VU l'arrêté préfectoral DDAF n° 2001-399 du 13 septembre 2001,

VU l'avis émis par la Commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 28 septembre 2005,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - L'arrêté préfectoral DDAF n° 2001-399 du 13 septembre 2001 est abrogé.

ARTICLE 2 - La composition de l'indice des fermages pour le Département de Meurthe-et-Moselle est obtenue par sommation des indices suivants affectés des pondérations correspondantes :

- indice du résultat brut d'exploitation national à l'hectare avec une pondération de 25 %

- indice du résultat brut d'exploitation national à l'hectare de la catégorie d'exploitation (bovins mixtes) avec une pondération de 10 %
- indice du résultat brut d'exploitation national à l'hectare de la catégorie d'exploitation (autres exploitations mixtes) avec une pondération de 23 %
- indice du résultat brut d'exploitation national à l'hectare de la catégorie d'exploitation (bovins lait) avec une pondération de 17 %
- indice du résultat brut d'exploitation départemental à l'hectare avec une pondération de 25 %

ARTICLE 3 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 29 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DDAF 2005/405 (N° 2) CONSTATANT L'INDICE DES FERMAGES ET SA VARIATION POUR L'ANNEE 2005

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et notamment l'article L 411-11,

VU la loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 relative aux prix des fermages,

VU le décret n° 95-623 du 6 mai 1995 déterminant les modalités de calcul et de variation de l'indice des fermages et modifiant le code rural,

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales en date du 07 juillet 2004, constatant pour 2004 les indices des revenus bruts d'entreprise agricole servant au calcul des indices des fermages,

VU la circulaire du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche en date du 15 juillet 2005 sur la nécessité d'appliquer pour l'indice du fermage un coefficient de « raccordement »,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/400 du 8 novembre 2001 portant application des dispositions du statut du fermage pour le département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2005/406 du 29 septembre 2005 fixant la composition de l'indice du fermage,

VU la décision prise par la commission départementale des bénéfices agricoles forfaitaires le 30 mai 2005,

VU l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 28 septembre 2005,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - L'indice des fermages pour le département de Meurthe-et-Moselle est constaté pour 2005 à la valeur de **107,7**.

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2006.

Cet indice tient compte du coefficient de raccordement sus-évoqué.

ARTICLE 2 - La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + **0,28 %**.

ARTICLE 3 - A compter du 1^{er} octobre 2005 et jusqu'au 30 septembre 2006, les maxima et les minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

1) pour les terres agricoles :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale	Valeur maximale
		EURO/ha	EURO/ha
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	86,13	98,62
	Moyenne	55,42	86,13
	Inférieure	40,60	55,42
Woëvre et Haye	Supérieure	82,22	94,70
	Moyenne	52,82	82,22
	Inférieure	37,89	52,82
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	78,84	92,55
	Moyenne	50,23	78,84
	Inférieure	36,20	50,23

2) pour les cultures maraîchères :

minimum : 511,05 Euro/ha

maximum : 817,67 Euro/ha

3) pour les baux viticoles en monnaie :

Baux à vignes

minimum : 860,05 Euro/ha

maximum : 1 720,10 Euro/ha

Terres à vignes

minimum : 368,60 Euro/ha

maximum : 614,33 Euro/ha

ARTICLE 4 - Le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul (base de calcul pour la détermination du prix du fermage en denrée des baux viticoles) est fixé au 1^{er} octobre 2005 à 111,00 euros.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission consultative départementale des baux ruraux, à tous les membres de cet organisme, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 30 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL FORETS - N° 2005/398 AUTORISANT LE TIR DU GRAND CORMORAN (*PHALACROCORAX CARBO SINENSIS*)
DANS LE CADRE DU PLAN DE GESTION NATIONAL DE L'ESPECE - CAMPAGNE 2005/2006

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la directive n° 79-409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire ;

VU l'arrêté ministériel du 19 août 2005, autorisant la destruction du Grand cormoran en Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du comité départemental de suivi réuni le 7 septembre 2005 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;

CONSIDERANT les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE 1** - Le tir du Grand cormoran est autorisé en Meurthe-et-Moselle pour la présente campagne dans les conditions fixées par le présent arrêté.**I - Dispositions communes****ARTICLE 2** - Le tir peut être autorisé en Meurthe-et-Moselle :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive,

- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées.

ARTICLE 3 - Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à NANCY jusqu'à 1h après son coucher), selon les règles de la police de la chasse, de l'ouverture de la chasse du gibier d'eau jusqu'à la fermeture générale de la chasse dans le département, sauf dans les cas suivants :

- le tir est interdit les jours de comptage organisés par le C.S.P. ou de comptage des oiseaux d'eau, soit pour la présente campagne :

- | | |
|-----------------------|----------------------|
| . le 16 octobre 2005 | . le 15 janvier 2006 |
| . le 13 novembre 2005 | . le 18 janvier 2006 |
| . le 16 novembre 2005 | . le 12 février 2006 |
| . le 14 décembre 2005 | . le 15 février 2006 |
| . le 18 décembre 2005 | . le 12 mars 2006 |

- le tir est interdit :

- . sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),
- . en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

ARTICLE 4 - Les tireurs doivent être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale.**ARTICLE 5** - Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur

- à la brigade du C.S.P. : Tél/fax : 03 83 54 87 72

Mél : bd54@csp.environnement.gouv.fr

- ou au service départemental de l'O.N.C.F.S. : Tél : 03 83 73 24 74

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis dans les 24 heures à l'agent du CSP responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport des oiseaux bagués par le tireur.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

ARTICLE 6 - M. Jean-Baptiste SCHWEYER, technicien supérieur de l'environnement au conseil supérieur de la pêche, est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir.**II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs****ARTICLE 7** - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux piscicultures extensives en étang relevant des articles L 431-6 et L 431-7 du code de l'environnement ou d'une association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique.**ARTICLE 8** - Le nombre de grands cormorans qui peuvent être détruits au cours de la présente campagne pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs est fixé à **900**.**ARTICLE 9** - Les autorisations de tir peuvent être délivrées pour les étangs situés dans la zone de piscicultures extensives et dans la zone périphérique (cf. annexe 1) sur la Chiers et ses affluents, l'Orne et ses affluents ainsi que l'ensemble du domaine public fluvial de la Moselle et de la Meurthe.

Le tir aura lieu dans un périmètre de 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau.

ARTICLE 10 - Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura expressément désignées.

Dans la zone périphérique, les opérations de tir pourront être effectuées par les détenteurs de droit de chasse sur le domaine public fluvial, ou par les gardes-pêche particuliers assermentés des détenteurs du droit de pêche concernés, titulaires d'un permis de chasser validé, sur les autres cours d'eau.

Elles seront encadrées par les personnes assermentées ci-après :

- agents du conseil supérieur de la pêche
- agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- lieutenants de louveterie
- agents de l'office national des forêts

qui seules pourront intervenir sur les lots en réserve du domaine public fluvial.

ARTICLE 11 - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées par les propriétaires ou exploitants de piscicultures extensives en étangs selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).Les opérations de destruction autorisées feront l'objet de la part des demandeurs d'un compte-rendu (selon le modèle en annexe 3), qui sera adressé à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt avant le **15 mars**.**ARTICLE 12** - Si des opérations tardives de vidange ou d'alevinage d'étang sont prévues (les opérations de repeuplement étant exclues), l'autorisation individuelle de destruction peut être prorogée jusqu'au 30 avril, le demandeur devant fournir auparavant les justificatifs de l'exécution de ces opérations (cf. imprimé de demande de prorogation en annexe 4).Les opérations de destruction effectuées durant cette période feront l'objet d'un compte-rendu distinct (selon le modèle en annexe 3 bis), qui sera adressé à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt avant le **10 mai**.**ARTICLE 13** - Le respect des dispositions relatives aux comptes-rendus de tir (articles 5, 11 et 12) conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

ARTICLE 14 - Le nombre maximal de cormorans qui peuvent être détruits au titre de la protection d'espèces de poissons menacées est fixé à 200. Les opérations de tir doivent prendre fin dès que le quota de tir est atteint.

ARTICLE 15 - Les autorisations de tir peuvent être délivrées pour la protection d'espèces de poissons menacées

- sur les cours d'eau suivants : le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon, la Mortagne
- en cas de situation locale critique, sur des secteurs définis en concertation avec le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques.

Le tir aura lieu dans un périmètre de 100 m maximum des rives des cours d'eau.

ARTICLE 16 - Sont seuls autorisés à détruire à tir les cormorans :

- les agents du conseil supérieur de la pêche
- les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- les lieutenants de louveterie,
- sur le territoire pour lequel ils sont commissionnés et à la demande de la personne qui les a désignés : les gardes particuliers assermentés au titre de la chasse ou de la pêche, titulaires d'un permis de chasser validé, encadrés par des agents assermentés parmi ceux désignés ci-dessus.

ARTICLE 17 - Le respect des dispositions de l'article 5 par les gardes particuliers désignés comme tireurs conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

ARTICLE 18 - M. Jean-Baptiste SCHWEYER, technicien supérieur de l'environnement au conseil supérieur de la pêche, est chargé

- de l'organisation des opérations de tir et de la récupération des oiseaux abattus bagués

L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport des oiseaux bagués par le tireur. Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

- du compte rendu des opérations de tir qui sera adressé à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt pour le 15 mars.

ARTICLE 19 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires du département, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Nord, délégué départemental de l'office national des forêts, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le Chef de la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche
- M. le Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- M. le Président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- M. le Président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. le Délégué régional du conseil supérieur de la pêche
- M. le Délégué régional de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- M. le Président de la fédération départementale des chasseurs
- M. le Directeur du service de la navigation du Nord-Est

NANCY, le 29 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les annexes n° 1, 2, 2 bis, 3, 3 bis, 4 et 5 sont consultables à la D.D.A.F. - Service Forêt, Environnement et Développement Rural - Cité Administrative - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cedex.

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/364
MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE
DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE MONT SAINT MARTIN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 15 octobre 1981 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de MONT SAINT MARTIN;

VU l'arrêté préfectoral du 02 septembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de MONT SAINT MARTIN en date du 24 septembre 2003;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 15 octobre 1981 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 44 ha 02 a 42 ca situés sur le territoire de la Commune de MONT SAINT MARTIN ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
MONT SAINT MARTIN	AV	N° 27, 28, 30, 31, 33, 134, 138, 139, 140 et 143

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de MONT SAINT MARTIN.

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de MONT SAINT MARTIN.

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de MONT SAINT MARTIN sera affichée pendant 1 mois dans la commune de MONT SAINT MARTIN par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY et M. le Maire de Commune de MONT SAINT MARTIN sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de MONT SAINT MARTIN,
 - M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
 - M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.
 NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/389
MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE
DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE VILLERS SOUS PRENY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la décision préfectorale du 11 juillet 1983 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de VILLERS SOUS PRENY ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
 VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de VILLERS SOUS PRENY en date du 09 mars 2003 ;
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 11 juillet 1983 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 38 ha 72 a 62 ca situés sur le territoire de la Commune de VILLERS SOUS PRENY ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
VILLERS SOUS PRENY	B	N° 82 à 89
	C	N° 290 et 294

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de VILLERS SOUS PRENY.

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de VILLERS SOUS PRENY.

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de VILLERS SOUS PRENY sera affichée pendant 1 mois dans la commune de VILLERS SOUS PRENY par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de NANCY et M. le Maire de Commune de VILLERS SOUS PRENY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de VILLERS SOUS PRENY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/396
MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE
DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU la décision préfectorale du 16 octobre 1996 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de SANCY ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
 VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de SANCY en date du 30 juin 2002 ;
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - La décision préfectorale du 16 octobre 1996 est annulée.

ARTICLE 2 - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 112 ha 94 a 79 ca situés sur le territoire de la Commune de SANCY ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
SANCY	ZL	N° 3 à 6, 15, 16, 19a, 20b, 23, 29, 31 à 46, 48 à 55, 62, 63, 66, 67, 74, 75, 78, 79, 82, 83

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de SANCY

ARTICLE 3 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

ARTICLE 4 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de SANCY.

ARTICLE 5 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SANCY sera affichée pendant 1 mois dans la commune de SANCY par les soins du Maire.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY et M. le Maire de Commune de SANCY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SANCY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 6 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-410
RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRIchement - TERRITOIRE COMMUNAL DE JAILLON

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5 et R 311-1 à R 312-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande de la société COGESUD en date du 29 avril 2004, sollicitant l'autorisation de défricher 2 ha 45 a 00 ca de bois situés sur la commune de JAILLON ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 30 septembre 2005 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le défrichement des parcelles ci-après désignées est autorisé :

Département	Territoire communal	Désignation cadastrale			Surface à défricher (ha)	Propriétaires
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	JAILLON	Au Coin bigarré	B	683	0,0200	M. François BEAU
				684	0,1130	Indivision DEHAUT
				685	0,0860	M. Maurice VUILLAUME
				686	0,0060	M. Maurice VUILLAUME
				687	0,1280	M. et Mme FISCHER
				688	0,2610	M. Maurice VUILLAUME
				692	0,0700	M. Marcel BOF
				693	0,0890	Mme Monique ARZ
				694	0,2150	M. André LOUIS
				695	0,1390	Mme Danièle GROSJEAN
				696	0,1570	M.Georges DEMANGE
		Le Coin bigarré	ZD	23	0,1720	M. François BEAU
				24	0,0590	M. et Mme Roland SAUVAGE
(Suite)		Le Coin bigarré	ZD	25	0,2180	Mme Andrée SAUVAGE/ Mme Lucienne PHILIPPE
				26	0,0640	M. et Mme Roland SAUVAGE
				27	0,0630	Indivision DEHAUT
				28	0,1260	Mme Marie-Odile LAURENT
				29	0,0300	COGESUD
				32	0,0310	COGESUD
Total				2,0470 ha		

conformément à l'échéancier figurant en annexe et **sous réserve** :

- de la délivrance de l'autorisation d'exploiter pour l'extension de carrière sollicitée ;

- de l'exécution par la société COGESUD d'un boisement compensateur de 4,14 ha sur les parcelles ZD 33 (pie) et ZD 34, en essences locales adaptées à la station et selon les normes de densités préconisées par le ministère de l'agriculture.

ARTICLE 2 - La présente autorisation sera affichée :

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;

- sur le site, par les soins de la société COGESUD, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie par la société COGESUD, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de JAILLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera adressée aux propriétaires des terrains par les soins de la société COGESUD.

NANCY, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt
45 rue Sainte Catherine - 54043 NANCY CEDEX

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée

au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière - 54000 NANCY)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/09/SA/103 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire
A M. JAMES EVERARD, DOCTEUR VETERINAIRE A PLESNOIS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu la loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

EVERARD James,
Docteur Vétérinaire
5 rue du centre
57140 PLESNOIS

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'observation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/067/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65, en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de mise en place d'un pylône pour le compte du Ministère de l'Intérieur sur l'A. 31, aire de LESMENILS au PR 279+800 sur le territoire de la commune de LESMENILS.

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Du 19 au 22 septembre 2005 de 9 H 00 à 19 H 00, toute circulation sera interdite sur l'aire de LESMENILS

ARTICLE II - Sous la protection des forces de Police, durant toute cette période, les usagers occupant l'aire de LESMENILS de 19 H 00 à 9 H 00 seront invités à partir avant 9 H 00.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES et Monsieur le Maire de LESMENILS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/068/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2005/DDE/059/CDER en date du 7 septembre 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en oeuvre d'enrobés hors ouvrage d'art, au droit du viaduc d'Autreville (OA n°A31-380), du PR 270+850 au PR 266+500 et à la réfection de l'ouvrage d'art de CUSTINES (OA A31-310) au PR 259+297 sur l'A. 31, dans le sens METZ - NANCY sur les territoires d'AUTREVILLE sur MOSELLE et de CUSTINES ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - L'arrêté n° 2005/DDE/059/CDER en date du 7 septembre 2005 susvisé est annulé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE II - La nuit du 27 au 28 septembre 2005, de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31 :

dans le sens METZ - NANCY

- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 110 km/h puis à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement - PR 269+850
- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens NANCY - METZ entre les PR 269+850 et 267+500 à une vitesse limitée à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 267+500)
- Après le 2^{ème} basculement la circulation s'effectue sur la voie de gauche jusqu'au PR 259+400 (fin de chantier) (neutralisation de la voie de droite).

dans le sens NANCY - METZ

- la voie de gauche est neutralisée entre les PR 266+300 et 269+900
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE III - Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes mesures d'exploitation définies dans la circulaire ministérielle n°96-14 en date du 6 février 1996, notamment une longueur de chantier de 11,2 km.

ARTICLE IV - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE V - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE et de CUSTINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. du SMUR de Neufchâteau et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Pour le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

Le Chef de la C.D.E.R.,

Cédric GIRARDY

ARRETE 2005/DDE/069/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder sur l'A.31, aux travaux de création d'une longrine, sens METZ - NANCY au PR 261+500 et aux travaux de mise en oeuvre d'enrobés au PR 255+200 sur les territoires des communes de CUSTINES et CHAMPIGNEULLES ;

A la demande de la subdivision de l'Equipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

A R R E T E

ARTICLE I - Durant la nuit du 29 au 30 septembre 2005, de 21 H 00 à 5 H 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31

Sens METZ - NANCY de 21 H 00 à 6 H 00 DU PR 257+000 au PR 261+000

- la voie de droite est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h

Sens METZ - NANCY de 21 H 00 à 23 H 00 au PR 254+900 au PR 255+700

- la voie de droite est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de gauche et la voie médiane
- la vitesse est limitée à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE II - Ces chantiers sont des chantiers non courants et dérogent à toutes inter-distances, entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants, fixées dans la circulaire ministérielle n° 96-14 en date du 6 février 1996.

ARTICLE III - En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions ENTRETIEN DES AUTOROUTES

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine de CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de CUSTINES et CHAMPIGNEULLES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 28 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral n° 43888 en date du 29 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement poste abonné Renault, 2-6 avenue de la Résistance, sur la commune de LAXOU.

Par arrêté préfectoral n° 53123 en date du 29 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la reprise pylône HTA route du District, sur la commune de REHON.

Par arrêté préfectoral n° 53230 en date du 29 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement électrique de deux lotissement, proximité rue de la Varoise, sur la commune de COSNES ET ROMAIN.

Par arrêté préfectoral du 29 septembre 2005 est autorisée au profit de la Direction Départementale de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle, service Grands Travaux, l'occupation temporaire sur les parcelles d'une superficie de 13 747 m² en vue de réaliser les travaux de la RN 59 entre SAINT-CLEMENT et AZERAILLES, sur le territoire de la commune de SAINT-CLEMENT.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

VU l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°70-1049 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, et sa circulaire d'application du 21 janvier 1971,

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17, et sa circulaire d'application (SC) du 12 juillet 1982 ;

VU le décret n°92-1310 du 15 décembre 1992, portant simplification du code des marchés publics, notamment son article 42 ;

VU le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n°98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale

VU le décret n°2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005 portant nomination de Madame Marie VIGIER en qualité de directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} juillet 2005;

VU l'arrêté préfectoral OSP0504 du 14 juin 2005 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame Marie VIGIER, directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle .

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Subdélégation de signature est donnée à :

- Monsieur DIDELOT Philippe, directeur adjoint
- Monsieur ESTIENNE Christian, directeur-adjoint,

à effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception.

En cas d'absence ou d'empêchement de la soussignée, de M. ESTIENNE, de M. DIDELOT, compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation de signature, sauf en ce qui concerne les marchés publics, est également accordée à :

- Madame BOUBAGRA Martine,
- Monsieur LORRAIN Fernand,
- Madame TOUSSAINT Astrid,
- Monsieur GASNIER Jean- René,
- Madame SCHWOERER-GAESTEL Anne,
- Monsieur TROGNON Guy.

ARTICLE 2 : En ce qui concerne la subdélégation de signature de la personne responsable des marchés, celle-ci se fera dans les limites définies par les articles 9 et 10 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2005.

ARTICLE 3 : le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} novembre 2005.

ARTICLE 4 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

ARTICLE 5 : La Directrice Départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle soussignée et M. ESTIENNE, M. DIDELOT, Mme BOUBAGRA, M. LORRAIN, Mme TOUSSAINT, M. GASNIER, Madame SCHWOERER-GAESTEL, M. TROGNON ainsi que M. le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

La Directrice Départementale,
Marie VIGIER

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 20 JUIN 2005

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/68

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^{ème} catégorie portant le numéro **54-0507** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Eric ALPKIRAY, « Association culturelle musicale Franco-Turque » 6, Résidence Croix de Metz, 54200 Toul.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/69

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0182** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Xavier CAILLE, « Théâtre Burle Lorraine » 1, Place de la Mairie, 54114 Vandœuvre.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/70

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0003 et 54-0365 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Madame Edith COLIN, « Un poisson dans l'desert » 7, rue de la Chapelle, 54400 Longwy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/71

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0335 et 54-0336 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Bertrand COTIC « Pub Mac Carthy » 6, rue Guerrier de Dumast, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/72

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0508** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Cécile FEUVRIER, « Where is the Fish », 22, rue Villebois-Mareuil, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/73

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0355** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Thomas FLURY, « Théâtre en Kit », Espace Jean Jaurès, 3, Avenue de la Paix, 54510 Tomblaine.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/74

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant respectivement les numéros 54-0060, 54-0351 et 54-0352 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Meryem GUY, « Club 54 » 17, rue de Serre, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/75**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0509 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Patricia LIPKINS, « Toukoleur do Brasil », 102, rue Ambroise Thomas, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/76**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0512 et 54-0513 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Valérie MOIOLI, « Casa Nostra » 3, rue Henri Barbusse, 54800 Jouaville.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/77

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant respectivement les numéros 54-0249, 54-0250 et 54-0251 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Dominique REPECAUD, « Centre culturel André Malraux », 1, Place de l'Hôtel de Ville, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/78

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0328 et 54-0044 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marie-Françoise TOUSSAINT « ALPAM », 56, Place des Marronniers, 54385 Manoncourt-en-Woeuvre.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/79

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0514 et 54-0515** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Karine TROXLER, « Compagnie du Maroni », 10, rue Jamerai Duval, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/80

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 20 juin 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0516 et 54-0517** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Gérard WACK, « Association pour la promotion de jeunes talents » 5, Impasse du Docteur Schweitzer, 54230 Neuves-Maisons.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE****ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,
Vu le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,
Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

Sur la proposition de ce dernier :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1776	COMITE DEPARTEMENTAL DE SQUASH 54 4, square Lyautey 54140 JARVILLE LA MALGRANGE	SQUASH
54 S 1777	ASSOCIATION SAPEURS POMPIERS 54 ATHLETISME UDSP 54 Section Athlétisme 4, sentier des grèves - BP 62 54250 CHAMPIGNEULLES	ATHLETISME
54 S 1778	CLUB OMNISPORTS DE VILLERS SECTION ATHLETISME (COS ATHLETISME) Mairie Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY	ATHLETISME
54 S 1779	NEUVES MAISONS BASKET CLUB Mairie 1, rue Capitaine Caillon 54230 NEUVES MAISONS	BASKET BALL
54 S 1780	BOXING CLUB TOUL Mairie 13, rue de Rigny 54200 TOUL	BOXE FRANCAISE SAVATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1781	COS VILLERS LES NANCY BOXE FRANCAISE SAVATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES (COS VILLERS BOXE FRANCAISE) Mairie Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY	BOXE FRANCAISE SAVATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1782	VTT EVASION LUDRES Hôtel de Ville Comité d'Expansion 54710 LUDRES	CYCLOTOURISME
54 S 1783	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE BLAMONT Mairie 54450 BLAMONT	FFEPGV - JUDO
54 S 1784	CENTRE LORRAIN D'ENTRAINEMENT ET DE FORMATION AU TENNIS ET METIERS DU SPORT (CLEFTMS) 1, avenue du Rhin 54320 MAXEVILLE	FFEPMM
54 S 1785	UNION SPORTIVE AVRILLOISE Mairie 4, rue de la Mairie 54150 AVRIL	FOOTBALL
54 S 1786	FOOTBALL TOUL CROIX DE METZ BP 46 54203 TOUL CEDEX	FOOTBALL
54 S 1787	HANDBALL CLUB DE LIVERDUN Mairie 54460 LIVERDUN	HANDBALL
54 S 1788	JUDO CLUB HEILLECOURT 54, rue de la Valserine 54180 HEILLECOURT	JUDO
54 S 1789	CLUB OMNISPORTS DE VILLERS - SECTION KARATE (COS VILLERS -KARATE) Mairie Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY	KARATE
54 S 1790	ULM CLUB DE PONT SAINT VINCENT Plateau Saint Barbe - BP n° 7 54550 PONT SAINT VINCENT	PLANEUR ULTRA LEGER MOTORISE
54 S 1791	FECOM.LOISEAU ULM 7, place Lucette Ditsch 54990 XEUILLEY	PLANEUR ULTRA LEGER MOTORISE
54 S 1792	SECTEUR D'ANIMATION ENTRE SEILLE ET SANON 5, rue Victor Hugo 54770 BOUXIERES AUX CHENES	RANDONNEE PEDESTRE

54 S 1793	CLUB OMNISPORTS VILLERS SECTION TENNIS (COS VILLERS TENNIS) Mairie Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY	TENNIS
54 S 1794	ASSOCIATION SPORTIVE DE TENNIS DE TABLE AUDUNOISE (A.S.T.T.A.) Chez M. LICHON 6, rue Fonds des Lits 54111 MONT BONVILLERS	TENNIS DE TABLE
54 S 1795	ASSOCIATION SOLAN (SERRY ORNE LOISIRS AVENTURES NATURE) 1, rue du Hameau de Serry 54580 MOINEVILLE	UFOLEP
54 S 1796	CLUB OMNISPORTS VILLERS RUGBY (COS VILLES RUGBY) Stade Municipal Route de Maron 54600 VILLERS LES NANCY	RUGBY
54 S 1797	TENNIS DE TABLE DU JARNISY Mairie 22, rue Morel 54800 LABRY	TENNIS DE TABLE
54 S 1798	CLUB OMNISPORTS VILLERS VOLLEY BALL (COS VILLERS VOLLEY BALL) Mairie Boulevard des Aiguillettes 54600 VILLERS LES NANCY	VOLLEY BALL
54 S 1799	ARC EN DANSE Ecole de Danse 124, avenue Foch 54270 ESSEY LES NANCY	DIVERS SANS COMPETITION
54 S 1800	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DU SPORT CHEZ L'ENFANT MALADE (A.P.S.E.M.) Chez Guy RENAUD 8, rue du Morvan 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	DIVERS SANS COMPETITION
54 S 1801	OFFICE DES SPORTS DU BAYONNAIS Mairie de Bayon 54290 BAYON	DIVERS SANS COMPETITION
54 S 1802	ASSOCIATION EQUI-LIBRE 12, rue du Loué 54290 VILLACOURT	EQUITATION
54 S 1803	ASSOCIATION LA MANADE 16, route de Saint Martin 54450 HERBEVILLER	EQUITATION

ARTICLE 2 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

EXTENSION D'AGREMENT

54 S 349 du 10 juin 1980	JUDO KARATE CLUB VLLERUPT 4, rue Robespierre 54190 VILLERUPT	AÏKIDO AAA
54 S 523 du 2 mai 1981	AMICALE DES SERVICES TERRITORIAUX DE LA VILLE DE NANCY 10, rue Pierre Fourier BP 50332 54006 NANCY CEDEX	ATHLETISME
54 S 895 du 7 mars 1986	SHO BU KAÏ DE NANCY 10, rue Gabriel Fauré 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	TAÏ CHI CHUANG ET QUI GONG
54 S 911 du 22 décembre 1986	ARTS MARTIAUX TOULOIS Mairie 13, rue de Rigny 54200 TOUL	TAÏ CHI CHUANG ET QUI GONG
54 S 1665 du 19 février 2001	ASSOCIATION EQUESTRE DE MAIRY 40, Grand'Rue 54150 MAIRY	EQUITATION

ARTICLE 3 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

MODIFICATION D'AGREMENT

54 S 1339 du 11 mai 1993 nouveau titre	LE LAXOU L'EAU LES PATAPLOUFS Mairie 35, rue Jean Jaurès 54550 PONT SAINT VINCENT	ETUDES ET SPORTS SOUS-MARINS
54 S 501 du 2 mai 1981 nouveau titre	ECUYERS ECUYERES DE TOUL TWIRLING CLUB DE TOUL 6, boulevard Aristide Briand 54200 TOUL	FSCF
54 S 135 du 20 mai 1980 nouveau titre	SOCIETE DE TIR «LA FRONTIERE» SOCIETE DE TIR «Roger THOUVENIN» Hôtel de Ville 1, place de l'Hôtel de Ville 54260 LONGUYON	TIR
54 S 637 du 14 décembre 1982 nouveau titre	SOCIETE DE TIR D'ERROUVILLE SOCIETE DE TIR D'ERROUVILLE VILLERUPT Mairie 13, rue du Château 54680 ERROUVILLE	TIR

ARTICLE 4 : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

RETRAIT D'AGREMENTS

(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération)

54 S 1304 du 14 décembre 1992	CLUB BUJUTSU DE SEICHAMPS 14, rue Thiers 54130 SAINT MAX	AÏKIDO AAA
54 S 1169 du 20 octobre 1989	TENNIS CLUB DE PULNOY Mairie 54425 PULNOY	TENNIS
54 S 1495 du 27 novembre 1996	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS DE LUBEY Chez M. Robert MANCINI 2, rue de Verdun 54150 LUBEY	UFOLEP

ARTICLE 5 : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,
Bernard FUSS

NAVIGATION DU NORD-EST

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de VNF,

Vu le décret 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies Navigables de France

Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant Monsieur Guy Janin Directeur général de Voies Navigables de France

Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant M. Didier CAUVILLE, chef du Service de la Navigation de Nancy,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature du Président à Monsieur Guy Janin Directeur général de Voies Navigables de France

Vu la décision du 19 janvier 2004 portant délégation de signature du Directeur Général de VNF à Monsieur Didier CAUVILLE, Chef du Service de la navigation de Nancy.

D E C I D E

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été délégués par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :

* interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)

* interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)

* interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.
- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999, . passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
- . passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
- Octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;
- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE à l'effet de signer :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)
 - Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
 - Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
 - Certifications de copies conformes
 - Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
 - Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;
- En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE, Michel COURTEAU, Mme Michelle LAQUENAIRE, subdélégation est donnée à Mme Anne DIDIER, Responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du CRCE à NANCY pour signer les copies conformes.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, Ingénieur des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. BOURDELON Dominique, Attaché principal des SD, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. AUBERTEIN Jean-Louis, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, chef de Service de la navigation du Nord-Est, représentant local de VNF, subdélégation est donnée à MM. les chefs d'unités comptables définis sur la liste 1, à effet de signer les actes suivants :

- Certifications de copies conformes

Article 8 : Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 9 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 23 septembre 2005

Le Directeur Interrégional,
Didier CAUVILLE

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 21 SEPTEMBRE 2005

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
001	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	T.S.P
006	Arrt Exploitation	J.L. HUMBERT	TSP TPE
007	Arrt Eau	N. HANY	SA
110	Subdivision BAR LE DUC/VOID	M. HATIER	TSC TPE
130	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC TPE
140	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
150	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
210	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC TPE
220	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
230	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
240	Subdivision NANCY	P. GOEDERT	ITPE
250	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF

SUBDELEGATIONS au 21 septembre 2005

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
B. TERRANOVA	Responsable Prospective Gestion Financement	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrt Développement	Contrat VNF		
JL AUBERTEIN	Responsable arrt Exploitation	I.D.T.P.E.		
P. LEFRANC	Responsable arrt Eau	I.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt EGT	I.D.T.P.E.		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
M. HATIER	Responsable subdivisions de VOID et BAR LE DUC	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E		
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C		

J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	I.T.P.E
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E
J.C CHESNEAU	Responsable de la cellule Logistique	T.S.P
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE	T.S.P
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arret EAU	S.A classe exceptionnelle
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE
DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT,
DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1960 pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant Didier CAUVILLE, directeur du Service Navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,
- M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable d'arrondissement PGF, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de MM. HECTOR, TERRANOVA, délégation est donnée à M. BOURDELON à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement ADVE

à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

Article 5 : Délégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé (liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les ordres de mission des agents placés sous leur autorité

Article 6 : Délégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

Article 7 : Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 23 septembre 2005

Le Directeur Interrégional,
Didier CAUVILLE

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 21 SEPTEMBRE 2005

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
010	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	TSP
004	Arret Exploitation	J.L HUMBERT	TSP
002	Arret Eau	N. HANY	SA
12	Subdivision BAR LE DUC/VOID	M. HATIER	TSC
13	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC
14	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
15	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
21	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC
22	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
23	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
24	Subdivision NANCY	P. GOEDERT	ITPE
25	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
09	Arret Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF
06	Arret Prospective, Gestion et Financement	F. ERBS	ITPE
01	Salaires	R. FORET	SA

Liste 2

LISTE DES RESPONSABLES EN VIGUEUR AU 21 SEPTEMBRE 2005

ARRONDISSEMENTS et SUBDIVISIONS	Nom des chefs d'arrondissements et de subdivisions
Arrondissement EGT	A MAGNIER
Arrondissement Exploitation	JL AUBERTEIN
Arrondissement Eau	P. LEFRANC
Arrondissement SG	D. BOURDELON
Arrondissement PGF	B. TERRANOVA
Arrondissement ADVE	M. COURTEAU
Subdivision BAR LE DUC /VOID	M. HATIER
Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE
Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN
Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER
Subdivision TOUL	H. REBOUCHE
Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX
Subdivision METZ	J.F MORICEAU
Subdivision NANCY	P. GOEDERT
Subdivision EPINAL	P. VACHERAT

SUBDELEGATIONS au 21 septembre 2005

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
B. TERRANOVA	Responsable prospective gestion financement	I.D.T.P.E.		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
M. COURTEAU	Responsable arrt ADVE	Contrat VNF		
P. RAMASSAMY	Responsable cellule compta-marchés	T.S.P		
M. HATIER	Responsable subdivision de Bar le Duc/Void	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E		
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C		
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E		
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	I.T.P.E		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
J.C CHESNEAU	Logistique	T.S.P		
N. LANCELOT	Responsable UC de l'arrt EGT	S. A		
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE	T.S.P		
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		
F. ERBS	Chargée d'étude	I.T.P.E		
R. FORET	Responsable de la cellule Salaires	S. A.		

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée pour l'année 1991,
Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transports,
Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,
Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 16 et 17,
Vu le décret n° 204-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, notamment l'article 28,
Vu la décision du 17 juin 2002 du directeur général de VNF portant délégation de pouvoir aux représentants locaux et en conséquence les désignant "personnes responsables des marchés",
Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003 agréant les représentants locaux de VNF en qualité de personnes responsables des marchés,
Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 du directeur général de Voies Navigables de France portant délégation du pouvoir aux représentants locaux,

Vu la circulaire VNF du 2 février 2004 relative aux modalités de publicité à respecter,

D E C I D E

Article 1 - Délégation de signature est donnée, à l'effet d'exercer la fonction de personne responsable des marchés de VNF, y compris le choix de l'attributaire et la signature du marché selon la procédure adaptée prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- à M. Serge HECTOR, ingénieur divisionnaire des TPE, directeur adjoint et à M. Bernard TERRANOVA, ingénieur divisionnaire des TPE et à Dominique BOURDELON, Attaché principal secrétaire général, pour les marchés :

* de travaux en dessous du seuil de 230 K€ HT

* de fournitures et services en dessous du seuil de 150 K€ HT

- à MM. les responsables d'arrondissements et MM. les chefs de subdivisions ci-après désignés pour tout type de marché en dessous du seuil de 90 K€ HT :

NOMS	Fonctions	Grade
B. TERRANOVA	Responsable arrondissement Prospective Gestion et Financement	ID TPE
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal
J.L. AUBERTEIN	Responsable arrondissement Entretien Exploitation	ID TPE
P. LEFRANC	Responsable arrondissement Eau Environnement	ITPE
A. MAGNIER	Responsable arrondissement Études et Grands Travaux	ID TPE
M. COURTEAU	Responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau	Contrat VNF
J.F. MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	ITPE
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	TSC
M. HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC - VOID	TSC
J.P. LEFAURE	Responsable subdivision de VERDUN	TSC
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	ITPE
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision de GIVET	CTRL P
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	TSC
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	ITPE
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'ÉPINAL	ITPE

- à MM. les responsables d'unités comptables ci-après désignés pour les marchés :

* de travaux en dessous du seuil de 50 K€ HT

* de fournitures et services en dessous du seuil de 10 K€ HT

NOMS	Fonctions	Grade
JC CHESNEAU	Responsable de la Logistique	TSP
J.L. HUMBERT	Responsable de l'unité GVE	TSP
N. HANY	Responsable BAG de l'arrondissement EAU	SACE
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF

Article 2 - Les responsables d'arrondissements et de subdivisions mentionnés à l'article 1 ont la possibilité de subdéléguer leur signature à un ou plusieurs collaborateurs pour les marchés de tout type en dessous du seuil de 4 K€ HT.

Article 3 - Toute délégation de signature antérieure est abrogée.

Article 4 - Le chef du service de la navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du délégataire.

NANCY, le 23 septembre 2005

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
Représentant local de VNF,
Didier CAUVILLE

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA REALISATION D'UNE ENQUETE DE SATISFACTION AUPRES DES ADHERENTS AFIN D'ENGAGER LES MESURES NECESSAIRES A L'AMELIORATION DU SERVICE RENDU

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'article L. 723-12-II du Code Rural, prévoyant les modalités de conclusion d'une convention d'objectifs et de gestion pluriannuelle entre la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole et l'Etat,

Vu la convention d'objectifs et de gestion du 17 janvier 2002 conclue entre la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole et l'Etat, pour la période 2002-2005 et notamment, en son article 2-3 relatif à la « place de l'adhérent au cœur de la démarche d'amélioration de la qualité de service » et 2-3-2 ayant trait « au développement de l'écoute des adhérents »,

Vu le marché public du 15 février 2005 conclu entre la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et Ipsos Loyalty concernant la réalisation d'une enquête de satisfaction,

Vu le contrat de confidentialité signé le 17 mai 2005 entre la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et Ipsos Loyalty concernant la réalisation d'une enquête de satisfaction,

Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale Informatique et Libertés relatif à la réalisation d'une enquête de satisfaction auprès des adhérents afin d'engager les mesures nécessaires à l'amélioration du service, enregistré sous le dossier numéro 1100914 en date du 21 juillet 2005.

D E C I D E

Article 1^{er} - Il est créé entre la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et la Société IPSOS LOYALTY un traitement automatisé d'informations à caractère personnel, permettant de réaliser une enquête nationale de satisfaction auprès des adhérents salariés, exploitants, employeurs de main d'œuvre et retraités de la MSA et ce, afin d'évaluer leur niveau de satisfaction et de prévoir les mesures nécessaires à l'amélioration du service rendu.

Article 2 - Les informations à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- l'identification de l'adhérent : civilité, nom patronymique, nom marital, prénom, âge,
- la catégorie professionnelle de l'adhérent: salarié, exploitant, employeur, retraité, nombre d'heures travaillées,
- la localisation géographique de l'adhérent : adresse, numéro de voie, complément adresse, libellé voie, nature de voie, libellé commune, libellé département.

Article 3 - Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont les organismes de mutualité sociale agricole et la société IPSOS LOYALTY.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement jusqu'à l'anonymisation des données.

Par ailleurs, une fois le questionnaire anonyme envoyé, le droit d'opposition prévu par l'article 38 alinéa 1^{er} de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique plus.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Ile-de-France.

Fait à Bagnolet, le 26 juillet 2005

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur. ».

VANDOEUVRE-LES-NANCY, le 20 septembre 2005

Le Directeur,
Jean-Marie GERARD

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA DEMATERIALISATION DES NOTIFICATIONS DE PENSIONS DES SALARIES AGRICOLES
CCMSA - GIE AGIRC-ARRCO

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°2003- 775 du 21 août 2003 en son article 13 ;

Vu l'article L 173-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL) enregistré sous le N°10 90 367 en date du 29 août 2005 ;

D E C I D E

Article 1^{er} - Il est créé entre les organismes de Mutualité Sociale Agricole et le GIE AGIRC-ARRCO, un traitement automatisé ayant pour finalité principale de simplifier les démarches administratives des assurés du régime agricole en dématérialisant les notifications de pensions d'assurance vieillesse des salariés agricoles.

Article 2 - Les catégories d'informations échangées sont relatives à des données d'identification des bénéficiaires tel que le nom et le prénom ainsi que le numéro de sécurité sociale.

Article 3 - Le destinataire des informations est un organisme de protection sociale complémentaire dénommé le GIE AGIRC-ARRCO.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement. Toutefois, le droit d'opposition ne s'applique pas.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Ile-de-France.

Fait à Bagnolet, le 5 septembre 2005

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur. ».

VANDOEUVRE-LES-NANCY, le 23 septembre 2005

Le Directeur,
Jean-Marie GERARD

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA DEMATERIALISATION DES DONNEES DE CARRIERES
DANS LE CADRE DES ECHANGES ENTRE LA CNAV ET LA MSA

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi N° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°2003-775 du 21 août 2003 en son article 13 ;

Vu l'article L173-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu la convention du 18 juillet 2003 relative aux échanges dématérialisés de données de carrière entre les régimes de base ;

Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) sur le dossier numéro 110 04 12 en date du 29 août 2005 ;

D E C I D E

Article 1^{er} - Il est créé entre les organismes de Mutualité Sociale Agricole (MSA) et la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), un traitement automatisé de données à caractère personnel ayant pour principale finalité de simplifier les démarches entre la MSA et la CNAV en dématérialisant les données de carrières des assurés du régime agricole à des fins de régularisation des périodes lacunaires ou pour effectuer des recherches complémentaires.

Article 2 - Les informations concernées par ce traitement concernent :

- des éléments de l'état civil

- l'adresse de l'assuré
- la mention de la caisse gestionnaire
- la liste des régimes à qui le fichier doit être transmis (régimes présents dans la carrière des assurés)
- le type de reconstitution de carrière (RDC)
- la date d'ouverture de la RDC

Article 3 - Le destinataire de ces informations est la CNAV.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toutefois le droit d'opposition ne s'applique pas dans la mesure où le traitement répond pas aux besoins de la branche retraite.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Ile-de-France.

Fait à Bagnolet, le 5 septembre 2005

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la Mutualité Sociale Agricole Lorraine est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Mutualité Sociale Agricole Lorraine auprès de son Directeur. ».

VANDOEUVRE-LES-NANCY, le 23 septembre 2005

Le Directeur,
Jean-Marie GERARD

ANPE

DECISION N° 1314/2005 DE DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI,

VU Le Code du Travail, notamment son Article R.311.4.5,

VU Le Décret n° 2003-1370 du 31 décembre 2003 fixant les dispositions applicables aux agents contractuels de droit public de l'Agence Nationale Pour l'Emploi,

VU Le Décret en date du 7 avril 2005 nommant Monsieur Christian CHARPY en qualité de Directeur Général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi,

VU La Décision n° 1062 du 15 juillet 2005 nommant Monsieur Jean-Philippe TURCOTTI en qualité de Directeur Régional de la Lorraine.

D E C I D E

ARTICLE 1 - Monsieur Jean-Philippe TURCOTTI, Directeur Régional de la Lorraine, reçoit, délégation permanente de signature en ce qui concerne les décisions infligeant des sanctions disciplinaires d'avertissement et de blâme et les mémoires et conclusions produits devant les juridictions administratives de 1ère instance.

ARTICLE 2 - Monsieur Jean-Philippe TURCOTTI, Directeur Régional de la Lorraine, reçoit, pour les services placés sous sa responsabilité, délégation permanente pour signer dans les limites fixées par les instructions en vigueur :

- les actes relatifs au fonctionnement des services et à l'exécution des missions de l'Agence,
- les décisions se rapportant à la gestion du personnel,
- les pièces justificatives et autres pièces comptables concernant l'exécution du budget de l'Agence.

Il reçoit également délégation pour statuer sur les recours hiérarchiques formés à l'encontre des décisions prises par les Directeurs Délégués relevant de son autorité, au titre de la gestion de la liste des Demandeurs d'emplois où à celui de la participation au Service Public de Placement.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Philippe TURCOTTI, ses attributions listées à l'article 2, sont exercées par Monsieur Dominique PIERRON, Niveau VA, responsable de l'Appui à la production des Services.

ARTICLE 4 - En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Jean Philippe TURCOTTI et Dominique PIERRON, Monsieur Jean-Paul BERNIER, Niveau VA, est habilité à signer dans les limites fixées par les instructions en vigueur :

- les pièces comptables concernant l'exécution du budget de l'Agence,
- les opérations relevant de la déconcentration financière et comptable.

ARTICLE 5 - En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Jean Philippe TURCOTTI et Dominique PIERRON, Monsieur Eric ARSAC, Niveau VA, est habilité à signer dans la limite fixée par les instructions en vigueur :

- les décisions se rapportant à la gestion du personnel.

ARTICLE 6 - La présente décision prend effet au 15 septembre 2005.

ARTICLE 7 - La présente décision sera publiée au recueil départemental des actes administratifs des Services de l'Etat des départements concernés.

NOISY-LE-GRAND, le 14 septembre 2005

Le Directeur Général,
Christian CHARPY

AVIS DE RECRUTEMENT

AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 15 décembre 2005 un recrutement sans concours d'un agent d'entretien spécialisé.

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 55 ans au plus au 1^{er} janvier 2005 sans condition de titres ou de diplômes.

Dispositions particulières :

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Les candidats feront l'objet d'une sélection par une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation + CV détaillé précisant les formations suivies, les emplois occupés et leur durée) sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 1010
54521 LAXOU CEDEX

pour le 9 décembre 2005 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

LAXOU, le 3 octobre 2005

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
I. CAILLIER

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

**ARRETE S.G.A.R. N° 2005 - 350 EN DATE DU 16 AOUT 2005
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE L'U.R.C.A.M. DE LORRAINE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L. 183-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article R. 183-2 tel que modifié par le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2001-195 du 29 juin 2001 portant répartition des sièges au sein du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine entre les régimes d'assurance maladie autres que le régime général ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)
M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)
Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)
M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)
Mme VAISSE Brigitte née PUCELLE (CPAM Thionville)
Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)
Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)
M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)
Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)
M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)
Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)
Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)
M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)
M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)
M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)
Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM NANCY)
Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)
M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)
M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric (CPAM Nancy)
M. ALVES FERREIRA DE ASSUNCAO Géraud (CPAM Longwy)
Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)
Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)
M. POIREL André (CPAM Nancy)
Suppléants : M. BOULENGER Guy (CPAM Nancy)
M. GERAULD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)
M. CHENUT Eric (CPAM Nancy)
Suppléants : M. ALBERT Marc (CPAM Metz)
M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore
M. MULLER Jean-Paul
Suppléants : M. BONONCINI Francis
M. MERCIER Jean-Pierre

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude
M. LEROY Patrick
Suppléants : Mme BRODIER Renée
M. GAUTROT Gilbert

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. MAZZOLI Jean-Marie
M. SAUER Roger
Suppléants : M. MARKUN Jean
M. MAGNO Emmanuel

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel
Suppléant : Mme VANZUT Sylvie

ARTICLE 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2004-625 du 30 décembre 2004 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Pour le Préfet de la Région Lorraine,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,
Philippe-Xavier PIMOR

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU SOIRON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants, L5212-16 et L5711-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 1931 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux du Soiron ;

VU la délibération en date du 5 avril 2005 du comité du syndicat intercommunal des eaux du Soiron décidant la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations des collectivités membres, à savoir :

Avis favorable :

ABBEVILLE-LES-CONFLANS (21 /05/ 2005), AUBOUÉ (23 /05/ 2005), BATILLY (16 /05/ 2005), BONCOURT (4 /05/ 2005), BRAINVILLE (13 /05/ 2005), BRUVILLE (28 avril 2005), CHAMBLEY-BUSSIERES (18 avril 2005), CHAREY (23 /05/ 2005), DAMPVITOUX (3 juin 2005), DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE (23 /05/ 2005), DONCOURT-LES-CONFLANS (11 avril 2005), FLEVILLE-LIXIERES (19 /05/ 2005), FRIAUVILLE (9 /05/ 2005), GIRAUMONT (9 /05/ 2005), HAGEVILLE (19 /05/ 2005), HANNONVILLE-SUZERMONT (23 /05/ 2005), HATRIZE (2 /05/ 2005), JOUAVILLE (9 /05/ 2005), JEANDELIZE (22 avril 2005), LABRY (15 avril 2005), MOUAVILLE (13 /05/ 2005), OLLEY (23 /05/ 2005), OZERAILLES (13 /05/ 2005), PUXE (28 avril 2005), REMBERCOURT-SUR-MAD (10 juin 2005), SAINT-AIL (22 avril 2005), SAINT-JULIEN-LES-GORZE (16 /05/ 2005), SAINT-MARCEL (15 juin 2005), SPONVILLE (2 /05/ 2005), VILLE-SUR-YRON (13 /05/ 2005), WAVILLE (23 /05/ 2005), XONVILLE (2 /05/ 2005);

Avis défavorable :

CONFLANS-EN-JARNISY (09/04/2005) et THUMERVILLE (9/05/2005);

VU l'avis favorable de la sous-préfète de TOUL en date du 13 juillet 2005;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de COMMERCEY en date du 20 juillet 2005;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de VERDUN en date du 26 juillet 2005;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de BRIEY en date du 3 août 2005;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17, L5211-20 et L5211-5 II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1ER : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux du Soiron.

Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, de COMMERCEY, de TOUL et de VERDUN, et le président du syndicat intercommunal des eaux du Soiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au président et aux maires des EPCI et communes intéressés et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 5 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Hubert VERNET

Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture - D.R.C.L. 1.

**ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL
ET AUTORISANT LES TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'ENTRETIEN DU COURS DE L'AROFFE ET AFFLUENTS**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 211-7 et L 432-3 ;

VU le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 modifié pris en application de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté départemental de police du 24 août 1906 modifié le 22 janvier 1955

VU la demande déposée le 11 février 2004 par Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois à l'effet de déclarer d'intérêt général les travaux d'entretien et d'aménagement du cours de l'AROFFE et affluents ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 15 mars 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général des travaux précités ;

VU les pièces constatant que l'enquête a été menée en mairie de :

- Département de Meurthe-et-Moselle : TRAMONT-SAINT-ANDRE, ALLAMPS, GEMONVILLE;

- Département des Vosges : AROFFE, VICHÉREY, PLEUVEZAIN et SONCOURT;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 15 jours en mairies précitées ;

VU l'avis favorable, le 7 juin 2005, du commissaire enquêteur ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des Vosges ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1er - OBJET ET DECLARATION D'INTERET GENERAL

Madame la Présidente de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux d'entretien et de restauration du cours d'eau de l'Aroffe et affluents.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur l'ensemble du cours de l'Arroffe et affluents en communes de :

- Département de Meurthe-et-Moselle : ALLAMPS, GEMONVILLE, TRAMONT-SAINT-ANDRE ;

- Département des Vosges : AROFFE, VICHÉREY;

ARTICLE 3 - SERVITUDE DE PASSAGE

Pendant les travaux, les riverains de l'Aroffe et affluents devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages, consistent principalement en :

- le traitement de la végétation ;
- la suppression des embâcles ;
- l'exploitation des arbres et le traitement des rémanents végétaux ;
- la protection de berges par des techniques végétales : végétalisation, pose de boudins d'hélophytes, tressage, fascinage de branches, mise en place d'épis et de pieux ;
- la mise en place de boutures de saules ;
- les plantations de ligneux ;
- la pose de branches anti-affouillement ;
- la mise en place de clôtures pour bétail ;
- l'aménagement d'abreuvoir ;
- la réalisation de passages à gué ;
- la reprise de passages busés ;
- la reconstitution du lit mineur, extraction des atterrissements.

Ils seront réalisés conformément au projet déposé.

ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE

Pendant les travaux, les ouvrages et les ruisseaux au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures).

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage des engins mis en œuvre sur le chantier se fera loin du cours d'eau.

Le curage des atterrissements se bornera au décapage des parties mises à sec lors de l'étiage du cours d'eau.

Les matériaux serviront à combler des anses d'érosion à proximité, ou seront régalez sur la rive sans modifier les écoulements en période de crue. Toute exportation est proscrite.

Les eaux de fouilles seront déversées limpides, un seuil temporaire sera édifié en aval pour contenir le départ de sable et réduire la vitesse du courant lors de la fouille ; le bief ainsi créé sera curé avant retrait du seuil.

Embâcles :

Le nettoyage de la zone amont de l'embâcle sera effectué avant son retrait. Il permettra ainsi de récupérer les sédiments déposés ou les flottants piégés par l'obstacle.

Cette mesure empêchera le colmatage des zones à l'aval par la mise en suspension des sédiments et la dissémination des flottants au gré du courant. Le cas échéant, les détritiques seront déposés dans un endroit autorisé à cet effet.

La berge devra être stabilisée après avoir retiré un embâcle (arbre déraciné) pour éviter toute érosion

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux les Fédérations de Meurthe et Moselle et des Vosges pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, les Conseils supérieurs de la Pêche de Meurthe et Moselle et des Vosges et les D.D.A.F. de Meurthe et Moselle et des Vosges chargées de la police de l'eau et de la pêche dans leur département respectif.

ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 - ACCORD PREALABLE POUR CERTAINS TRAVAUX

Les aménagements de clôtures et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable écrit des propriétaires riverains concernés.

L'évacuation des bois après coupe devra intervenir sous délai de 15 jours après entente avec les propriétaires riverains.

ARTICLE 9 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux de restauration de L'AROFFE et affluents devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 31 décembre 2006.

Les travaux concernant l'AROFFE et affluents devront être terminés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 10 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Tous travaux ultérieurs dans le lit ou sur les berges doivent être autorisés avant exécution par le Préfet concerné par leur situation.

ARTICLE 12 - RECOURS

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage.

ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des VOSGES,

Madame la Présidente de la Communauté de Commune du Pays de Colombey et du Sud Toulousain,

Les Maires des communes de :

- Département de Meurthe-et-Moselle : TRAMONT-SAINT-ANDRE, ALLAMPS, GEMONVILLE;

- Département des Vosges : AROFFE, VICHÉREY, PLEUVEZAIN et SONCOURT;

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt des VOSGES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges et affiché en mairie de :

- Département de Meurthe-et-Moselle : TRAMONT-SAINT-ANDRE, ALLAMPS, GEMONVILLE;

- Département des Vosges : AROFFE, VICHÉREY, PLEUVEZAIN et SONCOURT;

NANCY, le 6 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

EPINAL, le 6 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	984
CABINET DU PREFET	984
SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE	984
BREVETS NATIONAUX DE SECOURISME	984
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	984
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT	984
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.34 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT	984
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.39 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MYRIAM BERG, CHARGÉE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES A COMPTER DU 16 OCTOBRE 2005	985

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

BREVETS NATIONAUX DE SECOURISME

EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS
DU MARDI 4 OCTOBRE 2005 - PROCES-VERBAL N° 43/2005

8 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BUCHER	THIERRY	19/08/1958	ART SUR MEURTHE
CLEMENT	ERIC	11/02/1971	CHAMPIGNEULLES
DAVY	CHANTAL	29/06/1956	SEICHAMPS
DESHAYES	NATHALIE	10/10/1971	NANCY
LEPORE-NICOUD	ANTOINETTE	18/06/1967	FOUG
LINCK	ALAIN	12/05/1962	LANEUVEVILLE
MEJEAN	CLAIRE	17/02/1973	NANCY
VALANCE	AUDE	18/05/1974	SEICHAMPS

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.34 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004, nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement, en date du 29 avril 2002, nommant Monsieur Hugues Corbeau ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle, à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté n° 05.BODE.31 du 7 septembre 2005 accordant délégation de signature à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 1 section 2 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.31 du 7 septembre 2005 susvisé est complété comme suit :

A2 e1	e/ PERMIS DE CONDUIRE A UN EURO PAR JOUR Conventions avec les écoles de conduite	Circulaire du ministère de l'Équipement du 29 juillet 2005
-------	---	---

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 3 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.39 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME MYRIAM BERG,
CHARGEE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
A COMPTER DU 16 OCTOBRE 2005**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;
VU le code de la famille et de l'aide sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret du Président de la République, en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004, nommant Monsieur Claude Baland Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel n° 02496 du 3 octobre 2005 chargeant Madame Myriam Berg d'assurer l'intérim dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 16 octobre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Michel, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Madame Myriam Berg, chargée de l'intérim du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du logement et du Ministère de la Santé et des solidarités à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- les décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinales et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation).

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Myriam Berg, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Monsieur Jean-François Lhuillier, directeur adjoint.

Article 3 : En cas d'absence simultanée de Madame Myriam Berg et de Monsieur Jean-François Lhuillier, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Madame Brigitte Dempt, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Irène Delforge, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Françoise Wanson, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Noëlle De Silvestri, conseillère technique en travail social,
- Mademoiselle Aline Joannes, inspecteur de l'action sanitaire et sociale
- Monsieur Jean-Marc Le Moigne, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Brigitte Mennessier, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Madame Stephanie Reverre, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Monsieur Christian Mannschott, ingénieur en chef du génie sanitaire,
- Monsieur José-Louis Martinez, inspecteur de l'action sanitaire et sociale,
- Mademoiselle Stéphanie Lhuillier, ingénieur d'études sanitaires.

Article 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Article 5 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 est abrogé.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Madame Myriam Berg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 17 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	931
CABINET DU PREFET	931
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>931</i>
ARRETE 0511/SIDPC DU 9 SEPTEMBRE 2005 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	931
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	931
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>931</i>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	931
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	931
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	931
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	932
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	932
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	932
COMMUNE DE VANDIERES - TRAVAUX LIES A LA SUPPRESSION DU PN 17 ET AU RETABLISSEMENT DE SES FONCTIONNALITES - OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAINS	932
ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS ET PIENNES	933
<i>TROISIEME BUREAU</i>	<i>933</i>
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'EXAMEN D'UNE OFFRE DANS LE CADRE D'UN MARCHÉ NEGOCIÉ PASSE APRES APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX - MARCHÉ DE MISE EN SECURITE DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY LOT 5. CHAUFFAGE, VENTILATION	933
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. ALAIN MAUCHAMP, CHEF DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC DE MEURTHE-ET-MOSELLE	934
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	<i>934</i>
ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF DU 14 DECEMBRE 2000 RELATIF A L'EPANDAGE DES BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA STATION D'EPURATION DE TOUL	934
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DU TUNNEL PAR LA COMMUNE DE LAY-SAINT-REMY B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	935
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	938
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>938</i>
ARRETE PORTANT AGREMENT DE LA FORMATION AUX PALPATIONS DE SECURITE DISPENSEE PAR LES SERVICES DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	938
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 135	938
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	939
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>939</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE LALOEUF AU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LALOEUF ET LA TRANSFORMATION DU SYNDICAT EN SYNDICAT A LA CARTE	939
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE FAULX ET L'ADHESION DE XAMMES, MANDRES AUX QUATRE TOURS ET VIRECOURT DU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AUTONOME	939
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>942</i>
ARRETE DE SUPPRESSION DE LA REGIE D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE BRIEY	942
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	942
ARRETE DU 8 SEPTEMBRE 2005 ACCEPTANT LES RETRAITS DU SIVOM DU PAYS DE MEURTHE ET MORTAGNE DES COMMUNES DE LARONXE, SAINT CLEMENT ET VATHIMENIL	942
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	943
ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPLICATION DU REGIME FORESTIER A 0,46 HA DE LA FORET COMMUNALE DE TRAMONT-EMY	943
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	944
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	944
ARRETE N° 88 RELATIF A L'AUTORISATION DE MODIFIER LES ELEMENTS FIGURANT DANS L'AUTORISATION INITIALE DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX	944
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	944
<i>POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE</i>	<i>944</i>
ARRETE DDASS / SSA / N°2315 AUTORISANT LA CONGREGATION DES PETITES SOEURS DES PAUVRES A ACCUEILLIR DES PERSONNES AGEES DEPENDANTES DANS L'ENSEMBLE DE LA CAPACITE DE MAISON DE RETRAITE « MA MAISON » A NANCY	944
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE	945
<i>SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE</i>	<i>945</i>
AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 69 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE	945
AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 78 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE	945

ARRETE D'APPROBATION DES STATUTS DE LA CAISSE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE.....	945
ARRETE D'APPROBATION DES STATUTS DU CENTRE INFORMATIQUE DE LA MUTUALITE AGRICOLE DE L'EST.....	949
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	952
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	952
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	959
<i>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES.....</i>	<i>960</i>
ARRETE 2005/DDAF/ITEPSA/363 PORTANT RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE CHARGEE D'EXAMINER LES DEMANDES D'ASSUJETTISSEMENT AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX FORESTIERS.....	960
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>961</i>
ARRETE PREFECTORAL 2005/358 FIXANT LE MONTANT DES INDEMNITES COMPENSATOIRES DE HANDICAPS NATURELS AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2005 DANS LE DEPARTEMENT.....	961
ARRETE PREFECTORAL 2005/377 RELATIF AUX REGLES DE CONDUITE ET D'ENTRETIEN DES COUVERTS ENVIRONNEMENTAUX POUR LA CAMPAGNE 2005-2006	961
ARRETE PREFECTORAL 2005/380 FIXANT LE CLASSEMENT EN ZONES DEFAVORISEES DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET MOSELLE.....	962
ARRETE PREFECTORAL 2005/383 MODIFIANT L'ARRETE N° 372 DU 24 DECEMBRE 2004 RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE AGRO-ENVIRONNEMENTALE ROTATIONNELLE.....	962
ARRETE PREFECTORAL 2005/393 FIXANT LA PERIODE DES VENDANGES EN MEURTHE-ET-MOSELLE - RECOLTE 2005.....	963
OFFICE NATIONAL DES FORETS	964
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER A DES PARCELLES APPARTENANT A LA COMMUNE DE CHARENCY-VEZIN.....	964
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER A UNE PARCELLE APPARTENANT A LA COMMUNE DE FRESNOIS-LA-MONTAGNE	964
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	965
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>965</i>
ARRETE 2005/DDE/057/CDER.....	965
ARRETE 2005/DDE/059/CDER.....	970
ARRETE 2005/DDE/060/CDER.....	970
ARRETE 2005/DDE/062/CDER.....	971
ARRETE 2005/DDE/063/CDER.....	972
ARRETE 2005/DDE/064/CDER.....	973
ARRETE 2005/DDE/065/CDER.....	973
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i>	<i>974</i>
AVIS.....	974
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE ...	974
ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA LICENCE D'AGENCE DE MANNEQUINS DE LA SOCIETE DANIELE MODELS AGENCY SITUÉE AU 33 RUE DE LA HAIE LE COMTE A SAINT-MAX (54130) SOUS LE N° 54-04-01 (GERANTE : MME DANIELE POUTEAUX).....	974
ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA LICENCE D'AGENCE DE MANNEQUINS DE LA SOCIETE ANGELS MODELS MANAGEMENT SITUÉE AU 33 RUE DE LA HAIE LE COMTE A SAINT-MAX (54130) SOUS LE N° 54-04-03 (GERANTE : MME DANIELE POUTEAUX).....	974
ARRETE ACCORDANT LA LICENCE D'AGENCE DE MANNEQUINS A LA SOCIETE MAJOR MODEL MANAGEMENT PARIS SITUÉE AU 33 RUE DE LA HAIE LE COMTE A SAINT-MAX (54130) SOUS LE N° 54-04-02 (GERANT : M. GUIDO DOLCI)	975
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX	975
DECISION CONCERNANT LA PRESIDENCE DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DIRECTS ET DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	975
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	975
DELEGATION DE SIGNATURE.....	975
AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT	977
DECISION N° 2005.01 DE DELEGATION DE SIGNATURE	977
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	978
DELEGATION DE SIGNATURE.....	978
DELEGATION DE SIGNATURE.....	979
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	979
DECISION N° 011/05 DE DELEGATION DE SIGNATURE	979
ANPE DE LORRAINE	980
DELEGATION DE SIGNATURE.....	980
AVIS DE RECRUTEMENT	980
AVIS DE RECRUTEMENT PAR LISTE D'APTITUDE DANS LE CADRE DES RECRUTEMENTS DIRECTS DE DROIT COMMUN, POUR L'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ, NANCY 1 ET L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE.....	980
AVIS DE RECRUTEMENT PAR LISTE D'APTITUDE DANS LE CADRE DES RECRUTEMENTS DIRECTS DE DROIT COMMUN, POUR L'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ, NANCY 1	981
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 4 AGENTS DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIES 2 ^E CATEGORIE POUR LES DIFFERENTS SERVICES DE SOINS A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE.....	981
RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2 ^E CATEGORIE A LA MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES (ARTICLE 17 DE LA LOI DU 3 JANVIER 2001).....	982
RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2 ^{EME} CATEGORIE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY	982
VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2 ^{EME} CATEGORIE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	982
VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	983
AVIS DE CONCOURS	983
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENTS CHEFS 2 ^{EME} CATEGORIE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU	983

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE 0511/SIDPC DU 9 SEPTEMBRE 2005 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION
DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-31;

VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48;

VU l'arrêté du 2 mai 2005, relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur;

VU la demande d'agrément du Centre Formation Sécurité Incendie du 11 juillet 2005;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours du 1^{er} août 2005;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 19 septembre 2005

CENTRE FORMATION SÉCURITÉ INCENDIE

66 ter, route de Saizerais - 54460 LIVERDUN

ARTICLE 2 : A cette même date, les dispositions des arrêtés n° 2001/55/SIDPC et 2001/56/SIDPC du 5 avril 2001 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur sont et demeurent rapportées.

ARTICLE 3 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 6 septembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC LIDL, en qualité d'exploitante, en vue de procéder à l'extension de 478,35 m² de vente d'un supermarché de type maxidiscount à l'enseigne LIDL à PIENNES, portant la surface totale de vente à 777,35 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PIENNES.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 6 septembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL CP, en qualité de future exploitante, en vue de procéder à la création d'un magasin de meubles à l'enseigne MAGIC PIN à ESSEY-LES-NANCY- ZAC de la Porte verte, d'une surface de vente de 450 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ESSEY-LES-NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 6 septembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SA GNC HOLDING, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin de chaussures à l'enseigne CHAUSSEA à HOUEMONT d'une surface de vente de 740 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 septembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Aldi Marché Ennery, en qualité d'exploitante, en vue de procéder à l'extension de 475 m² de vente d'un supermarché de type maxidiscounte à l'enseigne ALDI à LONGUYON, portant la surface totale de vente à 774 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGUYON.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 septembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL HOTLINE, en qualité d'exploitante, en vue de procéder à l'extension de 20 chambres d'un établissement hôtelier à l'enseigne IBIS à MEXY, d'une capacité totale de 62 chambres.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MEXY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 20 septembre 2005, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI HOUDCOURT, en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin d'électroménager à l'enseigne ELECTRO DEPOT à HOUEMONT d'une surface de vente de 1600 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.

NANCY, le 21 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

**COMMUNE DE VANDIERES - TRAVAUX LIES A LA SUPPRESSION DU PN 17
ET AU RETABLISSEMENT DE SES FONCTIONNALITES - OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAINS**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics, et notamment ses articles 3, 4, 5 et 10 ;

Vu l'acte dit loi n° 347 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la loi n° 57.391 du 28 mars 1957 validant l'acte susvisé et modifiant les articles 2, 3 et 7 ;

Vu la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 322-1 et suivants, et 433-11 ;

Vu l'ordonnance 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine ;

Vu le décret du 14 mai 1996, modifié par le décret du 6 septembre 2002 et dont les effets ont été prorogés jusqu'au 15 mai 2016 par décret du 3 mai 2004, déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de la ligne nouvelle de chemin de fer à grande vitesse dite LGV Est Européenne entre PARIS et STRASBOURG ;

Vu le décret n° 2005-878 du 29 juillet 2005 modifiant le décret du 14 mai 1996, lui-même modifié par décret du 6 septembre 2002 et dont les effets ont été prorogés jusqu'au 15 mai 2006, par décret du 3 mai 2004, a déclaré d'utilité publique et urgents les travaux liés à la suppression du passage à niveau PN 17 et à la création d'une route entre la RD 952 et le pont sur canal latéral à la Moselle sur le territoire de la commune de VANDIERES ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Lorraine, préfet de la Moselle, n° 2005-310 en date du 2 août 2005 portant prescription de diagnostic archéologique ;

Vu la demande présentée le 8 juillet 2005 par la Société Centrale pour l'Equipeement du Territoire (SCET) mandatée par le Réseau Ferré de France (RFF), maître d'ouvrage, en vue d'obtenir l'autorisation pour ses agents ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits, d'occuper temporairement les terrains nécessaires à la construction de la LGV Est Européenne située sur la commune de VANDIERES conformément au plan et à l'état parcellaire ci-annexé ;

Considérant que l'occupation temporaire de ces terrains est nécessaire à l'exécution de travaux de reconnaissance archéologique et sondages ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les agents du Réseau Ferré de France ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour y occuper temporairement les terrains nécessaires aux reconnaissances archéologiques et sondages.

L'occupation de terrains situés sur la commune de VANDIERES, conformément à l'état annexé au présent arrêté, ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

L'introduction des agents ou des particuliers à qui elle a délégué ses droits, n'est pas autorisée à l'intérieur des maisons d'habitation, et des propriétés attenantes aux habitations et closes par des murs ou par des clôtures équivalentes.

L'accès aux propriétés concernées se fera depuis la voirie publique départementale et communale existante.

ARTICLE 2 : Le maire de VANDIERES notifiera l'arrêté aux propriétaires des terrains, ou, s'ils ne sont pas domiciliés dans la commune, aux fermiers, locataires, gardiens ou régisseurs des propriétés ; il y joindra une copie du plan parcellaire et gardera l'original de cette notification.

ARTICLE 3 : Le titulaire de la présente autorisation, à défaut de convention amiable, fera aux propriétaires des terrains, préalablement à leur occupation, une notification par lettre recommandée, en indiquant le jour et l'heure où il compte se rendre sur les lieux en vue de procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux. Il en informera le maire de la commune.

La notification doit intervenir dix jours au moins avant la visite des lieux.

Le procès verbal de l'opération qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage sera dressé en trois expéditions destinées, l'une à être déposée à la mairie et les deux autres à être remises aux parties intéressées.

Si les parties sont d'accord, les travaux autorisés par le présent arrêté peuvent être commencés.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa date.

ARTICLE 5 : La durée de la présente autorisation est de cinq ans.

ARTICLE 6 : Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur du Réseau Ferré de France, le maire de VANDIERES, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont mention sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie conforme sera adressée à chaque service concerné.

NANCY, le 9 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

L'état annexé au présent arrêté est consultable en préfecture - DACI 1.

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS ET PIENNES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;

Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur le territoire des communes de JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS et PIENNES ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS et PIENNES ;

Vu l'avis favorable de la chambre des métiers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'approbation du PPRM sur le territoire JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS et PIENNES ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 17 mai 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture :

A R R Ê T E

Article 1 - Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) sur le territoire des communes de JOUDREVILLE, LANDRES, MONT-BONVILLERS et PIENNES est approuvé. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain,

- Le Républicain Lorrain.

Il sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Enfin, une copie de l'arrêté sera affichée dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans chacune des mairies concernées, en préfecture et en sous-préfecture de Briey.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à :

- Mme le maire de JOUDREVILLE,

- Mme le maire de LANDRES,

- M. le maire de MONT-BONVILLERS,

- M. le maire de PIENNES,

- M. le Sous-Préfet de Briey,

- M. le Directeur Départemental de l'Équipement,

- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,

- M. le Directeur Régional de l'Environnement,

- Mme le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,

- M. le Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Mmes et MM. les maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

NANCY, le 13 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

TROISIEME BUREAU

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES CHARGEES DE L'EXAMEN D'UNE OFFRE DANS LE CADRE D'UN MARCHE NEGOCIE
PASSE APRES APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX - MARCHE DE MISE EN SECURITE DU PALAIS DE JUSTICE DE BRIEY
LOT 5. CHAUFFAGE, VENTILATION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;
Vu le procès verbal de la commission d'appel d'offres du 14 juin 2005 déclarant infructueux le lot 5 (chauffage, ventilation) du marché de mise en sécurité du palais de justice de Briey et proposant la passation d'un marché négocié ;
Vu la décision de la personne responsable du marché de recourir à la procédure négociée ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er : Délégation est accordée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture en vue de présider la commission d'appel d'offres chargée d'examiner le projet de marché négocié pour l'attribution du lot 5 (chauffage, ventilation) dans le cadre du marché de mise en sécurité du palais de justice de Briey, et de signer le procès-verbal correspondant.

ARTICLE 2 : La séance de cette commission se tiendra en préfecture (Bâtiment rue Préfet Claude Erignac, salle de formation n° 12 au rez-de-chaussée), le mercredi 21 septembre à 10 heures.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 15 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
A M. ALAIN MAUCHAMP, CHEF DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU la nomination de M. Alain MAUCHAMP en qualité de chef des services du trésor public de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er septembre 2005 ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 20 décembre 2004 est annulé.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à M. Alain MAUCHAMP à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable. Les seuils de 150 000 et 230 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Alain MAUCHAMP m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Alain MAUCHAMP à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Alain MAUCHAMP indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

Article 4 : M. Alain MAUCHAMP peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

Article 5 : Le présent arrêté est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006 qui feront l'objet d'un nouvel arrêté intégrant le dispositif de mutualisation de la commande publique applicable au titre de l'exercice 2006.

Article 6 : Toutes dispositions contraaires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

Article 7 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1er septembre 2005.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, M. Alain MAUCHAMP, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF DU 14 DECEMBRE 2000
RELATIF A L'EPANDAGE DES BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA STATION D'EPURATION DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 modifiés du 29 mars 1993 pris en application des articles du code de l'environnement cité ci-dessus;

VU le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées et l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;
VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 autorisant l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de Toul;
VU l'avis du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 août 2005
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E**ARTICLE 1^{er} :**

L'arrêté préfectoral modificatif en date du 14 décembre 2000 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de TOUL soumis au régime de la déclaration est abrogé.

ARTICLE 2 : RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification du présent arrêté en application de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

ARTICLE 3: PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Madame la Sous-Préfète de Toul,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle,

Madame la Présidente de la Communauté de communes du Toullois,

Messieurs les Maires des communes de Biqueley et Pierre la Treiche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera transmise à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur de la Navigation du Nord-Est, la Mission de Recyclage Agricole des Déchets de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL PORTANT :**1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DU TUNNEL PAR LA COMMUNE DE LAY-SAINT-REMY****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL****EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 24/03/2003 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 19/06/2001 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de la source du TUNNEL à LAY-SAINT-REMY ;

VU l'arrêté préfectoral du 20/01/2005 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de la source du Tunnel à LAY-SAINT-REMY par la commune de LAY-SAINT-REMY en communes de LAY-SAINT-REMY et FOUG

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de LAY-SAINT-REMY et FOUG

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 10/06/2005 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 22 juillet 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

A R R E T E**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1^{er} - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de LAY-SAINT-REMY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation de source par le captage de la source du TUNNEL à LAY-SAINT-REMY

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à LAY-SAINT-REMY

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX**ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source du Tunnel	LAY-SAINT-REMY	A3 569-570	229-5X-0011	852690	2415280	252 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 137 m³/j.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source du Tunnel est situé sur le territoire de la commune de LAY-SAINT-REMY. Il est situé à l'intérieur du tunnel de la SNCF, à l'aplomb des parcelles a 569 et 570.

Un périmètre de protection immédiate satellite est situé dans la parcelle A 523 du territoire de LAY-SAINT-REMY, LIEUDIT "AUX PIERRES". Il couvre une surface de 1 are.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 102 ha 39 a 56 ca, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

COMMUNE	SECTION	LIEUDIT	N° PARCELLES
LAY-SAINT-REMY	A	Rever de la Montagne	457 pp, 458 à 485 ; 1688
		Mansoille	513 à 514 ; 517 à 519
		Aux Pierres	523 pp
		La Poiriolle	542 à 645
		Virlipoulot	646 à 652
		Marsingaine	661 à 665
	ZH	Chatillon	13 à 22 ; 25
		Croix Tiercy	42 à 43
		Roulot	44 à 60 ; 62
		La Montagne	63 à 70 ; 72 à 83 ; 85 à 95 ; 161 à 162
		Fond du Roulot	96 à 98
		Tournant du Roulot	106 ; 111 à 115
		Roulot	159 à 160
FOUG	B	Moulin à Vent	3 à 18 ; 20 à 26
		Vieux Chauffour	27 à 42
		Au Dessus de la Louvière	43 à 67
		Au Dessus de Rehavignes	68 à 119 ; 273 à 274
		Chemin de Commercy	269 à 272

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètres de protection immédiate**

Le captage est situé sur le domaine public de Réseau Ferré de France. Une convention sera établie entre la commune et le gestionnaire du tunnel pour la mise en place du périmètre de protection immédiate du captage.

Il est également créé un périmètre de protection immédiate autour du puits intermédiaire. A l'intérieur de ce périmètre, toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages ou de leurs abords sont interdites.

Le périmètre satellite de protection immédiate appartenant au domaine public de R.F.F. sera aussi porté dans la convention. Il devra être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du captage.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- *En ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :*

- . la création de forages, puits et captage de sources dans le même aquifère, sauf au bénéfice de la collectivité,
- . l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- . la réalisation de mares et étangs.

- *Sont interdits les stockages et dépôts :*

- . d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- . de produits chimiques,
- . d'hydrocarbures et de liquides inflammables,
- . de produits destinés aux cultures (engrais, fumiers, pesticides, purin, lisiers),
- . d'effluents industriels,
- . d'effluents domestiques collectifs,
- . station d'épuration,
- . bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

- *Sont interdites les canalisations :*

- . d'eaux usées domestiques collectives,
- . d'eaux usées industrielles,
- . d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

- *Sont interdits les rejets liquides :*

- . d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- . d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- . de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

- *Sont interdites les constructions :*

- . d'habitations raccordées ou non à l'assainissement collectif,
- . de campings, caravanings et annexes,
- . de cimetières,
- . d'installations classées,
- . de bâtiments d'élevage et d'engraissement,
- . de silos produisant des jus de fermentation,

- *En ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :*

- . le maraîchage, les serres et pépinières,
- . l'épandage de lisier, boues de station d'épuration,
- . le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat,

- *En ce qui concerne les activités forestières sont interdits :*

- . les défrichements,
- . le traitement du bois stocké,
- . l'implantation d'aire de débardage, d'affourage et l'agrainage de gibier à moins de 200 m de la verticale du captage matérialisée par les parcelles 569 et 570.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- . les travaux sur le tunnel ayant une importance susceptible de modifier les écoulements à proximité du captage devront faire l'objet d'une étude hydrogéologique détaillée, soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,
- . l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution de la nappe,
- . le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'impact sur la chimie de la nappe,
- . les travaux de voirie devront utiliser des matériaux inertes et imperméabiliser les fossés d'évacuation d'eaux pluviales jusqu'au ruisseau,
- . le traitement des accotements des voies de communication sera réalisé sans herbicides chimiques,
- . les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- . les coupes à blanc seront remplacées par des coupes de régénération progressive.

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité du captage ont été réalisés au cours de l'hiver 2003/2004. Ils consistent en :

- l'isolation et l'étanchéification de la chambre de captage du tunnel avec mise en place d'une porte et d'une échelle
- remplacement des canalisations entre le captage et le caniveau.
- mise en place de la clôture autour du périmètre de protection immédiate du puits intermédiaire.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de LAY-SAINT-REMY et FOUG sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de LAY SAINT REMY est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**ARTICLE 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 18 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la Sous-Préfète de TOUL, MM. les maires des communes de LAY-SAINT-REMY ET FOUG, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****ARRETE PORTANT AGREMENT DE LA FORMATION AUX PALPATIONS DE SECURITE
DISPENSEE PAR LES SERVICES DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, modifiée par les loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992, n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 et n° 2003-239 du 18 mars 2003;

Vu le décret n° 2005-307 du 24 mars 2005, pris pour l'application de l'article 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983, relatif à l'agrément des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des membres des services d'ordre affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle de plus de 1.500 spectateurs ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le courrier du 30 août 2005 par lequel M. le directeur départemental de la sécurité publique détaille le programme de la formation dispensée par ses services le 16 mai 2005 aux stadiers de l'association sportive NANCY - Lorraine;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er. - La formation aux palpations de sécurité dispensée par les services du directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, dont les modalités sont explicitées dans le courrier du 30 août 2005, visé plus haut et joint au présent arrêté, est agréée.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à dater de la notification.

ARTICLE 3. - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 16 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 135

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;
Vu l'arrêté n° 135 du 20 septembre 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « CENTURIA », à NANCY, 48 bis rue Gabriel Mouilleron, puis LUDRES, 260 rue Denis Papin;
Vu l'extrait de registre du commerce du 7 septembre 2005 attestant de la radiation de cette entreprise;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 135 du 21 septembre 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « CENTURIA », est abrogé.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Jacques BUMBACA.

NANCY, le 20 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE LALOEUF AU SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LALOEUF ET LA TRANSFORMATION DU SYNDICAT EN SYNDICAT A LA CARTE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 1973 portant création du syndicat scolaire intercommunal du Saintois ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de LALOEUF en date du 22 avril 2005 demandant l'adhésion de la commune au syndicat scolaire intercommunal du Saintois pour l'enseignement maternel ;

VU les délibérations du comité syndical, en date du 30 mai 2005, acceptant l'adhésion de LALOEUF et demandant la transformation du syndicat en syndicat à la carte pour permettre cette adhésion ;

VU la délibération de la commune de THELOD en date du 29 juin 2005 favorable à l'adhésion de la commune de LALOEUF ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de

CLEREY SUR BRENON en date du 4 juillet 2005,

DOMMARIE EULMONT en date du 7 juin 2005,

ETREVAL en date du 18 juin 2005,

FORCELLES SAINT GORGON en date du 29 juin 2005,

FORCELLES SOUS GUGNEY en date du 6 juillet 2005,

GOVILLER en date du 1^{er} juillet 2005,

HAMMEVILLE en date du 17 juin 2005,

OGNEVILLE en date du 8 juillet 2005,

OMELMONT en date du 26 juillet 2005,

QUEVILLONCOURT en date du 16 juin 2005,

THEY SOUS VAUDEMONT en date du 9 juin 2005

THOREY LYAUTEY en date du 20 juin 2005,

VEZELISE en date du 22 juin 2005,

VITREY en date du 23 juin 2005,

VRONCOURT en date du 09 juin 2005,

favorables à l'adhésion de la commune de LALOEUF et à la modification statutaire du syndicat;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-18, L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'adhésion de la commune de LALOEUF au syndicat scolaire intercommunal du Saintois pour la compétence « enseignement maternel » est autorisée.

La commune de LALOEUF est représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

ARTICLE 2 : La transformation du syndicat scolaire intercommunal du Saintois en syndicat à la carte est autorisée.

Les statuts du syndicat devront être modifiés en conséquence.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat scolaire intercommunal du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE FAULX ET L'ADHESION DE XAMMES, MANDRES AUX QUATRE TOURS ET VIRECOURT DU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AUTONOME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-5, L 5211-18 et suivants et L 5711-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2002 autorisant la création du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

VU la délibération de la commune de :

- FAULX en date du 29 novembre 2004 demandant son retrait du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

VU les délibérations des collectivités de :

- MANDRES AUX QUATRE TOURS en date du 20 janvier 2005

- VIRECOURT en date du 21 janvier 2005

- XAMMES en date du 13 mars 2004

demandant leur adhésion au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

VU les délibérations du syndicat mixte d'assainissement autonome en date du 25 janvier et 21 mars 2005 par lesquelles le conseil syndical accepte ces demandes d'adhésion et de retrait ;

VU la lettre de notification aux collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome en date du 20 avril 2005 demandant à leurs conseils de délibérer ;

VU les délibérations des collectivités membres favorables aux retraits et adhésions, telles que recensées en annexe 1 du présent arrêté ;

VU les délibérations des communes d'ANDERNY en date du 6 juin 2005 et de RECHICOURT LA PETITE en date du 13 mai 2005 favorables aux adhésions et défavorables aux retraits ;

CONSIDERANT les collectivités recensées en annexe 2 dont la délibération a été réputée favorable aux demandes d'adhésion et défavorable aux demandes de retraits faute de s'être prononcées dans les délais de consultation ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-8 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 17 août 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de LUNEVILLE en date du 1 septembre 2005 ;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de TOUL en date du 12 août 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - L'adhésion de MANDRES AUX QUATRE TOURS, XAMMES et VIRECOURT au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

ARTICLE 2 : Le retrait de FAULX du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisé.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de TOUL, BRIEY, et LUNEVILLE et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ANNEXE 1 : COLLECTIVITES FAVORABLES AUX ADHESIONS ET RETRAITS

AMENONCOURT en date du 22 juin 2005

ANCERVILLER en date du 9 juin 2005

ANGOMONT en date du 30 juin 2005

ANOUX en date du 2 juin 2005

ANTHELUP en date du 20 mai 2005

ARNAVILLE en date du 9 mai 2005

ARRACOURT en date du 29 juin 2005

ATHIENVILLE en date du 23 juin 2005

AUDUN LE ROMAN en date du 17 juin 2005

AUTREPIERRE en date du 11 juillet 2005

AUTREVILLE SUR MOSELLE en date du 9 mai 2005

AVRAINVILLE en date du 9 mai 2005

AVRICOURT en date du 6 juin 2005

AZELOT en date du 18 mai 2005

AZERAILLES en date du 13 mai 2005

BACCARAT en date du 18 mai 2005

BADONVILLER en date du 24 juin 2005

BAINVILLE AUX MIROIRS en date du 28 avril 2005

BARBONVILLE en date du 18 mai 2005

BAROCHES (les) en date du 14 juin 2005

BATILLY en date du 16 mai 2005

BAYON en date du 29 juin 2005

BAZAILLES en date du 3 mai 2005

BEAUMONT en date du 20 mai 2005

BERNECOURT en date du 24 juin 2005

BERTRAMBOIS en date du 19 mai 2005

BERTRICHAMPS en date du 21 juin 2005

BEZAUMONT en date du 22 avril 2005

BICQUELEY en date du 20 mai 2005

BLAINVILLE SUR L'EAU en date du 13 mai 2005

BLAMONT en date du 14 juin 2005

BLEMEREY en date du 23 mai 2005

BLÉNOD LES TOUL en date du 9 mai 2005

BOISMONT en date du 2 mai 2005

BOUVRON en date du 6 juin 2005

BOUXIERES AUX DAMES en date du 1^{er} juin 2005

BOUXIERES SOUS FROIDMONT en date du 30 mai 2005

BREHAIN LA VILLE en date du 23 mai 2005

BREMONCOURT en date du 18 mai 2005

BROUVILLE en date du 20 mai 2005

BRULEY en date du 20 mai 2005

BRUVILLE en date du 28 avril 2005

BURIVILLE en date du 21 mai 2005

CHAMPEY SUR MOSELLE en date du 27 juin 2005

CHAMPIGNEULLES en date du 12 mai 2005

CHAREY en date du 23 mai 2005

CHARMES LA COTE en date du 6 mai 2005

CHARMOIS en date du 17 juin 2005

CHAUDENEY SUR MOSELLE en date du 13 mai 2005

CHAZELLES SUR ALBE en date du 19 mai 2005

CHENEVIERES en date du 19 mai 2005

CHOLOY MENILLOT en date du 12 mai 2005

CIREY SUR VEZOUZE en date du 25 mai 2005

CLAYEURES en date du 2 mai 2005

COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON en date du 12 mai 2005

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS en date du 27 avril 2005

COURBESSAUX en date du 30 juin 2005

COYVILLER en date du 20 mai 2005

CREVECHAMPS en date du 19 mai 2005

CUSTINES en date du 4 juillet 2005

DAMELEVIERES en date du 24 juin 2005

DENEUVRE en date du 24 juin 2005

DEUXVILLE en date du 12 mai 2005

DIARVILLE en date du 17 juin 2005

DOMBASLE SUR MEURTHE en date du 24 juin 2005

DOMEVRE SUR VEZOUZE en date du 6 juin 2005

DOMGERMAIN en date du 6 mai 2005

DOMJEVIN en date du 8 juin 2005

DOMMARTIN LES TOUL en date du 25 mai 2005

DOMPTAIL EN L'AIR en date du 20 mai 2005

DONCOURT LES LONGUYON en date du 19 mai 2005

EINVAUX en date du 27 mai 2005

EINVILLE AU JARD en date du 2 mai 2005

EPCI DU BASSIN DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS en date du 26 mai 2005

ESSEY ET MAIZERAIS en date du 2 mai 2005

ESSEY LA COTE en date du 24 juin 2005
 FENNEVILLER en date du 1^{er} juillet 2005
 FERRIERES en date du 16 juin 2005
 FEY EN HAYE en date du 11 mai 2005
 FILLIERES en date du 15 juin 2005
 FLAINVAL en date du 12 mai 2005
 FLAVIGNY SUR MOSELLE en date du 25 mai 2005
 FLEVILLES LIXIERES en date du 19 mai 2005
 FLIN en date du 10 mai 2005
 FLIREY en date du 10 juin 2005
 FONTENOY LA JOUTE en date du 1^{er} juillet 2005
 FONTENOY SUR MOSELLE en date du 19 mai 2005
 FORCELLES SOUS GUGNEY en date du 18 mai 2005
 FOUÛ en date du 27
 FRAISNES EN SAINTOIS en date du 13 mai 2005
 FRANCHEVILLE en date du 5 juillet 2005
 FRANCONVILLE en date du 10 mai 2005
 FREMONVILLE en date du 27 mai 2005
 FRESNOIS LA MONTAGNE en date du 28 mai 2005
 FROLOIS en date du 12 mai 2005
 FROUARD en date du 2 juin 2005
 GELACOURT en date du 26 mai 2005
 GERBEVILLER en date du 27 mai 2005
 GIRIVILLER en date du 28 juin 2005
 GLONVILLE en date du 26 mai 2005
 GONDREVILLE en date du 9 juin 2005
 GONDREXON en date du 27 mai 2005
 GORCY en date du 21 juin 2005
 GRAND FAILLY en date du 13 juin 2005
 GYE en date du 6 mai 2005
 HALLOVILLE en date du 13 mai 2005
 HAN DEVANT PIERREPONT en date du 2 juin 2005
 HAUDONVILLE en date du 13 juin 2005
 HAUSSONVILLE en date du 28 juin 2005
 HENAMENIL en date du 10 mai 2005
 HERBEVILLER en date du 27 juin 2005
 HOEVILLE en date du 5 juillet 2005
 HOUDREVILLE en date du 14 juin 2005
 HOUSSEVILLE en date du 6 mai 2005
 HUDIVILLER en date du 10 mai 2005
 IGNEY en date du 11 juillet 2005
 JAILLON en date du 13 mai 2005
 JAULNY en date du 25 juin 2005
 JEVONCOURT en date du 20 mai 2005
 JEZAINVILLE en date 19 juillet 2005
 JUVRECOURT en date du 8 avril 2005
 LACHAPELLE en date du 29 avril 2005
 LAGNEY en date du 20 mai 2005
 LAMATH en date du 19 mai 2005
 LANDECOURT en date du 16 juin 2005
 LANDREMONT en date du 17 mai 2005
 LANEUVEVILLE DERRIERE FOUÛ en date du 18 mai 2005
 LAY SAINT CHRISTOPHE en date du 31 mars 2005
 LAY SAINT REMY en date du 20 mai 2005
 LIMEY REMENAUVILLE en date du 17 juin 2005
 LIRONVILLE en date du 20 mai 2005
 LOISY en date du 16 juin 2005
 LONGUYON en date du 27 juin 2005
 LUBEY en date du 24 juin 2005
 LUPCOURT en date du 4 juillet 2005
 MAGNIERES en date du 2 juin 2005
 MAIXE en date du 13 juin 2005
 MANONCOURT EN VERMOIS en date du 28 mai 2005
 MARBACHE en date du 29 juin 2005
 MATTEXEY en date du 12 mai 2005
 MEHONCOURT en date du 24 mai 2005
 MENIL LA TOUR en date du 23 juin 2005
 MERCY LE BAS en date du 26 avril 2005
 MERCY LE HAUT en date du 12 juillet 2005
 MEREVILLE en date du 16 juin 2005
 MERVILLER en date du 26 mai 2005
 MIGNEVILLE en date du 12 mai 2005
 MILLERY en date du 13 juin 2005
 MONT BONVILLERS en date 19 mai 2005
 MONT SUR MEURTHE en date du 3 mai 2005
 MONTENOY en date du 19 mai 2005
 MONTIGNY en date du 2 juin 2005
 MORFONTAINE en date du 13 mai 2005
 MORIVILLER en date du 17 mai 2005
 MORVILLE SUR SEILLE en date du 30 juin 2005
 MOUACOURT en date du 29 juin 2005
 MOUSSON en date du 2 mai 2005
 MOYEN en date du 21 juin 2005
 MURVILLE en date du 10 mai 2005
 NEUFMAISONS en date du 17 mai 2005
 NEUVILLER LES BADONVILLER en date du 7 juillet 2005
 NEUVILLER SUR MOSELLE en date du 20 mai 2005
 NONHIGNY en date du 20 mai 2005
 OTHE en date du 14 mai 2005
 PAGNEY DERRIERE BARINE en date du 25 avril 2005
 PARROY en date du 26 avril 2005
 PARUX en date du 20 juin 2005
 PETIT FAILLY en date du 30 juin 2005
 PETITMONT en date du 8 juillet 2005
 PEXONNE en date du 3 juin 2005
 PIERRE LA TREICHE en date du 23 mai 2005
 PIERRE PERCEE en date du 17 juin 2005
 PIERREPONT en date du 11 mai 2005
 PIERREVILLE en date du 3 mai 2005
 POMPEY en date du 30 mai 2005
 PRENY en date du 23 juin 2005
 PULLIGNY en date du 20 mai 2005
 QUEVILLONCOURT en date du 16 juin 2005
 RAON LES LEAU en date du 18 juin 2005
 RAVILLE SUR SANON en date du 8 juillet 2005
 RECLONVILLE en date du 03 mai 2005
 REHAINVILLER en date du 19 mai 2005
 REILLON en date du 9 mai 2005
 REMBERCOURT SUR MAD en date du 10 juin 2005
 REMEREVILLE en date du 26 avril 2005
 REPAIX en date du 13 mai 2005
 ROMAIN en date du 17 mai 2005
 ROSTERES AUX SALINES en date du 18 mai 2005
 ROZELIEURES en date du 29 mars 2005
 SAFFAIS en date du 17 juin 2005
 SAINT AIL en date du 13 mai 2005
 SAINT BOINGT en date du 8 avril 2005
 SAINT CLEMENT en date du 12 mai 2005
 SAINT FIRMIN en date du 28 juin 2005
 SAINT GERMAIN en date du 29 avril 2005
 SAINT JEAN LES LONGUYON en date du 10 mai 2005
 SAINT MARD en date du 27 avril 2005
 SAINT MARTIN en date du 7 juillet 2005
 SAINT MAURICE AUX FORGES en date du 17 mai 2005
 SAINT PANCRE en date du 19 mai 2005
 SAINT REMY AUX BOIS en date du 4 mai 2005
 SAINT SAUVEUR en date du 24 juin 2005
 SAINTE GENEVIEVE en date du 23 mai 2005
 SAINTE POLE en date du 1 juillet 2005
 SAIZERAIS en date du 26 mai 2005
 SANCY en date du 30 juin 2005
 SANZEY en date du 18 mai 2005
 SAULXEROTTE en date du 6 juin 2005
 SEICHEPREY en date du 26 mai 2005
 SERANVILLE en date du 4 juillet 2005
 SERRES en date du 09 mai 2005
 SERROUVILLE en date du 22 avril 2005
 SEXEY LES BOIS en date du 13 mai 2005
 SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAD en date du 8 juillet 2005
 SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU SANON en date du 21 juin 2005
 SYNDICAT CONTRAT DE RIVIERE WOIGOT en date du 19 mai 2005
 TANCONVILLE en date du 27 juin 2005
 TELLANCOURT en date du 4 mai 2005
 THEY SOUS VAUDEMONT en date du 9 juin 2005
 THIAUCOURT en date du 1 juillet 2005
 THIAVILLE SUR MEURTHE en date du 29 avril 2005
 TOUL en date du 23 mai 2005
 VAL ET CHATILLON en date du 1^{er} juin 2005
 VALHEY en date du 9 mai 2005

VALLOIS en date du 23 mai 2005
 VANDIERES en date du 27 mai 2005
 VARANGEVILLE en date du 10 mai 2005
 VATHIMENIL en date du 24 juin 2005
 VAUDEMONT en date du 26 avril 2005
 VEHO en date du 13 mai 2005
 VELAINE EN HAYE en date du 24 juin 2005
 VELLE SUR MOSELLE en date du 6 juin 2005
 VENNEZEY en date du 28 juin 2005
 VERDENAL en date du 11 mai 2005
 VIEVILLE EN HAYE en date du 30 mars 2005
 VIGNEULLES en date du 20 mai 2005

VILCEY SUR TREY en date du 10 mai 2005
 VILLE AU MONTAIS en date du 7 juillet 2005
 VILLE AU VAL en date du 13 mai 2005
 VILLE EN VERMOIS en date du 25 mai 2005
 VILLE HOUDLEMONT en date du 7 juillet 2005
 VILLERS SOUS PRENY en date du 2 mai 2005
 VITREY en date du 13 mai 2005
 VITTONVILLE en date du 15 juin 2005
 VIVIERS SUR CHIERS en date du 13 juin 2005
 XOUSSE en date du 20 juin 2005
 XURES en date du 3 juin 2005

VU pour être annexé à notre arrêté préfectoral de ce jour

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

ANNEXE 2 : COLLECTIVITES N'AYANT PAS DELIBERE ET CONSIDEREES COMME FAVORABLES

AUX ADHESIONS ET DEFAVORABLES AUX RETRAITS

AINGERAY, ALLAMONT, ANDILLY, BASLIEUX, BATTIGNY, BEZANGE-LA-GRANDE, BIENVILLE-LA-PETITE, BONVILLER, BOUCQ, BOUILLONVILLE, BOUZANVILLE, BRATTE, BREMENIL, BURTHECOURT-AUX-CHENES, COLMEY, ECROUVES, EUVEZIN, FAULX, FROVILLE, GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, GOGNEY, JOPPECOURT, LAIX, LARONXE, LEMENIL-MITRY, LESMENILS, LOROMONTZEY, MAMEY, MANGONVILLE, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MARTHEMONT, MOIVRONS, MONTIGNY SUR CHIERS, OGEVILLER, PANNES, PORT SUR SEILLE, REMONCOURT, ROYAUMEIX, SAINT BAUSSANG, SAINT-NICOLAS DE PORT, TRONDES, VAUDEVILLE, VILLERS-LA-CHEVRE, VILLERS-LES-MOIVRONS, VILLETTE, VILLEY-SAINT-ETIENNE, XIROCOURT, COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE

VU pour être annexé à notre arrêté préfectoral de ce jour

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

DEUXIEME BUREAU

ARRETE DE SUPPRESSION DE LA REGIE D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;
 VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
 VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;
 VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
 VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
 VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de BRIEY ;
 VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 nommant M. Carlos SOREIRA en qualité de régisseur et M. Eddie RESTELLI en qualité de régisseur suppléant ;
 VU la lettre du 22 juin 2005 du maire de BRIEY m'informant de la cessation de la fonction d'agent de stationnement dans la commune de BRIEY et demandant la suppression de la régie d'État auprès de la police municipale de BRIEY ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : La régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route auprès de la police municipale de BRIEY est supprimée.

Article 2 : Les arrêtés préfectoraux de création de ladite régie et de nomination des régisseurs sont abrogés.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BRIEY, le trésorier-payeur général et le maire de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 5 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 8 SEPTEMBRE 2005 ACCEPTANT LES RETRAITS DU SIVOM DU PAYS DE MEURTHE ET MORTAGNE DES COMMUNES DE LARONXE, SAINT CLEMENT ET VATHIMENIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5111-1 et suivants ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juillet 1980, modifié par les arrêtés des 2 juin 1988, 1^{er} octobre 1999, 22 octobre 2001 et 1^{er} mars 2005 autorisant la création du SIVOM du Pays de meurthe et mortagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

VU les délibérations des 11 mars 2005, 1^{er} mars 2005 et 25 février 2005 par lesquelles les conseils municipaux des communes de Laronxe, Saint Clément et Vathiménil demandent à quitter le SIVOM du pays de Meurthe et Mortagne ;

VU la délibération en date du 19 mars 2005 par laquelle le comité syndical du SIVOM accepte ces retraits ;

VU les lettres de consultation du 26 mai 2005 invitant les communes adhérentes à délibérer sur ces retraits ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

ESSEY LA COTE en date du 24 juin 2005

FRAIMBOIS en date du 27 juin 2005

FRANCONVILLE en date du 5 juillet 2005

GERBEVILLER en date du 1^{er} juillet 2005

HAUDONVILLE en date du 13 juin 2005

MAGNIERES en date du 6 juillet 2005

MATTEKEY en date du 26 août 2005

MONT SUR MEURTHER en date du 24 juin 2005

MORIVILLER en date du 21 juin 2005

MOYEN en date du 21 juin 2005

REHAINVILLER en date du 22 juin 2005

REMENOVILLE en date du 17 juin 2005

ROZELIEURES en date du 6 juin 2005

SERANVILLE en date du 4 juillet 2005

VALLOIS en date du 20 juin 2005

XERMAMENIL en date du 4 juillet 2005

acceptant les retraits des communes de Laronxe, Saint Clément et Vathiménil ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Les retraits des communes de Laronxe, Saint Clément et Vathiménil sont autorisés.

ARTICLE 2 - Le sous-préfet de Lunéville, le président du syndicat et le trésorier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPLICATION DU REGIME FORESTIER A 0,46 HA DE LA FORET COMMUNALE DE TRAMONT-EMY

LE PREFET DE MEURTHER-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 111-1 et L 141-1 du Code Forestier ;

VU les articles R 141-1 à R 141-8 du Code Forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de TRAMONT-EMY du 1^{er} juillet 2005 demandant l'application du régime forestier à la parcelle 143 indiquée ci-après à 0 ha 46 a ;

VU le procès-verbal de reconnaissance du technicien de l'Office National des Forêts en date du 22 juillet 2005 mentionnant les dires et observations de la collectivité propriétaire au sujet de l'application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après ;

VU le plan des lieux ;

Sur proposition du directeur de l'Agence de Nancy-Sud en date du 9 août 2005 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : Commune de TRAMONT-EMY

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
A	143	Boulainvalotte	0 ha 46 a 00	Tramont-Emy
		TOTAL	0 ha 46 a 00	

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète de TOUL et M. le Directeur de l'Agence de Nancy-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de TRAMONT-EMY.

TOUL, le 30 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRETE N° 88 RELATIF A L'AUTORISATION DE MODIFIER LES ELEMENTS FIGURANT DANS L'AUTORISATION INITIALE DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5126-4, L. 5126-7, R. 5126-13 à R. 5126-17, R. 5126-102 à R. 5126-110 ;
VU le décret n° 2004-451 du 21 mai 2004 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
VU la circulaire DHOS/E/269 du 14 juin 2004 relative à l'instruction des demandes en vue d'autoriser les pharmacies à usage intérieur des établissements de santé à assurer la vente de médicaments au public prévue par l'article L. 5126-4 du Code de la Santé Publique ;
VU l'ordonnance de simplification sanitaire du 4 septembre 2003 ;
VU la demande présentée par le Centre de Moyen Séjour de Faulx réceptionnée le 31 mai 2005 à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de la pharmacie à usage intérieur dans de nouveaux locaux ;
VU le rapport n° 380 du pharmacien inspecteur de la santé publique établi le 19 août 2005 suite à l'enquête effectuée le 7 juin 2005 ;
VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 19 août 2005 ;
VU l'avis favorable du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Section H, en date du 29 août 2005 ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

D E C I D E

Article 1 - L'autorisation de modifier les éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre de Moyen Séjour de Faulx et d'exercer l'activité de la pharmacie dans de nouveaux locaux.

Article 2 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur d'établissement qui dispose d'un délai de deux mois à compter de sa réception pour déférer la présente décision au Tribunal Administratif de Nancy
 - au directeur régional des affaires sanitaires et sociales
 - au président de la section D de l'ordre national des pharmaciens
 - aux organismes locaux d'assurance maladie,
- et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
NANCY, le 31 août 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

ARRETE DDASS / SSA / N°2315 AUTORISANT LA CONGREGATION DES PETITES SŒURS DES PAUVRES
A ACCUEILLIR DES PERSONNES AGEES DEPENDANTES
DANS L'ENSEMBLE DE LA CAPACITE DE MAISON DE RETRAITE « MA MAISON » A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;
VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;
VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;
VU le dossier reconnu complet le 31 janvier 2005 présenté par la Congrégation des petites sœurs des pauvres 119 avenue de Strasbourg à Nancy, tendant à la transformation de la maison de retraite « Ma Maison », sise à la même adresse, d'une capacité de 67 lits, en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 67 lits dont 65 d'hébergement permanent et 2 d'hébergement temporaire ;
VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 2 juin 2005 ;
CONSIDERANT la réflexion engagée par la congrégation sur un projet de restructuration et de mise aux normes des locaux et les explications fournies par les moteurs sur la qualification du personnel congréganiste ;
CONSIDERANT que le dossier tel qu'il est présenté dans sa globalité permet la modification de l'autorisation de l'établissement en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes ;
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La congrégation des petites sœurs des pauvres est autorisée à héberger des personnes âgées dans la maison de retraite « Ma Maison » 119 avenue de Strasbourg à NANCY d'une capacité de 67 lits dont 65 lits d'hébergement permanent et 2 lits d'hébergement temporaire.

Article 2 : L'autorisation est accordée :

- sous réserve d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, en ce qui concerne l'organisation des soins,
- pour une durée de quinze ans à compter de la visite de conformité, son renouvellement étant subordonné à la procédure d'évaluation externe prévue par le 2° de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

La mise en œuvre de cette autorisation doit faire l'objet d'une convention tripartite prévue à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation de dispenser des prestations prises en charge par les organismes de sécurité sociale pour l'ensemble de la capacité autorisée.

Article 4 : La présente autorisation sera réputée caduque si celle-ci n'a pas été mise en œuvre avant l'expiration d'un délai de trois ans.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à la Directrice de la Maison de retraite « Ma Maison » 119 avenue de Strasbourg à NANCY.

NANCY, le 25 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE

**SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE**

**AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 69 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT
LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES,
D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA du département de Meurthe et Moselle, l'avenant n° 69 à la convention collective du travail du 29.04.1977, conclu le 21.07.2005

entre :

- la Fédération Départementale des syndicats d'exploitants agricoles,
- le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine,
- la Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle

d'une part,

et

- l'Union Départementale des Syndicats CGT-FO
- l'Union Départementale des Syndicats CFTC
- l'Union Départementale des Syndicats CFDT
- la Confédération Française de l'encadrement CFE - CGC

d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires à compter du 1^{er} juillet 2005.

Le texte en a été déposé le 1^{er} août 2005 au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles Meurthe et Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées à la Préfecture de Meurthe et Moselle - Direction des Actions Interministérielles - 1^{er} Bureau - CO n° 31 - 54038 NANCY Cedex.

**AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 78 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT
LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations Horticoles et des Pépinière du département de Meurthe et Moselle, l'avenant n° 78 à la convention collective du travail du 19/06/1969, conclu le 19/07/2005

entre :

- le Syndicat horticole de Meurthe et Moselle

d'une part,

et

- l'union départementale des syndicats CGT - FO
- l'union départementale des syndicats CFTC
- l'union départementale des syndicats CFDT
- la confédération française de l'encadrement CFE-CGC

d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires à compter du 1^{er} juillet 2005.

Le texte en a été déposé le 21 juillet 2005 au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe et Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées à la Préfecture de Meurthe et Moselle - Direction des Actions de l'Etat -

ARRETE D'APPROBATION DES STATUTS DE LA CAISSE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE

VU les articles L 723-2 et L 723-5 du code Rural ;

VU le décret n° 99-507 du 17 juin 1999 relatif aux statuts et aux règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole, d'après lequel les statuts et les règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole, ainsi que leurs modifications, sont soumis à l'approbation du Préfet de Région, ou par délégation, du chef du SRITEPSA ;

VU l'arrêté du 21 février 2002 relatif au modèle de statuts des caisses de mutualité sociale agricole, modifié par l'arrêté du 27 mars 2002 ;

VU l'arrêté portant délégation de signature à M. le Chef du SRITEPSA ou à son représentant, à effet de signer les arrêtés de portée individuelle, en date du 19 mai 2005

VU le projet de statuts de la Caisse de mutualité Sociale Agricole de Lorraine adopté par l'Assemblée Générale de cet organisme lors de sa réunion du 21 mars 2005

A R R E T E

Article unique : Sont approuvés, tels qu'ils ont été adoptés par l'Assemblée Générale du 21 mars 2005 les statuts de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de LORRAINE, annexés au présent arrêté.

NANCY, le 5 août 2005

Pour le Préfet de la Région Lorraine et par délégation,
Le Directeur du Travail, Chef du Service Régional,
C. PONCET

STATUTS DE LA MSA LORRAINE

L'Assemblée Générale de la MSA Lorraine, réunie à Metz (57) le 21 Mars 2005 arrête comme suit la teneur des statuts de la MSA Lorraine.

TITRE 1ER : CONSTITUTION ET OBJET DE LA CAISSE

Article 1^{er} - La MSA Lorraine est constituée conformément aux articles L.723-1 et L.723-2 du code rural.

Elle est régie par les articles 1027 et 1085 du code général des impôts, ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux régimes de protection sociale des ressortissants des professions agricoles.

Dans le cadre de ces dispositions, les présents statuts ont pour objet de compléter et de préciser les règles de fonctionnement de l'organisme.

Article 2 - La durée de la Caisse est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de la date de création de l'organisme.

L'exercice social se confond avec l'année civile.

Article 3 - La circonscription de la Caisse comprend les départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges.

Le siège social de la MSA Lorraine est fixé à Vandœuvre-lès-Nancy, 15 Avenue Paul Doumer. Il peut être transféré en tout autre lieu de la circonscription de la Caisse après modification des présents statuts sur proposition du Conseil d'Administration.

Article 4 - La MSA Lorraine, chargée des intérêts de ses ressortissants agricoles en ce qui concerne leur protection sociale, a pour objet :

- 1 - d'assurer, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, la gestion des régimes de protection sociale des ressortissants des professions agricoles, à savoir :
 - a) les assurances sociales obligatoires des personnes salariées des professions agricoles ; y compris l'assurance vieillesse des salariés ou assimilés des professions agricoles et assimilés résidant en dehors du département de la Moselle et qui ont effectué avant le 01/07/46 toute ou partie de leur carrière professionnelle dans l'un des trois départements de l'Alsace et de la Moselle et en dernier lieu en Moselle.
 - b) l'assurance des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, sauf dans le département de Moselle.
 - c) l'assurance obligatoire des risques de maladie, maternité et invalidité des personnes non salariées des professions agricoles et assimilées, en tant qu'assureur direct et en tant qu'organisme chargé des tâches définies par l'article L.731-32 du code rural ;
 - d) l'assurance vieillesse et l'assurance veuvage des personnes non salariées des professions agricoles et assimilées ;
 - e) l'assurance des non salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, sauf dans le département de Moselle.
 - f) les prestations familiales des personnes salariées et non salariées des professions agricoles ;
 - g) la médecine préventive en agriculture ;
 - h) la médecine du travail en agriculture, une section ou une association étant instituée au choix de la Caisse à cet effet ;
 - i) à compter du 1^{er} janvier 2003, le régime d'assurance vieillesse complémentaire obligatoire des chefs d'exploitation et d'entreprise agricoles.
- 2 - de promouvoir, d'animer et de gérer l'Action Sanitaire et Sociale ;
- 3 - de participer à toutes institutions concourant à la protection sociale des ressortissants du régime agricole et de créer, de développer des œuvres, établissements ou institutions destinés à améliorer l'état sanitaire ou social ou de participer à leur création ou développement ;
- 4 - de gérer directement des œuvres, établissements ou institutions destinés à améliorer l'état sanitaire et social ;
- 5 - d'assurer la gestion partielle d'activités en relation directe ou complémentaire avec la gestion des régimes de protection sociale des ressortissants agricoles.
- 6 - de concourir à assurer la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente.

TITRE II : STRUCTURE ET ORGANISATION FINANCIÈRE

Article 5 - La création d'échelons locaux est décidée par le Conseil d'Administration. Les fonctions de membre de l'échelon local sont gratuites.

Le Conseil d'Administration fixe les règles de fonctionnement et la composition des échelons locaux : il détermine notamment leur règlement et les conditions dans lesquelles les élus communaux et cantonaux de la MSA participent au fonctionnement de ces échelons qui ne devront pas avoir d'autonomie financière. Il peut y associer toutes personnes qu'il juge utiles à leur action.

Article 6 - Les recettes de la MSA Lorraine comprennent notamment :

- les ressources destinées au financement des prestations et charges des assurances sociales agricoles obligatoires, y compris pour la Moselle, celles destinées à l'assurance vieillesse des salariés agricoles résidant hors du département de Moselle, des assurances des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (sauf dans le département de Moselle), de l'assurance obligatoire "maladie, invalidité, maternité" des exploitants agricoles, de l'assurance vieillesse agricole et de l'assurance veuvage des non salariés agricoles, des prestations familiales agricoles, de la médecine préventive et de la médecine du travail, de l'assurance des non salariés agricoles contre les accidents et les maladies professionnelles (sauf dans le département de Moselle) ;
- les cotisations affectées au financement des dépenses de gestion des régimes des assurances sociales, de l'assurance des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (sauf dans le département de Moselle), de l'assurance maladie des exploitants, de l'assurance vieillesse et de l'assurance veuvage des non salariés agricoles, des prestations familiales, de l'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles des personnes non salariées de l'agriculture (sauf dans le département de Moselle) ;
- le prélèvement sur le montant des cotisations de l'assurance vieillesse complémentaire obligatoire des non salariés agricoles ;
- les ressources reçues de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole en application du règlement de financement et du règlement du fonds de solidarité des crises agricoles, au titre du financement de la gestion, de l'Action Sanitaire et Sociale et du contrôle médical ;
- les autres ressources affectées à la prévention et à l'Action Sanitaire et Sociale ;
- les ressources reçues au titre du fonds de solidarité vieillesse, du fonds de solidarité invalidité et de tous autres fonds ;
- les sommes versées par d'autres organismes ou structures en rémunération des services ou remboursement de dépenses effectuées par la MSA pour l'accomplissement de tâches accomplies pour leur compte ou en application des articles L.723-7 et L.731-32 du Code Rural ;
- le montant des majorations de retard et pénalités ;
- éventuellement le produit des loyers des locaux appartenant à la Caisse et loués à des tiers ;
- le produit de tous recours ;
- les intérêts et produits des fonds placés ;
- les subventions, dons et legs que la Caisse viendrait à recevoir.

Article 7 - Les dépenses de la MSA Lorraine comprennent notamment :

- les prestations et charges prévues par les textes législatifs et réglementaires au titre des assurances sociales agricoles obligatoires y compris pour la Moselle, celles de l'assurance vieillesse des salariés agricoles résidant hors du département de Moselle, des assurances des travailleurs salariés de l'agriculture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (sauf dans le département de Moselle), de l'assurance obligatoire "maladie,

invalidité, maternité" des exploitants agricoles, de l'assurance vieillesse et de l'assurance veuvage des non salariés agricoles, de l'assurance vieillesse complémentaire obligatoire des non salariés agricoles, des prestations familiales agricoles, de la médecine du travail et de la médecine préventive, et de l'assurance des non salariés agricoles contre les accidents et les maladies professionnelles (sauf dans le département de Moselle) ;

- les frais de gestion administrative ;
- les frais de contrôle médical ;
- les dépenses de prévention et d'Action Sanitaire et Sociale ;
- les prestations servies au titre du fonds de solidarité vieillesse, du fonds de solidarité invalidité et de tous autres fonds ;
- les avances versées à la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole au titre du fonds de solidarité des crises agricoles ;
- les sommes versées à la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole pour le financement des dépenses de gestion de celles-ci ;
- les sommes versées à la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole au titre de l'Action Sanitaire et Sociale ;
- les dépenses diverses.

TITRE III : CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 8 - La MSA Lorraine dont la circonscription s'étend sur les départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Vosges, est administrée par un Conseil d'Administration constitué conformément à l'article L.723-30 du code rural.

Le Conseil d'Administration peut appeler à assister ponctuellement à ses réunions, à titre exceptionnel, sur des sujets précis, toute personne qualifiée dont il juge la présence utile.

Article 9 - La durée du mandat des Administrateurs élus ou désignés est fixée à cinq ans.

Leur mandat est renouvelable.

Il est mis fin de plein droit au mandat de tout Administrateur élu ou désigné qui cesse de remplir les conditions requises pour être inscrit sur les listes électorales de la MSA au titre du collège électoral dans lequel il a été élu ou désigné ainsi que dans les cas mentionnés à l'article L.723-21 du code rural.

En cas de faute grave d'un Administrateur ou en cas de non paiement par un Administrateur, de ses cotisations, celui-ci peut être révoqué dans les conditions fixées pour l'application de l'article L.723-39 du code rural.

Il est pourvu à la vacance des sièges d'Administrateurs pour quelque cause que ce soit dans les conditions prévues par le décret n° 84-477 du 18 juin 1984 modifié. Le mandat des Administrateurs élus ou désignés en remplacement est limité à la durée restant à courir du mandat de l'Administrateur remplacé.

Article 10 - Les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont gratuites.

Toutefois, les membres du Conseil d'Administration, à l'occasion de l'exercice de leur mandat, sont remboursés de leurs frais de déplacement et de séjour et peuvent bénéficier d'indemnités forfaitaires représentatives du temps passé à l'exercice de leur mandat, dans les conditions fixées pour l'application de l'article L.723-37 du code rural.

Sont également remboursés aux employeurs des Administrateurs salariés, les salaires maintenus pour leur permettre d'exercer leurs fonctions pendant le temps de travail et les avantages et charges sociales y afférents.

Article 11 - Le Conseil d'Administration règle par ses délibérations les affaires de la Caisse. Il décide dans toutes les matières qui ne relèvent pas de la compétence propre du directeur ou de l'Assemblée Générale telle que précisée aux articles L.122-1 du code de la sécurité sociale, L. 723-41 et L.723-46 du code rural et à l'article 2 du décret n° 85-192 du 11 février 1985 modifié. Le Conseil dispose notamment des pouvoirs ci-après qui lui sont donnés par le code rural, l'article R.121-1 du code de la sécurité sociale, le décret n° 85-192 du 11 février 1985 modifié :

- il représente la Caisse vis-à-vis des tiers, et notamment des pouvoirs publics, des organisations professionnelles agricoles, des autres organismes de sécurité sociale, des professions de santé ;
- il élabore les statuts et le règlement intérieur, ainsi que toutes propositions de modification des statuts et règlement intérieur qu'il soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale ;
- il décide de l'adhésion de la Caisse à une association ou à un groupement d'intérêt économique créé en application de l'article L.723-5 du code rural ;
- il décide de l'adhésion de la Caisse à une union, à une union d'économie sociale, à un groupement d'intérêt économique ou à une société civile immobilière visés par l'article L.723-7 du code rural ;
- il convoque l'Assemblée Générale et fixe son ordre du jour ;
- il conclut toutes conventions avec les tiers sauf dans les matières qui relèvent des pouvoirs du directeur pour assurer le fonctionnement de l'organisme ;
- il nomme ou licencie les agents de direction, l'agent comptable, les praticiens conseils et les médecins du travail et fixe leurs conditions de travail et de rémunération en observant les dispositions réglementaires et conventionnelles ;
- il consent au personnel de direction les délégations de pouvoirs nécessaires en vue d'assurer, dans le cadre des textes législatifs et réglementaires et sous son contrôle, le fonctionnement de la Caisse ;
- il trace toutes directives générales ;
- il fixe les règles relatives aux placements financiers de la Caisse ;
- il décide l'acquisition, l'échange, la location, la construction, l'aménagement, la vente de tous immeubles, dans les conditions réglementaires ;
- il décide des emprunts nécessaires au financement des investissements de la Caisse ;
- il décide l'ouverture de tous comptes de dépôts de fonds ou de titres ;
- il passe tous marchés ;
- sauf en ce qui concerne les matières réservées par les textes législatifs ou réglementaires, notamment les articles L.122-1, R.121-1 et R.121-2 du code de la sécurité sociale en ce qui concerne le pouvoir du directeur en matière de représentation de l'organisme en justice et dans tous les actes de la vie civile, il autorise toutes instances judiciaires et représente la Caisse devant toutes juridictions, il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Caisse ;
- il désigne ou propose ses représentants au sein des diverses commissions ou comités institués par un texte législatif ou réglementaire ;
- il délègue, substitue et constitue tous mandataires, sauf dans les matières ci-après : adoption des budgets prévisionnels de gestion administrative, de contrôle médical, de prévention et d'Action Sanitaire et Sociale, propositions au Comité départemental des prestations sociales agricoles, décisions concernant les opérations immobilières dont le montant est égal ou supérieur au montant fixé à l'article 28 du code des marchés publics, nomination du directeur et de l'agent comptable, rétrogradation ou licenciement d'un agent de direction, de l'agent comptable, d'un praticien conseil ou d'un médecin du travail ;
- il constitue tous mandataires pour l'exécution de ses décisions relatives à des opérations immobilières dont le montant est égal ou supérieur au montant fixé à l'article 28 du code des marchés publics.

Article 12 - Dès leur élection, les membres du Conseil d'Administration de la Caisse pluri-départementale se réunissent immédiatement pour élire à bulletin secret le bureau qui comprend le Président et des Vice-Présidents. Le nombre total de Président et de Vice-Présidents dont trois représentant les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} collège et le quatrième représentant les familles, doit être égal pour chacun des départements constitutifs de la circonscription de la Caisse.

L'élection du bureau par l'ensemble des membres du Conseil intervient à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour.

Dans la mesure où ils ne sont pas déjà membres du bureau en application des alinéas précédents, les Présidents du Comité de la protection sociale des non salariés agricoles, du Comité de la protection sociale des salariés agricoles et du Comité d'Action Sanitaire et Sociale participent de plein droit aux délibérations du bureau.

Le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, le premier Vice-Président ou un autre Vice-Président assure la représentation permanente du Conseil d'Administration dans l'intervalle des séances de celui-ci.

Article 13 - Sur décision du Conseil d'Administration, le bureau procède à l'étude préalable des affaires inscrites à l'ordre du jour des réunions du Conseil. Dans l'intervalle des réunions, il assure le contrôle de l'application des décisions du Conseil.

Le Bureau peut recevoir délégation du Conseil d'Administration dans les matières qui ne sont pas réservées.

Article 14 - Le Conseil d'Administration se réunit au moins six fois par an sur convocation adressée dix jours au moins à l'avance par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un Vice-Président de la Caisse pluridépartementale, sous la forme d'une simple lettre. La convocation est obligatoire dès lors qu'elle est demandée par le tiers des Administrateurs ou par l'ensemble des Administrateurs élus au titre de l'un des trois collèges électoraux.

La convocation stipule l'ordre du jour de la réunion fixé par le Président. Toute question dont l'inscription a été demandée par cinq Administrateurs au moins doit également figurer dans l'ordre du jour.

Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une décision du Conseil d'Administration.

Article 15 - Les délibérations du Conseil d'Administration sont prises valablement dès lors que la moitié au moins des Administrateurs est présente. Le quorum s'apprécie au début de chacune des séances dont l'ordre du jour a prévu qu'il y aurait délibération.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'Administration sera convoqué à une nouvelle réunion sur le même ordre du jour et pourra valablement délibérer quel que soit le nombre des Administrateurs présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage.

Le vote à bulletin secret est obligatoire en matière d'élection et sur toutes les questions lorsqu'il est demandé par un Administrateur. En cas de partage des voix lors d'un scrutin à bulletin secret, la question mise aux voix est soumise à un second vote à bulletin secret au cours de la séance du Conseil ; en cas de nouveau partage des voix, cette question n'est pas adoptée et doit être inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent pas se faire représenter aux séances.

Les Administrateurs ainsi que toutes personnes appelées à assister aux séances du Conseil d'Administration sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du Conseil d'Administration ainsi qu'au respect des règles relatives au secret professionnel. La violation du devoir de discrétion peut engager leur responsabilité civile.

Article 16 - Le Conseil d'Administration désigne, pour chacune de ses séances, un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Il est établi une feuille de présence pour chaque séance du Conseil d'Administration ou de toute commission constituée dans son sein.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, un Vice-Président et par le secrétaire (ou un Administrateur) et chronologiquement reliés ou inscrits sur un registre spécial. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à être produits en justice ou à un tiers sont certifiés conformes par le Président ou par un Vice-Président ou par le secrétaire de séance. La justification du nombre et de la qualité des membres du Conseil d'Administration résulte, vis-à-vis des tiers, de l'énonciation, dans le procès-verbal de la délibération et l'extrait qui en est délivré, des noms des membres présents et de ceux des membres absents.

Lorsqu'il résulte de la désignation des membres d'un comité ou d'une commission qu'une catégorie d'Administrateurs (exploitants agricoles, salariés, employeurs de main-d'œuvre ou représentants des familles) n'y est pas représentée, l'un des Administrateurs de ladite catégorie peut être appelé à assister à titre consultatif aux travaux de ce comité ou de cette commission.

TITRE IV : LES COMITÉS DE LA PROTECTION SOCIALE DES SALARIÉS ET DES NON SALARIÉS AGRICOLES ET LE COMITÉ D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Article 17 - Le Comité de la protection sociale des salariés agricoles est composé conformément à l'article L.723-31 du code rural.

Le Comité de la protection sociale des non salariés agricoles est composé conformément au même article.

Le Comité d'Action Sanitaire et Sociale, prévu à l'article L.726-1 du code rural, est composé conformément à l'article 11 du décret n° 85-192 du 11 février 1985 modifié. Ses membres sont élus à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour.

Article 18 - A chaque renouvellement du Conseil d'Administration, le Comité de la protection sociale des salariés agricoles et le Comité de la protection sociale des non salariés agricoles élisent chacun leur Président à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour.

Chaque année, le Comité d'Action Sanitaire et Sociale élit son Président, à la majorité absolue des votants au premier tour et à la majorité relative au second tour. La présidence est assurée alternativement par un Administrateur salarié et un Administrateur non salarié.

Les décisions au sein du Comité de la protection sociale des salariés agricoles, du Comité de la protection sociale des non salariés agricoles et du Comité d'Action Sanitaire et Sociale sont prises à la majorité des membres présents.

Dans chaque comité, la voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix.

En cas d'empêchement du Président, le comité désigne un Président de séance appartenant au même collège que celui du Président.

Article 19 - Le Président du Conseil d'Administration transmet au Président de chacun des comités de protection sociale ou au Président du Comité d'Action Sanitaire et Sociale, aux fins de délibération pour avis conforme ou pour avis simple, les questions évoquées par le Conseil d'Administration ou par des commissions instituées en son sein dans les domaines pour lesquels la loi prévoit que l'avis de ces comités est requis.

Le Président du Conseil d'Administration, ou le directeur de la Caisse, transmet au Président du Comité d'Action Sanitaire et Sociale, les demandes de subvention que le comité est appelé à instruire et les dossiers de prêts ou aides qu'il est chargé d'attribuer.

Le Président de chacun des comités, en liaison avec le Président du Conseil d'Administration ou avec le directeur de la Caisse, convoque le comité et le saisit des questions et demandes rappelées ci-dessus.

Lorsqu'un des comités souhaite se saisir, à la demande d'un ou de plusieurs de ses membres, d'une question relevant de sa compétence telle qu'elle est définie à l'article L.723-35 ou à l'article L.726-1 du code rural et par le décret n° 85-192 du 11 février 1985 modifié, il en transmet la demande au Président du Conseil d'Administration qui inscrit ladite question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil.

Cette saisine est de droit si elle est demandée par au moins cinq membres.

Les avis émis par les comités sont portés à la connaissance du Conseil d'Administration par le Président du comité.

Article 20 - Les avis des comités ainsi que l'instruction des demandes de subventions par le Comité d'Action Sanitaire et Sociale, sont constatés dans des procès-verbaux établis par un secrétaire de séance qui peut être choisi en dehors des membres du comité. Ces procès-verbaux sont transmis au Président du Conseil d'Administration pour être joints au procès-verbal des délibérations du Conseil d'Administration ayant trait aux questions correspondantes.

Les décisions prises par le Comité d'Action Sanitaire et Sociale sont aussi constatées par des procès-verbaux transmis au Président du Conseil d'Administration qui est chargé de les adresser au chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles.

TITRE V : ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 21 - Selon les dispositions de l'article L.723-27 du code rural, l'Assemblée Générale de la MSA Lorraine est constituée par la réunion des délégués cantonaux de la MSA de la circonscription, élus selon les dispositions des articles L.723-15 et suivants du code rural.

Article 22 - Les fonctions des délégués cantonaux sont gratuites. Ils sont, toutefois, dédommagés de leurs frais de déplacement et de séjour provoqués par leur participation à l'Assemblée Générale ou au fonctionnement des échelons locaux et, lorsqu'ils sont chargés d'une mission particulière de représentation de la Caisse, sur décision du Conseil d'Administration, ils sont remboursés et indemnisés dans les conditions définies pour les membres des Conseils d'Administration. Conformément à l'article L.110-1 du décret du 18 juin 1984 modifié, les délégués à l'Assemblée Générale exerçant une activité salariée sont remboursés, sur justification, de la perte effective de rémunération subie du fait de leur participation aux réunions de l'Assemblée Générale.

Article 23 - Dans le cadre des textes législatifs et réglementaires, l'Assemblée Générale statue souverainement sur tous les intérêts de la Caisse. Elle est, dans sa circonscription, l'organe représentatif des assurés et de leur famille en ce qui concerne les régimes agricoles de protection sociale. Elle exerce les missions prévues à l'article 2 du décret n° 85-192 du 11 février 1985 modifié.

Les délibérations de l'Assemblée Générale, accompagnées de tous documents annexes, sont portées par le Président du Conseil d'Administration à la connaissance du Conseil central d'Administration de la Mutualité Sociale Agricole et transmises au chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles.

Article 24 - Les Assemblées Générales sont ordinaires ou extraordinaires.

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit sur décision du Conseil d'Administration chaque fois que l'intérêt de la Caisse l'exige et au moins une fois par an.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président du Conseil d'Administration, au moyen d'une simple lettre adressée au dernier domicile connu des membres qui la composent, quinze jours au moins à l'avance. La convocation comporte l'ordre du jour fixé par le Conseil d'Administration.

Les décisions touchant la modification des statuts et la fusion avec une ou plusieurs autres Caisses de MSA sont prises en Assemblée Générale extraordinaire.

L'Assemblée Générale extraordinaire peut également être convoquée, en cas de circonstance exceptionnelle, par le Président, sur avis conforme du Conseil d'Administration, sur demande écrite du commissaire aux comptes sur demande de la majorité des délégués cantonaux. Les questions jointes à la demande de convocation figurent obligatoirement à l'ordre du jour de la réunion extraordinaire.

Article 25 - L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par un Vice-Président ou par tout autre Administrateur désigné par le Président.

Le Président est assisté de trois assesseurs désignés, à raison d'un assesseur pour l'ensemble des délégués appartenant respectivement au premier, au deuxième et au troisième collège.

Le bureau désigne le secrétaire de l'Assemblée, qui peut être choisi en dehors des membres de celle-ci.

Article 26 - L'Assemblée Générale ordinaire statue valablement dès lors que le quart des membres qui la composent est présent.

Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale statue valablement sur seconde convocation quel que soit le nombre des délégués présents ou représentés.

Chaque délégué présent ne peut détenir qu'un seul mandat confié à lui par un autre délégué appartenant au même collège.

Les décisions des Assemblées Générales ordinaires sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

Article 27 - L'Assemblée Générale extraordinaire statue valablement dès lors que, simultanément, la moitié des membres qui la composent et le quart des délégués de chacun des trois collèges sont présents ou représentés.

Si, lors de la première convocation, le quorum fixé à l'alinéa précédent n'est pas atteint, l'Assemblée Générale statue valablement, sur seconde convocation, dès lors que le quart des membres qui la composent est présent ou représenté.

Les décisions des Assemblées Générales extraordinaires sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

Chaque délégué présent ne peut détenir qu'un seul mandat confié à lui par un autre délégué appartenant au même collège.

Article 28 - Il est établi, pour chaque Assemblée Générale, une feuille de présence émarginée par les membres présents et certifiée par les membres du bureau.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux dont la teneur est arrêtée par le Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un Vice-Président et par le secrétaire (ou un Administrateur). Les procès-verbaux sont chronologiquement reliés ou inscrits sur un registre spécial.

Article 29 - En cas de dissolution de l'organisme, l'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

L'actif net reçoit l'affectation déterminée par l'Assemblée Générale conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 30 - Les présents statuts font l'objet d'un dépôt auprès du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles. Ils sont approuvés par l'autorité administrative dans les conditions fixées par le décret n° 99507 du 17 juin 1999, relatif aux statuts et aux règlements intérieurs des organismes de MSA.

ARRETE D'APPROBATION DES STATUTS DU CENTRE INFORMATIQUE DE LA MUTUALITE AGRICOLE DE L'EST

VU les articles L 723-2 et L 723-5 du code Rural ;

VU le décret n° 99-507 du 17 juin 1999 relatif aux statuts et aux règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole, d'après lequel les statuts et les règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole, ainsi que leurs modifications, sont soumis à l'approbation du Préfet de Région, ou par délégation, du chef du SRITEPSA ;

VU l'arrêté du 21 février 2002 relatif au modèle de statuts des caisses de mutualité sociale agricole, modifié par l'arrêté du 27 mars 2002 ;

VU l'arrêté portant délégation de signature à M. le Chef du SRITEPSA ou à son représentant, à effet de signer les arrêtés de portée individuelle, en date du 19 mai 2005

VU le projet de statuts de la Caisse de mutualité Sociale Agricole de Lorraine adopté par l'Assemblée Générale de cet organisme lors de sa réunion du 18 mai 2005

ARRETE

Article unique : Sont approuvés, tels qu'ils ont été adoptés par l'Assemblée Générale du 18 mai 2005 les statuts du Centre Informatique de la Mutualité Agricole de l'Est de Ludres (CIMA-EST), annexés au présent arrêté.

NANCY, le 19 août 2005

Pour le Préfet de la Région Lorraine et par délégation,
Le Directeur du Travail, Chef du Service Régional,
C. PONCET

STATUTS DU CENTRE INFORMATIQUE DE LA MUTUALITE AGRICOLE DE L'EST (CIMA-EST)

Statuts du Centre faits le : 22 juin 1977

Dernière mise à jour : 18 mai 2005

ARTICLE 1 - CONSTITUTION

Entre :

- La Mutualité Sociale Agricole **SUD CHAMPAGNE**
4, avenue Emile Cassez - BP 504 - CHAUMONT
- La Mutualité Sociale Agricole de la **COTE D'OR**
14, rue Félix Trutat - DIJON
- La Mutualité Sociale Agricole de **FRANCHE COMTE**
13, avenue Elisée Cusenier - B.P. 59 - BESANCON
- La Mutualité Sociale Agricole de **MARNE - ARDENNES - MEUSE**
24, boulevard Louis Roederer - REIMS
- La Mutualité Sociale Agricole de **LORRAINE**
15, avenue Paul Doumer - VANDOEUVRE
- La Mutualité Sociale Agricole de la **NIEVRE**
Place du Champ de Foire - B.P. 805 - NEVERS
- La Mutualité Sociale Agricole de la Région **ALSACE**
9, rue Guebwiller - COLMAR

- La Mutualité Sociale Agricole de **SAONE & LOIRE**
46, rue de Paris - MACON
- La Mutualité Sociale Agricole de **L'YONNE**
14 bis, rue Guynemer - AUXERRE

l'ensemble de ces organismes étant régi par les Articles **1002** du Code Rural et **1027** du Code Général des Impôts, *conformément à l'Article 1002-3 du Code Rural*, est constitué un Centre Interdépartemental de Traitement de l'Information, dénommé Centre Informatique de la Mutualité Agricole de l'Est et qui sera désigné dans les présents statuts sous le sigle : **CIMA-EST**

ARTICLE 2 - NATURE JURIDIQUE - SIEGE SOCIAL - DUREE

Le CIMA-EST est une Association déclarée, régie par la Loi du 1er Juillet 1901 et par les présents statuts.

L'Association réunissant des organismes de la Mutualité Agricole constitue un groupement professionnel au sens de l'Article 1144 du Code Rural.

Le siège social du CIMA-EST est fixé à LUDRES, 652, rue Denis Papin - 54714 LUDRES. Il peut être transféré en un autre lieu sur décision du Conseil d'Administration.

Le CIMA-EST est constitué pour une durée de 20 ans commençant à courir du jour de la publication au Journal Officiel de l'avis de sa création sauf prorogation éventuelle prise dans les six mois précédant la date d'expiration prévue.

Le Conseil d'Administration réuni en Assemblée Générale Extraordinaire le 12 novembre 1996, a décidé de proroger l'existence du CIMA-EST pour une durée de 99 ans.

ARTICLE 3 - OBJET

Le CIMA-EST a pour objet :

- De mettre en commun tous moyens de traitements automatisés de l'information, de procéder à toutes études préalables, et de réaliser, à la demande de ses membres, tous les travaux d'informatique nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le CIMA-EST est une Association sans but lucratif. Il s'oblige, à l'égard de chacun de ses adhérents, à facturer les travaux effectués à prix coûtant.

ARTICLE 4 - ADMISSION

L'admission de nouveaux organismes est subordonnée à l'approbation du Conseil d'Administration qui statue, dans ce cas, à l'unanimité *et dans les conditions fixées à l'Article 6.5.2*. Les conditions, notamment financières, de cette admission sont fixées par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 - EXCLUSION

La qualité de membre du CIMA-EST ne se perd que par radiation décidée par le Conseil d'Administration. Les conditions de quorum sont les mêmes que celles prévues à l'Article 6.5.2 des présents statuts.

La radiation d'un membre décidée par le Conseil d'Administration doit amener une modification en conséquence de l'Article 1er des statuts.

La Caisse radiée du CIMA-EST restera redevable de la totalité de sa quote part sur l'ensemble des frais d'études et de premier établissement de l'Association.

ARTICLE 6 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 6.1 - COMPOSITION

Le CIMA-EST est administré par un Conseil d'Administration. *Chaque* organisme adhérent à l'Association *y désigne* trois Administrateurs, dont le Président ou son représentant.

Chaque organisme adhérent ne peut mandater que des membres de son propre Conseil d'Administration.

La perte de la qualité de membre du Conseil d'Administration d'une Caisse adhérente entraîne la perte de la qualité d'Administrateur du CIMA-EST, la Caisse adhérente procédant alors à une nouvelle désignation. *Le nouvel Administrateur ne demeure alors en fonction que pour la durée restante à courir du mandat de son prédécesseur.*

Les membres du Comité Directeur, tels que définis à l'Article 11, ainsi que le Directeur et *l'Agent Comptable* du CIMA-EST, assistent aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

ARTICLE 6.2 - BUREAU

Le Conseil d'Administration élit en son sein un Bureau composé des Présidents représentant les circonscriptions suivantes :

- **MSA D'ALSACE**
- **MSA DE BOURGOGNE**
- **MSA SUD CHAMPAGNE**
- **MSA MARNE / ARDENNES / MEUSE**
- **MSA de FRANCHE COMTE**
- **MSA LORRAINE**

Le Bureau est ainsi composé de 6 membres :

1 Président et 5 vice-présidents

Le Bureau est élu pour 5 ans. Ses membres sont rééligibles. Lorsqu'un membre du Bureau cesse ses fonctions pour quelque cause que ce soit, il est procédé à son remplacement lors de la séance du Conseil d'Administration qui suit.

ARTICLE 6.3 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué *conformément à l'Article 6.5.1 des statuts*.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet du CIMA-EST.

Il vote le budget.

Il peut accorder une délégation de pouvoirs à tout mandataire de son choix, délégation qu'il peut modifier ou suspendre à tout moment.

Le Conseil délègue au Comité Directeur, tel que défini à l'Article 11, les pouvoirs nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'organisme.

Il procède, sur proposition du Comité Directeur, à la nomination et au licenciement des agents de direction.

Les décisions du Conseil d'Administration du CIMA-EST qui ont une incidence sur la gestion administrative et financière d'une Caisse adhérente font l'objet d'une délibération par le Conseil d'Administration de cette Caisse.

Il prend lui-même les décisions relatives à des opérations immobilières dont le montant est égal ou supérieur à une somme fixée selon des critères analogues à ceux de la M.S.A.

Ces décisions ne deviennent définitives qu'après décision conforme et exécutoire du Conseil d'Administration de la Caisse adhérente.

ARTICLE 6.4 - POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président du Conseil d'Administration assure la représentation permanente du CIMA-EST. Le Président peut lui-même déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à tout mandataire de son choix.

ARTICLE 6.5 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

ARTICLE 6.5.1 - Convocation - Ordre du jour

Le Conseil d'Administration est convoqué par le Président ou, en cas d'empêchement, par un Vice-Président. A défaut, il peut être convoqué à la demande du quart de ses membres.

Les convocations sont adressées par lettre individuelle aux membres du Conseil d'Administration, au moins dix jours à l'avance. Elles doivent mentionner l'ordre du jour.

ARTICLE 6.5.2 - Délibérations

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la moitié des Administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Membres présents ou représentés.

Chaque Administrateur ne dispose que d'une voix *et d'un pouvoir*.

La voix du Président est prépondérante en cas de partage.

Le Conseil d'Administration désigne, pour chacune de ses réunions, un Secrétaire de séance qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 6.5.3 - Procès verbaux

Il est établi, pour chaque séance du Conseil d'Administration, une feuille de présence.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux numérotés et reliés, signés par le Président et le Secrétaire de séance.

La justification du nombre et de la qualité des membres du Conseil d'Administration résulte, vis-à-vis des tiers, de l'énonciation dans le procès-verbal de la délibération et l'extrait qui en est délivré, des noms des membres présents et de ceux des membres absents.

ARTICLE 7 - ASSEMBLEE GENERALE

Le Conseil d'Administration constitue l'Assemblée Générale et en assume les fonctions telles qu'elles sont prévues pour les Associations régies par la Loi du 1^{er} Juillet 1901.

Elle entend le rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes du CIMA-EST concernant l'exercice écoulé *et nomme le Commissaire aux Comptes*.

Elle statue sur ces comptes.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DES STATUTS

Les décisions touchant la modification des statuts ou la dissolution du CIMA-EST sont prises par le Conseil d'Administration, siégeant en Assemblée Générale Extraordinaire *et dans les conditions de majorité fixé à l'Article 6.5.2 des présents statuts*.

Dans ce cas, les délibérations de celui-ci sont valables lorsque les trois quarts de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque Administrateur ne dispose que d'une voix et d'un pouvoir.

Si ce nombre n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée, quinze jours à l'avance, aux membres ; le quorum est alors fixé à la moitié de ses membres présents ou représentés.

ARTICLE 9 - GRATUITE DES FONCTIONS

Les membres du Conseil d'Administration remplissent gratuitement leurs fonctions, mais les Administrateurs reçoivent de la Caisse qui les mandate un remboursement des frais *dans les mêmes conditions que les Administrateurs des Caisses de MSA*.

ARTICLE 10 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un Commissaire aux Comptes, agréé par les Cours d'Appel, est *désigné* par l'Assemblée Générale suivant les règles applicables aux Caisses de Mutualité Sociale Agricole.

Le Conseil d'Administration fixe le montant de ses honoraires sur la base du barème retenu en M.S.A.

Le Commissaire aux Comptes a pour mission de vérifier la comptabilité et il est chargé de présenter un rapport sur les comptes de l'exercice considéré.

Il peut, à tout instant, prendre connaissance des livres et examiner les opérations du CIMA-EST.

ARTICLE 11 - LE COMITE DIRECTEUR

ARTICLE 11.1 - Composition

Le Comité Directeur comprend autant de sièges que d'organismes adhérents.

Chaque organisme adhérent dispose d'un siège qui est attribué à son Directeur, ou au représentant de celui-ci.

Les fonctions de membres du Comité Directeur sont gratuites.

ARTICLE 11.2 - Attribution

Le Comité Directeur assure, par délégation du Conseil d'Administration et sous son contrôle, le fonctionnement du CIMA-EST.

Le Comité Directeur peut lui-même déléguer, tout ou partie de ses pouvoirs, à tout mandataire de son choix.

Le Comité Directeur propose au Conseil, la nomination du Directeur du CIMA-EST.

Le Comité Directeur présente chaque année au Conseil d'Administration, un rapport d'activité sur l'exercice précédent.

Il élabore et propose au Conseil d'Administration le budget prévisionnel.

ARTICLE 12 - FINANCEMENT

Les dépenses du CIMA-EST sont financées par :

- ↳ Les cotisations de chaque organisme adhérent dont le montant et le taux sont fixés, chaque année, par le Conseil d'Administration.
- ↳ Les avances versées par chaque organisme adhérent et dont le montant est fixé, chaque année, par le Conseil d'Administration ; ces avances sont régularisées en fin de période en fonction des dépenses réelles.
- ↳ Les remboursements des frais de fonctionnement du CIMA-EST proportionnels aux travaux effectués pour chaque organisme adhérent (selon les dispositions du Règlement Intérieur).
- ↳ Les emprunts
- ↳ Toutes autres ressources non interdites par les Lois et Règlements en vigueur.

La comptabilité du CIMA-EST doit permettre de dégager avec précision tous les éléments propres à chacune des gestions qu'elle assure.

ARTICLE 13 - OPERATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Les opérations financières et comptables sont exécutées par un Agent Comptable choisi par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité Directeur parmi les Agents Comptables des Caisses adhérentes.

Celui-ci est responsable, dans le cadre de ses attributions au CIMA-EST, devant le Conseil d'Administration de cet organisme.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social est conforme à l'année civile.

ARTICLE 15 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur, établi par le Comité Directeur, et *approuvé* par le Conseil d'Administration fixe, autant que de besoin, les modalités de fonctionnement administratif et financier du CIMA-EST.

ARTICLE 16 - DISSOLUTION

En cas de dissolution du CIMA-EST, l'Assemblée Générale réunit en séance extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs dont il détermine les pouvoirs.

Après extinction du passif et reprise des apports, *le reliquat d'actif*, est dévolu à une Association ayant un objet similaire.

ARTICLE 17 - FUSION DE CAISSES ADHERENTES

En cas de fusion juridique de deux ou "n" Caisses, les Articles 4 et 5 sont appliqués de manière concomitante, à savoir, l'admission de la nouvelle entité juridique (Article 4) et la radiation des deux ou "n" Caisses concernées (Article 5).

La nouvelle entité se verra appliquer les règles de représentation prévues aux Articles 6.1 pour le Conseil d'Administration et 11.1 pour le Comité Directeur.

Les nouveaux membres au Conseil d'Administration sont désignés pour la durée du mandat restant à courir.

FINANCEMENT :

Le Règlement Intérieur ne s'applique pas dans le cas présent. Mesure transitoire :

- ↳ Les cotisations de fonctionnement appelées par le CIMA-EST ne sont modifiées qu'au terme de l'exercice en cours et ne s'appliquent que pour l'exercice suivant, commençant au 1^{er} janvier de l'année qui suit la décision du Conseil d'Administration du CIMA-EST.
- ↳ Les avances de trésorerie versées par chaque organisme adhérent, suivent la même règle que ci-dessus.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/05/2005 par **Monsieur JACQUE Laurent à CONS LA GRANDVILLE concernant 30,12 ha situés à FRESNOIS LA MONTAGNE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur JACQUE Laurent est autorisé à exploiter 30,12 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JACQUE Laurent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACQUE Laurent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FRESNOIS LA MONTAGNE pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/07/2005 par **Monsieur FERVILLE Etienne à SEICHEPREY concernant 2 ,00 ha situés à SEICHEPREY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement situé à plus de 8 km du siège.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que cette parcelle dans sa totalité figure dans le dossier d'installation agréé par la commission

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur FERVILLE Etienne est autorisé à exploiter 2 ,00 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FERVILLE Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FERVILLE Etienne, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SEICHEPREY pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/06/2005 par Monsieur PHILIPPE Eric à SEICHEPREY concernant 2,00 ha situés à SEICHEPREY et correspondant à la moitié de la parcelle; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente de Monsieur FERVILLE déposée le 13 juillet 2005 pour exploiter la parcelle ZC 5 dans sa totalité

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que Monsieur FERVILLE a été autorisé à exploiter cette parcelle sous réserve de son installation qui est devenue effective; que la Commission a validé l'étude prévisionnelle d'installation (EPI) qui prévoit l'usage de cette parcelle dans sa totalité; que l'usage de cette parcelle revient à Monsieur FERVILLE du fait de la réalisation de son installation et qu'elle est de nature à satisfaire les éléments économiques qui figurent dans l'EPI agréé par la commission.

CONSIDERANT que Monsieur Olivier PHILIPPE, frère du demandeur a été autorisé à exploiter cette parcelle sous réserve de son installation mais que son projet d'installation n'a pas abouti.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Monsieur PHILIPPE Eric n'est pas autorisé à exploiter les 2 ha de la parcelle ZC 5

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PHILIPPE Eric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SEICHEPREY pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/06/2005 par **Monsieur et Madame HERBECK à COURBESSEUX concernant 56,41 ha situés sur les communes de REMEREVILLE, COURBESSEUX, BUISSONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que ce fonds convient particulièrement à cette exploitation qui s'est constituée sans pouvoir disposer de surface suffisante

CONSIDERANT l'absence de demandes concurrentes régulièrement déposées

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur et Madame HERBECK, Jean Luc et Sandra, sont autorisés à exploiter 56,41 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame HERBECK Jean Luc et Sandra.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame HERBECK Jean Luc et Sandra, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REMEREVILLE - COURBESSEUX - BUISSONCOURT pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/06/2005 par **Monsieur MARCHAL Alain à HENAMENIL concernant 9,57 ha situés à HENAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

VU l'absence de demandes concurrentes

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur MARCHAL Alain est autorisé à exploiter 9,57 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARCHAL Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAL Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HENAMENIL pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/07/2005 par **Monsieur DARTOIS Nathalie à ANSAUVILLE concernant 16,46 ha situés à SAIZERAIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement (pas prévu dans l'EPI).**
VU l'absence de demande concurrente et le projet d'installation récent de Madame DARTOIS
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Madame DARTOIS Nathalie est autorisée à exploiter 16,46 ha conformément à la demande qu'elle a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DARTOIS Nathalie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame DARTOIS Nathalie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAIZERAIS pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/08/2005 par **Monsieur MARCHAND Patrick à BEZANGE LA GRANDE concernant 2,50 ha situés à BEZANGE LA GRANDE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur MARCHAND Patrick est autorisé à exploiter 2,50 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARCHAND Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAND Patrick, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BEZANGE LA GRANDE pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/06/2005 par Monsieur et Madame BAUMANN, Remi et Christiane, à COINCOURT concernant 5,31 ha situés à XURES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur et Madame BAUMANN, Remi et Christiane, sont autorisés à exploiter 5,31 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame BAUMANN, Remi et Christiane.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame BAUMANN, Remi et Christiane, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XURES pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/07/2005 par **Monsieur et Madame BAUMANN, Daniel et Marie-Luce, à COINCOURT concernant 6,69 ha situés à COINCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er :

Monsieur et Madame BAUMANN Daniel et Marie-Luce sont autorisés à exploiter 6,69 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame BAUMANN Daniel et Marie-Luce.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame BAUMANN Daniel et Marie-Luce, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COINCOURT pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/07/2005 par **Monsieur ALBRECHT Patrick à LUNEVILLE concernant 1,72 ha situés à LUNEVILLE JOLIVET ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur ALBRECHT Patrick est autorisé à exploiter 1,72 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ALBRECHT Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ALBRECHT Patrick, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LUNEVILLE et JOLIVET pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/08/2005 par **Messieurs CHENOT, associés du GAEC DOLEO à LAGNEY concernant 1,35 ha situés à LAGNEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

DE C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs CHENOT sont autorisés à exploiter 1,35 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs CHENOT.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CHENOT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAGNEY pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/07/2005 par **Messieurs LOUIS associés du GAEC des QUATRE JUMENTS à MOYEN concernant 0,40 ha situés à MOYEN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs LOUIS sont autorisés à exploiter 0,40 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs LOUIS. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LOUIS, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOYEN pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/08/2005 par Monsieur PIERSON Jean Paul à CHENIERES concernant 4,05 ha situés à LONGUYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/08/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur PIERSON Jean Paul est autorisé à exploiter 4,05 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERSON Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERSON Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LONGUYON pour affichage.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION
DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 30 Août 2005,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que toutes les possibilités d'installation ont été considérées sur l'exploitation libérée par M. Jacques NICOLAS de ROGEVILLE, avant de statuer sur les demandes d'autorisation d'exploiter présentées par Messieurs Pascal et Frédéric DOYOTTE, associés du GAEC de la Blanche Côte pour l'agrandissement de leur exploitation

SUR proposition de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour toutes demandes d'autorisation d'exploiter concernant la cession de l'exploitation de Monsieur Jacques NICOLAS à ROGEVILLE

ARTICLE 2 :

Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux cédants, ainsi qu'aux intéressés demandeurs de la reprise de toute ou partie de ces deux exploitations; elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

ARRETE 2005/DDAF/ITEPSA/363 PORTANT RENOUELEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE CHARGEE D'EXAMINER LES DEMANDES D'ASSUJETTISSEMENT AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX FORESTIERS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L. 722-23, L 722-4, D 722-3, D 722-32 et D 722-33 du Code Rural ;
VU la circulaire DAS/SDPS/c 86/7011 - DF/SDAEF/C 86/3010 du 17 novembre 1986 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1er - La composition de la Commission Consultative Départementale est fixée comme suit :

- M. le Préfet du département ou son représentant, Président,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles ou son représentant, assurant le secrétariat,
- M. le Chef du Service Régional de la Formation et du Développement à la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. Bernard DOYEN en qualité de titulaire et M. Pierre GRILLOT en qualité de suppléant, représentant la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine,
- M. Christian GERMAIN, représentant la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine,
- M. Christophe CIOILLI en qualité de titulaire et M. Dominique VINCENT en qualité de suppléant, représentant le Syndicat des Exploitants Forestiers, Scieurs et Industriels du Bois de Meurthe-et-Moselle et de Meuse,
- M. Benoît LECOMTE en qualité de titulaire et M. Joël COIATELLI en qualité de suppléant, représentant le Syndicat Lorrain des Entrepreneurs de Travaux Forestiers,
- M. André LEROY, en qualité de titulaire et M. Jean-René GUITTIENNE en qualité de suppléant, représentant la C. F. D. T.,
- M. Pierre GOURY, en qualité de titulaire et Mme Solange CLAUDEL en qualité de suppléante, représentant la C.F. T.C.,
- En qualité de personnes compétentes en matière de travaux forestiers :
 - * M. Michel GEORGES,
 - * M. François HELLOY,
 - * M. Jean-Paul HARLY.

Article 2 - La durée du mandat des membres de la Commission Consultative est fixée à trois ans.

Article 3 - La Commission est réunie en tant que de besoin sur convocation de son Président.

Article 4 - La Commission peut, en fonction de l'ordre du jour, se réunir en formation restreinte comprenant, outre le Président ou son représentant et le secrétaire ou son représentant, un représentant de l'Administration, un représentant de la Mutualité Sociale Agricole, un représentant des salariés et un représentant des non-salariés des professions agricoles et forestières.

Article 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

NANCY, le 11 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE PREFECTORAL 2005/358 FIXANT LE MONTANT DES INDEMNITES COMPENSATOIRES DE HANDICAPS NATURELS
AU TITRE DE LA CAMPAGNE 2005 DANS LE DEPARTEMENT

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié par le règlement 1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003,
Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement CE n°1257/1999 du Conseil,
Vu le décret n°77-908 du 9 août 1977 modifié,
Vu l'arrêté interministériel fixant les conditions d'attribution des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels du 26 juillet 2005 modifiant l'arrêté du 28 juillet 2004
Vu les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe et Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977 et 13 novembre 1978
Vu l'arrêté préfectoral relatif aux normes locales applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle du 25 avril 2005
Vu la circulaire du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, DGFAR/SBEA/C2005-5032, du 22 juin 2005
Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article 1^{er} : Pour la détermination du montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels au titre de l'année 2005, le département est divisé en trois zones défavorisées précisées en annexe 1

Article 2 : Dans chacune des zones définies à l'article premier est fixée une plage optimale de chargement correspondant à une exploitation optimale du potentiel fourrager dans le respect des bonnes pratiques agricoles. De la même manière sont définies des plages non optimales de chargement. L'ensemble de ces plages est précisé à l'annexe 2 du présent arrêté

Article 3 : Pour chacune des plages de chargement définies à l'article 2, le montant des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels rapporté à l'hectare de surface fourragère est fixé conformément aux montants précisés à l'annexe 3 du présent arrêté

Article 4 : Les surfaces fourragères sont les surfaces définies dans l'arrêté préfectoral pris en application du décret surfaces annuel fixant les normes usuelles de la région

Article 5 : Un arrêté préfectoral ultérieur fixera le stabilisateur départemental qu'il conviendra d'appliquer sur le montant total de la prime attribué à chaque bénéficiaire

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Délégué Régional du Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (CNASEA) sont chargés; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État dans le département

NANCY, le 19 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

Les annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté sont consultables à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Service Economie Agricole et Aménagement Foncier - Cité Administrative - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cedex.

ARRETE PREFECTORAL 2005/377 RELATIF AUX REGLES DE CONDUITE ET D'ENTRETIEN DES COUVERTS ENVIRONNEMENTAUX
POUR LA CAMPAGNE 2005-2006

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n°1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables ;
Vu le règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ;
Vu le règlement (CE) n°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifiant les règlements (CEE) n° 2019/1993, (CE) n°1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/1994, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/1971 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 864/2004 du Conseil du 29 avril 2004, et notamment ses articles 3 à 5 ;
Vu le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlements (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et notamment ses articles 3 et 4 ;
Vu le code rural, notamment le livre VI (partie Réglementaire)
Vu l'arrêté du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité (MAAPR) du 12 janvier 2005 pris pour l'application des articles R615-10 et R615-12 du Code Rural et relatif aux règles de couvert environnemental et d'assolement ;
Vu le code de l'environnement
Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1 : PORTEE DE L'ARRETE

Cet arrêté fixe les règles de conduite et d'entretien des parcelles supportant les couverts environnementaux dont l'implantation doit être réalisée au plus tard le 1^{er} mai et rester en place au moins jusqu'au 31 août de l'année 2006.

Les dispositions de cet arrêté s'appliquent pour la campagne 2005-2006, à l'ensemble du département de la Meurthe-et-Moselle, à tous les producteurs déposant une déclaration de surfaces, et soumis à l'obligation de gel de terres, quelle que soit la localisation du siège social de leur exploitation.

Les couverts environnementaux doivent représenter 3 % de la surface déclarée en céréales, oléagineux, protéagineux et jachère de l'exploitation.

ARTICLE 2 : RAPPEL DES DISPOSITIONS NATIONALES

Les couverts environnementaux sont implantés en priorité le long des cours d'eau tels que définis à l'article 3. La largeur des surfaces mentionnées à l'article R 615-10 du code rural ne peut être inférieure à 5 mètres, et leur superficie ne peut être inférieure à 5 ares.

ARTICLE 3 : COURS D'EAU CONCERNES

Les cours d'eau au sens du deuxième alinéa de l'article R 615-10 du code rural correspondent aux cours d'eau représentés par les traits bleus pleins sur les cartes les plus récemment éditées au 1/25 000 par l'Institut géographique national (IGN), à l'exception des cours d'eau busés à la suite d'une autorisation administrative ou des canaux bétonnés.

Le long des cours d'eau, la largeur des chemins est prise en compte pour déterminer la largeur des surfaces mentionnées à l'article 2. La largeur des chemins et des surfaces mentionnées au deuxième alinéa de l'article 615-10 du code rural ne peut dépasser 10 mètres. Les surfaces en friches, le long des cours d'eau sont considérées comme couvert environnemental.

ARTICLE 4 : TYPES DE COUVERTS AUTORISES

En plus des couverts prévus à l'annexe du présent arrêté, pour favoriser les auxiliaires de cultures et la biodiversité, d'autres couverts sont autorisés :

- moutarde
- phacélie

ARTICLE 5 : ENTRETIEN DES SURFACES EN COUVERT ENVIRONNEMENTAL

Les surfaces en couvert environnemental ne doivent recevoir ni fertilisation ni traitement phytosanitaire. En outre, elles sont soumises aux conditions particulières des autres contrats ou engagements qui les affectent : les surfaces en jachère ne peuvent être ni récoltées ni pâturées avant le 1^{er} septembre ; les surfaces bénéficiant de la Prime Herbagère agri-environnementale (PHAE), de Contrat Territorial d'Exploitation (CTE), de Contrat Agriculture Durable (CAD) ou de Mesures Agri-environnementales (MAE) doivent respecter les conditions de ces contrats. Les surfaces en prairie naturelle ou temporaire peuvent être pâturées et/ou récoltées.

ARTICLE 6 : APPLICATION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur Régional de l'Office National Interprofessionnel des Céréales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 25 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

La liste des couverts environnementaux préconisés annexée au présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Service Economie Agricole et Aménagement Foncier - Cité Administrative - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cedex.

ARRETE PREFECTORAL 2005/380 FIXANT LE CLASSEMENT EN ZONES DEFAVORISEES DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n° 2529/2001 du Conseil du 19 décembre 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovines et caprines ;

Vu le règlement (CE) n° 2550/2001 de la Commission du 21 décembre 2001 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n°2529/2001 ;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) relatif à certains régimes d'aides communautaires ;

Vu le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 26 février 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité des aides, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle, abrogeant le règlement 2419/2001 ;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié par le règlement 1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 ;

Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement 1257/1999 du Conseil ;

Vu le décret n° 77-566 du 3 juin 1977 modifié relatif à l'agriculture de montagne et à certaines zones défavorisées ;

Vu l'arrêté interministériel reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 du 28 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté interministériel fixant les conditions d'attribution des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels du 28 juillet 2004 ;

Vu l'arrêté interministériel fixant les conditions d'attribution des Indemnités Compensatoires de Handicaps Naturels du 26 juillet 2005 modifiant l'arrêté du 28 juillet 2004 ;

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les communes, dont la liste est jointe en annexe I du présent arrêté, sont classées en zones défavorisées. La table des codes zones défavorisées paramétrées dans PACAGE est jointe en annexe II du présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Délégué général du Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (CNASEA) et le directeur de l'Office National Interprofessionnel des Viandes, de l'Elevage et de l'Aviculture (OFIVAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'État dans le département.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

L'annexe 1 du présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Service Economie Agricole et Aménagement Foncier - Cité Administrative - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cedex.

ARRETE PREFECTORAL 2005/383 MODIFIANT L'ARRETE N° 372 DU 24 DECEMBRE 2004 RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE AGRO-ENVIRONNEMENTALE ROTATIONNELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune ;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du conseil du 17 Mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie (FEOGA) modifié par le règlement (CE) n°1783/2003 du Conseil du 29 septembre 2003

Vu le règlement (CE) n° 817/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999

Vu le règlement (CE) n°1782/2003 du Conseil du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs.

Vu le règlement (CE) n°796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalité d'application de la conditionnalité et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le règlement (CE) n°1782/2003 du Conseil du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs.

Vu le Règlement (CE) n°1159/2000 de la Commission du 30 mai 2000 visant les actions d'information et de publicité à mener pour les Etats membres sur les interventions des Fonds structurels

Vu le règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les fonds structurels

Vu le Règlement (CE) n° 1685/2000 de la commission du 28 Juillet 2000 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1260/1999 du conseil en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses dans le cadre des opérations cofinancées par les Fonds Structurels et applicable aux mesures cofinancées par le FEOGA-Garantie

Vu le Code Rural, notamment les livres II et III (nouveau)

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-3

Vu le Plan de Développement Rural National et la synthèse régionale des mesures agro-environnementales agréés par la Commission le 7 septembre 2000

Vu la décision de la Commission européenne C (2001) 4316 en date du 17 décembre 2001 approuvant les modifications apportées au plan de développement rural national (PDRN)

Vu la décision de la Commission européenne C (2003) 3110 en date du 21 août 2003 approuvant les modifications apportées au plan de développement rural national (PDRN)

Vu la décision de la Commission européenne C (2004) 3948 en date du 7 octobre 2004 approuvant les modifications apportées au plan de développement rural national (PDRN)

Vu le décret n° 2003-774 du 20 août 2003 relatif aux engagements agro-environnementaux et fixant les conditions de souscription des personnes physiques et morales

Vu l'arrêté du 20 août 2003 relatif aux engagements agro-environnementaux, modifié par l'arrêté du 13 août 2004,

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-242 du 7 mai 2003 relatif à la mise en œuvre de la MAE rotationnelle, modifié par l'arrêté préfectoral n°2004-372 du 24 Décembre 2004,

Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

Pour la campagne 2005, seuls peuvent souscrire une mesure agro-environnementale rotationnelle en dehors d'un Contrat d'Agriculture Durable, les demandeurs :

respectant les conditions d'éligibilité fixées par le décret n°2003-774 du 20 août 2003 susvisé,

ayant déposé leur demande et un dossier de déclaration de surfaces réputé recevable,

respectant les conditions particulières d'éligibilité fixées, pour chacune des modalités de cette mesure, par les cahiers des charges figurant en annexe au présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur de l'Office National Interprofessionnel des Oléagineux, Protéagineux et Cultures Textiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Les annexes 1 et 2 du présent arrêté sont consultables à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Service Economie Agricole et Aménagement Foncier - Cité Administrative - 45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cedex.

ARRETE PREFECTORAL 2005/393 FIXANT LA PERIODE DES VENDANGES EN MEURTHE-ET-MOSELLE - RECOLTE 2005

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles 407 et 408 du code général des impôts

VU le décret du 31 mars 1998 relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul",

VU l'article 2 du décret n° 68-807 du 13 septembre 1968, modifié par le décret n° 72-309 du 1^{er} avril 1972,

VU le règlement CE n° 1282/2001 du 28 juin 2001 de la commission européenne

VU l'article 1^{er} du décret n° 70-175 du 2 mars 1970

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du Président de la République en conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'avis du Comité Régional d'Experts des Vins d'Alsace, réuni le 6 septembre 2005,

SUR proposition M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 - Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul", le début des vendanges, en Meurthe-et-Moselle, est fixé comme suit :

- au 24 septembre 2005 pour les cépages AUXERROIS, PINOT NOIR et PINOT MEUNIER

- au 01 octobre 2005 pour le cépage GAMAY.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des prévendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès du Service Régional de l'INAO - 12, avenue de la Foire aux Vins - 68012 à COLMAR. Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les Services de l'INAO.

ARTICLE 2 - Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2005, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront, le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis, par les soins des Mairies, au Service des Douanes et droits Indirects de NANCY (Service Régional de la Viticulture 150, rue Alfred Krug - 54052 NANCY).

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en Mairie.

ARTICLE 3 - Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention « Appellation d'Origine Contrôlée », les vins qui, bénéficiant - en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948 - de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

ARTICLE 4 - Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects, l'Inspecteur départemental de la répression des fraudes, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 15 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

OFFICE NATIONAL DES FORETS

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER
A DES PARCELLES APPARTENANT A LA COMMUNE DE CHARENCY-VEZINLE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de CHARENCY-VEZIN en date du 25 avril 2005 demandant l'application du régime forestier à 4 ha 19 a 75 ca ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle Nord de l'Office National des Forêts ;

VU le plan des lieux

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1er : Sont soumises au Régime Forestier les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	DESIGNATIONS CADASTRALES			Contenance (ha)	Territoire Communal
		SECTION	N° des Parcelles	LIEUX-DITS		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de CHARENCY- VEZIN	ZK	11	Au dessus de la laiesse	1,5155	CHARENCY-VEZIN
		ZD	1	Sur relumont	2,6820	
					4,1975	

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

* Monsieur le Maire de la Commune de CHARENCY-VEZIN.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURGARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER
A UNE PARCELLE APPARTENANT A LA COMMUNE DE FRESNOIS-LA-MONTAGNELE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de FRESNOIS-LA-MONTAGNE en date du 25 février 2005 demandant l'application du régime forestier à 24 a 55 ca ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts ;

VU le plan des lieux

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1er : Est soumise au Régime Forestier la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignations Cadastreales			Contenance (ha)	TERRITOIRE COMMUNAL
		Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de FRESNOIS- LA-MONTAGNE	ZL	37	Le Haut Fourneau	0,2455	FRESNOIS-LA-MONTAGNE

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

* Monsieur le Maire de la Commune de FRESNOIS-LA-MONTAGNE.

NANCY, le 12 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/057/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la Route, et notamment le chapitre 1er du titre 1er du livre 4 des parties législative et réglementaire, relatif aux pouvoirs de police de la circulation ;
 - Vu le code général des collectivités territoriales ;
 - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 - Vu la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, et notamment son article 17 et la loi du 23 février 2005 ;
 - Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 ;
 - Vu le décret n° 2003-416 du 30 avril 2003 modifié, relatif au transport des bois ronds ;
 - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - Vu l'arrêté du 25 juin 2003 relatif aux caractéristiques techniques des véhicules de transport de bois ronds ;
 - Vu l'avis du Président du Conseil Général du département de la Meurthe-et-Moselle en date du 21/01/2005 et du 4/05/2005 ;
 - Vu les avis des Maires des communes concernées par la traversée de leurs agglomérations ;
 - Vu l'avis de la SANEF, en date du 27/12/2004 ;
 - Vu l'avis de la SAPRR, en date du 04/01/2005 ;
 - Vu l'avis de la SNCF, en date du 19/01/2005 ;
- Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers dans le cadre de la circulation des transports de bois ronds et la pérennité du réseau routier de Meurthe-et-Moselle ;
- Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : Définition

Le présent arrêté s'applique aux transports des « bois ronds » à compter de sa date de signature et jusqu'à son expiration fixée au 8 juillet 2009 par le décret n° 2003-416 du 30 avril 2003 modifié.

Pour l'application du présent arrêté,

- les bois ronds s'entendent « toutes portions de troncs d'arbres ou de branches obtenues par tronçonnage », les grumes qui sont des troncs ou des portions de troncs, éventuellement ébranchés en font partie,
- les véhicules concernés par le transport de bois ronds doivent être conformes au code la route en terme de gabarit, c'est à dire de longueur et de largeur, seule la masse peut être supérieure aux limites générales du code de la route sous les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Charges

Le transport exclusif de bois ronds effectué par des ensembles de véhicules de plus de 4 essieux et dont le poids total roulant excède 40 tonnes est régi par les dispositions du code de la route sous réserve des règles dérogatoires prévues ci-après :

- l'autorisation de circulation des ensembles de véhicules comprenant plus d'une remorque, prévue au deuxième alinéa de l'article R 433-8 du code de la route, est limitée aux seuls trains doubles,
- le poids total roulant d'un véhicule articulé, d'un ensemble composé d'un véhicule à moteur et d'une remorque ou d'un train double ne doit pas dépasser :
 - . 52 tonnes si l'ensemble considéré comporte 5 essieux,
 - . 57 tonnes si l'ensemble considéré comporte au moins 6 essieux,
- les charges maximales des ensembles de véhicules ne doivent pas dépasser 13 tonnes à l'essieu,
- le conducteur doit être en possession de « l'attestation des caractéristiques techniques du véhicule » délivrée par le constructeur, visée et enregistrée par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E) et définie par l'arrêté du 25 juin 2003 ou avoir fait l'objet d'une réception spéciale (transport exceptionnel) par la DRIRE dans le cadre de l'article R. 321-17 du Code de la Route.

Article 3 : Réseau structurant

Sous réserve du respect des prescriptions existantes sur le terrain et sous les conditions édictées par le présent arrêté, article 2 notamment, les transports de bois ronds sont autorisés en transit sur les routes du département de la Meurthe-et-Moselle dont la liste figure en **annexe 1**.

Article 4 : Itinéraires de desserte des entreprises de Meurthe-et-Moselle

Sous réserve du respect des prescriptions existantes sur le terrain et sous les conditions édictées par le présent arrêté, article 2 notamment, les transports de bois ronds sont autorisés sur les routes du département de la Meurthe-et-Moselle permettant l'accès aux entreprises locales dont la liste figure en **annexe 2**. La liaison avec le réseau structurant devra se faire par l'itinéraire identifié dans les **annexes 1 et 2**.

Article 5 : Restrictions de circulation

La circulation des véhicules transportant des bois ronds est interdite :

- pendant les périodes et sur les itinéraires d'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises et de transport de matières dangereuses, définis chaque année par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre des transports
- sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du samedi ou veille de fête à 12 heures au lundi ou lendemain de fête à 6 heures.
- par temps de neige ou de verglas ou lorsque la visibilité est inférieure à 150 mètres,
- pendant la mise en place des barrières de dégel sur les itinéraires qu'elles concernent.

Article 6 : Vitesse

Sans préjudice des prescriptions plus restrictives imposées par arrêtés préfectoraux, départementaux ou municipaux sur certaines routes ou sections de route, la vitesse maximum des véhicules qui font l'objet du présent arrêté ne devra pas excéder 80 km/h sur les autoroutes, 70 km/h sur les routes à caractère prioritaire et 60 km/h sur les autres routes hors agglomération. Elle sera réduite à 40 km/h en agglomération.

Elle sera réduite à 30 km/h aux abords des intersections faisant l'objet d'une signalisation réglementaire, et auxquelles lesdits véhicules ne bénéficient pas de la priorité, dans les agglomérations et sur les ouvrages d'art.

Article 7 : Accès au réseau autoroutier concédé

Sur les autoroutes concédées et dans le cas où elles figureraient en **annexe 1**, les transporteurs de bois ronds sont tenus d'emprunter une voie de péage manuelle, sauf cas de barrière de péage entièrement automatisée. La majoration du tarif de péage prévue par le cahier des charges de concession peut être appliquée par les sociétés concessionnaires aux véhicules dont le poids total en charge est supérieur à 40 tonnes.

Conformément au décret n°2003-416 du 30 avril 2003 modifié, la circulation des véhicules transportant des bois ronds est interdite sur autoroute pour les ensembles de véhicules d'un poids total roulant supérieur à 57 tonnes ou qui ne pourraient pas atteindre une vitesse en palier de 50 km/h.

Article 8 : Eclairage et signalisation

L'éclairage et la signalisation des ensembles de véhicules doivent être complétés par deux feux tournants ou à tube à décharge à l'avant et deux à l'arrière, disposés symétriquement le plus près possible des extrémités hors tout avant et arrière du convoi. Ces feux doivent fonctionner de jour et de nuit, sauf

lorsque le convoi, à l'arrêt, dégage entièrement la chaussée et ses abords immédiats.

Article 9 :

Prescriptions générales

Le transporteur d'un véhicule de transport de bois ronds devra se conformer à toutes les prescriptions du code de la route et des arrêtés d'application subséquents pour lesquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté, notamment à celles concernant l'éclairage et la signalisation des convois, ainsi qu'aux arrêtés préfectoraux départementaux et municipaux réglementant la circulation des véhicules à la traversée des ouvrages d'art, des agglomérations et des chantiers.

Prescriptions particulières

La circulation sur ouvrage devra s'effectuer sous les conditions suivantes :

- le plus proche possible de l'axe de l'ouvrage (sans dépasser l'axe s'il y a une ligne blanche axiale)
- seul sur l'ouvrage ou sur la travée
- à une vitesse inférieure ou égale à 30 km/h
- en évitant absolument de freiner lors du franchissement

Article 10 : Contrôle routier

En cas de contrôle routier, le transporteur doit être en mesure, en outre, de présenter une copie de cet arrêté.

Article 11 : Responsabilités

Les bénéficiaires du présent arrêté et leurs ayants droit seront responsables vis-à-vis de l'Etat, du département et des communes traversées, des opérateurs de télécommunications, d'Electricité de France, de la S.N.C.F. et de R.F.F., des accidents de toute nature, des dégradations ou des avaries qui pourraient éventuellement être occasionnées aux routes, à leurs dépendances, aux ouvrages d'art, aux lignes de des opérateurs de télécommunications et électriques ainsi qu'aux ouvrages de R.F.F., à l'occasion des transports.

En cas de dommages occasionnés à un ouvrage public et dûment constatés comme étant le fait d'un transport accompli en vertu du présent arrêté, le propriétaire des véhicules sera tenu d'en rembourser le montant à la première réquisition du service compétent et sur les bases d'une estimation qui sera faite par les agents de l'administration intéressée.

Article 12 : Recours

Aucun recours contre l'Etat, le département les communes, la SNCF ou RFF ne pourra être exercé en raison des accidents qui pourraient être causés au propriétaire des véhicules ou à ses préposés et des avaries qui pourraient être occasionnées aux véhicules ou à leurs chargements par suite de l'inadaptation des routes (ou de leurs dépendances) ou des ouvrages d'art à la circulation ou au stationnement des convois ou des dommages qui pourraient résulter du fait de perte de temps, de retards de livraisons. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés à l'occasion de ces transports.

Article 13 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Président du Conseil Général, Mesdames et Messieurs les Maires concernés, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, Monsieur le Directeur de la Division Transport de la Direction Régionale de l'Equipement de Lorraine, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipement des départements limitrophes (55, 57, 88),
- Monsieur le Directeur de la SANEF
- Monsieur le Directeur de la SAPRR
- Monsieur le Directeur de VNF
- Monsieur le Délégué régional de la SNCF,
- Monsieur le Délégué régional de RFF,
- Monsieur le Directeur de l'Office National des Forêts.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 31 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

Annexe 1

Réseau structurant

Légende :

x = croisement

Itinéraires (deux sens confondus)	Routes	Agglomérations traversées	Prescriptions
	RD		
De la Frontière du Luxembourg au x de la RD 18	918 A	LONGWY - LONGLAVILLE	
De Herserange à Villerupt	26	HERSERANGE - SAULNES - HUSSIGNY/GODBRANGE - VILLERUPT	
De la RD 26 au x de la RD 952 (Villers la Montagne)	26 B	HUSSIGNY - VILLERS LA MONTAGNE	
De la RD 26 B au x de la RD 125 et voie de substitution de la RN 52	26 E	RASE CAMPAGNE	
De la RD 27 au x de la RD 521	57	RASE CAMPAGNE	
De la RD 57 à la limite Moselle	521	RASE CAMPAGNE	
De la RD 918 A au x de la RN 43	18	LONGWY - REHON - REHON/HEUMONT - CUTRY	
De la RD 520 au x de la RD 26	196 B	HAUCOURT/MOULAIN - HERSERANGE	
De la RD 196 B au x de la RD 918 A	520	LONGWY - MONT ST MARTIN	
De la RD 18 au x de la RD 952	17	CUTRY - CHENIERES - VILLERS LA MONTAGNE	
De la limite Moselle au x de la RD 952	156	MALAVILLERS - AUDUN LE ROMAN	MALAVILLERS Prévenir la commune la veille du passage pour démontage éventuel des

De la R.N. 43 à la limite Meuse		PIENNES LANDRES	panneaux de signalisation AUDUN LE ROMAN Emprunter la Rue Lucien Michel et Route de Briey seulement
De la limite Moselle au x de la RD 346	906	BEUVILLERS - AUDUN LE ROMAN - TRIEUX	
De la limite Meuse au x de la RN 43		FLEVILLE- LUBEY- LANTEFONTAINE	
De la RN 43 au x de la RD 346	146	MANCE - BRIEY	
De la RD 906 à la limite Moselle	139	AVRIL	
De la limite Moselle au x de la RD 346	138	RASE CAMPAGNE	
De la RD 146 au x des RD137/138	346	RASE CAMPAGNE	
De la voie de substitution de la RN 52 au x de la RD 57	27	RASE CAMPAGNE	
De la RD 17 au x de la RD 26B	952	VILLERS LA MONTAGNE	
De la RD 156 au x de la RN 43		MURVILLE - MONT BONVILLERS	
De la R.N. 3 à BAYONVILLE S/MAD	952	JARNY - MARS LA TOUR - - CHAMBLEY - WAVILLE - ONVILLE - BAYONVILLE SUR MAD	
De la limite Meuse à la limite Moselle	903	HANNONVILLE SUZEMONT - MARS LA TOUR	
De la RD 952 au x de la RN. 57	910 B	RASE CAMPAGNE	
De la RD 952 à la limite Meuse	958	PONT A MOUSSON - MONTAUVILLE et MAIDIERES - LIMEY-REMENAUVILLE - FLIREY - BEAUMONT	
De la RD 904 au x de la RD 958	907	BEAUMONT - BERNECOURT -	
De la RD 907 au x de la RN 411	904	BERNECOURT - MENIL LA TOUR - TOUL	
De la RN 74 à Goviller		TOUL - BICQUELEY - CREPEY - GOVILLER	
De la RD 118A au x de la RD 400	908	TOUL	
De la RN 57 à la limite Moselle	910	PONT A MOUSSON	
De la RN 57 au x de la RD 913	120	ATTON - NOMENY - PONT A MOUSSON	
De Thiaucourt à la RD 958	3	THIAUCOURT REGNEVILLE -	L'ouvrage d'art dans THIAUCOURT est interdit à la circulation des transports dont fait l'objet cet arrêté
De Custines à la RD 40 E	40	BOUXIERES AUX DAMES - CUSTINES	
De limite Moselle au x de la RN 74	913	RAUCOURT - NOMENY - CHENICOURT - BOUXIERES AUX CHENES - AGINCOURT - ESSEY LES NANCY -	
De la RN 411 à Villey St Etienne	191	TOUL - VILLEY ST ETIENNE	
De limite Meuse au giratoire "Parc de Haye".	400	LAY ST REMY - FOUG - ECROUVES - TOUL - DOMMARTIN LES TOUL - GONDREVILLE - VELAINE EN HAYE	Accès à la forêt de HAYE par ouvrage des cinq tranchées (PS de l'A31)
De Lunéville à Thiébauménil		----- LUNEVILLE - MARAINVILLER THIEBAUMENIL	
De la RD 4 à Favières	12	SAULXEROTTES - FAVIERES	
De la RD 570 au x de la RD 974 (Viterne)	331	RASE CAMPAGNE	
De la RD 908 au x de la RD 904	118 A	RASE CAMPAGNE	
De la RD 40 au x avec la voie communale de Ban la Dame	40 E	RASE CAMPAGNE	
De la RD 40 au x de la RD 120	44	MILLERY	
De la RD 40 au x de la RD 44	44 A	CUSTINES - MALLELOY	CUSTINES Sens MALLELOY - MILLERY par Rue du Général LECLERC obligatoire Circulation interdite : * lundi mardi jeudi vendredi de 8h à 9h, de 11h30 à 12h, de 13h à 14h, de 16h30 à 17h * samedi de 8h à 9h et de 11h30 à 12h
De la RD 400 à limite Meuse	960	TOUL - BLENOD LES TOUL	

De la RD 960 au x de la RD 4	11	FOUG - CHOLLOY MENILLOT - DOMGERMAIN - MONT LE VIGNOBLE - BLENOD LES TOUL - BULLIGNY - BARISEY LA COTE -	
De la RD 904 au x de la RD 11	4	COLOMBEY LES BELLES -	
De la RN 74 jusqu'au x de la RD 331	974	COLOMBEY - ALLAIN - THUILLEY AUX GROSEILLES - MAIZIERES -	
De la RN 74 au x de la RD 400	2	ST MAX - TOMBLAINE - BOSSERVILLE - ART SUR MEURTHE - VARANGEVILLE -	TOMBLAINE : Emprunter la RD 2M qui est en dehors de l'agglomération
De la RD 331 à la limite Vosges	570	LUDRES - RICHARDMENIL - FLAVIGNY SUR MOSELLE - NEUVILLER SUR MOSELLE - ROVILLE DEVANT BAYON - MANGONVILLE - BAINVILLE AUX MIROIRS - GRIPPOT	
De la RD 914 au x de la RD 570	9	LAMATH - MEHONCOURT - BAYON - ROVILLE DEVANT BAYON - XERMAMENIL	
De la RD 400 au x de la RD 590	31	LUNEVILLE - MONCEL LES LUNEVILLE	
De la RD 914 au x de la RN 59	148	FRAIMBOIS - GERBEVILLER	
De la limite Moselle à la RD 400	914	ARRACOURT - VALHEY - EINVILLE AU JARD - LUNEVILLE	
De la RD 31 à la limite Vosges		LUNEVILLE - XERMAMENIL - GERBEVILLER - MOYEN - MAGNIERES	
De Moncel les Lunéville à la RN 59	590	LUNEVILLE - MONCEL LES LUNEVILLE	
De la RD 935 au x de la RN 59		RASE CAMPAGNE	
De la RD 993 au x de la RN 4	7A	RASE CAMPAGNE	
De la RD 7A à la limite Moselle	993	BLAMONT - FREMONVILLE - CIREY SUR VEZOUZE	
De la RN 59 à la RD 992	165	AZERAILLES - HABLAINVILLE - PETTONVILLE -	
De la R.N. 4 au x de la RD 8	992	MONTIGNY - STE POLE - BADONVILLER	
De la RD 992 à la limite Vosges	8	BADONVILLER - FENNEVILLER - PEXONNE - NEUFMAISONS	
De la RN 59 à la limite Vosges	935	BACCARAT DENEUVRE	
De la RD 992 à REHERREY	166	REHERREY	
De la RD 914 à la scierie de BLAINVILLE SUR L'EAU (cf annexe 2)	1	BLAINVILLE SUR L'EAU	
De la RD 400 à la scierie de MARAINVILLER (cf annexe 2)	161	MARAINVILLER	
	RN		
De la RN 43 à la limite Meuse	18	LONGUYON	
De la RD 18 au x de la RN 18	43	LONGUYON	
De la RD 952 jusqu'à la RN 103		MAINVILLE	
De la RD 27 au x de la RD 26E	Voie de substitution de la RN 52	RASE CAMPAGNE	
De la limite Belgique au x de la RD 918	52	LONGWY - MT ST MARTIN	
De la RN 43 jusqu'à la RN. 3	103	BRIEY - MOINEVILLE - LABRY - CONFLANS EN JARNISY	
De la RN 103 au x de la RD 952	3	CONFLANS EN JARNISY - JARNY	
De la RD 958 au x de la RD 90	57	BLENOD LES PAM - DIEULOUARD	section à 2x2 voies
De la limite Vosges à la jonction A330		RASE CAMPAGNE	
De la RN 57 au x de la RD 904	411	DIEULOUARD - TOUL	
De limite Meuse au x de la RD 960	4	TOUL	
De la RD 913 à la limite Moselle	74	ESSEY LES NANCY - SEICHAMPS - LANEUVELOTTÉ - SORNEVILLE CHAMPENOUX - MAZERULLES - MONCEL SUR SEILLE	
De la limite Vosges au x de la RD 400		COLOMBEY LES BELLES	
De la RD 400 au x avec la RD 904		TOUL	
De la RD 590 à limite Vosges	59	SAINT CLEMENT - CHENEVIÈRES - MENIL FLIN - AZERAILLES	
De jonction de la RN 333 à x de la RN 4 bidirectionnelle	4	RASE CAMPAGNE	Section à 2x2 voies

De la jonction avec la RN 4 2x2 voies à la limite Moselle		BENAMENIL - OGEVILLER - HERBEVILLER - DOMEVRE SUR VEZOUSE - BLAMONT	
De la jonction avec la RN 4 à la jonction avec l'A33	333	RASE CAMPAGNE	section à 2x2 voies
	Autoroute		
De la jonction avec la RN 333 à l'échangeur de Fléville ZI	33	RASE CAMPAGNE	
De la jonction avec la RN 57 à l'échangeur n°5 "Ludres ZI"	A330	RASE CAMPAGNE	
	Transit spécifique		
<u>sens Est - Ouest</u> A33 sens Lunéville/Nancy - sortie échangeur n°3 "Fléville" - chemin Erfurt - rue Gustave Eiffel - rue Fresnel - rue Lavoisier - rue Pasteur - échangeur n°5 "Ludres ZI" - A330 sens Nancy/Epinal	ZI Ludres - Fléville	LUDRES - FLEVILLE	
<u>sens Ouest - Est</u> A330 sens Nancy/Epinal - sortie échangeur n°5 "Ludres ZI" - rue Pasteur - rue Lavoisier - rue Fresnel - rue Gustave Eiffel - échangeur n°3 "Fléville" - A33 sens Lunéville/Nancy			

Annexe 2

Entreprises de Meurthe-et-Moselle concernées par le transport de bois ronds

Raison sociale	Adresses	Prescriptions locales
SARL HERLET	1, rue du mont - 54300 MARAINVILLERS	
CIOLLI FRERES SARL	54470 BEAUMONT	
DECKER FRERES SA	54480 BERTRAMBOIS	
SARL BRIEY BOIS	54150 BRIEY	
SCIERIE DU RUPT DE MAD SA	6 rue des roches - 54890 BAYONVILLE SUR MAD	
VICTORIA TIMBER (ex THANRY)	43 rue S. Bottin 54115 FAVIERES	
SARL ROLLIN FRERES	4 ZI du Douaire St Aignan 54360 BLAINVILLE / EAU	
SCIERIE ROBINET SARL	rue de Saulxerotte 54170 COLOMBEY LES BELLES	
BOIS FRANCE SCIAGES SA	Rue de l'usine 54540 PEXONNE	
ETS FRANCOIS PAUL ET FILS SARL	RN 59 54122 CHENEVIERES	
STE SCIE MAT INDUSTRIE	4 allée des épicéas 54840 VELAIN EN HAYE	
VINCENT BOIS ET SCIERIE SARL	34 rue du Général de Gaulle 54700 MAIDIÈRES	MAIDIÈRES Seuls les itinéraires suivants sont autorisés : - Rue du Général LECLERC - Rue du Général De Gaulle - Rue St Rémy (de la rue De Gaulle à la rue Bellevue) - Rue Bellevue Ses itinéraires sont limités à 30 km/h
SARL HUSSON PAUL	54370 BATHELEMONT LES BAUZEMONT	
SARL SCIERIE PELTIER	16 rue St Rémy 54700 MAIDIÈRES	
SCIERIE GERARD FRERES	rue du château d'eau 54540 BADONVILLER	
SCIERIE MENUISERIE TOULOISE	1200 rte de Verdun 54200 TOUL	
BOIS FRANCE PANNEAU SA	6, rue de la Gare - BP 2 54115 FAVIERES	

EURL SCIERIE DES 3 SAPINS	Chemin de Gye - 54200 BICQUELEY	
Ste Nlle DEPOSITO BOIS SARL	40, rue du Gl Leclerc 54450 OGEVILLER	
SARL BARBIER	38, rue de la libération 54150 AVRIL	
STE DORRION ET CIE	5, chemin Front 54111 MONT BONVILLERS	
SARL KRYCS	7, grande RUE 54120 REHERREY	
TBMF BERNARD Michel et fils	1, route de Glonville 54122 AZERAILLES	

ARRETE 2005/DDE/059/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en oeuvre d'enrobés, hors ouvrage d'art au droit du viaduc d'Autreville (OA n°A31-380), sur l'A31 dans le sens METZ - NANCY, du PR 270+850 au PR 266+500 sur le territoire d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

La nuit du 26 au 27 septembre 2005, de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31 :

dans le sens METZ - NANCY

- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 110 km/h puis à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement - PR 269+850
- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens NANCY - METZ entre les PR 269+850 et 267+500 à une vitesse limitée à 90 km/h
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 267+500)

dans le sens NANCY - METZ

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée à 90 km/h
- il est interdit de doubler

ARTICLE II

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixés dans la circulaire ministérielle n°96-14.

ARTICLE III

En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE V

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Monsieur le Maire d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. du SMUR de Neufchâteau et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/060/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65, en date du 20 décembre 2004 ;
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A.31 sens Nancy - Metz du PR 261+000 au PR 271+000 sur le territoire des communes de CUSTINES, BELLEVILLE, AUTREVILLE sur MOSELLE et LOISY ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Les nuits suivantes de 21 h 00 à 6 h 00 :

- du 12 au 13 septembre 2005 du PR 260+700 au PR 265+620
- du 13 au 14 septembre 2005 du PR 260+700 au PR 265+620
- du 14 au 15 septembre 2005 du PR 262+980 au PR 267+500
- du 15 au 16 septembre 2005 du PR 264+700 au PR 269+860
- du 19 au 20 septembre 2005 du PR 264+700 au PR 271+800
- du 20 au 21 septembre 2005 du PR 268+000 au PR 271+800
- du 21 au 22 septembre 2005 du PR 268+000 au PR 271+800
- du 22 au 23 septembre 2005 du PR 268+000 au PR 271+800

la circulation des usagers sur l'A.31 s'établit comme suit :

- dans le sens NANCY - METZ
 - . la circulation s'effectue sur la voie de gauche METZ - NANCY
 - . il est interdit de doubler
 - . la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement
 - . puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche sens METZ - NANCY entre les deux basculements
 - . la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement.
- dans le sens METZ - NANCY
 - . la voie de gauche est neutralisée
 - . la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - . la vitesse est limitée à 90 km/h
 - . il est interdit de doubler

ARTICLE II

Durant les nuits du 12 au 14 septembre 2005 de 21 H 00 à 6 h 00, la bretelle de l'échangeur de CUSTINES n° 24 - Custines - Metz est fermée à la circulation.

Les usagers désirant se rendre à METZ sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- sortir à l'échangeur de FROUARD n° 22 puis retour sur l'A.31 direction Metz

Durant les nuits du 14 au 16 septembre et du 19 au 20 septembre 2005, de 21 H 00 à 6 h 00, les bretelles des échangeurs de NANCY - BELLEVILLE et BELLEVILLE - METZ n° 25 sont fermées à la circulation.

Les usagers désirant se rendre à METZ sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- Pour la fermeture de la bretelle de NANCY - BELLEVILLE : sortir à l'échangeur de CUSTINES - prendre la direction ZI de POMPEY - CUSTINES - emprunter la RD 90 direction POMPEY puis la R.N. 57
- Pour la fermeture de la bretelle de BELLEVILLE - METZ : rester sur la R.N. 57 direction POMPEY, puis RD 90 - ZI POMPEY - CUSTINES puis retour sur A. 31 par l'échangeur N° 24 de CUSTINES.

ARTICLE III

Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes inter-distances entre chantiers définis dans le cas des chantiers courants fixés dans la circulaire ministérielle n°96-14.

ARTICLE IV

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires de CUSTINES 6 BELLEVILLE - AUTREVILLE sur MOSELLE et LOISY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 7 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/062/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 2 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY et Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder à l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Est) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT et à la fermeture de la bretelle - sortie n° 3 - sens EPINAL - NANCY sur l'A. 330 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE I

Les nuits du 22 au 24 septembre et les nuits du 20 au 22 octobre 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, la bretelle de sortie n° 3 Centre Commercial sur l'A330 - sens EPINAL - NANCY sera fermée à toute circulation.

ARTICLE II

sens EPINAL - NANCY

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sortie n° 2 - Echangeur d'HEILLECOURT - RD 570 vers giratoire

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le Président du Conseil Général, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Fléville-devant-Nancy Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/063/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 2 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY et Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder à l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Ouest) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT et à la fermeture de la bretelle NANCY - FLEVILLE - échangeur n° 3 - sens NANCY - EPINAL sur l'A. 330 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE I

Les nuits des 22 et 23 septembre 2005 de 21 h 00 à 6 h 00, la bretelle de l'échangeur n° 3 - NANCY - FLEVILLE - sens NANCY - EPINAL sera fermée à toute circulation.

ARTICLE II

sens NANCY - EPINAL

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sortie n° 4 - Echangeur de LUDRES

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Houdemont, Ludres et Fléville-devant-Nancy, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/064/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de BENAMENIL ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la R.N. 4 au PR 78+300 au PR 78+800 sur les giratoires de BENAMENIL, sur le territoire de la commune de BENAMENIL ;

A la demande de la subdivision de Lunéville ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Ces travaux sont prévus sur les giratoires sud et Nord de la RN 4 pour une durée de 2 nuits de 21 H 00 à 6 H 00 dans la semaine du 26 au 30 septembre 2005 et sont susceptibles d'être reportés dans la semaine glissante du 3 au 7 octobre 2005 dans l'éventualité de problèmes techniques.

La circulation s'établit comme suit sur la R.N. 4 du PR 78+300 au PR 78+800 sur les giratoires de BENAMENIL :

1^{ère} phase :

- circulation par alternat sur le giratoire sud pour les usagers venant de BLAMONT se rendant à BENAMENIL via la RN 2004 vers le giratoire Nord
- la vitesse sera limitée à 50 Km/h
- il est interdit de doubler
- Les RD 400 et RD 19a seront interdites à toute circulation

2^{ème} phase :

- circulation par alternat sur le giratoire sud pour les usagers venant de la RN 333 se rendant à BLAMONT
- la vitesse sera limitée à 50 km/h
- il est interdit de doubler
- Les RD 400 et RD 19a seront interdites à toute circulation

ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LUNEVILLE.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jour d'intempéries.

ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de BENAMENIL, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/065/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder par l'Entreprise C.G.E. à l'enlèvement de l'Unité Mobile de Traitement située au réservoir Sorbatin sur le territoire de la commune de PIERREPONT ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de PIERREPONT ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général ;

A la demande de la direction départementale de l'équipement - subdivision de LONGUYON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E**ARTICLE I**

Le mardi 20 septembre 2005 de 7 H 00 à 18 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la RN 43, entre les PR 37+800 et 39+465 sur le territoire de la commune de PIERREPONT.

ARTICLE II

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante dans les deux sens de circulation :

RD 18 jusqu'au carrefour avec la RN 43 puis continuer jusqu'au carrefour avec la RD 17 - RD 17 - RD 25 et RD 16 jusqu'au carrefour avec la RN 43.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGUYON.

ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de CUTRY - CHENIERES - LAIX - PIERREPONT et BOISMONT, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**AVIS**

Par arrêté préfectoral en date du 9 septembre 2005, la commune de MILLERY a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux côté Custines à MILLERY, avenue de la Moselle, rue du chapitre, rue des Charnelles, rue du Grand Pré, rue du Stade, rue de la Blanche Pierre, sur la commune de MILLERY.

Par arrêté préfectoral n° 43096 en date du 22 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique du lotissement "le Petit Larry", rue de la Libération, sur la commune d'AVRIL.

Par arrêté préfectoral n° 43836 en date du 22 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseau HTAA et BTAA - alimentation Forage, chemin rural dit de la Claire Haie, sur la commune de CHENEVIERES.

Par arrêté préfectoral n° 53193 en date du 22 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement du réseau 20 KV Ville Haute, plateau du Haut du Lièvre, sur les communes de NANCY et de MAXEVILLE.

Par arrêté préfectoral n° 55529 en date du 22 septembre 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la desserte de 5 tarifs jaunes et 1 tarif bleu ZAC Porte Verte, sur la commune d'ESSEY LES NANCY.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA LICENCE D'AGENCE DE MANNEQUINS DE LA SOCIETE DANIELE MODELS AGENCY
SITUEE AU 33 RUE DE LA HAIE LE COMTE A SAINT-MAX (54130) SOUS LE N° 54-04-01 (GERANTE : MME DANIELE POUTEAUX)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 763-1 à L. 763.12, et R. 763-1 à R. 763-29 du code du travail,

Vu le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative et notamment l'article 16,

Vu l'arrêté du 13 août 1997 relatif à la liste des pièces et documents à produire par les candidats à une licence d'agence de mannequins,

Vu la demande déposée le 2 avril 2004 à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle, complétée par un dépôt du 20 août 2004, émanant de madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. DANIELE MODELS AGENCY dont le siège social est situé 33 rue de la Haie le Comte - 54130 SAINT-MAX, qui demande le renouvellement de sa licence d'agence de mannequins,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2001 prorogeant pour une durée de trois ans la licence accordée sous le n° 54/01/01,

Vu le délai d'instruction prévu à l'article R. 763-27 pour les demandes de renouvellement de licence,

Après consultation de monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,

Sur avis et rapport de madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Considérant que la demanderesse remplit les conditions légales requises,

A R R E T E

Article 1^{er} : La licence n° 54/01/01 est renouvelée pour une durée de trois ans au bénéfice de madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. DANIELE MODELS AGENCY sous le n° 54/04/01 à compter du 20 octobre 2004.

Article 2 : Le renouvellement de la licence à l'issue du délai fixé à l'article 1^{er} est subordonné au dépôt d'une demande déposée dans les formes et délais prévus à l'article R 763-27 du code du travail ainsi qu'au respect des prescriptions de l'article R 763-25 du même code.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, et madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république française et notifié à l'intéressé.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Secrétaire Général absent,

La Sous-Préfète de TOUL,

Corinne CHAUVIN

**ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA LICENCE D'AGENCE DE MANNEQUINS DE LA SOCIETE ANGELS MODELS MANAGEMENT
SITUEE AU 33 RUE DE LA HAIE LE COMTE A SAINT-MAX (54130) SOUS LE N° 54-04-03 (GERANTE : MME DANIELE POUTEAUX)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 763-1 à L. 763.12, et R. 763-1 à R. 763-29 du code du travail,

Vu le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative et notamment l'article 16,

Vu l'arrêté du 13 août 1997 relatif à la liste des pièces et documents à produire par les candidats à une licence d'agence de mannequins,
Vu la demande déposée le 5 juillet 2004 à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle par madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. ANGELS MODELS MANAGEMENT dont le siège social est situé 33 rue de la Haie le Comte - 54130 SAINT-MAX, qui demande le renouvellement de sa licence d'agence de mannequins,
Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2001 accordant pour une durée de trois ans une licence sous le n° 54/01/02,
Vu le délai d'instruction prévu à l'article R. 763-27 pour les demandes de renouvellement de licence,
Après consultation de monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Sur avis et rapport de madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
Considérant que la demanderesse remplit les conditions légales requises,

A R R E T E

Article 1^{er} : La licence n° 54/01/02 est renouvelée pour une durée de trois ans au bénéfice de madame Danièle POUTEAUX, gérante de la S.A.R.L. ANGELS MODELS MANAGEMENT sous le n° **54/04/03** à compter du 5 septembre 2004.

Article 2 : Le renouvellement de la licence à l'issue du délai fixé à l'article 1^{er} est subordonné au dépôt d'une demande déposée dans les formes et délais prévus à l'article R 763-27 du code du travail ainsi qu'au respect des prescriptions de l'article R 763-25 du même code.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, et madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république française et notifié à l'intéressé.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE ACCORDANT LA LICENCE D'AGENCE DE MANNEQUINS A LA SOCIETE MAJOR MODEL MANAGEMENT PARIS
SITUEE AU 33 RUE DE LA HAIE LE COMTE A SAINT-MAX (54130) SOUS LE N° 54-04-02 (GERANT : M. GUIDO DOLCI)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 763-1 à L. 763.12, et R. 763-1 à R. 763-29 du code du travail,
Vu le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative et notamment l'article 16,
Vu le courrier du 6 avril 2004 complété par un courrier du 16 juillet reçu le 19 juillet 2005, émanant du cabinet d'avocats CASTALDI MOURRE SPRAGUE de Paris, agissant pour le compte de la société MAJOR MODEL MANAGEMENT PARIS, S.A.R.L. dont le siège social est situé 33 rue de la Haie le Comte - 54130 SAINT-MAX, et dont le gérant est M. Guido DOLCI, qui demande l'attribution de la licence d'agence de mannequins,
Vu l'arrêté du 13 août 1997 relatif à la liste des pièces et documents à produire par les candidats à une licence d'agence de mannequins,
Après consultation de monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Sur avis et rapport de madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
Considérant que le demandeur remplit les conditions légales requises,

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est attribué à M. Guido DOLCI, gérant de la société MAJOR MODEL MANAGEMENT PARIS située à l'adresse indiquée ci-dessus une licence d'agence de mannequins sous le n° **54/04/02** pour une durée de trois ans à compter du 19 novembre 2004, fin du délai d'instruction de quatre mois prévu à l'article L. 762-7.

Article 2 : Le renouvellement de la licence à l'issue du délai fixé à l'article 1^{er} est subordonné au dépôt d'une demande déposée dans les formes et délais prévus à l'article R 763-27 du code du travail ainsi qu'au respect des prescriptions de l'article R 763-25 du même code.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, et madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la république française et notifié à l'intéressé.

NANCY, le 2 septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

**DECISION CONCERNANT LA PRESIDENCE DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS DIRECTS
ET DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

Vu le code général des impôts, notamment en son article 1651,

D E C I D E

Article 1^{er} : M. Thierry BONHOMME, conseiller au Tribunal administratif de Nancy, est désigné comme *président titulaire* de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires de MEURTHE-et-MOSELLE, en remplacement de M. Michel WIERNASZ, à compter du 19 septembre 2005.

Article 2 : En cas d'empêchement de M. Thierry BONHOMME, Mme Annick WOLF, premier conseiller au Tribunal administratif de Nancy, est désignée comme *président suppléant* de ladite commission, à compter du 19 septembre 2005.

Article 3 : La présente décision remplace la précédente en date du 7 novembre 2002 et sera notifiée au directeur des Services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 19 septembre 2005

Le Président du Tribunal Administratif de NANCY,
B. MADELAINE

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DELEGATION DE SIGNATURE

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires à compter du 1^{er} septembre 2005, les personnes suivantes :

I - DELEGATIONS GENERALES

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

La délégation générale accordée à M. Jean Yves MAY est annulée.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont par ailleurs données, pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Jean-Yves MAY, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Jean-François BOYMOND,	Trésorier principal
M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
Mme Marie-France COLOMBEY,	Receveur percepteur Chef de division
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur percepteur Chef de division
M. Claude ZINZIUS,	Receveur percepteur Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur Chef de division

II - DELEGATIONS SPECIALES**1/ Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France**

1/1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Mme Marie-France MARCHAL,	Inspecteur chef du service Comptabilité
Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du service Gestion bancaire
M. Julien PEYRISSAGUET,	Inspecteur, chef du service CEPL-Gestion
Mme Eliane GRANIE,	Inspecteur chef du service CFD
M. Sébastien GENDRE,	Inspecteur chef du service Dépense
Mme Brigitte GASSER- LEININGER,	Contrôleur principal, service Gestion Bancaire
Mlle Evelynne CANTENER,	Contrôleur, service Gestion Bancaire
Mme Evelynne ROQUES,	Contrôleur, service Gestion Bancaire
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, service Comptabilité

1/2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI à :

Mme Martine HOUTMANN,	Contrôleur principal, service Recouvrement centralisation
Mme Martine FROST,	Contrôleur principal, service Dépense

2/ Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives à :

M. Christian CARBILLET,	Inspecteur, chef du pôle Recouvrement Contentieux
M. Claude DAUVAN,	Inspecteur, chef du service Recouvrement Produits Divers

3/ Significations des actes d'Huissiers de Justice et d'Huissiers du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de Justice ou huissiers du Trésor à :

Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du service Gestion Bancaire
Mme Brigitte GASSER-LEININGER,	Contrôleur principal service Gestion Bancaire

4/ Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques à :

M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur Chef de division
Mme Brigitte GASSER- LEININGER,	Contrôleur principal service Gestion Bancaire
Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du service Gestion Bancaire

5/Audit

Procuration spéciale est donnée à Mlle Odile GAMBETTE et M. Thierry LUSQUE, inspecteurs du Trésor Public pour :

- Signer les procès verbaux des vérifications des régies d'avance et/ ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des établissements d'enseignement privé et des établissements d'enseignement agricole qu'ils assumeront dans le cadre de leurs fonctions d'assistants auditeurs.
- Signer les procès verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ ou de recettes qu'ils assumeront dans le cadre de leurs fonctions d'assistants auditeurs.
- Signer les procès verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisées.
- Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit

6/ Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas, et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

Mlle Catherine TEULLE,	Inspecteur, chef du service Budget Logistique
Mlle France BERNIZ,	Inspecteur, chargée de la formation professionnelle et la documentation
Mlle Nathalie SAULNIER,	Inspecteur, chargée du service recouvrement contentieux
Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du service Gestion Bancaire
Mme Eliane GRANIE,	Inspecteur, chef du service Contrôle Financier Déconcentré
Mme Marie France MARCHAL,	Inspecteur, chef du service Comptabilité
Mme Dominique CRABOUILLET,	Inspecteur, chargée des Affaires Economiques et de la Communication
Mme Sylvie ROMAIN,	Inspecteur, chef du service Ressources Humaines
M. Christian CARBILLET,	Inspecteur, chef du pôle Recouvrement Contentieux
Mme Bénédicte OLLIER,	Inspecteur, chef du service CEPL Gestion
M. Stéphane LAMBERT,	Inspecteur, chargé de mission Informatique et Bureautique
M. Sébastien GENDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense
M. François JABOUILLE,	Inspecteur, chargé des Affaires Economiques
M. Julien PEYRISSAGUET,	Inspecteur, chef du service CEPL Conseil
Mlle Dieynaba WADE,	Inspecteur, chargé de mission Secteur Public Local
M. Claude DAUVAN,	Inspecteur, chef du service Recouvrement Produits Divers
M. David DE BEAUMONT,	Inspecteur, chef du service Recouvrement Centralisation

M. Michel ROUSSEAU,

M. Thierry DELON,

Receveur Percepteur chef de division, chargé des Contrôles internes

Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle

7/ Fonctionnement du service « Recouvrement Produits divers »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les certificats de paiement pour le compte de l'Office National des Forêts, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus, les états de poursuites par voie de saisie à :

Mme Véronique DI GENNI,

Contrôleur

Mme Jacqueline BIGEREL,

Contrôleur

8/ Fonctionnement du service « Recouvrement centralisation - Amendes »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus, les états de poursuites par voie de saisie à :

Mme Martine HOUTMANN,

Contrôleur principal

Mme Maryse DE DONATO,

Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (D.C.7) à :

Mlle Magali MUNIER,

Agent de Recouvrement

9/ Fonctionnement du service « Ressources Humaines »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents du Trésor adressés au Département Informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle à :

Mme Sylvie ROMAIN,

Chef du service

Mme Simone GOIMIER,

Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du chef de service Ressources Humaines le courrier interne au service à :

Mme Simone GOIMIER,

Contrôleur

Mme Anne-Marie CAMBEFORT,

Contrôleur principal

10/ Fonctionnement du service « Budget Logistique »

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie Générale est donnée à :

Mlle Catherine TEULLE,

Inspecteur chef du service

Mme Martine HOUSTLER,

Contrôleur

Mlle Fabienne MATHIOT,

Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service Budget Logistique le courrier interne au service à :

Mme Martine HOUSTLER,

Contrôleur

Mlle Fabienne MATHIOT,

Contrôleur

11/ Fonctionnement du pôle « Recouvrement contentieux »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service Recouvrement contentieux le courrier courant interne au service à :

Mlle Marie-Christine RENAULD,

Contrôleur principal

12/ Fonctionnement du service « Dépense »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service Dépense le courrier interne au service à :

Mme Marie-Christine JUHEL,

Contrôleur

Mme Martine FROST,

Contrôleur principal

13/ Fonctionnement du service « Comptabilité »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service comptabilité le courrier courant interne au service à :

M. Bernard LAROSE,

Contrôleur

14/ Fonctionnement du service « CEPL-Gestion »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service CEPL-Gestion le courrier courant interne au service à :

M. Fabrice ARNET,

Contrôleur principal

M. André THOUVENIN,

Contrôleur principal

15/ Fonctionnement du service « CEPL-Conseil »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service CEPL-Conseil le courrier courant interne au service à :

Mme Noëlle MARIANI,

Contrôleur principal

Mme Annette KIEFFER,

Contrôleur principal

16/ Fonctionnement du service « Gestion bancaire »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse à :

Mme Brigitte GASSER-LEININGER,

Contrôleur principal

Mlle Evelynne CANTENER,

Contrôleur

Mme Evelynne ROQUES,

Contrôleur

17/ Fonctionnement du service « Contrôle Financier Déconcentré »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service « Contrôle Financier Déconcentré » le courrier courant interne au service à :

M. Pascal AUBERT,

Contrôleur principal

Vous trouverez, ci-après, en regard du nom de chacun des mandataires, un spécimen de leur signature à laquelle je vous prie d'ajouter foi comme à la mienne.

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à compter de ce jour.

NANCY, le 1^{er} septembre 2005

Christian BRUNET

AGENCE NATIONALE POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT

DECISION N° 2005.01 DE DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur Régis STENGER, délégué local de l'ANAH auprès de la commission d'amélioration de l'habitat du département de Meurthe et Moselle, nommé par décision du directeur général de l'ANAH en date du 01 septembre 2005, prise par application de l'article R 321.11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

DECIDE

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à **Mademoiselle Isabelle ROUYER**, déléguée locale adjointe, à effet de signer les actes suivants :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, y compris les autorisations de commencer les travaux dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;

- la notification des décisions prises par la Commission d'Amélioration de l'Habitat ou par des instances supérieures ;

- la liquidation et l'ordonnement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;

Article 2 : Délégation est donnée à Mesdames Christine NACHTSHEIM, Joëlle BEUCLAIR, Dominique GERARD, Christiane MULLER, Marie Claire PESTELARD et Messieurs Gérald KREBS et Sylvain ANCEL instructeurs, aux fins de signer :

- les accusés de réception des demandes de subvention ;

- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs ;

- les autorisations de commencer les travaux, lorsque le délégué est compétent.

Article 3 : La présente décision prend effet à compter du 01/09/2005.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle, pour publication au recueil des actes administratifs du département ;

- à M. le directeur général de l'ANAH ;

- à M. l'agent comptable ;

- à M. le directeur territorial ;

- aux intéressé(e)s.

NANCY, le 1^{er} septembre 2005

Le Délégué Local,
Régis STENGER

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DU C.H.U. DE NANCY

Vu l'Article D.714-12-1 du Code de la Santé Publique,

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

Article 1 : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,

- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,

- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur STARK Gérard, Directeur des Ressources Humaines, Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint et à Madame RUTHMANN Rachel, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité, contrat emploi jeune, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement à l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Monsieur STARK Gérard, de Madame LEPAND Sophie et de Madame RUTHMANN Rachel, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) Pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CARRAYROU Marius
- Monsieur COEUR Jean Jacques
- Monsieur COLOMBEL Patrick
- Monsieur DOSSMANN Marcel
- Monsieur DUCROZ Sylvain
- Madame GABRIEL Geneviève
- Monsieur GUEPRATTE Charles
- Mademoiselle HANNION Murielle
- Madame RUTHMANN Rachel
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Madame LEPAND Sophie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur PEREZ Robert
- Mademoiselle RISTERUCCI Sylvie
- Monsieur STARK Gérard.
- Madame VIDREQUIN Isabelle
- Monsieur VIRION Jean Marc
- Monsieur WERNERT Philippe

b) Pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitalier qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Mademoiselle MERSY Anne
- Mademoiselle PIERSON Véronique
- Monsieur RÉMY Patrick
- Monsieur THOMAS Gérard.
- Monsieur POLEGATO Gérard

Dans le cadre de la délégation donnée en b), les Directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article 4 a) pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : Donne délégation à Madame Claudie BOUYSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Madame Carole MARECHAL, Madame Agnès WALTER, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérard UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière, Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers et à Monsieur ALBERT, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Carole MARECHAL, pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U. de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Article 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.), sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.), sous Contrat d'Adaptation à l'Emploi, sous Contrat Avenir et sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint et Madame RUTHMANN, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de ces dernières à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 31 août 2005

Le Directeur Général,
Benoît PERICARD

DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DU C.H.U. DE NANCY

Vu la loi 91-748 du 31 juillet 1991,

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992,

Vu le Décret 2004-15 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1^{er} février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Article 1 : Donne délégation à M. Charles GUEPRATTE, Directeur de l'Hôtelier et de la Logistique, et pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés :

- aux marchés publics gérés par la Direction des Services Techniques (DST) exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière.

Article 2 : Donne délégation principale à M. Sylvain GROB, Ingénieur responsable de la mission grands travaux, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Techniques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée à Mme VIDREQUIN, Directeur des Equipements Médicaux.

Une délégation secondaire est donnée à M. GUEPRATTE, Directeur de l'Hôtelier et de la Logistique.

Une délégation secondaire est donnée à M. Pascal HARTMANN, Ingénieur, strictement limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, strictement limitée aux domaines relevant de sa compétence.

Une délégation secondaire est donnée à M. Jean Louis PEROT, Ingénieur, strictement limitée aux domaines relevant de sa compétence.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation prend effet à la date du 7 septembre 2005 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 7 septembre 2005

Le Directeur Général,
Benoît PERICARD

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

DECISION N° 011/05 DE DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 16 septembre 2005 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° 008/05 du 28 avril 2005 est annulée.

ARTICLE 2 : Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- tous bons de commandes, marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;
 - en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.
- b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Daniel DUPAL, attaché d'administration à la Direction des Services Economiques, à l'effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.
- c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DUPAL, sa délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude MAREKOVIC, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.
- d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur en chef, à l'effet de signer :
- les ordres de service, certificats, attestations, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux et à l'activité des services techniques.
 - en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.
- e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courants, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.
- f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

ARTICLE 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

ARTICLE 5 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

ARTICLE 6 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

ARTICLE 7 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

ARTICLE 8 : La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 4 août 2005

Le Directeur,
Y. BOUYSET

ANPE DE LORRAINE

DELEGATION DE SIGNATURE

Madame Martine BONTEMS est nommée au titre d'animateur d'Equipe à l'Equipe de Reclassement Personnalisé rattachée à l'Agence Locale pour l'Emploi de NANCY STANISLAS.

A ce titre, Madame BONTEMS sera habilitée à prendre des décisions concernant la gestion de la liste des demandeurs d'emploi par délégation du Directeur Général pour l'étendue du département de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 27 septembre 2005

Le Directeur Délégué de l'ANPE,
Dominique MEYER

AVIS DE RECRUTEMENT

AVIS DE RECRUTEMENT PAR LISTE D'APTITUDE DANS LE CADRE DES RECRUTEMENTS DIRECTS DE DROIT COMMUN, POUR L'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ, NANCY 1 ET L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE

Dans le cadre du nouveau dispositif de recrutement externe sans concours, les établissements d'enseignement supérieur de Nancy (Université Henri Poincaré - Nancy I, Institut Polytechnique de Lorraine) organisent des recrutements dans le corps des Agents des Services Techniques de Recherche et de Formation des établissements relevant du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche au titre de l'année 2005.

Ces recrutements s'effectuent par référence à la réglementation définie par le décret n°85-1534 du 31 décembre 1985, modifié par le décret n° 2002-133 du 1er février 2002. Ce décret confie aux présidents ou directeurs des établissements publics d'enseignement supérieur ou des établissements publics administratifs la responsabilité de la conduite de ces recrutements.

Ils sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type (cf. tableau ci-dessous).

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2002
Sciences du vivant	Agent de laboratoire	Université Henri Poincaré, Nancy I	1
Patrimoine, logistique, prévention	Agent technique du bâtiment	Université Henri Poincaré, Nancy I	1

Gestion scientifique et technique	Aide en gestion scientifique et technique	INPL	1
Gestion scientifique et technique	Aide en gestion scientifique et technique	Université Henri Poincaré, Nancy I	3

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Bulletin des Actes du Département. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

La sélection des candidats sera effectuée par une commission mise en place par chaque Président ou Directeur.

Elle examinera les dossiers de chaque candidat, qui sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant la formation initiale et éventuellement continue du candidat et, le cas échéant, son parcours professionnel antérieur.

Au terme de l'examen des dossiers, la commission auditionnera les candidats dont elle aura retenu la candidature et établira, par ordre d'aptitude, une liste des candidats déclarés aptes, en se fondant notamment sur des critères professionnels.

Contacts pour le retrait des dossiers d'inscription :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, NANCY I	Service de la formation continue des personnels/Concours ITRF 24-30 rue Lionnois BP 60 54 003 NANCY Cedex	03.83.68.20.55	03.83.68.21.00
Institut National Polytechnique de Lorraine	Service des Ressources Humaines 2 avenue de la Forêt de Haye BP 3 54 501 VANDOEUVRE Cedex	03.83.59.59.23	03.83.59.59.55

AVIS DE RECRUTEMENT PAR LISTE D'APTITUDE DANS LE CADRE DES RECRUTEMENTS DIRECTS DE DROIT COMMUN, POUR L'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ, NANCY 1

En application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique, l'Université Henri Poincaré, Nancy-1 organise des recrutements par voie de liste classée par ordre d'aptitude dans le corps des Magasiniers Spécialisés des Bibliothèques au titre de l'année 2005.

Ces recrutements s'effectuent par référence à la réglementation définie par le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État. Ce décret confie aux présidents ou directeurs des établissements publics d'enseignement supérieur ou des établissements publics administratifs la responsabilité de la conduite de ces recrutements.

Ils sont ouverts aux agents non titulaires remplissant les conditions fixées aux paragraphes I et II de l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 2001 précitée.

Les agents non titulaires remplissant les conditions susvisées ne peuvent faire acte de candidature que pour l'accès à un corps de l'administration dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat.

Leur attention est attirée sur le fait qu'ils ne peuvent présenter leur candidature au titre d'une même année qu'à une seule liste classée par ordre d'aptitude.

Le tableau ci-après fait apparaître par établissement le nombre d'emplois à pourvoir :

Établissement	Nombre de postes ouverts au recrutement 2005
Université Henri Poincaré, Nancy-1	1

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Bulletin des Actes du Département. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature devront comporter une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé.

Au vu du nombre de postes à pourvoir et des dossiers de candidature ainsi constitués et après examen de l'aptitude de chaque candidat aux fonctions sollicitées, une liste classée par ordre d'aptitude sera établie par l'autorité compétente pour opérer le recrutement.

Contacts pour le retrait des dossiers d'inscription :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, Nancy-1	Service de la Formation Continue des Personnels : Bureaux des Concours 24, rue Lionnois 54 000 NANCY	03.83.68.20.55	03.83.68.20.00

AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 4 AGENTS DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIES 2^{EME} CATEGORIE POUR LES DIFFERENTS SERVICES DE SOINS A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

En application du Décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 4 postes d'A.S.H.Q.

Peuvent faire acte de candidature, sous certaines conditions, les personnes âgées de 55 ans au plus au 1^{er} Janvier 2005 sans condition de titres ou de diplômes, sans préjudice des dispositions légales relatives au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics, de nationalité française, ou ressortissant de la Communauté Européenne.

Date limite d'envoi des candidatures : 20 novembre 2005.

Composition des dossiers : lettre de candidature motivée + curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée.

A envoyer sous pli recommandé ou par simple courrier à **Monsieur le Directeur - HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE - 62, Rue Raymond Poincaré - 54480 CIREY SUR VEZOUZE - Tél. 03.83.76.31.32.** Seuls seront convoqués à un entretien les candidats préalablement retenus par la commission chargée de la sélection.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.
CIREY-SUR-VEZOUZE, le 12 septembre 2005

Le Directeur,
J.P. LATZER

RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2^{EME} CATEGORIE A LA MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES (ARTICLE 17 DE LA LOI DU 3 JANVIER 2001)

La Maison de Retraite de Rosières-aux-Salines recrute un Agent des Services Hospitaliers Qualifié de 2^{ème} catégorie dans les conditions fixées à l'article 1^{er} du titre I - DISPOSITIONS RELATIVES A LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière.

Les candidats ne peuvent faire acte de candidature que pour les recrutements ouverts en vue de l'accès au corps d'accueil de l'établissement dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat. Ils ne peuvent se présenter, au titre de la même année qu'à un seul recrutement organisé en application du présent titre.

Les agents recrutés selon les dispositions du titre I du décret n° 2004-118 susvisé devront remplir les conditions fixées par l'article 12 de la Loi du 3 Janvier 2001.

Les dossiers comportant une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé devront être adressés, au plus tard, deux mois après la date de parution du présent avis au recueil des actes administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi à **Monsieur le Directeur - MAISON DE RETRAITE - Rue du Paquis des Toiles - BP 09 - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES.**

RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2^{EME} CATEGORIE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

Le Centre Hospitalier de Briey recrute un Agent des Services Hospitaliers Qualifié de 2^{ème} Catégorie dans les conditions fixées à l'article 1^{er} du Titre I- Dispositions Relatives à la Résorption de l'Emploi Précaire- du décret n°2004-118 du 6 Février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière.

Les candidats ne peuvent faire acte de candidature que pour les recrutements ouverts en vue de l'accès au corps d'accueil de l'établissement dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat. Ils ne peuvent se présenter, au titre de la même année qu'à un seul recrutement organisé en application du présent titre.

Les agents recrutés selon les dispositions du Titre I du décret n°2004-118 susvisé devront remplir les contions fixées par l'article 12 de la loi n° 2001-2 du 3 Janvier 2001.

Les dossiers comportant une lettre de candidature et un curriculum vitae devront être adressés, au plus tard, deux mois après la date de parution du présent avis au recueil de actes administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi à **Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey - 31 Avenue Albert de Briey - B.P. 99 - 54151 BRIEY CEDEX.**

BRIEY, le 20 septembre 2005

La Directrice,
D. LAMBALLAIS

VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIÉ DE 2^{EME} CATÉGORIE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

50 POSTES D'AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2^{EME} CATEGORIE

I. MODALITES DE CANDIDATURES

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

II. MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des dossiers de candidature transmis par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

III. DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures constitués :

- une lettre de candidature
 - un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées
- sont à adresser à :

*Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pole statutaire - Gestion des Carrières - bureau 14
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO n°60034
54035 NANCY CEDEX*

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 14 - pôle statutaire, gestion des carrières - contre la remise d'une attestation de dépôt.

<p>UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER SA CANDIDATURE A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS</p>
--

NANCY, le 29 septembre 2005

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Sophie LEPAND

VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT D'ENTRETIEN SPÉCIALISÉ AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

10 POSTES D'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE

I. MODALITES DE CANDIDATURES

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

II. MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des dossiers de candidature transmis par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

III. DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures constitués :

- une lettre de candidature
- un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées

sont à adresser à :

*Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle statutaire - Gestion des Carrières - bureau 14
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO n°60034
54035 NANCY CEDEX*

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 14 - pôle statutaire, gestion des carrières - contre la remise d'une attestation de dépôt.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER SA CANDIDATURE
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 29 septembre 2005

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Sophie LEPAND

AVIS DE CONCOURS**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT D'AGENTS CHEFS 2^{EME} CATEGORIE
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié et de l'arrêté du 29 mars 2005, le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU organise à partir du 2 novembre 2005 un concours interne sur épreuves d'agents chefs 2^{ème} catégorie en vue de pourvoir :

- 1 poste spécialité logistique de transport
- 1 poste spécialité blanchisserie, entretien textile
- 1 poste spécialité espaces verts

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature, les agents titulaires dans le corps de :

- contremaîtres et justifiant d'un an d'ancienneté dans ce corps,
- maîtres ouvriers, agents techniques d'entretien, chefs de garage et conducteurs ambulanciers et justifiant de 3 ans d'ancienneté dans leurs corps respectifs.

Nature et composition des épreuves :**Le concours comprend :****a - 2 épreuves écrites d'admissibilité**

- épreuve écrite n°1 (durée 2 heures - coefficient 2) : vérification, au moyen de questionnaires ou par tout autre support à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques, et notamment en matière d'hygiène et de sécurité, que l'exercice de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt pour accéder au corps des agents chefs implique de façon courante ;
- épreuve écrite n°2 (durée 2 heures - coefficient 2) : résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent chef dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt ;

b - 1 épreuve d'admission (durée 30 minutes - coefficient 4) : entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle ; cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce, ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent chef.**Réception et clôture des inscriptions :**

Les demandes d'inscription à concourir comportent une lettre de candidature, un curriculum vitae et une attestation administrative justifiant du grade du candidat ainsi que de la durée des services accomplis dans le corps et doivent être adressées à **Madame le Directeur des Ressources Humaines - Centre Psychothérapique de Nancy - BP 1010 - 54521 LAXOU CEDEX** dans le délai d'un mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 9 septembre 2005

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
I. CAILLIER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	878
CABINET DU PREFET	878
BREVETS NATIONAUX DE SECOURISME	878
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	878
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>878</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.31 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT	878
ARRETE PREFECTORAL DE DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORETS, CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS	889
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.33 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX	889
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	890
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>890</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE THIL ET HUSSIGNY-GODBRANGE	890
<i>TROISIEME BUREAU.....</i>	<i>891</i>
ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES ET DE RECETTES AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	891
ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	891
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>892</i>
AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A ESSEY-LES- NANCY	892
ARRETE CHASSE N° 2005/374 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE "PLAN DE CHASSE PETIT GIBIER"	892
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE POISSON DANS LE CADRE DE LA REALISATION D'UN RADIER BETON AU NIVEAU DU PONT RD 12B A MOUTROT.....	893
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	894
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>894</i>
ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE.....	894
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	894
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE BREHAIN-LA-VILLE A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES	894
ARRETE PREFECTORAL PORTANT REGLEMENT D'OFFICE DU BUDGET PRIMITIF EAU DE LA COMMUNE DE VILLETTE	894
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	895
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	895
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>895</i>
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/69 DU 1 ^{ER} AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS E.J. : 54 000 106	895
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/70 DU 4 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF (AHJ) - N° FINESS E.J. : 54 000 882.....	896
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/71 DU 5 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS E.J. : 54 000 6707	896
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/72 DU 5 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS E.J. : H 54 000 3399.....	897
ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/73 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY A MONT SAINT MARTIN - N° FINESS E.J. : 540 000 866	897
ARRETE ARH/DDASS N° 05/74 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS E.J. : 540 000 882.....	898
ARRETE ARH/DDASS N° 05/75 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS E.J. : 540 014 081	898
ARRETE ARH/DDASS N° 05/76 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER A VAUTRIN - VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. : 540 003 019.....	899
ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/77 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS E.J. : 540 000 106	899
ARRETE ARH/DDASS N° 05/78 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080.....	900
ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/79 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER - TOUL - N° FINESS E.J. : 540 000 049	900

ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/80 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS E.J. : 540 002 078	901
ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/81 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS E.J. : 540 006 707	901
ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/82 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS E.J. : 540 000 031	902
ARRETE ARH/DDASS N° 05/83 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU CENTRE HOSPITALIER - BRIEY - N° FINESS E.J. : 540 000 767	902
ARRETE ARH/DDASS N° 05/84 DU 23 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE A LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 122	903
ARRETE ARH/DDASS N° 05/85 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (SINCAL) A NANCY - N° FINESS E.J. : 540 020 112	903
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/86 DU 22 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES DE FLAVIGNY - N° FINESS E.J. : 540 000 973	903
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	904
<i>POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE</i>	<i>904</i>
ARRETE DDASS / SSA/ N° 2291 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX	904
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	<i>904</i>
ARRETE DDASS/AES /N°120/05 - S.C.P. D'INFIRMIERES N° 54-94-031	904
ARRETE N° 122/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-45	905
<i>SERVICE COHESION SOCIALE</i>	<i>906</i>
ARRÊTÉ N° 2301 PORTANT EXTENSION NON SIGNIFICATIVE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)	906
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	907
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER</i>	<i>907</i>
ARRETE PREFECTORAL 05/294/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE LA REORGANISATION FONCIERE ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE FONTENOY LA JOUTE	907
ARRETE PREFECTORAL 05/314/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE SERRES	907
ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2005/315 PORTANT SUR L'ENVOI DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISoire - COMMUNE D'AUTREPIERRE	908
ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2005/316 PORTANT SUR L'ENVOI DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISoire - COMMUNE DE XAMMES	908
ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2005/317 PORTANT SUR L'ENVOI DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISoire - COMMUNE DE BENAMENIL	909
ARRETE PREFECTORAL 05/319/DDAF/REMBT FIXANT LES PRESCRIPTIONS QUE LA COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MONTIGNY SUR CHIERS AURA A OBSERVER POUR LA REALISATION DE TRAVAUX CONNEXES	910
ARRETE PREFECTORAL 05/359/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE MONTIGNY SUR CHIERS	911
ARRETE ASSOCIATION FONCIERE - 2005/ASAD/355 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE DRAINAGE D'HENAMENIL	912
ARRETE PREFECTORAL AMENAGEMENT FONCIER/DDAF/05/373 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE-ET-MOSELLE	912
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL</i>	<i>914</i>
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-321 PRONONÇANT UNE DISTRACTION ET UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER TERRITOIRE COMMUNAL DE NEUVILLER-LES-BADONVILLER	914
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/371 SUSPENDANT L'EXERCICE DE LA CHASSE SUR LE TERRITOIRE SOUMIS A L'ACTION DE CHASSE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SERROUVILLE	914
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	915
<i>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES</i>	<i>915</i>
ARRETE 2005/DDAF/ITEPSA/363 PORTANT RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE CHARGEE D'EXAMINER LES DEMANDES D'ASSUJETTISSEMENT AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX FORESTIERS	915
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	915
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/45 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A Mlle MARTINE THEIS, DOCTEUR VETERINAIRE A BILLY-SOUS-MANGIENNES	915
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/31 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A Mlle MAGALI SZIKOLA, DOCTEUR VETERINAIRE A NANCY	916
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/53 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A Mlle STEPHANIE LOSFELD, DOCTEUR VETERINAIRE A AVRICOURT	916
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/56 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A M. OLIVIER SCHRAEPEN, DOCTEUR VETERINAIRE A DELME	916
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/60 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A M. SEBASTIEN DELEPORTE, DOCTEUR VETERINAIRE A LIVERDUN	917
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/71 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A MME SYLVIE DELBARY-BOISJOT, DOCTEUR VETERINAIRE A LAPPEVILLE	917
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/72 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A Mlle JULIE FASSEN, DOCTEUR VETERINAIRE A BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	918
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/82 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire A M. ARNAUD JACAMON, DOCTEUR VETERINAIRE A VILLERS-LES-NANCY	918
ARRETE PREFECTORAL DDSV/SA/2005/101 PORTANT DECLARATION D'INFECTION D'UN RUCHER DE LOQUE AMERICAINE	919

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	919
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	919
ARRETE 2005/DDE/049/CDER	919
ARRETE 2005/DDE/053/CDER	920
ARRETE 2005/DDE/054/CDER REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION DANS LES DEUX SENS DE CIRCULATION DE L'AUTOROUTE A. 4, DURANT LES TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA TENUE AUX CHOCS DES OUVRAGES D'ART POUR L'ANNEE 2005	920
ARRETE 2005/DDE/055/CDER	921
ARRETE 2005/DDE/056/CDER	922
ARRETE 2005/DDE/058/CDER	922
SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE	923
ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LA LISTE DES COMMUNES ET DES GROUPEMENTS DE COMMUNES QUI PEUVENT BENEFICIER DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)	923
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES	926
AVIS	926
RESEAU FERRE DE FRANCE	926
DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE	926
AVIS DE RECRUTEMENT	927
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT ADMINISTRATIF ET D'UN STANDARDISTE AU CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL	927
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	927
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	927
ARRETE N° 2005-352 S.G.A.R. EN DATE DU 18 AOUT 2005 MODIFIANT L'ARRETE N°2004-358 SGAR DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSMS)	927

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

BREVETS NATIONAUX DE SECOURISME

EXAMEN DE SECOURISME

BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU VENDREDI 17 JUIN 2005

PROCES VERBAL N° 30/2005

11 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ADES	Sophie	01/11/1984	COLMAR
BARDOZ	Severine	01/05/1975	NANCY
DIDIERJEAN	Mathilde	01/05/1984	BRIEY
FIDAN	Davut	25/10/1977	LUNEVILLE
GOFFARD	Marianne	27/09/1983	NANCY
MORLET	Antoinette	20/06/1983	NANCY
MULLER	Anne	05/12/1979	NANCY
STARCK	Anne-Sophie	13/04/1981	PONT A MOUSSON
TORLOTIN	Natacha	30/04/1980	NANCY
VAXELAIRE	Marion	14/03/1982	BENAMENIL
VILLA	Emilie	26/05/1981	NANCY

EXAMEN DE SECOURISME

BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU LUNDI 11 JUILLET 2005

PROCES VERBAL N° 36/2005

3 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

HILTON	Bruno	13/06/1962	LUDRES
LEGRAND	Philippe	18/06/1973	LIVERDUN
MAILLOT	Coraline	22/12/1986	SAINT-MAX

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.31

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République, en Conseil des Ministres, en date du 2 décembre 2004, nommant Monsieur Claude Baland préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement, en date du 29 avril 2002, nommant Monsieur Hugues Corbeau, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.65 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

Compte tenu des modifications de personnel intervenues au sein de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N° CODE	NATURE DE LA DELEGATION	RÉFÉRENCES
	<u>1 - ADMINISTRATION GENERALE</u>	
	<u>a/ Personnel de l'Etat</u>	
	* Recrutement	
A1 a1	Concours locaux organisés pour le recrutement d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution des jurys, arrêtés portant sur les commissions locales d'examen pour les concours de chefs d'équipe.	Loi n° 83.634 - Art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée Loi n° 84.16 - Art. 19 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 14 août 1991 - Art. 1, 4, 7 - Arrêté du 23 mars 2003 - Art. 1
A1 a2	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994
	* Nomination - Affectation - Mutation	
A1 a3	Nomination des : - Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, - Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, - Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a4	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : - Tous les fonctionnaires de catégories C et B, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, - Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, - Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a5	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a6	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1
A1 a7	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984
	* Gestion	
A1 a8	Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : - Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, - Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, - Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a9	Gestion des : - Agents d'exploitation, - Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, - Conducteurs des TPE, A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, - Avancement des conducteurs principaux des TPE, - Notation.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié

A1 a10	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a11	Notation des agents de catégorie A et B.	
A1 a12	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984 Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a13	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4
A1 a14	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
A1 a15	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.	
	* Positions	
	<u>1 - Détachement</u>	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée
A1 a16	Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : - Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, - Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 4 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié
	<u>2 - Disponibilité</u>	
A1 a 17	L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : - A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, - Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, - Pour élever un enfant de moins de huit ans, - Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, - Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié - Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6
A1 a18	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1.6
	<u>3 - Congés</u>	
A1 a19	L'octroi : - Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, - Des congés annuels, - Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire.	Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié - Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11
A1 a20	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1 a21	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1 a22	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	
A1 a23	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1 a24	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	
	<u>4 - Temps partiel</u>	
A1 a25	L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10

	<u>5 - Réintégration</u>	
A1 a26	Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : - Au terme d'une période de travail à temps partiel, - Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, - Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7
	* Autorisations Spéciales d'Absence	
A1 a27	Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : - L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, - La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, - Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié - Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
	* Autorisations Extra-professionnelles	
A1 a28	Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : - Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, - Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
	* Accidents	
A1 a29	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
A1 a30	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
	* Sanctions Disciplinaires	
A1 a31	Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
	* Maintien en Poste	
A1 a32	Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
	* Nouvelle Bonification Indiciaire	
A1 a33	Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a34	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
	* Missions	
A1 a35	Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986 Circulaire MEFB et MAE B2E22 du 1 ^{er} mars 1991 Circulaires MELT du 09 mai et du 06 novembre 1995
A1 a36	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	Décret n° 90.437 - Art. 7 du 28 mai 1990 Circulaire fonction publique du 06 novembre 1990 Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A1 a37	* Concessions de logement sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	

<u>b/ Responsabilité Civile</u>		
A1 b1	Indemnisation des dommages matériels causés à des biens ou à des usagers jusqu'à une somme de 20 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 b2	Règlements amiables portant sur des dommages corporels jusqu'à une somme de 1 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par tiers payeur.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 b3	Exécution des décisions de justice dans la limite d'une somme de 150 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 b4	Frais judiciaires (honoraires d'experts, médecins, avocats ...) dans la limite d'une somme de 15 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par année civile pour une même affaire.	Circulaire n° 2003.69 du 03 novembre 2003 EQUG 0310295 C
<u>2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u>		
<u>a/ Gestion et conservation du domaine public routier</u>		
A2 a1	Gestion des autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national désignées ci-après : * permis de stationnement ou de dépôt, * permissions de voirie (à l'exclusion des autorisations visées en A2 a2 ci-après).	Code du domaine de l'Etat Art. R.53 Code de la voirie routière Art. L.113.2 Arrêté préfectoral n° 80 DE1/INF du 15 janvier 1980 modifié
A2 a2	Gestion des autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national désignées ci-après : * accès aux propriétés industrielles ou commerciales, * accès aux distributeurs de carburant et stations services, * voies ferrées particulières.	Code du domaine de l'Etat Art. R.53 Code de la voirie routière Art. L.113.2 Arrêté préfectoral n° 80 DE1/INF du 15 janvier 1980 modifié
A2 a3	Refus de toutes autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national.	Dito A2 a2
A2 a4	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 4 août 1948 (art. 1er) modifié par arrêté du 23 décembre 1970
<u>b/ Travaux routiers</u>		
A2 b1	Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des équipements de catégorie II.	Décret n° 70.1047 du 13 novembre 1970 Circulaire n° 71.337 du 22 janvier 1971
<u>c/ Exploitation du réseau routier national</u>		
A2 c1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 c2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968
A2 c3	Etablissement des barrières de dégel et classement du réseau.	Code de la route Art. R.411.20 Arrêté préfectoral du 21 décembre 1989
A2 c4	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Code de la route - Art. R.46
A2 c5	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A2 c6	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 c7	Autorisations temporaires ou permanentes d'accès, de circulation et de stationnement sur les autoroutes non concédées pour le personnel et les matériels nécessaires à l'exécution des travaux et appartenant, soit aux services de sécurité, soit aux services de l'Équipement, soit aux entreprises soumissionnaires.	Code de la route Art. R.432.7
<u>d/ BEPECASER</u>		
A2 d1	Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen.	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
<u>3 - PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES</u>		
<u>a/ Cours d'eau non domaniaux</u>		
A3 a1	Police et conservation des eaux.	Code de l'environnement Art. L.215.7 à 215.13
A3 a2	Curage, élargissement et redressement.	Code de l'environnement Art. L.215.14 à L.215.24

4 - CONSTRUCTIONS		
<u>a/ Logement</u>		
A4 a1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.11
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme Art. R.480.4 et 5
A4 A4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics et privés.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.	
A4 a6	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41
A4 a7	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat.	Circulaire n° 99.02 du 12 janvier 1999
<u>b/ H.L.M.</u>		
A4 b1	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c) Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.7 et L.443.14 - Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.12 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.8
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.6
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.5b
A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.15
A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition - amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001

A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001
A4 b21	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.15.1 et R.443.17 - Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b22	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b23	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Circulaire du 23 mars 2001
<u>c/ Section départementale des aides publiques au logement</u>		
A4 c1	La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la S.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notification des décisions de maintien et de suspension d'A.P.L. (secteurs locatifs et accessions), * Notification des décisions prises par la S.D.A.P.L. en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription, * Notification des décisions en matière de rachat H.L.M. (RAPAPLA).	Code de la construction et de l'habitation Articles L.351.14 R.351.47, R.351.49 à 52
<u>d/ Permis de démolir</u>		
A4 d1	Avis du Préfet sur permis de démolir quand le bâtiment est situé dans l'une des communes visées dans les dispositions mentionnées à l'alinéa (a) de l'article L.430.1.	Code de l'urbanisme Art. R.430.10.2 et R.430.15.6
A4 d2	Avis conforme du Préfet sur permis de démolir dans les cas prévus à l'alinéa (b) de l'article L.421.2.2 lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Code de l'urbanisme Art. R.430.10.3 et R.430.15.6
<u>5 - AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME</u>		
<u>a/ Règles d'urbanisme</u>		
A5 a1	Dérogations permettant l'attribution du permis de construire sur des terrains compris dans les emprises de routes projetées.	Décret N° 58-1316 du 23 décembre 1958 - Art. 2
A5 a2	Approbation du cahier des charges des terrains équipés compris dans les zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.) et zones d'aménagement concerté (Z.A.C.).	Code de l'urbanisme L.311.6 - Décrets n° 60.554 du 1 ^{er} juin 1960 et n° 69.401 du 16 avril 1969
<u>b/ Lotissements</u>		
A5 b1	Décision des lotissements (sauf pour les cas dans lesquels les avis du maire et du directeur départemental de l'Equipement sont divergents), autorisation de vente de lots, l'arrêté de différer les travaux de finition, délivrance des certificats de l'article R 315.36.	Code de l'urbanisme Art. R.315.26 à R.315.39
A5 b2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de lotissement devra lui être notifiée.	Code de l'urbanisme Art. R.315.15
A5 b3	Demande de pièces complémentaires.	Code de l'urbanisme Art. R.315.16
A5 b4	Modification de la date limite fixée pour la décision.	Code de l'urbanisme Art. R.315.20
A5 b5	Lotissement défectueux. Approbation de procès-verbaux d'adjudications et de marchés. Fixation des clauses et conditions générales du cahier des charges des adjudications et toutes autorisations et décisions en matière d'exécution de travaux.	Code de l'urbanisme Art. R.317.45 à R.317.46
<u>c/ Certificat d'urbanisme</u>		
A5 c1	Délivrance du certificat d'urbanisme lorsque la D.D.E. retient les observations du maire.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1, L.421.2.2b, R.410.23 et R.410.19

	<u>d/ Permis de construire</u>	
A5 d1	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de permis de construire devra lui être notifiée et l'avisant qu'à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra permis de construire.	Code de l'urbanisme Art. R.421.12 et R.421.42, L.421.2.1
A5 d2	Demande de pièces complémentaires.	Art. R.421.13 et R.421.42, L.421.2.1
A5 d3	Modification de la date limite fixée pour la décision.	Art. R.421.20 et R.421.42, L.421.2.1
	<u>DECISIONS POUR :</u>	
A5 d4	Les permis de construire délivrés au nom de l'Etat concernant les constructions édifiées pour le compte de l'Etat ou du département, de leurs établissements publics ou de concessionnaires de services publics de l'Etat, de la région ainsi que pour le compte d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d5	Les constructions à usage industriel, commercial ou de bureaux lorsque la superficie de planchers hors œuvre nette est égale ou supérieure à 1 000 m2 au total.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d6	Les immeubles de grande hauteur, au sens de l'article R 122.2 du code de la construction et de l'habitation, dans les conditions prévues à l'article R 421.47.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d7	Lorsqu'il est mis à la charge du constructeur, tout ou partie des contributions prévues à l'article L.332.6.1 au L 332.9.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d8	Lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure aux dispositions mentionnées aux articles R.421.15 (alinéa 3) est nécessaire.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d9	Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d10	Les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie ainsi que les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d11	Les travaux concernant l'édification d'installations nucléaires de base ou les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d12	Les constructions comprises dans les zones délimitées par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d13	Les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé en application de l'article L 631.7 du code de la construction et de l'habitation.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d14	Dans les cas prévus à l'article R 421.38.8, si les constructions ne se trouvent pas à l'intérieur d'un site inscrit.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d15	Les constructions situées dans un secteur sauvegardé à compter de sa délimitation jusqu'à ce que le plan de sauvegarde et de mise en valeur ait été rendu public.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d16	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un ouvrage militaire.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d17	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un polygone d'isolement.	Art. L.421.2.1 et R.421.36
A5 d18	Décision sur autorisation ou actes relatifs à l'utilisation du sol dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.1.b lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art. R.421.33 (2ème alinéa) et R.421.42
A5 d19	Les certificats de conformité.	Art. L.421.2.1, R.460.4.1, R.460.4.2 et R.460.4.3
	<u>e/ Permis de démolir</u>	
A5 e1	Décision sur les permis de démolir lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département sont conformes.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.430.15.6
A5 e2	La lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée.	Art. L.430.7.1 et R.430.15.6
A5 e3	La lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. L.430.8 et R.430.15.6
	<u>f/ Déclaration de travaux</u>	
A5 f1	Décisions sur les déclarations de travaux exemptés de permis de construire et de déclaration de clôture.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1, R.422.9 et R.421.42
A5 f2	Lettre notification date à laquelle les travaux pourront commencer.	Art. R.422.5
A5 f3	Lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. R.422.5
	<u>g/ Installation et travaux divers</u>	
A5 g1	Décisions sur les demandes d'installation et de travaux divers (alinéa 2, 3, 4 de l'article R.442.6.4).	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.442.6.6
A5 g2	La lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée.	Art. R.442.4.4, R.442.4.16 et R.442.6.6
A5 g3	La lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes.	Art. R.442.4.5, R.442.4.16 et R.442.6.6
	<u>h/ Terrains de camping aménagés</u>	
A5 h1	Décisions sur les demandes de création de terrains aménagés pour le stationnement de plus de six tentes ou caravanes à la fois.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.443.7.5
	<u>i/ Coupes et abattages d'arbres</u>	
A5 i1	Décisions sur les demandes de coupe et abattage d'arbres compris dans un espace boisé soumis à autorisation préalable.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 et R.130.11

j) Stationnement de caravanes		
A5 j1	Décisions sur les demandes de stationnement de caravanes.	Code de l'urbanisme Art. L.421.2.1 R.443.5.2
k) Avis conformes		
A5 k1	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les permis de démolir dans les cas prévus à l'article L. 421.2.2.	Code de l'urbanisme Art. R.430.10.3
A5 k2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur la construction projetée dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.2.b.	Art. R.421.22 et R.421.42
A5 k3	Avis conforme du préfet sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et déclaration de clôture dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.b.	Art. R.422.8
A5 k4	Avis conforme du préfet sur autorisation de coupe et abattage d'arbres dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.b.	Art. R.130.4
A5 k5	Sanctions prises suite à infractions.	Art. R.480.4
l) Taxes d'urbanisme - Redevance archéologie préventive		
A5 l1	Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme Art. L.332.6.4
m) Formalités relatives aux enquêtes publiques		
A5 m1	Lettre d'envoi des arrêtés préfectoraux aux maires ou président d'EPCI, au commissaire enquêteur, aux journaux.	Code l'expropriation Art. R.11.4, R.11.14.5 et R.11.14.7
A5 m2	Ampliations des arrêtés préfectoraux, visa des pièces annexées.	Art. L.11.2
n) Zones d'aménagement concerté et déclaration d'utilité publique		
A5 n1	Transmission des documents au maire ou président EPCI, à l'aménageur, aux journaux, au commissaire enquêteur.	
A5 n2	Ampliations des arrêtés.	
o) Arrêté de cessibilité et demande d'ordonnance d'expropriation		
A5 o1	Ampliation des arrêtés, lettres du Préfet au Juge de l'expropriation.	Code de l'expropriation Art. R.12.1
p) Documents d'urbanisme		
A5 p1	Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 p2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés (Compte tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 p3	Ampliations des arrêtés d'approbation des cartes communales et visa des pièces annexées.	
q) Droit de préemption		
A5 q1	Zones d'aménagement différé. Attestation établissant que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.	Code de l'urbanisme Art. R.212.6
A5 q2	Délivrance du récépissé de la déclaration d'intention d'aliéner dans les Z.A.D. et consultations diverses.	Code de l'urbanisme Art. R.221.4, R.212.5, R.212.6 et R.213.2
r) Publicités, enseignes, pré-enseignes		
A5 r1	Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 r2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
6 - TRANSPORTS TERRESTRES		
A6 a1	Réglementation des transports publics routiers de personnes : - inscriptions et radiations au registre des transporteurs, - autorisation pour l'exécution de services occasionnels de transport public routier de personnes. - transports routiers internationaux de voyageurs : . autorisations pour la création ou le renouvellement des services frontaliers : services réguliers, de navette ou occasionnels. - contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale, des règles de sécurité et des normes techniques.	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 1 à 11 Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 32 à 39 Décret du 6 mars 1979 Art. 9 Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 44
A6 a2	Réglementation des services privés de transport non urbains de personnes.	Décret du 7 avril 1987
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - Contrôle.	Décret du 30 août 1999 Art. 18

7 - CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL		
A7 a1	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A7 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
8 - GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR - AERODROMES CIVILS		
A8 a1	Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30
A8 a2	Autorisation de création d'un aérodrome privé.	Code de l'aviation civile Art. D.233.2
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié
9 - DECISIONS RELATIVES À LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE		
A9 a1	Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A9 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
A9 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
10 - CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT		
A10 a1	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1
A10 a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Art. R.410.1
11 - SECURITE CIVILE ET DEFENSE		
A11 a1	Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998
12 - ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		
A12 a1	Signature des conventions ATESAT.	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.01.2003

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services, ainsi qu'aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent :

Messieurs Maurice FREDERIC, Grégoire GEAI, René LEHMANN, Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH, Régis STENGER, Antoine VOGRIE.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief par lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hugues CORBEAU, la délégation consentie à l'article 1, 2 et 3 ci-dessus, sera exercée par Monsieur Dominique LOUIS, directeur adjoint.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1 aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Maurice FREDERIC, chargé du service du « secrétariat général », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a2 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du Directeur départemental de l'Equipement) ; A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 à A1 a14 ; A1 a16 à A1 a31 ; A1 a34 ; A1 a36 ; A1 a37.

2 - Monsieur Régis STENGER, chargé du service de « l'habitat », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A4 a1 à A4 a7 ; A4 b3 à A4 b10 ; A4 b11 à A4 b23 ; A4 c1 ; A4 d1 à A4 d2.

3 - Monsieur Roland SPITZBARTH, chargé du service de « l'urbanisme et des affaires juridiques » et du service de « l'aménagement », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A1 b1 à A1 b4 ; A3 a1 ; A3 a2 ; A5 a2 ; A5 b1 à A5 b5 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k5 ; A5 l1 ; A5 m1 à A5 m2 ; A5 n1 à A5 n2 ; A5 o1 ; A5 p1 à A5 p3 ; A5 q1 à A5 q2 ; A5 r1 à A5 r2 ; A9 a1 à A9 a3.

4 - Monsieur Grégoire GEAI, chargé du service de « gestion et d'exploitation des infrastructures », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) A1 a27 ; A1 a36 ; A2 a1 à A2 a3 ; A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6 ; A2 c7 ; A7 a1 à A7 a5.

5 - Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A6 a1 à A6 a3 ; A11 a1.

6 - Messieurs Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON et Antoine VOGRIE, chargés des services et arrondissements de la D.D.E., à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a27 ; A1 a36 ; A5 l1 (uniquement pour Monsieur Antoine VOGRIE).

7 - Mesdames et Messieurs Sylvie ANDRE, Roddy ARMEDE, Séverine BESSON, Michel BOUNEAUD, Pascal CAMPANER, David CHEVALLIER, Martine COUDERT, Damien DAVID, Frédéric DAVRAINVILLE, Florent FEVER, Elina GREINER-GUERRE, Michèle HARMAND, Stéphane HEBENSTREIT, Vincent KRÉMER, Jean-Jacques MARTEL, Patricia MOCHI, Philippe MOREL, Sylvain PIERROT, Christian SAUGET, Christophe SAUNIER, Frédéric SCHMITZ, Marie-Christine SIBILLE, Frédéric TARTIVEL, Karim TAZIR, Claude THOUVENIN, Pierre VEILLERETTE, chargés des unités de la D.D.E., à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36.

8 - Mesdames Hélène GUIDAT, Isabelle THOMAS, messieurs Patrice ARNAULT, Michel FRANCOIS, Joël LAQUENAIRE, Francis SALSI, Yann

TABERKANE, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires, dans les limites territoriales de leurs subdivisions, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36 ; A2 a1 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 d19 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3 ; A5 l1.

9 - Madame Christiane ALNOT, chef de l'unité « application du droit des sols », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d19 ; A5 e1 à A5 e3 ; A5 f1 à A5 f3 ; A5 g1 à A5 g3 ; A5 h1 ; A5 i1 ; A5 j1 ; A5 k1 à A5 k4 ; A5 l1.

10 - Monsieur Francis MALLET, chef de l'unité « procédure et financement de l'urbanisme », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 a2 ; A5 q1 ; A5 q2.

11 - Madame Colette LUTZ, chargée du bureau « aménagement foncier », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 q1 ; A5 q2.

12 - Messieurs Michel ALOSI, Sandrine BACHER Patrick DAUVERGNE, Pierre DEVOCELLE, Alain DUKARSKI, Pierre FIQUET, Timothée FRITZSCH, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Claude PESTELARD, Dominique SCHORB, Mesdames Renée AUBIN, Corinne COLIN, Clothilde DELFOUR, Sylvie LOIZON, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Jocelyne RECLIN, Marie-Thérèse RODRIGUEZ, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d3 ; A5 e2 à A5 e3 ; A5 f2 à A5 f3 ; A5 g2 à A5 g3.

13 - Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques et foncières », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A9 a1 et A9 a2.

14 - Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « affaires générales et statistiques », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A5 r1 ; A5 r2.

15 - Madame Isabelle ROUYER, chef de l'unité « logement privé », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 a5 à A4 a7 ; A4 d1 à A4 d2.

16 - Monsieur Jérôme ULPAT, chef de l'unité « logement social », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 a4 ; A4 c1.

17 - Madame Bernadette CLAVEL, chef de l'unité « politique de l'habitat et de la ville », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les références : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A4 b 19.

18 - Madame Fabienne PAULUS, chargée du bureau « conventionnement, A.P.L. », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A4 c1.

19 - Madame Annick MORLON, chargée du bureau « rapports locatifs, marché immobilier privé », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A4 d1 et A4 d2.

20 - Monsieur Cédric GIRARDY, chargé de la « cellule départementale d'exploitation de la route », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A2 c1 ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6.

21 - Monsieur Luc FOLLEBOUT chargé de la subdivision « entretien des autoroutes et du bureau d'entretien des routes et des ouvrages d'art », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A2 c7.

22 - Monsieur Jean MOSSBACH, chargé de l'unité « personnel », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence :

A1 a2 (contrats de vacataires à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil intervenant auprès du D.D.E.),

A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité, congés pour la naissance d'un enfant, congés de maternité, de paternité et d'adoption, à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a20 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a21 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a22 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service),

A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service) ; A1 a36.

23 - Monsieur Jean-Claude GIROT, responsable du domaine « gestion » dans l'unité du « personnel », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a20 ; A1 a21 (pour les congés de maladie ordinaire, à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

24 - Monsieur Xavier MANGIN, chargé de l'unité « formation et concours », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 a36 ; A2 d1.

25 - Messieurs Bruno COLLIN, Thierry DURAND, Hervé KLEIN, François VALLEE, ingénieurs et techniciens des T.P.E., subdivisionnaires dans les limites territoriales de la subdivision, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence A1 a19 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A1 a36.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés aux articles 4 et 5 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Dominique LOUIS, directeur adjoint :

* par Monsieur Grégoire GEAI, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a4 ; A2 c4.

* par Monsieur Daniel MORLON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A8 a1 à A8 a3.

2 - en remplacement de Monsieur Maurice FREDERIC :

* par Monsieur Jean MOSSBACH, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a3 à A1 a10 ; A1 a12 ; A1 a13 ; A1 a16 à A1 a18 ; A1 à 19 à A1 a22 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 5) ; A1 a23 à A1 a26 ; A1 a29 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 5) ; A1 a30 ; A1 a34 ; A1 a37.

3 - en remplacement de Monsieur Régis STENGER

* par Madame Bernadette CLAVEL.

4 - en remplacement de Monsieur Roland SPITZBARTH

* par Madame Christiane ALNOT, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A5 b5 ; A5 k5.

* par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.

* par Madame Estelle RABY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A3 a1 ; A3 a2.

5 - en remplacement de Monsieur Grégoire GEAI

* par Monsieur Cédric GIRARDY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A2 a1 à A2 a3 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

* par Madame Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A7 a1 à A7 a5.

* par les fonctionnaires suivants : Maurice FREDERIC, René LEHMANN, Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH, Régis STENGER, Antoine VOGRIG, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros A2 c5 et A2 c6 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

6 - en remplacement de Monsieur Antoine VOGRIG

* par Monsieur Roddy ARMEDE.

7 - en remplacement de Monsieur Cédric GIRARDY

* par Madame Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 et A2 c6.

ARTICLE 7 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinet),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 8 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous le couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

ARTICLE 9 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.65 du 20 décembre 2004 susvisé est abrogé.

ARTICLE 10 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

NANCY, le 7 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL DE DELEGATION DE POUVOIRS
A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORETS,
CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 1° de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office national des forêts ;

VU l'article R.134-9 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur départemental de l'Office national des forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur Gérard MULLER, Ingénieur divisionnaire des Travaux des Eaux et Forêts, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, afin de présider la vente par adjudication publique sur soumission de coupes de bois en bloc et sur pied le **jeudi 6 octobre 2005** (8 heures) au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office national des forêts, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 7 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.33 PORTANT MODIFICATION
DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'Administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 portant déconcentration de procédures domaniales et modification du code du domaine de l'Etat ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 176 à R 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté du directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle du 2 décembre 2002 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R.179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisés ;

Vu le code du domaine de l'État, notamment ses articles L. 23, R. 158 et R. 163 ;

Vu l'acte dit loi du 20 novembre 1940 confiant à l'administration de l'enregistrement la gestion des successions non réclamées et la curatelle des successions vacantes, validé par l'ordonnance du 27 novembre 1944 ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 95-1007 du 13 septembre 1995, le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 et le décret n° 99-896 du 20 octobre 1999 ;

Vu le décret n° 2005-1020 du 23 août 2005 modifiant le décret n° 2000-738 du 1^{er} août 2000 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des impôts, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2002 nommant Monsieur Marc CANO en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 29 août 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05. BODE 07 du 11 août 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE 07 du 11 août 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur CANO, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Monsieur HESS, directeur assistant, ou à défaut, par Mademoiselle Marie-Line KALI à compter du 30 décembre 2005, Monsieur BACH jusqu'au 29 décembre 2005 et Messieurs HUMBERT, MUNIER, BACH et CALDERARI, directeurs divisionnaires des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, la délégation de signature conférée à Monsieur CANO sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par Monsieur DIGUIO, inspecteur principal, Messieurs CLAUDOT, LOISY, KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT, SCHNEIDER et WARIS, Mesdames BALANDIER et KLAEYLE, inspectrices.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 9, la délégation de signature conférée à Monsieur CANO est exercée par Monsieur DIGUIO, inspecteur principal, Madame KLEIN, inspecteur départemental et par Monsieur Patrick GOGUELY, Inspecteur.

Madame KLEIN et Monsieur GOGUELY exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

La délégation de signature conférée à Monsieur CANO pour les attributions désignées ci-dessous est exercée par Madame KLEIN, chargée des fonctions de responsable du pôle Domaine à la direction des services fiscaux, ou à défaut, par Monsieur DIGUIO, inspecteur principal :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupation précaire des biens domaniaux de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 6 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation.

Madame KLEIN et Monsieur DIGUIO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 12 septembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE THIL ET HUSSIGNY-GODBRANGE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-7 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

Vu le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;

Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Thil et Hussigny-Godbrange ;

Vu l'avis favorable de la chambre des métiers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'approbation du PPRM sur le territoire d'Hussigny-Godbrange et Thil ;

Vu l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 29 avril 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

Article 1 - Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) sur le territoire des communes de Thil et Hussigny-Godbrange est approuvé. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain,
- Le Républicain Lorrain.

Il sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE.

Enfin, une copie de l'arrêté sera affichée dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans chacune des mairies concernées, en préfecture et en sous-préfecture de Briey.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à :

- Mme le maire de Thil,
- M. le maire de Hussigny-Godbrange,
- M. le Sous-Préfet de Briey,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- Mme le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Mme et M. les maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

NANCY, le 22 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

TROISIEME BUREAU

**ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES ET DE RECETTES
AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par les décrets n° 76-070 du 15 janvier 1976, n° 2003-636 du 7 juillet 2003 et n° 2004-737 du 21 juillet 2004 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996, modifié par l'arrêté du 28 août 2002, habilitant les préfets à instituer des régies d'avances et des régies de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;
Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2004, instituant une régie d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2004, instituant une régie de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 2 août 2005 en ce qui concerne la création d'une régie d'avances et de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle;
Vu la demande présentée par Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle en vue de la réunion de la régie d'avance et de la régie de recettes existantes en une seule régie d'avances et de recettes ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral susvisé du 24 mai 2004, instituant une régie d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle est annulé à compter du 18 juillet 2005.

Article 2 : L'arrêté préfectoral susvisé du 24 mai 2004, instituant une régie de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle est annulé à compter du 31 août 2005.

Article 3 : Il est institué, auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle une régie d'avances et de recettes pour le paiement des dépenses de matériel et de fonctionnement en ce qui concerne la régie d'avances et pour l'encaissement des droits d'examen des remboursements de photocopies et des versements effectués par des organismes publics ou privés participant à des stages en ce qui concerne la régie de recettes.

Article 4 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 500 € (CINQ CENTS EUROS)

Article 5 : Le régisseur est autorisé à disposer d'un fonds de caisse permanent de 50 € (CINQUANTE EUROS).

Article 6 : Le régisseur d'avances institué est tenu de constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n°92-681 du 29 juillet 1992. Il percevra une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, qui fixe également le montant du cautionnement.

Article 7 : La date d'effet de fonctionnement de la régie d'avances et de recettes susvisée est fixée au 1er septembre 2005.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 5 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES
AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par les décrets n° 76-070 du 15 janvier 1976, n° 2003-636 du 7 juillet 2003 et n° 2004-737 du 21 juillet 2004 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996, modifié par l'arrêté du 28 août 2002, habilitant les préfets à instituer des régies d'avances et des régies de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;
Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2004, portant nomination d'un régisseur d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2004, portant nomination d'un régisseur de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;
Vu la demande présentée par Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle en vue de la réunion de la régie d'avance et de la régie de recettes existantes en une seule régie d'avances et de recettes ;
VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 2 août 2005 en ce qui concerne la nomination d'un régisseur d'avances et de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle;
Vu l'arrêté préfectoral de ce jour portant institution d'une régie d'avances et de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux susvisés du 24 mai 2004, portant nomination d'un régisseur d'avances et d'un régisseur de recettes auprès de la régie d'avances, d'une part, et de la régie de recettes, d'autre part instituées auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle sont annulés à compter du 18 juillet 2005 en ce qui concerne le régisseur d'avances et à compter du 31 août 2005 en ce qui concerne le régisseur de recettes.

Article 2 : Madame Eliane GAND, adjoint administratif, est nommée régisseur d'avances et de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er septembre 2005.

Article 3 : Le régisseur d'avances institué est tenu de constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n°92-681 du 29 juillet 1992. Il percevra une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, qui fixe également le montant du cautionnement.

Article 4 : Madame Eliane GAND tiendra une comptabilité de la régie conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993, présentera ses dépenses en remboursement et versera ses recettes au moins une fois par mois.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 5 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL
APPEL A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A ESSEY-LES-NANCY**

Par délibération du 25 mai 2005, le conseil municipal de la ville d' ESSEY-les-NANCY a demandé la constitution d'un nouveau groupe de travail nécessaire à la révision du règlement local de publicité prévu à l'article L.581.14 du code de l'environnement relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées

(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5^e bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie d'ESSEY-les-NANCY.

**ARRETE CHASSE N° 2005/374 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES
DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE "PLAN DE CHASSE PETIT GIBIER"**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, notamment l'article R. 225-7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1^{er} Juillet 2004 modifiée relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 Août 1999 modifié portant nomination des Membres de la Commission Départementale du Plan de Chasse "Petit Gibier" ;

VU la proposition de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La composition de la Commission départementale du plan de chasse pour le petit gibier présidée par le Préfet ou son représentant est fixée comme suit :

a) - MEMBRES DE DROIT :

- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ou son représentant,
- le Directeur Régional de l'office National des Forêts ou son représentant,

b) - MEMBRES NOMMES :

1) Quatre représentants des intérêts cynégétiques

- **TITULAIRE** : M. BIGOT Gilles - 394, Rue du l'Hôtel de Ville - 54200 ECROUVES
- **SUPPLEANT** : M. HENRY Denis - 28, Grande Rue - 54370 DROUVILLE
- **TITULAIRE** : M. FONTY François - 9, Grande Rue - 54610 ABAUCOURT-SUR-SEILLE
- **SUPPLEANT** : M. THELINGE David - 64, Rue de Verdun - 54800 JEANDELIZE
- **TITULAIRE** : M. BOYER Florian - 3, Rue du Lavoir - 54150 BRIEY
- **SUPPLEANT** : M. BOUVIER Denis - 7, Chemin du Chaufffour - 54200 JAILLON
- **TITULAIRE** : M. HECKENBENNER Bruno - 20, Grande Rue - 54280 LANEUVELOTTE
- **SUPPLEANT** : GOETZMANN Philippe - 37, Rue Pasteur - 54116 TANTONVILLE

2) Deux représentants des intérêts agricoles

- **TITULAIRE** : M. CHATA Pascal - Grande Rue - 54360 MEHONCOURT
- **SUPPLEANT** : M. GROSJEAN Michel - 16, Rue de Toul - 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE
- **TITULAIRE** : M. VUILLEMIN Etienne - Rue de l'Aérodrome - 54300 CROISMARE
- **SUPPLEANT** : M. JEANPIERRE Vincent - 5, Grande Rue - 54370 ARRACOURT

3) Un représentant des intérêts sylvicoles

- **TITULAIRE** : Mme de SARS Marie-Alix - La « Base de Chaumont » - 54540 BIONVILLE
- **SUPPLEANT** : M. HELLUY François - 54, Avenue Paul Déroulède - 54520 LAXOU

4) Deux représentants d'associations de protection de la nature

- **TITULAIRE** : M. Philippe MALENFERT - 470, Avenue André Malraux - 54600 VILLERS-LES-NANCY
- **SUPPLEANT** : M. BESANCON Thierry - 1, Route de Vigneulles - 55210 NONSARD
- **TITULAIRE** : M. SCHWEYER Jean-Baptiste - 2, Cottage des Saules - 54230 CHAVIGNY
- **SUPPLEANT** : M. THOMMES François - 176, Rue Jeanne d'Arc - 54000 NANCY

ARTICLE 2 - Jusqu'à la parution des nouveaux textes régissant les Commissions Départementales, les membres ci-dessus sont nommés pour la période transitoire ; les titulaires sont remplacés en cas d'empêchement par leurs suppléants. Le secrétariat est assuré par un membre désigné.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des intéressés, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

NANCY, le 9 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE POISSON
DANS LE CADRE DE LA REALISATION D'UN RADIER BETON AU NIVEAU DU PONT RD 12B A MOUTROT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 24 mai 2005, relative à l'autorisation de construire un radier béton au niveau du pont de la route départementale 12 B sur le Ruisseau du POISSON à MOUTROT ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 22 juillet 2005

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à Moutrot, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau du POISSON nécessaires à la construction d'un radier béton au pont RD 12B.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de MOUTROT, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau du POISSON.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- assécher la zone de travail, par aménagement de deux batardeaux temporaires en terre et la pose d'une canalisation PVC permettant de transiter le débit ;
- construire un radier en béton au niveau actuel du fond du ruisseau ;
- construire un mur parafoilles en béton aux extrémités amont et aval de l'ouvrage ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau du POISSON, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Des mesures de sauvegarde de la vie piscicole lors de l'assèchement des travaux devront être réalisées.

Un lit d'étiage garantissant la continuité écologique sera réalisé sur le radier du nouveau pont.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10 - VOIES DE RECOURS

La présente décision est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte

ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Madame la Sous-préfète de TOUL,

Monsieur le Maire de la commune de MOUTROT,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie de MOUTROT.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 12 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**DEUXIEME BUREAU****ARRETE PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNERAIRE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-2 à 2213-57 et R. 2223-1 à D. 2223-132;

Vu la demande formulée par monsieur Jean-Daniel CHARDIN, pour l'entreprise personnelle qu'il exploite à GYE, 1 rue Saint Mansuy;

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- les soins de conservation.

ARTICLE 2 - le numéro d'habilitation est 2005-54-164.

ARTICLE 3 - La durée de la présente habilitation est d'un an.

ARTICLE 4 - En application de l'article 8 du décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Jean-Daniel CHARDIN

et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de GYE, sous couvert de madame la sous-préfète de TOUL,

- Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

NANCY, le 29 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE BREHAIN-LA-VILLE****A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2121-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande présentée par la commune de BREHAIN-LA-VILLE à l'effet de tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles ;

VU l'avis favorable du 3 août 2005 du directeur des services d'archives de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de BRIEY ;

A R R E T E

Article 1er : La commune de BREHAIN-LA-VILLE est autorisée à tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles, à compter du 1er janvier 2006.

Article 2 : Les feuillets mobiles seront, préalablement à leur utilisation, cotés et paraphés par le préfet ou son représentant.

Article 3 : Les feuillets mobiles seront, dès leur utilisation, collés dans le registre à onglets. Le cachet de la commune sera alors apposé, moitié sur l'onglet, moitié sur le feuillet mobile, en deux endroits différents.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de BREHAIN-LA-VILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur des archives de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 11 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

ARRETE PREFECTORAL PORTANT REGLEMENT D'OFFICE DU BUDGET PRIMITIF EAU DE LA COMMUNE DE VILLETTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1612-15;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 3 août 2005;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005, accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT que la chambre régionale des comptes a mis en demeure la commune de Villette d'inscrire à son budget 2005 du service de l'eau la dette de 936,68 € correspondant aux prestations du laboratoire IRH environnement

CONSIDERANT que cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de régler et de rendre exécutoire le budget eau de la commune de Villette pour l'année 2005, comme proposé par la chambre régionale des comptes dans son avis susvisé

ARRETE

Article 1^{er} : le budget eau de la commune de Villette est arrêté en dépenses et en recettes à 52 287,32 €.

Article 2 : La section de fonctionnement est fixée en dépenses et en recettes à 26 611 € :

I. DEPENSES

Chapitre 011 - Charges à caractère général : 1 436,68 €.

Chapitre 68 - Dotation aux amortissements : 533 €.

Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement : 24 641,32 €.

II. RECETTES

Chapitre 70 - Produits des services et des domaines : 4 200 €.

Chapitre 77 - Produits exceptionnels : 219 €.

Compte 002 - Résultat de fonctionnement reporté : 22 192 €.

Article 3 : La section d'investissement est fixée en dépenses et en recettes à 25 676,32 €:

I. DEPENSES

Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 219 €.

Opération 501 - Travaux sur réseaux : 24 955,32 €.

Compte 001 - Déficit d'investissement reporté : 502 €.

II. RECETTES

Chapitre 28 - Amortissements des immobilisations : 533 €.

Chapitre 021 - Virement de la section d'investissement : 24 641,32 €.

Compte 1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé : 502 €.

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey et M. le maire de Villette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, et dont copie sera adressée à :

- M. le président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le trésorier-payeur-général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur municipal.
- M. le directeur départemental des archives

BRIEY, le 29 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/69 DU 1^{ER} AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS E.J. : 54 0000 106

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

Vu la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

Vu l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;

Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

Vu l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/4 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du centre hospitalier de Pont à Mousson, pris en charge par l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

Vu la délibération prise le 27 avril 2005 par le conseil d'administration du centre hospitalier de Pont à Mousson et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

ARRETE

Article 1^{er}- A partir du 1^{er} août 2005 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour

11 : Médecine.....440.00 €

12 : Chirurgie.....832.00 €

Moyen séjour

30 : Soins de Suite et de Réadaptation.....258.00 €

Anesthésie et chirurgie ambulatoire

90 : Anesthésie et chirurgie ambulatoire.....565.00 €

Autre

Supplément structure libérale.....30.49 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre hospitalier de Pont à Mousson sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/70 DU 4 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF (AHJ) - N° FINESS E.J. : 54 0000 882**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/13 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de l'Association Hospitalière de Joeuf, pris en charge par l'assurance maladie ;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du 1^{er} août 2005 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 : Médecine.....412.85 €
19 : Soins palliatifs.....397.95 €

Moyen séjour

30 : Service de moyen séjour polyvalents.....180.00 €

Hospitalisation de jour

50 : H de J cas général.....337.50 €

Hospitalisation à Domicile

70 : H à D cas général.....306.80 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de Joeuf sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/71 DU 5 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS E.J. : 54 000 6707**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;
VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/8 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon, pris en charge par l'assurance maladie ;
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du 1^{er} août 2005 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Moyen séjour

30 : service de moyen séjour polyvalents308.00 €

Hospitalisation de jour

50 : H de J cas général.....150.00 €

56 : Hospitalisation de jour rééducation.....37.00 €

Hospitalisation à Domicile

70 : H à D cas général.....152.00 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre Jacques Parisot de Bainville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/72 DU 5 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY -LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS E.J. : H 54 000 3399**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;

VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/ 14 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de l'hôpital local intercommunal de Pompey Lay Saint Christophe, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

VU les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du 1^{er} août 2005 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Court séjour

11 : Médecine.....263.63 €

Moyen séjour

30 : Service de moyen séjour SSR265.85 €

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey Lay Saint Christophe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/73 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A L' ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY A MONT SAINT MARTIN - N° FINESS E.J. : 540 000 866**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l' Association Hospitalière du Bassin de LONGWY, au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005, est égal à **2 404 135 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1[°] la part tarififiée à l'activité est égale à **2 274 496 €** soit :

1 929 628 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

102 764 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

64 377 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

5 572 € au titre des forfaits techniques ;

2 931 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

20 925 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

148 299 € au titre des forfaits dialyse (D) ;

2[°] la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **129 639 €** ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 404 135 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS N° 05/74 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS E.J. : 540 000 882

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à l'Association Hospitalière de JOEUF au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **147 659 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

132 537 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

15 122 € au titre des forfaits « groupes homogènes de tarifs » (GHT) ; HAD ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **147 659 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS N° 05/75 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS E.J. : 540 014 081

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **32 623 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

32 623 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **32 623 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS N° 05/76 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE DE LUTTE CONTRE LE CANCER A. VAUTRIN - VANDOEUVRE - N° FINESS E.J. : 540 003 019

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **Centre de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à VANDOEUVRE** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **2 918 390 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarifée à l'activité est égale à **1 849 834 €** soit :

1 705 534 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

103 781 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

40 519 € au titre des forfaits techniques ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **1 004 019 €** ;

3^o la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **64 537 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 918 390 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/77 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS E.J. : 540 000 106

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **551 461 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarifée à l'activité est égale à **550 690 €** soit :

480 915 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

27 052 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

28 576 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

336 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

13 811 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **771 €** ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **551 461 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS N° 05/78 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE - N° FINESS E.J. : 540 000 080

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **1 345 311 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarifée à l'activité est égale à **1 318 694 €** soit :

1 223 383 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

34 869 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

39 463 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

2 579 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

18 400 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **21 849 €** ;

3^o la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **4 768 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **1 345 311 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/79 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER - TOUL - N° FINESS E.J. : 540 000 049

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **CENTRE HOSPITALIER - TOUL** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **1 113 095 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarifée à l'activité est égale à **1 028 841 €** soit :

937 001 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

58 356 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

14 039 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

1 374 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

18 071 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **14 072 €** ;

3^o la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **70 182 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **1 113 095 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/80 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS E.J. : 540 002 078

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **Centre Hospitalier UNIVERSITAIRE de NANCY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **22 107 894 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1° la part tarififiée à l'activité est égale à **16 267 379 €** soit :

14 253 110 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

1 186 543 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

156 943 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

273 674 € au titre des forfaits techniques ;

12 543 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

80 163 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

198 306 € au titre des forfaits dialyse (b) ;

106 097 € au titre des forfaits « prélèvements d'organes » (PO)

2° la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **4 203 149 €** ;

3° la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **1 637 366 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **22 107 894 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/81 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS E.J. : 540 006 707

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **Centre J. PARISOT de BAINVILLE SUR MADON** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **24 663 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

24 663 € au titre des forfaits « groupes homogènes de tarifs » (GHT) ; HAD ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **24 663 €**.

Article 3- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS 54 N° 05/82 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS E.J. : 540 000 031

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à la **MATERNITE REGIONALE** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **1 774 415 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarifée à l'activité est égale à **1 769 917 €** soit :

1 568 621 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

195 690 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

308 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

5 059 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

239 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **4 169 €** ;

3^o la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **329 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **1 774 415 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

ARRETE ARH/DDASS N° 05/83 DU 22 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
AU CENTRE HOSPITALIER - BRIEY - N° FINESS E.J. : 540 000 767

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **CENTRE HOSPITALIER - BRIEY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **2 639 663 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1^o la part tarifée à l'activité est égale à **2 179 182 €** soit :

2 046 675 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

63 978 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

20 144 € au titre des actes et consultations externes urgence ;

18 311 € au titre des forfaits techniques ;

3 225 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse ;

26 849 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;

2^o la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **353 659 €** ;

3^o la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **106 822 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 639 663 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH/DDASS N° 05/84 DU 23 AOUT 2005
FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005 A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE
A LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY - N° FINESS E.J. : 540 000 122**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû à la **Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **131 710 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

131 278 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

432 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **131 710 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH/DDASS N° 05/85 DU 22 AOUT 2005 FIXANT LES RECETTES D'ACTIVITE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2005
A VERSER PAR L'ASSURANCE MALADIE AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN
DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (SINCAL) A NANCY - N° FINESS E.J. : 540 020 112**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-7, L.162-22-10 et L.162-26 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié par l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2004 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté en date du 30 mai 2005 relatif aux modalités de versement pour l'exercice 2005 des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale ;

VU les données d'activité transmises par l'établissement pour le premier semestre 2005 ;

A R R E T E

Article 1^{er} - Le montant dû au **Syndicat Interhospitalier Nanceen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY** au titre de la valorisation de l'activité déclarée pour le 2^{ème} trimestre 2005 est égal à **2 654 892 €**

Ce montant se décompose de la façon suivante :

1[°] la part tarifée à l'activité est égale à **2 094 831 €** soit :

1 901 217 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et leurs éventuels suppléments,

185 112 € au titre des actes et consultations externes hors urgence ;

8 502 € au titre des forfaits « de petit matériel » (FFM) ;

2[°] la part des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L.162-22-7 du code de la sécurité sociale est égale à **2 165 €** ;

3[°] la part des produits et prestations mentionnés au même article est égale à **557 896 €**

Article 2 - Les sommes à verser par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de **2 654 892 €**.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement, aux organismes de sécurité sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,
J.F. LHUILLIER

**ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/86 DU 22 AOUT 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES
AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES DE FLAVIGNY - N° FINESS E.J. : 540 000 973**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

Vu la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
 Vu l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;
 Vu le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
 Vu l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/11 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du **CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES DE FLAVIGNY** pris en charge par l'assurance maladie ;
 Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

A R R E T E

Article 1^{er}- A partir du 1^{er} août 2005 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

- Hospitalisation complète **237,87 €**

- Hospitalisation de jour..... **158,35 €**

Article 2- Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux - C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES DE FLAVIGNY** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Le Directeur Adjoint,

J.F. LHUILLIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**POLE SOCIAL - SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE**

**ARRETE DDASS / SSA/ N° 2291 FIXANT POUR 2005 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS
 DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »
 DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/SSA/2077 du 21 juin 2005 autorisant le Centre de Moyen Séjour de FAULX à porter la capacité de son SSIAD de 15 à 20 places à compter du 1^{er} juillet 2005 ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 113 du 18 février 2005 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2005 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2005 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 178 671,82 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} janvier 2005 : 28,66 €

Forfait journalier de soins à compter du 1^{er} juillet 2005 : 28,61 €

ARTICLE 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

La Directrice Adjointe,

Myriam BERG

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**ARRETE DDASS/AES /N°120/05 - S.C.P. D'INFIRMIERES N° 54-94-031**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994, modifié le 19 janvier 2001 et le 14 juin 2001, inscrivant la société civile professionnelle d'infirmières JEROME - STEIN - HECKER sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe et Moselle sous le n° 54-94-031, pour une durée de 99 ans ;

VU la demande de modification déposée le 25 mai 2005, suite au retrait de la société de Madame STEIN avec effet au 31 mai 2005 à minuit ;

CONSIDERANT que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme :

- Procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2005 :

- . retrait total de la société et démission de ses fonctions de gérante de Madame STEIN,
- . réduction du capital ,
- . changement de dénomination,
- . transfert du siège social ;

- Copie des statuts mis à jour au 1^{er} juin 2005 ;

- Attestation du greffier du tribunal de commerce de Nancy constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces et actes nécessaires à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La S.C.P. d'Infirmières JEROME - STEIN - HECKER - BONIS, inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe et Moselle sous le n° 54-94-031 est modifiée comme suit à compter du 1^{er} juin 2005 :

Raison sociale : S.C.P. D'INFIRMIERES JEROME - BACI - BONIS ;

Siège social : 10 place de Verdun à 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE.

ARTICLE 2 : La société est gérée par :

- Mme JEROME Monique née BERCEAUX, née le 28 mai 1954 à Pont-à-Mousson, infirmière demeurant 19, rue du Maréchal Leclerc à 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,
- Mme BACI-HECKER Estelle née HECKER, née le 11 décembre 1971 à Strasbourg (Bas-Rhin), infirmière demeurant 26, rue de Serre à 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,
- Mlle BONIS Anne, née le 14 janvier 1971 à Metz (Moselle), infirmière demeurant 34, rue de l'Hôpital à 57680 NOVEANT.

ARTICLE 3 : Toute modification des statuts est portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- à Madame Monique JEROME,
 - à Madame Estelle BACI-HECKER,
 - à Mademoiselle Anne BONIS,
 - à la société FIDAL ,
 - à Monsieur le Greffe du Tribunal de Commerce de Nancy,
 - à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
 - à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.
- NANCY, le 25 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

ARRETE N° 122/05 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-45

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou directeur adjoint de laboratoires d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologies ;

VU l'arrêté modifié du 15 juin 1977 autorisant, sous le n° 54-45, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis à 54500 VANDOEUVRE - 2 rue du Doyen Jacques Parisot ;

VU la déclaration présentée le 26 octobre 2004 par Madame KLOPP, Directrice du Centre de Médecine Préventive, de la cessation, à compter du 16 janvier 2005, des fonctions de directeur du laboratoire de Monsieur Gérard SIEST ;

VU la déclaration présentée le 26 octobre 2004 par Madame KLOPP, Directrice du Centre de Médecine Préventive, de l'embauche de Madame GAMBIER née Frédérique GAYET en qualité de directeur adjoint du Laboratoire à compter du 4 octobre 2004, en lieu et place de Madame Pascale ERRARD, démissionnaire à compter du 1^{er} septembre 2004 ;

VU le certificat d'inscription au Tableau de la Section G de l'Ordre des Pharmaciens délivré le 4 octobre 2004 pour Madame Frédérique GAMBIER en qualité de directeur adjoint ;

VU la déclaration présentée le 23 juin 2005 par Madame KLOPP, Directrice du Centre de Médecine Préventive, de l'embauche de Mademoiselle Marie-Hélène GENIN en qualité de directeur adjoint du Laboratoire à compter du 13 juin 2005, en lieu et place de Madame Françoise SCHIELE, licenciée à compter du 16 juin 2005 ;

VU le certificat d'inscription au Tableau de la Section G de l'Ordre des Pharmaciens délivré le 13 juin 2005 pour Mademoiselle Marie-Hélène GENIN en qualité de directeur adjoint ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.70 du 20 décembre 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté modifié du 15 juin 1977 autorisant le fonctionnement sous le numéro 54-45 du laboratoire d'analyses de biologie médicale du Centre de Médecine Préventive sis à 54500 VANDOEUVRE - 2 rue du Doyen Jacques Parisot, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale
Centre de Médecine Préventive
2 rue du Doyen Jacques Parisot
54500 VANDOEUVRE.

Directeur :

Monsieur Joseph HENNY, pharmacien habilité à effectuer les actes suivants :

- Biochimie, hématologie, immunologie, bactériologie, parasitologie, mycologie ;

Directeurs Adjointes :

Mademoiselle Marie-Madeleine GALTEAU, pharmacien habilitée à effectuer les actes suivants :

- Biochimie, hématologie, immunologie, bactériologie, parasitologie, mycologie ;

Madame Frédérique GAMBIER, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- Prélèvement de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Mademoiselle Marie-Hélène GENIN, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- Tubage gastrique et duodénal,

- Sondage vésical chez la femme,

- Prélèvement de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire.

ARTICLE 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Marie-Christine KLOP, directrice du Centre de Médecine Préventive,
- Monsieur Joseph HENNY,
- Mademoiselle Marie-Madeleine GALTEAU,
- Madame Frédérique GAMBIER,
- Mademoiselle Marie-Hélène GENIN,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de VANDOEUVRE,
- M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 25 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur,
Françoise WANSON

SERVICE COHESION SOCIALE

**ARRÊTÉ N° 2301 PORTANT EXTENSION NON SIGNIFICATIVE D'UN ETABLISSEMENT SOCIAL
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-1 à 313-6 et l'article R.313-1 ainsi que les articles L.345-1 à L.345-4 et les articles R.345-1 à R.345-7;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 août 1993 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé C.H.R.S. du Pays Haut d'une capacité de 20 places**, sis 1, rue Jules Ferry 54 150 BRIEY et géré par l'association **A.L.I.S.E.S.**;

CONSIDERANT que le renforcement de l'accueil et de l'hébergement des personnes en difficulté sociale constitue une des priorités du Plan de Cohésion sociale,

CONSIDERANT que la capacité supplémentaire accordée permet de répondre à l'objectif d'une meilleure couverture territoriale des besoins spécifiques des personnes les plus vulnérables,

CONSIDERANT que le projet déposé répond aux besoins précités,

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} : L'extension de 3 places de la capacité du centre d'hébergement et de réinsertion du Pays Haut géré par l'association ALISES est autorisée à compter du 1^{er} juillet 2005.

Article 2 : La capacité de l'établissement habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale est portée à 23 places.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et une ampliation sera transmise respectivement à la direction départementale des archives et à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 4 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE PREFECTORAL 05/294/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE LA REORGANISATION FONCIERE
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE FONTENOY LA JOUTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 Avril 2001 ordonnant la réorganisation foncière et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 25 Novembre 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le plan de la réorganisation foncière est constitué des feuilles de sections :**Territoire de FONTENOY LA JOUTE :**

Sections ZB - ZC

ARTICLE 2 - Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de FONTENOY LA JOUTE le **2 JUIN 2005**. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE, le Procès-Verbal.**ARTICLE 3** - L'association foncière et/ou la commune de FONTENOY LA JOUTE est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.**ARTICLE 4 - RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Sous Préfet de l'Arrondissement de LUNEVILLE, le Maire de FONTENOY LA JOUTE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l'Association Foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle, à Madame la Présidente Suppléante de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURGARRETE PREFECTORAL 05/314/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE SERRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L 211-1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'Eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 7/06/1999 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU l'arrêté préfectoral du 21/03/2003 portant modification du périmètre de remembrement de la propriété foncière ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 20/01/2005

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :**Territoire de la commune de SERRES :**

Sections YA - ZB - ZC - ZD - ZE - ZH - ZI - ZK - ZL - ZM

Territoire de la commune d' EINVILLE AU JARD :

Section YA

ARTICLE 2 - Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de SERRES le **30 Juin 2005**. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE, le Procès-Verbal.**ARTICLE 3** - L'association foncière et/ou la commune de SERRES est autorisée à réaliser au titre de l'article L.211.1 du Code de l'Environnement les travaux connexes à l'aménagement foncier conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.**ARTICLE 4 - RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Maire de SERRES, Monsieur le Maire d'EINVILLE AU JARD, Monsieur le Sous Préfet de l'Arrondissement de LUNEVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2005/315 PORTANT SUR L'ENVOI
DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISOIRE - COMMUNE D'AUTREPIERRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du livre 1^{er} (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural et notamment les articles L 123.10 et R 123.17 ;

VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92.1283 relative à la partie législative du Livre 1^{er} (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20/11/2002 ordonnant l'exécution du remembrement rural de la commune d'AUTREPIERRE ;

VU le plan de projet approuvé par la commission communale d'aménagement foncier d'AUTREPIERRE soumis à enquête publique du 02/02/2005 au 9/03/2005

VU les conditions de prise de possession annexées au mémoire explicatif et soumis à enquête publique également du 02/02/2005 au 9/03/2005;

VU l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement foncier du 28/06/2005 ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier d'AUTREPIERRE dans sa séance du 07/04/2005 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **15/08/2005** -

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **30/08/2005** -

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le **15/10/2005** -

Terres en herbes : au plus tard le **15/12/2005** -

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le **15/01/2006**, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité -

Jachères : le **01/09/2005** -

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) **parvenus à maturité et les peuplements sans valeur d'avenir** (chablis, bois mort ou malades : épicéas bostryches, taillis de 25 à 30 ans) pourront être abattus et débités (coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés) par les propriétaires actuels jusqu'au **30/04/2006** enlèvement compris -

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le **15/11/2005** -

Jardin potager et chènevières : au plus tard le **01/03/2006** -

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières) -

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au **30/04/2006** -

Il est interdit de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs) -

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, **les emprises des chemins ruraux supprimés** seront provisoirement maintenues et **chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire** pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées -

ARTICLE 2 : Les modalités, ci-dessus, n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY - 5 Place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 6 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous Préfet de l'Arrondissement de LUNEVILLE, M. le Colonel du Groupement de Gendarmerie, M. le Maire d'AUTREPIERRE, Mme le Maire d'AMENONCOURT, MM. les Maires d'IGNEY et REPAIX, M. le Président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,, affiché pendant au minimum un mois en mairie d'AUTREPIERRE et notifié aux intéressés et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle

- Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier

- M. le Président du Conseil Général

NANCY, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2005/316 PORTANT SUR L'ENVOI
DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISOIRE - COMMUNE DE XAMMES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du livre 1^{er} (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural et notamment les articles L 123.10 et R 123.17 ;

VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92.1283 relative à la partie législative du Livre 1^{er} (nouveau) du Code Rural ;
VU le décret 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 4/09/2002 ordonnant l'exécution du remembrement rural de la commune de XAMMES VU le plan de projet approuvé par la commission communale d'aménagement foncier de XAMMES soumis à enquête publique du 10/01/2005 au 10/02/2005 ;
VU les conditions de prise de possession annexées au mémoire explicatif et soumis à enquête publique également du 10/01/2005 au 10/02/2005 ;
VU l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement foncier du 28/06/2005 ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de XAMMES dans sa séance du 01/04/2005 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **15/08/2005** -

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **30/08/2005** -

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le **15/10/2005** -

Terres en fêveroles : dès l'enlèvement des récoltes au plus tard le **15/10/2005**

Terres en maïs grain : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le **15/11/2005** ;

Terres en herbes : au plus tard le **15/12/2005** -

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le **15/01/2006**, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité -

Jachères : le **01/09/2005** -

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) **parvenus à maturité et les peuplements sans valeur d'avenir** (chablis, bois mort ou malades : épicéas bostryches, taillis de 25 à 30 ans) pourront être abattus et débités (coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés) par les propriétaires actuels jusqu'au **30/04/2006** enlèvement compris -

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le **15/11/2005** -

Jardin potager et chênévrières : au plus tard le **01/03/2006** -

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières) -

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au **30/04/2006** -

Il est interdit de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs) -

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, **les emprises des chemins ruraux supprimés** seront provisoirement maintenues et **chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire** pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées -

ARTICLE 2 : Les modalités, ci-dessus, n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY - 5 Place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 6 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous Préfet de l'arrondissement de TOUL, M. le Colonel du Groupement de Gendarmerie, M. le Maire de XAMMES, MM. Les Maires de JAULNY, THIAUCOURT REGNIEVILLE, CHAREY, M. le Président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant au minimum un mois en mairie de XAMMES et notifié aux intéressés et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle

- Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier

- M. le Président du Conseil Général

NANCY, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2005/317 PORTANT SUR L'ENVOI DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISOIRE - COMMUNE DE BENAMENIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du livre 1^{er} (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural et notamment les articles L 123.10 et R 123.17 ;

VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92.1283 relative à la partie législative du Livre 1^{er} (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27/10/1997 ordonnant l'exécution du remembrement rural de la commune de BENAMENIL ;

VU l'arrêté préfectoral du 2/04/2001 modifiant le périmètre de remembrement de la propriété foncière de BENAMENIL ;

VU le plan de projet approuvé par la commission communale d'aménagement foncier de BENAMENIL soumis à enquête publique du 18/10/2004 au 18/11/2004 ;

VU les conditions de prise de possession annexées au mémoire explicatif et soumis à enquête publique également du 18/10/2004 au 18/11/2004 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement foncier du 28/06/2005 ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de BENAMENIL dans sa séance du 23/03/2005 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **15/08/2005** -

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **30/08/2005** -

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le **15/10/2005** -

Terres en maïs grain : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le **15/11/2005** ;

Terres en herbes : au plus tard le **15/12/2005** -

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 15/01/2006, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité -

Jachères : le 01/09/2005 -

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soulte) parvenus à maturité et les peuplements sans valeur d'avenir (chablis, bois mort ou malades : épicéas bostryches, taillis de 25 à 30 ans) pourront être abattus et débités (coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés) par les propriétaires actuels jusqu'au 30/04/2006 enlèvement compris -

Arbres fruitiers : récolte des fruits uniquement au plus tard le 15/11/2005 -

Jardin potager et chènevières : au plus tard le 01/03/2006 -

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières) -

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 30/04/2006 -

Il est interdit de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs) -

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées -

ARTICLE 2 : Les modalités, ci-dessus, n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY - 5 Place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

ARTICLE 6 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, M. le Colonel du Groupement de Gendarmerie, M. le Maire de BENAMENIL, M. le Maire de DOMJEVIN, M. le Président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,, affiché pendant au minimum un mois en mairie de BENAMENIL et notifié aux intéressés et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle

- Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier

- M. le Président du Conseil Général

NANCY, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL 05/319/DDAF/REMBT FIXANT LES PRESCRIPTIONS QUE LA COMMISSION COMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MONTIGNY SUR CHIERS AURA A OBSERVER POUR LA REALISATION DE TRAVAUX CONNEXES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la Loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération de la commission communale d'aménagement foncier du 6 avril 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de périmètre d'aménagement foncier de la commune de MONTIGNY SUR CHIERS ;

VU l'avis du commissaire enquêteur, suite à l'enquête publique du 4 au 19 mai 2004, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement chargé de la police des eaux du 15 juin 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

COURS D'EAU

* Interdiction de modifier le tracé,

* Préserver ou améliorer les ripisylves existantes

* Se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau ,

FOSSES

* Tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant,

* Le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle,

ARTICLE 2 - Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS saisira pour avis à émettre avant fin de l'enquête la D.D.E. chargée de la police de l'eau.

ARTICLE 3

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle;

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,

- Monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Maires des communes de MONTIGNY SUR CHIERS, VIVIERS SUR CHIERS, UGNY et BEUVEILLE

- Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 5 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL 05/359/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE MONTIGNY SUR CHIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS dans ses séances des 06/04/2004 et 28/09/2004;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 04/05/2005 au 19/05/2005 sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS ;

VU l'avis du conseil municipal de, VIVIERS SUR CHIERS sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de MONTIGNY SUR CHIERS;

VU l'absence d'avis dans le délai d'un mois, conformément à l'article R 121-21-1 du code rural, du conseil municipal de COLMEY, CHARENCEY VEZIN, EPIEZ SUR CHIERS, LONGUYON, VILLETTE,

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 25/11/2004;

VU l'avis du conseil général en date du 07/12/2004;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Un remembrement des propriétés foncières est ordonné à MONTIGNY SUR CHIERS avec extension sur UGNY, VIVIERS SUR CHIERS, BEUVEILLE.**ARTICLE 2** - Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:TERRITOIRE DE MONTIGNY SUR CHIERS :**Section AB** : 1 - 2 - 9 - 28 à 31 - 80 à 82 - 87 à 89 - 209 à 218 - 232 - 301**Section AC** : 1 à 4 - 6 - 10 - 11 - 13 à 15 - 79 - 104 - 105 - 107 - 108 - 115**Section A** : 108 - 127 à 129 - 175 à 178 - 180 à 195 - 203 - 231 à 242 - 244 à 254 - 330 à 342 - 365 - 366
368 à 373**Section B** : 20 à 31 - 40 - 41 - 43 à 45 - 49 - 51 à 62 - 64 à 72 - 74 à 80 - 93 à 95 - 103 à 105 - 108 à 110112 à 117 - 122 à 127 - 129 - 131 - 133 - 134 - 136 - 138 à 141 - 143 - 145 - 147 - 148 - 151 - 153 - 154 157 - 159 à 170 - 173 à 182 - 184 - 185 - 189 à 194 -
201 à 210 - 212 à 234 - 237 - 240 à 252**Section Y** : 1 à 8 - 10 à 16 - 20 - 21 - 24 - 25 - 27 - 28 - 30 à 49 - 51 à 59 - 61 à 70 - 73 à 79 - 82 à 128**Section YA** : 1 à 8**Section Z** : 4 à 10 - 12 à 17 - 19 à 28 - 30 à 40 - 42 à 44 - 46 à 74 - 76 à 93 - 102 à 153TERRITOIRE DE VIVIERS SUR CHIERS :**Section ZB** : 1 à 8 - 52 - 53 - 56 à 71**Section ZC** : 14 partie - 15 à 21TERRITOIRE DE UGNY :**Section ZK** : 19 - 20 - 22 - 45 - 47TERRITOIRE DE BEUVEILLE :**Section A** : 2 à 8 - 22 - 23

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

ARTICLE 3 - Les opérations commenceront ce jour.**ARTICLE 4** - Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.**ARTICLE 5** - La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessaires pour la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

ARTICLE 6 - A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 25 000 F conformément à l'article L 121-23 du code rural.

ARTICLE 7 - La commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :**COURS D'EAU**

* interdiction de modifier le tracé,

* préserver ou améliorer les ripisylves existantes

* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

FOSSÉS

* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de MONTIGNY SUR CHIERS saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

ARTICLE 8 - A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

ARTICLE 9 - Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, le maire de MONTIGNY SUR CHIERS, mesdames ou messieurs les maires de UGNY, VIVIERS SUR CHIERS, BEUVEILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle ; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE ASSOCIATION FONCIERE - 2005/ASAD/355 PORTANT DISSOLUTION
DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE DRAINAGE D'HENAMENIL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1937 transformant l'association syndicale libre en association syndicale autorisée de drainage ;

VU le compte rendu de l'assemblée générale de l'association syndicale autorisée de drainage du 03 juin 2005 décidant de demander sa dissolution ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 accordant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

CONSTATANT que l'association syndicale autorisée de drainage d'HENAMENIL, créée pour le drainage des terres et des prairies, est sans activité réelle en rapport avec son objet depuis plusieurs années et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la prévention des risques naturels.

SUR proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association syndicale autorisée de drainage d'HENAMENIL est dissoute.

Article 2. - Le reliquat de trésorerie de l'association syndicale autorisée de drainage d'HENAMENIL sera versé à la secrétaire de l'ASAD comme indemnité.

Article 3 - Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'HENAMENIL.

LUNEVILLE, le 1^{er} août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**ARRETE PREFECTORAL AMENAGEMENT FONCIER/CDAF/05/373 PORTANT MODIFICATION
DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du titre I du Livre I du code rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08/01/1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 92-1290 du 11/12/1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20/06/2005 portant modification de la constitution de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'ordonnance de la cour d'appel de NANCY en date du 10/06/2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral du 20/06/2005 est modifié.

ARTICLE 2 : La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Présidente :

- Mme Marie-Cécile THOUZEAU épouse PERCHAT, **Présidente titulaire**

2/ Conseillers Généraux :

- M. Maurice VILLAUME, BAYON, titulaire
- M. Alain GERARD, CIREY SUR VEZOUZE, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, THIAUCOURT REGNIEVILLE, titulaire
- M. Jean-Jacques HENRY, VEZELISE, titulaire
- Mme Michèle PILLOT, TOUL NORD, suppléante
- M. Michel MARCHAL, ARRACOURT, suppléant
- M. René MANGIN, JARVILLE, suppléant
- M. Jean-Pierre MINELLA, HOMECOURT, suppléant

3/ Maires des communes rurales

- M. Serge WAHU, SPONVILLE, titulaire
- M. Michel MALGRAS, HOEVILLE, titulaire
- M. Michel GEORGES, THIAVILLE SUR MEURTHE, suppléant
- M. Jean-Pierre MARCHAL, SERRES, suppléant

4/ Membres fonctionnaires**a - Représentant le Directeur départemental de l'équipement**

- M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- M. Robert COUPOIS, suppléant

b - Représentant le Directeur des services fiscaux

- M. Georges FAURE, titulaire
- M. Bernard ETIENNE, titulaire
- Mme Anna HENARD, suppléante
- M. Eric CORROY, suppléant

c - Représentant le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

- M. Yves ROYER, titulaire
- M. Gérard MARET, titulaire
- M. Christophe CAMBERLIN, titulaire
- M. Philippe PETITJEAN, suppléant
- M. Ahmed ABDELGHANI, suppléant
- M. Bernard MOMPEURT, suppléant

5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.**6/ M. le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant.****7/ M. le Président des jeunes agriculteurs ou son représentant.****8/ M. le Chef de centre de l'institut national des appellations d'origine de COLMAR ou son représentant.****9/ M. le représentant de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles représentative dans le département**

- M. Michel MERLIN, FORCELLES ST. GORGON, titulaire
- M. Raymond FRANCOIS, THEZEY ST. MARTIN, suppléant

10/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.**11/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture :****a - Propriétaires bailleurs**

- M. François D'HAUSEN, BLAMONT, titulaire
- M. Pierre DU PONT DE ROMEMONT, BUISSONCOURT, titulaire
- M. Hubert GOUDOT, LUNEVILLE, suppléant
- M. Jean-Marie PARFAIT, TOUL, suppléant

b - Propriétaires exploitants

- M. Michel HOLLINGER, MONTAUVILLE, titulaire
- M. Albert GIGLEUX, SAINTE GENEVIEVE, titulaire
- M. André FERRY, MORVILLER, suppléant
- M. Michel GIRARD, JOUAVILLE, suppléant

c - Exploitants preneurs

- M. Charles BAUDOIN, LONGUYON, titulaire
- M. Joël MARCHAL, CRION, titulaire
- M. Daniel BAUMANN, COINCOURT, suppléant
- M. Philippe HENNEBERT, NANCY, suppléant

d - Propriétaires forestiers

- M. François HELLUY, NANCY, titulaire
- M. Paul PEROUX, CREPEY, titulaire
- M. Michel GEORGES, NANCY, suppléant
- M. Philippe PARMENTIER, OCHEY, suppléant

12/ Représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

- M. le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, titulaire
- M. le Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, titulaire
- M. le Vice Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, suppléant
- M. le Vice Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, suppléant

13/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.**14/ M. le représentant de l'office national des forêts.****15/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.****16/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises**

- M. Bernard CLAUDON, TANCONVILLE, titulaire
- M. Marcel BONTEMPS, FONTENOY LA JOUTE, titulaire
- M. Pierre PERIN, CHARENCEY VEZIN, suppléant
- M. André CAMAILLE, FREMONVILLE, suppléant

17/ M. le représentant de l'institut national des appellations d'origine.

- M. Frédéric BACH.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour exécution :

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de NANCY et aux membres de la commission départementale.
- Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

Pour publication :

- A un journal du département.
- Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 18 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2005-321 PRONONÇANT UNE DISTRACTION ET UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER
TERRITOIRE COMMUNAL DE NEUVILLER-LES-BADONVILLER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 donnant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet de LUNEVILLE

VU les délibérations du Conseil municipal de BIONVILLE en date du 23 janvier, du 19 mai et du 11 août 2004 ;

VU les délibérations du Conseil municipal de BADONVILLER en date du 28 janvier 2004, du 17 septembre 2004 et du 3 février 2005 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-sud de l'Office National des Forêts en date du 16 novembre 2004 et sa demande relative à l'application simultanée du régime forestier sollicitée par la commune de BADONVILLER ;

Considérant le fait que la forêt communale de BIONVILLE relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

Sur proposition conjointe du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts

A R R E T E

Article 1 - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance
		Lieudit	Section	N° de parcelle	(ha)
Commune de BIONVILLE	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	Aux Tocs	C	182	12,4410
					12,4410

Article 2 - Il sera fait application du régime forestier sur ces mêmes parcelles à compter de la date de signature de l'acte de vente à la Commune de BADONVILLER.

Copie de cet acte de vente devra être communiquée à la D.D.A.F. et à l'O.N.F.

Article 3 - Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux Maires de BIONVILLE et de BADONVILLER.

NANCY, le 13 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIREARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/371 SUSPENDANT L'EXERCICE DE LA CHASSE SUR LE TERRITOIRE SOUMIS
A L'ACTION DE CHASSE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGRÉEE DE SERROUVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article R 222-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'Associations Communales de Chasse Agréée dans le Département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 Janvier 1976 agréant l'Association Communale de Chasse Agréée de SERROUVILLE ;

VU le compte rendu de la réunion du 27 Juillet 2005 relative à l'exercice de la tutelle préfectorale sur le fonctionnement de l'ACCA de SERROUVILLE ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, relatif aux dysfonctionnements de ladite Association ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'exercice de la chasse est suspendu sur tout le territoire soumis à l'action de l'ACCA de SERROUVILLE.

ARTICLE 2 - Un Comité de Gestion de l'ACCA de SERROUVILLE est mis en place pour se substituer au Conseil d'Administration défaillant.

ARTICLE 3 - Ce comité est présidé par M. le Maire de SERROUVILLE, assisté de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ou de son représentant et de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ou de son représentant.

ARTICLE 4 - Le Comité établira la liste exacte des personnes de la Commune de SERROUVILLE, répondant aux dispositions de l'article L 422-21 du Code de l'Environnement. et pouvant être admises dans l'Association.

ARTICLE 5 - Le comité devra prendre et proposer toutes les mesures nécessaires pour la remise en ordre juridique, financière et administrative de l'ACCA et notamment organiser de nouvelles élections dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs et M. le Maire de la Commune de SERROUVILLE, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la Mairie et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur de l'agence Nord, délégué Départemental de l'Office National des Forêts,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- Messieurs SCHOUTZ David et RICHARD Didier, demeurant à SERROUVILLE.

NANCY, le 23 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Secrétaire Général par intérim,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

ARRETE 2005/DDAF/ITEPSA/363 PORTANT RENOUELEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE CHARGEE D'EXAMINER LES DEMANDES D'ASSUJETTISSEMENT AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX FORESTIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L. 722-23, L 722-4, D 722-3, D 722-32 et D 722-33 du Code Rural ;
VU la circulaire DAS/SDPS/c 86/7011 - DF/SDAEF/c 86/3010 du 17 novembre 1986 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} - La composition de la Commission Consultative Départementale est fixée comme suit :

- M. le Préfet du département ou son représentant, Président,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles ou son représentant, assurant le secrétariat,
- M. le Chef du Service Régional de la Formation et du Développement à la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- M. Bernard DOYEN en qualité de titulaire et M. Pierre GRILLOT en qualité de suppléant, représentant la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine,
- M. Christian GERMAIN, représentant la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Lorraine,
- M. Christophe CIOLLI en qualité de titulaire et M. Dominique VINCENT en qualité de suppléant, représentant le Syndicat des Exploitants Forestiers, Scieurs et Industriels du Bois de Meurthe-et-Moselle et de Meuse,
- M. Benoît LECOMTE en qualité de titulaire et M. Joël COIATELLI en qualité de suppléant, représentant le Syndicat Lorrain des Entrepreneurs de Travaux Forestiers,
- M. André LEROY, en qualité de titulaire et M. Jean-René GUITTIENNE en qualité de suppléant, représentant la C. F. D. T.,
- M. Pierre GOURY, en qualité de titulaire et Mme Solange CLAUDEL en qualité de suppléante, représentant la C.F. T.C,
- En qualité de personnes compétentes en matière de travaux forestiers :
 - * M. Michel GEORGES,
 - * M. François HELLUY,
 - * M. Jean-Paul HARLY.

Article 2 - La durée du mandat des membres de la Commission Consultative est fixée à trois ans.

Article 3 - La Commission est réunie en tant que de besoin sur convocation de son Président.

Article 4 - La Commission peut, en fonction de l'ordre du jour, se réunir en formation restreinte comprenant, outre le Président ou son représentant et le secrétaire ou son représentant, un représentant de l'Administration, un représentant de la Mutualité Sociale Agricole, un représentant des salariés et un représentant des non-salariés des professions agricoles et forestières.

Article 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 11 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/45 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISoire
A Mlle MARTINE THEIS, DOCTEUR VETERINAIRE A BILLY-SOUS-MANGIENNES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE .69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an renouvelable à :

Mademoiselle THEIS Martine,

Docteur Vétérinaire

2 bis, rue de la Cure

55230 BILLY-SOUS-MANGIENNES

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 23 février 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/31 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A Mlle MAGALI SZIKOLA, DOCTEUR VETERINAIRE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle Magali SZIKOLA,
Docteur Vétérinaire
Résidence l'Alliance
10 rue Erckmann Chatrian
54000 NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/53 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A Mlle STEPHANIE LOSFELD, DOCTEUR VETERINAIRE A AVRICOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

Mademoiselle Stéphanie LOSFELD,
Docteur Vétérinaire
22 Rue de la Gare
54450 AVRICOURT

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 3 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/56 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. OLIVIER SCHRAEPEN, DOCTEUR VETERINAIRE A DELME**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à la Directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à
Monsieur SCHRAEPEN Olivier,

Docteur Vétérinaire
53 rue Poincaré
54590 DELME

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 2 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/60 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. SEBASTIEN DELEPORTE, DOCTEUR VETERINAIRE A LIVERDUN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à
Monsieur Sébastien DELEPORTE,

Docteur Vétérinaire
1 clos de la tuilerie
54460 LIVERDUN

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 17 mars 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/71 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A MME SYLVIE DELBARY-BOISJOT, DOCTEUR VETERINAIRE A PLAPPEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à
DELBARY-BOISJOT Sylvie,

Docteur Vétérinaire
63 rue Jean BAUCHEZ
57050 PLAPPEVILLE

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 9 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/72 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A MLE JULIE FASSEN, DOCTEUR VETERINAIRE A BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

FASSEN Julie,

Docteur Vétérinaire

4 rue du Fort des Romains

54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 10 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

**ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/05/SA/82 ATTRIBUANT UN MANDAT SANITAIRE PROVISOIRE
A M. ARNAUD JACAMON, DOCTEUR VETERINAIRE A VILLERS-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

Vu La loi n°2001-6 du 4 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de la qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.69 du 20 décembre 2004 portant délégation de signature au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;

Vu la demande présentée par l'intéressé(e) ;

Sur proposition du directeur départemental des services vétérinaires,

A R R E T E

Article 1^{er} - Le mandat sanitaire prévu à l'article L..221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à

JACAMON Arnaud,

Docteur Vétérinaire

34 rue du Brocard

54600 VILLERS LES NANCY

Article 2 - Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Article 3 - Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 4 - En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 20 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
L'Inspecteur de la Santé Publique Vétérinaire en Chef,
Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Régine MARCHAL-NGUYEN

ARRETE PREFECTORAL DDSV/SA/2005/101 PORTANT DECLARATION D'INFECTION D'UN RUCHER DE LOQUE AMERICAINE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural, et notamment son article 224 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 janvier 2004 désignant les spécialistes apicoles et les aides-spécialistes apicoles ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 1980 modifié relatif à la lutte contre les maladies contagieuses des abeilles ;

Vu l'arrêté préfectoral N°04.BODE.69 du 20 Décembre 2004 portant délégation de signature à Mme la Directrice des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle;

CONSIDERANT le résultat positif à la recherche de loque américaine réalisé par le Laboratoire départemental d'analyses du Jura en date du 31 Août 2005 et effectué sur un prélèvement de couvain du rucher appartenant à Monsieur Gérald LOUIS situé Maison Forestière de la Bouzule sur la commune de Champenoux ;

Sur proposition de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires ;

ARRETE

Article 1^{er}: A la suite de la constatation de la loque américaine sur le territoire de la commune de CHAMPENOUX, les mesures ci-après sont applicables :

- sont déclarées infectées l'ensemble des ruches appartenant à Monsieur LOUIS Gérald ;
- est déclarée zone d'observation le territoire des communes de LANEUVELLOTTE, LAITRE SOUS AMANCE, AMANCE, MAZERULLES, ERBEVILLER SUR AMEZULE, REMEREVILLE, VELAINES SOUS AMANCE, CHAMPENOUX.

Article 2: Mesures applicables dans la zone infectée

1°) Le déplacement ou l'introduction de colonies ou de ruches peuplées est interdit ainsi que la vente de reines, colonies, rayons, ruches et matériel ;

2°) Les abeilles mortes doivent être collectées et brûlées ;

3°) Les corps de ruches, les hausses, les cadres et le matériel doivent être soigneusement désinfectés ;

4°) Les opérations d'extraction du miel provenant du rucher infecté doivent être effectuées de manière à éviter toute contamination ;

5°) L'utilisation pour les besoins de l'apiculture (nourrissement et bâtisse) sans stérilisation préalable, de miel et de cire provenant du rucher infecté, est interdite.

6°) Les mesures sanitaires et médicales sont appliquées sous le contrôle de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires ;

7°) Le rucher infecté est soumis à une surveillance sanitaire effectuée pendant la saison apicole suivante ;

Article 3: Mesures applicables dans la zone d'observation

1°) Monsieur VOZELLE, spécialiste apicole, est chargé du recensement et de la visite des ruchers ainsi que de l'information auprès des propriétaires ou des personnes qui en ont la garde, de l'existence d'un foyer de maladie réputée contagieuse ;

2°) Le déplacement de ruchers hors de la zone d'observation ainsi que leur introduction ne peuvent être effectuées que sur autorisation de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires qui détermine les conditions à appliquer ;

3°) La présence de colonies sauvages se trouvant dans la zone d'observation doit être signalée aux Spécialistes Apicoles en vue de leur destruction, les autorités municipales ayant été prévenues.

Article 4: La levée du présent arrêté est, dans tous les cas, subordonnée à l'accomplissement des prescriptions médicales et sanitaires réglementaires sous le contrôle de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

De plus, cette levée ne peut intervenir que :

- soit après la destruction totale du rucher infecté,

- soit après l'exécution des mesures de désinfection, et constatation de la disparition de la maladie,

- soit après l'exécution d'un traitement réalisé aux frais des apiculteurs concernés sous contrôle de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires.

Article 5: Le secrétaire général de la préfecture, le Commandant de Gendarmerie de Nancy, la Directrice Départementale des Services Vétérinaires de Meurthe et Moselle, Mesdames et Messieurs les Maires des communes de LANEUVELLOTTE, LAITRE SOUS AMANCE, AMANCE, MAZERULLES, ERBEVILLER SUR AMEZULE, REMEREVILLE, VELAINES SOUS AMANCE, CHAMPENOUX, Monsieur LECLERC, Président du Groupement de Défense Sanitaire apicole, Monsieur Paul VOZELLE, Spécialiste apicole du secteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

MALZEVILLE, le 31 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Services Vétérinaires,
Pour la Directrice Départementale des Services Vétérinaires et par délégation,
L'Inspecteur de Santé Publique Vétérinaire,
Docteur Catherine NICOLEY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2005/DDE/049/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant la nécessité de procéder à une enquête de circulation par interrogation des usagers de l'autoroute A4 en gare de péage de BEAUMONT, sur le territoire de la commune de MOINEVILLE, dans le cadre d'une étude de satisfaction ;

A la demande de la Société SANEF en date du 30 juin 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE I - La Société SANEF est autorisée à procéder à une enquête de circulation, par questions posées aux usagers sur les aires de la gare de péage de BEAUMONT au PR 294+917 de l'autoroute A4 concédée à la SANEF, les jours suivants :

- le samedi 30 juillet 2005 de 11h00 à 15h00 avec possibilité de repli le samedi 6 août 2005

- le mardi 4 octobre 2005 de 13h00 à 18h00 avec possibilité de repli le jeudi 6 octobre 2005

- le samedi 8 octobre 2005 de 14h00 à 18h00 avec possibilité de repli le samedi 15 octobre 2005

- le lundi 14 novembre 2005 de 14h00 à 18h00

ARTICLE II - Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

ARTICLE III - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Société SANEF.

ARTICLE IV - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur d'exploitation de SANEF à SENLIS, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le Général, commandant la Région de gendarmerie de Lorraine à METZ, Monsieur le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de JARNY, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de MOINEVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Général commandant la région de gendarmerie de METZ, Madame la Directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE 2005/DDE/053/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/052/CDER en date du 19 juillet 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'enduit superficiel d'usure d'étanchéité, dans le cadre de la mise place d'un réseau fibre optique Sillon Lorrain sur l'A. 31 entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31, ,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des Autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - L'arrêté n° 2005/DDE/052/CDER en date du 19 juillet 2005 est complété par l'article suivant.

ARTICLE II - Par dérogation de la circulaire ministérielle n° 96-14 en date du 6 février 1996, la longueur maximale du chantier sera de 10 km.

ARTICLE III - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs ou Mesdames les Maires LESMENILS, ATTON, PONT A MOUSSON, LOISY, BELLEVILLE, CUSTINES, BOUXIERES AUX DAMES, FROUARD, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1^{er} août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/054/CDER

REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION DANS LES DEUX SENS DE CIRCULATION DE L'AUTOROUTE A. 4, DURANT LES TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA TENUE AUX CHOCS DES OUVRAGES D'ART POUR L'ANNEE 2005

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention passée entre l'état et Sanef pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, modifié par les décrets subséquents (12 avril 1991, 18 septembre 1992 et 26 octobre 1995),

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie - « Signalisation temporaire »), approuvée par l'arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifié les 4 et 5 janvier 1995,

Vu la circulaire du Ministre des Transports n° 96-36 du 11 juin 1996 relative à la nomenclature des autoroutes,

Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantiers,

Vu la circulaire relative au calendrier 2005 des jours «hors chantiers»,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75/DE/995/INF en dates des 7, 17 et 21 juillet 1975 portant réglementation provisoire de la police de la section d'autoroute de l'Est A4 Verdun - Auboué,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75-REG-CIRC-225 en date des 27 novembre et 8 décembre 1975 portant réglementation provisoire de la police sur la section d'autoroute Auboué - A31 de l'autoroute A4 Paris -Strasbourg,

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 76-REG/CIRC-89 en date des 6 septembre et 28 octobre 1976 portant modification de l'arrêté inter préfectoral susvisé,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99/DDE/521/CDES du 24 août 1999 portant autorisation permanente de chantiers sur l'autoroute A4 concédée à la SANEF dans le département de la Meurthe et Moselle,

Vu le guide de signalisation temporaire du Services d'Etudes des Routes et Autoroutes (SETRA), manuel du chef de chantier sur routes à chaussées séparées,

Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'amélioration de la tenue aux chocs des ouvrages d'art sur les piles du terre plein central aux PR 295+662, PR 296+983 et PR 298+719 dans les deux sens de circulation de l'autoroute A4,

A la demande de la Sanef, en date du 11 juillet 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 - La circulation autoroutière des usagers s'établit comme suit sur l'A. 4 dans les deux sens de circulation aux PR 295+662, 296+983 et au 298+719 du mardi 16 août au vendredi 29 novembre 2005.

1^{ère} Phase :

- Neutralisation des voies de gauche dans les deux sens de circulation au PR 295+662, PR 296+983 et au PR 298+719, de jour comme de nuit, 24 H/24, 7 jours sur 7, du mardi 16 août au 26 septembre 2005, y compris les jours fériés et les jours dits "Hors chantiers".

- La circulation s'effectue sur la voie de droite

- il est interdit de doubler

- La vitesse sera limitée à 90 km/h par paliers dégressifs

2^{ème} Phase :

- Neutralisation de la voie de droite dans le sens Strasbourg - Paris au PR 295+662, PR 296+983 et au PR 298+719 de jour uniquement, (de 8 H 00 à 17 H 00) y compris les jours fériés et les jours dits "Hors chantiers" du 20 septembre au 28 octobre 2005.

- La circulation s'effectue sur la voie de gauche

- il est interdit de doubler

- la vitesse sera limitée à 90 km/h par paliers dégressifs

3^{ème} Phase :

- Neutralisation de la voie de droite dans le sens Paris - Strasbourg - au PR 295+662, PR 296+983 et au PR 298+719 de jour uniquement, (de 8 H 00 à 17 H 00) y compris les jours fériés et les jours dits "Hors chantiers" du vendredi 21 octobre au mardi 29 novembre 2005.

- La circulation s'effectue sur la voie de gauche

- il est interdit de doubler

- la vitesse sera limitée à 90 km/h par paliers dégressifs

ARTICLE 2 - Les neutralisations de voies seront maintenues les jours dits "Hors Chantiers".

ARTICLE 4 - Ce chantier est un chantier non courant et déroge à toutes mesures d'exploitation définies dans la circulaire ministérielle n° 96-14 en date du 6 février 1996.

ARTICLE 5 - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Sanef, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 - 8^{ème} partie - "Signalisation Temporaire".

ARTICLE 6 - Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie de presse, affichage aux extrémités de la section réglementée, apposition de panneaux et matériels de signalisation réglementaires.

ARTICLE 7 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, Monsieur le Colonel commandant le Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, et Monsieur le Directeur d'Exploitation de la Sanef, réseau de Reims, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Président de la Mission de Contrôle des Sociétés Concessionnaires d'Autoroutes à Bron, Monsieur le Directeur du CRICR à Metz, Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est à Metz, Etat-Major bureau mouvement et transport.

NANCY, le 11 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

ARRETE 2005/DDE/055/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8^{ème} partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 en date du 20 décembre 2004 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général ;

Considérant la nécessité de permettre à deux convois exceptionnels, dont la hauteur ne permet pas l'emprunt du passage inférieur de l'A330 entre Ludres et la ZI Fléville-Ludres, d'arriver dans la ZI de Fléville - Ludres depuis la RD 570 et ce en roulant sur l'A330 entre le diffuseur de Flavigny (n°6) et l'échangeur de Ludres (n°5) ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE I - La nuit du 1^{er} août au 2 août 2005, de 21h00 à 6h00, la circulation sur l'A330 s'établit comme suit :

- Neutralisation de la voie de droite à compter du PR 5+000 dans le sens Nancy-Epinal et du PR 7+000 dans le sens Epinal-Nancy, puis mise en oeuvre de coupures temporaires de la circulation au PR 5+800 dans le sens Nancy-Epinal et au PR 6+000 dans le sens Epinal-Nancy ;

- Coupure temporaire de la bretelle d'entrée du diffuseur de Richardménil (n°6) sens Richardménil-Nancy ;

- Fermeture de la bretelle de sortie du diffuseur de Richardménil (n°6) de l'A330 sens Nancy-Richardménil ;

- Fermeture de la bretelle d'entrée de l'échangeur de Ludres (n°5) de l'A330 sens Ludres-Epinal ;

ARTICLE II -

Fermeture de la bretelle de sortie du diffuseur de Richardménil (n°6) de l'A330 sens Nancy-Richardménil

Les usagers sont invités à continuer sur la section courante de l'A330 jusqu'à la sortie de l'échangeur de Flavigny (n°7) puis de revenir par la RD 570 en direction de Richardménil.

Fermeture de la bretelle d'entrée de l'échangeur de Ludres (n°5) de l'A330 sens Ludres-Epinal

Les usagers sont invités à emprunter la RD 570 en direction de Flavigny et de reprendre la RN 57 à l'échangeur de Flavigny en direction d'Epinal.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les mesures d'exploitation citées aux articles I et II seront reportées du nombre de jours ouvrés correspondant.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à CHAMPIGNEULLES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de LUDRES, RICHARDMENIL et FLAVIGNY, Monsieur le directeur de la CUGN, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAT

ARRETE 2005/DDE/056/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/049/CDER en date du 26 juillet 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder à une enquête de circulation par interrogation des usagers de l'autoroute A4 en gare de péage de BEAUMONT, sur le territoire de la commune de MOINEVILLE, dans le cadre d'une étude de satisfaction ;

A la demande de la Société SANEF en date du 21 juillet 2005 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - La Société SANEF est autorisée à procéder à une enquête de circulation, par questions posées aux usagers sur les aires de la gare de péage de BEAUMONT au PR 294+917 de l'autoroute A4 concédée à la SANEF, le jour suivant :

- le dimanche 13 novembre 2005 de 14h00 à 18h00 au lieu du lundi 14 novembre 2005 comme précédemment prévu dans l'arrêté n° 2005/DDE/049/CDER en date du 26 juillet 2005.

ARTICLE II - Les autres dispositions prévus dans l'arrêté 2005/DDE/049/CDER demeurent inchangées.

ARTICLE III - Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Société SANEF.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur d'exploitation de SANEF à SENLIS, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le Général, commandant la Région de gendarmerie de Lorraine à METZ, Monsieur le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de JARNY, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de MOINEVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Général commandant la région de gendarmerie de METZ, Madame la Directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 25 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

ARRETE 2005/DDE/058/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière ; (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04/BODE/65 du 20 décembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A. 33 sens Metz - Strasbourg au PR 0+500 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - La nuit du mardi 6 septembre au 7 septembre 2005 de 21 h 00 à 5 h 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 33 du PR 0+000 au PR 1+500 :

Sens PARIS - STRASBOURG -

- neutralisation de la voie de droite
- La circulation s'effectue sur la voie de gauche
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h

ARTICLE II - La nuit du mardi 6 au 7 septembre 2005 la bretelle de continuité autoroutière de l'A. 31 vers l'A. 33, sens PARIS - STRASBOURG est fermée à toute circulation.

ARTICLE III - Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

Rester sur l'A. 31 jusqu'à l'échangeur n° 22 (sortie FROUARD) faire demi-tour au rond point pour prendre la direction PARIS et reprendre l'A. 31 jusqu'au le nœud autoroutier A. 31 - A. 33 direction STRASBOURG.

ARTICLE IV - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE V - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LA LISTE DES COMMUNES ET DES GROUPEMENTS DE COMMUNES QUI PEUVENT BENEFICIER DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2334-2, L.2334-4, L.5211-29, L5211-30 et L5212-1 ;

VU le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.-1, L.141-1 et L.161-1 ;

VU l'ordonnance N° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 5 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république, notamment son article 7-1 issu de la loi du n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier ;

VU le décret du 2002-1209 du 27 septembre 2002 relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'État au bénéfice des communes et de leurs groupements.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 27 août 2004.

A R R E T E

Article 1 - La liste des 546 communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2006 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 1 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, est jointe en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 - Les listes des 25 groupements de communes et des 3 syndicats de communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2006 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 2 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, sont jointes en annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 29 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

ANNEXE 1

COMMUNES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE ELIGIBLES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ÉTAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

INSEE COMMUNES

54001	ABAUCOURT	54018	ANOUX	54037	AZELOT
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54019	ANSAUVILLE	54038	AZERAILLES
54003	ABONCOURT	54020	ANTHELUP	54040	BADONVILLER
54004	AFFLEVILLE	54021	ARMAUCOURT	54041	BAGNEUX
54005	AFFRACOURT	54022	ARNAVILLE	54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS
54006	AGINCOURT	54023	ARRACOURT	54043	BAINVILLE-SUR-MADON
54007	AINGERAY	54024	ARRAYE-ET-HAN	54044	BARBAS
54008	ALLAIN	54025	ART-SUR-MEURTHE	54045	BARBONVILLE
54009	ALLAMONT	54026	ATHIENVILLE	54046	BARISEY-AU-PLAIN
54010	ALLAMPS	54027	ATTON	54047	BARISEY-LA-COTE
54011	ALLONDELLE-LA-MALMAISON	54028	AUBOUE	54048	LES BAROCHES
54012	AMANCE	54029	AUDUN-LE-ROMAN	54049	BASLIEUX
54013	AMENONCOURT	54030	AUTREPIERRE	54050	BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT
54014	ANCERVILLER	54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54052	BATTIGNY
54015	ANDERNY	54032	AUTREY	54053	BAUZEMONT
54016	ANDILLY	54033	AVILLERS	54054	BAYON
54017	ANGOMONT	54034	AVRAINVILLE	54055	BAYONVILLE-SUR-MAD
		54035	AVRICOURT	54056	BAZAILLES
		54036	AVRIL		

54057 BEAUMONT
 54058 BECHAMPS
 54059 BELLEAU
 54060 BELLEVILLE
 54061 BENAMENIL
 54062 BENNEY
 54063 BERNECOURT
 54064 BERTRAMBOIS
 54065 BERTRICHAMPS
 54066 BETTAINVILLERS
 54067 BEUVEILLE
 54068 BEUVEZIN
 54069 BEUVILLERS
 54070 BEY-SUR-SEILLE
 54071 BEZANGE-LA-GRANDE
 54072 BEZAUMONT
 54073 BICQUELEY
 54074 BIENVILLE-LA-PETITE
 54075 BIONVILLE
 54076 BLAINVILLE-SUR-L'EAU
 54077 BLAMONT
 54078 BLEMEREY
 54080 BLENOD-LES-TOUL
 54081 BOISMONT
 54082 BONCOURT
 54083 BONVILLER
 54084 MONT-BONVILLERS
 54085 BORVILLE
 54086 BOUCQ
 54087 BOUILLONVILLE
 54088 BOUVRON
 54089 BOUXIERES-AUX-CHENES
 54090 BOUXIERES-AUX-DAMES
 54091 BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT
 54092 BOUZANVILLE
 54093 BRAINVILLE
 54094 BRALLEVILLE
 54095 BRATTE
 54096 BREHAIN-LA-VILLE
 54097 BREMENIL
 54098 BREMONCOURT
 54100 BRIN-SUR-SEILLE
 54101 BROUVILLE
 54102 BRULEY
 54103 BRUVILLE
 54104 BUISSONCOURT
 54105 BULLIGNY
 54106 BURES
 54107 BURIVILLE
 54108 BURTHECOURT-AUX-CHENES
 54109 CEINTREY
 54110 CERVILLE
 54111 CHALIGNY
 54112 CHAMBLEY-BUSSIERES
 54113 CHAMPENOUX
 54114 CHAMPEY-SUR-MOSELLE
 54116 CHANTEHEUX
 54117 CHAOUILLEY
 54118 CHARENCEY-VEZIN
 54119 CHAREY
 54120 CHARMES-LA-COTE
 54121 CHARMOIS
 54122 CHAUDENEY-SUR-MOSELLE
 54123 CHAVIGNY
 54124 CHAZELLES-SUR-ALBE
 54125 CHENEVIERES
 54126 CHENICOURT
 54127 CHENIERES
 54128 CHOLOY-MENILLOT
 54129 CIREY-SUR-VEZOUZE
 54130 CLAYEURES
 54131 CLEMERY
 54132 CLEREY-SUR-BRENON
 54133 COINCOURT

54134 COLMEY
 54135 COLOMBEY-LES-BELLES
 54136 CONFLANS-EN-JARNISY
 54137 CONS-LA-GRANDVILLE
 54138 COSNES-ET-ROMAIN
 54139 COURBESSEAU
 54140 COURCELLES
 54141 COYVILLER
 54142 CRANTENOY
 54143 CREPEY
 54144 CREVECHAMPS
 54145 CREVIC
 54146 CREZILLES
 54147 CRION
 54148 CROISMARE
 54149 CRUSNES
 54151 CUTRY
 54152 DAMELEVIERES
 54153 DAMPVITOUX
 54154 DENEUVRE
 54155 DEUXVILLE
 54156 DIARVILLE
 54158 DOLCOURT
 54160 DOMEVRE-EN-HAYE
 54161 DOMEVRE-SUR-VEZOUZE
 54162 DOMGERMAIN
 54163 DOMJEVIN
 54164 DOMMARIE-EULMONT
 54165 DOMMARTEMONT
 54166 DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE
 54167 DOMMARTIN-LES-TOUL
 54168 DOMMARTIN-SOUS-AMANCE
 54169 DOMPRIX
 54170 DOMPTAIL-EN-L'AIR
 54171 DONCOURT-LES-CONFLANS
 54172 DONCOURT-LES-LONGUYON
 54173 DROUVILLE
 54174 ECROUVES
 54175 EINVAUX
 54176 EINVILLE-AU-JARD
 54177 EMBERMENIL
 54178 EPIEZ-SUR-CHIERES
 54179 EPLY
 54180 ERBEVILLER-SUR-AMEZULE
 54181 ERROUVILLE
 54182 ESSEY-ET-MAIZERAIS
 54183 ESSEY-LA-COTE
 54185 ETREVAL
 54186 EULMONT
 54187 EUVEZIN
 54188 FAULX
 54189 FAVIERES
 54190 FECOCOURT
 54191 FENNEVILLER
 54192 FERRIERES
 54193 FEY-EN-HAYE
 54194 FILLIERES
 54195 FLAINVAL
 54196 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
 54198 FLEVILLE-LIXIERES
 54199 FLIN
 54200 FLIREY
 54201 FONTENOY-LA-JOUTE
 54202 FONTENOY-SUR-MOSELLE
 54203 FORCELLES-SAINT-GORGON
 54204 FORCELLES-SOUS-GUGNEY
 54206 FRAIMBOIS
 54207 FRAISNES-EN-SAINTOIS
 54208 FRANCHEVILLE
 54209 FRANCONVILLE
 54210 FREMENIL
 54211 FREMONVILLE
 54212 FRESNOIS-LA-MONTAGNE
 54213 FRIAUVILLE
 54214 FROLOIS

54216 FROVILLE
 54217 GELACOURT
 54218 GELAUCOURT
 54219 GELLENONCOURT
 54220 GEMONVILLE
 54221 GERBECOURT-ET-HAPLEMONT
 54222 GERBEVILLER
 54223 GERMINY
 54224 GERMONVILLE
 54225 GEZONCOURT
 54226 GIBEAUMEIX
 54227 GIRAUMONT
 54228 GIRIVILLER
 54229 GLONVILLE
 54230 GOGNEY
 54231 GONDRECCOURT-AIX
 54233 GONDREXON
 54234 GORCY
 54235 GOVILLER
 54236 GRAND-FAILLY
 54237 GRIMONVILLER
 54238 GRIPPOT
 54239 GRISCCOURT
 54240 GROSROUVRES
 54241 GUGNEY
 54242 GYE
 54243 HABLAINVILLE
 54244 HAGEVILLE
 54245 HAIGNEVILLE
 54246 HALLOVILLE
 54247 HAMMEVILLE
 54248 HAMONVILLE
 54249 HANNONVILLE-SUZEMONT
 54250 HARAUCOURT
 54251 HARBOUEY
 54252 HARQUE
 54253 HATRIZE
 54254 HAUCOURT-MOULAIN
 54255 HAUDONVILLE
 54256 HAUSSONVILLE
 54258 HENAMENIL
 54259 HERBEVILLER
 54260 HERIMENIL
 54262 HOEVILLE
 54263 HOMECOURT
 54264 HOUELMONT
 54266 HOUDREVILLE
 54268 HOUSSEVILLE
 54269 HUDIVILLER
 54270 HUSSIGNY-GODBRANGE
 54271 IGNEY
 54272 JAILLON
 54275 JAULNY
 54276 JEANDELAINCOURT
 54277 JEANDELIZE
 54278 JEVONCOURT
 54279 JEZAINVILLE
 54281 JOLIVET
 54282 JOPPECOURT
 54283 JOUAVILLE
 54284 JOUDREVILLE
 54285 JUVRECCOURT
 54286 LABRY
 54287 LACHAPPELLE
 54288 LAGNEY
 54289 LAITRE-SOUS-AMANCE
 54290 LAIX
 54291 LALOEUF
 54292 LAMATH
 54293 LANDECOURT
 54294 LANDREMONT
 54295 LANDRES
 54296 LANEUVELOTTE
 54297 LANEUVEVILLE-AUX-BOIS
 54298 LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG

54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON	54388	MOUACOURT	54471	SAINT-BOINGT
54301	LANFROICOURT	54389	MOUAVILLE	54472	SAINT-CLEMENT
54302	LANTEFONTAINE	54390	MOUSSON	54473	SAINT-FIRMIN
54303	LARONXE	54391	MOUTIERS	54474	SAINTE-GENEVIEVE
54305	LAY-SAINT-CHRISTOPHE	54392	MOUTROT	54475	SAINT-GERMAIN
54306	LAY-SAINT-REMY	54393	MOYEN	54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON
54307	LEBEUVILLE	54394	MURVILLE	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
54308	LEINTREY	54396	NEUFMAISONS	54478	SAINT-MARCEL
54309	LEMAINVILLE	54398	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	54479	SAINT-MARD
54310	LEMENIL-MITRY	54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54480	SAINT-MARTIN
54311	LENONCOURT	54400	NOMENY	54481	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES
54312	LESMENILS	54401	NONHIGNY	54483	SAINT-NICOLAS-DE-PORT
54313	LETRICOURT	54402	NORROY-LE-SEC	54484	SAINTE-POLE
54315	LEYR	54403	NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	54485	SAINT-PANGRE
54316	LIMEY-REMENAUVILLE	54404	NOVIAANT-AUX-PRES	54486	SAINT-REMIMONT
54317	LIRONVILLE	54405	OCHEY	54487	SAINT-REMY-AUX-BOIS
54320	LOISY	54406	OGEVILLER	54488	SAINT-SAUVEUR
54322	LONGUYON	54407	OGNEVILLE	54489	SAINT-SUPPLET
54324	LOREY	54408	OLLEY	54490	SAIZERAIS
54325	LOROMONTZEY	54409	OMELMONT	54491	SANCY
54326	LUBEY	54410	ONVILLE	54492	SANZEY
54327	LUCEY	54411	ORMES-ET-VILLE	54493	SAULNES
54330	LUPCOURT	54412	OTHE	54494	SAULXEROTTE
54331	MAGNIERES	54413	OZERAILLES	54496	SAULXURES-LES-VANNES
54333	MAILLY-SUR-SEILLE	54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE	54497	SAXON-SION
54334	MAIRY-MAINVILLE	54416	PANNES	54498	SEICHAMPS
54335	MAIXE	54417	PAREY-SAINT-CESAIRE	54499	SEICHEPREY
54336	MAIZIERES	54418	PARROY	54500	SELAINCOURT
54337	MALAVILLERS	54419	PARUX	54501	SERANVILLE
54338	MALLELOY	54420	PETIT-FAILLY	54502	SERRES
54340	MAMEY	54421	PETITMONT	54504	SERROUVILLE
54341	MANCE	54422	PETTONVILLE	54505	SEXEY-AUX-FORGES
54342	MANCIEULLES	54423	PEXONNE	54506	SEXEY-LES-BOIS
54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS	54424	PHLIN	54507	SIONVILLER
54344	MANGONVILLE	54425	PIENNES	54508	SIVRY
54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS	54426	PIERRE-LA-TREICHE	54509	SOMMERVILLER
54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE	54427	PIERRE-PERCEE	54510	SORNEVILLE
54348	MANONVILLE	54428	PIERREPONT	54511	SPONVILLE
54349	MANONVILLER	54429	PIERREVILLE	54512	TANCONVILLE
54350	MARAINVILLER	54432	PONT-SAINT-VINCENT	54513	TANTONVILLE
54351	MARBACHE	54433	PORT-SUR-SEILLE	54514	TELLANCOURT
54352	MARON	54434	PRAYE	54515	THELOD
54353	MARS-LA-TOUR	54435	PRENY	54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT
54354	MARTHEMONT	54436	PREUTIN-HIGNY	54517	THEZEY-SAINT-MARTIN
54355	MARTINCOURT	54437	PULLIGNY	54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE
54356	MATTEXY	54438	PULNEY	54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE
54358	MAZERULLES	54440	PUXE	54520	THIEBAUMENIL
54359	MEHONCOURT	54441	PUXIEUX	54521	THIL
54360	MENIL-LA-TOUR	54442	QUEVILLONCOURT	54522	THOREY-LYAUTEY
54362	MERCY-LE-BAS	54443	RAON-LES-L'EAU	54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES
54363	MERCY-LE-HAUT	54444	RAUCOURT	54524	THUMEREVILLE
54364	MEREVILLE	54445	RAVILLE-SUR-SANON	54525	TIERCELET
54365	MERVILLER	54446	RECHICOURT-LA-PETITE	54527	TONNOY
54366	MESSEIN	54447	RECLONVILLE	54529	TRAMONT-EMY
54367	MEXY	54449	REHAINVILLER	54530	TRAMONT-LASSUS
54368	MIGNEVILLE	54450	REHERREY	54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE
54369	MILLERY	54451	REHON	54532	TREMBLECOURT
54370	MINORVILLE	54452	REILLON	54533	TRIEUX
54371	MOINEVILLE	54453	REMBERCOURT-SUR-MAD	54534	TRONDES
54372	MOIVRONS	54455	REMENOVILLE	54535	TRONVILLE
54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54456	REMEREVILLE	54536	TUCQUEGNIEUX
54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54457	REMONCOURT	54537	UGNY
54375	MONTAUVILLE	54458	REPAIX	54538	URUFFE
54376	MONTENOT	54459	RICHARDMENIL	54539	VACQUEVILLE
54377	MONTIGNY	54460	ROGEVILLE	54540	VAL-ET-CHATILLON
54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54461	ROMAIN	54541	VALHEY
54379	MONT-L'ETROIT	54463	ROSIERES-EN-HAYE	54542	VALLEROY
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54464	ROUVES	54543	VALLOIS
54381	MONTREUX	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON	54544	VANDELAINVILLE
54383	MONT-SUR-MEURTHE	54466	ROYAUMEIX	54545	VANDELEVILLE
54385	MORFONTAINE	54467	ROZELIEURES	54548	VANNES-LE-CHATEL
54386	MORIVILLER	54468	SAFFAIS	54550	VATHIMENIL
54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54469	SAINT-AIL	54551	VAUCOURT
		54470	SAINT-BAUSSANT	54552	VAUDEMONT
				54553	VAUDEVILLE

54554 VAUDIGNY
 54555 VAXAINVILLE
 54556 VEHO
 54558 VELAINE-SOUS-AMANCE
 54559 VELLE-SUR-MOSELLE
 54560 VENEY
 54561 VENNEZEY
 54562 VERDENAL
 54563 VEZELISE
 54564 VIEVILLE-EN-HAYE
 54565 VIGNEULLES
 54566 VILCEY-SUR-TREY
 54567 VILLACOURT
 54568 VILLE-AU-MONTOIS
 54569 VILLE-AU-VAL
 54570 VILLECEY-SUR-MAD

54571 VILLE-EN-VERMOIS
 54572 VILLE-HOUDLEMONT
 54573 VILLERS-EN-HAYE
 54574 VILLERS-LA-CHEVRE
 54576 VILLERS-LE-ROND
 54577 VILLERS-LES-MOIVRONS
 54579 VILLERS-SOUS-PRENY
 54580 VILLERUPT
 54581 VILLE-SUR-YRON
 54582 VILLETTE
 54583 VILLEY-LE-SEC
 54584 VILLEY-SAINT-ETIENNE
 54585 VIRECOURT
 54586 VITERNE
 54587 VITREY
 54588 VITRIMONT

54589 VITTONVILLE
 54590 VIVIERS-SUR-CHIERS
 54591 VOINEMONT
 54592 VRONCOURT
 54593 WAVILLE
 54594 XAMMES
 54595 XERMAMENIL
 54596 XEUILLEY
 54597 XIROCOURT
 54598 XIVRY-CIRCOURT
 54599 XONVILLE
 54600 XOUSSE
 54601 XURES
 54602 HAN-DEVANT-PIERREPONT

ANNEXE 2

GROUPEMENTS DE COMMUNES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ELIGIBLES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ÉTAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

INSEE GROUPEMENTS

245400437 CC DU PAYS DE BRIEY
 245400478 CC DE HAZELLE
 245400593 CC DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE
 245400635 CC DU FROIDMONT
 245400718 CC DU PAYS DE LA VEZOUZE
 245400726 CC DU GRAND VALMON
 245400734 CC DES TROIS VALLEES
 245400742 CC DES COTES EN HAYE
 245400759 CC DU PAYS DU SANON
 245400767 CC DES VALS DE MOSELLE ET DE L'ESCH
 245400775 CC DE SEILLE ET MAUCHERE
 245400783 CC DU SAINTOIS

245400809 CC DU PAYS DE BADONVILLER
 245400825 CC DU PAYS AUDUNOIS
 245400833 CC DU MAD A L'YRON
 245400841 CC DES DEUX RIVIERES
 245400866 CC GRAND COURONNE
 245400890 CC ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE
 245400908 CC DU CRISTAL
 245400916 CC DE LA MORTAGNE
 245400924 CC DU VAL DE MEURTHE
 245400932 CC DU BAYONNAIS
 245400940 CC DU SAINTOIS AU VERMOIS
 245400957 CC DU MIRABEE
 245400965 CC DE LA PIPISTRELLE

ANNEXE 3

SYNDICATS DE COMMUNES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ELIGIBLES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ÉTAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

INSEE SYNDICATS

GROUPEMENT (syndicat) DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OTHAIN
 245400882 SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCEY-VEZIN
 245400692 SIVOM DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**AVIS**

Par arrêté préfectoral n° 43884 en date du 29 août 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renouvellement HTA 31 Vermois Dériv. Burthécourt de Ville en Vermois à Burthécourt, -Ville en Vermois, sur la commune de VILLE EN VERMOIS.

RESEAU FERRE DE FRANCE**DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE****LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 12 juillet 2002 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 mars 2004 portant organisation de Réseau ferré de France ;

Vu la décision du 25 janvier 2001 portant nomination de Madame Anne FLORETTE en qualité de Directeur du patrimoine ;

Vu la décision du 26 mai 2005 portant délégation de signature au Directeur du patrimoine ;

Vu l'attestation en date du 06/03/2005 déclarant la non-utilité des terrains décrits ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;

Considérant la non-utilité des terrains décrits ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} - Les terrains sis à HOMECOURT (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune⁽¹⁾, sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m ²)
	Section	Numéro	
Ave de la République	AL	115p	22 678
Ave de la République	AL	28	178
Ave de la République	AL	29	16

ARTICLE 2 - La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, au siège de Réseau Ferré de France 92, avenue de France - 75013 Paris ou à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY 14 Viaduc J-F Kennedy 54052 NANCY CEDEX.

PARIS, le 24 août 2005

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur du Patrimoine,
Anne FLORETTE

AVIS DE RECRUTEMENT

AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT ADMINISTRATIF ET D'UN STANDARDISTE AU CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL

Le Centre Hospitalier de Toul, Saint-Charles, recrute :

- Un agent administratif
- Un standardiste

Ces recrutements s'effectueront en application du décret n°2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière.

Aucune condition de titres ou de diplôme n'est exigée. Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 55 ans au 1^{er} janvier 2005, sans préjudice des dispositions légales au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics.

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée, est à envoyer à Monsieur le Directeur, Centre Hospitalier de Toul - Saint-Charles, 54201 Toul Cedex, au plus tard deux mois après l'affichage du présent avis en préfecture et sous-préfecture du département, et après publication au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle. Seuls seront convoqués à l'entretien les candidats préalablement retenus par la commission constituée chargée du recrutement.

TOUL, le 30 août 2005

Le Directeur,
W. STRAUSS

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE N° 2005-352 S.G.A.R. EN DATE DU 18 AOUT 2005

MODIFIANT L'ARRETE N°2004-358 SGAR DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE
DU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSMS)

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la santé publique, article L. 1411-3

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, article L. 312-3

VU l'arrêté du Préfet de Région n° 2004-357 SGAR du 22 septembre 2004 relatif aux organismes, institutions, groupements et syndicats représentatifs admis à siéger au Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la région LORRAINE,

VU l'arrêté du Préfet de Région n°2004-358 SGAR du 22 septembre 2004 fixant la composition nominative du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la région Lorraine,

VU l'arrêté du Préfet de Région n°2005-184 SGAR du 27 avril 2005 modifiant l'arrêté n°2004-358 SGAR fixant la composition nominative du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la région Lorraine,

VU le courrier de désignation de la CGT, en date du 26 avril 2005,

VU le courrier de désignation de la CFDT, en date du 6 mai 2005,

VU le courrier de désignation du Conseil Régional de Lorraine, en date du 13 mai 2005,

VU le courrier de désignation de l'URIOPSS, en date du 19 juillet 2005,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Sociales de Lorraine :

ARRETE

ARTICLE 1 : La composition du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale de Lorraine est modifiée comme suit :

1) FORMATION PLENIERE

- Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

. Titulaire : Mme Marie-Claude PINTIAU

. Suppléant : Mme Evelyne MEYER

2) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES AGEES

- Cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

. Titulaire : M. Michel ROBAUX,

. Suppléant : Mlle Céline BOURGUIGNON

- Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

. Titulaire : Mme Blandine NEUMANN,

. Suppléant : Mme Françoise FAVET

3) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

- Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

. Titulaire : Mme Marie Claude PINTIAU
. Suppléant : M. Donald STRAUBE

4) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES EN DIFFICULTES SOCIALES

- Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine

. Titulaire : Mme Daouia BEZAZ
. Suppléant : Madame Solange DUCAMIN

- Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.)

. Titulaire : M. Pascal DEBAY
. Suppléant : M. Yannick JALLET

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

. Titulaire : Mme Jocelyne BERTRAND
. Suppléant : Mme Evelyne MEYER

5) SECTION SPECIALISEE POUR REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS ACCUEILLANT DES ENFANTS SOUS PROTECTION ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

- Cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

. Titulaire : Mme Maryse NOUHEN
. Suppléant : Mme Evelyne MEYER

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de la Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région lorraine et des préfectures de départements.

Pour le Préfet de la Région Lorraine,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,
Philippe-Xavier PIMOR



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	822
CABINET DU PREFET	822
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	822
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	822
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	822
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	823
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	823
ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE	823
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT	823
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT	824
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT	824
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT	824
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	825
PREMIER BUREAU.....	825
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION EN MATIERE DE BAUX D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL	825
QUATRIEME BUREAU.....	825
ARRETE RECTIFICATIF PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY- CAMPAGNE	825
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	826
PREMIER BUREAU.....	826
ARRETE RELATIF A L'ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DES 4 ET 11 SEPTEMBRE 2005 DANS LA 1RE CIRCONSCRIPTION	826
DEUXIEME BUREAU.....	827
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 128	827
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	827
PREMIER BUREAU.....	827
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 1 A 8 DES STATUTS DU SYNDICAT DES EAUX DE DIARVILLE	827
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	828
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	828
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	828
SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....	836
ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/119 CAD	836
ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/284 CDOA COMPOSITION	838
ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/285 CDOA STRUCTURES	839
ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/286 CDOA CAD	841
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	843
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	843
AVIS	843
NAVIGATION DU NORD-EST	843
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE.....	843
DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT, DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST	843
DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF	844
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE	845
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	848
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU FICHIER NATIONAL DES BENEFICIAIRES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION.....	848
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU SERVICE OFFERT PAR LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES AU MOYEN DE BORNES INTERACTIVES	849
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'APPLICATION "CAFPRO"	850
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU MODELE NATIONAL DE TRAITEMENT DES ALLOCATIONS "CRISTAL"	854
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU PARTAGE DE DONNEES ENTRE LES ORGANISMES GESTIONNAIRES DU COMPLEMENT DE MODE DE GARDE DE LA PAJE	863
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA PROCEDURE AUTOMATISEE DE COLLECTE DES INFORMATIONS NECESSAIRES A L'APPRECIATION DE LA CONDITION D'ACTIVITE POUR L'OUVERTURE DU DROIT AU COMPLEMENT LIBRE CHOIX D'ACTIVITE	864
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU MODELE NATIONAL DE LIAISON AUTOMATISEE ENTRE LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET LES ASSÉDIC	865
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A UN RAPPROCHEMENT DE DONNEES ENTRE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ET LES CAF CONCERNANT LES BENEFICIAIRES DE PENSIONS D'ORPHELINS	866
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	867
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE	867

ANPE DE LORRAINE	868
DECISION N° 07/2005.....	868
DECISION N° 08/2005.....	868
AVIS DE RECRUTEMENT	868
VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT ADMINISTRATIF AU CHU DE NANCY	868
AVIS DE CONCOURS	868
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRE POUR RECRUTEMENT D'INFIRMIERS CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY	868
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRE POUR RECRUTEMENT DE PREPARATEUR EN PHARMACIE CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	869
AVIS DE CONCOURS SUR TITRE POUR LE RECRUTEMENT D'UN PSYCHOMOTRICIEN AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	869
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	869
AVIS DE CONCOURS SUR TITRE EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	870
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	870
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE	870
ARRETE D.R.A.S.S. N° 2005-76 EN DATE DU 2 JUIN 2005 FIXANT LA REPARTITION PAR INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS DES ETUDIANTS ADMIS A ENTRER EN PREMIERE ANNEE D'ETUDES PREPARATOIRES AU DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER/ERE DANS LA REGION LORRAINE AU TITRE DE LA RENTREE 2005-2006	870
ARRETES INTERPREFECTORAUX	871
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES D'HATRIZE ET DE TIERCELET AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS	871
ARRETE INTERPREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DES BRASSERIES PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE PULLIGNY B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE.....	872

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. René BEREND, Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

Article 1^{er} : M. Jean HENRY ancien maire de la commune de SAINT-GERMAIN est nommé maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 25 février 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. Eric DARNOIS Maire de la commune de SIONVILLER

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

A R R E T E

Article 1^{er} : M. Dominique GUILLAUME ancien maire de la commune de SIONVILLER est nommé maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 9 mars 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. René BEREND Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

AR R E T E

Article 1^{er} : M. Pierre CHAMPIGNEUL ancien maire de la commune de OMELMONT est nommé maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. René BEREND Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

AR R E T E

Article 1^{er} : M. Jacques LUMMERT ancien maire de la commune de BAYONVILLE SUR MAD est nommé maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,
Sébastien DAZIANO

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. René BEREND Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

AR R E T E

Article 1^{er} : M. André GIRON ancien maire de la commune de PAGNY SUR MOSELLE- est nommé maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,
Sébastien DAZIANO

ARRETE CONFERANT L'HONORARIAT A UN MAIRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 2122-35 du code général des collectivités territoriales,

VU la demande de M. René BEREND Président de l'Association des Anciens Maires et Adjoints de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

AR R E T E

Article 1^{er} : M. Roger NOEL ancien maire de la commune de HANNONVILLE-SUZEMONT est nommé maire honoraire.

Article 2 : monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'intéressé et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,
Sébastien DAZIANO

ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : la médaille d'argent 2^{ème} classe pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Patrick SINKEC

Adjudant Chef au Centre de Secours Principal de NANCY

qui le 23 mai 2005, n'a pas hésité à rattraper une désespérée qui s'était jetée dans le vide depuis le 9^{ème} étage de son immeuble, en la retenant par le poignet. Sans cette courageuse intervention menée au péril de sa vie, l'adjudant chef SINKEC n'aurait pu mener à bien sa mission.

Article 2 : le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 6 juin 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Eric SIERZCHULA

M. Olivier SUCK

Gardiens de la Paix - Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle

qui le 27 avril 2005, n'ont pas hésité à porter assistance à leurs risques et périls, aux occupants d'un hôtel en feu, malgré les émanations toxiques de fumée qui gênaient la progression des secours.

Article 2 : le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental du Service Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 10 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,
Sébastien DAZIANO

ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

A R R E T E

Article 1^{er} : la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Laurent HUOT - Gardien de la Paix

M. Roger HABERT - Gardien de la Paix

en fonctions à la Sécurité Publique circonscription de TOUL

qui le 22 mai 2005, n'ont pas hésité à porter secours à une désespérée qui tentait de mettre fin à ses jours en se jetant dans la Moselle (plan d'eau de la Moselle, route de Biqueley - TOUL)

Article 2 : le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 17 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

SUR proposition de M. LE Directeur Départemental de la Sécurité Publique

A R R E T E

Article 1^{er} : la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Sylvain TOURETTE - Gardien de la Paix

M. François DINE - Gardien de la Paix

M. Yvan TARDY - Brigadier

M. Nicolas BOUVARD - Adjoint de sécurité

en fonctions à la Sécurité Publique de TOUL

qui le 7 juillet 2005, n'ont pas hésité à neutraliser un forcené lequel, sous l'emprise d'anabolisants et d'alcool, maltraitait son épouse et ses enfants à l'aide d'une arme blanche.

Article 2 : le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION
EN MATIERE DE BAUX D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 88-18 du 5 janvier 1988 relative au renouvellement des baux commerciaux ;

Vu le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

Vu le décret n° 374-2004 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 88-694 du 9 mai 1988 relatif aux commissions départementales de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

Vu la circulaire de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de M. le Ministre délégué auprès du Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat du 3 août 1988 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2004 portant composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

Vu le courrier du 25 mai 2005 de M. le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Meurthe-et-Moselle désignant trois représentants ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral du 3 mai 2004 portant composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeuble ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal est modifié comme suit :**a) Représentant des bailleurs**

- membre suppléant :

M. Jean Pierre JACQUOT

Maître artisan boucher

2, rue Bonnardel

54210 SAINT NICOLAS DE PORT

(en remplacement de M. René Jalet)

b) Représentant des locataires

- membre titulaire :

M. Jean Marie BENOIT

Artisan garagiste

17, route de Frouard

54250 CHAMPIGNEULLES

- membre suppléant :

M. Jacques CLERC

Artisan menuisier

8, allée du Pré Ory

54425 PULNOY

• (en remplacement de Mme Liliane Toussaint)

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 3 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

QUATRIEME BUREAU

ARRETE RECTIFICATIF PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN
DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY- CAMPAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I^{er} de son titre II,VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine dite « loi Borloo » et notamment son titre III,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I^{er} de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation,

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-campagne et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de TOUL-Nancy-campagne,

VU l'arrêt préfectoral du 29 mars 2005 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-Nancy-campagne,
Vu la proposition de l'Association Française des Etablissements de Crédit en date du 18 juillet 2005,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 : l'article 2 de l'arrêt préfectoral du 29 mars 2005 est ainsi modifié :

Au titre des associations françaises des établissements de crédit**Suppléant**

- M. Jean-Pierre FLORENTIN - directeur - Caisse de Crédit Mutuel de Toul - 5, place de la République - 54200 TOUL

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme La Sous-Préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.
NANCY, le 23 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**PREMIER BUREAU****ARRETE RELATIF A L'ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DES 4 ET 11 SEPTEMBRE 2005 DANS LA 1RE CIRCONSCRIPTION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code électoral et notamment son article R 39 ;
Vu le décret n° 2005-823 du 21 juillet 2005 portant convocation des électeurs pour l'élection d'un député à l'Assemblée Nationale (1^{ère} circonscription de Meurthe-et-Moselle) ;
Vu la circulaire du 22 juillet 2005 du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire relative à l'élection législative partielle des 4 et, éventuellement, 11 septembre 2005 ;
Vu la circulaire n° NOR/INT/A/02/00103/C du 19 avril 2002 du ministre de l'intérieur relative à l'organisation des élections législatives générales ;
Vu l'avis émis le 5 août 2005 par la commission départementale prévue à l'article R 39 du code électoral ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er - Les tarifs maxima de remboursement des frais exposés par les candidats à l'élection législative du 4 septembre et, éventuellement, du 11 septembre 2005 pour l'impression des affiches, circulaires et bulletins de vote ainsi que pour l'apposition des affiches, sont fixés, pour le département de Meurthe et Moselle, ainsi qu'il suit :

A - AFFICHES	Impression sur papier couleur	tarif hors taxe
<u>Format 594 x 841 mm</u>		
. 25 exemplaires		346,30 €
. l'exemplaire en plus		0,56 €
<u>Format 297 x 420 mm</u>		
. 25 exemplaires		101,35 €
. l'exemplaire en plus		0,56 €
B - CIRCULAIRES	Impression sur papier blanc	tarif hors taxe
<u>Format 210 x 297 mm</u>	Recto	Recto Verso
. 10 000 exemplaires	396,40 €	470,00 €
. 1 000 suivants	20,70 €	25,50 €
Pour les circulaires de format inférieur à 210 x 297, les tarifs ci-dessus font l'objet d'un abattement forfaitaire de 25 %.		
C - BULLETINS DE VOTE	Impression sur papier blanc	tarif hors taxe
<u>Format 210 x 297 mm</u>		
. 100 000 exemplaires		772,70 €
. 1 000 suivants		5,35 €

Ces tarifs s'entendent papier fourni par l'imprimeur et à l'exclusion de tous travaux de photogravure.

Les circulaires et bulletins de vote devront être livrés à la commission de propagande électorale, dans ses locaux situés à la Galerie de Nancy-Thermal, 41, rue du Sergent Blandan à Nancy (54000).

Les mémoires des imprimeurs devront indiquer distinctement le prix hors taxe et le montant de la taxe fiscale.

Dans le cas où les imprimés nécessaires au second tour devraient être exécutés en heures supplémentaires et de nuit, les tarifs ci-dessus pourront être majorés de 10 % si les justifications nécessaires sont fournies à l'appui de la demande de règlement.

D - APPPOSITION DES AFFICHES

(Travaux effectués par une entreprise)

tarif hors taxe par affiche
(entretien compris)
1,95 €
0,85 €

. Format 594 x 841 mm
. Format 297 x 420 mm

ARTICLE 2 - Les factures mentionneront distinctement les prix hors taxe et le montant de la TVA et seront à transmettre, en trois exemplaires, au bureau des élections et des associations de la préfecture.

Seront joints à ces factures, un exemplaire de chaque document de propagande ouvrant droit à remboursement et, le cas échéant, l'acte de subrogation signé du candidat, autorisant l'État à rembourser directement l'imprimeur.

ARTICLE 3 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué aux candidats, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission de propagande électorale.

NANCY, le 5 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DEUXIEME BUREAU

RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 128

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 128 du 14 mai 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « SECURITE 54 », à NANCY, 25 rue du Maréchal Exelmans;

Vu le rapport de police du 8 août 2005 constatant la cessation d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'arrêté n° 128 du 14 mai 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne « SECURITE 54 », à NANCY, 25 rue du Maréchal Exelmans, est abrogé.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Samuel CAREME.

NANCY, le 23 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 1 A 8 DES STATUTS DU SYNDICAT DES EAUX DE DIARVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 1934 autorisant la création du syndicat des eaux de DIARVILLE ;

VU la délibération en date du 22 avril 2005, par laquelle le comité syndical décide de modifier les articles 1 à 8 des statuts du syndicat;

VU la lettre de notification de cette décision, en date du 9 mai 2005, demandant aux conseils municipaux des communes membres du syndicat de délibérer sur cette modification;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- DIARVILLE en date du 17 juin 2005,
- FORCELLES SOUS GUGNEY en date du 18 mai 2005,
- FRAISNES EN SAINTOIS en date du 13 mai 2005,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : Les statuts du syndicat des eaux de Diarville (SIE de Diarville) sont modifiés comme suit :

Article 1 : est ajouté : «Le SIE est créé pour une durée illimitée »

Article 2 : «L'eau distribuée par le SIE sera en provenance du captage de Fanoncourt, commune de Dommarie-Eulmont pour les quatre communes et en complément, dans les réservoirs de Diarville par le SIE de Mirecourt »

Article 3 : «Le volume d'eau journalier livré à chaque commune en dessous duquel aucune participation au règlement de l'eau en provenance du SIE de Mirecourt ne sera facturée est fixé ainsi sur le relevé mensuel des compteurs de chaque commune :

/ Bouzanville : 14,63%

/ Diarville : 41,46%

/ Forcelles sous Gugney : 21,95%

/ Fraignes en Saintois : 21,95% »

Article 4 : « dans le cas de la production d'eau excédentaire seul le SIE, sur décision du conseil syndical sera habilité à en disposer vis à vis de tiers et aux conditions préalablement fixées. »

Article 5 : « pour tous travaux d'investissement, les communes s'engagent à solliciter toutes subventions possibles au bénéfice du SIE »

Article 6 : « les dépenses de fonctionnement et d'investissement, conformément au plan comptable M 49, seront réparties entre les communes, proportionnellement à leur consommation respective »,

Article 7 : « Chaque commune a la libre disposition et à sa charge exclusive, le réseau communal à partir de l'arrivée de l'eau dans son réservoir »,

Article 8 : «Les réservoirs, bien que propriété des communes et à leur charge exclusive, doivent être librement accessibles au SIE »

Le reste sans changement

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat des eaux de Diarville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/01/2005 par **Monsieur PIERRE Pascal, gérant de l'EARL de la PIERRE, à COINCOURT concernant 4,45 ha situés à HENAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée.

VU les demandes concurrentes exprimées par deux exploitants de HENAMENIL, Messieurs CAROUX et VEBERT, non soumis à autorisation en raison de la taille de leur exploitation inférieure au seuil de contrôle et dont la dimension économique est inférieure à celle de l'EARL de la Pierre.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de tenir compte de l'éloignement et de la dimension économique des exploitations qui ont déposé une demande.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur PIERRE Pascal n'est pas autorisé à exploiter les 4,45 ha, objet de sa demande.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRE Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HENAMENIL pour affichage.

NANCY, le 21 avril 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande conjointe d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2005 par **Madame Martine POUILLON et Monsieur Cédric POUILLON à ALLAMONT et qui porte sur les points suivants :**

- installation à plein temps de Madame Martine POUILLON, en GAEC familial, le GAEC des OLLIEUX, avec son conjoint Monsieur Bernard POUILLON et son fils Monsieur Cédric POUILLON fils,

- installation en qualité de jeune agriculteur, avec les aides de l'Etat, de Monsieur Cédric POUILLON, en GAEC familial, le GAEC des OLLIEUX, avec ses parents, Monsieur Bernard POUILLON et Madame Martine POUILLON,
 - reprise de l'exploitation de Monsieur et Madame THIEBAUX d'Allamont sur une superficie de 49,17ha
 - reprise partielle de la SCEA du BOIS DORE à PUXE pour une superficie de 170,06 ha ainsi que le bâtiment d'exploitation de l'atelier laitier.
- constitution du GAEC.

VU la décision du 22 avril 2005 portant à 6 mois les demandes d'autorisation concernant la cession des exploitations précitées ;

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie les 9 mars, 20 avril, 25 mai et 29 juin 2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que Monsieur Cédric POUILLON, en sa qualité de jeune agriculteur, est prioritaire au regard du schéma départemental des structures agricoles ;

CONSIDERANT qu'après reprise et installation de Cédric POUILLON, la dimension du GAEC des OLLIEUX, excède le seuil de 150 unités SCOP par UMO, au delà duquel une installation perd son caractère prioritaire au regard du schéma directeur départemental des structures ;

CONSIDERANT l'existence de demandes concurrentes faisant apparaître un besoin de confortation d'autres exploitations dans le secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Madame Martine POUILLON et Monsieur Cédric POUILLON sont autorisés à exploiter les superficies demandées dans la limite d'une capacité de production fixée à 150 équivalents SCOP par UMO ; cette condition sera réalisée par l'abandon d'une superficie d'environ 12 ha d'ici le 31 décembre 2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame et Monsieur POUILLON.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Monsieur POUILLON, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/04/2005 par Monsieur Eric FRANCOIS à THUMEREVILLE concernant 44,05 ha situés à MOUAVILLE - THUMEREVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente de Monsieur Cédric POUILLON qui projette de s'installer avec les aides de l'Etat et se trouve de ce fait prioritaire par un rapport à un projet d'agrandissement

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur FRANCOIS Eric n'est pas autorisé à exploiter les 44,05 ha qui concernent la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs FRANCOIS Eric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOUAVILLE - THUMEREVILLE pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2005 par **Mrs HENRY à OLLEY concernant 44,06 ha situés à THUMERVILLE - MOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande concurrente de Monsieur Cédric POUILLON qui projette de s'installer avec les aides de l'Etat et se trouve de ce fait prioritaire par un rapport à un projet d'agrandissement
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Messieurs HENRY ne sont pas autorisés à exploiter les 44,05 ha qui concernent la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mrs HENRY, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THUMERVILLE - MOUAVILLE pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/05/2005 par **Monsieur GUYON Dominique à HAIGNEVILLE concernant 28,99 ha situés à HAIGNEVILLE - BREMONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les demandes concurrentes de Messieurs MARTIN d'ESSEY LA COTE et ANTOINE de BREMONCOURT qui projettent d'installer leur fils avec les aides de l'Etat et se trouvent de ce fait prioritaires par un rapport à un projet d'agrandissement.
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur GUYON Dominique n'est pas autorisé à exploiter 28,99 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUYON Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GUYON Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HAIGNEVILLE - BREMONCOURT pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/06/2005 par Monsieur ANTOINE Robert à BREMONCOURT concernant 28,99 ha situés à HAIGNEVILLE - BREMONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation de Mr Guillaume ANTOINE.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que le projet d'installation de Monsieur GUILLAUME est prioritaire par rapport à un agrandissement

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur ANTOINE Robert est autorisé à exploiter 28,99 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de réalisation de l'installation de Monsieur Guillaume ANTOINE avant le 30 juin 2006

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ANTOINE Robert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ANTOINE Robert, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HAIGNEVILLE - BREMONCOURT pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/06/2005 par **Monsieur et Madame MARTIN à ESSEY la COTE concernant 32,24 ha situés à BREMONCOURT HAIGNEVILLE** ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation de Mr Denis MARTIN.
VU le projet d'installation de Monsieur Denis MARTIN
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur et Madame MARTIN sont autorisés à exploiter 32,24 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée sous réserve de réaliser l'installation de Monsieur Denis MARTIN avant le 30 juin 2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame MARTIN.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur et Madame MARTIN, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREMONCOURT HAIGNEVILLE pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/06/2005 par **Monsieur WEBER Alain à SANCY son installation sur l'exploitation familiale**.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

Monsieur WEBER Alain est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur WEBER Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur WEBER Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de -SANCY pour affichage.
NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/06/2005 par Madame GIACUZZO Valérie à ANOUX concernant 81 ha situés à ANOUX ; la motivation et le résultat étant l'installation.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E**ARTICLE 1er :**

Madame GIACUZZO Valérie est autorisée à exploiter 81 ha conformément à la demande qu'elle a déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GIACUZZO Valérie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GIACUZZO Valérie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.
NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/06/2005 par l'indivision FRANCOIS à FLEVILLE LIXIERES concernant la poursuite de l'exploitation, Mr Jean Marie FRANCOIS décédé.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

D E C I D E

ARTICLE 1er :

L'indivision FRANCOIS est autorisé jusqu'au 31 décembre 2006 à exploiter les terres de Monsieur FRANCOIS, conformément à la demande déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions des propriétaires sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'indivision.

Cette présente décision est limitée dans le temps au cours duquel la succession de l'exploitation devra se réaliser.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur Indivision FRANCOIS, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LES BAROCHES - FLEVILLE LIXIERES pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2005 par Mrs LALOY Thierry et Louis à FRESNES en Saulnois concernant 9,20 ha situés à BOUXIERES AUX CHENES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande de Monsieur Dominique MOUROT qui exploite 84.16 ha en production laitière sur la commune voisine d'AGINCOURT et qui s'est porté candidat par courrier du 18 avril 2005 pour reprendre du foncier sur la commune de BOUXIERES aux chènes.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 29/06/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que cette surface permet de conforter une petite exploitation située à proximité

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Mrs LALOY Thierry et Louis ne sont pas autorisés à exploiter 9,20 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mrs LALOY Thierry et Louis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mrs LALOY Thierry et Louis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES AUX CHENES pour affichage.

NANCY, le 4 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 31/03/2005 par **Monsieur et Madame GRALLET et Madame DUPIC associés du GAEC MAISON de la MIRABELLE à ROZELIEURES** concernant l'usage d'un bâtiment agricole et 111,25 ha exploités précédemment par Monsieur Bernard GRIFFATON et qui sont situés pour une partie (64,22 ha) sur la commune de GERMONVILLE en Meurthe-et-Moselle et pour une autre partie (47,03 ha) dans le département des Vosges; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation de Monsieur Christophe DUPIC,
VU les demandes concurrentes de Monsieur Jean Marc FERRY de GERMONVILLE et de Monsieur SIMONIN de MARAINVILLE sur MADON,
VU les délibérations et l'avis favorable de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe et Moselle section structures et économie agricole réunie le 20/04/2005 sur la demande précitée,
VU l'avis défavorable du Préfet du département des Vosges en date du 02/06/2005, au motif qu'une autorisation d'exploiter a déjà été accordée pour l'installation d'un jeune sur la partie vosgienne et que l'exploitation du cédant est d'une taille susceptible de permettre l'installation de plusieurs agriculteurs,
CONSIDERANT que les trois demandes déposées pour la reprise de l'exploitation GRIFFATON occupent toutes les trois un même rang de priorité au regard du schéma départemental des structures puisqu'elles réalisent chacune un agrandissement pour permettre l'installation d'un jeune agriculteur avec les aides,
CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu d'introduire d'autres priorités que celles qui figurent dans le schéma départemental, ni d'éléments autorisant le démembrement de l'exploitation cédante,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur et Madame GRALLET et Madame DUPIC associés du GAEC MAISON de la MIRABELLE sont autorisés à exploiter conformément à la demande qu'ils ont déposée, sous réserve de l'installation de Monsieur Christophe DUPIC avant le 31/12/2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur et Madame GRALLET et Madame DUPIC, associés du GAEC MAISON de la MIRABELLE

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à Monsieur et Madame GRALLET et Madame DUPIC, associés du GAEC MAISON de la MIRABELLE, aux propriétaires, au recueil des actes administratifs, à la DDAF des Vosges, et en mairie de GERMONVILLE pour affichage.

NANCY, le 26 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/04/2005 par **Monsieur FERRY Jean Marc à GERMONVILLE** concernant l'usage d'un bâtiment agricole et 111,25 ha exploités précédemment par Monsieur Bernard GRIFFATON qui sont situés pour une partie (64,22 ha) sur la commune de GERMONVILLE en Meurthe-et-Moselle et pour une autre partie (47,03 ha) dans le département des Vosges; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation de Madame Adeline VENTE,
VU les demandes concurrentes de Monsieur et Madame GRALLET et Madame DUPIC, associés du GAEC MAISON de la MIRABELLE à ROZELIEURES et de Monsieur SIMONIN de MARAINVILLE sur MADON,
VU les délibérations et l'avis favorable de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe et Moselle section structures et économie agricole réunie les 20/04/2005 et 26/05/2005 sur la demande précitée,

VU l'avis défavorable du Préfet du département des Vosges en date du 12/07/2005, au motif qu'une autorisation d'exploiter a déjà été accordée pour l'installation d'un jeune sur la partie vosgienne et que l'exploitation du cédant est d'une taille susceptible de permettre l'installation de plusieurs agriculteurs, CONSIDERANT que les trois demandes déposées pour la reprise de l'exploitation GRIFFATON occupent toutes les trois un même rang de priorité au regard du schéma départemental des structures puisqu'elles réalisent chacune un agrandissement pour permettre l'installation d'un jeune agriculteur avec les aides, CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu d'introduire d'autres priorités que celles qui figurent dans le schéma départemental, ni d'éléments autorisant le démembrement de l'exploitation cédante,

D E C I D E

ARTICLE 1er :

Monsieur FERRY Jean Marc est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de l'installation de Madame Adeline VENTE avant le 31/12/2006.

ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FERRY Jean Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FERRY Jean Marc, aux propriétaires, au recueil des actes administratifs, à la DDAF des Vosges, et en mairie de GERMONVILLE pour affichage.

NANCY, le 26 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/119 CAD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ;

VU le règlement (CE) n° 1685/2000 de la Commission du 28 juillet 2000 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses dans le cadre des opérations cofinancées par les Fonds structurels et applicable aux mesures cofinancées par le FEOGA-Garantie ;

VU le plan de développement rural national approuvé par décision de la Commission européenne C (2000) 2521 du 7 septembre 2000, modifié ;

VU le règlement (CE) n°1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant les règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifiant les règlements (CEE) n° 2019/1993, (CE) n°1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/1994, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/1971 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 864/2004 du Conseil du 29 avril 2004, et notamment ses articles 3 à 5 ;

VU le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par les règlements (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et notamment ses articles 3 et 4 ;

VU le décret n°2003-675 du 22 juillet 2003 relatif aux contrats d'agriculture durable et modifiant le code rural ;

VU l'arrêté ministériel du 30 octobre 2003 relatif aux aides accordées aux titulaires de contrats d'agriculture durable ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2005 pris pour l'application des articles R615-10 et R615-12 du Code Rural et relatif aux règles de couvert environnemental et d'assolement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 mai 2005, pris en application du décret 2003-675 du 22 juillet 2003, relatif aux aides accordées aux titulaires de contrats d'agriculture durable et modifiant l'arrêté du 30 octobre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2004 relatif à la mise en œuvre des contrats d'agriculture durable dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 fixant les règles de conduite et d'entretien des couverts environnementaux pour la campagne 2005 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de la commission départementale d'orientation agricole, section contrats d'agriculture durable, en date du 25 mai 2005,

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Le présent arrêté définit les modifications consécutives aux textes européens et nationaux relatifs aux règles de couvert environnemental et d'assolement dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Contrat type départemental

ARTICLE 2 - Le contrat type départemental, codifié CT-DEP, applicable à l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit en ce qui concerne les actions agroenvironnementales à caractère local :

- Sur les bords des cours d'eau, l'exploitant agricole ne peut souscrire aux actions prioritaires 0101A01, 0102A01 et 0402 A 02, ainsi qu'à l'action complémentaire 2001D00 qu'après avoir satisfait aux obligations réglementaires mentionnées dans l'arrêté du 12 janvier 2005 sus visé.

Dans le cas où, après avoir satisfait aux obligations de l'arrêté du 12 janvier 2005, il reste au moins une surface en terre arable de l'exploitation en bord de cours d'eau, plan d'eau ou périmètre de protection rapprochée de captage, l'une de ces trois actions prioritaires doit être obligatoirement souscrite dans le contrat individuel. Pour la protection de l'eau de surface, elles ne peuvent être souscrites que sur une bande d'une largeur minimum de 5 m et maximum de 20 m et pour la protection de l'eau souterraine (captage), elles peuvent être souscrites dans tout ou partie du périmètre de protection rapprochée.

- La mesure 2001A00 peut être souscrite dans les zones Natura 2000. Toutefois au sein de celle-ci, la présence d'une prairie d'intérêt communautaire entraîne obligatoirement la souscription de la mesure 2001C00 sur cette dernière.

ARTICLE 3 - L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2004 est supprimé.

ARTICLE 4 - Le cahier des charges de la mesure 1503A10 (Races équines et asines menacées de disparition conduites en race pure) contenu dans l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2004 est remplacé par le cahier des charges faisant l'objet de l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Le premier alinéa de l'article 10 de l'arrêté du 8 juin 2004 est complété comme suit :

« et hors bonifications Natura 2000 et hors actions de reconversion de terres arables souscrites en zones Natura 2000 »

ARTICLE 6 - Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Délégué Régional du C.N.A.S.E.A., sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 23 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Annexe 1 : Cahier des charges de la mesure 1503A10

Code Action : 1503A10 - Mesure RDR : f Libellé action : Races locales équines et asines menacées de disparition conduites en race pure		Mesure tournante : NON	Montant: 153,00 €/UGB/an
Territoires visés	Tout le département.		
Objectifs	L'aide aux races équines et asines menacées de disparition a pour objectif d'inciter les agriculteurs à conserver pendant 5 ans sur leur exploitation des équidés appartenant à des races pures menacées de disparition.		
Conditions d'éligibilité	<p>Les juments et ânesses concernées sont primables à partir de l'âge de 6 mois.</p> <p>Pour les mâles, seuls sont éligibles les animaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qui sont présents sur l'exploitation au moment du contrat (l'exploitant s'engage par ailleurs à ne pas réduire l'effectif du cheptel reproducteur de la race menacée), - qui ont au moins un descendant de race pure, - qui sont utilisés pour des accouplements en race pure. <p>Le bénéficiaire doit justifier d'au moins 1 cheval ou 1 jument, 1 âne ou 1 ânesse, reproducteurs identifiés (1UGB) de l'une des races pures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - équines : Ardennais, Auxois, Boulonnais, Breton, Camargue, Castillon, Cob Normand, Comtois, Landais, Mérens, Mulassière du Poitou, Percheron, Pottock, Trait du Nord, - asines : Baudet du Poitou, Ane de Provence, Ane des Pyrénées, Ane du Cotentin, Ane normand, Grand Noir du Berry. <p>La liste fait référence aux races éligibles en France au titre du règlement (CE) n°445/2002 de la Commission du 26/02/2002.</p>		
Engagements	<p>Le bénéficiaire s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adhérer à l'association ou à l'organisme de la race, à son programme technique et au programme technique de conservation, dans le respect des dispositions de la Directive (CEE) n° 90/427 du Conseil du 26 juin 1990 relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intra-communautaires d'équidés et de celles de décision (CEE) n° 92/353 de la Commission du 11 juin 1992 déterminant les critères d'agrément ou de reconnaissance des organisations et des associations tenant ou créant les livres généalogiques pour les équidés enregistrés, - obtenir, pendant la durée du contrat, une moyenne d'au moins deux naissances par jument primée en âge d'être saillie (cette moyenne est calculée sur l'ensemble des juments primées du troupeau qui au cours des cinq années du contrat ont atteint l'âge de 30 mois ou étaient âgées au minimum de cet âge au début du contrat ; cela signifie que, selon l'âge des animaux, le nombre de naissances pris en compte sera soit inférieur à deux pour les plus jeunes juments, soit supérieur à ce chiffre pour celles plus âgées), - inscrire cette descendance au livre généalogique de la race, - ne pas réduire l'effectif du cheptel reproducteur de la race menacée et conduire le troupeau en race pure pendant cinq ans. 		<p>PRINCIPAL</p> <p>PRINCIPAL</p> <p>PRINCIPAL</p> <p>PRINCIPAL</p>
Cumul	Cette action est cumulable avec l'ensemble des aides européennes dans le respect des plafonds communautaires		
Contrôles	<p>Tous les ans, un contrôle administratif effectué en DDAF porte sur la déclaration annuelle de respect des engagements CAD, sur la déclaration de surfaces et sur le contrat CAD. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action agroenvironnementale, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements. Ce contrôle requiert la présence de l'exploitant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus. Il inclut une visite partielle ou totale de l'exploitation.</p> <p><i>Le cahier d'enregistrement des interventions et factures le cas échéant ainsi que l'inscription au Stud Book font également l'objet de contrôles.</i></p> <p><i>Rappel : le titulaire du contrat s'engage à respecter, sur l'ensemble de l'exploitation, les bonnes pratiques agricoles habituelles. En outre, tout éleveur de race équine ou asine, titulaire ou non d'un contrat d'agriculture durable, doit détenir les carnet sanitaire, registre d'élevage, fiches d'identification (nom, n°, code race ...) et tenir un cahier d'enregistrement des interventions des organismes de race.</i></p>		
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée.		
Inscrire dans cette case les parcelle(s) engagée(s), les superficies correspondantes (par année en cas de mesure tournante) et mentionner tous les éléments pouvant faciliter le suivi.			

ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/284 CDOA COMPOSITION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants.

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999.

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements.

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1999 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 15 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 n° 2000-139 du 16 février 2000.

VU les propositions des organisations professionnelles consultées.

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture.

A R R E T E

ARTICLE 1 - La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, est composée ainsi qu'il suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant : Président
- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant,
- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant
- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant
- Monsieur le Président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant

Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :

- Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

*Au titre de la chambre d'agriculture :***Titulaires :** Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY

Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE

Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES

*(au titre des sociétés coopératives agricoles)***Suppléants :** Monsieur Alain GUILLAUME 54210 VILLE EN VERMOIS

Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS

Monsieur Charles BAUDOUIN - 54260 LONGUYON

Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY

Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL

Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

*Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :**Entreprises agro alimentaires non coopératives :***Titulaire :** Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 HERBEVILLER**Suppléant :** Monsieur LECLERC - 54330 VEZELISE*Coopératives Agricoles :***Titulaire :** Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMEREVILLE**Suppléants :** Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY

Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

*Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :***Titulaire :** Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE**Suppléants :** Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC

Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

Titulaire : Monsieur François MANSION - 54 385 NOVIANT AUX PRES**Suppléants :** Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE

Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

Titulaire : Monsieur François TOUSSAINT - 54740 VAUBIGNY**Suppléants :** Madame Anne Thérèse BRICE - 54 760 MOIVRONS

Monsieur Etienne VUILLEMIN - 54 300 MARAINVILLER

Titulaire : Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE**Suppléants :** Monsieur Daniel PERRIN - 54 300 FRAIMBOIS

Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

Titulaire : Monsieur Stéphane PEULTIER - 54160 PIERREVILLE**Suppléants :** Monsieur Jérôme BERTRAND - 54560 BEUVILLERS

Monsieur Alain GENY - 54580 SAINT AIL

Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT**Suppléants :** Monsieur Sébastien CLAUDE - 54380 MARTINCOURT

Monsieur Mathieu PEULTIER - 54330 HOUELMONT

Titulaire : Monsieur Emmanuel PIERRET - Fermont- 54870 MONTIGNY sur CHIERS**Suppléants :** Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY et MAIZERAIS

Monsieur Vincent JEANPIERRE - 54370 ARRACOURT

Titulaire : Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE**Suppléants :** Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON

Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

*Au titre de l'organisation syndicale des salariés des exploitations agricoles la plus représentative :***Titulaire :** Monsieur Michel VIOLET - 54510 ART SUR MEURTHE**Suppléants :** Madame Jacqueline GIET - 54170 DOLCOURT

Monsieur Hervé GERARD - 54300 MARAINVILLER

*Au titre de la distribution des produits agro alimentaires :**Distribution en général :***Titulaire :** Monsieur Jean Luc REMY - 54000 NANCY**Suppléant :** Monsieur Alain EVEN - 54000 NANCY

*Commerce indépendant :***Titulaire :** Monsieur Michel CUSEY - 54000 NANCY**Suppléant :** Monsieur Michel MARCHAND - 54000 NANCY*Au titre du financement de l'agriculture :***Titulaire :** Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE**Suppléants :** Monsieur Jacques STEENHAUT 57021 METZ Cedex 1
Monsieur François FLORENTIN 54990 XEUILLEY*Au titre des fermiers métayers :***Titulaire :** Monsieur Claude NOEL - 54170 CREPEY**Suppléant :** Monsieur Eric GILLARDIN - 54260 VILLERS LE ROND
Monsieur Jean Marc REIGNIER - 54510 ART SUR MEURTHE*Au titre des propriétaires agricoles :***Titulaire :** Monsieur Jean Marie PARFAIT - 54200 TOUL**Suppléants :** Monsieur Hubert GOUDOT - 54370 HENAMENIL
Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS*Au titre de la propriété forestière :***Titulaire :** Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE**Suppléants :** Monsieur François HELLUY - 54520 LAXOU
Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY*Au titre d'associations agréées pour la protection l'environnement :***Titulaire :** Monsieur Jean Pierre SIMOUTRE - Président FDC - 54450 CHAZELLES sur ALBE**Suppléants :** Monsieur Guy SAPRANI - Président FBAAPPMA 54150 BRIEY
Monsieur Philippe SUGG - FBAAPPMA 54300 CHANTEHEUX**Titulaire :** Monsieur Alain SALVI - Président CSL - 57930 FENETRANGE**Suppléants :** Monsieur Laurent GIGOUT - directeur CSL - 57930 FENETRANGE
Monsieur Damien AUMAITRE - CSL - 57930 FENETRANGE*Au titre de l'artisanat :***Titulaire :** Monsieur Raymond RECEVEUR - 54520 LAXOU**Suppléants :** Monsieur Francis CHRETIEN - 54200 TOUL
Monsieur Guy OLRy - 54930 HOUSSEVILLE*Au titre des consommateurs :***Titulaire :** Madame Madeleine PEIGNIER Familles Rurales - 54000 NANCY**Suppléant :** Madame Michèle PATIES CSF - 54000 NANCY*Au titre des personnes qualifiées :***Titulaires :** Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS

Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

ARTICLE 2 - Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le président de l'ADASEA
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur du Lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur Benoît SIDEL - Banque Populaire Lorraine 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3

Le président peut appeler à participer aux travaux de la section, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

ARTICLE 3 - Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.**ARTICLE 4** - La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés ès qualité, est de trois ans à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre duquel il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres de la commission restent en fonction jusqu'à nomination de leur successeur.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 24 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND**ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/285 CDOA STRUCTURES**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

VU le décret n° 2003-675 du 22 juillet 2003 portant modification du code rural et relatif aux contrats d'agriculture durable.

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1999 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 15 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1999 fixant la composition de la section structures et économie des exploitations agricoles de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 29 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 n° 2000-139 du 16 février 2000.

VU les propositions des organisations professionnelles consultées

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture

A R R E T E**ARTICLE 1** - La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, section structures et économie des exploitations agricoles, est composée comme suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant - Président
- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant

- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant
- Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant
- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant
- Monsieur le Président de la Caisse de Mutualité sociale agricole ou son représentant

Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :

- Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

Au titre de la chambre d'agriculture :

- Titulaires :** Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY
Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE
Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES

(au titre des sociétés coopératives agricoles)

- Suppléants :** Monsieur Alain GUILLAUME 54210 VILLE EN VERMOIS
Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS
Monsieur Charles BAUDOUIN - 54260 LONGUYON
Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY
Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL
Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :

Entreprises agro alimentaires non coopératives :

- Titulaire :** Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 HERBEVILLER

- Suppléant :** Monsieur LECLERC - 54330 VEZELISE

Coopératives Agricoles :

- Titulaire :** Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMERIEVILLE
Suppléants : Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY
Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

- Titulaire :** Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE
Suppléants : Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC
Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

- Titulaire :** Monsieur François MANSION - 54 385 NOVIANT AUX PRES

- Suppléants :** Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE
Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

- Titulaire :** Monsieur François TOUSSAINT - 54740 VAUDIGNY
Suppléants : Madame Anne Thérèse BRICE - 54 760 MOIVRONS
Monsieur Etienne VUILLEMIN - 54 300 MARAINVILLER

- Titulaire :** Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

- Suppléants :** Monsieur Daniel PERRIN - 54 300 FRAIMBOIS
Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

- Titulaire :** Monsieur Stéphane PEULTIER - 54160 PIERREVILLE

- Suppléants :** Monsieur Jérôme BERTRAND - 54560 BEUVILLERS
Monsieur Alain GENY - 54580 SAINT AIL

- Titulaire :** Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT

- Suppléants :** Monsieur Sébastien CLAUDE - 54380 MARTINCOURT
Monsieur Mathieu PEULTIER - 54330 HOUBELMONT

- Titulaire :** Monsieur Emmanuel PIERRET - Fermont - 54870 MONTIGNY sur CHIERS

- Suppléants :** Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY et MAIZERAIS
Monsieur Vincent JEANPIERRE - 54370 ARRACOURT

- Titulaire :** Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE

- Suppléants :** Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON
Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

Au titre du financement de l'agriculture :

- Titulaire :** Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE
Suppléants : Monsieur Jacques STEENHAUT 57021 METZ Cedex 1
Monsieur François FLORENTIN 54990 XEUILLEY

Au titre des fermiers métayers :

- Titulaire :** Monsieur Claude NOEL - 54170 CREPEY
Suppléants : Monsieur Eric GILLARDIN - 54260 VILLERS LE ROND
Monsieur Jean Marc REIGNIER - 54510 ART SUR MEURTHE

Au titre des propriétaires agricoles :

- Titulaire :** Monsieur Jean Marie PARFAIT - 54200 TOUL
Suppléants : Monsieur Hubert GOUDOT - 54370 HENAMENIL
Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS

Au titre de la propriété forestière :

- Titulaire :** Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE
Suppléants : Monsieur François HELLUY - 54520 LAXOU
Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY

Au titre des personnes qualifiées :

- Titulaires :** Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS
Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

ARTICLE 2 - Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le président de l'ADASEA
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur du Lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur Benoît SIDEL - Banque Populaire Lorraine 57021 METZ Cedex 1

- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3

Le président peut appeler à participer aux travaux de la section, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

ARTICLE 3 - Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 4 - La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés à titre temporaire, est de trois ans à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre duquel il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres de la commission restent en fonction jusqu'à nomination de leur successeur.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE DDAF/SEAAF N° 2005/286 CDOA CAD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

VU le décret n° 2003-675 du 22 juillet 2003 portant modification du code rural et relatif aux contrats d'agriculture durable.

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1999 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 15 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2000 fixant la composition de la section contrats territoriaux d'exploitation de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 4 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 29 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 n° 2000-139 du 16 février 2000.

VU les propositions des organisations professionnelles consultées

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1 - La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, **section contrats d'agriculture durable**, est composée ainsi qu'il suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant - Président

- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant

- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant

- Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant

- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant

- Monsieur le Président de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant (monsieur Bernard HELLUY - 54450 BARBAS).

Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :

- Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

Au titre de la chambre d'agriculture :

Titulaires : Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY

Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE

Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES

(au titre des sociétés coopératives agricoles)

Suppléants : Monsieur Alain GUILLAUME 54210 VILLE EN VERMOIS

Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS

Monsieur Charles BAUDOIN - 54260 LONGUYON

Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY

Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL

Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :

Entreprises agro alimentaires non coopératives :

Titulaire : Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 HERBEVILLER

Suppléant : Monsieur LECLERC - 54330 VEZELISE

Coopératives Agricoles :

Titulaire : Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMEREVILLE

Suppléants : Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY

Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE

Suppléants : Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC

Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

Titulaire : Monsieur François MANSION - 54 385 NOVIANT AUX PRES

Suppléants : Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE

Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

Titulaire : Monsieur François TOUSSAINT - 54740 VAUDIGNY

Suppléants : Madame Anne Thérèse BRICE - 54 760 MOIVRONS

Monsieur Etienne VUILLEMIN - 54 300 MARAINVILLER

Titulaire : Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

Suppléants : Monsieur Daniel PERRIN - 54 300 FRAIMBOIS

Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

Titulaire : Monsieur Stéphane PEULTIER - 54160 PIERREVILLE

Suppléants : Monsieur Jérôme BERTRAND - 54560 BEUVILLERS

Monsieur Alain GENY - 54580 SAINT AIL

Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT

Suppléants : Monsieur Sébastien CLAUDE - 54380 MARTINCOURT
Monsieur Mathieu PEULTIER - 54330 HOUELMONT

Titulaire : Monsieur Emmanuel PIERRET - Fermont - 54870 MONTIGNY sur CHIERS

Suppléants : Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY et MAIZERAIS
Monsieur Vincent JEANPIERRE - 54370 ARRACOURT

Titulaire : Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE

Suppléants : Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON
Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

Au titre des organisations syndicales des salariés des exploitations agricoles les plus représentatifs (nommés par arrêté préfectoral du 14 janvier 2000) :

Titulaire : Monsieur Michel VIOLET - 54 510 ART SUR MEURTHE

Suppléants : Madame Jacqueline GIET - 54170 DOLCOURT
Monsieur Hervé GERARD - 54300 MARAINVILLER

Au titre de la distribution des produits agro alimentaires :

Distribution en général :

Titulaire : Monsieur Jean Luc REMY - 54000 NANCY

Suppléant : Monsieur Alain EVEN - 54000 NANCY

Commerce indépendant :

Titulaire : Monsieur Michel CUSEY - 54000 NANCY

Suppléant : Monsieur Michel MARCHAND - 54000 NANCY

Au titre du financement de l'agriculture :

Titulaire : Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE

Suppléants : Monsieur Jacques STEENHAUT 57021 METZ Cedex 1
Monsieur François FLORENTIN 54990 XEUILLEY

Au titre des fermiers métayers :

Titulaire : Monsieur Claude NOEL - 54170 CREPEY

Suppléants : Monsieur Eric GILLARDIN - 54260 VILLERS LE ROND
Monsieur Jean Marc REIGNIER - 54510 ART SUR MEURTHE

Au titre des propriétaires agricoles :

Titulaire : Monsieur Jean Marie PARFAIT - 54200 TOUL

Suppléants : Monsieur Hubert GOUDOT - 54370 HENAMENIL
Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS

Au titre de la propriété forestière :

Titulaire : Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE

Suppléants : Monsieur François HELLUY - 54520 LAXOU
Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY

Au titre d'associations agréées pour la protection l'environnement :

Titulaire : Monsieur Jean Pierre SIMOUTRE - Président FDC - 54450 CHAZELLES sur ALBE

Suppléants : Monsieur Guy SAPRANI - Président FDAAPPMA 54150 BRIEY
Monsieur Philippe SUGG - FDAAPPMA 54300 CHANTEHEUX

Titulaire : Monsieur Alain SALVI - Président CSL - 57930 FENETRANGE

Suppléants : Monsieur Laurent GIGOUT - directeur CSL - 57930 FENETRANGE
Monsieur Damien AUMAITRE - CSL - 57930 FENETRANGE

Au titre de l'artisanat :

Titulaire : Monsieur Raymond RECEVEUR - 54520 LAXOU

Suppléants : Monsieur Francis CHRETIEN - 54200 TOUL
Monsieur Guy OLRy - 54930 HOUSSEVILLE

Au titre des consommateurs :

Titulaire : Madame Madeleine PEIGNIER Familles Rurales - 54000 NANCY

Suppléant : Madame Michèle PATIES CSF - 54000 NANCY

Au titre des personnes qualifiées :

Titulaires : Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS

Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

ARTICLE 3 - Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le président de l'ADASEA

- Monsieur le directeur de la FDSEA

- Monsieur le directeur du Lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE

- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT

- Monsieur Benoît SIDEL - Banque Populaire Lorraine 57021 METZ Cedex 1

- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3

- Monsieur le directeur régional de l'environnement ou son représentant

- Monsieur le directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine ou son représentant

- Monsieur le directeur régional de l'agriculture ou son représentant

Le président peut appeler à participer aux travaux de la section, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

ARTICLE 4 - Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5 - La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés à titre qualifié, est de trois ans à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre duquel il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres de la commission restent en fonction jusqu'à nomination de leur successeur.

ARTICLE 6 - Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 mai 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

AVIS

Par arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2005, la commune de CUTRY a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement réseau HTA haute tension rue Dominique Georges, sur la commune de CUTRY.

Par arrêté préfectoral n° 33730 en date du 9 juillet 2005, SOLOREM a été autorisée à exécuter les travaux en vue ZAC Stanislas Meurthe, de l'aménagement des espaces publics du mail des canaux et l'alimentation HTA et BT, sur la commune de NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 43359 en date du 9 juillet 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement HTAS poste DP Kinépolis, ZAC Stanislas Meurthe, sur la commune de NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 53166 en date du 9 juillet 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseaux HTAS et BTAS, alimentation menuiserie OLRV 6 rue du Paquis, RD n° 29, sur la commune d'ABONCOURT.

Par arrêté préfectoral n° 53293 en date du 9 juillet 2005, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension réseaux HTA et BTA - alimentation de 25 parcelles rue de l'Etang, sur la commune de COURBESSEAUX.

NAVIGATION DU NORD-EST

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE
DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT,
DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1960 pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant Didier CAUVILLE, directeur du Service Navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,

- M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable d'arrondissement PGF, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de MM. HECTOR, TERRANOVA, délégation est donnée à M. BOURDELON à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement ADVE

à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

Article 5 : Délégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé (liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les ordres de mission des agents placés sous leur autorité

Article 6 : Délégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

Article 7 : Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 18 juillet 2005

Le Directeur Interrégional,
Didier CAUVILLE

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 1^{er} JUILLET 2005

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C.	Grade
010	SG / LOGISTIQUE	J.C. CHESNEAU	TSP
003	Arrt EGT	N. LANCELOT	SA
004	Arrt Exploitation	J.L. HUMBERT	TSP
002	Arrt Eau	N. HANY	SA
12	Subdivision BAR LE DUC/VOID	M. HATIER	TSC
13	Subdivision VERDUN	J.P. LE FAURE	TSC
14	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
15	Subdivision GIVET	J.F. BERNAUER BUSSIER	CTRL P
21	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC
22	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC

23	Subdivision METZ	J.F. MORICEAU	ITPE
24	Subdivision NANCY	P. GOEDERT	ITPE
25	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
09	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF
06	Arrt Prospective, Gestion et Financement	F. ERBS	ITPE
01	Salaires	R. FORET	SA

Liste 2

LISTE DES RESPONSABLES EN VIGUEUR AU 1^{ER} JUILLET 2005

ARRONDISSEMENTS ET SUBDIVISIONS	NOM DES CHEFS D'ARRONDISSEMENTS ET DE SUBDIVISIONS
Arrondissement EGT	A. MAGNIER par intérim
Arrondissement Exploitation	J.L. AUBERTEIN
Arrondissement Eau	A. MAGNIER
Arrondissement SG	D. BOURDELON
Arrondissement PGF	B. TERRANOVA
Arrondissement ADVE	M. COURTEAU
Subdivision BAR LE DUC /VOID	M. HATIER
Subdivision VERDUN	J.P. LE FAURE
Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN
Subdivision GIVET	J.F. BERNAUER BUSSIER
Subdivision TOUL	H. REBOUCHE
Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX
Subdivision METZ	J.F. MORICEAU
Subdivision NANCY	P. GOEDERT
Subdivision EPINAL	P. VACHERAT

SUBDELEGATIONS AU 1^{ER} JUILLET 2005

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de Service	I.D.T.P.E		
B. TERRANOVA	Responsable prospective gestion financement	I.D.T.P.E.		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
M. COURTEAU	Responsable arrt ADVE	Contrat VNF		
P. RAMASSAMY	Responsable cellule compta-marchés	T.S.P		
M. HATIER	Responsable subdivision de Bar le Duc/ Void	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E		
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C		
J.F. MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E		
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	I.T.P.E		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
J.C CHESNEAU	Logistique	T.S.P		
N. LANCELOT	Responsable UC de l'arrt EGT	S. A		
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE	T.S.P		
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		
F. ERBS	Chargée d'étude	I.T.P.E		
R. FORET	Responsable de la cellule Salaires	S. A.		

DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée pour l'année 1991,
Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,
 Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 16 et 17,
 Vu le décret n° 204-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, notamment l'article 28,
 Vu la décision du 17 juin 2002 du directeur général de VNF portant délégation de pouvoir aux représentants locaux et en conséquence les désignant "personnes responsables des marchés",
 Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003 agréant les représentants locaux de VNF en qualité de personnes responsables des marchés,
 Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 du directeur général de Voies Navigables de France portant délégation du pouvoir aux représentants locaux,
 Vu la circulaire VNF du 2 février 2004 relative aux modalités de publicité à respecter,

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée, à l'effet d'exercer la fonction de personne responsable des marchés de VNF, y compris le choix de l'attributaire et la signature du marché selon la procédure adaptée prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- à M. Serge HECTOR, ingénieur divisionnaire des TPE, directeur adjoint et à M. Bernard TERRANOVA, ingénieur divisionnaire des TPE et à Dominique BOURDELON, Attaché principal secrétaire général, pour les marchés :
 - * de travaux en dessous du seuil de 230 K€ HT
 - * de fournitures et services en dessous du seuil de 150 K€ HT
- à MM. les responsables d'arrondissements et MM. les chefs de subdivisions ci-après désignés pour tout type de marché en dessous du seuil de 90 K€ HT :

NOMS	Fonctions	Grade
B. TERRANOVA	Responsable arrondissement Prospective Gestion et Financement	IDTPE
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal
J.L. AUBERTEIN	Responsable arrondissement Entretien Exploitation	IDTPE
A. MAGNIER	Responsable arrondissement Eau Environnement	IDTPE
A. MAGNIER	Responsable arrondissement Études et Grands Travaux par intérim	IDTPE
M. COURTEAU	Responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau	Contrat VNF
J.F. MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	ITPE
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	TSC
M. HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC - VOID	TSC
J.P. LEFAURE	Responsable subdivision de VERDUN	TSC
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	ITPE
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision de GIVET	CTRL P
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	TSC
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	ITPE
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'ÉPINAL	ITPE

- à MM. les responsables d'unités comptables ci-après désignés pour les marchés :
 - * de travaux en dessous du seuil de 50 K€ HT
 - * de fournitures et services en dessous du seuil de 10 K€ HT

NOMS	Fonctions	Grade
JC CHESNEAU	Responsable de la Logistique	TSP
N. LANCELOT	Responsable UC de l'arrondissement EGT	SA
J.L. HUMBERT	Responsable de l'unité GVE	TSP
N. HANY	Responsable BAG de l'arrondissement EAU	SACE
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF

Article 2 : Les responsables d'arrondissements et de subdivisions mentionnés à l'article 1 ont la possibilité de subdéléguer leur signature à un ou plusieurs collaborateurs pour les marchés de tout type en dessous du seuil de 4 K€ HT.

Article 3 : Le chef du service de la navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 21 juillet 2005

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
 Représentant local de VNF,
 Didier CAUVILLE

DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure
 Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport
 Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports
 Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure
 Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de VNF,
 Vu le décret 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies Navigables de France
 Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant Monsieur Guy Janin Directeur général de Voies Navigables de France
 Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant M. Didier CAUVILLE, chef du Service de la Navigation de Nancy,
 Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003
 Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature du Président à Monsieur Guy Janin Directeur général de Voies Navigables de France
 Vu la décision du 19 janvier 2004 portant délégation de signature du Directeur Général de VNF à Monsieur Didier CAUVILLE, Chef du Service de la navigation de Nancy.

D E C I D E

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été délégués par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)
- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.
- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999,
 - passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
 - passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
- Octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;
- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE à l'effet de signer.

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)
- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE, Michel COURTEAU, Mme Michelle LAQUENAIRE, subdélégation est donnée à Mme Anne DIDIER, Responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du CRCE à NANCY pour signer les copies conformes.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. BOURDELON Dominique, Attaché principal des SD, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux par intérim, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. AUBERTEIN Jean-Louis, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, chef de Service de la navigation du Nord-Est, représentant local de VNF, subdélégation est donnée à MM. les chefs d'unités comptables définis sur la liste 1, à effet de signer les actes suivants :

- Certifications de copies conformes

Article 8 : Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 9 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 21 juillet 2005

Le Directeur Interrégional,
Didier CAUVILLE

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 1^{er} JUILLET 2005

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
001	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	T.S.P
005	Arrt EGT	N. LANCELOT	SA
006	Arrt Exploitation	J.L. HUMBERT	TSP TPE
007	Arrt Eau	N. HANY	SA
110	Subdivision BAR LE DUC/VOID	M. HATIER	TSC TPE
130	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC TPE
140	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
150	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
210	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC TPE
220	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
230	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
240	Subdivision NANCY	P. GOEBERT	ITPE
250	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF

SUBDELEGATIONS AU 1^{er} JUILLET 2005

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
B. TERRANOVA	Responsable Prospective Gestion Financement	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrt Développement	Contrat VNF		
JL AUBERTEIN	Responsable arrt Exploitation	I.D.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt Eau	I.D.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt EGT par intérim	I.D.T.P.E.		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		

M. HATIER	Responsable subdivisions de VOID et BAR LE DUC	T.S.C
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	I.T.P.E
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E
J.C CHESNEAU	Responsable de la cellule Logistique	T.S.P
N. LANCELOT	Responsable UC de l'arrt EGT	S. A
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE	T.S.P
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 2003

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU FICHIER NATIONAL DES BENEFICIAIRES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,
 Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés et le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,
 Vu la loi n° 88.1088 du 1^{er} décembre 1988 relative au Revenu Minimum d'Insertion,
 Vu l'arrêté du 4 décembre 1989 du Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale et du Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, relatif à la mise en place d'un contrôle national des attributions multiples de revenu minimum d'insertion,
 Vu l'acte réglementaire pris par la CNAF le 12 décembre 1995, relatif à la liaison entre le CNASEA et les Caf,
 Vu l'acte réglementaire pris par la CNAF le 8 septembre 1998, relatif à la liaison entre l'Agence Nationale pour l'emploi et les Caf,
 Vu l'avis n° 97-052 du 30 juin 1997 et l'avis réputé favorable à compter du 12 juin 2003 de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1 -

- I - Le fichier national des bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion du régime général et du régime agricole, créé par la CNAF en 1990 et géré par le Centre Serveur National de Valbonne, a pour finalité principale d'éviter les multi-affiliations et le versement d'allocations indues.
 A ce titre, il est interrogeable par les Caisses d'Allocations Familiales.
 Il fait aussi l'objet d'un traitement automatique mensuel de contrôle des multi-affiliations
- II - Le fichier national est utilisé pour identifier les allocataires dans les fichiers des bénéficiaires de mesures pour l'emploi transmis par le CNASEA et par l'ANPE, à des fins de contrôle des ressources.
- III - Un rapprochement mensuel est effectué entre le fichier des bénéficiaires de RMI recensés par la CANAM, et le fichier national géré par la CNAF.
 Ce traitement a pour finalité de permettre aux CMR de vérifier le droit au RMI des assurés relevant des professions indépendantes pour leur accès automatique à la CMU complémentaire santé.

ARTICLE 2 - Les informations nominatives traitées dans le fichier national sont les suivantes :

Identité du bénéficiaire et du conjoint à charge :

- . nom, prénom, date de naissance
- . n° allocataire
- . code INSEE de la commune de résidence
- . NIR de Mr et Mme, code certification

Prestations :

- . date de la demande de RMI
- . code bénéficiaire / conjoint
- . date d'ouverture de droit
- . date de fin de droit, date de fin de charge
- . code motif de fin de droit

Le rapprochement entre le fichier CANAM et le fichier national CNAF traite les informations suivantes :

- . N° CMR
- . NIR de l'assuré
- . nom patronymique ou d'usage, prénom, sexe, date de naissance
- . date de début de droit RMI
- . date de fin de droit RMI (à valoriser par la CNAF)
- . Indicateur de rapprochement : oui / non

ARTICLE 3 - Les informations nominatives du fichier national sont conservées 12 mois après la fin du droit.

Les informations transmises par la CANAM ne sont conservées par le Centre serveur national que le temps nécessaire à la réalisation du traitement.

ARTICLE 4 - Le Centre Serveur National est chargé :

- de la mise à jour hebdomadaire du fichier national à partir des ouvertures et des fins de droit enregistrées par les CAF et les Caisses de Mutualité Sociale Agricole, ainsi que des modifications de dossier,
- d'un traitement mensuel de détection des multi-affiliations,
- du rapprochement mensuel entre le fichier des bénéficiaires du RMI de la CANAM (transmis par le Département Energie et production informatique de Toulouse) et le fichier national.

Les destinataires des informations sont :

- les agents habilités des CAF et des caisses départementales de mutualité sociale agricole concernées pour le contrôle des multi-affiliations,
- les agents habilités des CAF pour le contrôle des mesures pour l'emploi rémunérées,
- les agents habilités des CMR pour l'accès à la CMU complémentaire santé des bénéficiaires du RMI relevant du régime d'assurance maladie des professions indépendantes.

ARTICLE 5 - Le droit d'accès prévu au chapitre V de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse départementale de mutualité sociale agricole de rattachement.

Le droit d'opposition prévu par l'article 26 de la loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas à ce traitement.

ARTICLE 6 - La présente décision sera publiée dans le guide des textes réglementaires édité par l'UCANSS, insérée dans les recueils départementaux des actes administratifs et tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des caisses d'allocations familiales.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de son Directeur.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales de Nancy 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 9 septembre 2003

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU SERVICE OFFERT PAR LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES AU MOYEN DE BORNES INTERACTIVES

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la Loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés et le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu l'avis de la CNIL du 19 novembre 1996 et l'avis réputé favorable à compter du 23 août 2003,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1^{er} - Pour améliorer la qualité du service, les Caisses d'allocations familiales peuvent mettre à la disposition de leurs usagers des bornes interactives reliées à la base allocataire.

Les fonctionnalités offertes en libre service pourront être les suivantes :

- Consultation d'informations à caractère national
- Informations locales et actualités de la Caf
- Accès au compte par l'allocataire
- Délivrance d'attestations
- Simulation des droits
- Edition des formulaires de demande de prestation
- Télé- services, télé- procédures

ARTICLE 2 - Les catégories d'informations nominatives traitées sont les suivantes :

Accès au compte par l'allocataire

- Identité:
 - . nom, prénom, date de naissance (allocataire, conjoint ou concubin, enfants et personnes à charge),
- Paiements (si le dossier n'est pas radié ou suspendu):
 - . date et nature, montant total, destinataire, nature et montant de la prestation, mois et année concernés, montant de la retenue,
- Créances:
 - . nature et période concernée, montant initial, montant de la retenue mensuelle, montant total remboursé, solde,
- Quotient familial CNAF (montant)
- Suivi des courriers papier adressés à la CAF par l'allocataire:
 - . date d'arrivée à la CAF, nature du courrier, situation, date du dernier traitement.

Délivrance d'attestations

Si le dossier n'est pas radié ou suspendu, l'allocataire peut obtenir une attestation mentionnant le détail des prestations versées ainsi que son quotient familial pour le mois précédent ou une période différente choisie par l'allocataire.

Simulation de droits

L'objectif est de permettre à l'usager de calculer, en fonction de sa situation, le montant de ses droits théoriques.

Dans l'hypothèse où il saisit son numéro allocataire et son code confidentiel, les informations enregistrées dans la base "CRISTAL" viendront alimenter les écrans de simulations pour simplifier les opérations de saisie.

Télé- services - télé- procédures

Saisie des renseignements nécessaires aux demandes de prestations et d'aide au logement.

Signalement d'un changement de situation après consultation des éléments du dossier

Catégories d'informations :

Identité du demandeur et du conjoint ou concubin: Nom, Prénom, Date de naissance, Nationalité, N° de téléphone, (N° allocataire le cas échéant).

NIR

Situation familiale

Adresse

Caractéristiques du logement

Activité professionnelle du demandeur, du conjoint ou concubin

Situation des enfants ou personnes à charge

Situation économique et financière : nature et montant des ressources du demandeur et du conjoint ou concubin, références bancaires

Numéro de la demande attribué par le système

ARTICLE 3 - Pour les fonctionnalités donnant accès aux données personnelles, la sécurité et la confidentialité des informations nominatives sont garanties par la saisie préalable, par l'usager, de son numéro allocataire et de son code confidentiel.

ARTICLE 4 - Le droit d'accès prévu au chapitre V de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la Caisse d'allocations familiales compétente. Le droit d'opposition prévu par l'article 26 de la Loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas à ce traitement.

ARTICLE 5 - La présente décision sera publiée dans le guide des textes réglementaires édité par l'UCANSS.

Elle sera tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'allocations familiales mettant en œuvre l'application et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle à NANCY est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus.

Il est placé sous la responsabilité du Directeur de la Caisse.

Le droit d'accès aux informations contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées ; il s'exerce auprès de la Caisse d'allocations familiales de Nancy, 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 10 février 2004

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'APPLICATION "CAFPRO"

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés et le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour son application,

Vu l'article 226.13 du nouveau Code pénal et l'article 225 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale,

Vu la délibération n° 95-151 du 21 novembre 1995 de la CNIL relative au modèle type de traitement automatisé de gestion des prestations gérées par les Caf, dénommé CRISTAL,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés réputé favorable à compter du 16 juin 1997 et la dernière modification (n° 5) qui a donné lieu à un avis réputé favorable notifié le 15 janvier 2004,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1^{er} - Il est mis à la disposition des Caisses d'Allocations Familiales un service télématique à caractère professionnel -dénommé CAFPRO- visant à améliorer le fonctionnement du service public de protection sociale et la qualité du service aux allocataires.

ARTICLE 2 - CAFPRO permet la consultation d'informations concernant les allocataires par les personnes relevant de la liste qui suit :

- Agents administratifs et travailleurs sociaux de la Caf

- Assistants de service social de l'Etat et des services départementaux de l'action sociale et assistants de service social participant au service social départemental dans le cadre d'une convention de polyvalence de secteur, Conseillers en économie sociale et familiale relevant de l'Etat et du Département

- Prestataires bénéficiaires de crédits d'action sociale des Caf, pour le calcul de la participation financière des familles bénéficiaires des prestations de service,

- Agents chargés du suivi des dossiers RMI, habilités par le Président du Conseil général en métropole, habilités par l'agence départementale d'insertion dans les DOM

- Agents habilités des organismes instructeurs du RMI

- Agents habilités des Caisses Primaires d'Assurance Maladie pour l'ouverture de droit ou le maintien au régime maladie maternité au titre de l'API, de l'AAH, de l'APE à taux plein ou l'APP à taux plein, l'ouverture de droit à la CMU et CMUC au titre du RMI, la prise en compte des prestations dans le calcul des ressources pour tous les demandeurs de CMUC autres que les bénéficiaires du RMI, la justification de la résidence en France des demandeurs de CMUC s'ils perçoivent une ou plusieurs PF.

- Agents habilités des Caisses d'assurance maladie des professions indépendantes pour l'ouverture de droit à la CMU et à la CMUC des bénéficiaires du RMI, la prise en compte des prestations dans le calcul des ressources pour les demandeurs de CMUC autres que les bénéficiaires du RMI

- Tuteurs et curateurs pour le suivi des dossiers allocataires qui leurs sont confiés par jugement.

L'application CAFPRO comporte également les modules "Questions/Réponses", "Suivi des courriers", "Attestation de paiement".

ARTICLE 3 -

Catégories d'informations accessibles par les agents Caf, les assistants de service social de l'Etat et du Département, les assistants sociaux participant au service social départemental, ainsi que les conseillers en économie sociale et familiale relevant de l'Etat et du Département

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier (l'allocataire)

Rubrique paiements (Historique de 24 mois)

Type de paiement : mensuel ou exceptionnel ou APL - Etat du paiement : traité ou émis

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers

Natures et montants des prestations

Rubrique Dossier

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) - Motif de la situation si radié

Suspension du dossier / Date début

Situation familiale / Date de début

Nombre d'enfants à charge au sens des PF

Nombre de personnes à charge au sens du logement

Montant QF CNAF / Date de calcul,

Date de fin de validité du titre de séjour Monsieur et Madame

Mention concernant le surendettement

Avis COTOREP Monsieur / Madame

Période de validité de l'avis COTOREP

Taux d'incapacité Monsieur/Madame

Adresse postale du dossier

Références bancaires

Tutelles en cours ou passées (dans la limite d'un historique de 6 mois)

Nature de tutelle, date début/fin tutelle,

Nom du tuteur

Rubrique Famille

Situation de famille / date de début

Date naissance Monsieur, Madame

Activité Monsieur, Madame / date début

Nom de naissance de Madame

NIR Monsieur, Madame

Date de décès de Monsieur ou Madame

Date début grossesse / date début grossesse modifiée

Enfants à charge au sens des PF, du logement et/ou du RMI :

- nom, prénom, date naissance, type de charge (PF ou RMI ou les deux), activité, si placement, mention du non-maintien des liens affectifs

Autres personnes à charge :

- nom, prénom, date naissance, activité

Rubrique Droits (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit

Natures de prestations

Montants des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique Logement

Type d'occupation du logement

Date début d'occupation / Date d'ouverture de droit

Montant du loyer ou remboursement de prêt

Date référence loyer

Date de début de bail

Mention d'impayé / date de début de l'impayé

Mention de surpeuplement

Mention d'absence de quittance de loyer ou d'avis d'imposition

Rubrique RMI-API

API

Date de la demande / date du fait générateur

RMI

Situation du dossier (affilié, radié, etc.) / date - Motif de la situation si radié

Mention de suspension du dossier / date de début / motif de la suspension

Mention du demandeur RMI (Monsieur ou Madame)

NIR du demandeur

Adresse postale

Nombre d'enfants à charge au sens du RMI

Date début du droit / date de fin

Mention de suspension du RMI / date de début / motif

Motif de fin de droit :

Fin de droit PCG, fin de droit administrative, fin de droit ASF, mutation, autres cas

Date demande

Type occupation logement

Numéro instructeur

Dernier mois valorisé

Montant dernier mois valorisé

Dernier mois payé / montant

Avis PCG / date début / date fin

Montant des créances RMI en cours

Mention de ressources supérieures au plafond

Mention d'absence de ressources, de quittance de loyer, d'avis d'imposition ou de titre de séjour

Montant du loyer ou remboursement de prêt / montant du forfait logement

Montant du forfait ETI fixé

Montant des PF prises en compte

Mention de neutralisation des ressources Monsieur, Madame / date

Rubrique Ressources (pour les 3 dernières années connues)

Période ressources (trimestrielle ou annuelle)

1/ ressources trimestrielles API ou RMI sur le dernier trimestre

2/ ressources trimestrielles API ou RMI sur l'historique

3/ ressources annuelles

Type personne (Monsieur, Madame, etc.)

Natures de ressources, montants

Rubrique Créances

Code nature créances / libellé

Destinataire de la créance

Montant de début recouvrement

Montant de remboursement direct ou montant retenu ou taux de recouvrement

Montant solde réel

Etat de la créance (exemple : recouvrement suspendu) - Motif (exemple : créance faible montant)

Période concernée

Module Suivi du courrier

Module Attestations de paiement

Module Question / réponse

Catégories d'informations accessibles par les prestataires de services sociaux bénéficiaires de crédits d'action sociale Caf, pour le calcul des participations des familles

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier (l'allocataire)

Adresse postale

Montant du quotient familial national - Historique de 24 mois

Date de calcul
 Nombre de parts
 Régime de protection sociale (général ou particulier)
 Enfants et autres personnes à charge au sens des PF, du logement et/ou du RMI :
 - nom, prénom, date naissance
 Base ressources annuelles servant à calculer le QF national, hors prestations familiales
 Nombre d'enfants à charge au sens des PF
 Pour la prestation « aides aux vacances » basée sur le QF Caf :

Adresse postale
 Date de calcul
 Montant du quotient familial Caf - Historique de 24 mois
 Enfants et autres personnes à charge au sens des PF, du logement et/ou du RMI :
 - nom, prénom, date naissance

Catégories d'informations accessibles par :

- les organismes instructeurs du RMI (accès après vérification du n° instructeur)
- les services sous la responsabilité du Président du Conseil général, ou de l'agence départementale d'insertion dans les DOM, chargés du suivi des dossiers RMI

Numéro allocataire
 Nom et prénom de Monsieur et Madame
 Indication du responsable du dossier (l'allocataire)

Rubrique RMI

Situation du dossier / date
 Motif de la situation si radié
 Suspension du dossier / date de début / motif de la suspension dossier
 Mention du demandeur RMI (Monsieur ou Madame)
 NIR du demandeur
 Adresse postale
 Nombre d'enfants à charge au sens du RMI
 Date début du droit
 Mention de suspension du RMI / date de début
 Motif (DTR non fournie, ressources trop élevées, RMI< au minimum à payer, décision de suspension par le PCG, interruption paiement décidée par la CAF, interruption paiement décidée par la CAF au titre de l'ASF, autres cas)
 Date demande
 Type occupation logement
 Numéro instructeur
 Dernier mois valorisé / montant
 Dernier mois payé / montant
 Avis PCG / date début / fin
 Montant des créances RMI en cours
 Mention de ressources supérieures au plafond
 Mention d'absence de ressources, de quittance de loyer, d'avis d'imposition ou de titre de séjour
 Montant du loyer ou remboursement de prêt
 Montant du forfait ETI fixé
 Montant des PF prises en compte
 Montant du forfait logement
 Mention de neutralisation des ressources Monsieur, Madame / Date de la neutralisation

Rubrique Famille

Situation de famille / date de début
 Date naissance Monsieur, Madame
 Activité Monsieur, Madame / date début
 Nom de naissance de Madame
 NIR de Monsieur, Madame
 Date de décès de Monsieur ou Madame
 Date de début de grossesse / date début grossesse modifiée
 Enfants à charge au sens des PF, du logement et/ou du RMI :
 - nom, prénom, date naissance, type de charge (PF ou RMI ou les deux), activité
 Autres personnes à charge :
 - nom, prénom, date naissance, activité

Rubrique Ressources (dans la limite de trois ans)

Période ressources (trimestrielle ou annuelle)
 1/ ressources trimestrielles API ou RMI sur le dernier trimestre
 2/ ressources trimestrielles API ou RMI sur l'historique
 3/ ressources annuelles
 Type personne (Monsieur, Madame, etc.)
 Natures de ressources / montants

Rubrique Droits (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit
 Natures des prestations
 Montants des droits valorisés
 Mention de suspension d'une prestation
 Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Module Question / réponse

Catégories d'informations accessibles par les agents habilités des Caisses Primaires d'Assurance Maladie

Numéro allocataire
 Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier (l'allocataire)

Adresse postale

Rubrique

Ouverture de droit au régime maladie maternité au titre de l'API ou de l'AAH

Maintien du droit antérieur au titre de l'APE à taux plein ou APP à taux plein

Nom, prénom, nom marital du bénéficiaire, date de naissance

NIR du bénéficiaire

Date d'ouverture et de fin de droit, motif de fin de droit (décès, mutation, autre)

Rubrique Ouverture de droit à la CMU et CMUC au titre du RMI

Nom, prénom, nom marital, date de naissance, NIR du bénéficiaire / conjoint / des enfants et autres personnes à charge au sens du RMI

Date de début et de fin de droit RMI pour chaque personne

Type de résidence (stable, non stable)

Rubrique Calcul des ressources pour les demandeurs de CMUC autres que RMI (24 mois d'historique)

Mois de droit

Nature des prestations à prendre en compte pour la CMUC / montant

Rubrique Justification de la résidence

Mention du critère de résidence rempli ou non rempli

Module Question / réponse

Catégories d'informations accessibles par les Agents habilités des CMR (Caisses Maladie Régionales des Professions indépendantes)

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier (l'allocataire)

Adresse postale

Rubrique Ouverture de droit à la CMU et CMUC au titre du RMI (24 mois d'historique)

Nom, prénom, nom marital, date de naissance du bénéficiaire, du conjoint, des enfants et autres personnes à charge au sens du RMI

NIR du bénéficiaire, du conjoint

Date de début et de fin de droit RMI pour chaque personne

Type de résidence (stable, non stable)

Rubrique Calcul des ressources pour les demandeurs de CMUC autres que RMI (24 mois d'historique)

Mois de droit

Nature des prestations à prendre en compte pour la CMUC / montant

Module Question / réponse

Catégories d'informations accessibles par les personnes habilitées au titre des tutelles et curatelles

Pour toutes natures de jugement :

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier (l'allocataire)

Adresse postale

Rubrique Famille

Situation de famille

Date naissance de Monsieur, Madame

NIR de Monsieur, Madame

Date début activité de Monsieur, Madame

Mention du demandeur éventuel RMI (Mr ou Mme)

Date début grossesse

Date début grossesse modifiée

Enfants et autres personnes à charge au sens des PF et/ou du RMI :

- nom, prénom, date naissance, type de charge (PF ou RMI ou logement ou les deux ou les trois) activité, placement, liens affectifs maintenus ou non

Rubrique paiements (prestations en fonction de la nature de jugement) - 24 mois d'historique

Type de paiement : mensuel ou exceptionnel ou APL - Etat du paiement : traité ou émis

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé / période concernée

Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale

Nature et montant de la ou des prestations

Rubrique droits (prestations en fonction de la nature de jugement) - 24 mois d'historique

Date d'effet du droit

Natures des prestations

Montants des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention du montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique créances (prestations en fonction de la nature de jugement) - Situation en cours

Code nature créance / libellé

Destinataire de la créance

Montant initial

Date début recouvrement

Montant remboursement direct ou montant retenu ou taux recouvrement

Montant solde réel

Etat de la créance (exemple : recouvrement suspendu) / motif

Période concernée

Module Question / réponse

ARTICLE 4 - Pour assurer la confidentialité des informations, une procédure d'accès au fichier avec identification des tiers est définie par les Caisses d'allocations Familiales.

Une convention fixe les conditions de mise à disposition de l'application et mentionne notamment pour l'utilisateur, son engagement à prendre toutes dispositions en matière de sécurité et de confidentialité des informations auxquelles il aura accès et l'existence de contrôles des connexions au service.

} Sauf
} pour
} tutelles
} AAH

ARTICLE 5 - Le droit d'accès prévu au chapitre V de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales compétente.

ARTICLE 6 - La présente décision sera publiée par la CNAF dans le guide des textes réglementaires édité par l'UCANSS.

Elle sera insérée dans le recueil départemental des actes administratifs et tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses utilisatrices.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus. Il est placé sous la responsabilité de sa Directrice.

Le droit d'accès aux informations s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales 21 rue de St Lambert NANCY-CEDEX

La Directrice

C.N.A.F. - Conseil d'administration du 10 février 2004

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU MODELE NATIONAL DE TRAITEMENT DES ALLOCATIONS "CRISTAL"

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu le Code de la Sécurité Sociale,

Vu la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu le Décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les Organismes de Sécurité Sociale et de Prévoyance,

Vu l'avis du 21 novembre 1995 de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés et la dernière modification (n°19) qui a donné lieu à un avis réputé favorable notifié le 15 janvier 2004,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1^{er} - Il est mis à la disposition des Caisses d'Allocations Familiales un traitement automatisé d'informations nominatives appelé **CRISTAL** (Conception Relationnelle Intégrée du Système de Traitement des Allocations).

ARTICLE 2 - FINALITES DU TRAITEMENT

Le système CRISTAL permet :

- d'assurer le service des prestations familiales, des aides au logement et de l'action sociale prévu par le législateur;
- de procéder à la vérification des droits;
- d'effectuer une prospection des bénéficiaires potentiels des prestations et aides des CAF
- de gérer l'allocation aux adultes handicapés;
- de prendre en charge les cotisations d'assurance maladie ou d'assurance vieillesse au regard des droits à certaines prestations;
- de recouvrer les pensions alimentaires impayées;
- d'appliquer les dispositions prévues par les lois relatives au Revenu Minimum d'Insertion
- d'adresser aux allocataires des supports d'information;
- de produire des états statistiques sur la population allocataire.

ARTICLE 3 - INFORMATIONS TRAITEES

☛ **Le système CRISTAL gère une base de données relatives aux bénéficiaires de prestations composée d'un corps de dossier et d'annexes. Les catégories d'informations nominatives contenues dans cette base sont énumérées dans le tableau figurant en fin de document.**

☛ **Utilisation du Numéro d'Identification au Répertoire National des Personnes Physiques**

Le traitement utilise le NIR après une procédure de recherche du NIR certifié, mise en place depuis 1987 entre le Centre Serveur National de Nice pour le compte des CAF et la Direction du Système Informatique National des Données Sociales (D.S.I.N.D.S.) de la CNAVTS, dans les conditions prévues par le protocole d'accord en date du 7 février 1989 sur l'identification à partir du RNIPP.

Les domaines d'utilisation du NIR sont les suivants :

- Complément libre choix d'activité dans le cadre de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant : pour la recherche des périodes d'activité
- Allocation de Soutien Familial : pour la recherche des débiteurs et l'aide au recouvrement
- le Revenu Minimum d'Insertion (NIR transmis aux organismes autorisés à l'utiliser)
- le contrôle auprès des ASSEDIC de la situation des allocataires au regard de l'assurance chômage
- l'affiliation ou le maintien automatique à l'assurance maladie des bénéficiaires d'Allocation de Parent Isolé, d'Allocation aux Adultes Handicapés, d'APE à taux plein, d'Allocation de Présence Parentale à taux plein
- le report aux comptes individuels (dans le F.N.C.I. de la CNAV), des cotisations d'assurance vieillesse prises en charge par les Caf au titre du Complément Familial, de l'Allocation Pour Jeune Enfant, de l'APE, de l'Allocation d'Education Spéciale, de l'AAH
- la prise en charge des cotisations dues par l'employeur dans le cadre de l'Allocation de Garde d'Enfant à Domicile et de l'Aide à la Famille pour l'emploi d'une Assistante Maternelle Agréée
- les droits à la Couverture Maladie Universelle et CMU Complémentaire des bénéficiaires du RMI et de leurs ayants droits
- procédure TDF pour le contrôle des ressources, auprès des services fiscaux, des allocataires bénéficiant de prestations soumises à condition de ressources
- l'application des dispositions fiscales en faveur des bénéficiaires du RMI et de l'AAH

☛ **Statistiques**

Il est créé, deux fois par an et pour chaque Caisse, un fichier statistique appelé FILEAS, destiné à résumer la situation des allocataires dans le système de gestion des allocations pour l'année écoulée.

Des états statistiques sont produits pour :

- répondre à l'obligation statistique vis-à-vis des autorités de tutelle
- effectuer des études internes servant d'aides à la décision des CAF, notamment en matière de politique d'action sociale
- apporter le concours de l'Institution des Allocations Familiales aux Organismes dont la mission relève de la planification économique et de l'évaluation des politiques sociales.

Règles d'élaboration et de diffusion des statistiques

- Après croisement des données, aucun dénombrement inférieur à cinq n'est communiqué à des tiers.
- A l'échelon infra communal, les résultats sont communiqués sous réserve que le nombre d'allocataires faisant l'objet du traitement soit supérieur à 100.
- Lorsque les CAF mettent à la disposition des Organismes visés précédemment, à des fins de traitement statistique, des fichiers, ceux-ci sont au préalable anonymisés et ne comportent aucune information permettant l'identification directe ou indirecte des allocataires.
- Lorsque l'étude a pour but de suivre l'évolution de la population dans le temps, un numéro d'ordre est calculé pour chaque dossier retenu -à partir du matricule allocataire et de la date de naissance-. La constitution et l'utilisation de ces numéros d'ordre, pour une durée qui doit être limitée à l'étude, sont placées sous la responsabilité des agents de la CAF chargés du traitement informatique.

ARTICLE 4 - DUREE DE CONSERVATION

Les informations contenues dans le corps du dossier (identité, situation administrative, droits, paiements, créances, échéanciers) ainsi que dans les annexes du dossier (mouvements, résultats, contrôles administratifs et financiers, contentieux, Action Sociale, commentaires) sont conservées pendant un délai maximum de trois ans.

ARTICLE 5 - DESTINATAIRES D'INFORMATIONS

Dans la limite de leurs attributions :

Destinataires internes :

les personnels administratifs, sociaux et comptables de la C.A.F. qui sont habilités.

Destinataires externes : les personnels habilités des Organismes cités ci-dessous :

- les Organismes locatifs ou prêteurs (individuellement ou par centre pivot) pour les aides au logement;
- la Comptabilité Publique pour le versement en tiers payant des aides au logement;
- la Section Départementale des Aides Publiques au Logement (SDAPL) pour les dossiers contentieux en APL;
- les CAF et tous autres Organismes débiteurs de PF ou de RMI, dans le cadre des mutations, pour les créances et pour contrôler qu'il n'existe pas de multi-affiliations d'allocataires;
- les régimes particuliers au titre des droits en APL;
- les tiers désignés attributaires des prestations dans les cas suivants : enfants placés, familles sous tutelle, en matière d'AAH et de prestations familiales;
- les Organismes financiers pour le paiement des prestations et le recouvrement des créances;
- les Caisses Primaires d'Assurance Maladie concernant les bénéficiaires d'API, d'AAH, d'APE à taux plein, du complément de libre choix d'activité de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), d'Allocation de Présence Parentale à taux plein;
- les Caisses Régionales d'Assurance Maladie pour l'assurance vieillesse des parents au foyer, pour l'affiliation à l'assurance maladie et le report au compte vieillesse des assistantes maternelles dans le cadre de l'AFEAMA;
- l'IRCEM (Institution de Retraite Complémentaire des Employés de particuliers) pour l'assurance vieillesse des assistantes maternelles dans le cadre de l'AFEAMA;
- la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAVTS) pour l'AVPF, la collecte du NIR des allocataires et pour le droit au complément de libre choix d'activité de la PAJE;
- les URSSAF pour la prise en charge des cotisations employeur des bénéficiaires d'AFEAMA et d'AGED;
- l'URSSAF du Puy en Velay, désignée par arrêté pour gérer le centre de traitement du complément de libre choix du mode de garde de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant :
 - . pour l'immatriculation des employeurs au titre de la garde d'enfants et l'établissement de l'attestation annuelle fiscale pour l'employeur
 - . pour la gestion des relations avec les salariés
- Les Assedic pour le contrôle des droits aux prestations CAF soumises à condition de ressources, et pour ce qui concerne l'APP, l'APE ou le complément libre choix d'activité de la PAJE;
- les services de Protection Maternelle et Infantile au titre de l'APJE;
- les COTOREP pour l'AAH;
- les Commissions Départementales d'Education Spécialisée pour le droit à l'AES;
- les Organismes débiteurs d'avantages vieillesse ou invalidité pour le calcul de l'AAH;
- la Direction Générale des Impôts pour le contrôle des allocataires bénéficiant de prestations familiales sous condition de ressources, pour l'application des dispositions fiscales en faveur des bénéficiaires de l'AAH;
- *Pour le recouvrement des créances alimentaires :*
 - . les administrations et services de l'Etat, les collectivités publiques, les Organismes assurant la gestion des prestations sociales, les tiers débiteurs ou dépositaires de fonds;
 - . la Direction Générale des Impôts pour la recherche des débiteurs de pensions défaillants (fichier FICOPA);
- les Commissions départementales de surendettement des familles;
- les organismes de liaison et les CAF des pays de la CEE pour le règlement des prestations familiales aux travailleurs de la CEE employés en France et dont la famille réside dans un autre Etat;
- les centres de vacances pour les aides aux vacances;
- les prestataires bénéficiaires de crédits d'action sociale pour l'accès des familles aux prestations de service proposées en fonction du quotient familial;
- En ce qui concerne les bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion :
 - . les organismes instructeurs pour le droit à l'allocation de RMI et le suivi des dossiers;
 - . les Présidents des conseils généraux pour le droit à l'allocation et le suivi des dossiers,
 - . les CPAM pour la couverture maladie universelle;
 - . les CMR pour la couverture maladie universelle des personnes relevant du régime d'assurance maladie des professions indépendantes (AMPI);
 - . les Organismes débiteurs de prestations sociales et les débiteurs d'aliments pour récupération des allocations de RMI versées à titre d'avances sur prestations (CPAM, CRAM et CNAVTS, CAF et CMSA, ASSEDIC, Conseil Général, Mairie, Directions Interdépartementales des Anciens Combattants...);
 - . les ASSEDIC pour le maintien du versement des allocations de chômage aux bénéficiaires du RMI;
 - . les Agences Locales pour l'Emploi dans le cadre de l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI;
 - . les Présidents des Centres Communaux d'Action Sociale et les Présidents des Conseils Généraux pour la mise en œuvre d'actions d'insertion (à leur demande);
 - . les Directions des services fiscaux pour l'application des dispositions fiscales en faveur des bénéficiaires du RMI.
- les Préfets pour l'application des mesures de prévention des expulsions locatives pour impayés;

Dans les Départements d'outre-mer :

Les liaisons ci-dessus mentionnées entre d'une part la CAF, d'autre part la CRAM, la CPAM, la CNAV et l'URSSAF sont établies dans les DOM avec la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

En ce qui concerne les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion :

- . les organismes instructeurs pour le droit à l'allocation de RMI et le suivi des dossiers,
- . les agences départementales d'insertion pour le droit à l'allocation et le suivi des dossiers

Liaisons particulières :

- . la CGSS pour vérification du paiement des cotisations familiales par les exploitants agricoles, pour exonération ou calcul de la cotisation AMEXA;
- . la Trésorerie Générale pour éviter les doubles paiements en faveur des enfants dont l'un des parents relève de la fonction publique;

Pour l'accueil des allocataires :

Les Caisses d'allocations familiales peuvent conclure entre elles des accords de service pour mutualiser la fonction d'accueil et d'information des allocataires sur leurs droits.

A ce titre, des conventions sont signées entre les Caf concernées et des habilitations d'accès aux fichiers, en consultation, sont délivrées aux agents des Caf de proximité.

ARTICLE 6 - DROIT D'ACCES

Le droit d'accès et de rectification prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales qui verse les prestations.

Le droit d'accès est étendu, pour le créancier de la pension alimentaire, à toutes les informations qu'il aurait pu lui-même recueillir s'il avait agi seul pour le recouvrement de sa créance ou s'il avait agi par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

En outre, le droit d'opposition prévu par l'article 26 de la Loi du 6 janvier 1978 ne s'applique pas à ce traitement.

ARTICLE 7 - PUBLICITE

La présente décision sera publiée dans le guide des textes réglementaires édité par l'UCANSS.

Elle sera tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'Allocations Familiales mettant en œuvre l'application et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**MODELE NATIONAL CRISTAL
INFORMATIONS TRAITEES**

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<i>CORPS DU DOSSIER ALLOCATAIRE</i>	
<u>INFORMATIONS GENERALES</u>	
- NIR	- code validité
- Identité Mr, Mme	- NIR
	- noms patronymique/ marital, prénom
	- code résidence
	- adresse, code commune INSEE
	- code secteur social
	- code pays résidence ou d'activité
	- numéro téléphone (facultatif)
	- date de naissance, date de décès
	- code nationalité (Français, CEE, autres)
	- date d'acquisition nationalité
- Identité enfants	- noms, prénom, rang
	- date de naissance, date de décès
	- code nationalité (Français, CEE, autres, étrangers pour RMI)
	- date d'acquisition nationalité
	- code pays de résidence
	- type parenté
	- date de début/fin de prise en charge
- Pour les étrangers	- numéro AGDREF
	- code type validité titre séjour, dates limite du titre de séjour de l'allocataire et des enfants, du conjoint/concubin pour le droit au RMI et l'affiliation à l'AVPF
	- nature du titre de séjour, numéro de duplicata
- Pour les nomades	- dates limite du titre de circulation
- Situation familiale	- code lien matrimonial, dates début/fin
- Vie professionnelle	- code régime d'appartenance au sens des PF
	- code activité Mr, Mme, enfants
	- dates début/fin activité, dates d'effet
	- numéro contrat d'apprentissage
	- numéro SIRET (ETI)
- Informations relatives aux droits	- matricule
	- code allocataire, attributaire
	- code confidentiel allocataire pour accès aux serveurs
	- numéro de dossier à l'étranger
	- code dossier PF du personnel
	- date de demande de prestations
	- date début/fin de droit PF
	- code nature prestations, montant
	- code prestation externe
	- code motif non droit ou réduction
	- dates limite validité de la carte de priorité
	- code type de séjour à l'étranger (pour enfants)
	- codes échéances / date
	- Informations relatives à la situation du dossier
	- Informations relatives aux mutations de dossier
	- Informations relatives au règlement des prestations
- Informations relatives aux créances	- code famille créances
	- code nature créances
	- code origine détection indus, code responsabilité indus
	- code nature des indus
	- code famille des indus
	- montant initial, montant solde réel, solde théorique

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<ul style="list-style-type: none"> - Informations relatives aux mouvements comptables - Informations relatives aux ressources 	<ul style="list-style-type: none"> - code statut créances - code état créances, code suivi - montant remboursements, modalités de recouvrement <i>Pour le plan de recouvrement personnalisé :</i> - montant des charges de logement acquittées/retenues - quotient familial - montant du cumul des ressources - montant du cumul des prestations - montant de la retenue personnalisée
<p><i>Evaluation forfaitaire (le cas échéant)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - code nature des ressources, montant, périodicité - montant des charges - code avis imposition - quotient familial - code appel relance ressources / date
<p><u>INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Allocation pour jeune enfant - Prime à la naissance de la PAJE (à compter du 01.01.04) 	<ul style="list-style-type: none"> - date d'ouverture de droit - dates début/fin de prise en compte - mois de référence, montant - taux abattement pour frais professionnels - montant annuel de l'évaluation forfaitaire - code nature
<ul style="list-style-type: none"> - Allocation de garde d'enfants à domicile 	<ul style="list-style-type: none"> - date présumée de conception - date de déclaration de grossesse - date de passation examens, de réception feuillets - date de soumission à la PMI - code dérogation déclaration / examens - code nature fin de grossesse, date - date d'entrée /de sortie de France de Mme - envoi livret de paternité
<ul style="list-style-type: none"> - Aide à la Famille pour l'Emploi d'une assistante maternelle agréée 	<ul style="list-style-type: none"> - numéro employeur de l'allocataire - date d'immatriculation par l'URSSAF - code versement cotisations URSSAF - montant des cotisations payées par la CAF - code acquittement cotis. Vieillesse pour allocataires ETI - code cessation emploi, date
<p><i>Complément libre choix du mode de garde de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro employeur de l'allocataire - pseudo- siret - date immatriculation par l'URSSAF - numéro interne de l'assistante maternelle - rang de l'enfant gardé - salaire assistante maternelle - code versement cotisations URSSAF - montant des cotisations payées par la CAF - date réception des déclarations nominatives trimestrielles - montant des congés payés - nombre de jours de garde d'enfants - code cessation emploi / date
<ul style="list-style-type: none"> - Allocation parentale d'éducation - Complément de libre choix d'activité de la Prestation PAJE d'Accueil du Jeune Enfant 	<ul style="list-style-type: none"> - pseudo- siret employeur - date de la demande - montant du revenu mensuel - code cotisations assurance vieillesse acquittées (Oui - Non) - code dérogation à la condition d'activité - référence documentaire et rang du volet social - code mode de garde : assistante maternelle / garde à domicile - période d'emploi (mois, année) - montant du salaire net - montant des indemnités d'entretien (emploi ass^{te}. maternelle) - code plafond - montant total cotisations, montant pris en charge par CAF - montant cumulé des salaires nets - date prévisionnelle prélèvement cotisations sur compte CAF
	<ul style="list-style-type: none"> - code enfant APE - rang de l'enfant - date début/fin condition remplie pour l'enfant - taux d'activité - code intéressement

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
	<ul style="list-style-type: none"> - code taux partiel (dates début/fin) - code taux et nombre de mois payés par Caf cédante - code retour résultat recherche de la DSINDS - nombre de trimestres d'activité professionnelle ou assimilée Validés au titre de l'assurance vieillesse - nombre de trimestres validés par le technicien - nombre total trimestres validés - code nature pièces justificatives
- Allocation de parent isolé	<ul style="list-style-type: none"> - code fait générateur - code allocation veuvage - code enfant API, - code type intéressement - montant intéressement - code abattement ressources - montant abattement / neutralisation - nombre de mois versés - montant forfait logement - montant des prestations prises en compte pour le calcul du droit
- Allocation de rentrée scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - date année civile - attestation non paiement autre régime reçue - ARS payée par un autre régime - toutes conditions enfant remplies
- Allocation de soutien familial	<ul style="list-style-type: none"> - référence du jugement/date, code nature jugement - date assignation - enfant bénéficiaire de la pension - montant pension, date d'effet, code nature indexation - date dernier paiement PA, montant versé, période concernée - code versement PA enfant + de 18 ans - code situation parent/enfant au regard de l'ASF - date engagement procédure allocataire à l'encontre de l'autre parent, date d'abandon de procédure
- Aides au logement Informations communes pour l'AL et l'APL	<ul style="list-style-type: none"> - nature de la demande, date - numéro interne bailleur/prêteur - code tiers payant bailleur - date de début/fin d'occupation du logement - code zone géographique - code plafond loyers - code d'occupation - code colocataires, nombre de colocataires - montant mensualité plafond, dates début/fin
Accession	<ul style="list-style-type: none"> - date de l'offre de prêt, date d'acceptation - titulaire des prêts - code nature prêts, code type et date d'effet, rang - montant prêt, durée, terme, périodicité - montant remboursements - taux de prise en charge du prêt (pour local mixte) - date, taux et montant assurance prêt - code "à jour" prêt
Location	<ul style="list-style-type: none"> - dates du bail - montant du loyer, périodicité - taux de prise en charge loyer (local mixte) - date des quittances, code appel relance quittance - code nature des charges de logement - montant des charges résiduelles - date, taux, montant de l'assurance prêt loyer - dates mesure transitoire barème unique - montant compensatoire logement - montant référence logement <p>Pour les étudiants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - code confirmation occupation logement - date confirmation - année justificatif étudiant boursier
Impayés	<ul style="list-style-type: none"> - montant des impayés - date de signalement - code origine signalement, code signalement hors délais - date saisine commission surendettement

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
	<ul style="list-style-type: none"> - date début/fin de surendettement - nombre de mois suspension examen du dossier - code surendettement (saisine simple, projet plan apurement, plan signé, échec procédure amiable, redressement judiciaire, effacement code existant) - code état impayés/date - code décision bailleur/prêteur, date - code suivi plan d'apurement, date contrôle respect du plan - date début/fin des impayés, date fin de procédure impayés
<i>Pour les autres personnes vivant au foyer</i>	<ul style="list-style-type: none"> - noms, prénom, sexe - date de naissance, date de décès - code type de parenté / date d'effet - code à charge au sens de l'AL, date de prise en charge - code activité, date début/fin
<i>Informations spécifiques pour l'allocation de logement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code nature organisme/foyer - surface du logement, surface à usage professionnelle - date de construction du logement (DOM) - pourcentage surface habitable (local mixte) - nombre de personnes - code dérogation peuplement/salubrité, dates début/fin
<i>ALS infirmes</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro COTOREP - code avis COTOREP, date début/fin accord
<i>Informations spécifiques pour l'aide personnalisée au logement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code attestation non paiement AL par autre Organisme - date conventionnement logement, code nature conventionnement, date d'effet, numéro de convention - date de fin des travaux - code motif suspension/radiation - date de saisine de la SDAPL, date d'effet - code décision SDAPL, date <p><i>Réforme APL locative :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - montants de référence personne isolée/faibles revenus - montants compensatoires personne isolée/faibles revenus - code nature compensation revenus - dates début/fin validité calcul
<i>Informations pour la prime de déménagement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - date du déménagement - code dérogation de délai - montant des frais, montant participation extérieure
- Informations relatives au Revenu Minimum d'Insertion	<ul style="list-style-type: none"> - numéro d'instruction (département, type d'instructeur, Commune, n° instructeur, n° dossier CLI) - références instructeur (code type instructeur, agrément Instruction/ domiciliation/ paiement) - références CLI, numéro - date pré liquidation RMI - code état du dossier - code proposition de rejet au PCG - code certificat de perte de pièces d'identité
<i>Avis du Président du conseil général</i>	<ul style="list-style-type: none"> - date réception de la décision d'attribution - code proposition dispense ASF (refus dispense, dispense avec réduction, dispense totale) - code avis PCG, date - code avis dérogation aux conditions d'âge, de résidence, de nationalité, d'activité, de surface (exploitation agricole dans les DOM) - date début/fin accord - périodes hospitalisation - code abattement ressources (neutralisation, abattement, refus) - montant plafond RMI, montant réduction hospitalisation, montant abattement, Montant assiette RMI, montant RMI + PF, montant total abattements/neutralisation - code occupation du logement / date d'effet - montant forfaitaire aide au logement - surface du jardin - code type intéressement antérieur ou postérieur au 2/8/92 (CES, inscription ANPE, gestion horaire) - montant intéressement - montant abattement indemnités représentatives de frais - nombre d'heures de travail - code conditions administratives remplies (saisonniers, ETI) - code récépissé demande pension vieillesse, code régime, montant pension - montant compensation pension, période compensation - code à charge conjoint au sens du RMI - code exclusion personne pour calcul du droit - code décision prolongation

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
<i>Autres personnes vivant au foyer</i>	<ul style="list-style-type: none"> - noms, prénom, sexe - date de naissance, date de décès - code type de parenté, date d'effet - code à charge, date prise en charge au sens du RMI - nombre enfants/autres personnes ouvrant droit au RMI - code activité, dates début/fin
<i>Enfants et autres personnes à charge et de moins de 25 ans</i>	<ul style="list-style-type: none"> - NIR (pour CMU - CMUC)
<i>Caractéristiques concernant les Aides familiaux participant à l'exploitation agricole (DOM)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates début/fin des caractéristiques - nom, prénom - rang de la famille - code situation de famille (couple - isolé) - nombre de personnes 17/25 ans prises en compte
<i>- Allocation d'éducation spéciale</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates début/fin d'accord de la CDES - numéro de Commission, date - code type AES, code décision CDES - code prise en charge frais de séjour par assurance maladie ou l'aide sociale - nombre de jours retour foyer, nombre de jours payés, reliquat - code internat/externat - dates début/fin d'opposition - code droit AAH existant
<i>- Allocation aux adultes handicapés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro dossier COTOREP - code avis COTOREP, dates début/fin d'accord - date demande par la COTOREP affiliation assurance vieillesse - code hospitalisation, périodes - code forfait journalier - périodes de placement - nombre de jours retour au foyer, nombre de jours payés, reliquat - date d'effet opposition AAH - date demande de pension invalidité/vieillesse - code récépissé de demande de pension - code acceptation/refus, date acceptation/refus - code régime pension vieillesse - code nature pension, montant, montant compensation pension, périodes compensation
<i>- En cas de placement d'enfant</i>	<ul style="list-style-type: none"> - dates de placement - code lien affectif
<i>- En cas de tutelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne du tuteur - code nature tutelle - dates début/fin tutelle, date de prolongation - code indicateur prestation concernée par tutelle - code adressage des notifications de droits et paiements
<i>- En cas d'invalidité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro de dossier de carte d'invalidité - code carte invalidité, dates début/fin carte, taux invalidité
<i>- Pour l'assurance personnelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code assurance personnelle/affiliation assurance maladie - dates d'effet
<i>- Pour la réduction sociale téléphonique</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code prestation (RMI - AAH) - date de situation
<i>- Pour la couverture maladie</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code bénéficiaire prestation (RMI - AAH - APE - API) - code activité (ETI - autre) - date de traitement de l'échange
<i>- Pour l'assurance vieillesse des parents au foyer</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro dossier COTOREP - code avis COTOREP, dates début/fin avis - code titre affiliation à l'AVPF - code type déclaration nominative annelle, dates début/fin
ANNEXES DU DOSSIER ALLOCATAIRE	
<i>- Annexe 1 : Mouvements Pièces traitées</i>	<ul style="list-style-type: none"> - date enregistrement des pièces reçues - numéro de la pièce, nombre de feuillets constituant pièce - code type de pièce, code appel/réception - numéro interne du destinataire de la pièce émise - numéro agent, commentaire agent sur la pièce - date de saisie des informations - code type de saisie

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
	<ul style="list-style-type: none"> - code type mouvement - code état pièce reçue, date d'effet - code famille pièces, code nature pièces - numéros bande archivage, film, vue, lot de pièces, n° pièce
<i>Faits générateurs élaborés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - code fait générateur, date, code nature domaine - code origine liquidation - code nature de la session
- <i>Annexe 2 : résultats</i>	<ul style="list-style-type: none"> - synthèse des notifications émises - traces de raisonnement
- <i>Annexe 3 : contrôles administratifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> - date plan de contrôle - code cible contrôle, libellé commentaire motif - code critère, libellé et rang du critère - code type de contrôle - code action, résultat contrôle CAF/ASSEDIC - code incidence contrôle CAF/DGI - n° agent demandant contrôle, n° contrôleur - date de détection du contrôle - numéro de campagne, dates début/fin de campagne - dates lancement contrôle, prise en charge par contrôleur, de clôture par contrôleur - temps passé à l'enquête - code état du contrôle - code origine pièce (libellé numérique) - date élaboration - code type identifiant pièce - commentaires sur conclusions du contrôle - impact financier du contrôle
- <i>Annexe 4 : contrôles financiers</i>	<ul style="list-style-type: none"> - date du mois en cours liquidation - numéro agent liquidation, numéro agent vérificateur - code type sélection - taux minimum/maximum pour vérification des dossiers - quantité dossiers maximum - date vérification, code résultat, code rejet - commentaires du vérificateur - code type vérification - code état du dossier pendant la vérification - montant impact financier vérification, montant régularisation - date et heure intervention Agent comptable - code intervention - code cible avant paiement - code critère vérification - code indicateur multi-ciblage - code cible de plus haute priorité
<i>Pour les besoins du plan de contrôle interne</i>	
<i>Saisie de masse</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro de compostage (début/fin) - lot saisie de masse - taux de dossier à vérifier - quantité de dossiers maximum
- <i>Annexe 5 : contentieux</i> <i>Informations relatives aux débiteurs de pensions alimentaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne du débiteur - date envoi courrier contentieux, date réponse - n° courrier, code suivi courrier pour recherche débiteur - dates proposition/acceptation procédure, code réponse - code réponse débiteur, code type procédure - code type tiers détenteur de fonds - montants arriéré, total PA terme courant - montant frais de gestion - libellé commentaire sur situation débiteur
- <i>Annexe 6 : Action sociale</i> <i>Pour l'émission et le paiement des bons vacances</i>	<ul style="list-style-type: none"> - année - code résultat émission (<i>droits ouverts ou motif refus</i>) - dates début/fin effet quotient familial vacances
- <i>Annexe 7 : "commentaires"</i> <i>(portant sur la procédure d'instruction administrative du dossier)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro agent ayant saisi le commentaire - numéro d'ordre commentaire, date, libellé - numéro de la personne objet du commentaire - code nature créance, rang créance
DONNEES DE REFERENCE CONCERNANT LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES	
<i>Assistants maternelles pour l'AFEAMA</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - code qualité (Mr, Mme, Mle)

CATEGORIES D'INFORMATIONS	DONNEES
	<ul style="list-style-type: none"> - nom d'usage, nom patronymique, prénom - date de naissance, *commune de naissance (facultatif) - NIR - adresse, n° tél. (facultatif) - code type agrément, dates d'effet
<i>Bailleurs en AL</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - code qualité - nom d'usage, prénom, adresse, n° tél (facultatif) - mode de règlement, domiciliation bancaire - code mode de paiement (individuel/groupé) - code gestion globale des créances
<i>Bailleurs en APL</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne, numéro au fichier national - nom d'usage, prénom, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - numéro agence - code organisme comptabilité publique ou non - code support échange d'informations - mode de règlement, domiciliation bancaire - code mode de paiement - code gestion globale des créances - commentaire
<i>Débiteurs en ASF</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - noms d'usage/ patronymique, prénom, code qualité - date de naissance, - NIR, code validité - adresse, n° tél. (facultatif)
<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaires de prêts / secours - Prêteurs en AL - Responsables de centres de vacances - Tiers détenteurs fonds/créances 	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - code qualité - nom d'usage, prénom, adresse, n° tél. (facultatif) - domiciliation bancaire
<i>- Tuteurs</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - nom d'usage, prénom, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - domiciliation bancaire - code gestion individualisée de la domiciliation bancaire
<i>- Employeurs des allocataires relevant de la réglementation CEE et de conventions</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - nom d'usage, prénom, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - n° SIRET
<i>- Autres tiers personnes physiques ou morales</i>	<ul style="list-style-type: none"> - numéro interne - nom d'usage, prénom, raison sociale, code qualité - adresse, n° tél. (facultatif) - domiciliation bancaire (le cas échéant)

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de sa Directrice.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales de Nancy, 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

COMPLEMENT A L'ACTE REGLEMENTAIRE CRISTAL

TRAITEMENT INFORMATIQUE REALISE PAR LA CAF DE MEURTHE ET MOSELLE

La Caisse Nationale des Allocations Familiales du LUXEMBOURG est destinataire d'informations relatives aux bénéficiaires du complément différentiel luxembourgeoise et aux bénéficiaires de l'allocation différentielle française

ANNEXE 10

TRANSMISSION D'INFORMATIONS ENTRE LE TERRITOIRE FRANÇAIS ET L'ETRANGER

1) ALLOCATION DIFFERENTIELLE FRANCAISE

Le décret n° 78.378 du 17.03.78 porte application des dispositions de la loi du 4.07.75 dite de "Généralisation de la Sécurité Sociale".

Il stipule en article 4 que "les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfants versées en application des traités, conventions et accords internationaux auxquels la France est partie. Seule une allocation différentielle est alors éventuellement versée".

Le paiement de cette prestation est régi par la production d'une attestation trimestrielle de paiement de l'organisme débiteur de prestations du pays étranger où travaille l'allocataire.

Le modèle de gestion de système de protection sociale prestations familiales prévoit de demander cette attestation directement à l'allocataire qui doit contacter l'organisme étranger qui lui répond. Ce n'est qu'à réception de cette réponse que la CAF peut procéder à la révision des dossiers.

Cette redondance de courriers entraîne un retard non négligeable dans la fourniture des pièces justificatives. De nombreux problèmes ont été constatés, dont les plus néfastes sont la détection fréquente de trop-perçus importants.

Pour éviter ces complications nuisant au service de ses allocataires, la CAF 54 projette de mettre en place un circuit de liaison directe par support magnétique avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales du Luxembourg, circuit qui peut être résumé comme suit :

- 1°) Tous les trimestres, la CAF de Meurthe et Moselle constitue un support magnétique des personnes connues comme percevant l'allocation différentielle à la CNAF du Luxembourg.
- 2°) La CNAF du Luxembourg complète pour chaque allocataire le montant des prestations perçues au Luxembourg au cours du trimestre.
- 3°) La CAF de Meurthe et Moselle, au retour de ce support magnétique, provoque la création de faits générateurs CRISTAL avec édition d'une liste témoin.

2) COMPLEMENT DIFFERENTIEL LUXEMBOURGEOIS

L'Article 76 du règlement de la CEE n°1408/71 fixe les règles de priorité en cas d'activité en France de l'un des parents et de l'autre parent dans un autre Etat membre.

Pour permettre à la CNPF du Luxembourg de verser le complément différentiel, un échange par support magnétique est mis en place en vue de communiquer le montant des prestations familiales exportables dues aux allocataires concernés.

La CNPF du Luxembourg va transmettre semestriellement un fichier à la Caisse d'Allocations familiales française, fichier transmis par ses soins au Centre de Traitement informatique dont elle dépend et qui sera chargé de compléter le montant des prestations versées.

Ce nouveau circuit, comme dans le cas de l'allocation différentielle française, va permettre de par sa simplification, une prise en compte plus rapide des informations impliquant le paiement des sommes dues.

ANNEXE 14		LES CATEGORIES D'INFORMATIONS TRAITEES ET LEURS DESTINATAIRES		
CATEGORIES D'INFORMATIONS	DESIGNATION DES RUBRIQUES OU FICHIER	ORIGINE DE L'INFORMATION	DESTINATAIRES DES INFORMATIONS AUTRES QUE L'EMETTEUR	DUREE DE CONSERVATION
IDENTITE des Personnes concernées par les échanges CAF54-CNPF liés à la gestion de l'ADI et du Complément différentiel.				
Allocataire	- N° Allocataire - Nom - Prénom Montant des prestations selon Organisme débiteur de l'ADI Identifiant	Service de liquidation Allocataire Soit CNPF du Luxembourg Soit CAF de Nancy CAF du Luxembourg CAF de Meurthe et Moselle	Centre Informatique de la Sécurité Sociale du Luxembourg Route d'Esch à Luxembourg CAF de Nancy CNPF du Luxembourg CAF de Meurthe et Moselle CNPF du Luxembourg	Vie du dossier + 24 mois après radiation.
IDENTITE des enfants pour l'échange CNPF-CAF liée à la gestion du complément différentiel	- Nom - Prénom - Date naissance - Situation	Allocataire	CNPF du Luxembourg	

ANNEXE 16

INTER CONNEXION - MISE EN RELATION - RAPPROCHEMENT, CESSION

TRANSMISSION

Les informations destinées à la Caisse Nationale des Allocations Familiales du Luxembourg ou à la Caisse d'allocations familiales française sont transmises par support magnétique.

Elles sont adressées :

- trimestriellement, suite au traitement CRISTAL d'appel du montant des prestations perçues à l'étranger pour le versement de l'Allocation différentielle française,
- semestriellement, suite au traitement informatique réalisé au CERTI du Centre-Est à Dijon pour le compte de la Caisse d'allocations familiales française, en vue du versement du complément différentiel luxembourgeois.

RECEPTION

Chaque organisme complète pour chacun de ses allocataires le montant des prestations perçues dans le pays d'origine et adresse le support magnétique à son homologue.

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 10 février 2004

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU PARTAGE DE DONNEES ENTRE LES ORGANISMES GESTIONNAIRES DU COMPLEMENT DE MODE DE GARDE DE LA PAJE

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés et le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour son application,

Vu le Code de la Sécurité sociale, notamment ses articles L 115-2, 511,

Vu l'avis réputé favorable de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (notifié le 9 janvier 2004),

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1^{er} - Dans le cadre de la gestion du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant, les Caisses d'allocations familiales et l'organisme de recouvrement désigné par arrêté mettent en œuvre un partage d'informations concernant les employeurs bénéficiaires de la prestation.

ARTICLE 2 - Ce partage d'informations a pour finalité la relation de service à l'utilisateur, en permettant aux organismes gestionnaires de lui apporter une information globale sur le traitement de sa demande.

A cette fin, des agents des Caf d'une part et du Centre de traitement Pajemploi d'autre part sont habilités à accéder aux données de gestion détenues par l'autre organisme et nécessaires à l'information des bénéficiaires.

ARTICLE 3 - Les catégories de données mises à la disposition des agents habilités du Centre Pajemploi par les Caf sont :

- la date d'arrivée de la demande de complément de mode de garde de la Paje à la Caf ;
- la date de traitement de la demande ;
- l'état de la demande (en cours, demande d'informations complémentaires, traité).

Sur un historique de 12 mois :

- le montant de prise en charge du salaire ;
- la date de paiement ;
- la date de naissance des enfants éligibles au CMG de la Paje

Les catégories de données de gestion mises à la disposition des agents habilités des Caf par le Centre Pajemploi sont :

- le numéro du volet social ;
- le rang du volet social (rang le plus élevé) ;
- la date de réception ;
- l'état du traitement du volet : en instance, accepté, rejeté ;
- le code motif de rejet ou de l'instance.

ARTICLE 4 - Pour assurer la confidentialité des informations, une procédure d'accès avec identification des agents de l'organisme de recouvrement est mise en place par les Caisses d'allocations familiales.

Un enregistrement systématique des données de connexion est effectué pour permettre un contrôle effectif des accès aux fichiers.

ARTICLE 5 - Le droit d'accès prévu au chapitre V de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la Caisse d'allocations familiales compétente.

ARTICLE 6 - La présente décision sera publiée par la Cnaf dans le guide des textes réglementaires édité par l'Ucanss.

Elle sera tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus. Il est placé sous la responsabilité de son Directeur.

Le droit d'accès aux informations s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales de Nancy, 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX

La Directrice

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 10 février 2004

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA PROCEDURE AUTOMATISEE DE COLLECTE DES INFORMATIONS NECESSAIRES
A L'APPRECIATION DE LA CONDITION D'ACTIVITE POUR L'OUVERTURE DU DROIT AU COMPLEMENT LIBRE CHOIX D'ACTIVITE**

Vu la Convention du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu le code de la Sécurité sociale, notamment les articles L. 532-1, L. 511-1, L. 531-4,

Vu la délibération n°87-2 du 13 janvier 1987 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et la modification n°3 qui a donné lieu à un avis réputé favorable, notifié le 9 janvier 2004,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1^{er} - Il est créé, par les Caisses d'allocations familiales, une procédure automatisée de collecte, auprès de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, des informations nécessaires à l'appréciation de la condition d'activité pour l'ouverture du droit au complément libre choix d'activité dans le cadre de la Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

ARTICLE 2 - Cette procédure a pour finalités :

- d'enregistrer automatiquement dans les fichiers des Caf, pour les allocataires susceptibles de bénéficier du complément libre choix d'activité, les périodes d'activité ou de situations assimilées.
- d'éviter ou de limiter la production de justificatifs à l'appui de la demande d'allocation qui aura été faite par l'allocataire

ARTICLE 3 - Les allocataires concernés par la procédure de collecte sont ceux pour lesquels un droit théorique au complément libre choix d'activité a été déterminé :

- soit à l'occasion de l'enregistrement d'une grossesse
 - soit lors de l'arrivée au foyer d'un enfant pouvant générer un droit,
- et si la condition d'activité n'est pas déjà connue de la Caf.

ARTICLE 4 - L'échange d'informations s'effectue entre le Centre serveur national de Nice pour le compte des Caf et la Direction du Système d'Information National des Données Sociales (D.S.I.N.D.S.) de la C.N.A.V.T.S. Il repose sur :

- un **fichier d'appel** constitué par les Caf comprenant les informations suivantes :
 - . information permanente : code nature du report au fichier national des comptes individuels
 - . informations par allocataire :
 - NIR - nom et prénom de l'allocataire - matricule,
 - année de naissance de l'enfant - rang de l'enfant

- un **fichier résultat** retourné par la D.S.I.N.D.S. communiquant pour chaque compte interrogé :
 - . les noms et prénom en sa possession correspondant au NIR de l'allocataire fourni par la Caf,
 - . le nombre de trimestres validés par année au titre de l'activité professionnelle et de situations assimilées.

Les informations relatives à la condition d'activité sont enregistrées dans les fichiers des Caf. Leur durée de conservation n'excède pas celle fixée par le système de traitement des prestations utilisé par la Caf en ce qui concerne la nature et le paiement des prestations.

ARTICLE 4 Bis - Une procédure de recherche du NIR certifié est mise en place entre le Centre serveur national de Nice pour le compte des Caf et la D.S.I.N.D.S. de la C.N.A.V.T.S., dans les conditions prévues par le protocole d'accord en date du 7 février 1989 sur l'identification à partir du RNIPP (Répertoire National d'Identification des Personnes Physiques).

Une première recherche dans le S.N.G.I. (système national de gestion des immatriculations) est effectuée par la C.N.A.V.T.S. sur la base d'un fichier d'appel Caf constitué par les informations suivantes :

- . n° d'ordre ;
- . noms patronymique et marital, prénom, sexe, date de naissance ;
- . code nationalité ;
- . NIR communiqué par l'allocataire.

Un fichier résultat de la recherche retourné par la D.S.I.N.D.S. indique :

- soit le NIR connu,
- soit la raison pour laquelle le NIR n'a pas été trouvé.

Pour les non-trouvés, il est prévu une seconde interrogation de la C.N.A.V.T.S. -et le cas échéant de l'INSEE-, avec des informations complémentaires recherchées par les Caf dans les dossiers allocataires :

- . l'ensemble des prénoms ;
- . le code géographique et le lieu de naissance ;
- . la filiation : noms et prénom du père et de la mère.

Pour les demandes d'immatriculation et pour les recherches concernant les personnes nées hors Métropole, la photocopie d'une pièce d'état civil doit obligatoirement être fournie par la Caf à l'appui de la demande.

Les NIR certifiés font l'objet d'une notification aux allocataires concernés.

ARTICLE 5 - Les allocataires visés aux articles 4 et 4 bis sont informés individuellement de leur droit potentiel au complément libre choix d'activité et de l'enregistrement dans les fichiers des Caf des informations qui les concernent.

ARTICLE 6 - Le droit d'accès prévu au chapitre V de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la Caisse d'allocations familiales dont dépend l'allocataire.

ARTICLE 7 - La présente décision sera publiée dans le guide des textes réglementaires édité par l'UCANSS.

Elle sera tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'allocations familiales et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de son Directeur.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales de Nancy, 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 10 février 2004

ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF AU MODELE NATIONAL DE LIAISON AUTOMATISEE ENTRE LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET LES ASSÉDIC

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés et le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu le décret n° 85.420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de Sécurité Sociale,

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 115-2 et 583-3, L. 511-1, L. 532-2, L. 544-8

Vu la loi n° 88.1088 du 1er décembre 1988 relative au Revenu Minimum d'Insertion et la loi n° 92.722 du 29 juillet 1992 relative au RMI et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle

Vu l'avis du 3 octobre 1995 de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés et la dernière modification (n° 3) qui a donné lieu à un avis réputé favorable, notifié le 9 janvier 2004,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1 - Il est mis en place une liaison automatisée entre les Caisses d'allocations familiales et les Assédic concernées.

ARTICLE 2 - Finalités

Un échange mensuel d'informations nominatives entre les deux organismes a pour finalités :

- de contrôler la situation de chômage déclarée par l'allocataire et de vérifier son droit aux prestations servies par la Caf,
- de contrôler le montant des indemnités versées par l'Assédic lorsque celui-ci intervient dans le calcul d'une prestation différentielle,
- d'avoir connaissance, très rapidement, des changements de situation professionnelle et économique qui ont une incidence directe sur le droit aux prestations,
- d'éviter à l'allocataire au chômage d'effectuer les nombreuses démarches à la fois auprès de l'Assédic et de la Caf.

Mensuellement il est également procédé au signalement, auprès des Assédic, des ouvertures de droit et des fins de droit à l'allocation parentale d'éducation ou au complément libre choix d'activité (dans le cadre de la prestation d'accueil du jeune enfant) et à l'allocation de présence parentale en raison des règles de non cumul entre prestations.

ARTICLE 3 - Le traitement informatique concerne la population suivante :

- les bénéficiaires des prestations ainsi que leur conjoint ou concubin connus comme chômeurs,
- tous les bénéficiaires d'une prestation différentielle
- les bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation ou du complément libre choix d'activité
- les bénéficiaires de l'allocation de présence parentale

ARTICLE 4 - Description de la procédure

Les transferts de données entre les organismes s'effectuent par réseau :

- centralisation par le Centre serveur national de la CNAF des fichiers d'appel créés à partir des fichiers d'allocataires gérés par les Caf,
- envoi des signalements relatifs à l'allocation parentale d'éducation, au complément libre choix d'activité et à l'allocation de présence parentale au Centre serveur de l'UNEDIC,
- transmission du fichier d'appel au Centre informatique inter-Assédic d'Ile de France, en vue de la consultation et de la restitution du fichier mis à jour au regard de la situation des allocataires vis-à-vis du chômage, par consultation des fichiers des Assédic,
- réception et ventilation entre les Caf des fichiers transmis par le Centre informatique inter-Assédic.

ARTICLE 5 - Informations traitées

Le fichier constitué par la Caisse d'Allocations Familiales comprend les informations nominatives suivantes :

- Identification Caf: n° de la Caf dont relève le bénéficiaire, département de résidence du bénéficiaire, n° INSEE de la commune, NIR, code NIR certifié, date de naissance, n° allocataire CAF, noms patronymique et marital, prénom,

- Code population Caf :
 - . bénéficiaire du Revenu Minimum d'Insertion
 - . bénéficiaire d'une autre prestation différentielle
 - . bénéficiaire de l'allocation parentale d'éducation ou du complément libre choix d'activité à taux plein ou à taux partiel
 - . 1er mois et dernier mois payé
 - . bénéficiaire de l'allocation de présence parentale taux plein ou à taux partiel
 - . 1er mois et dernier mois payé

Le fichier résultat

- fichier d'appel restitué, complété par :
 - code résultat de la recherche Assedic : non trouvé, trouvé, transféré vers une autre Assedic
 - Lorsque la recherche est négative, la Caf effectue le contrôle de la situation de chômage par appel de pièces justificatives.
 - Lorsque la recherche est positive, les informations suivantes sont fournies :
 - Identification Assedic : département de résidence du bénéficiaire, code INSEE de la commune, NIR, code NIR certifié, date de naissance, n° allocataire Assedic, noms patronymique et marital, prénom
 - Code situation d'indemnisation :
 - . Droits non ouverts
 - . Indemnisation différée
 - . Dernier jour indemnisé antérieur à la période de référence
 - . Dernier jour indemnisé situé dans la période de référence
 - Catégorie de demandeur d'emploi
 - Date d'inscription, date de radiation comme demandeur d'emploi
- Pour les deux derniers codes de situation indemnisation, précision de la date du dernier jour indemnisé, du code nature de l'allocation servie au dernier jour et du motif d'interruption de l'indemnisation.
- Si le dernier jour indemnisé est situé dans la période de référence, détail sur les différentes périodes d'indemnisation :
- . date début et fin de période
 - . code de l'allocation servie
 - . montant journalier de l'indemnisation (*uniquement pour les bénéficiaires du RMI ou d'une autre prestation différentielle*)
 - . code plancher pour l'Allocation Unique Dégressive (oui/non)
 - Information supplémentaire s'il y a eu transfert des droits ou changement de domicile pendant la période de référence : n° d'agrément de l'Assedic compétente

La Caisse d'allocations familiales enregistre, le cas échéant, dans ses fichiers les informations suivantes :

- Date d'effet de reprise d'activité,
- Code nature de l'indemnisation servie et la date d'effet, si un changement de situation est intervenu.
- en ce qui concerne les bénéficiaires d'une prestation différentielle : le montant de l'indemnisation.

ARTICLE 6 - Les destinataires des informations traitées sont les agents habilités :

- des Caisses d'allocations familiales pour l'exploitation des données concernant leurs allocataires,
- des Assedic pour le seul traitement informatique des données reçues des Caf.

ARTICLE 7 - Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur de la Caisse d'allocations familiales.

Le droit d'opposition prévu par l'article 26 de cette même loi ne s'applique pas à ce traitement.

ARTICLE 8 - La présente décision sera :

- insérée dans le guide des textes réglementaires édité par l'UCANSS,
- tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'allocations familiales et publiée dans le recueil départemental des actes administratifs.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de son Directeur.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'allocations Familiales de NANCY, 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

C.N.A.F. - Conseil d'Administration du 7 septembre 2004

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A UN RAPPROCHEMENT DE DONNEES ENTRE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
ET LES CAF CONCERNANT LES BENEFICIAIRES DE PENSIONS D'ORPHELINS**

Vu la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

Vu l'article L 89 du Code des pensions civiles et militaires de retraite

Vu le Code de la Sécurité sociale, notamment ses articles L. 115-2 et L 553-3,

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés réputé favorable le 5 juin 2004,

Le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales décide :

ARTICLE 1^{er} - Un rapprochement de données est créé entre les Caisses d'allocations familiales et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) gestionnaire de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et du Fonds spécial de pension des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, et, à ce titre débiteur des pensions d'orphelins prévues par la réglementation de ces régimes spéciaux de retraite.

ARTICLE 2 - Le traitement a pour finalité la prise en compte des prestations familiales versées par les Caf pour la révision annuelle des pensions d'orphelin servies par la CDC.

ARTICLE 3 - Le traitement comporte :

- la transmission au Centre serveur national du fichier des enfants pour lesquels les renseignements sont demandés par la CDC ;
- la ventilation des numéros allocataires Caf, entre les centres régionaux de traitement concernés (Certi) ;
- l'extraction, pour les comptes allocataires appelés, des informations nécessaires au rapprochement ;
- le rapprochement par le Centre serveur national entre le fichier d'appel et les informations des Caf ;
- la transmission à la CDC d'un fichier résultat du rapprochement.

ARTICLE 4 - Informations traitées

- Le fichier d'appel transmis par la CDC comprend les informations nominatives suivantes :

- . code Caf, numéro allocataire ;
- . nom, prénom et date de naissance des enfants pour lesquels les informations sont demandées.
- Le CSN constitue pour chaque Certi le fichier suivant :
 - . code Caf ;
 - . numéros allocataires.
- **Après traitement, les Certi renvoient au CSN un fichier comportant les informations suivantes :**
 - . code résultat recherche du numéro allocataire : connu en cours de droit en janvier de l'année en cours / sans droit en janvier / muté avant janvier / radié avant janvier / inconnu.
- Pour les dossiers en cours de droit :*
 - . nom, prénom, date de naissance des enfants en âge légal d'ouverture de droit aux prestations familiales.
- Code trouvé :*
 - . droit en janvier à l'une des prestations à prendre en compte (allocation de base Paje, allocations familiales, allocation pour jeune enfant, complément familial, allocation de logement) ;
 - . sans droit en janvier à l'une des prestations énumérées ;
 - nature et montant de ces prestations payées en janvier.
- **Après rapprochement entre le fichier d'appel fourni par la CDC et les informations des fichiers Caf, le CSN constitue pour la CDC, le fichier suivant, par numéro allocataire :**
 - Code Caf ;
 - . le code recherche numéro allocataire (en cours de droit en janvier / sans droit en janvier / muté avant janvier / radié avant janvier / numéro allocataire inconnu).
- Pour chaque enfant présent dans le fichier de la CDC :*
 - . nom, prénom, date de naissance ;
 - . code trouvé (trouvé et droit en janvier à l'une des prestations à prendre en compte / trouvé sans droit en janvier / non trouvé).
- Détail prestations :*
 - . nombre d'enfants faisant l'objet de prestations familiales valorisées en janvier ;
 - . nature et montant des prestations à prendre en compte.
- ARTICLE 5** - Les destinataires des informations sont les agents habilités :
 - du Centre serveur national et des Certi ;
 - de la Caisse des dépôts et consignations.
- ARTICLE 6** - Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du directeur de la Caisse d'allocations familiales. Le droit d'opposition prévu par l'article 26 de cette même loi ne s'applique pas à ce traitement.
- ARTICLE 7** - La présente décision sera :
 - . insérée dans le guide des textes réglementaires édité par l'Ucanss ;
 - . tenue à la disposition du public dans les locaux d'accueil des Caisses d'allocations familiales et publiée dans le recueil départemental des actes administratifs.

Le traitement automatisé mis en œuvre par la Caisse de Meurthe et Moselle est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire publié et il est placé sous la responsabilité de sa directrice.

Le droit d'accès aux informations contenues dans le traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle, 21 rue de St Lambert 54046 NANCY CEDEX.

La Directrice

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

VU la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,
VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,
VU le décret n°95-424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94-392,
VU la circulaire interministérielle n° 95-6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Madame **CHANE Isabelle**, Attachée d'Administration Hospitalière, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, mandats, mandats d'investissement, tous courriers, les documents relatifs aux marchés de travaux, fournitures et équipements, les factures des prestations annexes ainsi que les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à Madame **FORINI Evelyne**, Adjoint des Cadres, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, les mandats, les factures des prestations annexes, hormis les mandats d'investissement.

Délégation de signature est donnée à Mesdames **Françoise WITZ, Marie-Pierre SEIGNE, Nadine HALVICK, Edith BONNETIER** ainsi que les agents d'astreintes administratives pour signer les déclarations de décès.

Délégation de signature est donnée à Monsieur **Denis ANTOINE** pour signer les attestations de consommation mensuelle de beurre de revente interdite.

Délégation de signature est donnée à Monsieur **Denis ANTOINE** et Mademoiselle **Elisabeth POTIER** pour signer les commandes de la section d'exploitation et l'état des services faits.

Délégation de signature est donnée à Monsieur **Jean-Sébastien TRESCHER** pour signer les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à **tous les responsables administratifs de chaque service** pour signer les courriers afférents à leurs fonctions. En cas d'absence pour maladie, congés ou tout autre motif, un agent remplace dans la signature : « par délégation du Responsable ».

ARTICLE 2 : La présente délégation prend effet au 1^{er} juillet 2005. Elle sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

CIREY-SUR-VEZOUZE, le 1^{er} juillet 2005

Le Directeur Délégué,
J.P. LATZER

ANPE DE LORRAINE

DECISION N° 07/2005

LA DIRECTRICE DELEGUEE DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DE METZ-TROIS FRONTIERES

VU le code du travail et notamment les articles L.311-5, et R.311-3-5 R.311-3-6 à R.311-3-9

VU la décision du Directeur Général nommant Mr Claude RUFFINI en qualité de Directeur de l'agence locale ANPE de LONGWY-VILLERUPT

VU l'avis du Directeur Régional de l'ANPE de Lorraine

D E C I D E

Article 1 : Mr Claude RUFFINI, Directeur de l'agence locale ANPE de Longwy-Villerupt, reçoit délégation à l'effet de signer les décisions de radiation de la liste des demandeurs d'emploi prises à l'encontre des usagers inscrits auprès des unités de Longwy et Villerupt.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil départemental des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 1^{er} juillet 2005

La Directrice Déléguée
de l'ANPE de Metz-Trois Frontières,
Marie-Hélène VOIRIN

DECISION N° 08/2005

LA DIRECTRICE DELEGUEE DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DE METZ-TROIS FRONTIERES

VU le code du travail et notamment les articles L.311-5, et R.311-3-5 R.311-3-6 à R.311-3-9

VU la décision du Directeur Général nommant Mr Roger MARKIEWICZ en qualité de Directeur de l'agence locale ANPE de BRIEY-JARNY

VU l'avis du Directeur Régional de l'ANPE de Lorraine

D E C I D E

Article 1 : Mr Roger MARKIEWICZ, Directeur de l'agence locale ANPE de Briey-Jarny, reçoit délégation à l'effet de signer les décisions de radiation de la liste des demandeurs d'emploi prises à l'encontre des usagers inscrits auprès des unités de Briey et Jarny.

Article 2 : La présente décision sera publiée au recueil départemental des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 1^{er} juillet 2005

La Directrice Déléguée
de l'ANPE de Metz-Trois Frontières,
Marie-Hélène VOIRIN

AVIS DE RECRUTEMENT

VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT ADMINISTRATIF AU CHU DE NANCY

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

8 postes d'agent administratif au CHU de NANCY

I. MODALITÉS DE CANDIDATURES

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

II. MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des dossiers de candidature transmis par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

III. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures constitués de :

- une lettre de candidature
 - un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées
- sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Pôle GPE - Filière administrative - bureau 8
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
54035 NANCY CEDEX

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 8 - pôle GPE - filière administrative contre la remise d'une attestation de dépôt.

**UN DELAI D'UN MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER SA CANDIDATURE
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 25 août 2005

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Sophie LEPAND

AVIS DE CONCOURS

**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRE POUR RECRUTEMENT
D'INFIRMIERS CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 2 postes d'Infirmiers Cadres de Santé vacants dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats

* titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989

* comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 Avenue Albert de Briey
B.P. 99
54 151 BRIEY CEDEX

BRIEY, le 8 août 2005

La Directrice,
D. LAMBALLAIS

**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRE POUR RECRUTEMENT
DE PREPARATEUR EN PHARMACIE CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie Cadre de Santé vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats

* titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989

* comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 Avenue Albert de Briey
B.P. 99
54 151 BRIEY CEDEX

BRIEY, le 8 août 2005

La Directrice,
D. LAMBALLAIS

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRE POUR LE RECRUTEMENT
D'UN PSYCHOMOTRICIEN AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 17 décret n° 89-609 du 1er septembre 1989 portant statut particulier des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 1 poste de psychomotricien vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats remplissant les conditions générales d'accès à la fonction publique hospitalière

* titulaires du diplôme d'Etat de psychomotricien ou de titre de qualification admis comme équivalent,

* âgés de 45 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours (la limite d'âge supérieure est reculée ou supprimée dans les conditions prévues par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur).

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme d'Etat de psychomotricien et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 Avenue Albert de Briey
B.P. 99
54 151 BRIEY CEDEX

BRIEY, le 10 août 2005

La Directrice,
D. LAMBALLAIS

**DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE
AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

LA DIRECTRICE DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Vu le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié par décret n° 2003-1269 du 23 décembre 2003, portant statut particulier du corps des Cadres de Santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé,

D E C I D E

Article 1 : Un concours INTERNE sur titres est ouvert à partir du 1^{er} Décembre 2005 pour pourvoir 1 poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, dans la filière « personnels infirmiers ».

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière :

- n° 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière :

- n° 89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière,

- comptant au 1^{er} janvier 2005, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, à la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé

- un Curriculum Vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

SAINT-NICOLAS-DE-PORT, le 19 août 2005

La Directrice,
N. VAUTRIN

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRE EN VUE DE POURVOIR UN POSTE DE PREPARATEUR EN PHARMACIE HOSPITALIERE
AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

Référence : Décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière.

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date
- les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

LUNEVILLE, le 25 août 2005

Le Directeur par intérim,
C. VUILLEMIN

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE

ARRETE D.R.A.S.S. N° 2005-76 EN DATE DU 2 JUIN 2005

**FIXANT LA REPARTITION PAR INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS DES ETUDIANTS
ADMS A ENTRER EN PREMIERE ANNEE D'ETUDES PREPARATOIRES AU DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER/ERE
DANS LA REGION LORRAINE AU TITRE DE LA RENTREE 2005-2006**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le décret n° 81-421 du 29 avril 1981 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 22 avril 2005 fixant le nombre d'étudiants admis en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat d'infirmier/ère (rentrée septembre 2005 et février 2006) dans les différentes régions,

VU l'arrêté préfectoral S.G.A.R. n° 2003-680 en date du 8 décembre 2003 portant délégation de signature en faveur de M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les effectifs des étudiants admis à entrer en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat d'infirmier/ère dans les instituts de formation de la région Lorraine en 2005-2006 sont fixés comme suit :

Département de Meurthe-et-Moselle

- | | |
|---|-----|
| - Instituts de formation du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY : | |
| . Institut de NANCY-LIONNOIS | 190 |
| . Institut de NANCY-BRABOIS | 75 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de BRIEY | 35 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier Spécialisé de LAXOU | 80 |

Département de la Meuse

- | | |
|---|-----|
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de BAR LE DUC | 45 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de VERDUN | 110 |

Département de la Moselle

- | | |
|---|-----|
| - Instituts de formation du Centre Hospitalier de METZ-THIONVILLE : | |
| . Institut de formation de METZ | 110 |
| . Institut de formation de THIONVILLE | 110 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier Spécialisé de JURY LES METZ | 100 |
| - Institut de formation de la Croix Rouge Française de METZ | 110 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de SARREBOURG | 40 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de SARREGUEMINES | 80 |
| - Institut de formation du S.I.H. UNISANTE+ | 95 |

Département des Vosges

- | | |
|---|----|
| - Institut de formation du Centre Hospitalier d'EPINAL | 70 |
| - Institut de formation du Syndicat NEUFCHATEAU-VITTEL | 65 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de REMIREMONT | 45 |
| - Institut de formation du Centre Hospitalier de SAINT-DIE | 40 |

ARTICLE 2 : Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales et aux directeurs des instituts de formation en soins infirmiers et qui sera publié au recueil des actes administratifs de chaque département de la région.

Pour le Préfet de Lorraine et par délégation,
Pour le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Adjoint,
Pierrette GRANDEMANGE

ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES D'HATRIZE ET DE TIERCELET AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de SERRY ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;

VU la délibération du conseil municipal de HATRIZE en date du 3 décembre 2004 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;

VU la délibération du conseil municipal de TIERCELET en date du 22 décembre 2004 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;

VU les délibérations en date du 26 janvier 2005 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant ces adhésions ;

VU les délibérations favorables des communes membres, à savoir :

ABBEVILLE-LES-CONFLANS (pour l'adhésion de Hatriz : 25 mars 2005) - ANDERNY (17 mars 2005) - ANOUX (25 mars 2005) - APACH (pour l'adhésion de Hatriz : 17 mars 2005) - AUBOUÉ (1er mars 2005) - AUDUN-LE-ROMAN (18 mars 2005) - AVILLERS (23 mars 2005) - AVRIL (15 mars 2005) - LES BAROCHES (8 mars 2005) - BASLIEUX (2 mai 2005) - BASSE-HAM (24 mars 2005) - BATILLY (29 mars 2005) - BAZAILLES (29 mars 2005) - BECHAMPS (10 mars 2005) - BEUVILLERS (23 février 2005) - BONCOURT (4 mars 2005) - BOULANGE (29 mars 2005) - BREHAIN-LA-VILLE (21 mars 2005) - BRIEY (22 mars 2005) - BRONVAUX (29 mars 2005) - BRUVILLE (15 mars 2005) - CHAILLY-LES-ENNERY (4 mars 2005) - CHAMBLEY-BUSSIERES (7 mars 2005) - CHENIERES (15 mars 2005) - CLOUANGE (23 mars 2005) - CONS-LA-GRANDVILLE (17 mars 2005) - CONTZ-LES-BAINS (18 mars 2005) - CUTRY (14 mars 2005) - DONCOURT-LES-CONFLANS (21 mars 2005) - ERROUVILLE (2 mars 2005) - FILLIERES (29 mars 2005) - FLEVILLE-LIXIERES (25 février 2005) - GANDRANGE (8 mars 2005) - GIRAUMONT (29 mars 2005) - GONDRECHOURT-AIX (25 mars 2005) - HERSERANGE (8 mars 2005) - HOMECOURT (16 mars 2005) - HUSSIGNY-GODBRANGE (31 mars 2005) - ILLANGE (29 mars 2005) - JARNY (29 mars 2005) - JEANDELIZE (31 mars 2005) - JOEUF (15 mars 2005) - JOPPECOURT (1er mars 2005) - JOUAVILLE (7 mars 2005) - JOUDREVILLE (23 mars 2005) - KERLING-LES-SIERCK (22 mars 2005) - LABRY (28 février 2005) - LAIX (14 mars 2005) - LANDRES (31 mars 2005) - LANTEFONTAINE (22 mars 2005) - LEXY (30 mars 2005) - LONGLAUVILLE (23 mars 2005) - LONGWY (12 avril 2005) - MAIRY-MAINVILLE (29 mars 2005) - MALAVILLERS (31 mars 2005) - MALLING (30 mars 2005) - MANCE (22 février 2005) - MANCIEULLES (15 mars 2005) - MARANGE-SILVANGE (31 mars 2005) - MERCY-LE-BAS (30 mars 2005) - MEXY (21 mars 2005) - MOINEVILLE (18 mars 2005) - MONT-BONVILLERS (25 mars 2005) - MONTIGNY-SUR-CHIERS (4 mars 2005) - MONTAIS-LA-MONTAGNE (30 mars 2005) - MONT-SAINT-MARTIN (24 mars 2005) - MOUTIERS (31 mars 2005) - MOYEUVRE-PETITE (10 mars 2005) - MURVILLE (29 mars 2005) - NORROY-LE-SEC (4 mars 2005) - NORROY-LE-VEUR (21 mars 2005) - OLLEY (13 avril 2005) - OTHE (6 mars 2005) - OZERAILLES (25 février 2005) - PIENNES (30 mars 2005) - PIERREPONT (24 février 2005) - PLESNOIS (4 mai 2005) - PREUTIN-HIGNY (17 mars 2005) - PUXE (8 avril 2005) - REHON (1er avril 2005) - REMELING (18 mars 2005) - REZONVILLE (10 mars 2005) - ROMBAS (31 mars 2005) - RONCOURT (10 mars 2005) - ROSSELANGE (9 mars 2005) - SAINT-AIL (11 mars 2005) - SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (18 mars 2005) - SANCY (25 mars 2005) - SERROUVILLE (11 mars 2005) - TELLANCOURT (25 février 2005) - THIL (31 mars 2005) - THUMEREVILLE (16 mars 2005) - TRESSANGE (25 mars 2005) - TRIEUX (4 avril 2005) - TUCQUEGNIEUX (15 mars 2005) - UGNY (8 mars 2005) - VALLEROY (15 avril 2005) - VILLE-AU-MONTOIS (22 mars 2005) - VILLERS-LA-MONTAGNE (25 mars 2005) - VILLERUPT (31 mars 2005) - VIONVILLE (15 mars 2005) - YUTZ (29 mars 2005) ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 27 mai 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 27 mai 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de METZ-CAMPAGNE en date du 23 mai 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 3 juin 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1^{er} : L'adhésion des communes de HATRIZE (Meurthe-et-Moselle) et de TIERCELET (Meurthe-et-Moselle), au syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois, est autorisée.

La commune de HATRIZE sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de TIERCELET sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

ARTICLE 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, METZ-CAMPAGNE, THIONVILLE et VERDUN, et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 2 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

METZ, le 7 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Bernard GONZALEZ

BAR-LE-DUC, le 18 juillet 2005

Le Préfet,
Richard SAMUEL

ARRETE INTERPREFECTORAL PORTANT :

1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DES BRASSERIES PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE PULLIGNY

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DES VOSGES

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 03/12/2002 ;

VU la délibération du conseil syndical du 29/09/2003 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source DES BRASSERIES à TRAMONT SAINT ANDRE ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 09/09/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Captage de la source DES BRASSERIES à TRAMONT SAINT ANDRE par le Syndicat Intercommunal des Eaux de PULLIGNY en communes de TRAMONT-SAINT-ANDRE (54), TRAMONT-EMY (54) et VICHÉREY (88)

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de TRAMONT-SAINT-ANDRE (54), et VICHÉREY (88)

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 05/12/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 07/04/2005 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène des Vosges au cours des séances des 27/04 et 25/05/2005 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE-et-MOSELLE ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

A R R E T E N T

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par le Syndicat Intercommunal des Eaux de PULLIGNY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage de la source DES BRASSERIES à TRAMONT SAINT ANDRE (54),

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à TRAMONT-SAINT-ANDRE (54), TRAMONT-EMY (54) et VICHÉREY (88),

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
Source DES BRASSERIES	TRAMONT SAINT ANDRE	E 173	303-2-0012	865565	2384675	369 m

ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 1.000 m³/j ni 365.000 m³/an.

ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)

- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)

- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé

- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés

- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate du captage de la source DES BRASSERIES sont situés sur la commune de Tramont-Saint-André.

- Section E, Lieudit "Le Village", parcelles 165 à 169 et 171, 173 et 177 pour une surface de 26 a 22 ca

- Section B, lieudit "Le Feys", parcelle 3 pour partie pour une surface de 1 a 17 ca.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 146 ha 16 a 88 ca environ. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieudit	N° parcelles
TRAMONT SAINT ANDRE	D	A Saint Martin	25 à 39 ; 430
		Au By	8
		Au Château	47 à 59
		Badurey	9 à 24
		Chêne la Vierge	65 à 68
		Clair Bois	264 à 266
		Croisibois	113 à 116 ; 118 à 120 ; 442 à 445 ; 448 à 451 ; 453 à 456 ; 458
		Derrière la Fontaine Saint André	170 à 171
		Fond de Nirgevaux	250 à 253 ; 479 ; 480
		Fond du Doard	238 ; 239 ; 486
		Fontaine la malade	69 à 76 ; 79 ; 80 ; 471 à 474
		Haut de Frémimont	232 ; 233
		Haut Des Closelles	94 à 100
		Haye la Croix	378 à 381
		La Chèvre	294 à 298
		La Marcole	382 à 388 ; 390 à 392 ; 398 à 400 ; 483
		La Vaux	101 à 107 ; 109 à 112 ; 475 ; 476
		Lassière	285 à 293 ; 467 à 469
		Le Fourneau	419 à 422
		Le Harmand	401 à 405 ; 433
		L'Evangile	366 à 368 ; 370 à 377 ; 436 ; 464 à 466
		L'Oliotte	121 à 136
		Longs Devant Frase	269 à 272 ; 477 ; 478
		Longs Hauts des Closelles	254 à 258 ; 260 à 263 ; 435 ; 487
		Nauvaux	299 à 309
		Poirier Colotte	82 à 89 ; 434 ; 490 ; 491
		Sarmerotte	496 ; 497
		Sur la Fosse	273 à 283
		Sur la Roche	60 à 64
		Sur le Bois la Tuilerie	424 à 429
		Sur le Riaux	169
		Sur Maroie Roche	40 à 46 ; 484
		Sur Noévaux et Courberoye	137 à 146 ; 148 à 150 ; 441 ; 446 ; 447 ; 452 ; 457 ; 485
		Verger le Boulanger	357 à 364
	E	Le Village	105 à 113 ; 115 à 116 ; 120 ; 122 à 135 ; 137 à 149 ; 151 à 164 ; 170 ; 175 ; 176 ; 179 ; 184 ; 185 ; 190 à 194 ; 200 à 203 ; 208 ; 219 à 221 ; 223 ; 226 à 229
	ZD	Le Fourneau	1 à 11 ; 22
		Verger le Boulanger	12 à 21 ; 23 à 26
VICHÉREY	A	Frase	40 ; 922
	ZL	Derrière Frase	1 à 5 ; 16
		Frase	6 à 15 ; 17 ; 18

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur une surface 75 ha environ sur les communes de TRAMONT-SAINT-ANDRE (54), TRAMONT-EMY (54) et VICHÉREY (88).

ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètre de protection immédiate**

Les parcelles constituant les périmètres de protection immédiate doivent être propriété du Syndicat et le rester.

A l'intérieur de ces périmètres, toute activité autre que celle directement liée à l'entretien des ouvrages sera interdite. Leur accès n'est autorisé qu'aux personnes chargées de l'entretien du captage et de ses abords et du contrôle de la qualité des eaux.

Le sol sera enherbé et entretenu sans utilisation de produits phytosanitaires ni apport d'engrais.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- la création de forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- la réalisation de mares et d'étangs,
- les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels, de tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,

- les stockages d'effluents d'élevage,
- les stockages d'effluents industriels et domestiques collectifs
- les stations d'épuration, les lagunages,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- les canalisations d'eaux usées industrielles,
- les canalisations d'hydrocarbures et des produits chimiques liquides,
- les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles,
- les bassins d'infiltration d'eau pluviale,
- le maraîchage, les serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration,
- le retournement des prairies permanentes (sauf pour un réensemencement immédiat),
- le défrichement,
- les aires de débardage,
- le traitement du bois stocké
- le traitement des accotements des voiries de communication avec des herbicides chimiques,

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- les sondages de reconnaissance pénétrant ou traversant le même aquifère seront soumis à autorisation et obturés après utilisation dans le règles de l'art,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 m de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution de la nappe,
- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux extraits ou naturels inertes provenant de carrières,
- les stockages et dépôts de produits chimiques, hydrocarbures et liquides inflammables et de produits destinés aux cultures seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassin de rétention étanches dont la capacité correspond au stockage. Ces stockages et rétention seront isolés des eaux pluviales,
- les voies de communication nouvelles (hormis les chemins d'exploitation) et les aires éventuelles de stationnement seront équipées de fossés étanches avec dispositifs de traitement qualitatif (déboureur-déshuileur) des eaux pluviales sur toute la traversée du périmètre de protection rapprochée ,
- toute création de cimetière, camping ou caravanning, installation classée, bâtiment d'élevage ou d'engraissement, de silo produisant des jus de fermentation ou modification d'installation existante sera soumise à un avis d'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,
- les opérations de drainage agricole seront soumises à un avis d'hydrogéologue agréé,
- les coupes à blanc seront remplacées par des coupes de régénération progressive,
- l'utilisation de pesticides en agriculture ou en forêts sera aussi réduite que possible.

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

- Les forages, puits captages et forages de reconnaissance pénétrant ou traversant le même aquifère seront soumis à autorisation et obturés après usage selon les règles de l'art,
- Pour l'implantation et l'exploitation de carrières, l'étude d'impact prévue par la réglementation générale devra inclure une étude hydrogéologique,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 m de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution de la nappe,
- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux extraits ou naturels inertes provenant de carrières,
- les dépôts de produits polluants et de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les modalités de contrôle seront définies par l'autorité compétente,
- les stockages et dépôts d'eaux usées, d'effluents et de tous produits polluants liquides (hydrocarbures, pesticides, fertilisants ...), seront dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspond au stockage. Ces stockages et rétentions seront isolées des eaux pluviales.
- Les stockages d'effluents d'élevage seront réalisés conformément au cahier des charges utilisé en matière de mise aux normes des bâtiments classés pour la protection de l'environnement,
- Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains seront étanches ; la surverse sera acheminée par canalisations ou fossés étanches, soit en aval des périmètres, soit dans un ruisseau pérenne en respectant les autorisations de rejet,
- les canalisations de transport de produits polluants seront étanches.
- toute création de cimetière, camping ou caravanning, installation classée, bâtiment d'élevage ou d'engraissement, de silo produisant des jus de fermentation ou modification d'installation existante sera soumise à un avis d'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,

ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- acquisition des terrains non encore propriété du syndicat et nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate ,
- mise en place autour des périmètres de protection immédiate d'une clôture grillagée,
- nettoyage du site,
- réfection de l'étanchéité de la dalle de la chambre de captage.

ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de TRAMONT-SAINT-ANDRE, TRAMONT-EMY et VICHÉREY sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

ARTICLE 13 - Publicité

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de PULLIGNY est chargé d'effectuer ces formalités.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**ARTICLE 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

ARTICLE 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 17 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

ARTICLE 18 -

Les Secrétaires Généraux des Préfectures de MEURTHE & MOSELLE et des VOSGES, les maires des communes de TRAMONT-SAINT-ANDRE (54), TRAMONT-EMY (54) et VICHÉREY (88), les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle et des Vosges, les Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et des Vosges, les Directeurs Départementaux de l'Équipement de Meurthe et Moselle et des Vosges sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 1^{er} août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

EPINAL, le 1^{er} août 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

Gautier BERANGER



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	764
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	764
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	764
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.07 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MARC CANO, DIRECTEUR DES	
SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	764
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	765
TROISIEME BUREAU.....	765
ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DU CENTRE DES IMPOTS FONCIER DE NANCY	
RELEVANT DE LA DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	765
ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DU CENTRE DES IMPOTS FONCIER DE TOUL	
RELEVANT DE LA DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	766
CINQUIEME BUREAU.....	766
AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A SEICHAMPS.....	766
AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A MAXEVILLE.....	766
ARRETE RECTIFICATIF DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 7 JUILLET 2005 AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA	
CANALISATION DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE NANCY A ESSEY-LES-NANCY.....	766
ARRETE AUTORISANT LA CAPTURE A DES FINS SCIENTIFIQUES DE SPECIMENS D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES.....	767
ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 6 SEPTEMBRE 1988 DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE	
LA DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRES A L'ALIMENTATION DU POINT D'EAU SIS A SAXON-SION EXPLOITE	
PAR LA COMMUNE DE SAXON-SION, L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE	
ET L'INSTITUTION DES SERVITUDES DANS LES TERRAINS COMPRIS DANS LES PERIMETRES RAPPROCHE ET ELOIGNE.....	768
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 2004 AUTORISANT M. LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE	
URBAINE DU GRAND NANCY A REALISER LA FOSSE DE DISSIPATION EN ENROCHEMENTS EN AVAL IMMEDIAT DU BARRAGE DIT	
« DE LA CALIFORNIE » SUR LA RIVIERE MEURTHE A JARVILLE-LA-MALGRANGE.....	768
ARRETE AUTORISANT LA CAPTURE A DES FINS SCIENTIFIQUES DE SPECIMENS D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES.....	768
ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT UN GROUPE DE TRAVAIL POUR LA VILLE DE GONDREVILLE.....	769
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES	
INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA BARAQUE DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 19 A DOMJEVIN.....	770
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	771
DEUXIEME BUREAU.....	771
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	771
ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	792
ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION	794
ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES	794
ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES	795
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	795
PREMIER BUREAU.....	795
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALS DE MOSELLE	
ET DE L'ESCH.....	795
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE LA COMPETENCE "CULTURE - COMMUNICATION" ET DE L'ARTICLE 13	
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PONT-A-MOUSSON	798
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	799
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU	
JARNISY	799
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU REGROUPEMENT DES DEUX RASED	
DE THIL-LANGEVIN ET DE VILLERUPT.....	799
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	800
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	800
DELIBERATION N° 69/05.....	800
DELIBERATION N° 70/05.....	800
DELIBERATION N° 71/05.....	800
DELIBERATION N° 72/05.....	801
DELIBERATION N° 73/05.....	801
DELIBERATION N° 74/05.....	802
DELIBERATION N° 75/05.....	802
DELIBERATION N° 76/05.....	802
DELIBERATION N° 77/05.....	803
DELIBERATION N° 78/05 DU 12 JUILLET 2005 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 DE L'ACCORD CONTRACTUEL PREALABLE AU CONTRAT	
D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE GORZE - VOLET HOPITAL 2007.....	803
ARRETE N° 5/05 DU 13 JUILLET 2005 FIXANT LES LIMITES DES TERRITOIRES POUR LA PLANIFICATION ET LA CONCERTATION,	
FIXANT LES LIMITES DES TERRITOIRES POUR LA PROXIMITE ET FIXANT LE RESSORT TERRITORIAL DES CONFERENCES	
SANITAIRES.....	804

<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	804
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/66 DU 27 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES DE TOUL - N° FINESS E.J. : 54 000 0049	804
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/67 DU 29 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS - N° FINESS E.J. : 540 000 437	805
ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/68 DU 29 JUILLET 2005 PORTANT FIXATION DES TARIFS DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (AHBL) A MONT SAINT MARTIN (PRESTATIONS APPLICABLES AU 1ER JUILLET 2005) N° FINESS E.J. : 54 0000 866	805
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	806
<i>SERVICE AES - CELLULE « ACTIONS DE SANTE »</i>	806
ARRETE DDASS/AES/N° 2 217/2005 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) TANDEM 1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND - 54190 VILLERUPT GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM.....	806
ARRETE DDASS/AES/N° 2 218/2005 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) "UNITE FONCTIONNELLE D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT DES TOXICOMANIES" (UFATT) 22 BIS, RUE DE MALZEVILLE - 54000 NANCY GERE PAR LE CHU DE NANCY.....	807
ARRETE DDASS/AES/N° 2 219/2005 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) - CHU DE NANCY - 29, AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - C.O. N° 34 - 54035 NANCY-CEDEX	808
ARRETE DDASS/AES/N° 2 220/2005 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) DE MONT-SAINT-MARTIN - ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY 4, RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN.....	808
<i>SERVICE COHESION SOCIALE</i>	809
ARRETE N° 1986 ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2005 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.).....	809
ARRETE N° 2186 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE LA LIBERATION - GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.).....	810
ARRETE N° 2187 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.).....	810
ARRETE N° 2188 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.).....	811
ARRETE N° 2189 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE BRIEY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.).....	812
ARRETE N° 2190 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE LONGWY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.).....	813
ARRETE N° 2191 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.).....	814
ARRETE N° 2192 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE « ATELIERS 18 » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL.....	814
ARRETE N° 2193 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL.....	815
ARRETE N° 2194 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY.....	816
ARRETE N° 2195 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY.....	817
ARRETE N° 2196 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES - GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS.....	818
ARRETE N° 2197 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS (C.E.F.R.)	818
ARRETE N° 2198 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.).....	819

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.07 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'Administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 portant déconcentration de procédures domaniales et modification du code du domaine de l'Etat ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 176 à R 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté du directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle du 2 décembre 2002 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R.179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisés ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juillet 2001 nommant la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour assurer l'expérimentation d'une nouvelle organisation de la gestion des patrimoines privés ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2002 nommant Monsieur Marc Cano en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 29 août 2002 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Marc Cano, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et, d'une façon plus générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	NATURE DES ATTRIBUTIONS	REFERENCES
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux.	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 144, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat.
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics de l'Etat.	Art. R.18 du Code du Domaine de l'Etat
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R.1 du Code du Domaine de l'Etat
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R.83-1, R.89 et A.106 du Code du Domaine de l'Etat
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A.91 du Code du Domaine de l'Etat
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent au recouvrement des produits domaniaux.	Art. R.158 1 ^{er} et 2 ^o , R.158-1, R.159, R.160 et R.163 du Code du Domaine de l'Etat
8	Participation du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R.105 du Code du Domaine de l'Etat
9	Gestion et réalisation des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service des domaines.	Loi validée du 5.10.1940 Loi validée du 20.11.1940 Ordonnance du 5.10.1944
10	Dans les départements en « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opération poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale des impôts.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cano, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Monsieur Hess, directeur assistant, ou à défaut, par Messieurs Clermont, Munier, Bach et Calderari, directeurs divisionnaires des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, la délégation de signature conférée à Monsieur Cano sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par Monsieur Diguio, inspecteur principal, Messieurs Claudot, Loisy, Kerdoncuff, Szubarga, Albert, Schneider et Waris, Madame Balandier, inspectrice.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 9, la délégation de signature conférée à Monsieur Cano est exercée par Monsieur Diguio, inspecteur principal, Madame Klein, inspecteur départemental et par Monsieur Gattico, contrôleur principal.

Madame Klein et Monsieur Gattico exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

La délégation de signature conférée à Monsieur Cano pour les attributions désignées ci-dessous est exercée par Madame Klein, chargée des fonctions de responsable du pôle Domaine à la direction des services fiscaux, ou à défaut, par Monsieur Diguio, inspecteur principal :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupation précaire des biens domaniaux de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 6 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation.

Madame Klein et Monsieur Diguio exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

ARTICLE 4 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.66 du 20 décembre 2004 est abrogé.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Marc Cano, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, affiche et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 11 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

TROISIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DU CENTRE DES IMPOTS FONCIER DE NANCY RELEVANT DE LA DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par les décrets n° 76-070 du 15 janvier 1976, n° 2003-636 du 7 juillet 2003 et n° 2004-737 du 21 juillet 2004 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements est paru au Journal Officiel du 30 avril 2004 ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité et au montant du cautionnement ;

VU l'arrêté du 8 novembre 1993 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes de l'Etat auprès des centres des impôts fonciers et des bureaux du cadastre relevant des services déconcentrés de la direction générale des impôts, modifié par l'arrêté du 15 juillet 1994 ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A.B.K.O.P.R. du 29 juin 1993, relative aux régies d'avances et aux régies de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993, modifié par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2003 instituant une régie de recettes auprès du centre des impôts foncier de NANCY relevant de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2002 portant nomination de Monsieur Marcel MOULIN en qualité de régisseur ;

VU l'agrément prononcé par Monsieur le trésorier payeur général le 18 juillet 2005 ;

Sur les propositions de Monsieur le directeur départemental des services fiscaux et de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 22 novembre 2002 est annulé.

Article 2 : Monsieur Philippe DURAND, Responsable de centre, inspecteur départemental, est nommé régisseur des recettes auprès du centre des impôts foncier de NANCY, relevant de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2005.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des services fiscaux et Monsieur le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe DURAND et dont une ampliation comportant les échantillons de sa signature sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Article 4 : Monsieur Philippe DURAND est astreint à la constitution d'un cautionnement de 760 €.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 25 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES
AUPRES DU CENTRE DES IMPOTS FONCIER DE TOUL
RELEVANT DE LA DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par les décrets n° 76-070 du 15 janvier 1976, n° 2003-636 du 7 juillet 2003 et n° 2004-737 du 21 juillet 2004 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements est paru au Journal Officiel du 30 avril 2004 ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité et au montant du cautionnement ;

VU l'arrêté du 8 novembre 1993 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes de l'Etat auprès des centres des impôts fonciers et des bureaux du cadastre relevant des services déconcentrés de la direction générale des impôts, modifié par l'arrêté du 15 juillet 1994 ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A.B.K.O.P.R. du 29 juin 1993, relative aux régies d'avances et aux régies de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1993, modifié par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2003 instituant une régie de recettes auprès du centre des impôts foncier de TOUL relevant de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1994 portant nomination de Monsieur Bernard ETIENNE en qualité de régisseur ;

VU l'agrément prononcé par Monsieur le trésorier payeur général le 18 juillet 2005 ;

Sur les propositions de Monsieur le directeur départemental des services fiscaux et de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral susvisé du 15 septembre 1994 est annulé.

Article 2 : Monsieur Hugues ROSSIGNOL, Responsable de centre, inspecteur, est nommé régisseur des recettes auprès du centre des impôts foncier de TOUL relevant de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} septembre 2005.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des services fiscaux et Monsieur le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Hugues ROSSIGNOL et dont une ampliation comportant les échantillons de sa signature sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Article 4 : Monsieur Hugues ROSSIGNOL est astreint à la constitution d'un cautionnement de 300 €.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 25 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION

D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A SEICHAMPS

Par délibération du 14 juin 2005, le conseil municipal de la ville de SEICHAMPS a demandé la constitution d'un nouveau groupe de travail relatif à la révision du règlement local de publicité conformément aux dispositions du décret 80-924 du 21 novembre 1980 relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées

(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5^e bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de SEICHAMPS.

AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION

D'UN GROUPE DE TRAVAIL APPELE A ELABORER UN REGLEMENT DE PUBLICITE A MAXEVILLE

Par délibération du 11 juillet 2005, le conseil municipal de la ville de MAXEVILLE a demandé la constitution d'un nouveau groupe de travail nécessaire à la révision du règlement local de publicité prévu à l'article L.581.14 du code de l'environnement relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées

(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5^e bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de MAXEVILLE.

**ARRETE RECTIFICATIF DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 7 JUILLET 2005
AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA CANALISATION
DE L'ALIMENTATION PUBLIQUE DE GAZ DE NANCY A ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;
Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;
Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;
Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;
Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu la demande en date du 7 février 2005 par laquelle la société Gaz de France Réseau Transport sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la canalisation, de gaz de l'alimentation de Nancy à Essey-les-Nancy ;
Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;
Vu les résultats de la consultation administrative ;
Vu les avis des services intéressés ;
Vu les remarques issues de la consultation administrative transmises à Gaz de France Réseau Transport le 10 mai 2005 ainsi que leurs engagements précisés par courrier du 03 juin 2005,
Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 14 juin 2005 ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2005 autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de l'alimentation publique de gaz de Nancy à Essey-les-Nancy ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : L'article 3 de l'arrêté en date du 7 juillet 2005 autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de l'alimentation publique de gaz de Nancy à Essey-les-Nancy est ainsi rédigé : « Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire des communes de Essey-les-Nancy, Agincourt, Laitre-sous-Amance, Dommartin-sous-Amance »

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : MM. le Secrétaire Général, les Maires des communes d'Essey-les-Nancy, Agincourt, Laitre-sous-Amance, Dommartin-sous-Amance, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Lorraine, le directeur départemental de l'équipement, le directeur de la société Gaz de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

NANCY, le 26 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE AUTORISANT LA CAPTURE A DES FINS SCIENTIFIQUES DE SPECIMENS D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement ;
Vu le décret n° 97-1204 du 12 décembre 1997 relatif à la délivrance des autorisations exceptionnelles de capture portant sur des espèces protégées ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1999 fixant les conditions de demande d'instruction des autorisations exceptionnelles d'opérations portant sur des spécimens d'espèces protégés ;
Vu la circulaire ministérielle du 15 février 2000 ;
Vu la demande de la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC) du 10 janvier 2005 ;
Vu l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement du 23 février 2005 ;
Vu l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature du 30 mai 2005 ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Sont autorisés à capturer à des fins scientifiques et de sauvetage toutes les espèces de chauves-souris présentes en Meurthe-et-Moselle :

- M. Christophe BOREL, 117 avenue Jean Jaurès - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY
- M. Antoine DERVAUX, 4 rue de Saverne - 54300 CHANTEHEUX
- M. Matthieu GAILLARD, 12 rue Ch. Biquillon - 54700 NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON
- Mme Dorothee JOUAN, 117 avenue Jean Jaurès - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY
- M. Alexandre KNOCHÉL, 24 rue Beau Site - 57470 HOMBURG-HAUT
- M. François SCHWAAB - 17 rue de Toul - 54385 AVRAINVILLE

Article 2 : Les opérations de capture auront uniquement comme but :

- Le sauvetage d'individus ou de colonies en danger
- L'inventaire et le suivi des populations dans les Parcs Naturels Régionaux, les réserves Naturelles ou les sites Natura 2000.

Article 3 : Aucune capture ne devra être réalisée dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation.

Article 4 : Les animaux capturés soit manuellement, soit au filet, seront relâchés sur place. Les animaux trouvés morts devront être transmis au service diagnostic de la rage à l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments à MALZEVILLE.

Article 5 : Les personnes citées à l'article 1^{er} transmettront un rapport de leurs activités à la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-sol et des Cavernes de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établira un rapport de synthèse au niveau régional et le transmettra à la Direction Régionale de l'Environnement Lorraine et au ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, Direction de la Nature et des Paysages, sous direction de la Chasse, de la Faune et de la Flore Sauvages.

Article 6 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2005.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Sous Préfète de TOUL, Messieurs les Sous Préfets de BRIEY et de LUNEVILLE, le pétitionnaire (CPEPESC), Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord, délégué départemental de l'Office National des Forêts,
- Madame la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la nature et des paysages.

NANCY, le 28 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 6 SEPTEMBRE 1988
DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LA DERIVATION DES EAUX SOUTERRAINES NECESSAIRES A L'ALIMENTATION
DU POINT D'EAU SIS A SAXON-SION EXPLOITE PAR LA COMMUNE DE SAXON-SION,
L'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE
ET L'INSTITUTION DES SERVITUDES DANS LES TERRAINS COMPRIS DANS LES PERIMETRES RAPPROCHE ET ELOIGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1988 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point d'eau sis à Saxon-Sion exploité par la commune de Saxon-Sion, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saxon-Sion du 30 juin 2005 demandant l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 06 septembre 1988 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 12 juillet 2005 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté préfectoral du 6 septembre 1988 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines nécessaires à l'alimentation du point d'eau sis à Saxon-Sion exploité par la commune de Saxon-Sion, l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapproché et éloigné, devenu sans objet du fait de l'abandon de la source est abrogé.

ARTICLE 2 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme le maire de la commune de Saxon-Sion, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et M. le Directeur Départemental de l'Equipe sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 28 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 2004
AUTORISANT M. LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY A REALISER LA FOSSE DE DISSIPATION
EN ENROCHEMENTS EN AVAL IMMEDIAT DU BARRAGE DIT « DE LA CALIFORNIE »
SUR LA RIVIERE MEURTHE A JARVILLE-LA-MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu les décrets n° 93-742 et 93-743 modifiés du 29 mars 1993, pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

Vu la demande déposée par le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 23 mars 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juin 2004 autorisant M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy à réaliser la fosse de dissipation en enrochements en aval immédiat du barrage dit « de la Californie » sur la rivière Meurthe à Jarville-la-Malgrange ;

Vu l'avis favorable du Gestionnaire du Domaine Public Fluvial en date du 8 juin 2005 sur une prorogation du délai d'exécution des travaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : OBJET

Les articles 1 et 3-1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 18 juin 2004, autorisant M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, à réaliser la fosse de dissipation en enrochements en aval immédiat du barrage dit « de la Californie » sur la rivière Meurthe à Jarville-la-Malgrange, sont modifiés comme suit : « les travaux de réalisation sont prorogés d'un délai supplémentaire de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ».

ARTICLE 2 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

ARTICLE 3 : EXECUTION

M. le Secrétaire général de la Préfecture, M. le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est, M. le maire de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE et M. le Directeur de la Société Hydroélectrique de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Ampliation sera adressée pour information à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

- Monsieur le directeur du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 1^{er} août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE AUTORISANT LA CAPTURE A DES FINS SCIENTIFIQUES DE SPECIMENS D'ESPECES ANIMALES PROTEGEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 97-34 du 15 janvier 1997 et n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration de décisions administratives ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1999 fixant les conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles d'opérations portant sur des spécimens d'espèces protégés ;
Vu l'arrêté du 16 décembre 2004 modifiant l'arrêté du 22 juillet 1993 fixant la liste des insectes protégés sur le territoire national ;
Vu la circulaire ministérielle du 15 février 2000 relative à la déconcentration des autorisations portant sur les espèces protégées ;
Vu la demande du bureau d'étude BIODIVERSITA du 21 mai 2005 ;
Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement du 27 mai 2005 ;
Vu l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature du 28 juin 2005 ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

AR R E T E

Article 1^{er} : Est autorisé à capturer temporairement à des fins scientifiques des spécimens de Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*) en Vallée du Madon et Brénon, M. Aurélien HUGUET du bureau d'étude BIODIVERSITA, 15, rue Chapon - 75003 PARIS

Article 2 : Les opérations de capture auront uniquement comme but :

- le suivi écologique de l'ENS et du site Natura 2000 « Vallée du Madon, du Brénon et carrière de Xeulley »,
- l'inventaire odonotologique et le suivi de populations d'*Oxygastra curtisii*.

Article 3 : Les animaux capturés au filet seront relâchés sur place.

Article 4 : La personne citée à l'article 1^{er} transmettra un rapport d'étude à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction de la Nature et des Paysages (Service Chasse, Faune et Flore Sauvages) et au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le présent arrêté est applicable jusqu'au 31 décembre 2005.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au pétitionnaire, à MM. le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, Mme la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable - Direction de la Nature et des Paysages, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 3 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL INSTITUANT UN GROUPE DE TRAVAIL POUR LA VILLE DE GONDREVILLE**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;
Vu le décret n°80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération ;
Vu le décret n°82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2002 modifié instituant un groupe de travail afin d'élaborer un règlement local de publicité à GONDREVILLE ;
Vu la délibération du 3 mai 2005, par laquelle le conseil municipal de GONDREVILLE demande que la procédure d'élaboration, actuellement en cours, d'un règlement local de publicité dans la commune soit suspendue et qu'il soit procédé à une nouvelle constitution du groupe de travail, prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement, et désigne les élus devant participer à ce groupe de travail ;
Vu la publication d'un communiqué relatif à la délibération susvisée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture le 20 juin 2005 et dans les journaux l'EST REPUBLICAIN du 14 juin 2005 et le REPUBLICAIN LORRAIN du 16 juin 2005 ;
Vu les demandes de participation au groupe de travail présentées par Signal & Pub le 14 juin 2005, Clear Channel le 15 juin 2005, Présence Extérieure le 27 juin 2005, Avenir le 29 juin 2005, JC Decaux le 30 juin 2005, Viacom Outdoor le 4 juillet 2005, Insert le 4 juillet 2005 ;
Vu l'avis exprimé par l'Union de la Publicité Extérieure en date du 13 juillet 2005 relatif aux demandes de participation au groupe de travail présentées par les représentants des entreprises de publicité ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville de GONDREVILLE un groupe de travail, présidé par le Maire de la commune, et ainsi composé :

1 - MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE**a) Représentants des services de l'Etat :**

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, ou Mme la Sous-Préfète de TOUL, ou son représentant,
- M. le Directeur régional de l'environnement, ou son représentant,
- M. le Directeur départemental de l'équipement, ou son représentant,
- M. le Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux - Commune de GONDREVILLE :

- M. Gérard BOULANGER,
- M. Claude CHAIGNEAU,
- M. Denis MARESCQ.

2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE**Représentants des entreprises de publicité :**

- M. Olivier CHAMPAGNEUR, directeur d'agence de la société CLEAR CHANNEL, 6 rue des drapiers 57070 METZ ou son représentant,
- M. Hervé COUILLARD, directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT 54184 HEILLECOURT cedex ou son représentant,
- Mme Véronique SIMMLER, directrice de la société JC Decaux, 17 rue Soyer 92200 NEUILLY SUR SEINE ou son représentant,
- M. Xavier FRANCOISE, directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet, 92130 ISSY LES MOULINEAUX ou son représentant,
- Stéphane HEGLY, société SIGNAL & PUB, 38 grande rue, 54200 PIERRE-la-TREICHE.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Madame la Sous-Préfète de TOUL, monsieur le Maire de GONDREVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes intéressées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 4 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA BARAQUE
DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 19 A DOMJEVIN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 10 mai 2005, relative à l'autorisation de reconstruction du pont de la route départementale 19 sur le ruisseau de La BARAQUE à DOMJEVIN ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 juin 2005 ,

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 22 juillet 2005 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à DOMJEVIN, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la BARAQUE nécessaires à la reconstruction du pont RD 19.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SITUATION

Les travaux seront réalisés sur les territoires des communes de DOMJEVIN et BENAMENIL, au droit et de part et d'autre du pont du Ruisseau de la Baraque.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

Les travaux et ouvrages consistent à :

- pomper le débit du cours d'eau en créant une surprofondeur en amont du pont et le rejeter en aval, de manière à assécher la zone pendant les travaux ;
- démolir l'ancien ouvrage ;
- reconstruire un nouveau pont constitué d'une dalle en béton armé, ancrée sur 2 appuis en palplanches ;
- remettre les lieux en l'état.

ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de la BARAQUE, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Des sauvetages de la vie piscicoles lors de l'assèchement des travaux devront être réalisés.

Un lit d'étiage garantissant la continuité écologique sera réalisé sur le radier du nouveau pont.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera au minimum associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 10 - PUBLICATION ET EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

M. le Maire de la commune de DOMJEVIN,
M. le Maire de la commune de BENAMENIL,
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et notifié à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.
Une copie de l'arrêté sera affichée en mairies de DOMJEVIN et de BENAMENIL.
Ampliation du présent arrêté sera transmise pour information à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.
NANCY, le 10 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 1^{er} mars 2005 par M. Philippe MACE, gérant de la société PROMETHEA -commercialisation de robes de mariées-, route de Mayenne NIAFLES 53810 CHANGE;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis réservé de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;
Vu le complément d'informations produit par le demandeur le 16 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - M. Philippe MACE, gérant de la société PROMETHEA, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sur le site du magasin « Complicité Paris », situé Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY, sous le numéro :

54.05.0001

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité du magasin.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Philippe MACE, gérant de la société PROMETHEA
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de NANCY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 1^{er} mars 2005 par M. Philippe MACE, gérant de la société PROMETHEA -commercialisation de robes de mariées-, route de Mayenne NIAFLES 53810 CHANGE;
Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;
Vu l'avis réservé de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;
Vu le complément d'informations produit par le demandeur le 16 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Philippe MACE, gérant de la société PROMETHEA, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sur le site du magasin « Point Mariage Nancy », situé 6 rue Charles Bourseul 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES, sous le numéro :

54.05.0002

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable sécurité du magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Philippe MACE, gérant de la société PROMETHEA

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de BOUXIERES-AUX-DAMES

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 10 janvier 2005 par M. Roch DECAMPS, gérant du restaurant « QUICK », allée de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis réservé de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;

Vu le complément d'informations produit par le demandeur ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Roch DECAMPS, gérant du restaurant « QUICK », situé Allée de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0013

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Roch DECAMPS, gérant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VANDOEUVRE-Lès-NANCY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 3 janvier 2005 par l'Association Lorraine d'Aide aux Grands Handicapés (ALAGH), sise 1661 avenue Raymond Pinchard 54100 NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis réservé de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;

Vu le complément d'informations produit par le demandeur le 16 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Michel REBILLON, directeur de la Maison d'Accueil Spécialisée pour Handicapés Physiques, 1661 avenue Raymond Pinchard 54100 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0015

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel REBILLON, directeur de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 14 mars 2005 par M. Alexandre CHIRAT, directeur de l'hôtel-restaurant « Park Inn », situé 11 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 14 mars 2005 ;

Vu l'avis réservé de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 21 mars 2005 ;

Vu le complément d'informations produit par le demandeur le 26 avril 2005 ;

Vu le souhait exprimé par la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance le 27 avril 2005 de déléguer deux de ses membres pour effectuer une visite sur place ;

Vu les conclusions du rapport établi le 30 avril 2005 par les deux membres de la commission après avoir effectué une visite sur place ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

ARRETE

ARTICLE 1er - M. Alexandre CHIRAT, directeur de l'hôtel-restaurant « Park Inn », situé 11 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant seize caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0026

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alexandre CHIRAT, directeur de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de NANCY
NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 25 mars 2005 par M. Benoît JANNY, exploitant de la boulangerie-pâtisserie située 20 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX;
Vu le récépissé en date du 25 avril 2005 ;
Vu l'avis réservé de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 27 avril 2005 ;
Vu le complément d'informations produit par le demandeur le 24 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Benoît JANNY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes à la boulangerie-pâtisserie JANNY, située 20 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX, sous le numéro :

54.05.0028

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Benoît JANNY, exploitant.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Benoît JANNY, exploitant
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de SAINT-MAX
NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 12 mai 2005 par l'hypermarché CORA, situé RN 57 54180 HOUEMONT;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - La direction de l'hypermarché CORA Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant :

-trente et une caméras intérieures mobiles
-deux caméras intérieures fixes
-dix-huit caméras extérieures mobiles
-trois caméras extérieures fixes

sur le site de l'hypermarché CORA, situé RN 57 54180 HOUEMONT, sous le numéro :

54.05.0034

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le manager surveillance du magasin ou son adjoint.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Bertrand DUFRESNE, directeur de l'hypermarché

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de HOUEMONT

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la société SERGEANT EST, sise 49 rue Marcel Brot 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Francis BALTHAZARD, PDG de la société SERGEANT EST, sise 49 rue Marcel Brot 54003 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0035

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Michel HUMMEL, responsable des achats.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Francis BALTHAZARD, PDG de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 4 avril 2005 par Mme Catherine ROYAUX, gérante de la parfumerie Yves ROCHER, 27 rue Banaudon 54300 LUNEVILLE;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - Mme Catherine ROYAUX, gérante de la parfumerie Yves ROCHER, 27 rue Banaudon 54300 LUNEVILLE, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sur le site du magasin, sous le numéro :

54.05.0036

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Catherine ROYAUX, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Catherine ROYAUX, gérante de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de LUNEVILLE

-M. le sous-préfet de LUNEVILLE

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 mai 2005 par Mme MITJANS, proviseur du lycée régional d'enseignement général et technologique Arthur Varoquaux, situé 10 rue Jean Moulin 54510 TOMBLAINE;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - Mme MITJANS, proviseur du lycée régional d'enseignement général et technologique Arthur Varoquaux, 10 rue Jean Moulin 54510 TOMBLAINE, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0039

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le proviseur de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme MITJANS, proviseur de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de TOMBLAINE

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 avril 2005 par M. Jean-Pierre ARNDT, gérant de l'établissement « ZUZU Bar », situé 45 rue Pasteur 54310 HOMECOURT;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Jean-Pierre ARNDT, gérant de l'établissement « ZUZU Bar », situé 45 rue Pasteur 54310 HOMECOURT, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sur le site de son commerce, sous le numéro :

54.05.0041

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. ARNDT, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Pierre ARNDT, gérant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de HOMECOURT

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 19 avril 2005 par Mme Florence JACQUOT, gérante de l'Hôtel-Bar-Tabac « Le NEMROD », situé 20 rue Gambetta 54190 VILLERUPT;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme Florence JACQUOT, gérante de l'Hôtel-Bar-Tabac « Le NEMROD », situé 20 rue Gambetta 54190 VILLERUPT, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0042

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Florence JACQUOT, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Florence JACQUOT, gérante de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de VILLERUPT

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 avril 2005 par M. Pierre JOB, président-directeur général de la société « Arts et Nature » - Piscines DESJOYAUX - , 2 rue Catherine Sauvage, ZAC du Tronc qui Fume 54270 ESSEY-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - M. Pierre JOB, président-directeur général de la société « Arts et Nature » - Piscines DESJOYAUX - , 2 rue Catherine Sauvage, ZAC du Tronc qui Fume 54270 ESSEY-Lès-NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0043

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Pierre JOB, PDG de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Pierre JOB, PDG de la société

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 12 avril 2005 par Mme Claudine MENICHETTI, gérante de la Brasserie CLAUDINE, 20 rue Honoré de Balzac 54190 TIERCELET;

Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er - Mme Claudine MENICHETTI, gérante de la Brasserie CLAUDINE, 20 rue Honoré de Balzac 54190 TIERCELET, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0044

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Claudine MENICHETTI, gérante de l'établissement .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Claudine MENICHETTI, gérante de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de TIERCELET

-M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 15 mars 2005 par Mme EVRARD, exploitante du bureau de tabac « Le ZODIAC », 47 rue du Sergent Blandan 54000 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - Mme EVRARD, exploitante du bureau de tabac « Le ZODIAC », 47 rue du Sergent Blandan 54000 NANCY, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0045

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Michel RODRIGUEZ, responsable d'exploitation, Chemin du Château d'Eau 69543 CHAMPAGNE AU MONT D'OR .

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme EVRARD, exploitante de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de NANCY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, au bureau de poste situé 38 rue Pasteur 54400 LONGWY-Gouraincourt, sous le numéro :

54.05.0046

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de LONGWY
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 11 place Ferri 54710 LUDRES, sous le numéro :

54.05.0047

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de LUDRES
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 1 rue Roger Sommer 54620 PIERREPONT, sous le numéro :

54.05.0048

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - Mme le maire de PIERREPONT
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 2 rue Saint-Martin 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES, sous le numéro :

54.05.0049

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de BOUXIERES-AUX-DAMES

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé rue Chaubourot 54630 FLAVIGNY-sur-MOSELLE, sous le numéro :

54.05.0050

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de FLAVIGNY-sur-MOSELLE

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 9 rue de l'Hôtel de Ville 54670 CUSTINES , sous le numéro :

54.05.0051

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de CUSTINES

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 5 rue du Docteur Schneider 54570 FOUG , sous le numéro :

54.05.0052

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de FOUG
- Mme le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 35 rue du Château des Princes 54840 GONDREVILLE, sous le numéro :

54.05.0053

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de GONDREVILLE
 - Mme le sous-préfet de TOUL
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 28 avenue de la République 54800 JARNY, sous le numéro :

54.05.0054

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de JARNY
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 51 rue de l'Hôtel de Ville 54260 LONGUYON, sous le numéro :

54.05.0055

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de LONGUYON
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 10 mai 2005 par la direction de la poste de Meurthe-et-Moselle, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY;
Vu le récépissé en date du 26 mai 2005 ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - La direction de la poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, au bureau de poste situé 1 rue de Maizières 54990 XEUILLEY, sous le numéro :

54.05.0056

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté au sein de la poste.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté à la poste
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de XEUILLEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 25 mai 2005 par M. Gilbert REMY, gérant du bureau de tabac situé 8 rue de Metz 54150 BRIEY;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Gilbert REMY, gérant du bureau de tabac situé 8 rue de Metz 54150 BRIEY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0057

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Gilbert REMY, gérant de l'établissement.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Gilbert REMY, gérant de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de BRIEY
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 mai 2005 par M. Christian BURGAZZI, gérant du bureau de tabac situé 56 avenue Wilson 54800 JARNY;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Christian BURGAZZI, gérant du bureau de tabac situé 56 avenue Wilson 54800 JARNY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0058

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Christian BURGAZZI, gérant de l'établissement.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Christian BURGAZZI, gérant de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de JARNY
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par M. Régis LHUILLIER, gérant du bar « Le DÉPART BEFORE », situé 11 rue Dom Calmet 54000 NANCY ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Régis LHUILLIER, gérant du bar « Le DÉPART BEFORE », situé 11 rue Dom Calmet 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0059

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Régis LHUILLIER, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Régis LHUILLIER, gérant de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 24 mai 2005 par le magasin de bricolage LEROY MERLIN, situé ZAC de Frocourt 54184 HOUEMONT;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La direction du magasin LEROY MERLIN, situé ZAC de Frocourt 54184 HOUEMONT, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0060

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le contrôleur de gestion de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Vincent CUCHERAT, directeur de l'établissement

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de HOUEMONT

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 20 mai 2005 par M. Patrick CRAFT, exploitant du bureau de tabac - point presse situé 119 avenue de la République 54310 HOMECOURT;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - M. Patrick CRAFT, exploitant du bureau de tabac - point presse situé 119 avenue de la République 54310 HOMECOURT, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, sur le site de l'établissement, sous le numéro :

54.05.0061

ARTICLE 2 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Patrick CRAFT, exploitant de l'établissement.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Patrick CRAFT, exploitant de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
 - M. le maire de HOMECOURT
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 16 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 11 rue du 18 Novembre 54450 BLAMONT, sous le numéro :

54.05.0062

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - Mme le maire de BLAMONT
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 4 rue de Nancy 54250 CHAMPIGNEULLES, sous le numéro :

54.05.0063

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de CHAMPIGNEULLES

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 7 rue Alexandre III 54170 COLOMBEY-Lès-BELLES, sous le numéro :

54.05.0064

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Mme le maire de COLOMBEY-Lès-BELLES
- Mme le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 161 place Jules Ferry 54710 LUDRES, sous le numéro :

54.05.0065

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le maire de LUDRES

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 11 place du Général de Gaulle 54560 AUDUN-LE-ROMAN, sous le numéro :

54.05.0066

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire d'AUDUN-LE-ROMAN
- M. le sous-préfet de BRIEY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 2 place des Arcades 54120 BACCARAT, sous le numéro :

54.05.0067

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de BACCARAT
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 8 rue Carnot 54830 GERBEVILLER, sous le numéro :

54.05.0068

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
 - M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
 - M. le maire de GERBEVILLER
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine, 56-58 avenue André Malraux 57000 METZ;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant huit caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située 32 rue Clemenceau 54610 NOMENY, sous le numéro :

54.05.0069

ARTICLE 2 - Le service de sécurité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine à METZ est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Alain DELVERT, responsable du service de sécurité de l'établissement
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de NOMENY

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Société Nancéienne et Varin Bernier (SNVB), 4 place André Maginot 54074 NANCY;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Société Nancéienne et Varin Bernier (SNVB) est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes, sur le site de son agence située Centre Commercial CORA 54180 HOUEMONT, sous le numéro :

54.05.0070

ARTICLE 2 - Le service de la sécurité générale de la banque, 4 place André Maginot 54074 NANCY, est chargé du droit d'accès aux images.
La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jean-Pierre LAURENCY, responsable de la sécurité générale de la banque
- M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- Mme le maire de HOUEMONT

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu la demande présentée le 23 mai 2005 par la Société Nancéienne et Varin Bernier (SNVB), 4 place André Maginot 54074 NANCY;
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;
Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Société Nancéienne et Varin Bernier (SNVB) est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sur le site de son agence située Centre Commercial LECLERC 54390 FROUARD, sous le numéro :

54.05.0071

ARTICLE 2 - Le service de la sécurité générale de la banque, 4 place André Maginot 54074 NANCY, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 3 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

ARTICLE 4 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

ARTICLE 5 - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 modifié de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Pierre LAURENCY, responsable de la sécurité générale de la banque
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
-M. le maire de FROUARD
NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité;
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 autorisant M. Sandro FABBRI, directeur du garage « PAM Automobiles », sis route de Briey 54700 PONT-A-MOUSSON, à installer un système de vidéosurveillance, sous le n° 54.03.0005, sur le site de cet établissement ;
Vu la demande présentée le 2 mai 2005 par « SODIAL PAM Automobiles », sis route de Briey 54700 PONT-A-MOUSSON;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 6 mars 2003 délivrant l'autorisation n°

54.03.0005

est modifié comme suit :

ARTICLE 1er -

« SODIAL PAM Automobiles », sis route de Briey 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras extérieures fixes, sur le site de l'établissement.

ARTICLE 2 -

La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Louis KAYSER, Président-directeur général.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Louis KAYSER, PDG de l'établissement
-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
-M. le directeur départemental de la sécurité publique
-M. le maire de PONT-A-MOUSSON
NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0192 à la Société Nancéienne Varin-Bernier, 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu la demande présentée le 29 avril 2005 par la Société Nancéienne Varin-Bernier, 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0192

est modifié comme suit :

ARTICLE 1er -

Le responsable de la sécurité générale à la Banque SNVB est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe sur le site de l'agence située 6 place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON.

ARTICLE 2 -

Le service de sécurité générale de la banque, 4 place André Maginot 54074 NANCY est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le responsable de la sécurité générale de la banque SNVB

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0192 à la Société Nancéienne Varin-Bernier, 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu la demande présentée le 29 avril 2005 par la Société Nancéienne Varin-Bernier, 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 6 juin 2005;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

AR R E T E

ARTICLE 1er -

L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0195

est modifié comme suit :

ARTICLE 1er -

Le responsable de la sécurité générale à la Banque SNVB est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe sur le site de l'agence située 10 rue Gambetta 54200 TOUL.

ARTICLE 2 -

Le service de sécurité générale de la banque, 4 place André Maginot 54074 NANCY est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

ARTICLE 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le responsable de la sécurité générale de la banque SNVB

-M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-Mme le maire de TOUL

-Mme le sous-préfet de TOUL

NANCY, le 29 juin 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE DELIVRANT UNE HABILITATION

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de la loi précitée,
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,
Vu la demande présentée le 25 mars 2005 par M. Alexandre CHIRAT, directeur de l'Hôtel « Park Inn », 11 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY,
Vu l'avis favorable de la commission départementale de l'action touristique en date du 1^{er} juillet 2005,
Considérant que les conditions requises par l'article 69 du décret précité sont remplies,
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

L'Habilitation n° HA 054.05.0002 est délivrée à l'Hôtel « Park Inn »

Raison sociale : Gestionnaire d'hébergement classé

Adresse : 11, rue Raymond Poincaré 54000 NANCY

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Alexandre CHIRAT.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par la banque SNVB - Société Nancéienne Varin-Bernier -, 4 place André Maginot 54074 NANCY CEDEX

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de « AXA France IARD » SA, sise 26 rue Drouot 75009 PARIS.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

ARTICLE 5 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alexandre CHIRAT, directeur de l'établissement

-M. le ministre délégué au tourisme

-M. le délégué régional au tourisme

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,
Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1994 modifié, relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des agents de voyages,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu la demande présentée le 7 juin 2005 par M. Francis FEHLEN au nom de la société « EVAD&VOUS », sise 70 rue de Morlaix 54180 HEILLECOURT, en vue d'être autorisé à créer une agence de voyages à la même adresse sous la même enseigne,
Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale de l'Action Touristique lors de sa réunion du 1^{er} juillet 2005,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

La licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0005 est délivrée à la société « EVAD&VOUS », sise 70 rue de Morlaix 54180 HEILLECOURT, sous l'enseigne « EVAD&VOUS », représentée par M. Francis FEHLEN, détenteur de l'aptitude professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, 13-15 boulevard Joffre 54000 NANCY.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de la société AXA France IARD, HANRIOT ROUSSET, 2B, rue Charles Oudille 54601 VILLERS-Lès-NANCY.

ARTICLE 4 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Francis FEHLEN

-M. le ministre délégué au tourisme

-M. le délégué régional au tourisme

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARRETE PORTANT DELIVRANCE D'UNE LICENCE D'AGENT DE VOYAGES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours,
Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié pris en application de la loi précitée,

Vu l'arrêté ministériel du 22 novembre 1994 modifié, relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des agents de voyages,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu la demande présentée le 11 mai 2005 par M. Ahmet CETIN au nom de la société « Favoris Vacances », sise 26 avenue Foch 54000 NANCY, en vue d'être autorisé à créer une agence de voyages à la même adresse sous la même enseigne,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale de l'Action Touristique lors de sa réunion du 1^{er} juillet 2005,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

La licence d'agent de voyages n° LI.054.05.0004 est délivrée à la société « Favoris Vacances », sise 26 avenue Foch 54000 NANCY, sous l'enseigne « Favoris Vacances », représentée par M. Ahmet CETIN, détenteur de l'aptitude professionnelle.

ARTICLE 2 :

La garantie financière est apportée par l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APS), sise 15 avenue Carnot 75017 PARIS.

ARTICLE 3 :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès du cabinet « ASSUREZVOO » (société AZUR Assurances), 12 place du Général de Gaulle 57155 MARLY.

ARTICLE 4 :

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Ahmet CETIN

-M. le ministre délégué au tourisme

-M. le délégué régional au tourisme

-M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

NANCY, le 15 juillet 2005s

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALS DE MOSELLE ET DE L'ESCH

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch;

VU la délibération en date du 28 juin 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch décide de modifier ses statuts;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- DIEULOUARD en date du 30 septembre 2004,

- GÉZONCOURT en date du 1^{er} octobre 2004,

- GRISCOURT en date du 18 septembre 2004,

- ROGÉVILLE en date du 29 septembre 2004,

- ROSIÈRES-EN-HAYE en date du 17 septembre 2004,

- VILLERS-EN-HAYE en date du 8 novembre 2004;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

VU l'avis de Madame la sous-préfète de TOUL en date du 10 juin 2005;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La modification des statuts de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le secrétaire-général de la préfecture, Madame la sous-préfète de TOUL et le président de la communauté de communes de Vals de Moselle et de l'Esch sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur de Meurthe-et-Moselle; et qui sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALS DE MOSELLE ET DE L'ESCH - STATUTSARTICLE 1 : CONSTITUTION

En application des articles L 5211 et suivants et L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales , il est formé entre les communes de BELLEVILLE, DIEULOUARD, GEZONCOURT, GRISCOURT, ROGÉVILLE, ROSIERES EN HAYE, VILLERS EN HAYE, une communauté de communes qui prend la dénomination de :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALS DE MOSELLE ET DE L'ESCH.ARTICLE 2 : OBJET

La communauté de communes a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet de développement économique et d'aménagement de l'espace d'intérêt communautaire défini dans un schéma local de développement annexé aux présents statuts.

La structure intercommunale aura pour compétences :

Compétences obligatoires :

- le développement économique
- l'aménagement de l'espace

Compétences optionnelles :

- création, aménagement et entretien de la voirie
- la protection et mise en valeur de l'environnement
- vie sociale, culturelle et sportive, école

2-1 : Développement économique intéressant l'ensemble de la communauté

La communauté de communes est compétente pour assurer les missions suivantes :

- le recensement des bâtiments disponibles sur tout le territoire
- études, créations, aménagement, entretien et gestion des anciennes et nouvelles zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales et touristiques reconnues d'intérêt communautaire sur tout le territoire.

Les zones destinées à accueillir des activités complémentaires ou nouvelles ne pourront être réalisées qu'à la demande des communes concernées territorialement.

- la communauté de communes est compétente pour réaliser les études, les actions, les opérations, les supports d'information et de promotion relatifs au développement économique, agricole, touristique et de loisirs reconnues d'intérêt communautaire.
- toutes adhésions auprès d'organismes ou d'associations relatives en matière d'aide à la création ou à la reprise d'entreprises.

2-2 : Aménagement de l'espace

La communauté de communes est compétente pour :

- créer et réaliser des Zones d'Aménagement Concerté reconnues d'intérêt communautaire sur tout le territoire.
- élaborer des programmes locaux de l'habitat (P.L.H)
- opération programmée d'amélioration de l'habitat (O.P.A.H)
- aménager des espaces de loisirs et de tourisme de proximité (fleurissement, aménagement de places, construction d'espaces de loisirs et de tourisme de proximité).
- l'élaboration d'un schéma directeur local de développement et d'aménagement, économique et touristiques, définissant l'intérêt communautaire.
- schéma de secteur.
- l'élaboration, le suivi et l'approbation de Schéma de Cohérence Territoriale et d'adhérer, le cas échéant, à un syndicat mixte élu à cet effet.
- informatisation des cadastres et réseaux des Communes membres.
- adhésion au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)

2-3 : Création, aménagement et entretien de la voirie

La communauté de communes est compétente pour :

- la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire
- les voiries intérieures et de liaison à la voie de desserte principale des zones développement économique reconnues d'intérêts communautaires.
- de placettes, places, voirie et aménagements d'intérêt communautaire définis dans le schéma directeur de développement et d'aménagement économique et touristique

2-4 : Protection et mise en valeur de l'environnement

La communauté de communes est compétente pour :

- organiser la collecte et le traitement des ordures ménagères et assimilés y compris la collecte sélective. La gestion des contrats s'y rapportant.
- aménagement et entretien des cours d'eau, des sentiers de randonnée, les gîtes ruraux et touristiques.
- mener les études nécessaires en matière d'environnement.
- mener les études diagnostiques en matière d'assainissement et assainissement non collectif.
- mener les études relatives à la définition des zonages d'assainissement sur tout le territoire.
- le contrôle des installations d'assainissement non collectif sur tout le territoire (à l'exception de l'entretien des systèmes d'assainissement individuels qui reste à la charge de leurs propriétaires).
- la création et la gestion d'un service de contrôle de l'assainissement non collectif.
- la signalisation touristique liée au développement et à l'aménagement touristique sur tout le territoire.
- toutes actions liées au développement et à l'aménagement touristique sur tout le territoire.

2-5 : Vie sociale, culturelle et sportive, école

La communauté de communes a compétence pour :

- adhérer C.I.S.P.D (Centre Intercommunal de sécurité et de Prévention de la Délinquance)
- adhérer à la Mission Locale du Val de LORRAINE et de LAXOU
- adhérer auprès d'organismes ou d'associations relatives en matière de réinsertion ou d'aide à l'emploi.
- soutenir un organisme ou une association ayant en charge : portage de repas, agents de ménage, coiffure à domicile.
- réalisation d'un calendrier des fêtes
- organisation de toutes manifestations culturelles, sportives, jeux, fêtes communautaires et intercommunautaires,
- acquisition de matériels divers pour l'organisation des festivités (tentes, podium, sono...)
- organisation de classes de découverte, spectacles et toutes questions relatives au Contrat Educatif Local, Contrat Temps Libre.

2-6 : Autres interventions

Dans la limite de ses compétences, et dans les conditions définies par convention, la Communauté de Communes pourra exercer, pour le compte d'une ou plusieurs Communes, toutes missions, prestations, études, gestions de services ou délégation de maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : TRANSFERT DE COMPÉTENCES ET D'ÉQUIPEMENTS

Les transferts de compétences, d'équipements ou de services publics, sont décidés par délibération concordante du Conseil de communauté et de la majorité qualifiée des communes membres définie à l'article L 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour chaque transfert, les modalités, les conditions financières et patrimoniales de l'opération, éventuellement l'affectation des personnels, seront déterminées par délibérations concordantes du Conseil de communauté et de la majorité qualifiée des communes.

Les biens acquis ou réalisés par la Communauté seront sa propriété et pourront être mis à disposition des communes adhérentes.

ARTICLE 4 : ADMINISTRATION

La Communauté de communes est administrée par un conseil de communauté composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes membres selon les strates démographiques suivantes :

- De 0 à 1 000 habitants	2 titulaires, 2 suppléants
- De 1 001 à 3 000 habitants	4 titulaires, 4 suppléants
- 3 001 habitants et plus	5 titulaires, 5 suppléants

Les sièges sont répartis entre les communes, comme suit :

BELLEVILLE	4 titulaires	4 suppléants
DIEULOUARD	5 titulaires	5 suppléants
GEZONCOURT	2 titulaires	2 suppléants
GRISCOURT	2 titulaires	2 suppléants
ROGEVILLE	2 titulaires	2 suppléants
ROSIERES EN HAYE	2 titulaires	2 suppléants
VILLERS EN HAYE	2 titulaires	2 suppléants

ARTICLE 5 : ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS

Les délégués sont élus par chaque Conseil municipal à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Les délégués suivent le sort du conseil municipal quant à la durée de leur mandat. Mais en cas de suspension, de dissolution de celui-ci ou de démission de tous les membres en exercice, ce mandat continue jusqu'à la nomination des délégués par le nouveau conseil.

Les délégués sortants sont rééligibles. En cas de décès, démission ou tout autre cause de vacance du siège, le conseil municipal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

Si un conseil municipal néglige ou refuse de nommer les délégués, le maire et le premier adjoint représentent la commune dans le conseil de communauté.

ARTICLE 6 : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de la communauté ou dans un autre lieu choisi par le conseil dans l'une des communes membres.

Le président est tenu de convoquer le conseil à la demande du tiers des délégués.

Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après délibération du conseil municipal de cette commune.

ARTICLE 7 : COMPOSITION ET RÔLE DU BUREAU

7-1 : Élection du bureau

Le conseil communautaire élit, un par un, les membres du bureau composé de :

- un président
- 4 vice-présidents
- 4 membres

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du président et des membres du bureau sont celles que fixent les articles L 2122-7 et L 2122-10 du Code Général des Collectivités Territoriales pour le maire et les adjoints.

7-2 : Rôle du président

Le président est l'organe exécutif de la communauté :

- il prépare et exécute les délibérations du conseil
- il ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes
- il est seul chargé de l'administration, mais peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, à un vice-président et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ce dernier, à d'autres membres du bureau
- il est le chef des services que la communauté a créés
- il représente la communauté en justice

7-3 : Rôle du bureau

En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception :

- du budget
- de l'approbation du compte administratif
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la communauté
- de l'adhésion de la communauté à un autre établissement public
- des mesures de même nature que celles visées à l'article 11 de la loi n° 82-213, relatif à la procédure d'inscription d'office d'une dépense obligatoire
- de la délégation de gestion d'un service public.

Lors de chaque réunion du conseil, le président rend compte des travaux du bureau.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les opérations financières de la communauté de commune seront décrites dans un budget annuel.

8-1 : Les recettes de la communauté comprennent :

- le produit de la fiscalité directe
- la dotation globale d'équipement
- la dotation globale de fonctionnement
- le fonds de compensation de la TVA
- les subventions de l'État, des collectivités territoriales, de l'Union européenne, ou toutes autres aides publiques
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés
- le produit des emprunts, les dons et legs
- le revenu des biens meubles ou immeubles de la communauté
- les sommes reçues des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu

8-2 : Les dépenses de la communauté comprennent :

- les frais de fonctionnement de la structure intercommunale
- les dépenses d'investissements
- l'amortissement des emprunts éventuels

ARTICLE 9 : ADMISSION ET RETRAIT DE COMMUNE

L'admission de nouvelles communes et/ou le retrait d'une commune sont soumis au consentement du conseil de communauté selon les articles L5211-18 et L5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce dernier fixe, en accord avec le conseil municipal intéressé, les conditions de réalisation de la modification.

La délibération du conseil de communauté est notifiée aux maires de chacune des communes membres.

Les conseils municipaux doivent être consultés dans un délai de trois mois à compter de la notification.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DES ATTRIBUTIONS ET DES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT

Le conseil de communauté délibère sur l'extension des attributions et la modification des conditions initiales de fonctionnement ou de durée de la communauté.

La délibération du conseil de communauté est notifiée aux maires de chacune des communes membres. Les conseils municipaux doivent être consultés dans un délai de 3 mois à compter de la notification.

La décision d'extension des attributions ou de modification de la durée est prise par l'autorité qualifiée.

Elle est subordonnée à l'accord de la majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement

La décision de modification relative au nombre ou à la répartition des sièges est subordonnée à l'accord de la majorité qualifiée des communes membres, telle qu'elle est définie à par les articles L5211-20 et L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'extension des compétences de la communauté de communes est décidée par arrêté préfectoral sur la proposition du conseil communautaire accepté à la majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

L'adhésion de la communauté à un EPCI ou à toute autre structure analogue est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté, dans les conditions de majorité prévues à l'article L 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales pour la création.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Un règlement intérieur élaboré par le bureau de la communauté sera proposé au conseil de communauté.

Une fois adopté, il sera annexé aux présents statuts.

Toutes dispositions, non prévues au présent règlement ou dans les statuts, seront réglées conformément aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 12 : SIÈGE, DURÉE, DISSOLUTION

Le siège de la communauté de communes est fixé au 111 avenue du Général De Gaulle - 54380 Dieulouard.

La communauté est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute selon les dispositions de l'article L5214-28 du code général des collectivités territoriales.

La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.

Les biens propres de la communauté sont redistribués aux communes membres, selon les modalités prévues par l'acte de dissolution, soit par convention, soit, en cas de désaccord, par le représentant de l'État.

Modifications par délibération N° 36/04 en date du 28 juin 2004

Le schéma local de développement définissant l'intérêt communautaire est consultable en préfecture - DRCL 1.

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

NANCY, le 27 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE LA COMPETENCE "CULTURE - COMMUNICATION" ET DE L'ARTICLE 13 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE PONT-A-MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1964 autorisant la création du groupement d'aménagement de la zone urbaine de PONT-À-MOUSSON;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la transformation du district du pays de PONT-À-MOUSSON en communauté de communes;

VU la délibération en date du 17 mars 2005 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du pays de PONT-À-MOUSSON décide de modifier les statuts de la communauté de communes;

VU la lettre de notification de cette décision aux maires des communes membres de la communauté de communes en date du 21 mars 2005;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

- ATTON en date du 19 mai 2005,
- BLÉNOD-LES-PONT-À-MOUSSON en date du 12 mai 2005,
- MAIDIERES en date du 29 mars 2005,
- MONTAUVILLE en date du 23 mai 2005,
- MOUSSON en date du 31 mars 2005,
- NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON en date du 19 avril 2005,
- PONT-À-MOUSSON en date du 1^{er} juin 2005,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17, L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces article est atteinte,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La compétence "Culture - Communication " de la communauté de communes du pays de PONT-À-MOUSSON est complétée comme suit :

" Séances de cinéma en faveur des scolaires y compris les frais de transport "

ARTICLE 2 : L'article 13 des statuts de la communauté de communes du pays de PONT-À-MOUSSON est complété comme suit :

"Elle pourra également signaler sa présence sur les différentes aires d'évolutions sportives"

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du pays de PONT-À-MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 5 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JARNISY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Jarnisy ;

VU la délibération en date du 28 septembre 2004 du conseil de la communauté de communes du Jarnisy décidant la modification de l'article 5 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

Avis favorable :

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS (3 décembre 2004)
- AFFLEVILLE (10 décembre 2004)
- BECHAMPS (3 novembre 2004)
- BONCOURT (26 novembre 2004)
- BRAINVILLE (5 novembre 2004)
- BRUVILLE (29 octobre 2004)
- DONCOURT-LES-CONFLANS (7 octobre 2004)
- FRIAUVILLE (3 décembre 2004)
- GIRAUMONT (8 novembre 2004)
- JARNY (13 décembre 2004)
- JEANDELIZE (22 octobre 2004)
- OLLEY (28 octobre 2004)
- OZERAILLES (29 octobre 2004)
- PUXE (21 septembre 2004)
- VILLE-SUR-YRON (20 octobre 2004) ;

Avis défavorable :

- GONDRECOURT-AIX (9 novembre 2004)
- NORROY-LE-SEC (26 novembre 2004)
- SAINT-MARCEL (17 novembre 2004)
- THUMEREVILLE (8 décembre 2004) ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E**Article 1er :** La modification de l'article 5 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy est autorisée comme suit :**« Article 5 :**

La communauté est administrée par un conseil de communauté constitué de membres délégués des communes élus par les conseils municipaux selon les modalités et dans les conditions définies par les articles L 5211-6 et L 5211-11 et L 5214-7 à L 5214-10 du code général des collectivités territoriales.

La représentation des communes au sein du conseil de communauté est définie selon les règles suivantes :

- un conseiller communautaire par tranche ouverte de 250 habitants pour les communes dont la population est inférieure ou égale à 999 habitants,
- un conseiller communautaire par tranche ouverte de 450 habitants pour les communes dont la population est supérieure ou égale à 1000 habitants.

La ville de Jarny ne peut détenir moins de 1/3 des sièges du conseil de communauté. Dans le cas d'une variation de population lors de la publication officielle de recensement, faisant descendre la représentation des délégués de Jarny en dessous de 1/3 des sièges du conseil de communauté, le nombre de délégués de cette commune sera automatiquement augmenté pour respecter cette règle du 1/3.

Toutes les communes représentées par un seul délégué communautaire doivent désigner un délégué suppléant.

Les délégués des communes rendent compte de l'activité de la communauté de communes du Jarnisy à leurs conseils municipaux respectifs selon les dispositions prévues par l'article L 5211-39 du code général des collectivités territoriales. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

BRIEY, le 3 août 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE
DU REGROUPEMENT DES DEUX RASED DE THIL-LANGEVIN ET DE VILLERUPT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 janvier 1984 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de groupe d'aide psycho-pédagogique pour le secteur de Thil-Langevin ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1993 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (R.A.S.E.D.) de Thil-Langevin et de Villerupt » ;

VU la délibération du comité syndical en date du 29 mars 2005 demandant la dissolution du syndicat et décidant la répartition de l'actif du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- HUSSIGNY-GODBRANGE en date du 16 juin 2005
- THIL en date du 26 mai 2005
- VILLERUPT en date du 7 juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;
Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Le syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux R.A.S.E.D. de Thil-Langevin et de Villerupt est dissous.

Article 2 : L'actif du syndicat est réparti conformément à la délibération du comité syndical du 29 mars 2005 reçue en sous-préfecture le 8 avril 2005.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et la présidente du syndicat intercommunal scolaire du regroupement des deux R.A.S.E.D. de Thil-Langevin et de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****DELIBERATION N° 69/05**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

VU l'article L. 6115-6 mentionnant les délibérations de la Commission Exécutive,

VU la circulaire n° 97-526 du 25 juillet 1997 relative au régime budgétaire et comptable des A.R.H.

VU la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997 et notamment son article 24,

D E C I D E

d'approuver la décision modificative n° 1 apportée au budget 2005 de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération est soumise à l'approbation expresse des ministres chargés des affaires sanitaires et sociales et de la sécurité sociale.

NANCY, le 12 juillet 2005

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DELIBERATION N° 70/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'article 42 de la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code

VU l'arrêté du 9 mai 2005 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2005 des établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 15 juin 2005 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Maison de Repos et de Convalescence "Le Château" à Baccarat

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	72.23	78.99
Forfait pharmacie	2.49	2.64
Chambre particulière (inchangé)	10.34	11.00
PMS	6.28	6.28
Forfait d'Entrée	60.97	60.97

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 71/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'article 42 de la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code

VU l'arrêté du 9 mai 2005 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2005 des établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 15 juin 2005 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint Don à Maxéville

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Convalescence
Prix de Journée	84.43
Forfait pharmacie	2.47
Chambre particulière (inchangé)	11.86
Majoration PMSI	6.28
Forfait d'entrée	60.97

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 72/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'article 42 de la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code

VU l'arrêté du 9 mai 2005 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2005 des établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 15 juin 2005 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Saint Jean à Nancy.

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Convalescence
Prix de Journée	83.94
Forfait pharmacie	2.28
Chambre particulière (inchangé)	11.52
Forfait d'Entrée	60.97
PMS	6.28
Surveillance Médicale	6.86

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 73/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'article 42 de la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code

VU l'arrêté du 9 mai 2005 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2005 des établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 15 juin 2005 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et La Maison de Repos et de Convalescence "Les Eieux" à Seichamps

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	72.22	78.48
Forfait pharmacie	2.46	2.31
Chambre particulière (inchangé)	9.93	11.86
Surveillance Médicale	6.86	6.86
PMSI	6.28	6.28
Forfait d'Entrée	60.97	60.97

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 74/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Maison "Ste-Marguerite" à Novéant-sur-Moselle** ;

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Psychiatrie
Prix de Journée	114.96
Chambre particulière (inchangé)	33.30
PMS	4.07
Forfait d'Entrée	60.97

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 75/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Clinique Ambroise Paré à Thionville** ;

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Convalescence
Prix de Journée	96.59
Forfait pharmacie	1.22
Chambre particulière (inchangé)	24.29
PMS	6.07
Forfait d'Entrée	60.97

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 76/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'article 42 de la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de

l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code

VU l'arrêté du 9 mai 2005 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2005 des établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 15 juin 2005 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Maison de Repos "La Louvière" à Senones**

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	79.97	80.90
Forfait pharmacie	2.66	2.38
Chambre particulière (inchangé)	1.86	2.08
Forfait d'Entrée	60.97	60.97
PMS	6.28	6.28
Surveillance Médicale	6.86	6.86

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 77/05

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique,

VU le code de la Sécurité Sociale,

VU l'article 42 de la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code

VU l'arrêté du 9 mai 2005 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2005 des établissements mentionnés aux d et e de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 15 juin 2005 fixant les éléments tarifaires mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU l'arrêté du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du 12 juillet 2005 fixant les tarifs des prestations des disciplines de soins de suite, de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale pour l'année 2005 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la **Maison de Repos "Mon Repos" à Rasey-Xertigny**

D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2005 telles que définies dans l'arrêté régional du 12 juillet 2005

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	70.97	78.22
Forfait pharmacie	2.47	2.47
Chambre particulière (inchangé)	10.88	11.00
Forfait d'Entrée	60.97	60.97
PMS	6.28	6.28
Surveillance Médicale	6.86	6.86

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
La Directrice Adjointe,
Danielle MOUFFARD

DELIBERATION N° 78/05 DU 12 JUILLET 2005

RELATIVE A L'AVENANT N° 1 DE L'ACCORD CONTRACTUEL PREALABLE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU CENTRE HOSPITALIER DE GORZE - VOLET HOPITAL 2007

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2004-1539 du 30 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,
 VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,
 VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,
 VU la circulaire DHOS-F-O/DSS-1A/2005/n°119 du 1^{er} mars 2005 relative à la campagne tarifaire 2005 des établissements de santé antérieurement financés par dotation globale,
 VU la circulaire DHOS/F2/F3/2005 n° 198 du 21 avril 2005 relative au financement en 2005 par le FMESPP du plan d'investissement « hôpital 2007 »,
 VU l'accord contractuel préalable au Contrat d'Objectifs et de Moyens - volet « Hôpital 2007 » - signé le 23 décembre 2003 entre le Centre Hospitalier de GORZE et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
 VU le projet d'avenant n° 1 de l'accord contractuel préalable au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,
CONSIDERANT que l'opération relative à la construction d'un bâtiment neuf de SSR, la modernisation et l'humanisation de l'ensemble des établissements du site, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien du plan « Hôpital 2007 »,
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,
CONSIDERANT que le Centre Hospitalier de GORZE, créé en 2003, ne dispose pas actuellement des moyens financiers suffisants lui permettant de faire face aux surcoûts liés aux travaux démarrant en 2005 ;
CONSIDERANT dans ce cadre qu'il est nécessaire d'anticiper le versement de 100 000 euros d'aide au groupe 4 au titre du volet « Hôpital 2007 » dès 2005, afin de maintenir le calendrier de réalisation des études et travaux de construction du bâtiment 7C,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 de l'accord contractuel préalable au contrat d'objectifs et de moyens du 23 décembre 2003 du Centre Hospitalier de GORZE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

NANCY, le 12 juillet 2005

Pour le Président de la Commission Exécutive absent et par délégation,
 La Directrice Adjointe,
 Danielle MOUFFARD

ARRETE N° 5/05 DU 13 JUILLET 2005
FIXANT LES LIMITES DES TERRITOIRES POUR LA PLANIFICATION ET LA CONCERTATION,
FIXANT LES LIMITES DES TERRITOIRES POUR LA PROXIMITE
ET FIXANT LE RESSORT TERRITORIAL DES CONFERENCES SANITAIRES

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6121-2, L6121-1à3 et sa section 1 du chapitre III du titre 1^{er} du livre VII,
 VU les articles 5-3 et 7-3 de l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé,
 VU l'article R 713-11 du code de la santé publique relatif au ressort territorial des conférences sanitaires,
 VU la circulaire n°DHOS/2004-101 du 5 mars 2004 relative à l'élaboration des Schémas Régionaux d'Organisation Sanitaire de troisième génération,
 VU l'avis favorable du Comité de l'Administration régionale du 7 juin 2005,
 VU l'avis favorable du Comité technique du SROS III du 6 juillet 2005,
 Considérant la concertation engagée à l'occasion du Comité d'Orientation Stratégique Régional en date du 14 février 2005,
 Considérant les avis suite aux consultations écrites du 26 mai 2005, des députés, des sénateurs,
 Considérant la consultation écrite du 18 mai 2005 du président du Conseil Régional de Lorraine, des présidents des Conseils Généraux de Meurthe et Moselle, Moselle, Meuse et Vosges, des maires de Nancy, Metz, Thionville, Epinal, Verdun, Bar le Duc,
 Considérant la consultation écrite du 18 mai 2005 de l'URCAM, des organismes des différents régimes de sécurité sociale et des échelons régionaux des services médicaux des caisses,
 Considérant la consultation écrite du 18 mai 2005 des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales,
 Considérant la consultation écrite du 18 mai 2005 des organisations syndicales de salariés,
 Considérant la consultation écrite du 18 mai 2005 des fédérations hospitalières,
 Considérant la consultation des Conférences Sanitaires de Secteur Nord Est en date du 1 juillet 2005, Sud en date du 5 juillet 2005, Centre en date du 6 juillet 2005, Nord en date du 7 juillet 2005,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Deux territoires pour la planification et la concertation, le territoire Nord d'une part, le territoire Sud d'autre part, sont définis ainsi qu'il ressort de l'annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Vingt territoires pour la proximité sont définis ainsi qu'il ressort de l'annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le ressort territorial de la conférence sanitaire Nord correspond au territoire Nord.

ARTICLE 4 : Le ressort territorial de la conférence sanitaire Sud correspond au territoire Sud.

ARTICLE 5 : Cet arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine et des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

ARTICLE 6 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 13 juillet 2005

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
 Jacques SANS

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/66 DU 27 JUILLET 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER SAINT CHARLES DE TOUL
N° FINESS E.J. : 54 000 0049

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
 VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé;
 VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;

VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/2 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation du centre hospitalier Saint Charles à Toul, pris en charge par l'assurance maladie ;
 VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
 VU la délibération N° 05/22 prise le 4 juillet 2005 par le conseil d'administration du centre hospitalier Saint Charles à Toul et les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 : Médecine 473,00 €

12 : Chirurgie et Gynécologie obstétrique 709,50 €

Hospitalisation de jour

50 : Médecine et Gynécologie obstétrique 406,80 €

Anesthésie et chirurgie ambulatoire

90 : Chirurgie ambulatoire 586,50 €

Autres

Supplément régime particulier 35,00 €

Supplément structure libérale d'hospitalisation 35,00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre hospitalier Saint Charles à Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 L'Inspecteur Principal,
 Irène DELFORGE

ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/67 DU 29 JUILLET 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI
A NEUVES MAISONS - N° FINESS E.J. : 540 000 437

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
 VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
 VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
 VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/10 du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI à NEUVES MAISONS, pris en charge par l'assurance maladie ;
 VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;

ARRETE

Article 1^{er} - A partir du **1^{er} juillet 2005** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 - Service de suite et réadaptation 181,87 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI à NEUVES MAISONS sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 L'Inspecteur Principal,
 Irène DELFORGE

ARRETE ARH - DDASS 54 N° 05/68 DU 29 JUILLET 2005
PORTANT FIXATION DES TARIFS DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (AHL) A MONT SAINT MARTIN
(PRESTATIONS APPLICABLES AU 1ER JUILLET 2005) - N° FINESS E.J. : 54 0000 866

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-3 ;
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1, R. 714-3-19 à R. 714-3-24 et R. 714-3-28 ;
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
 VU la loi n°2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 ;
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
 VU le décret n°2005-30 du 14 janvier 2005 relatif au budget des établissements de santé, notamment ses articles 9,11 et 12 ;
 VU l'arrêté ARH/DDASS 54 N° 05/ du 7 avril 2005 fixant les produits de l'hospitalisation de l'AHBL de Mont Saint Martin, pris en charge par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice Adjointe ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal ;
VU les documents budgétaires présentés par l'établissement ;

A R R E T E

Article 1^{er} - A partir du 1^{er} juillet 2005 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

11 : Médecine.....	447,00 €
12 : Chirurgie.....	480,00 €
13 : Psychiatrie adulte	270,50 €
20 : Spécialités coûteuses.....	1028,00 €

Moyen séjour

30 : Soins de Suite et de Réadaptation.....	149,00 €
33 : Placement familial thérapeutique	119,00 €

Hospitalisation de Jour

50 : Hospitalisation de Jour (cas général).....	441,00 €
52 : Dialyse.....	605,00 €
54 : Hôpital de jour psychiatrie adulte	150,00 €

Régimes particuliers

Obstétrique.....	496,50 €
Médecine.....	484,50 €
Chirurgie.....	517,00 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 - 54036 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre** sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
L'Inspecteur Principal,
Irène DELFORGE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**SERVICE AES - CELLULE « ACTIONS DE SANTE »****ARRETE DDASS/AES/N° 2 217/2005**

**FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) TANDEM
1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND - 54190 VILLERUPT GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté DDASS/AES/213 en date du 20 Juillet 2004 autorisant la création du Centre de soins spécialisés pour toxicomanes TANDEM - 1, rue Pouyer Quertier - Parc Jean Rostand à Villerupt géré par l'Association TANDEM,

VU le courrier transmis le 9 Mai 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CSST géré par l'Association TANDEM a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date 28 Juin 2005,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E**Article 1^{er} :**

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST géré par l'Association TANDEM sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses d'exploitation courante	29 087,85	431 236,97
	Groupe II : Dépenses de personnel	345 749,63	
	Groupe III et IV : Dépenses afférentes à la structure	56 399,49	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	422 851,97	431 236,97
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III et IV : Autres produits	8 385	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale du CSST géré par l'Association TANDEM à VILLERUPT est fixée à **422 851,97 €** à compter du 1^{er} Août 2005.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 35 237,66 €

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS/AES/N° 2 218/2005

**FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST)
"UNITE FONCTIONNELLE D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT DES TOXICOMANIES" (UFATT)
22 BIS, RUE DE MALZEVILLE - 54000 NANCY GERE PAR LE CHU DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté DDASS/AES/212 en date du 20 Juillet 2004 autorisant l'Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes (UFATT) gérée par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST) conformément au décret n°2003-160 du 26 Février 2003,

VU le courrier transmis le 9 Décembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CSST du CHU a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date 28 Juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E**Article 1^{er} :**

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST "UFATT" géré par le CHU de NANCY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses de personnel	698 207	838 439
	Groupe II : Dépenses médicales	39 273	
	Groupe III : Autres dépenses	100 958	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	838 439	838 439
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale du CSST "UFATT" géré par le CHU est fixée à **838 439 €** à compter du 1^{er} Août 2005.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 69 869,92 €

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

ARRETE DDASS/AES/N° 2 219/2005
FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA)
CHU DE NANCY - 29, AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - C.O. N° 34 - 54035 NANCY-CEDEX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à R 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté n° 99-396-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de NANCY géré par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998,

VU le courrier transmis le 9 Décembre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CCAA du CHU a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 28 Juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA du CHU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses de personnel	575 490,88	602 865
	Groupe II : Dépenses médicales	1 210,90	
	Groupe III et IV : Autres dépenses (dont amortissement provisos)	26 163,66	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	602 865	602 865
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale du CCAA du CHU est fixée à **602 865 €** à compter du 1^{er} Août 2005.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 50 238,75 €

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Philippe MICHEL

ARRETE DDASS/AES/N° 2 220/2005
FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA)
DE MONT-SAINT-MARTIN - ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY
4, RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8, L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R 314-1 à 314-196 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF ;

VU l'arrêté n° 99-395-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de MONT-SAINT-MARTIN, sis 4, rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN et géré par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (AHBL) à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998 ;

VU le courrier du 18 Mai 2005 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CCAA de MONT-SAINT-MARTIN au sein de AHBL a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercices 2005,

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 28 Juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses de personnel	4 980	249 271.68
	Groupe II : Dépenses médicales	237 988.68	
	Groupe III : Autres dépenses	6 303	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	225 941.68	249 271.68
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	23 330	

Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN est fixée à **225 941,68 €** à compter du 1^{er} Août 2005.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 18 828,47 €.

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du CASF, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 19 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

SERVICE COHESION SOCIALE

ARRETE N° 1986 ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2005 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 13 juillet 2001 autorisant la réorganisation des **centres d'hébergement et de réinsertion sociale** gérés par l'association **A.R.S.**, dont le siège social est situé 6, boulevard d'Austrasie à NANCY,

VU la convention signée le 13 août 2003 entre la Fédération de la Santé et de l'Action sociale CGT et l'association A.R.S. relative à la mise à disposition syndicale d'un salarié à compter du 1^{er} septembre 2003 ;

VU la lettre du 8 avril 2005 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale donnant son accord pour l'augmentation de la quotité de mise à disposition du salarié ;

VU la demande présentée par l'association le 13 avril 2005;

VU les crédits inscrits sur le chapitre 39-03 article 02 du budget du Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Dans le cadre de la mise à disposition syndicale d'un personnel relevant d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.R.S., une dotation exceptionnelle de financement d'un montant de 27 833,02 euros est attribuée à l'association au titre de l'année 2005.

Article 2 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 3 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 4 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 30 mai 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2186 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
FOYER DE LA LIBERATION - GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1978 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de la Libération**, sis 269, avenue de la Libération et géré par l'**association A.L.A.S.A.**;

VU le courrier du 22 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers successifs des 10 juin 2005 et 28 juin 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. par courriers successifs des 23 juin 2005 et 6 juillet 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	176 522	1 190 242,35
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	788 093,35	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	225 627	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	823 765,85	1 138 365,69
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	282 986	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	31 613,84	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 51 876,66 euros.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 823 765,85 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 68 647,15 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2187 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE
GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 novembre 1982 autorisant dans le cadre de l'adaptation à la vie active, la création d'**ateliers de ré-entraînement au travail et à l'effort** dénommés BATI-LIB', sis 269, avenue de la Libération à NANCY et géré par l'**association A.L.A.S.A.**;

VU le courrier du 22 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers successifs des 10 juin 2005 et 28 juin 2005;

VU les désaccords exprimés par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. par courriers successifs des 23 juin 2005 et 6 juillet 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 090	445 237,41
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	360 019,41	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	66 128	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	445 764,78	448 898,78
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 738	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	396	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 3 661,37 euros.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association A.L.A.S.A. est fixée à 445 764,78 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 37 147,07 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2188 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 août 1993 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé C.H.R.S. du Pays Haut**, sis 1, rue Jules Ferry 54 150 BRIEY et géré par l'association **A.L.I.S.E.S.** ;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU les réserves exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. par courrier transmis le 24 juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 189	399 120,11
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	272 574,11	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	78 357	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	369 500,17	399 120,11
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	12 476,41	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	17 143,53	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :
Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 369 500,17 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 30 791,68 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2189 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE BRIEY
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU le protocole d'accord en date du 27 septembre 1994 validant la création d'un **Point d'accueil et d'urgence sociale**, sis 2A, rue Emile Gentil 54 150 BRIEY et géré par l'association **A.L.I.S.E.S.** ;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le point d'accueil et d'urgence sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU le rectificatif transmis le 15 novembre 2004;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU les réserves exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le point d'accueil et d'urgence sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. par courrier transmis le 24 juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 500	178 375,65
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	141 285,65	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26 590	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	150 527,75	178 353,55
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	22 229,98	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 595,82	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :
compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 22,10 euros.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Briey géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 150 527,75 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 12 543,98 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2190 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE LONGWY
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU le protocole d'accord en date du 27 septembre 1994 autorisant la création d'un **Point d'accueil et d'urgence sociale**, sis 132, rue de Metz 54 400 LONGWY et géré par l'association **A.L.I.S.E.S.** ;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le point d'accueil et d'urgence sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU le rectificatif transmis le 15 novembre 2004,

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU les réserves exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le point d'accueil et d'urgence sociale géré par l'association A.L.I.S.E.S. par courrier transmis le 24 juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 600	221 984,83
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	190 387,83	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	20 997	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	183 671,13	221 984,83
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	32 717,88	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 595,82	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association A.L.I.S.E.S. est fixée à 183 671,13 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 15 305,93 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2191 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 13 juillet 2001 autorisant la réorganisation des **centres d'hébergement et de réinsertion sociale** gérés par l'association **A.R.S.**, dont le siège social est situé 6, boulevard d'Austrasie à NANCY ;

VU le courrier remis le 29 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter les centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter les centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. par courrier transmis le 16 juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	572 532	4 690 398,13
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 509 108,13	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	608 758	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 117 917,93	4 690 398,13
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	304 524,20	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	267 956	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à 4 117 917,93 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 343 159,83 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire des établissements concernés.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2192 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE « ATELIERS 18 »
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 septembre 1981 autorisant la création d'un **centre d'adaptation à la vie active dénommé « Ateliers 18 »**, sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association **Le Gîte Familial**;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial par courrier remis le 21 juin 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 000	496 313,56
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	414 313,56	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	61 000	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	467 776,08	503 458,08
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	27 971	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	7 711	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 7 144,52€.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 467 776,08 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 38 981,34 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2193 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
« MARGUERITE VALLETTE » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 1976 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE », sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association Le Gîte Familial ;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial par courrier remis le 21 juin 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 050	902 712,26
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	621 612,26	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	120 050	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	820 719,76	902 712,26
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	55 743	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	26 249,50	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :
Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Gîte Familial est fixée à 820 719,76 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 68 393,31 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2194 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 17 route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association **Le Grand Sauvoy**;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU les réserves exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy par courrier non daté reçu le 24 juin 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 600	1 759 575,04
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 054 661,04	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	644 314	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 495 418,04	1 759 575,04
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	244 071	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	20 086	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :
Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 495 418,04 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 124 618,17 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2195 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un **centre d'adaptation à la vie active**, sis 17, route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association **Le Grand Sauvoy**;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU les réserves exprimées par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy par courrier non daté reçu le 24 juin 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 520	1 126 465,29
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	868 204,29	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	229 741	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 116 704,29	1 126 465,29
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	9 761	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association Le Grand Sauvoy est fixée à 1 116 704,29 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 93 058,69 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2196 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
FOYER DE JEUNES - GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1957 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de Jeunes**, sis 9, bis avenue Paul Déroulède 54 520 LAXOU et géré par l'association **CLAIR LOGIS**;

VU le courrier du 28 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **CLAIR LOGIS** a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU l'absence de réponse de la part de la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **CLAIR LOGIS**;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	61 200	399 679,42
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	220 379,42	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	118 100	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	392 131,42	399 679,42
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 548	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Pas de reprise de résultats.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **CLAIR LOGIS** est fixée à 392 131,42 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 32 677,62 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association **CLAIR LOGIS** gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2197 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIES (C.E.F.R.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F.;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 17, rue Laurent Bonnevey - Tilleul Argenté - 54 100 NANCY et géré par l'association **C.E.F.R.**;

VU le courrier du 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **C.E.F.R.** a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **C.E.F.R.** par courrier transmis le 21 juin 2005;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 250	545 332,35
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	318 384,35	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	181 698	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	519 136,87	541 965,35
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	14 155,48	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	8 673	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 3 367€.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association C.E.F.R. est fixée à 519 136,87 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 43 261,41 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association C.E.F.R. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL

**ARRETE N° 2198 FIXANT POUR L'ANNEE 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE
GERES PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7, ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R.314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du C.A.S.F. ;

VU la lettre préfectorale en date du 11 avril 1990 autorisant la réouverture du **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 36 rue Pierre Villard et géré par l'association **ASLORAL** ,

VU le courrier du 27 octobre 2004 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2005;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier du 10 juin 2005;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. par courrier remis le 20 juin 2005 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

Article 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 700	341 406,29
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	253 406,29	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	47 300	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	303 120,45	342 833,45
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	38 953	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	760	

Article 2 :

Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

Compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 1 427,16€.

Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. est fixée à 303 120,45 euros à compter du 1^{er} août 2005.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 25 260,04 euros.

Article 4 :

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2005 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.S.L.O.R.A.L. gestionnaire de l'établissement concerné.

Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Philippe MICHEL



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	760
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION	760
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	760
ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.32 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY.....	760
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	760
PREMIER BUREAU.....	760
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL	760
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMMISSION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'AIDE AUX COMMERÇANTS ET ARTISANS AGES.....	761
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMMISSION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'AIDE AUX COMMERÇANTS ET ARTISANS AGES.....	761

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 05.BODE.32 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR PHILIPPE RONSSIN, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi n° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 mars 2005 nommant Monsieur Philippe Ronssin en qualité de sous-préfet de Briey ;

VU l'arrêté n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 05.BODE.14 du 5 avril 2005 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Ronssin, sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à Monsieur Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,

- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mesdames Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées à l'effet de signer les matières déléguées à Monsieur Jean-Marie Citerlé.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et de Mesdames Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre Borowski, secrétaire administratif de classe supérieure, à l'effet de signer les permis de conduire et les passeports.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture et Monsieur le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 14 août 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Par décision du 22 juin 2005, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 24 juin 2004 a **accordé** à la Société Vosgienne des Hôtels Economiques l'autorisation de procéder à l'extension de 36 chambres d'un établissement hôtelier à l'enseigne ETAP HOTEL à HOUEMONT portant la capacité totale de cet établissement à 84 chambres.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.
NANCY, le 28 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Bureau,
F. GABRION

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMMISSION
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'AIDE AUX COMMERÇANTS ET ARTISANS AGES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (articles 3 à 9 et article 19) ;
Vu l'article 106 de la loi de finances pour 1982 instituant une aide en faveur des commerçants et artisans ;
Vu le décret n° 82-307 du 2 avril 1982 modifié fixant les conditions d'attribution de l'aide instituée par l'article 106 précité ;
Vu le décret n° 85-1283 du 2 décembre 1985 modifiant le décret du 2 avril 1982 précité ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 2000 portant composition de la commission pour la mise en œuvre des mesures d'aide aux commerçants et artisans âgés ;
Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2001 portant modification de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2000 ci-dessus ;
Vu la lettre de la Chambre de métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle proposant la nomination de Mme Ginette Gaspar en qualité de titulaire et de M. Guy Boulenger en qualité de suppléant ;
Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 13 mars 2000 portant composition de la commission pour la mise en œuvre des mesures d'aide aux commerçants et artisans âgés est modifié comme suit :

Représentants de la Chambre de métiers et de l'artisanat dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la caisse :

Titulaire : Mme Ginette CASPAR
Maître artisan coiffeuse
34, rue Raymond Poincaré
54000 NANCY

Suppléant : M. Guy BOULENGER
artisan taxi
11 rue de la Liberté
54510 TOMBLAINE

ARTICLE 2 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission et dont publication sera faite au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 29 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA COMMISSION
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'AIDE AUX COMMERÇANTS ET ARTISANS AGES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (articles 3 à 9 et article 19) ;
Vu l'article 106 de la loi de finances pour 1982 instituant une aide en faveur des commerçants et artisans ;
Vu le décret n° 82-307 du 2 avril 1982 modifié fixant les conditions d'attribution de l'aide instituée par l'article 106 précité ;
Vu le décret n° 85-1283 du 2 décembre 1985 modifiant le décret du 2 avril 1982 précité ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 2000 portant composition de la commission pour la mise en œuvre des mesures d'aide aux commerçants et artisans âgés ;
Vu la lettre de la Chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle proposant la nomination de M. Claude Gillard en qualité de titulaire et de M. Mathiot en qualité de suppléant ;
Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 13 mars 2000 portant composition de la commission pour la mise en œuvre des mesures d'aide aux commerçants et artisans âgés est modifié comme suit :

Représentants de la Chambre de commerce et d'industrie dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la caisse :

Titulaire : M. Claude GILLARD
gérant ATELEC
19 place Saint Epvre
54000 NANCY

Suppléant : M. Roger MATHIOT
SOLORENOV
3 rue Guerrier de Dumast
54000 NANCY

ARTICLE 2 : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission et dont publication sera faite au recueil des actes administratifs du département.
NANCY, le 29 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1255
CABINET	1255
<i>BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE</i>	<i>1255</i>
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1255
<i>BUREAU DE LA COMMUNICATION</i>	<i>1256</i>
ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES - HABILITATION ET TARIFS POUR L'ANNEE 2006	1256
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES	1257
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>1257</i>
COMMUNE DE ROSIERES-AUX-SALINES - EXPROPRIATION DES PARCELLES BM 118 ET BM 133 EN VUE DE LA REALISATION DE VOIES OU D'AIRES COMMUNALES - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE	1257
COMMUNE DE ROSIERES-AUX-SALINES - EXPROPRIATION DES PARCELLES BM 118 ET BM 133 EN VUE DE LA REALISATION DE VOIES OU D'AIRES COMMUNALES - ARRETE DE CESSIBILITE	1257
ARRETE DECLARANT CESSIBLES LES PARCELLES SISES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BIONVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE), EN VUE DE LA REALISATION DES TRAVAUX DE CREATION D'UNE PISTE MULTI-ACTIVITES ENTRE RAON-L'ETAPE (VOSGES) ET RAON-LES-LEAU (MEURTHE-ET-MOSELLE)	1258
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	<i>1258</i>
ARRETE RECTIFICATIF PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEVY	1258
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	<i>1259</i>
PECHE EN EAU DOUCE - PERIODES D'OUVERTURE DE LA PECHÉ EN 2006 - AVIS ANNUEL DISPOSITIONS DU TITRE III - LIVRE IV DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET NOTAMMENT DE L'ARTICLE L. 436-5 REGLEMENTANT LA PECHÉ EN EAU DOUCE ET DE L'ARRETE REGLEMENTAIRE PERMANENT RELATIF A L'EXERCICE DE LA PECHÉ EN EAU DOUCE EN MEURTHE-ET-MOSELLE	1259
ARRETE INSTITUANT POUR LA VILLE D'ESSEY-LES-NANCY UN GROUPE DE TRAVAIL CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE	1260
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1260
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>1260</i>
ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA MOSELLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, DOMMARTIN-LES-TOUL ET TOUL	1260
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>1261</i>
ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'HIVER 2006 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE	1261
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1261
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>1261</i>
ARRETE RELATIF A LA POLICE DANS LES PARTIES DES GARES DE CHEMIN DE FER D'INTERET GENERAL ET DE LEURS DEPENDANCES ACCESSIBLES AU PUBLIC	1261
AUTORISATION PREFECTORALE N° 144	1264
ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'HIVER 2006 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE - MODIFICATIF	1264
SOUS-PREFECTURE DE BRIEVY	1265
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE SAINT-AIL A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES	1265
ARRETE PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE SAINT-EXUPERY	1265
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1265
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1265
ARRETE N° 17 DU 22 NOVEMBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DE LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD	1265
ARRETE N° 18 DU 22 NOVEMBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DE LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE SUD	1267
ARRETE N° 20 DU 25 NOVEMBRE 2005 PORTANT NOMINATION A LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD	1268
ARRETE N° 21 DU 25 NOVEMBRE 2005 PORTANT NOMINATION A LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE SUD	1269
DELIBERATION N° 96/05 DU 15 NOVEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2005-2009 DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF	1269
DELIBERATION N° 97/05 DU 15 NOVEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2005-2009 DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE	1269
DELIBERATION N° 98/2005 DU 15 NOVEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2005-2007 DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE READAPTATION DES ETABLISSEMENTS VOSGIENS (SIREV)	1270
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1270
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	<i>1270</i>
REFUS DE TRANSFERT D'OFFICINE	1270
<i>POLE SOCIAL</i>	<i>1271</i>
ARRETE N° 2024 AUTORISANT L'EXTENSION DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES-AUX-SALINES SUR LE SITE D'ESSEY-LES-NANCY-PULNOY DIT CAT « HORS LES MURS » GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE TRAVAIL PROTEGE ET D'HEBERGEMENT DE ROSIERES-AUX-SALINES	1271

ARRETE N° 2025 AUTORISANT LA CREATION D'UN CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL A BAINVILLE-SUR-MADON PRESENTEE PAR L'ASSOCIATION « LA FERME DE LA FAISANDERIE » A NEUVES-MAISONS	1271
ARRETE N° 2760 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « LA FERME DE LA FAISANDERIE » CHEMIN LECOMTE - 54550 BAINVILLE-SUR-MADON GERE PAR L'ASSOCIATION « LA FERME DE LA FAISANDERIE » A NEUVES-MAISONS.....	1272
ARRETE RELATIF AU RENOUELEMENT DE L'AGREMENT POUR L'EMPLOI D'ENFANTS ACCORDE A L'AGENCE DE MANNEQUINS « DANIELE MODELS AGENCY »	1272
SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT	1273
ARRETE PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTRÔLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB	1273
ARRETE PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTRÔLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB ET POUR DES MISSIONS DE SUIVI DE TRAVAUX REALISES D'OFFICE	1274
SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE	1274
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2835 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES 4 CANTONS DE BACCARAT	1274
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2852 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT SAUVEUR" DE NANCY	1275
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2876 FIXANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH" A ESSEY-LES-NANCY GERE PAR LA FONDATION VINCENT DE PAUL	1276
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2898 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR	1276
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	1277
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	1277
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	1278
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	1283
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/397 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 03 OCTOBRE 1974 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE DOMJEVIN	1283
ARRETE PREFECTORAL N°2005-451 PRONONÇANT UNE DISTRACTION ET UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE SERRES	1284
ARRETE CHASSE N° 2005/483 FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2006 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1284
ARRETE CHASSE N° 2005/484 FIXANT LES MODALITES DE DESTRUCTION A TIR DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2006 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE	1285
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/485 FIXANT LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE NOMENY	1287
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006	1288
OFFICE NATIONAL DES FORETS	1290
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER A UNE PARCELLE APPARTENANT A LA COMMUNE DE NOVIANT AUX PRES	1290
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	1290
TABEAU RECAPITULATIF DES TARIFS APPLICABLES AUX ACTES DES VETERINAIRES SANITAIRES DANS LE CADRE DE LA PROPHYLAXIE DES MALADIES REGLEMENTEES	1290
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	1291
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES	1291
ARRETE 2005/DDE/082/CDSR	1291
ARRETE 2005/DDE/083/CDER REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION DANS LES DEUX SENS DE CIRCULATION DE L'AUTOROUTE A4, DURANT LES TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA TENUE AUX CHOCES DES OUVRAGES D'ART POUR L'ANNEE 2005	1292
ARRETE 2005/DDE/084/CDER	1292
ARRETE 2005/DDE/085/CDER	1293
ARRETE 2005/DDE/086/CDER	1293
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1294
ARRETE 2/54/LOR/198 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	1294
ARRETE 2/54/LOR/212 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	1294
ARRETE 2/54/LOR/219 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	1295
ARRETE 2/54/LOR/220 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	1295
ARRETE 2/54/LOR/221 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE	1295
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	1296
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 6 OCTOBRE 2005	1296
NAVIGATION DU NORD-EST	1301
ARRETE RELATIF A LA SECURITE DES ZONES SITUÉES A L'AMONT ET A L'AVAL DES ECLUSES ET BARRAGES, ET Y INTERDISANT TOUTE PRESENCE NON AUTORISEE	1301
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	1302
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE	1302
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE	1302
DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE - DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST	1303
DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DES ATTRIBUTIONS DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	1304
DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXECUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE - DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF	1305

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE	1305
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE	1306
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1309
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS	1309
SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEIEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR	1309
DELEGATION DE SIGNATURE	1309
AVIS DE RECRUTEMENT	1309
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE TROIS AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU	1309
AVIS DE CONCOURS	1310
DECISION D'OUVREMENT D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN ORTHOPTISTE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	1310
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2 ^{EME} CATEGORIE AU CHU DE NANCY	1310
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	1311
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	1311
ARRETE S.G.A.R. N° 2005-523 EN DATE DU 29 NOVEMBRE 2005 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY	1311
ARRETES INTERPREFECTORAUX	1312
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE KNUTANGE (MOSELLE) AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS	1312
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2458/2005 AUTORISANT LA REALISATION D'UNE PISTE MULTI-ACTIVITES LE LONG DE LA PLAINE	1313

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE

ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE PREVENTION DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée, notamment son article 1^{er} ;
 VU la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ;
 VU le décret n° 2002-999 du 17 juillet 2002, relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance, notamment son article 8 ;
 VU la circulaire interministérielle NORINTX 0205744C du 17 juillet 2002 relative aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance ;
 VU la désignation du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy en tant que vice-président du conseil départemental de prévention par le procureur général près la cour d'appel de Nancy ;
 VU la désignation du président du tribunal de grande de Nancy pour siéger au conseil départemental de prévention par le premier président près la Cour d'appel de Nancy ;
 VU la désignation, sur proposition de Mme la présidente du tribunal de grande instance de Nancy, par l'assemblée générale des magistrats, d'un juge de l'application des peines et d'un juge des enfants ;
 VU la désignation des conseillers généraux siégeant au sein du 1^{er} collège par la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;
 VU la désignation par le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle de représentants des services du département intervenant dans le secteur social et celui de la prévention ;
 VU la désignation conjointe par le préfet de Meurthe-et-Moselle et par le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle de personnalités qualifiées oeuvrant dans les secteurs de l'économie, des transports et du logement social ainsi que de représentants des associations et organismes intéressés par la prévention de la délinquance et de la toxicomanie siégeant au 4^{ème} collège ;
 VU la consultation du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle du du procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Nancy relative à la composition de chacun des collèges ;
 VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2002 portant composition du conseil départemental de prévention et les arrêtés du 5 mai 2003 et 4 juin 2004 la modifiant ;
 SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} : La composition du conseil départemental de prévention est modifiée comme suit :

1^{er} collège :

Membres du conseil général de Meurthe-et-Moselle désignés par cette assemblée :

- M. André BARBIER
- M. André CORZANI
- Mme Nicole CREUSOT
- M. Hervé FERON

Présidents de conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance

2^{ème} collège :

- Mme Marie-Agnès CREDOZ, présidente du tribunal de grande instance
- Mme Christine LEFEVRE-GANAHL, vice-présidente, chargée de l'application des peines
- M. Pascal BRIDEY, vice-président, chargé du tribunal pour enfants

3^{ème} collège :

Représentants des services de l'Etat désignés par le Préfet :

- M. le trésorier payeur général ou son représentant
- M. le sous-préfet de Briey

- M. le sous-préfet de Lunéville
 - M. le sous-préfet de Toul
 - M. l'inspecteur d'académie ou son représentant
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant
 - M. le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie ou son représentant
 - M. le directeur départemental de la jeunesse et des sports ou son représentant
 - Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant
 - M. le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse
 - M. le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation ou son représentant
- Représentants des services du département intervenant dans le secteur social et celui de la prévention désignés par le Président du conseil général
- M. le directeur de la solidarité et de l'action sociale ou son représentant
 - M. le directeur de l'aménagement des territoires ou son représentant

4^{ème} collège :

Au titre des personnalités qualifiées œuvrant dans les secteurs de l'économie, des transports et du logement social :

Economie :

- M. Jean-Pierre CAROLUS, président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle
- M. Jacques WERMUTH, président de la fédération départementale du bâtiment et des travaux publics

Transports :

- M. Robert DOUDOT, président de la chambre syndicale des transporteurs routiers de Meurthe-et-Moselle
- M. Guy PIERRON, directeur de la CONNEX
- M. Philippe PETIT, directeur délégué SNCF (infrastructure de Nancy)

Logement social :

- M. Marcel CUNIN, secrétaire général de la Confédération générale du logement
- M. Jean-Paul CRUCIANI, directeur général de Meurthe-et-Moselle Habitat
- M. Patrick DESCADILLES, directeur général de l'OPAC de Nancy
- M. Claude GERARD, président du conseil d'administration de BATIGERE Nord-Est

Au titre des représentants des associations et organismes intéressés par la prévention de la délinquance et de la toxicomanie :

- M. Jérôme FUCHS, président de l'Association Nancéienne pour un nouvel Espace social (ANNE)
- Mme Jacqueline MATHIEU, présidente de l'association Jeunes et Cités et de Prévention spécialisée en Lorraine
- M. Marc KEIM, président du Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation opulaire (CRAJEP)
- Mme Myriam BERGHOUT, présidente de l'association Turbulences Jeunes
- M. APFEL, président de l'association Nouvelle Odyssée

ARTICLE 2 : M. le Directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 12 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

BUREAU DE LA COMMUNICATION**ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES - HABILITATION ET TARIFS POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée, relative aux annonces judiciaires et légales,

VU l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre,

VU le décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955, modifié fixant le minimum de diffusion dont doivent justifier les journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales,

VU les circulaires n° 4230 du 7 décembre 1981 et n° 3805 du 8 octobre 1982 du ministre de la communication et la circulaire du 30 novembre 1989 du ministre délégué chargé de la communication,

VU les demandes présentées par les journaux,

VU les avis favorables formulés par la commission consultative départementale instituée par application de l'article 2 de la loi précitée,

SUR proposition de M. le directeur de cabinet,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 16 décembre 2004 est abrogé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2006, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

POUR LE DÉPARTEMENT

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy - 57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies - BP.60 004 , 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

ARTICLE 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à **3,47 euros** hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc. et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à **1,54 euro** hors taxe.

ARTICLE 4 : les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

ARTICLE 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

ARTICLE 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

ARTICLE 7 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
 - M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
 - MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,
 - MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
 - MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
 - M. le président de la chambre départementale des notaires
 - MM. les directeurs des journaux habilités,
 - MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,
 - M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- et inséré au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 19 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

COMMUNE DE ROSIERES-AUX-SALINES - EXPROPRIATION DES PARCELLES BM 118 ET BM 133 EN VUE DE LA REALISATION DE VOIES OU D'AIRES COMMUNALES - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;
VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 29 mars 2005 par laquelle le conseil municipal de ROSIERES-AUX-SALINES a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir les parcelles BM 118 et BM 133 en vue de la réalisation de voies ou d'aires communales ;
VU le dossier établi par la commune de ROSIERES-AUX-SALINES en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 2 mai 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 19 septembre 2005 au lundi 3 octobre 2005 inclus ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
VU l'avis favorable de M. Henri RAPIN, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 17 octobre 2005 ;
CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Sont déclarés d'utilité publique l'acquisition des parcelles BM 118 et BM 133 et les travaux à exécuter en vue de la réalisation de voies ou d'aires communales. Un document présentant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 - Les parcelles BM 118 et BM 133 seront acquises soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la commune de ROSIERES-AUX-SALINES, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 3 - La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas accomplie dans un délai de cinq ans à la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Maire de ROSIERES-AUX-SALINES sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affiche en mairie de ROSIERES-AUX-SALINES, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le maire de ROSIERES-AUX-SALINES, M. Henri RAPIN, commissaire enquêteur, M. le président du tribunal administratif de Nancy et Mme la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 15 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

COMMUNE DE ROSIERES-AUX-SALINES - EXPROPRIATION DES PARCELLES BM 118 ET BM 133 EN VUE DE LA REALISATION DE VOIES OU D'AIRES COMMUNALES - ARRETE DE CESSIBILITE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-18, L.13-7, L.13-8, L.13-10, L.13-11, L.13-15, L.13-16, L.13-28, L.16-7, L.21-1 et L.21-2 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;
VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;
VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du 29 mars 2005 par laquelle le conseil municipal de ROSIERES-AUX-SALINES a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour acquérir les parcelles BM 118 et BM 133 en vue de la réalisation de voies ou d'aires communales ;
VU le dossier établi par la commune de ROSIERES-AUX-SALINES en vue de l'enquête parcellaire, complet le 2 mai 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du lundi 19 septembre 2005 au lundi 3 octobre 2005 inclus ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire ;

VU l'avis favorable de M. Henri RAPIN, commissaire enquêteur, émis dans son rapport en date du 17 OCTOBRE 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2005 déclarant d'utilité publique l'acquisition des parcelles BM 118 et BM 133 en vue de la réalisation de voies ou d'aires communales ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - Sont déclarées immédiatement cessibles au profit de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES, conformément au plan et état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, les parcelles BM 118 et BM 133.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Maire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE DECLARANT CESSIBLES LES PARCELLES SISES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BIONVILLE (MEURTHE-ET-MOSELLE), EN VUE DE LA REALISATION DES TRAVAUX DE CREATION D'UNE PISTE MULTI-ACTIVITES ENTRE RAON-L'ETAPE (VOSGES) ET RAON-LES-LEAU (MEURTHE-ET-MOSELLE)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-18, L.13-7, L.13-8, L.13-10, L.13-11, L.13-15, L.13-16, L.13-28, L.16-7, L.21-1 et L.21-2 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 987/2005 en date du 23 mai 2005 déclarant d'utilité publique la réalisation des travaux de création d'une piste multi-activités entre Raon-l'Etape (Vosges) et Raon-les-Leau (Meurthe-et-Moselle) sur le territoire des communes de Raon-l'Etape, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Vexaincourt, Luvigny et Raon-sur-Plaine (Vosges) et de Neufmaisons, Pierre-Percée, Bionville et Raon-les-Leau (Meurthe-et-Moselle) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 août 2005 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire, en vue de délimiter exactement les parcelles à acquérir par l'Etablissement Public Foncier de Lorraine, pour le compte de la communauté de communes de la Vallée de la Plaine, et destinées à la réalisation des travaux de création d'une piste multi-activités entre RAON-L'ETAPE (Vosges) et RAON-LES-LEAU (Meurthe-et-Moselle) ;

VU les pièces justifiant de l'accomplissement des formalités relatives aux avertissements collectifs et aux notifications individuelles, prévus par les articles R11-20 à R11-22 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le registre d'enquête parcellaire ainsi que le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 28 octobre 2005 ;

VU l'avis favorable de M. le Sous-préfet de Lunéville en date du 10 novembre 2005 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

ARTICLE 1^{er} - Sont déclarées immédiatement cessibles, au profit de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine, conformément au plan et à l'état parcellaire qui resteront annexés au présent arrêté, les parcelles nécessaires à la réalisation des travaux de création d'une piste multi-activités entre RAON-L'ETAPE (Vosges) et RAON-LES-LEAU (Meurthe-et-Moselle) sur le territoire de la commune de BIONVILLE.

ARTICLE 2 - A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition des parcelles par voie d'expropriation.

ARTICLE 3 - L'ordonnance d'expropriation devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois qui suit sa notification.

ARTICLE 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-préfet de Lunéville, et le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié par l'expropriant à chaque propriétaire concerné, et dont copie sera également adressé pour information à M. le Maire de BIONVILLE.

NANCY, le 24 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté sont consultables à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - D.D.D.P.I.1 - 1, Rue Préfet Claude Erignac - 54000 Nancy.

QUATRIEME BUREAU

ARRETE RECTIFICATIF PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I^{er} de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1^{er} de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1^{er} février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III

du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Briey,

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de Briey,

VU l'arrêté préfectoral rectificatif du 18 avril 2005 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de Briey,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2005 portant composition des membres nommés à la commission des situations de surendettement des particuliers de Briey,

VU la proposition de l'Association Française des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement en date du 27 octobre 2005,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

AR R E T E

ARTICLE 1 : l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 est ainsi modifié :

Au titre des associations françaises des établissements de crédit

Suppléant

- Madame Danielle GNEMMI - responsable service d'assistance à la gestion des engagements - secteur de Moselle et Meurthe-et-Moselle Nord -BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE - 5, rue Jean Renoir - 57100 THIONVILLE

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

PECHE EN EAU DOUCE - PERIODES D'OUVERTURE DE LA PECHE EN 2006 - AVIS ANNUEL DISPOSITIONS DU TITRE III - LIVRE IV DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET NOTAMMENT DE L'ARTICLE L. 436-5 REGLEMENTANT LA PECHE EN EAU DOUCE ET DE L'ARRETE REGLEMENTAIRE PERMANENT RELATIF A L'EXERCICE DE LA PECHE EN EAU DOUCE EN MEURTHE-ET-MOSELLE

La pêche par tout procédé est interdite dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, en dehors des périodes d'ouverture générale ci-après :

- Eaux de première catégorie : **du 11 mars au 17 septembre 2006.**

- Eaux de deuxième catégorie : **du 1er janvier au 31 décembre 2006** pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

ESPECES	EAUX de 1 ^{re} CATEGORIE	EAUX de 2 ^{me} CATEGORIE
truite arc-en-ciel	du 11 mars au 17 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
saumon de fontaine	du 11 mars au 17 septembre	du 11 mars au 17 septembre
truite fario	du 11 mars au 17 septembre	du 11 mars au 17 septembre
ombre commun	du 20 mai au 17 septembre	du 20 mai au 31 décembre
Brochet	du 11 mars au 17 septembre	du 1 ^{er} janvier au 29 janvier
Sandre	du 11 mars au 17 septembre	et du 13 mai au 31 décembre
écrevisses à pattes rouges, à pattes grêles, à pattes blanches et des torrents	du 22 juillet au 31 juillet	du 22 juillet au 31 juillet
grenouilles vertes et rousses	du 15 avril au 17 septembre	du 15 avril au 01 octobre
Toutes espèces de poissons non mentionnées ci-dessus	du 11 mars au 17 septembre	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre-Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe, de nuit, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

NOTA :

- le nombre de prises de salmonidés est limité à **6** par pêcheur et par jour.
- la taille minimale de capture des salmonidés est fixée à **0,23 m** sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à **0,20 m**.
- la taille minimale de l'ombre est fixée à **0,30 m**.
- la taille minimale du brochet est fixée à **0,50 m**, **dans les eaux de la 2^{me} catégorie.**
- la taille minimale du sandre est fixée à **0,40 m**, **dans les eaux de la 2^{me} catégorie.**

GRENOUILLES

La mutilation, la naturalisation, le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille verte et de la grenouille rousse, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période dans les conditions déterminées par les articles L.411-1 à 4 et R.*411-1 à 5 du code de l'environnement et l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 pris pour l'application du Livre IV, titre 1^{er} (Protection de la faune et de la flore) du même code. La capture ou l'enlèvement des œufs et des spécimens des autres espèces de grenouilles est totalement interdite, ainsi que le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente et l'achat des spécimens vivants ou morts.

A afficher dès réception

NANCY, le 14 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
F. GIROUX

**ARRETE INSTITUANT POUR LA VILLE D'ESSEY-LES-NANCY UN GROUPE DE TRAVAIL
CHARGE D'ELABORER UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;
Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;
Vu le décret n°80-923 du 21 novembre 1980 modifié portant règlement national de la publicité en agglomération ;
Vu le décret n°82-211 du 24 février 1982 portant règlement national des enseignes ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2004 instituant un groupe de travail afin de réviser le règlement local de publicité à ESSEY-LES-NANCY ;
Vu la délibération du 25 mai 2005, par laquelle le conseil municipal d'ESSEY-LES-NANCY demande que la procédure d'élaboration, actuellement en cours, d'un règlement local de publicité dans la commune soit suspendue et qu'il soit procédé à une nouvelle constitution du groupe de travail, prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement, et désigne les élus devant participer à ce groupe de travail ;
Vu la délibération du 20 décembre 2001 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy désignant M. Denis GRANDJEAN pour la représenter dans tous les groupes de travail ;
Vu la publication d'un communiqué relatif à la délibération susvisée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture le 23 septembre 2005 et dans les journaux L'EST REPUBLICAIN du 22 septembre 2005 et le REPUBLICAIN LORRAIN du 23 septembre 2005 ;
Vu les demandes de participation au groupe de travail présentées par les sociétés : Avenir le 23 septembre 2005, Viacom Outdoor le 27 septembre 2005, Insert le 27 septembre 2005, JC Decaux le 27 septembre 2005 ; Présence Extérieure le 28 septembre 2005, Clear Channel le 3 octobre 2005 ;
Vu la demande de participation de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle en date du 26 septembre 2005 ;
Vu l'avis exprimé par l'Union de la Publicité Extérieure en date du 26 octobre 2005 relatif aux demandes de participation au groupe de travail présentées par les représentants des entreprises de publicité ;
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Il est institué pour la ville d'ESSEY-LES-NANCY un groupe de travail, présidé par le Maire de la commune, et ainsi composé :

1 - MEMBRES AYANT VOIX DELIBERATIVE

a) Représentants des services de l'Etat :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, ou son représentant,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, architecte des bâtiments de France, ou son représentant.

b) Elus locaux - Commune de ESSEY-LES-NANCY :

- Mme Jocelyne HABAY-BACH,
- Mme Marie-Catherine SELLIER.

c) Communauté urbaine du grand NANCY, compétent en la matière :

- M. Denis GRANDJEAN.

2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE

a) Représentants des entreprises de publicité :

- M. Olivier CHAMPAGNEUR, directeur d'agence de la société CLEAR CHANNEL, 6 rue des drapiers 57070 METZ,
- M. Hervé COUILLARD, directeur régional de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT 54184 HEILLECOURT CEDEX, ou son représentant,
- Mme Véronique SIMMLER, directeur général de la société JC Decaux, 17 rue Soyier 92200 NEUILLY SUR SEINE, ou son représentant,
- M. Eric de LABRIOLLE, directeur de la société VIACOM OUTDOOR, Cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet 92130 ISSY LES MOULINEAUX, ou son représentant,
- M. Lionel ADAM, directeur de la société PRESENCE EXTERIEURE, 13 rue Jacquinot BP 40145 54003 NANCY CEDEX.

b) Représentants des établissements publics :

- M. Michel SCHMITT, 27 grande rue 54840 SEXEY AUX BOIS, représentant la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le groupe de travail est chargé d'élaborer un règlement local de publicité délimitant des zones de publicité, ainsi que les prescriptions qui s'y appliquent.

Article 3^o : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès du préfet signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, monsieur le Maire d'ESSEY-les-NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes citées à l'article 1^{er} et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 1^{er} décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

PREMIER BUREAU

**ARRETE DE PRESCRIPTION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.I.) D'INONDATIONS DE LA MOSELLE
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CHAUDENEY-SUR-MOSELLE, DOMMARTIN-LES-TOUL ET TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L562-1,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret 2005-3 du 4/1/2005 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 1 et 2,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 1^{er} décembre 2005,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPRI) de la Moselle sur le territoire des communes de Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-les-Toul et Toul.

Article 2 : La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Article 3 : La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à :

- MM. et Mme les maires des communes concernées,
- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Toul
- M. le chef du service instructeur.

Il sera affiché dans chaque mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE et dans l'Est Républicain.

Article 5 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Toul, M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, MM. et Mme les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DEUXIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'HIVER 2006 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 310 - 3 du code du commerce ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 pris pour l'application du titre III, chapitre 1er de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usines ;

Vu les avis émis par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe & Moselle, la chambre de métiers et de l'artisanat, les organisations professionnelles concernées et les membres du comité départemental de la consommation ;

Vu la circulaire de M. le Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, et aux professions libérales du 08 Novembre 2005 relative à l'organisation des soldes pour l'année 2006 ;

Considérant l'intérêt d'une harmonisation des dates des soldes pour les départements de la région lorraine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er : Dans le département de Meurthe et Moselle, les soldes d'hiver 2006 débiteront le 11 janvier 2006 et se termineront le 22 février 2006, soit une période de six semaines.

ARTICLE 2 : Conformément au deuxième paragraphe de l'article 28 de la loi du 5 juillet 1996, les ventes ne peuvent porter que sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à messieurs les Sous-Préfets d'arrondissement.

NANCY, le 8 décembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

DEUXIEME BUREAU

ARRETE RELATIF A LA POLICE DANS LES PARTIES DES GARES DE CHEMIN DE FER D'INTERET GENERAL ET DE LEURS DEPENDANCES ACCESSIBLES AU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les dispositions du code pénal ;

Vu l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 15 juillet 1845 relative à la police des chemins de fer et notamment l'article 21 modifié par l'ordonnance n°2000-916 du 22 septembre 2000 et l'article 23 modifié par la loi n° 2004-204 du 10 mars 2004 ;

Vu le décret n°730 du 22 mars 1942 modifié portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local, notamment les articles 6 et 85 ;

Vu le décret n° 58-1303 du 23 décembre 1958, notamment l'article 26, modifié par le décret n°94-167 du 26 février 1994 fixant certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale ;

Vu la circulaire n°77-96 du 29 juin 1977 de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du Territoire (transports),

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1978 relatif à la police dans les parties des gares de chemins de fer d'intérêt général et leurs dépendances accessibles au public, approuvé par décision ministérielle du 18 septembre 1978 ;

Vu la loi n°81-82 du 02 février 1981 renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes ;

Vu l'arrêté interministériel du 20 février 1983 portant approbation des règles de sécurité et des modalités de contrôle applicables aux établissements accessibles au public, situés sur le domaine public de chemin de fer et rigoureusement indispensables à l'exploitation de celui-ci ;

Vu le décret n°83-817 du 13 septembre 1983 approuvant le cahier des charges de la société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.) modifié par le décret n°94-606 du 19 juillet 1994, le décret n°99-11 du 7 janvier 1999 et le décret n°2003-194 du 7 mars 2003 ;

Vu la loi n° 90-7 du 2 janvier 1990 sur la police des chemins de fer ;

Vu la loi n°92-1336 du 16 décembre 1992 relative à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 1994 relatif aux conditions d'acceptation des envois de marchandise par chemin de fer transitant par la liaison fixe transmanche ;

Vu le décret n° 94-561 du 30 juin 1994 sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire

Vu la loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux,

Vu le décret n° 2000-1135 du 24 novembre 2000 adaptant les modalités d'application à la SNCF et la RATP de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983,

Vu le décret n° 2002-329 du 8 mars 2002 pris pour l'application de l'article 3-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 et relatif à l'habilitation et à l'agrément des agents de surveillance et de gardiennage pouvant procéder aux palpations de sécurité;

Vu la loi n°2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la révision de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1978 précité;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général;

ARRETE

ARTICLE 1: Le présent arrêté abroge et remplace les dispositions de l'arrêté du 7 juillet 1978. Il a pour objet de réglementer la police et d'assurer le bon ordre dans les parties des gares et stations du département de Meurthe-et-Moselle, ainsi que dans leurs dépendances accessibles au public.

TITRE 1^{er} - ACCES DES GARES ET STATIONS

ARTICLE 2 - L'accès à certaines parties des gares voyageurs (cours, salles des pas perdus, passages, parkings) n'est autorisé que sous réserve de respecter l'affectation des lieux.

Dans les gares où la vente en est assurée, seules les personnes munies de titre de transport peuvent avoir accès aux zones de quai matérialisées "espaces réservés aux voyageurs munis de billets SNCF, valables et compostés, contrôlables à tout moment".

Dans les gares où la vente n'en est pas assurée, l'accès aux salles d'attente ne peut être subordonné à la possession d'un titre de transport valable.

Pour la traversée des voies, les voyageurs non accompagnés d'un agent du chemin de fer sont tenus d'emprunter les passerelles et passages souterrains. En l'absence de tels ouvrages, les voyageurs ne doivent franchir les passages planchéiés que conformément aux prescriptions des avis apposés à cet effet sur les quais et, éventuellement en suivant les interdictions ou autorisations émanant de dispositifs appropriés, sonores ou lumineux.

Dans les gares de marchandises, ne sont admises que les personnes venant pour affaires concernant le service du chemin de fer ainsi que les utilisateurs des garages-consignes, et des emplacements de stationnement payant, aménagés dans les dépendances de ces gares.

Le droit d'accès est limité à l'endroit correspondant au motif dont fait état l'usager.

ARTICLE 3 - Dans l'intérêt du service, l'accès de certaines parties des gares et de leurs dépendances doit, en permanence ou temporairement, être interdit au public ou soumis à des conditions.

ARTICLE 4 - Il est interdit à toute personne de pénétrer dans les parties des gares et de leurs dépendances où il est mentionné que le public n'est pas admis.

TITRE II - DISPOSITIONS CONCERNANT L'ORDRE PUBLIC ET LA REGLEMENTATION DES PROFESSIONS

ARTICLE 5 - Les dispositions légales et réglementaires concernant l'exercice des professions s'appliquent dans les parties des gares et de leurs dépendances accessibles au public.

Il en est ainsi notamment de celles relatives aux services de transport en commun ou particulier, aux voitures des hôtels ainsi qu'aux commissionnaires, guides et interprètes. En outre, ces commissionnaires, guides et interprètes doivent porter une indication apparente de leur profession.

En ce qui concerne les buffets-buvettes, leurs heures d'ouverture sont déterminées eu égard aux nécessités du service ferroviaire

Peuvent être saisies par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, garde-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés, en vue de leur confiscation par le tribunal, les marchandises de toute nature offertes, mises en vente ou exposées en vue de la vente sans autorisation préalable dans les trains, cours ou bâtiments des gares et stations et toutes dépendances du domaine public ferroviaire.

Peuvent également être saisis dans les mêmes conditions les étals supportant ces marchandises.

Celles-ci sont détruites lorsqu'il s'agit de denrées impropres à la consommation. Elles sont remises à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général lorsqu'il s'agit de denrées périssables.

Il est rendu compte à l'officier de police judiciaire compétent de la saisie des marchandises et de leur destruction ou de leur remise à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général.

ARTICLE 6 - Les règles de droit commun ayant pour but le maintien de l'ordre public, notamment celles réprimant les cris, injures, rixes, attroupements ou manifestations non autorisées, sont également applicables dans les parties des gares et de leurs dépendances accessibles au public.

Les personnes physiques exerçant une activité de surveillance ou de gardiennage doivent avoir été habilitées par leur employeur et agréées par le préfet pour procéder aux palpations de sécurité.

Toute utilisation de vidéosurveillance ou de télésurveillance doit avoir fait au préalable l'objet d'une autorisation préfectorale.

TITRE III - DISPOSITIONS CONCERNANT LE BON ORDRE ET LA SECURITE

ARTICLE 7 - Sont interdits tous les agissements de nature à porter atteinte au bon ordre ou à la sécurité, notamment :

- la consommation d'alcool ou de boissons alcoolisées en dehors des lieux prévus à cet effet (bars, buvettes etc...) et dûment autorisés
- l'état d'ivresse,
- les sollicitations de quelque nature que ce soit,
- la vente d'articles divers par des personnes autres que celles autorisées conformément à l'article 85 du décret du 22 mars 1942,
- l'apposition d'affiches, tracts ou prospectus ou le fait de procéder, par quelque moyen que ce soit, à des inscriptions, signes ou dessins, sur le sol, les murs ou bâtiments ou sur les véhicules en stationnement,
- la diffusion ou la distribution de quelque manière que ce soit tous objets ou écrits,
- l'encombrement de quelque manière et pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 8 - Sont également prohibés :

- le dépôt et l'abandon d'objets quelconques dans toutes les dépendances du chemin de fer,
- toute manipulation de produits toxiques, explosifs ou inflammables, autres que celle qui est nécessaire pour l'exécution d'un contrat de transport, sauf exception autorisée par le chef de gare,
- le fait de répandre ou de laisser se répandre des liquides gras, corrosifs, toxiques ou inflammables,
- le port d'armes prohibées et le transport sans autorisation,
- la circulation de chiens des 1^{ère} et 2^{ème} catégories sans qu'ils soient tenus en laisse et muselés,
- la circulation en deux roues, en planche à roulettes ou tout engin similaire, en gare ou sur les quais,
- le fait de fumer dans les lieux d'accès au public.

ARTICLE 9 - Toute personne autorisée à porter ou transporter une arme ne peut accéder au train avec cette arme que si celle-ci est non chargée, démontée et maintenue dans une mallette fermée.

Toutefois, les agents de la force publique et les agents de la SUGE, lorsqu'ils y sont obligés par leur service, peuvent conserver avec eux des armes à feu chargées à condition de prendre place dans les compartiments réservés, sauf si cette condition est incompatible avec l'exercice de leur mission.

TITRE IV - CIRCULATION, ARRET ET STATIONNEMENT

ARTICLE 10 - Les conducteurs des véhicules doivent, dans les cours et dépendances des gares ainsi que dans les garages, parcs et emplacements de stationnement aménagés par la S.N.C.F., circuler avec la plus grande prudence et à une vitesse telle qu'elle leur permette de s'arrêter immédiatement. Pour

entrer ou sortir, les conducteurs doivent placer leurs véhicules en file sans essayer de dépasser.

ARTICLE 11 - Les conducteurs des véhicules doivent respecter la signalisation et se conformer aux injonctions des autorités chargées d'assurer la police en exécution du présent arrêté. Les piétons sont tenus aux mêmes règles en ce qui les concerne.

Tout conducteur ou usager impliqué dans un accident de la circulation doit se comporter suivant les conditions définies à l'article R.231-1 du code de la route, comme si cet accident s'était déroulé sur la voie publique.

ARTICLE 12 - L'arrêt des véhicules n'est autorisé qu'aux emplacements prévus à cet effet, et durant le temps nécessaire à la montée ou à la descente des passagers, au chargement ou au déchargement des bagages. Le conducteur doit rester près de son véhicule afin de pouvoir le déplacer à la demande de la police ou des préposés de la S.N.C.F.

ARTICLE 13 - Les stationnements dans les cours de gares n'est autorisé que sur les emplacements et aux conditions prévues à cet effet.

Tout conducteur qui laisse son véhicule en stationnement doit en arrêter le moteur; il doit prendre aussi les dispositions utiles pour éviter toute cause de gêne ou risque d'accident. Cette dernière prescription s'applique également aux véhicules à traction animale.

ARTICLE 14 - Partout où il sera jugé nécessaire, des emplacements de stationnement seront attribués aux véhicules de la S.N.C.F., aux services assurés en exécution d'un contrat, traité ou accord passé avec cette société, aux véhicules des P.T.T., de la douane, des transports en commun, des messageries de la presse et aux taxis.

ARTICLE 15 - Des places pourront être également réservées aux voitures officielles, aux voitures de louage avec ou sans chauffeur et à celles des hôtels, commissionnaires et interprètes.

ARTICLE 16 - Des emplacements de stationnement payant à durée limitée pourront être aménagés dans les cours et dépendances des gares. Dans ce cas, il sera interdit de faire stationner un véhicule sans acquitter le montant des redevances fixées pour le temps de stationnement correspondant et de dépasser la durée maximum prévue pour le stationnement à l'endroit considéré.

ARTICLE 17 - En ce qui concerne l'éclairage, les conducteurs de véhicules devront adopter des dispositions identiques à celles qui leur sont imposées pour la circulation, l'arrêt et le stationnement en agglomération.

TITRE V - DISPOSITIONS PROPRES AUX GARES DE MARCHANDISES

ARTICLE 18 - Pour le chargement ou le déchargement de marchandises, les véhicules se placeront le long des quais ou des voies de débord, de la manière et sur les points qui seront déterminés par la S.N.C.F.

ARTICLE 19 - L'entrée et la sortie des animaux devront s'effectuer dans les conditions définies par le chef de gare.

Pour éviter tout encombrement, l'accès des animaux sera limité en fonction de la place disponible.

Il est interdit d'introduire dans les gares des animaux dont le comportement ou l'état sanitaire serait de nature à présenter un danger pour la sécurité ou la salubrité publique ou un risque de contamination pour d'autres animaux.

Il est également interdit de laisser les animaux sans surveillance dans les cours et sur les quais de changement des gares, de les y faire stationner hors des parcs qui pourront être établis à cet effet, au-delà du temps nécessaire aux opérations de chargement ou de déchargement.

TITRE VI - CONSTATATIONS ET REPRESSION DES INFRACTIONS

ARTICLE 20 - Les crimes, délits ou contraventions prévus dans les titres Ier et III de la loi du 15 juillet 1845 relative à la police des chemins de fer, ainsi que les contraventions prévues par les textes réglementaires relatifs à la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés. A cette fin, ces personnels sont habilités selon les cas à recueillir ou à relever l'identité et l'adresse du contrevenant, selon les modalités et dans les conditions prévues par l'article 529-4 du code de procédure pénale. La déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité auprès des agents assermentés mentionnés au présent article est punie de 3 750 euros d'amende.

Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de grande instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

Les contraventions aux dispositions des arrêtés préfectoraux concernant la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules dans les cours des gares pourront être constatées également par les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire, les inspecteurs, commandants, officiers, gradés, sous-brigadiers et gardiens de la paix de la police nationale, les gradés et gardiens de police municipale et les gardes champêtres.

En outre, les auxiliaires contractuels de police seront habilités à relever les contraventions aux dispositions concernant l'arrêt et le stationnement.

En ce qui concerne les poursuites, l'amende forfaitaire, l'amende pénale fixe, la responsabilité pécuniaire, l'immobilisation, l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules, il sera procédé comme pour les infractions commises sur les voies ouvertes à la circulation publique.

Ces infractions seront réprimées selon leur nature par l'article 21 de la loi du 15 juillet 1845 modifié par l'ordonnance n° 2000-94 du 2 septembre 2000 et l'article 26 du décret n° 58-1303 du 23 décembre 1958 modifié par le décret n°94-167 du 25 février 1994.

Toute personne qui aura refusé d'obtempérer aux injonctions adressées par les fonctionnaires et agents énumérés dans le présent article du présent arrêté pourra se voir interdire l'accès au train par les agents de la force publique.

TITRE VII - MODALITES D'EXECUTION - AFFICHAGE

ARTICLE 21 - Un arrêté préfectoral précisera éventuellement pour chaque cour de gare, les modalités purement techniques d'exécution du présent arrêté en ce qui concerne la circulation, l'arrêt ou le stationnement des véhicules et des piétons : zones de circulation, désignation des emplacements et durée de l'arrêt et du stationnement autorisé, catégories d'ayants-droits, tarifs redevance, signalisation par panneaux et au sol matérialisant la réglementation. Un plan détaillé des cours de gare concernées sera annexé à cet arrêté.

TITRE VIII - REGLES DE SECURITE RELATIVES A LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES DE PANIQUE ET D'INCENDIE

ARTICLE 22 - L'alerte doit pouvoir être donnée par une ligne téléphonique reliée directement au centre de secours des sapeurs-pompiers pour les gares ou stations de 1^{ère} catégorie; pour les autres gares ou stations, par le téléphone urbain dans les autres cas.

La défense contre l'incendie doit être assurée par des extincteurs appropriés aux risques.

Les représentants locaux de l'exploitant sont tenus, notamment à l'occasion des mises en service d'installation neuves ou remaniées, d'en remettre les plans aux sapeurs-pompiers locaux pour leur permettre d'effectuer une reconnaissance des lieux. Ils doivent leur faire connaître, en particulier, les points d'accès, les cheminements, les points d'eau, les commandes de système, de sécurité et les installations sensibles.

Un registre de sécurité prévu à l'article R123-51 du code de la construction et de l'habitation doit être tenu dans les gares des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories.

Des consignes de sécurité doivent être établies dans les gares de toutes catégories.

Dans tous les cas, les exploitants sont tenus de s'assurer que le personnel intéressé connaît parfaitement les consignes d'incendie et l'utilisation du matériel ad hoc.

ARTICLE 23 - Le présent arrêté sera constamment affiché, aux frais de la S.N.C.F., dans les cours des gares, dans les salles d'attente.

Tout arrêté particulier, pris pour une cour de gare déterminée, en application des dispositions de l'article 21 ci-dessus sera également affiché dans celle-ci.

ARTICLE 24 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

ARTICLE 25 - M. le secrétaire général, Mme la sous-préfète de TOUL, MM. les sous-préfets de BRIEY et de LUNEVILLE, M. le sous-préfet, directeur de cabinet, Mesdames et Messieurs les maires du département, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant de groupement de

gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur de la SNCF (METZ), les agents assermentés de la SNCF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée au :

- Directeur départemental de l'équipement
- Délégué militaire départemental
- Directeur départemental de la sécurité publique
- Directeur départemental des renseignements généraux
- Directeur régional de police judiciaire
- Commandant du groupement de gendarmerie
- Directeur régional de la SNCF
- Aux maires des communes intéressées.

Fait à NANCY, le 12 octobre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

Approuvé par Décision Ministérielle en date du 8 novembre 2005

AUTORISATION PREFECTORALE N° 144

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 144 du 24 septembre 2003, modifié les 5 mai et 3 novembre 2005, autorisant monsieur Steve BRUNOIS, à gérer une entreprise sous la dénomination « CYNO SECURITE 2000 » exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à NANCY, 61 rue du Grand Verger;

Vu la modification du siège social enregistrée au registre du commerce le 29 novembre 2005 ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à CHAMPIGNEULLES, 30 rue Anatole France.

ARTICLE 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à monsieur Steve BRUNOIS.

NANCY, le 9 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,
Mohand AZZI

ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES D'HIVER 2006 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE - MODIFICATIF

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article L 310 - 3 du code du commerce ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 pris pour l'application du titre III, chapitre 1er de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usines ;

Vu les avis émis par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe & Moselle, la chambre de métiers et de l'artisanat, les organisations professionnelles concernées et les membres du comité départemental de la consommation ;

Vu la circulaire de M. le Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, et aux professions libérales du 08 Novembre 2005 relative à l'organisation des soldes pour l'année 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 fixant dans le département de Meurthe-et-Moselle les dates des soldes d'hiver du 11 janvier au 22 février 2006, soit une période de six semaines;

Vu la réponse en date du 20 décembre 2006 de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, considérant que les soldes étaient accordées pour une durée de six semaines soit jusqu'au 21 février 2006;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 fixant les dates des soldes d'hiver dans le département de Meurthe-et-Moselle est modifié comme suit :

"dans le département de Meurthe-et-Moselle, les soldes d'hiver 2006 débuteront le 11 janvier 2006 et se termineront le 21 février 2006, soit une période de six semaines".

Le reste sans changement.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à messieurs les sous - préfets d'arrondissement.

NANCY, le 22 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE SAINT-AIL A TENIR UN REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R 2121-9 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande présentée par la commune de SAINT-AIL à l'effet de tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles ;

VU l'avis favorable du 10 novembre 2005 du directeur des services d'archives de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de BRIEY ;

A R R E T E

Article 1er : La commune de SAINT-AIL est autorisée à tenir un registre des délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles, à compter du 1^{er} janvier 2006.

Article 2 : Les feuillets mobiles seront, préalablement à leur utilisation, cotés et paraphés par le préfet ou son représentant.

Article 3 : Les feuillets mobiles seront, dès leur utilisation, collés dans le registre à onglets. Le cachet de la commune sera alors apposé, moitié sur l'onglet, moitié sur le feuillet mobile, en deux endroits différents.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de SAINT-AIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur des archives de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 16 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

ARRETE PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE SAINT-EXUPERY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes suivantes qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du syndicat intercommunal scolaire Saint-Exupéry :

- GORCY en date du 28 novembre 2005

- VILLE-HOUDLEMONT en date du 16 novembre 2005 ;

VU les statuts du syndicat ;

VU l'avis du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 29 novembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2005 accordant délégation de signature à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Est créé le syndicat intercommunal scolaire Saint-Exupéry regroupant les communes de GORCY et de VILLE-HOUDLEMONT.

Article 2 : L'objet du syndicat est la gestion du regroupement pédagogique concentré sur Gorcey des écoles des communes de Gorcey et Ville-Houdlémont.

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée limitée à celle du regroupement pédagogique.

Article 4 : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de GORCY (54730).

Article 5 : Le comptable du syndicat est le trésorier de Longwy.

Article 6 : Toutes les dispositions non prévues par le présent arrêté et les statuts annexés seront réglées conformément aux articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivantes du code général des collectivités territoriales.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées, à l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 8 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de BRIEY,
Philippe RONSSIN

Les statuts sont consultables à la Sous-Préfecture de Briey - BP9 - 54151 BRIEY CEDEX

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRETE N° 17 DU 22 NOVEMBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE
DE LA CONFERENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

A R R E T E

Article 1 : La composition nominative de la conférence sanitaire du territoire Lorraine Nord est fixée ainsi qu'il suit :

1°) au titre des représentants des établissements de santé :

- monsieur Patrick GUILLOT, directeur général du centre hospitalier régional de Metz-Thionville
- monsieur le Docteur Michel BEMER, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier régional de Metz-Thionville
- monsieur Bernard SCHMITT, directeur du centre hospitalier spécialisé de Sarreguemines
- monsieur Elio MELIS, directeur adjoint du centre hospitalier de Sarreguemines
- monsieur le Docteur Olivier FIRTION, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier de Sarreguemines
- monsieur Gérard DELENA, directeur du centre hospitalier de Sarrebourg

- monsieur Raymond OLIGER, directeur du centre hospitalier spécialisé de Jury les Metz
- monsieur Olivier ASTIER, directeur du centre hospitalier spécialisé de Lorquin
- madame le Docteur Anne-Marie BAUER QUIRIN présidente de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier Lemire de Saint Avold
- monsieur Jean-Paul COLOTTE , secrétaire général d'UNISANTE représentant le centre hospitalier Marie Madeleine de Forbach
- monsieur le Docteur Philippe CHTOURBINE, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier de Boulay
- madame Sylvie MENNETRIER, directrice de l'établissement de santé de Gorze
- monsieur Daniel FLAGEUL, directeur de l'hôpital local de Dieuze
- monsieur le Docteur Eric KESSLER, président de la commission médicale d'établissement du centre de réadaptation spécialisé Saint-Luc d'Abreschviller
- monsieur Claude WINGERT, directeur du centre hospitalier de Verdun
- monsieur le docteur Michel VEDEL, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier de Verdun
- madame Marie-Claude MONTAUT, directrice du centre hospitalier de Saint-Mihiel
- monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier de Briey
- monsieur Francis MOREL, directeur général de l'Hôpital Belle Isle à Metz
- monsieur Camille BECK, directeur général de l'Hôpital Sainte Blandine à Metz
- monsieur Pierre-Jean PEYRON, directeur général de l'Hôpital Saint André à Metz
- monsieur Georges KERN, directeur général de l' hôpital Sainte Croix à Metz
- monsieur Patrick LSTIBUREK, directeur de la clinique Sainte Elisabeth à Thionville
- monsieur Vincent RENAULT, directeur général adjoint d'Alpha Santé à Hayange
- monsieur le Docteur Etienne ROYER, président de la commission médicale d'établissement - Hospitalor Saint Avold
- monsieur Jean-Claude BROSSARD, Hospitalor Forbach , président de l'association Hospitalor
- monsieur François MORICE, directeur de l'hôpital de Moyeuvre Grande
- madame Claudine CLERC, directrice du centre Thionis- L'ADAPT à Thionville
- monsieur Gabriel ZIMMERMANN, directeur du centre médical de Maizeroy
- monsieur Luc BASSANI, directeur de l'Hôpital Saint Joseph à Bitche
- monsieur Christian BARTHELEMY, directeur général adjoint de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à Mont-Saint -Martin
- madame Martine MOUSEL, directrice de l'Hôpital de Joëuf
- monsieur Michel BOURGEOIS, directeur du Centre de Médecine Physique et de Réadaptation du Hohberg de Sarreguemines
- monsieur Michel MINIG, directeur de la maison de repos et de convalescence de Longeville lès Saint Avold
- monsieur Gabriel GIACOMETTI, directeur des hôpitaux de Freyming-Merlebach et Creutzwald
- monsieur Michel WEHR , directeur du centre de moyen séjour de Charleville Sous Bois
- monsieur Philippe PLAGES, clinique Claude Bernard à Metz
- monsieur le Docteur François KORSEC, clinique Ambroise Paré à Thionville
- monsieur Bruno GAT, clinique Saint Nabor à Saint-Avold
- monsieur Armand FALQUE, clinique Saint Joseph à Verdun

2°) au titre des représentants des professionnels de santé libéraux :

Sur proposition de l'Union Régionale des Médecins libéraux :

- monsieur le Docteur Jean-Luc JURIN
- monsieur le Docteur Jean-Louis NEIMANN
- monsieur le Docteur Alain PROCHASSON
- monsieur le Docteur Thierry SCHVARTZ
- monsieur le Docteur Jean LAFARGUE

Sur proposition des instances représentatives au niveau national des professions de santé non médicales:

- madame Carine WEBER, infirmière libérale , convergence infirmière
- monsieur Benoît BEAUDOIN, pharmacien, fédération des syndicats pharmaceutiques de Lorraine
- madame le Docteur Renée BIELLI, chirurgien dentiste, confédération nationale des syndicats dentaires

3°) au titre des représentants des centres de santé sur propositions de la commission paritaire des centres de santé de Lorraine et des Sociétés de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine et Moselle-Est :

- monsieur Philippe VICINI, Mutuelle des Pays Lorrains
- monsieur Laurent FRAPICINI, Mutualité Française Moselle
- madame Sterina BIANCHI, centre de santé pour Tous
- monsieur Michel DE BARTOLO, Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine
- monsieur Francis DELHOUSTAL, Société de Secours Minière de Moselle-Est

4°) au titre des représentants des usagers proposés par les associations régulièrement déclarées ayant une activité dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades :

- monsieur Roger CHARLIER, Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés
- monsieur Roland REIMER, Vice Président de l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux de Moselle
- monsieur Jean-Marie SPRUNCK, Union Régionale des Associations Familiales de Lorraine
- monsieur Jacques FROMENT, président du comité de la Meuse de la Ligue Contre le Cancer

5°) au titre des élus :

Sur désignation de l'ensemble des maires sur le territoire duquel est implanté un établissement de santé :

- monsieur le Docteur Khalifé KHALIFE, adjoint au maire de Metz (57)
- monsieur Jean-Marie DEMANGE, député-maire de Thionville (57)
- monsieur Céleste LETT, député-maire de Sarreguemines (57)
- monsieur Alain MARTY, député-maire de Sarrebourg (57)
- monsieur Maurice GRACIA, maire de Boulay (57)
- monsieur Roland TROUILLY, maire de Château-Salins (57)
- monsieur Charles STIRNWEISS, maire de Forbach (57)
- monsieur Serge DE CARLI, maire de Mont-Saint-Martin (54)
- monsieur X (55)

Sur désignation par l'ensemble des présidents des communautés mentionnées aux articles L 5 214-1 ; 5 215-1 ou 5 216-1 du code des collectivités territoriales regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur François LAVERGNE, président de la communauté de communes de Faulquemont, maire de Créhange(57)
- monsieur Guy VATTIER, président de la communauté du pays de Briey, maire de Briey(54)
- monsieur Y (55)

Sur désignation par les maires exerçant la fonction de président de pays au sens de la loi n°95-115 du 04 février 1995 regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur Roland MUNTZ, président du pays de Sarrebourg, maire de Turquestein-Blancrupt (57)
- monsieur André CORZANI, président du pays de Briey, maire de Joeuf (54)
- monsieur Z(55)

Sur désignation par les conseils généraux désignés par les conseillers généraux des départements situés dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur Alain CASONI, vice président délégué aux personnes âgées et handicapées au conseil général de Meurthe et Moselle;
- monsieur Jean-Marie MISSLER, conseiller général de Meuse
- monsieur Alex STAUB, vice président du conseil général de Moselle

Sur désignation par le conseil régional de Lorraine :

- monsieur Bertrand MERTZ, vice président du conseil régional de Lorraine

Article 2 : Par exception aux dispositions réglementaires fixant la durée du mandat de l'ensemble des membres de la conférence à cinq ans, les représentants des usagers sont désignés pour un an, renouvelable par tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publication de la première décision prononçant les agréments prévus à l'article L 1114-1 du code de la santé publique.

Article 3 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ARRETE N° 18 DU 22 NOVEMBRE 2005 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DE LA CONFÉRENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE SUD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

A R R E T E

Article 1 : La composition nominative de la conférence sanitaire du territoire Lorraine Sud est fixée ainsi qu'il suit :

1°) au titre des représentants des établissements de santé :

- monsieur Benoît PERICARD, directeur général du centre hospitalier régional universitaire de Nancy
- monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier régional universitaire de Nancy
- monsieur Bruno CARRIERE, directeur de la maternité régionale de Nancy
- monsieur Yves BOUYSSSET, directeur du centre psychothérapique de Nancy
- monsieur Wilfrid STRAUSS, directeur du centre hospitalier de Toul
- madame le docteur Edith DUFAY, présidente de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier de Lunéville
- monsieur Charles GUEPRATTE, directeur par interim du centre hospitalier de Pont A Mousson
- madame Nadine VAUTRIN, directrice du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port
- monsieur Roger DALLA COSTA , directeur de centre de moyen séjour de Faulx
- madame Marie-Noëlle QUENTON, directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey -Lay Saint Christophe
- monsieur Jean-Pierre LATZER, directeur de l'hôpital intercommunal 3H santé à Cirey-sur-Vezouze
- monsieur Harry PFISTER, directeur adjoint au centre hospitalier de Bar-le Duc
- madame Odile DEVARIEUX, directrice du centre hospitalier spécialisé de Fains Veel
- monsieur Philippe BOUC, directeur du centre hospitalier de Commercy
- monsieur le docteur Bernard HUTTIN, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier d'Epinal
- monsieur Frédéric DURRANC, représentant le directeur par intérim du centre hospitalier de Gérardmer
- monsieur René BOURNON, directeur du centre hospitalier de Golbey
- monsieur Marc DUBULLE, directeur du centre hospitalier de Neufchâteau
- madame Evelyne MOLINS , directrice du centre hospitalier spécialisé de Ravenel
- monsieur Laurent FLOT, directeur du centre hospitalier de Remiremont
- monsieur Bernard DUPONT, directeur par intérim du centre hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges
- monsieur le Docteur Michel GROBOTEK, président de la commission médicale d'établissement du centre hospitalier de Vittel
- madame Gabrielle GUILLAUME, directrice de l'hôpital local de Chatel sur Moselle
- monsieur Michel LAURENT, directeur de l'hôpital local de Raon l'Étape
- monsieur Hubert CREUSAT, directeur par intérim de l'hôpital local de Lamarche
- monsieur François FOUCHET, directeur de l'hôpital local du Val de Madon à Mirecourt
- monsieur Laurent BRAESCH, directeur de l'hôpital local de Bussang
- monsieur le Professeur François GUILLEMIN, directeur du centre régional de lutte contre le cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-les Nancy
- monsieur Michel DUFRAISSE, directeur général Maison de Repos et de convalescence de Flavigny sur Moselle
- madame le docteur Andrée TESSIER, présidente de la commission médicale d'établissement du centre Jacques Parisot à Bainville Sur Madon
- monsieur Bernard MATHIEU, directeur général de la maison hospitalière Saint Charles à Nancy
- madame Françoise OPIOLA, directrice de l'Institut Régional de Réadaptation à Nancy
- monsieur le professeur Jean-Marie ANDRE, médecin directeur technique de l'Institut Régional de Réadaptation à Lay Saint Christophe
- monsieur Rémi BOUVIER, directeur de la Polyclinique de Gentilly à Nancy
- monsieur le docteur Jacques DELFOSSE, clinique Saint-André à Vandœuvre
- monsieur le docteur Jean CINQUALBRE, clinique Majorelle à Nancy
- monsieur le docteur Philippe TOURRAND, polyclinique Pasteur à Essey les Nancy
- monsieur le docteur Charles PLUVINAGE, polyclinique du Parc à Bar-le-Duc
- monsieur Jean-Pierre TEYSSIER, polyclinique SOGECLER à Epinal
- monsieur Hervé PRESSAGER, directeur maison de convalescence La Louvière à Senones

2°) au titre des représentants des professionnels de santé libéraux :

Sur proposition de l'Union Régionale des Médecins libéraux :

- monsieur le Docteur Rémi UNVOIS
- monsieur le Docteur Michel VIRTE

- madame le Docteur Elisabeth LAVEINE
- monsieur le Docteur Christophe BAILLET

Sur proposition des instances représentatives au niveau national des professions de santé non médicales:

- monsieur Thierry PECHEY , infirmier libéral , président convergence infirmière Lorraine
- monsieur le Docteur Gérald MAROT, chirurgien dentiste (confédération nationale des syndicats dentaires)
- monsieur Jean GERARD, pharmacien , fédération des syndicats pharmaceutiques de France

3°) au titre des représentants des centres de santé sur proposition de la commission paritaire des centres de santé de Lorraine :

- monsieur Jean-Jacques PORTRON, centre de santé de la Mutualité Générale de l'Education Nationale à Nancy
- madame Mireille GOEDER, Mutualité Française Meuse
- monsieur Alain KRIEGL, Mutualité Française Vosges
- madame Anita LESAGE, URIOPSS- Jarville La Malgrange
- soeur Marie-Thérèse GUSCHING, centre de soins Sainte- Marie à Nancy

4°) au titre des représentants des usagers proposés par les associations régulièrement déclarées ayant une activité dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades :

- monsieur Michel ROTH, Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés
- monsieur Ugo PISCIOTTA, président Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux Vosges
- monsieur André DELAYEN, président de l'Union Régionale des Associations de Parents de Personnes Déficiences Intellectuelles
- monsieur Louis VAGNERON, Union Régionale des Associations Familiales de Lorraine
- monsieur Jacques FROMENT, président du comité de la Meuse de la Ligue Contre le Cancer

5°) au titre des élus :

Sur désignation de l'ensemble des maires sur le territoire duquel est implanté un établissement de santé :

- madame Nicole FEIDT, maire de Toul(54)
- monsieur Henri LEMOINE, maire de Pont A Mousson (54)
- monsieur Jean Luc SENAULT, maire de Flavigny sur Moselle (54)
- monsieur Michel CLOSSE, maire de Lunéville (54)
- monsieur Luc BINSINGER, maire de Saint Nicolas de Port (54)
- monsieur Jacques DRAPIER, maire de Neufchâteau (88)
- monsieur Claude JACQUOT, maire de Fraize (88)
- monsieur Jean-Paul LAMBERT, maire de Gérardmer (88)
- madame Maria ROUYER, maire de Mirecourt (88)
- monsieur X (55)

Sur désignation par l'ensemble des présidents des communautés mentionnées aux articles L 5 214-1 ; 5 215-1 ou 5 216-1 du code des collectivités territoriales regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur André ROSSINOT, président de la communauté urbaine du grand Nancy, maire de Nancy (54)
- monsieur Alain ROUSSEL, président de la communauté de communes de la Saône Vosgienne (88), maire de Claudon
- monsieur Y (55)

Sur désignation par les maires exerçant la fonction de président de pays au sens de la loi n°95-115 du 04 février 1995 regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- madame Catherine BOURSIER, présidente du pays du Val de Lorraine, maire de Champey sur Moselle (54)
- monsieur Jean-Paul DIDIER, président du syndicat mixte du pays de Remiremont et de ses vallées, maire de Remiremont (88)
- monsieur Z (55)

Sur désignation par les conseils généraux désignés par les conseillers généraux des départements situés dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur Alain CASONI, vice président délégué aux personnes âgées et handicapées au conseil général de Meurthe et Moselle ;
- monsieur Jean-Marie MISSLER, conseiller général de Meuse
- monsieur Yannick DARS, président de la commission action sociale et solidarité au conseil général des Vosges

Sur désignation par le conseil régional de Lorraine :

- madame Daouia BEZAZ, conseiller régional

Article 2 : Par exception aux dispositions réglementaires fixant la durée du mandat de l'ensemble des membres de la conférence à cinq ans, les représentants des usagers sont désignés pour un an, renouvelable par tacite reconduction jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publication de la première décision prononçant les agréments prévus à l'article L 1114-1 du code de la santé publique.

Article 3 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ARRETE N° 20 DU 25 NOVEMBRE 2005 PORTANT NOMINATION À LA CONFÉRENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE NORD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté n°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

VU l'arrêté n° 17 du 22 novembre fixant la composition nominative de la conférence sanitaire du territoire Lorraine Nord

A R R E T E

Article 1 : La composition nominative de la conférence sanitaire du territoire Lorraine Nord est complétée ainsi qu'il suit :

au titre des élus :

Sur désignation de l'ensemble des maires sur le territoire duquel est implanté un établissement de santé :

- monsieur Alain PERELLE, maire de Saint-Mihiel (55)

Sur désignation par l'ensemble des présidents des communautés mentionnées aux articles L 5 214-1 ; 5 215-1 ou 5 216-1 du code des collectivités territoriales regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur Jean-Marie LAMBERT, président de la Communauté de commune de Varennes en Argonne, maire de Varennes en Argonne(55)

Sur désignation par les maires exerçant la fonction de président de pays au sens de la loi n°95-115 du 04 février 1995 regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- monsieur Arsène LUX, président du pays de Verdun, maire de Verdun (55)

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

ARRETE N° 21 DU 25 NOVEMBRE 2005 PORTANT NOMINATION À LA CONFÉRENCE SANITAIRE DU TERRITOIRE LORRAINE SUD

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 6 131-1 et suivants et R 6 131-1 et suivants ;

VU l'article 158 de la loi 2004- 806 du 09 août 2004 relative à la politique de santé publique ;

VU l'arrêté N°5-05 en date du 13 juillet 2005 fixant les limites des territoires pour la planification et la concertation et fixant le ressort territorial des conférences sanitaires ;

VU l'arrêté N° 18 du 22 novembre fixant la composition nominative de la conférence sanitaire du territoire Lorraine Sud

A R R E T E

Article 1 : La composition nominative de la conférence sanitaire du territoire Lorraine Sud est complétée ainsi qu'il suit :
au titre des élus :

Sur désignation de l'ensemble des maires sur le territoire duquel est implanté un établissement de santé :

- **madame Martine HURAUT**, maire de Bar-le-Duc (55)

Sur désignation par l'ensemble des présidents des communautés mentionnées aux articles L 5 214-1 ; 5 215-1 ou 5 216-1 du code des collectivités territoriales regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- **monsieur Martial MIRAU COURT**, président de la communauté de communes du centre Orvain (55), maire de Givrauval

Sur désignation par les maires exerçant la fonction de président de pays au sens de la loi n°95-115 du 04 février 1995 regroupant des communes situées en tout ou en partie dans le ressort territorial de la conférence :

- **monsieur Bertrand PANCHER**, pays du Barrois (55), adjoint au maire de Bar-le-Duc

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine, des préfectures des départements de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 96/05 DU 15 NOVEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2005-2009
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 611-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L 6114-1 et L6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement de l'Association Hospitalière de JOEUF approuvé le 22 décembre 1999 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de l'Association Hospitalière de JOEUF relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du 20 octobre 2005 ;

CONSIDERANT que les objectifs du contrat d'objectifs et de moyens de l'Association Hospitalière de JOEUF permettent :

- une meilleure prise en charge psycho-sociale des patients en alternative à l'hospitalisation et en hospitalisation classique

- une mise en conformité avec le décret de décembre 2000 s'agissant des pharmacies à usage intérieur

- le développement de la lutte contre les infections nosocomiales

- une meilleure prise en charge en rééducation

- une organisation des astreintes infirmières en hospitalisation à domicile

- une extension de la capacité d'hospitalisation à domicile de 2 à 10 places

CONSIDERANT la contribution de l'Association Hospitalière de JOEUF au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens ;

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs de l'Association Hospitalière de JOEUF pour la période 2005-2009 ;

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 97/05 DU 15 NOVEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2005-2009
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 611-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L 6114-1 et L6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE approuvé le 18 octobre 2001 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du 12 décembre 2003 ;

CONSIDERANT que les objectifs du contrat d'objectifs et de moyens de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE permettent :

- d'améliorer la qualité de la prise en charge et la sécurité du patient

- de développer les actions de coopération

- l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité

- le système d'information et les mesures logistiques

- le volet social

CONSIDERANT la contribution de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens ;

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY-SAINT-CHRISTOPHE pour la période 2005-2009 ;
D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.
La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

**DÉLIBÉRATION N° 98/2005 DU 15 NOVEMBRE 2005 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2005-2007
DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE READAPTATION DES ETABLISSEMENTS VOSGIENS (SIREV)**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du SIREV, approuvé le 20 avril 2004 ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Syndicat Interhospitalier de Médecine Physique et de Réadaptation des Établissements Vosgiens (SIREV) ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du SIREV s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine n° 17-99 du 13 juillet 1999 (soins de suite) ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens concourt à poursuivre la structuration de la mise en commun des moyens déployés en matière de médecine physique et de réadaptation par l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy, et les Centres Hospitaliers de Golbey, Epinal et Remiremont ;

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet une remise à niveau des moyens financiers du SIREV, afin d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients, notamment des personnes âgées (dans le cadre de la filière gériatrique) en institutions ou des personnes en structures médico-sociales extérieures ;

D E C I D E

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du le Syndicat Interhospitalier de Médecine Physique et de Réadaptation des Établissements Vosgiens (SIREV) 2005-2007.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat .

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,
Jacques SANS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

REFUS DE TRANSFERT D'OFFICINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU la demande présentée par **Madame WILHELM Danielle** tendant au transfert de l'officine de pharmacie du Centre Commercial Leclerc - 5 rue Aristide Briand 54200 DOMMARTIN LES TOUL au Centre Commercial ZAC du Jonchery 54200 DOMMARTIN LES TOUL, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, en date du 25 juillet 2005 ;

VU l'avis défavorable émis le 25 août 2005 par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

VU l'avis défavorable émis le 7 septembre 2005 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis émis le 12 septembre 2005 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie ;

VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 25 juillet 2005 ;

CONSIDERANT :

- que la pharmacie implantée à DOMMARTIN LES TOUL, commune de 1644 habitants (recensement de 1999) se doit d'assurer l'approvisionnement en médicaments aux communes de DOMMARTIN LES TOUL, de CHAUDENEY et de VILLERS LE SEC conformément à l'arrêté préfectoral n°2002-203 du 08 avril 2002 ;

- que le transfert envisagé s'effectue à l'intérieur de la commune de DOMMARTIN LES TOUL ;

- que le lieu du transfert est dans un centre commercial implanté sur la ZAC de Jonchery ;

CONSIDERANT :

- qu'il n'existe aucune population résidente à proximité du centre commercial,

- que la notion de proximité disparaît étant donné que cette zone se situe à plus de 1 Km de toute zone d'habitation ;

- que les habitants de CHAUDENEY et de DOMMARTIN LES TOUL se trouveraient éloignés de l'officine de pharmacie, implantée actuellement de façon optimale au centre de DOMMARTIN ;

- qu'il apparaît que la future implantation ne répond pas à un besoin nouveau de population à venir ;

- qu'ainsi le transfert ne permettra que la réponse à un besoin de clientèle de passage ;

- et qu'ainsi les conditions prévues à l'article L 5125-3 du code de la Santé Publique ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT :

- que l'infrastructure routière du centre commercial ne dispose pas de liaisons piétonnières avec la commune et à l'intérieur de DOMMARTIN et ne permettrait pas un accès piétonnier sécurisé à la population de la commune ;

CONSIDERANT :

- que la conception du local ne respecte pas le code de la Santé Publique, son entrée principale se situant dans le mail du centre commercial ;

- et qu'ainsi les conditions prévues aux articles L 5125-3, R 5125-9 et R 5125-11 du code de la Santé Publique ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT :

- que cette implantation est donc en contradiction avec les dispositions du code de la Santé Publique ;

SUR proposition de Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : La demande de transfert d'une officine de pharmacie présentée par **Madame Danielle WILHELM** est rejetée.

ARTICLE 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 .

ARTICLE 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Madame WILHELM Danielle,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie),
- Madame la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

NANCY, le 19 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

POLE SOCIAL

**ARRETE N° 2024 AUTORISANT L'EXTENSION DU CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES-AUX-SALINES
SUR LE SITE D'ESSEY-LES-NANCY-PULNOY DIT CAT « HORS LES MURS »
GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL DE TRAVAIL PROTEGE ET D'HEBERGEMENT DE ROSIERES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1388 du 8 février 2005 autorisant l'extension partielle de la capacité du CAT-P.E.S. d'Essey-Pulnoy géré par l'Etablissement Public de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines, 16 places sur les 24 sollicitées ayant été accordées, portant ainsi la capacité du CAT-P.E.S. de 32 à 48 places et la capacité totale du CAT de Rosières-aux-Salines de 213 à 229 places, l'ouverture des 8 places restantes ayant été refusée par manque de moyens financiers ;

VU la décision prise par le Comité de l'Administration Régionale de Lorraine lors de sa réunion du 30 juin 2005 approuvant la répartition des places nouvelles pour la Région Lorraine et le financement de ces 8 places sur 6 mois à compter du 1^{er} juillet 2005, dans le cadre de la dotation départementale des places nouvelles d'E.S.A.T au titre de l'année 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'extension de la capacité du CAT- P.E.S. géré par l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines est autorisée avec effet du 1^{er} juillet 2005, portant la capacité de celui-ci de 48 à 56 places et la capacité totale du CAT de Rosières-aux-Salines de 229 à 237 places.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement de Rosières-aux-Salines, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Mairie de Rosières-aux-Salines.

NANCY, le 1^{er} septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE N° 2025 AUTORISANT LA CREATION D'UN CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL A BAINVILLE-SUR-MADON
PRESENTEE PAR L'ASSOCIATION « LA FERME DE LA FAISANDERIE » A NEUVES-MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement les articles D 313-11 à D 313-14 et l'article R 344-6 du livre III ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1328 du 8 février 2005 refusant la demande de création d'un Centre d'Aide par le Travail sur la plate-forme d'activité « La Ferme de la Faisanderie » d'une capacité de 15 places, pour accueillir des adultes handicapés par la maladie psychique, par manque de moyens financiers ;

VU la décision prise par le Comité de l'Administration Régionale de Lorraine lors de sa réunion du 30 juin 2005 approuvant la répartition des places nouvelles pour la Région Lorraine et le financement de 6 places sur les 15 demandées pour 6 mois à compter du 1^{er} juillet 2005, dans le cadre de la dotation départementale des places nouvelles d'E.S.A.T au titre de l'année 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'Association « La Ferme de la Faisanderie » est autorisée à créer un Centre d'Aide par le Travail à Bainville-sur-Madon, d'une capacité provisoire de 6 places, destinées à des adultes handicapés par la maladie psychique ;

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association « La ferme de la Faisanderie » à Neuves-Maisons, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la Mairie de Bainville-sur-Madon.

NANCY, le 1^{er} septembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de TOUL,
Corinne CHAUVIN

**ARRETE N° 2760 FIXANT POUR 2005 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL
« LA FERME DE LA FAISANDERIE » CHEMIN LECOMTE - 54550 BAINVILLE-SUR-MADON
GERE PAR L'ASSOCIATION « LA FERME DE LA FAISANDERIE » A NEUVES-MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R314-1 à R314-129 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10-13-17-19-20-48-82 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 2005 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail « La Ferme de la Faisanderie », sis Chemin Lecomte 54550 BAINVILLE-SUR-MADON et géré par l'Association « La ferme de la Faisanderie » à NEUVES-MAISONS ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier de ce jour ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2005, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 194,50 €	32 778 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	24 583,50€	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	3 000 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	32 778 €	32 778 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : 0**

ARTICLE 3 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail « La Ferme de la Faisanderie » est fixé[e] à **32 778 €**.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-107 du code de l'AS et F, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **2 731,50 €**

ARTICLE 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

ARTICLE 6 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 16 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE RELATIF AU RENOUVELLEMENT DE L'AGREMENT POUR L'EMPLOI D'ENFANTS
ACCORDE A L'AGENCE DE MANNEQUINS « DANIELE MODELS AGENCY »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code du travail et notamment les articles L 211-6 à L 211-14 et R 211-1 à R 211-13 relatifs à l'emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes et à l'emploi des enfants comme mannequins dans la publicité et la mode ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 fixant la composition de la commission relative à l'emploi des enfants dans le spectacle et les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode en Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2005 renouvelant la licence d'agence de mannequins n° 54/01/01 à l'Agence DANIELE MODELS AGENCY sise 33 rue la Haie le Comte à SAINT MAX (54130) à compter du 20 octobre 2004 sous le n° 54/04/01 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2004 accordant à compter du 8 octobre 2004 le renouvellement d'agrément pour l'emploi des enfants en qualité de mannequins dans la publicité et la mode à l'agence DANIELE MODELS AGENCY ;

VU la demande de renouvellement d'agrément pour l'emploi d'enfants en qualité de mannequin pour l'agence DANIELE MODELS AGENCY, reçue le 14 septembre 2005 ;

VU l'avis de la Commission relative à l'emploi des enfants dans le spectacle et les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode, consultée le 19 septembre 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1 : le renouvellement d'agrément est accordé à l'agence DANIELE MODELS AGENCY pour une durée d'un an, à compter du 8 octobre 2005, en vue de l'emploi de mineurs de moins de 16 ans en qualité de mannequins dans la publicité et la mode ;

ARTICLE 2 : le présent renouvellement d'agrément ne pourra être reconduit que sur demande expresse préalable de la société DANIELE MODELS AGENCY, déposée dans les délais légaux et sur avis conforme de la commission ;

ARTICLE 3 : dans la limite de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES D'EUROS (152,45 EUROS), par année civile, la rémunération de l'enfant est laissée à la disposition de ses représentants légaux. Au delà de cette somme, une part correspondant à 80 % de la rémunération sera versée à la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions prévues à l'article L 211-8 du Code du Travail.

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Madame le Directeur du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Juge des Enfants,
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale,
- Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, par intérim
- Madame le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Madame le Médecin Inspecteur de Santé Publique,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations.

NANCY, le 8 novembre 2005 Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
La Directrice Départementale adjointe,
Myriam BERG

SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT

ARRETE PORTANT AGRÉMENT D'OPÉRATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTRÔLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8 ;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Sont agréés, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, les sociétés suivantes :

- **BET RH**
24, rue Clemenceau
54 140 JARVILLE LA MALGRANGE
- **ENVIROTECH**
50, rue du Centre
88 200 SAINT NABORD
- **LEI**
97, avenue Paul Marcellin
69 120 VAULX-EN-VELIN
- **MULTICONTROLE HORIZON**
4, allée de la forêt de la Reine
BP 300
54 515 VANDOEUVRE LES NANCY CEDEX
- **ATIB**
3, rue de Fontenoy
54 000 NANCY
- **Cabinet LABRIET**
Eurobase - PIA
54 810 LONGLAVILLE
- **DIAGAMI**
BP 2
54 850 MESSEIN
- **GROUPE SEDEMAP**
ZA du Parc - Bâtiment 10
Secteur Gampille
42 490 FRAISSES
- **CS BTP**
9 bis rue des Censes
51 110 WARMERIVILLE

ARTICLE 2 - Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-3 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.
2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-5 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.

ARTICLE 3 - Conformément à l'article R.1334-6, les compétences requises pour accomplir cette mission sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écailles et poussières.

ARTICLE 4 - Cet agrément, renouvelable, est accordé pour une durée de un an (1 an), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 2 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**ARRETE PORTANT AGRÉMENT D'OPÉRATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC
ET CONTRÔLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB
ET POUR DES MISSIONS DE SUIVI DE TRAVAUX RÉALISÉS D'OFFICE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8 ;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur départemental de l'Équipement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - Sont agréés, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, les sociétés suivantes :

- LEI

97, avenue Paul Marcellin
69120 VAULX-EN-VELIN

- BET RH

24, rue Clemenceau
54 140 JARVILLE LA MALGRANGE

ARTICLE 2 - Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-3 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.
2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-5 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.
3. Pour une mission de suivi de travaux réalisés d'office visant à supprimer l'accessibilité au plomb, prévus au 4^{ème} alinéa de l'article L.1334-2 et à l'article R.1334-3 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 3 - Conformément à l'article R.1334-6, les compétences requises pour accomplir cette mission sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écailles et poussières.

ARTICLE 4 - Cet agrément, renouvelable, est accordé pour une durée d'un an (1 an), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 5 - L'opérateur disposant d'un agrément pour la réalisation de travaux, visée au 4^{ème} alinéa de l'article L.1334-2 du Code de la Santé Publique et l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique, il ne pourra être missionné pour une même opération pour l'ensemble des trois compétences visées à l'article 2.

ARTICLE 6 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 2 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

SERVICE SOLIDARITE - AUTONOMIE

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2835 MODIFIANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU S.S.I.A.D. DES 4 CANTONS DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses du S.S.I.A.D. ci-dessous désigné :

S.S.I.A.D. des 4 cantons 11bis, rue des Moulins 54 120 BACCARAT

N° FINESS : 540013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	119 480	478 481
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	334 304	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 049	
	Déficit reporté	14 648	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	478 481	478 481
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 14 648 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 du S.S.I.A.D. de BACCARAT est modifiée soit : **478 481 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 34,84 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au S.S.I.A.D. des 4 cantons de BACCARAT.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION

**ARRETE DDASS / SOLIDARITE-AUTONOMIE / N° 2852 MODIFIANT POUR 2005 LA DOTATION GLOBALE
ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "SAINT SAUVEUR" DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" 35 rue Victor Prouvé 54 000 NANCY.

N° FINESS : 540008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 051,24	500 859,06
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	423 410,78	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 000	
	Déficit reporté	59 397,04	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	500 859,06 arrondi à 500 859	500 859,06
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats (déficit) pour un montant de : 59 397,04 euros.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite Saint Rémy de NANCY est fixée à : **500 859 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,61 €

GIR 3 et 4 : 19,03 €

GIR 5 et 6 : 13,45 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Saint Sauveur à NANCY.

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2876 FIXANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME "ST JOSEPH"
A ESSEY-LES-NANCY GERE PAR LA FONDATION VINCENT DE PAUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "St Joseph" - Le Bas Château 2 rue de Dommartemont 54 270 ESSEY-LES-NANCY.

N° FINESS : 540008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 650	596 482,27
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	580 073,27	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	10 759	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	596 482,27 arrondi à 596 482	596 482,27
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 euro.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY est fixée à : **596 482 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,11 €

GIR 3 et 4 : 15,12 €

GIR 5 et 6 : 10,12 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "St Joseph" de ESSEY-LES-NANCY.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
Christiane PERNET

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 2898 MODIFIANT POUR 2005
LA DOTATION GLOBALE ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au 1 de l'article L 312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L 6111-2 du code de la santé publique ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1 - Pour l'exercice 2005, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de MARS LA TOUR - 70 rue de Metz 54 800 MARS LA TOUR

N° FINESS : 540002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 414,19	513 154,88
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	483 740,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 000,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	513 038,04 arrondi à : 513 038	513 154,88
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	116,84	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 116,84 euros d'excédent.

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2005 de la maison de retraite de MARS LA TOUR est fixée à **513 038 euros**.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,69 €

GIR 3 et 4 : 23,12 €

GIR 5 et 6 : 14,55 €

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de MARS LA TOUR.

NANCY, le 9 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
 Christiane PERNET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

**DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION
 DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 16 Novembre 2005,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que toutes les possibilités d'installation ont été considérées sur l'exploitation libérée par Messieurs Jean Claude et Gérard HOUILLON de BROUVILLE, avant de statuer sur les demandes d'autorisation d'exploiter présentées par Messieurs JEANJEAN et AUBRY, associés du GAEC des GRANDES PRAIRIES à REHERREY, pour l'agrandissement de leur exploitation.

SUR proposition de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour toutes demandes d'autorisation d'exploiter concernant la cession de l'exploitation de Messieurs HOUILLON.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux cédants, ainsi qu'aux intéressés demandeurs de la reprise de toute ou partie de ces deux exploitations; elle sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/09/2005 par **Monsieur BESANCON Michel à DOMEVRE EN HAYE concernant 24,45 ha situés à ROGEVILLE et VILLERS EN HAYE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement préalable à l'installation d'un fils.**
VU le courrier de Monsieur Besançon concernant une entente verbale avec Monsieur GUERARD sur la répartition des biens du cédant et modifiant sa demande à 14 ha 05
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT qu'au regard des textes précités, l'installation est prioritaire à un agrandissement

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur BESANCON Michel est autorisé à exploiter, conformément à sa demande modifiée, 10,40 ha, sous réserve de réaliser l'installation d'un fils avant le 31 décembre 2006.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BESANCON Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BESANCON Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROGEVILLE VILLERS EN HAYE pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/07/2005 par **Messieurs DOYOTTE Pascal et Frédéric à ROGEVILLE concernant 24,38 ha situés à ROGEVILLE - VILLERS EN HAYE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU la demande concurrente de M BESANCON et celle de M GUERARD, avec le projet d'installer un fils avec la qualité de jeune agriculteur
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'au regard des textes précités, l'installation est prioritaire à un agrandissement

D E C I D E

ARTICLE 1er : Messieurs DOYOTTE Pascal et Frédéric ne sont pas autorisés à exploiter 24,38 ha objet de la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DOYOTTE Pascal et Frédéric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROGEVILLE - VILLERS EN HAYE pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/09/2005 par Monsieur GUERARD Thierry à VILLERS en Haye concernant 10,40 ha situés à ROGEVILLE - VILLERS EN HAYE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de leur fils M Thierry GUERARD.

VU le courrier de Monsieur GUERARD concernant une entente verbale avec Monsieur Besançon sur la répartition des biens du cédant

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'au regard des textes précités, l'installation est prioritaire à un agrandissement

D E C I D E

ARTICLE 1er : Monsieur GUERARD Thierry est autorisé sous réserve de réaliser l'installation d'un fils avant le 31 décembre 2006 à exploiter 10,40 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUERARD Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GUERARD Thierry, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROGEVILLE - VILLERS EN HAYE pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/09/2005 par **Monsieur MAGRON Jean Marie à VAXAINVILLE concernant 20,84 ha situés à VAXAINVILLE - PETTONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur MAGRON Jean Marie est autorisé à exploiter 20,84 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAGRON Jean Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAGRON Jean Marie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAXAINVILLE - PETTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/09/2005 par **Monsieur RIVET Bruno à HABLAINVILLE situés à RECLONVILLE - HABLAINVILLE - SAINT MARTIN - FREMENIL - OGEVILLER - PETTONVILLE - BURIVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation.**

VU le courrier de M. RIVET en date du 13 novembre 2005 modifiant la demande initiale du 5 septembre pour limiter la surface au niveau de son EPI, soit 70 ha.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur RIVET Bruno est autorisé à exploiter pour les 70 ha qui figurent dans son étude prévisionnelle d'installation (EPI) conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RIVET Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RIVET Bruno, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RECLONVILLE - HABLAINVILLE - SAINT MARTIN - FREMENIL - OGEVILLER - PETTONVILLE - BURIVILLE pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/09/2005 par **Monsieur GERARD Christophe à BOISMONT concernant 16,30 ha situés à PIERREPONT - DONCOURT LES CONFLANS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les demandes concurrentes d'agrandissement de Messieurs Jérôme MOINEAUX et Serge ANDRE dont la dimension économique, au regard du schéma départemental des structures, est inférieure à celle du demandeur
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que pour des demandes d'agrandissement portant sur un même fonds, il convient de privilégier les plus petites exploitations, conformément à l'article 2 du schéma des structures.

DECIDE

ARTICLE 1er : Monsieur GERARD Christophe n'est pas autorisé à exploiter 16,30 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GERARD Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PIERREPONT - DONCOURT LES CONFLANS pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2005 par **Mrs & Mme TREVILLOT à HOUSSEVILLE concernant 43,68 ha situés à ROVILLE DEVANT BAYON - MANGONVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1er : Mrs & Mme TREVILLOT sont autorisés à exploiter 43,68 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mrs & Mme TREVILLOT. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mrs & Mme TREVILLOT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROVILLE DEVANT BAYON - MANGONVILLE pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2005 par **Monsieur MOINEAUX Jérôme à PIERREPONT concernant 12,96 ha situés à PIERREPONT - DONCOURT LES LONGUYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que pour des demandes d'agrandissement portant sur un même fonds, il convient de privilégier les plus petites exploitations, conformément à l'article 2 du schéma des structures.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur MOINEAUX Jérôme est autorisé à exploiter 12,96 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOINEAUX Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MOINEAUX Jérôme, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PIERREPONT - DONCOURT LES LONGUYON pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2005 par **Monsieur ANDRE Serge à DONCOURT LES LONGUYON concernant 36,19 ha situés à BEUVEILLE - DONCOURT LES LONGUYON - PIERREPONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.
CONSIDERANT que pour des demandes d'agrandissement portant sur un même fonds, il convient de privilégier les plus petites exploitations, conformément à l'article 2 du schéma des structures.

D E C I D E

ARTICLE 1^{er} : Monsieur ANDRE Serge est autorisé à exploiter 36,19 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ANDRE Serge.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ANDRE Serge, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BEUVEILLE - DONCOURT LES LONGUYON - PIERREPONT pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,
VU la loi n° 84-741 du 1^{er} août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,
VU la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture,
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 mai 2005 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 20 décembre 2004,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/10/2005 par Monsieur COSSIN Vincent à BARISEY AU PLAIN concernant 122,19 ha situés à AUTREVILLE SUR MOSELLE - SAULXURES LES VANNES - BARISEY AU PLAIN - COLOMBEY LES BELLES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.
VU l'absence de demande concurrente
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 16/11/2005 sur la demande précitée.

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur COSSIN Vincent est autorisé à exploiter 122,19 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COSSIN Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COSSIN Vincent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AUTREVILLE SUR MOSELLE - SAULXURES LES VANNES - BARISEY AU PLAIN - COLOMBEY LES BELLES pour affichage.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/397 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 03 OCTOBRE 1974 RELATIF
A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE DOMJEVIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de DOMJEVIN ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 octobre 1974 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée DOMJEVIN ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de M. MESSAGER Jean-Paul;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 - L'annexe 1 de l'arrêté du 03 octobre 1974 est abrogée.

ARTICLE 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de DOMJEVIN.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de DOMJEVIN par les soins du maire.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de la Commune de DOMJEVIN sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de DOMJEVIN,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs.

NANCY, le 12 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Yves ROYER

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 12 NOVEMBRE 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE DOMJEVIN**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
DOMJEVIN	ZN ZX	Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après : M. MESSENGER Jean-Paul N° 22, 74, 75, 76 N° 16, 24, 25, 99, 103 Soit au total 51 ha 82 a 84 ca

**ARRETE PREFECTORAL N°2005-451 PRONONÇANT UNE DISTRACTION ET UNE APPLICATION DU REGIME FORESTIER
COMMUNE DE SERRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 donnant délégation de signature à M. Eric MAIRE, sous-préfet de LUNEVILLE

VU la délibération du Conseil municipal modifiée en date du 14 janvier 2005;

VU l'arrêté préfectoral de clôture du remembrement de SERRES en date du 29 juin 2005 ;

VU l'engagement de M. François KOLB de ne pas démembrer la forêt acquise après distraction ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 12 août 2005 et sa demande relative à l'application du régime forestier en contrepartie ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture en date du 9 novembre 2005 ;

Considérant le fait que la forêt communale de SERRES relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

Sur proposition conjointe du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts

A R R E T E

Article 1 - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de SERRES	SERRES	Mourlfontaine	E	103	0,2606
		Bois communal de	E	104	3,9955
		Mourlfontaine		105	4,0940
					8,3701

Article 2 - Il est fait application du régime forestier aux parcelles suivantes :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de SERRES	SERRES	Le Saussi	ZK	39	1,3689
		La Laxière	ZB	29	0,6088
		Patural des Bœufs	ZB	32	0,2980
				33	0,1057
		Bois Crevé	ZB	34	0,5338
		Devant Crevé	ZB	35	6,1510
				36	0,6821
		Corvée devant Crevé	ZM	80	0,5362
					10,2845

Article 3 - Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Maire de SERRES.

NANCY, le 25 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,
Eric MAIRE

**ARRETE CHASSE N° 2005/483 FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2006
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 Septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du 22 Novembre 2005 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 23 Novembre 2005 ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er - La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le Département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2006 est fixée comme suit :

ESPECES	MOTIVATIONS	CONDITIONS PARTICULIERES
1 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES DANS L'INTERET DE LA SANTE ET DE LA SECURITE PUBLIQUES		
• RENARD	Lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• CORBEAU FREUX	Nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• ETOURNEAU SANSONNET	Problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	
2 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES POUR PREVENIR DES DOMMAGES IMPORTANTS AUX ACTIVITES AGRICOLES, FORESTIERES OU AQUACOLES		
• RENARD	Dégâts sur petits élevages - Prédation des agneaux dans les parcs	
• FOUINE	Dégâts sur petits élevages	
• MARTRE	Dégâts sur petits élevages	Exclusivement dans un rayon de 500 m autour des habitations.
• RAGONDIN - RAT MUSQUE	Dégradation des rives et des digues	
• SANGlier	Dégâts aux cultures	
• CORBEAU FREUX)	
• CORNEILLE NOIRE) - Dégâts dans les cultures (semis...)	
• PIE BAVARDE)	
• ETOURNEAU SANSONNET	Dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
3 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES POUR LA PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE		
• CHIEN VIVERRIN	Présence signalée dans le Département en 1999.	
• VISON D'AMERIQUE	Présence signalée en 2002. Visons échappés d'un élevage.	
• RAGONDIN - RAT MUSQUE) Espèces introduites	
• RATON-LAVEUR	(Présence indésirable	

ARTICLE 2 - Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R* 427-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R* 427-9 à R* 427-24 du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 Mai 1984 modifié relatif aux conditions du piégeage.

ARTICLE 4 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, MM. les Sous-Préfets, Mesdames et Messieurs les Maires, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'agence Nord, délégué Départemental de l'O.N.F., Mme et MM. les Lieutenants de Louveterie, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en Mairies et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération Départementale de Chasseurs.

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ARRETE CHASSE N° 2005/484 FIXANT LES MODALITES DE DESTRUCTION A TIR DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2006
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 Septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 Novembre 2005 fixant la liste des animaux nuisibles pour l'année 2006 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du 22 Novembre 2005 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 23 Novembre 2005 ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

A R R E T E

ARTICLE 1er - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R* 427-18 et suivants du Code de l'Environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

Espèces : *fouline* - *martre*

Période autorisée : néant

Espèces : *ragondin* - *rat musqué*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : *renard* - *chien viverrin* - *vison d'Amérique*

Période autorisée : du 1er Mars au 31 Mars.

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : sanglier

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : corbeau freux - corneille noire - pie bavarde

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

Conditions - Formalités : * autorisation préfectorale
 * tir à poste fixe uniquement
 * tir dans les nids interdit
 * utilisation du grand duc artificiel autorisé

Espèce : étourneau sansonnet

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures

Conditions - Formalités : * sur autorisation préfectorale
 * tir à poste fixe uniquement

ARTICLE 2 - Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, Mesdames et Messieurs les Maires, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence Nord, délégué départemental de l'O.N.F., Mme et MM. les Lieutenants de Louveterie, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs,

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Marc BURG

DEMANDE D'AUTORISATION DE DESTRUCTION A TIR D'ANIMAUX NUISIBLES

ANNEE 2006

Je soussigné (1).....

demeurant à

agissant en qualité de : (2)

☐ Propriétaire ou possesseur☐ Délégué du propriétaire (joindre une copie de la délégation écrite)☐ Fermier☐ Délégué du fermier (joindre une copie de la délégation écrite)

sur ha dont ha de bois, situés sur la ou les communes (préciser les lieux dits).....

sollicite l'autorisation de détruire à tir dans les conditions suivantes : (3)

ESPECES	PERIODE	LIEUX DE DESTRUCTION	CULTURES MENACEES (préciser la superficie)
.....
.....
.....

Je demande l'autorisation de m'adjoindre pour ces destructions tireurs (4) dont les nom, prénom et domicile sont :

M.....

M.....

Je m'engage à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs, pour le 30 JUIN au plus tard, un compte rendu (même négatif) des destructions réalisées.

A le
 (Signature)

(1) nom, prénom, profession

(2) cocher la qualité correspondante

(3) à remplir pour chaque espèce

(4) 2 maximum, sauf pour le sanglier

ATTESTATION DU MAIRE DE LA COMMUNE

Le Maire de la Commune de atteste la qualité du demandeur.

A le
 (Signature et cachet de la Mairie)

Déclaration à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle
 5, Rue Drouin - B.P. 72226 - 54022 NANCY CEDEX

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2005/485 FIXANT LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE NOMENY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de NOMENY ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de la Commission d'Enquête en date du 26 Novembre 2004 ;

VU la demande de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1- Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de NOMENY.

ARTICLE 2 - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : M. Bernard LECLERC est désigné pour présider l'Assemblée Générale constitutive.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de NOMENY par les soins du maire.

ARTICLE 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de la Commune de NOMENY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Assemblée Générale Constitutive,

- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs.

NANCY, le 1^{er} décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 01 DECEMBRE 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE NOMENY**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
NOMENY		Tout le territoire chassable de la Commune Soit : 1 235 ha 90 a
	U	APRES DEDUCTION DES TERRAINS DESIGNES CI-APRES : M. Bernard KOENIG 1 à 15 - 17 à 18 - 21 à 22 - 46 et 47 - 60 - 62 à 65 - 67 à 75 - 99 à 105 - 107 et 108 - 110 à 111 - 114 à 117 <u>soit au total</u> : 240 ha 79 a 41 ca
	Z ZB ZI	M. Aimé BAUCOURT 164 et 165 - 168 à 173 - 177 - 264 à 268 - 285 et 286 - 282 005 et 006 0028 <u>soit au total</u> : 37 ha 51 a 29 ca (faisant partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste étant sur MAILLY-SUR-SEILLE et RAUCOURT)
	Y	M. Michel BROCARD 181 - 185 et 186 - 188 - 190 - 195 et 196 - 200 - 239 - 245 - 251 - 256 et 257 - 263 - 267 - 278 - 280 - 290 - 295 et 393 <u>soit au total</u> : 50 ha 10 a 48 ca
	E U	Commune de JEANDELAINCOURT 8 et 9 31 <u>soit au total</u> : 40 ha 59 a 20 ca

**ANNEXE II A L'ARRETE PREFECTORAL DU 01 DECEMBRE 2005 PORTANT LISTE DES TERRAINS
DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE NOMENY**

ENCLAVES

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
NOMENY	U	23 à 45 - 48 à 59 - 19 et 20 - 89 à 92 - 95 à 98 <u>soit au total</u> : 32 ha 58 a	Revendiquées par M. KOENIG
	Z	155 à 163 - 166 et 167 <u>soit au total</u> : 6 ha 49 a	Revendiquée par M. BAUCOURT

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2006**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L435-9, L436-5, R436-13, R436-14, R436-23 et R436-38 ;

VU le Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure et notamment les articles 25, 27 et 28 ;

VU le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande déposée le 25 octobre 2005 par M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du 14 novembre 2005 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis du 25 novembre 2005 de M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1^{er} avril au 31 octobre 2006 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie suivants :

RIVIERE CANAL PLAN d'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A. A. P. P. M. A. GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit "Paquis de Socourt", soit 135 m.	"La Carpe du MADON" XIROCOURT
LE MADON	ORMES ET VILLE (VILLE/MADON)	Rive droite, de part et d'autre du parcours handicapés sur 300m en amont et 300m en aval au lieu-dit « La Heyrard », soit 800m	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au moulin Bagard, soit 300 m.	« Société des pêcheurs à la ligne du MADON » XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la brasserie », de l'embarcadère au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	« Le Barbeau » BACCARAT
LA MEURTHE	DOMBASLE-s/MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1000 m.	"La Gaule dombasloise" DOMBASLE-sur-MEURTHE
LA MEURTHE	CHAMPIGNEULLES	Rive gauche uniquement, en amont du Moulin Noir, soit 1120 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MEURTHE	ROSIERES-aux-SALINES	Rive gauche : depuis la conduite forcée Solvay jusqu'à la limite des lots de la "Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY" soit 2 500 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE	MARON	Rive droite : du parcours pour handicapés sur 500 m en aval.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	MARON	En rive gauche uniquement entre l'embouchure de l'ancienne MOSELLE jusqu'en amont du pont de MARON, soit 538 m	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE	PONT-SAINT-VINCENT	Rive gauche : de l'amont du pont du crassier sur 1 000 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	VILLEY-le-SEC	Rive droite uniquement, aval du camping anciennement « La Plage » soit 78 m ; Rive droite uniquement, amont du grillage du camping soit 551 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	LIVERDUN	Rive gauche uniquement du lieu-dit « Le Golf » (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D90 soit 2 750 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
Canal de l'Est	MESSEIN	Au niveau du port, rive gauche sur 800 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
Canal de l'Est	TONNOY	Côté R.N. 57 uniquement : de la passerelle de la ferme Saint-Michel jusqu'au déversoir du canal, soit 800 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	Rive gauche : de l'amont du barrage sur 1 000 m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE	AINGERAY	Rive droite : des turbines à l'ASPTT, soit 2 600m.	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	Rive droite : Face au ruisseau du Jard au pont routier de DOMMARTIN-les-TOUL, soit 300 m.	"Pêche et Nature du Toulais" TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	De la limite amont de l'étang Doillon jusqu'à la limite aval des lots, soit 800 m.	"Pêche et Nature du Toulais" TOUL

LA MOSELLE	TOUL	De l'ouvrage indiquant le niveau d'eau jusqu'à la Goulotte de DOMMARTIN-les-TOUL, soit 400 m.	"Pêche et Nature du Toulais" TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang Renault jusqu'à 100 m à l'aval du Pont "de la Queue du Chat", soit 600 m.	"Pêche et Nature du Toulais" TOUL
Canal à Grand Gabarit	TOUL	Rive gauche : de la pointe des ateliers du Service de la Navigation jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5900 m.	"Pêche et Nature du Toulais" TOUL
LA MOSELLE non canalisée	BELLEVILLE	Rive gauche de la Moselle non canalisée de 400 m en aval du pont RD40ter à 900 m de celui-ci, longueur 500 m. Lot 32	"Société des Pêcheurs à la ligne de NANCY"
LA MOSELLE canalisée	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements Gouvy sur une distance de 1 200 m (pk 334,83 à 336,03). Lot 34	"Le Gardon Scarponais" DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie MOSELLE sauvage, amont de la RD10 côté autoroute A31 sur 1000 m (pk 333,60 à 334,60). Lot 40 Rive droite, 50 m amont du barrage du Liegeot, côté commune d'AUTREVILLE sur 1 000 m (pk 333,60 à 337,60). Lot 33	"Le Gardon Scarponais" DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	MOSELLE canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENOD-les-PAM rive droite uniquement soit 1 670 m. (pk 333,33 à 335,00).	"Le Gardon Scarponais" DIEULOUARD
LA MOSELLE non canalisée	PONT-A-MOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de Pont-à-Mousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m. Lot 56 Moselle non canalisée	"Les Fins Pêcheurs" BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON
LA MOSELLE non canalisée	PAGNY-SUR-MOSELLE	En rive droite, situé à 50 m du seuil de Vandières jusqu'au pk 317, soit environ 1 800 m. Lot 58	"La Gaule Pagnotine" PAGNY-SUR-MOSELLE
LA MOSELLE non canalisée	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'à 2 800 m en amont. Lot 57	"Les Fins Pêcheurs" BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON
LA MOSELLE canalisée	BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON	Rive droite, lot 36 entre la limite de la commune avec Dieulouard et le pont de la Centrale de BLENOD (pk 333,33 à 332,25).	"Les Fins Pêcheurs" BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON
Ancien Canal	BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	"Les Fins Pêcheurs" BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON
LA MOSELLE	BLENOD-les-PONT-à-MOUSSON et ATTON	Rive droite uniquement, entre le lieu-dit « Trou Réverbère » et l'entrée dite « du Prussien » (boucle d'Avieux), soit 1 400 m (pk 329,70 à 331,10). Lot 43	"La Gaule Mussipontine" PONT-à-MOUSSON
L'ORNE	HATRIZE	Rive gauche uniquement, du pont de chemin de fer à Tichemont au déversoir du moulin à HATRIZE, soit environ 2000 m.	"Les Pêcheurs de l'ORNE" JOEUF-HOMECOURT
L'ORNE	HATRIZE et VALLEROY	Rive gauche de l'ORNE à partir du ruisseau « Le Petit Rhin » à HATRIZE, jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2000 m.	"Les Pêcheurs de l'ORNE" JOEUF-HOMECOURT
ETANG	JOUDREVILLE	De la digue au pont de Bois Côté JOUDREVILLE, soit 850 m	"L'hameçon des Mineurs" JOUDREVILLE
PLAN D'EAU DE LA SANGSUE	BRIEY	Sur la rive droite du plan d'eau, de l'île au déversoir, soit 800 m.	"Le Woigot" BRIEY

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ni transportée.

ARTICLE 2 - Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 3 - En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

ARTICLE 4 - La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; article L 435-9 du code de l'environnement ; article 15 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L 435-9 du code de l'environnement), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

ARTICLE 5 - Aucun aménagement de berge (terrassment, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

ARTICLE 6 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, MM. les Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL, Mmes et MM. les maires des communes de

AINGERAY, ATTON, BACCARAT, BELLEVILLE, BLENOD-LES-PONT-à-MOUSSON, BRIEY, CHAMPIGNEULLES, DIEULOUARD, DOMMARTIN-les-TOUL, DOMBASLE-sur-MEURTHE, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, HATRIZE, JOUDREVILLE, LIVERDUN, MARON, MESSEIN, ORMES-et-VILLE, PAGNY/MOSELLE, PONT-à-MOUSSON, PONT-SAINT-VINCENT, ROSIERES-aux-SALINES, TONNOY, TOUL, VALLEROY, VANDIERES, VILLEY-le-SEC, XEUILLEY et XIROCOURT, M. le Chef de la Brigade de Meurthe & Moselle des Gardes-Pêche du C.S.P., M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de Meurthe & Moselle, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

NANCY, le 6 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

OFFICE NATIONAL DES FORETS

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER A UNE PARCELLE APPARTENANT A LA COMMUNE DE NOVIANT AUX PRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de NOVIANT AUX PRES en date du 11 juillet 2005 demandant l'application du régime forestier à 14 ha 57 a ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle Nord de l'Office National des Forêts en date du 16 novembre 2005 ;

VU le plan des lieux ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Est soumise au Régime Forestier la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département	Personne Morale Propriétaire	Désignations Cadastres			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de NOVIANT AUX PRES	A	21	Bois de Douzu	14, 57	NOVIANT AUX PRES

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE-et-MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

* Monsieur le Maire de la Commune de NOVIANT AUX PRES.

NANCY, le 7 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

TABEAU RECAPITULATIF DES TARIFS APPLICABLES AUX ACTES DES VETERINAIRES SANITAIRES DANS LE CADRE DE LA PROPHYLAXIE DES MALADIES REGLEMENTEES

CAMPAGNE DE PROPHYLAXIE 2005/2006 - TARIFS

OPERATIONS	COUT HORS TAXE	T.V.A.	COUT T.T.C.
BOVINS :			
1 - Visite	21,39 €	4,19 €	25,58 €
2 - Déplacement	12,00 €	2,35 €	14,35 €
3 - Prise de sang	1,80 €	0,35 €	2,15 €
4 - Prélèvement de lait	1,29 €	0,25 €	1,54 €
5 - Prélèvements génitaux	1,45 €	0,28 €	1,73 €
7 - Tuberculination.... I.D.S.	1,18 €	0,23 €	1,41 €
..... I.D.C.	2,25 €	0,44 €	2,69 €
8 - Test la Brucelline	2,46 €	0,48 €	2,94 €
9 - Visite de contrôle des expéditions à l'abattoir	21,39 €	4,19 €	25,58 €
OVINS-CAPRINS :			
1 - Visite	21,39 €	4,19 €	25,58 €
2 - Déplacement	12,00 €	2,35 €	14,35 €
3 - Prise de sang	0,85 €	0,17 €	1,02 €
4 - Prélèvements de lait	1,29 €	0,25 €	1,54 €
6 - Tuberculination des caprins	1,18 €	0,23 €	1,41 €
7 - Visite d'exploitation au titre du CSO de la Tremblante / heure	48,49 €	9,00 €	54,92 €

PORCINS :			
1 - Visite	21,39 €	4,19 €	25,58 €
2 - Déplacement	12,00 €	2,35 €	14,35 €
3 - Prise de sang	1,39 €	0,27 €	1,66 €
5 - Identification	0,85 €	0,17 €	1,02 €
CONTRÔLE D'ACHAT : (et exportations, ventes aux enchères)			
1 - Visite	21,39 €	4,19 €	25,58 €
1 bis - contrôle en cas de concours : visite	19,31 €	3,78 €	23,09 €
2 - Déplacement	12,00 €	2,35 €	14,35 €
3 - Prise de sang + Tuberculination (animaux de plus de 6 semaines)	5,37 €	1,05 €	6,42 €
4 - Prise de sang (animaux quel que soit l'âge)	4,28 €	0,84 €	5,12 €
5 - Frais de prélèvement pour recherche P80 (prélèvement + matériel)	0,54 €	0,11 €	0,65 €
CHEPTELS D'ENGRAISSEMENT DEROGATAIRES :			
1 - Visite de conformité pour obtention ou maintien dérogation	21,39 €	4,19 €	25,58 €
2 - Déplacement	12,00 €	2,35 €	14,35 €
FRAIS D'ENVOI des tubes par animal (1 à 40 tubes)	4,57 €	0,90 €	5,47 €
FRAIS D'ENVOI des tubes par animal (+ 40 tubes)	8,44 €	1,65 €	10,09 €
FRAIS DE MATERIEL (tube et aiguille) par animal	0,25 €	0,05 €	0,30 €

le 24 octobre 2005

Représentants de la profession vétérinaire : Pour le Syndicat : Dr CUVILLIER
Pour l'Ordre des vétérinaires : Dr VAISSIER

Représentants de la profession agricole : Pour le Groupement de Défense Sanitaire :
Le Président
M. COLIN
Pour l'Etablissement Départemental de l'Elevage :
Le Représentant
M. JENNESON

La Directrice des Services Vétérinaires : Dr R. MARCHAL NGUYEN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2005/DDE/082/CDSR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi d'orientation des transports intérieurs n° 82-1153 du 30 décembre 1982, notamment son article 20 ;
Vu le décret n° 83-816 du 13 septembre 1983 relatif au domaine confié à la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.), notamment son article 17 ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
Vu l'arrêté du 5 juin 1984 de monsieur le ministre des transports modifié par l'arrêté du 5 octobre 2001, fixant à 300 000 € le montant de la valeur des immeubles dépendant du domaine public ferroviaire gérés par la SNCF au-dessous duquel les décisions de déclassement de ces immeubles sont prononcées par le préfet ;
Vu la circulaire du 2 juillet 1984, relative à la gestion du domaine immobilier confié à la SNCF ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°05/BODE/31 du 3 octobre 2005 ;
Vu l'avis sur la valeur vénale des biens, établi par la direction des services fiscaux, inspection domaniale, le 18 juillet 2005;
Vu l'avis de monsieur le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle;
Vu l'avis du conseil régional de lorraine, direction des infrastructures en date du 31 août 2005 ;
Vu l'avis de Monsieur le maire de NANCY en date du 4 juillet 2005 ;
Vu le dossier présenté par la S.N.C.F. ;
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Est déclassé du domaine public ferroviaire en vue de son aliénation, un volume nécessaire à la construction de la passerelle dite "Saint-Léon" défini par l'emprise des points 1, 2, 3, 4 et 5 cadastré sur la commune de NANCY, section B Y, lieu dit "Place Thiers" n°443 pour 135m², figurant sous teinte jaune aux plans joints au présent arrêté.

ARTICLE II - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de NANCY ;
- M. le président du conseil général (DIFAG/PA) ;
- M. le directeur de la région SNCF de METZ-NANCY délégation infrastructure - agence immobilière régionale, 14 viaduc J.F. Kennedy - 54052 NANCY Cedex ;
- M. le président du conseil régional de lorraine, direction infrastructures, Transports et Logistique à METZ
- M. le directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle inspection domaniale ;
- M. le directeur des archives départementales de M. et M. ;
- M. le chef de la subdivision de l'équipement de NANCY-SUD;
- M. le chef de SERU/AJF.
- préfecture (SOM) ;

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 8 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

Annexe : 1 plan

ARRETE 2005/DDE/083/CDER REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION DANS LES DEUX SENS DE CIRCULATION DE L'AUTOROUTE A.4, DURANT LES TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA TENUE AUX CHOCS DES OUVRAGES D'ART POUR L'ANNEE 2005

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention passée entre l'état et Sanef pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, modifié par les décrets subséquents (12 avril 1991, 18 septembre 1992 et 26 octobre 1995),
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie - « Signalisation temporaire »), approuvée par l'arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifié les 4 et 5 janvier 1995,
Vu la circulaire du Ministre des Transports n° 96-36 du 11 juin 1996 relative à la nomenclature des autoroutes,
Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantiers,
Vu la circulaire relative au calendrier 2005 des jours «hors chantiers»,
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75/DE/995/INF en dates des 7, 17 et 21 juillet 1975 portant réglementation provisoire de la police de la section d'autoroute de l'Est A4 Verdun - Auboué,
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75-REG-CIRC-225 en date des 27 novembre et 8 décembre 1975 portant réglementation provisoire de la police sur la section d'autoroute Auboué - A31 de l'autoroute A4 Paris -Strasbourg,
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 76-REG/CIRC-89 en date des 6 septembre et 28 octobre 1976 portant modification de l'arrêté inter préfectoral susvisé,
Vu l'arrêté préfectoral n° 99/DDE/521/CDES du 24 août 1999 portant autorisation permanente de chantiers sur l'autoroute A4 concédée à la SANEF dans le département de la Meurthe et Moselle,
Vu le guide de signalisation temporaire du Service d'études des Routes et Autoroutes (SETRA), manuel du chef de chantier sur routes à chaussées séparées,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/O54/CDER en date du 11 août 2005 ;
Considérant la nécessité de proroger les mesures d'exploitations relatives aux travaux d'amélioration de la tenue aux chocs des ouvrages d'art sur les piles du terre-plein central aux PR 295+662, PR 296+983 et PR 298+719 dans les deux sens de circulation de l'autoroute A4,
A la demande de la Sanef, en date du 17 novembre 2005 ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 - L'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/O54/CDER en date du 11 août 2005 est prorogé pour la phase 3 jusqu'au 11 décembre 2005.

ARTICLE 2 - Les autres dispositions prévues dans l'arrêté susvisé demeurent inchangées.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie de presse, affichage aux extrémités de la section réglementée, apposition de panneaux et matériels de signalisation réglementaires.

ARTICLE 4 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, Monsieur le Colonel commandant le Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, et Monsieur le Directeur d'Exploitation de la Sanef, réseau de Reims, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Président de la Mission de Contrôle des Sociétés Concessionnaires d'Autoroutes à Bron, Monsieur le Directeur du CRICR à Metz, Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est à Metz, Etat-Major bureau mouvement et transport.

En outre le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 30 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

ARRETE 2005/DDE/084/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8^{ème} partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;
Considérant la nécessité de procéder à la réparation d'urgence des joints sur l'Ouvrage d'Art de l'autoroute A31 sur le territoire de la commune de BELLEVILLE ;
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - Les 3 nuits, du 5 au 7 décembre 2005, de 21 H 00 à 6 H 00, la circulation s'établit comme suit entre les PR 266+120 au PR 264+300 de l'A.31 suivant les mesures d'exploitation ci-après :

dans le sens METZ - NANCY

- il est interdit de doubler,
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 Km/h au droit du 1^{er} basculement (PR 265+620)
- la vitesse est limitée à 90 km/h entre les deux basculements
- la circulation s'effectue à contre sens sur la voie de gauche sens NANCY - METZ
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement (PR 264+700)

dans le sens NANCY - METZ

- la voie de gauche est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie de droite
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h

- il est interdit de doubler

ARTICLE II - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE III - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE IV - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de BELLEVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 décembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/085/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY et Val de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/069/CDER en date du 28 septembre 2005 ;

Considérant la nécessité de procéder à l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Est) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT et à la fermeture de la bretelle - sortie n° 3 - sens EPINAL - NANCY sur l'A. 330 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - L'arrêté préfectoral n° 2005/DDE/069/CDER en date du 28 septembre 2005 cité au préambule du présent arrêté est prorogé pour les nuits des 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre 2005, de 21 h 00 à 6 h 00.

ARTICLE II - Les autres dispositions prévues dans l'arrêté susvisé demeurent inchangées.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le Président du Conseil Général, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Houémont, Ludres et Fléville-devant-Nancy Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

ARRETE 2005/DDE/086/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 05/BODE/31 en date du 7 septembre 2005 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM Nancy-Val de Lorraine en date du 29 novembre 2005 ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers et des intervenants lors de l'enlèvement d'un poids lourd accidenté dans l'accotement au PR 5+600 de l'autoroute A33 dans le sens Strasbourg-Nancy, sur le territoire de la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE I - La nuit du 29 au 30 novembre 2005, de 21h à 6h, la circulation est interdite sur la bretelle Vandoeuvre-les-Nancy/Metz de l'échangeur n°2 ("Nancy-Brabois") de l'A33.

ARTICLE II - Au droit de la bretelle fermée, les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

Continuer sur la RD 974, prendre la bretelle n°2b de l'échangeur n°2 de l'A33 en direction de Strasbourg, sortir de l'A33 par la bretelle n°2a du même échangeur en direction de Vandœuvre-les-Nancy, prendre la RD 974 puis la bretelle Neuves Maisons - Metz du même échangeur en direction de Metz.

ARTICLE III - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques dûment constatés, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours considérés.

ARTICLE IV - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE V - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le président de la communauté urbaine du grand NANCY, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Vandœuvre les Nancy et Chavigny, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,
G. GEAI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ARRETE 2/54/LOR/198 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,

VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,

VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

VU l'agrément simple n° 1/LOR/198 obtenu par l'Association ADMR Le Pain de Sucre, sise 4 bis rue du Haut des Fosses à VELAINES-SOUS-AMANCE, en date du 4 mai 2004,

VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association ADMR Le Pain de Sucre le 31 décembre 2003,

VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,

VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association ADMR Le Pain de Sucre en date du 9 août 2005,

VU l'avis favorable du Président du Conseil Général à l'agrément de l'association ADMR Le Pain de Sucre pour son activité mandataire d'aide et d'accompagnement à domicile des personnes âgées et des personnes adultes handicapées, en date du 19 octobre 2005,

SUR proposition Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association ADMR Le Pain de Sucre, sise 4 bis rue du Haut des Fosses à VELAINES-SOUS-AMANCE, bénéficie de l'agrément pour la fourniture de services à la personne sur l'ensemble du territoire national, à l'exclusion des services portant sur la garde d'enfants de moins de trois ans.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'association ADMR Le Pain de Sucre s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 24 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2/54/LOR/212 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,

VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,

VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,

VU l'agrément simple n° 1/LOR/212 obtenu par l'EURL 'Après la Classe', agence de Nancy, sise 4 rue Piroux à Nancy, en date du 18 janvier 2005,

VU la demande d'agrément qualité présentée par l'EURL 'Après la Classe' le 8 juillet 2005,

VU l'avis réservé émis par le médecin départemental de PMI en date du 20 septembre 2005,

CONSIDERANT que les modifications apportées le 17 octobre 2005 par l'EURL 'Après la Classe' à sa demande initiale répondent aux réserves et recommandations formulées le 20 septembre 2005 par le médecin départemental de PMI,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'EURL 'Après la Classe', sise 4 rue Piroux à Nancy, bénéficie de l'agrément qualité pour la fourniture de services à la personne sur l'ensemble du territoire national pour l'activité suivante :

- Garde à domicile d'enfants âgés de moins de 3 ans.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'EURL 'Après la Classe' s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 24 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2/54/LOR/219 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,
VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,
VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,
VU l'agrément simple n° 1/LOR/219 obtenu par l'Association ADMR Les Mirabelliers, sise 1 rue du capitaine Caillon à NEUVES-MAISONS, en date du 11 août 2005,
VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association ADMR Les Mirabelliers le 9 juin 2005,
VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,
VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association ADMR Les Mirabelliers en date du 9 août 2005,
VU l'avis favorable du Président du Conseil Général à l'agrément de l'association ADMR Les Mirabelliers pour son activité mandataire d'aide et d'accompagnement à domicile des personnes âgées et des personnes adultes handicapées, en date du 19 octobre 2005,
SUR proposition Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association ADMR Les Mirabelliers, sise 1 rue du capitaine Caillon à NEUVES-MAISONS, bénéficie de l'agrément pour la fourniture de services à la personne sur l'ensemble du territoire national, **à l'exclusion des services portant sur la garde d'enfants de moins de trois ans.**

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'association ADMR Les Mirabelliers s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 24 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2/54/LOR/220 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,
VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,
VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,
VU l'agrément simple n° 1/LOR/220 obtenu par l'Association ADMR Entraide du Pays Haut, sise à la Maison de la Formation à LONGWY, en date du 11 août 2005,
VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association ADMR Entraide du Pays Haut le 9 juin 2005,
VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,
VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association ADMR Entraide du Pays Haut en date du 9 août 2005,
VU l'avis favorable du Président du Conseil Général à l'agrément de l'association ADMR Entraide du Pays Haut pour son activité mandataire d'aide et d'accompagnement à domicile des personnes âgées et des personnes adultes handicapées, en date du 19 octobre 2005,
SUR proposition Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association ADMR Entraide du Pays Haut, sise à la Maison de la Formation à LONGWY, bénéficie de l'agrément pour la fourniture de services à la personne sur l'ensemble du territoire national, **à l'exclusion des services portant sur la garde d'enfants de moins de trois ans.**

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'association ADMR Entraide du Pays Haut s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 24 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

ARRETE 2/54/LOR/221 PORTANT AGREMENT QUALITE D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 96-63 du 29 janvier 1996 en faveur du développement des emplois de service aux particuliers,
VU la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
VU les articles R. 129-1 à R. 129-5 du code du travail,
VU la circulaire DE/DSS 96/25 et DE/DAS du 6 août 1996 relative au développement des emplois de services aux particuliers,
VU l'agrément simple n° 1/LOR/221 obtenu par l'Association ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port, sise 11 rue Gambetta à VARANGEVILLE, en date du 11 août 2005,
VU la demande d'agrément qualité présentée par l'Association ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port le 9 juin 2005,
VU l'avis favorable émis par le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de Lorraine en sa séance du 2 juin 2005,
VU l'arrêté du Président du Conseil Général autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port en date du 9 août 2005,
VU l'avis favorable du Président du Conseil Général à l'agrément de l'association ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port pour son activité mandataire d'aide et d'accompagnement à domicile des personnes âgées et des personnes adultes handicapées, en date du 19 octobre 2005,
SUR proposition Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - L'association ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port, sise 11 rue Gambetta à VARANGÉVILLE, bénéficie de l'agrément pour la fourniture de services à la personne sur l'ensemble du territoire national, à l'exclusion des services portant sur la garde d'enfants de moins de trois ans.

Article 2 - Le présent agrément est valable jusqu'au 31 décembre 2010. La demande de renouvellement de l'agrément doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément. L'association ADMR Varangéville-Saint-Nicolas-de-Port s'engage à produire annuellement avant la fin de chaque premier semestre un bilan qualitatif et quantitatif de l'activité au titre de l'année écoulée.

Article 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Conseil Général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et communiquée aux services fiscaux.

NANCY, le 24 novembre 2005

Le Préfet,
Claude BALAND

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEUR DU SPECTACLE - COMMISSION DU 6 OCTOBRE 2005

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/81

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté O4.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0518 et 54-0519 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Madi AINSEBA « Le Barnum » 4, Quai Claude le Lorrain, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/82

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté O4.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0520 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Isabelle ANTOINE « Association Petite Bulle » 28, Résidence Saint-Antoine, 54670 Custines.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/83

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0521 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

- Monsieur Jean-Philippe BEQ »MAMAILLE» 192, Avenue de la Libération, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/84

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0522 et 54-0523 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

- Monsieur Christophe CASTEL, « EMIL 13 » 14, rue du Cheval Blanc, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/85

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie portant le numéro **54-0524** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Lydie FERRY « Théâtre de poche du pays-haut » Mairie de Longwy, 54400 Longwy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/86

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros **54-0525** et **54-0526** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Carine GAGNERE, « PRESTAN'S » Centre des affaires Les Nations, 23, Boulevard de l'Europe, 54500 Vandœuvre.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/87

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro **54-0527** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Catherine GYARMATY « MJC Philippe Desforges » 27, rue de la République, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/88

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0528 et 54-0529 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Séverine MAHUT « Adenöide von Krollock » 26, rue Henner, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/89

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0530 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Sylvain VAILLARD, « Compagnie trois-six-trente » 2, rue du Béarn, 54400 Cosne et Romain.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/90

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant les numéros 54-0531 et 54-0532 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Pascal VIGNE « MAKING WAVES » 34, rue Bassompierre, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/91

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} catégorie portant le numéro 54-0080 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Madame Bernadette MEYER « Bleu Etincelle » 254, Avenue de la Libération, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/92

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,

VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant respectivement les numéros 54-0392, 54-0393 et 54-0394 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur Cyril POIROT, « Le circus » 42, rue Jean Mermoz, 54500 Vandœuvre.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

ARRETE DRAC-LICENCES 54/2005/93

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001, modifié portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine,
VU l'arrêté 04.BODE.61 du 20 décembre 2004 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 6 octobre 2005,
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

A R R E T E

Article 1er : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^{ème} et 3^{ème} catégorie portant respectivement les numéros 54-0137 et 54-0136 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

- Monsieur SALMI Ali, « Osmosis compagnie » 18, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

Article 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Article 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 10 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
Daniel BARROY

NAVIGATION DU NORD-EST**ARRETE RELATIF A LA SECURITE DES ZONES SITUÉES A L'AMONT ET A L'AVAL DES ECLUSES ET BARRAGES,
ET Y INTERDISANT TOUTE PRÉSENCE NON AUTORISÉE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de Domaine de l'État,
VU le code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure,
VU le décret du 6 février 1932 modifié et notamment les articles 59 alinéa 3 et 62 alinéa 1,
VU le décret 2004- 374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
VU le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié et notamment l'article 1^{er} alinéa 1 et alinéa 2 - 1^{er} portant règlement général de police de navigation intérieure,
VU l'arrêté du 20 décembre 1974 fixant le règlement particulier de police de la navigation sur les canaux, rivières, cours d'eau et plans d'eau domaniaux :
- Rivière de la Moselle,
VU l'arrêté du 20 décembre 1974 fixant le règlement particulier de police de la navigation sur les canaux, rivières, cours d'eau et plans d'eau domaniaux :
- Canal de la Marne au Rhin et Canal de l'Est notamment,
Considérant qu'à l'amont et à l'aval des écluses, les bâtiments faisant route peuvent être gênés par la présence d'autres bâtiments ne faisant pas route, cette situation pouvant créer des risques d'accidents ;
Considérant qu'à l'amont des barrages, tous bâtiments et en particulier les menues embarcations risquent, lors des manœuvres, d'être entraînées dans l'ouvrage ; qu'à l'aval des barrages, les menues embarcations et toutes personnes qui s'aventureraient dans le lit du cours d'eau, risquent, lors des lâchées d'eau, d'être entraînées par le courant ;
Considérant que sur les terre-pleins et à proximité d'ouvrages la présence de toute personne non autorisée peut engendrer une gêne pour l'exploitation de ces ouvrages et un risque d'accident notamment par noyade ;
Considérant qu'afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il est nécessaire de compléter les dispositions des règlements particuliers de police sus-visés pour ce qui concerne le département de la Meurthe-et-Moselle,
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} - Dans le département de la Meurthe-et-Moselle, sur la rivière Moselle, sur le canal de l'Est Branche Sud, sur le canal de la Marne au Rhin y compris l'embranchement de NANCY, d'une manière générale, il est interdit à toutes personnes non autorisées, y compris aux pêcheurs, de naviguer (sauf pour les bâtiments faisant route au droit des écluses), stationner, circuler (même à pied) sur l'ensemble du domaine public fluvial terrestre et en eau relatif aux écluses et barrages dans la zone délimitée comme suit pour chaque ouvrage :

- 50 m à l'amont, comptés à partir des portes amont ou des bouchures,

- 50 m à l'aval, comptés à partir des portes aval ou des bouchures,

à l'exclusion des chemins de halage ou de service.

Des dispositions plus contraignantes pourront être prises pour certains ouvrages.

ARTICLE 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle, Madame la Sous-préfète de TOUL, Monsieur le Sous-préfet de LUNEVILLE, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de la Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Colonel commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, Messieurs les Responsables des Subdivisions de la Navigation de NANCY, TOUL et PONT-A-MOUSSON, représentant le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 juillet 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,
Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,
Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,
Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure,
Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France,
Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991, modifié, relatif aux recettes de Voies navigables de France,
Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France du 1^{er} octobre 2003,
Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,
Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature du Président à M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,
Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005.

D E C I D E

Article 1 - Délégation permanente est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service navigation du Nord-Est, directeur interrégional du Nord-Est, à effet de signer dans les limites de sa circonscription et au nom de M. Guy JANIN, directeur général,

1. Les actes et documents suivants ci-après énumérés :

- a) transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure lors d'infraction à :
 - l'interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (article 62 du décret du 6 février 1932 susvisé),
 - l'interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts-mobiles (article 59 - 3° du décret du 6 février 1932 précité),
 - l'interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (article 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure) ;
 - b) transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée ;
 - c) transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement ;
 - d) conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € ;
 - e) baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 € ;
 - f) contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 €, et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 € ;
 - g) passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT ;
 - h) certifications de copies conformes ;
 - i) décision d'agir en justice et représentation devant toute juridiction en première instance :
 - en tant que demandeur lorsque la demande, sauf procédures d'urgence, n'excède pas la somme de 153 000 € y compris dépôt de plainte et constitution de partie civile,
 - en tant que défendeur lorsque le montant en jeu, sauf procédures d'urgence, n'excède pas 305 000 €,
 - désistement ;
 - j) - pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués,
- pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
 - k) aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 350 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux ;
 - l) - passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 8 janvier 1999,
- passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération,
- passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
 - m) acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
 - n) octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
 - o) octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
 - p) décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
2. Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
3. Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié ;
4. Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

Article 2 - Toutes délégations de signature antérieures sont abrogées.

Article 3 - La présente délégation sera publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements relevant de l'emprise du service délégataire, dans le bulletin officiel des actes de VNF et affichée dans les locaux du service délégataire.

BETHUNE, le 7 novembre 2005

Le Directeur Général,
Guy JANIN

DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR GENERAL DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code de justice administrative,
Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,
Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France,
Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,
Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature à M. Guy JANIN, directeur général de Voies navigables de France,
Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005.

D E C I D E

Article 1 - Subdélégation est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, ingénieur des ponts et chaussées, chef du service navigation du Nord-Est, directeur interrégional du Nord-Est, à effet de signer toutes décisions, actes ou mémoires de première instance relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et

à la conservation du domaine public confié, établis dans les conditions et selon les procédures prévues par le code de justice administrative et de représenter l'établissement en première instance.

Article 2 - Le subdélégué ne peut, sauf en cas d'absence ou d'empêchement, déléguer cette signature.

Article 3 - Toute subdélégation de signature antérieure est abrogée.

Article 4 - La présente délégation sera publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements relevant de l'emprise du service délégataire, dans le bulletin officiel des actes de VNF et affichée dans les locaux du service délégataire.

BETHUNE, le 7 novembre 2005

Le Directeur Général,
Guy JANIN

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE
DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990 pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,

Vu le décret du 21 juillet 2003 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,

Vu l'arrêté n° 05010451 du 11 octobre 2005 nommant Jean-Philippe MORETAU, directeur du Service Navigation du Nord-Est,

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France en date du 1^{er} octobre 2003

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires

D E C I D E

Article 1 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,

- M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, responsable d'arrondissement PGF, à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de MM. HECTOR, TERRANOVA, délégation est donnée à M. BOURDELON à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement ADVE

à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

Article 5 : Délégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé (liste 2), à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les ordres de mission des agents placés sous leur autorité

Article 6 : Délégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

Article 7 : Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 8 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 17 novembre 2005

Le Directeur Interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 02 NOVEMBRE 2005

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
010	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	TSP
003	Arrt EGT	J L HUMBERT	TSP
004	Arrt Exploitation	J.L HUMBERT	TSP
002	Arrt Eau	N. HANY	SA
12	Subdivision BAR LE DUC/VOID	M. HATIER	TSC
13	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC
14	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
15	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
21	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC
22	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
23	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
24	Subdivision NANCY	P. GOEDERT	ITPE
25	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
09	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF
06	Arrt Prospective, Gestion et Financement	F. ERBS	ITPE
01	Salaires	R. FORET	SA

Liste 2

LISTE DES RESPONSABLES EN VIGUEUR AU 02 NOVEMBRE 2005

ARRONDISSEMENTS et SUBDIVISIONS	Nom des chefs d'arrondissements et de subdivisions
Arrondissement EGT	A MAGNIER
Arrondissement Exploitation	JL AUBERTEIN
Arrondissement Eau	P. LEFRANC
Arrondissement SG	D. BOURDELON
Arrondissement PGF	B. TERRANOVA
Arrondissement ADVE	M. COURTEAU
Subdivision BAR LE DUC /VOID	M. HATIER
Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE
Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN
Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER
Subdivision TOUL	H. REBOUCHE
Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX
Subdivision METZ	J.F MORICEAU
Subdivision NANCY	P. GOEDERT
Subdivision EPINAL	P. VACHERAT

SUBDELEGATIONS AU 02 NOVEMBRE 2005

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
B. TERRANOVA	Responsable prospective gestion financement	I.D.T.P.E.		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
M. COURTEAU	Responsable arrt ADVE	Contrat VNF		
P. RAMASSAMY	Responsable cellule compta-marchés	T.S.P		
M. HATIER	Responsable subdivision de Bar le Duc/Void	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E		
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C		
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E		
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	I.T.P.E		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
J.C CHESNEAU	Logistique	T.S.P		
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE et UC de l'arrt EGT	T.S.P		
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		
F. ERBS	Chargée d'étude	I.T.P.E		
R. FORET	Responsable de la cellule Salaires	S. A.		

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DES ATTRIBUTIONS DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
DECISION DE M. MORETAU, INGÉNIEUR DES PONTS ET CHAUSSÉES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies navigables de France, notamment ses articles 16 et 17,
Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 du président du conseil d'administration de Voies navigables de France portant autorisation de délégation de pouvoir du directeur général aux représentants locaux de Voies navigables de France en matière de marchés,
Vu la délibération au conseil d'administration de Voies navigables de France du 1^{er} octobre 2003 relative aux compétences en matière de marchés publics,
Vu l'arrêté ministériel n°05010451 du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Ingénieur des Ponts et Chaussées, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

D E C I D E

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, délégation de signature est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, adjoint au Chef de service, à l'effet de signer les marchés et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés par le code des marchés publics.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU et de M. Serge HECTOR, délégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Prospective, Gestion et Financement, à l'effet de signer dans les mêmes conditions les marchés et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés.

Article 3 : Le chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service délégataire.

NANCY, le 17 novembre 2005

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
Jean-Philippe MORETAU

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA PASSATION ET L'EXÉCUTION DES MARCHES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
DECISION DE M. MORETAU, INGENIEUR DES PONTS ET CHAUSSEES, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST,
REPRESENTANT LOCAL DE VNF**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifiée pour l'année 1991,

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 16 et 17,

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, notamment l'article 28,

Vu la décision du 17 juin 2002 du directeur général de VNF portant délégation de pouvoir aux représentants locaux et en conséquence les désignant "personnes responsables des marchés",

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003 agréant les représentants locaux de VNF en qualité de personnes responsables des marchés,

Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 du directeur général de Voies Navigables de France portant délégation du pouvoir aux représentants locaux,

Vu la circulaire VNF du 2 février 2004 relative aux modalités de publicité à respecter,

D E C I D E

Article 1 - Délégation de signature est donnée, à l'effet d'exercer la fonction de personne responsable des marchés de VNF, y compris le choix de l'attributaire et la signature du marché selon la procédure adaptée prévue à l'article 28 du Code des Marchés Publics, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- à M. Serge HECTOR, ingénieur divisionnaire des TPE, directeur adjoint et à M. Bernard TERRANOVA, ingénieur divisionnaire des TPE et à Dominique BOURDELON, Attaché principal secrétaire général, pour les marchés :

* de travaux en dessous du seuil de 230 K€ HT

* de fournitures et services en dessous du seuil de 150 K€ HT

- à MM. les responsables d'arrondissements et MM. les chefs de subdivisions ci-après désignés pour tout type de marché en dessous du seuil de 90 K€ HT :

NOMS	Fonctions	Grade
B. TERRANOVA	Responsable arrondissement Prospective Gestion et Financement	IDTPE
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal
J.L. AUBERTEIN	Responsable arrondissement Entretien Exploitation	IDTPE
P. LEFRANC	Responsable arrondissement Eau Environnement	ITPE
A. MAGNIER	Responsable arrondissement Études et Grands Travaux	IDTPE
M. COURTEAU	Responsable arrondissement Développement de la Voie d'Eau	Contrat VNF
J.F. MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	ITPE
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	TSC
M. HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC - VOID	TSC
J.P. LEFAURE	Responsable subdivision de VERDUN	TSC
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	ITPE
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision de GIVET	CTRL P
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	TSC
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	ITPE
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'ÉPINAL	ITPE

- à MM. les responsables d'unités comptables ci-après désignés pour les marchés :

* de travaux en dessous du seuil de 50 K€ HT

* de fournitures et services en dessous du seuil de 10 K€ HT

NOMS	Fonctions	Grade
R. FORET	Responsable des Salaires	SA
JC CHESNEAU	Responsable de la Logistique	TSP
J.L. HUMBERT	Responsable de l'unité GVE et de l'unité comptable de l'arrondissement EGT	TSP
N. HANY	Responsable BAG de l'arrondissement EAU	SACE
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF

Article 2 - Les responsables d'arrondissements et de subdivisions mentionnés à l'article 1 ont la possibilité de subdéléguer leur signature à un ou plusieurs collaborateurs pour les marchés de tout type en dessous du seuil de 4 K€ HT.

Article 3 - Toute délégation de signature antérieure est abrogée.

Article 4 - Le chef du service de la navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 17 novembre 2005

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
Représentant local de VNF,
Jean-Philippe MORETAU

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure modifié,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifié pour l'année 1991,

Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991 modifiée, portant dispositions diverses en matière de transports,

Vu la loi n° 94-631 du 25 juillet 1994 relative à la constitution de droits réels,
 Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001, portant diverses dispositions communautaires dans le domaine des transports,
 Vu le décret 60-1441 du 26 décembre 1960 modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 14, 16, 17 et 27
 Vu le décret du 21 juillet 2003 portant nomination du Président du Conseil d'Administration de Voies navigables de France,
 Vu la délibération du conseil d'administration dans sa séance du 1^{er} octobre 2003 relative à une délégation de compétence du conseil d'administration au Président,
 Vu la décision du 1^{er} octobre 2003 portant délégation de pouvoir du Président du conseil d'administration au Directeur général,
 Vu la décision du 21 mars 2002 nommant M. CAUVILLE Didier, chef du Service Navigation du Nord-Est,
 Vu la délégation de pouvoir en date du 1^{er} octobre 2003, du Directeur Général aux représentants locaux de VNF,
 Vu la délégation de pouvoir en date du 16 janvier 2004, du Président de Voies Navigables de France au Directeur Général de Voies Navigables de France,
 Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du Service Navigation du Nord-Est,

D E C I D E

Article 1 : Délégation permanente est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'arrondissement Développement à signer tous les actes ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par VNF portant sur une durée inférieure à 18 ans et une superficie inférieure à 10 hectares, sous réserve, le cas échéant, de l'avis conforme de la direction générale de VNF, sollicité sous couvert du délégant.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel COURTEAU, délégation de signature est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à MM. les chefs de subdivision définis en liste 1, à effet de signer tous les actes portant sur l'amarrage des barques.

Article 4 : Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 5 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service Navigation du Nord-Est.

NANCY, le 22 novembre 2005

Le Directeur Interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

Liste 1

LISTE DES SUBDIVISIONS AU 02 NOVEMBRE 2005

NOMS	Fonction	Signature	Paraphe
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE		
JF BERNAUER	Responsable subdivision de GIVET		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL		
J. F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ		
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL		
M. HATIER	Responsable subdivision BAR LE DUC/ VOID		

DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure
 Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport
 Vu la loi n° 2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports
 Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure
 Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de VNF,
 Vu le décret 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies Navigables de France
 Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant Monsieur Guy Janin Directeur général de Voies Navigables de France
 Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant Jean-Philippe MORETAU, chef du Service de la Navigation de Nancy, à compter du 02 novembre 2005
 Vu la délibération du conseil d'administration de Voies Navigables de France du 1^{er} octobre 2003
 Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature du Président à Monsieur Guy Janin Directeur général de Voies Navigables de France
 Vu la décision du 07 novembre 2005 portant délégation de signature du Directeur Général de VNF à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la navigation de Nancy.

D E C I D E

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par décision susvisée.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)
- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.
- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999,
 - * passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
 - * passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
- Octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;
- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE à l'effet de signer :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
 - * interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
 - * interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
 - * interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)
 - Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquiescement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
 - Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
 - Certifications de copies conformes
 - Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
 - Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;
- En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Jean-Philippe MORETAU, Michel COURTEAU, Mme Michelle LAQUENAIRE, subdélégation est donnée à Mme Anne DIDIER, Responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du CRCE à NANCY pour signer les copies conformes.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, Ingénieur des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. BOURDELON Dominique, Attaché principal des SD, Secrétaire général, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. AUBERTEIN Jean-Louis, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Entretien Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €

- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
 - Certifications de copies conformes,
 - Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
 - Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
 - Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Article 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, chef de Service de la navigation du Nord-Est, représentant local de VNF, subdélégation est donnée à MM. les chefs d'unités comptables définis sur la liste 1, à effet de signer les actes suivants :
- Certifications de copies conformes

Article 8 : Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

Article 9 : Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

Le Directeur Interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES EN VIGUEUR AU 02 NOVEMBRE 2005

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
001	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	T.S.P
005	Arrt EGT	J. L HUMBERT	TSP
006	Arrt Exploitation	J.L. HUMBERT	TSP TPE
007	Arrt Eau	N. HANY	SA
110	Subdivision BAR LE DUC/VOID	M. HATIER	TSC TPE
130	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC TPE
140	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
150	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
210	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC TPE
220	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
230	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
240	Subdivision NANCY	P. GOEDERT	ITPE
250	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF

SUBDELEGATIONS AU 02 NOVEMBRE 2005

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de service	I.D.T.P.E		
D. BOURDELON	Secrétaire Général	Attaché principal		
B. TERRANOVA	Responsable Prospective Gestion Financement	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrt Développement	Contrat VNF		
JL AUBERTEIN	Responsable arrt Exploitation	I.D.T.P.E.		
P. LEFRANC	Responsable arrt Eau	I.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt EGT	I.D.T.P.E.		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
M. HATIER	Responsable subdivisions de VOID et BAR LE DUC	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E		
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C		
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E		
P. GOEDERT	Responsable subdivision de NANCY	I.T.P.E		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E		
J.C CHESNEAU	Responsable de la cellule Logistique	T.S.P		
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE et de l'UC de l'arrt EGT	T.S.P		
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues depuis la délégation de signature notifiée dans sa lettre du 1^{er} septembre 2005.

Les modifications concernent les points suivants :

I - DELEGATIONS GENERALES

M. Alain MAUCHAMP, Chef des Services du Trésor Public assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives notamment sont par ailleurs données, pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Alain MAUCHAMP, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

- M. Jean François BOYMOND	Trésorier principal
- M. Hervé FRIDRICK	Inspecteur principal auditeur
- M. Eric PIQUE	Inspecteur principal auditeur
- Mme Marie France COLOMBEY	Receveur percepteur Chef de division
- M. Claude ZINZIUS	Receveur percepteur Chef de division
- Mme Anne Marie FLAMANT	Receveur percepteur Chef de division
- M. Michel ROUSSEAU	Receveur percepteur Chef de division

Point 6 de la délégation sur le fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et les certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- Mlle Catherine TEULLE Inspecteur, chargé de mission Secteur Public Local

Point 9 de la délégation sur le fonctionnement du service "Ressources Humaines"

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents du Trésor adressés au Département Informatique auprès de la Trésorerie Générale de la Moselle, à :

- Mme Sylvie ROMAIN Chef du service
- M. Jean François BOYMOND Trésorier principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du chef de service Ressources Humaines le courrier interne au service, à :

- Mme Anne Marie CAMBEFORT Contrôleur principal

Point 10 de la délégation sur le fonctionnement du service "Budget Logistique"

Procuration spéciale destinée à apposer la mention "service fait" sur les factures concernant la Trésorerie Générale est donnée à :

- Mme Martine HOUSTLER Contrôleur
- Mlle Fabienne MATHIOT Contrôleur

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

NANCY, le 23 novembre 2005

Christian BRUNET

SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEIEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR

DELEGATION DE SIGNATURE

Christian VUILLEMIN, Secrétaire Général par intérim du Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur, (SINCAL)

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 mars 2004, le nommant en qualité de Secrétaire Général par intérim du Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil locomoteur au 1^{er} avril 2004,

Vu la décision conjointe du Secrétaire Général du SINCAL et de Monsieur le Directeur de l'UGEAM en date du 1^{er} décembre 2004 nommant Monsieur Olivier CALLET, Secrétaire Général Adjoint du SINCAL,

D E C I D E

ARTICLE 1 : En l'absence ou en cas d'empêchement de Monsieur Christian VUILLEMIN, Secrétaire Général par intérim, une délégation générale de signature pour l'ordonnancement des dépenses ((PROGICIELS : CPAGE FACTURATION - CPAGE ECONOMAT) est donnée à :

- Madame Michèle VANCZAK, Cadre administratif, agent de l'UGEAM, mise à disposition du SINCAL selon les termes de la convention UGEAM - SINCAL en date du 31 juillet 2002, en l'absence de Monsieur Christian VUILLEMIN et de Monsieur Olivier CALLET.

ARTICLE 2 : Cette délégation générale d'ordonnancement est assortie d'une mission de contrôle de la régularité des procédures et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

ARTICLE 3 : La présente délégation prend effet à la date du 3 octobre 2005 et porte sur les crédits du budget 2005. Elle sera reportée pour chaque nouvel exercice budgétaire par tacite reconduction.

NANCY, le 3 octobre 2005

Le Secrétaire Général,
Christian VUILLEMIN

AVIS DE RECRUTEMENT

AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE TROIS AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 15 février 2006 un recrutement sans concours de 3 agents administratifs.

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 55 ans au plus au 1^{er} janvier 2006 sans condition de titres ou de diplômes.

Dispositions particulières :

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Les candidats feront l'objet d'une sélection par une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation + CV détaillé précisant les formations suivies, les emplois occupés et leur durée) sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 1010
54521 LAXOU CEDEX

pour le **7 février 2006** au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

LAXOU, le 7 décembre 2005

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
I. CAILLIER

AVIS DE CONCOURS

**DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN ORTHOPTISTE
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89-609 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statut particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière

Vu la vacance de postes d'un orthoptiste diffusée le 14 Septembre 2005 non pourvue par des candidats à la mutation,

D E C I D E

Article 1 : Un concours sur titres est ouvert à partir du 9 Janvier 2006 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir un poste vacant d'orthoptiste.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du certificat de capacité d'orthoptiste délivré par les unités de formation et de recherches mixtes, médicales et pharmaceutiques, institué par le décret du 11 août 1956, âgés de 45 ans au plus tard au 1^{er} janvier 2006. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de 3 enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard le 2 Janvier 2006 au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité,
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme mentionné à l'article 2,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions. (listes des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun),
- un curriculum vitae sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Fait à VERDUN, le 2 décembre 2005

Le Directeur,
C. WINGERT.

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'AGENT CHEF 2^{ÈME} CATÉGORIE AU CHU DE NANCY

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié et de l'arrêté du 29 mars 2005, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur épreuves d'Agent Chef 2^{ème} catégorie afin de pourvoir :

✎ **1 poste Spécialité Construction et aménagement du Bâtiment**

I - Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les fonctionnaires, *mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986*, titulaires des corps de :

- Contremaîtres, justifiant d'un an d'ancienneté dans ce corps
- Maîtres Ouvriers, agents techniques d'entretien, Chefs de garage et conducteurs ambulanciers justifiant de 3 ans d'ancienneté dans leurs corps respectifs.

II - Nature et composition des épreuves :

Le concours comprend :

1°) 2 épreuves écrites d'admissibilité :

Epreuve écrite n° 1 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Vérification, au moyen de questionnaires ou pour tout autre support à constituer ou à compléter, des connaissances théoriques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, que l'exercice de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt pour accéder au corps des agents chefs implique de façon courante.

Epreuve écrite n° 2 (durée = 2 heures - coefficient 2)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent chef dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

2°) Epreuve d'admission :

Entretien (durée = 30 minutes - coefficient 4)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent chef.

III - Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,22 € - format 21x29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U de NANCY - Service Recrutement - Bureau n° 8
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

✉ Par lettre recommandée avec A.R. ou simple courrier

ou

✉ Par dépôt au Service Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt

☞ Date limite d'inscription : 1 mois à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs
de Meurthe et Moselle

NANCY, le 22 décembre 2005

Le Directeur des Ressources Humaines,
Gérard STARK

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE S.G.A.R. N° 2005-523 EN DATE DU 29 NOVEMBRE 2005
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L.211-2 dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie et l'article D.231-4 tel que modifié par le décret n° 2004-1282 du 26 novembre 2004 ;

VU le décret n° 2004-1075 du 12 octobre 2004 relatif à l'organisation des branches assurance maladie et accidents du travail et maladies professionnelles et à la composition des conseils de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés et des caisses primaires d'assurance maladie, notamment l'article 3 instituant un nouvel article R.211-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2004-620 en date du 30.12.04 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein du conseil de la caisse primaire de Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : M. BELLIVIER Thierry
M. CICCOTELLI Sylvio

Suppléants : M. RIGHETTI Fabien
M. LECAILLON Laurent

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : Mme ROBERT Marie-Louise née BAGARD
M. MARTIN Jean-Paul

Suppléants : M. DOLVECK Gérard
M. ATTENONT Hubert

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. FEUILLATRE Patrick
M. GEORGES Raymond

Suppléants : M. OUDIN Michel
M. THIEBAUT Dominique

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
Suppléant : M. BUISSON Jacky

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. TORNAMBE François
Suppléant : M. BATALIC Jean

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. BELLOCCHIO Jean-Marie
M. BERTRAND Michel
M. ELLES Laurent
M. HEUGUES Bernard

Suppléants : Mlle FELLER Fanny
M. NORIS Nicolas
Mme RECEVEUR Stéphanie née KLEIN
M. PERRIN Philippe

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric
M. HEIT Stéphane
Suppléants : M. MALHER Etienne
M. BOONEN Jean

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. BOULENGER Guy
M. GERAULD Michel
Suppléants : M. MUSQUAR Yves
M. POIREL André

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires : Mme DAUPLAIS Annie née DAGUENET
M. CHENUT Eric
Suppléants : M. OLAIZOLA Jean-Louis
M. MERANGER Pierre

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. de l'Association des Paralysés de France (APF)

Titulaire : M. BLAISE Rémy
Suppléant : Mme COLMON Christine née BERTON

2. de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)

Titulaire : M. NORO Frédéric
Suppléant : M. BALBERDE Jean-Pierre

3. de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)

Titulaire : M. MICHEL Dominique
Suppléant : M. DIDIER François

4. de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire : M. FRÉSSE Marcel
Suppléant : M. DUPRE Yves

5. de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)

Titulaire : M. PERRIN Jean
Suppléant : M. SODKI Mahmoud

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2005-222 du 25 mai 2005 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

METZ, le 29 novembre 2005

Le Préfet de la Région Lorraine,
Bernard HAGELSTEEN

ARRETES INTERPREFECTORAUX

**ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE KNUTANGE (MOSELLE)
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA MEUSE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de SERRY ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;

VU la délibération du conseil municipal de KNUTANGE en date du 4 février 2005 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;

VU la délibération en date du 23 mars 2005 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant cette adhésion ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

AFFLEVILLE (13 mai 2005) - ANDERNY (6 juin 2005) - AUBOUÉ (23 mai 2005) - AUDUN-LE-ROMAN (17 juin 2005) - APACH (3 juin 2005) - AVILLERS (28 juin 2005) - AVRIL (17 mai 2005) - LES BAROCHES (14 juin 2005) - BASLIEUX (16 mai 2005) - BASSE-HAM (21 mai 2005) - BATILLY (16 mai 2005) - BAZAILLES (4 juillet 2005) - BECHAMPS (17 mai 2005) - BEUVILLERS (16 mai 2005) - BONCOURT (4 mai 2005) - BOULANGE (27 mai 2005) - BRUVILLE (6 juillet 2005) - CHAILLY-LES-ENNERY (10 mai 2005) - CHAMBLEY-BUSSIERES (23 mai 2005) - CHENIERES (7 juillet 2005) - CLOUANGE (1^{er} juin 2005) - CONS-LA-GRANDVILLE (20 juin 2005) - CONTZ-LES-BAINS (13 mai 2005) - CUTRY (23 mai 2005) - DONCOURT-LES-CONFLANS (4 juillet 2005) - ERROUVILLE (18 mai 2005) - FILLIERES (15 juin 2005) - FLEVILLE-LIXIERES (19 mai 2005) - GANDRANGE (4 juillet 2005) - GIRAUMONT (9 mai 2005) - HAN-DEVANT-PIERREPONT (2 juin 2005) - HERSERANGE (8 juin 2005) - HOMECOURT (29 juin 2005) - HUNTING (6 mai 2005) - HUSSIGNY-GODBRANGE (16 juin 2005) - JARNY (23 mai 2005) - JEANDELIZE (20 mai 2005) - JOEUF (8 juin 2005) - JOUAVILLE (1^{er} juillet 2005) - JOUDREVILLE (11 juillet 2005) - KERLING-LES-SIERCK (30 mars 2005) - LABRY (8 juin 2005) - LAIX (2 mai 2005) - LANDRES (24 juin 2005) - LANTEFONTAINE (29 juin 2005) - LEXY (27 juin 2005) - LOMMERANGE (17 mai 2005) - LONGLAVILLE (26 mai 2005) - LONGWY (16 juin 2005) - MAIZIERES-LES-METZ (27 mai 2005) - MALAVILLERS (23 mai 2005) - MALLING (3 juin 2005) - MANCE (23 mai 2005) - MANCIEULLES (24 mai 2005) - MARANGE-SILVANGE (26 mai 2005) - MERCY-LE-BAS (1^{er} juin 2005) - MERCY-LE-HAUT (12 juillet 2005) - MEXY (4 juillet 2005) - MOINEVILLE (11 mai 2005) - MONT-BONVILLERS (18 mai 2005) - MONTIGNY-SUR-CHIERS (19 mai 2005) - MONTAIS-LA-MONTAGNE (28 juin 2005) - MONT-SAINT-MARTIN (20 mai 2005) - MOUTIERS (4 mai 2005) - MOYEUVRE-PETITE (23 juin 2005) - MURVILLE (10 mai 2005) - NORROY-LE-SEC (13 mai 2005) - NORROY-LE-VEUR (22 juin 2005) - OLLEY (23 mai 2005) - OTHE (14 mai 2005) - OZERAILLES (14 mai 2005) - PARFONDRUPT (18 juillet 2005) - PIENNES (30 mai 2005) - PIERREPONT (11 mai 2005) - PLESNOIS (4 mai 2005) - PREUTIN-HIGNY (1^{er} juillet 2005) - PUXE (21 juin 2005) - REHON (24 mai 2005) - REMELING (9 juin 2005) - REZONVILLE (13 juin 2005) - ROMBAS (23 juin 2005) - RONCOURT (26 mai 2005) - ROSSELANGE (2 mai 2005) - SAINT-AIL (13 mai 2005) - SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (2 septembre 2005) - SAINT-PANCRE (19 mai 2005) - SANCY (30 juin 2005) - SERROUVILLE (7 juillet 2005) - TELLANCOURT (4 mai 2005) - THIL (26 mai 2005) - THUMERVILLE (9 mai 2005) - TRESSANGE (13 mai 2005) - TRIEUX (2 juin 2005) - TUCQUEGNIEUX (11 mai 2005) - VILLE-AU-MONTOIS (7 juillet 2005) - VILLERS-LA-MONTAGNE (3 juin 2005) - VILLERUPT (7 juillet 2005) - VIONVILLE (17 mai 2005) - YUTZ (23 mai 2005) ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de METZ-Campagne en date du 30 août 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 31 août 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 19 septembre 2005 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 23 septembre 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

ARTICLE 1^{er} : L'adhésion de la commune de KNOTANGE (Moselle), au syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois, est autorisée.

La commune de KNOTANGE sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

ARTICLE 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, METZ-Campagne, THIONVILLE et VERDUN, et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 18 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

METZ, le 10 octobre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Bernard GONZALEZ

BAR-LE-DUC, le 2 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Hubert VERNET

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2458/2005 AUTORISANT LA REALISATION D'UNE PISTE MULTI-ACTIVITES LE LONG DE LA PLAINE

LE PREFET DES VOSGES

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles R 11-4 à R 11-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code de l'Environnement et plus particulièrement les articles L 210-1 à L 214-16 ;

VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés, relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, prévues par les articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin Meuse, approuvé par le Préfet Coordonnateur le 15 novembre 1996 ;

VU la demande en date du 9 août 2004 par laquelle le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine sollicite l'autorisation de réaliser une piste multi-activités le long de la Plaine et traversant les communes de Raon-l'Étape, Neufmaisons, Pierre-Percée, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Bionville, Vexaincourt, Luvigny, Raon-sur-Plaine, et Raon-lès-Leau ;

VU l'arrêté n° 1373/2005 du 29 juin 2005 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande susvisée ;

VU les pièces de cette enquête à laquelle il a été procédé du 18 juillet au 12 août 2005 sur le territoire des communes susvisées ;

VU les avis des services consultés sur cette demande ;

VU les délibérations des Conseils Municipaux de Raon-l'Étape, Raon-sur-Plaine, Raon-lès-Leau et Pierre Percée ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Commissaire Enquêteur en date du 12 septembre 2005 ;

VU le rapport et le projet d'arrêté établis par le Service chargé de la Police de l'Eau et soumis au Conseil Départemental d'Hygiène ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène des Vosges dans sa séance du 19 octobre 2005 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 27 octobre 2005 ;

VU le projet d'arrêté envoyé au pétitionnaire pour observations éventuelles ;

Considérant que le pétitionnaire n'a aucune observation à émettre sur le projet d'arrêté ;

Sur la proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E N T

Article 1^{er} : Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine est autorisé, conformément au dossier et plans transmis et aux mesures décrites dans le présent arrêté, à effectuer les travaux de réalisation de la piste multi-activités le long de la Plaine sur les territoires des communes de Raon-l'Étape, Neufmaisons, Pierre-Percée, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Bionville, Vexaincourt, Luvigny, Raon-sur-Plaine, et Raon-lès-Leau.

ARTICLE 2 : Description des travaux

La piste multi-activités sera réalisée sur une longueur totale de 27,200 km et traversera 10 communes des départements des Vosges et de Meurthe-et-Moselle (Raon-l'Étape, Neufmaisons, Pierre-Percée, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Bionville, Vexaincourt, Luvigny, Raon-sur-Plaine et Raon-lès-Leau). Ses caractéristiques seront les suivantes : au maximum 3 m de largeur, absence d'accotements, pente maximale de 5%, revêtement en enrobé fin, espace d'au moins 5 m entre la piste et la Plaine.

La réalisation de la piste nécessite le remplacement du tapis de roulement lorsque les tronçons prévus empruntent un réseau de chemin existant (17,15 km).

Elle consiste en la création d'un nouveau tracé sur 10,05 km (dont 7,8 km environ dans le lit majeur de la Plaine) et à la mise en place de nouveaux ouvrages de franchissement de la Plaine et de ses affluents. Les ouvrages sont listés en annexe en fonction de leur caractéristique.

Des aménagements connexes sont prévus le long de la piste :

- 9 parkings : 6 parkings existants (séquences 1, 9, 12, 20, 23, 26), 3 plate-formes existantes (séquences 1, 3, 17). Aucune imperméabilisation nouvelle n'est autorisée. Les matériaux utilisés pour le revêtement devront permettre l'infiltration des eaux ;

- 12 aires de détente (points d'arrêt, mobiliers, signalétique...).

Des travaux seront effectués pour sécuriser certains tronçons : croisement avec la RD 392a et lorsque la piste empruntera les RD 992, 183 et 184.

ARTICLE 3 : Tracé Neuf

La piste comprendra une couche de fondation de matériaux grossiers de plusieurs dizaines de centimètres si nécessaire pour sa stabilité et pour un effet drainant sur les terrains à proximité. Elle sera recouverte par une couche de forme (concassé de type 0-31,5 mm) compactée sur une épaisseur de 50 cm environ, puis par une couche roulement (bitume) de quelques centimètres.

Les matériaux utilisés ne devront en aucun cas contenir ce qui pourrait provoquer la dissémination d'espèces envahissantes non indigènes (Renouée du Japon, Balsamine géante...).

Sur ces tronçons à créer, la piste sera située à une **distance minimale** de 5 mètres en arrière du lit mineur de la Plaine.

De même, de manière à protéger les arbres situés à proximité des travaux, le chantier se tiendra à 5 m minimum des ripisylves et des lisières et il ne devra pas être déposé de matériau à moins de 2 m des troncs.

ARTICLE 4 : Ouvrages de franchissement et rétablissement des écoulements

Les ouvrages de franchissement présenteront les caractéristiques générales suivantes :

- le profil en travers du lit mineur de la Plaine et de ses affluents restera inchangé ;

- les tabliers des passerelles seront situés au niveau des berges ;

- l'épaisseur des tabliers sera réduite (inférieure à 30 cm) ;

- les gardes-corps (1 m de hauteur) seront conçus de façon à s'effacer totalement en période de crue afin de ne pas piéger les éventuelles encombres ;

- les ouvrages seront dimensionnés de telle sorte qu'ils n'engendreront aucune modification des écoulements de la Plaine et de ses affluents pour les débits contenus dans le lit mineur. Leurs incidences hydrauliques en période de crue devront être conformes aux résultats annoncés dans l'étude d'impact.

Sur le tracé neuf, et notamment sur les séquences 1-2,12,18-19 et 21, la densité de busage sera adaptée en section et quantité pour maintenir le système hydraulique existant, tant en capacité qu'en vitesse de débit.

Les aménagements prévus en lit majeur (mobiliers, pontons) au PK = 2.800 et PK = 19.300 seront implantés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucune modification des écoulements et qu'ils ne favorisent en aucun cas la formation d'embâcles. En outre, ils seront soit suffisamment ancrés dans le sol soit démontés avant les crues.

ARTICLE 5 : Rejet des eaux pluviales et imperméabilisation

Aucun nouveau dispositif de rejets des eaux pluviales n'est prévu afin de favoriser l'infiltration sur tout le linéaire.

Seule l'imperméabilisation des surfaces de la piste est autorisée soit au maximum 8,16 ha. Les parking ne seront pas imperméabilisés afin de favoriser l'infiltration des eaux de pluies.

ARTICLE 6 : Remblaiements et déblaiements

Aucun remblai ni déblai n'est autorisé dans le lit majeur.

ARTICLE 7 : Fuseau de mobilité, zones humides et de frayères

L'implantation de la piste ne doit en aucun cas entraver le fuseau de mobilité des cours d'eau. A cet égard, la piste sera suffisamment éloignée des berges au niveau des parties naturellement érodables de telle sorte qu'elle ne devienne pas un ouvrage à protéger par des techniques « dures » autres que végétales.

L'implantation de la piste ou son mode de conception (par exemple le compactage trop important des matériaux) ne devra en aucun cas détruire les zones humides et de frayères de part et d'autre de l'emprise strictement nécessaire soit 3 m de largeur.

ARTICLE 8 : Mesures compensatoires

Afin de préserver l'Azuré des Paluds, présent entre Raon-l'Étape et la Trouche, la Pimprenelle (*Sanguisorba officinalis*) plante hôte de ce papillon protégé au niveau européen, sera semée sur une emprise d'au moins 1,5 mètre de part et d'autre de la piste entre le PK = 0 et le PK = 3.500.

ARTICLE 9 : Exécution des travaux, mesures de surveillance et de suivi du chantier**Phase de chantier**

L'implantation des baraquements de chantier, les zones de stationnement, de stockage et d'entretien des engins et des matériaux de chantiers seront assurés sur les différents aires de parking existantes et obligatoirement en dehors de la zone inondable.

Les produits polluants, notamment les huiles et le gasoil, seront stockés sur des aires étanches munies de capacité de rétention dimensionnée dans le respect de la réglementation.

Un kit contenant des éléments absorbants sera mis à disposition sur le chantier.

Les engins utilisés seront en adéquation avec le type de sol (notamment équipés de pneus basse pression sur sols à tendance hydromorphe). Les engins lourds ne seront utilisés qu'en terrain sec et de portance correcte.

Lors de la mise en place des enrobés, toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution par lessivage d'hydrocarbures.

Le chantier sera alimenté par des camions arrivant en marche arrière au chantier depuis la voirie existante. Les matériaux ne seront pas stockés sur le chantier. Aucune plate-forme de retournement et de stockage n'y est autorisée.

Pour limiter les dépôts de boues sur les routes, un système de nettoyage de roues de camions et d'engins devra être mis en place. De même, l'humidification des pistes doit être envisagée pour limiter l'envol de poussières en période sèche.

Tous les efforts nécessaires seront fournis afin de maintenir propre le chantier et ses abords.

L'ensemble des espaces non utiles à l'activité après le chantier sera remis en état : baraquement de chantier, stock de matériel.

Protection de la faune et de la flore

La phase de chantier autour du lac de Celles-sur-Plaine (séquences 7 à 9) sera entreprise en dehors de la période de migration des grenouilles soit en décembre, janvier, février et de juillet à septembre.

Les travaux de défrichement et de terrassement sur les tracés à créer (séquences 1-2-3, 9, 12-13, 18-19, 21-22, et 25) interviendront en dehors de la période de reproduction des oiseaux soit de fin juillet à début février.

Le projet de piste sera éloigné de la berge de la Plaine afin de respecter les espèces protégées que sont la Matteucie et le Potamot à feuilles de renouée (en amont de la maison forestière de Bellevue).

Phase d'exploitation

Un passage d'une équipe d'entretien après chaque crue permettra d'éliminer les embâcles accumulés à proximité des passerelles. Une vigilance particulière sera portée en amont du barrage de Celles-sur-Plaine où le risque de débordement est accru. Lors de ces visites, les aménagements des aires de détente éventuellement en place dans le lit majeur seront systématiquement contrôlés.

Afin de réduire le risque d'accumulation d'encombres dans les garde-corps des ouvrages de franchissement, la communauté de communes de la vallée de la Plaine s'engage à éliminer aux cours des 3 prochaines années, les derniers embâcles résultant de la tempête de fin décembre 1999 et de prévenir la formation de nouveaux par des opérations d'entretiens réguliers de la ripisylve. En cas de risque d'entraînement par les eaux en crue, les aménagements des aires de détente situées en zone inondable seront démontés.

L'emploi de produits phytosanitaires aux abords de la piste n'est pas autorisé.

Afin de préserver l'Azuré des Paluds, aucune fauche aux abords de la piste ne sera effectuée entre le 25 juin et le 10 septembre entre Raon-l'Étape et La Trouche (PK = 0 à PK = 3.500).

Synthèse relative aux périodes d'intervention et séquences concernées

Séquence 13 et 18 (remblaiement / déblaiement et tracé neuf) : intervention obligatoirement en juillet et août ;

Séquence 7-8-9 (proximité du lac de Celles-sur-Plaine et tracé neuf) : intervention obligatoirement en juillet-août ou en décembre-janvier-février ;

Séquences 1-2-3-12-19-21-22-25 (autre tracé neuf) : intervention obligatoirement entre juillet et février.

ARTICLE 10 : Les Services chargés de la police de l'eau seront consultés sur les cahiers des clauses techniques au moment de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises.

Ils seront impérativement avisés au moins 15 jours avant le début des travaux de chacun des ouvrages de franchissement, des remblaiements et déblaiements (autorisés en dehors du lit majeur).

Une réunion associant le Conseil Supérieur de la Pêche devra être organisée par le pétitionnaire sur le terrain pour la finalisation du projet. Lors de la réalisation de la piste, le CSP devra être consulté et associé aux réunions de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE 11 : Les agents des services susvisés auront en permanence accès au chantier pour vérifier la conformité des travaux avec les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Toute modification apportée au dossier (ouvrage de franchissement, intervention en zone humide, zone de frayères, espace naturel sensible pour la faune ou la flore...) devra être portée à la connaissance des Préfets et être autorisée préalablement aux travaux.

ARTICLE 13 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 14 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois qui suit sa notification.

ARTICLE 15 : Publication et exécution

Messieurs les Secrétaires Généraux des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Saint-Dié-des-Vosges et de Lunéville, les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt, les Maires de Raon-l'Étape, Neufmaisons, Pierre-Percée, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Bionville, Vexaincourt, Luvigny, Raon-sur-Plaine, et Raon-lès-Leau, le Conseil Supérieur de la Pêche sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, publié au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle et dont l'extrait sera affiché pendant un mois en mairies de Raon-l'Étape, Neufmaisons, Pierre-Percée, Celles-sur-Plaine, Allarmont, Bionville, Vexaincourt, Luvigny, Raon-sur-Plaine, et Raon-lès-Leau. Un avis sera inséré dans deux journaux locaux de chaque département, aux frais du demandeur par les soins de la Préfecture des Vosges.

EPINAL, le 29 novembre 2005

NANCY, le 29 novembre 2005

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN

Marc BURG

ANNEXE - Liste des ouvrages

Localisation	Ouvrages de Type 1	Ouvrages de Type 2	Ouvrages de Type 3	Ouvrages de Type 4
PK= 1.200 à 1.300 Séquence 2 - B1 Raon-l'Étape			Nombre : 3 Diamètre nominal 300 mm	
PK= 2.300 Séquence 2 - B2 Raon-l'Étape		Bras mort de la Plaine		
PK= 2.400 Séquence 2 - B2 Raon-l'Étape		Bras mort de la Plaine		
PK= 3 à 3.150 Séquence 2 - B2 Raon-l'Étape			Nombre : 8 Diamètre nominal 300 mm	
PK= 3.200 Séquence 2 - B2 Raon-l'Étape		Ruisseau de la Fosse		
PK= 3.250 à 3.350 Séquence 2 - B2 Raon-l'Étape			Nombre : 3 Diamètre nominal 300 mm	
PK= 3.800 Séquence 3 - B2 Neufmaisons			Fossé Diamètre nominal 300 mm	
PK= 10.600 Séquence 9 - D2 Celles-sur-Plaine			Fossé Diamètre nominal 600 mm	
PK= 10.800 Séquence 9 - D2 Celles-sur-Plaine		Ruisseau		
PK= 14.500 Séquence 12 - F Celles-sur-Plaine		Ruisseau les Hayes de Celles		
PK= 14.950 Séquence 12 - F Celles-sur-Plaine			Fossé Diamètre nominal 600 mm	
PK= 15.050 Séquence 12 - F Celles-sur-Plaine		rouaye		
Séquence 12 - F Celles-sur-Plaine Bionville PK= 15.100	La Plaine			
PK= 15.600 Séquence 12 - F Bionville			Rouaye Diamètre nominal 600 mm	
PK= 18.600 Séquence 18 - H Allarmont			Fossé Diamètre nominal 1000 mm	
PK= 18.700 Séquence 18 - H Allarmont		Rouaye		
PK= 18.900 Séquence 18 - H Allarmont		Rouaye		
PK= 21.900 Séquence 21- J Vexaincourt	La Plaine			
PK= 22.600 Séquence 22 - J Bionville		Ruisseau (Taurupt)		
PK= 22.800 Séquence 22 - J Bionville			Fossé Diamètre nominal 600 mm	
PK= 23.4 à 23.75 Séquence 22 - J Bionville		PK= 23.550 Rouaye		Rétablissement de drains tous les 7 m
PK=26.200 Séquence 26 - M Raon-lès-Leau		Ruisseau les Goudiots		
TOTAL	2	10	20	1

